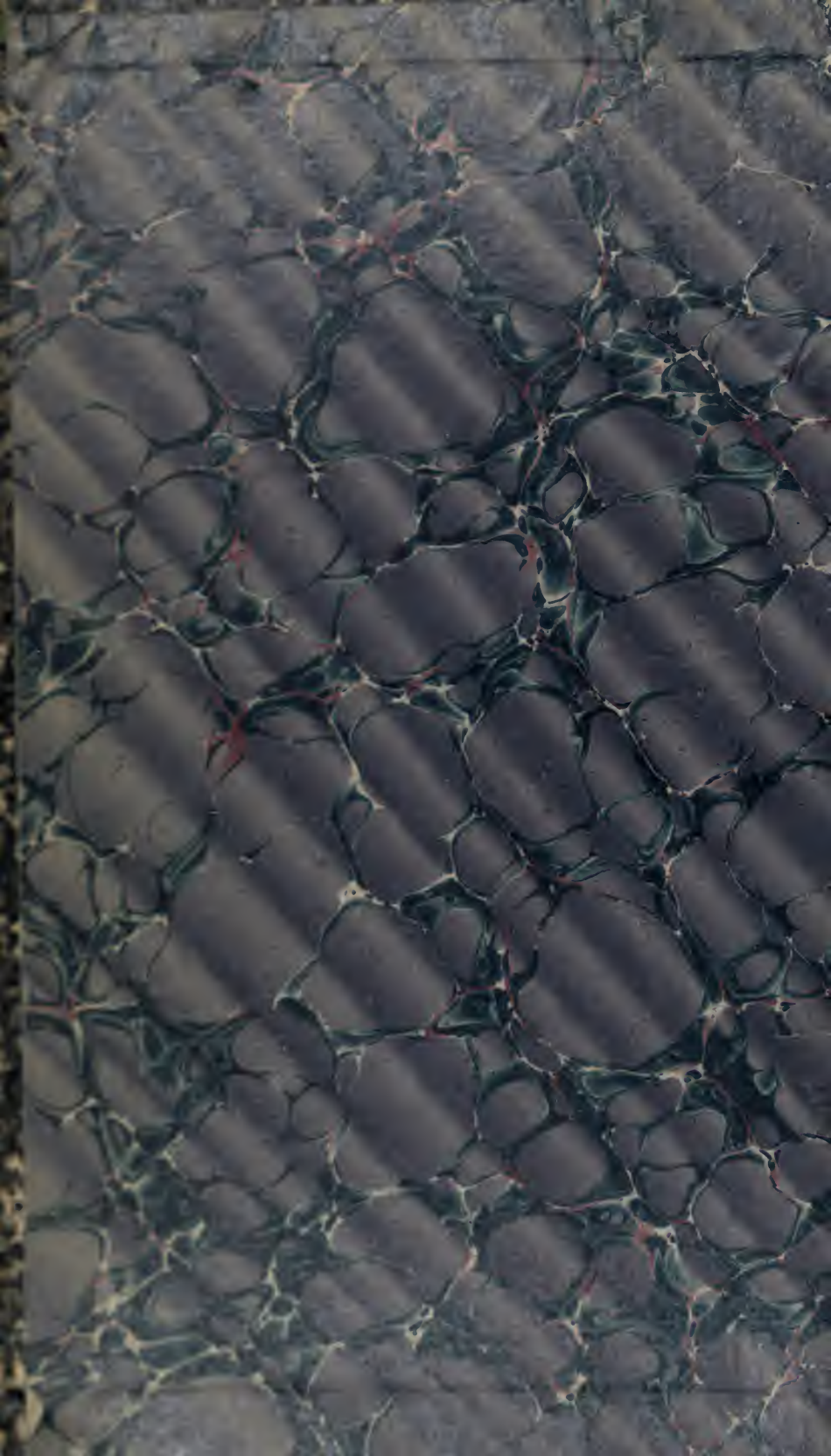

REVUE

DES

DEUX MONDES

XIVe ANNÉE. — NOUVELLE SÉRIE

1er JUILLET 1844.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET Cie,
RUE SAINT-BENOIT, 7.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME SEPTIÈME

QUATORZIÈME ANNÉE. — NOUVELLE SERIE

PARIS

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DES BEAUX-ARTS, 10

1844

17110
e
AP
20
R5
n.sér.
t.7

LES

MAHRATTES DE L'OUEST.

L'Hiver dans l'Inde. — Les Mahrattes en voyage. — Passage des Ghautts. — Les Rapsodes et Chefs de clan mahrattes. — Forteresses sur les Montagnes, Mœurs féodales. — Poonah. — Un Collége brahmanique. — Le Maharashtra sous la domination anglaise.

L'hiver, dans l'Inde, consiste en une série de jours parfaitement sereins, encore très chauds, mais tempérés par des brises plus fraîches. Quelques arbres, d'une délicatesse extrême, perdent leur feuillage; d'autres, éternellement verts, subissent à peine un ralentissement passager dans l'activité de leur sève. Sous les latitudes tropicales, cette saison n'apporte pas même à sa suite la mélancolie que nous inspirent les premières atteintes de l'automne. On sent que la nature est plongée dans un demi-sommeil dont chaque rayon, plein de chaleur, tend à la faire sortir; l'espérance est si prochaine, qu'il n'y pas place pour la tristesse. Au lieu de les craindre, on attend avec une certaine impatience ces mois où le soleil s'éloigne de quelques degrés, où, de toutes parts, une nouvelle vie vient ranimer les villes et les campagnes. Le passage de l'astre souverain au solstice d'été a amené des nuées fécondes; le ciel s'est ouvert pour verser à la terre toute l'eau dont elle avait besoin; les moissons arrosées se sont mises à croître et

à mûrir. Puis, les récoltes achevées, quand la nécessité d'échanger leurs produits pousse les populations à traverser de grands espaces, une température plus supportable les invite aux voyages. Les nuits, un peu plus longues, permettent au sol de mieux s'imbiber de rosée; l'homme a plus de force et de santé pour affronter les fatigues; les animaux qui lui obéissent ont plus de courage pour franchir les grandes distances, pour gravir les montagnes et fouler le sable des plaines. Le temps d'hiver est aussi celui des promenades et des excursions pour les Européens. Les habitans de Bombay sortent de leur île, et font des parties à la voile aux grottes d'Éléphanta, aux caves de Salsette. Quelquefois on pousse le voyage jusqu'à Élora, car les monumens énigmatiques dont on ignore la date, marqués au sceau d'une antiquité si reculée que l'esprit se trouble à en rechercher l'origine, ont un prestige qui attire. Sans en déchiffrer les inscriptions, sans en saisir les symboles, on s'initie, au moins pour quelques instans, aux mystères des générations mortes avec le secret de leur existence.

Celui qui, en débarquant d'Europe, veut s'acclimater ou se reposer des chaleurs dans une atmosphère plus saine, ira s'établir sur les montagnes de Mahabéliswar ou aux cantonnemens de Poonah. D'ailleurs, il suffit d'avoir séjourné quelques semaines au milieu des sables et de l'étouffante poussière de Bombay pour éprouver le besoin de s'aventurer par-delà les cimes qui bornent la baie. C'est de ce côté, vers Poonah, capitale des Mahrattes de l'ouest, que nous nous dirigeâmes nous-même, dans cette belle saison qui commence en décembre et finit en février. La route des montagnes vient se joindre à une petite rivière, au fond de la rade, à neuf lieues de Bombay : c'est là qu'on doit se rendre. Le trajet s'effectue dans de charmantes barques à voiles latines, ordinairement la nuit, parce qu'il faut profiter d'une brise qui, après avoir soufflé avec force jusque vers trois heures, s'apaise subitement au matin. Bientôt on a laissé derrière soi les grands navires européens, les lourdes chaloupes asiatiques, qu'un commerce toujours plus actif attire par centaines autour de la ville anglaise. A mesure que l'on se plonge dans le calme d'une nuit sereine, qu'on entend bondir autour de soi les vagues agitées, on sent un bien-être inexprimable; on renaît au bruit harmonieux du vent qui gémit dans les cocotiers serrés le long des îles. D'abord, on glisse entre des roches sombres, escarpées; puis on côtoie une rive plus basse, moins sauvage; la mer a fait place à un petit fleuve aux eaux tranquilles; sur la côte, on distingue vaguement auprès des cabanes, où ne brille plus aucun feu, les palmiers qui balancent leurs têtes sous un ciel étoilé. Les ma-

telots hindous dorment roulés dans de longues pièces de cotonnade blanche pareilles à des linceuls; le pilote chante à voix basse, et la grue lui répond en jetant du milieu des joncs son cri vibrant comme le timbre sur lequel retentissent les heures. Les oiseaux aquatiques ne sommeillent guère plus que les ruisseaux, qui ne suspendent au soir ni leur cours ni leur murmure.

On jette l'ancre au port de Panwell; il y a aussi loin de la capitale d'une des trois présidences quittée la veille à cet humble village, que de la grande mer cachée derrière les montagnes voisines à la petite rivière si paisible. Cependant Panwell est une place de commerce assez importante qui lie Bombay avec les villes de l'intérieur, et commande la ligne de communication entre cette île et les petits états de la confédération mahratte englobés désormais dans le territoire de la compagnie. A l'aurore, nous distinguâmes de grosses barques à deux mâts chargées de coton, échouées sur la grève en attendant le reflux; des chariots, des bœufs en grand nombre, de petits chevaux et quelques chameaux occupaient l'espace d'un quart de mille qui sépare le village de la rivière. Mais, à cette heure, les Hindous ne vaquent point encore aux travaux de leur caste; ils accomplissent avec un certain recueillement les prescriptions religieuses et hygiéniques qui forment le cadre de leur vie. Dans ces contrées, où l'espèce humaine si multipliée semble s'avilir et perdre de sa valeur, tout homme se rappelle qu'il vient de Dieu; qu'il soit sorti du pied de Brahma ou de la tête de cette divinité créatrice, que le destin l'ait fait naître pour servir ou pour commander, l'Hindou tient à son enveloppe mortelle, et la soigne comme un temple.

Des bords de la rivière au pied des vallons s'étendent des plaines salines et marécageuses dans lesquelles les Anglais viennent se donner le plaisir de la chasse aux bécassines, leur passe-temps favori. Le village de Panwell est bâti à l'entrée des premières gorges de la montagne, et les débris d'un fort antique attestent que cette position avait déterminé les belliqueux habitans de la contrée à en faire une place de guerre. Ce fut Sambadjî, dont les conquêtes reculèrent si loin les bornes de l'empire mahratte, qui détruisit, en 1682, la citadelle devenue nuisible à ses intérêts, parce que les lieutenans d'Aurang-Zèbe s'emparaient de ce point pour isoler leurs ennemis des bords de la mer, et les empêcher de menacer la côte avec leurs chaloupes armées. Les Européens n'y ont point bâti d'établissemens d'aucun genre, de sorte que Panwell est resté un vaste bazar ombragé de beaux arbres, traversé sans cesse par les caravanes de l'intérieur,

retentissant à toute heure du tambourin des bayadères, du cri des mendians et du chant des faquirs. A partir des dernières cabanes rangées le long de la route, le terrain monte; on aborde les rampes escarpées. Si l'on redescend chaque montagne après l'avoir franchie, c'est pour en gravir une seconde plus élevée, et atteindre peu à peu les plateaux des Ghautts. La chaîne ainsi nommée s'étend depuis la rivière Tapti jusqu'au cap Comorin. Excepté sur un seul point, où ses derniers versans viennent presque s'abaisser jusque dans les vagues, elle se tient éloignée de la mer à une distance de quarante à soixante-dix milles, montrant aux navigateurs, dans toute son étendue, des cimes abruptes, légèrement dentelées, qui la font ressembler aux montagnes de l'Arabie vers le détroit de Bab-el-Mandeb.

C'est une loi de la nature que les extrémités des continens avancés au milieu des eaux soient soutenues par une ligne de montagnes; de même que les Andes forment l'arête principale de toute l'Amérique du Sud, ainsi les Ghautts sont, avec leurs diverses ramifications, la membrure de la presqu'île indienne. Si elles ne cachent point, comme les Cordillières, des pics neigeux jusque dans les nues, cependant elles présentent, en s'enfonçant dans l'intérieur, des gradins multipliés pareils aux croupes successives par lesquelles on remonte des bords de l'Océan Pacifique aux parties hautes du Chili. Entre les chaînes inférieures, souvent veinées d'un porphyre sombre, dans lequel les artistes hindous taillaient des statues colossales, s'étendent des plaines encaissées qu'on prendrait pour des lacs mis à sec. Des routes anciennes, spacieuses comme des voies romaines, traversent quelques-uns de ces bassins; quelques palmiers sauvages (*borassus flabelliformis*), semés par le vent à de rares intervalles, jettent sur la chaussée une ombre peu abondante. D'autres arbres de la même famille, couronnés le plus souvent d'une volée de vautours noirs, surgissent çà et là, au milieu de ces espaces solitaires, tantôt d'une touffe d'arbustes épineux, tantôt du lit desséché d'un ruisseau. Au pied des monts arrondis à leur base, âpres et brisés à leurs cimes, on voit des fragmens de forêts sous lesquelles s'allonge et se perd la route à l'entrée d'un défilé. Le soir, quelque fumée bleuâtre trahit la présence d'une cabane au fond de ces bois tranquilles; d'ordinaire, les portions de terrain que ne traverse et n'arrose aucun cours d'eau, que le soleil brûle par la réverbération des rocs voisins, sont impropres à la culture et à peu près inhabités. Cette région, peu éloignée de l'océan, ressemble à ce que serait la rade de Bombay elle-même, si, par suite d'un grand cataclysme, les flots en se retirant laissaient à sec l'intervalle qui sépare les îles. Mais quand on

avance au cœur du pays, les monts, labourés par des torrens impétueux au temps des pluies, présentent de prodigieux ravins, des précipices effrayans et des vallées où la végétation tropicale se développe dans toute sa splendeur.

A l'époque où nous traversions cette pittoresque contrée, une population de pasteurs et de marchands défilait dans les routes poudreuses; c'étaient des familles mahrattes conduisant au point d'embarquement le coton que les bateaux transportent de la côte à Bombay. Les récoltes se font bien loin dans l'intérieur, mais plus près de cette dernière ville que de Madras; arrivées sur le quai de la cité anglaise, les balles de coton restent entassées près des murailles pendant toute la saison sèche, en plein air, en attendant que des navires les déversent sur les marchés de Londres et de Liverpool, les déposent dans les factoreries de Canton, où elles sont échangées contre le thé et les soieries de la Chine. Les montagnards récoltent aussi des grains de diverses espèces qui servent à la nourriture des animaux, du riz, du blé; ils achètent, en retour, du sel, du fer et des petits poissons pêchés sur la côte de Malabar, que les Hindous mangent avec leur *karry* après l'avoir fait sécher au soleil. Ce n'est point sur des chariots que les Mahrattes apportent leurs produits quand ils viennent de loin; les routes, mal frayées en maints endroits, ne permettraient point à des voitures de rouler commodément : ils se servent de bœufs et de buffles, sur lesquels ils attachent, au moyen de fortes sangles, deux sacs de grain ou deux balles de coton bien équilibrées. Il y a des convois de deux et trois cents animaux ainsi chargés, cheminant des mois entiers par monts et par vaux, et escortés d'une vingtaine de guerriers qui portent le fusil à mèche, la masse d'armes, la pique, le bouclier et le sabre. En tête de la caravane marche le plus beau de ces robustes et patiens quadrupèdes; le plus souvent c'est un bœuf, car le buffle, affaissé sur ses courtes jambes, qui va les naseaux tendus, cherchant les mares et les ruisseaux, où il aime à se plonger, a des allures trop humbles pour briguer l'honneur du commandement. Le glorieux bœuf auquel est dévolu ce poste brillant devient à la fois général et porte-enseigne; cette dernière fonction était l'une des quatre grandes dignités à la cour des princes mahrattes. Sur ses cornes droites et hautes flottent de larges pantalons rouges qu'il se garde bien de déchirer aux buissons; sur son cou nerveux est fixé le petit drapeau aux couleurs du maître, signe de ralliement pour le convoi. Des enfilades de ces jolies coquilles blanches (de la famille des porcelaines), nommées dans l'Inde *kauri*, retombent en guirlandes autour des yeux, sur le

front de la bête privilégiée. Cet ornement de coquillages, si commun dans la presqu'île indienne, n'est pas un grand luxe; la valeur du *kauri*, admis comme monnaie dans les bazars, où les banquiers en apportent des cassettes pleines, ne représente que la quatre-vingtième partie d'un sou de cuivre!

Le soir, après avoir choisi un lieu propre à la halte, la tribu s'arrête. Les balles de coton disposées en murailles sur quatre faces forment un camp retranché, avec une seule ouverture, au milieu duquel on enferme le bétail pendant la nuit. Dans les lieux déserts où l'on peut craindre l'attaque d'un tigre ou d'une bande de voleurs, des sentinelles veillent attentivement à l'entrée. Au centre sont dressées les tentes de toile ou de nattes qui abritent la famille voyageuse; les hommes accrochent leurs armes aux poteaux fixés en terre, s'accroupissent en rond et causent en fumant. Leur narguilé consiste en un coco vidé surmonté d'une tige plus ou moins ornée qui soutient le fourneau, et muni d'un tuyau de bambou. Jamais le Mahratte ne quitte sa demeure sans emporter avec lui cet ustensile assez embarrassant; le narguilé et le sabre antique à large garde sont ses inséparables compagnons de route. Le costume des hommes se compose généralement d'une étoffe blanche serrée autour des reins et des cuisses de manière à ne pas gêner le mouvement du genou; en plaine, c'est dans un des plis de cette ceinture, roulée plusieurs fois autour du corps, que le montagnard passe son cimeterre; quand il s'enfonce dans les broussailles des collines, il le tient à la main. Le Bedouin qui marche sur les sables du désert peut bien suspendre à une ficelle autour de son cou la fine lame de Damas enfermée dans un fourreau de bois; mais comment le Mahratte, agile et leste comme le chamois, gravirait-il les ravins des Ghautts, si son arme embarrassait sa course? Les aspérités des rocs l'obligent aussi à garnir son pied d'un grossier cothurne, quelquefois même il enveloppe ses jambes d'un pantalon pareil à celui des anciens Francs. Sa tête est ornée du turban hindou, fait d'une étoffe rouge ou blanche dont la pointe retombe sur la nuque et l'abrite du soleil.

Tandis que les hommes se reposent, les femmes commencent les travaux du ménage; celles-ci allument le feu, rassemblent les branches mortes autour du camp; celles-là s'en vont, une cruche sur le front, un enfant sur la hanche, suivies de cinq ou six autres plus grands qui gambadent nus dans la poussière, puiser l'eau à la fontaine voisine. Dans la saison froide, elles se couvrent la tête et les épaules d'un court manteau à capuchon, d'étoffe rayée, inconnue dans les autres provinces

de la presqu'île indienne, et qu'on retrouve par un singulier hasard sur le dos de nos paysannes dans certains villages des Pyrénées. La jaquette serrée qui enveloppe la gorge et le haut des bras laisse à nu, selon l'usage, l'espace compris entre cette partie supérieure du vêtement et le jupon écourté, que les femmes mahrattes portent ample et flottant, un peu à la manière des créoles espagnoles et portugaises. Cette jupe roulée autour des reins, bariolée de couleurs tranchantes, laisse voir un pied chargé d'anneaux sonores, un bas de jambe entouré de cercles de cuivre, d'acier ou d'argent. Les bras sont ornés de bracelets depuis le poignet jusqu'au-dessus du coude; au nez est suspendue une boucle démesurée qui retombe plus bas que la bouche, et les pendans d'oreille enrichis de torsades, de fils de couleur, de touffes rouges et bleues, joignent les épaules. Ce costume un peu extravagant est porté par les jeunes femmes mahrattes avec une certaine dignité; celles qui prétendent descendre de familles radjpoutes se voilent la face à la manière des dames mahométanes.

Souvent, à une même fontaine, se trouvent réunies les femmes de plusieurs campemens. Les jeunes filles, dégagées du manteau, emplissent les cruches et les rangent à la ronde. Les mères, encore adolescentes, assises à l'ombre, s'entretiennent avec les matrones à cheveux blancs, venues à la citerne par habitude, pour se mêler à cette jeunesse qui les respecte, pour sentir vivre autour d'elles ces âges d'espérance et de fécondité qui leur rappellent bien des souvenirs. Dans les pays d'Orient, où les femmes vivent en dehors de la société des hommes, ces réunions en plein air ont quelque chose de mystérieux et de confidentiel; l'Européen lui-même sent qu'il y aurait inconvenance à les troubler par son approche.

Cependant la conque a retenti; les bœufs reviennent lentement dans l'enceinte, les buffles marquent leur trace sur la poussière par les gouttes d'eau qui ruissellent de leurs flancs. Les chiens fatigués suivent le bétail et se couchent aux pieds de leurs maîtres. Sur la tente flotte le pavillon de la tribu; les femmes se dirigent, en se dispersant, chacune vers son gîte. La fontaine devient déserte, car dans la forêt, à cette heure, errent de mauvais génies. L'enfant, effrayé par le glapissement du chacal, se serre contre sa mère ou l'entraîne en avant; l'oiseau de nuit, sortant tout à coup du creux d'un figuier, a fait frissonner la jeune fille qui fuit d'un pas plus rapide et ne peut se détourner sans courir le risque de renverser les trois amphores posées sur sa tête. Bientôt les ténèbres s'abaissent du haut des monts; on distingue à peine des formes humaines pareilles à des ombres qui s'effa-

cent çà et là; le bruit des anneaux de cuivre qui trahissent une marche ferme et hâtée s'éloigne peu à peu, et un sommeil bienfaisant enveloppe ces familles patriarcales aux mœurs sauvages, inaltérées. De bonne heure, au matin, la troupe se remet en voyage, et elle cherche pour la halte du jour des lieux ombragés. Elle campera cette fois sous les branches tortueuses de l'*anarcadium* (le *cashew* des Anglais), dont les enfans aiment à cueillir les fruits rouges, ou sous les voûtes que forme le figuier sacré en laissant tomber de toutes parts ses tiges échevelées qui partent d'en haut et deviennent des racines dès qu'elles touchent la terre (1). Mais il faut plaindre le voyageur qui se trouvera à l'entrée d'une gorge, face à face avec la caravane prête à déboucher dans la plaine. Si par bonheur il monte un de ces petits chevaux du pays appelés *tattous*, plus entêtés qu'ombrageux, il en sera quitte pour avoir les jambes meurtries par le choc des ballots qu'emportent pêle-mêle à ses côtés les bœufs impatiens de se répandre sur une route plus spacieuse. S'il trotte sur un beau coursier du golfe Persique peu habitué à ces rencontres, et que le chef du troupeau s'arrête devant lui en agitant ses cornes immenses si bizarrement ornées, alors il y a un danger réel que le cavalier ne soit entraîné à travers les forêts et les rocs par son cheval épouvanté.

La distance de Panwell à Poonah est d'environ trente lieues, mais trente lieues de montagnes. Bien que les défilés se multiplient en s'éloignant de la mer de façon à rendre la marche pénible, on ne songe guère à s'en affliger, tant les sites sont solennels, les points de vue enchanteurs. Quelquefois le chemin serpente au flanc de la montagne, près d'un village caché sous les manguiers; à mesure qu'on s'élève, le regard, plongeant à pic sur une immense étendue, saisit mieux les détails du paysage. Dans la partie la plus riante du vallon se dresse d'abord la pagode, aux bords d'un étang entouré d'escaliers souvent à demi ruinés comme le temple lui-même; un jardin toujours vert, toujours plein de fleurs et de fruits, est adossé au bassin; deux buffles attelés à une roue font monter l'eau destinée à l'irrigation. Cet appareil, au moyen duquel le parterre entretenu dans une perpétuelle fraîcheur ne laisse jamais l'autel manquer d'offrandes, se cache quelquefois sous le feuillage, si bien qu'on entend les jantes creuses se déverser dans les canaux sans en rien voir. Sous ces bosquets chante le rossi-

(1) Quinte-Curce a parfaitement dépeint cet arbre dans la phrase suivante : « Plerique rami instar ingentium stipitum flexi in humum, rursùs quà se curvaverant erigebantur, adeò ut species esset non rami resurgentis, sed arboris ex suâ radice generatæ. »

gnol indien, le *boulboul*, dont la voix est plus grave, plus sonore que celle du nôtre, parce qu'il a de plus vastes solitudes à animer de son chant. Bientôt on découvre les sillons de la vallée s'ouvrant sous la charrue légère qui effleure à peine le sol, les cabanes éparses dans la campagne, puis d'autres collines, puis des pics chenus, et par-delà les cimes que la lumière trop vive baigne d'une vapeur azurée, la ligne droite de la mer étincelant à l'horizon. Alors on s'arrête, et au milieu de l'extase qu'inspire un pareil tableau, on regrette de n'avoir pas d'ailes pour se lancer dans cette immensité dont le regard a pris possession. Partout, les montagnes émeuvent et exaltent l'esprit; mais quand une végétation tropicale pare les gorges et les vallons, quand les lianes monstrueuses, couvrant sous leur feuillage d'invisibles ruisseaux, vont suspendre leurs fleurs par-delà le ravin au tronc des arbres penchés sur l'abîme, quand le colibri bourdonne sous les bananiers et que l'aigle se balance au-dessus des rocs menaçans, la majesté de cette nature complète, si riante et si terrible, remplit l'ame. On a compris la poésie indienne, inégale et désordonnée, si bien en harmonie avec les contrées où elle a pris naissance. Qu'on se figure de pareilles scènes aux instans solennels de la journée, au soir, au matin surtout! N'oublions pas que nous sommes en hiver, qu'on peut marcher à pied sans trop de fatigue pendant les heures qui précèdent l'aurore. Dans les intervalles des monts s'étend une teinte diaphane déjà rose sur les cimes les plus hautes. Le *kohila*, le coucou de l'Inde, a jeté son cri matinal; de petits oiseaux verts d'émeraude, gais comme l'alouette, s'éveillent et montent avec un gazouillement joyeux au-devant du soleil. Dès que les masses de la forêt encore confuses se dessinent avec les nuances que leur a données l'automne, les perruches s'agitent et vont à grand bruit s'abattre dans les vergers. Sur les branches à demi rompues d'un arbre séculaire, incliné par les tempêtes de la mousson, quelques vautours paresseux n'ont point allongé leur cou nu replié encore sous le duvet de l'aile. Pour les tirer d'un si lourd sommeil, il faudra leur lancer une pierre; alors on verra ces gigantesques oiseaux, glissant d'un vol léger entre deux monts abruptes, projeter au fond des ravins leur ombre incertaine. Quand la mousson éclate dans les Ghautts et qu'au roulement de la foudre tonnant de toutes parts des torrens de pluie se précipitent dans les anfructuosités des rocs, les arbres ébranlés ploient et tordent leurs rameaux; les bambous brisés tombent avec les branches mortes dans l'écume des gouffres; les pierres roulent, le tigre se réfugie dans les cavernes, l'oiseau se tait, et ce désordre de la nature qu'on prendrait pour la fin d'un des âges qui,

selon la croyance des hindous, renouvelle notre globe usé, ce chaos effroyable ne fait que rafraîchir les monts et tapisser les rochers de verdure et de fleurs!

Quand le soleil s'est élevé assez haut pour darder ses rayons jusque dans les profondeurs des bois, la route s'anime, et l'on surprend çà et là des groupes curieux. Ici, dans les buissons, sont campés des bateleurs qui voyagent d'une ville à l'autre avec des serpents dans des paniers, des ustensiles d'escamotage, et quelque bœuf savant qui porte le bagage sur les chemins; de même que le jongleur, dépouillé de son prestige, fait cuire le riz et raccommode, durant la halte, les oripeaux dont il s'affuble pour égayer la foule, ainsi la bête, principal acteur de la troupe, reprend dans les entr'actes son rôle servile. Là, par un sentier détourné, passent silencieusement deux jeunes laboureurs; sur un hamac grossier suspendu à un bambou, ils transportent avec respect, vers un étang sacré, leur pauvre mère agonisante. Cette population primitive, que rien n'a changée encore, continue de vivre sur les traditions d'une autre époque. En parcourant les lieux qu'elle habite, on la surprend dans l'intimité de ses habitudes et de ses mœurs. Combien de sensations perdues pour nous on retrouve dans cette simple existence! Par momens, on croirait que la civilisation a pour but de dépouiller l'homme de toutes ses joies du premier âge, et de remplacer toutes les inspirations de son cœur par des émotions factices. Aussi, avec quel bonheur on saisit ces jours de liberté, où du haut de la montagne on se voit seul éclairé par un soleil levant, seul à contempler le magique spectacle d'une radieuse aurore qui est comme le symbole d'une éternelle jeunesse!

La difficulté des passages arrêta plus d'une fois les armées anglaises dans leurs expéditions contre les Mahrattes. Après les guerres qui ont amené le démembrement et la soumission des états confédérés, une route stratégique fut entreprise et achevée, comme l'indique une inscription, par lord Elphinstone. Dans l'endroit le plus escarpé, a été établie une barrière de péage (*toll house*), où les bêtes de somme et de trait, ainsi que les piétons, doivent payer une légère taxe; mais, si minime qu'il soit, cet impôt rapporte à l'état environ cent mille francs par an. Le conducteur de bœufs remet par écrit au percepteur le total de ses animaux, que celui-ci compte de nouveau en les faisant défiler un à un. Cette opération, souvent fort longue, cause un grand encombrement sur la route; tandis qu'une caravane descend, une autre monte; les bœufs, les chevaux, les chariots, se heurtent, et produisent tout le long du défilé une épouvantable poussière. Il faut attendre,

et pendant une de ces haltes forcées au *toll house*, j'eus la curiosité d'examiner en détail les armes d'un Mahratte de distinction : assis gravement près de la barrière, il jetait les yeux sur l'immense étendue de pays déroulée à ses pieds, et que ses pères avaient peut-être possédée jadis! La pique consistait en un fer très long, tranchant des deux côtés, adapté à une hampe de bois dur; cette hampe, recouverte d'un cuir noir à clous de cuivre, se terminait par une tige de métal ornée de quelques ciselures. Le bouclier, de forme ronde, était, ainsi que la partie supérieure de la pertuisane, enveloppé dans un étui de cuir à frange; le disque, d'environ vingt pouces de diamètre, rehaussé de cinq petites bosses en saillie, ne pouvait couvrir que la poitrine et la tête du combattant, pourvu qu'il s'inclinât en levant le bras. La masse ressemblait en tous points à celle de nos anciens chevaliers, et l'effet doit en être terrible dans une lutte corps à corps; on la porte comme le bouclier, en sautoir, derrière le dos. Le fusil à mèche, aussi long que la carabine grecque, présentait, au lieu de chien, une petite corde de coton finement tressée, qui brûle sans cesse pendant la marche. Enfin la belle lame damassée du sabre, garnie d'une garde très large, reposait dans un fourreau de velours rouge. J'éprouvais une singulière surprise à voir dans les mains d'un homme vivant ces armes d'un autre âge, dont quelques-unes ont été portées par tous les peuples anciens, même par nos aïeux les Gaulois.

On conçoit que les avantages de cette route militaire aient été peu appréciés par les peuples dont elle assure la soumission; le droit de péage, destiné à en couvrir les frais, excita quelques murmures : les Mahrattes ne connaissaient point encore le *turnpike-road* des comtés de l'Angleterre; il fallut bien aller vendre ses récoltes sur la côte et se résigner à trouver le chemin meilleur. Cependant de hardis piétons, trop pauvres ou trop fiers pour accepter cette loi, se lancent à travers les précipices et coupent au plus court sans passer devant le *toll house*. Au risque de se tuer, le montagnard monte et descend en s'accrochant aux lianes, en suivant le lit des torrens à sec. Pour lui, c'est une joie de se plonger dans les solitudes, de lutter contre les périls, de s'aventurer dans les forêts infréquentées. D'ailleurs aussi il aime à accomplir sur sa route certaines pratiques superstitieuses qui demandent un peu de mystère. Il consacre aux dieux les prémices de l'animal dont il se nourrit, en teignant de sang la pierre sur laquelle il l'immole; cette pierre est devenue sacrée pour lui; elle est à ses yeux une divinité qui préside à son voyage. Dans les anfractuosités d'un roc inaccessible, près d'un réservoir naturel formé par un ruisseau qui ne coule plus,

entre deux touffes de bambous qui poussent plus beaux dans les Ghautts que dans tout le reste de la presqu'île, il connaît un palmier de la plus magnifique espèce. A cet arbre, nommé *târ* ou *tâl* dans sa langue (1), il a voué une espèce de culte; grimpant jusqu'au point où le tronc marqué d'anneaux s'épanouit en feuilles dentelées, il y suspend, à côté des baies qui retombent en grappes élégantes, une offrande quelconque, un ex-voto; après quoi il reprend gaiement sa route. S'il perd la vie dans cette imprudente ascension, personne ne le sait; seulement les aigles, les vautours, les milans, se réunissent par centaines au-dessus du lieu fatal en poussant des cris rauques. Le voyageur surpris, arrivant au sommet du défilé, se demande avec quelque effroi pourquoi ce bruit d'ailes étourdissant, pourquoi ces cercles sans fin que les oiseaux de proie tracent au-dessus de l'abîme: car cette chaîne de monts, qui possède une végétation si riche à sa base, a le privilége aussi de nourrir sur ses pics d'innombrables troupes de volatiles carnassiers, et dans ses grottes, des bêtes fauves en abondance, parmi lesquelles le *chittar*, petit léopard qu'on réussit quelquefois à dresser pour la chasse.

Dès qu'on a pénétré un peu dans le pays, on retrouve partout les traces de cette féodalité ancienne dont les vieilles armures sont un dernier vestige. Sur toutes les montagnes escarpées à leur sommet, quelquefois même dans les villages, s'élevaient les forteresses des seigneurs du *Maharashtra*, du *grand royaume;* bien qu'abandonnées aujourd'hui, elles étonnent encore par l'étendue de leurs enceintes et la hardiesse de leurs positions. Quand la citadelle occupait la cime d'une colline, ses longues murailles descendaient jusque dans les plaines, jusqu'au bord d'un ravin, couvrant ainsi toute la partie accessible; d'autres fois deux montagnes se trouvaient jointes par un double rempart qui les convertissait en un seul fort grand comme une ville; des milliers d'hommes campaient à l'aise dans ces espaces immenses : c'étaient véritablement des camps retranchés. Enfin, il y avait aussi des lignes de défense courant sur les crêtes les plus abruptes, à la distance de plusieurs lieues, de sorte qu'on eût dit une ligne de frontière tracée entre deux peuplades. Les remparts, les tours, étaient construits en terre

(1) *Caryota urens* de Linnée. Le botaniste portugais Joaô de Loureiro l'appelle *caryota mitis*, pour le distinguer du *caryota urens*, dont il fait le sagoutier proprement dit. Voici comment il décrit cet arbre, qui pousse en abondance dans les Ghautts : « De tous les palmiers, celui-ci est, sans contredit, le plus beau; quand souffle une brise légère, on dirait que les feuilles voltigent, à les voir s'agiter sur leurs pétioles délicats. »

pour la plupart; des écrivains musulmans ont même prétendu que les princes de l'Inde ne bâtissaient jamais autrement leurs forteresses; ils avouent également que ces murailles épaisses, garnies de créneaux, résistaient aux batteries composées de pièces d'un calibre moyen. Cependant nous avons vu, dans les grosses tours aux angles d'un château de construction assez ancienne, quelques arêtes faites de briques posées en travers, représentant l'appareil le plus ordinaire de l'architecture romane. Dans les siècles d'indépendance, chaque hauteur avait sa couronne de fortification; en temps de guerre, quand la population, obstinément vouée au culte brahmanique, se soulevait contre le joug des empereurs mogols, des feux s'allumaient sur les monts; les signaux se répandaient avec rapidité, et bientôt les Ghautts entières se hérissaient de soldats. Aujourd'hui, il en est de ces vieux castels comme de ceux qui se dressent sur les deux rives du Rhin; les donjons qui se menaçaient les uns les autres depuis des siècles s'affaissent, pareils à des vieillards, et ne se reconnaissent plus; les citadelles mahrattes, d'où s'élançaient des cris de guerre incessans, où se soudaient les uns aux autres les anneaux de la confédération, se délabrent aux pluies de la mousson. Un édifice désert devient un corps d'où la vie s'est retirée; il tombe en lambeaux et retourne à la nature; les animaux s'en emparent, les reptiles s'y choisissent des repaires. Dans nos climats, le lierre et les petites fleurs; sous les tropiques, les grosses lianes et les plantes gigantesques s'accrochent au front des tours et les font crouler : les oiseaux y sèment les graines de la forêt; la savane reparaît dès que l'homme est absent. Quelquefois, devant les portes béantes de ces forteresses, vous verrez passer de beaux chameaux bactriens, deux fois plus grands et plus robustes que le dromadaire brun du désert de Suez; ils descendent la colline en allongeant le pas; mais le chamelier, balancé sur sur son siége, s'endort au roulis, et continue son chemin sans s'arrêter : il n'apporte plus au castel les riches étoffes de Delhi et d'Agra!

Il est naturel qu'un peuple essentiellement belliqueux, qui chaque année, après les pluies, trouvait quelque guerre à entreprendre, soit passionné pour les traditions. Aujourd'hui qu'il a fini son rôle, que lui reste-t-il, si ce n'est les souvenirs de sa gloire passée? Mais le Mahratte les a sans cesse présens à son esprit; ils sont comme la mèche de la carabine qu'on aperçoit fumant sur son épaule le jour, la nuit, dans les plaines les plus tranquilles, au sein d'une paix d'autant plus profonde, qu'il n'est guère en son pouvoir de la troubler. Les rapsodes s'en vont, de village en village, chanter au son de la guitare et du tambourin des récits guerriers; différens en cela des bardes de la côte

de Coromandel, qui, plus rapprochés des mimes et des jongleurs, égaient souvent la foule par des couplets licencieux. Les récits historiques auxquels la tradition se mêle, ainsi que la légende, s'appellent *kathas*, du mot *kath*, parler, comme *saga*, le chant traditionnel de l'Islande, vient de *segia*, dire. Ils excitent au milieu du cercle qui les écoute un enthousiasme calme, mais profond, qui se trahit par l'immobilité de la foule, véritablement snspendue aux lèvres du conteur. J'en ai vu plusieurs exemples, mais un surtout bien remarquable. Une nuit, j'étais couché dans le village de Karli; la guitare ne cessant de se faire entendre, je résolus d'aller voir ce qui se passait à pareille heure sur la place d'un hameau hindou. Tournant derrière les bambous qui poussent comme une forêt sur ce plateau élevé, afin de me dérober aux aboiemens des chiens, je me glissai entre les cabanes, et je vis deux chanteurs entourés d'une population ébahie. Quand le souffle leur manquait, des femmes, craignant sans doute que le récit ne vînt à s'interrompre, versaient des cruches d'huile dans les lampes allumées aux portes, et la clarté renouvelée semblait ranimer l'improvisation défaillante du poète. C'était un souvenir de la poésie antique chantée avec geste, déclamée au son de la musique; il y avait là des traces du poème épique, le germe du drame. Au sortir d'un de ces récits patriotiques et nationaux, le peuple, on le devine, saisissait ses armes et courait aux combats. Une partie de la nuit s'écoula de la sorte. Les vieillards tenaient les yeux fixés sur la terre; leurs longues moustaches grises, relevées à la hauteur des pendans d'oreilles, s'agitaient par instant au frémissement d'une bouche contractée. Les femmes, plus animées, semblaient éprouver l'influence du chant et de la musique; les hommes paraissaient dominés par le récit même, par l'histoire racontée. Quand les deux rapsodes se turent, une planète s'abaissait derrière les murailles du château de *Logar*, au-dessus duquel elle avait brillé comme un signal. Située à quelques lieues du village, élevée à près de six mille cinq cents pieds au-dessus du niveau de la mer, cette citadelle, la plus forte de tout le *Maharashtra*, était considérée comme imprenable; le chef de clan auquel elle appartenait refusa constamment de la livrer au souverain de Poonah. Lorsqu'enfin, après la guerre de 1802, *Dondae-Punt*, qui l'occupait, consentit à se rendre, sur les instances du général Welesley, il assura que depuis trente ans il n'avait jamais franchi la porte de son fort. Trente fois le vieux aigle avait vu, du haut de son aire, les saisons se renouveler sans songer un instant à trahir la cause qui lui était confiée!

En face de *Logar*, d'où la vue s'étend vers l'ouest à trente lieues,

plus loin que l'île de Bombay, et à un demi-mille du village de Karli, se trouve un temple taillé dans le roc, assez remarquable et surtout assez différent de ceux que nous avons décrits ailleurs, pour qu'il en soit fait une mention particulière. Il a 126 pieds de long sur 46 de large; sa voûte, un peu ogivale, est revêtue d'une charpente en bois parfaitement conservée, et d'une date plus récente que le reste du travail. La façade, précédée d'un péristyle de colonnes gigantesques surmontées de lions à courte crinière comme le lion héraldique, est ornée de sculptures assez délicates dont le motif principal est une couple d'éléphans qui enlacent leurs trompes. A l'intérieur, une colonnade assez basse, ornée d'éléphans agenouillés, se déroule jusqu'au fond du chœur; là s'élève un édifice de forme ronde, que couronne une espèce de parasol, sans aucune figure de divinité. Ce temple appartenait-il à la secte des Djaïnas, jadis florissante dans toute la presqu'île, et qui existe encore dans le Gouzarate? Il y a lieu de le penser. A quel dieu inconnu était-il voué? Les inscriptions fort anciennes, lues diversement à plusieurs reprises, ne semblent rapporter que les noms, les dignités de quelques donataires, et ne disent rien de ce que la science désirerait savoir. Des cellules creusées dans les rochers, à gauche de l'entrée, paraissent avoir servi de retraite à des religieux; elles sont, comme la pagode elle-même, orientées à l'ouest. Dans les chapiteaux des colonnes se sont logés des chauve-souris et des rats palmistes; dans les niches, autour d'une statue brahmanique éclairée par une lampe, s'abritent des mendians hideux, estropiés des pieds et des mains, vivant d'aumônes, fort peu préoccupés de connaître le dieu qui présidait à cette grotte. Ils n'y ont vu qu'un asile consacré à une divinité quelconque, et sont venus y cacher leurs plaies. La misère et la souffrance ont besoin de se mettre sous la protection des puissances du ciel, puisque celles de la terre les repoussent.

Le sentiment religieux est un des traits caractéristiques de l'esprit des montagnards, aussi bien que l'amour de la patrie; les Mahrattes attachés aux croyances brahmaniques les ont défendues contre les envahissemens de l'islamisme, tout en combattant pour l'indépendance de leur territoire contre les sectateurs du prophète. C'est par les instigations de leurs brahmanes qu'ils fondèrent un empire éphémère, mais immense; ce serait avec le secours des intrigues ourdies par les descendans de ces mêmes prêtres qu'ils recouvreraient leur liberté, si la chose était jamais possible. Les individus de cette caste, qui jouissent d'un si grand crédit dans le *Maharashtra*, sont cependant fort peu considérés par leurs collègues des autres provinces; ceux-ci ne voudraient

contracter avec eux aucune alliance. Les brahmanes mahrattes se vantent toutefois, comme leurs voisins du sud de l'Inde, d'avoir été mis en possession du pays par le dieu Paraçourama, sixième incarnation de Vichnou, descendue sur la terre pour faire cesser la querelle entre la caste sacerdotale et celle des guerriers. Si on veut bien conserver ce dogme et lui donner une valeur historique, il représentera un roi ancien mettant d'accord les deux castes rivales en établissant, sur un plus grand nombre de points, les familles militaires d'une part, les familles sacerdotales de l'autre. De là les innombrables petits radjas, nobles à majorats et à seigneuries, répandus dans l'Inde; de là aussi les *agraharas*, concessions de terrains faites aux brahmanes; la date peu ancienne se trouve souvent précisée dans des actes authentiques inscrits sur des plaques de métal. Tel dut être le moyen par lequel le langage, la religion, l'organisation civile et militaire des Hindous se propagèrent sur une si grande étendue de pays; cette action civilisatrice, assez lente sans doute, n'ayant point été interrompue par les invasions des peuples de l'Asie centrale, contre lesquelles l'Inde était abritée par de hautes montagnes, par des fleuves de premier ordre, enfin par la mer. Mais ce qui jette quelque défaveur sur l'origine des Mahrattes, c'est qu'ils descendent de trois castes infimes, ou plutôt de trois branches de la dernière caste, qui ne s'appelait point *régénérée*, comme les autres; leurs ancêtres étaient laboureurs, bergers, gardeurs de vaches; malgré toutes leurs prétentions, ils ne peuvent marcher de pair avec les *Radjpoutes*, fils de rois, dont le nom seul indique la haute noblesse, et auxquels tant de rapports semblent les lier. Il est vrai aussi que des différences morales et physiques distinguent les peuples du *Radjasthan* de ceux du *Maharashtra*. Le système fédératif prévalut dans les deux contrées; chez les deux nations, la guerre fut le premier besoin; mais on peut dire que les Mahrattes n'ont offert qu'un type inférieur de cette souche commune peut-être. Ils paraissent sortir des rangs secondaires d'une société dont les Radjpoutes seraient les représentans les plus accomplis. On reconnaîtrait volontiers des tribus émancipées dans les Mahrattes, dont la physionomie énergique manque de distinction. Ils ont la figure plate, et leur profil ne reproduit en rien ces lignes fines et pures qu'on admire dans les trois têtes du *Trimourti* d'Éléphanta; leurs formes sont plutôt robustes que gracieuses; la grosseur de la tête, qui frappe chez eux comme une exception à la loi générale parmi les peuples de l'Inde, les éloigne de toute ressemblance avec les images sculptées sur les temples des meilleures époques.

Le nom du *Maharashtra*, de bonne heure mentionné dans les livres

de l'Inde, ne se trouve cependant mêlé à aucun évènement de quelque importance jusqu'au jour où Aurang-Zèbe monta sur le trône de Dehli. Lorsque le conquérant menaça de soumettre le sud de l'Inde à ses armes victorieuses, un prince mahratte, doué d'un courage héroïque, Civadjî, dont l'histoire est un merveilleux roman, vint lui opposer une barrière redoutable. Détachant du service des empereurs mogols des corps de cavalerie qu'il avait commandés lui-même, et dont les musulmans tiraient de si grands avantages, il fit un appel aux seigneurs des montagnes. Son père Shahdjî ayant déjà secoué le joug en se déclarant souverain de la principauté dont l'empereur mogol lui avait confié le commandement, Civadjî continua l'œuvre d'émancipation. Soit par l'effet de ses propres inspirations, soit qu'il fût guidé par les conseils d'un vieux brahmane, son précepteur et son oracle dans toutes les occasions où il voulait donner à sa cause un caractère sacré, il rêva la réunion du pays sous un seul chef, et réalisa son dessein. A mesure que les citadelles tombaient en son pouvoir, par surprise, par la reddition volontaire des garnisons, il agrandissait le théâtre de ses campagnes sans cesser de tenir entre ses mains l'autorité suprême. Comme jamais, avant lui, de si impérieuses circonstances n'avaient donné à un seul prince tant d'ascendant sur la nation, il trouva obéissance et dévouement dans le cœur des plus rebelles au système unitaire; le fédéralisme s'effaçait de lui-même, parce qu'il se sentait impuissant à reconquérir l'indépendance. Quand Civadjî mourut à cinquante-quatre ans, en 1680, il laissa à son successeur un état compact, dans lequel les brahmanes formaient un corps puissant, voué à la dynastie naissante. La réaction avait été religieuse autant que politique; les titres de la cour, empruntés à la langue persane et importés de Dehli, firent place à des expressions équivalentes tirées de l'idiome sacré. Encore aujourd'hui, le dialecte du *Maharashtra* s'est conservé presque entièrement pur de tout mélange; l'influence musulmane n'y est guère plus sensible que dans les mœurs du peuple.

Le fils du fondateur de la dynastie, Sambadjî, tomba entre les mains d'Aurang-Zèbe; le grand Mogol avait des vengeances à exercer contre le fils de son ennemi le plus acharné. La tête du prince mahratte tomba; mais, sous le règne de Sahou-Radja, l'empire acquit tout le développement auquel il lui était donné d'atteindre. Cette masse de petits rois dont la vie se passait jadis à fourrager la plaine et à se retirer avec leur butin sur les cimes de la montagne, ces bandits des *highlands* qui avaient toujours tenu leur propre pays en échec, se liguant parfois pour repousser l'ennemi commun, et se renfermant dans leurs forts

après la guerre, venaient de prendre l'offensive. En 1740, les Mahrattes étaient maîtres de toute la partie de l'Inde baignée par les deux mers, depuis Agra, au nord, jusqu'au cap Comorin, du côté du sud; leurs incursions s'étendaient de l'Indus au Bengale, et les nations européennes, à peine établies sur les côtes, les rencontraient partout menaçans. En 1742, les Anglais avaient entouré d'un fossé la ville naissante de Calcutta pour la défendre contre les attaques de leur cavalerie; le fort de Bassein et l'île de Salsette, enlevés aux Portugais, appartenaient aux successeurs de Civadjî. Il y avait huit ans déjà que es armées victorieuses parties des hautes régions situées au-delà des Ghautts étaient allées brûler les faubourgs de Delhi et insulter à la gloire passée des musulmans. Enfin, les Mahrattes se lièrent par un traité avec le Nizam et le roi de Mysore; ils figurèrent parmi les quarante mille cavaliers de Hyder-Ali, côte à côte avec les troupes françaises que Lally commandait. Mieux que leurs rivaux, les Anglais surent voir dans les Mahrattes les représentans de l'ancienne nationalité hindoue, dont les princes musulmans heurtaient les croyances et faussaient le principe; aussi s'attachèrent-ils à les comprimer d'abord, puis à les engager dans cette voie de négociations qui a conduit tous les peuples de l'Inde à la servitude.

Le successeur de Sahou, Râm-Radja, prince faible et inepte, fut déposé et enfermé dans la citadelle de Sattarah par les deux grands dignitaires de la couronne, et l'empire se divisa : le trésorier Bagadjî-Bounsla fit de la ville de Nagpour la capitale du royaume d'Orient; le brahmane Badjî-Rao, premier ministre (*pechwa*), choisit l'ancienne capitale, Poonah, pour le chef-lieu de sa résidence et du royaume d'occident. Ce dernier mourut en 1769, laissant à son fils la souveraineté avec le titre de *pechwa*, devenu héréditaire; deux ans plus tard, en janvier 1761, les Mahrattes, déjà sur le déclin, perdirent, près de Panniput, contre Ahmed-Chah-Abdalli de Caboul, la plus grande bataille que les Hindous aient livrée aux musulmans depuis les temps de la première invasion. Les auteurs mahométans disent que leur propre armée se composait de 42,000 chevaux, de 38,000 fantassins, de 80 pièces d'artillerie, tandis qu'avec un peu d'exagération, ils font monter celle de leurs ennemis à 50,000 chevaux et 15,000 fantassins, soutenus par une foule innombrable d'irréguliers, et une artillerie de 200 canons, y compris les pierriers portés par des chameaux. Le camp mahratte renfermait en tout plus de 500,000 personnes, soldats, femmes, enfans, serviteurs, qui périrent pour la plupart dans la défaite. Ce revers terrible arrêta l'élan des princes confédérés; peu

à peu l'empire se démembra, des conspirations de palais amenèrent une guerre civile, et l'Angleterre prit parti dans la querelle. En 1772, à la mort du pechwa Madhou-Rao, Narraïn, qui devait lui succéder, fut assassiné par son oncle Ragobah. Les populations mécontentes se déclarèrent contre le meurtrier en faveur d'un fils posthume de sa victime. L'usurpateur chercha un refuge près des Anglais, qui avaient enfin un prétendant à soutenir. Le prétexte une fois trouvé, les Anglais l'exploitèrent activement. Deux fois ils déclarèrent la guerre aux Mahrattes pour les forcer à accepter l'assassin de leur pechwa, deux fois les montagnards résistèrent aux attaques étrangères. L'invasion d'Hyder-Ali survenant, il devenait téméraire d'irriter les Mahrattes; un traité de paix fut conclu, par lequel les places conquises seraient rendues, excepté celle de Salsette. C'était la seconde fois que les agens britanniques renonçaient à faire triompher une cause qui n'était assurément pas celle du droit et de la légitimité.

Désormais, la politique européenne va se trouver en jeu dans le sud de l'Inde; les chefs mahrattes, hommes d'action, trop impétueux et trop bornés pour démêler leurs véritables intérêts à travers ce labyrinthe d'intrigues, ne savent quel parti embrasser. Sous l'inspiration du roi de Mysore, ils attaquent, en 1784, les petits états voisins des possessions britanniques, et, après avoir enlevé imprudemment cette barrière qu'il fallait respecter, ils s'arrêtent avec effroi. Lord Hastings les détacha bientôt de l'alliance contractée avec Hyder-Ali; à la rigueur, ils n'avaient rien à gagner aux victoires de ce héros musulman, cruel envers les Hindous, fanatique comme Aurang-Zèbe. Quand Tippoo recommença les hostilités, il enleva aux anciens alliés de son père une partie de leurs provinces, et les Mahrattes vaincus ne rentrèrent en possession du territoire envahi que par le secours de leurs nouveaux amis les Anglais. Ceux-ci sacrifiaient à un avenir peu éloigné leur ambition du moment : Tippoo devait périr à tout prix, telle était la condition première des succès de leurs établissemens dans l'Inde. Quand ces difficultés eurent été habilement résolues, quand le sultan de Seringapatam eut disparu avec la dynastie musulmane, dans sa capitale prise d'assaut, quand la révolution française laissa l'Angleterre asseoir les bases de sa puissance en Asie, de nouveaux troubles ébranlèrent à jamais l'empire affaibli du *Maharashtra*. En 1795, la mort du jeune pechwa, contre lequel les troupes britanniques avaient autrefois pris parti, amena une lutte désastreuse entre deux compétiteurs qui se disputèrent l'autorité pendant huit années. Après les guerres de la seconde partie du XVIIIe siècle, le royaume des Mahrattes se trou-

vait déjà restreint aux peuples de ce nom relevant du souverain de Poonah; les provinces conquises lui avaient été enlevées. Le fils de Ragobah, abandonné de ceux qui avaient accueilli son père dans sa disgrace, fut forcé de se retirer, à la suite de bien des vicissitudes, devant Badji-Rao, que réinstallèrent définitivement les victoires du général Welesley. Ce fut en mai 1803 que l'ordre fut rétabli dans les Ghautts, voici à quelles conditions : le prince mahratte acceptait le régime subsidiaire, reconnaissait la souveraineté de ses alliés et renonçait à la direction de sa politique extérieure. Le pechwa était *protégé* et séparé des autres chefs de la confédération contre lesquels la guerre allait se continuer. Nous verrons bientôt quelle circonstance amena la compagnie à le déposer. Les citadelles qui tenaient encore pour l'autre prétendant capitulèrent à la longue; il y en avait que l'on ne pouvait réduire que par la famine, et elles bravaient impunément l'autorité du souverain jusqu'auprès de sa capitale; au nombre de ces forts, on comptait celui de Logar, dont nous avons parlé plus haut, et qui est éloigné de Poonah à peine de dix lieues.

Quand on arrive près de cette ville et qu'on voit un espace de deux milles carrés tout au plus couvert de maisons d'assez médiocre apparence, on comprend que ce n'est pas là le chef-lieu d'un royaume commerçant, industrieux, ami de la paix. Poonah ressemble à un bourg qui a grossi, et n'a pas la grandeur qui convient à une cité célèbre à tant de titres. Du côté de l'ouest coule une rivière à peu près à sec pendant l'hiver, assez encaissée, large de trois cents mètres, sur laquelle on aperçoit des arches de pont à moitié bâties; les dieux ne s'étant point montrés favorables à l'achèvement de ce travail, deux fois interrompu par des causes naturelles, les brahmanes ont déclaré qu'il n'y avait pas lieu à continuer l'entreprise. Ce cours d'eau, nommé la Moula, tombe tout près de la ville, dans la Mouta; c'est au confluent de ces deux rivières, considéré comme un lieu particulièrement saint, que les veuves avaient coutume de se brûler sur le corps de leurs époux (1). La Mouta se jette dans la Bhîma, qui se mêle elle-même au Krichna, dont les eaux se déversent dans le golfe du Bengale. Ainsi par une suite de rivières, dont la première prend sa source à vingt-cinq lieues de la baie de Bombay, on peut, au temps des crues, traverser toute la presqu'île en bateau, moins ce court trajet, et se rendre de Poonah au rivage de Golconde (2). Le Krichna, fleuve sacré, véritable fron-

(1) Cet usage n'a été aboli qu'en décembre 1829, par un acte de lord Bentinck.

(2) Par compensation, la chaîne des Ghautts, interrompue un instant par des

tière du Dekkhan, fut traversé, pour la première fois, par les armées musulmanes, en 1310, lorsque Cafour alla combattre le roi du Carnata.

Sur la rive gauche de la Mouta sont construites les habitations de l'ancienne résidence; au temps où les Mahrattes existaient encore quelque peu par eux-mêmes, sous le régime de protection, l'ambassadeur occupait, avec sa petite cour, les hauteurs de *Sangam;* maintenant la résidence est le gouvernement local. Par-delà la ville hindoue, sur un plateau aride, mais aéré, bordé de montagnes, s'étendent les cantonnemens militaires, baraques rangées comme les tentes d'un camp, où le *gong* chinois marque l'heure aux sentinelles, où les exercices à feu, les parades, se succèdent sans relâche, moins peut-être pour habituer les troupes aux manœuvres que pour rappeler aux Mahrattes avec quelle attention on surveille leurs mouvemens. De Sangam aux cantonnemens, on rencontre une suite de *bagglaws*, maisons de campagne délicieuses, occupées par les fonctionnaires anglais, civils et militaires; ces cabanes charmantes, construites en bois, ornées de galeries, sévères au dehors, décorées au dedans avec une simplicité qui n'exclut pas le luxe, sont pourtant, en quelque sorte, la ligne de fortifications qui tient en échec la capitale d'un royaume! Chaque enclos est, pour toute défense, entouré d'une plantation d'acacias ou de *bohinias*, dont les thyrses blancs et rouges donnent le signal du printemps; les voitures roulent sans bruit sur le sable des allées; tout n'est que fleurs et bosquets. Combien de pareilles demeures seraient capables d'inspirer aux peuples soumis le goût de l'ordre, de la civilisation et des habitudes de l'Occident, si les préjugés religieux ne tenaient l'Hindou en défiance contre les populations chrétiennes, si le caractère anglais était moins dépourvu de cette faculté de conciliation à laquelle il préfère l'orgueil et le sentiment de sa supériorité! Aux arbustes élégans des latitudes méridionales, aux plantes tropicales que le climat plus tempéré permet cependant de cultiver jusque sur la montagne, se mêlent le pêcher et la vigne. L'hiver, si doux à Poonah, rappelle les magnifiques journées d'automne à la Louisiane, ces temps de récolte qu'on appelle, dans le sud des États-Unis, *l'été des Indiens*, *Indian summer*. Les mimosas, les euphorbes, se sont dépouillés de leurs feuilles : il y a un peu d'engourdissement dans la nature, une certaine langueur qu'augmente l'absence des brises arrêtées par la chaîne des Ghautts; mais, dans les lieux rafraîchis par les irrigations, l'influence de la saison sèche est à peine sensible. On peut s'en convaincre en visi-

ravins immenses près de Paniany, livre passage à la rivière de ce nom, qui, partie de Coimbatour sur la côte de Coromandel, vient se perdre du côté de celle de Malabar, dans l'Océan indien.

tant au mois de janvier le jardin qui appartient à la *masse* (*the mess*) des officiers de l'armée anglaise. Ce riche enclos produit toujours quelques fruits, quelques végétaux des climats les plus divers; la patate douce de la Caroline et l'humble tubercule originaire du Canada y croissent à l'ombre du manguier et de l'arbre à betel; on ne sait sous quelle zône on se trouve transporté. Des champs entourés de cactus épineux, que des galériens taillaient avec des sabres rouillés, sous la conduite des garde-chiourmes accroupis à l'ombre, nous remettaient en mémoire les *ranchos* de l'Amérique méridionale, les fermes de la *pampa*, qui n'ont pas d'autre rempart contre les attaques des sauvages.

Quand on voit les gracieux *cottages* de la froide Angleterre, on devine ce que doivent être sous des latitudes si favorisées, sous des cieux si choisis, les habitations de cette société d'élite, obligée, par sa position exceptionnelle, de concentrer dans l'enceinte d'un jardin tous les agrémens de la vie. Aussi, quel contraste entre ce quartier franc si calme, si propre, si morne, malgré sa beauté, et la ville noire, la cité hindoue, véritable ruche de frelons bourdonnans! Se promener à pied dans les rues de Poonah serait une chose difficile; les chiens errans, auxquels un faquir distribue de sa propre main les gâteaux de farine, aboient en chœur contre l'étranger. Les chariots roulent sur leurs essieux de bois avec tant de bruit, qu'on n'entend point le cri de *khabardar* (gare), répété à chaque instant dans la cohue par les porteurs de palanquins, par les serviteurs des personnages de haut rang qui trottent sur leurs petits chevaux. L'Européen à pied est un dieu tombé des cieux, un *topiwala*, une tête à chapeau, et rien de plus; sa couleur ne le protège point contre les coudoiemens de la foule à laquelle il se mêle. Qu'il reparaisse à cheval, en voiture, les péons se lèveront à son passage, les sentinelles lui porteront les armes; en toute occasion cependant, son groom et son cocher doivent avoir soin de ne pas brusquer les vaches couchées au milieu de la rue: on peut faire ranger à coups de fouet l'homme de basse caste accroupi sur sa natte, l'animal sacré mérite plus d'égards. Les poètes avaient fait de la vache le symbole de la terre; le veau, mis bas chaque année par la bête féconde, représentait les productions annuelles d'un sol infatigable; puis le peuple, ainsi que cela arrive toujours, a oublié le mythe, il ne lui est resté que la lettre, moins l'esprit, et il adore l'image de cette puissante nature dont les anciens sages recherchaient l'auteur par-delà les cieux (1). Mais, outre

(1) Dans la province de Bedjapour, dont Poonah est le chef-lieu, il y a cependant deux villages qui ont le droit de vendre la chair de bœuf. Peut-être est-ce une concession faite à d'anciens peuples établis dans la contrée avant l'invasion des hindous.

cette représentation vivante de la divinité, il y a dans les rues de Poonah des figures symboliques dont on ne peut parler, sculptées impudemment sur le tronc des figuiers; en voyant ces grossières manifestations d'un culte païen, on ne sait lequel on doit le plus admirer, de la naïveté ou de l'effronterie d'un peuple qui, après avoir tout divinisé sur la terre, ne sait plus où s'arrêter dans ses adorations.

Toutes les rues et les places portent le nom de quelque dieu; devant les temples sont creusés ces beaux étangs où la population, quand les fleuves manquent, vient se plonger chaque jour à plusieurs reprises et laver ses vêtemens. Ces mêmes hindous, qui vivent en public, se cachent et s'enferment pour manger; les malignes influences qu'ils redoutent pendant les repas, ce sont la malpropreté, le contact des gens souillés et immondes de naissance ou par accident, dont ils se purifient au moyen du bain et des ablutions. De là, les précautions sans cesse renouvelées, le soin extrême de leur personne et de leurs maisons. Dans une ville pieuse comme Poonah, il y a redoublement de pratiques religieuses, et chacun semble préoccupé exclusivement du désir de se rendre agréable aux dieux. Des ascètes aux longs cheveux, aux ongles recourbés, tapis sous des huttes comme des animaux, jappent des stances que les plus dévots viennent écouter et qui édifient la foule. Non-seulement les noms de Brahma et de Vichnou sont inscrits à l'angle des rues; mais, dit un auteur anglais, « les membres du panthéon hindou sont mieux manifestés encore par les peintures dont les murailles sont barbouillées, de sorte que l'histoire des divinités brahmaniques peut être apprise rien qu'en traversant la ville. » Les pagodes, cependant, n'ont rien de remarquable; les Mahrattes, tout fanatiques qu'ils étaient, savaient construire les forteresses mieux que les temples. Dans les bazars, on voit encore des boutiques d'armes anciennes : le sabre, si habilement manié par les cavaliers, à côté de la massue du fantassin, la cuirasse de coton, pareille à celle que portaient les Mongols, auprès de la pique à large fer qu'on croirait empruntée aux Saxons. D'ailleurs, ce n'est pas ici qu'il faut chercher les belles étoffes du nord de l'Inde. Quand les Mahrattes prirent le goût des tissus de Dehli et du Kachmyre, au lieu d'apprendre à les fabriquer, ils allèrent les voler chez leurs voisins, surtout chez les musulmans, qu'une civilisation plus avancée, une plus grande recherche dans le costume portaient à des habitudes de luxe inconnues aux montagnards. Cette ville de plus de cent mille ames (et ce n'est pas beaucoup dans l'Inde), dénuée de grands édifices, où l'on ne retrouve guère les traces d'un passé glorieux, ne ressemble point à la capitale d'un empire dont le chef percevait trente millions de

revenus, et pouvait mettre sur pied jusqu'à deux cent mille hommes de cavalerie. Peut-être la situation de Poonah, au sein des montagnes, nuisait à son développement d'une part, tandis que de l'autre la manie des combats, des *chevauchées*, des invasions, détournait les Mahrattes des travaux sédentaires; le défaut de fleuves aussi, le manque de communications faciles et sûres, empêchèrent cette capitale de devenir un entrepôt de commerce, un centre de civilisation et d'industrie. Dans l'esprit de ses belliqueux habitans, Poonah, place ouverte, bâtie sur un plateau, au pied des monts et non à leur cime, impossible à défendre, ne représentait qu'un marché, et à l'approche de l'ennemi ils l'abandonnaient pour aller se réfugier dans les forteresses, emportant avec eux leurs richesses, c'est-à-dire leurs armes et leurs familles.

Les maisons, posées sur des assises de granit, consistent en des murailles de bois ornées de balcons, de toits en saillie, de galeries à jour, sculptées avec une certaine élégance, quelquefois dans le goût mauresque. Ces ornemens gracieux se mêlent assez bien aux frontons étagés des pagodes, aux coupoles de quelques temples imités de l'architecture mogole, aux pyramides tronquées et arrondies qu'on voit s'élever du milieu des jardins. Les édifices religieux, en Orient, ont une variété de formes qui peut se comparer à celle des arbres dans les forêts; ceux-ci ont la hardiesse du palmier, ceux-là ressemblent par leurs dômes aux touffes de feuillage qui jettent près des sources une si belle ombre. Hors de la ville, non loin de la chapelle catholique portugaise, les musulmans ont leur mosquée et leur cimetière, où les tombes blanches, surmontées d'une pierre taillée en turban, se cachent sous de véritables bosquets. On lit dans plusieurs auteurs que l'islamisme n'était point toléré sur le territoire de la confédération des Mahrattes; cependant le fort de Maligaon, qui leur appartenait, et se rendit en 1818 aux Anglais, avait pour garnison une troupe d'Arabes à la solde des pechwas. Il faudrait entendre plutôt que la religion musulmane compta peu de prosélytes dans cette partie de l'Inde, qui devint, à l'époque de l'invasion, l'un des asiles du brahmanisme. Poonah prétend être la Bénarès de l'ouest, et les traditions antiques s'y conservent dans un collége encore existant. Le lycée brahmanique est établi dans un ancien palais du pechwa, composé de plusieurs corps d'habitation, que séparent des cours peu spacieuses, entourées d'un canal où l'eau coule toujours. Les portes sont basses, les escaliers étroits; les appartemens ont des fenêtres ornées, mais privées de vitres; les chambres du fond, tranquilles, isolées, habitées naguère par la partie féminine de la famille régnante, sont hantées aujourd'hui par de jeunes éco-

liers; ils sont si peu bruyans eux-mêmes, qu'on dirait que le gynécée s'est transformé en couvent. Un poste d'honneur, formé de soldats indigènes, dans toute la pureté du costume et de l'armure antique, occupe la galerie d'entrée. On n'entend aucun bruit sous les cloîtres des cours. Quand un *pandit* passe, les cipayes le saluent respectueusement, et se couchent de nouveau sur les bancs de bois; la présence des guerriers n'est qu'un hommage rendu par la caste militaire et par la société hindoue dans son ensemble à la toute-puissance brahmanique.

Dans les premières salles se tient l'école primaire; de petits enfans de toute condition apprennent à lire les caractères mahrattes, à reconnaître les groupes sanscrits dans l'écriture cursive et locale, aussi difficile à déchiffrer que celle des Bengalis. Ceux qui commencent à écrire s'exercent en traçant avec le doigt le contour des lettres peintes en blanc sur une planche noire. Ces premiers principes d'éducation sont entièrement distincts des grandes études que l'on aborde plus tard, et qui renferment la somme de toutes les connaissances humaines; ils sont comme le vestibule du grand édifice de la science. En avançant un peu, on trouve les six classes, ou les six chaires, pour parler notre langue. Dans un cours qui dure cinq années pour chaque branche de l'enseignement, les maîtres expliquent la grammaire, la logique, la poésie, l'astronomie, la médecine, la philosophie du droit civil et religieux. Celui qui passe trente années à parcourir ces six degrés sort du collége *pandit*, docteur dans toutes les facultés; bien entendu que c'est la langue sacrée, le sanscrit, le latin de l'Inde, qu'il s'agit d'apprendre et de professer, par conséquent l'invariable tradition des premiers âges. La grammaire est réduite presque à l'état de science abstraite par les formules à moitié algébriques qui en fixent les règles; la logique (*nyaya*, manière de procéder avec certitude) a été développée abondamment dans les textes des écrivains hindous, qui ont poussé jusque dans ses derniers retranchemens l'art de raisonner et quelquefois même de déraisonner. Il y a là matière à une longue étude, et le disciple érudit peut tout prouver en sortant de l'école. Quant à la poésie, elle a ses incontestables beautés de rhythme et d'images; le maître scande le vers, le fait répéter à l'élève, et le lui explique par le commentaire écrit ou par une glose verbale en langue vulgaire. Ce cours m'intéressait plus que les autres, car les œuvres d'imagination sont du domaine de tous les peuples. Les étudians, assis à terre, le manuscrit sur les genoux (chacun est obligé de copier son texte), me suivaient de l'œil furtivement, ne sachant comment inter-

prêter ma curiosité. Les uns regardaient la présence d'un étranger comme une intrusion : c'étaient de jeunes brahmanes élevés dans la campagne; d'autres, nés de familles aisées et qui avaient visité Bombay, sentaient peut-être en ce moment l'infériorité des enseignemens brahmaniques vis-à-vis de l'éducation européenne, et ils semblaient distraits par cette pensée importune. Le maître s'était levé de dessus ses coussins par respect pour les gentlemen anglais qui m'avaient conduit là. Je tendis la main à un petit élève sérieux, au front plat, à la figure boudeuse, en lui demandant son manuscrit; il se retira avec dédain, tandis qu'un de ses camarades, plus poli, m'offrait son cahier de bon cœur. Sans aucun doute le pandit possédait l'intelligence des textes; il les développait en mahratte pour les auditeurs, en hindoustani pour nous, avec une certaine verve et une satisfaction évidente : c'était la tradition qu'il nous donnait, ce qu'ils appellent eux-mêmes *la bouche du maître*. A cette explication dénuée de critique, fatale, pour ainsi dire, combien j'eusse préféré la méthode claire, savante, que suit le professeur du collége de France! Dans l'étude de l'astronomie est comprise celle des mathématiques, dont les traités en vers se gravent facilement dans la mémoire; mais il leur manque toujours la précision, et les hindous sont si peu portés à compter, qu'au-delà d'un certain nombre ils ne parlent plus que de millions et de myriades. Il leur faut du merveilleux jusque dans les chiffres! On conçoit bien que l'astronomie des brahmanes est, à proprement parler, l'astrologie, de même que leur médecine se rapproche en certains points de la magie. Ils avouent eux-mêmes que l'étude des organes de la vie sur un corps mort est le véritable moyen à employer pour connaître les maladies et apprendre à les guérir; pourtant l'horreur qu'ils ont des cadavres les éloigne à jamais de toute idée de dissection. Dans cette classe de médecine, en un coin de la salle, deux jeunes gens se tenaient à l'écart; ils évitaient tout contact avec leurs voisins, parce qu'un de leurs parens étant mort à cent lieues de là, ils se trouvaient impurs pour quarante jours. Il y a loin de ces prescriptions par trop rigoureuses au manque de respect dont les étudians de nos amphithéâtres se rendent parfois coupables envers les restes mortels confiés à leurs mains! Les préceptes de morale civile et religieuse enseignés dans l'école de philosophie initient le citoyen de l'Inde aux devoirs de sa caste, aux lois de la société à laquelle il appartient. Ce cours serait beau à faire si les brahmanes, en élucidant les textes anciens, détachaient un à un les langes dans lesquels le dogme a été successivement enveloppé; mais ce n'est pas là leur affaire : ils professent ce qu'ils ont appris et le trans-

mettent à ceux qui viendront après eux. Dans ces écoles, le maître, qui se considère comme un anneau de la grande chaîne, n'a pas trop l'air d'un pédagogue; les élèves ne sont ni mutins, ni turbulens; la science ne paraît à charge ni à celui qui la distribue, ni à ceux qui la reçoivent. C'est qu'il existe encore dans cette partie du monde ce qui chez nous se perd chaque jour, le respect pour les choses et pour les personnes qui représentent la tradition.

A part la routine qui préside aux leçons des colléges brahmaniques, on peut voir une idée féconde dans cet enseignement complet confié à une corporation, à une caste au sein de laquelle la connaissance de l'antiquité se conserve; c'est à cette institution que le brahmanisme a dû sa longue durée. Les pandits de Poonah sont loin de croire leur règne passé, et ils ont adopté une innovation européenne, la presse lithographique, au moyen de laquelle ils publient eux-mêmes quelques textes, sans le secours d'ouvriers étrangers. Le gouvernement anglais subvient aux frais de leur collége, qui ne se soutiendrait pas par lui-même, car on n'y compte pas plus de dix à quinze élèves par classe. Cette subvention est le gâteau de miel jeté à des ennemis puissans par leur influence pour endormir en eux la passion d'intrigues qui les tourmente. Dans le même but, la compagnie accorde un traitement de 50 roupies (125 fr.) par mois aux prêtres qui desservent à tour de rôle les trois pagodes de Pârvatî-Hill. Cette colline, située à deux milles de Poonah, était le Capitole des Mahrattes; le dernier pechwa en descendit il y a vingt-cinq ans pour s'en aller en exil à Benarès. Sur sa cime escarpée, elle porte encore trois temples consacrés, le premier à Pârvatî, la déesse fille de Himala, souverain des montagnes neigeuses; le second, à Kartikeya, fils de Pârvatî, dieu de la guerre; le troisième, à Vichnou. On y monte par un immense escalier que les chevaux et les bœufs peuvent gravir. Après avoir traversé une espèce de corps-de-garde, dans le genre de celui qui occupe le péristyle du collége, on se trouve sous des cloîtres aérés, découpés d'ouvertures dans le style mauresque; les brahmanes de service versent l'huile sur les idoles et fourbissent les grands instrumens de cuivre qui retentiront avec un bruit surhumain aux processions du Dourga-Poudja; ce sont des trompettes immenses de formes fantastiques, des tambours de toute espèce, des orbes sonores et vibrans comme le tamtam. Plusieurs enceintes de murailles entourent le sommet de la colline, les unes en ruines, les autres debout encore, plantées d'arbres, et cachant leur base dans de longues herbes que broutent indolemment les bœufs sacrés. Au-dessus de l'endroit le plus abrupte s'élève, autour d'une cour dont la pagode

de Vichnou est le centre, le palais inachevé du pechwa. La foudre a renversé l'habitation du prince comme pour mieux consacrer la ruine de l'empire dont il était le représentant; il ne reste plus que des pans de cet édifice, qui dominait tous les points de la plaine. Du haut de la colline, le regard se déploie sur un magnifique horizon; les deux villes, mahratte et anglaise, se montrent côte à côte, celle-ci pareille à un parc avec ses allées et ses jardins, celle-là pareille à un échiquier couvert de toutes ses pièces. Au-dessus des plantations de manguiers que le souverain avait groupées abondamment dans la campagne pour donner à sa capitale de l'ombre et de la fraîcheur, on aperçoit bien loin, au pied d'une montagne abrupte, son palais d'été. Aux angles de l'édifice à quatre faces, se dressent des clochetons carrés qui se communiquent par des escaliers et des chemins de ronde; le rez-de-chaussée de ce castel, construit en bois, est entouré d'une galerie, d'un cloître extérieur, destiné à protéger les salles d'en bas contre les rayons du soleil; puis, comme l'idée de guerre était inséparable de toute construction mahratte, la villa du prince avait pour défense un mur épais, assez haut, flanqué de quatre grosses tours désormais ruinées. On dirait même que jamais ce palais n'a été achevé. Aujourd'hui tout est silencieux et désert autour du pavillon bastionné; il n'y a ni jeunes femmes dans les cours intérieures, ni sentinelles sur le rempart.

Dans une plaine, auprès de la colline sacrée, on aperçoit encore un grand champ-de-mars, un vaste espace marqué par une muraille; c'est là que chaque année, à l'époque du *dassarah*, fête solennelle correspondant à la fin des pluies, les brahmanes par milliers s'assemblaient pour recevoir un à un, de la main des pechwas, l'aumône, le don qui consacrait l'hommage dû par les rois à la caste sacerdotale, d'après ce précepte qui commande au souverain de faire le plus de libéralités possible aux *deux fois nés* par excellence, à ceux qui ont reçu une nouvelle vie avec l'initiation aux mystères religieux. Il venait des brahmanes de toutes les parties du *Maharashtra;* quelquefois on en comptait cinquante mille réunis dans l'enceinte, et le chef de l'état se réjouissait à la vue de tant de saints personnages qui le proclamaient grand et magnifique. Après cette pacifique cérémonie, les guerriers, à la tête de leurs bandes armées, se répandaient dans la campagne, pillant et saccageant les villages, se ruant comme un orage à travers les vallées; de cette façon, l'année nouvelle était inaugurée. A défaut de guerre, les chefs improvisaient un simulacre d'expédition sur le territoire de leurs voisins, et remontaient dans leurs forts jusqu'à ce que l'occasion se présentât de se mettre à la solde de quelque prince.

La vie, d'ailleurs, devait être fort triste sur des pics élevés à cinq ou six mille pieds au-dessus du niveau de la mer; les bardes y venaient souvent chanter les exploits des ancêtres du châtelain, mais celui-ci s'ennuyait bientôt à regarder paître ses jumens au versant des monts.

Le souvenir des anciennes assemblées du *dassarah* tourna la tête du dernier pechwa, Badjî-Rao. Les brahmanes tramaient un complot dont les ramifications s'étendaient dans les provinces, et le prince, excité par eux, éclata imprudemment; voici dans quelles circonstances. A l'époque où la compagnie s'engageait dans une guerre dangereuse avec le Népal, en 1816, Rundjet-Singh menaçait avec une forte armée les Seikhs protégés qui le séparaient des possessions britanniques. Un corps de Patans se formait sur la frontière de la province d'Agra. On s'attendait, disent les écrivains anglais, à un soulèvement général, et lord Hastings s'occupa de prendre des mesures pour en arrêter l'explosion, ou tout au moins en atténuer l'effet. Les Mahrattes aussi se montraient prêts à renouer les liens de la confédératon dissoute par le traité de Bassein. Les états du *Maharashtra*, divisés, se composaient du royaume de Poonah, de celui de Scindiah, de la principauté gouvernée par le Holcar, et des provinces soumises au radjah de Nagpour, Appa-Saheb. Cinq ou six princes, prenant les armes à la fois sur divers points, eussent suffi à tenir en échec la puissance anglaise, moins consolidée que maintenant. Ce qui a été accompli depuis n'était encore qu'ébauché. La politique conseillait de diviser les radjahs en les opposant les uns aux autres, ce fut un moyen de les réduire; une fois soumis, on les isola plus complètement en interdisant à ces princes, d'ailleurs assez indolens, toute correspondance avec leurs voisins. Mais il est toujours difficile d'empêcher certaines nouvelles de circuler, et à peu près impossible de déjouer les conspirations au sein d'un peuple nombreux disséminé sur un grand espace. Dans ces dernières années, n'a-t-on pas surpris à Poonah, à Bombay même, des proclamations menaçantes pour les Européens?

Badjî-Rao avait levé des troupes et envoyé loin de sa capitale ses trésors avec sa famille, au printemps de l'année 1817. Pour le punir de ses mauvaises intentions, on lui imposa un contingent de troupes qu'il dut payer et entretenir. Le pechwa mit garnison ennemie dans ses propres états, et paya 34 laks de roupies (8,500,000 fr.) au trésor de la compagnie. L'argent qu'il pouvait employer à solder ses armées passa ainsi aux mains des Anglais. Un traité signé le 15 juin ayant établi les bases de l'alliance nouvelle, bien plus onéreuse que la première pour le chef des Mahrattes, cet ajournement des hostilités permit aux troupes

de la compagnie de se préparer à une attaque, aux Hindous des montagnes d'attendre une occasion favorable sans se trahir par des mouvemens précipités. A l'époque des fêtes du Dourga-Poudja, des bandes armées se déployèrent tout le long des marches qui conduisent de la plaine au sommet de Pârvatî-Hill; le résident demanda des explications à Badjî-Rao sur cet appareil militaire, dont il avait pénétré sans doute le véritable motif. Le pechwa répondit qu'il voulait donner à la fête un éclat inaccoutumé. En effet, la cérémonie fut solennelle; le soleil faisait étinceler une forêt de mousquets et de piques échelonnés sur les immenses gradins de la colline. La dernière armée mahratte, fière de son nombre, regardait avec un fol orgueil le petit camp des Anglais, perdu dans le bassin spacieux que domine Pârvatî-Hill. La population confiante regardait avec une joie secrète les préparatifs de cette trahison, qui devait lui faire perdre l'ombre d'indépendance dont elle jouissait encore. Le 5 novembre, Badjî-Rao attaqua brusquement la résidence; ses troupes, repoussées par le colonel Burn, se retranchèrent au nord-ouest de la ville, dans les gorges de Ganeça. Au fond de ce défilé, devant lequel se dresse la montagne sainte avec ses trois temples, trente mille Asiatiques éprouvèrent encore ce que peut une poignée de soldats européens conduits par des chefs habiles. Une déroute complète rejeta l'armée du pechwa loin de la capitale. Les autres chefs de l'ancienne confédération, qui s'étaient levés tous à la fois dans une grande étendue de pays, essuyèrent des échecs considérables sur divers points. Badjî-Rao, quatre fois battu, réduit à fuir, dépouillé de ses citadelles, enlevées l'une après l'autre, ne sachant plus sur quelle montagne trouver un asile, se rendit à sir John Malcolm, dans le courant de l'année 1818. Admis, aux termes d'une capitulation honorable, à se retirer avec une forte pension là où se retrouvent les radjas dépossédés, il dit adieu à la Bénarès de l'ouest pour aller, dans la véritable capitale du brahmanisme, bâtir pieusement des pagodes et rêver à sa gloire passée.

Cependant on ne voulait pas laisser les Mahrattes sans un fantôme de prince. Le descendant de Civadjî, Pertab-Singh, relégué à Sattarah comme ses aïeux depuis le jour où les pechwas (ministres civils), véritables maires du palais, avaient usurpé une autorité héréditaire, fut remis par les vainqueurs sur le trône de sa dynastie; mais c'est à Sattarah, à quelques lieues de la capitale, qu'on lui permettait de résider, dans une ville qui ressemble à une forteresse. Il n'eut à gouverner qu'un petit territoire, dont il a été dépouillé il y a quelques années, et son contingent fut fixé à cinq cents cavaliers et quatre mille fantas-

sins, armée assez considérable pour une population de quinze cent cinquante mille habitans. Voilà ce qu'on appelle dans l'Inde une restauration, parce que la bannière de Civadjî flotta de nouveau sur la contrée où régna jadis le héros mahratte. Ce qui reste désormais d'artillerie aux habitans de Poonah consiste en cinq petites pièces de deux, rougies du sang des victimes offertes à Dourga et confiées aux brahmanes de Pârvatî-Hill, qui les gardent respectueusement sous un hangar. Au jour de la grande fête, assez triste désormais, ces canons inoffensifs tonnent du haut de la colline, mais d'une façon si peu belliqueuse, que des aigles viennent nicher sur les acacias, aux abords du temple. Ces *insidieux brahmanes*, si détestés des Anglais, qui avec raison voient en eux des ennemis toujours prêts à conspirer, survivent donc à l'indépendance de leur pays. Tout pensionnés qu'ils sont pour entretenir les idoles et conserver les traditions de la langue sacrée, le joug leur pèse; ils ne peuvent oublier l'heureux temps où ils gouvernaient les princes, où les solennités religieuses faisaient tomber dans leurs mains des aumônes abondantes. Réduits au rôle de desservans et de maîtres d'école, ils se voient souvent contraints d'embrasser les professions que la loi leur permet en cas de détresse, et certes jamais le législateur n'avait prévu celle dans laquelle ils devaient tomber un jour.

Au nord-est de la colline s'étend un lac charmant entouré de coteaux boisés; une île assez spacieuse en occupe le milieu. Sur cette île, on voit un petit temple, une habitation de brahmanes, et un de ces jardins où de frais ombrages invitent à la rêverie. Aux guerriers appartiennent les montagnes, aux gardiens du culte les vallées; c'est dans les vertes prairies, au bord des ruisseaux, que les religieux de l'Inde se plaisaient à copier les manuscrits sur feuille de palmier, à revoir les anciens textes, pareils en cela aux bénédictins : *valles benedictus amabat*. On comprend très bien que les hôtes de ce séjour privilégié se livrassent à l'étude de la philosophie, à la vie contemplative, loin des bruits du monde; jamais lieu ne fut mieux choisi pour la méditation. Quoi de plus favorable aux élans de l'imagination qu'un climat admirable, des sites enchanteurs, une eau tranquille qui reflète tour à tour les étoiles du firmament et les dômes des bois? Dans les temps de troubles, combien cette retraite devait paraître paisible, quand les montagnes voisines se couvraient de combattans et retentissaient de cris terribles! Cette île devenait sacrée, comme la pensée intime qui se cache au fond du cœur. Plusieurs fois, après avoir gravi les hauteurs environnantes, je vins m'asseoir au pied des grands arbres et

regarder les ombres s'allonger sur la surface unie du lac. Un soir, j'entendis les pas d'un cheval retentir sur les pavés du chemin; c'était un vieux chef mahratte, revêtu de son harnais de guerre, qui trottait sur un petit coursier blanc à jambes fines, richement caparaçonné; la housse, jadis somptueuse, la bride rehaussée de torsades en coton rouge, mais usée, attestaient de longs services. Le vieillard portait une double cuirasse de fer, il avait dans sa ceinture, roulée en écharpe, un long poignard; l'orbe du bouclier pendu au pommeau de sa selle frappait sans cesse la garde du cimeterre et rendait un son métallique pareil au tintement de la cloche qui s'efface dans le lointain. Où se rendait ce chevalier à barbe blanche, coiffé du turban de mousseline, paré comme un jour de bataille? Son écuyer le suivait respectueusement, tenant à la main le narguilé incrusté d'argent; il courait après son maître avec une certaine résignation. Peut-être le vieux chef de clan, se trompant de siècle, faisait-il par habitude le tour de ses anciens domaines; peut-être voyait-il encore dans son imagination les bandes armées se lever à sa voix et gravir les montagnes! Le jeune Hindou qui sonnait de la conque, debout sur les marches de la pagode, au bord de l'île, dut le prendre pour un fantôme. Au même instant, un coup de fusil tiré assez près du chemin vint troubler tout le silence du paysage; c'étaient deux caporaux anglais qui chassaient les tourterelles dans les manguiers plantés jadis par le pechwa!

Voilà ce que sont devenus les peuples les plus redoutables de l'Inde après les Radjpoutes. Habitués au fédéralisme, ils n'ont pu se résoudre à se fondre en un seul royaume; turbulens et indisciplinés, ils ont rejeté bientôt avec dédain l'idée d'un pouvoir central qui aurait fait leur force. Désormais leur indépendance est perdue, et leur nationalité n'est qu'une illusion. Sur les huit royaumes qui forment aujourd'hui les états mahrattes, il n'en reste pas un seul qui jouisse d'une ombre de liberté, à moins qu'on ne regarde comme indépendans ces souverains de deux ou trois des plus petites de ces principautés auxquels il est permis de s'occuper de leurs affaires domestiques. Le radjah de Bérar (Nagpour), qui compte dans ses domaines une population de deux millions cinq cent mille ames, paie le tribut et fournit un contingent de mille cavaliers. La famille de Holcar, amoindrie par des cessions forcées de territoire, condamnée à un tribut et à un contingent trop considérables, se trouve représentée par un enfant que le résident gouverne ainsi que ses états. Les grandes et belles provinces du Scindia (Gwalior), qui à la fin du dernier siècle menaçaient de reconquérir tout l'empire mahratte avec des armées de 80,000 hommes, dont 60,000

cavaliers, ont vu mourir en 1843 leur dernier souverain. Ce royaume possède une population de quatre millions d'ames, et naguère a retenti jusqu'en Europe le cri de rage que ces Mahrattes poussèrent en risquant une dernière bataille contre les troupes de la compagnie. Mais si la confédération du *Maharashtra* est détruite, le caractère des peuples qui la composaient n'a pas changé; ils sont demeurés fourbes, astucieux, cruels; ils n'ont abdiqué aucun des vices de l'Asie. Dans un pays militairement occupé comme l'Inde anglaise, il y a trop peu de rapports entre les vainqueurs et les vaincus, pour que la civilisation puisse adoucir les mœurs sauvages des montagnards. L'empire mahratte a commencé par une trahison, c'est par une trahison qu'a fini l'état de l'ouest, dont le siége était à Poonah. Le dernier pechwa osa conspirer en face d'un résident, et peut-être eût-il réussi dans ses projets, s'il n'eût eu devant lui un homme aussi éminent que lord Elphinstone. Le radja Pertab-Singh, rétabli par les Anglais sur le petit trône de Sattarah, s'en précipita lui-même en 1839, pour avoir rêvé un soulèvement chimérique. Ces évènemens font voir quelle résistance la compagnie peut trouver encore dans ces populations divisées, qui ne connaissent que la ruse et la force, pour lesquelles toute idée d'organisation se borne à celle d'une levée en masse, d'une invasion, d'un pillage. Les Mahrattes occidentaux, qu'on rencontre sur les chemins, toujours armés, ont l'air de soldats le lendemain d'une bataille; on dirait une armée licenciée, des troupes en déroute qui cherchent un chef.

TH. PAVIE.

LA

POÉSIE GRECQUE

EN GRÈCE.

SECONDE PARTIE. (1)

Il y a en Grèce d'autres débris que les débris des monumens. Les vieilles croyances et les anciens usages ont aussi laissé leurs ruines, ruines vivantes qu'on rencontre à chaque pas et qui rappellent au sein de la vie moderne les souvenirs de l'antique poésie. Les voyageurs sont unanimes sur ce point; tous ont été frappés de ces ressemblances du passé et du présent, et en ont signalé quelques-unes. Ici, ma tâche se bornait à recueillir avec choix leurs témoignages et à les rassembler (2), en y joignant quelques observations personnelles.

(1) Voyez la livraison du 15 juin.

(2) La Grèce ancienne se retrouve partout dans la Grèce moderne. — OEuvres de M. Pierre Lebrun, t. II, p. 319; voyez aussi Dodwell, *Travels*, t. I, p. 133; Gell, *Itinerary of Greece*, préf., p. ii, et la 29e lettre de lady Montague.

V.

LA GRÈCE ANCIENNE DANS LES CHANTS ET LES TRADITIONS POPULAIRES DE LA GRÈCE MODERNE.

L'érudition s'est complu trop long-temps à placer les œuvres littéraires qu'elle étudiait en dehors de la vie commune et de la réalité. La poésie classique apparaissait comme quelque chose d'abstrait sans rapport avec les sentimens de la foule, comme le prodige d'un art savant destiné à charmer les littérateurs et à exercer les critiques. Maintenant on a reconnu que toute grande inspiration poétique a ses racines dans les sentimens et l'imagination des masses. Homère, sans cesser d'être un artiste naturellement sublime, est pour nous le chantre ou plutôt la voix de la tradition; on l'a enlevé à la société des poètes lettrés pour le placer à la tête de cette famille des poètes primitifs et spontanés à laquelle appartiennent les auteurs des épopées indiennes, de l'*Edda*, des *Niebelungen*, des ballades espagnoles, et des chants populaires de la Grèce moderne. Entre ces derniers et les chants immortels d'Homère, il y a, outre l'analogie qui rapproche toutes les poésies naïves, un rapport de parenté. Les mendians aveugles qui naguère parcouraient la Grèce soumise au joug des Turcs, chantant dans les banquets les exploits des héros de la montagne, des palicares indomptés, descendaient en droite ligne du mendiant, de l'aveugle dont les chansons héroïques furent dites aussi à la table où il était accueilli et en paiement de l'hospitalité.

Sans parler d'Homère, il est d'autres chants antiques que M. Fauriel a ingénieusement rapprochés des chants populaires de la Grèce moderne (1). La *chanson de l'Hirondelle*, dont parlent les anciens, est encore aujourd'hui entonnée par les enfans grecs au premier jour de mars, et même ils ont conservé l'usage de porter avec eux l'image de l'oiseau dont le retour annonce le printemps. A Rhodes, les jeunes garçons chantent : « Elle est venue, elle est venue, l'hirondelle qui amène la belle saison! Ouvrez, ouvrez la porte à l'hirondelle, car nous ne sommes pas des vieillards, mais des enfans. » Ailleurs, on célèbre le premier jour de mai en chantant : « Elle est venue, elle est venue heureusement, notre nymphe Maia (2)! »

(1) *Chants populaires de la Grèce moderne*, disc. préliminaire, p. XXVIII et CIV.
(2) Ces gracieux hommages à la déesse du printemps se sont perpétués au moins

Il n'y a rien peut-être de plus pathétique dans l'Iliade que le discours adressé au divin Achille par ses coursiers. Dans plusieurs chants populaires publiés par M. Fauriel, des chevaux parlent aussi à leur maître. Le cheval de Liakos lui dit : « Allons, allons délivrer ma maîtresse. » Le cheval de Vevros s'adresse à ce brave gisant sur le champ de bataille et lui dit : « Lève-toi, mon maître, et cheminons, voilà notre compagnie qui s'en va. » Enfin, dans le plus extraordinaire de ces chants, celui qui s'appelle *l'Enlèvement*, le héros qui a une course longue et rapide à faire ayant demandé « qui peut, en un éclair qu'il fait du pied dans l'Orient, arriver dans l'Occident, un vieux, un tout vieux cheval, qui avait une multitude de plaies, répondit : Je suis vieux, je suis laid, et les voyages ne me conviennent plus; cependant encore un voyage, un grand voyage, je le ferai pour l'amour de ma belle maîtresse, qui me choyait, me donnant à manger dans son tablier, qui me choyait, me donnant à boire au creux de sa main. » Ce discours du vieux cheval fidèle n'a pas la grandeur triste des prophétiques paroles prononcées par les coursiers divins, mais il a aussi sa naïveté et son charme, et il est inspiré aussi bien qu'elles par le sentiment de la communauté d'existence et de l'association fraternelle qui lie le cheval à son maître comme un confident et un ami.

A l'occasion des chants funèbres, je reviendrai sur les rapports curieux qui unissent la poésie antique à sa sœur obscure la poésie moderne des Grecs. Je passe aux traces que les croyances païennes ont laissées dans les mœurs actuelles de la Grèce.

Les Grecs croient aux Parques et les appellent de leur ancien nom *Moirai*. Trois jours après la naissance d'un enfant, on prépare un festin pour elles; les femmes grecques vont dans *la grotte des Parques* prononcer une invocation magique assez obscure, dans laquelle figure le nom de l'Olympe. Le peuple croit aussi aux Néréides, dont il n'a pas oublié le nom et auxquelles il attribue un singulier mélange de grace et de cruauté. Elles enlèvent les enfans qui s'approchent des fontaines, comme ces nymphes, *déesses redoutables aux habitans de la campagne*, dit Théocrite, qui entraînèrent le bel Hylas au fond des eaux. Personne n'oserait s'approcher de la source du Styx, qui passe pour avoir les qualités les plus funestes. La croyance à Charon est encore populaire.

jusqu'à une date récente dans la ville phocéenne des Gaules; à Marseille, le 1er de mai, on plaçait sur des autels garnis de fleurs des jeunes filles bien parées, et leurs compagnes appelaient les passans pour offrir des fleurs à la Maia. (Guys, *Voyage littéraire en Grèce.*)

Dans un chant rapporté par M. Fauriel, un berger que Charon veut emporter lutte avec lui comme Hercule chez Euripide lutte avec le dieu de la mort (*Thanatos*) pour lui ravir Alceste. Les mots *adès*, *tartaros*, sont encore en usage parmi les Grecs. Il y a plus, le Crétois invoque son compatriote Jupiter. Un village de l'Ida s'appelle vallon de Jupiter (1). Lors même qu'elles ont disparu devant le christianisme, les divinités païennes ont laissé leurs fantômes. Telle est certainement l'origine des *esprits* qui président aux fleuves, aux montagnes, aux forêts. Le soleil est un personnage divin qui s'entretient avec les mortels (2), et la nuit une femme qui s'appelle Nycteris.

Souvent il s'est fait un singulier amalgame entre les deux croyances. Ainsi dans quelques provinces ce sont les ames des enfans morts sans baptême qui habitent auprès des fontaines, et les femmes, en allant puiser de l'eau, ne manquent jamais de saluer ces innocens génies. Les saints du christianisme ont hérité des dieux du vieil Olympe. Saint George protége le labourage et la moisson, il a remplacé Cérès; saint Démétrius, les troupeaux, il a succédé à Pan. Saint Spiridion se promène sur la mer et conduit les vaisseaux au port comme Neptune. D'autre part, Charon joue le rôle du diable; de là cette malédiction fréquente : « que Charon te prenne! » comme nous disons : que le diable t'emporte. De même le paysan danois s'écrie : Odin t'enlève! En Danemark comme en Grèce, l'ancienne divinité a survécu à la religion abolie, et s'est confondue avec le mauvais esprit de la religion nouvelle.

Un respect superstitieux s'attache aussi aux images des divinités antiques et parfois les protége. Il n'y a pas beaucoup d'années, on voyait à Éleusis une statue de Cérès. Les habitans, sans avoir jamais entendu parler de Cérès, croyaient que la fertilité de leurs campagnes était attachée à la présence de cette statue. Ils voulaient empêcher les Anglais de l'enlever, et prophétisaient des malheurs au vaisseau qui l'emporterait. Par un singulier hasard, le vaisseau périt. Ainsi se plaignaient les habitans d'Enna quand Verrès leur ravissait une autre statue de Cérès. La crainte où étaient les paysans d'Éleusis que la fertilité fût enlevée à leurs champs avec l'image de Cérès rappelle un récit de Pausanias, qui raconte comment, la déesse s'étant cachée dans une grotte d'Arcadie, la faim moissonnait les mortels.

(1) Souzo, *Hist. de la révolution grecque*, p. 158.
(2) Fauriel, *Chants populaires*, t. II, p. 84.

Les trois belles cariatides de l'Erechtéum ont été, dit-on, conservées à la Grèce par la superstition populaire. Déjà une d'elles avait été enlevée par lord Elgin. Le peuple, qui les nommait les *vierges* et les considérait comme des êtres surnaturels veillant sur Athènes, le peuple murmurait de leur enlèvement. On attendit la nuit pour l'achever. Comme les Turcs s'approchaient, prêts à consommer le sacrilége, une plainte se fit entendre parmi les ruines. Était-ce le vent qui sifflait à travers les débris? Les soldats turcs, atteints eux-mêmes par une terreur qu'ils n'auraient pas dû ressentir, et redoutant *les vierges*, reculèrent; on ne put les décider à porter la main sur elles, et ainsi un reste de l'ancienne religion qu'elles inspiraient les sauva (1).

Chaque jour, les Grecs font acte de dévotion païenne. Les mariniers, en passant devant les promontoires les plus dangereux, jettent des dons à la mer comme à une divinité qu'ils veulent apaiser. Le Grec répand des libations de vin ou d'huile sur un vaisseau qu'on met à flot ou sur les flammes du foyer. Les Athéniens, fidèles à leur nom et au souvenir d'Athéné (Minerve), considèrent comme un présage favorable que l'oiseau consacré à cette déesse, partout ailleurs oiseau funeste, vienne se poser sur leurs maisons (2). On va encore dormir sous les chênes de Dodone afin d'avoir des idées lucides. Souvenir des songes fatidiques d'autrefois (3).

Dans les campagnes règnent des préjugés superstitieux mentionnés par Théophraste ou par Théocrite. Un lièvre (4) qui traverse le chemin est une cause d'effroi. Si l'on trouve un serpent dans une maison, au lieu de lui faire du mal, on le révère comme le bon génie du lieu, l'*agathodemon*. La *fascination*, qui est venue des Grecs aux Italiens, s'appelle encore en Grèce *bascania* (d'où *fascinatio*). Celui qui veut en prévenir les effets doit, comme au temps de Théocrite, cracher trois fois dans son sein. Le sens de cette singulière *déprécation* est révélé par ce que racontent plusieurs voyageurs : s'il leur était arrivé de se récrier sur la beauté d'un enfant, la mère tout éperdue les suppliait de cracher sur le charmant visage qu'ils avaient loué. On eût dit qu'elle voulait par là désarmer la jalouse colère des dieux, toujours prêts à punir les

(1) Buchon, *la Grèce continentale et la Morée*, p. 68.

(2) Dodwell, *Travels*, t. 2, p. 43-4.

(3) Pouqueville, t. I, introd., p. x.

(4) Voyez la traduction italienne des *Caractères de Théophraste*, par M. Léontaraki, p. 39. Les notes de cette traduction renferment plusieurs rapprochemens curieux entre les anciennes mœurs et les mœurs actuelles des Grecs.

mortels de leur bonheur ou de leur beauté, et qu'elle craignait le sort de Niobé (1).

Le chevrier de Théocrite dit : Il ne faut pas jouer de la flûte à l'heure de midi; à cette heure, nous craignons Pan, terrible lorsqu'il se repose après les fatigues de la chasse. On redoute encore l'heure de midi; les enfans disent : Ne restons pas dehors à midi, ou malheur nous arrivera. La cause de cette crainte peut être l'ardeur du soleil, si dangereux en Grèce durant l'été.

La science menteuse des présages n'a point péri, et les amans disent chaque jour : « Mon œil a frémi, je vais voir celle que j'aime. » Les jeunes filles qui veulent savoir si elles sont aimées, frappent une feuille de rose placée sur leur main; si elle fait du bruit, l'indice est favorable. Dans Théocrite, le chevrier fait la même expérience avec une feuille de pavot. L'inspection des entrailles des victimes, qui revient si souvent dans Homère, a quelque rapport avec l'usage moderne de lire l'avenir sur les os, et particulièrement sur l'omoplate d'un mouton rôti qui a été dépecé dans les festins homériques des klephtes (2).

J'ai vu près d'Athènes une colonne autour de laquelle sont enroulés chaque jour des fils auxquels les malades attachent l'espoir de leur guérison. C'est que non loin de là s'élevait le tombeau du médecin scythe Toxaris, et ce tombeau était surmonté d'une colonne toujours ornée de couronnes qu'on y suspendait pour guérir de la fièvre. Près de l'endroit où était la statue de Diane, au pied de laquelle les femmes, après le premier accouchement, déposaient leurs ceintures, elles vont aujourd'hui glisser assises sur le rocher, pour devenir fécondes (3). Mainte église chrétienne a hérité de quelque superstition païenne. L'église de Saint-André, à Patras, bâtie sur l'emplacement d'un temple de Cérès, voit accourir une foule de pèlerins empressés de boire l'eau d'une source tenue pour sacrée, avec une dévotion qui remonte certainement au paganisme. A l'ouest de l'Aréopage était un temple

(1) Il ne faut pas pousser la rage des rapprochemens aussi loin que l'a fait Guys, qui remarque à ce sujet que les femmes du peuple, à Marseille, ont conservé l'usage de cracher sur ce qu'elles méprisent et sur ce qu'elles veulent insulter. Je doute qu'il y ait dans cet usage des poissardes de Marseille rien d'antique ou d'attique.

(2) Dodwell, *Travels*, t. I, 309.

(3) C'est ainsi qu'à Téneh, en Egypte, une Isis, appelée dans une inscription *accoucheuse*, est le but d'un pèlerinage qu'accomplissent les femmes stériles. Letronne, *Inscriptions de l'Égypte*, p. 379-80.

d'Hercule où l'on conduisait les enfans malades, et dans lequel un ancien usage voulait qu'on leur fît ôter et reprendre leurs vêtemens. Aujourd'hui, une église remplace le temple d'Hercule, et la coutume a subsisté d'y conduire les enfans et de les y dépouiller de leurs chemises (1).

Enfin, il y a telle croyance populaire, reste d'un mythe antique, dont l'origine est due à quelque accident bizarre du sol qu'on peut observer encore. Près d'Athènes, sur la route du Pnyx au Pyrée, est une roche appelée la *Méchante Sorcière;* on croirait voir une vieille femme assise. M. Dodwell pense, avec beaucoup de vraisemblance, que cette forme singulière a donné naissance à l'histoire d'Aglaure; la jeune fille, métamorphosée en rocher (2), est devenue la vieille sorcière; le rocher à forme humaine du mont Sypile a fait inventer cette admirable histoire de Niobé, qui exprime si heureusement comment l'ame est endurcie et pétrifiée par une grande douleur. Après avoir décrit avec un grand bonheur d'expression les belles stalactites qu'on admire dans une grotte de l'île d'Ithaque, un spirituel touriste, M. d'Estourmel, dit ingénieusement : « Il me semblait reconnaître les prestiges décrits par le prince des poètes, et ces métiers taillés dans la pierre, où les belles nymphes travaillaient à tisser les étoffes de pourpre qui sont les merveilles des yeux. » Je cite avec plaisir le *Journal d'un voyage en Orient,* ce livre où des impressions fines et sincères sont reproduites avec tout le charme et toute la vivacité de la plus piquante causerie, et qui inspire tout à la fois le désir de faire le voyage et de connaître le voyageur.

Les légendes sont la poésie du peuple, et il est intéressant de les suivre en remontant jusqu'à leur origine. Hérodote parle du fantôme de Marathon. Pausanias rapporte qu'un personnage mystérieux parut dans la mêlée, abattant les barbares avec un soc de charrue; il dit aussi que près des monumens de Miltiade et de Cimon, on entendait de son temps, pendant la nuit, un tumulte de chevaux et de combattans. Aujourd'hui, les bergers croient encore entendre dans les marais des bruits étranges, et voir un petit homme chevaucher sur le mont Vrana : ce petit homme est un diminutif du fantôme de Marathon. Ailleurs d'autres traditions se sont transmises avec une fidélité qui étonne. Le promontoire de Leucade s'appelle encore le *promontoire*

(1) Ce fait, ainsi que plusieurs de ceux qui précèdent, m'a été communiqué par le zélé et savant antiquaire athénien M. Pittakis.

(2) Dod., *Travels,* I, 406.

des Femmes, dernier souvenir de l'histoire probablement fabuleuse de Sapho et de Phaon. Une grotte de Thessalie s'appelle l'*Antre d'Achille.*

Veut-on voir comment les traditions se conservent en s'altérant? On lit dans Pausanias qu'Hercule boucha les ouvertures par où s'écoulait le trop plein des eaux du lac Copaïs. Voici ce qu'on raconte maintenant dans le pays : Les terres couvertes aujourd'hui par les eaux étaient autrefois une contrée florissante. Le roi de cette contrée avait un frère qui, par un sentiment de vengeance, ferma les ouvertures du lac; plaines et villages furent inondés. En Arcadie, une fable inventée pour expliquer la formation de la fente par laquelle s'échappe le fleuve Aïonios a été métamorphosée en une légende plus bizarre. Les anciens Grecs croyaient que la montagne s'était ouverte en cet endroit pour donner passage à Pluton enlevant Proserpine. Naturellement les Grecs modernes ont mis le diable à la place de Pluton. Un jour, le diable se battait avec un roi du pays; les armes du premier étaient des boules de graisse; l'une d'elles prit feu; le corps du roi, tout embrasé et lancé avec une force terrible, ouvrit passage aux eaux à travers la montagne. La parodie est évidente. Comme l'histoire originale, elle semble se rapporter à une action volcanique (1).

Partout en Grèce, on entend parler de fleuves qui semblent se perdre et qui reparaissent sous un autre nom, de communications entre des lacs et des cours d'eau très éloignés. Ainsi mon guide m'assurait que l'Alphée venait du lac Phonia, comme on racontait à Pausanias que des gâteaux jetés dans le Céphise de Béotie reparaissaient dans la fontaine de Castalie. Ces préjugés tiennent également à une croyance païenne d'après laquelle les fleuves habitaient sous la terre, et se rattachent à la fable charmante du fleuve Alphée et de la nymphe Aréthuse.

Un conte grec recueilli par M. Buchon (2), et dont l'origine est populaire, offre évidemment une version altérée de l'histoire de Psyché et de ses sœurs. Le conte moderne provient de l'île de Chios; probablement la femme chiote qui l'a transmis disait sans le savoir l'ancienne fable milésienne qu'Apulée et La Fontaine ont reproduite avec tant de grace et qu'elle avait reçue de la tradition.

Comment ne pas retrouver, dans ce qu'on raconte à Delphes de la femme d'un papas qui se noya dans la fontaine de Castalie, l'histoire de la nymphe aimée d'Apollon, qui se précipita dans ces eaux et leur

(1) Dodwell, *Travels*, t. II, p. 440.
(2) *La Grèce continentale et la Morée*, p. 263.

donna son nom. Si M. Fauriel a vu avec beaucoup de probabilité dans les aventures du sire du Bousquet revenant de la croisade une transformation lointaine des aventures d'Ulysse revenant dans Ithaque, s'il y a reconnu comme une dernière édition des récits populaires qui ont servi de base à l'Odyssée, tels qu'ils s'étaient perpétués en Provence depuis l'arrivée des Phocéens jusqu'au XIIe siècle, pourquoi ne verrait-on pas un vague souvenir du retour d'Ulysse dans la gracieuse ballade grecque intitulée *la Reconnaissance?*

Une jeune femme est assise devant son métier et travaille. Passe un marchand étranger. Le marchand arrête son cheval et parle à la jeune femme.

« Bonjour à toi, la belle. — Étranger, sois le bienvenu. — Ma belle, comment ne t'es-tu pas mariée, comment n'as-tu pas pris un brave pour mari? — Puisse crever ton cheval plutôt que j'entende de telles paroles! J'ai un mari qui est à l'étranger il y a maintenant douze années : je l'attendrai encore, je prendrai encore patience trois ans, et alors, s'il ne revient pas, s'il ne paraît pas, je me fais religieuse, j'entre dans la cellule, je prends le vêtement noir. — Ma belle, ton mari est mort; ma belle, ton mari est perdu pour toi. Mes mains l'ont tenu, mes mains l'ont enseveli. — Si tu l'as tenu, si tu l'as enseveli, Dieu te le rende. — Je lui ai donné le pain et la cire pour que tu me les donnes. — Le pain, la cire que tu lui as donnés, je te les rendrai. — Je lui ai prêté un baiser, il m'a dit que tu me le rendrais. — Si tu lui as prêté un baiser, retourne vers lui et va vite le chercher. — Ma belle, je suis ton mari, je suis ton bien-aimé. — Si tu es mon mari, si tu es mon bien-aimé, indique les signes de la maison, et ensuite je t'ouvrirai. — Tu as un poirier à ta porte, dans ta cour une vigne qui produit de beaux raisins et un vin qui est comme le miel. Les janissaires le boivent et vont combattre, les pauvres le boivent et oublient leurs besoins. — Cela, les voisins le savent, tout le monde le sait. Indique des signes de mon corps, et tout de suite je t'ouvrirai. — Tu as un signe à la joue, un signe au menton, et sur le sein droit une petite morsure. — Servantes, allez ouvrir; c'est lui-même, c'est mon bien-aimé. »

Quel charmant petit drame! Peut-on ne pas se rappeler à la fois Ulysse indiquant à Pénélope les *signes de la maison,* lui décrivant le lit conjugal, et Ulysse reconnu à une cicatrice par la fidèle Euryclée?

VI.

MOEURS, COUTUMES, LANGAGE ANTIQUES DE LA GRÈCE MODERNE.

Ce n'est pas seulement dans les superstitions et les légendes populaires de la Grèce que se retrouvent le souvenir et la continuation de son passé poétique. A tous égards, l'homme y est, à peu de chose près, tel que l'ont peint les anciens poètes. A travers tant de vicissitudes, le fond du Grec n'a pas changé; il a les mêmes qualités et les mêmes défauts qu'autrefois. Aussi un homme qui poussait jusqu'au ridicule l'aversion pour les Grecs de nos jours n'avait pas trouvé de plus grande injure à leur dire que celle-ci : C'est toujours la même canaille qu'au temps de Thémistocle. — Il me semble que l'on peut accepter cette insulte. Un autre voyageur, qui est loin d'être enthousiaste, les a mieux jugés en disant d'eux, à l'époque où ils étaient encore esclaves, après avoir expliqué avec raison leurs défauts par l'influence fatale de l'oppression turque achevant l'œuvre de la domination byzantine : « Malgré cette fâcheuse enveloppe (*unamiable covering*), l'ancien caractère national se fait jour à tout moment (1). » Les deux héros épiques de la Grèce sont encore aujourd'hui les deux types du caractère de ses habitans. Le Thessalien Achille, c'est l'homme du nord, l'homme de la montagne, le klephte, le palicare, prompt à la course, vaillant, colère. Ulysse, c'est le Grec des îles, brave aussi, mais moins fougueux, plus patient, et parfois trop digne de l'admiration qu'inspiraient à Minerve les ruses de son favori.

La curiosité, l'envie d'entendre des récits, étaient grandes chez les anciens Grecs. L'Odyssée en fait foi, car elle a été composée pour satisfaire à ce besoin, et on sait avec quelle avidité sont toujours écoutés les récits d'Ulysse. Cet instinct de curiosité est bien puissant encore aujourd'hui chez les Grecs. Nos guides nous accablaient de questions. Que disent ces lettres? demandaient des femmes grecques à un voyageur qui recueillait une inscription. Le meilleur résultat de cette ardente curiosité, c'est de produire dans la nation une sérieuse envie de s'instruire. Ce qui s'est fait en Grèce pour l'éducation en douze ans est très remarquable, le pays est couvert d'écoles (2); les parens les

(1) Leake, *Northern Greece*, t. I, p. 14.

(2) Voyez dans cette *Revue* un tableau de l'état de l'instruction publique en Grèce, t. II, 1er avril 1843.

plus pauvres adressent à leurs enfans un proverbe dont le sens est celui-ci : « Apprenez, pour ne pas ressembler aux animaux; » ils s'écrient, déplorant leur propre sort : « C'est pour nos péchés que Dieu nous a condamnés à être ignorans. » Un des exemples les plus frappans de ce désir universel d'apprendre a été donné par l'illustre Canaris, qui n'était, au commencement de la guerre, qu'un simple marinier d'Hydra; après la victoire, après avoir inscrit son nom au premier rang parmi les noms des libérateurs de son pays, il s'est avisé qu'il ne savait pas lire, et, à plus de cinquante ans, le glorieux héros, devenu gouverneur d'une place forte, s'est mis à épeler comme un enfant. Telle est la soif d'instruction qui dévore ce noble peuple ; on voit bien que c'est lui qui a créé les lettres et les a ranimées dans l'Occident.

Oserai-je parler des défauts qu'on reproche aux Grecs modernes, et y retrouver encore un héritage de leurs pères? Il me semble que cette association même ôte à mon rapprochement ce qui pourrait blesser. Du reste, tous les peuples en sont là, tous portent dans le sang le germe de quelque imperfection héréditaire, et ont, en général, la sagesse d'en convenir. Les Français se résignent de trop bonne grace à être les descendans de ces Gaulois vaillans, mais légers et indisciplinés, pour que les Grecs puissent se scandaliser beaucoup si quelques traits décochés contre leurs ancêtres viennent les effleurer. Ainsi l'Athénien est plaideur comme au temps de Lucien. Les Grecs, en général, aiment les procès comme au temps d'Hésiode, et on pourrait leur adresser le conseil que le poète d'Ascra donne à son frère, « que le goût de la chicane ne te détourne pas du travail! »

Peut-être pour devenir la patrie de la fiction, pour créer les ingénieux mensonges qui charment encore tous les peuples civilisés, fallait-il que le peuple grec eût cette disposition innée à feindre et à mentir, qui fut proverbiale dans l'antiquité, et dont les voyageurs modernes sont encore aujourd'hui frappés. Je ne parle pas du mensonge intéressé, qui est de tous les pays, mais du mensonge gratuit, cultivé pour lui-même, pour la beauté de l'art de mentir, pour avoir, à ses propres yeux, la gloire d'un génie inventif et

. . . . . D'une imaginative
Qui ne le cède en rien à personne qui vive.

Quand M. Leake reprochait à ses guides un mensonge, ceux-ci répondaient : Il fallait bien dire quelque chose. Ulysse, le sage Ulysse, mentait aussi pour *dire quelque chose;* il ment au fidèle Eumée, et

adresse à Minerve un récit plein de menteries tout-à-fait inutiles qui obtient de la déesse cette louange singulière : Certes il serait un habile trompeur celui qui te surpasserait en artifice.

Les Athéniens passaient dans l'antiquité pour aimer la nouveauté et le changement. Depuis la révolution du 2 septembre, qui a fondé chez eux la vie politique, on doit reconnaître qu'ils n'ont pas encore trop laissé paraître ce défaut; ils n'en ont guère eu le temps, il est vrai. Espérons qu'ils continueront sagement comme ils ont commencé, qu'après avoir voté leur constitution, ils s'y tiendront, et qu'on n'aura pas à dire d'eux ce qu'Aristophane disait de leurs ancêtres : « Ils sont prompts à rendre des décrets, puis, les décrets une fois rendus, ils ne veulent plus les exécuter. » Mais un point par lequel plusieurs d'entre eux se sont montrés déjà trop semblables aux Grecs d'autrefois, c'est la tendance à se diviser, à se fractionner, au lieu de se fondre et de s'unir, c'est cet esprit de jalousie étroite qui fit tant de mal à la Grèce antique en la morcelant, et, après l'avoir épuisée par des luttes et des déchiremens intérieurs, la livra sans défense aux tyrans étrangers. Ce patriotisme de canton, au lieu du grand patriotisme grec, n'a encore aujourd'hui que trop de puissance. On a vu, le lendemain de la dernière révolution, un parti nombreux refuser les droits politiques, l'*isonomie* à des citoyens que le hasard avait fait naître hors des limites de la Grèce actuelle; et cependant l'avenir de la Grèce est dans l'union de ses enfans, de tous ceux qui ont l'honneur de parler le langage dans lequel ont été écrits les plus beaux livres qui existent. La Grèce n'a été unie que deux fois : la première, dans les temps héroïques, pour cette expédition qu'Homère a immortalisée; la seconde, pour cette lutte contre l'Asie, d'où est sortie la civilisation du monde. Il faut qu'une troisième fois toutes les populations helléniques soient réunies en un corps de nation. Alors seulement la Grèce pourra quelque chose de grand. On ne doit pas sans doute compromettre cet avenir en le voulant précipiter, mais on doit y tendre; et pour arriver plus sûrement au but, il n'est pas nécessaire de commencer par lui tourner le dos.

Non-seulement le peuple grec offre encore des traits généraux de son ancien caractère, mais on peut démêler jusqu'aux traits particuliers qui distinguaient la physionomie morale des différentes populations helléniques. « Athènes, dit M. Gell, est la ville la plus polie de la Grèce; les *eleuthero-lacones* gardent encore leur indépendance et leur aversion pour les étrangers. Les hommes les plus vigoureux se trouvent encore à Daulis; les Acarnaniens et les Épirotes sont encore

les plus indisciplinés (1). » La Laconie est célèbre par la beauté de ses femmes, de nos jours comme au temps d'Homère, qui appelle Sparte la ville aux belles femmes. La Béotie répudiera, je n'en doute pas, l'héritage proverbial de son passé. En attendant, on assure que les Béotiens, ce que je n'ai nullement éprouvé, ont gardé quelque chose de la rudesse de leurs aïeux, et qu'ils ont encore le caractère inhospitalier dont parle Dicæarque. Il est impossible de ne pas être frappé de ce qu'on lit chez un voyageur récent (2), que les habitans de Topolia, au bord du lac Copaïs, en pleine Béotie, n'ont pu trouver, après la révolution, personne qui sût lire ou écrire, pour organiser la commune.

Ce n'est pas seulement dans la Grèce proprement dite que les mœurs domestiques des anciens Grecs se sont conservées en partie jusqu'à nos jours. M. Leake dit expressement que dans l'Ionie elles lui semblent avoir peu changé depuis Homère (3). A Alexandrie, les femmes portent leurs enfans sur une de leurs épaules; c'est ainsi qu'Andromaque porte le petit Astyanax, sur un vase où sont représentés les adieux d'Hector. D'autre part, à Chalcis en Eubée, on apporte au voyageur l'eau destinée à laver ses mains dans un vase à long col, qui est le *prochoos* d'Homère, tel que le montrent les monumens. Quel pays que celui où une fille d'auberge, en vous donnant un pot à l'eau, vous fait songer à Homère!

Au reste, en Grèce, on est reporté sans cesse du sein de la vie journalière vers la vie poétique de l'antiquité. Le voyageur introduit dans une famille grecque est accueilli à peu près comme le fut Télémaque à Pylos par Nestor, ou à Sparte par Ménélas. Le maître de la maison va au-devant de son hôte, l'embrasse, le prend par la main et le conduit dans la salle de bain, où il trouve du linge et des vêtemens. L'usage homérique d'accueillir un étranger en l'invitant à manger et à boire avant de l'interroger, cet usage est évidemment l'origine de celui qui de nos jours prescrit de présenter à tout visiteur des confitures et du café. C'est comme un repas abrégé auquel les habitudes modernes ont joint la pipe; mais le principe est toujours le même, s'occuper d'abord du bien-être de son hôte, et lui offrir une réfection quelconque avant de commencer à s'entretenir avec lui. On donne aujourd'hui le baiser sur les yeux dont parle Homère, et le baiser en

(1) Gell, *Itinerary of Greece*, préf. II.
(2) Ulrichs, *Reisen und Forschungen*. (Voyages et Recherches), p. 201, 1840.
(3) Leake, *Northern Greece*, t. IV, p. 146.

tirant les oreilles dont parle Théocrite. Mille coutumes charmantes de l'antiquité subsistent encore. Ainsi les jeunes filles de l'Hélicon portent une ceinture qu'elles déposent le lendemain de leurs noces.

La condition des femmes n'a pas beaucoup changé. La femme, fidèle aux habitudes du gynécée, sort rarement du logis. A Athènes, on voit peu de femmes dans les rues; jamais elles ne s'y mêlent aux hommes, et n'y font pas, comme chez nous, partie de la foule; elles semblent se souvenir de ce précepte que leur donne Euripide : ce qu'une femme peut faire de mieux, c'est de demeurer dans l'intérieur de sa maison. La femme grecque sert son mari; elle lui apporte la pipe et le café, et ne s'assied pas devant lui. On s'étonnerait peu de lui entendre dire comme Tecmesse à Ajax : O maître !

Les réjouissances qui accompagnent le mariage rappellent par plus d'un trait les noces antiques. Le flambeau de l'hymen est porté devant les nouveaux époux. On place sur leur tête la couronne de fleurs, suivant un usage dont parle Homère. Le beau-père offre à son gendre la coupe que remplit la rosée bouillonnante de la vigne, comme dit Pindare en parlant de cette cérémonie, déjà pratiquée de son temps. La nouvelle épouse, qui s'appelle comme autrefois la *nymphé*, s'avance au milieu des chants et des danses de ses compagnes. On croit les voir, telles qu'elles sont représentées sur le bouclier d'Achille, conduisant l'épouse à travers la ville, à la clarté des flambeaux, tandis que la foule entonne le chant d'hymen, que les jeunes gens dansent et pirouettent, que les flûtes et les lyres retentissent. Les chants alternatifs des compagnons du marié et des jeunes filles qui entourent l'épouse, les efforts folâtres qu'elles font pour la retenir, rappellent plusieurs détails de l'épithalame grec tel que l'avait traité Sapho, imitée par Catulle (1).

Les jeunes filles qui ont ramené la mariée de l'église dans sa demeure vont, le soir, chanter à la porte de la chambre nuptiale, comme Théocrite nous peint les jeunes compagnes d'Hélène, les cheveux ornés de fleurs d'hyacinthe, les pieds entrelacés et se tenant par la main, adressant à l'épouse et à l'époux le chant gracieux et enjoué de l'hymen.

Plus d'un voyageur a remarqué la ressemblance des danses modernes de la Grèce avec celles dont l'antiquité nous a laissé la description poétique. La danse qui a lieu tous les ans le 1er avril autour du temple de Thésée paraît provenir en droite ligne de la danse que Dédale inventa pour la belle Ariane, dont le souvenir serait encore lié

(1) Ot. Müller, *Histoire de la littérature grecque*, t. I, p. 322-4.

ausouvenir de son ravisseur infidèle. Les voyageurs les plus récens remarquent que le jeune homme qui conduit le chœur se permet seul des bonds et des sauts périlleux que s'interdisent les autres danseurs. Il en est de même des *cubistes*, qui, dans la danse qu'Homère a dessinée sur le bouclier d'Achille, conduisent le chant et bondissent au milieu de la foule.

Nous devons à une Grecque aimable, mère du plus *antique* de nos poètes, à Mme Chénier, quelques détails curieux sur la danse d'Ariane. Tantôt on l'exécute avec un fil qui rappelle celui du labyrinthe, tantôt avec un mouchoir. La personne qui tient le mouchoir dit ces paroles : « Navire qui es parti et qui m'enlèves mon bien-aimé, mes yeux, ma lumière, reviens pour me le rendre ou pour m'emmener aussi. » On voit que c'est Ariane qui parle, et le mouchoir est là pour essuyer ses larmes. Quand Ariane a chanté, le chœur lui répond sur le même air en s'unissant au sentiment qu'elle éprouve, à la manière du chœur antique : « Maître du navire, mon seigneur, et vous, nocher, ame de ma vie, revenez pour me la rendre ou pour m'emmener aussi (1). » Les danses dans lesquelles les hommes figurent seuls sont moins gracieuses, mais bonnes à noter ici comme particulières à la Grèce, et offrant plus de ressemblance avec le chœur antique, où ne figuraient jamais ensemble des hommes et des femmes. Il y a un rapport frappant entre le chœur tragique qui se mouvait autour de l'autel de Bacchus et la ronde des Albanais que Leake appelle un chœur circulaire, et qui, d'après l'énergique peinture de Byron, semble avoir gardé le caractère *orgiastique* d'une danse consacrée à Bacchus.

L'expression de la douleur n'a pas été moins constante que l'expression de la joie; plusieurs des anciens rites funèbres se sont fidèlement conservés. Tels sont les cris des femmes qui se font un devoir, et quelquefois font un métier, de leurs gémissemens. Telles sont les couronnes de fleurs placées encore aujourd'hui sur la tête des jeunes filles mortes. Pour les anciens, la couronne était un ornement funèbre. Il seyait bien à l'antiquité de couronner de fleurs la mort comme la vie, la tombe comme l'hyménée.

Souvent, sur les sépultures antiques, on a sculpté les instrumens de la profession du mort, et, dans l'Odyssée, Ulysse place une rame sur le tombeau d'Elpenor. Aujourd'hui, au cimetière des Arméniens, à Constantinople, on voit gravé, sur chaque tombe, l'emblème de la profes-

(1) Cette lettre se trouve dans le *Voyage littéraire* de Guys, t. I, 196. M. Labitte en a parlé dans sa spirituelle biographie de J. Chénier.—*Revue* du 15 janvier 1844.

sion de celui qui l'occupe : des ciseaux pour le tailleur, un rasoir pour le barbier, des tenailles pour le forgeron. C'est un usage grec. Ce qu'il y a de particulier aux Arméniens, c'est de constater de la même manière le genre de supplice par lequel ils ont péri; si c'est par la corde, on dessine sur la pierre funèbre un gibet; si c'est par le glaive, on représente le mort le chef coupé, et placé entre ses jambes.

Dans les îles Ioniennes, un voyageur a vu les amis, les parens, s'approcher d'un ami expiré, se pencher sur lui, murmurer à son oreille l'adieu suprême, puis porter sur sa tombe les gâteaux, le vin et l'huile, en l'invitant à prendre ce repas (1). On retrouve là l'offrande funèbre, les libations, la croyance aux mânes qui boivent le vin. M. Fauriel, dans son introduction aux *Chants populaires de la Grèce moderne*, qui est un vrai chef-d'œuvre, a parfaitement décrit les *myriologues*, effusions poétiques de la douleur d'une épouse, d'une sœur ou d'une mère, en présence des restes d'un époux, d'un frère ou d'un fils (2). M. Fauriel n'a pu recueillir que de courts fragmens de myriologues, et ce que Guys et Mme Chénier nous en ont fait connaître est traduit trop librement pour donner une idée exacte de ce poème qu'improvisent les femmes grecques à l'occasion d'une perte domestique; mais M. Fauriel a très judicieusement remarqué que nous possédons un véritable myriologue dans un passage du XXIVe chant de l'Iliade. Priam a rapporté le cadavre d'Hector; on l'a placé sur un lit dans l'intérieur du palais. Auprès du mort se tiennent les chanteurs qui doivent diriger le chant funèbre; ils entonnent ce chant, et les femmes en gémissant leur répondent. Alors la veuve d'Hector, Andromaque, *commence sa plainte*, qui se compose d'une allocution simple adressée à son époux et à son fils; toutes les femmes accompagnent par des gémissemens les paroles d'Andromaque. Après la veuve, la mère *commence sa plainte;* les gémissemens s'élèvent de nouveau. Enfin Hélène *commence sa plainte;* cette formule, répétée chaque fois qu'une des trois femmes prend la parole, pourrait se traduire : *commence à chanter son myriologue*. La scène touchante qu'Homère place ici dans le palais de Priam se passe chaque jour dans la demeure du plus humble enfant de la Grèce. Les chanteurs y sont, et les femmes qui appartiennent à la famille expriment les regrets de tous comme le font dans l'Iliade Hécube, Andromaque, Hélène.

L'idée du myriologue moderne se montre aussi dans la poésie dramatique des Grecs. Le premier chœur des *Suppliantes* d'Euripide

(1) Grasset Saint-Sauveur, *Voyage aux îles Ioniennes*, t. II, 54-55.

(2) Fauriel, *Chants pop.*, discours préliminaire, XXXIX et suiv.

se termine par des plaintes semblables à celles que les femmes grecques font retentir auprès d'un cadavre. Il en est de même du dernier chœur des *Sept Chefs* d'Eschyle. Antigone et Ismène adressent à leurs frères morts un véritable myriologue. Rien ne ressemble plus aux gémissemens entrecoupés de la muse tragique que ces plaintes simples et touchantes, prononcées par une mère en présence du corps de sa fille : « Ma fille, ma joie, tu n'es plus, et j'ai des yeux, j'ai une voix, j'ai des pieds; je vois, je parle, je marche! » Je traduis mot à mot les paroles expressives que la version de Guys a singulièrement affaiblies. Ainsi, on reconnaît dans Homère, dans Eschyle, dans Euripide, le simple myriologue existant déjà au temps de la guerre de Troie, et conservé jusqu'à nous par la constance des coutumes populaires.

Plusieurs traits des mœurs grecques rappellent les anciennes pratiques de l'agriculture et de la navigation. Le grain est foulé sur l'aire par des chevaux, comme il l'est dans l'Iliade par des bœufs, comme il l'était chez les Égyptiens par des porcs, au dire d'Hérodote, et par des troupeaux de chèvres, d'après les monumens.

En naviguant près des côtes de la Grèce, on se croit transporté au temps où les Grecs de l'Iliade montèrent sur leurs mille vaisseaux, vaisseaux qui ressemblaient beaucoup aux caïques d'aujourd'hui. Ces petits bâtimens goudronnés au dehors sont bien les navires *noirs* d'Homère. Le système de navigation est pareil : pendant le calme, on supprime le mât et les voiles, et on se sert de rames; quand le vent se lève, on dresse le mât, on déroule la voile, on la déploie, et le navire *court sur les flots*. Quand la nuit vient, ou si la mer est trop mauvaise, on aborde et l'on tire le bâtiment à terre, j'ai vu souvent des caïques rangés ainsi sur le sable, comme les navires des Grecs sur les côtes de la Troade. Le cri du marinier de l'Archipel rappelle celui des matelots dans *la Paix* d'Aristophane. Chaque rame est fixée à une cheville par un lien de cuir, comme le dit Eschyle dans *les Perses*, tant est complète et minutieuse la ressemblance des anciennes mœurs et des mœurs modernes. C'est que la tradition des usages antiques se conserve surtout dans les détails les plus familiers de l'existence, dans le cri du matelot, dans la chanson de la nourrice, dans les jeux de l'enfant.

Il ne faut pas, comme M. Guys, rapporter à une origine grecque des jeux qui se trouvent ailleurs qu'en Grèce, comme la toupie; mais il en est de particuliers aux enfans grecs. Tel est le jeu de la tortue, cité par le même voyageur, et le jeu des astragales, trouvé par M. Ulrichs dans le village phocéen d'Arachova. Ce fut en jouant à ce jeu que

Patrocle, dans son enfance, tua le fils d'Amphidamas, ce qui le contraignit à se réfugier chez Pélée. Destinée des grandes choses! influences des petites! si Patrocle enfant n'eût pas joué aux astragales, comme font encore aujourd'hui les jeunes montagnards d'Arachova, Achille, qui n'eût jamais été son ami et son vengeur, serait resté sous sa tente, les Grecs seraient remontés sur leurs vaisseaux sans prendre Troie, et... nous n'aurions pas l'Iliade.

Le costume national des Grecs tient beaucoup du costume qu'ils portaient dans les temps héroïques. L'espèce de jambard de pourpre que portent les klephtes rappelle les knémides, chaussure caractéristique des Grecs dans Homère. L'expression *Grecs aux belles knémides*, employée souvent par le poète, et que Voltaire a rendue par *Grecs bien bottés*, n'était ni ridicule, ni insignifiante. La knémide était la chaussure des Grecs (1), tandis que les Troyens portaient des pantalons nommés *anaxyrides*. L'épithète qui chez Homère s'applique aux Grecs par opposition aux Asiatiques renfermait une désignation nationale, européenne; c'est comme si on opposait le schako de nos soldats au turban des Kabyles.

La cuisine homérique est encore aujourd'hui celle des palicares de la Grèce moderne. On embroche un mouton et on l'expédie exactement, comme faisaient Achille ou Ajax. Seulement, dans l'Iliade, c'est un bœuf qui sert de pâture aux héros affamés. La différence du bœuf au mouton mesure la distance du chef antique des Dolopes au capitaine thessalien, son successeur, peut-être son descendant, et, la distance de la poésie homérique à la chanson populaire du klephte. C'est le même type et le même génie, mais les proportions de l'héroïsme et de l'inspiration ont changé comme celles de l'appétit. Les repas moins primitifs du Grec des villes ont aussi un fumet classique. Dans le dessein de retrouver en Grèce l'antiquité sous tous ses aspects, un archéologue zélé pourrait y faire une savante étude de gastronomie poétique en savourant les anguilles du lac Copaïs, vantées par Aristophane et aujourd'hui fort appréciées par les moines des couvens voisins, ou les anguilles du Strymon, célébrées par le poète Archesistrate, et dont le débit fait subsister presque à lui seul la ville de Mochori. Il aurait quelque plaisir à boire du vin de Lemnos, men-

(1) Les knémides étaient de métal, comme le prouvent un vers d'Hésiode et plusieurs vers d'Homère. La knémide moderne est en étoffe, mais l'ornement métallique que les Grecs appellent *tsaprasia* est un souvenir de cette origine. De plus, Dodwell dit que les bottes des Arnautes sont en argent. — *Travels*, t. I, 135.

tionné par Homère; en goûtant, non sans faire la grimace, le vin que les Grecs gâtent à plaisir avec de la résine, il éprouverait une véritable satisfaction à penser que cet usage doit remonter à la plus haute antiquité, et qu'il est probablement l'origine de la pomme de pin placée à l'extrémité du thyrse bachique; conjecture ingénieuse que je dois, comme tant d'autres choses, à M. de Châteaubriand.

La vie intérieure des Turcs tient elle-même, en beaucoup de points, à la vie des anciens. Les habitudes des musulmans sont en partie des habitudes grecques adoptées par leurs ancêtres. Souvent les Turcs ont fait pour la civilisation grecque ce qu'ils ont fait pour Sainte-Sophie : ils ont conservé l'édifice; seulement ils ont placé le croissant au sommet. Sous ce rapport, habiter une ville turque, ce n'est pas tout-à-fait sortir du monde grec. Pour moi, quand j'errais dans les rues de Smyrne, sans cesse une porte entr'ouverte, qui laissait mon regard pénétrer dans une habitation turque, me donnait l'idée de l'existence domestique des anciens. La disposition des maisons turques, aussi bien que des maisons arabes, est calquée sur celle des maisons grecques et romaines. Point de fenêtres au dehors, une cour carrée entourée d'un portique, au centre de cette cour une fontaine, et dans la partie la plus reculée du bâtiment, le harem, qui s'appelait le gynécée. L'aspect d'un quartier de Smyrne brûlé récemment me rappelait les rues de Pompéï. A l'intérieur, même ressemblance; les siéges placés le long des murs, dans la salle du palais des Phéaciens, sont déjà disposés comme des divans orientaux. Le mobilier d'une maison turque, composée surtout des tapis et des coussins, peut se résumer dans un vers d'Aristophane, qui montre, comme le remarque M. Leake, que les Grecs ont toujours meublé leurs appartemens de la même manière : observation qu'on doit étendre aux Turcs. Plusieurs usages de l'Orient, qui ne viennent pas des anciens Grecs, existaient du moins chez eux. Ainsi la coutume si générale de coucher sur les toits plats des maisons coûte la vie à Elpenor dans l'Odyssée. L'usage du voile a été grec avant d'être turc; dans les temps héroïques, les femmes ne paraissent que voilées. Andromaque prend son voile quand elle sort pour aller au temple. Le voile thébain, tel que Dicæarque le décrit, ne laissant *voir que les yeux*, et cachant tout le reste du visage (1), est un voile turc, et l'on a retrouvé à Égine une figure en terre cuite de grandeur naturelle représentant une femme dont la bouche et l'ex-

(1) Édition Manzi, p. 36.

trémité du nez sont voilés (1), exactement comme s'il s'agissait d'une dame de Constantinople.

La clôture des femmes n'existait pas chez les Grecs; mais, quoi qu'on en ait pu dire, elle n'existe pas non plus en Turquie : les femmes de Constantinople sortent perpétuellement, les rues sont pleines de femmes, et surtout les bazars. Ce qui caractérise les mœurs orientales, c'est que jamais les hommes ne sont admis à pénétrer dans l'appartement intérieur, où vivent ensemble la mère, les sœurs, l'épouse (2) du maître de la maison et ses enfans. Or, il en était de même à peu de chose près des femmes grecques dans l'antiquité, et les hommes n'étaient pas plus admis dans les gynécées qu'ils ne le sont dans les harems. On ne voit pas dans l'Odyssée que les prétendans, malgré leur audace, entrent jamais dans l'appartement où Pénélope vit retirée, filant la laine, ou brodant la toile au milieu de ses servantes. D'autre part, les désordres reprochés au gynécée par les poètes grecs sont ceux dont on accuse le harem. Aristophane et Athénée reviennent à plusieurs reprises sur le goût des femmes grecques pour le vin; il paraît que ce goût est partagé par les femmes turques : honteux passe-temps de la solitude, auquel entraîne la privation des plaisirs plus délicats de la société. Il faut attribuer à la même cause les conversations grossièrement licencieuses des dames turques entre elles, même de celles qui appartiennent à la classe la plus élevée. Simonide parle aussi de ces réunions où les femmes grecques tenaient des discours *pleins d'aphrodite*. L'honnête familiarité des deux sexes que repoussaient les préjugés de l'antiquité, et que réprouvent encore aujourd'hui les mœurs de l'Orient comme indécente et criminelle, est aussi nécessaire à la moralité des entretiens qu'à leur agrément.

Rien ne saurait donner une idée des licences de l'ancienne comédie grecque aussi bien que les bouffonneries déhontées des *ombres chinoises* de Smyrne et de Constantinople. L'accoutrement impudique des satyres qui paraissaient dans les drames grotesques auxquels ils avaient donné leur nom a été fidèlement conservé par un personnage scandaleusement burlesque, nommé Karageuz, favori de la populace turque, qui se permet devant elle certaines gaietés dont les analogues

(1) *Expédition de Morée*, t. III, pl. 43, fig. 2.

(2) On a beaucoup exagéré la polygamie orientale; elle diminue chaque jour, et l'on m'a assuré à Constantinople que, lorsqu'un homme a deux femmes, il les établit chacune dans une maison différente. Les frais de ces doubles ménages doivent les rendre assez rare.

ne peuvent se trouver que chez Aristophane, et qui font comprendre l'origine qu'Aristote donne à la comédie (1).

L'usage de recevoir des cadeaux sans qu'il en résulte aucun sentiment d'humiliation pour celui qui reçoit est encore un trait de ressemblance qu'offrent les mœurs antiques avec les mœurs actuelles de la Grèce et de l'Orient. Ulysse se fait faire des présens toutes les fois qu'il en trouve l'occasion, et Achille parle avec complaisance des beaux dons qu'il a reçus de Priam.

Il n'est pas jusqu'à des usages religieux ou superstitieux que les sectateurs de l'islamisme, malgré leur horreur de toute idolâtrie, ne semblent avoir empruntés au paganisme (2). Un voyageur a vu avec étonnement des femmes turques offrir des alimens et des parfums aux Parques dans une grotte près de l'Illissus, et il a remarqué l'analogie de la danse des derviches tourneurs avec la danse des corybantes, telles que la décrit Apulée; mais ici, je pense, avec M. Lenormant, qu'il faut remonter plus haut et voir dans les contorsions des derviches un reste des danses furieuses que d'anciens peuples de l'Asie avaient enseignées aux corybantes.

Je l'ai déjà dit, plusieurs de ces usages qu'on trouve chez les Turcs actuels et chez les anciens Grecs ne sont point dérivés les uns des autres, mais appartiennent également aux habitudes générales de l'Orient. Ainsi, Nestor, Achille, Hector, Priam, font des ablutions avant la prière comme le plus dévot musulman. D'autre part, l'esclavage sous des tyrans orientaux avait forcé les Grecs d'adopter certains usages de l'Orient. En approchant le pacha, il fallait se prosterner et baiser la terre, selon l'ancienne coutume orientale dont parle Oreste dans Euripide. Ces usages disparaissent chaque jour; ils ont cessé d'être grecs, ou plutôt ils ne l'ont jamais été. Les Grecs, redevenus libres, les ont bannis comme ils ont banni les mots turcs qui s'étaient glissés dans leur idiome à la faveur de la servitude. Ces mots ont disparu de la langue le lendemain du jour où les Turcs ont disparu du territoire.

Le langage est ce qu'il y a en Grèce de plus antique. C'est un grand charme pour celui qui a voué un culte à l'antiquité grecque d'entendre

(1) Poétique d'Aristote, cap. IV.

(2) Les tombeaux turcs sont pareils aux anciens tombeaux grecs; la pierre verticale au sommet de laquelle on sculpte un turban est la stèle dont parle Homère : « Ses frères et ses amis l'honoreront par un tombeau et une stèle, honneur qu'on accorde aux morts. » (Iliad., XVI, 457.)

parler grec autour de lui, de reconnaître dans les conversations d'un guide ou d'un marinier tel mot qu'il n'avait jusque-là rencontré que dans Homère. Il semble alors qu'on est réellement transporté dans la Grèce antique; on est tenté de dire aux passans, comme Philoctète à ses compatriotes retrouvés dans Lemnos : je veux vous entendre, et de s'écrier comme lui, ô langage bien aimé! Mais, pour se livrer à ce transport, il faudrait, dira-t-on, que ce langage fût celui des anciens Hellènes, et non pas un dérivé imparfait que défigure une prononciation bizarre. A cela on peut répondre : Quant à la prononciation, il n'y a pas de raison pour que les descendans de Périclès adoptent le système qu'un savant Hollandais a imaginé au XVIe siècle. Du reste, la question est délicate et ne saurait être traitée ici. Qu'il suffise d'affirmer que plusieurs règles de prononciation, adoptées par les Grecs modernes, remontent à la plus haute antiquité, et que l'on trouve déjà dans le second siècle de notre ère des exemples de l'iotacisme, c'est-à-dire de *é*, *ei*, *oi*, prononcés *i*, bien que l'iotacisme ne paraisse avoir été définitivement et complètement constituée qu'au Xe ou XIe siècle.

L'iotacisme, d'ailleurs, n'est pas toute la prononciation grecque. Sous d'autres rapports, la prononciation du grec moderne est certainement conforme à la prononciation antique là où la nôtre ne peut se flatter d'avoir cet avantage. Les Grecs ont fidèlement conservé à l'accent sa place véritable dans des mots où nous reproduisons les déplacemens introduits dans l'accentuation grecque par la prononciation latine (1). En somme, il y a profit à suivre une prononciation vivante, bien que les siècles aient pu altérer le type antique d'où elle provient. Cette méthode sera toujours préférable à un système purement arbitraire, et l'on sera toujours plus près d'Homère et de Sophocle en prononçant le grec comme un mendiant d'Athènes qu'en le prononçant comme un helléniste de Rotterdam. Le grec moderne n'est pas un idiome qui diffère du grec ancien, comme l'italien ou le français du latin. Le grec moderne est seulement un grec fort altéré; le ssen de plusieurs mots a changé, un certain nombre d'expressions ont péri, la grammaire s'est appauvrie, elle a perdu plusieurs de ses formes. Deux surtout sont regrettables : l'infinitif, que remplace aujourd'hui le subjonctif précédé de la conjonction *que; ex. : je veux que j'aime*, pour *je veux aimer;* et le datif, auquel on substitue l'accusatif précédé d'une préposition qui correspond à la préposition *à* en français.

(1) Leake, *Researches*, p. 205-220.

Telles sont les principales différences entre le grec ancien et le grec moderne. Malgré ces différences, le fond de la langue est encore le même, et elle peut éclairer l'étude du langage ancien de plusieurs manières.

Dans le langage populaire de certaines parties de la Grèce, on retrouve quelques vestiges des dialectes qui y furent parlés autrefois. En général, les anciens dialectes grecs ont péri par suite de la conquête, qui les a éteints avec la vie locale des pays subjugués. Cependant ils n'ont pas disparu entièrement; on retrouve des traces assez nombreuses du dialecte œolien dans la Béotie et la Phocide, et dans un canton montagneux du Péloponèse, la Tzaconie, le dialecte dorien s'est merveilleusement conservé. Un certain nombre de mots grecs oubliés par le temps ont été remplacés dans l'usage par une autre expression : ainsi, *trecho*, courir, au lieu de *dremo;* au lieu d'*artos*, pain, *psómi*. Eh bien ! il arrive que le vieux mot grec oublié se retrouve dans un coin de la Grèce, par exemple *dremo* dans les villages du Parnasse (1). Pour *artos*, son histoire est plus singulière : après avoir complètement disparu de la langue grecque moderne, il ne se trouve plus que dans le patois de quelques villages des environs de Marseille, où du pain se dit *arton*, mot qui a été encore entendu en 1830, et qui certainement, ainsi que quelques autres mots grecs égarés dans les patois provençaux, remonte à l'arrivée des Phocéens sur les rives de la Gaule.

Quelquefois le mot antique a subsisté, mais avec un sens plus ou moins modifié. Il est curieux de rendre compte des causes de cette modification, et de voir pour ainsi dire le grec ancien s'avancer vers le grec moderne. Le mot *psari*, qui s'emploie exclusivement pour *poisson*, est dérivé d'*opsarion*, qui, dans le grec ancien, signifiait en outre bonne chère, bon morceau, parce que chez les anciens le poisson fut toujours regardé comme l'aliment le plus délicat, le plus recherché, témoin les murènes, de barbare mémoire, et le turbot de Domitien. Ou bien un usage antique rend raison de l'emploi d'un mot employé dans le langage moderne; le vin s'appelle aujourd'hui *krasi*, c'est-à-dire boisson *mêlée*, en raison de l'usage où étaient les Grecs de mêler au vin du miel et d'autres ingrédiens. Voici un autre exemple du sens actuel d'un mot expliqué par une particularité de la vie antique dont le souvenir a péri, mais qui a laissé une trace dans le langage parlé de nos jours : *tragoudín* voudrait-il dire aujourd'hui *chanter*, si la tragédie n'avait pas été chantée?

(1) Ulrichs, *Reisen und Forschungen*, p. 128.

Très souvent le mot antique s'est conservé sous la forme du *diminutif*. Ce qui est arrivé là pour le grec a eu lieu également dans le passage du latin aux langues qui en proviennent, et particulièrement au français. *Oreille* vient d'*auricula*, *oiseau* (ancien français, *oisel*) d'*avicellus*, mots à forme diminutive qui, dans la basse latinité, paraissent avoir été d'un usage plus fréquent que le simple *auris*, *avis*. Parfois même une expression usitée dans la langue moderne ne se trouve à aucune époque connue dans le grec ancien, et cependant porte la marque d'une parenté évidente avec des mots qui firent de tout temps partie de la langue antique. Ainsi l'eau, en grec moderne, s'appelle *nero*, ce qui ne ressemble nullement au nom de l'eau en grec ancien, *udór;* mais *nero* rappelle *Nereus* et les *Nereides*, qui sont des divinités aquatiques. La racine de leur nom semble donc avoir péri à une époque très reculée dans l'ancienne langue, et, chose singulière, avoir subsisté jusqu'à nos jours dans *nero*, nom de l'eau en grec moderne (1).

Ces faits, quelque singuliers qu'ils soient, peuvent se comprendre à l'aide de faits analogues et s'expliquer par la nature des choses. Le langage que parle le peuple change beaucoup moins que le langage écrit par les savans ou les poètes. Telle signification anciennement perdue, tel mot même sorti de la langue littéraire depuis des siècles, peuvent avoir subsisté long-temps après dans l'usage populaire; et comme le grec aujourd'hui parlé est né de cet usage, il a pu conserver et recueillir les sens et les mots négligés ou rejetés par les auteurs. Il en a été ainsi partout, partout le langage vulgaire a conservé des élémens très anciens qui ont disparu dans le langage cultivé. Le patois que parlent les paysans normands et picards est beaucoup plus semblable au français de Villehardoin ou de Joinville que le français de l'Académie; bien des mots que la langue française a exclus en se polissant sont restés dans les dialectes provinciaux. Il serait curieux de chercher si, dans les cantons écartés de la Grèce, on ne trouverait pas des formes très anciennes du langage grec; on pourrait presque l'affirmer d'avance (2).

Le grec moderne peut donc servir à faire connaître plus à fond le

(1) Ce qui achève de rendre vraisemblable l'existence d'un radical grec de Néréus, Néréides, perdu dès le temps d'Homère, et qui reparaît dans *nero*, c'est que le mot sanscrit *nara* veut dire eau.

(2) De la même cause dérive ce fait très curieux, que, de tous les dialectes de la Grèce antique, celui qui domine dans la prononciation actuelle, c'est le plus ancien de tous, le dialecte œolien.

grec ancien; quelquefois il peut offrir une explication inattendue de quelques passages obscurs (1), et même épargner à de savans traducteurs quelques contre-sens (2). Enfin, en parlant le grec moderne et en l'entendant parler, on acquerra de la langue d'Homère et de Platon un sentiment pratique et, pour ainsi dire, une intelligence vivante que rien ne saurait remplacer. Du reste, le grec moderne tend chaque jour davantage à se rapprocher du grec ancien, et dans quelques années le voyageur jouira presque entièrement du plaisir d'entendre résonner à ses oreilles le langage qu'on parlait à Athènes il y a deux mille ans. Jamais, jusqu'à ce jour, un peuple n'a essayé de refaire sa langue, de remonter vers l'idiome antique de ses pères; c'est un spectacle qu'il était réservé à la Grèce contemporaine de donner. Cette tentative inusitée est d'autant plus intéressante, qu'elle est dictée aux Grecs par le sentiment et l'orgueil bien permis de leur nationalité glorieuse. Pour eux, la patrie, c'est le passé, et il est naturel qu'ils y cherchent les titres de leur indépendance et la garantie de leur avenir. On aime à les voir rendre à leurs villes affranchies les noms qu'elles portèrent autrefois; ils veulent effacer les souvenirs de la servitude et ressaisir les traditions de la gloire et de la liberté. Ces noms officiels sont acceptés par le peuple. Il en est de même pour la langue; non-seulement les savans s'empressent de suivre les pas de l'illustre Coray, qui, au temps de la captivité, préparait par la régénération de l'idiome populaire la régénération de l'esprit national; non seulement les écrivains cultivés reviennent de plus en plus aux formes de la langue antique, à tel point qu'on peut lire quelquefois des pages entières écrites hier sans s'apercevoir qu'on lit du grec moderne; mais chaque jour les habitudes du grec ancien rentrent insensiblement dans l'usage universel.

Chez un peuple aussi plaideur que le peuple grec, on est bien sûr que les lois sont comprises par tous, et les lois ont été rédigées dans un idiome fort différent de ce qu'était le grec vulgaire avant la révolution. Plusieurs expressions usuelles sont remplacées par les expressions antiques; celles-ci, au moins, commencent à être entendues, et si j'ai eu le chagrin de trouver à Delphes un Grec qui ne comprenait

(1) Le sens du mot *nomades*, dans Sophocle, *OEdipe à Colonne*, v. 719, est expliqué par le nom de *nomai*, que les paysans donnent encore aux conduites d'eau qui reçoivent l'eau du Céphise. Voyez le *Voyage* de Stephani, p. 101.

(2) M. Artaud, dans *les Chevaliers*, v. 120, a traduit *potêrion* par *du vin*. S'il avait eu l'occasion de demander un verre dans une auberge de Grèce, il aurait appris qu'un *verre* s'appelait *potiri*. *Potêrion*, dans Aristophane, veut dire une coupe.

pas le mot *thura*, *porte*, et n'entendait que le mot italien *porta*, en revanche j'ai eu le plaisir de voir affiché à Éleusis un avertissement au sujet de certains chevaux égarés qui s'adressait évidemment à toutes les classes de la population, et dans lequel, au lieu du mot vulgaire *alogon* (cheval), on lisait le mot classique *hippos*.

Avant d'avoir recouvré leur indépendance, les Grecs n'osaient porter leur vrai nom, leur nom élégant et harmonieux d'Hellènes, ils le réservaient pour leurs aïeux qu'ils croyaient avoir été des géans hauts comme les arbres des forêts, car le vague souvenir de la grandeur morale du peuple ancien s'était traduit grossièrement en une idée de grandeur matérielle. Eux-mêmes s'appelaient, non pas Hellènes, mais enfans des Hellènes. Depuis qu'ils sont libres, ils ont senti qu'ils avaient le droit de reprendre leur nom. Tout le monde connaît le début du chant de Riga : Allons, enfans des Hellènes..... Riga lui-même ne donnait pas le nom d'Hellènes à ceux qu'il appelait à la liberté, mais qui n'étaient pas encore libres.

La guerre de l'indépendance a renouvelé le passé de la Grèce, les scènes de la vie homérique sont redevenues les scènes de la vie journalière. Les chefs sont descendus de la montagne la chevelure flottante, portant leurs belles knémides : on s'est trouvé en pleine Iliade. On n'a vu que combats singuliers précédés de défis et d'injures, querelles pour le butin, luttes terribles pour enlever le corps d'un brave ou dépouiller un ennemi de ses armes. Du reste, c'était le même genre de guerre. Les Grecs comme les Turcs combattaient toujours derrière un abri, et, quelle que fût leur bravoure, ne s'exposaient pas volontiers à découvert. Pâris aussi, quand il dirige sa flèche contre le fils de Tydée, se place derrière une stèle élevée sur un tombeau, comme un palicare aurait ajusté sa carabine derrière une pierre funèbre dans un cimetière turc. Cependant des chanteurs, des Homères inconnus, mais inspirés, célébraient ces faits héroïques dans la langue de leur vieil aïeul, tandis que les jeunes patriotes des villes répétaient le chant de Riga, dont le début célèbre : Allons, enfans des Hellènes! est emprunté aux *Perses* d'Eschyle (1).

Les héros de la Grèce moderne ont souvent offert des traits d'une ressemblance glorieuse avec les héros de la poésie antique. Par un hasard singulier, c'est un *Ulysse* (Odysseus), qui, à beaucoup d'égards, rappelait Achille. L'Achille moderne aux passions terribles, à la *colère fatale*, blessé dans son orgueil, se sépara des autres chefs, et se tint

(1) Ὦ παῖδες Ἑλλήνων, ἴτε. v. 402.

long-temps à l'écart, non sous sa tente, au bord de la mer, mais dans une caverne du Parnasse. Le vaillant Odysseus était célèbre dès sa jeunesse par la rapidité de sa course, comme le fils de Pelée; il courait devant une voiture dont les chevaux étaient lancés au galop. On dit la même chose de Nikitas, aujourd'hui relégué dans l'île d'Égine, où je n'ai pas vu sans émotion ce terrible capitaine, que ses exploits homériques avaient fait nommer le *Turcophage*, se lever de la simple natte sur laquelle il prenait son sommeil. En sortant, mon guide me disait : « Aujourd'hui encore, il défierait à la course le cheval le plus rapide. » Il me citait, pour m'en convaincre, deux vers d'un chant populaire sur le vieux Nikitas, *dont les pieds sont des ailes*.

Le jour où je visitai les ruines de Mycènes, le caractère des lieux et des monumens ne fut pas pour moi le seul commentaire de la forte poésie d'Eschyle, et l'histoire contemporaine m'en offrit un non moins frappant. Ce jour-là, on m'avait montré dans le mur de l'église de Nauplie l'empreinte de la balle qui frappa Capo-d'Istria, et qui partit d'une main armée comme celle d'Oreste, par le désir de venger un père. Le vieux bey du Magne, Pietro Mavromichali, dont je devais saluer quelques jours après la vénérable vieillesse; Pietro-Bey, qu'il faut entendre raconter avec une simplicité sublime comment son grand-père, son père et lui-même ont battu les Turcs; Pietro-Bey, qui n'avait peut-être pas assez oublié, sous un gouvernement jaloux d'effacer le passé récent de la Grèce, que les beys du Magne se contentaient d'offrir au sultan pour tout tribut vingt piastres à la pointe de leur sabre en lui disant : « Je te les donne, non que je te les doive, mais parce que telle est ma volonté; » Pietro-Bey était en prison; son frère Constantin et son fils George n'avaient pu obtenir sa grace de Capo-d'Istria. A l'heure de la messe, Constantin et George attendent le président à la porte de l'église; le frère du vieux Mavromichali tire sur l'ennemi des siens, qui tombe à ses pieds; le fils, avec le sentiment d'Électre criant à son frère tandis qu'il frappe Clytemnestre : Redouble si tu peux! donne un coup de poignard au cadavre. Condamné, il demanda la faveur de baiser la main de son père avant de mourir. Cette grace lui fut refusée; mais, quand il marcha au lieu où il devait être fusillé, on vit le vieux bey, en vrai descendant des Spartiates, paraître à la fenêtre de sa prison, et, sans larmes, sans paroles, bénir son enfant.

Ce récit m'eût ému en toute circonstance; il me frappa singulièrement dans ce jour, où j'étais plein d'Eschyle et poursuivi du souvenir d'Oreste. C'était, après tant de siècles, comme un écho de la voix d'ai-

rain de l'antique Melpomène qui retentissait à mes oreilles dans ce récit d'hier. La tragédie moderne était là près d'Argos en regard de la tragédie antique. Un même principe avait armé le fils d'Agamemnon et le fils de Mavromichali; c'était le principe du talion qu'Eschyle exprime si énergiquement dans *les Choéphores :* Vie pour vie, sang pour sang.

Ainsi, dans ce pays, les évènemens de l'histoire comme les scènes de la nature, ramènent à cette vieille poésie grecque rajeunie par le spectacle des lieux et des mœurs qui l'ont inspirée. J'ai été surpris, je l'avouerai, de trouver en Grèce des vestiges si nombreux et si vivans de l'ancien caractère hellénique. Je les ai recueillis avec soin et avec respect, comme des monumens vénérables et des titres glorieux. En me livrant à ce travail avant tout littéraire, j'ai cru faire encore autre chose qu'*illustrer* la poésie antique : j'ai voulu en même temps montrer que les Hellènes d'aujourd'hui sont les descendans légitimes des Hellènes d'autrefois, et cela peut avoir quelque importance. Ils doivent leur liberté à leur nom. L'Europe s'est émue en leur faveur à cause de leur passé; tout ce qui les rattache à ce brillant passé peut concourir à assurer leur avenir.

Je ne me flatte point que ces notes rapides d'un voyageur soient destinées à servir en rien cet avenir, je dis seulement dans quel sentiment j'ai écrit. Les Grecs, d'ailleurs, n'ont plus besoin que les encouragemens leur viennent du dehors; ils ont maintenant une tribune nationale, cette tribune qui ne s'était pas relevée depuis Démosthène, et où un Grec aimé de la France, le patriote Jean Colletis, vient de faire entendre de si nobles paroles. Que les Grecs reprennent complètement la tradition de leur génie, et puissent-ils, c'est le vœu par lequel je termine ces rapprochemens entre l'antique poésie et la réalité contemporaine, puissent-ils avoir une histoire qui soit, non plus seulement le commentaire, mais la seconde édition de leur ancienne histoire !

J.-J. Ampère.

LE BRÉSIL

EN 1844.

SITUATION MORALE, POLITIQUE, COMMERCIALE ET FINANCIÈRE.

I. — RIO-JANEIRO ET LA PROVINCE DE MINAS-GERAES.

Il n'est pas facile d'acquérir une connaissance exacte et complète de l'état du Brésil. Pour étudier le pays et les habitans, ce n'est point assez d'un séjour, même prolongé, dans les principales villes : il faut s'enfoncer dans l'intérieur des terres, là où n'a pénétré qu'à demi l'influence européenne; c'est là qu'on apprend à connaître la population, c'est là aussi qu'on se rend compte des obstacles nombreux et divers qui arrêtent dans cet empire le développement de la prospérité matérielle et de la civilisation. J'avais résolu, en quittant la Plata pour me rendre à Rio-Janeiro, de ne reculer devant aucune des difficultés que présente un voyage dans l'intérieur des terres. C'est à ce prix seulement que je pouvais compléter les notions recueillies à Rio-Janeiro sur la situation du pays. L'amour-propre des Brésiliens ne contribuait pas médiocrement à exciter ma curiosité. A les en croire, le Brésil serait le point central de la civilisation dans l'Amérique du Sud; un jour viendrait où il pourrait rivaliser avec les États-Unis et servir de mo-

dèle à toutes les populations de l'Amérique méridionale. Sans doute le Brésil a de grandes ressources, le sol ne demande qu'à produire; mais le rôle que voudrait jouer cette race portugaise dégénérée est-il bien à la mesure de ses forces? Cette question que se pose le voyageur qui débarque à Rio-Janeiro, il ne tarde pas à la résoudre dans un sens bien contraire aux rêves de l'orgueil brésilien.

C'est sur la frégate *la Gloire* que je m'embarquai en novembre 1842, pour me rendre des rives de la Plata au Brésil. L'amiral Massieu de Clerval m'avait engagé à passer à son bord, et j'avais accepté avec empressement cette offre aimable, qui m'assurait, outre les agrémens que présente la société de nos officiers de marine, l'avantage de voyager d'une manière à la fois plus rapide et plus comfortable que sur les goëlettes anglaises qui font le service des dépêches entre Montevideo et Rio-Janeiro. *La Gloire* est une frégate d'une marche supérieure. Après une heureuse traversée de moins de huit jours, nous arrivâmes à l'entrée de la baie de Rio-Janeiro. J'eus tout le temps de contempler l'étrange aspect des montagnes qui entourent cette baie, et surtout le Coreoval, dont le sommet forme le profil d'une tête humaine : des vents contraires nous retinrent près de trois jours en vue de ces pics bizarrement découpés. Enfin, après le coucher du soleil, nous pûmes doubler les châteaux placés des deux côtés d'un canal étroit dont la brise du large qui s'élève tous les jours pendant les chaleurs rend l'entrée facile, tandis que pour sortir il faut attendre la brise de terre, qui règne tous les soirs. La baie de Rio-Janeiro, à peine éclairée par les derniers reflets du soleil, ne produisit pas sur moi l'impression que j'avais cru éprouver. Cette baie est si vaste que le regard ne peut en embrasser l'étendue; vous restez indécis devant ces tableaux si divers qu'on cherche en vain à grouper autour d'un point central; ce n'est guère qu'à l'entrée de la baie qu'on peut saisir l'ensemble du paysage. La mer, dont les eaux tranquilles s'étendent jusqu'au pied des montagnes des Orgues, est parsemée de jolies îles. Le Pain de Sucre, le Coreoval, dominent un groupe de pittoresques collines. Quant à la ville de Rio, perdue dans l'espace, il serait difficile de juger de son importance, car les églises de la Gloria et de San-Theresa sont les seuls monumens que vous puissiez distinguer.

J'avais été fort effrayé des vexations imposées aux voyageurs par suite des minutieuses formalités des douanes. Je fus tout surpris lorsque, débarquant dans l'après-midi d'un jour de fête, je ne trouvai nul employé qui demandât à visiter mes effets. Le baron de Langsdorff, ministre de France, fut moins heureux à son arrivée à Rio-Janeiro.

Débarquant avec son portefeuille sous le bras, il fut arrêté par un officier des douanes qui voulut le lui arracher de force. M. de Langsdorff résista; ses observations ne furent pas écoutées, et sans l'intervention de quelques Brésiliens qui expliquèrent au douanier la position de M. de Langsdorff, les papiers de notre ministre auraient été soumis à l'examen d'un agent de douanes brésiliennes.

Dès mon arrivée à Rio-Janeiro, je pus reconnaître combien un voyage dans l'intérieur des terres présenterait d'obstacles. Désirant parcourir la province de Minas-Geraës, la plus importante du Brésil, je dus chercher à obtenir des renseignemens précis. Les ministres et les hommes qu'on me citait comme distingués par leur esprit et leur position n'avaient aucune connaissance des ressources de cette province. C'est à peine si l'on peut obtenir des Brésiliens quelques notions, souvent même incomplètes, sur la localité qu'ils habitent. Vous ne rencontrerez jamais un homme d'état qui puisse émettre sur la position intérieure des provinces une opinion appuyée par des faits. On est réduit à recourir aux ouvrages des différens voyageurs qui ont exploré le Brésil.

Rio-Janeiro, capitale de l'empire et centre du gouvernement, sert de résidence à tous les hommes qui veulent chercher fortune dans les affaires publiques. Là se rencontrent tous les personnages qui ont joué un rôle dans les révolutions de provinces et qui viennent ou demander le prix de leur dévouement ou imposer des conditions aux ministres qui les redoutent. Sous le rapport des distractions mondaines, la capitale du Brésil n'offre que peu de ressources à l'Européen. La population repousse le contact des étrangers; quelques familles qui ont vécu en Europe cherchent seules à attirer les voyageurs et les accueillent avec bienveillance. La cour, loin de donner une impulsion à la société, est toujours triste et sérieuse; l'empereur fuit le monde, et les fêtes à la cour sont trop rares pour qu'on puisse en parler. L'étiquette, du reste, est assez bizarre. Il a été reçu pendant long-temps que les sœurs de l'empereur ne pouvaient danser qu'avec des femmes. Ce fut M. le prince de Joinville qui le premier fit enfreindre cette rigoureuse prescription. J'espère que la présence d'une jeune impératrice habituée aux plaisirs d'une cour plus gaie aura amené un heureux changement dans la vie monotone des courtisans qui entourent l'empereur.

Pour un étranger qui ne réside pas, le séjour de Rio est donc des plus tristes. Les femmes étant à peine vêtues dans leur intérieur, toute visite est une gêne pour elles. D'ailleurs, la jalousie des hommes vous

éloigne, et les femmes ne sont plus libres de vous accueillir comme elles le désireraient. Ce n'est que dans quelques bals que vous pouvez observer les Brésiliennes : elles arrivent couvertes des plus riches parures, mais les belles étoffes ne suppléent pas au défaut de grace, et ce luxe de mauvais goût ne fait que vous surprendre désagréablement. A part ces occasions solennelles, les femmes ne sortent guère que pour se rendre à l'église; aussi n'ont-elles ni la légèreté ni la souplesse des Espagnoles, et paraissent-elles mal à l'aise dans leurs vêtemens d'apparat. De l'embonpoint, une petite taille, de beaux yeux noirs, une peau plutôt cuivrée que brune, d'épais cheveux d'ébène, tels sont à peu près les traits distinctifs des Brésiliennes. Il y a peut-être à Rio quatre ou cinq femmes qu'on pourrait citer pour leur beauté; toutes les autres n'ont ni attrait ni séduction. L'effronterie de leur regard, le cynisme de leur conversation, inspirent presque toujours une répulsion invincible. Dans les pays espagnols, les femmes sont l'ame de la société, tout subit leur influence. Au Brésil, les femmes languissent dans un tel état d'infériorité, qu'on se voit forcé de les laisser dans leur isolement. L'ignorance et l'amour-propre des habitans de Rio ne rendent pas malheureusement la société des hommes plus agréable que celle des femmes. On est réduit aux promenades solitaires, qui, grace à l'admirable situation de la ville, offrent des distractions puissantes, et si l'on veut goûter les plaisirs du monde, c'est aux envoyés des puissances qu'il faut les demander. Vous retrouvez parfois dans leurs salons l'aimable abandon, le charme et l'élégance des salons d'Europe. Rapprochés en quelque sorte par un commun exil, les étrangers entretiennent avec vous des rapports aussi agréables que bienveillans, et, pour moi, je n'ai jamais eu qu'à me louer de ces cordiales relations.

Pour surmonter la tristesse qui s'empare de l'étranger dès les premiers jours de son arrivée, il faut l'admirable climat du Brésil et la beauté des paysages qui s'offrent de toutes parts autour de Rio. La ville même a peu de monumens; le palais de l'empereur, encore inachevé, est un grand édifice carré sans architecture; les églises, les différens bâtimens affectés au service public, sont construits solidement, mais sans grace. La seule construction remarquable est l'aqueduc qui conduit les eaux du Corcoval dans l'intérieur de Rio-Janeiro. Cet aqueduc, construit par les Portugais avec les revenus des mines, fut achevé en 1740. La principale rue de la ville est la rue d'Ouvidor, que l'on compare à notre rue Vivienne. En effet, il y a quelques beaux magasins dont l'élégance et le bon goût contrastent avec les boutiques sales des autres parties de la ville.

De grandes distances séparent Rio de ses faubourgs; des rues inégales, mal pavées et mal entretenues, rendent les communications entre ces divers points assez difficiles. Je regardais comme une véritable souffrance d'aller dans un mauvais cabriolet jusqu'à San-Cristoval, résidence de l'empereur. Les ministres étrangers et tous les Brésiliens riches habitent de jolies maisons dans les faubourgs de Cacété et de Botafogo. On y est éloigné du centre des affaires; mais l'air est si pur, le séjour dans ces villas offre tant de charme, qu'on passe aisément sur ces inconvéniens. L'intérieur de la ville a d'ailleurs cela de triste, qu'on y entend à toute heure le chant plaintif et monotone des nègres employés à transporter les balles de café.

Si l'on ne peut guère goûter le plaisir de la promenade dans l'intérieur de la ville, on est dédommagé par le charme qu'offrent les excursions dans la campagne. Quelques courses autour de la baie, dans les villages qui entourent Rio-Janeiro, suffisent pour donner une idée de la richesse et de la beauté du pays. Partout on découvre des situations charmantes, des points de vue admirables; partout la nature tropicale vous séduit par sa grace ou vous surprend par sa grandeur. Je me rappellerai toujours avec plaisir les délicieuses soirées que j'ai passées au *Jardin botanique*, me promenant au milieu des massifs de bambous, entouré d'arbres dont le feuillage m'était inconnu; j'admirais cette végétation puissante et habilement dirigée. Des plantations de café et d'arbre à thé me prouvaient que ce jardin avait aussi un but utile. La situation de cet établissement est ravissante : situé au milieu d'un vallon, il est dominé de tous côtés par les cimes de montagnes élevées dont les flancs sont couverts de forêts vierges. On reste sous le charme devant cette nature du Nouveau-Monde, où tout porte un cachet de grandeur que l'Europe pourrait envier, si elle n'avait en échange tant d'autres avantages plus précieux, quoique peut-être moins appréciés.

J'avais hâte cependant de connaître le Brésil autrement que par les environs de Rio-Janeiro. Je dois rendre hommage à l'empressement que les Brésiliens mettent à faciliter aux Européens un voyage dans l'intérieur de leurs provinces. Parmi les obstacles de toute nature que présente une pareille excursion, il serait injuste de compter la mauvaise volonté des habitans. On me remit des lettres d'introduction pour les propriétaires dont les habitations se trouveraient sur ma route. L'empereur m'accorda, sur la demande de notre chargé d'affaires, un passeport impérial qui m'assurait la protection et l'appui de toutes les autorités du pays. Les Brésiliens auxquels je m'étais adressé pendant

mon séjour dans la capitale avaient tous cherché à me détourner d'entreprendre un voyage qu'ils regardaient comme impossible; mais une fois ma résolution connue, ils n'avaient cherché qu'à m'en faciliter l'accomplissement. Le manque d'auberges, l'éloignement des habitations, l'obligation d'acheter des chevaux et des mules pour éviter les lenteurs des caravanes, qui ne font que deux ou trois lieues par jour, ne sont encore que de légers inconvéniens. Il faut se pourvoir, comme en Orient, d'un lit, d'une cuisine, de provisions de toute espèce, car on ne peut compter sur les *vendas* qui parfois se rencontrent sur la route. Il faut en outre apporter un grand soin au choix des guides; il ne suffit pas qu'ils connaissent les routes, ils doivent encore prendre soin des chevaux, veiller sur eux pendant la nuit, afin qu'ils ne s'écartent pas trop du campement. Un bon guide doit savoir ferrer, saigner les animaux blessés, réparer les bâts de charge. Les mulâtres sont particulièrement propres, par leur activité, leur intelligence, à remplir ces diverses conditions. Moins apathiques, moins indolens que les nègres, ils comprennent et exécutent vos ordres sans que vous ayez besoin de les répéter. Les nègres marchent à pied à côté de vos mulets, tandis qu'un bon *camarada* mulâtre est presque toujours monté.

Ma caravane consistait en six chevaux ou mulets, un pour mes bagages, un second pour mon domestique, les autres pour moi, pour un des guides, et pour servir en cas de besoin, car si un de ces animaux se blesse dans le cours du voyage, il est très difficile de le remplacer, n'importe à quel prix. Tous les chevaux et mulets proviennent de la province de San-Paulo, et plus vous avancez dans l'intérieur du pays, plus leur valeur augmente.

Ouropreto, chef-lieu de la province de Minas-Geraës, était la première ville importante où je comptais m'arrêter après mon départ de Rio-Janeiro. Le voyage à Ouropreto, le séjour dans cette ville, devaient m'offrir l'occasion d'étudier sous plus d'une face la situation du pays, que je n'avais pu encore juger qu'imparfaitement à Rio-Janeiro. J'avais donc hâte de me mettre en route. Je profitai de la brise de mer pour m'embarquer dans un grand canot couvert qui devait me conduire à Porto d'Estrella. Le vent soufflait avec force, et les nombreuses îles qui s'élèvent dans la baie disparaissaient derrière moi. Bientôt je n'aperçus plus l'église de San-Theresa que comme un point noir à l'horizon; j'entrai complètement dans la vie de voyages, et pour la première fois peut-être je doutai qu'il me fût possible d'atteindre mon but, car les routes sont peu sûres, et un voyageur peut être assassiné impunément dans un pays où il n'y a pas de justice. Je côtoyai les îles du Go-

bernador et de Paqueta, qui servent de rendez-vous aux parties de plaisir des habitans de Rio. La brise venait de tomber lorsque j'entrai dans la petite rivière d'Inhumirim; il fallut la remonter à la rame, les bords marécageux ne permettant pas de remorquer les embarcations, et, après trois heures d'efforts, je débarquai à Porto d'Estrella, qui forme une longue rue composée de deux cents maisons basses et mal bâties.

Cette petite ville est située au confluent de l'Inhumirim et du Saracuruna; c'est le lieu de débarquement de toutes les marchandises qui viennent de la province de Minas. Ces marchandises consistent en cotons, sucres et cafés. Les caravanes prennent en retour les vins, les huiles, les cotonnades, les draps, les chapeaux, la quincaillerie, enfin tous les produits d'Europe envoyés en échange de l'or et des diamans expédiés à Rio. La situation d'Estrella en fait un entrepôt assez fréquenté; il n'y a cependant que quelques magasins destinés à suffire aux besoins des habitans de la province, qui, ne pouvant se rendre à Rio, achètent ici ce qui est nécessaire pour leur voyage et leur famille.

Je passai la nuit chez un vieux négociant qui possédait la plus belle maison de Porto d'Estrella, la seule qui eût deux étages. Je ne pus me coucher avant d'avoir entendu ses histoires sur les voyageurs plus ou moins illustres qui s'étaient reposés dans le lit que j'allais occuper. Mon hôte, ayant près de soixante ans, confondait assez souvent les noms. Je lui demandai vainement quelques détails sur les environs, il revenait toujours à son sujet favori; j'aurais mieux aimé moins de souvenirs et une collation un peu meilleure. J'eus plus d'une fois à maudire l'hospitalité que les Brésiliens vous accordent si généreusement. Vous n'êtes plus, il est vrai, exposé à l'intempérie des saisons, mais vous devez vous soumettre à des formes cérémonieuses toujours déplaisantes; vous devez causer ou écouter quand vous voudriez dormir et vous reposer. Accablé de questions sur le but de votre voyage, sur l'opinion que vous avez du Brésil, il vous faut parler cette langue portugaise si dure et si gutturale. L'hospitalité devient ainsi une gêne, et le plus souvent on n'échange sa liberté que contre un bien-être douteux; la moindre auberge de nos villages offre plus de ressources que la demeure d'un riche Brésilien vivant au milieu de ses esclaves et de ses troupeaux.

A partir de Porto d'Estrella, le terrain s'élève graduellement. La route, quoique assez large, a été détruite par les pluies; comme le soleil seul est chargé des réparations, il faut éviter presque à chaque pas les fondrières qui coupent le chemin. Un péage est établi pour

l'entretien de ces routes qui ne sont pas entretenues. On paie trente *reis* (dix centimes) par lieue de route. Ce péage est un impôt assez onéreux pour les caravanes chargées de marchandises; les routes sur lesquelles il a été établi, n'étant pas encore achevées, sont souvent plus mauvaises que les chemins entièrement abandonnés; les terres fraîchement remuées manquent de la solidité nécessaire, et les pluies entraînent des portions souvent considérables de terrain, sans que les autorités s'occupent de remédier aux dégâts. Une route doit être construite de Parahyba, petite ville de la province, à Ouropreto; à l'époque de mon arrivée au Brésil, les travaux étaient commencés depuis huit ans; il n'y avait encore que seize lieues achevées, c'est-à-dire dont le nivellement fût terminé. Les premières lieues avaient coûté cinquante mille francs : plus tard les employés et les ingénieurs s'étaient entendus pour faire porter la valeur de la lieue de route de cent à cent vingt mille francs. Les ponts et les chaussées de cette route avaient été détruits en partie par les pluies d'hiver, les autres étaient en voie de construction. Il est douteux que cette route, qui coûtera des millions, rende les communications plus faciles; il eût fallu des études préliminaires qui n'ont pas été faites, un plan général aurait rendu la route plus directe; on s'est borné à suivre les détours de l'ancien chemin; plus de vingt ans se passeront avant que cette route soit achevée, quoiqu'il n'y ait que des nivellemens à exécuter pour rendre les pentes moins rapides. Ce seul exemple fera juger de ce que sont les travaux publics au Brésil.

La culture est réduite, comme l'entretien des routes, aux plus simples procédés. On se borne à brûler les bois, puis à semer du maïs ou à planter du café sur l'emplacement qu'on s'est ainsi ménagé. Lorsque la terre devient improductive, loin de chercher à suppléer par des engrais à l'épuisement du sol, on abandonne le terrain, qui bientôt se recouvre de nouveaux bois, mais chétifs et peu vigoureux; vingt ans plus tard, ces bois seront encore détruits, et les terres livrées de nouveau à la culture. Les belles forêts vierges du Brésil disparaissent peu à peu, surtout près des lieux où l'exploitation devient avantageuse; des arbres immenses sont abattus, brûlés sur place par des propriétaires qui renouvellent ainsi leurs terrains de culture.

Je passai près de nombreuses *vendas*, ou cabarets-auberges qui consistent en une maison d'habitation et un hangar destiné à mettre à l'abri les charges des mulets. J'arrivai ensuite dans un charmant vallon où est établie la fabrique de poudre du gouvernement; plusieurs ruisseaux d'une eau limpide se croisent en tous sens et entretiennent dans

la vallée une agréable fraîcheur. La fabrique consiste en un long bâtiment divisé en plusieurs corps de logis. Directeur, employés, chacun a une habitation séparée. La poudre est fabriquée d'après les procédés d'Europe : le mélange s'opère à l'aide d'une machine que l'eau met en mouvement. Cet établissement ne produit que de la poudre commune et très faible. La vente des poudres au Brésil ne semble guère favorisée par le gouvernement. Avant mon départ de Rio, j'avais voulu me procurer de la poudre anglaise, et plusieurs marchands m'avaient répondu qu'ils n'en vendaient pas. Le gouvernement avait donné l'ordre d'acheter les poudres importées, afin d'éviter qu'elles fussent expédiées dans les provinces où s'agitent les mécontens.

En quittant la poudrière, il faut s'engager dans des bois assez épais et gravir les pentes escarpées de la sierra d'Estrella; une chaussée mal pavée rend cette ascension difficile et lente; on n'arrive au sommet de la montagne qu'après trois heures de marche, mais on est dédommagé par une vue magnifique. Toute la baie de Rio s'étend à vos pieds. La montagne appelée *Pain de Sucre* remplit le fond du tableau. Nulle position n'est plus favorable pour contempler la baie, dont les contours forment à cette distance un ensemble harmonieux. Les montagnes que vous avez successivement gravies étagent autour de la sierra leurs plateaux chargés des végétations les plus variées. Dans la plaine règne la culture du maïs, du café, de la canne à sucre; plus haut, celle du maïs et du café seulement; plus haut encore, on ne voit que des arbres que l'homme a respectés, des rochers couverts de plantes parasites et sillonnés de torrens qui se précipitent avec bruit dans la plaine. Après un instant de repos, je me remis en marche, suivant les bords d'un torrent, le Piabanha, qu'on traverse plusieurs fois sur des ponts en bois. Ce torrent, qui se réunit plus loin au Parahyba, a un aspect sauvage; des arbres croissent au milieu des rochers, des lianes descendent et plongent jusque dans l'eau. Je m'arrêtai à Padre-Corréo; une église et quelques maisons qui s'élèvent autour d'une place, dont un immense figuier forme le centre, composent ce village. Je m'établis dans une *venda* renommée comme une des meilleures de la route; en effet, j'obtins une chambre où sur quelques bâtons en croix on étendit une natte; le propriétaire était convaincu que son auberge était des plus comfortables, et que j'étais trop heureux de partager toutes ces jouissances. Mon dîner fut cependant chose assez difficile : ce n'est qu'au bout de trois grandes heures qu'on put me servir une poule bouillie et du riz cuit à l'eau. Les Brésiliens aimeraient mieux mourir que de se presser. La réclusion volontaire ou

forcée des femmes vous oblige à attendre avec patience les quelques mauvais plats qu'il leur plaira de vous envoyer. Un étranger ne pénètre jamais dans l'intérieur des maisons; la cuisine est l'asile inviolable des Brésiliennes; là, vêtues d'une chemise, quelquefois d'un jupon, elles président aux soins du ménage, donnant leurs ordres aux négresses, ou veillant elles-mêmes à la préparation des mets. Je n'ai jamais pénétré dans cette enceinte sacrée; pourtant une porte, entr'ouverte par la curiosité, m'a permis plus d'une fois de m'assurer de la saleté qui règne dans cet intérieur. Les mets indigènes répondent à ces tristes apparences. Les Brésiliens mangent de la viande salée ordinairement fétide, et des haricots noirs qu'ils mêlent à de la farine de manioc ou de maïs.

Parahyba, qu'on rencontre en quittant Padre-Corréo, est un petit village formé de quelques maisons et de quelques boutiques; pour y arriver, il faut traverser en bac la rivière de Parahyba, qui a plus de deux cents mètres de largeur; les bords sont peu escarpés, mais de nombreux rochers en rendent la navigation impossible. Parahyba doit toute son importance au séjour forcé des caravanes qui se rendent à Porto d'Estrella ou retournent à Ouropreto; le bac ne contient que six ou huit mules, et, pour peu que les caravanes soient nombreuses, il faut plus de six heures pour passer la rivière. On ne parle pas d'établir un pont sur le Parahyba; en attendant, on est soumis à un péage de cinquante reis par tête d'animal chargé ou non.

Je devais passer la nuit chez un propriétaire dont l'habitation, voisine de Parahyba, s'élevait près d'une forêt vierge; la nuit était déjà avancée. Je dus traverser la forêt dont j'entrevoyais à peine les arbres immenses, qui semblaient former devant moi une barrière insurmontable. Enfin, j'atteignis un vallon jadis cultivé, et je traversai des masses de bambous si serrées, que je pouvais me croire encore au milieu de la forêt. L'habitation, but de recherches si pénibles, était une pauvre *farenda*, espèce de ferme, autour de laquelle on n'apercevait que des plantations de café en assez triste état. Après quelques heures passées dans ce misérable gîte, je m'engageai de nouveau dans les bois, à travers des vallons où l'on commençait à abattre les arbres pour planter soit du riz, soit du café. Les cultivateurs creusent dans la terre des trous peu profonds, de distance en distance, et y jettent quelques grains, soit de riz, soit de maïs. Si l'année est favorable, un *alquiere* (décalitre) de maïs ou de riz produit deux cents pour un. Les sécheresses viennent souvent détruire toutes les espérances, et l'absence de communications régulières empêchant une province de sup-

pléer par son excédant à l'insuffisance des récoltes voisines, les sécheresses entraînent souvent la disette. A l'époque où je visitais le Brésil, le riz était devenu fort cher; au lieu de 6 francs l'alquiere, il coûtait 30 francs. La révolte qui avait éclaté dans la province de Minas avait empêché la culture d'un grand nombre de terrains. Il arrive souvent au Brésil que vous passez d'un district où tous les vivres sont abondans, dans un autre où les denrées, telles que le maïs, le manioc et le riz, manquent totalement. Chacun cultive pour ses propres besoins; si l'on perd sa récolte, il faut savoir souffrir et attendre une seconde récolte, car vos voisins sont hors d'état de venir à votre secours, n'ayant eux-mêmes recueilli que le nécessaire.

On rencontre bientôt une seconde rivière, le Parahybuna; d'immenses rochers à pic s'élèvent sur ses bords. Le pont en bois qui existait sur le Parahybuna a été brûlé le 17 juin 1842 par les révoltés de la province de Minas; il ne reste plus que les piliers en pierre : le gouvernement veut faire reconstruire tout le pont en pierres, afin d'éviter, me disait-on, qu'il soit brûlé de nouveau. Le village de Parahybuna est, comme Parahyba, une réunion de quelques maisons bâties au hasard; le seul édifice un peu considérable qui subsiste encore servait jadis aux douaniers chargés d'inspecter toutes les marchandises provenant de la province de Minas, et de saisir l'or ou les diamans qu'on aurait voulu soustraire au paiement des droits; aujourd'hui, les droits étant perçus sur les lieux mêmes, il n'y a plus de douane, et j'entrai librement dans la province de Minas, après avoir acquitté le droit de péage pour le bac et pour la route qui est en voie de construction. Cette province a été, en 1842, le théâtre d'une insurrection considérable. La destruction du pont de Parahybuna fut un des premiers actes de la révolte, les insurgés voulaient arrêter ainsi la marche des troupes qu'on devait envoyer contre eux. Quelques détails sur ce mouvement politique feront connaître la situation des partis dans le Brésil.

La majorité de don Pedro II ayant été proclamée avant l'époque légale, les ambitions politiques s'étaient mises en mouvement pour exploiter l'agitation qui avait suivi cette mesure. L'opposition avait triomphé dans les élections de 1840, et le ministère, regardant les chambres nouvelles comme hostiles au pouvoir, saisit un prétexte pour les dissoudre avant leur convocation. L'opposition fit alors un appel à la force : députés et sénateurs se mirent en rapport avec les hommes influens des provinces; ils réussirent aisément à inspirer l'esprit de désordre à des propriétaires perdus de dettes, et dont les esclaves

étaient engagés. Il ne restait plus qu'à soulever les masses. Le ministère avait mis à exécution une mesure qui modifiait l'institution du jury et qui l'annulait de fait, en soumettant la décision des jurés au contrôle du juge en droit du district : on s'empressa de proclamer que la monarchie était en danger, que le ministère violait la constitution, enchaînait la volonté de l'empereur; il fallait s'armer pour défendre les institutions; l'établissement d'une republique fédérative était le but non avoué de tous les efforts, de toutes les espérances. Les provinces de San-Paulo et de Minas-Geraës obéirent à l'impulsion qui leur était donnée; les troubles de San-Paulo durèrent peu, les chefs de l'assemblée provinciale s'étaient trop pressés; ils avaient devancé le mouvement de la province de Minas. Le baron Caxias, général des troupes de l'empereur, eut bientôt rétabli l'ordre dans la population de San-Paulo, et marcha contre l'autre province, celle de Minas, qui venait de prendre les armes. C'est sur ce nouveau théâtre que l'insurrection se développa dans toute sa gravité.

Une assemblée populaire eut lieu à Barbacena; les membres de la municipalité, s'étant mis à la tête des rebelles, élurent pour chef José Feliciano, sénateur d'un caractère faible, de mœurs très douces, mais très ambitieux. Ayant déjà occupé pendant deux ans la présidence de la province, José Feliciano avait été en rapport avec toutes les municipalités; il était connu et aimé de tous les habitans. Le nouveau président accepta le rôle de chef ostensible de la révolte; il publia une proclamation et un manifeste aux Mineiros (habitans de la province de Minas); quelques passages de ce manifeste sont assez curieux pour que je les transcrive.

« Mineiros! quand la patrie est en danger, le devoir de tout citoyen est de voler à son secours; quand la liberté est foulée aux pieds par un gouvernement ambitieux, tout homme libre doit s'armer; sauvons la constitution qu'une faction astucieuse parvenue au pouvoir veut annuler. Le recrutement le plus barbare est venu décimer les populations industrielles; on a jeté dans les fers, dans les prisons, les citoyens les plus distingués, qui n'avaient commis d'autre crime que de repousser la faction dominante. Le plan liberticide des ministres a été consommé avec l'adoption par les chambres d'une réforme de notre code criminel et de procédure. Le Brésil avait élu en 1840 une chambre qui devait représenter les véritables intérêts du pays; cette chambre, avant d'être convoquée, a été dissoute. La province de San-Paulo s'est émue et a pris les armes pour défendre le trône et la constitution. C'est à nous de suivre son noble exemple. Respecter les droits de cha-

que citoyen, la propriété de tous, n'user de rigueur que contre les hommes qui, au mépris des vœux de la nation, oseraient soutenir et défendre la faction oligarchique que le Brésil repousse : tel sera votre devoir. »

La proclamation et le manifeste de José Feliciano furent publiés à Barbacena en juin 1842. Plus de six mille hommes mal armés, mal vêtus, de toutes les classes et de toutes les couleurs, se réunirent aussitôt dans diverses localités. Des lieutenans, des capitaines furent élevés au rang de commandans en chef. On agit sans ensemble; la peur régnait dans les deux camps. Après une vive fusillade à Parahybuna, il n'y eut que six blessés dans les deux armées : l'engagement le plus brillant fut celui de Queluz, le 26 juillet; les rebelles, au nombre de quinze cents hommes, chassèrent de la position qu'il occupait le général Riébona, qui eut cinquante hommes tués ou blessés, et perdit cent cinquante prisonniers avec sa seule pièce d'artillerie. Les insurgés triomphans vinrent former le siége d'Ouropreto, chef-lieu de la province, et s'ils avaient été commandés par des chefs habiles ou résolus, cette ville tombait en leur pouvoir, car le président Jacintho de la Vieja était le seul parmi les habitans qui voulût résister : le commandant d'armes de la province était prêt à rendre la ville. Après huit jours d'une vive fusillade, sans qu'il y eût de sang versé, les rebelles se retirèrent, n'ayant pas osé pénétrer les armes à la main dans l'intérieur d'une ville tout ouverte, qui n'avait pour défense que quatre pièces de canon. Caëthe fut ensuite assiégé; un combat très bruyant eut lieu entre l'avant-garde des deux partis, et dans ce combat qui dura trois jours, deux hommes seulement furent tués par accident.

Malgré l'échec éprouvé par les rebelles devant Ouropreto, leur nombre était encore imposant; ils auraient pu lutter même avec avantage contre les troupes impériales, s'ils eussent marché avec plus d'ensemble; mais de nouveaux incidens vinrent affaiblir la position des insurgés. Une proclamation impériale détermina la défection d'environ trois mille rebelles dégoûtés d'un parti dont le triomphe devenait douteux. La révolte, loin de s'étendre dans toute la province, fut limitée aux districts de Barbacena, Ouropreto, Queluz, Cocaës et Sabara; l'insurrection fut comprimée à Diamantina, Villa do Serro et Minas-Novas. Partout s'organisa la résistance : il y eut un instant près de vingt mille hommes en armes dans toute la province de Minas. Parmi les divers corps d'armée, le plus considérable était celui des quatre mille insurgés qui avaient assiégé Ouropreto. La déroute de cette petite armée par le baron Caxias, général des troupes impériales, mit

fin à la guerre civile. La bataille eut lieu à San-Lucia. Le baron Caxias ne disposait que de trois mille hommes : mal secondé par ses lieutenans, il sut, à force d'énergie et de présence d'esprit, remédier aux inconvéniens d'un mauvais plan d'attaque. Le succès justifie toutes les fautes, et le succès fut complet; après la bataille de San-Lucia, il n'y eut plus de réunion armée. Près de cinq cents hommes furent tués ou blessés dans cette affaire, qui se prolongea depuis le lever du soleil jusqu'à la nuit. Il eût été facile, je crois, au baron Caxias, qui commandait des troupes régulières et qui avait de l'artillerie, d'éviter une si grande effusion de sang. Le président José fut presque le seul des fauteurs de la révolte qui put s'échapper.

Telle fut la fin de cette petite guerre, qui avait duré plus de trois mois. Il n'eût fallu qu'un peu plus d'ensemble et d'activité pour rendre ce mouvement très grave. José Feliciano avait eu le tort de remuer sans ménagement les passions populaires; il avait armé sans distinction tous ceux qui venaient s'offrir à défendre la cause de la révolte. Cette conduite imprudente effraya les propriétaires, qui devinrent les plus fermes soutiens du gouvernement. La désunion amena d'atroces représailles : des menaces de mort furent proférées contre ceux qui restaient indifférens; des bandes armées parcouraient le pays, pillant tout sur leur passage. L'insurrection ne fut plus qu'un prétexte pour se livrer au désordre et exercer des vengeances. On pouvait prévoir l'issue d'un mouvement ainsi compromis à son origine. Le moment n'était pas venu d'ailleurs de proclamer la république; il eût fallu que Bahia, Fernambouc, eussent donné le signal de la lutte contre le pouvoir monarchique. A part le clergé (1) et quelques propriétaires influens, la rébellion ne recruta que des hommes toujours prêts au désordre. Aussi les deux provinces de San-Paulo, de Minas-Geraës, une fois pacifiées, les autres parties du Brésil restèrent tranquilles. Nous le répétons, c'est par la faute des chefs que l'insurrection se réduisit à une sanglante échauffourée. Le mouvement eût pu devenir général, car l'union du Brésil n'est qu'apparente, et toutes les provinces n'aspirent qu'à l'indépendance; une république formée sur le modèle des États-Unis, tel est le rêve dont elles poursuivent l'accomplissement. Ici encore l'orgueil national se trahit : les Brésiliens se croient trop civilisés pour avoir besoin d'un gouvernement même constitutionnel!

Après la victoire de San-Lucia, le ministère devait se croire fort :

(1) Le clergé avait pris parti pour les rebelles, mais son influence est nulle au Brésil; plusieurs prêtres pourtant payèrent de leur personne, et l'on trouva des ecclésiastiques parmi les morts de San-Lucia.

les élections de 1842 lui étaient favorables, et il venait de déjouer victorieusement les tentatives de l'opposition; mais une situation régulière ne peut jamais se prolonger au Brésil : une question de susceptibilité nationale entraîna la ruine du cabinet. La haine des étrangers a plus de puissance sur les Brésiliens que tous les principes politiques. Ils ne peuvent comprendre encore une pratique sérieuse et élevée des institutions qu'ils possèdent. Les provinces sont tranquilles aujourd'hui; mais tout fait croire que des crises pareilles à l'insurrection de 1842 se renouvelleront fréquemment.

Les souvenirs qui s'attachent au pont de Parahybuna m'ont détourné du récit de mon voyage à Ouropreto. Il est difficile d'échapper, en visitant le Brésil, aux tristes préoccupations qu'éveille en tout lieu la situation politique de cet empire. En continuant ma route, je retrouvai un nouveau sujet de réflexions sur l'incurie administrative dont j'avais si souvent remarqué les traces. Je passai la Mantequeira, montagne très boisée, qui servait jadis de refuge à des voleurs qu'on avait long-temps laissé exercer en paix leur étrange industrie. Ces voleurs prélevaient des impôts sur les caravanes qui suivaient cette route, et massacraient les muletiers qui résistaient après une sommation. Ils avaient construit une barricade dans un des passages les plus étroits de la route; hommes, chevaux, ne pouvant passer qu'un à un, il suffisait de deux brigands pour arrêter une caravane entière. Si ces bandits s'étaient bornés à voler, l'autorité serait probablement restée inactive. En effet, le voyageur dépouillé n'a d'autre ressource au Brésil que de se faire justice lui-même. Recourir aux magistrats pour demander l'arrestation d'un voleur de grand chemin est une perte de temps fort inutile. Malheureusement pour les brigands de Mantequeira, ils commirent trop d'assassinats. L'ordre fut donc envoyé de Rio-Janeiro de se saisir d'hommes qui arrêtaient toute communication par la terreur qu'ils inspiraient. Un détachement de troupes parvint à tuer les uns, à effrayer les autres, et lorsque je passai, on ne voyait plus que la barricade qui leur servait d'abri; il y avait un mois seulement que les voleurs avaient été arrêtés.

Barbacena, où j'arrivai après trois jours de marche depuis mon départ de Parahybuna, est situé au milieu des *campos*, sur un plateau élevé; on aperçoit au loin une église qui domine cette petite ville. Le nom de *campos* désigne une suite de collines presque entièrement dépouillées de végétation; ce n'est que dans le fond des vallées qu'on trouve quelques arbres et un peu de verdure. Je regrettai, je l'avoue, ces belles forêts si épaisses qui m'avaient protégé jusqu'alors contre

les ardeurs du soleil. Traverser les bois vierges est pour les Brésiliens un sujet d'effroi; aussi ne comprenaient-ils pas mon admiration pour ces belles solitudes que la main de l'homme n'a pas encore profanées. Rien n'est plus triste qu'un voyage à travers les *campos*. On ne voit de tous côtés que des plateaux arides; à peine quelques troupeaux errent-ils dans les plaines. On marche des heures entières avant de découvrir une habitation, qui presque toujours tombe en ruines.

Barbacena compte douze cents maisons et environ six mille habitans; les négocians les plus riches avaient pris part à la révolte des Mineiros, et ils étaient en fuite. Le climat de Barbacena est tempéré, presque froid. Nos fruits et nos fleurs, qui ne peuvent venir à Rio, réussissent à Barbacena. La différence de climat s'explique par la position élevée de cette dernière ville. Les habitans élèvent des bestiaux et engraissent des porcs; quant à la culture, personne ne s'en inquiète. J'en demandai le motif; on me répondit que les soins à donner aux bestiaux suffisaient à occuper la population. Barbacena n'a que peu de maisons à deux étages, toutes les autres sont basses et mal construites, mais régulièrement alignées. Les rues, larges et pavées, sont disposées en escaliers, tant la pente est rapide. Il y a huit églises appartenant à des confréries, aujourd'hui misérables; ce sont de grands bâtimens sans architecture et dénués de luxe intérieur.

En se détournant de la route nouvelle qui mène de Rio à Ouropreto, on pourrait visiter une ville intéressante, Saint-Jean d'el Rey. Au dire de quelques voyageurs, la position et le climat de Saint-Jean d'el Rey offrent de précieux avantages, qui auraient dû faire choisir cette ville comme capitale de l'empire du Brésil. A Saint-Jean d'el Rey fut établie la seule filature de coton qui ait été créée dans l'empire; cette fabrique ne se soutint que durant peu d'années. Ses produits ne pouvaient supporter la concurrence avec les marchandises étrangères. Les mines d'or de Saint-Jean d'el Rey, si renommées autrefois, sont abandonnées. Il n'y a plus qu'un petit nombre de nègres libres qui s'occupent à laver le sable entraîné par les grandes pluies, pour en dégager quelques parcelles du métal précieux. Rarement ils trouvent assez d'or pour payer leur travail. L'extraction n'est plus un moyen de fortune à Saint-Jean, et la culture des terres a remplacé pour les habitans la recherche de l'or. Une compagnie anglaise, qui s'était formée pour l'exploitation d'une mine d'or près de la ville, a dépensé plus de sept cent mille francs sans résultats. On a dû renoncer à poursuivre les travaux, la veine d'or étant trop peu abondante pour couvrir les dépenses. Saint-Jean d'el Rey, n'étant plus sur le passage des caravanes, perd chaque

jour de son importance. La population active s'en éloigne pour s'établir dans des villes nouvelles. Un mauvais village, Juiz de Fora, sur la route de Barbacena à Rio, comptait à l'époque de mon voyage plus de cinquante maisons en construction. Les terres, les bâtimens ayant peu de valeur au Brésil, les populations se déplacent avec une rare facilité. Le Brésilien ne sait pas ménager les terrains qu'il cultive; il les a bientôt épuisés, et s'éloigne alors pour chercher des terres encore vierges, qu'il abandonnera après quelques années. Cette vie indépendante et nomade est celle des plus riches cultivateurs. Privés de toute éducation, les Brésiliens fuient la société plutôt qu'ils ne la recherchent. Vous êtes étonnés de voir de riches propriétaires passer leur vie dans des fermes isolées; entourés d'esclaves soumis à leurs caprices, ils sont heureux d'exercer un pouvoir sans contrôle. Vous les voyez se promener avec des sandales de bois pour toute chaussure, avec une chemise et un caleçon pour tout vêtement; ils ont la contrainte en horreur et n'entretiennent de relations qu'avec des subalternes; peu importe à ces hommes qu'ils vivent dans un lieu ou dans un autre : tout leur est indifférent, pourvu qu'ils puissent satisfaire leurs instincts grossiers.

En continuant sa route vers Ouropreto, le voyageur suit les bords du Paroopeba, un des affluens du Rio das Velhas : bientôt il rencontre Queluz, petite ville de douze cents ames. Queluz est encore dans les campos, mais ces solitudes présentent ici des aspects plus variés et moins arides qu'aux environs de Barbacena; les arbres sont plus élevés, les bestiaux en plus grand nombre; les habitations sont toujours rares. Queluz est situé sur le penchant d'une colline, au milieu de jardins bien cultivés; l'église est le principal monument de cette ville, qui ne consiste qu'en une longue rue formée par des maisons d'assez misérable apparence. La température y est plus chaude qu'à Barbacena; le café, les ananas, le tabac, réussissent à Queluz, tandis que les nuits froides de Barbacena les feraient périr. A partir de Queluz, le pays prend un nouvel aspect; on est sorti des campos, et on s'engage dans des bois peu élevés, au milieu d'une végétation assez riche; on côtoie de nombreux ruisseaux dont les eaux vont se confondre avec celles du Rio-San-Francisco. Des villages s'élèvent çà et là sur la route. Alto da Virgem, qu'on traverse d'abord, est habité entièrement par des nègres libres; c'est le premier village ainsi peuplé que je trouvai sur ma route depuis Rio; les cabanes me parurent assez propres et les jardins bien entretenus. Ouro-Branco, qu'on rencontre ensuite, est dans une situation charmante, au pied de la montagne de ce nom;

une fontaine ombragée par des palmiers, une chapelle et une trentaine de maisons, voilà ce qui reste de ce village autrefois considérable, et ruiné par l'épuisement des mines d'or.

Plus l'on approche d'Ouropreto, et plus la nature devient sauvage; le sol, généralement rocailleux, prend la teinte rougeâtre de l'oxide de fer; la nature n'a pas cependant le caractère de tristesse et de sévérité que je croyais y trouver. Tantôt suivant le cours d'un torrent, tantôt gravissant une colline, on oublie aisément la stérilité du pays en admirant la vigoureuse végétation du bord des rivières. Un peu avant d'arriver à Ouropreto, on aperçoit l'Ita-Columni, immense bloc élevé de dix-huit cents mètres au-dessus du niveau de la mer. L'Ita-Columni est une des montagnes les plus remarquables du Brésil. Ce bloc énorme, imparfaitement exploré, renferme, dit-on, des diamans; le sable entraîné par les pluies fournit toujours de l'or, quoiqu'en moins grande quantité qu'autrefois. Tout indique donc que cette montagne contient des veines riches et abondantes, bien que les travaux entrepris jusqu'à ce jour aient été infructueux.

Enfin j'atteignis Ouropreto ou Villa-Rica, où je comptais m'arrêter avant de continuer mon voyage dans le Brésil. Ouropreto occupe le fond d'un vallon resserré entre de hautes montagnes. On n'aperçoit la ville, du moins par la route que je suivais, qu'au moment d'y entrer. L'aspect de cet amas de maisons, perdu au milieu des montagnes, offre peu d'attraits; les églises et le palais de la présidence sont les seuls monumens qui se détachent sur la masse confuse des habitations. Ouropreto étant bâtie sur deux collines, au pied de la montagne du même nom, le terrain y présente partout des pentes que les chevaux gravissent péniblement; les maisons sont en pierres, la plupart à deux étages; beaucoup tombent en ruines, car la population s'éloigne d'une capitale dont le climat offre peu d'agrémens. Un voyageur a calculé qu'il pleuvait à Ouropreto deux cent soixante jours dans l'année. A en croire les habitans, il n'y a pas de matinée sans un brouillard plus ou moins épais. Je pus reconnaître l'exactitude de ces renseignemens, car, venu de Rio à Ouropreto, dans l'espace de douze jours, par un temps constamment sec, je fus surpris par la pluie le lendemain même de mon arrivée à Ouropreto, et tant que dura mon séjour, je ne pus sortir qu'à de longs intervalles. La position d'Ouropreto, au milieu des montagnes, explique ces pluies continuelles. La température y est d'ailleurs assez douce. Quelques faibles gelées le matin sont les seuls indices de l'hiver.

Le séjour d'Ouropreto offre, sinon de grandes distractions, au moins

le charme qui s'attache à une hospitalité cordiale. La société de cette ville se distingue par beaucoup de bonhomie et d'aménité; fonctionnaires, employés, tous viennent vous offrir leurs services, et cherchent à rendre votre séjour agréable. Il est fâcheux que l'instruction de ces fonctionnaires ne réponde pas à leur bonne volonté. Les autorités même ne connaissent qu'imparfaitement le pays. Il existe à Ouropreto une carte manuscrite de la province de Minas; je demandai un extrait de cette carte, qui m'était nécessaire pour mon voyage : l'embarras fut grand; aucun des points que je voulais visiter n'était marqué, il fallut avec les cartes d'Arrowsmith, de Spix et de Brué, suppléer aux lacunes. J'exprimai en riant au président mon opinion sur la négligence que l'on mettait à se procurer des renseignemens si utiles à une bonne administration. « Dans un pays où tout marche à l'aventure, me répondit ce fonctionnaire, il est impossible d'obtenir des indications exactes; le gouvernement brésilien n'a pas les moyens d'organiser le service administratif comme il le faudrait, car il doit consacrer ses ressources à prévenir les révoltes ou à les réprimer. » Il en est des renseignemens statistiques comme de tous les autres : le nombre des électeurs de chaque collége, celui des députés généraux et provinciaux, voilà tout ce que vous parvenez à savoir; quant au mouvement de la population, à l'état de l'agriculture, personne ne peut vous répondre

Un grand désordre règne dans l'administration de la province de Minas. Le président, Jacintho de la Vieja, s'occupait avec zèle, à l'époque de mon passage à Ouropreto, de réparer les maux causés par les derniers troubles. La trésorerie n'a jamais d'argent; ceux qui veulent se faire payer transigent avec un des employés du trésor, et abandonnent 2 pour 100 de la somme à toucher. La province de Minas est cependant la partie la plus riche et la plus peuplée du Brésil; elle a conservé un matériel d'employés considérable, mais elle a perdu beaucoup de sa prospérité : elle a vu disparaître successivement ses ressources en or et en diamans. Aujourd'hui ses dépenses excèdent chaque année ses revenus. Le budget de 1841 à 1842 présentait un déficit de 100,000 fr. sur un total de 1,200,000 francs; les dépenses en 1842 ont dû s'élever à plus du double des revenus, à cause des frais qu'il a fallu s'imposer pour payer, armer les milices, approvisionner les villes, et s'assurer des moyens de transport.

On peut juger par un seul exemple de l'état de la comptabilité dans cette province, qui tient le premier rang parmi celles de l'empire. Le district du Serro porte en compte de recette 3,600 francs perçus sur

les eaux-de-vie; deux propriétaires paient à eux seuls moitié de la somme, trente ou quarante paient chacun au-delà de 300 francs : le chiffre de la recette est évidemment amoindri, mais comment le prouver? Les reçus restent entre les mains des employés, qui ne portent qu'un dixième à peine au trésor provincial. Je ne suis pas parvenu à me rendre compte du système de comptabilité; ce que je puis affirmer seulement, c'est qu'il n'y a aucune régularité dans la perception de l'impôt; tel propriétaire, se refusant à acquitter les taxes, résiste par la force aux demandes des employés ou achète leur silence. Les états de recette et de dépenses qui devraient être présentés à des époques régulières sont remis après des années, lorsqu'il n'est plus possible de s'assurer de leur exactitude. Les droits perçus sur les maisons, un dixième de la valeur locative, les droits et patentes sur l'eau-de-vie, la taxe des esclaves, enfin tous les impôts directs, d'après l'aveu même du ministre des finances, couvrent à peine les frais de perception.

L'exploitation des richesses matérielles de la province de Minas laisse aussi beaucoup à désirer. Le minerai de fer y est très abondant; malheureusement le défaut de communications y rend le combustible plus cher qu'en Europe. Le minerai de fer produit parfois 90 pour 100, et cependant une seule fonderie, dirigée par un Français, a été établie dans la province. Tous les établissemens que le gouvernement a voulu créer n'ont pu se soutenir; le fer employé vient d'Europe, tandis qu'on pourrait se servir avec avantage du fer du Brésil, qui, par sa dureté et sa malléabilité, rivalise avec le fer de Suède.

L'or, qui jadis se rencontrait à la surface du sol, se cache maintenant dans les profondeurs de la terre. Les travaux d'une mine exigent de si grandes dépenses dans un pays où la main-d'œuvre intelligente n'existe pas, qu'il faudrait une veine bien abondante pour couvrir les frais d'exploitation. Les savans minéralogistes qui ont publié le résultat de leurs observations dans la province de Minas ont tous été unanimes pour reconnaître que l'or devait exister en grande quantité dans le sein de la terre : des compagnies anglaises se sont formées pour l'exploitation de ces richesses; mais la fortune s'est jouée de leurs efforts, et ces compagnies, qui augmentent chaque année leur capital social, toujours dans l'espoir d'un succès, n'ont encore obtenu aucun résultat avantageux. Si l'extraction des diamans a procuré à quelques spéculateurs une certaine aisance, tous ceux qui se sont livrés au travail des mines d'or ont mangé leurs capitaux et ont été obligés d'abandonner leurs recherches au bout de quelques années. Après avoir dépensé la plus grande partie de son immense fortune dans les diffé-

rentes cours de l'Europe, le marquis de Barbacena voulut rétablir ses affaires en désordre en venant diriger lui-même l'exploitation d'une mine d'or qu'il possédait dans la province. Malgré le nombre de ses esclaves, la richesse des veines qu'il rencontra, il ne fit que s'obérer : à sa mort, survenue en 1842, la plupart de ses esclaves étaient engagés à une espèce d'usurier d'Ouropreto, nommé Paulo-Santos, qui traitait les malheureux nègres avec une odieuse barbarie. Ce Paulo-Santos était, il y a quelques années, un misérable commis; étant parvenu à se procurer quelque argent, il fit l'usure et ne tarda pas à s'enrichir. Les usuriers, très nombreux au Brésil, sont les seuls qui, aujourd'hui, fassent fortune en peu de temps. Presque toutes les propriétés sont engagées, le taux de l'argent est de 2, souvent 3 pour 100 par mois; en peu d'années, les intérêts absorbent le capital. Les seuls dangers que courent les usuriers sont dans l'expropriation; aussi, pour se mettre à l'abri des vengeances, ont-ils des assassins à leurs ordres.

Je vis plus d'une fois, en traversant la petite rivière d'Ouropreto, de malheureux nègres occupés à retirer le sable qu'ils amassaient sur un des bords. Les parcelles d'or qu'ils dégagent du sable couvrent leurs frais de nourriture; mais ils doivent travailler en tout temps, sinon un rival s'emparerait aussitôt de leur place, tous ayant un droit égal à occuper le lit de la rivière, qui est propriété publique. Je demandai à un de ces malheureux s'il était satisfait de son industrie; il me dit qu'elle était rarement productive, des semaines entières de travail se passaient sans qu'il recueillît une seule parcelle d'or. Depuis que les lavages ne donnent plus que des produits insuffisans, la poudre d'or, qui avait long-temps servi de monnaie courante dans la province de Minas, a cessé d'être en usage, et on a supprimé un moyen d'échange qui était établi en faveur des travailleurs pauvres. Ouropreto a encore son *ouvidor;* mais l'amalgame de l'or étant fait, soit par les compagnies anglaises, qui recueillent la plus grande quantité de ce métal, soit par les Brésiliens eux-mêmes, qui évitent ainsi le paiement des droits, l'ouvidor reçoit son traitement pour un emploi devenu inutile. De 1841 à 1842, les droits sur l'or, de 10 pour 100, ne se sont élevés qu'à 30,000 fr.; les Brésiliens n'ont acquitté sur cette valeur que 2,000 fr., le reste des droits a pesé sur les compagnies anglaises, soumises en outre à un droit de 2 pour 100 à l'exportation. Il est remarquable que le droit de 10 pour 100 sur l'extraction ait produit une somme égale au droit de 2 pour 100 sur l'exportation. Cette égalité prouve qu'on a soustrait beaucoup d'or aux droits imposés. Quelle que soit la quantité de métal exportée, on doit admettre, en effet, qu'une somme assez

considérable est restée dans le pays, ou a été expédiée en contrebande.

J'assistai, le 2 décembre 1842, aux cérémonies célébrées à Ouropreto pour l'anniversaire de la naissance de l'empereur. Entraîné bien contre mon gré, je dus entendre un *Te Deum* chanté à l'église paroissiale. Malgré les brillans uniformes, les décorations de tous les fonctionnaires, on aurait pu, en entendant ces voix si monotones, cette musique si lente, en nous voyant tous un énorme cierge à la main, croire que nous assistions à un enterrement. Le *Te Deum* fini, il fallut voir défiler les troupes, assister aux salves, aux cris obligés; les quatre cents hommes de la garnison, mi-partie noirs, mi-partie blancs, marchaient comme des soldats dont la vie se passerait à dormir. Les officiers, par une prudence que j'admirai, descendirent de cheval au moment du défilé, sans doute pour ne pas nous donner le chagrin de les voir tomber au premier mouvement d'effroi de leurs chevaux, qui n'ont jamais entendu le feu. La revue terminée, tous les employés accompagnèrent le président à son palais, et tous vinrent mettre le genou en terre devant le portrait de l'empereur; ce soi-disant baise-mains est un usage curieux dans un pays qui se croit assez civilisé pour se constituer en république. Le soir, il y avait grand spectacle; le portrait de l'empereur fut placé sur la scène, un couplet fut chanté : trois vivats, dont le président donna le signal, furent répétés par l'assemblée. Le portrait une fois retiré de la scène, on oublia l'empereur pour s'occuper de la pièce, dont tous les rôles, même ceux de femmes, étaient joués par des officiers et des soldats. Une mauvaise traduction d'*Inès de Castro* composait le spectacle. Les acteurs, trahis par leur mémoire, s'arrêtèrent souvent au milieu des plus belles tirades. La salle était petite et basse; il n'y avait qu'une ou deux femmes assez jolies; les autres, me dit-on, avaient été effrayées par la pluie. Après être resté quelques instans dans la salle, je fus heureux de laisser le drame s'achever sans moi.

A Ouropreto, je pouvais étudier sous une face nouvelle la situation politique du Brésil. A Rio, j'avais vu de près la marche du gouvernement brésilien, j'avais observé les hommes et les partis sur le théâtre même de leurs incessans débats; à Ouropreto, je retrouvais l'action du gouvernement telle qu'elle s'exerce à l'intérieur du pays, à douze journées de la capitale, dans la province la plus riche et la plus peuplée de l'empire, et le désordre de l'administration, l'impuissance de l'autorité, me prouvaient combien il reste à faire pour assurer à la société brésilienne les bienfaits d'une forte et sage direction. Au-

delà d'Ouropreto, le Brésil devait m'offrir de nouveaux aspects dignes d'une étude spéciale; mais ce que j'avais vu suffisait pour donner une base à mes jugemens sur la plus importante question que soulève l'état de cet empire, c'est-à-dire l'avenir politique et commercial qui lui est réservé. C'est cette question qu'il me reste à débattre, et je ne la discuterai qu'avec des faits.

II. — LE GOUVERNEMENT, LES CHAMBRES, LA SOCIÉTÉ BRÉSILIENNE.

A la suite de la révolution d'avril 1831, le gouvernement constitutionnel, tel qu'il existe aujourd'hui, a été organisé. Le Brésil a un empereur, des ministres d'état responsables, une chambre des députés, un sénat, dont les membres élus à vie sont présentés au choix du souverain. A ne s'arrêter qu'aux formes extérieures, le gouvernement du Brésil paraît avoir une marche régulière. Dirigé par des hommes qui auraient le sentiment et la connaissance de leurs devoirs, cet empire trouverait dans son organisation actuelle de nombreux élémens de force et de prospérité. Il faut donc se demander avant tout si l'empereur, le ministère et les chambres sont à la hauteur de la difficile mission qui leur est imposée.

Don Pedro II est d'une santé délicate et d'une apparence maladive; on attribue à une excessive timidité la raideur et la gêne qu'on remarque dans le maintien du jeune empereur. Le genre de vie qu'il s'est imposé suffirait à expliquer ce défaut d'aisance et d'abandon dans les manières. D'une petite taille et doué d'un précoce embonpoint, don Pedro prend peu d'exercice, et c'est à peine s'il monte à cheval. On est frappé de la ressemblance extérieure qui existe entre l'empereur du Brésil et son grand-père Juan VI. Il paraît d'ailleurs qu'on pourrait signaler entre les deux souverains plus d'un trait d'analogie, et que chez le petit-fils, comme chez l'aïeul, l'entêtement s'unirait à l'indolence et à la faiblesse. On est réduit toutefois à des conjectures sur le caractère de don Pedro II, car une présentation à l'empereur n'offre pas l'occasion de s'assurer si son impassibilité, sa bonhomie apparente, cachent une certaine vivacité d'esprit. L'empereur ne parle jamais; il attache sur vous un regard fixe et sans expression; il salue et répond par un signe de tête ou un mouvement de main, et vous quittez avec une impression pénible ce prince de vingt ans, qui paraît si triste et si malheureux. La gravité de ce jeune homme n'inspire pas le respect, mais un sentiment presque voisin de la compassion.

On ne sait si l'empereur, même avec de bonnes intentions, pourra suffire aux exigences d'une tâche qui réclame le concours d'une haute intelligence et d'une ferme volonté. Il serait téméraire de vouloir résoudre aujourd'hui cette question. Jusqu'ici, don Pedro n'a point encore exercé l'influence que les formes constitutionnelles accordent au souverain assez habile pour maîtriser les partis; il n'a manifesté d'autres tendances politiques qu'un vif attachement aux priviléges anciens que les rigoureuses prescriptions de l'étiquette suivie à la cour de Portugal ont introduits au Brésil. Étranger à tous les partis, il voit un ministère succéder à un autre sans regret comme sans plaisir. Aucune occasion ne s'est offerte de juger les tendances politiques du souverain.

Si nous passons de l'empereur aux ministres, nous trouverons les plus hautes prétentions unies presque invariablement à l'incapacité. Je ne pourrais citer aucun homme d'état digne de ce nom parmi les différens ministres qui ont eu la direction des affaires au Brésil. S'il y avait dans cet empire un seul ministre capable d'apprécier la situation des différentes provinces, de comprendre en quoi leurs intérêts, leurs besoins se distinguent, et d'appuyer sur des faits une direction politique et administrative, la situation du Brésil pourrait sans nul doute se modifier heureusement; mais l'ignorance absolue des chefs du gouvernement ne leur permet pas de remplir cette noble mission. Mal éclairés sur les besoins du pays, ils voient renaître sans cesse des révolutions de provinces auxquelles un emploi intelligent de l'autorité pourrait seul mettre un terme. Ainsi se prépare une crise qui, dans une époque plus ou moins éloignée, semble devoir amener la dissolution d'un empire où s'agitent tant d'intérêts divers. Cette crise, qui l'empêchera? L'influence de l'empereur est nulle; aucun système politique n'est adopté par les ministres; les chefs des partis qui arrivent aux affaires détruisent tous les actes de l'administration précédente, uniquement pour satisfaire, par ces changemens inutiles, un amour-propre puéril et tracassier. Les ministres qui aspirent à la popularité ne s'accordent que sur un point, c'est de faire des concessions à l'orgueil national, toujours inquiet, toujours en défiance. Ce désir de popularité les pousse même à d'étranges imprudences vis-à-vis de l'Europe, et aux embarras intérieurs viennent se joindre souvent des complications fâcheuses dans les rapports avec les puissances étrangères. Le ministère fut renversé en 1843 sur une question d'étiquette. Une longue et irritante polémique entre le grand-maître du palais et le ministre de la guerre avait suivi la réception de sir Henri Ellis, envoyé extraordinaire du gouvernement anglais.

Les deux hauts personnages s'accusèrent mutuellement d'avoir humilié la nation brésilienne, en ordonnant de rendre et en rendant trop d'hommages à l'ambassadeur d'Angleterre. Il s'agissait d'un roulement de tambour, d'un drapeau incliné mal à propos. La population s'émut; on reprocha au ministère sa lâche condescendance; abaisser le drapeau national devant un envoyé anglais, c'était avilir la nation. Le ministre de la guerre, après avoir justifié sa conduite dans les journaux, envoya sa démission, qui fut acceptée par l'empereur, et le ministère dut se dissoudre pour faire place à des hommes restés étrangers à cette grave question et disposés à refuser toute concession à l'Angleterre.

Les changemens de ministère et de direction politique ont toujours eu des motifs aussi futiles. Sous ces apparences frivoles se cache cependant un mal sérieux : c'est l'influence européenne qu'on veut combattre, et cette influence aurait d'excellens résultats pour le Brésil. On s'obstine cependant, on persiste à repousser, à écarter l'étranger, car on est persuadé que le commerce avec l'Europe, loin d'être favorable au pays, entraîne la perte de tout l'or produit par les mines. Cette opinion, qui est celle de tous, des sénateurs comme des représentans, oblige le gouvernement à limiter de plus en plus ses rapports avec les états européens. Le pouvoir est entraîné dans une voie fausse, et personne au Brésil ne semble bien comprendre la situation.

Il appartiendrait aux chambres de suppléer à l'impuissance du pouvoir dirigeant, et les députés réunis à Rio-Janeiro pourraient éclairer le pays sur ses véritables intérêts, si l'orgueil national n'étendait encore ici sa funeste influence. Par malheur, on ne semble occupé que de flatter sans cesse l'amour-propre des Brésiliens. Souvent j'ai entendu des hommes politiques avouer que la civilisation actuelle du pays n'est pas en harmonie avec les institutions représentatives; ils reconnaissent la nécessité d'adopter une politique large, qui, imposant silence aux influences locales, aux intérêts particuliers, fasse marcher la nation dans une voie meilleure. De tels aveux n'ont aucune portée. Les mêmes hommes arrivant au pouvoir tiennent un langage tout différent : dédaignant les conseils de l'expérience, ils n'oseront s'engager dans aucune réforme sérieuse, de peur de blesser l'orgueil national. Ce déplorable sentiment se fait jour même dans les questions d'intérêt matériel et d'administration provinciale. Les députés des différentes provinces écartent la discussion des affaires que soulève l'état de leur localité; ils craindraient d'être forcés de convenir que leur province n'est ni aussi avancée en civilisation ni aussi riche que les autres; au

lieu de solliciter le percement de routes nouvelles, l'ouverture de voies de navigation, ils les repoussent comme inutiles; leur province, déclarent-ils, est un modèle de perfection, elle réunit tous les avantages! Le voyageur qui n'aurait d'autre opinion que celle qu'il se serait formée en écoutant les députés brésiliens croirait fermement que l'empire jouit de la plus complète prospérité. Les Brésiliens ne sont que trop portés à prendre à la lettre tous ces brillans rapports; ils ne doutent pas que toutes les ressources immenses de leur pays ne soient utilisées, et attribuent à l'influence des étrangers le déficit annuel.

Quiconque a pu voir de près les hommes politiques du Brésil s'explique aisément leur légèreté, leur insuffisance sur le terrain des affaires. Rencontrés dans les salons, ils sont agréables et amusans; leur vanité, qui perce à chaque mot, donne à leur conversation un tour assez piquant. Si les idées qu'ils émettent sur l'Europe, sur la politique générale des puissances, ne sont ordinairement qu'un résumé des discussions de la presse, leur grande finesse d'observation, leur jalousie mal dissimulée, renouvellent souvent des thèmes qui paraissent épuisés. Leur instruction est superficielle et variée, ils effleurent toutes les questions, et ont assez de vivacité d'esprit pour traiter un sujet qu'ils n'ont jamais étudié. La causerie, la polémique, les débats de personnes, ont pour eux un charme sans égal; mais dans une discussion sérieuse, le manque d'éducation première ne tarde pas à se trahir. A la tribune, ces brillans causeurs deviennent des orateurs ridicules; quand ils ne s'abandonnent pas à leurs passions haineuses, ils font retentir les grands mots de liberté, de droits civils, de constitution; ils proclament l'empire du Brésil la première puissance de l'univers. Ce n'est pas ainsi qu'on peut traiter les affaires. Qu'on me pardonne de citer un fait puéril, mais significatif. Il y a quelques années, un député compara don Pedro II à l'empereur Napoléon; un des membres du parti opposé répondit qu'il n'admettait pas la comparaison comme juste, l'empereur Napoléon ayant usurpé la couronne, tandis que don Pedro n'était parvenu au trône que par son droit de naissance et le vœu de la nation. La discussion fut vive; trois jours furent consacrés à des explications; aucun député n'osa avouer que Napoléon ne pouvait avoir aucun rapport avec le souverain du Brésil. Don Pedro est, aux yeux d'un Brésilien, supérieur à tous les étrangers; le moindre de ses généraux est un Napoléon! Les incidens de ce genre sont communs à la chambre des représentans du Brésil. Le blocus de Montevideo par le général Rosas provoqua une motion fort singulière. Un député monta à la tribune pour demander que le gouvernement en-

voyât des bâtimens de guerre dans la Plata, afin d'intervenir et de trancher la question. L'honorable représentant ajouta qu'il savait que la médiation de la France et de l'Angleterre avait été refusée, mais le général Rosas n'oserait s'exposer, disait-il, à l'indignation du gouvernement brésilien!

Les défauts du caractère national ne font que grandir, on le voit, sous l'influence du régime parlementaire. Les chambres auraient dû cependant chercher à combattre, par une attitude sage et digne, les prétentions ridicules des Brésiliens : ces prétentions sont une source de désordres; au fond de toutes les révoltes des provinces, il n'y a guère qu'un seul sentiment, la haine des étrangers. Vainement observerez-vous que le Brésil, avant de traiter d'égal à égal avec les grandes puissances, doit se constituer; vous ne parviendrez jamais à faire comprendre aux habitans que le désordre de l'administration indique un malaise général : ils vous répondront que les avantages accordés aux étrangers sont les seules causes de la misère et de l'anarchie.

Ces ridicules préjugés ne sont pas les seuls maux que le gouvernement laisse subsister sans les combattre. Il suffit de jeter les yeux sur la société brésilienne pour s'assurer que les intérêts moraux sont entièrement négligés par les hommes qui ont mission de diriger le pays. La population du Brésil est évaluée approximativement à cinq millions. On y distingue plusieurs races : 1° les Portugais d'Europe naturalisés Brésiliens; 2° les Portugais créoles nés dans le pays, ou Brésiliens proprement dits; 3° les métis de blancs et de nègres, ou mulâtres; 4° les métis de blancs et d'Indiens, ou *cabres;* 5° les nègres d'Afrique; 6° les Indiens, partagés en diverses peuplades. L'état moral de cette société abandonnée à ses mauvaises passions, à ses instincts sauvages, est vraiment affligeant.

Le phénomène le plus remarquable que présente la population brésilienne, ce sont les empiétemens de la race mulâtre, la seule qui, au Brésil, augmente chaque année. La corruption des Européens est la cause la plus active de cet accroissement. L'immoralité de toutes les classes a favorisé le croisement des races et détruit tous les préjugés de caste qui existent dans les colonies européennes, et surtout aux États-Unis. La seule race pure est celle des Indiens sauvages, en guerre avec le Brésil. Des blancs, des mulâtres nègres et indiens ont souvent des rapports avec la même femme. De ce croisement général des blancs et blanches avec des races mêlées naît une population que le teint naturellement olivâtre, les cheveux noirs et épais, doivent faire regarder comme mulâtre.

Le mulâtre passe ordinairement son enfance dans l'esclavage, il ne doit la liberté qu'à son travail, et n'entre dans la société qu'avec un sentiment de haine et de vengeance contre les blancs. Plus actif, plus intelligent que le Brésilien, il aspire à s'emparer du pouvoir. Parmi les mulâtres affranchis dès l'enfance, on cite des hommes distingués. Tous ont une merveilleuse aptitude aux travaux les plus divers. La position d'infériorité où les place leur origine stimule leur zèle, et ils n'ont ni l'apathie, ni l'insouciance des Brésiliens. S'ils ne peuvent supplanter la société brésilienne et portugaise dans tout l'empire, ils l'excluront certainement de quelques provinces, et surtout de celle de Bahia, où la suprématie leur semble promise. Le jour où ce triomphe s'accomplira sera un jour de réactions terribles contre les propriétaires blancs. Les mulâtres seront sans pitié pour eux. Leur cri d'union est : Mort aux Portugais! Les nègres libres soutiendront les mulâtres. Il faudrait d'autres hommes à la tête des affaires pour arrêter l'élan donné à cette population nombreuse, qui a tout à gagner au désordre.

L'intelligente activité des mulâtres devrait provoquer l'émulation de la société d'origine portugaise et européenne. Il n'en est rien. Cette société voit la supériorité morale lui échapper sans tenter aucun effort pour la ressaisir. Fortifier l'instruction serait un premier pas dans une voie meilleure; mais ce pas n'a point encore été fait. La plupart des Brésiliens ne reçoivent d'autre enseignement que celui des écoles primaires. La province de Rio-Janeiro, dont la population s'élève à quatre cent mille ames, compte treize cent cinquante élèves qui suivent ces écoles. La province de Minas-Geraës, la plus peuplée de l'empire et celle dont la population est la plus intelligente, envoie aux écoles primaires près de sept mille élèves. Les autres provinces y envoient de mille à deux mille élèves, qui, lorsqu'ils ont appris à lire et à écrire, se regardent comme suffisamment instruits. Le nombre de ceux qui passent quelques années soit aux universités du pays, soit à celles d'Europe, est très limité. Il y a deux écoles de médecine, l'une à Bahia, l'autre à Rio-Janeiro; ces écoles sont suivies par trois cents élèves. Les écoles de droit d'Olinda et de San-Paulo comptent environ deux cents étudians. Il y a encore une académie des beaux-arts, que fréquentent quatre-vingts étudians, un enseignement commercial que soixante jeunes gens viennent écouter. En résumé néanmoins, toutes ces écoles, dirigées par d'ignorans professeurs, n'ont aucune influence favorable à la civilisation. Les diplômes d'avocat et de médecin sont accordés avec une facilité qui dispense d'étudier. Un Français, ne sachant comment vivre, voulut obtenir l'autorisation d'exercer la méde-

cine, et dut subir un examen : le professeur chargé de l'interroger ne savait qu'un peu de mathématiques; l'examen ne roula que sur des questions d'arithmétique, et le Français obtint la liberté de tuer tous ceux qui voudraient lui donner leur confiance. Malgré ces abus, malgré l'évidente insuffisance de l'enseignement public, les Brésiliens, même ceux qui ont passé quelques années en Europe, ont peine à convenir que l'instruction manque à leur pays. Ils vous citeront, comme preuve de progrès intellectuel, le développement de la presse dans la capitale et dans les provinces; mais ces journaux ne sont ouverts qu'à une polémique haineuse, et il est impossible de les lire sans dégoût.

L'état moral de la population d'origine portugaise répond à ses lumières : la corruption des mœurs brésiliennes est trop connue pour que je veuille en citer des exemples; c'est d'ailleurs une affaire de famille. Dans les rares circonstances où l'étranger se voit accueilli par les Brésiliens, il peut difficilement étudier leur vie privée : tout se borne alors à une réception cérémonieuse. Je parle de Rio, où il existe une société à laquelle les femmes peuvent prendre part. Dans l'intérieur des provinces, vous pouvez passer des semaines entières sous le toit d'un habitant, sans entrevoir ni la femme ni les filles de votre hôte. Les Brésiliennes jouissent à coup sûr de moins de priviléges que les femmes de l'Orient. Rejetées pour la plupart dans la société des esclaves, elles mènent une vie purement matérielle (1). Mariées jeunes, défigurées par leurs premières couches, elles ont bientôt perdu le peu d'agrémens qu'elles pouvaient avoir, et leurs maris s'empressent de leur substituer des esclaves mulâtresses ou négresses. Le mariage n'est considéré qu'au point de vue de l'intérêt. Vous êtes tout étonné de voir une jeune femme entourée de huit ou dix enfans : un ou deux seulement sont à elle, les autres appartiennent à son mari; les enfans naturels sont en grand nombre et reçoivent l'éducation qu'on donne aux enfans légitimes. L'immoralité des Brésiliens se trouve favorisée par l'esclavage, et le mariage est repoussé par la plupart comme un lien gênant, comme une charge inutile. On m'a cité des districts entiers où sur toute une population il n'y avait que deux ou trois ménages. Les habitans vivaient dans un état de concubinage avec des femmes blanches ou des mulâtresses. Il arrive même souvent qu'un maître ayant abusé d'une jeune esclave la vend lorsqu'elle devient enceinte; d'au-

(1) On m'assure qu'un changement commence à s'opérer, et que beaucoup de Brésiliennes savent lire; mais je doute fort qu'elles profitent beaucoup de cette instruction, si ce n'est pour déchiffrer leurs livres de prières.

tres, plus éhontés, gardent comme esclaves leurs propres enfans, et ces malheureux, vendus à la mort de leur père, ne peuvent jamais se prévaloir de leur origine (1). Quoique généralement bien traités par les Brésiliens, les esclaves sont soumis à un travail dont la durée dépend de la volonté du maître; les enfans qui naissent sur une habitation ne recevant pas les mêmes soins que dans nos colonies, et les négresses devenues mères n'obtenant aucune diminution de travail, les cas d'avortemens sont très nombreux. On évalue à près de trente mille le nombre d'esclaves qu'on transporte au Brésil chaque année en dépit des croisières anglaises. Ce nombre est à peine suffisant pour combler le déficit annuel de la population noire. Soit qu'il y ait excédant d'hommes sur les habitations, soit par suite d'avortemens, il est rare de voir une habitation où le nombre des naissances égale celui des décès.

Ce n'est que dans leurs rapports avec les esclaves que les Brésiliens s'abandonnent à tous les vices de leur caractère. Vis-à-vis des étrangers, ils savent se contenir. Quand on a, par un long séjour, réussi à découvrir les plaies secrètes de cette société si imparfaitement connue, on est péniblement surpris de la corruption profonde qui se cache sous une réserve apparente. Pour beaucoup de ces hommes, qui n'ont de la civilisation que les vices, rien n'est sacré, ni l'amitié, ni la religion, ni la famille. Tout plie pourtant devant le sentiment de la peur; l'apparence même du danger suffit pour démoraliser ceux qui ne reculeraient d'ailleurs devant aucun excès. Dans la province de Fernambouc, les assassinats se commettent en plein jour, et les meurtriers se vantent publiquement du nombre et de la qualité des hommes qu'ils ont poignardés. Un Européen faisait un jour remarquer au président de cette province que, si le duel était autorisé, les haines personnelles pouvant se satisfaire par un combat, il y aurait moins d'assassinats. « Croyez-vous donc, répondit le président, qu'un homme offensé consente, pour se venger d'un affront, à risquer sa vie? Jamais un Brésilien ne commettra semblable folie. » Cette réponse fera juger de ce qu'est le point d'honneur pour la plupart des habitans.

(1) Voici un fait qu'il faut citer, quelque répugnance qu'on éprouve à s'arrêter sur de pareils détails. Deux frères, propriétaires d'habitations considérables dans la province de Rio-Janeiro, ont adopté un système qui leur a valu l'admiration des Brésiliens. L'aîné des frères rendit mères toutes les jeunes esclaves de son frère; celui-ci imita l'exemple de son aîné, et les esclaves de l'un et de l'autre craignant, si elles se faisaient avorter, d'encourir un châtiment, le nombre des esclaves augmenta rapidement sur les deux habitations, dont on signale aujourd'hui la prospérité.

Le clergé, dont l'influence pourrait combattre cette profonde démoralisation, est le premier à donner l'exemple de tous les vices. Rien de plus méprisable qu'un prêtre brésilien. Se jouant de la religion qu'il professe, de la morale qu'il doit défendre, il vit dans la débauche la plus éhontée. Des prêtres, entourés d'une nombreuse famille, vous parlent de leurs enfans sans rougir. Quant aux devoirs de leur état, ils n'en connaissent d'autres que de se faire rétribuer largement pour les enterremens et les naissances. Ce manque absolu de dignité enlève aux prêtres le respect qu'il leur serait facile de mériter, si, fidèles à leur mission sacrée, ils donnaient à un peuple naturellement porté vers la foi les leçons d'une morale élevée. Leurs préceptes seraient écoutés et suivis, la considération générale les dédommagerait en peu de temps des fatigues qu'entraînerait leur noble tâche. Faute d'avoir compris ainsi leur rôle, les prêtres n'ont aujourd'hui aucune influence ni religieuse ni politique; ils doivent vivre dans un état d'abandon, et subissent toutes les conséquences d'un abaissement volontaire. En vain quelques missionnaires zélés ont cherché à ramener les esprits par leurs prédications; leur influence n'a duré que le temps de leur séjour. Les premiers hommes qu'il faut convertir, ce sont les prêtres, et c'est là, sans nul doute, la plus difficile de toutes les conversions.

Tel est l'état moral du Brésil. Il reste à voir si l'administration des ressources matérielles peut offrir, sinon une compensation à des plaies si profondes, au moins quelque soulagement à l'orgueil national.

III. — ADMINISTRATION, INDUSTRIE, COMMERCE.

Le gouvernement, les chambres, le clergé, ont manqué à leur mission; l'administration remplit-elle la sienne? Cette question est résolue pour quiconque a jeté un coup d'œil sur les principales branches du service public. Partout il y aurait une grande réforme à entreprendre, partout les forces manquent pour l'accomplir.

L'administration de la justice semble constituée, au premier aspect, sur des bases régulières. Le gouvernement a établi partout des tribunaux; mais ces brillans dehors cachent une plaie honteuse. La vénalité enlève aux juges l'autorité qui doit appartenir à la magistrature. Au lieu de multiplier les tribunaux, il aurait été plus sage d'assurer, par une surveillance active, le respect des lois et de l'équité dans le sein même de l'administration. On ne verrait pas aujourd'hui tous les juges,

depuis le *desembargador* jusqu'au pauvre *juiz* municipal, tendre la main et ne rendre une sentence qu'après avoir été largement rétribués.

La vénalité des juges n'a d'égale que leur effronterie. Un avocat chargé d'une cause importante avait reçu du plaignant une somme considérable pour la répartir entre les juges, près desquels le plaignant n'osait jouer lui-même le rôle de corrupteur. L'avocat s'acquitta de sa commission, et, au bout de quelques jours, un juge vint se plaindre d'avoir reçu moins que ses confrères : il avait droit à plus, et réclama la différence. On comprend quelle doit être l'attitude des familles puissantes en présence d'une administration à ce point corrompue. La justice leur est, pour ainsi dire, entièrement soumise. A Fernambouc, il y a des familles riches qui tiennent des assassins à leurs ordres. Si un de ces hommes est conduit en prison pour un meurtre, il n'y restera que quelques jours, car aucun juge n'osera commencer une procédure criminelle contre lui. D'ailleurs, on ne trouverait pas de témoins qui osassent déclarer la vérité. L'on condamne seulement les assassins qui, ne pouvant invoquer une protection puissante, n'inspirent aucune terreur. Nous n'en finirions pas si nous voulions citer des exemples à l'appui de nos paroles. Voici deux faits qui nous dispenseront d'un plus long commentaire.

Un meurtrier avait été arrêté au Para; la famille de la victime ayant mis quelque persistance dans ses poursuites judiciaires, cet homme allait être condamné, quand il eut l'idée de recourir à la corruption pour se tirer d'affaire. Il convint donc avec le chef de la justice, le docteur Jaguarete, que, s'il était acquitté, il lui remettrait six cents francs. Il n'en fallait pas davantage, et l'assassin fut renvoyé absous; mais, à peine libre, il oublia son engagement. Quelques mois plus tard, le docteur Jaguarete, ayant appris que ce même homme venait de livrer des marchandises à un négociant, se présenta pour en toucher le prix, expliquant sans nul détour les motifs de l'obligation contractée par son débiteur, qui, sans cette convention, eût été condamné comme assassin. — Un négociant, nommé Abron, qui se livrait à un commerce important entre Belmonte et Minas-Novas, vivait avec une jeune fille; cet homme eut le malheur de parler devant le frère de sa maîtresse des sommes considérables qu'il possédait. Le frère, qui avait jusqu'à ce jour approuvé les rapports de sa sœur et de son amant, conçut dès-lors le projet d'assassiner le négociant, et il l'exécuta. La justice du pays prit part aux dépouilles de la victime, meurtrier et juge se partagèrent les marchandises et l'argent. Sur ces entrefaites, un neveu du mort, espérant obtenir les débris de la suc-

cession de son oncle, arriva à Belmonte. Il fit quelques démarches, et insista auprès du juge pour obtenir la restitution des marchandises qui n'étaient pas encore vendues. Le juge fatigué lui répondit : « Vous savez ce qui est arrivé à votre oncle; tenez-vous tranquille si vous ne voulez partager son sort. » Le pauvre neveu effrayé dut renoncer à tous ses droits, car cette menace eût été suivie d'exécution.

L'administration de la guerre n'est pas mieux dirigée que l'administration de la justice. Ce n'est pas cependant que l'état ne s'impose pour les deux ministères de la guerre et de la marine des sacrifices considérables. Ces deux ministères absorbent plus de la moitié des recettes générales de l'empire. Si le service de la milice nationale était bien organisé, il serait facile d'opérer de notables économies. Les dépenses du ministère de la guerre sont d'environ dix-huit millions, la paie des soldats absorbe sept millions; tout le reste est dévoré par le traitement des chefs supérieurs, par l'entretien d'une ou deux fabriques de poudre et d'un arsenal consacré à la réparation des armes de guerre.

Le nombre excessif des agens comptables augmente le désordre au lieu de le diminuer; trésoriers et colonels, tous pillent à l'envi et envoient des états exagérés. Aussi est-il impossible de savoir d'une manière précise combien il y a d'hommes présens sous les armes. J'adopterai le chiffre donné dans un rapport aux chambres par le ministre de la guerre, bien que ce chiffre me paraisse exagéré. D'après ce rapport, les troupes de ligne, chasseurs, cavalerie, artillerie, réparties entre toutes les provinces, s'élèveraient à seize mille hommes commandés par sept colonels, dix-neuf lieutenans-colonels, trente-trois majors, autant d'adjudans, cent soixante-dix capitaines, plus de cinq cents lieutenans et sous-lieutenans. Enfin, le cadre des officiers est au grand complet. A côté de l'armée régulière, il y a la garde nationale, infanterie et cavalerie, dont le chiffre s'élève à 6,000 hommes. L'organisation de l'armée, comme celle de la milice, laisse beaucoup à désirer. Le nombre des officiers supérieurs excède les besoins du service, et dans une campagne l'emploi d'hommes qui ont le même grade est presque toujours une cause active de désordre. L'armée brésilienne compte douze cents officiers, parmi lesquels les seuls capables de faire leur service sont des Portugais qui n'ont pu, lors de la révolution de 1831, renoncer à leur patrie adoptive. Les autres officiers, n'ayant aucune instruction et n'arrivant que par faveur, ne savent ni conduire leurs soldats ni leur donner l'exemple de la bravoure. Les grades militaires s'obtiennent avec d'autant plus de facilité

qu'il y a peu de Brésiliens qui veulent suivre la carrière des armes; tous préfèrent les professions d'avocat et de juge, plus lucratives et moins pénibles.

L'école militaire, créée en 1831, subit chaque année de nouvelles modifications. Aujourd'hui on parle de changer entièrement l'organisation de cet établissement; on veut que les officiers qui en sortiront puissent, au bout d'une année d'études, rivaliser avec les élèves des écoles militaires d'Europe. En attendant que ces promesses se réalisent, les officiers que forme l'école militaire du Brésil ne savent rien de leur métier. L'inexpérience des officiers ne se révèle que trop par la mauvaise tenue des troupes dont le commandement leur est confié. En vain appellent-ils les verges à leur aide : ils réussissent rarement à former des soldats capables de manœuvrer avec ensemble. Le recrutement, tel qu'il est organisé, ne donne pas d'ailleurs les élémens d'une armée forte et digne d'un grand pays. Les recruteurs enlèvent tous les hommes valides, mais ils ne se hasardent guère que dans les villes; les soldats n'oseraient pas pénétrer dans les campagnes, où ils seraient exposés aux vengeances des habitans. Les nouvelles recrues profitent souvent de la première occasion pour regagner leur liberté; passant d'une province dans une autre, elles se trouvent à l'abri de toutes poursuites, et cet abus doit contribuer à multiplier les désertions.

La marine brésilienne compte un vaisseau, qui n'est pas même en état de prendre la mer, trois frégates, cinq corvettes et six bricks : elle se compose en tout de soixante-seize bâtimens de guerre, y compris les *lanches*, les cutters et les barques. Le nombre des matelots s'élève à trois mille huit cents, l'état-major compte trois cents officiers; si l'on observe que, parmi les bâtimens portés sur l'état du ministère de la marine un quart à peine est armé et en état de tenir la mer, on comprendra que ce nombre d'officiers est plus que suffisant. Lorsqu'il fut question d'envoyer à Naples chercher la future impératrice, il fut difficile de compléter l'armement d'une frégate et d'une corvette; les arsenaux maritimes étaient au dépourvu. D'ailleurs les ouvriers brésiliens manquaient, et il fallut recourir à des Européens. Les Brésiliens ne brillent guère plus comme marins que comme soldats, et leurs meilleurs, ou plutôt leurs seuls matelots, sont Portugais.

Le budget des dépenses de la marine est porté à huit millions. Une frégate qu'on a commencé à construire en 1824 est encore dans les chantiers du Para. Les bois employés à la construction, exposés pendant des années à la chaleur du soleil, se sont déjetés, et il faudrait, pour arriver à une bonne exécution, recommencer les travaux, quoi-

que depuis trois ans on ait élevé une toiture qui protége la coque de la frégate contre la pluie et le soleil. Les améliorations qu'exigent tous les ports du Brésil, les changemens à apporter dans l'établissement des phares, restent à l'état de projet; les sommes votées pour ces dépenses sont détournées, et les maux qu'il faudrait guérir ne font qu'étendre leur ravage. On vient de créer une commission chargée de veiller à l'amélioration des ports et au maintien d'une sage police maritime; cette commission, en outre, est chargée de proposer tous les changemens qu'exigeraient les intérêts de chaque localité : elle commencera son rapport, mais une fois qu'il sera bien constaté qu'elle existe, l'inaction reprendra le dessus, et les chefs de la commission recevront tranquillement à Rio-Janeiro les émolumens de leur place, transformée en sinécure. Ces abus ne doivent pas nous étonner, et il ne faut pas aller jusqu'au Brésil pour en trouver des exemples.

Le Brésil aurait besoin surtout d'une marine à vapeur qui fût employée à multiplier les rapports entre la capitale et les provinces. Les bâtimens à voiles ne peuvent servir pour cet objet, à cause des vents qui règnent constamment sur la côte. Il peut arriver qu'un bâtiment mette trois mois pour se rendre de Rio-Janeiro dans l'Amazone. Les bateaux à vapeur achetés en Angleterre par le gouvernement sont trop faibles pour le service qu'ils sont appelés à faire. Les bateaux-postes qui transportent les dépêches, mal tenus et mal commandés, éprouvent sans cesse des accidens. Ces bateaux partent de Rio-Janeiro tous les mois; ils touchent à Bahia, à Fernambouc, à Maragnan et au Para. Ces bateaux ne s'éloignent jamais de la côte, et ils peuvent toujours rentrer dans un port en cas d'avaries; mais les machines réparées à la hâte se brisent très souvent de nouveau. Embarqué à bord d'un de ces paquebots, j'ai dû trois fois rentrer à Maragnan : la quatrième fois, nous nous éloignâmes enfin de ce port; mais, la machine s'étant cassée encore, c'est à l'aide d'une seule roue que nous parvînmes tant bien que mal au Para.

La prospérité agricole et commerciale, qui pourrait, jusqu'à un certain point, consoler le Brésil de la faiblesse de ses ressources navales et militaires, trouve un grave écueil dans les vices du caractère national. Le Brésil est un pays producteur, le commerce doit être la base de sa richesse; l'exploitation des mines poursuivie avec intelligence, la production sagement dirigée des denrées coloniales, assureraient à cet empire une grande prospérité. Quelle cause rend donc tant de richesses improductives? Sur un sol fertile, au milieu des merveilles d'une végétation inconnue à nos climats, pourquoi la po-

pulation languit-elle dans la misère? On ne peut s'empêcher d'être sévère pour les habitans qui négligent l'exploitation des produits naturels dans un pays où ils auraient si peu d'efforts à faire pour se procurer le bien-être; mais le plus coupable ici n'est-il pas le gouvernement, qui ne sait pas donner à cette société déchue une direction utile à ses intérêts?

Nous n'entrerons pas dans de longs détails sur l'état des cultures. La province de Rio-Janeiro est la plus importante par ses produits; l'agriculture, dirigée en partie d'après les conseils des Européens, y a fait des progrès qu'il est facile de constater par l'exportation. Les autres parties du Brésil sont loin d'être dans un état aussi prospère. Préoccupé de naturaliser des produits étrangers, le gouvernement néglige les produits du sol : nous croyons qu'il est dans une mauvaise voie. Ces produits étrangers ne peuvent être introduits qu'à grands frais; il faudrait, pour les faire réussir, des efforts soutenus, une activité intelligente, et l'indolence naturelle du Brésilien le rend impropre à toute culture difficile. Le gouvernement a déjà appliqué son système en favorisant l'exploitation du mûrier. J'ai vu à Rio-Janeiro des vers à soie placés sur un jeune mûrier et protégés contre les atteintes de la pluie par un réseau de toile grossière. On les laisse constamment sur l'arbre, où ils déposent leurs cocons. La soie produite par ces vers ne m'a paru inférieure en finesse à nulle autre; le brin toutefois est un peu cassant. Le gouvernement se flatte d'obtenir une quantité de soie suffisante pour l'exportation; mais jusqu'à présent il n'y a eu que des essais, et tout fait croire qu'on s'en tiendra là. Il en sera de cette culture comme de celle du thé, entreprise jadis à grands frais par le roi Juan VI, qui avait fait venir de Chine de pauvres travailleurs pour utiliser leur expérience. Aujourd'hui ces malheureux sont morts de misère, et la plante à thé n'est plus cultivée que dans quelques jardins botaniques.

Au lieu d'encourager ces essais ruineux, le gouvernement devrait protéger les cultures indigènes, le café, la canne, le coton; la négligence et l'ignorance des planteurs ont gravement compromis cette branche si importante de la production nationale. Repoussé jadis des marchés de l'Europe à cause de son infériorité positive et du goût terreux qu'il contracte en séchant sur un sol humide, le café du Brésil est admis aujourd'hui dans le commerce par suite de la destruction des belles plantations de Saint-Domingue et de la diminution des récoltes dans nos colonies de la Martinique et de la Guadeloupe. La qualité de ce café est bonne; avec plus de soin dans la récolte, il

serait facile de lui conserver son arôme. Les propriétaires pourraient alors obtenir un prix plus élevé de cette denrée; soixante-dix millions de kilogrammes de café sont exportés annuellement des ports du Brésil.

Le café est cultivé surtout dans la province de Rio. Les plantations s'étendent sur des montagnes élevées de mille à douze cents mètres au-dessus du niveau de la mer. Durant les trois premières années, le caféier ne donne que des produits insignifians; ce n'est qu'à partir de la troisième année jusqu'à la huitième qu'il entre en plein rapport. On peut alors compter sur un revenu de trois kilos par pied, quand la plantation est suffisamment aérée et dégagée de toutes les herbes parasites. L'arbre à café forme au Brésil une pyramide dont la base et la hauteur sont égales. Les branches basses ont un développement de sept à huit pieds, et on maintient la croissance de l'arbre dans les limites de sept pieds de hauteur, afin que les négresses employées à recueillir les fruits puissent les atteindre sans trop de peine. Les plantations de café que j'ai visitées me parurent mal dirigées; les branches basses s'entrelaçaient les unes dans les autres. Dans les plantations bien administrées, il y avait plus d'espace : lorsqu'on veut que l'air circule aisément, on doit couper les branches les plus fortes, qui produisent beaucoup de café, mais de qualité inférieure. Un grand nombre de négresses sont employées à la récolte. Le café reste exposé dans des cours à la pluie et au soleil, jusqu'à ce que la pulpe se sépare du grain; il y a peu d'habitations où l'on ait construit des séchoirs en maçonnerie. Une fois le grain séché, on le transporte à un moulin dont la roue, mue par l'eau, soulève des pilons qui écrasent la pulpe du fruit : le grain glisse et tombe dans une auge, puis il passe sur un tamis où il achève de se séparer des débris de la pulpe; le café mis en sac est chargé ensuite sur des mulets et expédié à Rio.

La culture de la canne et surtout l'extraction du sucre, exigeant plus d'attention et plus de connaissances que la culture du café, présentent aussi des résultats moins satisfaisans. Le sucre du Brésil est inférieur en rendement à tous les autres sucres; pour le raffineur d'Europe, il ne rend que 66 pour 100. La culture de la canne est presque partout négligée; la nature seule semble défier la paresse des habitans, et les cannes, dominant les hautes herbes, couvrent encore des plantations abandonnées. Le bas prix du sucre, le prix élevé des transports ont achevé de décourager les planteurs, et l'exportation du sucre, loin d'augmenter en proportion de celle du café, diminue chaque année. Les plantations dirigées par des Européens auraient pu servir de mo-

dèle aux Brésiliens, et leur enseigner un mode d'exploitation plus avantageux. Malheureusement le propriétaire ne sait pas chercher, par son industrie, par des connaissances faciles, à améliorer ses produits; il persiste dans sa voie routinière, au lieu de suppléer, par l'emploi de machines, aux bras, qui commencent à manquer; quelquefois seulement il s'abandonne à de longues récriminations contre le gouvernement, qu'il rend responsable de ce que ses produits de mauvaise qualité sont repoussés par les acheteurs. Sans doute le gouvernement est coupable de ne pas mieux comprendre les intérêts matériels du pays, de ne pas protéger plus activement l'exploitation des richesses nationales; mais les fautes du gouvernement ne peuvent servir à justifier l'ignorance et l'aveuglement des producteurs.

L'industrie manufacturière fait, au dire des Brésiliens, de grands progrès. Déjà on fabrique du savon, du papier et de la sellerie commune. Une fabrique de cristaux avait été établie à Rio-Janeiro, la mauvaise qualité de ses produits les fit repousser par les consommateurs. Le gouvernement, intéressé au succès, vient d'accorder un privilége exclusif pour quinze ans à tous les produits de cette fabrique. La concurrence n'étant plus à redouter, la nouvelle manufacture trouvera naturellement la vente de ses marchandises défectueuses. Malgré ces tentatives et les prétentions des Brésiliens, on peut dire que leur industrie manufacturière est encore dans l'enfance.

La mauvaise exploitation des richesses du sol se traduit en résultats déplorables, quand on examine la situation financière et commerciale du Brésil. Les droits prélevés sur le commerce, tant à l'importation qu'à l'exportation, forment la presque totalité des revenus de l'empire (1). Le système suivi par les chambres et par les différens ministères a toujours été d'augmenter les droits. Comme il n'y a, malgré les essais dont nous avons parlé, aucune fabrique importante au Brésil, les tissus les plus communs doivent être vendus à des prix élevés, et les classes inférieures supportent en réalité tout le fardeau de l'augmentation des droits, car le négociant qui livre sa marchandise doit toujours réaliser un bénéfice. Cette augmentation des droits entraîne un redoublement de sévérité vis-à-vis des négocians et des capitaines

(1) Le revenu total de l'importation a été, de 1840 à 1841, de 11,863,046,000 reis; en calculant le change à 350 reis par franc, cela fait, en moyenne pour l'année, 33,894,525 francs. En 1841, l'exportation s'est élevée au niveau de l'importation; toutes deux ont atteint le chiffre de 105,000,000 de francs. — On peut porter les droits d'importation sur toutes les marchandises à 20 pour 100, et à 10 pour 100 les droits d'exportation.

de bâtimens auxquels on impose des formalités minutieuses. Le commerce se trouve ainsi paralysé, chacun craint de se livrer à des opérations trop incertaines; les principales maisons ont déjà interrompu leurs relations avec le Brésil, ou témoignent une grande réserve. A l'expiration du traité avec l'Angleterre, en novembre 1844, tous les droits, tant à l'importation qu'à l'exportation, seront encore augmentés; le gouvernement brésilien a déjà refusé de signer de nouveaux traités de commerce; il veut se réserver la faculté d'imposer les marchandises étrangères selon les besoins du pays. Les habitans croient que ces actes de leur gouvernement ne décourageront pas le commerce étranger; ils partent de ce principe que l'Europe a besoin du Brésil, tandis que le Brésil n'a nul besoin de l'Europe.

La situation financière du Brésil est des plus critiques. La dette publique étrangère est de 140 millions de francs portant un intérêt de 5 pour 0/0. Il y a encore une autre dette étrangère résultant des emprunts portugais mis à la charge du Brésil, et dont le capital excède 50 millions. La dette intérieure, portant intérêt à 6, 5 et 4 pour 0/0, est de 75 millions. D'autres dettes intérieures, dont les intérêts ne sont pas fixés, s'élèvent à près de 15 millions. Ainsi, la dette totale du Brésil, tant intérieure qu'extérieure, est de 280 millions de francs. Les difficultés qu'éprouvent les porteurs des obligations brésiliennes pour obtenir, non le paiement des intérêts, mais l'émission seulement de nouveaux titres, ont rendu impossible au gouvernement la négociation d'un nouvel emprunt qu'il voulait contracter. Le papier-monnaie perdant chaque jour de sa valeur nominale, soit par la trop grande émission, soit par la quantité de billets faux qui circulent dans le pays, le Brésil se trouve entraîné vers une banqueroute.

Les révolutions qui éclatent incessamment dans les provinces, en augmentant les dépenses, rendent la perception des impôts presque impossible. Le Brésil se trouve donc obligé de recourir aux droits de douanes pour faire face à tous les déboursés de l'état; ces droits atteignant par le fait le consommateur et non le négociant, le produit en diminue au lieu d'augmenter en proportion de l'accroissement des tarifs (1). Les revenus de l'empire du Brésil, pour l'année 1843, étaient évalués à 45,715,000 fr.; les dépenses, à 66,060,000 fr.

(1) En 1840, après l'augmentation des droits sur les vins et eaux-de-vie, le trésor retira de ces droits 2,751,057 francs; en 1841, les droits n'ont plus produit que 2,434,000 francs. Cette diminution tendait à s'accroître par suite du difficile placement des vins et eaux-de-vie de 1838 à 1839. En 1841, il y eut 8,562,000 pipes de

Il y a donc eu un déficit de 21 millions sur un seul exercice. Ce déficit va croissant chaque année, et il ne faut s'en prendre qu'au système du gouvernement, qui pourvoit aux besoins financiers du pays par de nouvelles émissions de papier-monnaie. Les hommes d'état brésiliens comptent, pour rétablir un peu d'ordre dans les finances, sur l'expiration du traité de commerce avec l'Angleterre, qui permettra de modifier les droits d'importation. Le Brésil, disent-ils, pourra alors, par un accroissement de revenus, rembourser tous les emprunts onéreux qu'il a dû faire, et élever ses recettes au niveau des besoins de l'empire.

Peut-on partager cet espoir? Le pouvoir connaît-il bien les causes des maux qui affligent le Brésil, et saura-t-il appliquer le remède? Jusqu'à ce jour, disons-le en finissant, ce n'est ni au gouvernement, ni à la nation, c'est à la richesse de ses mines et à la fertilité de son sol que le Brésil doit d'avoir échappé à une complète désorganisation. Le gouvernement s'obstine à n'appliquer que des palliatifs impuissans; la nation rêve une république fédérative sans voir les causes du mal là où elles sont, dans les mœurs, et non pas dans les institutions. Un sentiment déplorable, la haine des étrangers, n'a pas cessé de dominer l'esprit des habitans et même de troubler la vue des hommes politiques. Au lieu de se consacrer à des réformes morales et matérielles qui deviennent chaque jour plus urgentes, on poursuit une vaine indépendance, comme s'il ne fallait qu'échapper à l'influence du Portugal pour retrouver la richesse et la prospérité. Les populations sont soulevées chaque année pour des mots et par des mots : chaque crise nouvelle doit entraîner plus de liberté, affaiblir l'action étrangère. Aujourd'hui l'indépendance du Brésil vis-à-vis du Portugal est complète, et cependant la misère est plus grande que jamais, le mécontentement est général. Ne serait-il pas temps de voir qu'on se trompe de route? C'est au contraire l'influence des étrangers qui peut régénérer le Brésil. Le seul but auquel doit tendre cette société inquiète, c'est, en augmentant la valeur de ses produits, de créer des relations plus fréquentes et plus avantageuses avec l'Europe. Tant qu'ils n'admettront pas comme principe que le commerce est pour eux la base de toute richesse, les Brésiliens ne feront que s'engager davantage dans une voie d'appauvrissement et de faiblesse. Le commerce ne leur

vin admises en douane. Depuis ce temps, ce chiffre s'est encore réduit, et on n'a admis que 4,650,000 pipes, les Brésiliens ayant renoncé aux vins de France et de Portugal.

procurerait pas seulement le bien-être matériel, il les mettrait en contact avec la société européenne, avec la civilisation. Le Brésil manque d'une société active, intelligente. Si les étrangers, au lieu de se voir repoussés comme des spoliateurs entourés de haines et de défiances, étaient accueillis avec sympathie, l'émigration européenne, qui trouve aujourd'hui si peu d'encouragement, viendrait à la suite du commerce apporter le travail et l'industrie. La France pourrait nouer avec ce grand pays des relations qui seraient utiles à sa puissance aussi bien qu'à une société digne de notre intérêt. Ainsi renaîtraient peu à peu dans le Brésil l'ordre et la prospérité. Si au contraire on persiste à écarter les Européens, à repousser les produits de nos fabriques, la misère publique et le désordre moral ne feront que s'accroître, nous le répétons. On pourra se demander si le Brésil est destiné à vivre long-temps comme empire, si l'anarchie d'une république fédérative ne viendra pas remplacer le désordre caché aujourd'hui sous des formes régulières. Le président de la province de Bahia me disait : « Notre indépendance a été obtenue sans combat, sans effusion de sang; mais, nous le sentons aujourd'hui, une grande séparation ne s'opère jamais impunément, car nous ne pouvons parvenir à nous constituer régulièrement. » Ce sont là de tristes paroles; Dieu veuille qu'elles ne soient pas une prédiction!

****

PENSÉES

FRAGMENS ET LETTRES

DE BLAISE PASCAL

Publiés pour la première fois conformément aux manuscrits,

PAR M. PROSPER FAUGÈRE.[1]

Enfin, voici une édition de Pascal, de ces *Pensées* tant discutées, tant contestées en ces deux dernières années; voici une édition des plus exactes, la seule exacte même, tout-à-fait telle qu'on la veut aujourd'hui, reproduisant le texte original avec toutes ses ellipses, ses audaces, ses sous-entendus, ses lacunes; voici les brouillons immortels dans leur premier jet, dans tout le complet de leur incomplet, pour ainsi dire. Il n'a pas fallu à M. Faugère moins de quinze mois de travail et de soins scrupuleux pour mener à fin cette entreprise délicate, pour restituer avec certitude, sur tous les points, ce texte primitif réputé indéchiffrable, pour environner la publication de toutes sortes d'éclaircissemens, d'additions et d'ornemens (y compris un portrait de Pascal par Domat) qui achèvent de remettre en lumière une sainte et sublime figure.

Il était grand temps que cette édition arrivât, et l'on pouvait craindre

(1) Paris, chez Andrieux, éditeur, rue Sainte-Anne, 11; 2 vol. in-8°, qui paraîtront dans le courant de la semaine.

que, si elle ne se faisait pas sans plus tarder et avec l'exactitude requise, une incertitude croissante ne finît par envahir cette portion si considérable de notre héritage religieux et littéraire. Un homme qui a plus que du talent, un grand esprit et une plume éloquente, c'est nommer M. Cousin, s'était porté en avril 1842 sur Pascal, au moment où d'autres écrivains s'en occupaient également; mais il s'y était porté avec les caractères propres à sa nature entraînante et impétueuse. C'est la destinée et l'honneur de certains esprits, c'est la magie de certains talens illustres, de ne pouvoir toucher à une question qu'elle ne s'anime à l'instant d'un intérêt nouveau, qu'elle ne s'enflamme et n'éclate aux yeux de tous. Ainsi pour Pascal. Faire remarquer que le texte des éditions des *Pensées* n'était point parfaitement conforme au texte original, que les premiers éditeurs avaient souvent *éclairci* et *affaibli*, que les éditeurs suivans n'avaient rien fait pour réparer ces inexactitudes premières, dont quelques-unes n'étaient pourtant pas des infidélités, appeler l'attention des hommes du métier sur ces divers points, les mettre à nu par des échantillons bien choisis et indiquer les moyens d'y pourvoir, il n'y avait rien là, ce semble, qui pût passionner le public et le *saisir* d'une question avant tout philologique. Mais M. Cousin, d'une plume incisive et comme d'une épée de feu, avait, du premier coup, élargi le débat; les points choisis par lui tendaient à montrer Pascal bien autrement sceptique qu'on ne s'était habitué à le considérer; il semblait résulter que les rectifications et les restitutions du texte primitif étaient toutes dans ce sens de scepticisme absolu ou de christianisme outré, et contraires aux idées saines d'un apologiste vraiment respectable. En un mot, ce n'était plus le texte seul de Pascal qu'on mettait en cause, c'était l'homme même et le chrétien. De là l'intérêt et le conflit universel. Il serait piquant, mais extrêmement difficile, de retracer la confusion de cette mêlée; chacun prenait la plume, ou du moins la parole, pour ou contre Pascal. Il était décidément à l'ordre du jour, et ceux qui avaient le malheur de passer pour être un peu mieux au fait de la question ne savaient plus à qui répondre dans le monde, ni même le plus souvent qu'en penser. Du choc des opinions en telle matière, je ne crois pas que la lumière puisse jaillir, quoi qu'on dise; on n'en retirait certainement ici que doute et obscurcissement, peu de satisfaction et beaucoup de satiété.

J'ai souvent pensé, durant ces débats si prolongés, combien Pascal aurait souri de pitié et d'ironie s'il avait pu y assister, s'il avait pu voir comment le livre tout d'édification et de guérison intérieure qu'il méditait était venu, deux siècles après, en se dispersant en feuilles lé-

gères, à partager seulement les curiosités oisives pour un intérêt littéraire et philosophique si loin du but réel : « Je blâme également, a-t-il dit en commençant, et ceux qui prennent parti de louer l'homme et ceux qui le prennent de le blâmer, et ceux qui le prennent de se divertir; et je ne puis approuver que ceux qui *cherchent en gémissant.* » Ici on ne cherchait plus ce que pensait Pascal que par amusement et pour se distraire. On ne faisait invasion et presse autour de lui que parce qu'un éloquent moderne avait mis le feu à la cime du temple. Le côté même sérieux de ces discussions ne sortait pas du pur domaine de l'esprit. Qu'y faire? c'est là le sort final des illustres, même des saints : *Ut pueris placeas...*, traduisez aussi poliment que vous voudrez. Ils n'y échappent pas; ils sont pâture à gloire humaine : c'est leur dernier martyre.

La publication de l'éblouissant morceau sur l'*amour* vint renouveler à temps la question, qui commençait à s'épuiser. Pour le coup, l'inattendu était à son comble : on allait de surprise en surprise, de Pascal sceptique à Pascal amoureux! On n'y comprenait plus rien, on n'en discutait que plus fort; toute l'ancienne idée, si grave, qu'on avait eue de l'apologiste chrétien achevait de se confondre et de disparaître.

Ainsi, en ces deux années, à force de parler *pour*, *contre* et *sur*, on avait tant fait de tous les côtés qu'on avait rendu Pascal problématique; restait à savoir si on pourrait le remettre sur pied. Il n'y avait plus en effet de texte imprimé qui offrît une base fixe à l'examen; les anciennes éditions étaient toutes suspectes à bon droit, et, à vrai dire, avilies, par le fait des inexactitudes qu'on y avait dénoncées; la nouvelle édition dont le *Mémoire* de M. Cousin démontrait et créait à la fois la nécessité et l'urgence, offrait des difficultés extrêmes, tellement que dans l'intervalle le Pascal des *Pensées* était provisoirement suspendu. On ne saurait assez remercier M. Faugère de faire cesser cet état de choses.

Avant de rendre compte des moyens et des résultats de son travail, il importe toutefois (c'est justice) de caractériser une phase nouvelle qui semble s'ouvrir en France pour la critique littéraire, et dont M. Cousin, l'un des premiers, inaugure avec éclat l'avénement. Je distinguerai différentes manières, différens temps très marqués dans la critique littéraire s'appliquant aux chefs-d'œuvre de notre XVIIe siècle. Durant la seconde moitié du XVIIIe, Voltaire, Marmontel, La Harpe, Fontanes, ne cherchaient encore dans les œuvres de Racine et de ses illustres contemporains que des exemples de goût et des

éclaircissemens en vue des théories classiques consacrées. Lorsqu'on commença, dans ce siècle-ci, à contester les théories jusque-là régnantes, la critique s'appliqua, en sens inverse, à ces chefs-d'œuvre, et l'on s'efforça d'y démontrer certaines lacunes et défectuosités qui tenaient aux circonstances de l'époque, au cadre de la société. Durant cette phase, qui est la seconde de la critique française, et qui se produit par Mme de Staël, Benjamin Constant et leur école, le caractère de la critique, tout en gardant son but de théorie et son idée, devient déjà historique; elle s'enquiert et tient compte des circonstances dans lesquelles sont nées les œuvres. Le plus célèbre critique littéraire de notre temps, M. Villemain, sut à merveille concilier (et c'est là son honneur) les principales traditions de l'ancienne critique avec plusieurs des résultats de la nouvelle, et fondre tout cela sur un tissu historique plein de brillant et de charme. Mais, quoi qu'il en soit des noms, et en laissant de côté les divisions secondaires, on avait jusqu'ici deux grands momens de la critique littéraire en tant qu'elle s'appliquait aux chefs-d'œuvre du XVIIe siècle : le premier moment tout classique, tout d'admiration (sauf de légères réserves), de goût traditionnel et de bonne rhétorique; puis le second moment qui était de réaction, d'examen un peu contradictoire, et de considération historique. Je ne parle pas des excès, excès superstitieux d'une part, excès révolutionnaire de l'autre; on était, dans ces derniers temps, un peu à bout des théories en divers sens; c'est alors que se lève quelqu'un qui nous dit : « Ces grands auteurs, messieurs, que vous, les uns, vous croyez imiter et continuer, que vous, les autres, vous vous attachez à combattre, à éloigner de vous comme s'ils étaient d'hier, il y a quelque chose de mieux peut-être à en faire pour le présent; car, pendant que vous discutez, le temps passe, les siècles font leur tour, pour nous ces auteurs sont déjà des anciens; et ils le sont tellement, prenez-y garde, que leur texte nous échappe, que l'altération s'y mêle, que nous ne les possédons plus tout entiers. Trève un moment, s'il vous plaît, aux grandes théories! Revoyons de près nos maîtres, restituons leur vraie parole, faisons, ne rougissons pas de faire pendant quelque temps des éditions, voire même des vocabulaires : excellent régime que je propose, même aux auteurs originaux, pour se retremper durant une saison. Les Alexandrins d'ailleurs, ces immortels grammairiens dont plus d'un était poëte, n'ont pas dédaigné de faire ainsi au surlendemain des grands siècles; ils nous ont tracé notre voie. » M. Cousin s'est donc levé, disions-nous, et il a exprimé quelque chose d'appro-

chant et en des termes bien meilleurs, bien plus persuasifs, on le supposera sans peine; mais nous ne croyons pas trahir sa pensée en la produisant sous cette forme; et voilà la période *philologique* qui commence.

Que ce soit le même homme de qui, il y a vingt-cinq ans, partit l'impulsion philosophique, qui vienne aujourd'hui secouer si vivement, exciter si à l'improviste une branche réputée assez ingrate de la critique française, il n'y a rien là qui puisse étonner ceux qui connaissent cet infatigable esprit de verve en tous sens et d'initiative. Et puis il faut voir que le mouvement se préparait depuis quelques années : le petit nombre de libraires qui appartiennent à ce qu'on a droit encore d'appeler la librairie savante ont remarqué à quel point les amateurs se sont mis à rechercher les éditions originales de nos auteurs, ces éditions premières incomplètes à quelques égards, mais qui livrent le texte à sa source et rendent l'écrivain dans sa juste physionomie. Nodier, l'habile magicien, avait su répandre sur ces recherches, en apparence fort arides, je ne sais quel attrait mystérieux qui de proche en proche s'est communiqué. Des adeptes le goût a passé au public, à un certain public; nous sommes entrés dans une veine d'*éditions :* on compare, on révise, on retrouve la bonne leçon : qu'un peu d'*inédit* s'y mêle, on n'y tient plus, et on est tenté de s'écrier : *Sublimi feriam sidera vertice.* Des réimpressions de La Rochefoucauld, de La Bruyère, avec quelques variantes, avec deux ou trois additions, feraient envie à plus d'un bel-esprit, lesquels ressemblent en cela aux bons esprits. M. Walckenaer entreprend, dit-on, un travail à fond sur La Bruyère. Nous savons un autre travail considérable sur les *Lettres* de Mme de Maintenon commencé depuis plusieurs années par un de ses nobles héritiers, M. le duc de Noailles. M. de Monmerqué a dès long-temps offert l'exemple pour Mme de Sévigné. Et parmi ceux qui ne donnent pas le mouvement, mais qui se montrent attentifs à le suivre, ce genre d'influence est très sensible : le *Journal des Savans* contient des articles de M. Flourens sur les diverses éditions de Buffon. M. Aimé-Martin se remet en frais sur Racine. C'est assez en dire, mais il nous a semblé qu'ayant à parler de Pascal, il n'était que juste de faire à M. Cousin sa grande et brillante part d'initiative dans ce mouvement de philologie française qu'il a provoqué en partie et proclamé, dans cette *levée de boucliers* d'éditions classiques qui passent ainsi de la librairie proprement dite à la littérature; nous le devions d'autant plus que, dans ce cas particulier de Pascal, nos conclusions pourront différer quelque-

fois des siennes, de même que sur certains détails le présent éditeur n'est point toujours d'accord avec lui.

La difficulté, encore une fois, d'une édition des *Pensées*, était extrême, en même temps que l'exécution en devenait plus urgente : « Nous croyons, a droit de dire M. Faugère en son introduction, nous croyons avoir surmonté ces difficultés autant qu'il était possible de le faire; du moins nous y avons travaillé, non-seulement avec patience, c'eût été trop peu pour une pareille tâche, mais avec l'infatigable passion qu'inspire aisément la mémoire d'un écrivain en qui se rencontrent, dans une merveilleuse alliance, la beauté de l'ame et la grandeur du génie. » Connu déjà par l'*Éloge* de Gerson et par celui de Pascal que l'Académie française avait tous deux couronnés, M. Faugère était mieux prédisposé que personne à mener à bien cette œuvre de restauration et de piété dans laquelle son esprit exact et délicat allait s'aiguiser d'une sensibilité tendre et scrupuleuse pour porter sur chaque point une investigation pénétrante. Il a complètement réussi; il a eu la satisfaction d'arriver à lire (à l'exception d'un bien petit nombre de mots) la totalité de ce texte manuscrit dans lequel, si aidé qu'on fût par des copies plus ou moins conformes, on n'avait encore fait que les premiers pas : « L'écriture de Pascal, dit-il, est excessivement rapide, il semble qu'elle rivalise avec la rapidité de l'esprit; on dirait une sorte de sténographie obligée de recueillir en courant l'improvisation d'une intelligence pressée de se produire au dehors, parce qu'elle pressent la dissolution prochaine de l'organisation maladive à laquelle elle est enchaînée. Cette écriture, presque illisible pour ceux qui ne l'ont pas étudiée, a quelque chose du trait impatient et fougueux de Napoléon; mais, quoiqu'à demi formés, les caractères ont la fermeté et la netteté du burin. » C'est moins, on le conçoit, avec les yeux mêmes qu'avec la sagacité comparative et par la pénétration du tour, du jet habituel à Pascal, qu'on arrive à déchiffrer une écriture aussi elliptique; aussi, à quelqu'un qui lui disait que ce travail devait bien lui fatiguer les yeux, M. Faugère put répondre : « Non, ce n'est pas aux yeux qu'est la fatigue, c'est au cerveau. »

Je n'ai point dessein de raconter ici par le menu le plan d'une édition dont chacun va demain se pourvoir : dans le premier volume, M. Faugère a rassemblé les lettres, les petits traités, les pensées et fragmens de Pascal qui ne se rapportent pas à son grand ouvrage sur la religion; le second volume contient tout ce qui est relatif à ce dernier ouvrage. On pourrait signaler bien des pensées ou même des

pages inédites (1). Une des difficultés du nouveau travail était le classement de cette foule de notes et de petits papiers qui s'ajoutaient; un excellent esprit de méthode a introduit l'ordre dans ce chaos. Une des sources les plus abondantes où M. Faugère a puisé pour les pièces explicatives lui vient de Clermont, et d'un digne janséniste, M. Bellaigue de Rabanesse, autrefois juge au présidial de cette ville, et d'une famille anciennement alliée à celle de Pascal. Ayant appris un peu vaguement que ce vieillard passait pour posséder des papiers curieux sur l'illustre ancêtre, M. Faugère fit le voyage de Clermont, et de là se rendit à la campagne où vivait M. Bellaigue, plus qu'octogénaire. Le bon vieillard semblait à tous assez morose, assez méfiant; il n'avait jamais voulu communiquer ses trésors manuscrits à personne, même parmi les siens. Je ne sais si le nom de Gerson ou celui de Pascal opérèrent magiquement et furent le mot de passe, mais M. Faugère apprivoisa tout d'abord le vénérable octogénaire qui put s'étonner sans doute que, dans ce monde si lointain et si renouvelé, on sût si bien les choses d'autrefois, et qui crut reconnaître le doigt de Dieu : « Il me semblait, disait-il, que j'attendais quelque chose. » Il vint exprès à la ville (grand voyage qu'il n'avait fait de long-temps!), il entr'ouvrit ses volets fermés, il ouvrit ses poudreux tiroirs, et deux volumes, l'un de 950 pages environ, l'autre de 500, écrits tout entiers de la main du Père Guerrier, déroulèrent en lignes serrées à l'avide lecteur une foule de lettres d'Arnauld, de Saci, de Nicole, de Domat, etc., etc., surtout de Pascal et de sa famille. Le digne M. Bellaigue, heureux de voir ses richesses si bien comprises, et sentant se ranimer son étincelle, n'a pas vécu assez pour assister à l'accomplissement de l'œuvre tant désirée. Il est mort, il s'est éteint en février dernier, demandant jusqu'à la fin des nouvelles de l'édition de Pascal, et ne pouvant dire tout-à-fait comme le vieillard Siméon qu'il mourait content; c'eût été trop de joie pour lui. M. Faugère nous a peint son vieil ami en une page touchante :

« Dans cet homme affaibli par l'âge, dit-il, quel zèle et quelle passion quand il parlait de *monsieur* Pascal ou de la sœur Jacqueline de Sainte-Euphémie, de M. de Saint-Cyran ou de la mère Angélique! Il nous semblait voir et entendre un solitaire de Port-Royal des Champs,

(1) Par exemple, dans le tome I, les notes de Pascal relatives aux *Provinciales*, et dans le tome II, vers la fin, des pages sur Jésus-Christ. Il y a des chapitres où l'astérisque, signe placé par l'éditeur en tête des pensées inédites, reparaît à chaque instant.

survivant à un autre âge (1). Resté célibataire par dévotion, vivant dans la solitude, éloigné de la société par l'effet de cette susceptibilité, quelquefois injuste, mais respectable, qui naît de l'attachement à un certain idéal de perfection et de simplicité du cœur qui rend l'esprit délicat et difficile; disant chaque jour son bréviaire avec la régularité d'un prêtre; marquant par des prières chacun des anniversaires inscrits au nécrologe de Port-Royal; aimant Dieu comme on ne sait plus l'aimer; ayant réduit sa vie ici-bas à ne plus être qu'une aspiration vers l'éternité; tel était ce vieillard en qui s'est éteint, il y a peu de mois, un des derniers jansénistes. »

Dans ce même voyage d'Auvergne, M. Faugère trouvait un portrait précieux, celui de Pascal, jeune et beau, dessiné au crayon rouge par la main fraternelle de Domat. La feuille de papier du portrait avait été collée sur l'intérieur de la couverture d'un gros livre, d'un *Corpus juris* dont Domat se servait habituellement, de sorte que, chaque fois qu'il feuilletait le livre, l'image de son ami lui repassait sous les yeux. Ce volume appartient à la bibliothèque d'un conseiller à la cour de Riom qui autorisa M. Faugère à faire prendre un *fac-simile* du dessin; on l'a dans l'édition.

Je pourrais insister sur bien des détails de cette édition nouvelle, en tirer peut-être quelques remarques piquantes sur les leçons successives dont on a essayé et dont plus d'une vient ici s'évanouir; mais on me permettra de m'en tenir à quelques réflexions plus générales que je ne crois pas moins essentielles, car il y a long-temps que, moi aussi, j'ai le cœur gros sur Pascal et que j'étouffe bien des pensées.

D'abord, en reconnaissant combien les éditions précédentes étaient défectueuses, je ne saurais blâmer les premiers éditeurs, ceux de Port-Royal, comme on l'a fait trop unanimement. M. Faugère, avec un tact parfait, se garde d'insister sur ce blâme; mais, en racontant et en développant les inexactitudes *littérales* qui ont été commises d'après divers motifs, il semble apporter de nouvelles preuves contre ces excellens hommes. Il y aurait beaucoup à dire en leur faveur, à leur décharge et à titre de circonstances très atténuantes. On le sait, la *paix de l'église* venait d'être conclue; les Arnauld, les Nicole, les Saci, sortaient à peine de la retraite ou de la prison. On leur propose de s'occuper des papiers de Pascal mort depuis quelques années, et d'en tirer quelque

(1) M. Bellaigue avait reçu une partie de son éducation du Père Guerrier l'oratorien, et celui-ci était intimement lié avec Marguerite Perier : ainsi, entre M. Bellaigue et Pascal, il n'y avait que deux personnes.

chose d'utile, d'édifiant, de digne d'être offert à l'église d'alors et aux fidèles, un volume enfin qui puisse être montré aux amis et aux ennemis. On forme un comité d'amis; le duc de Roannez est le plus zélé pour la mémoire de son cher Pascal, mais il ne prend rien sur lui, quoi qu'on ait pu dire, et c'est M. Arnauld, c'est M. Nicole et autres experts qui tiennent le dez. La famille Perier était bien d'avis de retrancher, de modifier le moins possible : l'intérêt de famille se trouvait d'accord en ce cas avec l'intérêt littéraire (ce qui est si rare); mais il y avait d'autre part des considérations puissantes, invincibles, les approbateurs à satisfaire, l'archevêque à ménager, la *paix de l'église* à respecter loyalement. C'est merveille, en vérité, qu'entre tous ces écueils, en présence de cette masse de papiers très peu lisibles, de ces pensées souvent incohérentes, souvent scabreuses, on ait, du premier coup, tiré un petit volume si net, si lumineux, si complet d'apparence, et qui, même avec une ou deux bévues (pour ne rien céler), triompha si incontestablement auprès de tous. On a beau dire après coup sur l'exactitude littéraire, il y avait ici une question de fidélité bien autrement grave et qui dominait tout, et cette fidélité fut respectée des premiers éditeurs. Oui, l'esprit qui présida à cette première édition fut, je ne crains pas de le proclamer (et tout ce qui s'est passé à l'occasion de la dernière vient assez hautement à l'appui), fut, dis-je, un esprit de discrétion, de respect, de ménagement et d'édification pour les lecteurs. L'esprit qui a provoqué cette dernière édition, et que je ne saurais blâmer, puisqu'il est celui que tous, plus ou moins, nous respirons, est-il aussi parfait, aussi irréprochable, chrétiennement ou moralement? Il est, à coup sûr, plus littéraire, plus artiste, plus sensible aux beautés de la forme, et j'ajouterai, plus insoucieux du résultat. Je ne le blâme pas encore une fois, mais je le caractérise. Cet esprit se dit, et avec raison : « Mettons tout Pascal *quand même!* » — Faisons donc ainsi, puisque c'est le siècle; mais ne blâmons pas trop les honnêtes devanciers.

Remarquez que je ne parle plus des éditeurs de Pascal durant le XVIIIe siècle ou au commencement de celui-ci; eux, plus libres, ils auraient pu, ils auraient dû améliorer, réformer peu à peu, à petit bruit, et chacun pour sa part, les éditions successives : ils auraient ainsi évité l'éclat final, ils auraient permis que cette *révolution* sur Pascal ne se fît pas.

Je reviens et j'insiste, parce que je suis pénétré de la vérité du point de vue. Aujourd'hui, il nous paraît bien facile de juger et de trancher des *Pensées* de Pascal; en 1668, c'était un peu autrement. Il était mort

depuis peu d'années, laissant un nom immense dû aux *Provinciales* et à ses problèmes. Ses amis savaient de lui mille choses dont nous ne nous doutons qu'à peine aujourd'hui; ils avaient une impression réelle et vraie de sa personne et de son esprit, au lieu de tous ces types, un peu fantastiques, que chacun de nous s'est formé de lui d'après sa propre imagination. Mais, comme écrivain, il était bien moins dessiné alors qu'il ne l'est aujourd'hui pour nous. De ce monceau de petites notes inachevées, il s'agissait donc de tirer, de sauver, comme d'un naufrage, quelque chose qui donnât au public une idée de ses dernières méditations. Entre les exigences, les recommandations, disons le mot aussi, les superstitions de la famille et les dangers de la situation du côté de l'archevêque et des puissances, on biaisa, on fit comme on put; on raccorda, on tailla, on choisit. Des lettres à des personnes vivantes (la duchesse de La Feuillade, par exemple) fournirent quelques pensées dont on n'indiqua point la source : le pouvait-on? Le devoir d'une critique saine, agissant à l'aise et à loisir, serait certes de moins se permettre; le devoir d'une critique convenable et prudente était alors de transiger (1). Ce qu'on fit, en somme, ne fut pas si mal fait, puisque c'est ce qu'on admira universellement, ce que les esprits les plus éminens approuvèrent, et ce sur quoi on a vécu deux siècles. Une meilleure édition n'est même possible aujourd'hui et l'on n'y a songé que parce que cette première a rempli tout son objet.

J'ai peine à me figurer, je l'avoue, l'édition d'aujourd'hui, si excellente philologiquement, si bien telle que nous la réclamons, avec ses phrases saccadées, interrompues, et ce jet de la pensée à tout moment brisé, j'ai peine à me la figurer naissant en janvier 1670, en cette époque régulière, respectueuse, et qui n'avait pas pour habitude de saisir et d'admirer ainsi ses grands hommes dans leur déshabillé, ses grands écrivains jusque dans leurs ratures. Ce n'eût été, à simple vue, qu'un cri universel de réprobation, un long sifflet, si on l'avait osé : « Mais, quoi? aurait-on dit de toutes parts à MM. Arnauld et Nicole, quoi? se peut-il que vous ayez permis une telle profanation

(1) N'oubliez pas, en jugeant l'édition première, cet autre inconvénient pour elle d'avoir été faite par un *comité;* les comités peuvent être bons pour les lois, mais non pour les éditions où le goût a surtout part. « Il n'y a point d'ouvrage si accompli, a dit La Bruyère, qui ne fondît tout entier au milieu de la critique, si son auteur voulait en croire tous les censeurs, qui ôtent chacun l'endroit qui leur plaît le moins. » Les *Pensées* de Pascal n'ont pas fondu, dira-t-on, tant elles étaient solides! Mais il faut savoir aussi quelque gré à ceux qui réussirent un moment à tout concilier.

du nom et de la mémoire de votre ami? Ne pouviez-vous couvrir un peu ses nudités, lui prêter un peu des plis de votre manteau? Ne pouviez-vous respecter un peu moins les reliques de l'homme, et un peu plus la vérité du sujet? Ne deviez-vous pas surtout fermer quelques-unes de ces trappes qui s'ouvrent par endroits chez lui sous les pas des simples?...» J'abrége ce discours que chacun peut varier aisément.

Pascal à part, on ne trouverait, en effet, dans ce grand siècle de Louis XIV, que trois hommes d'un goût tout-à-fait libre et indépendant, comme nous l'entendons, Bossuet, Molière et La Fontaine. Tout le reste est relativement timoré; le goût des meilleurs voulait la régularité et ne concevait point qu'on s'en passât. Il faudrait en conclure du moins que cette première édition des *Pensées* était telle que le grand siècle pouvait l'admettre, et qu'il n'en aurait pu porter davantage : conclusion dont le retour ne laisse pas d'être infiniment flatteur pour nous.

On pourrait, sans trop de plaisanterie, soutenir que, pour que cette édition si conforme fût devenue possible et nécessaire, il fallait simplement une chose, c'est que Napoléon fût venu et qu'on eût dit de lui qu'il était le plus grand écrivain du siècle.

Quelques réflexions peut-être seraient propres à tempérer ce zèle qui nous a pris pour les *fac-simile* complets des écrivains. Trop de littéralité judaïque pour l'impression des œuvres posthumes est, qu'on y songe, un autre genre d'infidélité envers les morts : car eux-mêmes, vivans, auraient, en plus d'un cas, avisé et modifié.

Selon l'observation excellente que j'entendais faire à M. Ballanche, beaucoup de ces mots étonnans et outrés qu'on surprend sur les brouillons de Pascal (comme *cela vous abêtira*) (1), pouvaient bien n'être, dans sa sténographie rapide, qu'une sorte de *mnémonique* pour accrocher plus à fond la pensée et la retrouver plus sûrement. Ces mots-là n'auraient point paru en public, et la pensée se serait revêtue avec plus de convenance à la fois et de vérité, en parfaite harmonie avec le sujet.

On se flatte d'atteindre plus au cœur de l'homme en fouillant ses moindres papiers. Hélas! quoi qu'on fasse, il y a quelque chose qui ne se transmet pas. Ce qui reste de la pensée et de la vie intérieure des hommes, par rapport au courant continuel de leur esprit, n'est jamais que le fragment des fragmens; il nous manque les intermédiaires, ce

(1) M. Faugère (tome II, page 169) explique très bien et justifie au besoin, quant au sens, ce mot *abêtira*, qui ne reste pas moins malencontreux.

qu'en ses ébauches surtout supprimait pour soi cette pensée rapide, parce qu'elle le supposait connu, ce que les amis habituels avaient chance de savoir tout simplement mieux que nous ne le devinons.

Ces demi-questions posées, ces réserves faites, hâtons-nous pourtant de reconnaître ce que nous possédons, ce que nous devons à l'application et à la sagacité pieuse de M. Faugère d'avoir reconquis pleinement. On aura cette impression très sensible à la lecture des premiers chapitres du second volume, de ces fameux chapitres sur l'homme, son divertissement, ses disproportions, sa grandeur, son néant. On a dit magnifiquement que bien des pensées de Pascal n'étaient que des strophes d'un Byron chrétien : c'est d'aujourd'hui surtout que ce mot se vérifie. Jamais la pensée brusque et haute ne s'était dressée jusqu'ici dans cette entière beauté d'attitude; le ciseau bien souvent n'a fait qu'attaquer le marbre, mais le torse est là debout qui jaillit déjà pour ainsi dire, majestueux et plutôt brisé qu'inachevé. Oh! pour le coup, nos bons premiers éditeurs n'avaient en rien l'idée de ce genre de beauté tronquée qui tient de celle de la Vénus de Milo, et, toutes les fois qu'ils avaient rencontré un audacieux fragment ainsi debout, ils l'avaient incliné doucement et couché par terre.

Il est temps d'arriver à la question du fond, à la question capitale, à celle qu'une curiosité légitime n'a cessé de se faire durant tout ce débat, et qu'il est fâcheux sans doute d'avoir laissé s'enfler au gré de la curiosité frivole. Définitivement, que croyait Pascal, et comment croyait-il? Quoique j'aie ailleurs à revenir avec étendue sur ce point délicat, je m'en échapperai par avance ici. Au fait, on peut parler hardiment aujourd'hui qu'un texte solide nous est rendu sur lequel nous avons pied; on le pouvait même auparavant sans risquer de se compromettre. Déjà, dans d'admirables et discrets articles, un homme qu'il y a toujours profit à citer, M. Vinet, avait proféré à ce sujet des paroles qui, si on les avait mieux lues ici, auraient fait loi (1).

Il y a une manière très usitée de prendre Pascal et de le présenter à grands traits dans son ensemble; nous tous plus ou moins, écrivains de ce siècle, lorsque nous avons parlé de lui à la rencontre, nous sommes tombés dans cette manière-là. On voit en lui du premier coup d'œil un esprit supérieur, au-dessus de tous les préjugés de la société et des opinions humaines, autant que Molière pouvait l'être, mais à la fois un esprit inquiet, ardent, mélancolique, sans cesse aux prises

(1) Voir *le Semeur* des 22 février, 1er mars et 8 mars 1843, surtout les deux derniers articles.

avec lui-même, passionnément en quête de la vérité et du bonheur; et alors l'idéalisant un peu, ou plutôt en faisant un type comme on dit, un miroir anticipé de notre âge, on le présente comme le héros et la victime dans la lutte du scepticisme et de la foi, celle-ci triomphant provisoirement en lui, de même que le scepticisme, un siècle plus tard, l'eût emporté. Cette manière d'envisager Pascal n'est pas fausse, elle est au point de la perspective, approximative à distance, légèrement figurative. En le voyant ainsi, nous y mettons involontairement du nôtre, nous lui prêtons.

Il m'est arrivé, dans un chapitre de *Port-Royal*, d'avancer que chacun, plus ou moins, porte en soi son Montaigne, c'est-à-dire sa nature un peu païenne, son *moi* naturel où le christianisme n'a point passé. On pourrait presque affirmer de même que de nos jours, non point absolument chacun, mais tout esprit sérieux et réfléchi, tout cœur troublé, qui conçoit le doute et qui en triomphe ou qui le combat, porte son Pascal en lui, et, selon les manières diverses de souffrir et de lutter, on conçoit ce Pascal diversement : chacun de nous fait le sien. Ce point de vue vaudrait la peine d'être développé peut-être; mais nous rentrons ici plus que jamais dans les types, et l'homme réel doit s'interroger de plus près.

Eh bien! si l'on vient à le considérer directement, que voit-on? Un respectable écrivain, l'abbé Flottes, qui s'est attaché à venger Pascal des accusations de superstition et de fanatisme, a voulu également le justifier de tout soupçon, de toute atteinte de scepticisme, ce qui peut sembler un peu excessif et véritablement inutile (1). Un jour que je par-

(1) *Revue du Midi*, 25 novembre 1843. — M. l'abbé Flottes cite un passage de Mme Perier qui dit de son frère que, dans son enfance et sa première jeunesse, cet esprit si précoce, si actif sur d'autres points, restait soumis comme un enfant en ce qui concernait la foi, et que *cette simplicité a régné en lui toute sa vie*. Mais, quelque respect qu'on ait pour le témoignage de Mme Perier, on ne peut, dans ce cas, l'accepter totalement sans contrôle. Pour mon compte, j'en accepte volontiers la première partie, ce qui est relatif à la première jeunesse de Pascal, parce qu'il n'y a rien là que de vraisemblable et que Mme Perier était témoin oculaire de cette première période. Quant à ce qu'elle ajoute ici sur le reste de la vie, cela est plus vague et ne tient pas compte des divers temps; il y a jour à la conjecture. Mme Perier, en effet, a glissé sur l'époque de dissipation de Pascal; elle n'a pas dévoilé, par exemple, ses démêlés avec sa sœur Jacqueline, que nous savons d'ailleurs. En un mot, le témoignage ici n'est plus valable en bonne critique : il faut recourir à d'autres preuves. Je ne dis point cela pour réfuter M. l'abbé Flottes, mais pour lui montrer qu'il n'y a pas contradiction ni inconséquence dans une opinion qu'il met en cause.

lais de cette prétention à l'un des hommes de ce temps qui sont le plus faits pour avoir un avis sur Pascal (je ne me permets pas de le désigner autrement), il me fut répondu par quelques-unes de ces paroles énergiques, impatientes, puissamment familières, et qui se gravent : « Et pourquoi ne pas prendre Pascal comme il nous est donné, avec son scepticisme? Il s'est fait chrétien en enrageant, il est mort à la peine. Je l'aime ainsi; je l'aime tombant à genoux, se cachant les yeux à deux mains et criant : *Je crois*, presque au même moment où il lâche d'autres paroles qui feraient craindre le contraire. Lutte du cœur et de l'intelligence! Son cœur parlait plus haut et faisait taire l'autre. La fin du XVIe siècle lui avait légué ce scepticisme qui circulait alors partout, lui avait mis ce ver au cœur; il en a triomphé, tout en en mourant. C'est là sa physionomie, c'est ainsi qu'il a sa vraie grandeur. Quelle manie de la lui ôter! » Mais dans ces paroles même si vives, si poignantes, il y a encore trop de l'homme de ce temps-ci, du Pascal tel que chacun le porte et l'agite en soi, du Pascal d'après Werther et René.

Que si on s'en tient aux récits contemporains et à ses œuvres mêmes, on arrive à quelque chose de plus suivi et de plus cohérent, à quelqu'un de plus réel. Oui, Pascal parfois doute ou a tout l'air de douter, il conçoit et exprime le doute d'une façon terrible, mais c'est aussi qu'il a, qu'il croit avoir le remède. Sa foi, je le pense, fut antérieure à son doute; lorsque ce doute survint, il ne trouva place que dans l'intervalle de ce qu'on a appelé ses deux conversions, et il fut vite recouvert. Si l'on peut dire qu'il revint à la charge et se logea toujours plus ou moins au sein de sa foi, c'était là une manière, après tout, d'être assez mal logé et mal à l'aise; et Pascal ne lui laissa, jour et nuit, ni paix ni trêve. M. Vinet a dit à merveille d'un jeune homme de ce temps-ci : «...Le scepticisme, par mille endroits, cherchait à pénétrer dans son esprit; mais sa foi se fortifiait, grandissait imperturbablement parmi les orages de sa pensée. On peut le dire, le doute et la foi vivante, l'un passager, l'autre immuable, *naquirent pour lui le même jour;* comme si Dieu, en laissant l'ennemi pratiquer des brèches dans les ouvrages extérieurs, avait voulu munir le cœur de la place d'un inexpugnable rempart. » Cette belle parole, qui exprime si bien un des mystères de la vie chrétienne intérieure, peut s'appliquer avec beaucoup de vraisemblance au vrai Pascal.

Remarquez encore que chacun porte dans sa philosophie et sa théologie son *humeur*, ce qu'on oublie trop. Pascal avait l'humeur inquiète et mélancolique : de là son coup d'œil un peu visionnaire. Bossuet avait l'humeur calme : de là en partie sa sérénité de coup

d'œil. Et cela indépendamment de la grandeur de leurs esprits et de la nature des idées.

Se prévaloir contre la foi de Pascal de certain mode d'argumentation qu'il emploie hardiment et qui impliquerait le scepticisme absolu au défaut de la foi, c'est supposer ce qu'il s'agit précisément de démontrer, c'est oublier combien cette foi faisait peu *défaut* en lui, combien elle était pour lui chose réelle, pratique, sensible et vivante. Et qu'on ne dise pas que ce christianisme de Pascal était particulier, bizarre, excessif, en dehors des voies générales; je ne nie pas qu'il n'ait eu quelques singularités de pratique ou d'expression; mais dans le fond son christianisme ne diffère en rien du véritable et, j'oserai dire, de l'unique. Il est vrai qu'on est très tenté de méconnaître celui-ci, tant on le voit souvent métamorphosé et sécularisé.

L'éditeur actuel de Pascal, M. Faugère, qui vient de pratiquer de si près son auteur, incline, d'après plusieurs passages, à le ranger parmi les *mystiques*. Je ne contesterai pas cette qualification, si par *mystique* il est entendu qu'il s'agit surtout ici d'un chrétien, qui sans négliger les raisons et preuves qui parlent à l'intelligence, met la raison de sentiment au-dessus des autres. La foi parfaite, c'est *Dieu sensible au cœur!*

« Et c'est pourquoi, lit-on dans une pensée inédite, ceux à qui Dieu a donné la religion par sentiment du cœur sont bien heureux et bien légitimement persuadés; mais à ceux qui ne l'ont pas, nous ne pouvons la donner que par raisonnement, en attendant que Dieu la leur donne par sentiment de cœur, sans quoi la foi n'est qu'humaine et inutile pour le salut. »

Ainsi, Pascal ne blâme pas la recherche ni la preuve rationnelle; loin de là, il l'admet et en use à titre de préparation humaine; on fait ce qu'on peut, et Dieu vient après. On prépare la *machine* (il affectionne cette expression), et l'ame ensuite y descend; Dieu y met le ressort.

« Les hommes ont mépris pour la religion, dit-il encore; ils en ont haine, et peur qu'elle soit vraie. Pour guérir cela, il faut commencer par montrer que la religion n'est point contraire à la raison; qu'elle est vénérable, en donner le respect; la rendre ensuite aimable, faire souhaiter aux bons qu'elle fût vraie, et puis montrer qu'elle est vraie : — *vénérable parce qu'elle a bien connu l'homme, aimable parce qu'elle promet le vrai bien.* » On n'aurait que le choix entre les passages pour faire voir que Pascal n'avait nullement dessein de pousser les choses à l'absurde, comme on le pourrait augurer d'après certaines

pensées publiées isolément. Rendre la religion vénérable et aimable, il y a loin de là à vouloir *abêtir*, au sens où on l'a pris. Pascal, par l'ordre principal de son livre, était dans la ligne des grands apologistes chrétiens, quoique, plus qu'aucun d'eux sans doute, il serrât de près la gorge à l'homme.

Pascal luttait contre Montaigne, d'une part, pour montrer à cet indolent et à ses pareils les épines de l'*oreiller* et l'incertitude du néant; il luttait contre Descartes, d'autre part, pour montrer à ce superbe et à sa bande le creux et la stérilité morale de leur démonstration métaphysique. Pascal ne croyait nullement à la possibilité ni à l'utilité d'établir au préalable le vestibule philosophique *en dehors* de la religion. Cela peut sembler bien dur. Qu'arrive-t-il pourtant depuis qu'on s'est mis à faire le vestibule si spacieux et si beau? beaucoup y restent et on n'entre pas.

« Il faut savoir douter où il faut, assurer où il faut, et se soumettre où il faut, » a-t-il dit en une parole déjà connue. Il avait écrit d'abord avec plus de hardiesse : « Il faut avoir ces trois qualités : *Pyrrhonien, Géomètre, Chrétien soumis;* et elles s'accordent et se tempèrent, en doutant où il faut, en assurant où il faut, en se soumettant où il faut. » Ce mot-là le résume tout entier en ses divers aspects : pyrrhonisme et géométrie, ce sont pour lui des méthodes.

Il y aurait illusion aussi à prendre pour des convulsions de sa foi ce qui peut souvent n'avoir été que des brusqueries du talent. Pour preuve qu'elle était, malgré tout, assise et stable en lui, je ne voudrais que sa charité; car la charité découle de la foi comme la source du rocher. Et quelle charité chez Pascal, et dans ses actions dont quelques-unes ont échappé au mystère, et dans ses paroles où reviennent si souvent des accens d'humanité et de tendresse plus touchans en cette doctrine rigide! Je renvoie à sa *profession de foi* (1) qui commence par ces mots : « J'aime la pauvreté, parce que Jésus-Christ l'a aimée. J'aime les biens, parce qu'ils donnent les moyens d'en assister les misérables... » Que ce christianisme vrai et de source vient en démenti aux idées des plus sages païens! Écoutez Pindare sur la richesse : à la manière dont il la célèbre, dont il la proclame *l'astre glorieux et la vraie lumière des humains* (2), on ne sait en vérité s'il n'en fait pas, non-seulement l'accompagnement naturel et le cadre brillant des vertus, mais encore la condition et le moyen

(1) Tome I, page 243.
(2) *Olympiques*, 2.

direct de la sagesse et de la félicité après la vie. Le christianisme est venu précisément bouleverser tout cela : le Calvaire fait le contraire des jeux olympiques. Selon Pascal, qui est du Calvaire, il n'y a de profond et de sérieux dans l'homme que la sainte pauvreté et le dépouillement, la tristesse féconde qui se change en joie : tout le reste est légèreté. Il vous dira encore que la maladie est l'état naturel du chrétien. Si ces doctrines vous paraissent exagérées, transitoires, avoir besoin d'amendement, d'interprétation nouvelle, c'est une autre question ; mais, en fait, elles demeurent radicalement et primitivement chrétiennes, ou rien ne l'est. Dans le christianisme tel que nous l'entendons volontiers aujourd'hui, civilement et philosophiquement, on oublie trop une seule chose ; — mais pour ne pas avoir l'air de prêcher, quand je n'ai pour but que de rétablir le vrai sur Pascal, je prendrai un détour dont on ne se plaindra pas, avant de dire mon mot sur cette chose ou cette personne, qu'on oublie trop généralement aujourd'hui en parlant du christianisme.

Dans l'*Hippolyte* d'Euripide, lorsque le jeune et innocent chasseur est tombé victime de l'embûche que lui a dressée Vénus, Diane, sa divinité chérie, sa protectrice de tout temps et qui n'a pu toutefois le sauver, arrive du moins pour mettre ordre aux derniers instans, pour éclairer le malheureux Thésée et pour consoler, autant qu'il est en elle, le mourant. On apporte Hippolyte brisé sur un brancard, on le dépose devant le palais, et, Diane ayant dit un mot de pitié, le malheureux jeune homme s'aperçoit, à un certain soulagement qu'il éprouve, de la présence de la déesse.

HIPPOLYTE (1).

O souffle divin ! quoique dans les douleurs, je t'ai senti et je suis soulagé. — Sachez que la déesse Diane est dans cette enceinte.

DIANE.

Oui, malheureux, la divinité la plus amie est près de toi.

HIPPOLYTE.

Vois-tu, ma souveraine, l'état déplorable où je suis ?

DIANE.

Je le vois; mais les larmes sont interdites à mes yeux.

HIPPOLYTE.

Tu n'as plus ton chasseur, ton fidèle serviteur...

(1) Je me sers de la traduction qu'a donnée de cette scène M. de Schlegel dans sa brochure sur les deux *Phèdres*.

Et le dialogue continue sur ce ton; Thésée s'y mêle, et la déesse réconcilie le père désolé avec son fils : « Je ne connais point, dit M. de Schlegel, de scène plus touchante dans aucune tragédie ancienne ou moderne. » Au moment où elle profère les nobles et clémentes paroles, Diane, qui s'aperçoit qu'Hippolyte va trépasser, termine ainsi : « ... Et toi, Hippolyte, je t'exhorte à ne point détester ton père; c'est ta destinée qui t'a fait périr. Mais reçois mon dernier salut, car il ne m'est pas permis de voir les morts ni de souiller mon regard par des exhalaisons mortelles, et déjà je te vois approcher du moment fatal. » Et elle disparaît.

M. de Schlegel caractérise dignement les beautés pathétiques et pieuses de cette scène : « Nous voyons, dit-il, la majesté immortelle auprès de la jeunesse expirante, les déchiremens du repentir auprès des émotions d'une ame pure. Diane montre pour les maux des humains toute la pitié qui est compatible avec son essence divine; mais il y a néanmoins dans ses paroles je ne sais quelle empreinte d'une sérénité céleste... Il faudra bien convenir ici que les anciens ont quelquefois deviné les sentimens chrétiens, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus aimant, de plus pur et de plus sublime dans l'ame. » En adhérant aux observations exquises de l'excellent critique, j'avouerai pourtant qu'une chose m'a frappé, au contraire, en lisant ce morceau, en assistant à cette intervention compatissante de la plus chaste des divinités, c'est combien on est loin encore du christianisme, je veux dire du Dieu fait homme et mort pour tous. Quoi! une déesse à qui *les larmes sont interdites*, une protectrice qui s'enfuit à *l'odeur du mourant!* n'a-t-on pas encore affaire ici à des dieux nés pour l'ambroisie, qui sont esclaves de leur jeunesse et de leur beauté, qui n'osent compromettre leur bonheur? Et voilà précisément à quoi j'en voulais venir; les Pascal, les Rancé, ces purs et francs chrétiens, croyaient avant tout à Jésus-Christ dans le christianisme, à un Dieu-homme ayant exactement souffert comme eux et plus qu'eux, ayant sué la sueur d'agonie dans tous ses membres, et l'essuyant de leur front : de là leur force. Quand Pascal arrive à parler de Jésus-Christ dans son livre, il ne tarit plus : il tient du coup le centre et la clé, l'explication de la misère humaine aussi bien que le fondement de toute grace; les paroles magnifiques et précises qu'il emploie ne sauraient même se citer hors de place sans se profaner (1). C'est pour n'avoir pas senti, pour avoir insensiblement oublié à

(1) Voir surtout au tome II, page 341, le passage inédit où l'auteur, ravi dans une tendre contemplation, voit Jésus-Christ présent, converse avec lui, entend sa

quel point et à quel degré de réalité Pascal croyait à Jésus-Christ, au Dieu homme et sauveur, qu'on a voulu faire de lui un sceptique. Certes il eût été sceptique sans sa croyance à Jésus-Christ, et cela vous semble peu de chose, parce que, si nous n'y prenons garde, nous devenons sujets, tous tant que nous sommes, en parlant beaucoup de christianisme, à ne plus bien savoir ce que c'est que Jésus-Christ au sens réel et vivant où il le prenait.

Qu'on veuille encore une fois se représenter l'état vrai de la question : des deux puissances qui sont aux prises chez Pascal et dont l'une triomphe, il en est une que nous comprenons tout entière, que nous sentons toujours et de mieux en mieux, le scepticisme; et quant à l'autre, quant au remède pour lui souverainement efficace et victorieux, nous sommes de plus en plus en train de l'oublier, ou du moins de le transformer vaguement, de n'y pas attacher tout le sens effectif; de là nous nous trouvons induits, en jugeant Pascal, à transporter en lui le manque d'équilibre qui est en nous, à le voir plus en doute et plus en détresse qu'il n'était réellement sous ses orages.

Nous aurions pu, en nous appuyant au travail de M. Faugère, nous étendre sur d'autres points qu'il discute lui-même dans son introduction, mais nous avons mieux aimé aller au principal. En résultat, grace à cette édition qui fixe le texte et coupe court aux conjectures, on a droit de dire, si je ne me trompe, que nous avons reconquis le premier Pascal, mais nous le possédons aujourd'hui par des raisons plus entières et plus profondes.

SAINTE-BEUVE.

parole et lui répond : on croirait lire, dit M. Faugère, un chapitre de l'*Imitation :* « Je pensois à toi dans mon agonie; j'ai versé telles gouttes de sang pour toi. — Veux-tu qu'il me coûte toujours du sang de mon humanité, sans que tu donnes des larmes?... » De telles heures d'effusion et de ravissement rachetaient et noyaient bien des angoisses.

REVUE LITTÉRAIRE.

Poésies nouvelles. — Histoire. — Romans.

Qu'il est loin de nous cet âge où les livres étaient rares comme des pierres précieuses, selon l'expression de Voltaire, et où un pauvre copiste employait deux années d'un travail assidu à transcrire la Bible sur du vélin! Ah! que dirait un de ces clercs érudits, très au courant des travaux littéraires de leur époque, qui voyaient apparaître dans tout le pays de France quelques volumes au plus par chacun an, si, revenant au monde, il lui tombait entre les mains le *Journal de la Librairie*? Certes sa surprise serait grande, et ne le céderait pas, je le suppose, à celle qu'éprouveraient sans doute ces bons religieux de Saint-Maur-des-Fossés, près Paris, qui s'excusaient d'aller en Bourgogne *à cause de la longueur et des dangers du voyage,* s'ils se voyaient transportés sur quelque wagon, le long de ces chemins qui marchent et portent où l'on veut aller, mieux que les rivières de Pascal. En présence de tous les volumes accumulés dans l'espace de quelques semaines, notre clerc ébaubi, plein de respect pour une fécondité si merveilleuse, se contenterait d'abord de regarder et craindrait de porter une main sacrilége sur de telles reliques. Puis il se hasarderait à lire un de ces ouvrages, et il en admirerait naïvement la facilité unie à l'élégance; puis il en lirait un second, puis un troisième, et s'apercevant bientôt que la plupart de ces livres se ressemblent, qu'ils s'engendrent les uns les autres, que les vers naissent des vers, les romans des romans, qu'un type original a immédiatement des fils et des

petits-fils, des frères, des neveux et des arrière-neveux, il en viendrait à comprendre les choses et à estimer à sa juste valeur cette fécondité qui l'étonnait si fort. Passant alors de l'admiration au dépit, il prendrait peut-être la liberté grande de dire à chacun son fait; peut-être même, comme dans toute réaction, irait-il trop loin.

Nous n'irons pas trop loin, nous, s'il plaît à Dieu. Nous resterons calme et modéré, priant la muse de la sage critique de nous tenir également éloigné de cette sévérité qui ressemble à de la colère, et de cette indulgence qui est de la faiblesse. Au milieu de l'abondance stérile de la littérature actuelle, nous ne demandons pas mieux que de démêler le bon grain, si menu soit-il, et nous allons nous y employer. *Timeo hominem unius libri,* disait Cicéron; il nous redouterait peu, car nous lirons beaucoup, nous lirons le mauvais et le pire, à plus forte raison le médiocre et l'excellent. — Dans les temps de troubles civils, on naît souvent sans obtenir un acte de naissance ou de baptême. N'en arrive-t-il pas autant aujourd'hui pour un bon nombre des enfans de la pensée? Pourquoi donc n'y aurait-il pas quelque part comme des fonts baptismaux où le riche et le pauvre nés de la veille viendraient recevoir leur nom? Ce sera ici, à cette place, si l'on veut, et nous souhaitons que la cloche qui sonnera le baptême ne sonne pas en même temps l'agonie. Cela dit, entrons en matière, et que les poètes aujourd'hui ouvrent la marche. N'est-ce pas un spectacle touchant dans les processions chrétiennes que ces enfans qui marchent en tête, jonchant le chemin de roses effeuillées? J'espère que la comparaison est gracieuse, c'est à la conscience des poètes de dire si elle est aussi vraie.

En général, les auteurs des recueils poétiques que nous avons sous les yeux sont jeunes : la poésie est un péché mignon de la jeunesse. Tel a fait à vingt ans des vers avec enthousiasme, qui à trente passe irrévérencieusement devant la Muse sans ôter son chapeau; ceci soit dit sans décourager personne et sans mettre en doute aucun avenir poétique, surtout celui de M. Louis de Ronchaud. A jeter seulement un coup d'œil sur la table des poésies de M. de Ronchaud, à lire les titres suivans : *le Statuaire, à la Muse, Orage de mai, à Novalis*, on devine, ce que la lecture de l'ouvrage confirme amplement, que l'auteur des *Heures* a le véritable sentiment de l'harmonie. M. de Ronchaud manie le vers avec élégance; de plus, il choisit heureusement ses sujets, bien qu'il eût pu se dispenser de refaire, dans sa *Ballade du Pauvre Fou,* ce célèbre Gastibelza de M. Hugo, qui *portait à son cou un chapelet du temps de Charlemagne,* c'est-à-dire du temps où il n'y avait pas de chapelets, et qui, jetant pendant une vingtaine de couplets le mot *fou* à la rime du refrain, arrive à des effets si bizarres et si puérils : ce sont là jeux de prince, et M. de Ronchaud n'a pas encore de principauté; il n'a encore que du talent. Ce qui distingue *les Heures,* c'est la justesse de la pensée et l'élégance soutenue du style; ce qui leur manque, c'est un souffle original et fécond. Il faut dire aussi que le trait poétique s'y laisse souvent désirer; ainsi, dans les stances *à la Jeune Fille au balcon,* lorsque

pour finir on attend une image gracieuse, le poète termine par un vers de romance :

Jusqu'au matin c'est trop veiller !

En somme, *les Heures* sont un jardin aux allées sablées et ratissées, avec des plate-bandes bien fournies, mais on cherche en vain au bout de l'allée le bosquet touffu où se reposer de la poussière de la route et des bruits de la journée, comme on cherche en vain dans la plate-bande la fleur rare qui enivre de son parfum. La fleur naîtra peut-être, le bosquet s'élèvera quelque jour.

A-t-on oublié l'effet charmant que produisaient, dans le *Caligula* de M. Alexandre Dumas, ces deux jeunes Romains qui circulaient dans la tragédie, toujours appuyés l'un sur l'autre? Si l'on se souvient de quelque particularité de ce drame malheureux, c'est de celle-là. L'amitié d'enfance qui se continue dans la jeunesse est une si gracieuse chose, que le spectacle en fait toujours plaisir, et que l'on pardonnerait presque à des jeunes gens, déjà vieux en amitié, d'écrire ensemble de méchans vers. Or, MM. Laurent Pichat et Henri Chevreau n'en ont pas commis de semblables dans *les Voyageuses*. Ce livre a été écrit sur les chemins du monde par deux poètes de vingt ans qui mêlent leurs inspirations sans dire la part qui revient à chacun. MM. Pichat et Chevreau ont parcouru l'Italie, la Grèce et l'Égypte, laissant tomber des vers à chaque relais, car ils avaient la Muse en croupe, une muse douce et sérieuse qui a vécu dans l'intimité des *Feuilles d'Automne* et des *Méditations*. En courant des Pyramides au Parthénon, du Parthénon au Colysée, ne fût-on pas le moins du monde poète, il est vraisemblable qu'on le deviendrait un peu; mais si on a entendu murmurer au fond de son cœur la voix de l'enchanteresse, où peut-on trouver de plus riches inspirations qu'aux bords du Nil, du Tibre ou de l'Eurotas? Peut-être pour converser avec les grandes ombres de Rome et d'Athènes, pour les bien comprendre et leur donner à propos la réplique, faut-il avoir plus de vingt ans. Autrement on s'exposerait à rencontrer plus d'images éclatantes que de pensées profondes, et c'est ce qui est arrivé à nos deux voyageurs. Sur la foi de maîtres illustres, ils croient sans doute que toute antithèse est une pensée, et ils abusent singulièrement de cette figure. L'antithèse est sous chacun de leurs pas. Prenez garde, jeunes gens : *latet anguis!*

M. Arthur de Gobineau ne va pas chercher ses inspirations au pied des Pyramides, ni dans le Forum; il ne se déplace point, il prend seulement la peine d'aller de son fauteuil à sa bibliothèque, et là il s'adresse à cet éternel don Juan, dont il nous donne *les Adieux* en un *poème dramatique*. Si ces adieux sont définitifs, à la bonne heure; mais il n'en sera rien, don Juan reviendra. Qu'il dise alors du nouveau, au moins, le débauché; qu'il rajeunisse son thème, et que nous ne soyons point exposés à entendre encore un pâle et insignifiant écho de la grande voix. Qu'est-ce à dire? *les Adieux de don Juan* ne seraient-ils qu'un écho, une vieille chanson sur un air connu?

Qu'on en juge. — Don Juan aime Claudia, la femme de son frère don Sanche, et la séduit. Sanche découvre sa mésaventure, et se fâche; vous en eussiez fait autant. Les deux frères vont se battre, lorsque Claudia intervient assez mal à propos, car don Juan, sans le vouloir, à ce qu'il paraît, par un simple coup de maladresse, la tue; Sanche meurt aussi; Leporello chante un mauvais couplet, et don Juan, ramassant son épée, s'en va. Voilà tout le poème dramatique de M. Arthur de Gobineau, *cousin d'Isis*. Vous ne connaissez pas les cousins d'Isis? Ils sont une demi-douzaine qui ont pris ce nom, après avoir mis leur talent en commandite et s'être promis de partager fraternellement les profits de leur gloire. C'est une petite franc-maçonnerie littéraire, une sorte de table-ronde poétique, autour de laquelle, comme on vient de le voir, on n'est pas toujours tenu à des frais d'invention, ce qui ne veut pas dire que les *cousins d'Isis* n'inventent quelquefois; mais sans doute qu'aujourd'hui ce n'était pas le tour de M. de Gobineau. Ou bien, est-ce que le commandeur se serait trompé? est-ce qu'au lieu de porter la main sur don Juan, il aurait touché le jeune poète et lui aurait causé une telle frayeur, que celui-ci aurait momentanément perdu l'usage de son imagination et de son style? On serait tenté de le croire à la lecture des *Adieux*, quoique M. de Gobineau ait un bon moment, à la fin, dans une complainte qui suit ce drame, lorsqu'il s'écrie à propos de certains poètes qui se sont attaqués à don Juan :

Ils auraient mieux fait de se taire.

C'est l'auteur des *Adieux* qui dit cela. Un *cousin d'Isis* doit s'y connaître, et nous passons condamnation.

L'auteur des *Éphémères* n'appartient à aucune *loge* littéraire, au moins il ne l'affiche pas au frontispice de son livre. Son recueil est pourtant assez agréable. M. Michel Pallas s'annonce modestement, et il donne à ses poésies un titre qu'elles ne méritent pas tout-à-fait. Il y a de l'élévation par endroits dans ce volume, des élans d'un vrai lyrisme, et le vers y est d'une correction presque irréprochable. Le morceau intitulé *Quinze ans* est touchant et plein de grace. Lorsque M. Michel Pallas est sous le coup d'une émotion vraie et profonde, il réussit assez bien à être lui-même; mais dès qu'il se contente d'une demi-émotion, sa poésie emprunte, et alors elle offre un mélange reconnaissable, quoique assez savamment combiné, de M. de Parny et de M. de Musset. L'amour fait en entier les frais des *Éphémères*. J'ignore si l'auteur est un tout jeune homme; cependant, à de certains traits, on croit reconnaître un homme mûr attardé dans les sujets amoureux. — Si l'on s'amusait à réunir tous les vers qui depuis vingt ans seulement ont été inspirés par l'amour, et qu'on voulût offrir un sacrifice en les brûlant sur l'autel de la bonne déesse, il faudrait plus d'un chariot pour les transporter, et il y aurait un vaste incendie.

Le *Simple Recueil*, de M. Alfred Meilheurat, arrive de Moulins par le même

coche que *les Ephémères*, quoiqu'il y ait une grande différence entre les deux. M. Meilheurat n'a pas de vocation prononcée pour un genre quelconque de poésie, il les cultive tous indistinctement, et, dans l'espace de deux cents pages, il trouve le moyen de faire des dithyrambes et des fables, des épîtres et des élégies, des épigrammes et des poésies diverses. N'allez pas croire cependant que le pinceau soit délié et la palette opulente; la palette est pauvre et le pinceau indécis. Lorsque l'inspiration est absente, il n'en coûte pas davantage pour monter le dithyrambe ailé, ou pour suivre pas à pas la dolente élégie; on est prêt à tout, on s'essaie à toute chose sans hésitation, et au moment où l'on croit faire acte de prodigue, on donne des preuves irrécusables d'indigence. C'était la mode autrefois, et si déraisonnable que soit une mode, on comprend qu'elle soit suivie quand elle règne; mais quand elle est passée! Or, M. Meilheurat débute comme un versificateur de l'empire aurait été enchanté de finir. Le *Simple Recueil* ressemble à s'y méprendre à une livraison de l'*Almanach des Muses*. Si de ce point de départ le jeune auteur prétend à quelque avenir, il a bien des progrès à faire. Qu'il se fortifie d'abord par la réflexion et l'étude persévérante de la langue. Ce dernier conseil, Béranger le lui a donné spirituellement, non sans ironie, dans une lettre placée en tête du volume. « C'est à l'étude de la langue française qu'il faut vous attacher, *si vous devez continuer de cultiver la poésie*, » dit le chantre du *Roi d'Yvetot* à M. Alfred Meilheurat. — Que les jeunes poètes, avant de les placer en tête de leur recueil, comme un passeport glorieux, lisent attentivement les lettres du malin chansonnier!

M. Charles Domet publie des *Réflexions* et des *Impressions poétiques* qui commencent par un morceau intitulé : *Tout est vanité*. Ce poète est triste, désabusé; il a besoin de s'égayer un peu. Quant à son livre, il manque d'air et de soleil. — M. Lirou-Bastide apporte une innovation, il place sa poésie dans l'histoire naturelle. Quoique M. Lirou-Bastide ait quelque facilité et ne soit pas dénué de goût, il est à supposer qu'il est meilleur botaniste que poète. Avec le système de l'auteur des *Mandragores*, de plus habiles que lui ne réussiraient qu'à mettre la poésie en serre-chaude. — M. Eugène Mahon ne s'occupe pas de botanique; son cœur soupirait, il a écouté, et, notant tous les soupirs, il est parvenu à composer les *Voix du cœur*. Ces voix, quoique modestes, se sont élevées jusqu'à la princesse Troubetskoy, qui a daigné les prendre sous son puissant patronage, comme cela est dit expressément sur la couverture du livre.

Mais pendant que nous discourons paisiblement sur toute cette poésie assez inoffensive, il y a grand bruit sous notre fenêtre; un homme se démène, lance les gros mots, piétine dans la boue; ce sont les *Colères* de M. Amédée Pommier qui passent. Dès le premier mot vous allez le connaître :

..... J'entends (dit-il) me mettre à l'aise,
Et prouver qu'avant moi notre langue française

En fait d'emportement n'a su que bégayer;
Je veux une chaleur capable d'effrayer.

Vous voilà bien prévenus qu'on va vous effrayer. Est-ce que l'emportement véritable procède ainsi et avertit d'avance de ses projets? Si l'on ne savait que l'exaspération du métromane, comme s'appelle M. Pommier, est des plus sincères, on pourrait croire à un parti pris. Dans tous les cas, le lecteur n'est pas pris en traître, M. Pommier crie sur les toits qu'il est *plus bourreau qu'auteur;* il est bourreau, et au vers suivant il est médecin.

Je suis le médecin qui palpe, qui manie
Des membres gangrenés et fluans de sanie.
Comme un chirurgien, malgré l'infection.....

On devine ce qui suit; les images repoussantes s'accumulent; les *viscères* riment avec les *ulcères*, et cela dure au moins quarante vers. Cependant M. Pommier a eu soin de nous avertir qu'il a sacrifié au goût de quelques amis (à ce qu'on est convenu d'appeler le goût) bon nombre de crudités, et entre autres « *un tableau des infirmités corporelles qui formait un curieux échantillon de poésie pathologique et une comparaison du dix-neuvième siècle avec un charnier, morceau enrichi de toutes les fioritures que la matière pouvait fournir.* » Nous citons les propres expressions de M. Pommier, et c'est le cas de répéter que, si l'on ne savait à quoi s'en tenir, ces colères, *enrichies de fioritures,* auraient parfaitement l'air de fausses colères. Ce qui pourrait confirmer dans cette pensée, c'est que M. Pommier, autrefois, dans un recueil de vers qui avait nom : *les Premières Armes,* était un poète tendre, rempli d'une douce tristesse. Il se promenait mélancoliquement dans un cimetière de village, il caressait les blonds enfans, il s'extasiait devant une fleur. Certes, rien ne faisait alors supposer que cette imagination élégiaque qui se plaisait tant dans les jardins changerait brusquement de domicile pour aller habiter un charnier. C'est pourtant la transformation qui nous est offerte. La muse de M. Pommier s'obstine à ne plus sortir de Montfaucon; ne pourrait-on cependant lui faire entendre qu'un poète peut être éloquent contre le vice, sans donner à ses vers une odeur exquise d'abattoir? — Faut-il dire qu'il est fâcheux que le métromane se soit égaré? Son vers est d'ordinaire bien frappé, sa rime est riche, sa période assez large, et avec de telles qualités il pouvait prétendre à quelques succès auprès des gens de goût, s'il ne s'était lancé dans les excentricités, s'il n'avait pas pris pour système de parsemer ses poésies de mots barbares qu'il invente, comme *indifférentisme* (j'en cite un, il y en a cent), et s'il ne s'était donné ce rôle d'un Juvénal toujours furieux qui se bat les flancs aux yeux du lecteur et exagère à un point ridicule une indignation qu'on est obligé, malgré qu'on en ait, de prendre pour une gageure.

Si les historiens voyaient les choses du même œil que les poètes à la façon de M. Pommier, et s'ils jugeaient le passé avec ce calme judicieux dont l'auteur des *Colères* se sert à l'égard du présent, ce serait une jolie caricature que l'histoire. Les ouvrages historiques dont nous avons à parler sont heureusement le contre-pied de ce système. On a dit mille fois que l'histoire était un sacerdoce; on peut ajouter que, pour être ordonné historien, il faut avoir fait vœu d'impartialité. Personne n'a mieux compris cette stricte obligation que M. le comte Alexis de Saint-Priest, dans son récit de *la Chute des Jésuites au dix-huitième siècle*. Les lecteurs de la *Revue* connaissent déjà cet important travail, excellente page d'histoire, la meilleure sans contredit qui ait été écrite sur ce sujet. En se servant de documens précieux et jusqu'ici inconnus, M. de Saint-Priest a su allier la sagacité de l'historien à la modération de l'honnête homme. Son livre, entre les pamphlets et les apologies qui courent, est une bonne leçon dont on ne profitera point. N'importe, c'est ainsi qu'il convient d'intervenir dans un sérieux débat. On a un grand cortége, sans qu'il y paraisse, quand on a à ses côtés la justice et la raison.

Voir les faits historiques d'un œil pénétrant et juste, puis les exposer d'une main ferme, est un rare mérite; dramatiser l'histoire en est un aussi. M. Vitet possède celui-là à un haut degré. Sa nouvelle édition des *Scènes historiques de la Ligue*, qui eurent, sous la restauration, un beau succès et une incontestable influence, prouve que l'écrivain appuyant son œuvre sur le talent et la conscience peut dormir tranquille, sans craindre les bourrasques : sa maison est assurée. Les *Scènes* de la ligue n'ont pas vieilli, et, par ce temps-ci, ce n'est pas un mince éloge à leur adresser. M. Vitet a placé en tête de sa nouvelle édition un long morceau écrit de main de maître, où les fins aperçus abondent sur les diverses manières d'exploiter la mine historique. Quand on est un si spirituel critique dans la préface et un si habile metteur en œuvre dans le livre, on mérite de sérieux reproches si, dès la première course, on a laissé reposer sa plume. — Au reste, nous n'entendons nous prononcer ici que sur le talent de M. Vitet, et non, au fond, sur la question d'art, question délicate, qui pourrait être longuement débattue : il est si difficile d'interroger la balance pour savoir au juste la portion d'idéal que le dramaturge ou le romancier doivent introduire dans l'histoire!

Au moment où l'on frappe des médailles au jeune orateur qui, du haut de la tribune de la pairie, ne prononce jamais le nom de Grégoire VII sans le faire précéder du mot *saint*, au moment où le vieux drapeau d'Hildebrand reparaît, violemment agité par des mains débiles et fiévreuses, une histoire de ce pape célèbre, écrite sans préoccupation de parti, doit être la bien-venue auprès des gens sincères et impartiaux. Certes, M. Delécluze ne prévoyait pas la situation actuelle, lorsque, s'entourant de tous les documens qui peuvent éclairer le XIe siècle, il faisait simplement acte d'érudit. Le bruit qui s'est élevé autour de M. Delécluze, à mesure qu'il traçait son histoire, ne l'a point détourné de sa détermination première; il a continué sa tâche sans sa-

crifier aux passions du moment. Sa plume a tenu ferme sans dévier à droite ou à gauche, sans tomber dans la louange extravagante ou dans la satire de mauvaise foi. Toutes les pièces du procès ont été compulsées avec patience et sont rapportées avec exactitude. La vérité n'est pas tronquée; il est vrai qu'il lui arrive si souvent de l'être, qu'elle doit avoir pris son parti. L'art non plus n'a pas à se plaindre : le peintre a mis habilement en relief la physionomie grandiose et agitée de Grégoire VII, et la paisible figure de saint François d'Assise. Sans doute, on voit que le pinceau de M. Delécluze se complaît aux traits de ce dernier; mais un historien peut avoir des prédilections, sans cesser pour cela d'être impartial. Il doit la justice à tous, il ne doit pas davantage. Il n'est pas tenu, comme le père de famille, d'aimer également tous ses enfans. Peut-être trouvera-t-on que saint Thomas d'Aquin a été un peu diminué? C'est ce qu'il nous semble, quoique nous ne partagions pas cependant l'enthousiasme du R. P. Lacordaire, qui, dans sa *Vie de saint Dominique,* se laisse mystiquement emporter à une sorte d'adoration pour l'auteur de *la Somme.* En résumé, malgré notre dernière observation, l'*Histoire de Grégoire VII* est un bon livre, qui, composé dans le calme de la conscience, ne s'attendait pas à tomber au milieu de la mêlée des passions.

Celui qui est bien sûr d'avance de s'adresser à des passions, c'est l'écrivain qui parle de son pays malheureux à ses compatriotes opprimés. M. le comte Balbo, en écrivant ses *Espérances de l'Italie*, n'ignorait pas qu'il allait parler à un auditoire en colère. Quoique les masses soient assoupies en Italie, il y a toujours des cerveaux en ébullition. Plein de prudence et de réserve, malgré son patriotisme qui n'est pas douteux, M. Balbo s'efforce d'apaiser les passions et les haines, et de s'élever, en traitant des questions brûlantes, à la hauteur d'un publiciste ferme et digne. Que de systèmes, de tous côtés, prétendent à la régénération de l'Italie! M. Balbo les réfute l'un après l'autre avec sagacité et énergie. Ainsi il prouve victorieusement que fractionner l'Italie en états populaires, en petites républiques, comme le voulaient les insurgés de la Romagne en 1830, serait un crime de *lèse-civilisation;* car ce serait détruire ce travail d'unité que les siècles ont accompli chez la plupart des peuples modernes, ce serait revenir au moyen-âge. Il prouve également qu'une confédération des états présens est impossible, tant qu'une grande partie de l'Italie est province étrangère. Il se prononce contre les projets d'insurrection, et n'a pas de peine à démontrer que les insurrections seraient toujours partielles, par conséquent faciles à étouffer; qu'un soulèvement instantané et général de vingt millions d'hommes ne pourrait avoir lieu que dans un pays où l'on jouirait d'assez de liberté pour communiquer et s'entendre, où l'on pourrait établir sur une vaste échelle le système moderne de l'*agitation.* Jusque-là tout va bien, et M. Balbo a raison; mais, lorsqu'après avoir fait table rase des idées des autres, il produit les siennes, le publiciste sensé cède la place à l'utopiste. L'auteur des *Espérances de l'Italie* base tous ses plans sur une éventualité; il prévoit la

chute de l'empire ottoman, il le dépèce à sa guise, et, donnant le Danube à l'Autriche, il lui enlève le Pô, avec le consentement de toutes les puissances européennes. Cela fait, M. Balbo prend la Lombardie dans sa main; il l'offre à la Savoie, et voilà un royaume lombardo-ligurien. Mais quand les Russes seront-ils à Constantinople? C'est le secret de l'avenir, M. Balbo ne le connaît pas; il conseille seulement aux Italiens de se tenir prêts à tout évènement, quoiqu'il soit possible que l'heure attendue ne sonne que pour les générations futures. Cela n'est guère encourageant, et, en conscience, le livre de M. Balbo, au lieu de s'appeler *des Espérances*, devrait s'appeler *de la Résignation de l'Italie.*

Mentionner *Louis XIV et son Siècle*, par M. Alexandre Dumas, c'est trouver la transition la plus naturelle pour passer aux romans. De l'histoire comme l'écrit M. Dumas au roman, il n'y a que la main. Ainsi nous pouvons descendre sans autre précaution vers *l'Ile des Cygnes*, de M. Roger de Beauvoir. Ce sont trois ou quatre nouvelles espagnoles, assez communes et très compliquées, écrites en français médiocre. Dans le plus intéressant de ces récits, *le Chevalier de Charny,* il y a une jeune fille sous des habits d'homme qui ressemble passablement au *Gabriel* de Mme Sand, et ce n'est pas ce qu'il y a de moins nouveau. On peut juger du reste. *L'Ile des Cygnes* est dédiée avec grand fracas à une comtesse. Dans la dédicace, qui est le morceau le plus soigné du livre, l'auteur, en veine de flatterie, faisant fumer l'encens dans sa plus belle cassolette, dit à Mme la comtesse, en lui parlant d'autres femmes, qu'elles étaient non moins vives, non moins aimables qu'elle. « Non moins vives, non moins aimables que vous, madame! » Comme cela est galamment tourné! et que cela a bien l'air d'un compliment! Il n'y a que peu d'écrivains pour trouver de ces tours-là. M. de Beauvoir, pour justifier le titre de son livre, fait intervenir un vieux chanoine espagnol, l'installe à côté de lui au milieu de *l'Ile des Cygnes,* et commence par remplir ses yeux de grosses larmes. On peut remarquer que les romanciers les moins sensibles sont les plus prompts à faire pleurer les gens.

Les goûts sont divers. M. de Beauvoir dédie ses romans à une comtesse; M. Louis Veuillot dédie les siens à un curé. M. Veuillot a mis le catholicisme en nouvelles, ses nouvelles en feuilletons, et ses feuilletons en volumes: achetez *les Nattes*. N'allez pas croire que M. Veuillot se pique d'être le moins du monde écrivain; il se moque d'avance de ceux qui s'occupent de son style : « Braves gens, dit-il, pauvres gens qui épluchez mes phrases! Est-ce que je songe à mes phrases, moi? » A quoi songez-vous donc quand vous bâclez vos nouvelles? A leur donner quelque intérêt sans doute. Eh bien! savez-vous que vous n'avez pas réussi, et que vos contes, sauf le premier, sont peu amusans, et, pour parler votre langue qui aime le mot propre, sont ennuyeux? *Clorinde et Clémentine, les Histoires de Théodore, l'École du Cœur,* sont des prônes déplacés. Il y a plus : M. Veuillot ne se contente pas de prêcher, il bataille, et ressemble à un prêtre qui, dans sa chaire, agiterait à tour de

bras un sabre rouillé. A chaque instant, il oublie qu'il est en train d'écrire un conte ou quelque chose d'approchant, et il se rue dans la polémique tête baissée; charmante habitude qui dénote le parfait conteur! Que M. Veuillot s'en tienne aux *premiers-Paris* alors; et là, qu'il frappe d'estoc et de taille, selon son humeur : l'art n'aura rien à y voir; mais on pourra lui reprocher encore de faire de sa foi (dont Dieu nous garde de douter) un peu trop parade. Est-ce que le Maître recommande de prier dans les carrefours? — Cela dit, et bien que M. Veuillot doive se moquer de nous, pauvres gens qui regardons à son style, nous osons lui déclarer que de ses *Nattes* le style est encore ce qui vaut le mieux.

Vive la métempsychose! Tous les romans-feuilletons qui prennent en ce moment leurs ébats au rez-de-chaussée des journaux passeront dans le corps de l'in-octavo élégant et commode, comme les nouvelles de M. de Beauvoir et celles de M. Veuillot. Après les avoir lus à petites doses, vous pourrez les lire tout d'une haleine, ce qui est une habile combinaison de gourmet. Il est douteux cependant que le gourmet songe à se donner cette jouissance délicate avec *Modeste Mignon*, la petite pièce qui, selon M. de Balzac, devait faire attendre la grande et qui se fait singulièrement attendre elle-même; le lever du rideau, qui dure depuis trois mois et menace de durer long-temps encore, tant M. de Balzac a la science des proportions! Après tout, ce n'est qu'une affaire de patience, et le lecteur de M. de Balzac ne se trouve pas dans une position plus fâcheuse que le voyageur qu'on avait promis de transporter dans un convoi à grande vitesse, et qui est cahoté au pas dans un chemin *montant, malaisé, sablonneux*, surtout sablonneux. — La scène se passe au Havre, au Havre-de-Grace du chevalier Desgrieux; croyez cela! Au vrai, la scène se passe dans un pays fabuleux où les jeunes filles du nom de Modeste, élevées au sein de la famille, écrivent à des hommes qu'elles n'ont jamais vus les plus insignes folies qui puissent traverser le cerveau d'un poète malade, où les aveugles voient clair, où les bossus sont des génies bienfaisans qui comprennent et devinent tout, car ce sont des anges, et *leur bosse est peut-être l'étui de leurs ailes;* où les négocians qui se ruinent n'ont qu'à s'absenter pendant trois ou quatre années pour revenir avec d'immenses trésors sur un bâtiment qui porte leur nom. Reconnaissez-vous le Havre? Si vous ne le reconnaissez pas après de telles inventions, vous le reconnaîtriez moins encore après avoir lu les lettres de Mlle Mignon : vous vous croiriez plutôt à un hôtel de Rambouillet de petites bourgeoises. Mlle Modeste dépasse en afféterie ridicule de langage, en patois inintelligible, *les deux jeunes Mariées*, qui semblaient pourtant le chef-d'œuvre du genre.

Jeanne est dans les limbes à l'heure qu'il est. Morte en feuilleton depuis une quinzaine, elle n'a pas encore eu le temps de ressusciter en volume, et nous ne voulons dire qu'un seul mot à son ombre plaintive errant dans les régions crépusculaires. Malgré un prologue charmant et des parties distinguées qui rappellent l'ancien pinceau, malgré deux caractères d'hommes habilement tracés, la donnée du roman, nous sommes fâché de le dire, est en-

tièrement fausse. Qu'est-ce donc que cette Jeanne à laquelle trois destinées d'hommes viennent s'attacher irrésistiblement? C'est une paysanne au cœur excellent, à l'esprit borné, *qui est insensible aux agitations humaines et ne trouve pas de sens*, dit l'auteur, *aux paroles des hommes*. Mme Sand dit vrai, car lorsque Guillaume de Boussac, emporté par sa passion, s'écrie : *Je ne puis pas me contraindre plus long-temps, je t'adore!* Jeanne répond aussitôt et non pas d'un air narquois, mais avec une naïveté sans seconde : *Comment que vous dites ce mot-là, mon parrain?* Or, l'héroïne reste toujours la même; elle ne cache pas dès le début des trésors qu'on découvre plus tard; elle meurt comme elle a vécu, dans la primitive innocence, selon l'expression de Mme Sand, croyant aux fées et gardant toujours les vaches, sans songer à mal. Pour que la donnée fût juste, il faudrait que le lecteur comprît comment trois hommes d'un esprit élevé se prennent d'une si belle passion pour la pastoure; mais le lecteur ne le comprend pas : il reste froid devant Jeanne (laquelle, à la vérité, est un mythe), lui qui s'émouvait devant Geneviève et partageait l'amour de Bénédict pour Valentine. — L'auteur d'*André*, après avoir traîné pendant dix volumes l'ombre fantastique du comte de Rudolstadt, et avoir employé un temps énorme à analyser ses lubies philosophiques et amoureuses, a perdu la trace du cœur. Quelle distance entre Geneviève, la fleuriste, qui est une vraie femme, bien qu'idéalisée, et Jeanne qui a besoin de garder les vaches devant le lecteur, pour qu'il ne croie pas qu'elle est un fantôme! — Les systèmes philosophiques portent malheur au talent qui a créé *Indiana*. En épousant la philosophie, Mme Sand, qui a tant discouru sur le mariage, n'a pas vu qu'elle se soumettait de gaieté de cœur aux terribles inconvéniens d'une union disproportionnée. Ce qui arrive trop souvent en pareil cas est arrivé; un tiers s'est glissé dans le ménage, où il commande déjà en maître, et vous n'en douterez pas quand vous saurez son nom : le métier. — Il est triste d'avoir à constater ces aberrations du talent, surtout quand on s'était laissé prendre à d'éclatantes promesses, et qu'on avait long-temps nourri de belles espérances. Hélas! le temps des illusions est passé; mais parce que des artistes qui avaient commencé par le désintéressement ont si déplorablement gauchi, en faut-il moins rester fidèle à la cause de la littérature et du bon sens?

Le calcul existe : si un homme à la main leste, travaillant jour et nuit, sans boire ni manger, voulait transcrire ce que M. Alexandre Dumas publie chaque matin, il resterait en arrière. C'est là le prodige; la fable de Briarée aux cent bras est réalisée. Trois romans-feuilletons marchent simultanément sous la plume de M. Dumas, ici *les Mousquetaires*, là *la Fille du Régent*, plus loin *la Famille Corse*, sans compter les volumes d'histoires et de biographies diverses qui paraissent chez le libraire du coin. Somme toute, cela ne fait par jour qu'un quart de volume, ou environ quatre-vingt-onze volumes par an. Qu'est-ce que cela? quand on a regardé derrière le paravent et qu'on a vu les procédés de fabrication à l'usage de M. Dumas, on sait qu'il pourrait facilement doubler, tripler ou quadrupler le nombre de ses produits.

Quatre-vingt-onze volumes par an! M. Dumas ménage ses métiers. Mais vraiment le moment est bien choisi pour se livrer à de pareils calculs; on dirait qu'aucun évènement extraordinaire n'a éclaté autour de nous. Nous sommes calmes et nous allons à nos affaires comme si l'hôte illustre, si long-temps attendu, n'avait pas fait son entrée triomphale dans nos murs; rien n'est plus vrai pourtant. *Le Juif Errant* est arrivé. C'est pour le coup que nous sommes dans les *mystères*. Dès le prologue, M. Sue, avec tout l'appareil théâtral dont il a pu disposer, nous montre sur les confins des deux mondes, dans les régions glacées, un homme debout sur le cap sibérien et une femme également debout sur le cap américain. L'homme est désespéré, la femme lui montre le ciel, car ils se livrent, vis-à-vis l'un de l'autre, à une pantomime très expressive, malgré les vingt-cinq lieues qui les séparent. Quelles étaient, dit M. Sue, ces deux grandes figures? il se garde de nous l'apprendre, car on sait qu'il joue aux énigmes, selon la manière de M. Ducray-Duminil: celle de Richardson vaut peut-être mieux. Quand le prologue est clos, et il est court, M. Sue nous conduit, du détroit de Behring, à l'auberge du *Lapin Blanc*, je me trompe, du *Faucon Blanc*, dans une petite ville d'Allemagne. Ici encore tout est mystère et, au train des choses, on se croirait en plein moyen-âge, si l'auteur n'avait eu soin de nous prévenir que nous sommes en 1831. Entendez-vous des rugissemens de bêtes féroces? c'est le tigre, c'est la panthère de Morok le dompteur, qui demandent à souper. C'est un singulier personnage que ce Morok, converti par les jésuites de Fribourg, qui dompte les animaux, les montre dans les foires, et reçoit clandestinement des courriers russes galonnés sur toutes les coutures. Mettez-vous à la lucarne du grenier de Morok, qui est au-dessus de l'écurie où rugissent les bêtes affamées, et voyez là-bas sur le chemin un vieux cheval blanc qui s'avance portant un précieux fardeau, deux jeunes filles de seize ans. Un vieux soldat marche à côté; c'est un débris de l'empire. Suivez bien, la nuit tombe, et la petite caravane vient demander un gîte à l'auberge où est embusqué Morok. Ah! les amateurs de l'horrible sont ici alléchés, car M. Sue leur fait entrevoir depuis long-temps et va leur montrer enfin deux jeunes filles, les plus gracieuses et les plus pures, livrées par quelque infernale vengeance à un tigre, à un lion, à une panthère, qui n'ont pas soupé. Qu'on se tranquillise; M. Sue ne tiendra que la moitié de ce qu'il a promis; les deux jeunes orphelines ne peuvent pas être dévorées dès le cinquième chapitre, quand on a dix volumes à parcourir. *Les petits orphelins du hameau*, poursuivis par l'implacable baronne, courent bien des dangers dès la première page, et on les croit souvent perdus, quand ils ne sont que compromis. De même Rose et Blanche échapperont, soyez-en sûrs, à des périls plus grands encore, quoique ce début rende la tâche du romancier difficile; mais elles ont une petite médaille miraculeuse qui, frappée en 1682, leur donne rendez-vous à Paris, un siècle et demi plus tard, rue Saint-François, n° 3, le 13 février 1832 : vous voyez bien qu'elles ne peuvent manquer à un tel rendez-vous. Puis, s'il faut tout vous dire, elles reçoivent tous les soirs la visite d'un jeune inconnu que

je soupçonne d'être un ange. On avait bien dit à M. Sue que, lorsqu'il sortait de la réalité repoussante et qu'il se jetait dans le contraste, il échappait à la réalité et tombait dans le fantastique; il s'est laissé aller à la pente, et aujourd'hui, après nous avoir montré pendant six colonnes un vieux soldat qui savonne son linge, et après avoir expliqué complaisamment pourquoi un soldat peut se livrer à cette occupation sans déroger, il nous montre deux jeunes filles racontant la visite que leur fait chaque soir leur ange gardien. — Tel est le résumé des premiers chapitres de cette œuvre si pompeusement annoncée, et où M. Sue doit traiter sous toutes ses faces le grand problème de l'organisation du travail. Morok le dompteur donnera sans doute son avis sur la question. Peut-être aussi l'ange gardien des jeunes filles n'est pas descendu sur la terre pour autre chose. Quoi qu'il en soit, le champ est ouvert, et il est vaste. Les dix volumes vont durer deux ans, et qu'on songe aux désappointemens périodiques auxquels va être soumis le lecteur. Au moins chaque semaine, on l'arrêtera court au beau milieu de l'intérêt éveillé. Il s'enrouera à crier : *Marche! marche!* le vieux juif n'ira pas plus vite, il arrivera à ses heures, croyant toujours avoir affaire, comme dans la complainte, à *des bourgeois fort dociles;* il pourrait se tromper.

Autre nouvelle. Avez-vous vu le long du quai Voltaire une gravure représentant Napoléon sous le linceul funèbre, le front couronné du laurier mystique? Au bas de la gravure sont ces mots : *le magistrat du Verbe devant le Verbe.* Cette gravure, devant laquelle bien des gens sont passés sans la regarder, est grosse d'avenir. C'est la timide et première manifestation d'un prosélytisme obscur, souterrain, car nous avons des catacombes où quelques douzaines de néophytes élaborent les destinées futures de l'humanité. Or, sachez qu'il y avait en Lithuanie un homme que l'esprit de Dieu visita, et qui est devenu le prophète de la nouvelle alliance. Il prêche le Christ et Napoléon, il prêche aussi la métempsychose. Il dit, dans un curieux écrit que nous avons sous les yeux : « Le plus élevé sur la terre peut, dans une autre vie, n'être pas même un homme, et l'esprit d'un ours ayant quitté les plaines polaires peut arriver au comble d'élévation dans la première capitale du monde. » Le prophète enseigne ensuite que tout est colonne lumineuse ou colonne sombre, que la colonne lumineuse descend sur les voyans et la colonne sombre sur ceux qui ne croient pas à la divinité de Napoléon; de telle sorte qu'en nous écoutant, vous êtes sous une colonne noire, et que si vous écoutiez le prophète, vous seriez sous une colonne aux rayons d'or. Et le prophète est écouté religieusement, et un très éloquent professeur oublie la littérature slave pour se nourrir de cette révélation inattendue et de cette miraculeuse effusion de l'esprit, et il s'est assis à la cène avec le prophète, et nous avons une religion nouvelle. — *Le Juif Errant* et une religion nouvelle, une excentricité littéraire et une excentricité philosophique : le mois est complet.

PAULIN LIMAYRAC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 juin 1844.

On a dit avec raison que la direction des intérêts moraux, aussi bien que celle des intérêts matériels, échappait au cabinet, et que la chambre, qui n'a jamais manqué au ministère dans les questions politiques, n'hésitait pas à s'en séparer lorsqu'elle cessait d'avoir à redouter la conséquence parlementaire de ses votes. Telle est en effet la situation qui, en se prolongeant depuis trois années, n'a pas peu contribué à détendre parmi nous tous les ressorts du pouvoir. L'important débat ouvert dans les bureaux sur la loi relative à l'enseignement secondaire, et la discussion des projets de chemins de fer, sont venus, dans un ordre tout différent, apporter une nouvelle preuve de cette constante disposition d'esprit.

Pour le projet de loi sur l'enseignement, les choix ont été faits et les opinions se sont classées en dehors de tous les engagemens habituels. Le ministère a disparu sous la gravité des problèmes, et quels qu'aient été ses efforts pour diriger dans les bureaux l'élection des commissaires, les choix se sont opérés sans aucun égard à ses recommandations et aux exclusions signifiées par lui. Au sein de la commission, MM. Saint-Marc Girardin et Dupin, que le cabinet n'a pas sans doute cessé de considérer comme ministériels, ont fait prévaloir la candidature de M. Thiers. Le nom de M. Barrot, qui s'est trouvé opposé à celui de l'ancien président du conseil du 1er mars, n'était guère de nature à rassurer davantage le cabinet, pour lequel un pareil succès eût été une assez modeste victoire. Quoi qu'il en soit, le choix du rapporteur introduit désormais une complication fort grave dans cette affaire, et associe étroitement la question ministérielle à la question spéciale, quelque effort qu'on puisse faire pour les séparer. M. Thiers a compris la haute importance de cette loi au point de vue des intérêts de l'opinion qu'il représente. Il est

animé d'ailleurs, en matière d'enseignement public, d'idées fort anciennes et déjà fort connues du pays; il parlera donc à la fois comme homme politique et comme ardent défenseur de l'une des grandes institutions de l'empire, et puisque ses convictions s'accordent aussi bien avec ses intérêts parlementaires, comment s'étonner qu'il ait si vivement aspiré à un rôle qui lui crée une position redoutable et toute nouvelle? Ce débat paraît devoir faire éclater des dissidences de plus en plus profondes au sein des partis les mieux disciplinés jusqu'à ce jour. C'est ainsi que lorsque M. Thiers avait en face de lui dans son bureau M. Combarel, il recevait, dit-on, les voix de MM. Pascalis et Bernard de Rennes, malgré les plus vives supplications du ministère. Il est à croire qu'il en sera de même dans le cours de la discussion. Celle-ci se compliquera probablement d'un conflit entre les deux chambres et d'incidens inattendus; aussi paraît-il douteux que le cabinet se décide à en affronter les hasards. On suppose que le projet de loi pourrait bien être retiré. S'il en était ainsi, les difficultés seraient loin d'être résolues, car ce grand problème de l'enseignement, avec toutes les questions qui se lient à l'attitude du clergé, se trouve désormais placé au premier plan des débats parlementaires, et la chambre, comme l'opinion publique, en est directement saisie.

On dit que d'assez notables changemens seront introduits dans le projet de loi par les soins de la commission, mais les bruits les plus contradictoires circulent sur la nature des modifications projetées. La seule chose qui paraisse assurée, c'est que M. Thiers sera en mesure de soumettre son travail à ses collègues à la fin de la semaine prochaine.

Si le ministère s'agite, Dieu mène les affaires, et la question des chemins de fer est assurément l'une de celles qui a le plus manifestement marché par elle-même, en dehors de toutes les directions qu'on aspirait à lui imprimer. Nous avons signalé plus d'une fois les progrès que faisait dans la chambre l'opinion favorable au mode d'exécution par l'état, en laissant pressentir un résultat qui frappe aujourd'hui tous les regards. Ce qu'il y a de spécieux dans cette opinion favorisée par toutes les traditions administratives de ce pays et par les instincts même de la démocratie mderne ne pouvait être combattu que par une volonté énergique du pouvoir. A une idée simple et populaire, il aurait fallu opposer des avantages évidens, des plans bien arrêtés, et la résolution de les faire triompher, même au prix de son existence ministérielle. Le cabinet n'a point agi ainsi; il a admis sans résistance des dérogations successives et nombreuses à la loi de 1842, et s'est donné le tort impardonnable de présenter à une année de distance des cahiers des charges complètement opposés. L'opinion publique, qui a reconnu tout ce qu'il y avait d'abusif dans les conditions souscrites en 1843 avec la compagnie du Nord, a cru que de nouvelles résistances aux compagnies concessionnaires détermineraient des conditions de plus en plus favorables, et cette conviction a amené leur discrédit au sein de la chambre. Le contrat usuraire passé par l'ancien ministre des travaux publics a paralysé les bonnes inten-

tions et les honorables efforts de son successeur; le traité inqualifiable de l'année dernière est devenu l'acte d'accusation de toutes les compagnies financières. Du jour de la signature de cet acte regrettable une énergique réaction a commencé, et le pays est revenu à ses traditions administratives et centralistes, traditions corroborées d'ailleurs par les jalousies parfois brutales qu'inspirent les possesseurs des grands capitaux. L'exécution par l'état est aussi populaire en 1844 qu'elle l'était peu en 1838, lorsque la coalition faisait sur cette question le premier essai de ses forces et de ses succès. Il y avait dans les plans du ministère trop de décousu et dans son attitude trop d'indécision pour arrêter cet universel mouvement de l'esprit public excité par la presse. Les tarifs élevés de l'Angleterre et de la plus grande partie de l'Allemagne, mis en regard des tarifs réduits de la Belgique, le besoin de compenser notre infériorité industrielle par l'abaissement du prix des transports, le danger de livrer à la coalition d'intérêts égoïstes, pendant près d'un demi-siècle, des voies de circulation contre lesquelles toute concurrence sera visiblement impossible, c'étaient là des motifs politiques du premier ordre qu'il aurait fallu combattre par des avantages financiers considérables et manifestes. En ce moment, l'opinion de la chambre est arrêtée, et pour tout esprit clairvoyant, la question de principe est tranchée, quoiqu'elle paraisse réservée pour la session prochaine. Le système des compagnies n'a triomphé qu'à une faible majorité sur la ligne de Bordeaux, et l'on sait, par l'adoption de l'amendemement Crémieux, à quel prix ce triomphe a été acheté. Peu de jours après, la chambre autorisait l'état à poser les rails sur le chemin de Lyon; et si, sur la vive insistance du ministère qui en faisait tardivement une sorte de question de cabinet, la chambre consentait à ajourner à l'an prochain le vote financier nécessaire à cette dépense, c'était sous la condition tacite que le ministère n'essaierait pas de faire prévaloir sur la ligne de Belgique le système des compagnies qui avait servi de base à tant de projets de loi. Une transaction intervenue, en effet, entre le gouvernement et la majorité de la commission du Nord, a été sanctionnée par la chambre. Il en résulte que l'état est provisoirement autorisé à parfaire ce chemin, à poser les rails dans toute la longueur, et à en exploiter lui-même les divers tronçons qui pourraient être livrés au public avant la session prochaine. On peut dire que d'après l'esprit et les termes de cet arrangement, la question a, pour ainsi dire, cessé d'être réservée; elle est résolue par le fait, elle est résolue dans le sens de l'exécution intégrale et même de l'exécution par l'état. Qu'on ne s'y trompe pas : les compagnies fermières n'ont été qu'une machine de guerre et un moyen de transition. Les seules idées sérieuses en présence, depuis l'ouverture de ce débat, ont été l'exécution par les compagnies dans le sens de la loi de 1842, et l'exploitation par l'état selon le mode usité en Belgique. L'opinion atteindra promptement ce dernier terme de la question : la logique des idées et celle des faits ne s'arrêteront point qu'elles ne l'aient conduite jusque-là. Bientôt les compagnies fermières se verront

écrasées à leur tour par les argumens qu'elles emploient avec tant de succès et de confiance. Il est à croire qu'un vote d'ajournement réservera la question pour Strasbourg comme pour Lyon. Si le système des compagnies a rencontré une faveur générale pour la ligne heureusement improvisée de Boulogne, c'est qu'il exonère complètement l'état : de telle sorte que cette exception même est une dérogation de plus à cette malencontreuse loi de 1842, que la chambre vient de trouver le moyen de frapper de tous les côtés à la fois.

Il est impossible de ne pas détacher de l'ensemble des intérêts relatifs aux chemins de fer la grave question soulevée par l'article additionnel de M. Crémieux, sur lequel la chambre des pairs est appelée à se prononcer sous peu de jours. C'est ici un débat politique du premier ordre, c'est le principe des incompatibilités trois fois repoussé par la chambre élective en ce qui se rapporte à ses propres membres, qui, sous une forme beaucoup plus générale encore, ne saurait se glisser dans notre législation par une voie indirecte et détournée. Si la chambre des députés, en interdisant à ses membres toute participation à la concession et à l'administration des chemins de fer, a entendu prendre une mesure disciplinaire, elle a excédé les bornes de tous ses droits, comme de toutes les convenances, en l'imposant aux pairs de France. Si l'amendement Crémieux est un acte politique, s'il faut y voir la déclaration d'un principe tout nouveau dans notre organisation constitutionnelle, cette déclaration devait se produire dans la forme accoutumée des projets de loi, avec les longues et solennelles épreuves qui les préparent. Demander à l'entraînement irréfléchi d'une assemblée la sanction d'un principe qu'elle a repoussé jusqu'alors, trancher implicitement la question des fonctionnaires publics par celle des administrateurs de chemins de fer, c'est là un acte qu'il est difficile de ne pas qualifier sévèrement, et sur lequel il n'est pas douteux que la chambre ne revienne. Au surplus, le but qu'on paraissait s'être proposé est atteint : les hommes politiques considérables qui avaient consenti à prêter l'autorité de leur nom à des entreprises estimées avec raison d'utilité publique, sont résolus à refuser désormais un concours auquel les jalousies démocratiques donnent une si étrange interprétation. Il ne saurait leur convenir d'être traduits à la barre de l'opinion, fût-ce même par des rivalités financières cachées sous des dehors de puritanisme; et du moment où leurs intentions peuvent être méconnues, leur premier devoir et leur premier soin seront d'arracher aux passions l'arme déloyale dont elles se sont saisies. Le rejet de l'amendement Crémieux au Luxembourg et la confirmation de ce vote au Palais-Bourbon seront le dernier acte sérieux des deux chambres.

Ainsi s'avance enfin vers son terme cette longue session, à laquelle la lutte des intérêts locaux a fini par imprimer une animation que n'avaient pu lui communiquer les plus graves problèmes de politique internationale. L'étranger qui pénètre aujourd'hui dans les tribunes de la chambre élective doit s'étonner assurément de ces cris confus, de ces interpellations passionnées qui

se croisent dans le tumulte; il doit se demander avec anxiété qui peut inspirer ces clameurs, ces cris d'enthousiasme et de désespoir qui signalent chaque épreuve parlementaire. Si la physionomie brillante et sereine de notre capitale ne le rassurait complètement sur nos destinées politiques, il éprouverait à coup sûr des alarmes bien naturelles dans cette enceinte si agitée. Il ne s'agit pourtant ni du droit de visite, ni de Taïti, ni du Maroc, ni de l'Orient, ni de l'Espagne, ni de l'Angleterre; il ne s'agit pas même de savoir qui sera ministre, de M. Guizot ou de M. Thiers, ce qui expliquerait au moins la chaleureuse émotion des partis : il s'agit d'Ostricourt ou de Douai, de Boulogne ou de Dunkerque, et les représentans de la France tout entière ont fini par contracter, sans doute par le contact, la fièvre dont sont dévorées les bandes de délégués qui s'abattent chez eux du matin au soir. Le délégué est un type nouveau, un être à part dont il faudrait écrire la physiologie. C'est le surveillant du député, quelquefois son rival évincé ou son remplaçant futur. Vêtu de son habit noir et orné de sa cravate blanche, vous le voyez, la liste nominative de la chambre à la main, courir du matin au soir, redouté de tous les cochers de cabriolets et consigné d'avance chez tous les portiers qui ont quelque peu l'esprit de leur état. Le délégué est une menace vivante pour le député qu'il stimule; sa seule présence contraint ce dernier à aborder la tribune, pour y placer le nom de son clocher, quelque *médusé* qu'il puisse être par cette épreuve solennelle. L'influence de cet agent nouveau est, dans la vie parlementaire, beaucoup plus sérieuse qu'on ne le pense.

Cette session aura doté la France de lois d'une véritable importance. La police de la chasse, le système nouveau des patentes et des brevets d'invention, sont des mesures utiles dont le pays saura gré à ses représentans. Six grandes lignes de chemins de fer, mises en cours d'exécution avec plus d'empressement que de prudence, attestent d'une manière beaucoup plus significative encore le dévouement de la chambre aux intérêts matériels. Les intérêts moraux ont eu les honneurs de deux discussions fort brillantes, mais stériles dans leurs résultats définitifs : l'une sur le système pénitentiaire, l'autre sur la liberté de l'enseignement. Quant aux intérêts de l'ordre politique proprement dit, ils n'ont tenu que peu de place dans cette session de sept mois, et l'indifférence dont semble atteint le pays lui-même explique au moins, si elle ne la justifie complètement, l'attitude de la chambre. Une assemblée parlementaire n'aborde les intérêts politiques qu'autant qu'elle y est excitée ou par le sentiment du pays, ou par le pouvoir, ou par l'opposition elle-même. La première incitation n'exista jamais moins qu'en ce moment; celle du pouvoir s'exerce dans un sens tout contraire, et l'opposition a mis trop peu de fermeté dans ses attaques pour avoir droit de se plaindre de l'indifférence qu'elle rencontre. Si elle avait compris autrement sa mission et ses devoirs, si, au lieu de quelques discours solennels sur des questions qui passionnent peu le pays, elle avait suivi pied à pied les affaires, relevant les con-

tradictions et les incertitudes du pouvoir, constatant combien il est dominé lui-même par les intérêts égoïstes auxquels il fait appel; si elle s'était montrée, depuis trois années, parti de gouvernement et d'administration, il y a long-temps qu'elle serait aux affaires et que le cabinet du 29 octobre aurait disparu. La vie d'une opposition ne se compose pas d'indolence et de boutades, de solennels discours suivis d'un long silence : ce n'est pas pas ainsi que lord John Russell et lord Palmerston agissent en ce moment; ce n'est pas par une semblable conduite qu'ils affaiblissent chaque jour davantage le ministère naguère si puissant de sir Robert Peel. Ils ne dédaignent aucune question, et ne croient pas au-dessous d'eux de se mêler aux affaires du pays. Aussi est-ce à propos d'un droit différentiel de quelques shellings imposé sur le sucre étranger, que la question de cabinet s'est trouvée soudainement posée chez nos voisins. Là, chacun est dans la vérité, et, pour tout dire, dans la dignité de son rôle : l'opposition, qui élève doctrine contre doctrine, intérêts contre intérêts; le cabinet, qui signifie hardiment à ses amis que la première condition d'un grand gouvernement est la confiance du parti qui l'appuie. En Angleterre, le pouvoir restera efficace et fort jusqu'au jour où il passera dans d'autres mains; en France, il ira s'affaiblissant toujours, alors même qu'il ne changerait pas d'instrumens, parce que la majorité, qui ne veut pas renverser le ministère mais à la condition d'administrer sous son nom, sait fort bien, suivant le mot heureux de M. Dupin, que si elle n'est pas avec le cabinet, celui-ci sera avec elle.

La chambre a remis au budget de la marine la discussion des crédits extraordinaires réclamés par ce département. Ce débat sera l'occasion naturelle d'explications impatiemment attendues sur les affaires du Maroc. Le pays ignore complètement jusqu'aujourd'hui et les causes véritables de cette rupture et les projets du gouvernement. La querelle est-elle le résultat de mesures prises par l'ordre même de Muley-Abderraman, ou n'est-elle que l'œuvre d'un fanatisme brutal et indiscipliné? Avons-nous affaire à l'empereur marocain, ou bien aux bandes armées qui font si souvent trembler le sultan lui-même dans les murs de Fez et de Méquinez? C'est ce qu'il est impossible de décider d'après les documens publiés et les explications échangées avec plus d'empressement que de convenance au sein du parlement britannique.

Personne n'ignore l'état intérieur de cet empire, où l'ignornnce la plus plus complète entretient un fanatisme sans exemple aujourd'hui dans les autres contrées soumises à l'islamisme. Chacun sait que ce n'est pas sans péril et sans peine que le prince régnant maintient son autorité sur les deux royaumes, divisés de mœurs et de traditions, qui forment son empire. L'état régulier et l'action gouvernementale n'existent qu'aux lieux même où réside l'habile et prudent Abderraman. Il suffit qu'il franchisse la chaîne de l'Atlas pour que la révolte éclate sur le versant opposé. Il n'est aucune communication régulière du centre de l'empire aux extrémités, et les tribus s'y combat-

tent souvent avec autant d'audace que d'impunité. Ne pouvant disposer que de quelques troupes noires à moitié disciplinées pour maintenir son autorité sur le vaste territoire qui s'étend de Tafilet à Salé, de Tetouan à Mogador, le sultan n'exerce guère sur ces populations nomades et guerrières qu'une sorte de suprématie religieuse, souvent contestée par le fanatisme et l'esprit de faction.

Imitateur du pacha d'Égypte, Muley-Abderraman a étendu le joug de son monopole commercial sur les ports et les provinces limitrophes de la Méditerranée, les seuls points de son empire où son autorité soit toujours respectée. L'influence de Fez, la ville sainte et la vieille capitale du royaume de ce nom, se fait constamment sentir au détriment de l'autorité centrale, et l'empereur n'est parvenu jusqu'ici à contenir ce mouvement dangereux qu'en confiant à son fils aîné l'administration de la partie de ses domaines où il ne peut résider. C'est dans cette portion du Maroc qu'Abd-el-Kader a noué des relations dont la portée, signalée depuis long-temps dans cette *Revue* même, se découvre aujourd'hui à tous les yeux. L'ambitieux émir, héros et martyr de l'islam, est devenu pour le sultan du Maroc un rival plus dangereux que tous ceux qui depuis vingt ans lui ont disputé le trône. Le royaume de Fez, depuis le pied de l'Atlas jusqu'à la frontière française, est le centre de cette action moins politique que religieuse, et en s'armant pour la guerre sainte, les tribus se constituent en face de Muley-Abderraman dans un état voisin de l'insurrection. C'est de ce point de vue qu'il faut envisager les évènemens qui se passent dans l'ouest de la régence d'Alger. Il ne s'agit donc pas pour la France d'avoir raison du gouvernement marocain, plus inquiet qu'elle ne peut l'être elle-même des trames et des projets d'Abd-el-Kader; il s'agit pour elle de triompher d'une ligue pieuse, et de prêter aux décisions de l'empereur une force dont elles sont malheureusement dépourvues. Rien de plus facile que de menacer Tanger et Tetouan, de détruire sur les chantiers de Larache et de Rabat les débris vermoulus de la marine marocaine; mais en quoi de pareils actes avanceront-ils nos affaires dans les provinces de Fez et de Tafilet? Comment affaibliront-ils Abd-el-Kader et mettront-ils l'empereur en mesure d'exercer dans ses domaines une action plus efficace? Là gît tout le problème, et c'est aux évènemens seuls qu'il appartient malheureusement de le résoudre. Nous commençons une entreprise dont le caractère n'est pas plus facile à déterminer que la portée; nous nous engageons dans une guerre bien moins contre l'empereur que contre son peuple et contre son rival, et nous devrons traiter avec un pouvoir évidemment incapable de faire respecter les transactions qu'il aura passées avec nous. C'est là ce qui affaiblit sensiblement la portée de cette médiation anglaise qu'on s'est si fort empressé de nous offrir. L'intervention de la Grande-Bretagne ne s'est signalée jusqu'à ce moment que par un acte très préjudiciable à nos intérêts, l'arrangement amiable du démêlé avec l'Espagne. Le concours de celle-ci dans une guerre contre le Maroc serait en effet de la plus

haute importance, et ceci est trop évident pour qu'il soit besoin de le démontrer.

Si l'Espagne avait conservé quelque chose de son génie primitif, si l'anarchie qui la dévore n'avait arrêté chez elle ce mouvement d'expansion qui fit sa gloire en d'autres temps, elle aurait à remplir au Maroc une œuvre analogue à celle que nous exécutons si laborieusement en Algérie. Dans cette dissolution universelle du monde musulman, qui frappe aujourd'hui tous les yeux, sa part et sa mission sont indiquées, et la force des choses l'amènera à s'y dévouer, lorsqu'elle sera rentrée au nombre des nations régulièrement constituées, et dès qu'elle aura repris possession de son avenir. Quant à la France, le Maroc ne peut l'intéresser que par rapport à la sécurité de ses possessions d'Algérie : il lui importe d'obtenir des gages politiques beaucoup plus que de faire des conquêtes; c'est ici où la difficulté se montre tout entière, puisqu'il est à peu près impossible d'obtenir des gages vraiment sérieux d'un gouvernement menacé lui-même dans sa propre existence. Les pouvoirs affaiblis sont toujours ceux avec lesquels il est le plus difficile de traiter.

Le pays a applaudi à la nomination du jeune amiral chargé du commandement de la flotte qui en ce moment même menace les ports du Maroc. Nous nous croyons en mesure d'affirmer que ce n'est pas au cabinet que reviennent l'initiative et l'honneur de cette nomination, peu approuvée au-delà de la Manche. Le ministère songeait à confier cette mission au contre-amiral Parseval-Deschênes, et ce ne fut pas sans quelque étonnement qu'on apprit qu'une autre désignation avait été faite. On se résigna à en féliciter le jeune prince, qui est parti fort au courant des faits, et dégagé de toute reconnaissance envers le pouvoir responsable. Le jeune amiral n'a du reste que des attributions purement militaires; il devra agir sous la direction du consul-général de France à Tanger, et l'on comprend que M. Denion ait pu recevoir du département des affaires étrangères des instructions qu'il n'eût peut-être pas été aussi facile de donner directement à M. le prince de Joinville. Ces instructions paraissent, d'après la déclaration de sir Robert Peel, avoir été communiquées textuellement à lord Cowley. Ceci est un procédé tout nouveau qui contraste avec le refus énergique que fit en mai 1830 M. de Polignac lui-même d'exposer au gouvernement anglais les vues ultérieures de la France sur l'Algérie. Insultée par le dey Hussein, elle déclarait vouloir user du droit réservé à toute nation indépendante de venger son injure et de prendre ses mesures pour l'avenir, selon qu'elle le jugerait à propos. Nous ne connaissons aucun traité qui place les états du Maroc sous la garantie de l'Angleterre, et qui autorise Muley-Abderraman à invoquer, pour se dérober aux suites naturelles de la guerre, une sorte de *casus fœderis*.

Cette affaire du Maroc est venue révéler une fois de plus l'urgence d'une association intime d'intérêts et de vues avec l'Espagne. De grands évènemens semblent se préparer dans ce pays, et le départ pour Barcelone de MM. Mon, Pidal et Armero a dû préoccuper vivement l'attention publique.

Il est évident que le gouvernement espagnol est sur le point de prendre une résolution décisive en ce qui se rapporte à la convocation des cortès. Les personnes les mieux informées affirment que cette résolution sera conforme aux principes du gouvernement représentatif, dont les principaux ministres de la reine sont les partisans sincères et chaleureux. Narvaez seul aspire à faire à la constitution de 1837 des modifications par ordonnance, moins d'après des vues théoriques, et en raison de la valeur de ces modifications mêmes, que pour faire prédominer avec éclat l'élément militaire sur la puissance civile au sein du gouvernement. On croit que l'action de M. de Viluma sera décisive dans le conseil de Marie-Christine, et que le ministre des affaires étrangères, inspiré par lord Aberdeen, pour lequel il professe une confiance illimitée, inclinera vers une prochaine convocation des cortès, dont l'élection s'opérerait à coup sûr dans les conditions les plus rassurantes pour tous les amis de l'ordre et de la monarchie. Avec une chambre nommée sous l'influence qui domine en ce moment l'Espagne, rien ne sera plus facile que d'apporter légalement à la constitution qui régit ce pays des modifications peut-être désirables, particulièrement en ce qui concerne la formation du sénat. Nous espérons que tel sera le seul résultat des conférences de Barcelone. La question du mariage reste ajournée; quelles que soient les préférences personnelles de la reine Marie-Christine, rien n'indique l'intention d'imposer en ce moment à l'Espagne le jeune comte de Trapani, dont la candidature matrimoniale n'est agréable à aucun parti, et qui continue au collége des nobles une éducation exclusivement cléricale. L'attitude de l'Angleterre, dans cette question, devient de plus en plus singulière. Il est difficile de ne pas voir dans la réserve calculée de son gouvernement une sorte d'encouragement à l'union d'Isabelle II avec le fils aîné de don Carlos. Or, si une telle chose devenait jamais possible, ce dont on peut assurément douter, ce ne serait qu'avec le concours et par l'initiative même de la France. Dans d'autres conditions, et sous une autre influence, ce mariage serait à la fois une menace pour ses intérêts politiques et une insulte directe à sa dynastie. La cordiale entente suffira, du moins nous l'espérons, pour nous épargner une telle extrémité. Le jeune duc de Cadix est en ce moment de tous les aspirans à la main de la reine celui dont les chances semblent les plus favorables. Si ce mariage ne présente aucun avantage notable, il n'offre non plus aucun grand inconvénient; or, c'est presque toujours par le côté négatif que se résolvent les affaires humaines.

—

— Une perte cruelle vient de frapper tout récemment l'auteur des *Lettres sur l'Histoire de France*. Mme Augustin Thierry, qui avait acquis à un double titre les sympathies de tous les amis des lettres, est morte après une courte et terrible maladie. Aux qualités brillantes de l'esprit qui font le

charme de la vie du monde, elle joignait les qualités du cœur qui donnent dans la famille un bonheur de tous les instans. Des soins affectueux, le culte des lettres, se sont partagé cette vie consacrée à soulager une illustre souffrance. Nos lecteurs n'ont pas oublié sans doute les fragmens que Mme Thierry a donnés dans cette *Revue*, et qui ont été réimprimés plus tard sous le titre de : *Scènes de mœurs au dix-huitième et au dix-neuvième siècle*. On remarque dans ces récits un sentiment profond de la vie réelle, une grande finesse d'observation, des qualités de style bien rares à notre époque. Les écrits de Mme Thierry furent accueillis comme ils devaient l'être par tous ceux qui sont restés fidèles aux saines traditions littéraires. La mort de cette femme distinguée laisse M. Augustin Thierry isolé désormais au milieu de ses souffrances et de ses travaux, qu'il a repris avec une courageuse résignation. On parle même d'un nouvel ouvrage qui serait près d'être terminé. Nous aimons à voir l'éloquent historien chercher ainsi dans l'étude un noble refuge contre la douleur.

LES PUISSANCES NAVALES DU SECOND ORDRE

VIS-A-VIS DE L'ANGLETERRE ET DE LA FRANCE.

L'émotion produite en Europe par la *Note sur l'état des forces navales de la France* n'est pas apaisée encore. C'est notre opinion maintenant qui est devenue le point de mire des commentaires de la presse étrangère. Parce qu'une circonstance heureuse nous a permis de porter les premiers à la connaissance du public la *Note* de M. le prince de Joinville, on ne veut pas voir dans nos paroles l'expression spontanée d'un sentiment personnel; l'éloge et le blâme remontent plus haut, comme si l'accord de nos idées avec celles qu'a développées le jeune contre-amiral n'existait pas depuis long-temps, ce que prouve, de reste, le travail qui a paru dans ce recueil, en 1841, sur l'avenir de la marine à vapeur. C'est sous l'empire de préventions pareilles que le *Journal de La Haye* vient de discuter notre réponse aux contradicteurs de la *Note*. S'il s'en était tenu à une simple réfutation, nous ne nous y arrêterions point; mais il a saisi ce prétexte pour publier une sorte de manifeste auquel sa position d'organe semi-officiel du gouvernement néerlandais (1) donne une certaine portée : la question qu'il a soulevée est trop grave pour que nous n'essayions pas au moins de l'éclaircir.

(1) Nous n'avançons point ce fait à la légère. Le gouvernement des Pays-Bas se sert de ce journal pour expliquer ses actes et sa politique au reste de l'Europe par le canal d'une langue bien plus répandue que le hollandais. Tel était le rôle de

La pensée principale de cet article, quoique assez adroitement déguisée dans le début, peut se résumer ainsi : En cas de guerre maritime avec l'Angleterre, la France ne doit point compter sur l'alliance de la Hollande, pour deux raisons : la première, c'est que les marines secondaires n'ont rien à redouter de la suprématie de l'Angleterre, *la souveraineté des mers étant reléguée au nombre des prétentions surannées des siècles barbares;* la seconde, c'est que cette suprématie, sans danger si c'est l'Angleterre qui la possède, passant du côté de la France, conduirait à l'établissement de la monarchie universelle sur le continent (laquelle sans doute n'est pas reléguée *au nombre des prétentions surannées des siècles barbares*). Il y a là presque autant d'hérésies que de mots; il ne nous sera pas difficile de le prouver.

La suprématie maritime de l'Angleterre n'est point à craindre pour les puissances navales du second ordre! Les temps sont donc bien changés, et la politique anglaise aussi; car, si notre mémoire est bonne, cette prudente et ambitieuse nation n'a pas été lente à profiter de la conflagration universelle allumée par la révolution de 89, pour détruire leur marine et leur enlever leurs colonies. Que sa première pensée ait été, aussitôt la guerre engagée entre elle et la république, de s'emparer de Toulon, rien de plus naturel; qu'elle ne se soit pas crue forcée de conserver pour les Bourbons, dont elle prétendait vouloir relever le trône, ces vaisseaux redoutables qui, de la mer des Indes aux baies de la Nouvelle-Angleterre, avaient défendu avec trop de succès un grand fait et un grand principe, l'indépendance d'un peuple nouveau et l'indépendance de la mer, cela se conçoit. A la rigueur, on ne peut lui faire un reproche d'avoir anéanti à Trafalgar la marine espagnole, déjà si rudement atteinte au cap Saint-Vincent : l'Espagne devait expier sa fidélité à une alliance traditionnelle, et c'est peut-être pour rendre la leçon plus complète que le cabinet britannique ne lui a pas restitué l'île de la Trinidad à la paix générale. Mais les petits peuples qui subissaient malgré eux notre domination continentale, qu'avaient-ils fait à l'Angleterre pour qu'elle les ait traités plus rudement encore? Ils avaient des colonies, ils avaient des vaisseaux : voilà quel fut leur tort et la cause première de leur ruine. Aussi, voyez comme elle s'est pressée de leur porter des coups dont ils ne se sont point relevés. En 1795, la Hollande est envahie par Pichegru; moins de deux ans après, la puissance navale de cette nation de marins périt au Doggersbank. Il fallait bien se hâter; la restauration du stathoudérat, qu'on croyait imminente, aurait fait perdre à jamais l'occasion précieuse. Et le Danemark, dont la capitale fut bombardée deux fois, quel crime avait-il commis? Il possédait une flotte qui pouvait devenir inquiétante : une expédition de *boucaniers,* organisée sur une grande échelle, vint la lui dérober dans le port. Dès

l'ancienne *Gazette de Leyde* au XVIIIe siècle. Les enquêtes des états-généraux sur l'emploi des fonds secrets ont fait connaître le chiffre de la subvention que reçoit le *Journal de La Haye.*

qu'une escadre portait ombrage à l'Angleterre, elle la confisquait, et l'on sait dans quel état elle la rendait quand un autre intérêt politique la forçait de s'en dessaisir. Enfin, pendant toute la durée des guerres de la république et de l'empire, on a vu ce peuple, qui accuse aujourd'hui nos plus illustres marins de rêver une guerre de pillage, se jeter comme les Normands, ses ancêtres, sur tous les rivages de l'Europe, bombarder les ports, dévaster les arsenaux, poursuivre jusqu'au fond des fleuves les pavillons sans défense, bloquer le monde enfin, et, non content d'avoir fermé à l'Europe toutes les avenues de l'Océan, se venger sur le capitole du Nouveau-Monde d'une grandeur future qu'il ne pouvait encore atteindre.

C'est ainsi que le *champion de l'équilibre politique*, pour rappeler ici l'expression curieuse du *Journal de La Haye*, a procédé dans son œuvre de désintéressement. Il y a mis tant d'ardeur, que presque toutes les marines secondaires qui existaient à la fin du XVIIIe siècle, ont disparu. Où sont les vaisseaux de Gênes? Où sont les vaisseaux de Venise? L'Espagne peut à peine équiper une frégate; la Hollande ni le Danemark ne sauraient armer une flotte. Il ne reste plus que trois marines libres dans le monde, et encore, réunies toutes les trois par une alliance peut-être impossible, elles n'égaleraient pas la colossale marine britannique : la plus considérable des trois, la nôtre, s'est relevée enfin de ses longs désastres; mais la marine de la Russie est acculée au fond de ses deux mers intérieures, et celle des États-Unis tarde trop peut-être à développer tous les élémens de sa force.

La souveraineté de l'Océan est une chimère! La suprématie maritime a sur la suprématie continentale l'avantage de pouvoir se fonder *sans la spoliation des autres états!* Mais il nous semble qu'en 1794 la Hollande possédait encore le Cap, Ceylan, des comptoirs dans l'Inde, une partie de la presqu'île de Malacca, la Guyane avec les Français et les Espagnols seuls pour voisins. Quel pavillon flotte aujourd'hui le long du chemin immense qui va de Batavia au Texel, à Singapore, à Trincomalé, sous la montagne de la Table? N'était-ce pas autrefois le pavillon tricolore? n'est-ce pas aujourd'hui l'*union-jack?* A qui appartiennent à présent Démerari, Esséquibo? La Hollande a-t-elle abandonné volontairement ces indispensables possessions? Non, l'Angleterre les lui a prises, les payant à la vérité en monnaie continentale, avec la Belgique qui ne lui appartenait pas, et dont elle a reconnu ensuite l'indépendance sans vouloir entendre parler de la restitution de Ceylan, de la Guyane et du Cap.

Mais peut-être l'Angleterre est changée : elle est satisfaite de sa suprématie maritime; elle est rassasiée de conquêtes. Nous le voulons bien; pourtant ce qu'elle a fait par ambition jadis, elle le fera aujourd'hui par nécessité. Un de ses hommes d'état a trahi dernièrement le secret de cette loi impérieuse de la fatalité qui l'entraîne et qu'elle ne peut plus maîtriser. Que la Hollande y réfléchisse bien : elle est encore, après tout ce que l'Angleterre lui a ravi, la seconde puissance coloniale du monde. Java, depuis 1815, a déployé ses

inépuisables ressources; Java jette trop de café sur les marchés de l'Europe; Java peut produire de l'opium; le Japon, cet *ultima Thule* des fabricans du Lancashire, ne reçoit encore que des marchands bataves. La Hollande perdra, si elle n'y prend garde, et le Japon et Java. La nécessité contraindra l'Angleterre à profiter de la première occasion pour les lui enlever. Le gouvernement hollandais le sait bien. C'est pour détourner ce coup qui réduirait à la banqueroute un peuple immensément obéré, c'est pour ne pas compromettre le gage le plus solide de sa dette publique que ce gouvernement caresse l'Angleterre, et qu'en cas de guerre maritime il se mettrait peut-être à sa merci. Mauvais calcul : toutes les puissances qui ont compté sur ces sortes d'alliances où la force et la convoitise sont d'un côté, la faiblesse et l'objet convoité de l'autre, n'ont pas tardé à se repentir. Alliée ou non à la Hollande, l'Angleterre obéira d'abord à la voix de son intérêt : les nécessités fatales de sa grandeur lui défendent à jamais d'être juste et d'être généreuse.

En est-il de même de la France? Faut-il que, pour rester grande, elle détruise des flottes, elle conquière des colonies? Non, une mission bien différente lui est tracée par sa position géographique, par son histoire navale, par ses malheurs même; elle est placée entre l'Angleterre et les marines secondaires pour protester contre la souveraineté de la mer, pour défendre les droits des faibles et l'indépendance des neutres : mission désintéressée qui ne convient qu'à elle seule, parce que seule elle est, quoi qu'on en dise, capable de se passionner et de combattre pour l'honneur des principes européens.

Le *Journal de La Haye* craint que, si jamais la France obtenait la suprématie maritime, elle ne menaçât la liberté des états du continent. Sérieusement le *Journal de la Haye* ne croit pas ce qu'il dit là. D'abord il sait bien qu'il n'est pas dans la nature probable des évènemens à venir que la France domine jamais sur la mer. Il ne se prépare rien, de nos jours, qui puisse faire espérer ou craindre, comme on voudra, que notre puissance navale soit autre chose qu'une résistance. Mais quand le sceptre maritime (nous admettons un moment l'impossible) passerait des mains de l'Angleterre à celles de la France, les marines secondaires devraient-elles commencer à trembler, s'il est vrai que la position insulaire de sa rivale suffise à présent pour écarter toutes leurs craintes? Le continent serait-il voué désormais à un inévitable esclavage? A cette assertion spécieuse notre réponse sera facile; c'est l'histoire même de la Hollande qui nous la fournira. L'Espagne, au début du règne de Philippe II, était en pleine possession de la suprématie maritime et continentale; les Provinces-Unies n'existaient pas. A la fin du XVIe siècle, de ce siècle qui avait vu avec terreur se dresser sur les deux mondes le fantôme menaçant de la monarchie universelle, il y avait un peuple de plus en Europe, un pavillon de plus sur l'océan. Un demi-siècle plus tard, cette république d'un million de citoyens à peine, maîtresse de la mer, était l'arbitre de l'Europe à la paix de Westphalie, et, chose plus éton-

nante encore, cinquante ans après, elle devenait l'ame d'une coalition qui parvint à renverser les desseins de Louis XIV, qu'on accusait aussi d'aspirer à la monarchie universelle.

Que la Hollande se rassure donc. La France ne réussirait point où l'Espagne de Charles-Quint a échoué. Une seule puissance jalouse sa nouvelle marine, pourtant si faible encore, convoite son île admirable de Java : c'est l'Angleterre. Alliée ou ennemie de cette puissance, le même danger la menace. Le plus sûr moyen pour elle de détourner ce danger, est d'être fidèle à son ancienne politique, de se jeter du côté où est la résistance, de s'opposer, dans la mesure de ses forces, à l'empire de la mer, comme elle s'est opposée autrefois à la souveraineté du continent. Vis-à-vis d'un ennemi naturel à qui son intérêt ne permet ni la justice ni la pitié, il n'y a de salut que dans la lutte.

DU RENOUVELLEMENT

DE LA CHARTE DE LA BANQUE D'ANGLETERRE.

La discussion au sein du parlement anglais, sur le renouvellement de la charte de la banque d'Angleterre, avait pris, dès le premier jour, un intérêt immense, grace à la parole lucide de sir Robert Peel. On ne s'étonnera donc pas que, de ce côté-ci du détroit, on se soit préoccupé d'une question dont la solution peut affecter, plus ou moins directement, les intérêts matériels de tous les états. La banque d'Angleterre, on le sait, par les ressources inépuisables dont elle dispose, exerce une influence presque sans bornes dans la circulation. De tous les établissemens de même nature élevés sur les différens points du globe, aucun ne s'est aussi profondément avancé dans la sphère des transactions commerciales et financières; aucun n'y a acquis cette prépondérance qui, s'augmentant de jour en jour, devient de plus en plus inébranlable.

C'est donc avec anxiété qu'on a suivi le développement des vues de sir Robert Peel sur les principes qui devaient présider à la révision de la charte de la banque. On ne savait s'il détruirait le monopole, ou s'il l'agrandirait au profit de cet établissement. De puissantes considérations semblaient s'élever de tous côtés et avec une égale force, les unes pour abattre, les autres pour étendre les priviléges nombreux et immenses dont la banque d'Angleterre est en possession. Mais au milieu de cette lutte sir Robert Peel, tout en donnant satisfaction à quelques intérêts froissés et en soumettant à des modifications fondamentales la constitution de la banque, a paru ne se préoccuper que de la question relative à l'émission des *billets de banque*, ou, pour

employer l'expression propre, du *papier-monnaie*, et il s'est appliqué à exposer nettement son système sur tout ce qui se rattache à cet immense levier du crédit.

Dans les considérations qu'il a présentées pour établir avec précision ce qu'il entendait par l'étalon des valeurs (*standard of value*), il a renversé tantôt par un raisonnement, tantôt par des sarcasmes, ces définitions vagues, abstraites, mystiques, que quelques économistes anglais, dont l'esprit obéissait aux conséquences d'une première aberration, avaient données de la *livre sterling* en matière de crédit. Il a voulu, avant tout, débarrasser cette question essentielle de toutes les idées systématiques qui en cachaient la juste portée à tous les esprits, et la ramener au point de vue sous lequel il l'envisageait lui-même, c'est-à-dire à cette simple définition : que le papier-monnaie n'est qu'un signe représentatif de la monnaie. Il a fait justice, en passant, de toutes ces opinions creuses, erronées, qui, sous le nom d'école de Birmingham, étaient parvenues à égarer complètement les esprits sur la détermination de la valeur monétaire. Pour démontrer le vide de tous ces systèmes, il n'avait qu'à citer des assertions comme celle-ci : « Une livre sterling peut être définie une signification de valeur en rapport avec la circulation relative à la convenance; » ou bien l'explication d'un autre écrivain : « L'étalon est une unité, la valeur numérique de cette unité est l'intérêt de 33—6—8, donnant 1/4, et cela étant payé en *bank-note* peut s'intituler monnaie de compte; » ou enfin cette dernière définition qui a le mérite d'être plus inintelligible encore que les précédentes : « L'étalon n'est ni or ni argent, mais quelque chose établi par l'imagination pour être réglé par l'opinion publique. »

Ici encore, il n'est question que des doctrines de ces économistes qui reconnaissent plus ou moins imparfaitement, il est vrai, mais qui pourtant avouent qu'il y a une livre sterling. Il en est plusieurs autres qui poussent la hardiesse jusqu'à nier franchement l'existence de la livre sterling, et s'abstiennent d'en donner la moindre définition dans leurs écrits. On sent qu'avec des adversaires qui traduisent de semblables rêveries en préceptes d'économie politique, sir Robert Peel avait peu à faire pour paraître asseoir son propre système sur les données les plus saines, les plus vraies, et pour défendre les principes de la convertibilité des billets de banque, à vue, au porteur, contre le principe si irrationnel de l'inconvertibilité du papier-monnaie. Toutefois, on ne peut méconnaître qu'il ait semblé appréhender de combattre face à face les théories sur la circulation qu'il désapprouve le plus. Ainsi, lorsqu'il dit que, de 1797 à 1818, l'esprit public se montra satisfait des théories sur l'inconvertibilité des billets de banque en numéraire, il exprime un fait vrai; seulement il semble oublier que ce ne fut pas là une simple adoption d'idées, mais un état de choses forcé qui aurait été désastreux, si le commerce de l'Angleterre, par patriotisme, n'y avait entièrement souscrit. Ce fut dans un temps de guerre impitoyable, dans les années les plus calamiteuses, que

les Anglais se contentèrent de cette *monnaie-papier*, représentation d'une valeur absente, et l'acceptèrent volontairement dans toutes leurs transactions.

Aujourd'hui c'est la crainte de voir la prospérité actuelle de l'Angleterre enraciner trop profondément la confiance dans le papier-monnaie, qui domine le projet de sir Robert Peel. Il sent, en financier habile et en politique prévoyant, qu'il est l'heure de faire rentrer dans son lit ce torrent de papier-monnaie qui a fertilisé par son débordement le terrain industriel, et qu'opposer dans un temps de calme et de paix une digue à son cours déréglé, c'est dès à présent rendre l'Angleterre maîtresse de faire avec succès, aux époques d'urgence, un nouvel appel à la force vive de ce puissant instrument de crédit. Envisagé à ce point de vue, le projet de sir Robert Peel tendrait moins peut-être à modérer l'usage du papier-monnaie qu'à conserver imprescriptiblement le droit de l'abus, si nous pouvons nous exprimer ainsi, pour les temps de lutte politique.

Aussi comprenons-nous que cet habile ministre ait jugé nécessaire d'établir nettement son système sur la détermination précise de l'étalon de la valeur (*standard of value*) dans toute l'étendue de ses rapports avec le papier-monnaie. Il a déclaré franchement, sans aucune réserve, que la livre sterling n'était pas aux yeux de l'état une simple fiction, mais bien une quantité fixe de métal précieux, d'un poids et d'un titre arrêtés. C'est là à la fois le point vital de la question et le pivot de tout le système. Ce principe invariablement posé, il s'ensuit que tout engagement par billet de banque de payer *une* livre sterling ne peut être autre que l'engagement de payer une quantité de métal précieux. Pour nous, en effet, si nous réussissons à comprendre que le papier-monnaie puisse remplir sa véritable mission dans la circulation, ce n'est que tout autant qu'il porte avec lui la propriété de la convertibilité en monnaie métallique.

Pour s'imaginer raisonnablement un papier-monnaie qui ne pourrait se convertir, en aucun temps, en numéraire, il faudrait se figurer un pays entièrement isolé du reste du globe, fournissant lui-même à tous ses besoins et s'interdisant toute espèce d'échange; mais hors de là, hors de cette situation impossible, il faut toujours que derrière le papier-monnaie il y ait à une distance plus ou moins rapprochée, dans une proportion plus ou moins grande, son corrélatif, cette portion donnée de métal précieux, appelée le numéraire. On ne peut guère élever sur ce point d'objection sérieuse, car il est évident que l'on cherchera toujours, sur la limite extrême du crédit, la valeur en or ou en argent représentée par un papier-monnaie. Si cette base d'évaluation ne peut être obtenue qu'à la distance la plus éloignée du point où le papier-monnaie règne seul dans la circulation, le commerce nécessairement franchira cette distance, quelque énorme qu'on la suppose.

A la première vue, nous le sentons, notre assertion rencontrera quelques doutes; mais peut-on méconnaître l'habitude constante de considérer l'or et

l'argent comme les seuls et uniques types consentis universellement pour représenter la valeur? Et s'il en est ainsi, cette habitude ne se transforme-t-elle pas en une loi qui contraindra toujours à rechercher de proche en proche, au moyen des échanges, la quantité de métal précieux que l'on obtiendra pour le papier-monnaie?

En effet, pour se former, selon nous, une juste idée du papier-monnaie, il faut le considérer comme un billet au porteur, sans échéance fixe, assujéti à un remboursement qui se trouve, par le fait simultané de la confiance et de la convenance, différé indéfiniment. Il résulte de la principale condition qu'il y a convertibilité; lorsque cette convertibilité est exigée, il faut donc pouvoir présenter une tout autre contre-valeur qu'un nouveau *papier*, et cette contre-valeur doit être un métal précieux qui présente une valeur intrinsèque, une valeur générale et non locale. Où rencontrer toutes ces propriétés réunies, si ce n'est dans l'argent et dans l'or?

Afin d'expliquer la préférence qu'il donne à l'or sur l'argent pour être l'unique étalon de la monnaie légale, sir Robert Peel a rappelé dans son projet que depuis le temps le plus reculé les transactions en Angleterre ont toujours été réglées par ce métal. Cette explication brève, et, le dirons-nous, empirique, ne nous semble pas suffisante. L'opinion de lord Liverpool émise en 1804, et rapportée par sir Robert Peel, que l'or est plus propre à être l'étalon de la monnaie, parce qu'on est habitué à le considérer comme la principale mesure de la propriété, ne soulève qu'un coin du voile. Elle laisse dans l'ombre encore les motifs qui, depuis un si grand nombre d'années, ont engagé l'Angleterre à préférer l'or comme type monétaire. Nous nous expliquons autrement cette préférence donnée par la Grande-Bretagne à l'or sur l'argent. Il faut en chercher la cause, selon nous, dans le développement prodigieux qu'a pris l'industrie de ce pays depuis un siècle et plus. Aujourd'hui, par suite des progrès qui ont rayonné dans toutes les voies du bien-être matériel, tout ce qui sert aux besoins de l'homme semble moins coûteux, et cette diminution dans les prix paraîtrait devoir être plus convenablement mesurée par l'argent que par l'or; mais ce bon marché, surtout en Angleterre, ne s'est étendu qu'à certaines nécessités de la vie, au vêtement, par exemple, et s'est retiré au contraire, par suite de l'aggravation des impôts et des taxes, de la plus grande somme des besoins de l'homme, de ceux qu'entraîne la vie animale. Si l'on réfléchit maintenant que, dans ce pays plus que dans aucun autre, cette somme de besoins accrue par l'expansion industrielle est multiple en ce sens qu'elle s'adresse à mille choses à la fois, il sera aisé de reconnaître que la monnaie d'argent est devenue insuffisante pour évaluer des nécessités si nombreuses, et que le type monétaire, qui n'est qu'une unité de rapport, a dû grandir avec la richesse nationale. C'est par ce motif qu'il faut, selon nous, expliquer la préférence donnée à l'or en Angleterre; il n'est pas besoin de s'appuyer sur la faible quantité de monnaies d'argent existant en Angleterre, et sur la valeur numéraire beaucoup plus

forte que la valeur réelle donnée par le gouvernement aux monnaies d'argent (1).

Il faut admirer vraiment quel soin judicieux sir Robert Peel a porté dans l'explication de ses principes sur le système monétaire, dont il a fait ressortir les nombreuses adhérences avec le papier de circulation. Il faut admirer aussi quelle sûreté de vues il a montrée dans l'examen des bases sur lesquelles l'émission du papier doit être fondée, et enfin quelle sollicitude jalouse il a mise à élucider tous les points douteux de la question. On ne peut être cependant complètement d'accord avec lui sur l'action par trop inquiétante qu'il prête au papier-monnaie dans la circulation. Il voit les effets de cette défavorable influence dans les déplacemens de la monnaie métallique, dans la dépréciation des changes et dans les fluctuations des marchandises. La question, quoique se présentant sous ces trois faces, peut se réduire à une seule, puisque lingots, monnaies métalliques, changes et marchandises, ayant une valeur échangeable et ayant causé un frais de production, ne sont qu'une seule et même chose, une *marchandise*. Le papier-monnaie ne participe que dans une faible proportion à cette propriété, et seulement comme instrument dans les échanges. Quant aux frais de production, il ne faut pas les compter, et la valeur échangeable est entièrement relative; tantôt, en effet, le papier-monnaie représente trois et quatre capitaux en numéraire, lettres de change ou marchandises, et tantôt il ne représente plus que la moitié ou le vingtième d'un seul capital. Il y a en économie politique un principe passé en axiome : c'est que le papier de circulation économise le métal. Or, cette partie de métal économisée entre elle-même dans la circulation comme source d'une nouvelle masse d'échanges, prenant ainsi un rôle multiple au lieu du rôle unique qui lui était destiné en n'entrant dans la circulation que comme espèce monnayée. Tel est le premier avantage qui découle de la création du papier-monnaie; mais ceux que produit la marche de ce papier dans la circulation sont innombrables. L'état qui adopte le papier-monnaie voit accroître, dans une proportion prodigieuse, non peut-être la richesse nationale, mais ses moyens d'action dans la sphère commerciale et industrielle. L'entrée du papier-monnaie dans la circulation met au service du présent toutes les ressources de l'avenir sans affecter pourtant celles-ci. Un capital s'élèvera ainsi par une marche continue à la puissance de trois et quatre capitaux. La disparition du papier-monnaie réduit au contraire le capital à sa seule et unique valeur, à celle que représente la somme disponible en espèces monnayées. Il est certain que là où se rencontre le papier-mon-

(1) La monnaie d'argent que le gouvernement s'est réservé le droit de fabriquer, n'est, en Angleterre, que représentative, comme les monnaies de cuivre en France. En Angleterre, il n'y a guère qu'un quinzième au plus, en poids, en monnaies d'argent de ce qui existe, en poids, en monnaies d'or. En France, un tiers seulement est en or.

naie, là aussi se trouve le plus grand marché et se portent de préférence les entreprises colossales. Tout ce qui réclame les capitaux dans cette sphère commerciale et industrielle, sous le nom d'escomptes, de spéculations, d'emprunts, de manufactures, etc., grandit dans les plus vastes proportions sous l'influence du papier-monnaie, et s'annihile pour ainsi dire sans son intervention.

La question que soulève le rapport du papier-monnaie avec la position des changes est tellement complexe, elle a un caractère tellement pratique et spécial, que nous n'aborderons ici qu'une seule de ses faces. Nous comprenons qu'en Angleterre les hommes qui ont l'expérience des affaires s'alarment peu de voir les changes grandement varier, par suite de l'exportation de l'or, en temps ordinaire. Cette exportation fait nécessairement contracter une dette au pays qui l'opère, et vient le placer dans la nécessité de rechercher, à un plus haut prix, les moyens de s'acquitter. Ainsi donc, le niveau se trouve bientôt à peu près rétabli, et l'émission du papier-monnaie n'est affectée de ce mouvement que dans une faible proportion. Mais qu'il s'agisse d'une exportation d'or ou de lingots en temps de panique ou de guerre, comme, par exemple, lors de la lutte continentale, l'équilibre sera entièrement rompu, et un surcroît d'émission de papier-monnaie sera nécessaire pour suffire au vide produit, quoique à peu près irréparable.

L'influence du papier-monnaie sur les marchandises doit également y être signalée. L'Angleterre, qui voit se concentrer dans ses *docks* tous les produits des divers points du globe, dispose d'une masse de capitaux, sous forme d'avance, en faveur de ces importations, dont la réalisation est toujours lointaine et devient même parfois précaire par suite d'accumulation ou de la concurrence d'un produit semblable. Ces capitaux, il est vrai, sont loin d'être perdus pour l'Angleterre, elle y bénéficie même largement; mais, les produits par lesquels ils sont représentés dormant dans les entrepôts, ces capitaux sont hors de la circulation immédiate, et tout effort fait intempestivement pour les rappeler violemment à la circulation doit amener des fluctuations profondes et nombreuses, et exercer une influence plus ou moins sensible sur l'intermédiaire d'échange, le papier-monnaie. Ainsi, par le fait, le papier-monnaie gagne, et les produits seuls perdent.

En apportant ces exemples, nous avons voulu montrer combien sir Robert Peel doit tenir à régulariser l'émission du papier-monnaie, et prouver aussi combien, d'un autre côté, on doit s'entourer de circonspection, lorsqu'il s'agit de diminuer la force d'un aussi puissant instrument de crédit. Nous craignons que sir Robert Peel se soit plutôt préoccupé des ressources de l'excès que du bénéfice de l'usage, et n'ait été porté à amoindrir celui-ci au profit de l'autre. Ce qui nous donne cette opinion, c'est qu'en jetant un coup d'œil sur les ravages produits par les banques dans les États-Unis, il a paru attribuer ces désastres à une émission immodérée, tandis qu'une concurrence effrénée entre des établissemens rivaux, un excès de facilité dans la con-

stitution des banques, une tendance malheureuse à protéger les spéculations les plus extravagantes, ont surtout détruit tous les bons effets que l'on pouvait retirer du papier-monnaie. On aurait pu porter un remède partiel à un déréglement dans l'émission; mais rien ne pouvait remédier à la dilapidation des capitaux. Le désastre devait être complet.

Les États-Unis ont appris de l'Angleterre, dont ils ont suivi tous les errements en commerce et en industrie, à avoir une confiance presque illimitée dans le papier-monnaie, et à le considérer comme de l'argent. Ce pays a le secret de la force industrielle de son ancienne mère-patrie, et, s'il parvient à sortir de son désordre financier, il pourra prétendre à rivaliser avec elle, quoiqu'il ne soit doué ni du même bonheur de position ni des mêmes avantages d'homogénéité nationale.

Nous avons dit déjà que nous appréhendions que sir Robert Peel ne se fût laissé trop envahir par la crainte de l'abus que l'on peut faire du papier-monnaie. Qu'on ne nous accuse pas de lui prêter gratuitement cette pensée; aucun doute à cet égard ne peut subsister devant cette franche déclaration de sa part : qu'il n'était pas éloigné de croire que, s'il existait une autre situation financière, le meilleur plan serait que l'état eût exclusivement à la fois entre les mains la fabrication des monnaies et l'émission des billets. Après ces paroles significatives, on doit s'attendre à ce qu'il vise à ramener insensiblement entre les mains de l'état ce grand intérêt.

En effet, tout son plan sur le régime de la banque d'Angleterre se ressent de ces dispositions, et nous voyons le plus grand défaut du projet dans cette tendance. Nous osons dire ici que l'effet de la mesure qui a pour but la séparation de la banque d'Angleterre en deux départemens distincts, l'un n'ayant pour attribution que l'émission des billets, l'autre le maniement des affaires de banque proprement dites, sera peut-être entièrement contraire au résultat que l'on se propose d'obtenir. Cette division ravit à cet établissement colossal une partie de sa force. Ce ne sont plus, on le comprend, les mêmes principes, la même action qui impriment le mouvement général, et, si étroitement unis que l'on suppose les deux départemens, il y aura toujours, sinon dissentiment, du moins une solution d'unité de vues qui entravera la marche active des affaires. L'obligation aussi d'un contrôle par des agens à ce préposés emportera toujours avec elle un caractère fiscal qui sera préjudiciable à l'ensemble. Ensuite cette prépondérance financière d'une corporation disparaîtra insensiblement, et dans les temps difficiles on fera en vain appel à cette influence amoindrie, sinon annihilée.

La limite que sir Robert Peel pose à la circulation en la fixant à 14 millions de liv. sterl. garantis sur une même somme de valeurs indique aussi quelque inquiétude sur la facilité avec laquelle la banque d'Angleterre pourrait se laisser entraîner en dehors du cercle où doivent légitimement se mouvoir ses intérêts. Mais ce surcroît d'émission auquel sir Robert Peel veut opposer une barrière est quelquefois impérieusement réclamé par de dures

circonstances, et la banque devait avoir la faculté de venir en aide à la circulation en y laissant couler le flot nécessaire de billets sans avoir à en justifier la source dans un accroissement de dépôts en espèces ou lingots.

Cette séparation d'attributions et cette limite de la circulation, qui ne paraissent être que de pures mesures administratives, sont les plus graves réformes que contienne le projet de sir Robert Peel. Les autres dispositions de la charte nouvelle ne présentent, à peu de chose près, que de simples modifications, sauf pourtant l'interdiction du droit d'émission aux autres banques qui pourront s'établir, et la faculté donnée aux banques par actions à Londres et dans le rayon de soixante-cinq milles de la métropole, d'accepter les lettres de change ayant moins de six mois à courir. Les banques par actions se trouvent donc assez favorisées par ce projet, mais la condition des banquiers n'est pas améliorée. Ils sont, au contraire, placés plus immédiatement sous le coup des banques par actions, qui entreront en rivalité avec eux, dans tout le cercle de leurs opérations. Les intérêts des banquiers auraient pu être plus ménagés. Le gouvernement et la banque elle-même ne peuvent oublier qu'ils ont rendu, aux époques de crise ou de malheur, les services les plus signalés au pays, soit en acceptant les premiers les billets comme de véritables espèces, soit en les accréditant de tous leurs moyens par leur persévérance à répandre la plus grande masse de billets à l'intérieur et à l'étranger.

Après avoir examiné avec attention ce projet, où se révèle un talent si distingué, si éminent, on y reconnaît aisément la propension de sir Robert Peel pour le système métallique, qui lui a toujours fait envisager le principe si rationnel de la convertibilité du papier-monnaie sous un point de vue trop exclusif, trop absolu. Dans cette rapide appréciation du plan financier de sir Robert Peel, nous nous sommes attaché seulement à mettre en saillie les points qui dénotent la pensée dominante de cette conception. On y retrouve à chaque pas, nous le répétons, ce désir que sir Robert Peel avait déjà montré, en 1819, d'asseoir sur des bases métalliques le mouvement général des transactions financières de l'Angleterre. En suivant cette voie, il s'écarte des théories émises par le plus grand nombre des économistes anglais, et se rapproche seulement par un point du projet présenté, il y a quelques années, par lord Althorp. Ce projet tendait, comme celui de sir Robert Peel, à substituer les billets de la banque d'Angleterre à ceux de toutes les banques de province, sauf une grande différence : lord Althorp voulait que cette mesure concordât avec le rétablissement presque exclusif du papier-monnaie, tout en conservant l'or comme étalon de toutes les valeurs. Dans ce projet, on le voit, le principe si essentiel de la convertibilité du papier-monnaie était totalement mis en oubli, et, dans le projet de sir Robert Peel, le même principe, interprété d'une manière trop absolue, conduit cet habile ministre à regarder le papier-monnaie, ce puissant intermédiaire d'échange, moins comme un bien qu'il faut savoir régler que comme un mal qu'il faut s'efforcer d'enchaîner.

On doit regretter que ce sentiment exagéré des dangers d'une circulation considérable du papier-monnaie domine dans un plan d'organisation financière destiné à un pays aussi exceptionnellement placé que l'Angleterre.

Les actionnaires de la banque, cependant, n'ont pas hésité à accepter les vues exprimées dans ce plan, et la chambre des communes réunie en comité y a presque sans débats donné sa sanction. C'est particulièrement en dehors de la discussion parlementaire qu'il faut chercher les plus ardens contradicteurs. Les publicistes anglais, nourris de théories économiques tout-à-fait opposées à celles de sir Robert Peel, devaient engager, à l'occasion de ce plan, une polémique passionnée. L'épreuve seule, du reste, apportée par le temps permettra d'apercevoir les points défectueux de cette législation.

Toutefois ce travail d'absorption de toutes les banques particulières par la banque centrale ne peut-il pas faire craindre qu'un établissement isolé ainsi de tout auxiliaire ne se trouve affaibli en face des éventualités de l'avenir? Ce rétrécissement apporté au plus grand foyer de circulation, et qui s'impose nécessairement à toutes les autres banques, ne risque-t-il pas d'ébranler et même d'entamer cet immense pouvoir financier qu'un siècle de fécondité industrielle avait, pour ainsi dire, inféodé à l'Angleterre? Là sont peut-être des écueils qu'on n'a pas prévus. Si l'on songe cependant que les prévisions de sir Robert Peel ne se portent pas seulement sur les nécessités du présent, mais qu'elles embrassent un plus vaste horizon, qu'elles s'étendent à des temps de crise et de guerre, on peut reconnaître dans son plan une tendance louable à combattre les dangers que peuvent courir les richesses du pays et à les assurer dès à présent contre le choc des plus tristes éventualités. Quel titre un homme d'état ne se forme-t-il pas à la reconnaissance de sa patrie en lui indiquant ainsi la seule voie à suivre pour traverser les mauvaises phases de sa destinée!

JULES AVIGDOR.

V. DE MARS.

ÉTUDES

SUR L'ANGLETERRE.

VI.

BIRMINGHAM.

Nous approchons du seul district où l'industrie en Angleterre puisse prétendre à un certain caractère d'universalité. Dans les autres cités manufacturières, il y a toujours une branche du travail qui domine, qui attire à elle les capitaux et les ouvriers. Chaque ville de fabrique est en quelque sorte une spécialité : Manchester file, tisse et imprime le coton; Leeds file le lin et tisse le drap; Nottingham excelle dans la bonneterie, et Coventry dans les rubans; Sheffield travaille l'acier, Wolverhampton le fer, Burslem l'argile; Newcastle extrait et expédie le charbon. Au sein de ces occupations qui varient peu, les artisans contractent, par la répétition des mêmes actes, des habitudes qui se gravent en caractères ineffaçables dans leur constitution physique et dans leurs mœurs. Chaque manufacture engendre pour ainsi dire une race d'hommes différens : on reconnaîtrait entre mille un serrurier de Wolverhampton, un mineur de Newcastle, ou un tisserand de Nottingham.

Birmingham n'a pas cette puissante, mais dangereuse unité; les applications de l'industrie y sont innombrables. A l'exemple de Paris, cette ville fait un peu de tout, le fait bien, et au plus bas prix. Seulement Paris recherche davantage le beau, et Birmingham l'utile; le génie mécanique opère ici les mêmes prodiges qu'enfante là le sentiment de l'art. A quelques égards, Birmingham est comme une succursale de Paris; nous fournissons les modèles que copient les ouvriers du comté de Warwick. Le principal fabricant de boutons, à Birmingham, M. Turner, déclare qu'il est obligé d'avoir un établissement à Paris pour en tirer les dessins et les ornemens que les ateliers nationaux ne sauraient fournir (1).

Un autre côté par lequel Birmingham se distingue des grands centres manufacturiers, c'est l'ancienneté de ses industries. Il n'y a rien là qui ressemble à ces gigantesques cités improvisées en moins d'un demi-siècle par la *jenny* et par la machine à vapeur; Birmingham est véritablement l'œuvre du temps. Les fabriques diverses que cette ville renferme ont chacune leur date et se sont établies à leur heure, le sol industriel se formant peu à peu de ces couches superposées. Avant la révolution de 1688, Birmingham devait à sa proximité des mines de fer et de houille l'activité qu'y avait déjà prise le travail des métaux. Ce travail fut borné d'abord à la quincaillerie grossière : la fabrication des clous, qui s'opère aujourd'hui par des moyens mécaniques, occupait alors une multitude d'ouvriers; les femmes à demi vêtues maniaient le marteau comme les hommes; les échoppes des cloutiers bordaient les avenues de la ville, et la population de Birmingham, telle que la décrit Hutton en 1741, n'était qu'une tribu de forgerons.

Après la révolution de 1688, une commande du gouvernement, obtenue à propos, y naturalisa la manufacture des armes à feu, manufacture aujourd'hui si considérable, que, de 1804 à 1818 seulement, les ateliers de Birmingham ont pu livrer, soit à l'état, soit au commerce, cinq millions de fusils, de pistolets ou de mousquetons. En ce moment, ils fabriquent dix à douze mille canons de fusil par mois; la guerre survenant, cette fabrication serait aisément doublée. Le gouvernement, secondant l'essor d'une industrie aussi profitable à sa politique, a établi à Birmingham un tir d'épreuve où l'on essaie les canons de fusil avant de les monter. Bientôt la manufacture des armes blanches est venue se placer, comme un complément naturel, à côté de la manufacture des armes à feu : en sorte que cette ville alimente encore les arsenaux de

(1) *Children's employment commission's report.*

l'Angleterre, après avoir long-temps approvisionné ceux de la coalition.

Un peu plus tard, la mode fit surgir à Birmingham la fabrication des boutons et des boucles, dont l'une a passé avec la mode, dont l'autre inonde encore de ses produits l'Angleterre, les États-Unis et l'Amérique du Sud. Vers la fin du XVIIIe siècle, l'industrie de cette ville embrassait déjà la quincaillerie fine, la sellerie, la tabletterie, la bimbeloterie, et Burke avait pu dire, avec une sorte d'orgueil, qu'elle était « la boutique de joujoux (*toy-shop*) de l'Europe. » Depuis, l'Allemagne et la France ont fait à la bimbeloterie anglaise une concurrence qui a beaucoup réduit les dimensions de cette industrie; mais, en revanche, Birmingham s'est enrichi de plusieurs produits nouveaux. La fabrication des épingles y a pris une importance telle qu'il en sort 2 à 3 milliards d'épingles par semaine. Depuis que l'usage des plumes d'acier s'est répandu en Angleterre, Birmingham en livre au commerce quatre-vingt à cent mille grosses par an; un seul fabricant emploie 250 ouvriers, et débite quarante tonnes d'acier. L'application du vernis laque au carton-pâte, ingénieuse création de Bakerville, a donné naissance à une industrie que Birmingham exploite avec un grand succès, et que Paris est parvenu à s'approprier. La verrerie, les cristaux, les bronzes, les tôles, les plaqués et la bijouterie commune complètent la nomenclature des fabriques qui composent cet ensemble manufacturier, pareil à une pièce de marqueterie.

Birmingham peut revendiquer sa part, et une part prépondérante, dans la révolution industrielle qui a couronné les progrès du dernier siècle. Ce fut là que commencèrent, dès 1738, et sous les auspices de John Wyatt, ces essais encore informes de filature que le génie d'Arkwright devait amener trente ans plus tard à leur maturité. L'établissement de Northampton, le second fondé par Wyatt, ne renfermait que 250 broches qui exigeaient l'emploi de 50 ouvriers, un ouvrier pour cinq broches : voilà quelle fut l'apogée de cette invention à son début! Aujourd'hui, au moyen des métiers à moteur continu (*self-acting*), deux mille broches sont souvent placées sous la surveillance d'un ouvrier, aidé de son rattacheur.

Mais si la filature, après ces humbles et malheureux essais, dut se greffer, pour devenir féconde, sur l'industrie du Lancastre et des comtés de Nottingham et de Derby, l'invention de la machine à vapeur, originaire de Glasgow, ne trouva qu'à Birmingham les moyens de se développer. Ce fut un manufacturier de cette ville, M. Boulton, qui, mettant ses capitaux et son intelligence commerciale au service de

Watt, établit, de concert avec lui, dans ses ateliers de Soho, la première fabrique de machines à vapeur. Cet établissement, fondé en 1773, eut pendant long-temps le privilége exclusif de fournir le nouveau moteur à l'industrie de l'Angleterre, et devint la source d'une fortune colossale pour ceux qui l'avaient créé. Aujourd'hui que chaque ville manufacturière compte plusieurs ateliers de construction, ceux de Soho conservent leur vieille réputation, et le fils de Watt s'honore de les diriger. Au reste, les propriétaires ne se bornent pas à construire les machines, ils les emploient. C'est dans l'établissement de Soho que se frappe, depuis l'année 1783, la monnaie de cuivre qui circule dans le royaume; l'on y fabrique aussi des bronzes, du plaqué et de la vaisselle d'argent.

La situation de Birmingham commande cette variété dans ses industries. Tous les autres centres manufacturiers ont une destinée en quelque sorte maritime. Les fabriques de Manchester, de Leeds et de Glasgow, les forges de l'Écosse et du pays de Galles, les mines du Cornouailles et du comté de Durham touchent à la mer, et invitent par conséquent à l'exportation. Birmingham, placé au cœur de l'Angleterre, à une égale distance de la mer du Nord et de la mer d'Irlande, de la Tamise et de la Mersey, sur la limite qui sépare les comtés agricoles du sud et de l'est des comtés industriels du nord et de l'ouest, devait être un lieu d'échange, un entrepôt, un port intérieur. De là, l'infinie diversité de ses produits. Une industrie qui exporte peut se confiner à deux ou trois genres, car la spécialité, dans le commerce extérieur, est la condition du succès. Dans le commerce intérieur, au contraire, comme il faut pourvoir aux mille besoins de la société, un article en entraîne un autre, et toute manufacture procède par voie d'assortiment.

Les avantages naturels de cette position se trouvent complétés depuis que, par l'établissement des chemins de fer, Birmingham marque le point d'intersection des deux grandes lignes qui vont de Liverpool ainsi que de Manchester à Londres, de Newcastle et de Hull à Bristol. Du centre où viennent aboutir ces rayons, il n'y a pas de point extrême que l'on ne puisse atteindre en trois, quatre, cinq ou six heures. Des canaux presque parallèles transportent les produits encombrans. Pourtant ce qui fait la principale richesse de Birmingham, ce sont les districts manufacturiers qui relèvent de cette grande cité : dans un rayon de trente lieues en allant vers le nord, se trouvent échelonnées les forges du Staffordshire, parmi lesquelles les seules usines de Bilston fournissent autant de fer que la Suède tout entière, et celles de Stourbridge, qui occupent cinq mille ouvriers; les poteries de Burslem et

des environs; les quincailleries de Wolverhampton, de Willenhall, Walsall et Sedgeley; la coutellerie et les plaqués de Sheffield; le tout établi sur un banc de houille continu qui appelle un nombre prodigieux de mineurs, et qui fait circuler chaque année sur les canaux quatre à cinq millions de tonneaux. L'influence de ces industries auxiliaires sur la prospérité de Birmingham a été rendue évidente par le recensement de 1841, qui constate que 54,000 personnes, ou environ 30 pour 100 du nombre des habitans, étaient étrangers au comté de Warwick. Au reste, l'accroissement de la population n'a pas été moins extraordinaire ni moins rapide que dans les métropoles de la laine et du coton : Birmingham renfermait, en 1781, 50,000 habitans; en 1801, 73,670; en 1811, 85,755; en 1821, 106,722; en 1831, 146,986, et 182,922 en 1841. Cette augmentation représente près de 38 pour 100 dans la période décennale de 1821 à 1831, époque où Birmingham et Sheffield nouèrent avec les États-Unis des relations plus étendues, et où commence l'ère des chemins de fer; elle s'était élevée à 47 pour 100, dans la période vicennale de 1781 à 1801, marquée par l'introduction de la machine à vapeur.

L'aspect de la ville répond à ces données de son état industriel. Elle figure un carrefour de larges rues, une espèce de *forum* que les multitudes environnantes envahissent à un jour donné, tantôt dans un but politique, et tantôt dans un intérêt commercial. On voit bien vite que la bourgeoisie, qui fait partout la base des populations urbaines, ne s'élève guère à Birmingham au-dessus des régions inférieures de la société. Rien n'y affecte de vastes proportions, pas même le travail, qui paraît si grandiose dans les comtés du nord. Le seul édifice un peu remarquable est la salle de l'hôtel-de-ville (*town-hall*), où se tiennent les réunions publiques, et qui est la tribune aux harangues de cette communauté d'ouvriers. Les principales rues sont occupées par des revendeurs ou détaillans, car aucune ville d'Angleterre, après Londres, ne renferme plus de boutiques. Les ouvriers habitent des cours fermées, une maison pour chaque famille, et chaque cour réunissant de quatre à vingt maisons. On comptait à Birmingham, il y a quelques années, 2010 cours, renfermant 12,254 maisons et 48,916 personnes, ou quatre personnes par habitation (1). Le loyer d'une maison est en moyenne de 3 shillings 1/2 par semaine, le prix d'une chambre à White-Chapel ou à Spitalfields.

Ces petits cloîtres industriels ne sont rien moins que des modèles

(1) *Sanitary condition of labouring classes.*

de propreté. Comme il n'y a qu'une pompe par cour, un seul trou aux cendres pour recevoir les résidus, et un seul lavoir, chaque ménagère ne manque pas de prétextes pour se relâcher de la rigueur de ses fonctions. L'usage d'engraisser des porcs contribue encore à augmenter les dépôts et les émanations qui vicient l'atmosphère (1); mais comme, après tout, les familles ont de l'air et de l'espace, comme les caves ne sont pas habitées ainsi qu'à Liverpool et à Manchester, les maladies font moins de ravages, et Birmingham jouit comparativement d'une sorte de salubrité (2). Le docteur Duncan évalue la mortalité de cette ville à un décès par an sur 36 79/100 personnes; il est vrai que l'on n'y compte que 40 habitans par mille carré de surface bâtie, c'est-à-dire un peu moins qu'à Londres, et beaucoup moins qu'à Leeds, qu'à Manchester, qu'à Liverpool.

Pendant la dernière moitié du XVIIIe siècle, le sol aux abords de la ville était divisé en petits jardins, que les ouvriers louaient à raison d'une guinée et demie par an. Là, dans la belle saison, après leur travail, ils passaient la soirée à cultiver des légumes et des fleurs, simple et salutaire occupation qui était pour eux une source de plaisirs. Depuis cette époque, les jardins ont graduellement disparu pour faire place aux maisons; et comme Birmingham, de même que Manchester et Liverpool, n'a pas de promenades publiques, les ouvriers manquent d'un lieu de récréation où ils puissent, une ou deux fois par semaine, respirer un air plus salubre et plus pur que celui des rues ou des ateliers. Telle est cependant l'excellence d'un site élevé de cinq cents pieds au-dessus du niveau de la mer, formé de plusieurs collines et baigné par plusieurs ruisseaux, que la vie moyenne à Birmingham, par une exception très remarquable, a presque la même durée que dans les districts ruraux.

La mortalité dans l'âge le plus tendre est presque aussi considérable qu'à Manchester, et elle tient aux mêmes causes. La moitié des

(1) S'il faut en croire les huit médecins qui ont signé le rapport inséré dans l'ouvrage de M. Chadwick (*Sanitary condition*, etc.), la voie publique servirait littéralement de voirie. Je me borne à reproduire ici le texte anglais, dont notre langue n'admettrait pas la crudité. « It is a common custom throughouh the town to empty the contacts of the ash-pits and privies in the night into the streets, from which they are carted away early on the following morning. But some filth always remains after this proceeding and continues, until it has entirely evaporated, to be an annoyance to the neighbourhood. Deposits are made on the side of the canals, until they are removed in boats into the country. »

(2) A Birmingham, en 1832, l'on n'a compté que vingt-quatre cas de choléra, pendant qu'à dix milles de là, le choléra dépeuplait la petite ville de Bilston.

enfans qui naissent succombent avant la sixième année. Dans les autres districts du comté, la proportion des décès au-dessous de cinq ans n'est que de 35 pour 100. Or, quand on songe que la vie moyenne dure tout aussi long-temps à Birmingham que dans les campagnes, il faut bien reconnaître que les circonstances atmosphériques n'ont aucune part à l'espèce d'épidémie qui moissonne tant d'enfans au berceau. Cette épidémie est principalement de l'ordre moral; on en trouve la cause dans l'absence de ces soins maternels que la nature, pour le distinguer des animaux, a rendus plus nécessaires à l'homme que l'air et que le lait. A Birmingham comme à Manchester, le travail dissout la famille. Les femmes, employées dans les ateliers, négligent leurs devoirs domestiques, et cette négligence résulte de l'habitude encore plus que de la nécessité. La jeune fille, accoutumée dès l'enfance à l'existence tout extérieure des populations industrielles, ne sait pas ou ne veut pas, en se mariant, former autour d'elle un intérieur, un foyer; elle continue à fréquenter les ateliers, travaille pendant sa grossesse jusqu'au dernier jour, reprend l'ouvrage trois semaines après, et confie alors ses petits enfans aux soins de quelque vieille femme ou de quelque autre enfant à peine plus âgé que les siens; cette surveillance lui coûte à peu près autant que son travail peut lui rapporter (1). Toutefois, l'insouciance des mères ne va pas jusqu'à l'expédient barbare de ces potions opiacées qui n'endorment la faim ou les cris qu'en altérant le principe même de la vie.

Si les ouvriers vivent plus long-temps à Birmingham qu'ailleurs, cela ne veut pas dire qu'ils soient beaucoup plus robustes. Dans l'échelle sanitaire du royaume, la population de la ville occupe ce degré intermédiaire qui n'est ni le rachitisme, ni la vigueur, se maintenant presque à une égale distance de la maladie et de la santé. En entrant à Birmingham, on n'est pas frappé du spectacle de cette dégradation physique qui signale, dans quelques districts, les familles des tisserands et celles des fileurs; mais on n'y aperçoit pas non plus la race herculéenne que l'on rencontre parmi les ouvriers des mines et des forges, ces athlètes du travail qui, selon l'expression des commissaires du gouvernement (2), traversent la vie comme des coqs de combat. Ainsi, plus de la moitié des volontaires qui se présentent pour entrer dans les rangs de l'armée sont rejetés comme impropres au service militaire (3), et, ce qui in-

(1) *Children's employment commission.*

(2) « They live their lives, as fighting cocks. » (*Id.*)

(3) « Out of 613 men enlisted, almost all of whom come from Birmingham and five other neighbouring towns, only 238 were approved for service. » (*Children's commission.*)

dique plus que tout autre symptôme l'affaiblissement des constitutions, les maladies de poitrine comptent pour un tiers environ dans les décès.

J'ai comparé l'industrie de Birmingham à celle de Paris; les mêmes analogies se font remarquer entre les populations des deux cités. Sans doute on chercherait vainement à les ramener à un type commun; mais les habitans de Birmingham sont, par rapport à ceux de Manchester et de Glasgow, ce que sont les habitans de Paris par rapport à ceux de Lille et de Rouen. C'est la même supériorité dans les deux cas. Cependant l'ouvrier de Birmingham n'a pas, comme celui de Paris, ce goût inné et cette élégance personnelle que communique un commerce journalier avec les travaux de luxe, de mode et d'art. Il a l'air gauche et lourd sous sa longue blouse blanche qui traîne jusqu'aux talons. Pour compléter cet accoutrement d'un autre siècle, il porte volontiers des culottes courtes et des bas bleus. N'allez pas croire qu'il soit indifférent à une certaine prétention de toilette. Les femmes pâles et osseuses se drapent dans un schall fané; les hommes, par une exception assez rare dans les villes de fabriques, ont souvent deux habillemens complets; les marchands d'habits sont aussi nombreux dans la ville que les débitans de boissons. Même recherche dans le choix des alimens. Les ouvriers de Birmingham ne vivraient pas, comme ceux de Boston ou de Stockport, de pain, de lard et de pommes de terre; il leur faut les meilleures viandes et les morceaux les plus délicats. Dans la semaine, ils se nourrissent de côtelettes et de *beafsteaks;* le dimanche, ils se font servir les rôtis les plus succulens (*best joints*). Souvent le chef de la famille dîne à la taverne, pendant que sa femme et ses enfans, réunis autour d'un ragoût de pommes de terre, pâtissent de cet égoïsme sensuel. L'ouvrier, à Birmingham, ne s'enivre pas de quelque liqueur brutale telle que le genièvre ou le whiskey, il boit habituellement de la bière, et souvent des vins étrangers. Par exemple, et ceci achève de caractériser la race, son appétit n'est pas au niveau de sa sensualité : il faudrait, selon un témoignage officiel (1), deux repas comme le sien pour apaiser la faim d'un laboureur.

Ce goût du luxe et de la bonne chère, qui se manifeste à Birmingham, montre que le travail y est plus productif que régulier, et que les hommes y jouissent habituellement d'une sorte de loisir. Dans la fabrique parisienne, les ouvriers, qui gagnent de 5 à 10 francs par jour, ne travaillent qu'un certain nombre de jours par semaine et qu'un certain nombre d'heures par jour. Dans les ateliers de Birmingham, la

(1) *Children's employment commission.*

journée effective se prolonge rarement au-delà de dix heures; beaucoup d'artisans se reposent en outre le dimanche, le lundi et le mardi. Or, il est dans la nature de l'homme, dès qu'il obtient du loisir, de le consacrer aux plaisirs des sens, avant de songer aux plaisirs de l'esprit, et il se passera du temps avant que la réduction ou l'intermittence du travail tourne au profit de l'intelligence des travailleurs.

Pénétrons plus intimement dans l'organisation de cette industrie. On sait que la puissance manufacturière, de l'autre côté du détroit, a suivi l'exemple de la propriété foncière, et qu'elle s'est constituée à l'état féodal. Une filature, une mine, un haut-fourneau est une véritable baronnie dont le propriétaire, commandité par les banques et gouvernant à l'aide des machines le feu et l'eau, a une autorité moins arbitraire, mais plus absolue, sur ses ouvriers que les seigneurs du moyen-âge sur leurs vassaux. Les ouvriers sont enrégimentés, et rien ne ressemble plus à une colonie militaire que ces colonies industrielles dont la manufacture est comme la citadelle, la cheminée de la machine le drapeau, et où le manufacturier, en admettant ou en excluant une famille, exerce indirectement, sur les membres qui la composent, le droit de vie et de mort. Là, les ouvriers, ne pouvant pas traiter avec les maîtres de puissance à puissance, ont recours au procédé universel des faibles et des opprimés : ils conspirent. L'aristocratie manufacturière est ainsi une espèce de despotisme tempéré quelquefois par des révoltes et tous les jours par des coalitions.

Les petits fabricans de drap qui habitent les campagnes voisines de Leeds et les districts septentrionaux du pays de Galles font déjà exception à cet état de choses, qui semble être en Angleterre la loi du travail, et qui se développe avec les progrès de l'industrie. A côté d'une démocratie rurale ainsi limitée et réduite à un tel isolement, on peut placer la démocratie urbaine de Birmingham et des environs, qui se recommande par des nombres plus imposans, et dont la constitution présente un sujet d'études plein d'intérêt.

Pendant que les capitaux tendent à se concentrer dans la Grande-Bretagne, ils se divisent de plus en plus à Birmingham. L'industrie de cette ville, de même qu'en France la culture du sol, est descendue à l'état parcellaire. On y rencontre peu de grandes fortunes et à peine quelques grands établissemens. Certains manufacturiers opèrent avec un fonds de 10 à 20,000 francs; la plupart n'ont pas plus de cinq à six ouvriers, le *maximum* est généralement de cinquante par fabrique. En 1843, à une époque où les produits annuels de Birmingham atteignaient une valeur de 80 à 90 millions de francs, on supposait

que cette production se partageait entre quatre mille fabricans, ce qui représente une moyenne de 20,000 francs pour chacun. En 1841, la commission sanitaire, ayant à déterminer l'influence qu'exerce chaque genre d'occupation sur la santé des ouvriers, déclarait qu'elle avait dû renoncer à remplir sa tâche (1), attendu la difficulté d'interroger cette multitude de fabricans qui, seulement pour les quatre-vingt-dix-sept industries propres à Birmingham, étaient au nombre de deux mille.

Cette organisation industrielle tient à la nature même des travaux. Dans les manufactures où la puissance mécanique domine, les rouages multipliés qui concourent à la production exigeant une mise de fonds considérable, et l'intérêt de ce capital ne pouvant être couvert que par de vastes opérations, il faut nécessairement que la direction se concentre dans un petit nombre de mains. Alors la machine est tout, et l'homme n'est rien. Le talent et quelquefois le génie se montrent dans le mécanisme de la fabrique; mais l'œuvre marche ensuite d'elle-même, et l'ouvrier, réduit à un rôle auxiliaire, n'a plus besoin que d'un peu d'attention pour suivre la besogne qui lui est tracée. Aussi ne doit-on pas s'étonner si la femme remplace bientôt l'homme, et si plus tard l'enfant vient la supplanter. Quelque jour, une machine sera substituée à l'enfant lui-même; les ateliers achèveront de se dépeupler, et l'on verra tous ces métiers se mouvoir mystérieusement dans la solitude, avec une émulation infatigable, au simple commandement d'un chauffeur.

A Birmingham, au contraire, le travail est purement manuel. On emploie les machines comme un accessoire de la fabrication; mais tout dépend de l'adresse et de l'intelligence de l'ouvrier. Le capital, en pareil cas, c'est l'habileté acquise. Avec un peu d'argent et des outils, un ouvrier peut travailler pour son propre compte; il n'en faut pas davantage pour prendre rang, par exemple, parmi les fabricans de quincaillerie, de bronzes, de boutons et de plaqués.

Cela se fait de diverses manières. Tantôt l'ouvrier travaille chez lui, avec deux ou trois apprentis, achetant la matière première, qu'il revend ensuite ouvrée aux marchands. Comme l'atelier est ordinairement dans les combles de la maison, on désigne ces hommes par le sobriquet de fabricans en galetas (*garret men*); ce sont, bien qu'à un degré inférieur, les fabricans en chambre de Paris. Ces petits manufacturiers ne se forment une clientelle qu'en cédant leurs produits au-dessous du cours; aussi leurs profits, qui sont considérables dans

(1) *Sanitary condition of labouring classes.*

les momens où le commerce prospère, tombent bien bas dans les époques de stagnation. Tantôt des facteurs ou courtiers (*middlemen*) s'entremettent entre le marchand et l'ouvrier. Le marchand leur livre la matière première, qu'ils se chargent de lui rendre ouvrée à un prix convenu. Ils sous-traitent ensuite avec l'ouvrier de l'exécution des commandes qu'ils ont obtenues. C'est le mode de fabrication, sans contredit, le plus vicieux, car il laisse généralement la plus grande part de bénéfice à la classe d'hommes qui a la moindre part au travail. Les intermédiaires ne sont vraiment utiles dans l'industrie que lorsqu'ils servent de lien entre l'entrepreneur et les agens de la production. Or, l'emploi des facteurs à Birmingham et dans les environs a précisément l'inconvénient d'empêcher toute relation entre les marchands qui font les commandes et les ouvriers-fabricans qui doivent les exécuter. Le courtier, étant maître du marché, peut, avec la même facilité, exagérer pour le marchand le prix des façons, et le réduire pour l'ouvrier au plus bas. Il tient dans ses mains les clés de la production, et, comme il n'envisage que son intérêt personnel, il ne s'en sert ni au profit de l'art ni dans des vues d'humanité. Ce despotisme aurait les plus fâcheuses conséquences sans la ressource, toujours offerte aux ouvriers, de passer d'une occupation à une autre, au milieu de cette infinie variété d'articles qui constitue l'industrie de Birmingham. A Wolverhampton, à Willenhall et dans les villes qui ont une spécialité de travail, le système que je signale a fait descendre les populations au dernier degré d'abaissement.

Ce qui caractérise plus particulièrement la constitution industrielle de Birmingham, c'est le procédé au moyen duquel les petits fabricans se procurent le moteur mécanique qui semblait appartenir par privilége aux grands établissemens de production. A Manchester, on peut prendre à loyer des filatures, des teintureries ou seulement des machines à vapeur; en traversant le quartier des manufactures, vous lisez souvent sur la porte d'une usine ces mots, qui frappent aussi les regards à Paris le long du canal Saint-Martin : « Force à louer (1). » Dans les campagnes du Yorkshire, les fabricans de drap établissent par voie d'association des usines dont la puissance est au service de tous et de chacun. Ce que l'association a fait pour les petits drapiers de Leeds a été à Birmingham l'œuvre de la spéculation. Voici, en quelques mots, la description de ce procédé, qui montre à quel point l'on pousse en Angleterre la division du travail.

(1) « *Power to let.* »

On établit une machine à vapeur dans un bâtiment qui contient une multitude de chambres d'inégale grandeur. La machine fait mouvoir des arbres qui transmettent le mouvement à des volans placés dans chaque appartement. Chacun de ces petits ateliers a pour mobilier un tour, des bancs, et les outils appropriés aux divers genres de travaux. Un ouvrier, ayant reçu des commandes qui peuvent l'occuper une semaine, un mois ou une saison, prend à loyer un ou plusieurs ateliers, selon ses convenances, et stipule qu'une certaine somme de force lui sera fournie. Il réalise ainsi, en disposant d'un faible capital et en produisant sur une petite échelle, tous les avantages que donne ailleurs aux grands capitalistes l'emploi de la vapeur; et comme les établissemens qui distribuent la force en détail sont nombreux dans la ville, la concurrence que se font les propriétaires en réduit le loyer à un taux qui rend le système accessible et l'usage universel. Des ateliers, avec leur mobilier et leur moteur, se louent aussi couramment que les appartemens d'un hôtel garni.

On comprend que ces facilités offertes au travail aient eu pour effet de multiplier la classe des ouvriers fabricans, de stimuler la concurrence et d'amener une diminution extraordinaire dans le prix des objets fabriqués. Lorsque l'industrie, à Birmingham, relevait de quelques manufacturiers qui étaient assez riches pour payer le travail comptant et pour livrer néanmoins leurs produits à crédit, le producteur faisait la loi au consommateur et fixait lui-même le bénéfice auquel il pensait avoir droit. Aujourd'hui que la classe des grands manufacturiers a disparu, que la fabrique attend les commandes, et que le fabricant dépend, comme l'ouvrier autrefois, du salaire de la journée ou de la semaine, le consommateur est le maître; il ne lui reste plus qu'à faire justice des intermédiaires, marchands ou courtiers, qui se placent entre le producteur et lui pour les tromper tous les deux.

Depuis 1815, le prix des articles de Birmingham a baissé de 50 à 60 pour 100. Cette diminution a été principalement sensible dans la quincaillerie, où elle atteste bien moins le progrès de l'industrie que la détresse des travailleurs. En consultant la cote nominale des articles, on croirait que le prix est aujourd'hui ce qu'il était il y a cinquante ans. La valeur apparente n'a pas changé, en effet; c'est l'escompte alloué aux marchands qui varie seul et qui donne le cours de la marchandise. A Birmingham, l'escompte représente 60 à 70 pour 100 de la valeur; à Wolverhampton, 70 à 80 pour 100; à Willenhall, 80 et même 90 pour 100. Souvent même, quand le commerce ne va pas, le fer ouvré se vend au poids et pour le prix du fer brut.

De pareils faits surprendraient moins en France. Nos commerçans ont des habitudes mesquines; opérant sur de faibles quantités, ils se livrent trop souvent à des calculs étroits; on les accuse d'avoir plusieurs prix, et de ne pas apporter dans les affaires cette franchise qui les simplifie. Pourtant nos places de commerce ou d'industrie ne présentent nulle part un brocantage comparable à celui qui est devenu en Angleterre l'état normal d'une industrie qui défie toute concurrence étrangère et qui exporte annuellement une valeur de 30 à 40 millions. Les manufacturiers de Sedan allouent, il est vrai, aux marchands des escomptes qui atteignent quelquefois la proportion de 21 pour 100; dans les articles de Paris, l'escompte varie depuis 15 jusqu'à 30 pour 100; mais c'est là l'extrême limite de l'abus. On peut s'étonner de le voir poussé bien plus loin, dans un pays comme la Grande-Bretagne, où le commerce a généralement tant de grandeur, où les marchands n'ont qu'un prix, et où les affaires les plus colossales se traitent sans ambages, sans finesses ni temps perdu, par oui ou par non; mais l'industrie de Birmingham et des villes similaires est une exception à l'ordre général de cette société, et toute anomalie sociale se manifeste par de monstrueuses proportions.

Chez nos voisins, le travail, de même que la liberté, semble ne pouvoir se développer que sous la tutelle d'une aristocratie fortement constituée. Cette aristocratie est souvent imprévoyante et quelquefois oppressive : elle ne remplit pas toujours le rôle providentiel que ses membres ont accepté; partout cependant où son autorité ne se fait pas sentir, l'anarchie commence. Bon ou mauvais, il n'y a d'ordre possible dans la Grande-Bretagne que celui qu'elle établit. C'est un pays où il vaut encore mieux être serf qu'affranchi. L'industrie britannique, bien qu'elle soit l'apanage d'un petit nombre de familles, présente le spectacle d'une concurrence intérieure qui excède à coup sûr les besoins du progrès et du bon marché. Que serait-ce donc si les barrières qui arrêtent la foule à l'entrée de cette carrière ardue allaient s'abaisser? Si la production, dans l'état actuel, est en avant de la consommation, mise à un régime démocratique, elle encombrerait les entrepôts et réduirait les prix à rien à force de les avilir. Ajoutons que les grands capitalistes, dans leurs rivalités, ne mettent pour enjeu que leur fortune, tandis que les petits, comme le marchand de Shakspeare, jouent leur chair et leur sang. Il n'y a pas assez de modération dans le caractère anglais pour l'état démocratique. La démocratie ne convient ni aux peuples sensuels qui prennent le plaisir pour but de la vie, ni aux nations naturellement avides et dont l'ambition ne con-

naît pas de repos. C'est pourquoi, dans l'industrie comme dans le gouvernement, la forme aristocratique est nécessaire au peuple anglais. En lui servant de frein, elle lui sert d'appui.

Il y eut un moment où les chefs de l'ordre manufacturier sortirent du plus épais de la foule. Alors les Arkwright, les Strutt, les Ashton, les Peel, les Cobden, se firent jour : des ouvriers, des commis, des fils de fermiers, devinrent la souche de cette nouvelle noblesse, qui depuis a serré ses rangs et n'admet plus d'alliage; mais alors on était dans un temps de révolution. On marchait à la découverte et à la conquête du monde industriel; chaque travailleur avait en perspective le gouvernement d'une filature, c'était son bâton de maréchal. La conquête une fois accomplie, l'on s'est organisé pour la défense, et l'industrie a eu sa féodalité. Il est presque aussi difficile aujourd'hui à un simple ouvrier de s'élever au-dessus du poste de contre-maître qu'à un soldat de l'armée britannique de parvenir aux grades qui appartiennent aux officiers commissionnés. A Dieu ne plaise que j'approuve cette espèce de déchéance qui pèse sur une population tout entière, et que j'érige ici le fait en droit! Pourtant, lorsqu'on observe sans prévention cet ordre social, il est impossible de ne pas remarquer qu'il s'est assimilé les individus au point de convertir l'inégalité en une sorte de droit naturel. L'ouvrier anglais accepte son infériorité en présence de ses chefs, et il a besoin de la sentir. Faites-le sortir des rangs de cette hiérarchie dans laquelle il est enrégimenté, à l'instant il perd de sa valeur comme homme et comme instrument de travail. Tous les manufacturiers du continent qui ont fait venir des ouvriers du Lancastre ou du Stafford n'ont pas tardé à s'en débarrasser, les trouvant d'un mauvais exemple, d'un caractère difficile et incapables de régularité.

Certaines races ont une aptitude pour ainsi dire universelle. Les Slaves sont de vrais Protées, également propres à la paix et à la guerre, sensibles à la poésie, organisés pour la musique, et néanmoins se façonnant promptement aux exigences de l'industrie. Le paysan russe est un charpentier adroit aussi bien qu'un patient laboureur. Et qui ne sait que l'avenir industriel de l'Autriche repose sur ces montagnards de la Bohême, que l'on avait oubliés depuis la guerre de trente ans? La race anglaise est au contraire, individuellement, ce qu'il y a de moins complet au monde. L'Anglais naît avec une disposition spéciale, et comme une partie d'un tout; il porte en lui le principe de la division du travail. Placé en son lieu et de manière à suivre sa vocation, il contribuera merveilleusement à l'harmonie de l'ensemble; jeté hors du cadre qui le contenait, il n'est plus bon à rien. La nature, qui a

donné au génie britannique plus d'exactitude et de profondeur que d'étendue, semble avoir voulu que chaque individu dans la nation ne sût et ne fît qu'une seule chose. De là cette nécessité de la grande industrie, qui localise les hommes ainsi que les pièces d'une machine, et qui condamne tel d'entre eux à user son intelligence sur une pointe d'épingle ou sur une tête de clou.

Ainsi, le génie même de la nation, indépendamment des circonstances, pousse invinciblement l'industrie anglaise dans les voies de l'aristocratie. Ce qui le prouve, c'est que le travail individuel et isolé est, dans la Grande-Bretagne, infiniment moins prospère que le travail de ces associations dont chacune représente une espèce de clan industriel. Sans sortir des districts sur lesquels s'étend l'action de Birmingham, on peut comparer les résultats des deux procédés.

Birmingham est situé, comme on l'a déjà vu, sur la lisière des comtés de Warwick et de Stafford, au centre d'un district industriel qui le cède à peine en importance aux comtés de Lancastre et d'York. Ce district s'étend de Stourbridge à Sheffield, et renferme une population d'un million d'hommes (1), dont l'agriculture n'emploie qu'une faible partie. C'est le monde de l'industrie métallurgique, dont les deux pôles sont figurés par Birmingham et par Sheffield, les deux marchés sur lesquels se versent tous les produits. Dans l'intervalle, le travail de la matière première, l'extraction de la houille et du minerai, la fabrication de la fonte et du fer, appartient aux régions aristocratiques; la démocratie industrielle s'empare ensuite du métal et le façonne pour les usages domestiques; elle s'applique à la quincaillerie, à la coutellerie, au placage et aux choses d'ornement.

La fabrication du fer est au nombre des industries qui ont fait depuis le commencement du siècle les plus rapides progrès. En 1796, quelques années après la découverte du traitement par le coke, la Grande-Bretagne ne comptait que 121 hauts-fourneaux, produisant 124 mille tonnes de fer brut; en 1839, il existait dans le royaume-uni 529 hauts-fourneaux, dont 377 en feu, et la production de l'année s'élevait à 1,247,981 tonneaux (2). La partie méridionale du comté de Stafford avait d'abord été le siége principal de la métallurgie; mais une concurrence formidable s'organise dans certains districts plus favorisés. Les forges du pays de Galles, placées sur le canal de Bristol,

(1) Comté de Warwich, 401,715 habitans; comté de Stafford, 510,504; Sheffield, 111,000.

(2) En 1840, la production atteignit le chiffre exceptionnel de 1,400,000 tonneaux.

lui enlèvent insensiblement les débouchés extérieurs, et les forges de l'Écosse, où l'on traite le minerai par l'air chaud, et qui emploient un minerai beaucoup plus riche (*black band*), peuvent livrer leurs produits à meilleur marché : au mois de juillet 1843, la fonte brute ne valait, sur les bords de la Clyde, que 40 shil. (50 fr.) le tonneau. A ce compte, Glasgow aurait pu donner pour moins de 120 fr. la tonne des rails qui coûtaient alors 150 fr. à Cardiff.

La crise de 1842 a bien montré de quel côté l'industrie métallurgique suivait un mouvement ascendant, et de quel côté elle tendait à décliner. La production totale de l'année 1842 n'est inférieure à celle de 1839 que de 37 milliers de tonneaux; mais la perte ne se répartit pas d'une manière égale entre les usines du royaume-uni. Il y en a qui ont accru leur production en dépit de la stagnation du commerce; d'autres ont maintenu leur niveau; d'autres enfin ont dû éteindre leurs feux. Ainsi, les forges méridionales du Staffordshire n'ont produit que 300,000 tonnes, au lieu de 346,000; les forges méridionales du pays de Galles ont rendu au contraire 457,000 tonnes, au lieu de 453,000; enfin les forges de l'Écosse, qui n'avaient donné que 37,500 tonnes en 1830, et 196,960 en 1839, en ont produit 238,750 en 1840, accroissement qui excède la proportion de 600 pour 100 en douze années.

Dans les époques d'activité commerciale, les ouvriers des forges et les mineurs qui travaillent pour les forges obtiennent des salaires très-élevés; la moyenne n'est guère moindre de 3 sh. 1/2 à 4 sh. par jour (4 fr. 40 c. à 5 fr.); il leur est alloué en outre pour leur usage autant de houille qu'ils en peuvent emporter. On rencontre souvent sur les routes du Stafford la femme et les enfans du mineur qui s'éloignent du puits d'extraction, chargés entre eux de 80 ou 100 kilogrammes de houille qui se dressent en pyramides inégales sur leurs chapeaux. Aux époques de disette, le maître de forges et le propriétaire de mines ne suspendent pas le travail; ils se bornent à le réduire, et le salaire diminue dans la même proportion. Les chefs de cette industrie se réunissent tous les trois mois pour fixer le prix du fer; ils s'occupent aussi du sort des ouvriers. En 1843, dans un moment où de nombreuses faillites laissaient plusieurs milliers d'hommes oisifs, et où l'on craignait que ces multitudes affamées ne fissent une descente en masse sur Birmingham, la sollicitude des manufacturiers s'émut; on ouvrit des souscriptions, on distribua des alimens, on employa les hommes valides à tracer de nouvelles routes, et une grande calamité fut détournée.

Un autre district du Stafford, où les ouvriers, sous la tutelle des grands capitalistes, sont encore dans une aisance à faire envie, est celui des poteries, qui comprend 70,000 habitans répartis entre les petites villes de Stoke sur la Trent, de Longton, de Fenton, de Hanley, de Burslem et de Tunstall. Ce lieu, enrichi par les belles découvertes de Wedgwood, est désigné aussi sous le nom générique d'Étrurie. Les commissaires du gouvernement en font une peinture charmante; ils rendent hommage à la touchante bienveillance que les fabricans témoignent à leurs ouvriers. Les manufacturiers forment une classe puissante qui doit à ses lumières non moins qu'à sa richesse l'influence dont elle jouit. Plus leurs établissemens ont d'importance, plus les procédés de fabrication s'y perfectionnent, et mieux leurs ouvriers sont traités : la condition de ceux-ci s'élève en raison directe de celle des maîtres; l'art et la société avancent du même pas.

Aucune industrie ne procure des salaires plus considérables; les manœuvres les moins habiles gagnent encore dans les poteries 30 sh. (37 fr. 50 c.) par semaine, ou 6 fr. 25 c. par jour pour dix heures et demie de travail. Dans certains cas, les gains réunis d'une famille représentent 3 à 4 liv. st. par semaine, soit au *maximum* 500 fr. par mois et 6,000 fr. par an. Combien y a-t-il de chefs d'administration en Angleterre et en France qui jouissent d'un revenu égal à celui des potiers de Burslem? Aussi les maisons habitées par les ouvriers sont-elles propres, riantes, et souvent meublées avec élégance. Dans quelques ateliers, tels que ceux de dorure et de peinture, le travail est accompagné de chants religieux. En un mot, la population respire le contentement et le bonheur. Ce bonheur n'est pas assurément sans mélange; le bien, qui vient trop facilement, se dissipe de même : les ouvriers des poteries aiment le luxe, la boisson, le jeu, et font peu d'économies. Un d'eux vient-il à tomber malade, il a recours à la maison de charité ou demande des avances au fabricant. Certains détails de la fabrication ont aussi des conséquences funestes à la santé; mais ces influences pernicieuses se font surtout sentir dans les petits ateliers. Les conditions de salubrité sont meilleures dans les grands ateliers, et l'on y ménage avec plus de scrupule les forces des travailleurs. Les mêmes faits ont été observés à Sheffield, où les ouvriers émouleurs refusent d'employer les procédés de ventilation qui pourraient leur sauver la vie, et où ces précautions d'humanité ne sont prises que par les manufacturiers qui, occupant un grand nombre d'hommes, sentent plus fortement le poids de leur responsabilité.

Voilà pour l'industrie centralisée; venons à l'industrie parcellaire.

Il ne faudrait pas juger de ses effets naturels par ceux qu'elle obtient à Birmingham. Partout où le travail se distribue entre mille canaux divers, les conséquences fâcheuses d'une concurrence poussée à l'excès peuvent, dans certains cas, s'atténuer. L'ouvrier chassé d'une occupation émigre vers une autre, et, comme les membres d'une même famille s'appliquent généralement à des métiers différens, les crises commerciales, en les frappant, ne leur enlèvent pas toutes leurs ressources. Quand la misère entre d'un côté, l'aisance vient de l'autre, ce qui fait qu'ils se réfugient rarement, avant la vieillesse, dans les maisons de charité.

A Birmingham, les salaires se tiennent dans une espèce de région moyenne. Quelques ouvriers d'une habileté supérieure gagnent, les hommes trente à quarante shillings par semaine, et les femmes dix à quinze shillings; la commune n'excède guère 1 livre sterling (25 fr.) pour les hommes, et pour les femmes 7 sh. (8 francs 75 cent.). Les enfans, à l'exception des petits malheureux employés dans les fabriques d'épingles, ne travaillent pas avant l'âge de dix ans; mais aussi, dès cet âge, aucune loi n'interdit de les assimiler aux adultes pour la durée du travail. L'atelier ne consumant pas la première fleur de l'enfance, les écoles publiques reçoivent un plus grand nombre de pupilles que celles de Manchester. Les progrès de l'instruction à Birmingham semblent avoir tenu ceux du crime en échec. En 1841, le nombre des arrestations fut de 5556 ou de une sur 32 habitans; c'est moitié moins qu'à Liverpool.

Mais, encore une fois, si l'on veut voir la démocratie industrielle telle qu'elle est en Angleterre et telle qu'elle peut être, ce n'est pas à Birmingham que l'on doit aller. Il faut l'examiner de préférence dans ces petites villes où le travail se trouve réduit, comme dans les centres aristocratiques, à deux ou trois branches d'occupation, et où le luxe et la civilisation d'une métropole ne concourent pas à en dénaturer les résultats. Il faut l'observer à Wolverhampton et à Willenhall. Birmingham, Wolverhampton et Willenhall sont comme les trois degrés de la démocratie industrielle en Angleterre, démocratie qui s'abaisse à mesure que son horizon se restreint. A Birmingham, on l'a vu, elle a des apparences florissantes et se trouve à l'aise au milieu de tant de productions diverses, allant de la quincaillerie aux bronzes, des bronzes aux fabriques d'armes, de celles-ci à la bimbeloterie et aux cristaux. A Wolverhampton, elle descend d'un cran, cette ville n'étant plus en quelque sorte qu'une fraction de Birmingham et appliquant au travail du fer sous toutes les formes ses quarante mille habitans.

A Willenhall, la dégradation est complète; ce petit bourg a pris une spécialité dans la quincaillerie : il est exclusivement peuplé de serruriers.

Dans les trois villes, la population a augmenté en raison inverse du bien-être. De 1831 à 1841, l'accroissement a été de 25 pour cent à Birmingham, de 50 pour cent à Wolverhampton et à Willenhall. La misère de l'Irlande elle-même n'approche pas de cette fécondité. Il y a là un état de choses si extraordinaire et si triste à la fois, que l'on craint de hasarder une impression personnelle; je me tiendrai donc le plus près que je pourrai du rapport écrit par le sous-commissaire Horne (1), travail remarquable et qui paraîtrait complet, même quand on n'aurait pas publié, à l'appui des conclusions qu'il renferme, les dépositions recueillies sur les lieux.

Wolverhampton est une ville opulente. On ne trouverait pas à Birmingham un aussi grand nombre de capitalistes possédant de un jusqu'à dix millions. La plupart de ces hommes riches ne sont pas des manufacturiers faisant part de leur richesse aux ouvriers par l'accroissement des salaires, mais bien de simples commissionnaires achetant au plus bas prix pour revendre au plus cher, et exploitant sans pitié la détresse des petits fabricans. Des riches et des pauvres qu'aucune classe intermédiaire ne joint, deux camps et un fossé entre les deux, voilà l'état social de Wolverhampton. L'on ne s'étonnera pas si, dans une pareille société, les passions politiques agitent faiblement les esprits. Une seule question est comprise et sert de point de ralliement; je veux parler des céréales. Avant de songer aux droits politiques, n'est-il pas naturel que ces pauvres gens demandent du pain?

Wolverhampton n'a pas l'aspect d'une cité industrielle. On traverserait vingt fois les rues principales, les seules qui portent un nom, que l'on n'apercevrait pas une manufacture ni un atelier. L'industrie, en Angleterre, a communément bien soin de se mettre en évidence; elle multiplie les enseignes, les affiches, les placards, et fait littéralement violence à l'attention des passans. Ici, au contraire, l'on croirait qu'elle a honte d'elle-même et veut se dérober aux yeux. Les ateliers sont cachés dans des impasses et dans des cours, comme les logemens des Irlandais à White-Chapel. Les boutiques n'ont pas d'enseignes, ni les maisons de numéros. M. Horne compare les fabricans de Wolverhampton à des oiseaux dont les nids sont hors de vue; mais les oiseaux du moins ne recherchent point la fange et nichent rarement dans les

(1) *Children's employment commission.*

lieux bas. Voici au surplus la description que donne M. Horne des tanières habitées par les maîtres-ouvriers de Wolverhampton :

« Dans les rues les plus obscures et les plus sales, on aperçoit des passages étroits qui s'ouvrent à des intervalles tantôt de huit à dix et tantôt de trois à quatre maisons. Ils n'ont guère plus de 2 pieds 1/2 de largeur sur 6 de hauteur, avec une profondeur de 12 à 24 pieds. Ces passages servent tout ensemble de voie publique et de ruisseau. Après les avoir traversés, vous vous trouvez dans un espace dont l'étendue varie suivant le nombre des maisons ou des huttes qu'il renferme. Cette allée aboutit souvent à un autre passage qui donne accès dans une semblable cour. Les espaces les plus chargés de huttes figurent une sorte de garenne; il en est même un ou deux qui ressembleraient à une colonie de castors, si l'on y jouissait de la vue des vertes prairies et d'un air plus pur.

« Ces cloîtres ont de l'eau, et c'est là ce qui en diminue l'insalubrité. Ajoutez que les ateliers, les maisons et les huttes sont construits sur une légère élévation dont la pente s'incline vers le passage. Lorsqu'il y a assez d'espace, l'on établit une pompe au milieu de l'allée, non sans danger, si le bras de la pompe s'élève trop, de briser derrière soi les vitres d'une croisée, et d'inonder en face, par le jet de l'eau qui monte, la maison dont la porte serait mal fermée.

« Chaque allée renferme de deux à quatre maisons, dont une sur deux sert d'atelier. On compte ces passages par centaines à Wolverhampton. Dans l'origine, ce n'était évidemment qu'un sentier que le propriétaire d'une petite maison sur la rue se réservait le long de sa propriété pour arriver jusqu'à l'atelier, situé dans une arrière-cour; mais, le nombre des habitans venant à s'accroître, on construisit des chambres au-dessus des ateliers, et l'on bâtit des huttes partout où l'on put trouver du terrain. Voilà comment la circonférence de la ville put rester la même, pendant que la population augmentait d'année en année.

« Le sol étant la propriété de divers particuliers ou de l'église, autour de Wolverhampton, la ville ne pouvait pas s'étendre. Aussitôt que ce terrain devint disponible, de nouveaux quartiers s'élevèrent mal percés, mal pavés, sans égouts, croupissant dans la fange écumante (1), et où les maisons, habitées par les pauvres, sont déjà des ruines. Souvent ils vivent au rez-de-chaussée, lorsque le premier étage s'est écroulé. »

Selon M. Horne, le mobilier ne vaut pas mieux que les bâtimens. Grace à la position naturellement salubre de la ville et au bas prix de la houille qui permet de combattre l'humidité par des feux constamment allumés, ces tristes demeures n'engendrent pas autant de mala-

(1) Stagnant pools, colour of dead porter, with a glistering metallic film over them. »

dies qu'on pourrait le craindre. Cependant les médecins de Wolverhampton assurent que les fièvres pernicieuses, et notamment le typhus, y sont de plus en plus fréquentes (1). Ce qui est certain, c'est que, sous l'influence combinée du mauvais air et des privations, les mœurs s'altèrent et le sang s'appauvrit. L'affaiblissement de la race est particulièrement manifeste dans les enfans. Ceux qui semblent robustes à la première inspection n'ont que des chairs sans muscles; la plupart sont maigres, délicats et quelquefois difformes, les filles surtout. Leur stature est rabougrie à un point qui permet difficilement de croire à l'âge qu'ils se donnent. Les enfans de 14 à 15 ans ont la taille des écoliers de 11 à 12 ans dans le reste de l'Angleterre. La puberté vient tard. Un jeune garçon de 15 ans vous parle avec la voix aiguë d'un enfant. De pauvres filles de 16 à 17 ans, loin de présenter les symptômes extérieurs du développement qui commence à cet âge, ressemblent, lorsqu'il leur arrive d'avoir la taille droite, « à des planches de sapin que l'on aurait sciées en deux. » Leurs longues et mélancoliques figures annoncent qu'elles ont conscience des ravages que fait dans leur organisation le travail quotidien. Leur intelligence, émoussée de bonne heure, ne se développe pas mieux que le corps.

L'éducation de la première enfance est absolument nulle. L'enfant de cinq ans berce l'enfant de deux ans, pendant que l'enfant de sept ans veille sur l'un et sur l'autre, et garde la maison, tout le long du jour, en l'absence des parens. Pour faciliter cette surveillance, les mères administrent à leurs nourrissons, ainsi que cela se pratique à Manchester, des préparations d'opium. Quant aux enfans que l'on abandonne à eux-mêmes en été, ils jouent et dorment dans la boue; en hiver, au risque des accidens, qui sont fréquens en effet, ils jouent et dorment devant le feu.

« J'ai vu, dit M. Horne, une petite fille de sept ans, à qui l'on avait confié la tutelle d'un autre enfant de cinq ans et la garde de la hutte que la famille habitait, les parens la quittant dès six heures du matin pour ne rentrer qu'à six heures du soir. La hutte était située dans un creux, parmi des tas de cendres, auprès d'une mine de houille et d'une carrière de pierre sur la route de Sedgeley. Cette misérable habitation tombait en ruines : on aurait cru voir un *wigwam* abandonné, et à coup sûr elle offrait un abri moins commode que ces huttes fabriquées de troncs d'arbre et à moitié renversées que l'on rencontre dans les solitudes du Canada. Cette petite fille recevait souvent la visite des autres enfans du voisinage, qui étaient, comme elle, les

(1) *Sanitary condition.*

tuteurs de la famille et les gardiens de la maison. En me retirant, j'en aperçus une demi-douzaine de l'âge de sept à neuf ans, dont quatre portaient de plus jeunes enfans sur leur dos, montant le sentier tournant qui menait, à travers les cendres et les débris, à la butte située sur le penchant du coteau. »

Ainsi, dès le berceau, les enfans sont abandonnés; à l'âge de sept ou huit ans, aussitôt que l'esprit s'ouvre et que les membres ont un peu de force, on commence à les exploiter. Les petites fabriques et les ateliers domestiques de Wolverhampton n'étant pas soumis à la loi qui règle le travail des enfans, la journée de ceux-ci dure autant que celle des hommes; on ne leur épargne pas les travaux pénibles, et, pour les soutenir dans cette lutte inégale, on les nourrit à moitié sur la maigre pitance d'un plat de pommes de terre et de quelques harengs.

« Les plus jeunes, dit M. Horne, en quittant l'atelier, vont droit à la maison afin de souper, si même on leur donne à souper, et de se mettre au lit. Les autres rôdent nonchalamment dans les rues pendant une heure ou deux, avant de rentrer dans leurs tristes taudis. Quelquefois les jeunes gens des deux sexes se donnent rendez-vous pour battre le pavé ensemble; trop fatigués pour se livrer à quelque jeu, ils finissent par entrer dans les tavernes à bière ou à genièvre. Bien peu de jeunes filles, eu égard au nombre de celles qui fréquentent les ateliers, se laissent séduire, et l'on ne compte pas beaucoup d'enfans naturels. Le torrent de la prostitution se répand, il est vrai, dans les rues à la chute du jour; mais les prostituées viennent presque toutes de Shrewsbury et du Shropshire. La pauvreté du sang, la maigre chère et l'épuisement qui suit le travail ne laissent aux jeunes filles de Wolverhampton ni temps ni forces, ni désir pour le mal. Elles sont protégées par l'excès même de leurs souffrances. »

De peur que l'on n'attribue cette chasteté matérielle à la retenue des sentimens, M. Horne nous apprend que le langage des jeunes filles est obscène et sans pudeur. Le commerce entre les sexes, à cet âge, est donc une corruption de l'ame, s'il n'est pas une prostitution du corps. Du reste, point d'affections dans la famille : les frères et les sœurs, séparés de bonne heure, ne se connaissent pas; les enfans, se voyant traités par leurs parens comme des machines à salaire, ne peuvent ni les respecter ni les aimer. L'éducation à Wolverhampton est en arrière de cent ans. Malgré les efforts que fait le clergé de toutes les communions, on réunit à peine la moitié des enfans dans les écoles du dimanche. Même après avoir fréquenté ces écoles pendant trois ou quatre ans, les enfans ne savent ni lire ni écrire; il faudrait des méthodes plus sûres que celles que l'on emploie pour éveiller leur attention. Le tra-

vail, pesant sur l'esprit aussi bien que sur le corps, étouffe toute autre idée. Un jeune enfant, employé dans une fonderie, à qui l'on demandait s'il savait lire, répondit qu'il pouvait lire de petits mots, pourvu que ces mots ne fussent pas trop *lourds*. Le pauvre malheureux, raisonnant par analogie, voyait dans chaque lettre un poids à soulever.

A Birmingham, les apprentis jouissent d'une indépendance telle, qu'ils font la loi aux maîtres-ouvriers; à Wolverhampton, les apprentis sont des esclaves que les maîtres logent, nourrissent, vêtissent, et traitent comme il leur plaît. Si l'enfant commet une faute, on le prive de nourriture, ou bien on le force à travailler plus qu'il ne doit. S'agit-il de le récompenser, on lui permet de se livrer à un travail extraordinaire; mais alors, en retour de cette bienveillance, le maître prélève, en forme de tribut, un tiers du produit. Pour retenir plus sûrement l'apprenti dans la dépendance du maître, on ne lui enseigne qu'une seule branche de fabrication. Après sept ans de servage auprès d'un serrurier, il est hors d'état de faire une clé ou une serrure, ayant passé tout ce temps à limer ou à forger. L'ouvrage vient-il à manquer, le malheureux bat le pavé ou s'enivre, incapable qu'il est de s'appliquer à un autre genre de travail.

Cette oppression est tellement dure et tellement constante, qu'elle ne laisse pas même à ses victimes la force de se plaindre. M. Horne déclare que des enfans qui travaillaient douze à quatorze heures par jour pour 1 1/2 shilling ou 2 shillings dont pas un *penny* n'entrait dans leur poche, mal nourris, vêtus de haillons, qui reconnaissaient qu'on ne leur donnait pas suffisamment à manger, souvent malades, battus au point de s'en ressentir un jour ou deux, ont répondu néanmoins qu'ils aimaient leur ouvrage, qu'on les traitait bien, et qu'ils étaient punis quand ils le méritaient. Une question telle que celle-ci : « Vous sentez-vous fatigué? » ne leur avait jamais été faite, et ils ne la comprenaient pas. Au reste, si les apprentis viennent à porter plainte, le magistrat donne toujours raison au maître-ouvrier (1). Dans cette communauté industrielle, il n'y a pas un abus dont tout le monde ne soit complice; la justice elle-même craint de troubler un ordre de choses qui semble marqué du sceau de la nécessité. Et quelle société que celle dans laquelle les enfans n'ont pas la vivacité de leur âge, où les jeunes garçons sont mornes et apathiques, où les jeunes filles n'ont jamais ni chanté ni dansé, n'ont jamais vu une fleur, et ne connaissent

(1) « Allways redress for the master, not against him. » (*Children's commission.*)

la verdure, selon l'expression de M. Horne, que pour avoir été piquées par une ortie! Dans la cosmogonie du christianisme comme dans celle de l'antiquité, les tortures ne frappent que les adultes; il était réservé à notre siècle d'inventer un enfer pour les jeunes enfans.

Ce que devient cette génération élevée dans la servitude, on le verra dans la peinture que trace M. Horne de l'état social à Wolverhampton :

« Le nombre des ouvriers sobres et réguliers dans leur industrie est très limité. Les femmes n'ont pas d'économie, ni les hommes de retenue. Les femmes s'enivrent rarement, mais elles lâchent la bride au penchant de leurs maris pour les dépenses extravagantes. Tant qu'il y a de l'argent dans la maison, la famille mange et boit à discrétion, restant dans ses haillons et ne songeant pas à remplacer son mobilier délabré. La majorité des ouvriers ne travaille pas le lundi; la moitié d'entre eux travaille peu le mardi. Le mercredi est le jour du marché, et cela sert d'excuse à plusieurs pour ne faire qu'une demi-journée. Enfin, leur présence au marché a souvent des conséquences qui les rendent incapables de travailler le jeudi pendant la matinée. Aussi voit-on briller la lampe ce jour-là, dans les ateliers des petits fabricans, jusqu'à dix ou onze heures du soir. Le vendredi, la ville est silencieuse, on ne rencontre personne dans les rues principales ni dans les carrefours : on dirait que les manufacturiers l'ont abandonnée; mais les ateliers sont éclairés bien avant dans la nuit et souvent jusqu'au lendemain. Le samedi matin, les rues présentent la même solitude. Chacun travaille pour vivre. Les petits fabricans font travailler leurs femmes, leurs enfans et leurs apprentis presque jusqu'à les tuer (1). Les coups de poing, les soufflets, les malédictions, sont administrés libéralement aux enfans, à ce moment critique de la semaine. Le fabricant lui-même ne s'épargne point, et ne quitte pas l'ouvrage même pour prendre ses repas. Quand il n'y passe pas la nuit, il s'y met dès quatre ou cinq heures du matin, jusqu'à ce que, par des efforts qui vont presque à une *férocité de travail*, et en déployant la plus grande habileté, il parvienne à terminer en trois jours la tâche de la semaine.

« Le samedi, vers deux heures après midi, ceux qui ont travaillé quelque peu le mardi commencent à se montrer dans les rues. A quatre ou cinq heures, la foule s'y répand. Les femmes et les jeunes filles les plus âgées vont au marché; leurs maris et les autres adultes entrent dans les tavernes. Vers sept ou huit heures, le marché est rempli, les rues sont vivantes, il n'y a plus de place dans les cabarets; personne ne pense à faire l'économie d'un shilling.

« Il n'y a point de mendians dans la ville. Tout adulte travaille, quand il veut travailler. Lorsqu'un mendiant étranger se présente, les ouvriers le

(1) « They are almost worked to death. »

considèrent avec curiosité, cherchant évidemment à deviner sur sa figure comment il s'arrange pour ne pas travailler durant sept jours, lorsqu'eux-mêmes ne peuvent pas prolonger au-delà de trois jours une oisiveté qui leur coûte encore assez cher. Il n'est pas rare de voir le mercredi et même le jeudi des groupes d'adultes, entre vingt et trente ans, errant dans la ville, le regard vide, l'air hébété, souvent la tête penchée vers la terre; évidemment il ne leur reste plus un liard à dépenser, mais, n'ayant pas faim pour le moment, ils ne sentent pas encore la nécessité de travailler. »

Quelquefois les ouvriers qui se sont oubliés trop long-temps au début de la semaine prolongent le travail pendant la nuit du samedi jusqu'au dimanche matin. Ceux-là voudraient bien faire leur samedi le dimanche, et regagner ainsi le temps perdu pour leurs plaisirs; mais la sévérité des mœurs anglaises ne leur permet pas de s'enivrer le jour du Seigneur. Ils errent donc, sales et refrognés, lançant des regards qu'ils voudraient rendre insultans à toute personne qui passe proprement vêtue. Néanmoins ils sont trop fatigués et trop honteux d'eux-mêmes pour aller jusqu'à la provocation. Cette paresse napolitaine ne s'explique pas, comme sous le ciel du midi, par l'emportement des sens ni par le goût des plaisirs. Les ouvriers de Wolverhampton, à moins de s'enivrer de bière, ne savent que faire de leur oisiveté. A défaut de voluptés plus excitantes, ils ne jouissent, même dans le repos, ni de la nature, ni du soleil. Pour compléter ce tableau qui tranche, bien que dans une égale dégradation, sur celui que présente la population des grandes manufactures, je traduirai encore la peinture que fait M. Horne du dimanche à Wolverhampton (1).

« Je me suis promené dans la ville et dans les faubourgs à l'heure du service divin. J'ai rencontré des hommes seuls ou marchant par groupes, vêtus de leurs blouses de travail ou portant des chemises sales retroussées jusqu'au dessus du coude et la figure noircie par la fumée des forges; quelques-uns paraissaient avoir veillé toute la nuit, soit à boire, soit à terminer leur travail. On apercevait les enfans au fond des cours et des allées, assis ou s'amusant sur les tas de cendre, bruns et bruyans comme une volée de moineaux; d'autres jouaient aux billes, entourés d'adultes qui fumaient nonchalamment sans faire attention au jeu. Plus loin, de jeunes garçons se battaient en blasphémant, et le sang ruisselait de leurs nez. Les femmes étaient assises sur leurs portes les bras croisés. Des jeunes filles de 12 à 15 ans, plus proprement vêtues que les autres, sautaient avec des cris de plaisir sur des tas de fumier. Très peu d'enfans étaient lavés et habillés. Les seules maisons dont on eût nettoyé et sablé le parquet étaient celles où l'on ven-

(1) 14 mars 1841.

dait des oranges ou des gâteaux. Aucun ouvrier ne se promenait avec sa femme, ni aucun frère avec sa sœur. Partout une malpropreté hideuse, le désordre, l'indifférence, et avec cela point de gaieté, point de rires, point de sourires. On ne sentait que vide ou ennui; on ne remarquait pas d'autre symptôme de joie et de vivacité que les cris poussés par les jeunes filles sur les tas de fumier. »

L'état de Wolverhampton, si déplorable qu'il soit, n'approche pas de celui de Sedgeley ou de Willenhall. Dans une grande ville, le mélange des rangs, le contact des étrangers et la circonférence des intérêts tendent à relever les hommes de leur abaissement; mais dans ces petits bourgs industriels que peuple exclusivement une classe de travailleurs, quand les traditions patriarcales se sont effacées, les familles ne tiennent plus à la civilisation que par leurs besoins.

On connaît la spécialité de Willenhall; celle de Sedgeley est la fabrication des clous et des chaînes en fer. Le travail s'y fait en famille, et les jeunes filles en sont principalement chargées; c'est la ville des femmes-forgerons (*female blacksmiths*). Celles-ci, à demi vêtues, combattent le feu (*fight fire*) quatorze à seize heures par jour. Dès l'âge de dix ans, leur tâche quotidienne est de mille clous. Associées à des hommes ignorans et dépravés, elles en contractent bientôt les habitudes, boivent, fument, jouent, et dépouillent toute pudeur. Heureusement, ces filles dévergondées se marient de bonne heure. Il n'est pas rare de voir un jeune couple entouré d'enfans avant que le père et la mère aient atteint l'âge viril. Le nombre moyen des enfans est de six à douze par famille. A l'âge de trente ou quarante ans, le père renonce au travail et vit oisif aux dépens de sa femme, de ses fils et de ses filles, qui travaillent tous pour lui (1). Ce procédé ne ressemble-t-il pas à celui de certains propriétaires des Antilles, qui ont des enfans de leurs négresses pour accroître le nombre des esclaves sur la plantation?

A Willenhall, la méthode d'exploitation n'est plus la même. Les maîtres-ouvriers, au lieu de se servir de leurs propres enfans, vont chercher des apprentis dans les maisons de charité de Walsall, de Coventry et de Tamworth. Sur les 9,000 habitans de Willenhall, on compte près de 1,000 apprentis. Les petits fabricans n'emploient jamais d'ouvriers adultes. Il y a pour eux double avantage à remplacer le travail des hommes faits par celui des enfans : d'abord l'apprenti ne

(1) M. Horne mentionne plus particulièrement ce fait en parlant des ouvriers de Stourbridge.

reçoit pas de salaire, et il vit comme il peut, n'ayant pas le droit de se montrer exigeant; ensuite il apporte avec lui une espèce de dot à son maître, une prime en argent qui va de 2 à 5 livres sterling, plus un trousseau complet que le fabricant met en gage quand le commerce va mal, et qu'il n'obtient plus la bière à crédit.

Autrefois les gardiens des paroisses n'examinaient pas de bien près à qui les enfans étaient remis; quiconque les débarrassait du fardeau était le bien-venu. M. Horne a vu à Walsall un fabricant à qui l'on avait confié trois apprentis, bien que cet homme eût été, un an auparavant, condamné pour vol et enfermé dans la prison du comté. A Willenhall, un maître-ouvrier qui n'est pas établi, et qui loue une place dans un atelier, entretient souvent deux apprentis, l'un pour travailler à ses côtés, l'autre pour faire ses commissions, pour ramasser du fumier, pour mener paître son âne ou pour bercer ses enfans. Quand un fabricant a plus d'apprentis qu'il n'en peut nourrir, il en donne un ou deux à loyer; un de ces malheureux a même été vendu pour 10 shill.

On ne saurait rien imaginer de plus affreux que l'existence des apprentis de Willenhall. A tout âge, il faut qu'ils travaillent aussi longtemps que leurs maîtres, vrais cyclopes qui font quelquefois des journées de vingt heures, mangeant debout et ne s'arrêtant jamais. La nuit, ils couchent sur un peu de paille ou sur le plancher. Ils n'ont que le même vêtement pour l'hiver et pour l'été. On les nourrit à peine, et, quand on veut les punir, on les affame tout-à-fait (1). Il y a quelques années, on n'y mettait pas tant de raffinement. Un maître transperça son apprenti d'une barre de fer rouge et le cloua au mur; un autre fabricant fut pendu pour avoir exercé sur un enfant des tortures qui passent toute croyance; plus récemment, un troisième riva au cou de son apprenti un collier de fer, et un quatrième attacha à la jambe du sien une grosse poutre pour empêcher qu'il ne s'échappât. Aujourd'hui les châtimens sont moins étranges, mais tout aussi cruels. On frappe les apprentis d'un fouet à lanières, d'une corde à nœuds, d'un bâton, sans préjudice des instrumens que l'on peut avoir sous la main. Le maître couvre leur corps de plaies et de contusions; la maîtresse leur arrache les cheveux et les oreilles. Plus ils demandent merci, et moins on leur montre de pitié. Pourquoi les épargnerait-on? Pourvu que l'enfant n'en meure pas, la justice s'en lave les mains. Le parlement a eu ces faits sous les yeux, et il n'a pas cherché à y

(1) « Very common mode of punishing apprentices, is that of *clamming* which means half starving. »

porter remède. Cependant, lorsque les hommes sont poussés par la pauvreté, et qu'ils ne sont pas retenus par l'éducation, qui est le frein individuel, peut-on se dispenser de faire intervenir la loi, qui est le frein social?

On voit près de Manchester des villes, comme Staleybridge et Dukinfied, dont la population se compose presque entièrement d'ouvriers; mais là, du moins, il existe un ordre social quelconque : ces petites communautés ont des chefs, une religion, une sorte d'esprit public. Ces élémens de toute société, qui se retrouvent dans les hordes les plus sauvages, manquent absolument à Willenhall. A peine séparé de Wolverhampton par une distance d'une lieue et demie, Willenhall est à mille lieues du monde civilisé. Cette ville étrange se compose uniquement d'ateliers et de cabarets. Il n'y a point de magistrats ni de police, et, s'il y a un temple, les habitans laissent les prêtres qui le desservent prêcher dans le désert. Point de marchands, point de grands propriétaires, rien que des ouvriers qui vivent au jour le jour : quand le fabricant a exécuté une grosse de serrures, il va les vendre aux facteurs de Wolverhampton. Quelques bouchers sont établis dans la ville, mais ils y profitent peu (1). L'ouvrier de Wolverhampton mange et boit son salaire; l'ouvrier de Willenhall dédaigne les bons morceaux et se nourrit d'alimens grossiers; son unique débauche est la boisson. Quand il a tout dépensé et qu'il ne peut plus boire à crédit, il va s'asseoir encore dans le cabaret, les coudes sur la table, et regardant sans mot dire, pendant plusieurs heures, le feu qui pétille ou le sable qui couvre le parquet.

Les gens de Willenhall sont encore plus naturellement indolens, et dans l'occasion plus infatigables que ceux de Wolverhampton. Ils travaillent sous l'aiguillon du besoin, tant que leurs jambes peuvent les soutenir. Leur adresse est incomparable; ils visent à la qualité aussi bien qu'à la quantité, et toute concurrence recule devant la leur. Comment lutter contre des ouvriers qui exécutent, pour 1 sh. 6 d. par douzaine, des serrures dont chacune se vend à Londres 1 sh.? Ce qu'ils endurent de privations, eux et leur famille, passe toute croyance; ils vivent de pommes de terre et de mauvais lard, couchent sur un tas de paille, sont vêtus de haillons, et les échoppes où ils forgent leur marchandise n'ont ni portes ni fenêtres, même au cœur de l'hiver. L'Angleterre n'a pas de population qui donne plus de besogne aux chirurgiens.

(1) « Not above a dozen butchers in the town, while 60 retail brewers and public houses. »

Rien n'est plus commun à Willenhall qu'une fracture ou qu'un membre démis. Parmi les adultes, un sur trois contracte des hernies; les enfans en sont fréquemment affligés dès leur naissance. Enfin le corps se déforme à force de garder la même position; la moitié des adultes ont la taille tournée ou le dos voûté. Même à Wolverhampton, l'on distingue dans la foule un fabricant de Willenhall. La peinture que l'antiquité nous a laissée du doyen des forgerons a cessé d'être une fable; tout serrurier de Willenhall est un Vulcain. Voici les accessoires du portrait :

« Leur visage, dit M. Horne, est hagard, leur personne sale, leurs membres grêles et rachitiques. On croirait que leur peau a été séchée à la fumée et racornie. Les jointures sont saillantes et comme nouées, la main droite a une raideur particulière, il semble qu'on l'ait tordue. Le genou gauche se projette en avant comme un nœud dans un arbre; le genou droit rentre en dedans, et la cheville du pied a une égale inclinaison. La lèvre inférieure est pendante, ce qui indique le découragement et l'absence de la pensée; l'œil, quand il n'est pas illuminé par l'ivresse, est terne, abattu et sans regard. Les jeunes gens ont souvent la face bouffie et comme soufflée par les liqueurs spiritueuses; dans l'âge mûr ou dans la vieillesse, les traits sont généralement durs, secs, anguleux, inflexibles, comme si, dans l'incessante contemplation des ressorts intérieurs de la serrure, la physionomie avait pris l'empreinte de ce travail. »

Dans l'espèce humaine comme parmi les animaux, les races s'améliorent par le croisement. A Willenhall, les vices de conformation finissent par devenir héréditaires; les habitans ne se marient qu'entre eux. M. Horne affirme que, si un jeune homme étranger à la ville avait l'audace de rechercher une fille de Willenhall, les hommes se lèveraient en masse, le poursuivraient et le tueraient sans merci. Quels sont donc les trésors que ces pauvres gens gardent avec une jalousie qui touche à la férocité? Ce sont des compagnes comme il les leur faut dans leur misère et dans leur isolement. La femme de Willenhall supporte les privations avec un courage qui ne connaît pas la plainte et qui ne se dément jamais. Sobre et chaste, avec une éducation meilleure, elle relèverait certainement le ménage de sa dégradation. Dans cette hutte délabrée et nue que la famille habite, elle fait régner l'ordre et la propreté. Écoutons encore ici M. Horne.

« J'entrai sans être attendu. Il n'y avait pas dans la salle basse d'autre mobilier qu'une planche brisée qui servait de table, et une pièce de bois supportée par des piquets qui servait de siége. La femme était affamée, elle pleurait de faim; ses vêtemens étaient en lambeaux, et pourtant elle tenait

le parquet parfaitement propre. Je gravis l'escalier, et je vis, dans une chambre qui avait sept pieds de longueur et six de hauteur sur un seul côté, la pente du toit réduisant l'autre à rien, un lit sur lequel couchaient le mari, la femme et trois enfans. Il n'y avait d'autre mobilier qu'un vieux bois de lit, et sur la paille du lit un vieux sac qui tenait lieu de couverture. Eh bien! la couverture, le parquet des deux pièces, l'escalier, tout était propre. Cette propreté allait jusqu'à la blancheur; on aurait cru voir les tables d'une laiterie dans quelque grande ferme plutôt que le misérable mobilier d'un taudis habité par un pauvre serrurier de Willenhall. »

Les ménagères de Willenhall ont d'autant plus de mérite à tenir leur intérieur décent, que la fange les environne et tend incessamment à les envahir. Tout habitant a sous les fenêtres de sa maison ou de son atelier un tas de poussière et de fumier qui est le réceptacle des immondices, et qu'il rapproche autant qu'il peut afin de mieux établir son droit de propriété, et tout prêt à s'écrier en face d'un voisin trop cupide :

« Je suis sur mon fumier comme toi sur le tien. »

En effet, toutes les querelles, tous les procès des habitans entre eux ont pour origine quelque usurpation de ce genre : c'est leur champ à eux qu'ils se disputent avec le même acharnement que des princes un royaume. Il n'y a pas de procès qui sente bon; mais le *tien* et le *mien* perd encore à être vu d'aussi bas. Si nous pénétrons sans éprouver la moindre répulsion dans l'*antre de la chicane*, qui peut voir sans dégoût des chiffonniers se battre dans le ruisseau pour la possession d'un clou rouillé?

Outre ces réserves de chaque propriétaire, la paroisse possédait encore en 1841 deux montagnes d'immondices qui s'élevaient triomphalement au centre de Willenhall, et qui auraient suffi, selon M. Horne, pour empester la Grande-Bretagne tout entière. En attendant, elles engendraient le typhus, qui a sévi à Willenhall sans interruption pendant sept ans. L'administration locale les a fait disparaître en partie, non point afin d'assainir la ville, mais par amour-propre et de crainte de se voir signalée à l'attention du parlement.

Un pareil site n'a certes rien d'enchanteur, et ce serait bien le cas de s'écrier avec le soldat de la caricature embourbé dans un marais : « On appelle cela une patrie! » Cependant les maîtres-ouvriers de Willenhall ont pour leur ville natale un aveugle et invincible attachement. En dépit de la misère qui les y attend, on ne peut pas les déterminer à la quitter. Des serruriers de Willenhall qui avaient été appelés

en Belgique, où ils recevaient de forts salaires, revinrent presque aussitôt, cédant au mal du pays. Nés dans une société exceptionnelle, il faut croire qu'ils ne se trouvent pas à l'aise dans un ordre social mieux réglé. N'a-t-on pas vu aussi des esclaves qui, effrayés d'avoir désormais à pourvoir à leur subsistance, refusaient la liberté comme un fardeau?

Si j'ai bien rendu les traits généraux de la démocratie industrielle à Birmingham et dans le comté de Stafford, cette organisation a peu d'avantages qui lui soient propres. C'est le travail en famille, moins la sainteté des mœurs domestiques; il lui faudrait des circonstances exceptionnelles pour lutter contre les manufactures armées de la puissance des machines et de celle des capitaux. Dans un pays comme la France, l'industrie parcellaire et domestique est, pour ainsi dire, un produit naturel; sans parler des ateliers parisiens, quoi de plus florissant que les petites villes de Thiers, de Saint-Claude et de Gérardmer? Mais, en Angleterre, les institutions et les mœurs lui sont également contraires; elle n'y peut plus exister qu'à l'état d'anomalie et de curiosité.

Et maintenant, la possibilité, qui n'existe déjà plus pour l'ordre industriel, va-t-elle naître enfin pour l'ordre politique? L'Angleterre, ébranlée un moment par le contre-coup des journées de juillet, penche-t-elle, autant qu'on l'a cru, vers la démocratie? Les émeutes de Birmingham et de Newport ont-elles sonné l'heure de l'affranchissement? Ces millions d'ouvriers qui protestent contre les institutions et qui réclament le suffrage universel, tantôt par des pétitions, tantôt à force ouverte, ont-ils quelque chance de prévaloir contre l'influence du petit nombre d'hommes qui gouvernent le pays? L'Angleterre est-elle, comme la France en 1789, à la veille d'une révolution? Malgré des symptômes bien menaçans, je demande la permission de ne pas le croire. J'en dirai ailleurs les raisons.

LÉON FAUCHER.

PAUL SCARRON.

Dans les époques classiques, lorsque les écrivains s'efforcent de retrouver par l'étude les lignes simples et sévères des anciens poètes, ils retombent souvent dans un excès fâcheux, dans l'ennui, dans la sécheresse. Une idée de fausse noblesse semble les poursuivre, le familier les effraie, ils écrivent dans un dialecte savant comme celui des brahmes de l'Inde. Le bon goût est une belle chose; cependant il n'en faudrait pas abuser : à force de bon goût, on arrive à se priver d'une multitude de sujets, de détails, d'images et d'expressions qui ont la saveur de la vie. La belle et riche langue du XVIe siècle, blutée et vannée par des mains trop méticuleuses, pour quelques mauvaises herbes qu'on en a retirées, nous paraît avoir perdu beaucoup d'épis pleins de grains d'or. Nous sommes de ceux qui regrettent que Malherbe soit venu. Un grand et admirable poète, Mathurin Regnier, a exprimé la même idée en vers d'une énergie et d'une vigueur surprenantes. L'influence de Louis XIV n'a pas toujours été heureuse sur la littérature et les arts de son temps. La perruque du grand roi y domine trop. La majesté, l'étiquette, la convention, ont quelque peu chassé la nature. Les arbres du parc de Versailles portent des boucles et des frisures comme les courtisans; les poèmes sont tracés au cordeau comme les allées. Partout la régularité froide est substituée au charmant désordre de la vie; la volonté d'un seul homme remplace le caprice individuel. Louis XIV, qui se laissait bénignement personnifier sous la figure du soleil, avait plutôt l'amour du faste que celui de l'art.

Il n'était pas doué de l'intelligence passionnée des Jules II, des Léon X. Il savait qu'il entre dans la composition de tout beau règne une certaine quantité de poètes, de prosateurs, d'architectes, de statuaires et de peintres, et il se procura les artistes dont il avait besoin pour sa gloire, car les grands rois font les grands artistes; ils n'ont qu'à vouloir : un regard d'attention, une bonne parole et une poignée d'or suffisent pour cela. Mais cet art improvisé n'avait pour centre et pour but que Louis XIV. Plaire au roi, divertir le roi, louer le roi, peindre le roi, sculpter le roi, telle était la pensée unique; et comme le roi aimait la pompe un peu raide, la solennité un peu guindée, tout se modelait sur son goût. La poésie avait toujours des habits de gala avec un page pour lui porter la queue, de peur qu'elle ne se prît les pieds dans ses jupes de brocart d'or en montant les escaliers de marbre de Versailles. Une expression qui n'avait pas été reçue à la cour n'était admise nulle part. Les d'Hozier de la grammaire révisaient les titres de chaque mot, et ceux qui se trouvaient d'origine bourgeoise étaient impitoyablement rejetés. La peinture, tout entière aux tableaux d'apparat, aux plafonds mythologiques, jugeait l'imitation de la nature au-dessous d'elle. La nature n'avait pas été présentée, et Louis XIV avait horreur de la vérité en toutes choses, et surtout en art. Les Flamands lui déplaisaient souverainement; il aimait mieux Charles Lebrun, son premier peintre : — un goût royal dont il ne faut pas disputer.

De tout cela il est résulté un art magnifique, grandiose, solennel, mais, osons le dire, sauf deux ou trois glorieuses exceptions, légèrement ennuyeux, et qui produit une impression à peu près pareille à celle que vous donnent les jardins de Le Nôtre ou de la Quintinie : partout du marbre, du bronze, des Neptunes, des tritons, des nymphes, des rocailles, des bassins, des grottes, des colonnades, des ifs en quenouille, des buis en pots-à-feu, tout ce qu'on peut imaginer de plus noble, de plus riche, de plus coûteux, de plus impossible; mais au bout d'une heure ou deux de promenade, vous sentez l'ennui vous tomber sur le dos en pluie fine avec la rosée des jets d'eau : une mélancolie sans charme s'empare de vous à la vue de ces arbres dont pas une branche ne dépasse l'autre, et dont l'alignement irréprochable ravirait d'aise un instructeur de landwehr prussienne. Vous vous prenez, malgré vous, à désirer quelque petit coin de paysage agreste : un bouquet de noyers près d'une chaumière au toit moussu, fleuri de giroflée sauvage, avec une paysanne tenant un enfant au bras, sur le seuil encadré d'une folle guirlande de vigne; un lavoir dans les eaux du vallon, sous l'ombre bleuâtre des saules, égayé par le babil et le battoir des lavan-

dières; une grasse prairie où nagent à plein poitrail dans des vagues d'herbes ces belles vaches rousses que Paul Potter sait si bien peindre, et à qui les idylles de cour font paître un gazon de satin vert sous le nom euphonique de génisses.

Sous le règne précédent, l'élément gaulois se retrouvait plus visible au fond de la littérature, à travers un mélange d'espagnol et d'italien : la greffe hellénique que Ronsard avait entée sur le vieux tronc de l'idiome, nourrie par la sève du terroir, s'était fondue avec l'arbre. Il n'y a pas une si grande différence qu'on pourrait le croire entre les discours politiques du gentilhomme vendomois et certaines tirades de Pierre Corneille. C'était une langue charmante, colorée, naïve, forte, libre, héroïque, fantasque, élégante, grotesque, se prêtant à tous les besoins, à tous les caprices de l'écrivain, aussi propre à rendre les allures hautaines et castillanes du Cid qu'à charbonner les murs des cabarets de chauds refrains de goinfrerie.

L'esprit français, fin, narquois, plein de justesse et de bon sens, manquant un peu de rêverie, a toujours eu pour le grotesque un penchant secret. Nul peuple ne saisit plus vivement le côté ridicule des choses, et dans les plus sérieuses il trouve encore le petit mot pour rire. Du temps de Louis XIII, il régnait en littérature un goût aventureux, une audace, une verve bouffonne, une allure cavalière tout-à-fait en harmonie avec les mœurs des raffinés. On ne regardait de près ni aux mots, ni aux choses, pourvu que la touche fût franche, la couleur hardie et le dessin caractéristique. L'influence du cavalier Marin, de Lalli, de Caporali, de Quevedo, avait donné lieu à une foule de compositions burlesques où la singularité du fond le dispute au caprice de l'expression. On ferait un gros volume, rien qu'avec les titres de toutes ces œuvres que la réaction en tête de laquelle se trouvaient Boileau et Racine a fait rentrer dans un oubli profond, d'où les tire de loin en loin la curiosité d'un bibliophile ou d'un critique qui va chercher dans ce qu'on appelle les *poetæ minores* des traits de physionomie négligés par le large pinceau des talens de premier ordre. Paul Scarron est en quelque sorte l'Homère de cette école bouffonne, celui qui résume et personnifie le genre; il possédait de son emploi jusqu'au physique. Byron, le chef de l'école satanique, avait le pied-bot comme le diable; Scarron, chef de l'école burlesque, était contrefait et bossu comme une figure du Bamboche. Les déviations de ses vers se répétaient dans les déviations de son épine dorsale et de ses membres : les idées, comme les marteaux des orfèvres, *repoussent* la forme extérieure et lui font prendre leurs creux et leurs saillies. Le nom de Scarron est

à peu près le seul qui ait surnagé de toute cette bande, et de temps à autre on lit encore quelques pièces de lui. Ce n'est pas que parmi ses confrères, engouffrés sans retour dans l'eau noire de l'oubli, on ne trouve des morceaux d'une verve aussi franche, d'un comique aussi épanoui et d'une facture non moins habile; la mémoire humaine, déjà surchargée de tant de noms, en choisit ordinairement un pour chaque genre et le lègue d'âge en âge, sans autre examen. Un travail amusant pour quelqu'un qui aurait du loisir, et qui ne craindrait pas de traverser et de remonter quelquefois le torrent des opinions reçues, serait la révision des arrêts portés par les contemporains ou la postérité, qui n'est pas toujours si équitable qu'on veut bien le dire, sur une foule d'auteurs et d'artistes : plus d'un de ces jugemens serait cassé à coup sûr. Un pareil travail, appuyé de pièces justificatives, mettrait en lumière une foule de choses charmantes dans les écrivains voués à la réprobation et au ridicule, et trahirait un nombre pour le moins équivalent de sottises et de platitudes dans les écrivains cités partout avec éloge. Tous les poètes grotesques n'ont pas eu pour leur renommée l'avantage de laisser une veuve épousée par un roi de France, et cette bizarrerie de fortune a contribué pour beaucoup à sauver de l'oubli le nom de l'auteur de *Don Japhet d'Arménie.*

Scarron naquit à Paris en 1610 ou 1611, d'une famille ancienne et bien située, originaire de Moncallier en Piémont, où l'on voit dans l'église collégiale une chapelle fondée sur la fin du XIIIe siècle par Louis Scarron, qui y repose sous un tombeau de marbre blanc blasonné de ses armes. Il eut pour père Paul Scarron, conseiller au parlement, qui jouissait d'une fortune de 25 mille livres de rente, somme considérable pour ce temps, et qui représenterait aujourd'hui plus du double. — Un Pierre Scarron fut évêque de Grenoble; un Jean Scarron, sieur de Vaujour. — Il n'y a rien là qui sente son poète et son bouffon, et l'on aurait pu, sans crainte de passer pour un faux prophète, prédire un avenir agréable au petit Scarron et à ses deux sœurs Anne et Françoise. Cet avenir si clair et si net en apparence ne tint cependant pas ses promesses. Le conseiller Scarron perdit sa femme, et, sans tenir compte de cette faveur que le ciel lui faisait de rompre un nœud indissoluble, il commit la sottise de convoler en secondes noces.

Françoise de Plaix, la femme qu'il épousa, lui donna trois autres enfans : deux filles, Madelaine et Claude; un fils, Nicolas. — Vous savez que, si rien au monde ne vaut une mère, rien n'est pire qu'une marâtre, — si ce n'est une belle-mère. — Donc Françoise de Plaix, comme une vraie marâtre qu'elle était, aimait peu les enfans de l'autre

lit, et tâchait de favoriser les siens de tout ce qu'elle pouvait tirer de son côté et du leur. Le petit Scarron, quoiqu'il fût tout jeune, s'apercevait de ces manéges et ne s'en taisait pas; il avait une amitié fort mince pour sa nouvelle famille, et savait un gré médiocre à monsieur son père de lui donner des petits frères qui devaient diminuer sa succession d'autant. Déjà il avait le parler fort libre et fort caustique, et décochait à sa marâtre des pointes piquantes qui envenimaient encore la haine qui existait entre eux; il fit si bien que le séjour de la maison paternelle lui devint impossible. Ce n'étaient du matin jusqu'au soir que tracasseries et querelles, de sorte que le conseiller, excellent homme, mais père assez faible, fut obligé de le sacrifier à la paix du ménage et de l'envoyer chez un parent, à Charleville. Il y resta deux ans, et ce bannissement ayant un peu fait rentrer les griffes à l'humeur féroce de la marâtre, il revint à Paris, où il acheva ses études, après quoi il prit le petit collet, non qu'il eût une vocation pour l'état ecclésiastique. Son tempérament bilieux-sanguin le portait plutôt à l'activité du plaisir qu'au recueillement de la vie méditative, et il ne possédait aucune des qualités qu'exigent les grandes fonctions du prêtre; aussi s'en tint-il au petit collet, qui n'engageait à rien et ne vous empêchait même pas de porter l'épée et d'être un raffiné duelliste, comme l'abbé de Gondi. Le petit collet était un costume propre, leste, dégagé, presque galant et peu coûteux, qui signifiait seulement que la personne qui le portait avait des prétentions à la littérature ou à quelque bénéfice. Rien n'était, du reste, plus profane, plus libre de tout préjugé que ces petits collets. Costumé de la sorte, et suivi d'un laquais, l'on pouvait se présenter partout sans crainte d'encourir la colère des suisses; bien des portes qui seraient restées fermées s'ouvraient d'elles-mêmes devant monsieur l'abbé, et pourvu qu'il eût l'œil vif, la dent belle et la répartie prompte, il était le bien-venu des grands seigneurs et des belles dames.

Avec cet enjouement et cette tournure d'esprit, d'une famille honorable comme il était, et recevant quelque argent de son père, Paul Scarron devait avoir du succès dans le monde; il fréquentait les sociétés galantes et spirituelles du temps, il était bien vu chez Marion de Lorme et Ninon de Lenclos, les deux lionnes de l'époque, qui réunissaient chez elles tout ce que la cour et la ville avaient d'illustre et de remarquable, les plus beaux noms et les plus fins esprits. Ce devaient être dans ces grands hôtels de la Place Royale et de la rue des Tournelles, car alors le Marais était le quartier élégant, le quartier à la mode, de bien charmantes causeries, de bien piquantes divagations à propos

de rien et de tout; l'épicurisme délicat de Saint-Evremond, les saillies de Chapelle, l'entrain bachique de Bachaumont, mêlaient à la conversation des grands seigneurs un élément littéraire suffisant pour éviter la banalité des propos vulgaires, sans tomber dans la préciosité et le phébus, comme le fit la société de l'hôtel Rambouillet. A un pareil commerce, Scarron ne pouvait que gagner, et c'est là sans doute qu'il puisa cette liberté de badinage, cette heureuse facilité de plaisanterie, cet enjouement qui, s'il n'est pas toujours de bon goût, au moins n'est jamais forcé, et fait naître le sourire sur les lèvres les plus rebelles à la gaieté.

On trouve dans les poésies diverses de Scarron deux petites pièces de vers, l'une à Marion de Lorme, l'autre à Mlle de Lenclos, qui prouvent en quelles relations amicales il était avec ces deux célèbres courtisanes, et qui sont assez curieuses en ce qu'elles montrent sous quel aspect les contemporains envisageaient ces deux émules de Phryné et d'Aspasie. Voici l'étrenne adressée à Mlle Marion de Lorme :

Félicité des yeux et supplice des ames,
Beauté qui tous les jours allumez tant de flammes,
Ce petit madrigal ici
Est tout ce que je puis vous donner pour étrennes;
Mais je ne vous demande aussi,
Au lieu de me donner les miennes,
Sinon que vos yeux pleins d'appas
Veuillent bien épargner les nôtres,
Afin qu'ils ne nous brûlent pas
Comme ils en ont brûlé tant d'autres.

Celle-ci est adressée à Ninon :

O belle et charmante Ninon,
A laquelle jamais on ne répondra non,
Pour quoi que ce soit qu'elle ordonne,
Tant est grande l'autorité
Que s'acquiert en tous lieux une jeune personne,
Quand avec de l'esprit elle a de la beauté!
Ce premier jour de l'an nouveau,
Je n'ai rien d'assez bon, je n'ai rien d'assez beau
De quoi vous bâtir une étrenne.
Contentez-vous de mes souhaits :
Je consens de bon cœur d'avoir grosse migraine
Si ce n'est de bon cœur que je vous les ai faits.
Je souhaite donc à Ninon
Un mari peu hargneux, mais qui soit bel et bon,
Force gibier tout le carême,

Bon vin d'Espagne, gros marron,
Force argent, sans lequel tout homme est triste et blême,
Et qu'un chacun estime autant que fait Scarron.

Souhaiter un mari à Ninon! le vœu est assez bizarre, et qu'en aurait-elle fait, bon Dieu?

Notre petit abbé vécut ainsi jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans, ne s'occupant sérieusement que de ses plaisirs et tout entier aux charmes de nombreuses liaisons. Dans ce temps, il était du bel air pour tout jeune homme posé sur un bon pied dans le monde d'aller faire un tour en Italie. Scarron n'eut garde de manquer à cette mode. Il était à Rome en 1634, et il y rencontra le poète Maynard. L'aspect de ces ruines grandioses, la tristesse solennelle de cette ville, où chaque pierre éveille un souvenir, où le passé écrase le présent de tout son poids, ne fit aucune impression sur le jeune Scarron; le pittoresque n'était pas son fort. Il vit la cité des Césars du même œil que Saint-Amant, qui, lui pourtant, avait à un haut degré le sentiment des merveilles de l'art et de la nature. Il en revint tout aussi mondain qu'il était parti, et sa vocation ecclésiastique ne paraît pas s'être augmentée à voir de près le pape, les cardinaux et les moines.

Scarron ne fut pas toujours ce goutteux, ce cul-de-jatte, ce paralytique à la poitrine concave, au dos convexe, que l'on voit grimacer sur le frontispice de ses œuvres. Dans une épître au lecteur qui ne l'a jamais vu, voici comme il parle de son état passé et de son état présent :

« Lecteur qui ne m'as jamais vu et ne t'en soucies guère, à cause qu'il n'y a pas beaucoup à profiter à la vue d'une personne faite comme moi, sache que je ne me soucierais pas que tu me visses, si je n'avais appris que certains beaux esprits facétieux se réjouissent aux dépens du misérable et me dépeignent d'une autre façon que je ne suis fait. Les uns disent que je suis cul-de-jatte; les autres, que je n'ai point de cuisses, et que l'on me met sur une table, dans un étui, où je cause comme une pie borgne; et les autres, que mon chapeau tient à une corde qui passe dans une poulie, et que je le hausse et le baisse pour saluer ceux qui me visitent. Je pense être obligé, en conscience, de les empêcher de mentir plus long-temps, et c'est pour cela que j'ai fait faire la planche que tu vois au commencement de mon livre. Tu murmureras sans doute, car tout lecteur murmure, et je murmure comme les autres quand je suis lecteur; tu murmureras, dis-je, et trouveras à redire de ce que je ne me montre que par le dos. Certes, ce n'est pas pour tourner le derrière à la compagnie, mais seulement à cause que le convexe de mon dos est plus propre à recevoir une inscription

que le concave de mon estomac, qui est tout couvert de ma tête penchante, et que par ce côté-là, aussi bien que par l'autre, on peut voir la situation ou plutôt le plan irrégulier de ma personne. Sans prétendre faire un présent au public (car, par mesdames les neuf Muses, je n'ai jamais espéré que ma tête devînt l'original d'une médaille), je me serais bien fait peindre, si quelque peintre avait osé l'entreprendre. Au défaut de la peinture, je m'en vais te dire à peu près comme je suis fait.

« J'ai trente-huit ans passés, comme tu vois, au dos de ma chaise; si je vais jusqu'à quarante, j'ajouterai bien des maux à ceux que j'ai déjà soufferts depuis huit ou neuf ans. J'ai eu la taille bien faite, quoique petite; ma maladie l'a raccourcie d'un bon pied. Ma tête est un peu grosse pour ma taille. J'ai le visage assez plein pour avoir le corps décharné, des cheveux assez pour ne porter point perruque; j'en ai beaucoup de blancs en dépit du proverbe. J'ai la vue assez bonne, quoique les yeux gros; je les ai bleus : j'en ai un plus enfoncé que l'autre, du côté où je penche la tête. J'ai le nez d'assez bonne prise. Mes dents, autrefois perles carrées, sont de couleur de bois, et seront bientôt de couleur d'ardoise; j'en ai perdu une et demie du côté gauche, et deux et demie du côté droit, et deux un peu égrignées. Mes jambes et mes cuisses ont fait d'abord un angle obtus, et puis un angle égal, et enfin un aigu; mes cuisses et mon corps en font un autre, et ma tête se penchant sur mon estomac, je ne ressemble pas mal à un Z. J'ai les bras raccourcis aussi bien que les jambes, et les doigts aussi bien que les bras; enfin, je suis un raccourci de la misère humaine. Voilà à peu près comme je suis fait. Puisque je suis en si beau chemin, je vais t'apprendre quelque chose de mon humeur. Aussi bien cet avant-propos n'est-il fait que pour grossir le livre à la prière du libraire, qui a eu peur de ne retirer pas les frais d'impression, sans cela il serait très inutile, aussi bien que beaucoup d'autres; mais ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on fait des sottises par complaisance, outre celles que l'on fait de son chef.

« J'ai toujours été un peu colère, un peu gourmand, un peu paresseux. J'appelle souvent mon valet sot, et un instant après monsieur. Je ne hais personne, Dieu veuille qu'on me traite de même. Je suis bien aise quand j'ai de l'argent, et serais encore plus aise si j'avais de la santé. Je me réjouis assez en compagnie. Je suis assez content quand je suis seul. Je supporte mes maux assez patiemment; mais il me semble que mon avant-propos est assez long et qu'il est temps que je le finisse. »

Dans une lettre à Marigny, il dit : « Quand je songe que j'ai été sain

jusqu'à l'âge de vingt-sept ans assez pour avoir bu souvent à l'allemande! » Le *Typhon* renferme un passage où le poète parle du commencement de son mal, qui le prit dans le temps que la reine accoucha de Louis XIV. Voici l'endroit :

Je suis persécuté dès-lors
Que du très adorable corps
De notre reine, que tant j'aime,
Sortit Louis quatorzième;
Louis surnommé Dieu-Donné,
Pour le bien de la France né.

Ce prince naquit en 1638. Scarron avait donc à peu près vingt-huit ans lorsqu'il perdit la santé et gagna son talent.

Ce fut quelque temps après son retour de Rome qu'il ressentit les premières atteintes des douleurs étranges dont il souffrit sans relâche jusqu'à sa mort. La cause de cette maladie n'est pas bien claire. Suivant un récit probablement apocryphe, Scarron aurait eu pendant le carnaval l'idée de se déguiser en oiseau. Pour remplir ce but, il s'était préalablement mis tout nu et frotté le corps de miel; après quoi il avait ouvert un lit de plume et s'était roulé dedans de manière à ce que le duvet s'attachât à sa peau et lui donnât l'apparence d'un véritable volatile. Emplumé de la sorte, il fit plusieurs visites dans des maisons où la plaisanterie fut trouvée de bon goût et des plus réjouissantes; mais, la chaleur ayant fait fondre le miel, les plumes se détachèrent et trahirent la nudité de Scarron, au grand scandale de la populace, qui se mit à le poursuivre. Effrayé des clameurs, il prit la fuite et se cacha dans un marais, où il s'enfonça jusqu'au menton. La froideur de l'eau le saisit tellement, qu'il fut pris de rhumatismes qui lui tordirent les membres et le rendirent impotent et perclus. Des contemporains moins bénévoles, tels que Tallemant des Réaux et Cyrano de Bergerac, attribuent cette maladie à une autre cause que rend tout-à-fait probable la vie quelque peu licencieuse que menait le jeune abbé. En ce temps-là, les remèdes étaient pires que le mal, et, si quelquefois on guérissait de l'un, on ne guérissait pas des autres. Il est à présumer toutefois que Scarron ne fut pas tout d'abord aussi infirme qu'il le devint par la suite. Les biographes bienveillans se bornent à dire qu'une lymphe âcre se jeta sur ses nerfs et le réduisit à un état de souffrances continuelles. Aussi l'épitaphe que le pauvre diable se composa lui-même, et dans laquelle on retrouve la pensée de l'inscription gravée sur la tombe de Trivulce : *Hic quiescit qui numquam quievit, tace*, est-elle plus véridique que ne le sont habituellement ces sortes de poésies :

Celui qui cy maintenant dort
Fit plus de pitié que d'envie,
Et souffrit mille fois la mort
Avant que de perdre la vie.
Passant, ne fais ici de bruit,
Garde bien que tu ne l'éveille,
Car voici la première nuit
Que le pauvre Scarron sommeille!

Les stoïciens niaient la douleur, et ils mettaient à la supporter une constance, une insensibilité de parti pris, où la morgue de l'école et l'entêtement de la doctrine avaient peut-être plus de part qu'une résignation réelle. Souffrir sans se plaindre est beau sans doute, mais il faut une bien plus grande force d'ame pour plaisanter de ses tortures, y trouver le sujet de mille bouffonneries, et faire bonne mine à fort mauvais jeu. Tourner son mal en dérision sans chercher à provoquer la pitié des autres, la pitié, ce baume des malheureux, soutenir ce rôle pendant de longues années sans qu'un soupir d'angoisse vienne se mêler à l'éclat de rire, nous semble plus philosophique que toutes les vaines déclamations des sophistes. Nous serions curieux de voir des vers burlesques de Zénon écrits dans un accès de sciatique ou de rhumatisme; il est douteux que l'on y trouvât le plus petit mot pour rire.

Le style burlesque, dont Scarron n'est pas l'inventeur assurément, mais dans lequel il excelle et qu'il résume en quelque sorte, a eu ses partisans et ses détracteurs. Le mot *burlesque*, en lui-même, n'est pas fort ancien. Ce n'est guère que de 1640 à 1650 qu'on le voit se produire; avant cette époque, il n'avait pas franchi les monts. Sarrazin, selon la remarque de Ménage, est le premier qui l'ait employé en France, où la chose existait cependant, mais où elle était désignée par le terme de *grotesque*. L'étymologie de grotesque est *grutta*, nom qu'on donnait aux chambres antiques mises à jour par les fouilles, et dont les murailles étaient couvertes d'animaux terminés par des feuillages, de chimères ailées, de génies sortant de la coupe des fleurs, de palais d'architecture bizarre, et de mille autres caprices et fantaisies. Burlesque vient de l'italien *burla*, qui signifie plaisanterie, moquerie, et d'où dérivent les mots *burlesco* et *burlare*. *Burla*, que les Italiens ont adopté, est au fond un terme castillan. On nomme en Espagne *burladores* certains jets d'eau cachés sous le gazon, qui jaillissent subitement sous les pieds, et mouillent les promeneurs sans défiance de leur rosée imprévue. La comédie de Tirso de Molina, qui servit de modèle au don Juan de Molière, porte pour titre *el Burlador de Sevilla*,

ce mot ayant dans sa signification espagnole une nuance plus dérisoire et plus ironique, car celui qui invite à souper le convive de pierre peut être moqueur, mais à coup sûr il n'est pas bouffon. L'emploi de ce style devint général; depuis les moutons de Panurge et bien avant, la France est le pays de l'imitation par excellence, car les Français, si hardis sur le champ de bataille et dans les situations périlleuses, sont d'une timidité extrême sur le papier, et cette nation si folle et si légère, au dire des observateurs, est celle qui a toujours conservé le plus profond respect pour les règles, et qui a le moins risqué en littérature. Dès qu'ils ont une plume à la main, ces Français si téméraires deviennent pleins d'hésitations et d'anxiétés; ils tremblent de dire quelque chose de nouveau et qui ne se trouve pas dans les auteurs du bel air. Aussi, qu'un écrivain ait la vogue, et tout de suite il paraît des nuées d'ouvrages taillés sur le patron du sien. On aurait tort d'attribuer cet esprit imitateur au manque d'invention ou de ressources individuelles; ce n'est qu'une déférence à la mode, une crainte de paraître manquer de goût. Il n'y a qu'en France que le mot *original* appliqué à un individu soit presque injurieux. Tout Français qui écrit est travaillé de la peur du ridicule, et c'est ce qui fait que lorsqu'un style ou un genre a été adopté par le public, tous les auteurs se jettent de ce côté, heureux de décliner la responsabilité d'une manière à eux. Ce n'est pas d'aujourd'hui que le succès d'un ouvrage fait éclore un cycle d'œuvres du même genre. Chaque époque a un poème ou un roman en vogue dont il se tire de nombreuses contre-épreuves, et ce serait un travail curieux de faire l'histoire de ces familles congénères. A cause de cela, notre littérature est plus pauvre que toute autre en ouvrages excentriques, le ton général se retrouvant dans le plus grand nombre des écrits contemporains, et chaque période ayant sa nuance particulière donnée par un succès. La réussite de Scarron amena une débacle de poésies burlesques, ou du moins prétendues telles. Les sujets les moins aptes à la plaisanterie furent traités de cette manière. Brébeuf lui-même, l'auteur ampoulé de *la Pharsale*, fit une parodie de Lucain, la plus froide et la plus ennuyeuse du monde, tant le goût du burlesque était généralement répandu. Tout le monde s'en mêlait, jusqu'aux laquais et aux femmes de chambre, car la plupart des gens pensaient qu'il suffit d'accoupler des rimes burlesques, de rassembler des termes extravagans et bas, en un mot de parler en langage du Ponceau ou de la Halle, pour être un poète bouffon. Le vers de huit syllabes à rimes plates, que Scarron a presque toujours employé, et avec lequel sont écrits le *Typhon* et le *Virgile travesti*,

offre des facilités dont il est malaisé de n'abuser point. Entre les mains d'un versificateur médiocre, il devient bientôt plus lâche et plus rampant que la prose négligée, et n'offre pour compensation à l'oreille qu'une rime fatigante par son rapprochement. Bien manié, ce vers, qui est celui des romances et des comédies espagnoles, pourrait produire des effets neufs et variés. Il nous paraît plus propre que l'alexandrin, pompeux et redondant, aux familiarités du dialogue, à l'enjouement des détails, et nous aimerions le voir en usage au théâtre. Il nous éviterait beaucoup d'hémistiches stéréotypés dont il est difficile aux meilleurs et aux plus soigneux poètes de se défendre, tant la nécessité des coupes et des rimes du vers hexamètre les ramène impérieusement. Ce vers octosyllabique était si spécialement affecté aux bouffonneries, qu'il était appelé vers burlesque, bien qu'il se prête également aux inspirations nobles et sérieuses. C'est dans ce mètre que le bon Loret, le journaliste du temps, écrivait sa *Muse historique*.

Le burlesque, ou, si vous aimez mieux, le grotesque, a toujours existé, dans l'art et dans la nature, à l'état de repoussoir et de contraste. La création fourmille d'animaux dont on ne peut s'expliquer l'existence et la nécessité que par la loi des oppositions. Leur laideur sert évidemment à faire ressortir la beauté d'êtres mieux doués et plus nobles; sans le démon, l'ange n'aurait pas sa valeur; le crapaud rend plus sensible et plus frappante la grace du colibri. La vie est multiple, et beaucoup d'élémens hétérogènes entrent dans la composition des faits et des évènemens. La scène la plus touchante a son côté comique, et le rire s'épanouit souvent à travers les pleurs. Un art qui voudrait être vrai devrait donc admettre l'une et l'autre face. La tragédie et la comédie sont trop absolues dans leurs exclusions. Aucune action n'est d'un bout à l'autre effrayante ou risible; il y a des choses fort comiques dans les évènemens les plus sérieux, et des choses fort tristes dans les plus bouffonnes aventures. La tragédie et la comédie sont donc des poèmes classiques, attendu que, d'après une convention arrêtée d'avance, elles rejettent l'expression de certains sentimens et de certaines idées. La netteté un peu sèche de l'esprit français s'accommode de ces divisions et de ces compartimens dans le domaine de l'art. Pleurons ou rions pendant cinq actes, c'est bien; mais ce désir d'harmonie et de régularité ne se satisfait que par le sacrifice des couleurs et des tons. On a une littérature monochrome, comme ces combats de gladiateurs peints avec de l'ocre rouge dont parle Horace, ou ces peintures en camaïeu dont les artistes de l'autre siècle ornaient les dessus de

portes et les trumeaux. Tel poème est bleu, tel autre est vert; tout y est modelé, comme dans les grisailles, par l'ombre et le clair; dans aucun ne se marient harmonieusement les teintes variées de la nature. Nous ne reviendrons pas faire ici, à propos de Scarron, la théorie du grotesque, si éloquemment exposée dans une préface célèbre. Depuis Malherbe, la langue française a été prise d'un accès de pruderie et de préciosité dans les idées et dans les termes vraiment extraordinaire. Tout détail était proscrit comme familier, tout vocable usuel comme bas ou prosaïque. L'on en était venu à n'écrire qu'avec cinq ou six cents mots, et la langue littéraire était, au milieu de l'idiome général, comme un dialecte abstrait à l'usage des savans. A côté de cette poésie si noble et si dédaigneuse s'établit un genre complètement opposé, mais tout aussi faux assurément, le burlesque, qui s'obstinait à ne voir les choses que par leur aspect difforme et grimaçant, à rechercher la trivialité, à ne se servir que de termes populaires ou ridicules. C'est l'excès inverse, et voilà tout. Nous admettons parfaitement la bouffonnerie, l'invention des détails comiques, la gaieté du style, la réjouissante bizarrerie des mots, les rimes imprévues et baroques, les plus folles imaginations de tous genres; mais nous avouons ne rien comprendre à la parodie, au travestissement. Le *Virgile travesti*, un des principaux ouvrages de Scarron et celui qui a fondé sa réputation, est à coup sûr un de ceux qui nous plaisent le moins, bien qu'il soit semé de mots plaisans et de vers très drôlement tournés. Après tout, qu'est-ce que cela signifie? Mettre à la place d'un héros une épaisse figure bourgeoise, à la place d'une belle princesse une grosse maritorne, et les faire parler en style des halles, n'a rien en soi-même de fort récréatif. Il n'est pas de chef-d'œuvre dont on ne puisse, par ce procédé, faire aisément la chose la plus plate du monde. Nous concevons la parodie dans le sens critique, c'est-à-dire au moyen d'une certaine exagération humoristique des défauts de l'œuvre qu'on travestit, qui en fait ressortir le ridicule ou le danger, comme le *Don Quijote*, quand il parle des Amadis de Gaule, des Galaor, des Agesilan de Colchos, des Lancelot du Lac, des Esplandian et des autres romans de chevalerie. Nous avons vu la parodie de toutes les pièces représentées avec succès depuis une dizaine d'années, et bien qu'il y ait au fond de l'homme le moins envieux du monde un petit sentiment de malveillance qui lui fasse écouter avec une certaine satisfaction des plaisanteries sur une tragédie ou sur un drame en vogue, nous devons avouer n'y avoir jamais pris le moindre divertissement.

Du reste, Scarron était tout-à-fait de notre avis sur les parodies, et la manière dont il s'en exprime dans une épître à M. Deslandes-Payen, à qui il dédie le cinquième livre du *Virgile travesti*, prouve une modestie qui va jusqu'à l'injustice:

« Je suis prêt de signer devant qui l'on voudra que tout le papier que j'emploie à écrire est autant de papier gâté, et qu'on aurait droit de me demander, ainsi qu'à l'Arioste, où je prends tant de c.... Tous ces travestissemens de livres, et mon *Virgile* tout le premier, ne sont autre chose que des c....., et c'est un mauvais augure pour ces compilateurs de mots de gueule; tant ceux qui se sont jetés sur Virgile que sur moi comme un pauvre chien qui ronge son os, que les autres qui s'adonnent à ce genre d'écrire comme au plus aisé; c'est, dis-je, un très mauvais augure pour ces très brûlables burlesques que cette année, qui en a été fertile, et peut-être autant incommodée que de hannetons, ne l'ait pas été en bled. Peut-être que les plus beaux esprits, qui sont gagnés pour tenir notre langue saine et nette, y mettront bon ordre, et que la punition du premier mauvais plaisant qui sera convaincu d'être burlesque relaps, et comme tel condamné à travailler le reste de sa vie pour le Pont-Neuf, dissipera le fâcheux orage de burlesque qui menace l'empire d'Apollon. Pour moi, je suis toujours prêt d'abjurer un style qui a gâté tout le monde, et sans le commandement exprès d'une personne de condition qui a toute sorte de pouvoir sur moi, je laisserais le Virgile à ceux qui en ont tant d'envie, et me tiendrais à mon infructueuse charge de malade, qui n'est que trop capable d'exercer un homme entier. »

Il résulte de cette épître que les contrefacteurs et les copistes ne manquaient pas à Scarron, et le travestissement du *Virgile* lui était vivement disputé. Le mode de publication qu'il avait adopté favorisait les fraudes des continuateurs. Il devait d'abord faire paraître un livre chaque mois; toutefois, soit que les souffrances l'en empêchassent, soit qu'il fût ennuyé et rebuté de cette besogne, ce qui est plus vraisemblable, il ne mit pas beaucoup d'exactitude à tenir son engagement, et de longs intervalles séparèrent les apparitions des diverses parties de son poème. Certes, il faut toute la verve de Scarron pour soutenir une si longue plaisanterie; il faut son habileté souveraine à manier le vers de huit pieds, sa facilité à trouver des rimes imprévues, des tours piquans, des suspensions, des enjambemens hardis, des coupes bizarres, enfin tout ce qui peut varier une œuvre d'une telle haleine. Souvent, à travers mille incongruités plus étranges les unes que les autres, se trouvent des morceaux vraiment bien traités, et

dont la littéralité familière rend beaucoup mieux l'antique que les traductions sérieuses et en beau style. Des réflexions judicieuses servent de commentaire au texte :

Soyez justes, craignez les dieux;
Cette sentence est bonne et belle,
Mais en enfer à quoi sert-elle?

Il est impossible de railler plus finement le fameux vers :

Discite justitiam moniti et non temnere divos!

L'*Énéide travestie* n'a pas été poussée au-delà du VIIIe livre; le *Roman comique* lui-même n'est point achevé, soit caprice, soit fatigue. Nous aimons assez ces œuvres interrompues auxquelles l'imagination du lecteur est forcée de chercher un dénouement.

Le *Virgile* fut continué, si cela peut s'appeler continué, par un certain Jacques Moreau, marquis ou comte de Brazey, et par un autre rimeur dont le nom est resté inconnu. Il est difficile de lire quelque chose de plus plat et de plus rampant, de plus insipide. Le sieur Offray n'a guère été plus heureux dans sa suite du *Roman comique*. L'immortel auteur du *Don Quijote*, don Miguel Cervantès de Saavedra, ayant laissé un long intervalle entre la publication de la première et de la dernière partie de son roman, eut aussi cet inconvénient d'être continué par un sacrilége barbouilleur de papier; mais Cid-Hamet-Ben-Engeli accrocha si haut sa plume, que personne depuis ne put la reprendre.

Le *Typhon*, qui fut composé avant le *Virgile travesti*, est un poème burlesque sur la guerre des dieux et des géans. Il a cinq chants en vers de huit pieds. S'il y eut jamais un personnage mythologique sinistre et grandiose, c'est ce monstre informe que fit sortir de la terre Junon, jalouse de la création de son mari, qui avait produit Pallas tout seul. Sa révolte gigantesque a un caractère mystérieux et cosmogonique, effrayant comme ces bas-reliefs sculptés dans les cavernes qui font allusion à des évènemens dont on a perdu la mémoire et le sens symbolique, mais qu'on pressent avoir été terribles. Ce Typhon fut sur le point de mettre la terre à la place du ciel; il coupa les bras et les jambes à Jupiter avec une faux de diamant, et inspira aux Olympiens une telle panique, qu'ils se déguisèrent, pour lui échapper, en animaux, en légumes, formes sous lesquelles les Égyptiens les adorent. Son aspect était formidable et monstrueux; il avait cent têtes, et de ses cent bouches sortaient avec des flammes des cris si horribles, que les dieux et les hommes en tremblaient. Le haut de

son corps était couvert de plumes, et le bas s'effilait en queues de dragon. Ce géant, tout abominable qu'il était, trouva à se marier, et d'Échidna, sa femme, il eut toute une affreuse famille de monstres : Orcus, Cerbère, l'hydre de Lerne, la Chimère, le Sphinx, et le lion de Némée. Enfin, Jupiter, ayant recouvré ses bras et ses jambes par l'adresse de Mercure et de Pan, monta sur un char attelé de chevaux ailés et foudroya Typhon si dru et si serré, qu'il le renversa et lui mit sur la poitrine, pour l'empêcher de se relever, le mont Etna qui, depuis ce temps, ne cesse de cracher à la face du ciel, en signe de mépris et de révolte, des jets de flamme, des rochers, des torrens de lave, et des trombes de fumée.

Voyons comment Scarron a caricaturé ce sujet épique et traduit cette lutte colossale.

Au début du poème, les dieux font bombance dans un Olympe macaronique arrangé en pays de Cocagne. Ils ont bu du nectar un peu plus qu'assez et se sont donné des indigestions d'ambroisie. Jupiter dort le nez sur la table; Junon est étendue sur son lit très peu chastement drapée; Mars, qui vient de Flandre, boit de la bière et fume du petun en vrai soudart qu'il est. Quant à Vénus, elle fait l'œil à quelque jeune dieu encore imberbe qu'elle veut déniaiser.

Typhon et les géans ses amis s'amusent aussi sur terre à leur façon. Ils jouent aux quilles dans les champs de Thessalie. Vous pensez que les quilles de gaillards pareils ne peuvent être des jouets d'enfans : ce sont d'énormes roches, aussi hautes que le clocher de Strasbourg, que Typhon a arrachées de ses mains puissantes et qu'il a grossièrement façonnées. Un prodigieux quartier de montagne à peine dégrossi sert de boule. Cette partie de quilles cause des tremblemens de terre dans la contrée. Cependant les géans ne sont pas encore échauffés; ils jouent posément, comme cela se pratique d'abord; petit à petit, le jeu s'anime, et Mimas, en lançant la boule, attrape le pied de Typhon précisément à l'endroit de son durillon. Typhon, enragé de douleur, mais ne pouvant s'en prendre à Mimas, qui ne l'a pas fait exprès, ramasse les quilles et la boule et les jette en l'air avec tant de force, qu'elles percent les voûtes bleues du ciel et retombent sur le buffet des dieux, où elles brisent tous les verres et toute la vaisselle. Jupiter se réveille en sursaut à ce tintamarre d'assiettes cassées, et demande, transporté de colère, ce que signifie une pareille bacchanale : — Majesté, répond Pallas, c'est un coup de quelque épouvantable machine de guerre braquée de terre contre le ciel qui a causé ce dégât dans votre buffet. Tous les verres sont en pièces, et il nous faudra

désormais boire dans nos mains comme des mendians ou des philosophes cyniques. — Ce sont neuf quilles et une boule, ajoute Mome, le gentil bouffon. — Ah çà! dit Jupiter, le ciel est donc pénétrable; on le crève donc comme un plafond de papier; nous ne sommes donc plus en sûreté dans cette bicoque d'azur. Les fils de la terre deviennent de plus en plus insolens, mais je leur rabattrai bien le caquet; je tonnerai, je grèlerai, je pleuvrai sur eux d'une si rude manière, qu'ils rentreront bien vite dans le devoir.

La conversation en est là quand paraît Apollon, qui a fini sa journée, mis ses rosses à l'écurie et son coche sous sa remise; il est naturellement mieux informé que personne de ce qui se passe sur la terre, qu'il est chargé d'éclairer en sa qualité de grand-duc des chandelles, que lui a décernée Dubartas. Il a vu Typhon, qui jouait avec sa bande en Thessalie, jeter les quilles contre le ciel. — Ce drôle finit par m'échauffer la bile, et la moutarde commence à monter à mon nez olympien, dit Jupiter en fronçant son sourcil de peau de taupe. Holà! Mercure, chausse au plus vite tes souliers à talonnières, ils sont tout frais ressemelés, et va dire à ce sacripant que, s'il ne se tient pas tranquille, il aura à faire à moi.

Le fils de Cyllène se coiffe de son petasus, s'attache les ailes au pied avec une bonne ficelle, prend sa canne entourée d'anguilles, fait une révérence d'enfant de chœur, et le voilà parti. Il fend l'air, traverse les nuées, et ne s'arrête que sur l'Hélicon pour casser une croûte et boire un coup. Il trouve là les neuf Muses occupées à bluter des rondeaux, à vanner des sonnets, à trier des *jouissances* et des *regrets*. C'est le propre des vieilles filles et des dévotes de s'adonner à faire des confitures; aussi présentent-elles à Mercure un pot de cerises et un fond de pâté entamé la veille par Apollon. Quand il a mangé, il s'essuie proprement la bouche avec le dos de la main, comme le fait un dieu bien élevé à qui l'on n'a pas présenté de serviette, et il repart au pas de course pour s'acquitter de sa commission.

Mercure arrive entre chien et loup dans l'endroit où se trouvent les géans; on y voit encore un peu clair, mais la nuit ne tarde pas à déployer ses jupons pailletés d'étoiles. Les vauriens sont dans une plaine, non loin d'une forêt, occupés à faire un bûcher pour faire cuire une carbonnade. La forêt tout entière y passe : c'est un entassement de chênes noueux, de pins échevelés, d'ormes avec leurs racines, à croire que l'on veut brûler le monde. Des centaines de bœufs mis en quartier et qu'on a négligé d'*éplucher de leurs charrues*, rôtissent sur cet océan de charbons. Des milliers de moutons enfilés

comme des alouettes dans des broches faites de cyprès tout entiers tournent lentement devant la flamme : ce souper a dû affamer toute une nation.

Les géans entourent Mercure, qui n'est pas plus rassuré qu'il ne faut en voyant se resserrer autour de lui cette ceinture de corps monstrueux; pourtant il prend son courage à deux mains et tient ce discours à Typhon, qui le regarde de travers et de sa mine la plus effroyable : — Seigneur Typhon, malgré votre gigantosité, vous n'êtes qu'une grande canaille. Jupin, mon bourgeois et le vôtre, m'envoie vous dire que vous vous teniez coi désormais, sinon il vous foudroiera bel et bien. Vous avez démoli notre vaisselle, et il faut que vous alliez promptement à Venise chercher une centaine de verres pour remplacer ceux que vos quilles ont brisés : — qui casse les verres les paie. — Vous êtes assez ivrogne pour connaître cette maxime. — Vous avez une semaine devant vous, mais pas plus. Sur ce, bonsoir.

A ce discours, une huée formidable, à rendre sourds les quatre élémens, sort de ces bouches plus larges que des fours, de ces poitrines plus profondes que des cavernes. Mercure pensa en rendre le sang par les oreilles, comme un canonnier qui a manœuvré sa bombarde toute la journée. — Sauve-toi vite, bélître, maroufle, ou je te jette tout vif dans le feu, hurle Typhon. Je me moque de ton maître et de ses fusées et pétarades comme de colin-tampon. — Là-dessus, le colosse se met à dévorer avec sa bande des montagnes de viande à moitié grillée, et ne tarde pas à s'endormir auprès du feu qui s'éteint, après avoir mis sous sa tête, en guise d'oreiller, un rocher que vingt mille hommes n'auraient pas fait bouger d'un pouce. Ainsi se termine le premier chant.

Le pauvre Mercure, fort effrayé, grimpe sur un arbre où il perche jusqu'au retour de l'aurore, les chemins étant peu sûrs et infestés de tirelaines. Le jour venu, il descend de son juchoir et se remet en route; il trouve Jupiter encore au lit, et ce dieu se donne à peine le temps de passer une robe de chambre, tant il est pressé de savoir les nouvelles que son messager apporte de la terre. — Tout ce que j'ai pu obtenir, dit Mercure au maître des dieux, c'est la chanson de Daye-Dandaye. Ces faquins m'ont éclaté de rire au nez comme un cent de mouches, et peu s'en est fallu qu'ils ne me bernassent. Typhon en particulier m'a accueilli comme un cueilleur de pommes du Perche. Que j'aie la gale qui dure sept ans si je n'ai dit la vérité aussi nue qu'au sortir de son puits !

Le conseil céleste s'assemble, et l'on agite la question de savoir s'il

faudra sévir ou non. De leur côté, les géans se consultent et se démènent. Encelade, dont le nom fournit la plus heureuse rime à escalade, veut absolument dénicher Jupiter de son taudis aérien, et se propose de faire déloger tous les hôtes des maisons étoilées. Il n'a besoin de personne pour cette entreprise; il en aura tout seul le péril et l'honneur. Typhon entend ces fanfaronnades avec joie, et toute la bande démesurée pousse des acclamations en signe d'acquiescement. Mimas se met à braire d'aise, Porphyrion étend ses griffes de bête fauve; Polybotte, au grouin de baleine, grogne pesamment; Asie, le grand assommeur d'ours, Thoon, Ephialte, Coée, Japet, Echion, Almops, se mettent à crier comme des enragés : Vive Typhon! Malheur aux dieux!

Pendant ce temps-là, Jupiter tempête et jure dans son Olympe comme un charretier dans un chemin creux de Basse-Bretagne. On fait la revue des munitions, qui ne sont pas très considérables, et l'on députe le factotum Mercure au dieu qui produit les exhalaisons. Celui-ci ne veut pas d'abord en donner à crédit, on lui doit déjà beaucoup, car au ciel on ne paie personne; cependant, vu l'urgence du danger, il répond qu'il va en faire monter de quoi contenter maître Jupin. — Mercure, chemin faisant, met dans sa poche la *Gazette* et *l'Extraordinaire* qui renferment des détails sur les forces des géans.

Le conseil des dieux ressemble beaucoup à un conseil terrestre; on s'y dispute d'abord sur le pas et la préséance. Neptune, qui n'est pas grand orateur et ne sait que gronder, s'embrouille dans son discours; Mars fait le capitaine Fracasse, le tranche-montagne, au seul vent de sa tueuse il renversera l'armée des géans. Vulcain s'offre à fabriquer pour les fenêtres et les portes de l'Olympe des grilles et des serrures si compliquées, que Typhon s'y retournerait les ongles. Le temps se passe en délibérations ridicules, et Jupiter lève la séance. Chacun retourne dans sa *chacunière* sans que les choses soient plus avancées.

Au commencement du troisième chant, Apollon fait monter là-haut les nuages demandés : ce sont des nuages première qualité, gros de nitre, de soufre et de résine; l'air en est obscurci : jamais brouillard de Londres ne fut d'une telle épaisseur. A la faveur de ces nuages qui empêchent de voir la terre du ciel, Encelade commence à poser des montagnes les unes sur les autres, comme un maçon qui arrange des briques; il met Pelion sur Ossa, et fait un si prodigieux entassement, qu'il atteint à la hauteur du logis des Olympiens, dont il rejoint les murailles à l'aide d'un pont volant. Jupiter, voulant voir le temps qu'il fait, ouvre une fenêtre, et n'est pas médiocrement effrayé en se

trouvant face à face avec le monstrueux visage du géant. Heureusement la fenêtre est trop étroite pour qu'il y puisse passer. Jupiter crie : A moi ! à moi ! demande sa boîte à poudre, retrousse sa manche jusqu'au coude et s'apprête à darder un coup dans la tête du géant, qui, voyant le péril, enfonce par la croisée un immense tronc de cèdre. — Il ne s'en faut pas de trois doigts que Jupiter ne soit embroché et piqué contre le mur comme une chouette à la porte d'un garde-chasse. L'alarme est donnée; les dieux jettent par-dessus les créneaux des remparts célestes des fagots, des platras, des escabeaux, des eaux de toutes sortes, excepté des eaux de senteur, des poêles pleines de beurre bouillant; Encelade en reçoit une sur le museau qui, bien que fort chaude, refroidit son courage et lui fait céder sa place à Mimas, qui, plus mince de taille, parvient à s'introduire par l'ouverture. La bataille devient générale. Jupiter monte à cheval sur son aigle et fait une sortie à la tête de tous les dieux. La foudre étonne d'abord les géans, mais elle leur fait plus de peur que de mal. Mars et Encelade se provoquent en combat singulier, mais ils se trouvent si redoutables l'un l'autre, qu'ils se tournent le dos après s'être injuriés, comme des héros d'Homère. Pendant la bataille, une vieille bohémienne fait parvenir à Jupiter, par un valet de pied, une lettre ainsi conçue : « Tirésias et Protée ont prédit que cette guerre ne pouvait être terminée à la gloire des dieux qu'avec l'aide d'un fils de mortelle; c'est l'arrêt du destin. » Cet avis jette le découragement dans l'Olympe, et les dieux sont déjà vaincus, lorsque revient Typhon avec des géans frais cuirassés de pierres de taille. La déroute est complète, et Jupiter gagne au pied en criant : Sauve qui peut ! Les dieux et les déesses en font autant et détalent comme des Basques ou des coureurs dératés. Pour échapper aux énormes drôles qui les poursuivent en faisant des enjambées plus grandes que le Petit-Poucet avec ses bottes de sept lieues, ils sont obligés de se cacher sous des formes d'animaux. Jupiter se change en bélier, Junon en vache, comme son épithète de Βοοπις lui en donne bien le droit; Neptune en levrier, Mome en singe, Apollon en corbeau, Bacchus en bouc, Pan en rat, Diane en chatte, Vénus en chèvre, Mercure en cigogne. Les géans, qui ne sont pas très fins de leur nature, ne savent ce que leurs ennemis sont devenus, et, pendant qu'ils les cherchent, ceux-ci, à la faveur de leur mascarade, gagnent les bords du Nil, où ils vont attendre que la chance tourne, et que le jour paraisse de punir cette engeance impie et grossière.

La troupe céleste arrive près de Memphis. Jupiter, peu habitué à être vêtu de laine, a très chaud et se fond en sueur; il traîne péni-

blement le gigot; il s'est fourré une épine dans le pied et se laisse choir piteusement sur l'herbe tendre. Dans cette position, il bêle une harangue en grec, et conseille à Mercure de tâcher de dérober quelque habillement et d'entrer dans la ville prochaine pour aller chercher des vêtemens pour les dieux; un collier de perles que Vénus a gardé à son col paiera la dépense.

Mercure, sans se décigogner, vole au bord du Nil, où des naturels du pays sont en train de se baigner et de chercher des œufs de crocodiles; le dieu des larcins, naturellement passé maître dans le vol à la tire, s'empare d'une tunique et reprend sa forme, sous laquelle il entre dans Memphis. Il charge un mulet de pourpoints, de manteaux, de jupes et de caleçons, une friperie complète dont les dieux se revêtent après avoir dépouillé leurs déguisemens d'animaux. Ils vont se loger dans une auberge dont l'hôte est cocu et la femme coquette, allitération et rapprochement tout-à-fait vraisemblables, et bientôt leur divinité se révèle par un symptôme que nous vous donnons en mille à deviner, et dont nous laissons toute la responsabilité à la bouffonnerie de Scarron. — Le vulgaire des mortels n'a pas, en général, le gousset fort parfumé, et l'on peut adresser à beaucoup de gens la question : *An gravis hirsutis cubet hircus in alis?* Les voyageurs mystérieux se distinguent, au contraire, par l'excellente odeur qui s'exhale de leur aisselle. Cette particularité surprend si fort les gens de la ville, qu'ils n'hésitent pas à reconnaître sur ce seul fait la divinité de leurs hôtes. Ajoutez à cela qu'ils marchent ou plutôt qu'ils glissent sans lever les pieds, comme s'ils patinaient, attribut distinctif des puissances supérieures. Les prêtres de Memphis, informés de ces circonstances, apportent en présens aux célestes étrangers quatre poinçons de vrai baume, des poissons du Nil, des crocodiles, des hippopotames, et deux paires de gants lavés.

Sur ces entrefaites, Hercule, qui était occupé nous ne savons où, rejoint la bande divine, que sa présence ragaillardit, et Mercure est de nouveau détaché en manière d'espion pour voir ce que deviennent les géans. — Les géans continuent à entasser montagnes sur montagnes, et à faire de la Thessalie un vrai pays de casse-cou. Typhon a élevé si haut sa plate-forme, qu'il croit pouvoir bientôt s'asseoir de plain-pied sur le trône de Jupiter; mais il a compté sans son hôte. L'armée céleste arrive en tapinois, suivie de charrettes pleines de foudres fabriquées à Memphis. Jupiter lâche un coup de foudre, mais seulement pour faire diversion et dissimuler le vrai point d'attaque. Les colosses à moitié endormis se jettent à bas du lit en caleçons, et se portent du côté où

le tonnerre a grondé. Pendant qu'ils se frottent de leurs doigts gros comme des colonnes leurs yeux larges comme des boucliers, les dieux envahissent le camp, et bientôt la mêlée devient générale. Les plus terribles horions sont échangés; plusieurs des géans sont tués, ce qui les contrarie beaucoup, attendu qu'ils n'étaient jamais morts jusqu'à cette heure, et après diverses alternatives, grace à la valeur d'Hercule, qui est né d'une mortelle, l'armée gigantale est mise en déroute, et la prédiction de la bohémienne accomplie. Typhon, sautant de sommet en sommet, enjambe la botte de l'Italie et se sauve en Sicile, où Jupiter le poursuit, le renverse et lui met, en manière de cauchemar, le mont Etna sur la poitrine, ce qui ne le gêne pas médiocrement : quand il tousse, il y a une éruption; quand il se retourne, un tremblement de terre.

Ainsi presque toujours le vice
A la fin trouve son supplice,
Et jamais la rébellion
N'évite sa punition!

La gigantomachie dont nous venons de donner une idée succincte abonde en vers plaisans, en manières de dire originales, en idiotismes qui sentent bien leur terroir. Il est dommage que la pruderie de goût qui règne aujourd'hui et qui ne pardonne pas une joyeuseté de style, même dans une étude purement philosophique et littéraire, ne nous permette pas de citer les traits les plus vifs et les plus drolatiques. Autrefois la langue française ne respectait pas tant l'honnêteté dans les mots qu'elle ne le fait de notre temps; les anciens conteurs avaient une liberté d'allure que nul ne pourrait prendre aujourd'hui, et dans le genre facétieux nous comptons beaucoup de chefs-d'œuvre : Rabelais, Béroalde de Verville, la reine de Navarre, Bonaventure Desperriers, ont des manières d'écrire et des inventions de style merveilleuses dont La Fontaine ne donne dans ses contes qu'une idée bien affaiblie. C'est là que brille dans tout son éclat le véritable esprit gaulois, et il est à regretter que le *cant* anglais, qui s'est introduit dans nos mœurs, nous prive de ces bonnes farces un peu grasses où le drolatique de l'expression fait oublier la licence du détail. Scarron, par le fond de son style, tient au vieil idiome, et relativement à plusieurs de ses contemporains il est quelque peu archaïque, le burlesque se composant d'une foule d'expressions proverbiales, de locutions familières, de termes populaires qui restent encore long-temps dans la conversation après avoir été bannis du style soutenu. Ce que nous disons de Scarron peut s'appliquer à d'autres et aux plus illustres. Molière, bien

qu'écrivant à la même époque que Racine, est de cent ans plus vieux comme langue. Nous n'entendons pas par là lui faire un reproche, car, selon nous, la langue de Molière est une des plus belles qu'il ait été donné à l'homme de parler; nous voulons seulement dire que la tragédie, du moins telle que les classiques la comprennent, renferme moins d'idiotismes que la comédie.

Boileau ne se montre pas fort tendre à l'endroit de Scarron et du *Typhon* en particulier. On connaît ces vers de *l'Art Poétique :*

La cour, enfin désabusée,
Distingua le naïf du plat et du bouffon,
Et laissa la province admirer le *Typhon*.

Mais Boileau, outre la délicatesse superbe de son goût, avait peut-être quelque rancune contre Scarron; Gilles Boileau, frère aîné du poète, avait eu avec l'écrivain de vives escarmouches d'épigrammes, il avait été même jusqu'à dénigrer la vertu de Mme Scarron dans un sixain que voici :

Vois sur quoi ton erreur se fonde,
Scarron, de croire que le monde
Te va voir pour ton entretien;
Quoi! ne vois-tu pas, grosse bête,
Si tu grattais un peu ta tête,
Que tu le devinerais bien?

Scarron, furieux, lui répondit par un déluge d'épigrammes qui ne sont pas toutes, il faut l'avouer, relevées de sel attique, mais de gros sel gris salpétré. Il riposte aux injures de Gilles par des accusations de promenades nocturnes sur le quai de la Mégisserie, les Champs-Élysées de ce temps-là, pour les rendez-vous équivoques et monstrueux. C'était alors l'habitude entre savans et littérateurs en querelle d'aller chercher des épithètes à Sodome et à Gomorrhe; ici du moins la cruauté de l'attaque excusait la violence de la riposte.

Le *Typhon*, dont Boileau lui-même reconnaissait que le début était bien tourné et d'une assez fine plaisanterie, est dédié à son éminence monseigneur le cardinal Jules de Mazarin. Cette dédicace offre un assez curieux rapprochement avec la *Mazarinade* du même auteur. Scarron appelle Mazarin *grand homme, Jules plus grand que le grand Jules, Alcide sur lequel Atlas peut s'accouder quand il se sent fatigué;* il le supplie de jeter du haut de son Olympe un regard sur le pauvre poète; s'il l'obtient, il sera aussi joyeux que s'il avait recouvré la santé, et *que si, n'étant plus impotent*, il pouvait à *son éminence faire profonde révérence*. Il paraît que le Mazarini ne se montra

pas très sensible au compliment, ou que, pressentant quelque largesse à faire, quelque nouvelle pension à émarger (Scarron en touchait déjà une de la reine), il fit la sourde-oreille et trompa les espérances que le poète avait fondées sur sa dédicace.

L'admiration de Scarron pour le grand Jules fut immédiatement calmée, et il se fit dans sa manière d'apprécier le ministre écarlate une révolution complète. Ce fut dans cette disposition d'esprit qu'il fit la *Mazarinade;* il est difficile d'aller plus loin en fait d'invectives et d'ordures : c'est du Juvénal, moins l'indignation honnête. A ne la considérer que sous le rapport littéraire, cette pièce, qui est fort longue, contient des morceaux très-remarquables de verve et d'esprit, mais de cet esprit affreux dont Catulle étincelle dans ses épigrammes contre Mamurra. Il lui reproche, entre autres crimes, et c'est sans doute le plus noir à ses yeux, d'avoir sa bourse fermée à ces gueux qu'on appelle poètes, si chéris du *feu rouge-bonnet* Richelieu, qui craignait sur toute chose de voir ses beaux faits ternis par ces divins affamés; il lui reproche le ballet d'*Orphée,* où tout le monde dormit, sa musique de châtrés, ses courtisanes, ses gardes, ses deux cents robes de chambre, ses extraits d'ambre et de musc, son jeu de hoc, ses amours doubles, où il se montre

Homme aux femmes et femme aux hommes !

et mille peccadilles du même genre, dont le cardinal, habitué aux licences des pamphlets, ne se fût pas autrement inquiété, lui qui avait pris pour devise : Qu'ils chantent, pourvu qu'ils paient! Mais Scarron ne s'en était pas tenu là; il avait raconté une aventure qui touchait au vif le cardinal, c'est-à-dire l'histoire de ses amours avec une fruitière d'Alcala, amours qui lui avaient valu des coups d'étrivières et fait perdre les bonnes graces de son patron le cardinal Colonna. Aucun détail n'est omis; il raconte comment, chassé d'Alcala, Mazarin se sauve à pied et en fort mince équipage à Barcelone, d'où il regagne son pays comme il peut et recommence sa fortune en occupant la place de Ganimède auprès d'un Jupiter empourpré; puis il lui jette à la face ses fautes et ses crimes politiques : il le tance de la simonie insolente qu'il fait des bénéfices, de Lerida deux fois manquée, de Courtrai d'où ses menées ont fait sortir la garnison, du fruit du combat de Lens perdu par sa lenteur, de la Catalogne désespérée, du duc de Guise mal logé dans Naples où on l'abandonne, du duc de Beaufort mis en cage, du vol du duché de Cardone, de l'empoisonnement du feu président Barillon, du parlement outragé, des Anglais qu'il laisse

mourir de faim, de leur reine désolée à qui il a volé ses bagues, et de je ne sais combien de forfaits plus ou moins vrais pour lesquels il lui souhaite de voir

Sa carcasse désentraillée,
Par la canaille tiraillée!

Nous ne rapportons ici que les injures les plus douces; le reste est d'une virulence que les Latins eux-mêmes n'ont pas dépassée. Le burlesque y va jusqu'à la férocité; les plaisanteries sont trop littéralement sanglantes. La colère poétique tourne à la rage, et il est étrange qu'il se soit trouvé autant de fiel dans ce petit corps rabougri. Le père Duchêne est pâle à côté de cela. C'est pousser bien loin le ressentiment d'une dédicace et d'une belle reliure perdues. Mazarin, qui était un homme d'assez d'esprit pour rire aux bons endroits des pamphlets et des chansons qu'on faisait contre lui, trouva cette fois la plaisanterie un peu forte et le style un peu libre. On ne voit pas cependant qu'il ait cherché à en tirer vengeance.

Le logis de Scarron servait de lieu de rendez-vous aux frondeurs. On appelait ainsi, comme chacun sait, ceux qui tenaient pour le parlement, et mazarins ceux qui tenaient pour l'autorité royale. M. le prince n'y allait pas lui-même, mais il y envoyait des gens de sa maison. On lisait là en petit comité l'*Avis de dix millions et plus*, *le Courrier burlesque de la guerre de Paris*, *la Juliade*, *le Ramage de l'Oiseau*, *les Triolets frondeurs*.

Les mazarins avaient aussi leurs poètes et leurs écrivains. Cyrano de Bergerac, qui était du parti de l'éminence, détacha en manière de réponse à Scarron, qu'il désigne sous l'anagramme transparent de Ronscar, une épître vertement sanglée. Cyrano, à qui les nombreux duels qu'il avait soutenus pour la forme de son nez donnaient, même la plume à la main, des airs de capitan matamore, traite le pauvre Scarron de haut en bas; il lui dit qu'il n'a jamais vu de *ridicule plus sérieux ni de sérieux plus ridicule que le sien;* il l'accuse d'avoir fait radoter Virgile, et l'appelle *grenouille fâchée qui coasse dans les marécages du Parnasse*. Il prétend que ce qu'il écrit est fait pour les harengères, et que, si le jargon de la halle vient à changer, il ne sera plus compris. Puis, passant à la description de sa personne, il assure que, si la mort voulait danser une sarabande, elle prendrait une paire de Ronscars pour castagnettes. — Voilà dix ans que la parque lui a tordu le col sans pouvoir l'étrangler. A le voir ses bras tors et pétrifiés sur ses hanches, on prendrait son corps pour un gibet où le diable a pendu

une ame. Et quelle ame! plus laide encore que le corps! Ce monstre difforme, qui reste sur terre pour être un exemple continuel de la vengeance de Dieu, a osé vomir sa bave et son venin sur la pourpre d'un prince de l'église, qui, sous les auspices de Louis, conduit si heureusement le premier état de la chrétienté. La vue d'un chapeau écarlate le fait entrer en fureur, comme un bœuf ou coq d'Inde, et même il n'a pas voulu entendre *un sonnet assez doux* de Cyrano, et a forcé la personne qui l'avait déplié à le remettre dans sa poche. — Certes, l'on ne peut douter que Cyrano de Bergerac ne professât une grande admiration pour le cardinal Mazarin et ne lui fût tout dévoué; cependant le certain petit sonnet assez doux, *qui a dû sembler fade à un homme poivré*, entre pour quelque chose dans toute cette colère.

Scarron, du reste, n'avait pas la chance pour les dédicaces. Son père, qui était un homme d'humeur assez singulière, une espèce de philosophe cynique, bizarre et fantasque dans sa conduite, eut l'imprudence de se mettre d'une partie faite entre des conseillers pour traverser quelques desseins que le cardinal-duc Armand de Richelieu avait fort à cœur : la robe rouge ne badinait pas en fait d'incartades politiques, et pourtant elle montra une clémence relative en se contentant d'exiler en Touraine le conseiller Scarron. Heureusement le bonhomme avait du bien près d'Amboise; il s'y retira et s'y tint tranquille. Notre poète comique, qui savait le cardinal rancunier comme un Espagnol, et vindicatif comme un Corse, laissa du temps s'écouler, et lorsqu'il pensa le ressentiment de l'affaire amorti, il se hasarda d'adresser une requête à l'éminence, démarche d'autant plus nécessaire que, pendant l'absence du père Scarron, la marâtre, restée à Paris, n'avait rien négligé pour s'approprier le bien, et que la pension du pauvre infirme, comme vous le pouvez penser, n'était guère exactement payée. Dans cette requête, une de ses meilleures pièces, il demande à monseigneur le cardinal la grace de son père, qu'il excuse de son mieux. Depuis ce malencontreux exil, Paul fils de Paul se trouve attaqué d'un mal bien dangereux :

C'est pauvreté, qui perd tous les esprits
Et tous les corps quand par elle ils sont pris.
Elle me prit lorsque mon pauvre père,
Qui de vous seul tout son salut espère,
Prit certain mal qu'on prend au parlement,
Et qu'on ne prend ailleurs aucunement.
Ce mal, nommé le zèle des enquêtes,
Fait aujourd'hui grand mal à bien des têtes.

Tout en demandant le retour de son père, il sollicitait en passant la faveur d'un petit bénéfice, mais d'une manière épisodique et timide, et seulement comme pour prendre acte. La requête se termine par ces quatre vers :

Fait à Paris ce dernier jour d'octobre,
Par moi Scarron, qui malgré moi suis sobre,
L'an que l'on prit le fameux Perpignan,
Et sans canon la ville de Sédan.

C'est-à-dire en vile prose en l'an 1642. C'était flatter l'orgueil du cardinal à deux endroits bien chatouilleux; aussi, lorsqu'on lui lut l'épître de Scarron, il la trouva assez agréablement tournée, et il dit à plusieurs reprises qu'elle était datée plaisamment. Malheureusement le poète ne put ressentir l'effet de la bonne volonté de l'éminence qui mourut fort peu de temps après, évènement qu'il déplore en ces termes dans une autre requête au roi :

Je suis, depuis quatre ans, atteint d'un mal hideux
Qui tâche de m'abattre;
J'en pleure comme un veau, bien souvent comme deux,
Quelquefois comme quatre.
Pressé de mon malheur, je voulus présenter
Au cardinal requête;
Je fis donc quelques vers, à force de gratter
Mon oreille et ma tête.
Ce grand homme d'état ma requête écouta
Et la trouva jolie;
Mais, là-dessus, survint la mort qui l'emporta
Et ne m'emporta mie.

Grace à la protection de Mlle de Hautefort, il avait été présenté à la reine, qui daigna lui permettre de se nommer son malade en titre, emploi dont il s'acquitta avec toute la conscience imaginable. La reine lui accorda une gratification de cinq cents écus. A force de placets, de requêtes, d'importunités et de protections, il vint à bout de changer cette gratification en une espèce de pension aussi régulière que pouvaient le permettre l'incertitude des temps et le désordre des finances. Scarron, qui portait le titre d'abbé gratuitement depuis près de quatorze ans, aurait bien voulu le justifier par quelque bénéfice, prieuré, prébende ou autre; mais la vie licencieuse qu'il avait menée et la bouffonnerie dont il faisait profession ne s'accordaient guère avec des fonctions cléricales que ses infirmités l'eussent d'ailleurs empêché de remplir. Il demandait un bénéfice où il y eût si peu de choses à faire, que pour

s'en acquiter il suffît de croire en Dieu. Ce fut encore Mlle de Hautefort, *son bon ange*, qui lui procura l'objet de ses désirs incessans. Elle engagea monseigneur de Lavardin, évêque du Mans, où elle avait des terres, à conférer quelque bénéfice de son diocèse au pauvre Scarron, que sa paralysie bien avérée permettait aux femmes les plus prudes de pousser et de recommander le plus chaudement possible. Notre poète, satisfait de ce côté-là, avait encore une autre ambition qui ne fut pas réalisée, celle d'obtenir un logement dans le Louvre; on le lui fit long-temps espérer, mais il fut obligé de s'en tenir à l'espérance.

On aurait tort, après tout, d'après ces cris de misère et de détresse, d'induire que Scarron fût réellement misérable. Cette espèce de mendicité poétique était à la mode alors, et n'avait rien qui déshonorât. Par les sonnets flatteurs, les épîtres liminaires, les dédicaces, les auteurs cherchaient à se faire des protecteurs, à extorquer quelques cadeaux, pensions ou secours pécuniaires. Comme c'était la cour qui décidait de tout, et qu'un mot de M. le duc, un sourire de Mme la marquise suffisaient à mettre un ouvrage en vogue, il était naturel que les auteurs tâchassent de se concilier les suffrages des personnes haut situées par toutes les cajoleries possibles, et l'on sait qu'en matière de flatteries il n'y en a point de trop grosses, surtout auprès des gens de cour, accoutumés à se regarder comme le parangon et le centre de toutes les perfections. Ces phrases, qui nous paraissent aujourd'hui d'une bassesse abjecte, n'avilissaient pas plus les gens qui les employaient que les formules de prostration dont on se sert maintenant encore au bas des lettres. Et puis, il ne faut pas oublier qu'alors les nobles et les gens titrés étaient considérés comme une espèce supérieure, comme des déités visibles auxquelles il n'était pas plus humiliant de demander des graces qu'à Dieu lui-même, tant était grande la distance qui séparait le protecteur du protégé. Sans doute, la dignité humaine semble avoir gagné à la fierté qu'affichent aujourd'hui les écrivains : leurs livres ne sont plus précédés de ces épîtres à deux genoux où l'auteur élève au-dessus du Mæcenas antique un grand seigneur ignare, dans l'espoir d'un régal de quelques écus; mais aussi ils ne fréquentent plus le grand monde et ne vivent plus dans la familiarité des princes et des gens de qualité. Réduits à leurs propres ressources, ils sont contraints à un travail incessant et manquent presque tous de loisir, — le loisir, cette dixième muse, et la plus inspiratrice! — s'ils ne sacrifient pas leur orgueil, il faut qu'ils sacrifient leur art. L'honneur de l'homme est sauf, mais la gloire du poète périclite.

Scarron, bien qu'il se prétendît logé à l'*hôtel de l'impécuniosité*, ha-

bitait réellement une assez jolie maison, il avait une chambre à coucher tendue de damas jaune, avec un ameublement de six mille livres; il portait des habits de velours, faisait une chère délicate, avait plusieurs domestiques, et menait un train assez considérable. La pension qu'il touchait de la reine, celle que lui servait son père, son bénéfice et l'argent que lui rapportaient ses livres, devaient subvenir abondamment à ses dépenses. Son *marquisat de Quinet* lui rendait de bonnes sommes. Il appelait ainsi le revenu de ses écrits; son libraire avait nom Quinet. Il n'était donc pas si à plaindre qu'il voulait bien le dire, et s'il souffrait de toutes les tortures de Job, il n'en fut du moins jamais réduit à s'asseoir sur un fumier et à racler ses plaies avec un tesson. Son fumier était un très bon fauteuil parfaitement rembourré avec des bras et une planchette, disposés de façon qu'il pût travailler lorsque la goutte ne le tourmentait pas trop. Il avait même un secrétaire ou un laquais qui en tenait lieu, s'il faut s'en rapporter à ces vers :

Et le valet que je faisais écrire,
Autre démon qu'on ne vit jamais rire,
Et dont l'esprit indifférent et froid
Eût fait jurer un chartreux tout à droit,
Cessant enfin d'être mon domestique,
M'a délivré d'un fou mélancolique.

Il était en relation amicale et familière avec Mmes la comtesse du Lude, de la Suze, de Bassompierre; avec MM. de Villequier, le prince et la princesse de Guémenée, Mme de Blérancourt, la duchesse de Rohan, Mme de Maugiron, de Bois-Dauphin, M. de Courcy, le major Aubry, Sarrazin, la Ménardière, et beaucoup d'autres, ses voisins et ses voisines, qui habitaient la Place Royale ou les environs, et qu'il désigne par quelque compliment ou mention obligeante dans son adieu au Marais, lorsqu'il alla prendre les bains de tripes à l'hôpital de la Charité, au faubourg Saint-Germain, dans l'espérance de trouver quelque soulagement à ses maux. Le bain de tripes n'y fit pas plus que les eaux de Bourbon, qu'il était allé prendre par deux fois, et qui n'avaient pas même réussi, comme il le dit plaisamment, à changer son pis en simple mal. Si ces voyages ne contribuèrent pas au rétablissement de sa santé, ils servirent du moins sa fortune. Il y fit quantité de belles connaissances, et s'y créa d'illustres relations. Les deux *Légendes de Bourbon*, qu'on peut mettre au nombre de ses plus agréables poèmes, lui fournirent l'occasion de placer toute sorte de gracieusetés et d'allusions flatteuses pour les grands personnages avec lesquels il s'était trouvé aux eaux : il y acquit un protecteur dans la personne de Gaston

de France, duc d'Orléans, frère de Louis XIII, qui daigna s'informer de la santé du pauvre diable, et parut s'intéresser à sa situation. Il s'employa pour faire revenir d'exil le père Scarron; mais soit qu'il n'eût pas pris sa cause assez chaudement, soit que le ressentiment de Richelieu persistât encore, le conseiller récalcitrant ne fut pas rappelé, et il mourut entre Amboise et Tours, c'est-à-dire à Loches, sans autre divertissement que le voisinage de son ami l'abbé Deslandes-Payen, conseiller de la grand'chambre, prieur de la Charité-sur-Loire et abbé du Mont-Saint-Martin. Le duc de Saint-Aignan en particulier fut si flatté de l'endroit qui le regardait dans la *Légende de Bourbon*, qu'il en remercia Scarron par une épître en vers de sa façon, à laquelle celui-ci ne manqua pas de répondre. Mais ceux qui lui firent le plus d'accueil à Bourbon furent un M. Fransaiche et sa femme, qui l'emmenèrent dans leur maison où il resta un mois, gorgé de bonne chère et de friandises; car, dans le grand ravage que la maladie avait fait sur notre poète burlesque, elle avait respecté l'appétit, son estomac semblait avoir retiré à lui la vie qui désertait le reste du corps. Il était gourmand comme un chat de dévote, et ne laissait les bons morceaux que pour les meilleurs; aussi parle-t-il avec une reconnaissance qui donne envie de manger, des chapons du Maine et des pâtés de perdrix que lui donnaient Mlles d'Hautefort et d'Escars.

On faisait souvent dans sa maison des écots et des régals entre gens de la meilleure compagnie; le vin y était bon, la chère délicate, et la conversation des plus enjouées. Il est probable que ses illustres convives ne laissaient pas toute la dépense à sa charge, qu'ils lui envoyaient soit des bourriches de gibier, soit des paniers de vins généreux, et que Scarron ne fournissait guère que l'esprit, la table et les morceaux de résistance. Il ne manquait même pas dans le logis du poète de jolis visages, quoiqu'il ne fût pas encore marié. Il avait retiré chez lui ses deux sœurs du premier lit, Anne et Françoise. L'une d'elles avait de la tournure, une figure charmante et de l'esprit. Le duc de Trêmes, qui fréquentait chez Scarron, se prit de goût pour elle et lui rendit des soins qui furent assez favorablement accueillis pour qu'il en résultât un enfant que Scarron appelait en plaisantant son neveu à la mode du Marais. Ce garçon épousa une demoiselle Anne de Thibourt et fut écuyer de Mme de Maintenon. Scarron était loin, comme on voit, de se poser en frère féroce, et il disait de ses deux sœurs que l'une aimait le vin et l'autre aimait les hommes; cette appréciation succincte nous a la mine d'être sincère. Il prétendait aussi que dans la rue des Douze-Portes il y avait douze coureuses, en ne

comptant les deux Mlles Scarron que pour une : cette pauvre rue du Marais n'est plus si gaillarde aujourd'hui, et la vertu y règne sur des murailles moisies.

Quoique perclus de tous ses membres, Scarron avait l'imagination vive. La lecture des auteurs espagnols dont il se nourrissait (car il possédait fort bien le castillan) lui remplissait la tête d'aventures romanesques. Madaillan, un de ses amis, résolut de le mystifier; il lui écrivit des lettres sous un nom de femme et lui assigna quelques rendez-vous où ce pauvre diable se fit porter en chaise, la seule manière de se mouvoir qui fût à sa disposition; il est bien entendu qu'il n'y trouva personne, et il comprit qu'on lui avait joué un tour. Une correspondance poétique avait préalablement été établie entre la dame mystérieuse et le galant paralytique, qui lui adressa, entre autres, une épître en vers dont voici le commencement :

Vous voyez, ô dame inconnue,
Par ma procédure ingénue,
Et par ma ponctualité
A faire votre volonté,
Que je tâche au moins de vous plaire.
Vous m'avez ordonné de faire
Des vers. Eh bien! je vous en fais.
Recevez-les, bons ou mauvais,
D'aussi bon cœur que je les donne
A votre invisible personne.

Il eut beaucoup de peine à pardonner ce bon tour à Madaillan, de qui il ne parlait qu'avec grosses injures, et il lui en voulut long-temps. Cependant il n'avait été dupe que de son amour-propre et il était son seul mystificateur, car comment avait-il pu croire un instant, dans l'état où il était, avoir pu inspirer une passion, un caprice, à une femme? Il est vrai qu'il comptait sur les agrémens de son esprit et sur sa réputation littéraire, qui était grande, pour couvrir les défauts de sa personne. Les poètes disgraciés et contrefaits sont toujours prêts à trouver vraisemblable le baiser de reine qui descendit sur la bouche d'Alain Chartier endormi, bien qu'il fût d'une laideur exemplaire; sans doute aussi notre poète était assez desséché pour prendre feu facilement, — qu'on nous passe cette mauvaise pointe, qu'il ne se serait pas refusé le plaisir de faire, malgré l'horreur que, selon Cyrano de Bergerac, Scarron professait pour les pointes.

Ce n'est pas à la vanité, mais à la seule bonté de son cœur qu'il faut attribuer l'action suivante. Ayant appris qu'une certaine Mlle Céleste

de Palaiseau, qu'il avait aimée avant qu'il fût malade, se trouvait dans un état voisin de l'indigence, il la retira chez lui, et s'agita de telle sorte qu'il lui fit obtenir le prieuré d'Argenteuil, qui était de deux mille livres; cette pauvre fille n'avait pas vu le jour sous une étoile heureuse, car elle eut l'imprudence et la faiblesse de résigner son prieuré à une personne qui la laissa à la lettre mourir de misère.

Pour en finir avec les détails biographiques, arrivons à l'époque où Scarron fit la connaissance de Mlle d'Aubigné, qui devint plus tard sa femme, et dans la suite reine de France sous le titre de Mme de Maintenon. Si jamais existence fut aventureuse et accidentée, c'est assurément celle de Mlle d'Aubigné. Elle est fabuleuse comme la réalité. Un roman n'oserait pas être si invraisemblable.

Mlle d'Aubigné descendait de ce fameux d'Aubigné qui se fit connaître sous Henri III par *la Confession de Sancy* et *le Divorce satirique*, œuvres étincelantes de verve, d'une fermeté et d'une énergie de style admirables. Nous ne nous arrêterons pas à faire ici l'histoire de Mlle d'Aubigné, elle est assez connue, et on peut la trouver dans toutes sortes de livres, sans que nous prenions la peine de la transcrire. A son retour d'Amérique, Mme d'Aubigné vint se loger avec sa fille, qui n'avait pas plus de quatorze ans, vis-à-vis de la maison de Scarron. Le voisinage ayant établi la liaison, notre burlesque, qui, malgré son gros rire, avait le cœur facile à émouvoir, s'intéressa aux malheurs de la mère, qui était dans la plus précaire des situations; il trouva la petite charmante et proposa de l'épouser. Bien qu'il fût impotent et tordu comme un Z, sa demande ne fut pas rejetée, et la seule objection qu'on y fit, c'est la trop grande jeunesse de Mlle d'Aubigné. Il fut convenu que l'on attendrait deux ans, et que, ce temps passé, le mariage se ferait : ce qui eut lieu effectivement. Il fallait que ces deux femmes, la mère et la fille, fussent réduites à de bien tristes extrémités pour accepter un semblable parti; peut-être cet espace de deux ans fut-il demandé par elles dans l'espoir de quelque chance heureuse qui ne se présenta point, puisque Mlle d'Aubigné devint Mme de Scarron. Voici une lettre assez curieuse que Scarron écrivait à Mlle d'Aubigné dans les commencemens de leur liaison.

« Je m'étais toujours bien douté que cette petite fille que je vis entrer il y a six mois dans ma chambre avec une robe trop courte, et qui se mit à pleurer je ne sais pas bien pourquoi, était aussi spirituelle qu'elle en avait la mine. La lettre que vous avez écrite à Mlle de Saint-Hermant est si pleine d'esprit, que je suis mal content du mien de ne pas m'avoir fait connaître assez tôt tout le mérite du vôtre. Pour dire

vrai, je n'eusse jamais cru que dans les îles d'Amérique ou chez les religieuses de Niort on apprît à faire de belles lettres, et je ne puis bien m'imaginer pour quelle raison vous avez apporté autant de soin à cacher votre esprit que chacun en a de montrer le sien. A cette heure que vous êtes découverte, vous ne devez point faire de difficulté de m'écrire aussi bien qu'à Mlle de Saint-Hermant. Je ferai tout ce que je pourrai pour faire une aussi bonne lettre que la vôtre, et vous aurez le plaisir de voir qu'il s'en faut beaucoup que j'aie autant d'esprit que vous. »

Dans une autre lettre, on trouve ce passage : « Je ne sais si je n'aurais point mieux fait de me défier de vous la première fois que je vous vis. Je devais le faire, à en juger par l'évènement; mais aussi, quelle apparence y avait-il qu'une jeune fille dût troubler l'esprit d'un vieil garçon, et qui l'eût jamais soupçonnée de me faire assez de mal pour me faire regretter de n'être plus en état de me revancher?... La male peste que je vous aime, et que c'est une sottise que d'aimer tant! A tout moment, il me prend envie d'aller en Poitou; et par le froid qu'il fait, n'est-ce pas une forcenerie? Ha! revenez de par Dieu; de par Dieu, revenez, puisque je suis assez fou pour me mêler de regretter des beautés absentes. Je me devais mieux connaître, et considérer que j'en ay plus qu'il ne m'en faut d'être estropié depuis les pieds jusqu'à la tête sans avoir encore ce mal endiablé qu'on appelle l'impatience de vous voir..... »

N'est-ce pas un spectacle étrange et philosophique de voir celle qui plus tard partagea presque le trône de France entrer dans le mince taudis d'un poète avec un jupon trop court, car elle avait grandi depuis qu'il était fait, et sa pauvreté l'avait empêchée de le renouveler? — Et ce bélître de Scarron qui se demande pourquoi elle pleurait! Elle pleurait parce que sa robe n'était pas assez longue. N'est-ce pas une bonne raison, une vraie raison de femme?

Pour se marier, il fallut que Scarron résignât son bénéfice, qu'il céda, moyennant trois mille livres, à un valet de chambre de Ménage, garçon d'esprit que son maître protégeait. Il se défit aussi d'une petite terre qu'il avait du côté du Maine, et dont M. de Nublé eut la délicatesse de lui donner vingt-quatre mille livres, ayant reconnu, après l'avoir visitée, que le prix de dix-huit mille, auquel elle avait été fixée d'abord, était au-dessous de sa valeur réelle. Malgré son mariage, Scarron, avec ce penchant à changer de lieux qui caractérise les gens malades, nourrissait depuis long-temps l'idée d'aller à la Martinique, d'où l'un de ses amis était revenu parfaitement guéri de douleurs

semblables aux siennes. Dans une lettre à Sarrazin, il parle de cette intention en termes explicites : « Je me suis donc mis pour mille écus dans la nouvelle compagnie des Indes qui va faire une colonie à trois degrés de la ligne, sur les bords de l'Orillane et de l'Orenoque. Adieu, France! adieu, Paris! adieu, tigresses déguisées en anges! Adieu, Ménages, Sarrazins et Marignys! Je renonce aux vers burlesques, aux romans comiques et aux comédies, pour aller dans un pays où il n'y aura ni faux béats, ni filous de dévotion, ni inquisition, ni d'hiver qui m'assassine, ni de défluxion qui m'estropie, ni de guerre qui me fasse mourir de faim. »

Son union avec Mlle d'Aubigné ne pouvait que raviver ces projets, qui pourtant ne s'accomplirent pas. Admirez la marche des choses! Si, par un concours de circonstances quelconques, Scarron n'eût pas été empêché d'accomplir son dessein, Mlle d'Aubigné, devenue sa femme, serait retournée en Amérique, et la fin du règne de Louis XIV eût sans doute été toute différente. L'influence de Mme de Maintenon a été grande sur le roi vieilli et tourné vers les idées moroses, dans lesquelles elle le maintint, soit pour assurer son empire, soit par suite d'une dévotion que rien ne prouve ne pas avoir été sincère. Bien que Mme de Maintenon eût de la coquetterie et la poussât jusqu'à se faire saigner très souvent pour conserver la blancheur délicate qui était une de ses principales beautés, les rudes leçons qu'elle avait reçues de l'adversité, les chances si diverses de sa fortune, avaient dû jeter dans son ame un sentiment grave et mélancolique de la vanité des choses d'ici-bas; elle qui avait dormi sous la couverture de Ninon et sous le toit d'un pauvre poète contrefait, couchée entre les courtines d'or des alcoves de Versailles, devait faire d'étranges rêves et douter de sa propre identité. Il ne serait pas étonnant que Mme de Maintenon eût regretté du haut de sa grandeur le logis si joyeux, si gai et si libre de Scarron, et les jours où elle remplaçait le rôti absent par une histoire. Scarron n'était pas si difficile à rire que Louis XIV, dont elle disait qu'elle s'ennuyait à la fin de tâcher de divertir quelqu'un qui n'était plus amusable. Dans cet intérieur royal qui va s'assombrissant, se glissent les robes noires, les confesseurs rôdent en chuchottant, et doucement se préparent et s'organisent l'édit de Nantes, les dragonnades des Cévennes, le ministère Chamillard. A quoi cela a-t-il tenu? à quelques centaines de pistoles, à un rhumatisme de plus ou de moins. Cromwell manque de souliers pour se rendre au vaisseau qui devait l'emporter à la Jamaïque. Si le farouche puritain avait eu une paire

de chaussures, Charles Ier aurait gardé sa tête sur ses épaules. Si Mme Scarron fût retournée en Amérique, Louis XIV aurait probablement continué ses ballets, ses carrousels et ses amours; l'ennui des dernières années de son règne n'eût pas provoqué le long carnaval de la régence et les orgies de Louis XV, où la noblesse fit tant d'excès, que la révolution devint fatalement indispensable comme réaction et comme châtiment. Il faut si peu de choses pour faire gauchir et détourner à sa source tout un fleuve d'évènemens!

Lorsqu'on dressa le contrat de mariage, le notaire demanda à Scarron ce qu'il reconnaissait lui être apporté par sa future? — Deux grands yeux fort mutins, un très beau corsage, une paire de belles mains et beaucoup d'esprit, répondit-il. — Quel douaire lui assurez-vous? ajouta le notaire. — L'immortalité, continua le poète. — Les noms des femmes de rois meurent avec elles; celui de la femme de Scarron vivra éternellement. Mme Scarron amena dans la maison de son mari l'ordre, la bonne tenue, et, sinon la décence, du moins un enjouement plus voilé. Elle changea l'aspect de ce triste intérieur de vieux garçon malade, où les fioles coudoyaient les bouteilles, et si la compagnie fut aussi nombreuse qu'avant, du moins elle était plus choisie et plus contenue. Sous cette douce influence, Scarron, qui avait une liberté de langage toute cynique et toute rabelaisienne, se corrigea de ses vilains mots et de ses équivoques. L'on remarque dans tout ce qu'il a fait depuis son mariage une plaisanterie de meilleur goût, moins de choses grossières et surtout d'obscénités. Il ne faut pas croire pourtant, d'après cela, que notre burlesque se fût amendé complètement : une originalité aussi forte que la sienne ne pouvait ainsi renoncer à elle-même; il se permettait encore beaucoup de licences, et justifiait le programme qu'il avait adopté en se mariant : — Si je ne fais pas de sottises à ma femme, au moins je lui en dirai beaucoup.

Eh bien! ce petit homme contrefait, malade et ridicule, évita le malheur dont les plus grands hommes, dont les plus fiers génies n'ont pas toujours été à couvert. Sa femme, belle, jeune, spirituelle, courtisée par tout ce qu'il y avait de galant, d'illustre et de riche, lui garda une stricte fidélité, que personne ne mit en doute, excepté le Gilles Boileau, et qui fut reconnue des auteurs les plus médisans, au nombre desquels on peut compter Sorbière. Lorsque tant de maris jeunes, amoureux, charmans, sont trompés pour des magots ou des bélîtres, une mandragore sculptée comme Scarron évita ce qui fit le

malheur de la vie de Molière. On doit rendre du moins à l'auteur de *Virgile travesti* cette justice, qu'il n'abusait pas de ses prérogatives conjugales, et ne s'en faisait pas accroire sous ce rapport.

Un jour, Ménage lui disait : « Vous devriez au moins avoir un enfant de votre femme. » Notre paralytique se tourna vers un sien valet nommé Mangin, homme simple et rustique, et lui dit : « Mangin, ne ferais-tu pas bien un enfant à ma femme, si je te le commandais? — Oui-dà, monsieur, s'il vous plaît et avec la grace de Dieu. »

Les affaires de Scarron n'allaient pas trop mal; il avait, avec la protection du surintendant Fouquet, organisé une espèce de garantie pour les voitures arrivées à la barrière, et qu'il faisait conduire à leur destination dans la ville par des agens sûrs qui répondaient des droits. Cette entreprise lui rendait environ six mille livres par an. Outre ses nouvelles et son *Roman comique*, Scarron travaillait pour le théâtre, et fit plusieurs pièces qui lui rapportèrent beaucoup d'argent. *Jodelet Maître et Valet* fut représenté en 1645. Le sujet en est tiré d'une pièce espagnole de don Francisco de Rojas, intitulé *Don Juan Alvaredo*. *Jodelet Duelliste* se donna la même année, à l'hôtel de Bourgogne, sous le titre des *Trois Dorothées*, et ne fut imprimé sous l'autre titre qu'en 1651. *Les Boutades du Capitan Matamore*, tirées du *Miles Gloriosus* de Plaute, furent jouées en 1646 (car Scarron avait une extraordinaire facilité) et offrent cette particularité, d'être en vers de huit pieds, tous sur la même rime : l'assonance choisie est *ment;* pour continuer la plaisanterie, il est juste de dire que rien n'est plus assommant. *L'Héritier ridicule ou la Dame intéressée* parut en 1649. Cette pièce plut tant au roi Louis XIV, qu'il la fit, dit-on, jouer trois fois devant lui dans la même journée. Nous l'avons lue, et nous avouons qu'une représentation nous satisferait et au-delà. Le caractère odieux et vil de doña Hélène, les vanteries et les coqs-à-l'âne du valet Filipin, que son maître fait travestir en don Pedro de Buffalos pour éprouver la *dame intéressée*, qui ne manque pas de le trouver charmant, le croyant possesseur des mines du Pérou, le tout relevé des naïvetés du laquais Carmagnole, ne nous semblent pas mériter cet engouement. Après cela, l'anecdote est peut-être controuvée.

S'il fut jamais un cadre heureux et commode, c'est celui de *Don Japhet d'Arménie*, une des pièces les plus drolatiques de Scarron. Voici comme don Japhet se pose et décline ses qualités :

> Moi je suis don Japhet, de Noé petit-fils,
> D'Arménie est mon nom par un ordre préfix

Qu'avant sa mort laissa ce fameux patriarche,
Parce qu'en Arménie un mont reçut son arche.

Il y eut deux portiers étouffés à *Don Japhet*, tant la presse était grande. La première représentation eut lieu en 1653. Réduit en trois actes avec des intermèdes de chant et de danse, *Don Japhet* fut joué le 10 mai 1721, devant le roi Louis XV, sur le théâtre de la *salle des machines* aux Tuileries; Méhémet-Effendi, ambassadeur turc, y assista.

Ce fut sur le théâtre du Marais, en 1654, que se produisit *l'Écolier de Salamanque;* c'est la première pièce où le rôle de Crispin ait été introduit. Ce sujet fut traité simultanément par Thomas Corneille et Boisrobert. La pièce de ce dernier fut donné à l'hôtel de Bourgogne la même année, et il est probable qu'il abusa d'une lecture que Scarron avait faite de son manuscrit, comme c'était son habitude, pour brocher au plus vite une tragi-comédie sur le même argument. Nous ne nous arrêterons pas au *Prince corsaire*, à *la Fausse apparence*, et à quelques autres comédies dont on n'a imprimé que des fragmens, et nous donnerons, pour faire connaître la manière de Scarron, une analyse du *Jodelet*. Don Juan Alvaredo arrive nuitamment à Madrid, si pressé de conclure son mariage avec doña Isabelle, fille de don Fernan, que sans descendre dans aucun *parador*, sans se donner le temps de boire ni de manger, il veut aller au logis de son futur beau-père, malgré les sages représentations de son laquais Jodelet, qui voudrait bien se mettre quelque chose sous la dent, et trouve qu'il est incongru de réveiller ainsi les gens, et d'aller chercher à tâtons une maison dans une ville qu'on ne connaît pas. Don Juan est amoureux fou d'Isabelle, dont il n'a cependant vu que le portrait. Il lui a envoyé le sien, fait par un peintre de Flandre, pensant qu'il produira un effet semblable. Jodelet n'a pas l'air aussi sûr que don Juan du pouvoir de cette peinture, et cela par une bonne raison : c'est que Jodelet, qui est la distraction même, a emballé, au lieu du médaillon de son maître, son propre museau à lui Jodelet, que le peintre flamand, fort bon homme, avait eu la complaisance de portraire par-dessus le marché. Cet aveu transporte de rage le seigneur Alvaredo. Qu'aura dit Isabelle? s'écrie le galant désespéré. — Elle aura dit que vous n'êtes pas beau, répond Jodelet avec un flegme désespérant. Enfin don Juan s'apaise un peu, et, tout en cherchant la maison de don Fernan de Rochas, il raconte qu'en revenant de Flandre à Burgos, sa patrie, il a trouvé son frère tué en duel et sa sœur Lucrèce enlevée, sans savoir ni par qui ni comment. En errant dans l'ombre, Jodelet se heurte contre un drôle qu'il interroge, et qui lui apprend que c'est bien là le logis de don Fernan

de Rochas. Pendant cette conversation, un homme descend du balcon et manque d'enfoncer avec son pied le sombrero des voyageurs jusque sur leurs yeux. Il appelle Estienne, et, voyant que c'est Jodelet qui répond, il s'échappe, non sans avoir échangé, à travers l'obscurité, quelques estocades inutiles avec don Juan d'Alvaredo. Est-ce donc l'habitude, à Madrid, de se servir des fenêtres en manière de portes? dit Jodelet à son maître, tout penaud et tout déconfit, qui commence à prendre une mauvaise idée de la vertu d'Isabelle. Pour savoir à quoi s'en tenir, il propose à Jodelet de prendre ses habits et de jouer le rôle de maître dans la maison de don Fernan, déguisement déjà préparé par l'erreur dans l'envoi des portraits. Grace à ce déguisement, don Juan d'Alvaredo apprend que don Luiz, l'homme qu'il a vu descendre du balcon, est le séducteur de Lucrèce et le meurtrier de son frère. Lucrèce, par un hasard romanesque, est venue précisément chercher un asile chez doña Isabelle; don Luiz répare sa faute et rend l'honneur à celle qu'il a séduite. Don Juan d'Alvaredo épouse Isabelle, qui l'a aimé bien qu'elle le prît pour un domestique, et a su reconnaître l'ame du maître sous les habits du valet. Quant à maître Jodelet, ce qu'il entasse de bévues, ce qu'il commet d'extravagances et de bêtises énormes, monte à un chiffre que nous ne sommes pas en état de calculer. Ce rôle est assurément un des plus naturellement bouffons qui se puisse voir; il a été fait pour un acteur de beaucoup de talent, nommé Julien Geoffrin, qui prenait au théâtre le nom de Jodelet et a joué tous les Jodelets. Cet acteur fut incorporé par ordre royal dans la troupe de l'hôtel de Bourgogne. Ce fut lui qui joua le personnage de don Japhet d'Arménie, et il contribua fortement au succès des pièces de Scarron.

Ces pièces, que Scarron brochait en trois ou quatre semaines au plus, sont tout-à-fait conduites à l'espagnole, sans nul souci des règles d'Aristote, et notre burlesque y met en pratique le précepte de Lope de Vega, d'enfermer les préceptes sous six clés, quand il s'agit de faire une comédie. La scène est tantôt dans une rue, tantôt dans un jardin, dans une chambre ou sur un balcon; les duels, les rencontres imprévues, les travestissemens, les substitutions de personnes, les enlèvemens, les masques, les lanternes sourdes et les échelles de soie y sont prodigués. Quelque valet ridicule ou stupide remplit le personnage du *gracioso*. Le style, précieux et contourné dans les scènes d'amour ou de galanterie, offre en général cette rondeur familière et cette propriété qui est la grande qualité de la manière de Scarron. La plupart de ses comédies sont entremêlées de stances, comme c'était

la mode alors. Au second acte de *Jodelet* se trouve une parodie en stances du *Cid*, qui commence ainsi :

Soyez nettes, mes dents, l'honneur vous le commande.

Mais le chef-d'œuvre de Scarron est à coup sûr le *Roman comique*, vrai modèle de naturel, de narration et d'originalité. Rien ne ressemble moins à *l'Illustre Bassa*, à *la Clélie*, à *l'Oroondate*, au *Grand Cyrus* et autres fadaises contemporaines. Si quelque chose peut en donner l'idée, ce sont les romans espagnols du genre dit picaresque, parmi lesquels on compte *Lazarille de Tormes*, *Gusman d'Alfarache*, *el Diablo Cojuelo*, et beaucoup d'autres.

L'action du *Roman Comique* se passe aux environs du Mans, que Scarron avait visités, et qu'il décrit avec la sûreté et la facilité de touche d'un homme qui peint d'après nature. Les personnages ne sont pas moins finement indiqués que les lieux. Il semble qu'on assiste aux mésaventures de Ragotin, tant le détail est vrai, les geste sûr, et la scène nettement indiquée. Les caractères du comédien La Rancune, de l'avocat Ragotin, sont devenus des types. Le Destin, Mlle de l'Estoile et Mlle Lacaverne, vivent dans toutes les mémoires. Il n'est pas jusqu'à la grosse Bouvillon qui n'ait un cachet de réalité, si fermement empreint, qu'il semble qu'on l'ait connue. C'est d'ailleurs une excellente prose, pleine de franchise et d'allure, d'une gaieté irrésistible, très souple et très commode aux familiarités du récit, et, quoique plus portée au comique, ne manquant cependant pas d'une certaine grace tendre et d'une certaine poésie aux endroits amoureux et romanesques. Mlle de l'Estoile est une figure charmante, une délicieuse personnification de la poésie. Qui de nous d'ailleurs n'a suivi comme le Destin, en imagination du moins, dans les routes effondrées du Mans, quelque Mlle de l'Estoile sur la charrette embourbée des comédiens? n'est-ce pas l'histoire éternelle de la jeunesse et de ses illusions.

La première partie du *Roman Comique* est dédiée au coadjuteur, le cardinal de Retz, qui était des amis de Scarron et le venait visiter assez fréquemment, et la seconde à Mme la surintendante, avec qui Mme Scarron était en relation d'amitié, ainsi qu'on le voit par un passage d'une lettre de Scarron au maréchal d'Albret. « Mme Scarron a été à Saint-Mandé voir Mme la surintendante, et je la trouve si ferue de tous ses attraits, que j'ai peur qu'il ne s'y mêle quelque chose d'impur; mais comme elle n'y va que quand ses amis la mènent, faute de carrosse, elle ne peut lui faire la cour aussi souvent qu'elle le souhaite. » Le succès du *Roman Comique* fut si grand, que La Fontaine ne dédaigna

pas d'écrire une comédie des aventures de La Rancune, où il ne fait, le plus souvent, que rimer la prose de Scarron. Le *Roman Comique* est entremêlé de nouvelles fort agréables imitées ou traduites de l'espagnol : outre celles-là, Scarron en a fait quelques autres tirées du recueil de doña Maria de Layas, intitulé *Novelas ejemplares*. *Le Châtiment de l'Avarice* est, pour ainsi dire, une traduction interlinéaire d'*El Castigo de la Miseria*. Ce n'est pas là, du reste, le seul emprunt que notre poète burlesque ait fait à la littérature d'au-delà des monts.

Un volume ne suffirait pas pour mentionner toutes les pièces et les poésies diverses de Scarron, sonnets, épithalames, requêtes, étrennes, épîtres, rondeaux, odes burlesques, chansons à boire. Ne pouvant marcher et n'ayant guère d'autres distractions, il composait presque sans cesse; joignez à cela qu'il avait une immense facilité, et vous comprendrez aisément que le recueil de ses œuvres soit considérable. Les deux *Légendes de Bourbon*, *les Adieux au Marais*, *la Foire de Saint-Germain*, *Héro et Léandre*, les *Requêtes à la Reine*, l'*Épître à la comtesse de Fiesque*, la *Lettre à son ami Sarrazin*, en vers trisyllabiques, son *Sonnet sur Paris*, et deux ou trois autres où l'emphase poétique est fort agréablement raillée, sont les morceaux les plus lus et les plus souvent cités.

L'existence de Scarron n'était en quelque sorte qu'une trêve entre la vie et la mort, et qu'il fallait s'attendre à voir rompre au premier jour. Chaque année, malgré les secours de la médecine, les soins de Quenault et ceux de sa femme, ses souffrances s'aggravaient de façon à lui faire comprendre que sa fin était prochaine. Toute son inquiétude était de laisser sans ressource une femme jeune, belle et honnête, à laquelle il était tendrement attaché. La cour se disposait alors au voyage en Guyenne pour le mariage de Louis XIV, et cet éloignement de ses amis l'attristait encore davantage. Un jour, il fut pris d'un accès de hoquet si violent, que l'on crut qu'il allait mourir. Dans les courts momens de répit que lui laissaient les convulsions, il dit : « Si j'en reviens jamais, *je ferai une belle satire contre le hoquet.* » Il ne put tenir sa parole, car il retomba bientôt malade, et voyant autour de son lit les gens de sa maison tout en larmes : « Mes amis, leur dit-il, vous ne pleurerez jamais tant pour moi que je vous ai fait rire. » Il mourut en 1660, âgé d'environ cinquante ans, les uns disent au mois de juin, les autres au mois d'octobre. Un passage de la *Muse historique* de Loret du 16 octobre de la même année semblerait corroborer cette dernière opinion :

Scarron, cet esprit enjoué
Dont je fus quelquefois loué,
Scarron, fondateur du burlesque,
Et qui dans ce jargon grotesque
Passait depuis plus de seize ans
Les écrivains les plus plaisans,
A vu moissonner sa personne
Par cette faux qui tout moissonne;
Lui qui ne vivait que de vers
Est maintenant mangé des vers.
Il était de bonne famille;
Il ne laisse ni fils ni fille,
Mais bien une aimable moitié
Digne tout-à-fait d'amitié,
Étant jeune, charmante et belle,
Et tout-à-fait spirituelle.

Scarron fut enterré à Saint-Gervais, où, si nous ne nous trompons, son tombeau se voit encore. Mme Scarron resta seule, mais non sans protection. La pension que son mari touchait, et qui était de cinq cents écus, lui fut continuée sur le pied de deux mille livres; au sortir du couvent où elle s'était retirée pour passer le temps de son veuvage, elle fit la connaissance de Mme de Thianges, qui la mit en rapport avec Mme de Montespan. De là date le commencement de sa fortune; mais ceci est de l'histoire et ne nous regarde plus, simple biographe littéraire, humble critique cherchant quelques perles dans le fumier des écrivains de second ordre. Quand Mme Scarron fut devenue la marquise de Maintenon, il arriva une chose singulière. Il ne fut pas plus question de Scarron, qui avait si fort occupé la cour et la ville, que s'il n'eût jamais existé; la flatterie des courtisans supprima complètement le poète comique. Personne ne se permit de faire l'allusion la plus détournée au *Typhon*, à l'*Énéide travestie*. Il se fit un grand silence sur la tombe du pauvre cul-de-jatte, et si Mme de Maintenon n'avait pas eu bonne mémoire, elle aurait pu parfaitement oublier que Mlle d'Aubigné avait épousé Paul Scarron. Le genre qu'il avait mis à la mode disparut avec lui. Vainement le plat d'Assoucy, pensant recueillir l'héritage du maître, se proclama lui-même empereur du burlesque : Boileau l'emporta, et Scarron n'eut pas plus de postérité littéraire que naturelle; ce n'est que lorsque le grand roi fut bien et dûment couché à Saint-Denis, que l'on osa se souvenir des œuvres du pauvre poète et les réimprimer.

THÉOPHILE GAUTIER.

LE TEXAS

ET

LES ÉTATS-UNIS.

I.

La question de l'annexation du Texas préoccupe depuis près d'un an tous les esprits aux États-Unis, et depuis deux mois elle commence à préoccuper sérieusement la presse anglaise. Elle a soulevé entre les organes des différens partis de l'Union américaine la polémique la plus vive et la plus irritante; elle a donné naissance à d'innombrables brochures. Comme elle va décider d'ici à quelques semaines de l'élection à la présidence, et que du débat engagé à ce sujet peut sortir, dans un avenir plus ou moins prochain, la guerre avec l'Angleterre, et peut-être la dissolution de l'Union, nous avons cru que cette question intéressait à un haut degré les nations européennes. Les efforts de l'un des grands partis de l'Union pour accomplir la séparation du Texas d'avec le Mexique, les obstacles que ce parti rencontre aujourd'hui pour consommer son œuvre en unissant le Texas aux États-Unis, l'influence qu'exercera l'annexation sur le sort de l'Union elle-même, sur ses relations extérieures, et principalement sur ses rapports avec l'Angleterre, tels sont les divers points qui appellent notre atten-

tion sur un sujet dont aucun organe de la presse française ne s'est encore occupé (1).

Sous la domination espagnole, le Texas faisait partie de l'intendance de San-Luis de Potosi. C'est un vaste territoire qui s'étend de la Sabine, à l'est, jusqu'au Rio de las Nueches, à l'ouest, et de la rivière Rouge, un des affluens du Mississipi, au nord, jusqu'au golfe du Mexique. La Sabine le sépare de la Louisiane, la rivière Rouge de l'Arkansas, les montagnes de Saint-Saba des Indiens indépendans; le Texas touche, vers l'ouest et le sud, aux états mexicains de Coahuila et du Nouveau-Santander. On évalue fort diversement la superficie de ce territoire; chaque parti, en Amérique, l'augmente ou la diminue suivant son intérêt. On lui donne quatre fois l'étendue de la Virginie, ou neuf fois celle du Kentucky; on va même au-delà, mais par une exagération évidente : l'appréciation la plus probable lui donne cent cinquante lieues de long du nord-est au sud-ouest, et quatre-vingts lieues de large, c'est-à-dire un tiers de la France. Le terrain est fort ondulé, et s'élève toujours à mesure qu'on s'éloigne de la mer, sans qu'il y ait cependant de hautes montagnes; la partie supérieure forme un vaste plateau d'où découlent en grand nombre des rivières fort considérables, le Brazo, le Guadalupe, le San-Jacinto, le Natchez, l'Arroyo, toutes navigables jusqu'à vingt lieues, et quelques-unes jusqu'à quatre-vingts lieues dans les terres. Les côtes, sur un développement de cent cinquante lieues, offrent au commerce plusieurs ports naturels dans la situation la plus avantageuse, comme Galveston et San-Luis. La chaleur y est extrême, et la terre très propre à la culture du riz, de la canne et du coton; la partie centrale présente, surtout au bord des rivières, une vaste étendue de savanes tout unies, très faciles à mettre en culture, et où la terre, vierge encore, porte la végétation la plus vigoureuse et promet de riches récoltes de maïs et de tabac. La partie supérieure seule, où il neige assez fréquemment l'hiver, se rapproche davantage, pour le climat, des états du milieu de l'Union. Les montagnes du nord-ouest, qui sont un démembrement de celles du Mexique, présentent des mines assez riches d'or et d'argent, et même de fer. Les spéculateurs en terre, pour qui le Texas est en ce moment

(1) La *Revue des Deux Mondes* a seule publié, dans ses livraisons du 1er mars et du 15 avril 1840, un travail sur le Texas, qui contient un récit développé de la guerre de 1836 entre l'état de Mexico et la nouvelle république. Ce récit nous dispensera de nous étendre sur les incidens de la guerre, et nous permettra de nous attacher surtout au rôle qu'a joué dans l'insurrection du Texas l'influence diplomatique des États-Unis.

une mine féconde, ont fait le tableau le plus exagéré des avantages naturels du sol et du climat; mais il est certain que c'est un pays riche et fertile, et entre les mains de la race active et industrieuse qui peuple l'Amérique, il peut parvenir à la plus grande prospérité. Jusqu'à l'arrivée des émigrans des États-Unis, il n'avait pour habitans que quelques tribus errantes d'Indiens, les Waccos, les Tawackannies, les Caddos, les Tankaways, les Lepans, que les Américains n'ont pas tardé à détruire, et quelques colons mexicains. Aussi était-il resté presque entièrement inculte : aux uns manquait le désir, aux autres les moyens de tirer parti des avantages naturels du sol. Quiconque connaît l'esprit envahissant des Anglo-Américains comprendra sans peine qu'une contrée comme le Texas, bornée par deux des états de l'Union, médiocrement peuplée et offrant une perspective si flatteuse à l'industrie commerciale et agricole, devait être pour ses voisins un sujet de tentation irrésistible; mais bientôt l'intérêt même des états du sud leur fit une nécessité de l'acquisition du Texas.

On sait que l'Union se divise en deux grandes sections, les états libres et les états à esclaves, les premiers commerçans et manufacturiers, et situés au nord, les autres concentrés au sud, adonnés à la culture du tabac, du riz et du coton, et défendant le principe même de l'esclavage, parce que sous leur climat la trop grande chaleur et la nature même de leurs cultures ne permettent pas aux blancs de travailler la terre. Les états libres se sont accrus avec bien plus de rapidité que les états à esclaves; ils couvrent aujourd'hui une bien plus vaste étendue de terrain, et ils ont enfermé leurs rivaux dans un cercle presque sans issue. Depuis l'acquisition de la Louisiane et des Florides, les états du sud sont acculés à la mer, et trois états libres, l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, ont fermé passage aux planteurs du Kentucky et du Tennessée; les hommes du sud n'ont plus de débouchés que par deux états du milieu, le Missouri et l'Arkansas. Mais les planteurs de l'Arkansas sont arrivés déjà au pied des montagnes Rocheuses, et toute cette partie de l'Amérique, infiniment plus élevée que les côtes, exposée à des hivers bien plus rigoureux, et avec une température moyenne bien plus basse, n'est pas très favorable à la culture du tabac, et surtout du coton. Au contraire, au sud de l'Arkansas, à l'ouest de la Louisiane, s'étend le Texas, qui, par son sol et son climat, semble appeler les planteurs, et leur offre un débouché d'autant plus nécessaire, que les terres épuisées de la Virginie et du Kentucky sont désertées de jour en jour, et que la population s'accumule dans les états situés plus au sud. De ce besoin, chaque jour plus pressant, est résultée

pour les états du sud une tendance irrésistible à se saisir du Texas, et c'est pourquoi, depuis long-temps déjà, les hommes d'état américains ont pensé à donner, par l'acquisition du Texas, un débouché au trop plein de population des états à grande culture.

Le Texas était autrefois compris dans l'immense étendue de terrain dont la France réclamait la propriété sous le nom de Louisiane; car du reste il n'y eut jamais de délimitation de territoire entre les possessions espagnoles et françaises. Lorsque la France vendit la Louisiane à l'Union, elle lui transmit donc les droits qu'elle pouvait avoir sur tout ou partie du Texas actuel, et les États-Unis prétendirent étendre leur frontière jusqu'au Rio del Norte; l'Espagne au contraire protestait contre ce qu'elle appelait un empiétement, et voulait resserrer la Louisiane dans des limites bien plus étroites. Aussi, lorsqu'elle vendit les Florides à l'Union, y eut-il transaction; l'Union recula du Rio del Norte à la Sabine, et céda formellement à l'Espagne tout le pays à l'ouest de cette rivière, qui fut prise comme limite. Il est à remarquer que M. Clay (et c'est lui-même qui rappelle ce fait dans la lettre qu'il vient d'adresser à ses commettans) combattit inutilement dans le sénat le traité d'acquisition des Florides, sur ce motif qu'on sacrifiait ainsi le Texas, qui avait une bien plus grande valeur. Si M. Clay n'avait point trouvé d'appui dans le sénat lorsqu'en 1819 il insistait sur l'importance du Texas, au bout de dix ans les opinions avaient bien changé, et les états du sud cherchaient déjà de quel côté diriger le surcroît de leur population. Dès 1828, sous la présidence de M. Adams, M. Clay, ministre des affaires étrangères, chargea l'envoyé américain à Mexico de proposer l'achat du Texas; mais c'est à peine si ce diplomate fit quelques ouvertures à ce sujet, certain qu'il était d'un refus. En effet, la constitution de l'union mexicaine ne permettait pas plus au gouvernement central d'aliéner le Texas que celle de États-Unis ne permet au congrès d'aliéner le Maine ou la Virginie. Le gouvernement américain, qui n'avait peut-être voulu donner qu'une satisfaction illusoire aux états du sud, n'insista pas, et l'affaire en resta là. Cependant, lorsque l'Anglo-Américain a une fois jeté les yeux sur une proie, il est bien difficile de le distraire de l'objet de sa convoitise : les planteurs du sud insistèrent avec leur ardeur et leur emportement habituels, et, en mai 1829, on vit arriver au pouvoir, avec le général Jackson, une administration toute dévouée aux intérêts du sud. Dès le mois d'août, M. Van Buren, ministre des affaires étrangères, écrivait à M. Poinsett, ministre à Mexico, que le président voulait qu'on ouvrît sans délai des négociations pour l'achat du Texas, et tandis que

l'administration précédente n'avait jamais pensé à offrir plus d'un million de dollars, le général consentait à offrir quatre millions, et même cinq, s'il le fallait. Le gouvernement américain avait connaissance de l'expédition que l'Espagne dirigeait alors contre le Mexique, et M. Van Buren croyait l'occasion favorable pour renouveler l'offre d'une somme considérable.

Les Mexicains, malgré leur indolence et leur apathie, conservent encore quelque chose de l'orgueil castillan : ils reçurent la proposition comme une insulte, résistèrent à la tentation d'une somme aussi forte, et malgré leur dénuement triomphèrent de l'armée espagnole. M. Poinsett fut vivement blessé de cet échec et du refus péremptoire qu'il avait éprouvé; il écrivit à son gouvernement : « Nous ne pourrons jamais étendre nos frontières au sud de la Sabine, à moins de chercher querelle à ce peuple-ci. » C'était une insinuation qui fut comprise. Comment s'expliquer en effet qu'en 1830 la *Gazette de l'Arkansas* ait pu imprimer ce qui suit : « D'après les informations puisées à une source qui mérite *la plus haute confiance* (*entitled to the highest credit*), il paraîtrait que nous ne devons plus nourrir l'espoir d'acquérir le Texas tant qu'un parti mieux disposé pour les États-Unis ne dominera pas au Mexique, ou peut-être *tant que le Texas ne secouera point le joug du gouvernement mexicain*, ce qu'il fera sans doute dès qu'il aura un prétexte raisonnable pour en agir ainsi? » N'était-ce pas l'annonce du plan machiavélique qu'on allait mettre à exécution? Quel était donc le correspondant si bien informé de la *Gazette de l'Arkansas?* On y vit tour à tour M. Poinsett, M. Butler, son successeur, et plusieurs des amis du général Jackson.

A ce moment, un homme qui depuis long-temps s'était fait remarquer comme un des plus chauds partisans du général Jackson, Samuel Houston, qui avait été gouverneur du Tennessée et représentant de cet état au congrès, qui se vantait de posséder l'entière confiance du président et paraissait ainsi appelé à jouer un rôle dans l'administration nouvelle, quitta tout à coup Washington après avoir mis quelques personnes dans la confidence de son projet, et se rendit au Texas, abdiquant ainsi sa qualité de citoyen américain. Il y fut suivi par un nombre assez considérable de citoyens du Kentucky et du Tennessée appartenant au même parti. Samuel Houston ne dissimulait guère ses intentions, car le *Journal de la Louisiane*, en rendant compte de son départ, disait qu'il ne s'était rendu au Texas que pour révolutionner cette province, et terminait son article par ces mots : *Nous pouvons nous attendre à apprendre bientôt qu'il a levé l'étendard*

de l'indépendance (*we may expect shortly to hear of his raising his flag*). C'était cinq ans avant la révolte du Texas qu'on s'exprimait ainsi. Le gouvernement mexicain se montra on ne peut plus libéral envers les nouveaux arrivans; aucune garantie, aucune concession ne leur fut refusée, et le nombre des émigrans s'accrut rapidement. Cependant Samuel Houston, depuis son arrivée au Texas, avait groupé autour de lui tous les colons venus des états du sud : il répétait à qui voulait l'entendre qu'il *avait confidence des vues particulières du président des États-Unis;* il était devenu le chef d'un parti qui s'accroissait de jour en jour. Le centre de ce parti était la ville de Brazoria, la plus rapprochée des bords de la mer; là affluaient tous les possesseurs d'esclaves qui affectaient un souverain mépris pour les lois mexicaines, et qui, en violation de ces lois, permirent à deux négriers de débarquer et de vendre publiquement leurs cargaisons. Brazoria possédait la seule presse du Texas, elle fut employée à multiplier des circulaires, des pétitions, des libelles de toute sorte contre le gouvernement mexicain, et dès 1832 une première collision éclata entre les colons américains et le Mexique; à partir de ce mouvement, l'agitation alla croissant jusqu'à la fin de 1835.

Pendant que Samuel Houston et Stephen Austin organisaient les émigrans anglo-américains et préparaient tout pour secouer au besoin le joug du Mexique, le général Jackson continuait ses démarches pour obtenir le Texas par des voies légitimes. Dès le début de son administration, il avait annoncé l'intention bien arrêtée de ne pas quitter le pouvoir sans procurer aux états du sud, qui l'avaient nommé, cette acquisition tant désirée. Il choisit comme envoyé à Mexico, à la place de M. Poinsett, un de ses confidens intimes, M. Anthony Butler, homme du sud et personnellement intéressé dans la question, puisqu'il avait acheté des lots de terre au Texas. Outre la correspondance diplomatique, il y eut entre le président et M. Butler un échange perpétuel de lettres particulières, qui toutes roulaient sur le Texas. La correspondance officielle a été soumise au sénat, et reproduite par les journaux américains; malgré des suppressions et des altérations sans nombre, qui ont provoqué les plaintes de la presse américaine, il est facile de voir que l'acquisition du Texas était la grande affaire du président. Pendant près de sept années, il a multiplié les offres de toute nature, et toujours sans succès; il a tour à tour employé la prière et la menace. Deux traités avaient été conclus presque simultanément entre le Mexique et les États-Unis; l'un réglait les frontières des deux républiques, l'autre était un traité de commerce. On ne sau-

rait croire tous les délais et toutes les ruses qu'employa le gouvernement américain pour arriver à échanger les ratifications du second traité séparément, afin de pouvoir revenir sur le premier. Le gouvernement mexicain, qui commençait à s'alarmer des vues ambitieuses des États-Unis, tint bon et insista pour que les deux traités fussent ratifiés ou annulés ensemble, et le président se résigna à céder. Pourtant les ratifications étaient à peine échangées, que le ministre américain, ne tenant nul compte du traité de limitation, demandait, au nom de son gouvernement, une modification considérable dans le réglement des frontières. Le gouvernement mexicain repoussa cette demande avec d'autant plus d'énergie, que la nation mexicaine se prononçait très vivement contre la cession du Texas. Nous lisons, en effet, dans une des lettres de M. Butler au général Jackson : « Je n'ai pas perdu de vue un instant la question du Texas, au sujet de laquelle vous témoignez tant d'inquiétude, car, outre que je sais quels sont vos désirs, je ne suis point insensible aux grands avantages que notre pays tirerait de cette acquisition..... Mais l'opinion publique dans ce pays est tellement opposée à l'acquisition du Texas par les États-Unis, que le gouvernement, non-seulement n'oserait pas accueillir une proposition à ce sujet, mais oserait encore moins consentir à nous céder ce pays. Chaque fois que les journaux désiraient raviver le feu de l'opposition contre le président Guerrero, il paraissait des articles qui l'accusaient de vouloir nous vendre le Texas, et l'on ajoutait que, pour ce crime seul, il méritait d'être renversé du pouvoir. »

Le gouvernement américain ne rougit pas de descendre aux chicanes diplomatiques les plus mesquines; ainsi M. Van Buren écrivait à M. Butler : « On m'a assuré que des deux rivières qui se jettent dans la baie de la Sabine, celle qui coule le plus à l'ouest est la plus considérable, et qu'on pourrait soutenir avec raison que c'est celle dont il est question dans le traité de limitation. » Le gouvernement mexicain répondit que les deux rivières avaient toujours été connues, l'une sous le nom de Sabine, l'autre sous celui de Rio de las Nechez, et qu'il n'y avait pas de confusion possible. La chancellerie américaine se mit alors à étudier les cartes, et finit par découvrir bien au-delà du Rio de las Nechez une autre Sabine, qui se jette dans le Rio Bravo del Norte, auprès de Loredo. M. Butler ne craignit pas de prétendre que ce devait être la Sabine désignée par le traité, que la question était au moins douteuse, que le meilleur moyen d'en finir était de faire un nouveau traité, et il indiquait le désert de la Grande-Prairie comme une limite naturelle. Comme on refusait bien plus vivement encore de céder des

provinces peuplées entièrement par les Mexicains, M. Butler crut avoir trouvé un moyen indirect de parvenir à son but : il avait appris en confidence que le Mexique songeait à négocier un emprunt avec les États-Unis, il pensa à demander le Taxas comme gage : le Mexique étant hors d'état d'acquitter jamais sa dette, la mise en gage équivalait à une vente. Mais le gouvernement américain avait entrevu la possibilité d'avoir le Texas pour rien; on défendit à M. Butler de faire ni de recevoir aucune proposition au sujet d'un emprunt, et l'on insista sur la Sabine nouvellement découverte. Le Mexique, loin de céder, se plaignit des menées des Américains dans le Texas, et de l'encouragement manifeste que toutes les tentatives de désordre recevaient des États-Unis. L'impatience prit alors le général Jackson, et par contre-coup M. Butler changea de ton; il ne demanda plus, il exigea. Dans une lettre du 21 décembre 1834, il déclare, par ordre du président, qu'un « *plus long délai à déterminer la véritable frontière du Mexique et des États-Unis ne saurait être permis.* Le Mexique occupant une vaste étendue de territoire que le gouvernement du soussigné présume respectueusement (*respectfully*) appartenir au peuple des États-Unis, et dont une grande partie, comme on sait, a déjà été concédée par les autorités du Mexique à des individus de toute sorte, il devient d'une impérieuse nécessité que la question soit promptement vidée. » M. Butler termine en demandant que le traité soit fait assez tôt pour être présenté au sénat des États-Unis avant le 4 mars suivant. Ainsi les États-Unis ne sollicitaient plus un changement de frontière : ils réclamaient comme leur bien ce qu'ils demandaient auparavant comme une concession, et ils fixaient au Mexique un délai de deux mois pour se résigner à ce sacrifice.

Le gouvernement mexicain, pour gagner du temps, transporta la négociation à Washington, et M. Butler y fut appelé pour conférer à ce sujet avec le président et le ministre des affaires étrangères; mais M. Butler avait acquis la conviction que les négociations ne pourraient amener un résultat favorable, et il songeait déjà sans doute à d'autres moyens. Comment s'expliquer autrement les réticences, les mots couverts de la dernière lettre qu'il écrivit avant son départ pour Washington, et dont le gouvernement n'a communiqué que le fragment suivant : « Quand j'aurai le plaisir de vous voir, je pourrai vous montrer clairement que je n'ai pas perdu mon temps, et que l'on a fait tout ce que les circonstances permettaient de faire, que toute chose est même prête pour terminer l'affaire à notre satisfaction. Je puis prouver, jusqu'à l'évidence, qu'en trois mois nous pouvons tout consommer; mais

il y a une pierre d'achoppement que vous seul devez écarter. L'explication en serait trop longue pour une lettre, sans compter les renseignemens qu'il vaut mieux mettre sous vos yeux pour que vous voyiez tout à la fois, et je suis si près de me trouver avec vous, et de pouvoir vous en parler à l'aise, que je crois moins nécessaire de vous faire une communication écrite; d'ailleurs, vous ne pouvez écarter immédiatement la pierre d'achoppement dont je parle. Il faudra quelques mois pour mettre toute chose en mouvement; mais je vous donne ma parole, retenez-le bien, je vous donne ma parole que votre administration ne se terminera pas sans que vous voyiez l'objet en question en votre possession. »

M. Butler, pour se rendre à Washington, traversa le Texas, où il vit Austin et Samuel Houston : il passa aux États-Unis les mois de mai et de juin, et les premiers jours de juillet 1835; puis il se remit en route pour le Mexique. Le général Jackson avait résolu de faire une dernière tentative : M. Butler avait pour instructions de demander tout le territoire à l'est du Rio del Norte jusqu'au 37e degré de latitude; la frontière aurait suivi ce degré de latitude jusqu'à l'Océan Pacifique, et aurait ainsi enveloppé une grande partie de la Californie et sa capitale Monterey. On permettait cependant à M. Butler de se contenter à moins, si ce sacrifice paraissait trop grand; enfin, on l'autorisait à porter ses offres à six millions de dollars. M. Butler mit cinq mois à se rendre à Mexico, sur lesquels il en passa trois dans le Texas, alors en pleine agitation. Il est notoire qu'il y vit fréquemment Austin, Houston, et tous les meneurs du parti américain, qui parlaient déjà ouvertement de révolte. Aussi, à peine était-il arrivé à Mexico, que le gouvernement mexicain demandait son changement. De son côté, M. Butler terminait la première lettre qu'il écrivit à Washington par ces mots remarquables : « Je suis décidément d'avis que, malgré toutes les difficultés nouvelles que fera naître ou qu'a déjà créées la situation actuelle des choses, et qui arrêtent la négociation que je poursuis, je puis réussir, quoiqu'il faille un peu plus de temps, *et certains changemens dans la manière de conduire l'affaire et les agens à y employer.* » Après un dernier refus, M. Butler, qui venait d'ailleurs de recevoir la nouvelle de son rappel, quitta brusquement Mexico, en adressant au gouvernement mexicain deux lettres insolentes que le gouvernement des États-Unis fut obligé de désavouer, et alla s'établir au Texas, ou plutôt donner le mot d'ordre aux colons du sud pour arracher par la force ce que la diplomatie n'avait pu obtenir. C'est à ce moment même que parut la déclaration d'indépendance du Texas.

L'occasion était favorable; une révolution venait d'avoir lieu au Mexique. Les abus des législatures provinciales avaient été si grands, qu'une réaction eut lieu en faveur du parti centraliste : celui-ci, guidé par Santa-Anna, obtint l'avantage, et une nouvelle constitution fut mise en vigueur. Elle instituait, à la place des états, des départemens administrés par un conseil législatif et par un gouverneur et un commandant militaire à la nomination du président. L'autorité des conseils législatifs était restreinte à la police, aux élections, et à la proposition des lois : le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire étaient réservés au gouvernement central. Les troubles qui accompagnèrent cette révolution au Mexique parurent aux colons anglo-américains une heureuse occasion; ils protestèrent contre les changemens introduits dans la constitution et se déclarèrent indépendans. Leur manifeste, dont la rédaction fut calculée de façon à faire appel au fanatisme démocratique et religieux des États-Unis, contenait une longue série de griefs qui servirent de prétextes à la révolte, mais n'en étaient pas les motifs réels. Les véritables causes, nous les avons déjà indiquées : c'étaient le désir qu'avaient les Américains du sud d'arracher le Texas au Mexique pour l'incorporer à l'Union, les intrigues des colons anglo-américains, appuyées, sinon suscitées, par le cabinet de Washington, l'intérêt des spéculateurs qui avaient obtenu de la législature particulière du Texas des concessions illégales de terres, contre lesquelles le gouvernement mexicain protestait, et surtout l'intérêt commun de tous les possesseurs d'esclaves, qui ne voulaient pas se soumettre aux lois du Mexique contre l'esclavage.

Aussitôt la déclaration d'indépendance publiée, tous les colons furent obligés d'y adhérer : le silence leur fut imposé sur les causes de la rébellion, et toute protestation fut étouffée. C'est à peine si un colon américain osa élever la voix dans un journal de New-York; encore il s'excusa de ne pas signer sa lettre, parce que c'eût été se dévouer à la mort. Un autre abandonna le pays, et publia dans le *National Intelligencer* un article signé *un émigrant de retour*. Un M. Bartlett écrivit à un journal de New-York pour réfuter cet article, et il terminait sa lettre par ces mots : « J'ai un avis à donner à ce gentleman; c'est de ne reparaître jamais au Texas après le pamphlet qu'il a publié, s'il ne veut faire connaissance avec la salutaire discipline de la loi de Lynch (1). » Mais voici un autre fait bien plus significatif. Un citoyen

(1) A la fin du XVIIe siècle, des esclaves réfugiés dans des marais infestaient la Caroline du nord. Les habitans donnèrent à l'un d'entre eux, John Lynch, un

de la Louisiane, nommé Boatright, avait eu l'imprudence de se prononcer hautement, dans une réunion, contre la révolution texienne, et de blâmer la connivence du gouvernement américain avec les révoltés. Il fut surpris chez lui, à Caddo, sur le territoire américain, par une bande de Texiens et emmené au Texas : là on résolut de l'enterrer tout vif. Pendant qu'on creusait sa fosse devant lui, il parvint à s'échapper par un effort désespéré, mais une décharge de mousqueterie l'étendit raide mort. Son corps fut coupé en morceaux, et les membres suspendus aux arbres voisins. Le gouvernement américain garda le silence sur ce fait. Quelle ne devait pas être la terreur des Texiens quand un citoyen américain était ainsi traité !

Pendant qu'on obtenait ainsi l'unanimité des colons, tous les Américains du sud qui avaient pris part à cette œuvre de perfidie s'occupaient activement d'en assurer le succès. La ville de Cincinnati forma un bataillon de volontaires qui partit au secours du Texas. Mobile et Natchez suivirent cet exemple, la Nouvelle-Orléans envoya à elle seule trois compagnies, montant à plus de cinq cents hommes. Félix Houston, frère de Samuel, prit le titre de général et partit avec un bataillon levé dans le Tennessée. Des bureaux de recrutement furent ouverts à la Nouvelle-Orléans et dans d'autres villes, et leur adresse indiquée dans tous les journaux : des *meetings* furent tenus dans tous les états, des souscriptions ouvertes; des armes, des munitions, des provisions de toute sorte rassemblées publiquement. Le gouvernement, évidemment d'accord avec les spéculateurs en terres, garda le silence et laissa tout faire, malgré les réclamations incessantes des états du nord, dont les journaux invoquaient sans cesse la loi américaine qui fixe « une amende qui ne pourra excéder mille dollars, et un emprisonnement qui n'excédera pas trois ans contre toute personne qui, dans les limites du territoire et de la juridiction des États-Unis, mettra sur pied, ou rassemblera, ou préparera une expédition ou une entreprise militaire dirigée contre le territoire ou les domaines d'un prince, état, colonie, district, ou peuple étranger, avec qui les États-Unis seraient en paix. »

A la nouvelle de la révolte du Texas, Santa-Anna partit à la tête d'une partie de l'armée mexicaine pour la comprimer. Il débuta par

pouvoir discrétionnaire au civil et au criminel. Cet usage s'est conservé, et quand les intérêts généraux du pays paraissent menacés, les principaux habitans, réunis en commission, ont droit de juger sommairement toute personne, libre ou esclave, qui leur est dénoncée. Dans le dernier complot des esclaves, plus de cinq cents personnes furent condamnées et exécutées en deux jours.

des succès, et sembla sur le point d'étouffer l'insurrection à sa naissance. Aussitôt Samuel Houston écrivit à un citoyen éminent de Tennessée, Dunlap : « Pour avoir les forces qui nous sont nécessaires afin de résister au Mexique, nous comptons principalement sur les États-Unis. Ce secours ne saurait arriver trop tôt..... Il n'y a, à mon avis, qu'une pensée chez les Texiens : c'est d'établir l'indépendance du Texas et d'être incorporés aux États-Unis. » Dunlap prit aussitôt le titre de général, leva un corps de troupes, et marcha vers le Texas. Samuel Swartwout, l'ami d'enfance, le confident intime du président Jackson, se mit également à rassembler des hommes et des armes, et obtint même du président une escorte pour le convoi qu'il préparait, mais qui devint inutile. On sait que Samuel Houston, ayant intercepté une dépêche de Santa-Anna, réussit à surprendre à San-Jacinto l'avant-garde mexicaine, la dispersa, et fit Santa-Anna prisonnier. On a constaté ce fait : c'est que, dans les troupes qui combattirent sous les ordres de Houston à San-Jacinto, il n'y avait que *trente-sept* Texiens; le reste était des volontaires américains. On remarqua aussi que Houston dépêcha immédiatement un courrier particulier au général Jackson, et lorsque ce courrier arriva à Washington, quoiqu'il fût plus de minuit, on le conduisit au président, que l'on réveilla exprès.

Cependant le gros de l'armée mexicaine n'avait pas été entamé, elle comptait encore à peu près dix mille hommes, et était plus que suffisante pour réduire les insurgés, lorsque le général Jackson prit une mesure qui sauva le Texas. Cette mesure lui a été souvent reprochée, et elle est une tache dans sa vie politique, car elle est empreinte d'un caractère de duplicité indigne du chef d'un grand gouvernement. Il prétexta que les Indiens pouvaient profiter des troubles du Texas pour faire des courses sur la frontière, et expédia au général Gaines l'ordre de marcher avec un corps de troupes pour faire respecter le territoire américain; mais Gaines, qui avait des instructions secrètes, ne s'arrêta pas à la frontière : il la franchit avec ses troupes et s'avança jusqu'à la ville de Nacogdoches, à soixante-quinze milles dans l'intérieur du Texas. Il y établit son quartier-général et s'y retrancha. En même temps il laissait passer sans obstacle, par centaines et par milliers, les volontaires et les corps organisés qui se rendaient des États-Unis au Texas, et même deux cents hommes de ses troupes trouvèrent moyen de déserter avec armes et bagages, et d'aller rejoindre avec leur uniforme l'armée texienne. Aussi l'envoyé mexicain indigné quitta Washington, et de toutes parts le bruit se répandit au Texas que les États-Unis se déclaraient contre le Mexique. Samuel Houston

annonçait par une proclamation qu'il était appuyé par *la plus haute autorité des États-Unis*. Le général Jackson n'eût sans doute jamais osé donner aux troupes américaines l'ordre d'attaquer l'armée mexicaine; mais il était bien aise de le faire craindre, certain que l'effet moral produit par la marche de Gaines suffirait pour sauver le Texas. En effet, les Mexicains, qui connaissaient le peu de délicatesse politique de leurs puissans voisins, s'alarmèrent de l'approche des troupes américaines, et s'arrêtèrent fort indécis; puis, les troubles ayant recommencé au Mexique, l'armée ne tarda pas à se disperser et à laisser le champ libre aux Texiens.

Le général Jackson venait de rendre un immense service aux insurgés : il ne s'en tint pas là. Quoique ses fonctions dussent expirer dans cinq ou six semaines, il trouva encore moyen d'employer ce temps utilement pour l'œuvre commune. Après avoir arraché le Texas au Mexique, il fallait préparer l'annexation de son territoire aux États-Unis en faisant reconnaître l'indépendance des Texiens. Le président eut encore recours à la ruse. Il commença par adresser au congrès un message où il déclarait que la délicatesse ne permettait pas aux États-Unis de reconnaître le Texas comme un état indépendant, sans faire une injustice au Mexique. Cependant, quelques jours après, il fit ajouter au budget des affaires étrangères, par un amendement, une légère somme dans le cas où il deviendrait nécessaire d'avoir un envoyé auprès du gouvernement texien. Quand cette somme eut été votée, il paraît que ce cas si éloigné en apparence se présenta immédiatement, car le président crut devoir nommer un envoyé au Texas trois jours avant l'expiration de sa magistrature. C'est le dernier acte officiel qu'il ait signé : il léguait à son successeur et à son ami, M. Van Buren, le soin d'annexer le Texas aux États-Unis. C'est ainsi que Jackson atteignit presque le but qu'il s'était proposé en arrivant au pouvoir, et que se trouva à peu près réalisée la prédiction que lui faisait, six mois auparavant, M. Butler, que son administration ne se terminerait pas sans qu'il vît le Texas au pouvoir des États-Unis.

Les faits que nous venons de rappeler prouvent assez clairement que la séparation du Texas d'avec le Mexique a été l'œuvre des Américains du sud, et qu'elle a été singulièrement aidée par la connivence, pour ne pas dire la complicité, du gouvernement des États-Unis. Un passage remarquable de la circulaire adressée en septembre 1842 par le vénérable J. Quincy Adams à ses commettans montre quelle est l'opinion d'un grand nombre d'Américains à ce sujet. « La politique de l'administration de Jackson envers le Mexique, dit M. Adams, est digne

de Machiavel. De perpétuelles négociations pour des traités qui ne devaient jamais être exécutés ont été combinées avec des instances continuelles pour obtenir la cession du Texas. En même temps, le Texas lui-même était poussé à la révolte contre le Mexique, et il a fini par lever la bannière de l'indépendance sous les auspices d'un officier tennessien, d'un commandant militaire qui avait Jackson pour ami et pour patron, qui s'était expatrié dans le but d'accomplir cette révolution et l'a accomplie en effet. Les États-Unis ont reconnu l'indépendance du Texas, mais la manière dont on a obtenu cette reconnaissance est un commentaire lumineux de l'amitié et de la bienveillance dont nous avons si orgueilleusement fait parade envers le Mexique. »

C'était à M. Van Buren de terminer l'œuvre menée si loin par le général Jackson. Dès l'année suivante, le Texas demanda à être incorporé aux Etats-Unis, et envoya à Washington M. Memucan Hunt pour ouvrir des négociations à ce sujet avec M. Forsyth, secrétaire d'état. M. Hunt proposait l'union pure et simple des deux peuples, mais à une seule condition qu'il faut remarquer, c'est que les Texiens conserveraient *leur autorité pleine et incontestée sur leur population esclave*. Les états du nord, qui avaient été fort irrités de la conduite du général Jackson dans toute cette affaire du Texas et avaient souvent protesté, élevèrent aussitôt la voix. Ce fut une réclamation universelle; les législatures des états d'Ohio, de Rhode-Island et de Massachusetts, par des votes solennels, se déclarèrent ouvertement opposées à l'annexation, et le parti whig tout entier se prononça nettement contre la mesure. M. Webster prononça à New-York, dans une réunion de citoyens, un discours contre l'annexation qui fut fort applaudi. Quand la question fut portée incidemment devant le sénat, M. J. Quincy Adams se signala par l'énergie avec laquelle il combattit d'avance tout projet d'annexation. Son discours, qui remplit plusieurs séances et devint le programme du parti whig, fut, selon l'expression des journalistes américains, un coup de massue pour l'hydre de l'annexation. Enfin, le meilleur écrivain de l'Amérique après Washington Irving, le docteur Channing, publia, sous la forme d'une lettre adressée à M. Clay, une brochure qui eut le plus grand retentissement. M. Van Buren était loin d'avoir l'opiniâtreté de son prédécesseur; c'est un esprit souple et adroit qui aimait mieux tourner les obstacles que les surmonter. A peine au pouvoir, il se sentait déjà ébranlé, sa majorité dans les chambres diminuait chaque jour; il fut effrayé de ce concert de protestations, et n'osa affronter l'opposition des états du nord. D'ailleurs le Mexique avait protesté contre la reconnaissance de

la république du Texas, et en même temps il avait offert une satisfaction raisonnable pour tous les griefs dont le général Jackson avait poursuivi en vain le redressement. Il n'y avait donc aucun prétexte légitime de se jeter dans une guerre contre le Mexique, il fallait avouer qu'on voulait avoir le Texas à tout prix, et cela au moment où le congrès était convoqué extraordinairement pour rétablir le crédit de l'Union. M. Van Buren, qui rencontrait une opposition très vive à ses mesures financières, ne voulut pas se mettre sur les bras un embarras de plus; il refusa les offres du Texas, en donnant pour raison que le gouvernement mexicain pourrait considérer l'annexation comme équivalant à une déclaration de guerre. Le gouvernement texien ne tarda pas d'ailleurs à rompre officiellement la négociation. Il obtint successivement d'être reconnu par la France, par l'Angleterre, et par la plupart des puissances européennes : il sembla se résigner à son existence indépendante, et la question de l'annexation parut définitivement résolue contre les vœux des états du sud.

II.

Maintenant, comment cette question a-t-elle été soulevée de nouveau, et pourquoi va-t-elle décider sans doute de l'élection du président? C'est ce qu'on ne peut faire comprendre sans entrer dans quelques explications sur la situation respective des partis aux États-Unis. Personne n'ignore que l'Union s'est trouvée, dès l'origine, divisée en deux grands partis, les fédéralistes et les démocrates : les premiers, ayant pour but de fortifier, autant que possible, le gouvernement central, et de changer peu à peu les états particuliers en de véritables provinces, afin de ne faire de toute l'Union qu'un seul corps, une seule nation; les autres, au contraire, cherchant à affaiblir, autant que possible, l'autorité du congrès au profit des états particuliers. Dans le premier parti se rangèrent tous les grands hommes de la révolution, Washington, Hamilton, Jay, J. Adams; mais la mort de Washington fut pour les fédéralistes un coup mortel. L'opinion démocratique arriva au pouvoir avec Jefferson, et ne s'en dessaisit plus. Le parti opposé, tenu long-temps loin du pouvoir, se décomposa et cessa, à vrai dire, d'exister. Cependant les restes du parti fédéraliste, joints aux mécontens, à tous ceux qui trouvaient que les démocrates allaient trop loin, réussirent, en 1824, à porter John Quincy Adams à la présidence. Ce ne fut qu'un triomphe éphémère; M. Adams ne put

obtenir une seconde élection ; il fut renversé par le général Jackson, et, depuis 1828, il n'est plus question du parti fédéraliste. Ceux même qui en ont conservé les opinions, M. Adams, M. Channing, se gardent bien de prendre un nom impopulaire et condamné par de trop nombreuses défaites. Toutefois, au moment de la victoire, une scission s'opéra dans le parti vainqueur : beaucoup pensèrent qu'on avait dépassé plutôt qu'atteint le but; que le gouvernement fédéral, loin de pouvoir porter ombrage à l'indépendance des états particuliers, avait à peine la force suffisante pour gouverner l'Union, et que, si on relâchait encore ces liens si faibles, on arriverait à une dissolution presque immédiate. Ceux-ci voulurent garder ce qu'on avait conquis, mais ne pas faire un pas de plus : de là la naissance du parti *conservateur* ou *whig*, comme on l'appelle maintenant. Dès les premiers jours de son existence, ce parti se recruta des débris des fédéralistes, et c'est dans leurs rangs qu'il prit ses chefs, M. J. Q. Adams et M. Clay : son plus grand orateur, M. Daniel Webster, n'est entré dans la carrière politique que depuis l'apparition des whigs. Les démocrates, malgré cette séparation, n'en restèrent pas moins un parti puissant : ils gardèrent leur nom, quoiqu'ils soient divisés en deux sections, les *démocrates purs* et les *locofocos* ou *nullificateurs*, et ils sont demeurés maîtres du terrain, quoique évidemment en minorité dans l'Union. Mais ceci tient à d'autres causes qui veulent être signalées.

Aux États-Unis, les partis se subordonnent aux divisions territoriales, et c'est là le grand danger de l'Union; avant d'être whig ou démocrate, on est homme du nord ou du sud : l'antipathie est extrême, parce que les intérêts sont fort différens, sinon tout-à-fait opposés. A l'origine de l'Union, presque tous les états avaient des esclaves; tous se livraient à l'agriculture, presque aucun ne s'occupait de commerce ou d'industrie. Les états du sud, favorisés par la nature de leur sol et par le climat, avaient une grande supériorité sur les autres : aussi la Virginie exerça-t-elle quelque temps une influence prédominante. Tout a bien changé par suite du développement de l'Union. Les états issus de la Nouvelle-Angleterre, où l'esclavage n'a jamais existé, ne l'ont pas reconnu comme institution, ou même l'ont proscrit. Les états limitrophes ont suivi cet exemple, soit qu'ils subissent l'influence du voisinage ou celle du grand mouvement philanthropique donné par Wilberforce, soit parce que la nature de leur climat et de leurs cultures rend le travail esclave moins avantageux, soit enfin par l'impossibilité où se trouve le travail esclave de soutenir la concurrence avec le travail libre. Il en est résulté que le flot de l'émigration s'est surtout dirigé

vers ces états, parce que le blanc ne travaille pas là où le travail est la marque de la servitude, et que les émigrans ont presque tous besoin pour vivre d'un salaire journalier. La population du nord a dépassé rapidement celle du midi. Le nord s'est livré au commerce et à la navigation; il est devenu l'intermédiaire commercial de tous les peuples sans marine; enfin, surtout depuis la guerre de 1812, il s'est fait fabricant et manufacturier.

Les états du sud sont encore ce qu'ils étaient au temps de la révolution. La nature leur ayant refusé des ports sur une côte aride et dangereuse, exposée à tous les vents, ils n'ont pu se livrer au commerce, et se sont tournés de plus en plus vers l'agriculture. La culture du tabac, du coton, de la canne, qui demande des soins perpétuels et minutieux, a rendu chez eux le travail des esclaves plus avantageux qu'il ne l'est au nord; ce travail est d'ailleurs consacré dans ces états par de longues habitudes. Les Américains du sud s'y sont attachés avec passion, et de là une irritation extrême contre les états du nord, qui, en abolissant chez eux l'esclavage, l'ont indirectement attaqué chez les autres, et qui, par le contact des nègres libres avec les nègres esclaves, ont créé aux hommes du sud un danger immense et de tous les jours. A ce motif d'inimitié est venue se joindre la vanité blessée. Les états du nord, grandissant tous les jours en population et en richesse, n'ont pas tardé à dépasser les états du sud et à leur enlever une supériorité à laquelle ils étaient depuis long-temps habitués; ceux-ci se sont crus dépouillés par leurs rivaux. Quoique tous les calculs montrent que l'agrandissement des états du sud est hors de proportion avec ce qui se passe en Europe, ceux-ci, ne considérant que le progrès relatif, accusent le nord de s'enrichir à leurs dépens, parce qu'il grandit encore plus vite. L'exploitation et la ruine du sud par le nord, voilà le thème perpétuel de leurs orateurs.

Le développement de l'industrie manufacturière au nord est venu créer une nouvelle cause de séparation et l'une des plus puissantes. Les États-Unis ont été long-temps dans la dépendance de l'Europe pour tous les objets manufacturés, et surtout pour les étoffes; ils tiraient de la France les étoffes de luxe, les soieries, les velours, et de l'Angleterre les étoffes communes de laine et de coton, en sorte que les planteurs du sud vendaient aux Anglais le coton avec lequel ceux-ci fabriquaient les étoffes qu'allait chercher en Angleterre le commerçant du nord. Mais, depuis la guerre de 1812, les gens du nord, instruits par les émigrans, se sont mis à vouloir fabriquer eux-mêmes ce qu'ils allaient chercher si loin. Ils y ont assez bien réussi; seulement

ils ont demandé au gouvernement général protection contre la concurrence étrangère, et le congrès, accédant à leurs demandes, a établi ce fameux tarif de douanes qui porta un coup très grave à l'industrie française, et qui causa en Angleterre une crise commerciale. L'Angleterre, frappée dans ce qu'elle a de plus sensible, rendit coup pour coup : elle éleva les droits sur les cotons américains, les abaissa sur les autres, et favorisa par tous les moyens la culture du coton dans l'Inde. Aujourd'hui, les cotons de l'Inde entrent pour une proportion très forte dans la fabrication anglaise; on peut même, par la marche ascendante de ces produits, prévoir le jour où ils occuperont seuls le marché, et viendront peut-être faire concurrence aux cotons américains en France et en Allemagne. Cela est surtout probable, si la compagnie des Indes accepte le traité que lui propose la Chine, et consent à abandonner la culture de l'opium; ce seront autant de terres que l'on consacrera à la culture du coton. Tout cela a été fait avec la merveilleuse promptitude que met l'Angleterre dans tout ce qui sert ses intérêts commerciaux. L'Inde produisait assez peu de coton; d'une année à l'autre, par la volonté de la métropole, elle a décuplé sa production pour l'affranchir de toute dépendance vis-à-vis de l'Amérique. Le contre-coup du tarif a donc porté, en définitive, sur les planteurs du sud; aux faillites de Leeds, de Manchester et de Birmingham ont répondu celles de Baltimore, de Charlestown et de toutes les villes du sud jusqu'à la Nouvelle-Orléans. Aussi, les états du sud sont-ils aussi ardens à demander le rappel du tarif que ceux du nord, et surtout de l'ouest, à en demander le maintien.

On voit quels intérêts séparent le nord du sud; la division d'intérêts se traduit presque toujours en Amérique par la division politique, et quelquefois elle la domine. Les opinions fédéralistes prédominaient dans le nord, le sud fut démocrate jusqu'à la frénésie. Lors de la décomposition du parti démocratique, les whigs se recrutèrent surtout dans les anciens états fédéralistes et dans les états de l'ouest; ceux du sud se groupèrent autour du général Jackson, et restèrent ultra-démocrates. L'intérêt territorial s'élève au-dessus des questions politiques; aussi chaque fois qu'il s'agit d'une mesure commerciale ou financière, ou de la question de l'esclavage, on voit les représentans du sud voter comme un seul homme sans distinction de nuances ni de partis. Il n'en est pas de même pour les états du nord; la division règne parmi eux. Ceux de l'extrême frontière nord, qui convoitent le Canada comme les états du sud convoitent le Mexique, sont restés profondément démocratiques; le Maine, le Vermont, le New-Hampshire et

une grande partie du New-York ont toujours été et sont encore le foyer des opinions radicales. Cette fraction du parti démocratique forme ce qu'on appelle les démocrates purs. Le sud, au contraire, a exagéré les tendances du parti, il est devenu *locofoco* ou nullificateur, et toujours par intérêt de position. Les états du sud avaient protesté dès l'établissement du tarif : loin de tenir compte de leurs plaintes, le congrès, en 1824 et 1828, maintint le droit qu'avait le gouvernement central à établir le nouveau tarif, et en éleva même la taxation. Dans le sud, on contesta ce droit, on prétendit que les états, n'ayant jamais eu l'intention de se confondre en un seul et même peuple, n'avaient pu aliéner leurs droits de souveraineté, que l'Union était une ligue d'états également souverains et indépendans les uns des autres; chaque état avait, disait-on, le droit de suspendre ou d'annuler les lois générales contraires à sa constitution particulière. Cette théorie se trouve résumée dans une phrase prononcée devant le congrès de 1833 par le chef des nullificateurs, M. Calhoun : « La constitution, dit-il, est un contrat dans lequel les états ont figuré comme souverains. Or, toutes les fois qu'il intervient un contrat entre des parties qui ne connaissent point de commun arbitre, chacune d'elles retient le droit de juger par elle-même de l'étendue de son obligation. » La désunion des états du nord a rendu à ceux du sud l'avantage que semblaient devoir leur faire perdre la naissance et les rapides progrès du parti whig, et le sud, quoiqu'en minorité, n'en a pas moins continué à diriger l'Union dans la voie la plus favorable à ses intérêts. Il a fait une alliance étroite avec les démocrates du nord, et, par l'appoint de leurs 30 ou 35 voix, il réussit à conserver une faible majorité dans la chambre des représentans : dans le sénat, les deux partis se balancent, le nord et le sud ont chacun 26 voix. Le parti démocratique pur a contracté l'habitude de soutenir la politique des états du sud dans toutes les questions économiques, et il se dédommage du peu de considération dont il jouit dans le nord, en se faisant faire par le sud une large part dans la distribution des emplois fédératifs, dont celui-ci dispose presque toujours par le moyen du président, pris dans son sein. Il est à remarquer en effet que sur cinquante-six années de présidence, cette dignité a été quarante-quatre ans entre les mains de citoyens des états à esclaves, et pendant quatre autres années, sous M. Van Buren, elle a été exercée entièrement à leur profit. C'est cette alliance des démocrates du nord avec les nullificateurs qui explique comment un citoyen de l'état de New-York, M. Van Buren, a

été porté à la présidence par les hommes du sud, et comment il est encore aujourd'hui le candidat préféré d'un grand nombre d'entre eux.

Du reste, il est à remarquer qu'il se forme depuis quelques années, entre les deux grands partis qui divisent les États-Unis, un parti nouveau dont les progrès sont pour les hommes du sud une cause d'irritation extrême, et en haine duquel ils briseront peut-être l'Union. Ce parti nouveau, qui voudrait se dissimuler encore, s'intitule le *tiers-parti*, et serait mieux nommé le parti des abolitionistes. Les hommes de cette opinion se prétendent neutres sur la plupart des questions qui divisent l'Union, et, en réalité, ils les subordonnent toutes à l'abolition de l'esclavage. Ils votent toujours dans le même sens que le parti whig; mais ils affectent de s'en séparer, afin de lui laisser toute sa liberté d'action, et de ne pas l'envelopper dans leur impopularité ni dans la haine qu'ils inspirent aux hommes du sud. M. Adams, en prenant la direction du tiers-parti, a abdiqué au profit de M. Clay toutes les chances qu'il pouvait avoir d'être élevé de nouveau à la présidence, car son élection serait un signal de guerre civile. En effet, la question de l'esclavage est, après tout, la grande question qui divise les États-Unis; c'est elle qui met surtout la constitution en péril, car les hommes du sud ont mille fois déclaré qu'ils aimeraient mieux rompre l'Union que de voir le gouvernement central non pas abolir l'esclavage, mais seulement le réglementer. Ils ont fait stipuler dans la constitution que le gouvernement ne se mêlerait jamais de ce qu'ils appellent les *institutions particulières du sud*, et l'on ferait un volume rien qu'en retraçant leurs exigences et leurs susceptibilités à cet égard. Avec l'appui des démocrates, ils ont été jusqu'à faire décider par le congrès qu'il n'avait point le droit d'abolir ni de modifier l'esclavage dans le district fédéral. Les gens du nord, qui connaissent la violence emportée de leurs compatriotes du sud, et qui aiment sincèrement l'union, leur ont fait toutes sortes de concessions : ils ont poussé la condescendance jusqu'à voter plusieurs fois un article suspensif du règlement du congrès, portant que l'on déposerait sur le bureau, sans les lire et sans en rendre compte, les pétitions pour l'abolition de l'esclavage. C'est alors que le tiers-parti trahit son existence : M. J. Q. Adams protesta contre cette violation du droit de pétition; au commencement de chaque session, il combattit avec énergie la suspension du règlement, et même, il y a quelques années, le vénérable vieillard, refusant de reconnaître une décision contraire à la constitution, rendit compte, malgré la suspension, d'une pétition contre l'esclavage. Aussitôt le parti démocratique entra en fureur, et, en dépit des

efforts des whigs, ne rougit pas de voter un blâme contre un des membres les plus illustres du congrès, contre un ancien président. Depuis ce moment, les hommes du sud suivent avec anxiété les progrès du tiers-parti, et rien n'est plus curieux que les efforts des whigs pour en dissimuler l'existence : ils affectent même de se réunir à leurs adversaires pour voter, à une immense majorité, les mesures que ceux-ci croient devoir réclamer. C'est ainsi qu'on a permis aux Américains du sud de détruire la liberté de la presse au mépris de la constitution fédérale, de suspendre la liberté individuelle, et qu'on a abandonné à la loi de Lynch, c'est-à-dire à la mort, tous ceux qui seraient surpris introduisant dans les états du sud des journaux, livres ou brochures contraires à *leurs institutions particulières*. D'autres mesures plus odieuses encore, par exemple la loi récente qui permet aux états du sud de faire vendre l'équipage d'un navire qui débarquerait un nègre libre ou emmènerait un nègre esclave, n'ont été emportées par les hommes du sud qu'à la suite d'une lutte très vive et avec l'aide des démocrates du nord. On vit, en plus d'une circonstance, des membres du sud demander l'appel nominal pour s'assurer qu'aucun démocrate ne votait mal. Malgré ces victoires remportées par le sud, le tiers-parti gagne tous les jours du terrain, et il est évident qu'il finira, dans un avenir plus ou moins prochain, par absorber le parti whig. Les nuances politiques tendent à s'effacer en Amérique; il n'y a pas de différence bien sérieuse entre les whigs et les démocrates. On a vu ceux-ci adopter au besoin les opinions et la conduite de leurs adversaires, et quand la Caroline, en 1832, annula un acte du congrès, le général Jackson agit avec autant de vigueur que l'aurait pu faire M. Clay, ou même M. Adams. Les partis ne subsistent qu'autant qu'ils ont un but bien arrêté et se distinguent par des oppositions bien tranchées. On peut donc prévoir une transformation au sein des partis américains. Si l'Angleterre est destinée à ne plus compter un jour que des radicaux et des conservateurs, l'Union n'aura plus, d'ici à quelques années, que des abolitionistes et des anti-abolitionistes, parce que les questions sérieuses sont celles où l'esclavage est engagé. Du reste, le tiers-parti n'aborde pas encore directement l'abolition de l'esclavage : le moment n'est pas venu, et la constitution le défend; mais on demande, et chaque année le Massachusetts en fait l'objet d'une pétition, un changement dans la base de la représentation. Le nombre des députés de chaque état se règle sur la population, et dans les états du sud trois esclaves comptent comme un citoyen; on demande que la répartition ne se règle désormais que sur le nombre des hommes libres. Ce changement en-

lèverait aux états du sud le quart au moins de leurs représentans, et donnerait à ceux du nord une immense majorité. C'est sur cette proposition que le débat s'engagera d'abord, et c'est pour lui ôter toute chance de succès que les états du sud demandent l'annexation du Texas.

La question du Texas semblait ajournée; les esprits s'en occupaient beaucoup moins que de la question du tarif, qui est chaque année l'objet de débats violens, lorsque, par une manœuvre électorale, M. Tyler, ou plutôt M. Calhoun, son principal ministre, est venu la ranimer tout à coup et en brusquer la décision par un commencement d'exécution : cette manœuvre a jeté la perturbation dans les deux grands partis qui se disputent le gouvernement de l'Union. M. Tyler est Virginien et propriétaire d'esclaves, il est donc personnellement intéressé à l'annexation du Texas, et il la préparait en secret, à petit bruit; il n'aurait point osé porter la question devant le congrès sans l'arrivée de M. Calhoun au ministère. Entraîné par celui-ci, il a changé de méthode, il a agi à ciel ouvert, et il s'est assez habilement servi de cette question, afin de rallier à l'appui de sa candidature tous les Américains de l'un et de l'autre parti, pour qui le maintien perpétuel de l'esclavage passe avant tout autre intérêt. M. Tyler recueillera-t-il lui-même le fruit de cette manœuvre? C'est ce qui dépend de M. Calhoun.

M. Calhoun ambitionne la présidence depuis vingt ans. Son immense talent, l'élévation de son caractère, ses vertus privées, et le patriotisme qu'il déploya lors de la lutte contre l'Angleterre en 1812, l'en rendraient digne. Avec moins d'impatience, il y serait arrivé déjà, à la suite de M. Adams ou du général Jackson. Porté à la vice-présidence par les mêmes voix qui avaient donné la présidence à M. Adams, il touchait au but; mais il crut voir, et devait voir en effet, un rival dangereux dans M. Clay, à qui M. Adams avait confié le département des affaires étrangères, et, sans autre motif qui pût le justifier, il se jeta dans le parti de l'opposition, qui se composait alors des débris de l'ancien parti démocratique, ralliés autour de l'immense popularité qui s'attachait au nom de Jackson. M. Calhoun, orateur et homme d'état éminent, d'une intégrité au-dessus de tout soupçon, avait peu d'estime pour la capacité et le caractère du général Jackson; il se rattachait au parti du général, parce que Jackson était l'ennemi déclaré et acharné de M. Clay. Si la coalition qui le portait à la présidence prévalait, M. Clay disparaissait des abords du pouvoir, et l'expérience et les talens de M. Calhoun allégeraient pour le vieux général le poids des

affaires. M. Calhoun éprouva un nouveau mécompte. Le parti jacksoniste l'emporta, il est vrai; mais le caractère dominateur et arbitraire du nouveau président s'accommoda bien mieux de la souplesse un peu servile de son premier ministre, M. Van Buren, que des principes arrêtés et de la fermeté de son vice-président, M. Calhoun. Celui-ci d'ailleurs, avec un vif sentiment de sa dignité personnelle, était d'un caractère aussi impérieux et dominateur que le général Jackson, et, avec la conscience de son immense supériorité intellectuelle, il prétendait assez ouvertement à la suprême direction des affaires. Jackson inclina donc de plus en plus vers M. Van Buren, et finit par s'abandonner tout entier à lui : la succession sur laquelle M. Calhoun avait compté lui échappait encore une fois. Il rompit d'une manière éclatante avec le général Jackson et se jeta dans l'opposition, où, tout en combattant pour son propre compte, il se trouva côte à côte avec M. Clay et M. Webster. Cette coalition des plus grands talens du congrès fut fatale à M. Van Buren, et le fit tomber de la présidence. Il y avait eu trève de rivalités personnelles pour opposer à M. Van Buren, dans la personne du général Harrison, une popularité acquise sur les champs de bataille; mais ce qui avait été élevé par l'épée tomba par l'épée : à peine en possession du pouvoir, le général Harrison mourut, et un homme assez insignifiant, et qui pour cela même avait été porté à la vice-présidence, M. Tyler, se trouva tout à coup à la tête des affaires.

Le principal souci de tout président, c'est d'assurer sa réélection. M. Tyler, arrivé à la vice-présidence surtout avec l'appui et par la permission des whigs, et sans influence personnelle dans aucun parti, ne pouvait espérer sa réélection qu'autant qu'il serait adopté comme candidat par un des deux grands partis de l'Union. Il lui fallait donc se laisser diriger entièrement par M. Clay, afin de conserver l'appui des whigs; mais M. Clay, chef de ce parti depuis longues années, et tenant entre ses mains le sort de M. Tyler, se résignerait-il à attendre quatre années encore, ou n'aimerait-il pas mieux, à difficulté égale, prendre le pouvoir pour lui-même que le donner à un autre? M. Tyler le craignit : il chercha à séparer M. Clay de ses amis et à se substituer à lui dans la direction du parti whig. Malgré l'influence que lui donnait sa position, M. Tyler échoua dans sa tentative : il ne put réussir à conserver dans le cabinet qu'un seul ministre whig, M. Webster; mais ni le concours de M. Webster, ni le traité Ashburton, ne gagnèrent à M. Tyler le parti whig, qui resta fidèle à M. Clay. M. Tyler d'ailleurs, homme du sud de naissance et d'éducation, ne pouvait se

dépouiller de toutes les opinions, de tous les préjugés, de tous les vœux même de ses compatriotes: la marche qu'il suivit dans les questions financières, et son désir d'acquérir le Texas, le montraient assez. Au bout de dix-huit mois, M. Webster quitta le ministère et rentra dans le parti whig, au moment où celui-ci commençait à faire une opposition assez vive au président. M. Tyler, repoussé de ce côté, songea alors à s'attacher le parti démocratique. Ses amis de la Virginie, qu'il avait appelés avec lui au pouvoir, M. Wise, M. Gilmer, M. Upshur, appartenaient à ce parti. Son opinion sur la banque était celle des démocrates; tout semblait l'en rapprocher. Le ministère fut donc modifié dans ce sens, et M. Tyler crut ne pouvoir mieux sonder le terrain qu'en remettant sur le tapis la question du Texas. On le savait partisan décidé de l'annexation; c'était aussi le rêve favori de M. Upshur, successeur de M. Webster; toutefois ce ne fut pas sans surprise qu'on vit paraître, le 10 janvier 1843, dans un journal semi-officiel, une lettre de M. Gilmer, sénateur de Virginie, sur l'annexation du Texas. M. Gilmer se déclarait partisan décidé de la mesure, et concluait qu'elle devait être accomplie immédiatement ou pas du tout (*to be done soon or not at all*). Une pareille démarche d'un homme étroitement lié avec le président parut une avance faite par celui-ci aux hommes du sud, et toute la presse des états à esclaves l'accueillit avec faveur. M. Walker, sénateur du Mississipi, ne tarda pas à publier, en réponse à M. Gilmer, un essai où il examinait les moyens d'annexer le Texas à l'Union, et prouvait la légalité de cette mesure. Alors la presse officielle rompit le silence, et se déclara en faveur de l'annexation. C'était jeter le masque ouvertement et se tourner tout-à-fait du côté du parti démocratique. Cependant les efforts de M. Tyler n'avaient pas eu grand succès; on avait accueilli ses avances avec reconnaissance : c'était tout. Il avait bien trouvé parmi les démocrates des gens disposés à accepter des emplois; mais ils venaient seuls, sans lui apporter d'autre appui que leurs personnes, et la masse du parti démocratique restait groupée autour de M. Van Buren. Malgré son échec antérieur, celui-ci l'emportait encore de beaucoup en influence sur M. Calhoun, qui n'avait de crédit réel que parmi les nullificateurs. M. Tyler, ayant conçu le projet de rallier à lui le parti démocratique, résolut de profiter de la rivalité qui séparait MM. Van Buren et Calhoun, et quand la mort inopinée de M. Upshur laissa vacante la place de ministre des affaires étrangères, ce fut M. Calhoun qu'il y appela.

M. Calhoun, en arrivant aux affaires, y apporta cette promptitude et cette décision qui sont les traits distinctifs de son caractère; il dé-

montra au président que le temps des incertitudes et des demi-mesures était passé; qu'en présence de la masse du parti whig, si compacte et si bien unie, et du parti démocratique entièrement désorganisé et livré à l'anarchie, il n'y avait de salut possible qu'en changeant de terrain. Poser la question entre les whigs et les démocrates, c'était aller au-devant d'une défaite : mieux valait mettre aux prises le nord et le sud, car, en ralliant fortement tous les anti-abolitionistes, tous les timides, tous ceux qui ont un intérêt quelconque à voir accomplir l'annexation, on avait des chances de gagner la bataille. Pour cela, il fallait payer de promptitude et d'audace; en se prononçant franchement pour l'annexation, on ne perdait rien, et on avait l'honneur de l'initiative aux yeux des partisans de la mesure; on obligeait ensuite M. Clay et M. Van Buren à se prononcer pour ou contre, et ils ne le pouvaient faire sans perdre des partisans dans l'une ou l'autre alternative. En quelques jours, un traité fut conclu, signé avec le Texas, et porté aussitôt au sénat avec un message rédigé évidemment par M. Calhoun (1). Dans ce message le président, se conformant au langage de ceux qui ont toujours demandé l'annexation, prétend que les États-Unis ne font que reprendre un territoire qui leur appartient en vertu de la cession faite par la France de la Louisiane en 1803. Il fait remarquer que la population du Texas est sortie presque tout entière des États-Unis, qu'elle en aime et qu'elle en conserve les mœurs et les

(1) Nous croyons devoir reproduire ici quelques dispositions de ce traité, qui a été signé le 12 avril 1844, par M. Calhoun pour les États-Unis, et par MM. Van Zandt et Henderson pour le Texas : « La république du Texas, etc., agissant conformément aux désirs du peuple et de toutes les branches du gouvernement, cède aux États-Unis tous ses territoires pour être possédés par eux en toute propriété et souveraineté, et être assujétis aux mêmes règlemens constitutionnels que leurs autres territoires. La cession comprend toutes les sortes de propriétés publiques qui sont énumérées spécialement, comme terres publiques, mines, édifices publics, marine et arsenaux maritimes, etc. — Tous les titres et prétentions à des possessions légitimes qui ont été validés par le Texas seront maintenus aussi par les États-Unis. Les États-Unis prennent à leur charge et consentent à payer les dettes publiques et autres créances du Texas, émises jusqu'à ce jour, qui sont évaluées à 10 millions de dollars au plus. La somme de 350,000 dollars devra être payée dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront l'échange des ratifications. Pour le paiement du reste, jusqu'à un total qui ne pourra pas excéder 10 millions, y compris la somme précédente, on engage les terres publiques cédées par le traité et les revenus qu'on en tirera. Les lois du Texas resteront en vigueur, et tous les officiers exécutifs ou judiciaires du Texas, excepté le président, vice-président et chefs des chambres, conserveront leurs offices jusqu'à ce que d'autres arrangemens interviennent. Le traité sera ratifié, et les ratifications échangées à Washington six mois après sa date, ou plus tôt, s'il est possible. »

institutions. Puis, après avoir parlé de la fertilité et de la richesse du Texas, il fait un magnifique tableau des avantages que l'annexation procurera à toute l'Union : les états de l'est verront se développer leur commerce maritime; les états de l'ouest trouveront dans le Texas un immense marché ouvert aux produits de leur industrie et de leur sol; les états du sud y gagneront en sécurité. Et ce ne sont encore là, pour le président, que des raisons d'une importance secondaire : le Texas a besoin de l'appui d'une puissance étrangère; il s'est plusieurs fois adressé aux États-Unis, il faut craindre de le pousser à bout par des refus obstinés qui pourraient lui inspirer l'idée de chercher appui ailleurs, et l'obliger à contracter de dangereuses alliances. Le président insiste, avant tout, sur le cas où une puissance étrangère, c'est-à-dire l'Angleterre, viendrait à se ranger du côté du Texas; il établit le droit qu'a le Texas d'abdiquer son indépendance, et celui qu'ont les États-Unis d'en accepter la souveraineté. Le passage le plus curieux est celui où il est question du Mexique, et où il est fait allusion à l'Angleterre : « Quant au Mexique, le pouvoir exécutif est disposé à adopter envers lui une conduite conciliante... Il n'a pas le moindre désir d'humilier le Mexique, ni de lui faire aucun tort; mais en même temps il ne peut compromettre par un délai les intérêts essentiels des États-Unis. Le Mexique n'a aucun droit à exiger ou à attendre pareille chose : nous traitons légitimement avec le Texas comme avec une puissance indépendante. La guerre, qui s'est prolongée pendant huit ans, n'a abouti qu'à convaincre tout le monde, excepté le Mexique, que le Texas ne pouvait être reconquis. Il est temps que cette guerre cesse. Le gouvernement, quoiqu'il la vît se prolonger avec un extrême déplaisir, a observé jusqu'ici la plus stricte neutralité. Il n'ignorait pas cependant l'épuisement produit par une aussi longue guerre. Il ignorait encore moins *les efforts faits par d'autres puissances pour engager le Mexique à se réconcilier avec le Texas à des conditions qui, en modifiant les institutions particulières du Texas, réagiraient d'une manière fâcheuse sur les États-Unis*, et pourraient menacer sérieusement l'existence de cette heureuse union. Il n'ignorait pas non plus que, quoique les gouvernemens étrangers pussent désavouer toute intention de détruire les analogies qui existent entre la constitution du Texas et celle des États-Unis, cependant *l'un d'entre eux, et le plus puissant de tous*, n'a pas hésité à déclarer son opposition bien décidée à la plus remarquable de ces analogies, et son intention d'user de toutes les occasions favorables pour conseiller au Mexique d'adopter, comme base de ses négociations avec le Texas, l'abolition de cette particula-

rité de ses institutions domestiques, et d'en faire une des conditions de la reconnaissance d'indépendance. »

Après cette allusion détournée à l'existence de l'esclavage au Texas, le président récapitule les motifs qui ont déterminé sa conduite, et il insiste encore sur ce point, que les États-Unis n'ont d'autre alternative que d'accepter le Texas, ou de le voir se jeter dans les bras d'une autre puissance, c'est-à-dire de l'Angleterre. Quant au passage que nous venons de citer, ce qui le rend remarquable, ce sont les allusions qu'il contient à une dépêche de lord Aberdeen. A la fin de l'année dernière, le bruit se répandit que l'Angleterre cherchait à acquérir le Texas, et le prédécesseur de M. Calhoun, M. Upshur, crut devoir demander à ce sujet des explications au ministre anglais, M. Pakenham, qui lui transmit en réponse une note datée du 26 décembre 1843, dont voici les points principaux : « ... La Grande-Bretagne a reconnu l'indépendance du Texas, et par suite elle désire voir cette indépendance définitivement et formellement reconnue, surtout par le Mexique... Nous sommes convaincus que la reconnaissance du Texas par le Mexique tournera à l'avantage des deux pays, et comme nous prenons intérêt à la prospérité de tous deux, et à leur rapide accroissement en puissance et en richesse, nous avons été des premiers à presser le gouvernement mexicain de reconnaître l'indépendance du Texas... Quant au Texas, nous avouons notre désir d'y voir l'esclavage aboli comme partout ailleurs, et nous serions heureux si la reconnaissance de ce pays par le Mexique était accompagnée d'un engagement pris par le Texas d'abolir l'esclavage à tout évènement, et à des conditions convenables, dans toute l'étendue de la république; mais quoique nous ayons le désir ardent, et que nous regardions comme un devoir de provoquer un semblable résultat, nous n'irons pas, contre tout droit, et par une usurpation déplacée d'influence, intervenir auprès d'aucune des deux parties pour assurer l'adoption d'un pareil plan. Nous conseillerons, mais nous ne chercherons ni à contraindre ni à contrôler, contre tout droit, la conduite d'aucune des deux parties... La Grande-Bretagne ne désire exercer sur le Texas qu'une influence égale à celle de toutes les autres nations. Ses vues se bornent au commerce, elle n'a ni la pensée ni l'intention de chercher à agir directement ou indirectement, dans un but politique, sur les États-Unis au moyen du Texas. La Grande-Bretagne, comme les États-Unis le savent bien, n'a jamais cherché à jeter des germes de désaffection ni de révolte dans les états à esclaves de l'Union... Nous resterons fidèles à cette sage et juste politique, et les gouvernemens des états à esclaves peuvent être certains

que, tout en ne renonçant point aux efforts loyaux et honnêtes que nous avons toujours faits pour procurer l'abolition de l'esclavage dans le monde entier, nous ne prendrons jamais ni ouvertement ni en secret aucune mesure qui tende à troubler leur tranquillité intérieure. »

Ce n'était pas assez pour M. Calhoun d'avoir signé et fait présenter au congrès un traité d'annexation; il fallait, pour atteindre le but politique qu'il se proposait, que chacun sût bien positivement que le traité n'avait été conclu que dans les intérêts des états du sud, et pour affermir l'esclavage aux États-Unis. De cette façon, la question était bien nettement posée entre le nord et le sud, entre les abolitionistes et les possesseurs d'esclaves. C'était un défi audacieux jeté aux adversaires, et en même temps un appel désespéré à tous les partisans de l'esclavage. La dépêche de lord Aberdeen fournissait à M. Calhoun une occasion naturelle d'expliquer d'une façon bien nette les motifs de sa conduite. Dans le message envoyé à un congrès où les whigs avaient la majorité, on avait dû se contenter d'insinuations pour ne pas blesser ou alarmer ceux que l'on voulait gagner. En s'adressant à un ministre étranger, le gouvernement pouvait faire connaître clairement sa pensée. D'ailleurs lord Aberdeen, malgré le ton modéré et conciliant de sa dépêche, avait avoué ou plutôt annoncé un projet qui ne tendait en réalité qu'à faire avorter indirectement le projet du gouvernement américain, et à rendre inutiles tous ses efforts passés. Si le Texas devait abolir l'esclavage, autant aurait valu le laisser au Mexique. M. Calhoun a donc pu, dans sa réponse à lord Aberdeen, montrer une parfaite franchise. Il avoue que c'est par opposition à la propagande abolitioniste de l'Angleterre que le traité a été conclu; et après avoir remercié le gouvernement anglais de l'assurance qu'il donne de ne chercher jamais à troubler la paix des états à esclaves, il continue ainsi : « Le gouvernement attache la plus haute importance à l'aveu qui lui est fait pour la première fois, que la Grande-Bretagne appelle de ses vœux et secondera de ses constans efforts l'abolition générale de l'esclavage dans tout l'univers. Tant que la Grande-Bretagne a borné sa politique à l'abolition de l'esclavage dans ses propres possessions et dans ses colonies, aucune nation n'a eu droit de s'en plaindre.... Mais quand elle va plus loin et qu'elle avoue comme le but arrêté de sa politique et l'objet de ses constans efforts l'abolition de l'esclavage dans le monde entier, elle fait aux autres pays, dont le salut ou la prospérité sont mis en péril par cette politique, un devoir d'adopter telles mesures qu'ils jugeront nécessaires pour la protection de leurs intérêts. Le président des États-Unis

attache une importance bien plus grande encore à l'aveu fait par lord Aberdeen, du désir qu'entretient la Grande-Bretagne de voir l'esclavage aboli au Texas, et des efforts de sa diplomatie pour y parvenir, en faisant de cette abolition une des conditions auxquelles son indépendance serait reconnue par le Mexique.... Il a acquis la conviction bien arrêtée que, dans le cas où le Texas ne saurait empêcher la réalisation des vœux de la Grande-Bretagne, il en résulterait du péril pour le salut et la prospérité de l'Union. Cette conviction acquise, c'était un devoir impérieux pour le gouvernement fédéral, le représentant et le commun protecteur des états de l'Union, d'adopter en vue de la défense générale les mesures les plus efficaces pour empêcher un pareil résultat. »

Après avoir énuméré les dangers que courrait l'Union si le Texas était soumis à l'influence de l'Angleterre, et établi le droit du Texas et des États-Unis à signer le traité d'annexation, M. Calhoun aborde avec la même franchise la question de l'esclavage, et il essaie de prouver, par des chiffres d'une exactitude fort contestée, que la liberté est plus fatale aux noirs que la servitude, et qu'elle a pour conséquence leur dégradation physique et morale; puis il conclut sans hésiter de la façon suivante : « L'expérience a prouvé que les rapports existant actuellement dans les états à esclaves entre le blanc et le noir, et d'après lesquels l'un est soumis à l'autre, s'accordent bien avec la paix et le salut de tous deux, et avec un grand développement de bonheur pour la race inférieure; et cette même expérience a prouvé que les relations que la Grande-Bretagne cherche à substituer aux anciens rapports dans ce pays et ailleurs auraient pour résultat, sinon de faire disparaître la race inférieure par les complots auxquels elles donneraient naissance, au moins de la réduire aux dernières extrémités de la corruption et du malheur. En envisageant ainsi la question, on peut assurer que ce qu'on appelle l'esclavage est en réalité une institution politique essentielle à la paix, à la sûreté et à la prospérité des états de l'Union dans lesquels elle existe. »

Il est impossible d'être plus clair et plus net, et le parti démocratique dans ses plus mauvais jours, alors qu'il massacrait l'infortuné Lovejoy et qu'il ensanglantait les rues de New-York et de Boston, est rarement allé aussi loin que M. Calhoun : les organes les plus exaltés de ce parti faisaient appel aux passions populaires, mais je ne sais si l'on trouverait dans leurs colonnes une apologie aussi audacieuse et aussi calme de l'esclavage. Ce n'est même pas une apologie, c'est la glorification d'un crime anti-social. Malheureusement ces prin-

cipes sont devenus prédominans dans le sud, et le code de Lynch y ferme la bouche à tout contradicteur. S'il arrive que, par des concessions de places, et en invoquant une alliance consacrée depuis longues années et cimentée par la communauté de principes, M. Calhoun réussisse à enlever à M. Van Buren l'appui des démocrates du nord, il pourra devenir président ou faire élire M. Tyler, ce qui reviendrait au même. En effet, en associant le nom de M. Tyler au sien dans sa lettre à lord Aberdeen, M. Calhoun lui a fait passer le Rubicon; le président ne peut se séparer de M. Calhoun sans se condamner à un entier isolement et ruiner ce qu'il peut conserver d'espérances. En attendant, M. Calhoun a déjà obtenu le résultat qu'il avait en vue, celui de placer dans une position fausse et de compromettre vis-à-vis d'une partie de leurs amis les deux hommes qui avaient le plus de chances d'être élus, M. Van Buren et M. Clay.

Les whigs ont pour M. Van Buren une haine qui n'a d'égale que leur mépris; cela se comprend jusqu'à un certain point de la part d'adversaires politiques; malheureusement pour M. Van Buren, il ne jouit pas non plus d'une très grande considération dans son propre parti. On lui reproche surtout de manquer de principes arrêtés, ou plutôt de n'en avoir pas du tout, et de se laisser guider en tout par une ambition effrénée et peu scrupuleuse. Sa vie politique a été d'une mobilité extrême : il a débuté dans le parti démocratique sous les auspices de Madison, et le quitta bientôt pour Clinton, son antagoniste, qu'il abandonna à son tour. Plus tard, on le vit hésiter entre M. Adams et M. Jackson, et c'est quand il eut perdu tout espoir d'arriver jamais au premier rang dans le parti whig, qu'il se décida pour le général Jackson, auprès duquel sa souplesse, sa flexibilité, ses flatteries, lui donnèrent un avantage marqué sur M. Calhoun. C'est un homme froid, impassible et dissimulé, mais qui sait devenir caressant au besoin, d'un talent de parole assez remarquable, d'un esprit délié et fécond en ressources, mais porté vers les moyens détournés, et connaissant à fond toute la stratégie parlementaire. Ses doctrines politiques n'ont rien de tranché, il n'est point partisan décidé de l'esclavage, son opinion est subordonnée aux besoins du moment. C'est ainsi qu'en 1836, lorsqu'il fut appelé comme vice-président à départager le sénat au sujet de l'admission de l'Arkansas, il vota, quoique d'avis contraire, pour l'admission, afin de ne pas perdre les suffrages du sud, qui le portait alors à la présidence, et maintenant il se déclare contre le sud.

M. Clay est tout l'opposé de M. Van Buren. Sans parens, sans amis, il a refait deux fois sa fortune, et n'a jamais interrompu sa carrière po-

litique. Depuis vingt ans, il est au premier rang dans le parti whig, il combat sans relâche et sans faire jamais la moindre concession. C'est un esprit entreprenant et sagace, un caractère énergique et décidé. Il a les défauts de ses qualités, son courage devient quelquefois de la témérité, et sa fermeté de l'obstination; il a porté jusqu'à la prodigalité la négligence de ses intérêts personnels. Toutefois, par la décision de son caractère, la fécondité de son esprit, sa fidélité scrupuleuse à ses engagemens, et son dévouement entier à ses amis, il est arrivé à exercer sur les whigs un empire absolu : il les mène au combat comme une troupe bien disciplinée, et c'est à lui qu'ils doivent de s'être relevés de leurs défaites. C'est un admirable chef de parti et un orateur éminent : il parle avec une autorité et une chaleur entraînante; Bolivar faisait lire ses discours devant l'armée chaque fois qu'il livrait bataille. Mais M. Clay est surtout remarquable comme *debater*, c'est-à-dire comme sachant engager, conduire et soutenir une discussion; c'est par là qu'il est supérieur à M. Webster lui-même, le plus grand orateur de l'Amérique, mais qui a besoin d'être excité, d'être traîné à la tribune, et saisi d'une émotion profonde pour atteindre à toute la puissance de son talent.

C'est entre ces deux hommes, fort supérieurs tous les deux à M. Tyler, que le débat sérieux pour la présidence se serait engagé, si la question du Texas n'était venue se jeter à la traverse. Aussitôt qu'elle a été soulevée, de toutes parts on a voulu connaître l'opinion des deux candidats, et aucun d'eux ne pouvait se prononcer sans s'exposer à mécontenter une partie de ses amis. M. Van Buren a été élu une première fois par les hommes du sud unis aux démocrates du nord : les hommes du sud sont en grande majorité partisans de l'annexation; il n'en est pas de même des gens du nord, même des démocrates. Les gens du sud ont fait des concessions aux démocrates pour obtenir l'appoint qui leur donne la majorité; mais si l'annexation du Texas leur assure la majorité d'ici à quelques années, feront-ils les mêmes concessions à des alliés inutiles? n'en profiteront-ils pas pour faire rapporter le tarif sans s'inquiéter des manufactures de New-York ou de l'Ohio, ou pour prendre toute autre mesure qui leur conviendra et qui sera fatale à l'industrie du nord? Si le joug du sud est déjà pesant, ne deviendra-t-il pas bien plus rude, et ne vaut-il pas mieux rester maître d'obtenir toujours une faveur par la menace d'une défection? Ce sont là les idées qui prédominent parmi les démocrates du nord : ils se résigneraient à l'annexation s'il le fallait absolument, si la cause démocratique ne pouvait être sauvée qu'à ce prix; mais ils

voudraient faire acheter cette concession le plus cher possible, ils la gardent comme un dernier enjeu : l'accorder maintenant leur paraît un sacrifice trop grand et prématuré. M. Van Buren s'est donc trouvé entre ses amis du nord et du sud; lesquels sacrifier? Se prononcer pour l'annexation immédiate, c'était perdre l'appui des démocrates de l'Ohio, de la Pensylvanie, peut-être même de New-York, son propre état, et cela pour n'avoir pas, même aux yeux des gens du sud, le mérite de l'initiative qui resterait à M. Tyler. En outre, M. Tyler, citoyen de la Virginie, l'emporterait toujours dans cet état sur M. Van Buren; M. Calhoun, pour les mêmes raisons, dispose des deux Carolines et de la Géorgie. M. Van Buren espérait que, quelle que fût sa décision, l'Alabama lui resterait fidèle, grace à l'influence de M. King, et la Louisiane, grace au général Jackson. Dès-lors il ne restait plus à choisir qu'entre les votes du Mississipi, de l'Arkansas, et ceux des puissans états du nord, l'Ohio, New-York et la Pensylvanie. Le choix n'était pas douteux, et M. Van Buren se détermina enfin à se prononcer avec les états du nord contre l'annexation, mais il hésita long-temps à déclarer ses sentimens. La presse démocratique du nord gardait en général le silence pour ne pas mettre à découvert la désunion du parti, et M. Van Buren se taisait également pour laisser amis et ennemis dans le doute; seulement, il faisait répandre en Virginie le bruit qu'il était favorable à l'annexation. Les élections de la Virginie ayant tourné contre lui, il s'est décidé enfin : on se lassait de son silence; ses adversaires s'étaient depuis long-temps prononcés, il était impossible de différer plus long-temps. Le journal officiel du parti démocratique, *le Globe* du 29 avril 1844, publia une lettre datée du 20, et postérieure par conséquent à la signature du traité. Cette lettre était adressée à M. Hammet, membre du congrès pour l'état du Mississipi, en réponse au désir manifesté par lui de connaître « les opinions de M. Van Buren sur la constitutionalité et la convenance d'annexer *immédiatement* le Texas aux États-Unis, aussitôt que le Texas aura consenti à cette mesure. » La lettre de M. Van Buren n'occupe pas moins de six colonnes des immenses journaux américains; aussi n'essaierons-nous même pas d'en rien extraire. Elle est fort habile; seulement M. Van Buren, selon sa coutume, cherche à dissimuler sa véritable pensée et à ne mécontenter personne. On voit, par le titre même de sa lettre, qu'il affecte de ne pas mettre en doute la convenance de l'annexation elle-même, mais de l'annexation *immédiate*, et de ne regarder la question que comme une question d'opportunité, et encore, après une longue série d'argumens pour et

contre, il arrive à cette conclusion peu précise que, dans certaines éventualités (*in certain emergencies*), il agirait d'une façon, et suivrait une tout autre conduite dans d'autres circonstances. Au milieu des mille détours et de tous les ambages de ce long verbiage équivoque, on finit par entrevoir que M. Van Buren est opposé à l'annexation immédiate; mais il pense que l'état des choses peut facilement changer, au point d'affaiblir et peut-être de détruire entièrement toutes les objections (*perhaps obviate entirely all objections to it*). La principale de ces objections, c'est que l'annexation entraînerait une guerre avec le Mexique, et pourrait jeter la perturbation dans les rapports des États-Unis avec les nations étrangères. Quant à la légitimité constitutionnelle de la mesure, elle ne fait pas pour lui l'ombre d'un doute, « s'il n'y a rien dans la situation ou la condition du *territoire* du Texas qui puisse rendre désavantageuse son admission ultérieure dans l'Union comme un nouvel état. » Remarquez encore ce mot de territoire, qui est une concession faite à ceux qui regardent déjà le Texas comme une partie de l'Union. M. Van Buren ajoute que, s'il venait à être chargé de la lourde responsabilité de la présidence, et si la question se présentait alors, il l'aborderait avec un sincère désir de lui donner la solution qu'il croirait la plus propre à activer et à assurer le bonheur du pays tout entier. Il croit, en somme, que la question aurait besoin d'être soumise au peuple, et si le peuple se déclarait pour l'annexation, et que lui-même devînt président, il croirait alors de son devoir d'accomplir la mesure. Rien n'est moins clair, comme on voit, que les six colonnes où M. Van Buren développe ou plutôt enveloppe son opinion. Les adversaires de la mesure trouveront qu'il est beaucoup trop disposé à céder, et son système dilatoire, qui ne repose que sur les motifs allégués avant lui par M. Clay, ne satisfera nullement l'impatience des gens du sud ni les détenteurs des fonds texiens, quelque part qu'ils se trouvent, qui ont intérêt à voir la dette du Texas mise à la charge des États-Unis. M. Van Buren ne contentera ni l'une ni l'autre section de son parti, et s'il conserve ses amis du nord, ceux du sud l'abandonneront pour M. Calhoun ou M. Tyler.

M. Clay est à peu près dans la même position que M. Van Buren. Se déclarer pour l'annexation, c'est perdre l'appui du nord, et ruiner ses propres espérances; c'est bien plus encore, car M. Clay sacrifierait ses espérances à ses principes, c'est rompre avec son propre parti. D'un autre côté, M. Clay ne peut pas condamner l'annexation en principe et la repousser absolument, parce qu'il n'est point assez fort pour se passer de l'appui du Tennessée et du Kentucky, où il compte ses par-

tisans les plus chauds et les plus actifs, et où la cause texienne a toujours été populaire : c'est de là que sont sortis les premiers colons du Texas, et que sont parties les bandes qui ont enlevé ce pays au Mexique. On avait cherché à lui éviter l'embarras de se prononcer en mettant en avant son lieutenant, M. Webster. Celui-ci, qui n'avait rien à perdre, se déclara très nettement, dès le mois de janvier dernier, contre le principe même de l'annexation, contestant à la fois la légalité et l'utilité de la mesure. Cependant M. Clay est un homme trop loyal et trop sincère pour s'accommoder de la dissimulation, et à la première nouvelle du traité, il fit connaître son opinion par une lettre adressée au *National Intelligencer* (le *Moniteur* de l'Amérique). Par les raisons que nous avons données, il n'ose condamner en principe l'annexation, et se retranche, comme son rival, dans un système dilatoire; mais il est beaucoup plus précis et plus net que M. Van Buren. Il s'excuse de ne s'être pas expliqué plus tôt, à cause de sa longue absence et du désir qu'il avait de ne pas ajouter inutilement un nouveau sujet de fermentation à ceux qui agitaient l'opinion publique; puis il blâme énergiquement l'espèce de surprise faite au congrès par le gouvernement : « Je savais, dit-il, que les possesseurs de terres au Texas, les détenteurs de fonds texiens, et les spéculateurs sur ces fonds, s'occupaient activement de hâter l'accomplissement de l'annexation. Toutefois je ne croyais pas qu'une administration américaine s'aventurerait jamais jusqu'à une mesure si grave et de si haute conséquence, non-seulement en l'absence d'aucune manifestation générale de l'opinion publique, mais en directe opposition avec l'expression ferme et décidée de la désapprobation nationale. Il paraît que je m'étais trompé. A l'étonnement de toute la nation, on nous apprend maintenant qu'un traité d'annexation vient d'être conclu, et qu'on va le soumettre à l'examen du sénat. Les motifs qui me faisaient garder le silence ne subsistent donc plus, et je crois de mon devoir de soumettre au public, pour ce qu'elles valent, mes vues et mon opinion sur cette question. »

M. Clay ne condamne pas le principe de l'annexation; mais il voudrait qu'elle pût se réaliser avec l'assentiment général des citoyens, sans faire soupçonner le caractère national, sans provoquer une guerre étrangère, sans danger pour l'intégrité de l'Union, enfin, sans donner pour le Texas un prix déraisonnable. Une concession accompagnée de telles restrictions n'a rien qui puisse alarmer les whigs. M. Clay fait ensuite l'historique de la question, et il établit que l'annexation ne peut avoir lieu sans que les États-Unis assument sur eux la guerre actuelle entre le Texas et le Mexique; que le président n'a pas le droit

d'entraîner ainsi l'Union dans une guerre; que cette guerre peut être plus dangereuse qu'on ne croit, si le Mexique trouve des alliés en Europe; enfin, qu'elle serait souverainement injuste, le Mexique n'ayant jamais abandonné ses droits sur le Texas. « Je ne crois pas que la faiblesse d'un pays puisse, dans aucun cas, être pour nous un motif de nous engager dans une guerre ou d'en mépriser les maux. L'honneur, la bonne foi et la justice nous obligent envers les faibles aussi bien qu'envers les forts. Et si un acte d'injustice devait être accompli envers une puissance, il serait plus compatible avec la dignité de la nation, et, à mon sens, moins déshonorant de le commettre envers un état puissant..... Supposez que la Grande-Bretagne et la France, ou l'une des deux, prennent parti pour le Mexique, et déclarent dans un manifeste que leur but est d'assister un allié faible et sans appui, pour arrêter l'esprit d'envahissement et l'ambition d'une république déjà trop accrue et qui cherche de nouvelles acquisitions; de maintenir l'indépendance du Texas à côté de celle des États-Unis; enfin, d'empêcher la propagation de l'esclavage : — quel serait l'effet de semblables déclarations sur l'opinion du monde impartial et éclairé? »

M. Clay subordonne donc tout au consentement du Mexique; puis, en supposant ce consentement obtenu, il fait encore dépendre l'annexation du vœu unanime de la nation : il ne croit pas permis d'ajouter de nouveaux membres à l'Union contre le vœu d'une partie des anciens. Il n'admet pas comme motif légitime la nécessité de maintenir l'équilibre entre les états, car elle justifierait l'envahissement successif de toute l'Amérique; il s'appuie des déclarations du ministère anglais pour traiter de fables les vues ambitieuses qu'on prête à l'Angleterre, et il croit que l'avenir le plus désirable pour l'Amérique du Nord, c'est d'être partagée en trois républiques, le Canada, les États-Unis et le Texas, qui se balanceraient et se défendraient mutuellement contre la tyrannie. Enfin il termine cette longue lettre par une conclusion fort peu équivoque : « Mon opinion peut se résumer en peu de mots : je considère l'annexation du Texas dans le moment actuel, sans le consentement du Mexique, comme une mesure qui compromet le caractère national et nous entraîne à coup sûr dans une guerre contre le Mexique et probablement avec d'autres puissances, dangereuse pour l'intégrité de l'Union, hors de propos dans la situation financière actuelle du pays, et nullement appelée par une manifestation générale de l'opinion publique. » M. Clay, pas plus que M. Van Buren, n'a réussi à satisfaire tout le monde. Le tiers-parti, c'est-à-dire les abolitionistes, lui reprochent de n'avoir pas attaqué le

principe même de l'annexation, bien que les conditions qu'il met à l'annexation équivalent à une condamnation absolue, et que sa conclusion ait dû rassurer tous les whigs, qui ne sauraient sans exigence lui demander davantage. Ses amis du sud au contraire n'ont pas lieu d'être satisfaits. Toutefois, M. Clay a sur M. Van Buren cet avantage qu'il est citoyen du Kentucky, et que son élection y est une affaire d'amour-propre national. En outre, il est homme du sud, il a de nombreuses relations dans tous les états à esclaves, il est propriétaire d'esclaves lui-même; c'est lui qui a fait autrefois les premières démarches pour l'acquisition du Texas. Comme il n'a pas condamné le principe même de l'annexation, on peut espérer qu'il subirait la mesure, si elle lui était imposée par la majorité des chambres. Enfin on avait prévu sa résolution; c'était pour lui une nécessité de position, et l'on ne peut l'accuser d'avoir trompé l'attente de ses amis. Il est donc possible que M. Clay, tout en se prononçant plus nettement que M. Van Buren contre l'annexation, perde moins de voix que lui dans le sud.

Quel est maintenant le sort probable du traité soumis à l'approbation du sénat? L'adoption de ce traité nous paraît impossible, et M. Tyler, en l'adressant au sénat, ne devait pas s'abuser sur le résultat. S'il n'avait fallu que la simple majorité, M. Tyler aurait pu espérer qu'en agissant activement auprès des whigs du sud, on pourrait les décider à se réunir pour une fois aux démocrates; mais il faut les deux tiers des votes, et les whigs ont la majorité dans le sénat. Il paraît même que plusieurs démocrates, MM. Allen, Tapper, Benton, peut-être même MM. Wright et Fairfield, se sont prononcés contre le traité, et qu'un seul whig, M. Henderson, du Mississipi, a manifesté l'intention de l'appuyer. Il est donc probable que le traité sera déposé sur le bureau, c'est-à-dire ajourné indéfiniment, et peut-être même rejeté à une assez forte majorité. Dans ce cas, le président pourrait encore le faire reprendre par un des représentans de son parti comme une proposition individuelle; pourtant, s'il a contre lui une forte majorité dans le sénat, il ne l'osera pas. D'ailleurs, je l'ai dit, il n'espérait pas faire passer le traité cette année; il voulait seulement obliger ses adversaires à se prononcer et faire de cette question la question décisive pour les élections qui vont commencer. Or, son but est aujourd'hui complétement atteint.

Quel sera le résultat de ces élections? c'est ce que nul ne peut prévoir encore. M. Clay aurait eu de belles chances, si la question du Texas n'avait surgi tout à coup : sa lettre lui fera perdre bien des suffrages au sud; d'un autre côté, elle lui attachera plus que jamais tous les whigs,

et lui acquerra peut-être, au nord, les suffrages de tous ceux qui sont opposés à l'annexation, même dans le parti démocratique. En outre, il ne faut pas se dissimuler que la question du Texas est venue se joindre à des questions fort épineuses, celle du tarif, celle des banques, etc., et que la fermentation, qui était déjà fort grande, est devenue extrême. Bien des gens en sont sérieusement alarmés et penseront peut-être que le caractère ferme et décidé et la haute intelligence de M. Clay conviennent mieux à un temps de crise que les petites roueries diplomatiques de M. Van Buren, et la médiocrité insignifiante de M. Tyler, même sous la férule de M. Calhoun. Les élections d'états qui se sont déjà faites s'annoncent favorablement pour les whigs. Le Connecticut, où les démocrates avaient eu aux dernières élections une supériorité décidée, a élu tous les candidats whigs à une immense majorité. Les whigs ont également eu la majorité dans le Rhode-Island; ils sont certains de l'emporter dans le Massachusets, dont la législature vient de renouveler sa pétition sur la modification de la loi électorale, et de voter les résolutions les plus énergiques contre l'annexation. Enfin, dans la Virginie elle-même, les whigs, contre toute attente, ont obtenu une légère majorité, et les démocrates élus appartiennent au parti de M. Tyler. Le résultat des élections de New-York et de l'Ohio décidera du sort de M. Clay. En attendant, la convention préparatoire de Baltimore l'a choisi à l'unanimité pour candidat des whigs à la présidence, et, selon l'usage, on a pris par compensation un homme du nord pour candidat à la vice-présidence; le choix est tombé sur M. Frelinghuysen, de l'état de New-Jersey.

Rien n'est plus singulier que la position de M. Van Buren et ne montre mieux l'extrême mobilité des partis et de toutes choses en Amérique. Il y a six mois, il se croyait sûr de la présidence; ses amis reprochaient hautement à M. Tyler de n'être qu'*un accident* et d'occuper la place qui était due à leur chef. M. Tyler, repoussé par les whigs, avait cherché, sans trop de succès, parmi les démocrates des hommes qui n'eussent pas d'engagemens étroits avec M. Van Buren, et tous ceux de ses ministres qui n'étaient pas ses amis personnels faisaient bon marché de sa candidature. Maintenant M. Van Buren paraît impossible, et nous avons dit pourquoi. D'un autre côté, le parti démocratique se condamnera-t-il lui-même à une défaite en se divisant? Les amis de M. Van Buren ont affecté de regarder la nomination de M. Wilson Shannon, ministre au Mexique, et surtout celle de M. King, ministre à Paris, comme une avance faite par M. Calhoun à M. Van Buren; d'autres n'y ont vu qu'un moyen d'écarter au moment

des élections deux hommes influens et considérés, de leur donner à la fois un prétexte honorable pour laisser succomber M. Van Buren, et une compensation pour la défaite de leur parti. M. Scott, M. Benton, le général Cass, ont renoncé à se mettre sur les rangs. M. Calhoun fera-t-il élire M. Tyler dans l'espoir de lui succéder, ou bien, dans la crainte d'un troisième mécompte, voudra-t-il recueillir lui-même le fruit de son œuvre, au risque de perdre les voix démocratiques de la Virginie acquises à M. Tyler? Nous avons vu qu'il pouvait compter sur un grand nombre de voix au sud, et que l'appoint des démocrates du nord pouvait lui donner la majorité. Malheureusement ceux-ci ne paraissent pas tous favorablement disposés pour l'annexation. Dans le courant du mois de mars, la question du Texas fut introduite incidemment dans la chambre des représentans. M. Holmes, de la Caroline du sud, dit en se tournant vers les bancs des démocrates : « Je regarde les votes de ce côté de la chambre comme tous acquis à l'annexation. » Il fut accueilli par une explosion de rires qui pouvait n'avoir d'autre but que de dissimuler la secrète mauvaise humeur que cause aux démocrates le ton impérieux des hommes du sud à leur égard, mais qui pouvait indiquer aussi un commencement de défection. La convention préparatoire de Baltimore fera peut-être connaître le choix définitif du parti; je dis peut-être, car, les whigs ayant triomphé d'avance de la division qui ne devait pas manquer d'éclater dans la réunion des démocrates, ceux-ci pourront bien ne pas vouloir leur donner cette satisfaction. S'ils ne parviennent réellement pas à s'entendre, ils chercheront à déguiser la division du parti, en réunissant par une manœuvre déjà plus d'une fois employée tous leurs suffrages sur un homme insignifiant; et pendant que les whigs tourneront leurs attaques contre ce candidat improvisé, les meneurs du parti emploieront le temps qui restera à une dernière tentative de conciliation. Le bruit a couru aussi que, pour trancher toutes les questions de personnes, les démocrates avaient l'intention de n'exposer aucun de leurs chefs à une défaite, de laisser le champ libre à M. Clay, mais d'organiser contre son administration une opposition formidable dont l'annexation deviendrait le drapeau, et de porter M. Calhoun à la présidence aux élections de 1848. Lequel de ces plans adopteront-ils? C'est ce que l'avenir nous apprendra (1).

Une seule chose est certaine, c'est que, si les démocrates l'empor-

(1) Les derniers journaux américains nous ont appris l'élection de M. Polk à la candidature du parti démocratique. M. Polk ne s'est fait remarquer jusqu'ici que par son attachement personnel au général Jackson.

tent dans la lutte pour la présidence, l'annexation sera remise immédiatement sur le tapis, et, après une résistance désespérée, le nord finira par la subir. Si M. Clay l'emporte, la question sera momentanément ajournée, mais elle ne tardera pas à être soulevée de nouveau, et après bien des luttes, le sud finira par l'arracher au nord, comme tant d'autres mesures, en menaçant de tout pousser à l'extrême. Tous les intérêts du sud sont engagés dans cette question, et je n'entends pas parler ici des détenteurs de fonds texiens, qui ne désirent l'annexation que pour voir les États-Unis garantir leurs créances, ni même des sommes immenses que les gens du sud ont englouties dans les spéculations sur les terres du Texas : je parle des intérêts généraux des états du sud.

Si le Texas demeure indépendant, une barrière infranchissable arrêtera le développement de ces états et mettra le Mexique à l'abri de leurs envahissemens. Il sera impossible d'obtenir jamais du Mexique ce qu'il a toujours refusé jusqu'à présent, un traité pour la restitution des esclaves fugitifs. Le sud sera condamné à rester éternellement placé entre deux terres libres, à la merci de chacune d'elles. L'œuvre de quinze années d'intrigues sera détruite, car à quoi bon arracher le Texas au Mexique pour ne pouvoir le prendre? On aura perdu toute chance de le conquérir dans une guerre, on aura reculé plutôt qu'avancé. La séparation du Texas d'avec le Mexique n'était utile que comme acheminement à sa réunion aux États-Unis. Voilà pourquoi, pendant que Samuel Houston et Stephen Austin préparaient tout pour un soulèvement, le grand publiciste du parti démocratique, H. Benton, publiait, sous les pseudonymes d'Americanus et de La Salle, ses fameux *essais* sur la nécessité d'acquérir le Texas, essais que la presse du sud reproduisait à l'envi; voilà pourquoi l'administration de Jackson faisait des efforts désespérés pour obtenir du Mexique la cession d'un territoire si désiré. La population du sud étouffe dans les limites de plus en plus étroites où la resserre le développement des états du nord, et pour qu'elle puisse s'étendre sans renoncer à ses habitudes, à ses mœurs, à ses institutions particulières, il faut qu'elle envahisse le Texas. Un autre intérêt en souffrance exige aussi cette acquisition, un intérêt dont la presse du sud prend la défense sans rougir, et qui est une tache pour la démocratie américaine : c'est le commerce des esclaves. L'élève et le trafic des esclaves sont devenus un commerce lucratif, et qui se fait sur une grande échelle; or, maintenant les états du sud ont plus d'esclaves qu'il ne leur en faut, et la traite, qui a repris vigueur, fait aux spéculateurs une concurrence chaque jour plus

désastreuse. Il est donc urgent d'ouvrir un nouveau marché à ce commerce; il faut que le Texas soit colonisé par des propriétaires d'esclaves, il faut que l'esclavage n'y soit jamais aboli. Le prédécesseur de M. Calhoun, M. Upshur, ne craignit pas de dire en plein sénat que, quand la Louisiane interdit l'introduction de nouveaux esclaves dans son territoire, il y eut, le jour même où la nouvelle arriva, baisse de 25 pour 100 dans le prix des esclaves en Virginie, et que ses calculs le portaient à croire que l'annexation du Texas produirait au contraire une hausse de 50 pour 100 dans tout le sud. Il appelait cela un argument en faveur de l'annexation; mais l'argument que les gens du sud mettent le plus souvent et le plus volontiers en avant parce que leurs adversaires ne peuvent lui refuser une apparence de raison, c'est la nécessité de maintenir l'équilibre entre les deux parties de l'Union. « Faut-il donc, disait récemment au congrès M. Wise de la Virginie, faut-il donc que les états à esclaves soient arrêtés net sur les rives de la Sabine et voient un immense accroissement de territoire et de population dévolu aux états du nord? Maintenant les deux partis ont dans le sénat 26 voix contre 26, mais demain l'équilibre peut être rompu. Si l'Iowa est ajouté d'un côté, la Floride le sera de l'autre; là s'arrêteront les compensations. Admettez un nouvel état au nord, et voilà l'équilibre rompu, non pour un jour, mais à jamais; et le sud s'arrêterait à la Sabine, tandis que le nord pourrait se répandre en liberté jusqu'au-delà des montagnes Rocheuses, et emporterait en sa faveur le plateau de la balance! »

En effet, le territoire de Wisconsin grandit rapidement et pourra bientôt réclamer son admission dans l'Union; les gens du sud affectent de ne demander l'annexation du Texas que comme une compensation de l'admission du Wisconsin. Pourtant le territoire de Wisconsin est limité, le Texas est immense; le congrès texien, en 1836, s'est adjugé de sa propre autorité plusieurs des provinces du Mexique, et, entre les mains des hommes du sud, ces incroyables prétentions deviendront des droits incontestables. Il est donc évident que le Texas sera divisé en plusieurs états, et cela dans un avenir très prochain, parce que la population s'y accroît avec une extrême rapidité, et les nouveaux états enfantés par le sud lui donneront dans le congrès une réelle supériorité. Si le Texas reste indépendant, c'en est fait à jamais de la suprématie du sud; l'annexation, au contraire, c'est l'empire et pour longtemps.

Avec de semblables motifs pour désirer l'annexation, on peut être certain que les hommes du sud l'obtiendront, car ils ne reculeront

devant aucune extrémité : ils feraient plutôt la conquête du Mexique tout entier, en dépit du gouvernement fédéral. Aussi les deux chefs du parti du sud, M. Holmes, de la Caroline du sud, et M. Payne, de l'Alabama, disaient-ils publiquement, il y a quelques semaines, dans la chambre des représentans, que le sud désirait avoir le Texas avec l'union, et que, s'il ne pouvait l'obtenir, il aurait alors le Texas sans l'union. Et ce n'est pas là une vaine menace; la séparation rencontrerait sans doute au sud une forte minorité, mais elle aurait lieu, car, comme je l'ai déjà dit, l'union n'est pas populaire au sud : c'est un préjugé passé en principe qu'elle est défavorable et funeste aux véritables intérêts des états du sud. Les whigs le savent; aussi, après avoir long-temps reculé, finiront-ils par faire le compromis le plus avantageux possible. D'ailleurs la multitude, qui n'apprécie que difficilement les raisons politiques, se laissera toujours prendre aux idées d'agrandissement, de conquête et de richesse, et la cause de l'annexation, habilement exploitée, peut devenir un jour aussi populaire au nord qu'au sud, surtout si l'on sait alarmer la jalousie nationale et envenimer la question par la supposition d'une rivalité avec l'Angleterre.

III.

Maintenant, quelles seront pour l'Union les conséquences de l'annexation du Texas? Il y a, je le crois, dans l'adjonction de ce vaste plateau qui domine le Mexique, toute une révolution pour les États-Unis. Un des premiers résultats de l'annexation sera d'accumuler plus rapidement que jamais la population africaine sur les bords du golfe du Mexique. Cette population y affluera d'autant plus qu'une immense quantité de terres propres à la culture du tabac, de la canne et surtout du coton, s'étendent sur le littoral du Texas; terres vierges encore, qui promettent à ceux qui les exploiteront les premiers les plus magnifiques récoltes. La tentation est déjà tellement irrésistible, que les Américains vont s'établir en foule au Texas, au prix même de leur nationalité. Il y a huit ans à peine que l'Arkansas a été admis dans l'Union; le tiers à peine de son vaste territoire est suffisamment peuplé, et cependant la moitié au moins des habitans du Texas sont sortis de cet état. Et ce ne sont pas seulement de simples particuliers qui émigrent au Texas, mais des hommes considérables et tenant dans leur état un rang distingué. Le général Hamilton, qui a négocié le traité par lequel l'Angleterre a reconnu le Texas, a été gouverneur de la Caroline du sud. Plusieurs anciens membres du congrès ont aussi re-

noncé à leur titre de citoyen américain; dernièrement encore, un citoyen éminent de la Virginie, le général Ch. Fenton Mercer, a sollicité et obtenu du gouvernement texien deux concessions de terres, à la condition de s'y établir et de les coloniser. Aussi la population du Texas, qui en 1833 était d'environ vingt-deux mille ames, s'élève-t-elle en ce moment à environ trois cent mille, dont un tiers esclave. Quoique un grand nombre de ces esclaves aient été importés directement d'Afrique ou de Cuba, la plupart viennent cependant des États-Unis et surtout des anciens états à esclaves; si le Texas devenait partie intégrante de l'Union, on verrait sa population esclave s'accroître rapidement aux dépens de celle des états dont nous parlons. C'est ainsi que la Virginie, le Maryland, le Kentucky et même peut-être les deux Carolines, verront leur population dégager de son sein l'élément noir, qui y a moins de valeur que dans les terres situées plus au sud. Les cultures auxquelles se livrent les états à esclaves épuisent rapidement la terre, d'autant plus qu'il est impossible d'employer le système des jachères et d'alterner les semailles. En outre, l'esclave cultive mal et avec négligence : il se contente de retourner la terre à la surface, au lieu de la remuer profondément, comme il le faudrait quand elle a perdu sa première vigueur; il n'a ni la force, ni la patience, ni l'industrie nécessaires pour labourer comme on le fait en Europe; l'homme libre seul en est capable. Les états les plus anciennement colonisés, la Virginie, le Maryland, offrent une preuve frappante de ce fait; les terres n'y sont plus assez vierges pour soutenir le travail esclave, et les produits qu'elles donnent ne sont pas en rapport avec les frais d'entretien d'une multitude de nègres. Il en résulte que très souvent, à la mort d'un planteur, son héritier vend le mobilier et les bâtimens d'exploitation, et, abandonnant les terres paternelles, s'en va avec ses esclaves chercher au sud-ouest, dans l'Alabama, dans l'Arkansas, des terres à défricher que dans un siècle ses héritiers abandonneront à leur tour. Les terres ainsi délaissées demeurent en friche, puis se recouvrent peu à peu de forêts; l'on peut faire souvent quinze et vingt lieues dans le Maryland et en Virginie à travers de jeunes taillis qui recouvrent la place où étaient, il y a vingt-cinq ans, des plantations florissantes. La même chose a lieu, quoique sur une moins grande échelle, dans le Kentucky et les Carolines. Quant aux propriétaires qui répugnent à émigrer à cause de leur position ou de leur âge, beaucoup ont changé d'industrie; ils ne font cultiver la terre qu'autant qu'il est nécessaire pour la subsistance de la maison, et ils élèvent des esclaves pour les vendre ensuite dans les états situés plus au sud, où les esclaves ont une plus

grande valeur; et comme les mulâtres se vendent beaucoup mieux que les nègres, le libertinage est souvent pour ces propriétaires une spéculation lucrative. Cependant, comme c'est toujours la portion vigoureuse et jeune des esclaves que l'on vend, et que celle qui reste se reproduit beaucoup moins vite, ce commerce même, quelque odieux qu'il soit, a le salutaire effet de diminuer peu à peu la population esclave des états où il se fait. Ainsi, dans la période décennale de 1830 à 1840, le Maryland a vu sa population libre s'accroître de 9 pour 100, et sa population noire diminuer de 13 pour 100; dans la Virginie, la population libre s'est accrue de 7 pour 100, pendant que la population noire diminuait de 5 pour 100. Dans les Carolines, la période de 1820 à 1830 avait offert un accroissement considérable; de 1830 à 1840, la population est restée à peu près stationnaire, puisqu'elle n'a présenté qu'un accroissement de 2 à 2 1/2 pour 100, et l'on peut conjecturer que la période de 1840 à 1850 présentera une diminution assez forte sur la population esclave. Dans le Kentucky, celle-ci a encore augmenté d'une façon assez notable, mais hors de proportion avec l'accroissement de la race blanche. Ainsi, en 1840, le Kentucky comptait 17,000 esclaves et 70,000 blancs de plus qu'en 1830, et l'on peut croire que bientôt la population noire y restera stationnaire pour décroître ensuite. Au contraire, dans les états voisins du Texas, la Louisiane, l'Alabama, le Mississipi, les esclaves se sont accrus de 58, de 124 et de 197 pour 100. On peut donc déjà, par le calcul, arriver presque à déterminer l'époque où les états dont j'ai parlé, le Maryland, la Virginie et les Carolines, deviendront libres, n'auront plus avec les états du nord que des intérêts identiques, et rétabliront ainsi l'équilibre politique, qui serait d'abord gravement compromis par l'annexation du Texas. Déjà le Maryland est un état presque entièrement whig, et nous avons eu occasion de dire que, cette année même, les whigs, à une faible majorité il est vrai, l'avaient emporté en Virginie.

L'annexation ne changerait donc pas essentiellement la condition actuelle et la situation respective des deux parties de l'Union; mais, en donnant plus d'étendue à son territoire, elle rendrait les crises fédérales plus dangereuses, et l'on pourrait voir un jour aux prises le nord et le sud, si celui-ci, ne pouvant obtenir quelqu'une de ses demandes, ou en haine du parti abolitioniste, venait à briser le pacte fédéral. Ce qui fait la force de l'Union, ce qui en est l'élément modérateur, ce sont les grandes populations d'hommes libres qui occupent la partie supérieure de la vallée du Mississipi; ce sont eux qui interposent leur médiation entre les états de la Nouvelle-Angleterre et les

états du sud-ouest, et leur arrachent des concessions mutuelles. Ils tiennent au nord par le lien d'une origine commune et d'institutions semblables; ils ne voudront pas s'en détacher, et ne permettront pas d'un autre côté qu'il s'élève au sud une nouvelle confédération indépendante qui leur barrerait le chemin de la mer. Aucune considération ne les fera capituler là-dessus; communauté de langue et de mœurs, ancienne confraternité, tout cela sera immolé à ce qu'il y a de plus sacré pour l'Anglo-Américain, son intérêt, et cet intérêt exige qu'il conserve ou reprenne, fût-ce par la force des armes, la libre disposition du cours du Mississipi, des ports de Pensacola, de Saint-Augustin et de la Nouvelle-Orléans : et ainsi fera-t-il, quand il devrait, par une guerre fratricide, rejeter la population du sud sur les Florides et le Mexique. Il peut arriver un jour aux hommes du sud, pour les côtes du golfe du Mexique, ce qui est arrivé aux Anglais pour la Normandie et les provinces du littoral français. Ces provinces ont dû devenir et rester françaises, sans quoi la France n'aurait jamais atteint son légitime développement, et aurait étouffé entre l'Allemagne et l'Angleterre : les gens de l'Ohio et de l'Indiana ne sont pas plus disposés à laisser étouffer leur industrie entre les Alleghanys et les états du sud.

Comme question de politique extérieure, l'annexation du Texas a également une haute importance. Quoique l'envoyé mexicain, le général Almonte, ait signifié à M. Calhoun que, si le traité était ratifié par le sénat, il quitterait les États-Unis, et que son gouvernement regarderait cette mesure comme une déclaration de guerre, nous avons peine à croire que le Mexique entre en lutte avec les États-Unis, s'il n'a l'espoir d'être soutenu par l'Angleterre, et ce serait le Mexique qui aurait le plus à craindre d'une semblable guerre. Quand même il se résignerait à ce sacrifice, l'annexation ne serait pas moins funeste au Mexique : elle le livre tout entier aux Anglo-Américains, car il est évident qu'on lui arrachera l'une après l'autre ses meilleures provinces, comme on lui a arraché le Texas. Voici déjà plusieurs années que les Américains pensent à la Californie, qui, en augmentant le nombre des états du sud, aurait encore l'avantage de leur procurer des ports sur l'Océan Pacifique, et d'offrir aux baleiniers des états du nord des points de relâche dont ils ont besoin. En outre, dans le cas désormais assez probable du percement de l'isthme de Panama, la possession de la Californie permettrait aux Anglo-Américains de surveiller et même de commander la communication des deux Océans. Déjà plusieurs milliers de pionniers, au mépris des lois mexicaines, se sont introduits de vive force dans la Californie, et y ont formé des établissemens en dépit

des réclamations des autorités nationales. Bien plus, ils se sont mis à trafiquer des terres ainsi volées, et ils ont trouvé des acheteurs. C'est en un mot la répétition de ce qui s'est fait pour le Texas. Le gouvernement américain, loin de réprimer ces actes de brigandage, les appuie en secret. Ce n'est pas tout : en novembre 1842, un faux bruit se répandit au Chili que des difficultés graves étaient survenues entre l'Union et le Mexique, que la guerre s'ensuivrait probablement, et que le Mexique venait de céder une partie de la Californie à l'Angleterre. Aussitôt le commandant de l'escadre américaine qui croisait sur les côtes du Chili, sans instructions, sans ordre, sans demander aucun renseignement, fait voile vers Monterey, le principal port et la capitale de la Californie, et s'en empare en pleine paix. La ville fut restituée au Mexique, mais le gouvernement américain refusa de révoquer le commandant Jones, et la proposition d'une enquête sur sa conduite fut rejetée dans le congrès, tous les députés du sud ayant voté contre. Enfin on a prétendu qu'aussitôt après le traité du Texas, M. Calhoun avait proposé au Mexique un traité pour l'acquisition de la Californie. Le Texas d'ailleurs, tel que l'étendent arbitrairement les gens du sud, comprend les provinces du Nouveau-Mexique, de Tamaulipas et de Coahuila, c'est-à-dire près de la moitié de l'ancienne vice-royauté du Mexique. Il est donc évident que la population hispano-mexicaine, déjà insuffisante pour couvrir son vaste territoire, sera hors d'état de résister; qu'elle sera tôt ou tard refoulée dans l'isthme et remplacée par la race anglo-américaine. L'humanité, loin d'avoir à se réjouir de ce résultat, aura à en gémir. L'esclavage renaîtra sur une terre d'où il avait entièrement disparu, et la race africaine travaillera pour les nouveaux arrivés comme elle l'a fait autrefois pour les *conquistadores*. Grace au travail des esclaves, des sources métalliques qui paraissaient s'être taries se rouvriront tout à coup et couleront avec une nouvelle abondance sous la baguette magique de l'industrie anglo-américaine; mais ce sera au prix d'un crime social que cette prospérité sera achetée, et puisse l'Union n'avoir pas à regretter un jour d'avoir perpétué l'esclavage! L'annexation du Texas accomplie, il devient difficile de former aucune conjecture sur le sort futur de la race nègre en Amérique. Si le Texas était demeuré sous la domination mexicaine, c'est-à-dire s'il était resté un état libre, l'esclavage, par le progrès des états libres de l'Union, et par le changement qui s'opère dans les plus anciens des états à esclaves, se serait trouvé resserré dans un cercle de plus en plus étroit; on n'aurait point eu d'inquiétude sur le sort de la race blanche, et on aurait pu espérer qu'un jour les états du sud, dans

leur propre intérêt, seraient conduits à abolir l'esclavage. Maintenant il n'en sera plus ainsi : le nombre des états à esclaves dépassera celui des états libres, et si la race nègre, qui s'accroît déjà plus rapidement que les blancs au sud des États-Unis, conserve le même avantage au Mexique dans des conditions de climat encore plus favorables, les deux races seront peut-être un jour égales en forces, et laquelle triomphera dans la lutte? Liberté dans les îles, esclavage sur les bords du golfe du Mexique, voilà la destinée la plus prochaine de la race noire. Finira-t-elle par n'avoir plus partout qu'une même condition? la population des îles retombera-t-elle sous le joug? celle du continent arrivera-t-elle à la liberté? Nul ne le sait. L'Angleterre combat pour un principe, et l'Amérique pour l'autre; et, n'osant commencer la querelle, elles en sont encore à s'observer. En attendant, l'île de Cuba est là comme la Sicile entre Carthage et Rome; c'est là que s'établira la première lutte entre les deux principes. Une sourde fermentation y règne déjà, et se trahit de temps à autre par des complots. Les états à esclaves suivent d'un œil inquiet ce qui s'y passe, et nous pouvons citer à ce sujet des faits curieux et peu connus. Si les Anglo-Américains se montrèrent si soucieux de faire reconnaître par l'Espagne l'indépendance du Mexique, ce fut surtout dans la crainte de voir l'esprit de révolte gagner l'île de Cuba. Dans les instructions données en 1829 à M. Van Ness, ministre à Madrid, M. Van Buren lui recommande de demander la prompte reconnaissance de l'indépendance du Mexique, en insistant sur le danger que courrait l'île de Cuba par suite de la prolongation de la guerre. « Bien des considérations, dit-il, qui tiennent à une certaine classe de notre population, font attacher, par la partie méridionale de l'Union, la plus grande importance à ce qu'aucune tentative ne soit faite dans cette île pour secouer le joug de l'Espagne. Une tentative pareille aurait pour conséquence l'émancipation d'une nombreuse population d'esclaves dont l'affranchissement ne pourrait manquer d'avoir un grand retentissement sur les côtes voisines des États-Unis. » En novembre 1829, M. Van Buren apprit que le gouvernement mexicain, d'accord avec celui d'Haïti, avait formé un plan pour opérer une révolution dans l'île de Cuba; il écrivit à M. Butler, l'envoyé à Mexico, pour lui exprimer l'horreur que lui inspirait cette idée d'émanciper des esclaves, et lui dire que le gouvernement croyait de son devoir de prendre des mesures pour protéger les États-Unis contre l'introduction de cet esprit déplorable (*this baneful spirit*). Il lui recommandait de faire les plus fortes remontrances possibles contre le projet, et, au cas où elles échoueraient, de l'avertir promptement, pour que le gouver-

nement pût prendre des mesures énergiques. L'année dernière encore, sur le bruit qui courut que l'Angleterre offrait à l'Espagne de lui acheter Cuba, un député du sud, M. Ingersoll, s'écria que les États-Unis déclareraient la guerre à l'Angleterre plutôt que de permettre ce marché, et il fut couvert d'unanimes applaudissemens. Les états du sud, qui n'ont pas permis que l'on reconnût l'indépendance de Haïti, ne souffriront jamais que l'esclavage soit aboli dans l'île de Cuba, parce que cette île est l'asile de leurs nombreux négriers, qu'elle sert d'entrepôt pour les quinze ou vingt mille nègres qu'ils tirent chaque année d'Afrique, et surtout parce que là sont leurs postes avancés. L'Angleterre le sait bien; avec la sagacité de la haine, n'osant encore attaquer l'esclavage dans l'Union, elle agite sans relâche l'île de Cuba, et depuis dix ans y entretient, par ses intrigues et son argent, une extrême fermentation au moyen des nègres libres qui vont et viennent de la Jamaïque à Cuba.

L'antagonisme des deux politiques à l'égard de la race noire mettra tôt ou tard l'Angleterre aux prises avec les États-Unis, et, sans les embarras actuels de la première de ces puissances, la guerre pourrait éclater à propos du Texas. L'Angleterre a vu d'abord avec chagrin la révolte du Texas; elle a espéré long-temps que le Mexique rétablirait son autorité sur cette province, et ce n'est qu'en 1840 qu'elle s'est déterminée à reconnaître son indépendance. Une fois bien certaine que le Mexique ne pouvait reprendre le Texas, elle ne se montra pas difficile sur les conditions de la reconnaissance, trop heureuse de mettre un obstacle de plus aux projets des États-Unis, impatiens de s'incorporer le nouveau peuple. Lord Palmerston attachait une grande importance à cette mesure, et, pour s'en convaincre, il suffit de lire l'article qu'il fit publier à ce sujet dans l'organe le plus considérable du parti whig, dans la *Revue d'Édimbourg*. Cet article est écrit d'un bout à l'autre sur le ton le plus emphatique et le plus pompeux. On y présente le Texas comme un marché précieux pour les manufactures anglaises, comme une garantie contre la dépendance où se trouve l'Angleterre vis-à-vis du commerce de l'Union. Il est dur de voir de si belles espérances détruites tout à coup. Aussi, à la nouvelle du traité d'annexation, le *Morning-Post* n'a pu retenir un cri d'alarme : « *Nos relations extérieures*, a-t-il dit, *prennent l'aspect le plus effrayant.* » Le ministère anglais, interpellé dans le parlement, a refusé de s'expliquer, sur ce motif que le traité avait besoin de l'approbation du sénat; en réalité il voulait gagner du temps et n'osait prendre un parti. La presse anglaise a été moins prudente : depuis deux mois, elle se

déchaîne sans relâche contre M. Tyler et M. Calhoun. Nous n'avons point à nous occuper de cette polémique passionnée; nous signalerons seulement, à cause de leur importance, deux articles du *Times*, l'un du 15, l'autre du 20 mai. Le premier de ces articles, publié le jour même où la nouvelle arriva, n'est qu'une véhémente philippique contre les institutions, la politique et le gouvernement des États-Unis : il est impossible d'être plus amer et plus insultant; le second, sans être écrit d'un ton beaucoup plus modéré, fait l'historique de la question et la discute : il contient sans doute la pensée du gouvernement anglais. On conteste au Texas, d'après Wattel et Puffendorf, le droit d'aliéner son indépendance; on lui conteste jusqu'à cette indépendance même, quoiqu'elle ait été reconnue par l'Angleterre; enfin, une menace indirecte est faite au gouvernement des États-Unis. « Les Texiens ne sont pas libres, dit le *Times*, de renoncer à leurs droits de souveraineté sans faire réserve des engagemens qu'au nom de cette même souveraineté ils ont antérieurement contractés avec des états étrangers. Parmi les traités conclus jusqu'à présent par le Texas, il en est un qui peut mettre la question dans tout son jour : nous voulons dire le traité avec la Grande-Bretagne pour la suppression de la traite au moyen du droit mutuel de visite. Le Texas a fait solennellement toutes les concessions que les États-Unis sont encore fermement résolus à ne pas faire, et ces concessions, aussi bien que tous les autres engagemens du Texas envers des puissances étrangères, ne peuvent être détruites que du consentement de toutes les parties. Nous avons bien peur que, d'après les principes les plus incontestables du droit international, un traité par lequel tous les traités antérieurs sont d'un seul coup annulés, rompus, mis au néant, ne soit un *casus belli* suffisant. » Après avoir commenté avec amertume les différens articles du traité, le *Times* termine ainsi : « Il est difficile de traiter avec gravité ou patience cette manifestation des basses et honteuses passions qui se trahissent ici des deux côtés; mais, quels que puissent être les motifs du traité, et quelque probable qu'en soit le rejet, les questions qu'il a soulevées pour la première fois sont intimement liées avec la stabilité de l'Union américaine, la politique commerciale des États-Unis, et la *paix du monde.* »

Si l'on rapproche cet article de la déclaration faite par lord Aberdeen à M. Calhoun, que l'Angleterre emploierait tous ses efforts pour que le Mexique fît de l'abolition de l'esclavage la condition *sine quâ non* de la reconnaissance du Texas, on peut supposer que le ministre anglais à Mexico rendra impuissans les efforts du plénipotentiaire que M. Tyler

vient d'y envoyer; et quoique le rejet du traité puisse procurer un moment de relâche à lord Aberdeen, on comprend cependant que la guerre puisse sortir de cette affaire. D'ailleurs il n'y a pas seulement une question d'humanité en jeu. Que l'esclavage renaisse au Mexique et s'étende d'une mer à l'autre, l'Angleterre, bien qu'avec regret, en prendrait son parti, si ses intérêts commerciaux n'en souffraient pas; mais nous avons vu que l'annexation du Texas aurait pour conséquence l'envahissement successif de tout le Mexique par les Anglo-Américains. Or, il est peu de contrées avec lesquelles l'Angleterre fasse un commerce aussi lucratif; elle est seule en possession d'exploiter ce riche et malheureux pays. Les Français en sont maintenant écartés par la haine nationale; les Anglo-Américains en sont aussi presque entièrement exclus, et cela est pour eux un sujet de jalousie extrême. L'Angleterre se laissera-t-elle ravir un marché si avantageux? Son intérêt nous est un sûr garant du contraire; elle le défendrait contre tout droit et toute justice, à plus forte raison quand elle a le bonheur de trouver une fois sa cause d'accord avec celle de l'humanité.

Un autre intérêt est compromis par l'annexation. Quand la *Revue d'Édimbourg* faisait un si magnifique étalage du commerce que l'on pourrait faire avec le Texas, il est une considération sur laquelle elle se gardait bien d'appeler l'attention, mais à laquelle le gouvernement anglais avait sans doute songé. Supposez que le Texas devienne une république indépendante, animée d'un esprit de jalousie et d'hostilité contre les États-Unis, comme le disait la *Revue d'Édimbourg*, qui recommande d'y envoyer des colons anglais; supposez d'un autre côté que l'Angleterre transporte dans l'Orégon une partie de la population du Canada, et l'étende le long des montagnes Rocheuses jusqu'au Texas : voilà le développement des États-Unis à jamais arrêté, voilà l'approche de l'Océan Pacifique à jamais interdite à l'Union. Les Anglais se trouveraient, à bien moins de frais et avec moins de risques, avoir réalisé contre les Américains indépendans ce que les officiers français tentèrent inutilement le long des bords du Mississipi contre les colonies anglo-américaines. C'est là qu'est la véritable importance de la question de l'Orégon pour les États-Unis, car de ce côté l'Union n'a pas encore à craindre de voir l'espace lui manquer; l'Iowa et le Wisconsin n'ont que quelques milliers d'habitans; le Michigan lui-même est loin d'être peuplé, et de ses limites jusqu'au Missouri il y a place pour plusieurs millions d'hommes. L'Angleterre ferait les plus grandes concessions de territoire pour arriver à une limitation; mais ce que les États-Unis redoutent surtout, c'est la fixation d'une frontière : une fois que la ligne de limitation sera tracée, quand même elle serait

portée au-delà des montagnes Rocheuses, adieu tout espoir d'arriver à l'Océan Pacifique, ce rêve de tout Anglo-Américain! Aussi voilà vingt-cinq ans que les États-Unis aiment mieux s'engager à ne point coloniser l'Orégon que de conclure un traité définitif.

Enfin un dernier intérêt est compromis indirectement par l'annexation du Texas. Le motif qui fait désirer aux états du sud la possession du Texas fait désirer aux états du nord l'acquisition du Canada. On se souvient des secours multipliés que les Canadiens reçurent des États-Unis, et des efforts désespérés que dans l'affaire Mac-Leod les états du Maine et de New-York firent pour amener avec l'Angleterre une guerre dont la conséquence eût été la conquête immédiate du Canada. Si le Texas donne aux gens du sud une supériorité trop décidée, ceux du nord demanderont, avec la même chaleur que déploie aujourd'hui le sud, l'acquisition du Canada comme compensation à celle du Texas; et s'ils ne peuvent l'obtenir, ils le prendront de force. On connaît toute la faiblesse du lien qui rattache actuellement le Canada à l'Angleterre, et le Canada français n'a pas encore pardonné à celle-ci la révolution qu'elle a opérée dans sa législation.

On le voit donc, tous les intérêts de l'Angleterre sont compromis directement ou indirectement par l'annexation du Texas, et les explications que nous venons de donner feront comprendre le ton hostile et furibond de la presse anglaise, comme la réserve pleine d'anxiété du ministère tory. Quelle est, maintenant, la conduite que doit tenir la France dans le règlement d'une question qui, comme dit le *Times*, compromet la paix du monde? Aucun des intérêts matériels de la France n'y est sans doute engagé, mais il y a une question d'humanité qui réclame sa sollicitude. Représentée, d'ailleurs, par une politique ferme et prudente, la France pourrait exercer la plus haute influence, comme puissance médiatrice. La France ne doit pas souffrir que l'esclavage reparaisse sur une terre qui a été délivrée de cette souillure. Elle doit donc insister autant que possible pour que le traité qui vient d'être rejeté ne soit pas repris, ou au moins pour que le Mexique soit mis à l'abri des envahissemens ultérieurs des possesseurs d'esclaves. Comme, après tout, la cause de l'Angleterre est ici liée en partie à celle de la liberté, peut-être sera-il possible à la France de s'entendre avec l'Angleterre, et, tout en refusant de seconder ses vues passionnées et égoïstes, d'obtenir des États-Unis, de concert avec elle, garantie et sécurité pour l'indépendance du Mexique. Ce que l'Angleterre fera pour son commerce au nom de l'abolition de l'esclavage, la France le fera réellement et sincèrement pour la liberté.

A. Cucheval.

LE

THÉATRE MODERNE

EN ESPAGNE.

—

ALFONSO MUNIO,

TRAGEDIA EN CUATRO ACTOS, POR LA SENORITA DONA GERTRUDIS GOMEZ DE AVELLANEDA.

Le 22 mai 1835, la jeunesse lettrée de Madrid se prit d'un vif enthousiasme, qui bientôt se communiqua, dans la Péninsule, à tous les hommes d'élite. Don Angel de Saávedra, duc de Rivas, grand d'Espagne, aujourd'hui ambassadeur à Naples, venait de faire représenter le plus beau de ses drames, *Alvaro ò la Fuerza del Sino* (*Alvaro, ou la Force de la Destinée*) (1), et l'on s'apercevait enfin qu'il était possible encore d'avoir un théâtre vraiment national. La joie fut profonde, et il ne faut pas que l'on s'en étonne. L'ancien théâtre est pour l'Espagne le titre de gloire le plus durable. On enlèverait à la Péninsule ses musées, ses archives, ses bibliothèques; une armée nouvelle de Vandales ou de Maures brûlerait tous ses livres, tous ses manuscrits, toutes ses

(1) Littéralement : *Alvaro, ou la Force du Oui et du Non.*

chroniques : l'Espagne n'aurait pas tout perdu, si elle conservait son vieux et immortel répertoire dramatique; elle y retrouverait sûrement son histoire, sa religion, ses croyances, la tradition de ses mœurs et de ses habitudes, sa poésie lyrique et chevaleresque, sa bouffonne et sentencieuse philosophie. Que dès les premières années du XVIIIe siècle le théâtre soit déchu tout-à-fait en Espagne, cela est bien aisé à concevoir. L'ancien drame espagnol est mystérieux et terrible, tour à tour imposant et fécond en épisodes bizarres, comme la politique de ces rois qui, s'appuyant sur le saint-office, et portant leurs bandes si long-temps invincibles sur tous les points connus des deux hémisphères, opprimaient d'un côté le Nouveau-Monde, et de l'autre fomentaient en Europe les soulèvemens, les conspirations et les intrigues : le moyen que l'Espagne appauvrie et humiliée de Ferdinand VI y pût rien comprendre! Et la preuve qu'elle n'y comprenait absolument rien, c'est que, vers la fin du XVIIIe siècle, les beaux esprits de Madrid, de Murcie, de Valence, s'appliquaient principalement à remanier, à refondre les compositions gigantesques des Calderon et des Lope, mutilant, retranchant, ajoutant à leur guise et selon les petits caprices du jour, s'efforçant de voiler çà et là les lueurs éclatantes et d'ajuster les péripéties grandioses aux proportions mesquines qu'avaient prises les mœurs publiques et les sentimens nationaux. Quoi qu'on ait fait pour naturaliser au-delà des Pyrénées les héros de Corneille et de Racine, notre poésie classique fut également une lettre morte pour l'Espagne; à son tour, le romantisme y a pendant un petit nombre d'années tourné quelques têtes, sans remuer les cœurs, sans pénétrer dans les esprits. On commençait à craindre que toute tentative ne fût décidément inutile, et à désespérer de la littérature dramatique au-delà des monts, quand le théâtre *del Principe* donna brusquement la première représentation de *la Fuerza del Sino*, œuvre espagnole si jamais il en fut, dont l'auteur ne s'est pas plus attaché à imiter les maîtres de l'ancien répertoire que nos tragiques et nos dramaturges; œuvre originale en un mot, et telle que la pouvait enfanter un pays en révolution, où tout change et se régénère, les mœurs, les opinions et les lois. Ce fut là un fécond exemple : l'école formée par M. le duc de Rivas est déjà nombreuse et sûre de son avenir; chaque jour, de brillans débuts y ajoutent des noms qui deviennent sur-le-champ populaires. Il y a un mois à peine, un de ces débuts a produit une si grande sensation, que nous croyons devoir dire comment il s'est accompli. C'est celui d'une jeune fille, doña Gertrudis Gomez de Avellaneda, d'un talent vigoureux et fier, et dont la beauté

égale, dit-on, le talent; la première femme d'ailleurs qui à Madrid se soit ainsi aventurée en pleine poésie dramatique. Les drames et les tragédies se succèdent rapidement dans les théâtres de l'Espagne; mais le public madrilègne n'en est pas pour cela plus blasé. La seule annonce d'une représentation importante imprime une physionomie toute particulière à la bonne ville des Alarcon et des Tirso de Molina; c'est là pour elle une fête véritable dont il peut être curieux de décrire les principaux incidens.

Le 13 juin dernier, en dépit de la chaleur étouffante que les vents d'Andalousie apportaient à Madrid par-dessus les montagnes de la Sierra-Morena, la vieille capitale de l'Espagne avait pris un air d'animation tout-à-fait extraordinaire. Au premier aspect, comme la jeunesse entière était sur pied, on se fût attendu peut-être à une émeute; mais en y regardant de plus près, on voyait bien qu'il s'agissait de tout autre chose que d'un *pronunciamiento*. Les nouvelles de province étaient aussi bonnes qu'on le pouvait souhaiter; c'était au plus si, à Murcie ou Séville, une douzaine de conspirateurs avaient été placés sous la main du chef politique, et l'on n'avait guère passé par les armes que cinq ou six factieux dans les âpres défilés du Maeztrago. Il est vrai que la veille les créanciers de l'état s'étaient quelque peu récriés à la bourse; mais on était loin d'en concevoir la plus légère inquiétude : les menaces de financiers ne sont pas des menaces de guerre; on savait bien, après tout, que les capitalistes ne peuvent pas vouloir de révolutions. Des groupes parés de cavaliers en gants jaunes et de jeunes élégantes en mantilles se formaient au *Prado* et sous les auvens bariolés des *plazuelas* qui avoisinent les théâtres. A mesure que s'avançait la journée, l'émotion prenait toutes les allures de l'impatience. Les amphithéâtres de l'Athénée étaient déserts; M. Alcala-Galiano ou M. Martinez de la Rosa en personne serait remonté dans sa chaire, qu'il eût fort risqué de n'avoir pas un seul auditeur. Si les cortès avaient tenu séance, députés et sénateurs auraient sûrement quitté avant trois heures l'enceinte parlementaire; celà s'est toujours vu quand il a été question pour les députés et les sénateurs de prendre part à une grande solennité littéraire, même à l'époque où les guérillas de Gomez et de Guergué poussaient jusqu'à la Granja, même en décembre 1843, au moment où M. Olozaga défendait si énergiquement sa vie et son honneur à la tribune du congrès. Dans le *Casino*, pas un publiciste, pas un poète autour des journaux de France, et il en était absolument de même dans tous les lieux de réunion où les jeunes hommes politiques viennent, le soir, exposer, entre le sorbet et l'orange, leurs

belles théories sociales et leurs plans de régénération. A quatre heures, la moitié de Madrid était sur le chemin du théâtre de la *Cruz*, dont l'immense affiche rouge annonçait triomphalement la représentation d'une pièce chevaleresque, en quatre actes et en vers, *Don Alfonso Munio*, premier ouvrage dramatique d'une jeune fille que les journaux, l'*Heraldo* en tête, avaient déjà rendue célèbre. Les meilleurs rôles étaient confiés aux plus brillans sujets des deux troupes réunies de la *Cruz* et *del Principe*, parmi lesquels se distingue très particulièrement le chaleureux don Julian Roméa, beau-frère de M. Gonzalez-Bravo.

Les théâtres de Madrid ne sont point régis comme ceux de France et d'Angleterre; les jours de première représentation, on ne voit pas, comme chez nous, aux abords de la *Cruz* ou *del Principe*, cette foule étrange, où se mêlent confusément toutes les conditions, tous les âges, essuyant la pluie et la bise, se préparant au plaisir par un vrai supplice. Dès le matin, les portes sont ouvertes à qui désire acheter son billet d'avance; toutes les places, petites et grandes, sont numérotées soigneusement et disposées en stalles; chacun peut tranquillement retourner à ses affaires; on est bien sûr, si tard que l'on rentre, de retrouver son fauteuil ou sa banquette complètement inoccupée. Le 13 juin pourtant, le public stationnait en foule devant la *Cruz;* les groupes se composaient de curieux attardés qui n'avaient pu se ménager l'entrée dans la salle; ni les uns ni les autres ne songeaient à regager leurs hôtels ou leurs mansardes; la plupart étaient fermement résolus d'attendre que les heureux spectateurs se fussent prononcés sur le sort du drame nouveau. C'est là un des cas, peu nombreux à la vérité, où les bons Madrilègnes se rappellent, avec une certaine colère, l'occupation française. Si l'on excepte le *Circo*, où nos ballets se dansent, et où l'on chante nos opéras, les théâtres de Madrid sont étroits, obscurs, incommodes; tous les soirs, les salles sont combles, mais, comme les meilleures places se cotent à un prix extrêmement modique, il est hors d'exemple qu'une entreprise dramatique ait jamais prospéré. Sous l'ancienne monarchie, Madrid possédait un théâtre immense; c'est là que, sous Philippe III, sous Philippe IV, se donnaient ces magnifiques représentations dont l'Espagne garde le souvenir comme d'une victoire sur les Maures ou d'une expédition dans les Flandres; dès les premiers jours de l'invasion, ce théâtre fut réduit en cendres, et de toutes les calamités de la guerre, c'est peut-être celle que le peuple de Madrid a le plus vivement ressentie. Après 1823, vers la fin du règne de Ferdinand VII, on se mit en devoir de con-

struire une salle nouvelle; au moment où nous sommes, chacun encore, à Madrid, se rappelle avoir vu, travaillant aux boiseries des loges et des stalles, le jeune fils d'un ébéniste allemand qui, plus tard, devait être un des poètes les plus puissans et les mieux inspirés de l'Espagne moderne, don Juan Eugenio Hartzembusch, génie profond et capricieux dont l'Europe entière connaît déjà l'œuvre principale : *Los Amantes de Teruel.*

A la mort de Ferdinand VII, les cortès indépendantes jugèrent tout-à-fait indigne de leur majesté souveraine d'aller siéger au palais, comme à l'époque où les rois absolus se donnaient la fantaisie de les convoquer. Elles s'emparèrent tout simplement du théâtre, en attendant que l'on achevât le majestueux édifice où elles doivent un jour tenir leurs séances. Et voilà pourquoi les tragédies imposantes, les comédies de genre, les drames à grands caractères se jouent encore aujourd'hui sur des planches étroites et assez mal jointes, dont nos moindres troupes de vaudeville auraient peine à se contenter.

Quoi qu'il en soit, le 13 juin avant cinq heures, la salle de *la Cruz* était remplie jusqu'au cintre; absorbée tout entière dans l'attente, la foule gardait le silence, mais elle était bien décidée à ne point accorder une minute de grace à l'administration du théâtre, si par aventure elle se trouvait en retard. Le moment venu, un grand cri s'élève, chacun s'assied, tous les regards se dirigent sur la toile, après quoi, pendant cinq ou six secondes, le silence s'établit de nouveau, mais cette fois si profond, que par les rues voisines on aurait pu entendre monter dans la haute ville les brises du Manzanarès. Cependant la toile demeure immobile, et le vieux poète comique, don Léandro Moratin, dont la tête joyeuse figure tout à côté des Calderon et des Tirso de Molina, regarde en ricanant les spectateurs désappointés. Un second cri jaillit de toutes les poitrines, un cri de colère qui va au fond des coulisses chercher le directeur éperdu et l'amène tremblant en présence du public. Gens du bel air ou *manolos*, jeunes et vieux, tout le monde s'indigne; les femmes elles-mêmes sont debout, au balcon et dans les loges, l'œil en feu et la tête nue; plus d'une jolie bouche profère ces charmantes petites imprécations castillanes par lesquelles une Madrilègne, si haut placée qu'elle soit par la fortune ou la naissance, témoigne au moindre propos de son dépit et de son mécontentement. Quand le malheureux directeur est parvenu à se faire écouter, il demande en balbutiant quelques instans de répit au nom d'un artiste en vogue, et vous êtes tout surpris de voir tomber aussitôt une si terrible fureur. C'est en pareille circonstance que l'on mesure en

Espagne le crédit que peut avoir un artiste : on accorde fort souvent une demi-heure à une cantatrice ou à une danseuse; on est moins généreux envers une simple tragédienne, à moins qu'elle n'ait pour nom Mathilde Diez ou Théodora Lamadrid. Quelquefois on compose par d'autres moyens avec l'impatience populaire : on promet un riche costume, une décoration magnifique, dont le souvenir ne doit pas de si tôt s'effacer; mais ce sont là des moyens désespérés. Le public espagnol s'attend alors à de telles merveilles, qu'il est à peu près impossible de répondre à l'éblouissant idéal que se fait à l'instant son imagination méridionale; on peut s'attendre à le trouver dédaigneux et mécontent, dans le cas même où l'on étalerait sur le costume promis tous les joyaux de l'ancien trésor royal de Castille, et où la décoration annoncée égalerait en magnificence la Méditerranée aperçue du haut de la Porte-de-Mer, à Barcelone, et l'immense panorama qui, du roc crénelé de Gibraltar, s'étend à travers la mer bleue jusqu'aux chaînes grises de l'Atlas.

Le 13 juin, précisément, on eût été mal venu à parler de décorations et de costumes; l'irritation grondait en dedans, elle allait sans aucun doute éclater encore, mais pour ne plus s'apaiser, quand on entendit le long des tringles de fer le sourd frémissement de la toile qui se repliait sur elle-même : l'orchestre n'avait pas même songé à exécuter les deux ou trois mélodies nationales, saynètes ou boleros, qui forment l'ouverture obligée de toutes les pièces. Décrire la curiosité ardente qui va s'attacher aux moindres pas, aux moindres gestes de ces personnages, plus impatiemment attendus depuis une semaine que ne l'est le premier coup d'escopette dans Alicante, un jour où les contrebandiers ont résolu de faire un *pronunciamiento*, cela est évidemment impossible, et nous prenons le parti d'y renoncer tout-à-fait.

Don Alfonso Munio est un drame chevaleresque. Au moment où la toile se lève, la scène est déserte, mais aux murs lambrissés, aux boiseries sculptées et fouillées, on aperçoit parmi les harpes et les guitares d'énormes cottes de mailles et des gantelets de *caballeros*. Nous sommes en pleine guerre contre le Maure; comme au prologue des *Amans de Teruel*, vous aspirez une senteur sauvage de sang versé dans les escarmouches et les batailles rangées. Peu à peu cependant quelques personnages entrent en scène; ce sont les filles d'honneur de la reine qui tour à tour s'attristent ou s'exaltent à la pensée des combats déjà livrés et de ceux qui se préparent. La plus belle de ces jeunes filles, la plus fière, la plus rêveuse, cette damoiselle aux grands yeux noirs, aux cheveux d'ébène, que vous apercevez dans le fond, laissant

errer son regard à l'aventure par ces campagnes qu'embrase un vrai soleil de Castille, c'est la fille d'un vieux comte, l'orgueil et la richesse de don Alfonso Munio; c'est la vertueuse Fronilde qu'alarment tout à la fois les périls de son père et les périls de l'infant don Sancho : don Alfonso Munio! don Sancho, l'infant de Castille! deux noms populaires en Espagne, et qui sont demeurés dans toutes les mémoires, comme ceux des La Cerda, des Lara, des Basan. Don Alfonso est l'ami et le conseiller, le premier vassal, le premier chevalier de don Alonzo-le-Guerrier, septième du nom, le même qui, après trente victoires, se fit couronner empereur à Tolède et à Léon. Don Sancho, c'est le fils du roi, celui qui plus tard s'appela Sancho-le-Désiré, dont le règne fut si court et la mort si amèrement pleurée; don Sancho occupa le trône une année à peine. Quand on parcourt les sanglantes annales de l'Espagne au moyen-âge, on s'arrête un instant à contempler le doux contraste que forme sa physionomie soucieuse et un peu hautaine avec les princes qui l'ont précédé et avec ceux qui ont tenu le sceptre après lui. C'est le fils de la grande reine Berenguela, princesse résolue que l'on entrevoit toujours dans les camps ou dans les *sierras* de Léon, suivant à cheval le roi-empereur, ou bien encore présidant aux tournois et aux fêtes somptueuses, aussi puissante chez les Maures que dans le cœur de ses sujets les plus fidèles par son renom incomparable de vertu et de beauté. On jugera de l'autorité irrésistible qu'exerçait une seule de ses paroles par le trait suivant, que nous trouvons dans l'histoire d'Espagne, et que les anciens dramaturges n'ont eu garde de négliger. Réduite à l'extrémité dans Tolède, où elle soutenait, en l'absence de don Alonzo, un siége vigoureusement poussé par un prince de la race indomptée des Almohades, elle envoya dire à ce prince que c'était violer toutes les lois de la chevalerie de presser ainsi une femme abandonnée à elle-même. Une heure après, le siége était levé; le croissant ne rayonna plus sur les collines qui environnent Tolède; du haut des tours de la ville, on put voir disparaître, un à un, au détour des vallées castillanes, les manteaux blancs des chevaliers maures; le prince avait porté ses forces dans les comtés où combattait don Alonzo. Pour célébrer un si heureux évènement, Berenguela fit donner un tournoi magnifique où elle-même, de ses mains royales, devait récompenser le courage. A ce tournoi, douze chevaliers inconnus, la visière baissée, cachant leur écu et leur devise, se présentèrent tout à coup dans l'arène, et les histoires chrétiennes sont forcées de convenir que, de l'un à l'autre bout de la fête, ils se comportèrent avec un tel sang-froid, une telle vaillance, qu'on ne put, sous peine d'injustice, leur refuser

le prix de l'adresse et de la valeur. C'était le prince maure, escorté de ses principaux *walis*, qui avaient saisi une si belle occasion de voir la reine, et en même temps de montrer que, s'ils avaient levé le siége, c'était par courtoisie et non par faiblesse. Le gage que la reine fut obligée d'accorder au prince infidèle, celui-ci le porta jusqu'à la mort sur son cœur, ni plus ni moins qu'un amulette béni par tous les *alfaquies* des mosquées de Cordoue, au risque d'être condamné, ajoutent les chroniques arabes, à ne jamais contempler les houris de l'élysée musulman. Le surlendemain du tournoi, le roi don Alonzo rentra dans Tolède, et son retour donna le signal des mêlées sanglantes. Les haines de religion et de race purent de nouveau s'assouvir, aussi ardentes, aussi aveugles que par le passé; mais peu importe : étaient-ce donc des siècles de barbarie absolue que ces bizarres siècles du moyen-âge espagnol où une femme trouvait tant de force dans sa faiblesse, et, pour désarmer son ennemi, n'avait à exercer d'autre empire que celui de la vertu et de la beauté?

A toutes les époques, en Espagne, on a été sûr de passionner la foule, — et de nos jours il en est absolument de même, — quand on évoque ces noms poétiques du roi don Alonzo et de la reine doña Berenguèle; la haine du Maure, qui en toute autre circonstance n'est plus qu'un souvenir historique, redevient un sentiment réel qui remue le sang et soulève les ames. Les têtes s'exaltent au point que l'on finirait presque par ajouter foi aux prodiges que racontent les vieilles chroniques sur ces siècles étranges où un seul chevalier catholique dispersait des bataillons de Maures, de telle sorte qu'après la victoire, c'était à peine si, parmi des milliers d'infidèles tués ou mutilés dans les plaines, on parvenait à découvrir cinq ou six chrétiens tombés victimes de leur ardeur excessive, la face contre terre, et qu'on était forcé d'ensevelir avec leurs armes, leurs mains crispées refusant de s'ouvrir pour les rendre, même après la mort. Temps merveilleux où tout repoussait les Maures, non-seulement le guerrier avec sa lance ou le prêtre avec ses prières, mais les fleuves qui débordaient exprès pour emporter aux mers lointaines, hors de la catholique Espagne, leurs tentes et leurs cadavres, le sol qui s'entr'ouvrait sous leurs pieds, les maisons qui s'écroulaient sur leurs têtes, et jusqu'aux taureaux sauvages de Guadarrama qui, à leur vue, se prenaient d'un courroux soudain, et, selon la naïve expression des légendes, *se montraient bons chrétiens* en les poursuivant sans relâche ni quartier! Si dans la guerre qui se prépare contre le Maroc on veut que le soldat espagnol affronte résolument tous les périls, il suffit de faire représenter devant lui un

de ces drames où éclate pleinement la haine du Maure, et l'on peut à coup sûr choisir *Alfonso Munio*, car dans aucune autre pièce, pas même dans celles du XVIe siècle, cette passion ne se retrouve plus franchement exprimée. A vrai dire, c'est la haine du Maure qui défraie tout le premier acte; c'est elle qui donne un caractère aux coutumes de la cour de la reine Berenguèle; elle est partout, dans tous les vers, dans toutes les paroles, dans l'amour des jeunes filles qui se racontent avec orgueil les prouesses de leurs fiancés; dans leurs craintes et dans leurs tristesses quand elles songent aux champs de bataille que le sang de leur famille a rougis déjà, et à ceux qu'il doit rougir encore; dans les cris de joie qui emplissent le palais, se communiquant bientôt à la ville et, de proche en proche, aux *poblaciones* les plus écartées, quand la vedette au cor d'ivoire annonce le retour de l'infant, et que l'on aperçoit enfin sa bannière, dont la poussière avait caché d'abord aux plus perçans regards les tours crénelées et les lions rugissans.

Au second acte, le drame se poursuit plus simplement et plus vivement encore; nous sommes toujours au palais de la reine. Heureux de retrouver Fronilde, pour qui Munio avait cherché un asile dans un monastère perdu au fond des Asturies, mais que doña Berenguela avait retenue auprès d'elle, l'infant don Sancho ne contient plus son amour; il l'exprime avec une véhémence dont un public français se montrerait un peu étonné peut-être, mais qu'un public espagnol accepte gravement comme la chose la plus naturelle du monde. Dans *le Cid*, Corneille n'a pris de l'amour espagnol que la sincérité profonde et l'intrépide persévérance. Les chastes transports de Fronilde répondant à la passion du prince, Corneille les eût infailliblement réprouvés; et, en effet, ils ne conviennent point au grand cœur de sa fière héroïne qui s'irrite de son amour comme d'une faiblesse, et ne se pardonne point qu'on ait pu le deviner. Il faut avoir vécu en Espagne pour bien concevoir et pour bien aimer la passion qui éclate chez Lope et chez Calderon, la passion fougueuse dont Mathilde Diez est aujourd'hui une si énergique interprète, Mathilde Diez, la meilleure tragédienne qui se soit produite en Espagne. A l'heure même où nous écrivons, Matilde Diez est à Paris; elle y est venue étudier nos principaux artistes et, avant tous les autres, Mlle Rachel; elle aura peine à comprendre, nous le craignons, que, dans leurs fureurs jalouses, Hermione et Phèdre se possèdent assez pour ne point déchirer la pourpre sur les épaules du volage roi d'Épire ou du fils indifférent de Thésée.

S'il faut dire toute notre pensée, nous croyons que dans *Alfonso*

Munio, l'amour n'a pas exclusivement le caractère espagnol; à quelques tirades un peu verbeuses, et surtout beaucoup trop philosophiques, il est très facile de reconnaître que depuis long-temps *il n'y a plus de Pyrénées* pour les héroïnes de Mme Sand (1). Quoi qu'il en soit de cet amour, au moment où Fronilde l'exprime avec une ardeur si naïve, un évènement survient qui le contrarie et le doit briser. Avant les derniers combats soutenus contre les Maures, les deux maisons de Castille et de Navarre se faisaient une guerre opiniâtre, au grand scandale de l'Europe chrétienne, qui voyait l'islam relever la tête, et peu à peu reprendre vie à la faveur de ces dissensions. Alarmés à bon droit de son audace renaissante, les principaux vassaux des deux couronnes, comtes, *caballeros*, *ricos-homes*, intervinrent à la fois par les respectueuses représentations et par les menaces; la paix se conclut, et, pour qu'elle fût durable, on convint d'unir l'infante de Navarre à l'héritier de Castille et de Léon; ainsi devaient se résoudre toutes les questions de territoire et de suzeraineté. A l'époque où s'engagèrent les premières hostilités contre les Maures, les dernières négociations étaient à peu près terminées déjà. Éperdument épris de Fronilde, occupé d'ailleurs à battre les infidèles, l'infant don Sancho ne songeait guère à la princesse de Navarre; rentré à Tolède, il l'avait oubliée complètement aux genoux de la fille du comte Alfonso, quand des chevaliers de Navarre viennent solennellement rappeler à la reine Berenguela que la main de leur infante est accordée à son fils. Leur langage est pressant et un peu amer, leur attitude hautaine; voici bien des jours que l'alliance est arrêtée; on s'étonne qu'elle ne soit pas consommée encore; des deux parts, les esprits se froissent et s'aigrissent; il est temps d'en finir si l'on ne veut point que la querelle se rallume plus vive que jamais entre les deux pays.

Au troisième acte, l'infant don Sancho s'efforce d'étouffer sa passion, qui enfin prévaut sur les plus grands intérêts de Léon et de Castille; l'épreuve est trop forte pour que le jeune prince y puisse tenir. Vaincu par l'amour, il déclare hautement que sa vie entière appartient à Fronilde; c'est en pure perte que ses chevaliers, ses conseillers, la reine Berenguela, Fronilde elle-même, lui font entrevoir les malheurs que doit inévitablement appeler sur la Castille une telle détermination.

(1) *Alfonso Munio* n'est point le début littéraire, mais bien le début dramatique de la señorita Gomez de Avellaneda. Depuis deux ans, doña Gertrudis a publié un beau recueil de poésies lyriques et deux romans, *Sab* et *las Dos Mugeres* (*les Deux Femmes*), où se fait sentir plus encore que dans la pièce l'influence d'*Indiana*.

A partir de ce moment, le caractère de don Alfonso Munio, considérablement effacé jusqu'ici, se montre dans toute sa noblesse; bien loin de favoriser un amour qui veut placer sa fille sur un trône, il le combat de toutes ses forces; et en cela, il est dignement secondé par Fronilde : mille fois la mort, mille fois le cloître, plutôt que d'être pour la Castille une cause d'abaissement et de ruine! De son côté, l'infant don Sancho ne songe plus qu'à se faire tuer à la première rencontre qui aura lieu entre les chrétiens et les Maures; son désespoir est si violent, il se manifeste avec une si sombre énergie, que sa mère ne se sent plus le courage de lui résister. Don Sancho épousera Fronilde; tout est rompu avec Navarre; encore quelques jours, et la guerre impie, la guerre entre chrétiens, entre frères, aura de nouveau éclaté. A cette résolution de la reine Berenguèle, la toile tombe pour la troisième fois; certes, il n'y a là ni péripéties, ni ce qu'on appelle vulgairement des coups de théâtre; et cependant nous ne croyons pas qu'en Espagne, jamais acte se soit terminé d'une plus émouvante façon. On entend déjà, pour ainsi dire, les renaissantes clameurs des collisions civiles; sous les lances chrétiennes, des flots de sang chrétien vont couler. Ce n'est pas là, néanmoins, ce qui remue le cœur et l'étreint au moment où l'acte s'achève. On frémit comme à l'approche d'une catastrophe inévitable; mais ce n'est point pour Castille et Navarre qu'on la redoute; on comprend bien que dans cette querelle, ce n'est pas la cause des peuples qui doit périr, non plus que celle du christianisme. C'est pour l'infant don Sancho que l'on tremble, pour sa vie, pour son amour, pour sa douce et belle Fronilde. Dès l'instant où le péril de son pays ne l'a point décidé à sacrifier sa passion, don Sancho est condamné; il est marqué au front du sceau fatal qui appelle la malédiction et la mort. La vieille Espagne est une terre de dévouement et d'abnégation : on y pardonne à la cruauté, à la violence; on y a excusé don Pèdre de Castille, on y cherche de nos jours à réhabiliter Philippe II; mais l'égoïsme ne s'y peut produire qu'il ne soit tout aussitôt voué à l'exécration et au châtiment.

Et en effet, au quatrième acte, le châtiment arrive prompt comme la foudre; vous pressentez à peine le dénouement, qu'il est survenu déjà. Pour protéger sa fille contre l'amour du prince, don Alfonso l'enlève à la reine; il sort avec elle de Tolède; il l'amène sous sa tente, et la confie à la garde de ses chevaliers. Cependant, un jour qu'il est allé passer la revue de ses hommes d'armes, le jeune infant, tout entier à la joie d'avoir décidé la reine à lui donner Fronilde, pénètre chez le vieux comte, annonce brusquement à sa fille que les chevaliers

de Navarre ont repris le chemin de leurs montagnes, et que, par les soins de Berenguela elle-même, leur mariage va s'accomplir. La digne fille d'Alfonso fait d'abord résistance; mais l'amour du prince est si éloquent, ses prières si vives, qu'elle se laisse persuader. Comme à l'époque où le prince pouvait l'aimer et le lui dire sans que la Castille eût le droit de lui en faire un crime, Fronilde accepte l'amour de Sancho et y répond avec franchise, quand tout à coup une main nerveuse, armée d'une épée, écarte les tapisseries qui forment sous la tente l'appartement de Fronilde : c'est Munio, qui, trompé par des serviteurs trop zélés, s'imagine que le prince a déshonoré sa fille; c'est Munio qui maudit Fronilde, et, tout en la maudissant, lui plonge son épée dans le cœur. Don Sancho lui-même tomberait sans doute sous ses coups, si des soldats, accourus au dernier cri de sa fille mourante, ne s'empressaient de le désarmer. Sous les imprécations du vieux comte, don Sancho revient peu à peu de la stupeur où l'a jeté une si brusque péripétie; en quelques paroles énergiques, il justifie Fronilde et se justifie lui-même. C'est en vain que Munio se précipite sur le sein de Fronilde pour arrêter avec ses lèvres le sang qui coule de la blessure; Fronilde a expiré déjà. L'infortuné père se relève et pleure ses premières larmes; de tous côtés, il cherche une arme pour se percer le cœur à son tour. Comme il s'abandonne à son désespoir, une immense clameur se fait entendre au camp et dans la ville; à la nouvelle de la rupture survenue entre Castille et Navarre, les Maures ont repris courage; aussi rapides que le vent d'Afrique, il se portent à la fois sur Léon et Tolède; les rauques fanfares de leurs trompettes ont donné le signal de l'attaque; le cri de défi des Almoravides retentit au pied des remparts. Munio voulait se tuer, mais il comprend qu'à deux pas de sa fille morte, une autre fin lui est réservée, plus digne de lui et de sa race. Suivi de ses chevaliers, il quitte sa tente et s'élance au-devant de la mort, que don Sancho trouvera bientôt, lui aussi, dans les regrets amers et dans les ennuis de la royauté.

Si nous avons réussi à indiquer les situations principales de ce drame et à montrer comment de scène en scène l'intérêt y grandit et s'y développe, on en peut d'un seul coup d'œil apercevoir les qualités réelles et les plus notables défauts. Au point de vue rigoureusement historique, on est en droit de reprocher à l'auteur d'avoir dénaturé les caractères de l'infant don Sancho et de la reine Berenguèle; mais au fond, comme l'un et l'autre ne cessent point un instant, malgré leurs faiblesses et leurs fautes, d'inspirer une sympathie véritable, c'est là une critique sur laquelle nous ne voulons point appuyer. Nous préfé-

rons signaler d'abord les mérites du style, qui, en dépit d'une certaine fougue aventureuse, dont l'expérience aura tôt ou tard raison, est à presque toutes les scènes d'une mélodieuse élégance et d'une rare vigueur. Une citation étendue en dira plus, d'ailleurs, que tous nos éloges; nous choisissons les tirades où sont le mieux exprimés les deux passions, ou, pour mieux parler, les deux sentimens qui ont le plus remué, le plus dominé la vieille Espagne : la haine du Maure et l'orgueil castillan.

Trompé sur les intentions du prince, et s'imaginant qu'il médite la honte de sa famille, don Alfonso, au commencement du quatrième acte, compte les rubis qui ornent la poignée de son épée de combat; chacun de ces rubis est le souvenir d'un péril noblement couru, le prix d'une victoire; en les comptant, le vieux chevalier s'abandonne à toute sa tristesse et à tout son courroux.

« Ah! s'écrie-t-il, don Sanche! don Sanche! mes ancêtres le tiennent de vos pères, ce titre de ma noblesse, ce gage de notre valeur; cette épée, tant de fois trempée dans le sang du Maure, ils l'ont gagnée à force de fatigues et de prouesses, et dans la main de Munio, l'ennemi ne la trouva jamais oisive; don Sanche de Castille, ne le savez-vous pas? J'en atteste les champs d'Almodovar et de Montelo! Les glèbes sanglantes vous diront leurs sueurs et leurs exploits populaires; elles vous diront comment s'est agrandi par nous le beau royaume de vos aïeux. Don Sanche de Castille, à qui devez-vous votre gloire? A qui, si ce n'est à nous, la race illustre des La Cerda est-elle redevable de ses *poblaciones* et de ses comtés? Que de sang il nous a fallu verser, et que de sang il nous a fallu perdre pour refouler le Maure dans les *vegas* embrasées du midi, pour repousser ses cavaliers rapides, pour vous donner les palais des émirs, pour conquérir les mosquées au Dieu véritable, pour arracher les couronnes usurpées du front déloyal de vos grands vassaux révoltés! N'avez-vous donc pas compris que notre nom est inséparable du vôtre, et que, si notre gloire a fait votre gloire, notre honte, don Sanche, fera votre honte également? (*Avec amertume.*) Mais que vous importent dans un vassal le courage, le dévouement, l'héroïsme? Votre cœur magnanime méprise tout cela, et vous nous croyez assez heureux sans doute quand la beauté de nos filles défraie les loisirs que vous ont faits nos fatigues. Consommez donc mon déshonneur, grand prince, consommez-le sans remords, sans hésitation, sans regarder à mes larmes, puisque votre ame royale en a besoin pour combler le vide qu'y fait l'oisiveté; c'est un si beau spectacle, quand le Maure reprend les armes, qu'un infant de Castille ne s'occupe que de son amour et ne demande qu'à l'assouvir dans la honte de son plus fidèle vassal! Puisque vous êtes si habile à multiplier les séductions autour d'une jeune fille sans expérience dont votre amour a charmé le cœur

et que votre amour éblouit, puisque vous avilissez et désolez une famille jusqu'ici plus jalouse de la vertu de ses femmes que du courage de ses chevaliers, que demandez-vous de plus, don Sanche, et que pouvez-vous souhaiter encore? (*Avec une mélancolie soudaine.*) Mais, mon Dieu! pensez-vous que ce soit là la gloire? Est-ce donc ainsi que vous vous préparez à porter la main de justice et le sceptre? »

. . . . . .

« Don Sanche de Castille! vous vous êtes trompé, si vous avez pensé que je me résignerais à subir la flétrissuse que vous vouliez imprimer à mon blason; elle retombera sur vous, la honte que vous me réservez et contre laquelle mes services auraient dû me prémunir. Les honneurs et les distinctions accordés par votre père au sujet loyal, le chevalier offensé n'en veut plus; reprenez-les, il vous les rend. Et pourquoi les garderait-il après tout? Quelle valeur peuvent-ils avoir, puisqu'ils ne peuvent me mettre à l'abri de vos outrages, et que vous, le fils du roi don Alonzo, vous oubliez à quel respect ils me donnent droit? Don Sanche de Castille, vous avez voulu m'enlever un bien plus précieux que toutes les distinctions et tous les honneurs que mes pères ont reçus des vôtres. Ce qu'il vous est impossible de me ravir, c'est ma résolution et ma loyauté; à votre aise, don Sanche! Peu m'importe que vous méditiez l'outrage contre la maison des Munio, peu m'importe votre folle entreprise! c'est un creuset où ma loyauté s'épure et s'exalte... (*Avec colère et en regardant son épée.*) Ah! qu'elle est heureuse et bien protégée la famille dont l'archevêque de Tolède a béni les chefs! que vous êtes heureux, don Sanche, qu'il faille respecter en vous la couronne que vous devez porter un jour, bien qu'à l'avance vous l'ayez déshonorée déjà par vos faiblesses et vos passions! »

Ce sont là de mâles accens, mais c'est la vigueur qui, dans cette pièce, est la qualité principale du style; on peut encore s'en convaincre par la scène qui termine le drame, après que l'innocence de Fronilde a été pleinement reconnue, et où le cœur de Munio se brise sous la double pression de la douleur et du remords.

« Ah! ne pleurez donc pas, don Sanche! Ce n'est point en pleurant qu'il témoigne sa douleur, un noble castillan. Il réclame du sang, le sang de Fronilde... Il aura du sang! Ce n'est point par de nouveaux crimes qu'il la faut apaiser, la douce victime; du fond de la tombe où elle va reposer, elle doit parler encore à nos cœurs, et si sa voix nous excite à la colère, c'est contre les ennemis du nom chrétien que se devra tourner notre fureur! »

. . . . . .

« Ah! si c'est par du sang qu'il faut expier la folie de votre amour et le malheur exécrable que la fatalité m'a forcé aujourd'hui d'accomplir, venez, prince, nous aurons du sang à verser, avant que le nôtre soit tout-à-fait répandu. Des bataillons d'ennemis nous provoquent au combat... Oh! laissez-

moi bien entendre les défis de leurs clairons! Que toutes les tribus infidèles se liguent contre Léon et Castille! Oh! ma noble épée, tombons, tombons sur elles comme la faux aiguë sur les épaisses moissons. Pas de murailles, pas de boulevards qui les puissent protéger contre nos assauts; poursuivons-les, don Sanche, dans les recoins des vallées et par les campagnes, à travers les mers, dussent-elles nous conduire aux extrémités de la terre! Ah! comme le champ de bataille est vaste, et comme il est beau pour un vrai Castillan! Qu'il sera beau, le carnage!... Il faut des victimes à la douleur qui pénètre la moelle de mes os; cette main qui s'est trempée dans le sang de ma fille, c'est dans le sang sarrasin que je la dois laver! »

Ici, on entend le son aigre et prolongé des cymbales chrétiennes; les tapisseries de la tente s'écartent; sans aucun doute, les escarmouches ont recommencé dans les plaines; au loin, parmi les drapeaux de Castille, vous diriez que l'on aperçoit déjà, s'inclinant et se relevant tour à tour, les bannières des musulmans. Arrivé au paroxisme de la douleur paternelle et de l'exaltation guerrière, don Alfonso s'élance d'un bond sur le devant de la scène; puis, brandissant son *pennon*, que vient d'apporter un écuyer :

« Oui, tu seras glorieuse, Castille! On tremblera un jour dans le monde, quand les lions de ton drapeau hérisseront leurs crinières; et leurs rugissemens se feront entendre aux territoires les plus lointains. Munio doit périr, et après lui, pendant long-temps après lui, bien des soldats, bien des chevaliers, bien des rois invincibles..... Mais qu'importe, pourvu qu'ils te laissent triomphante, pourvu que dans le monde que t'aura conquis leur bravoure, dans le monde espagnol, le soleil ne se couche jamais?... — Dors en paix, ô fille de mon sang et de mon cœur! Moi-même, après le combat, je ne pourrai pas offrir à ta tombe l'holocauste expiatoire qu'elle réclame... Quand mes hommes d'armes me rapporteront ici tout sanglant et enveloppé dans ma bannière, fais-moi place auprès de toi! ô ma fille! permets que l'on jette sur le corps de ton père un peu de la terre qui te recouvrira! »

Pour faire connaître la manière de la señorita Gomez de Avellaneda, nous avons, en conservant de notre mieux l'éclat des couleurs et l'impétuosité du rhythme, traduit les passages dont notre goût se peut le moins étonner, et encore craignons-nous bien que l'on ne retrouve là toutes les invraisemblances, toutes les emphases de la déclamation. Dans la prose française, cela est possible, mais non certes dans le vers castillan. Rien de plus naturel, rien de plus vrai que ces images de sang et de mort, de désolation et de guerre, quand elles sont revêtues de ce dialecte magnifique tout formé, comme on sait, de feux et de rayons. On a prétendu que l'ampleur majestueuse était

le caractère à peu près exclusif de la langue castillane; on s'est trompé: connaissez-vous rien de plus vibrant et de plus rapide que ces paroles de colère proférées par Munio avant d'abandonner le corps déjà refroidi de sa fille, au moment où les cymbales appellent les chrétiens au combat?

« . . . . . ¡Grato
Será à mis ojos el estrago! ¡Bella
La matanza será! ¡Victimas pide
El bárbaro dolor que en mí se ceba,
Y esta mano que mancha sangre illustre,
Se ha de lavar en sangre sarracena! »

Alfonso Munio a obtenu un succès immense, un succès qui rappelle la représentation des plus belles pièces de MM. de Rivas, Hartzembusch, Gil y Zárate et Zorrilla. Les dramaturges eux-mêmes ont accueilli avec enthousiasme la jeune fille qui, la première de son sexe en Espagne, vient prendre fièrement sa part des gloires et des fatigues poétiques. Ceci s'explique d'abord par la spontanéité généreuse du caractère espagnol, qui n'est guère accessible aux jalousies basses, pas même à la jalousie littéraire, et puis, ils ont intérêt, les uns et les autres, à rendre populaire une œuvre qui, pour quelque temps du moins, ramènera le drame dans les voies larges et hautes où l'a fait entrer M. le duc de Rivas. Depuis un an ou deux environ, le public de Madrid s'est refroidi à l'égard des œuvres qui demandent exclusivement leurs conditions de succès à l'art difficile et à une poétique sévère; il s'est un peu engoué des pièces politiques par lesquelles, à défaut de tribune, les quatre ou cinq partis espagnols se témoignent leurs antipathies ou leurs dédains; il s'est laissé prendre aux décevans attraits de la comédie bouffonne et railleuse, et, à notre avis, c'est là un malheur pour les lettres renaissantes. Nous ne voulons pas le moins du monde mettre en question le talent et la verve des poètes comiques de l'Espagne actuelle, de MM. Rubi, Breton de los Herreros, Asquerino, mais nous croyons que les mœurs, les opinions, les préjugés, les travers de la société de Madrid et des villes principales, ne comportent point encore la vraie comédie. Les meilleures intelligences étaient découragées au point de se résigner, pour vivre, à traduire comme par le passé nos drames les plus médiocres; quatre jeunes poètes, rudement éprouvés déjà, fort connus dans la Péninsule, et parmi ceux-là don Juan-Eugenio Hartzembusch lui-même, avaient eu besoin de se réunir pour transporter sur une des scènes de Madrid le triste *Laird*

de Dumbicky; quelques autres, et, parmi ceux-ci, don José Zorrilla, l'auteur d'*el Zapatero y el Rey* (*le Savetier et le Roi*), retombaient dans les plus vieilles exagérations du romantisme. Les horreurs systématiques de *la Copa de marfil* (*la Coupe d'ivoire*), de don José Zorrilla, représentée en mai dernier au théâtre d'*el Principe*, ne le cèdent en rien, assurément, à celles de *la Tour de Nesle* ou de *Richard Darlington*. *Alfonso Munio*, c'est là son plus saisissant mérite, arrêtera le public sur la pente facile qui aboutit au faux goût et à la décadence précoce; l'action d'*Alfonso Munio* est énergique et simple comme dans la tragédie grecque, et, si l'on nous autorise à parler ainsi, une comme l'état social que l'Espagne révolutionnaire entreprend aujourd'hui de fonder. Les fantaisies de l'esprit, les élans du cœur, les caprices de l'imagination, qu'il est d'ailleurs impossible de proscrire et de contenir en Espagne, sont relégués dans les méandres fleuris et rayonnans du style et dans les mille détails du dialogue. Tel est le genre qui, à l'heure présente, peut sérieusement prospérer au-delà des monts; et voilà pourquoi la jeunesse d'élite, à Madrid, n'a voulu voir de la pièce que les beautés incontestables, voilà pourquoi elle a fermé les yeux sur les défauts : l'invraisemblance de certaines situations, la raideur de certains caractères, les fréquentes inégalités du style, la jeunesse de Madrid a tout excusé. Pour nous, qui vivons bien loin de l'atmosphère sympathique où peu à peu se relèvent et s'épanouissent les lettres espagnoles, de ce milieu ardent où l'avénement radieux d'une femme jeune et belle ranimera l'émulation poétique si inquiète ailleurs et si haineuse, comme autrefois sur les champs de bataille de Léon ou de Castille les graces vaillantes de Berenguèle exaltaient le courage des *infanzones* et des chevaliers, on nous pardonnera, nous l'espérons, de nous montrer un peu moins indulgent.

Les situations du drame sont fortes et pathétiques; nous regrettons seulement que le poète ne se soit pas attaché à les ménager un peu mieux. Les scènes s'enchaînent sans trop s'expliquer ni se déterminer les unes les autres; elles se succèdent comme les journées dans les montagnes de Catalogne, toutes pleines de vie et de soleil, mais séparées par des nuits profondes. L'action est une et simple, et nous avons déjà dit que, pour nous, c'est là une qualité réelle; l'unité, la simplicité, ne perdraient rien pourtant, nous le croyons, à ce que cette même action fût un peu plus neuve. Que, dans un pays comme l'Espagne, on se défie de l'imagination, des écarts où elle peut entraîner, nous sommes loin d'y trouver à redire; mais lui couper tout-à-fait les ailes,

supprimer l'invention en un mot, c'est un autre excès dont il eût fallu également se garder. La péripétie finale se dénoue, il est vrai, d'une façon imprévue et fort émouvante; à part l'intérêt qu'elle soulève, c'est là précisément ce dont on peut se plaindre, que rien ne l'annonce et ne la fasse entrevoir. Il ne convient point de marcher ainsi à l'aventure; il ne convient point de remettre ainsi au hasard le soin de trancher la complication. Que serait-il donc arrivé si, au moment où l'on comprend qu'il en faut finir, Munio ne s'allait mettre en tête que sa fille est coupable, et ne la sacrifiait à l'honneur de sa maison? Parlons franchement, le quatrième acte forme à lui seul une pièce entière, et cette pièce n'a de commun que les noms des personnages avec celle dont vous avez jusque-là curieusement suivi les incidens. Ce n'est pas tout : dispensés d'agir, renfermés dans les limites étroites d'une situation un peu trop rigoureusement définie, ces personnages semblent avoir à cœur de se dédommager par des tirades et des monologues interminables; nous devons ajouter cependant que le poète leur a fourni la meilleure des excuses en leur prêtant les idées les plus généreuses, fièrement et ardemment exprimées. Puisque nous sommes ramené à signaler une fois encore la partie remarquable de l'œuvre, c'est par là que nous voulons terminer : pourquoi insister outre mesure sur des défauts que l'expérience atténuera, si elle ne les fait disparaître, quand on a ce que l'expérience n'a jamais donné à personne, la passion vraie, la pensée vigoureuse, et, par intervalles déjà, le style ferme et consistant?

Aussi, pour découvrir une ovation comparable à celle que le public de *la Cruz* a décernée au poète, dans la soirée bienheureuse du 13 juin 1844, serait-on obligé de remonter aux plus brillantes époques de l'ancien théâtre espagnol. Quand la toile fut tombée sur les derniers vers du quatrième acte, la foule éperdue et ravie demanda sur-le-champ à saluer l'auteur de ses acclamations; on ne sait pas trop à quels excès se serait porté son enthousiasme impatient, si, d'un pas timide et le regard ébloui, doña Gertrudis ne fût venue en personne cueillir au hasard une couronne parmi celles dont la scène se trouvait littéralement jonchée. La jeune señorita était entourée, ou pour mieux dire assistée de ses principaux interprètes, — d'un côté, l'élégant don Julian Roméa et don Carlos Latorre, le Kean de l'Espagne; de l'autre, la gracieuse et pourtant si énergique señora Tablarès, les sœurs Lamadrid, ces deux artistes de mérite égal et de facultés diverses : groupe célèbre où se faisait regretter l'absence de la señora Mathilde Diez. Puis, quand tout fut décidément fini, le public entier se posta aux

abords du théâtre pour attendre doña Gertrudis, que ses amis, anciens et nouveaux, connus ou inconnus, poètes, artistes, critiques même, portèrent en triomphe à son hôtel; et jusqu'au matin, on put entendre le bruit des guitares sous ses balcons, illuminés comme le palais de la reine dans la nuit où fut célébrée la fête de la majorité.

Doña Gertrudis Gomez de Avellaneda a tout au plus atteint vingt-trois ans; elle est appelée à réhabiliter complètement ce nom d'Avellaneda, que le malencontreux continuateur du *Don Quichotte* a tant compromis au XVIIe siècle. Par sa naissance, doña Gertrudis tient aux meilleures familles des provinces méridionales; il existe un parfait rapport entre sa fière beauté de créole, — doña Gertrudis est née à la Havane, — et son talent sévère et hardi. Cela suffit, et bien au-delà, pour que l'attention, à Madrid, se fixe avidement sur les débuts de la première Espagnole qui se soit ouvertement consacrée au culte sérieux de la poésie et des lettres. Il paraît, du reste, que l'exemple ne doit point se perdre, car, le lendemain du triomphe, les journaux annonçaient la publication prochaine de la *Revista Semanal*, revue hebdomadaire de littérature, de peinture, de musique, exclusivement rédigée par quatre femmes, dont la plus âgée a vingt-deux ans à peine, doña Carolina Coronado, doña Adelaïda O'dena, doña Paulina Cabrero de Martinez, et doña Josefa Pieri, fort renommées aussi toutes quatre pour leur élégance et pour leur beauté. Il n'est point aisé de prévoir où aboutiront les naissantes ambitions littéraires de la femme en Espagne; pour notre compte, il nous répugne de croire que l'esprit public et les mœurs s'en puissent un jour mal trouver. Très peu de temps après la représentation d'*Alfonso Munio*, le plus important journal de la Péninsule, l'*Heraldo*, se récriant sur la somme énorme que *le Juif Errant* doit rapporter à M. Eugène Sue, ajoutait avec une certaine tristesse : « Quand est-ce donc qu'en Espagne les travaux de l'intelligence seront aussi magnifiquement récompensés ! » Que dites-vous là, bons Madrilègnes? et pourquoi nous envier nos fastueuses misères? Ah! s'il le faut, redoublez d'enthousiasme pour vos jeunes filles poètes, prodiguez-leur plus abondamment encore les couronnes et les sérénades plutôt que de contracter les égoïstes et prosaïques allures de nos romanciers. Mieux vaut cent fois, nous vous l'affirmons, si bizarre, si exagérée qu'on la suppose, l'émotion que vient de soulever parmi vous la première œuvre dramatique de la señorita doña Gertrudis Gomez de Avellaneda!

XAVIER DURRIEU.

LA

MAISON DU BERGER.

POÈME.[1]

LETTRE A EVA.

I.

Si ton cœur, gémissant du poids de notre vie,
Se traîne et se débat comme un aigle blessé,
Portant comme le mien, sur son aile asservie,
Tout un monde fatal, écrasant et glacé;
S'il ne bat qu'en saignant par sa plaie immortelle,
S'il ne voit plus l'amour, son étoile fidèle,
Éclairer pour lui seul l'horizon effacé;

(1) Ce poème est le prologue du volume des *Poèmes philosophiques* de M. Alfred de Vigny, dont les quatre premiers : *la Sauvage, la Mort du Loup, la Flûte, le Mont des Oliviers,* ont été publiés dans cette *Revue.*

Si ton ame enchaînée, ainsi que l'est mon ame,
Lasse de son boulet et de son pain amer,
Sur sa galère en deuil laisse tomber la rame,
Penche sa tête pâle et pleure sur la mer,
Et cherchant dans les flots une route inconnue,
Y voit, en frissonnant, sur son épaule nue,
La lettre sociale écrite avec le fer;

Si ton corps, frémissant des passions secrètes,
S'indigne des regards, timide et palpitant;
S'il cherche à sa beauté de profondes retraites
Pour la mieux dérober au profane insultant;
Si ta lèvre se sèche au poison des mensonges,
Si ton beau front rougit de passer dans les songes
D'un impur inconnu qui te voit et t'entend,

Pars courageusement, laisse toutes les villes;
Ne ternis plus tes pieds aux poudres du chemin,
Du haut de nos pensers vois les cités serviles
Comme les rocs fatals de l'esclavage humain.
Les grands bois et les champs sont de vastes asiles,
Libres comme la mer autour des sombres îles.
Marche à travers les champs une fleur à la main.

La Nature t'attend dans un silence austère;
L'herbe élève à tes pieds son nuage des soirs,
Et le soupir d'adieu, du soleil à la terre,
Balance les beaux lys comme des encensoirs.
La forêt a voilé ses colonnes profondes,
La montagne se cache, et sur les pâles ondes
Le saule a suspendu ses chastes reposoirs.

Le crépuscule ami s'endort dans la vallée,
Sur l'herbe d'émeraude et sur l'or du gazon,
Sous les timides joncs de la source isolée
Et sous le bois rêveur qui tremble à l'horizon,
Se balance en fuyant, dans les grappes sauvages,
Jette son manteau gris sur le bord des rivages,
Et des fleurs de la nuit entr'ouvre la prison.

Il est sur ma montagne une épaisse bruyère
Où les pas du chasseur ont peine à se plonger,
Qui plus haut que nos fronts lève sa tête altière,
Et garde dans la nuit le pâtre et l'étranger.
Viens-y cacher l'amour et ta divine faute;
Si l'herbe est agitée ou n'est pas assez haute,
J'y roulerai pour toi la Maison du Berger.

Elle va doucement avec ses quatre roues,
Son toit n'est pas plus haut que ton front et tes yeux;
La couleur du corail et celle de tes joues
Teignent le char nocturne et ses muets essieux.
Le seuil est parfumé, l'alcove est large et sombre,
Et là, parmi les fleurs, nous trouverons dans l'ombre,
Pour nos cheveux unis, un lit silencieux.

Je verrai, si tu veux, les pays de la neige,
Ceux où l'astre amoureux dévore et resplendit,
Ceux que heurtent les vents, ceux que la mer assiége,
Ceux où le pôle obscur sous sa glace est maudit.
Nous suivrons du hasard la course vagabonde.
Que m'importe le jour, que m'importe le monde?
Je dirai qu'ils sont beaux quand tes yeux l'auront dit.

Que Dieu guide à son but la vapeur foudroyante
Sur le fer des chemins qui traversent les monts,
Qu'un Ange soit debout sur sa forge bruyante,
Quand elle va sous terre ou fait trembler les ponts
Et, de ses dents de feu dévorant ses chaudières,
Transperce les cités et saute les rivières,
Plus vite que le cerf dans l'ardeur de ses bonds!

Oui, si l'Ange aux yeux bleus ne veille sur sa route,
Et le glaive à la main ne plane et la défend,
S'il n'a compté les coups du levier, s'il n'écoute
Chaque tour de la roue en son cours triomphant,
S'il n'a l'œil sur les eaux et la main sur la braise;
Pour jeter en éclats la magique fournaise,
Il suffira toujours du caillou d'un enfant.

Sur ce taureau de fer qui fume, souffle et beugle,
L'homme a monté trop tôt. Nul ne connaît encor
Quels orages en lui porte ce rude aveugle,
Et le gai voyageur lui livre son trésor;
Son vieux père et ses fils, il les jette en otage
Dans le ventre brûlant du taureau de Carthage,
Qui les rejette en cendre aux pieds du Dieu de l'or.

Mais il faut triompher du temps et de l'espace,
Arriver ou mourir. Les marchands sont jaloux.
L'or pleut sous les charbons de la vapeur qui passe,
Le moment et le but sont l'univers pour nous.
Tous se sont dit : « Allons! » — mais aucun n'est le maître
Du dragon mugissant qu'un savant a fait naître;
Nous nous sommes joués à plus fort que nous tous.

Eh bien! que tout circule et que les grandes causes
Sur des ailes de feu lancent les actions,
Pourvu qu'ouverts toujours aux généreuses choses
Les chemins du vendeur servent les passions.
Béni soit le Commerce au hardi caducée,
Si l'Amour que tourmente une sombre pensée
Peut franchir en un jour deux grandes nations.

Mais à moins qu'un ami menacé dans sa vie
Ne jette, en appelant, le cri du désespoir,
Ou qu'avec son clairon la France nous convie
Aux fêtes du combat, aux luttes du savoir;
A moins qu'au lit de mort une mère éplorée
Ne veuille encor poser sur sa race adorée
Ces yeux tristes et doux qu'on ne doit plus revoir,

Évitons ces chemins. — Leur voyage est sans graces,
Puisqu'il est aussi prompt, sur ses lignes de fer,
Que la flèche élancée à travers les espaces
Qui va de l'arc au but en faisant siffler l'air.
Ainsi jetée au loin, l'humaine créature
Ne respire et ne voit, dans toute la nature,
Qu'un brouillard étouffant que traverse un éclair.

On n'entendra jamais piaffer sur une route
Le pied vif du cheval sur les pavés en feu;
Adieu, voyages lents, bruits lointains qu'on écoute,
Le rire du passant, les retards de l'essieu,
Les détours imprévus des pentes variées,
Un ami rencontré, les heures oubliées,
L'espoir d'arriver tard dans un sauvage lieu.

La distance et le temps sont vaincus. La science
Trace autour de la terre un chemin triste et droit.
Le Monde est rétréci par notre expérience
Et l'équateur n'est plus qu'un anneau trop étroit.
Plus de hasard. Chacun glissera sur sa ligne
Immobile au seul rang que le départ assigne,
Plongé dans un calcul silencieux et froid.

Jamais la Rêverie amoureuse et paisible
N'y verra sans horreur son pied blanc attaché;
Car il faut que ses yeux sur chaque objet visible
Versent un long regard, comme un fleuve épanché;
Qu'elle interroge tout avec inquiétude,
Et, des secrets divins se faisant une étude,
Marche, s'arrête et marche avec le col penché.

II.

Poésie! ô trésor! perle de la pensée!
Les tumultes du cœur, comme ceux de la mer,
Ne sauraient empêcher ta robe nuancée
D'amasser les couleurs qui doivent te former.
Mais si tôt qu'il te voit briller sur un front mâle,
Troublé de ta lueur mystérieuse et pâle,
Le vulgaire effrayé commence à blasphémer,

Le pur enthousiasme est craint des faibles ames
Qui ne sauraient porter son ardeur ni son poids.
Pourquoi le fuir? — La vie est double dans les flammes.
D'autres flambeaux divins nous brûlent quelquefois :
C'est le Soleil du ciel, c'est l'Amour, c'est la Vie;
Mais qui de les éteindre a jamais eu l'envie?
Tout en les maudissant, on les chérit tous trois.

La Muse a mérité les insolens sourires
Et les soupçons moqueurs qu'éveille son aspect.
Dès que son œil chercha le regard des satyres,
Sa parole trembla, son serment fut suspect,
Il lui fut interdit d'enseigner la sagesse.
Au passant du chemin elle criait : largesse!
Le passant lui donna sans crainte et sans respect.

Ah ! fille sans pudeur! fille du saint Orphée,
Que n'as-tu conservé ta belle gravité!
Tu n'irais pas ainsi, d'une voix étouffée,
Chanter aux carrefours impurs de la cité.
Tu n'aurais pas collé sur le coin de ta bouche
Le coquet madrigal, piquant comme une mouche,
Et, près de ton œil bleu, l'équivoque effronté.

Tu tombas dès l'enfance, et, dans la folle Grèce,
Un vieillard t'enivrant de son baiser jaloux
Releva le premier ta robe de prêtresse,
Et, parmi les garçons, t'assit sur ses genoux.
De ce baiser mordant ton front porte la trace;
Tu chantas en buvant dans les banquets d'Horace,
Et Voltaire à la cour te traîna devant nous.

Vestale aux feux éteints! les hommes les plus graves
Ne posent qu'à demi ta couronne à leur front;
Ils se croient arrêtés, marchant dans tes entraves,
Et n'être que poète est pour eux un affront.
Ils jettent leurs pensers aux vents de la tribune,
Et ces vents, aveuglés comme l'est la fortune,
Les rouleront comme elle et les emporteront.

Ils sont fiers et hautains dans leur fausse attitude,
Mais le sol tremble aux pieds de ces tribuns romains.
Leurs discours passagers flattent avec étude
La foule qui les presse et qui leur bat des mains;
Toujours renouvelé sous ses étroits portiques,
Ce parterre ne jette aux acteurs politiques
Que des fleurs sans parfums, souvent sans lendemains.

Ils ont pour horizon leur salle de spectacle;
La chambre où ces élus donnent leurs faux combats
Jette en vain, dans son temple, un incertain oracle,
Le peuple entend de loin le bruit de leurs débats;
Mais il regarde encor le jeu des assemblées
De l'œil dont ses enfans et ses femmes troublées
Voient le terrible essai des vapeurs aux cent bras.

L'ombrageux paysan gronde à voir qu'on dételle,
Et que pour le scrutin on quitte le labour.
Cependant le dédain de la chose immortelle
Tient jusqu'au fond du cœur quelque avocat d'un jour.
Lui qui doute de l'ame, il croit à ses paroles.
Poésie, il se rit de tes graves symboles,
O toi des vrais penseurs impérissable amour!

Comment se garderaient les profondes pensées
Sans rassembler leurs feux dans ton diamant pur
Qui conserve si bien leurs splendeurs condensées?
Ce fin miroir solide, étincelant et dur,
Reste des nations mortes, durable pierre
Qu'on trouve sous ses pieds lorsque dans la poussière
On cherche les cités sans en voir un seul mur.

Diamant sans rival, que tes feux illuminent
Les pas lents et tardifs de l'humaine Raison!
Il faut pour voir de loin les peuples qui cheminent
Que le Berger t'enchâsse au toit de sa Maison.
Le jour n'est pas levé. — Nous en sommes encore
Au premier rayon blanc qui précède l'aurore
Et dessine la terre aux bords de l'horizon.

Les peuples tout enfans à peine se découvrent
Par-dessus les buissons nés pendant leur sommeil,
Et leur main, à travers les ronces qu'ils entr'ouvrent,
Met aux coups mutuels le premier appareil.
La barbarie encor tient nos pieds dans sa gaîne.
Le marbre des vieux temps jusqu'aux reins nous enchaîne,
Et tout homme énergique au dieu Terme est pareil.

Mais notre esprit rapide en mouvemens abonde,
Ouvrons tout l'arsenal de ses puissans ressorts.
L'invisible est réel. Les ames ont leur monde
Où sont accumulés d'impalpables trésors.
Le Seigneur contient tout dans ses deux bras immenses,
Son Verbe est le séjour de nos intelligences
Comme ici-bas l'espace est celui de nos corps.

III.

Éva, qui donc es-tu? Sais-tu bien ta nature?
Sais-tu quel est ici ton but et ton devoir?
Sais-tu que pour punir l'homme, sa créature,
D'avoir porté la main sur l'arbre du savoir,
Dieu permit qu'avant tout, de l'amour de soi-même
En tout temps, à tout âge, il fît son bien suprême,
Tourmenté de s'aimer, tourmenté de se voir.

Mais si Dieu près de lui t'a voulu mettre, ô femme!
Compagne délicate! Éva! sais-tu pourquoi?
C'est pour qu'il se regarde au miroir d'une autre ame,
Qu'il entende ce chant qui ne vient que de toi:
— L'enthousiasme pur dans une voix suave.
C'est afin que tu sois son juge et son esclave
Et règnes sur sa vie en vivant sous sa loi.

Ta parole joyeuse a des mots despotiques,
Tes yeux sont si puissans, ton aspect est si fort,
Que les rois d'Orient ont dit dans leurs cantiques
Ton regard redoutable à l'égal de la mort;
Chacun cherche à fléchir tes jugemens rapides...
— Mais ton cœur, qui dément tes formes intrépides,
Cède sans coup férir aux rudesses du sort.

Ta pensée a des bonds comme ceux des gazelles,
Mais ne saurait marcher sans guide et sans appui.
Le sol meurtrit ses pieds, l'air fatigue ses ailes,
Son œil se ferme au jour dès que le jour a lui;
Parfois, sur les hauts lieux d'un seul élan posée,
Troublée au bruit des vents, ta mobile pensée
Ne peut seule y veiller sans crainte et sans ennui.

Mais aussi tu n'as rien de nos lâches prudences,
Ton cœur vibre et résonne au cri de l'opprimé,
Comme dans une église aux austères silences
L'orgue entend un soupir et soupire alarmé.
Tes paroles de feu meuvent les multitudes,
Tes pleurs lavent l'injure et les ingratitudes,
Tu pousses par le bras l'homme... il se lève armé.

C'est à toi qu'il convient d'ouïr les grandes plaintes
Que l'humanité triste exhale sourdement.
Quand le cœur est gonflé d'indignations saintes,
L'air des cités l'étouffe à chaque battement.
Mais de loin les soupirs des tourmentes civiles,
S'unissant au-dessus du charbon noir des villes,
Ne forment qu'un grand mot qu'on entend clairement.

Viens donc, le ciel pour moi n'est plus qu'une auréole
Qui t'entoure d'azur, t'éclaire et te défend;
La montagne est ton temple et le bois sa coupole,
L'oiseau n'est sur la fleur balancé par le vent,
Et la fleur ne parfume et l'oiseau ne soupire
Que pour mieux enchanter l'air que ton sein respire;
La terre est le tapis de tes beaux pieds d'enfant.

Eva, j'aimerai tout dans les choses créées,
Je les contemplerai dans ton regard rêveur
Qui partout répandra ses flammes colorées,
Son repos gracieux, sa magique saveur :
Sur mon cœur déchiré viens poser ta main pure,
Ne me laisse jamais seul avec la Nature;
Car je la connais trop pour n'en pas avoir peur.

Elle me dit : « Je suis l'impassible théâtre
Que ne peut remuer le pied de ses acteurs;
Mes marches d'émeraude et mes parvis d'albâtre,
Mes colonnes de marbre ont les dieux pour sculpteurs.
Je n'entends ni vos cris ni vos soupirs; à peine
Je sens passer sur moi la comédie humaine
Qui cherche en vain au ciel ses muets spectateurs.

« Je roule avec dédain sans voir et sans entendre,
A côté des fourmis les populations;
Je ne distingue pas leur terrier de leur cendre,
J'ignore en les portant les noms des nations.
On me dit une mère et je suis une tombe.
Mon hiver prend vos morts comme son hécatombe,
Mon printemps ne sent pas vos adorations.

« Avant vous j'étais belle et toujours parfumée,
J'abandonnais au vent mes cheveux tout entiers,
Je suivais dans les cieux ma route accoutumée,
Sur l'axe harmonieux des divins balanciers.
Après vous, traversant l'espace où tout s'élance,
J'irai seule et sereine, en un chaste silence
Je fendrai l'air du front et de mes seins altiers. »

C'est là ce que me dit sa voix triste et superbe,
Et dans mon cœur alors je la hais et je vois
Notre sang dans son onde et nos morts sous son herbe
Nourrissant de leurs sucs la racine des bois.
Et je dis à mes yeux qui lui trouvaient des charmes :
Ailleurs tous vos regards, ailleurs toutes vos larmes,
Aimez ce que jamais on ne verra deux fois.

Oh ! qui verra deux fois ta grace et ta tendresse,
Ange doux et plaintif qui parle en soupirant?
Qui naîtra comme toi portant une caresse
Dans chaque éclair tombé de ton regard mourant,
Dans les balancemens de ta tête penchée
Dans ta taille indolente et mollement couchée
Et dans ton pur sourire amoureux et souffrant?

Vivez, froide Nature, et revivez sans cesse
Sous nos pieds, sur nos fronts, puisque c'est votre loi,
Vivez, et dédaignez, si vous êtes déesse,
L'homme, humble passager, qui dut vous être un roi;
Plus que tout votre règne et que ses splendeurs vaines,
J'aime la majesté des souffrances humaines,
Vous ne recevrez pas un cri d'amour de moi.

Mais toi, ne veux-tu pas, voyageuse indolente,
Rêver sur mon épaule, en y posant ton front?
Viens du paisible seuil de la maison roulante
Voir ceux qui sont passés et ceux qui passeront.
Tous les tableaux humains qu'un Esprit pur m'apporte,
S'animeront pour toi quand, devant notre porte,
Les grands pays muets longuement s'étendront.

Nous marcherons ainsi, ne laissant que notre ombre
Sur cette terre ingrate où les morts ont passé;
Nous nous parlerons d'eux à l'heure où tout est sombre,
Où tu te plais à suivre un chemin effacé,
A rêver, appuyée aux branches incertaines,
Pleurant, comme Diane au bord de ses fontaines,
Ton amour taciturne et toujours menacé.

Cte ALFRED DE VIGNY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juillet 1844.

On se demandait, depuis plusieurs mois, jusqu'où pouvait aller la patience du cabinet. Battu sur les questions administratives comme sur les questions politiques, il s'armait d'une résignation égale à ses défaites; d'où lui venait cette magnanime indifférence? On l'ignorait. On ne savait pas qu'il possédait un secret pour se tirer d'affaire. Ce secret nous a été enfin révélé. Le *Moniteur* du 30 juin a publié l'article sur la dotation.

Cet expédient prolongera-t-il les jours du ministère? est-il raffermi, ou bien a-t-il soulevé imprudemment la tempête destinée à l'emporter? Ce problème n'est pas encore résolu pour nous. Le succès, dans ce monde, est quelquefois si bizarre! Les témérités les plus folles peuvent réussir et prendre l'apparence de l'habileté. Laissons à un avenir plus ou moins rapproché le soin de nous instruire à cet égard. Les politiques profonds, les gens habiles, nous voulons dire ceux qui ont un penchant décidé pour le ministère, répondent maintenant de sa durée jusqu'à la session prochaine. Soit : que le ministère dure encore cinq ou six mois, puisqu'ils le veulent; mais si le ministère a su se tirer d'affaire pour le moment, voyons s'il a sauvé sa considération et son honneur.

D'abord, le manifeste a été l'objet d'un blâme universel. Pas une voix sérieuse ne s'est élevée pour le défendre, ni dans les chambres ni dans la presse. L'opinion a été unanime pour le condamner. Il a profondément affligé les vrais amis du trône constitutionnel; il n'a réjoui que les radicaux et les légitimistes. La chambre des députés, sous le coup de cette publication inouie dans les fastes du gouvernement représentatif, n'a pas voulu retarder d'un seul jour l'expression de son juste ressentiment. L'article avait paru le dimanche 30 juin, les interpellations ont eu lieu le jour suivant. M. Dupin, de ce ton ferme et brusque qui le caractérise, a reproché au ministère d'avoir fait une sorte

d'appel au peuple contre les chambres, d'être sorti des voies constitutionnelles, d'avoir agi sans loyauté et sans franchise. M. Guizot, dont l'embarras était visible, et dont l'éloquence avait déjà pâli deux fois devant le langage audacieux de M. Lherbette, n'a pas répondu à M. Dupin. Tout le ministère est resté muet. Son silence a été apprécié par la chambre. Cette fois encore, le ministère avait contre lui la majorité, qui, selon sa vieille habitude, s'est contentée de l'humilier.

Voilà, jusqu'à présent, tout le succès du manifeste au Palais-Bourbon. L'opinion du Luxembourg n'a pas mieux accueilli cet étrange oubli des règles parlementaires. Si le mécontentement de la chambre des pairs n'a pas éclaté à la tribune, il s'est produit ailleurs, dans des conversations pour ainsi dire publiques, et avec une vivacité singulière. M. Pasquier n'a pas ménagé ses termes, et le jugement exprimé par le grave chancelier serait de nature à blesser cruellement l'amour-propre du cabinet, si le cabinet avait de l'amour-propre. L'impression ressentie dans les chambres a été partagée dans le public; elle est celle de tous les citoyens sensés qui se défient des expériences politiques, qui aiment le jeu naturel de nos institutions, qui trouvent qu'un gouvernement est bien fou de se créer lui-même des embarras, lorsque le cours ordinaire des choses amène sans cesse des difficultés nouvelles, qui pensent enfin que les premiers devoirs d'un cabinet sont d'exécuter fidèlement la constitution, de respecter les opinions de la majorité, de garantir de toute atteinte la personne du roi, et de pratiquer sincèrement la doctrine de la responsabilité ministérielle. Voilà l'effet que la publication du *Moniteur* a produit sur les esprits les plus modérés. Nous passons sous silence les plaisanteries sur certains passages peu littéraires de l'article officiel, et l'impression pénible qu'a causée l'humilité de certaines phrases. Sans parler de la mesure en elle-même, était-ce là un langage habile, convenable, digne de l'intérêt élevé que l'on voulait défendre? Et le moment choisi pour la publication, quelle preuve de tact! L'heureuse idée de jeter les dotations princières au milieu de l'affligeant débat des intérêts matériels et à travers les dégoûts soulevés contre les affaires d'argent! Les dotations et la discussion des chemins de fer, quel rapprochement! Sous tous les rapports, l'occasion était trop belle d'injurier le trône pour que les factions ne l'aient pas saisie aussitôt. Une presse ardente, la presse légitimiste surtout, a exploité le thème fourni par le *Moniteur*. Le roi est attaqué; le ministère ne l'est plus. Un ou deux journaux ministériels qui veulent bien défendre la mesure le font froidement, comme des avocats chargés d'une mauvaise cause. Pourquoi aussi le *Moniteur* ne parle-t-il pas? Il a promis d'éclairer le pays, de dissiper les erreurs, de combattre les calomnies, de faire triompher la vérité contre les préjugés entretenus par la malveillance des factions. La tribune est muette; c'est au *Moniteur* de parler. Qu'il fasse donc ses affaires lui-même. Nous connaissons des gens, d'ailleurs fort exclusifs en matière de presse, qui, cette fois, accepteraient bien volontiers la concurrence du

journal officiel. Si le *Moniteur* voulait enfin rompre le silence; s'il lui plaisait tout à coup de devenir piquant, spirituel, éloquent, persuasif, il leur éviterait de grands embarras.

Mille bruits ont circulé sur la rédaction et sur la publication du manifeste. Dans le premier moment, des familiers du ministère ont osé dire que le *Moniteur* avait commis un acte d'indiscipline, et qu'il en était résulté de graves explications dans le conseil, à la suite desquelles plusieurs portefeuilles, courageusement déposés, avaient été repris sous l'empire des sollicitations les plus pressantes, adressées aux sentimens les plus nobles. Cette fable n'ayant rencontré que l'incrédulité et le mépris chez les honnêtes gens, on a imaginé une autre version. On a dit que tous les ministres n'étaient pas coupables au même chef, que plusieurs avaient ignoré la mesure, que d'autres, l'ayant désapprouvée et mettant en balance leurs convictions et leur dévouement, avaient fini par imposer un douloureux silence à leurs convictions. Quant à la rédaction de la note, on ajoutait que tous les ministres y étaient étrangers. On l'avait reçue toute faite, ceux qui l'avaient connue l'avaient discutée respectueusement, sans y rien changer; puis le *Moniteur* l'avait publiée. Cette seconde version a obtenu plus de succès que la première. Elle était d'accord avec l'idée que le public s'est faite, à tort ou à raison, de l'influence réelle de certains membres du cabinet. Elle donnait aussi à certains ministres que nous n'avons pas besoin de nommer, et qui sont connus pour ne pas aimer les affaires douteuses, le moyen de se créer dans la circonstance une situation à part. Il faut dire à l'honneur de la fraction militaire du cabinet qu'elle n'a pas accepté un seul instant la solidarité de ces trahisons réciproques, au milieu desquelles un intérêt supérieur à tous les autres était scandaleusement sacrifié. Dès que le maréchal Soult a connu ces commentaires, il les a désavoués avec la franchise un peu rude qu'on lui connaît. L'amiral Mackau a fait la même chose un peu plus poliment. On a su alors que la mesure de la dotation avait été discutée en conseil depuis trois mois, et que l'article du *Moniteur* avait été entièrement rédigé par M. Guizot. M. Villemain, dit-on, par amour des formes littéraires, aurait bien voulu introduire dans la rédaction quelques changemens utiles; mais ses observations, pleines de goût et de justesse, n'ont pas été accueillies. Le style génevois a écarté le style académique.

La responsabilité ministérielle, malgré tous les efforts que l'on a faits pour l'atténuer, est donc pleinement engagée dans tout ceci. Le ministère répondra des suites du conflit qu'il soulève d'une manière si périlleuse et si peu constitutionnelle. Il a lancé au milieu des passions de la multitude le nom du roi, l'inviolabilité de la couronne, l'honneur d'une dynastie, les principes tutélaires de notre constitution; ces grands intérêts, dont la garde est confiée à sa loyauté comme à sa prudence, il les livre à la controverse orageuse des journaux; il les retire du débat régulier des pouvoirs publics pour les précipiter dans l'arène des partis. Si la discussion, ainsi transformée en une

sorte d'émeute organisée par le ministère, nuit à la cause qu'il est chargé de défendre, il en portera toute la responsabilité. Nous savons bien, du reste, qu'il y a dans le ministère un homme que cette lutte n'effraie point, et qui la désire au contraire. Ce n'est pas la première fois que la France, depuis quinze ans, voit apparaître dans les conseils du pouvoir une politique dont le but est d'exciter les passions pour se donner le dangereux plaisir de les combattre, et qui, se sentant inhabile à gouverner par la douceur, fait naître des crises pour avoir le droit d'employer la violence comme un moyen de gouvernement. Lorsqu'on ne sait pas se concilier les esprits, on veut les dominer; lorsqu'on ignore le secret de diriger la majorité dans un temps calme, par la seule influence du caractère et des lumières, on veut la subjuguer par le sentiment du danger. On a recours aux moyens extrêmes pour la discipliner. Comme on sait qu'elle abhorre les factions, et qu'elle est profondement dévouée à la royauté de juillet, on met cette royauté en cause, et on réveille les factions; c'est le moyen d'alarmer et de ressaisir la majorité. On élève les mauvaises passions à la surface de la société pour trouver l'occasion d'un combat où l'on se croit sûr de vaincre, parce qu'on aura le droit de réclamer, au nom des intérêts menacés, l'appui des bons citoyens. On s'abritera derrière le trône, que l'on croit assez fort pour supporter les coups. Qu'importe, d'ailleurs, l'issue de la guerre que l'on allume, si l'on est parvenu à rallier pour un moment la majorité, si l'on a interrompu le travail qui s'opérait naturellement dans son sein, et qui, par un déplacement insensible, allait porter sans secousse le pouvoir dans d'autres mains plus fermes et plus sûres? On espère bien, par la suite, si cela devient nécessaire, fortifier sa situation en aggravant le péril, et embrouiller tellement les affaires, que l'on dégoûtera pour long-temps les hommes sensés qui pourraient prétendre à l'héritage ministériel. Le pays a déjà fait, il y a peu d'années, l'épreuve de cette politique faible et violente, agressive au dedans et timide au dehors; peut-être finirons-nous par la revoir à l'œuvre. A Dieu ne plaise que nous voulions augmenter ses embarras! Nous saurons toujours séparer ce qui est irresponsable de ce qui ne l'est pas, ce qui mérite notre dévouement et nos respects de ce qui mérite le blâme, la couronne enfin de l'intérêt égoïste qui la découvre pour s'effacer lui-même, et la compromet dans une lutte dont il espère, quoi qu'il arrive, recueillir les fruits. Cependant, pour parler avec franchise, nous avions cru que le règne de cette politique était passé. Depuis deux ans surtout, l'immense malheur qui a frappé la France et fixé ses regards inquiets sur l'avenir avait paru indiquer le besoin d'une politique élevée, généreuse, prévoyante, appliquée à éteindre les mauvaises passions, à élargir la base du pouvoir, capable surtout de faire aimer le trône, et de l'entourer des respects du pays. Populariser la dynastie, ce devait être l'œuvre de notre temps. Tous les esprits sages offraient leur concours à cette noble entreprise; c'était la pensée de M. Thiers lorsqu'il prononçait, sur la loi de régence, un discours que bien des gens paraissent avoir oublié aujourd'hui. C'était aussi le

sens de la conduite réservée qu'ont tenue certains hommes considérables, adversaires connus de la politique du cabinet, voyant ses fautes, mais évitant de se prononcer publiquement à son égard, et lui prêtant le secours d'une neutralité généreuse, dans la crainte, imaginaire selon nous, d'empirer la situation en la dévoilant, et de mettre en péril des intérêts plus grands que ceux du ministère. Préparer l'avenir dans l'éventualité d'une régence, c'était, il faut le dire, le conseil de la prudence la plus vulgaire. Le cabinet du 29 octobre ne paraît pas avoir été de cet avis. Calmer le pays, concilier, réunir, aller au-devant des transactions honorables, tout faire en un mot pour diminuer les difficultés d'un moment de transition que les partis attendent avec espoir, c'eût été pour un esprit comme celui de M. Guizot une petite politique; la grande politique consiste à déchaîner les orages, au lieu de les prévenir.

Livrez donc encore cette bataille aux factions; que ce soit la dernière, s'il plaît à Dieu, et montrez-y du moins de la résolution et de la vigueur. Mais non; dès le premier jour, le roi est calomnié; on insulte à la tribune la royauté, on fait entre elle et la restauration un parallèle outrageant pour la révolution de juillet. Jamais, jusque-là, de pareilles attaques ne s'étaient fait entendre dans le parlement; elles étaient reléguées dans les pamphlets : et le ministère ne dit mot! M. Guizot ne saisit pas cette occasion de faire oublier sa faute par l'éloquence, et de relever avec lui, au moyen d'un triomphe oratoire, la majorité confuse et désarmée. Puis arrivent les violences des journaux. La royauté est livrée de toutes parts. Que dit la presse ministérielle? Qu'il s'agit d'une question de confiance, sur laquelle on n'a pas la prétention de convertir les radicaux ni les légitimistes; qu'on n'essaiera pas même de persuader quiconque n'est pas l'ami déclaré du ministère. On ne parlera que pour ceux des députés du centre qui ont conservé des scrupules sur la dotation. En vérité, voilà un dédain commode et qui sera d'une grande utilité pour la couronne! Si la défense de la dotation s'adresse exclusivement à M. Muret de Bort et à ses honorables collègues qui ont exprimé leurs doutes sur la convenance ou l'opportunité de cette mesure, pourquoi tant de bruit? M. Guizot, sans faire des articles dans le *Moniteur*, où il avait cessé d'écrire depuis si long-temps, ne pouvait-il pas prier ces messieurs de venir causer avec lui, à l'hôtel des affaires étrangères, et là essayer de les convaincre en leur ouvrant les registres de la liste civile, et en leur parlant de cet air simple et naturel que le ministre doctrinaire sait prendre quelquefois, dit-on, lorsqu'il est de loisir et que le public des tribunes ne le regarde pas? Mais qu'allons-nous dire? Si par hasard M. Guizot n'avait toujours eu, au fond, depuis trois ans, qu'un penchant équivoque pour la dotation; si lui-même, il y a six mois, au moment de la réunion des chambres, dans un intérêt que tout le monde comprend, avait contribué par des suggestions habiles à faire écarter la mesure dans les bureaux; si le manifeste du *Moniteur* n'avait eu en réalité d'autre but que d'enterrer le projet, comme on dit, après l'avoir étouffé en public au milieu des protestations du dévouement le plus

vif! Oh! alors, s'il en était ainsi, nous ne saurions plus comment nommer cette politique. M. Guizot et M. de Cormenin nous sembleraient d'accord pour le but, en agissant par des moyens différens; et la discussion sur le choix des moyens ne serait peut-être pas à l'avantage de M. Guizot. Que croire cependant? Ce n'est pas nous, tout le monde le sait, qui inventons de pareilles suppositions. Pour nous, M. Guizot est toujours un admirable orateur, qui honore la France par un talent de tribune que l'on ne peut plus louer, et devant lequel s'inclinent ses ennemis même. Il a rendu au pays de grands services : ce n'est pas nous qui voudrions imprimer cette tache à son caractère; mais le bruit que nous racontons, ce sont ses confidens eux-mêmes qui le répandent. Ils le disent à l'oreille pour qu'on le répète tout haut. Étrange préoccupation de l'amour-propre! Ils se croiraient humiliés si M. Guizot, comme tant d'autres, eût fait tout simplement une bévue. Au lieu d'une faute, ils aiment mieux lui attribuer une mauvaise action, que l'on a caractérisée nettement par ces deux mots : honte et profit. Avouons que les ministres ont eu de tout temps des amis bien maladroits.

Puisque nous avons parlé de perfidie ou de quelque chose qui y ressemble, nous ne pouvons laisser de côté cette mystérieuse affaire de la dotation sans dire quelques mots d'une ruse assez savamment concertée dans le but d'alléger le fardeau de la responsabilité ministérielle, et de faire peser une solidarité apparente sur des hommes que le cabinet ou ses amis veulent compromettre dans l'opinion, parce qu'ils ont le malheur de lui porter ombrage. Il va sans dire que l'on a fait circuler avant tous le nom de M. le comte Molé. On a fait entendre qu'il avait reçu d'augustes confidences sur la mesure, et qu'il avait tout approuvé. Personne, heureusement, ne refuse à l'ancien président du 15 avril, à part ses autres qualités éminentes, un jugement rare et une certaine finesse unies à une parfaite loyauté. On sait en outre qu'il ne passe pas dans le monde pour être épris d'un sentiment trop vif en faveur de M. Guizot, le chef et l'orateur fougueux de la coalition. Tous ces motifs réunis démontrent que, si M. Molé a connu l'article du *Moniteur* avant la publication, il l'a blâmé. De sa part, craindre de blesser M. Guizot dans cette circonstance, c'eût été vraiment pousser un peu trop loin la charité chrétienne et l'oubli des injures; d'ailleurs la loyauté de l'illustre pair lui faisait un devoir d'éclairer la couronne sur le piége tendu à sa confiance. Voilà pour M. Molé. On a parlé aussi de M. Dupin; mais l'honorable et irritable député, qui savait, avant de monter à la tribune, les bruits que l'on faisait courir sur lui, s'est expliqué trop catégoriquement sur le chapitre de la dotation pour qu'on puisse lui supposer la plus petite part dans la conduite de cette affaire. Ainsi, en ce qui concerne M. Dupin et M. Molé, le ministère a perdu son temps; mais il s'est montré plus habile en faisant intervenir le nom de M. de Montalivet : le mensonge offrait ici du moins quelque vraisemblance. En effet, comment supposer, à la première réflexion, que l'intendant général de la liste civile n'ait pas connu le plan du ministère sur la dotation?

La faveur particulière dont il jouit auprès du roi, ses relations avouées avec plusieurs ministres, l'extrême réserve qu'il n'a jamais cessé de garder dans son langage sur le cabinet, et que celui-ci a eu l'art de faire passer pour une adhésion; jusqu'à la nature même de la question dont il s'agit, et sur laquelle nécessairement l'intendant général de la liste civile possède les documens les plus sûrs, tout pouvait faire croire que M. de Montalivet n'était pas étranger à la publication du *Moniteur*. Et cependant c'est une erreur complète : il n'est personne un peu au courant du monde politique qui ne sache maintenant que M. de Montalivet n'a été prévenu de rien. Il n'a pas été consulté. Son caractère, du reste, est trop connu pour qu'on puisse douter un seul instant de l'avis qu'il aurait exprimé, si un avis lui eût été demandé. Ce n'est pas louer M. de Montalivet de dire que sa carrière politique est déjà pleine d'exemples qui attestent son courage et son dévouement; c'est proclamer une vérité que personne n'ignore. Non, M. de Montalivet n'aurait pas approuvé la pensée de défendre la dotation dans la presse, au lieu de la soutenir à la tribune; il n'aurait pas conseillé de mettre en avant la royauté comme un rempart destiné à couvrir la responsablité ministérielle. Pour tout dire, le ministère nous semble avoir été mal inspiré en mêlant à cette affaire le nom de M. de Montalivet. Ce n'est pas encourager pour la suite le système des neutralités expectantes. L'abnégation politique est une de ces vertus difficiles qui ont besoin qu'on les ménage; il est dangereux de les exposer à de trop rudes épreuves.

Comme on le voit, il ne manque rien à l'affaire de la dotation, ni l'intrigue, ni le sujet des réflexions les plus graves. L'intrigue paraît en ce moment-ci sur le premier plan; elle fixe les regards, mais elle n'occupera plus tard que le coin du tableau, et laissera voir dans tout son jour le côté sérieux. On a commencé; il faut finir. Si l'on s'arrête, on s'avoue vaincu; si l'on persiste, des difficultés nouvelles peuvent surgir. De toute façon, la situation est critique; elle réclame l'attention particulière des hommes d'état dont le pays interroge la pensée toutes les fois que des circonstances inattendues l'agitent et l'inquiètent sur son avenir.

D'ici à peu de jours, la session sera close. Les députés s'en iront dans leurs départemens causer de la dotation avec leurs électeurs. A voir la rapidité qu'ils mettent à voter le budget, on pourrait les croire un peu trop pressés de partir; mais il faut être juste : la session a été laborieuse pour eux. Les commissions surtout ont été surchargées de travail. Soit que la plupart des projets de lois présentés par le gouvernement aient été mal digérés, soit que le ministère, par ses faiblesses et par ses fautes, ait donné à la chambre élective le goût d'administrer elle-même, les commissions, voulant tout connaître et tout dire, ont fait de longues études préparatoires qui n'ont pas toujours éclairci ni simplifié les questions, et les rapports ont pris des dimensions énormes. Ajoutez que la chambre, n'étant pas dirigée ni contenue, a usé souvent de son initiative. Encore aujourd'hui il lui reste à résoudre plusieurs questions importantes qu'elle a soulevées elle-même, entre

autres la réforme postale, la question du domicile politique, et la réduction du timbre des journaux. Certes, nous ne voulons pas dire que la chambre ait abusé de ses droits. Abandonnée à elle-même, ne voyant dans les idées du pouvoir aucun plan arrêté, aucune vue d'ensemble, il était naturel qu'elle substituât son action à celle du ministère sur beaucoup de points, et particulièrement sur les questions d'affaires, qui sont celles que le ministère a presque toujours livrées aux hasards de la discussion. La chambre a rempli son devoir. Pourtant, sans parler du dommage que causent à la dignité comme à l'ascendant du pouvoir ces invasions répétées du parlement sur le domaine de l'administration, elles ont cela de fâcheux qu'elles épuisent bien vite les forces d'une législature; c'est un grand mouvement, mais peu productif, et qui s'arrête au moment même où son énergie devrait redoubler. Les chambres sont faites pour discuter les lois, et non pour rédiger des codes administratifs. C'est au gouvernement à leur livrer des matériaux complets, à les guider dans une voie sûre, et à éloigner d'elles tout ce qui pourrait fatiguer leur attention. Gouverner, administrer, et en même temps discuter, contrôler, cela n'est pas possible long-temps. Aussi la chambre, depuis un mois, se montre pressée d'en finir. Elle a entrepris beaucoup de choses qu'elle ne terminera pas. Elle a posé dans ses rapports bien des questions qui n'en sortiront pas, pour cette session du moins, et que la tribune écarte prudemment. Ajoutez qu'un certain dégoût se mêle à cette lassitude. La modestie d'un ministère peut flatter l'amour-propre d'une majorité; mais comment pourrait-elle aimer ce qui résulte de son affaiblissement, l'absence de direction et le désordre dans la discussion des lois, la contradiction dans les votes, les résolutions les plus graves enlevées par surprise, source de récriminations fâcheuses contre la chambre et de conflits regrettables entre les pouvoirs parlementaires? Aussi la chambre des députés n'a jamais été plus impatiente de voir arriver le terme d'une session.

La chambre des pairs est plus calme, et ses actes s'en ressentent. Ainsi que nous l'avions prévu, elle a effacé de la législation des chemins de fer l'article additionnel de M. Crémieux. M. le comte Molé a saisi l'occasion de protester contre les insinuations faites dans une autre enceinte sur la part qu'il a prise à la compagnie de Strasbourg. Il a tenu un langage plein de fermeté et de noblesse. Il a flétri, avec toute l'autorité qui s'attache à son caractère, cet esprit de dénigrement et d'envie qui veut tout rabaisser à son niveau, qui souille par ses indignes soupçons les renommées les plus pures. On pouvait prévoir du reste que M. Molé annoncerait sa détermination bien arrêtée de demeurer désormais étranger à toute entreprise industrielle. Voilà le bénéfice le plus net de l'amendement Crémieux. Un homme qui a parcouru une des plus belles carrières politiques, et dont le nom a toujours été respecté par l'opinion, peut supporter, dans un intérêt de gouvernement, tous les outrages qui s'adressent à la vie publique; mais on ne peut exiger delui qu'il brave tous les jours la diffamation et les injures dans le seul

espoir d'assurer par son patronage la prospérité d'un chemin de fer. Les députés qui étaient entrés avec M. Molé dans la compagnie de Strasbourg ont suivi son exemple. Tout annonce que le malencontreux article, rejeté à la chambre des pairs, ne se reproduira pas au Palais-Bourbon, malgré l'appui que vient de lui prêter M. Grandin. La commission, qui a repris le projet du chemin de fer de Bordeaux, propose à l'unanimité, par l'organe de M. Dufaure, de ne pas le rétablir dans la loi. Il est devenu évident aujourd'hui, pour tous les esprits non prévenus, que la chambre des députés a commis une faute en votant l'amendement de M. Crémieux; elle doit en convenir elle-même. Si son but était de prendre une mesure disciplinaire, elle ne pouvait, sans manquer aux convenances, l'imposer à la chambre des pairs. Si elle a voulu faire entrer dans le code électoral un nouveau principe d'incompatibilité, ce n'était pas dans une loi spéciale, et par un amendement fortuit, qu'une semblable déclaration devait se produire : il fallait la soumettre à toutes les épreuves fixées par le règlement pour la délibération des projets de loi. Dans tous les cas, ce n'était point devant une chambre distraite, devant un ministère silencieux et immobile, et d'une façon pour ainsi dire subreptice, qu'une innovation si importante pouvait être consacrée. Ces tours d'adresse parlementaire ne sont pas dignes d'un pays comme le nôtre. Nous espérons bien que la chambre des députés ne persistera pas dans sa première résolution, et que le ministère, soutenu d'ailleurs par M. Dufaure, saura trouver quelques bonnes raisons pour l'en détourner.

La question des chemins de fer, dans ces derniers jours, s'est compliquée d'un embarras nouveau par la tendance de la chambre des pairs à se rapprocher des dispositions de la loi de 1842. La chambre des pairs, au fond, n'approuve pas qu'on soit sorti de cette loi. Beaucoup de ses membres eussent volontiers sacrifié les embranchemens et les lignes non désignées dans le réseau primitif, si la crainte d'ajourner les chemins de fer ne les eût retenus. Au Palais-Bourbon, on a réservé pour le chemin de Strasbourg la question de concession, comme on l'avait fait pour les chemins de Lyon et de la frontière belge. Tout fait supposer que cet ajournement aboutira l'année prochaine au vote de l'exécution intégrale, et même de l'exécution par l'état. C'est un parti qui semble bien arrêté dans la chambre élective. Les dispositions contraires de la chambre des pairs pourront créer des difficultés sérieuses, dont la première cause aura été l'indécision du cabinet. Si son attitude eût été plus ferme dès le début, il eût pu rallier à son système beaucoup d'opinions que sa contenance a ébranlées, et qui, ne pouvant s'appuyer sur lui, sont allées tout droit à des principes plus nettement défendus.

La chambre a déjà voté presque tous les chapitres du budget. Plusieurs questions dignes d'intérêt n'ont pu obtenir l'honneur d'une discussion. Ainsi, nous savons que la nouvelle loi sur les patentes diminuera de plus de sept millions les produits de l'impôt. On avait compté au contraire sur une augmen-

tation de trois millions. Voilà une nouvelle difficulté pour l'équilibre financier. Quant aux moyens de combler le déficit, on nous en parle en termes peu rassurans, et cependant c'est à peine si la chambre a voulu écouter les orateurs qui sont venus lui exposer à ce sujet leurs théories des emprunts. Nous aurions pensé qu'elle voudrait s'occuper de l'organisation des ministères et activer sur ce point le zèle de plusieurs ministres qui n'ont pas même encore préparé leurs ordonnances; mais on a glissé là-dessus. Pourtant c'est un sujet des plus graves. La justice et le bon sens se récrient sur la situation trop souvent précaire des employés de l'état, sur l'inégalité des traitemens, sur la confusion qui règne parmi les titres et les attributions, sur l'insuffisance de certains rouages de cette vaste centralisation, qui est à la fois un admirable instrument de pouvoir et de liberté régulière, double force que nous ne devons pas laisser périr en nos mains après l'avoir reçue de l'époque puissante dont elle a fait la grandeur. Ne pourrait-on pas attribuer à l'organisation vicieuse ou incomplète de nos départemens ministériels une partie des irrégularités que les commissions de finances relèvent dans l'emploi des fonds de l'état? Ici, aux formes tutélaires des adjudications on substitue les marchés de gré à gré, qui privent le trésor des bénéfices que lui donnerait la concurrence des fournisseurs. Là, on viole ouvertement les règles de la comptabilité. On fait des dépenses qui n'ont pas été votées; on intervertit les exercices et les chapitres du budget. Nous ne parlons pas de l'Algérie; nous comprenons les difficultés que rencontre une administration naissante sur un sol mal affermi, où les règlemens de la métropole entrent en lutte avec les résistances locales et avec l'esprit assez désordonné de la conquête. Mais c'est en France, dans nos ports, dans nos établissemens publics, à Paris même, sous les yeux des chambres, que nous voyons les lois financières mal observées, et de ces abus pour lesquels on ne saurait trouver d'excuse après plus de trente ans de gouvernement représentatif. On parle de traitemens augmentés sans crédits, de places créées sans fonctions, d'établissemens fondés contre le vœu des chambres. Bien certainement la majorité n'a pas dit au ministère le quart de ce qu'elle pense sur toutes ces choses. Elle a été indulgente; elle a eu peut-être un scrupule que nous sommes loin de blâmer. Beaucoup de gens évitent de porter à la tribune les discussions sur les abus de finances, parce que le dommage moral qui en ressort est souvent plus grand que les fautes commises, et parce que la dignité du pays est exposée dans de pareils débats. Ensuite, y a-t-il beaucoup d'honorables membres, au Palais Bourbon, qui aient pris le temps de lire d'un bout à l'autre le volumineux rapport de M. Bignon?

Comme il arrive souvent que les petites choses se remarquent dans ce bas monde beaucoup plus que les grandes, et comme on est peu charitable dans ce pays assez causeur que l'on nomme la chambre des députés, on a remarqué cette année que M. Bignon, nommé deux années de suite rapporteur du budget, se montrait beaucoup moins ardent que l'an passé; que son rapport,

très étendu du reste, avait glissé sur des détails assez sérieux, révélés à la chambre par ses collègues de la commission; que son langage, si acerbe l'année dernière, s'était sensiblement adouci; qu'enfin, s'il montait à la tribune, c'était pour défendre plutôt que pour attaquer le ministère. Les médisans n'ont pas manqué de dire que M. Laplagne était au moment de céder à M. Bignon son hôtel de la rue de Rivoli. Nous pouvons dire là-dessus ce qui en est. On sait toute l'influence que donne pendant quinze jours à un député le rapport du budget. Tous les ministres sont à ses genoux; tous les solliciteurs frappent à sa porte. Or, une nuée de ces visiteurs incommodes est venue assaillir cette année l'honorable député. Il en est venu de tous les points de la France, de la Loire surtout. M. Bignon, que le maréchal Soult trouvait l'an dernier le plus impitoyable des hommes, est cependant d'une bienveillance achevée. C'est le cœur le plus généreux. Il n'a pu se voir l'objet de tant de sollicitations sans se sentir attendri. Il s'est laissé aller à des promesses nombreuses qu'il a bien fallu réaliser en partie. Les ministres se sont bien gardés de repousser les demandes appuyées par un homme aussi précieux. Sans aucun doute, M. Bignon n'a pas offert son silence en retour des nobles procédés dont le ministère a pu user envers lui: l'indépendance de l'honorable député est pour le moins égale à son extrême bienveillance et à sa courtoisie; mais de cette double circonstance que la charité de M. Bignon trouvait à s'exercer sans peine, et que la main du ministère l'aidait à répandre des bienfaits, il est résulté que l'honorable rapporteur, sans rien perdre de son désintéressement et de sa dignité, surtout aux yeux des habitans de la Loire, n'a pas cru nécessaire de blâmer aussi sévèrement que l'an passé le ministère au sujet de ces peccadilles que l'on appelle des infractions à la loi du budget, et qu'il a même jugé convenable de lui prêter un peu d'appui dans l'occasion. Nous ne savons si beaucoup de gens blâmeront au fond M. Bignon; mais nous en connaissons quelques-uns qui auraient voulu se trouver dans la même situation que lui pour faire exactement la même chose.

Quoi qu'il en soit, bien que le débat sur les questions financières ou administratives ait été rapide, il n'a pas toujours porté bonheur au cabinet. Le maréchal attachait une grande importance à la loi du recrutement. On sait que cette question est devenue l'objet d'un dissentiment entre les deux chambres. Un premier vote de la chambre des députés avait fixé la durée du service militaire à sept ans, et la chambre des pairs, d'accord avec le gouvernement, avait adopté la limite de huit années. La chambre élective vient de reprendre sa première résolution. C'est pour le ministre de la guerre un coup sensible, pour le cabinet un échec, pour les rapports entre les deux chambres une difficulté de plus, pour le pays enfin un résultat affligeant, car le voilà pour long-temps peut-être privé d'une loi impatiemment attendue. Un vote important a eu lieu pour les finances. Le ministère, par l'organe de M. Laplagne, proposait de réduire à 3 pour 100 l'intérêt du cau-

tionnement des officiers ministériels; la chambre a étendu la réduction aux cautionnemens des comptables. Le trésor gagne en tout 2,500,000 francs; mais les receveurs-généraux, les receveurs particuliers, les payeurs, sont l'objet d'une mesure dont le ministre a vainement démontré la rigueur. On connaît le dévouement de M. Laplagne aux intérêts de l'administration qu'il dirige avec une capacité éprouvée. On ne lui reprochera pas de les avoir laissés sans défense. S'il a succombé, c'est qu'il a rencontré tout à coup dans la lutte des adversaires sur lesquels il n'avait pas compté. Ces adversaires imprévus sont ses collègues eux-mêmes, qui, voyant incliner la majorité vers la réduction, et craignant un échec, ont abandonné prudemment M. Laplagne à ses seules ressources, et se sont mis contre lui dans la majorité. Nous sommes surpris que ce fait caractéristique n'ait pas été relevé. Au budget des cultes, une petite affaire a contrarié vivement M. le garde-des-sceaux. Il s'agissait de l'archevêché de Paris. D'après la loi organique du 8 germinal an II, chaque archevêque peut nommer trois vicaires-généraux, M. l'archevêque de Paris en a trois: il en veut un quatrième, et M. le garde-des-sceaux demande un crédit pour assurer le traitement; mais la loi du 8 germinal, la charte du clergé, peut-elle être abrogée ainsi dans une de ses dispositions par un chiffre porté au budget? M. le garde-des-sceaux a fini par convenir qu'il eût été plus régulier de présenter pour cet objet un projet de loi spécial, et il a retiré sa demande.

La discussion du crédit de huit millions pour la marine n'a pas répondu à l'importance des intérêts engagés dans la question. Au lieu de devenir un débat politique, elle est restée, comme le désirait sans doute M. de Mackau, une discussion de budget. L'éloquence et le savoir auraient pu tirer de ce sujet un immense parti. Nous avons vu des temps où la question la plus fastidieuse en apparence, une loi de douane, par exemple, devenait, par le talent des orateurs, un évènement de tribune. La parole animée, féconde, de quelques hommes, communiquait à ces matières arides un attrait puissant. Si alors une question comme celle de la marine, pleine d'un intérêt national, fût tombée entre leurs mains, avec quel empressement ils l'auraient saisie! Aujourd'hui la chambre est pressée de partir. Il faut excepter cependant M. Billault, qui s'est rendu l'éloquent interprète des idées qu'un brave marin, l'amiral Lalande, nous a léguées en mourant. M. Billault a su se faire entendre dans un religieux silence. L'amiral pensait que la France doit rester une puissance maritime. Tout lui en fait une loi, son commerce, son esprit aventureux, son influence politique, son territoire même à défendre. Quant à l'équilibre à établir entre la marine à vapeur et la marine à voiles, l'amiral voulait qu'on fît des expériences nouvelles avant de prendre une résolution sur ce point: non pas qu'il eût une idée peu favorable du rôle destiné à la marine à vapeur dans le système de nos forces navales; mais la question ne lui semblait pas suffisamment étudiée. Il voulait qu'on appréciât mûrement les faits. Tel est aussi le vœu de M. le prince de Joinville, que l'on accuse

à tort d'exagération. Témoin des incertitudes et des lenteurs du pouvoir dans l'examen de la question, il l'a portée lui-même devant la France : il a voulu la mettre à l'étude; c'était le moyen d'en assurer la solution. Au surplus, les répugnances du gouvernement pour l'extension de notre marine à vapeur ne sont plus un secret. On en cite les preuves à la tribune, et le ministère ne les dément pas. Si donc, dans la pensée de M. le prince de Joinville, cette disposition du gouvernement est un danger pour le pays, c'était son devoir de la signaler. L'amiral Lalande pensait que notre flotte n'est pas suffisamment exercée dans les manœuvres. Il critiquait le système de la disponibilité de rade, dont le seul avantage est de maintenir la discipline à bord. Il voulait que la flotte devînt plus mobile, que l'on montrât plus souvent nos escadres sur les mers. Il voulait surtout que les stations maritimes envoyées près de nos consuls ne fussent plus un simulacre impuissant de notre force. A ses yeux, c'était compromettre la politique de la France au lieu de la servir. Nous avons aujourd'hui sous les yeux un triste témoignage de cette vérité. La question de la Plata aurait pu être terminée dans l'origine par le blocus de Buénos-Ayres, si les moyens donnés aux agens de la France pour exécuter cette mesure de vigueur eussent été suffisans. Le gouvernement voulait un blocus énergique; mais, le comte-amiral Leblanc n'ayant pas assez de vaisseaux pour le rendre efficace, les choses ont traîné en longueur, et toutes les complications que l'on connaît sont survenues. On peut supposer également que, si nos agens eussent eu des forces suffisantes dans la Plata au moment de la rupture entre la France et Buénos-Ayres, ils n'auraient pas accepté le concours de Riveira pour prendre l'île de Martin-Garcia, déplorable faute dont les ennemis de la France se sont emparés pour discréditer sa politique dans ces parages. Ce sont là des aveux qu'il est pénible de faire, mais ils renferment des leçons dont le gouvernement doit profiter. L'amiral Lalande attachait le salut de la flotte aux approvisionnemens. Il éprouvait à cet égard de vives inquiétudes; la chambre les a partagées. Ce côté administratif de la question de la marine a été exploré par plusieurs orateurs qui ont signalé des irrégularités graves. La situation des arsenaux n'a pu être éclaircie. On reproche à M. le ministre de la marine de n'avoir pas donné là-dessus les renseignemens nécessaires. Il est bien possible que M. de Mackau ne les ait jamais eus entre les mains. La commission du budget démontre que depuis six ans, malgré l'accroissement extraordinaire des crédits, nos approvisionnemens se sont épuisés, pendant que notre flotte à voiles a diminué de quatre vaisseaux et de quinze frégates! D'où peut venir un résultat si affligeant? M. le prince de Joinville avait-il tort de dire que la plus grande plaie de la marine est le mauvais emploi des fonds qui lui sont accordés par les chambres? M. de Mackau avait du reste reconnu, il y a un an, la nécessité d'une réforme. Il avait envoyé à Brest une commission spéciale chargée de préparer une ordonnance qui rétablît l'ordre et le contrôle dans toutes les parties du service. L'ordonnance a paru le 14 juin dernier; mais, en ce qui touche le

service des arsenaux, elle ne répond pas au vœu exprimé par la commission de Brest. Celle-ci voulait un système de centralisation fortement constitué, garantie d'un ordre sévère et d'une responsabilité réelle. Le ministre, entravé sans doute par la résistance des intérêts et des préjugés traditionnels, a préféré maintenir le système des comptabilités éparses, détachées les unes des autres, et n'aboutissant à aucun centre commun, système condamné depuis long-temps par les abus qu'il a fait naître et qu'il perpétue. Cette ordonnance du 14 juin a été pour M. de Mackau la source de quelques ennuis secrets dont on a peu parlé, et qui se sont dissimulés à la faveur des grandes questions du jour. D'abord, il ne l'a publiée qu'après les instances réitérées des commissions du budget et du crédit de huit millions, toutes deux favorables au système de la commission de Brest. Puis, quand l'ordonnance a paru, la commission du budget avait déjà fait son rapport, où elle exposait sur le contrôle une opinion contraire aux bases de l'ordonnance. Plusieurs membres de la commission, vivement blessés, parlèrent alors de proposer à la chambre une réduction du crédit pour infliger un blâme au ministre. M. de Mackau a détourné adroitement l'orage, mais il a eu un moment des craintes sérieuses.

Pendant que l'on discute la marine, M. le prince de Joinville commande l'escadre destinée à agir, s'il y a lieu, sur le Maroc. M. le ministre des affaires étrangères a fait connaître les causes de la rupture et les projets du gouvernement. Abd-el-Kader est le principe du différend entre les deux états. Il a soulevé les Marocains contre nous par ses prédications fanatiques. Nous avons réclamé; nous avons demandé son éloignement de notre territoire; l'empereur, enchaîné par le fanatisme de son peuple, n'a pu faire droit à nos réclamations. Pour donner lieu à un prétexte de guerre, Abd-el-Kader a fait surgir entre nous et le Maroc une question de limites. Nous avons dû repousser des prétentions injustes. Alors des rassemblemens de troupes ont été formés inopinément sur notre frontière. Envahis deux fois, nous avons repoussé l'agression, et, la seconde fois, le maréchal Bugeaud, pour constater la supériorité de nos armes, a poussé jusqu'à Ouschda, sans coup férir; puis il est rentré sur Tlemcen, laissant au gouvernement le soin de faire la paix ou la guerre. Le gouvernement n'a aucune vue de conquête sur le Maroc; l'Algérie lui suffit. Son but unique est d'assurer la sécurité de notre territoire. Pour atteindre ce but, il exige une satisfaction et des garanties pour l'avenir. Les rassemblemens de troupes formés sur notre frontière seront dispersés; les agens qui nous ont attaqués seront rappelés et punis; Abd-el-Kader sera relégué loin de nos limites et de notre influence. On lui assignera une résidence fixe dans l'intérieur, sur les côtes de l'Océan. M. Guizot déclare que toutes ces conditions doivent être stipulées dans des actes formels, et que toutes les mesures sont prises pour arriver à ce résultat.

Le but de cette politique est sage : notre seul intérêt dans la question est

la sécurité de notre territoire; mais les moyens employés par le gouvernement et les garanties qu'il exige ne suffiront peut-être pas pour obtenir cette sécurité. L'empereur du Maroc n'est pas maître chez lui; comment pourra-t-il faire exécuter les engagemens qu'il aura souscrits envers nous? Cette rupture qui a éclaté, ce n'est pas lui qui l'a fait naître; il prétend, au contraire, avoir fait tout ses efforts pour l'empêcher, et on peut le croire, car si quelqu'un souffre de la présence d'Abd-el-Kader dans le Maroc, c'est surtout l'empereur. La situation sera donc toujours la même. L'empereur voudra qu'Abd-el-Kader s'en aille, et il ne pourra pas le chasser. A cela, M. Guizot répond que, si l'empereur n'est pas assez fort pour éloigner Abd-el-Kader de notre frontière, nous sommes là pour y pourvoir, ce qui signifie, comme on l'a dit, que, s'il est incapable de faire la police sur son territoire, l'armée française saura bien la faire pour lui. Cet argument nous inquiète; il nous laisse supposer que l'on n'a pas une grande confiance dans la voie qu'on s'est tracée. Le résultat de tout cela pourrait bien être qu'après avoir obtenu de l'empereur du Maroc une satisfaction complète, les garanties les plus sûres, établies par les conventions les plus formelles, on n'en fût pas moins obligé d'avoir long-temps encore une armée sur la Tafna.

Des deux côtés du détroit, l'affaire du Maroc a déjà donné lieu à plusieurs interpellations. Le résultat en est fâcheux pour le cabinet. Quand bien même les difficultés de la question seraient momentanément aplanies par les réparations que la dépêche du consul de Tanger annonçait le 10 juillet à M. Guizot, il sortirait encore de cette affaire une impression pénible, causée par les révélations des chambres anglaises. Tout le monde sait que les gouvernemens amis échangent entre eux des communications sommaires sur leur politique extérieure; mais la dignité de la France a souffert d'entendre dire à M. Peel qu'il avait reçu de M. Guizot les explications les plus satisfaisantes et les plus complètes sur les intentions du gouvernement français dans la question du Maroc, et que ces communications comprenaient les instructions données à M. le prince de Joinville. M. Peel, pour se faire bien venir de sa majorité, a peu ménagé dans cette circonstance la susceptibilité et les intérêts de M. Guizot. Après un semblable procédé, M. Guizot eût pu se dispenser de garantir à l'Angleterre, du haut de la tribune française, la modération et le désintéressement de notre politique dans les affaires du Maroc. Le moment était mal choisi de montrer tant d'humilité et de courtoisie. Et comment l'Angleterre a-t-elle répondu à ces avances? En protestant contre l'occupation française à Alger. Le ministère anglais et des membres de sa majorité se sont concertés pour arranger une sorte de dialogue public où l'on trouverait le moyen de déclarer indirectement à la France que l'on ne reconnaît pas sa souveraineté en Algérie. M. Guizot nous avait dit en 1842 à la tribune que lord Aberdeen regardait l'occupation d'Alger comme *un fait accompli;* il tenait le mot de M. de Saint-Aulaire, notre ambassadeur à Londres, qui l'avait reçu du ministre anglais, au Foreign-Office.

Aujourd'hui, lord Aberdeen rectifie l'assertion de M. Guizot. Loin d'avoir déclaré qu'il regardait notre occupation d'Alger comme *un fait accompli*, le noble lord prétend avoir dit qu'il n'avait pas *pour le moment* d'observation à faire à ce sujet, et que son intention était de garder le silence. Il y a, comme on voit, une grande différence entre les paroles de lord Aberdeen et la traduction qui en a été donnée par M. de Saint-Aulaire à M. Guizot.

Ce n'est pas tout. Le ministère anglais veut qu'on sache bien qu'il n'a pas demandé l'*exequatur* de la France pour son consul-général à Alger. Le fait est connu de tout le monde; personne n'en doute à la chambre des communes. N'importe; on veut encore se donner, à l'occasion du Maroc, cette douce satisfaction. On se fait adresser là-dessus une interpellation, et on répond négativement, au grand plaisir de M. Sheil et de ses amis. Cette question de l'*exequatur* n'a pas été traitée chez nous aussi sérieusement qu'elle devait l'être. C'est une vieille question, dit-on; oui, mais c'est une vieille injure : il est toujours temps de protester contre elle. Si l'on ne peut aborder de pareils sujets sous le règne de l'entente cordiale, quand donc les abordera-t-on? Il est bon de faire connaître que l'Angleterre, sur ce point, outre qu'elle tient une conduite mesquine, dont le seul effet peut être de nous blesser gratuitement, se trouve en désaccord avec les règles de la diplomatie. Il est d'usage de ne pas renouveler les *exequatur* des consuls lorsqu'ils ne sont pas revêtus d'un caractère représentatif; mais dans le Levant, dans les états barbaresques surtout, en vertu des anciennes capitulations, les consuls ont ce caractère. Ils sont chargés d'affaires; assimilés aux personnages diplomatiques, ils doivent, comme eux, se faire délivrer de nouvelles lettres de créance dans les changemens de règne ou de souveraineté. S'ils ne le font pas, c'est une protestation. Ils cessent dès-lors d'être accrédités; ils n'ont plus le droit de garantir leurs nationaux: voilà les principes. L'Angleterre les méconnaît complètement à Alger. Rigoureusement, M. Saint-John est accrédité auprès du dey; il ne l'est pas auprès du gouvernement français, qui cependant en agit avec M. Saint-John comme si sa situation était régulière; car, autant l'Angleterre évite soigneusement de donner son adhésion diplomatique aux entreprises étrangères, autant la France se montre libérale à cet égard. Peu éprise de la Russie, elle a envoyé un consul dans la province du Caucase, et malgré la situation du consul anglais à Alger, nous avons envoyé, depuis 1839, des agens consulaires à Singapour, à Calcutta et à Bombay. C'est peut-être une faiblesse de notre part, et le sujet d'un triomphe secret pour l'Angleterre. Il faut avouer qu'elle ne néglige rien pour nous en faire repentir.

La mission confiée au prince de Joinville a excité les commentaires jaloux de quelques membres du parlement britannique, parmi lesquels on regrette de voir un homme aussi éminent que lord John Russell. Les journaux de Londres ont aussitôt annoncé le départ d'un certain nombre de vaisseaux destinés à renforcer la station de Gibraltar. La presse et la tribune se sont émues en France. M. Guizot a déclaré que les forces navales de l'Angleterre, dans les

parages du Maroc, n'étaient pas supérieures aux forces françaises. A ce sujet, M. Molé a rappelé un fait qui a paru placé très à propos dans la discussion. Après la prise de Saint-Jean-d'Ulloa, l'amiral Baudin, négociant avec le Mexique, se trouva en présence du commodore anglais, dont l'escadre était plus forte que celle de la France. L'amiral suspendit aussitôt les négociations, déclarant qu'il ne pouvait les continuer en présence d'une flotte supérieure à la sienne. Le commodore se retira, et renvoya une partie de ses bâtimens. « Je suis sûr, a dit M. Molé, que M. le prince de Joinville, dans des circonstances semblables, agirait comme l'amiral Baudin. » Ce trait, raconté avec une grande simplicité, a produit sur la chambre des pairs une assez vive impression.

L'Espagne semble au moment d'entrer en collision avec le Maroc. L'empereur lui a refusé toute satisfaction, et a rejeté la médiation de l'Angleterre. Rien n'égale l'insolence et le mépris avec lesquels Abderraman traite une nation qui fut autrefois si grande. Le gouvernement espagnol dirige des troupes sur Ceuta. On pense que l'Angleterre préviendra les hostilités. Ces circonstances, jointes à une crise électorale qui est imminente, ont donné au peuple espagnol un certain élan. S'il se trouvait un homme de génie qui sût profiter de ce mouvement des esprits et le tourner vers une grande entreprise, les destinées de l'Espagne seraient peut-être changées; mais la tentative serait trop hardie. Des finances ruinées, une administration à peine constituée, un gouvernement sans règle, un peuple que l'anarchie a dévoré si long-temps, seraient de tristes ressources pour inaugurer une politique nouvelle qui ferait appel à un patriotisme énergique. Aussi, sans chercher à arrêter une guerre où l'honneur du pays est engagé, les esprits sages, en Espagne, conseillent de limiter le but de l'expédition, et de ne pas s'aventurer dans des essais ambitieux où la nation livrée à elle seule succomberait. Rétablir l'ordre, restaurer le crédit, organiser les différens pouvoirs de l'état, fonder le régime constitutionnel sur les débris de tant de révolutions, voilà quel doit être le travail de la société espagnole. Ce n'est qu'après avoir passé par ces épreuves nécessaires, qu'elle pourra tourner ses regards vers cette contrée du Maroc, où semblent l'appeler, dans une époque plus ou moins rapprochée, la nature de son génie primitif et la fatalité des évènemens.

Du reste, les conférences de Barcelone ont produit des résultats conformes à cette politique. Le système constitutionnel l'emporte. Un décret du 4 juillet dissout les cortès, et convoque les colléges électoraux pour le 3 septembre. Un autre décret rétablit dans les provinces basques les députations et les municipalités d'après les *fueros*. La question des *fueros* sera soumise aux prochaines cortès.

On s'est beaucoup occupé, dans ces derniers temps, des affaires de Montevideo. Les versions les plus contradictoires ont été accueillies de part et d'autre. D'un côté, on prend ses renseignemens dans les journaux de Buenos-Ayres ou dans les dépêches des affaires étrangères; de l'autre, on a peut-être le tort de ne chercher la vérité que dans les journaux de Montevideo.

Nous croyons que de pareils débats sont prématurés, et que les faits ne sont pas encore suffisamment éclaircis. Les deux discours de M. Thiers n'en restent pas moins, jusqu'à présent, des tableaux fidèles sur beaucoup de points, et animés par ce pinceau éclatant qui n'appartient qu'à lui. Rarement la parole de M. Thiers avait été si entraînante. On sentait que toutes les forces de son ame étaient employées à défendre un intérêt sacré, celui de la France. L'effet de cette parole n'est pas oublié.

M. Thiers, sur l'invitation de la chambre, a lu son rapport au nom de la commission de l'enseignement secondaire. Cette lecture, qui a duré près de trois heures, a captivé la chambre. M. Thiers a été souvent interrompu par des applaudissemens qui s'adressaient à la fois aux sages propositions dont il était l'interprète et au talent admirable de l'écrivain. Nous n'entrerons pas aujourd'hui dans l'examen de cet immense travail; nous ne ferons que cette seule réflexion. Il y a deux mois, lorsque le projet de loi sur l'enseignement sortait des mains de la chambre des pairs, les partisans du principe universitaire, qui représente les droits de l'état et l'esprit mûr de notre temps, pouvaient se sentir alarmés. Une réaction avait paru s'opérer dans la sphère élevée du pouvoir. L'Université, qui avait le droit de se plaindre, était réduite à se défendre. Aujourd'hui cette situation n'existe plus. Les amendemens de la commission, reprenant la plupart des dispositions du projet primitif, ont rétabli les choses comme elles étaient au point de départ. Seulement, à l'action ministérielle qui s'effaçait dans le débat au lieu de le dominer, vient se substituer l'action personnelle de M. Thiers, dont l'énergie est connue, et qui ne passe point pour abandonner aisément les causes remises entre ses mains. Ce que nous disons là ne saurait s'adresser à M. le ministre de l'instruction publique. Nous ne pouvons que féliciter M. Villemain de tout ce qui se passe maintenant. Ce n'est pas une défaite pour lui, c'est une victoire. Espérons qu'il saura en profiter.

Et maintenant, si nous disions que, pendant huit jours entiers, une chose a occupé Paris et la France plus que la dotation, plus que le Maroc, plus que les chemins de fer, on ne nous croirait pas, et cependant rien n'est plus vrai. Pendant toute une semaine, un procès criminel, dénué de tout intérêt pathétique, vide pour l'ame, mais produisant une sorte de frémissement physique par des scènes atroces, a tenu en suspens toute une population qui vante cependant la délicatesse de son esprit et la douceur de ses mœurs. Mais c'est le goût du jour, les raffinemens de la société nous ramènent aux passions du cirque. Ce qui devrait être caché aux regards de la foule, ce qui devrait se passer entre la justice de ce monde et Dieu, ce qui devrait nous inspirer une secrète horreur ou du dégoût nous attire au contraire par je ne sais quelle curiosité barbare. Nous déchirons le voile qui recouvre une plaie hideuse, et nous la contemplons sans pouvoir rassasier nos yeux. Dès qu'un crime est commis, la publicité s'en empare; des écrivains, dont c'est le talent et la fortune, arrangent les circonstances en forme de drame. Dès

que les prévenus sont arrêtés, leurs noms, leurs antécédens, jusqu'aux traits de leur visage, indices trompeurs de culpabilité ou d'innocence, tout est détaillé. On ne s'inquiète pas toujours de savoir si ces révélations sont vraies ou fausses; on ne songe pas qu'une indication erronée, s'accréditant par la voie de la presse, peut imprimer à une famille honorable une tache éternelle. L'acte d'accusation est dressé; il paraît à l'instant même dans les journaux. Enfin les débats s'ouvrent, la foule les assiége, et qui voit-on au premier rang? Des femmes, non pas celles du peuple, mais celles qui font l'ornement de nos salons, les plus fêtées et les plus élégantes. Elles viennnent étudier les angoisses des accusés; elles assistent à leurs tortures : spectacle horrible qu'elles semblent goûter avec une volupté étrange. Inattentives lorsque les circonstances du procès sont vulgaires, elles ont le regard fixe, l'oreille avide lorsque l'interrogatoire présente des incidens tragiques. Plaignez-les, car elles ne croient pas mal faire. Ces émotions qu'elles viennent chercher sur ce nouveau théâtre sont celles qu'une littérature malheureusement justifiée à leurs yeux par le succès offre tous les jours à leur imagination maladive. Qu'y a-t-il d'étonnant qu'elles préfèrent à tels drames ou tels romans que nous pourrions citer les drames ou les romans des cours d'assises? Enfin, de pareils scandales ne se reproduiront plus; une circulaire de M. le garde-des-sceaux vient d'y mettre un terme. S'il fallait en croire le bruit qui court, ce serait un des derniers actes de l'existence ministérielle de M. Martin; mais ce sera sans contredit le meilleur et le plus généralement approuvé.

V. DE MARS.

ÉCRIVAINS CRITIQUES

ET

HISTORIENS LITTÉRAIRES

DE LA FRANCE.

XIII.

M. DAUNOU.

(*Cours d'Études Historiques*[1].)

Je voudrais parler assez à fond d'un homme respectable que j'ai beaucoup connu, que j'ai pratiqué durant des années, et aussi familièrement que ce mot peut convenir à des relations où la déférence et, par momens, la dissidence sous-entendue avaient tant de part. Il semblera peut-être que ce soit venir bien tard aujourd'hui, et qu'il y ait peu de chose à ajouter aux hommages de plus d'une sorte qui lui ont été publiquement rendus. Nulle mémoire, en effet, autant que celle de M. Daunou, ne s'est vite couronnée de ce concert florissant d'éloges auxquels sa modestie échappait de son vivant. Il avait défendu qu'au-

(1) Chez Firmin Didot, rue Jacob, 56. Sept volumes ont paru; l'ouvrage en tout en aura seize.

cun discours ne fût prononcé sur sa tombe, mais il n'a pu réprimer également les voix du lendemain. Peu après sa mort, M. Natalis de Wailly a parlé de lui dans le *Journal des Savans*, et a retracé avec une précision affectueuse comme une première esquisse de cette grave figure. M. Taillandier, exécuteur testamentaire de M. Daunou, n'a pas tardé à publier, sous le titre de *Documens biographiques*, un excellent volume où le texte tout entier de cette vie si pleine est, en quelque sorte, établi, où toutes les pièces à l'appui sont compulsées, mises en œuvre, et les moindres curiosités littéraires soigneusement indiquées : on n'a plus guère, pour le fonds, qu'à puiser là. L'examen des écrits a été repris ensuite et développé dans une *Notice* de M. Guérard avec le soin et la rectitude qui distinguent ce consciencieux érudit. Au sein des compagnies académiques, M. le baron Walckenaër, successeur de M. Daunou comme secrétaire-perpétuel des Belles-Lettres, a discouru de lui avec diversité et effusion; M. Mignet, l'éloquent organe des Sciences morales et politiques, lui a consacré un de ses cadres majestueux. M. Victor Le Clerc enfin, en tête du XXe volume de l'*Histoire littéraire*, a plus particulièrement apprécié le continuateur des bénédictins. Que reste-t-il à dire après tant d'habiles gens? A les résumer peut-être, à creuser, ce qu'ils n'ont pu faire, de certains replis, mais aussi, je crois, à aborder M. Daunou par un côté qu'il n'entrait pas dans leur office principal de rechercher et de célébrer, je veux dire le point de vue de l'*écrivain* proprement dit. M. Daunou aurait pu être membre de l'Académie française, il en aurait été infailliblement si sa modestie ne l'avait tenu à l'écart; c'est là un aspect de son talent qu'il nous reste à démêler, l'homme de style en lui, le critique littéraire, le connaisseur en fait de langage. Nous n'interdirons pourtant pas à nos souvenirs la liberté d'excursion sur les autres points.

Que si, chemin faisant, nous sommes conduit, en louant ce qu'il était, à marquer du même trait ce qu'il n'était pas, ce qu'il ne voulut pas être, ce que d'autres eussent pu considérer comme un développement légitime, ou du moins glorieux, et comme une conquête, aurons-nous besoin d'excuse? Lui-même, dans ses jugemens littéraires les plus bienveillans, il n'apporta jamais de complaisance, et il sut relever le prix du moindre de ses éloges en les retenant toujours dans la limite de ce qu'il croyait la vérité.

Pierre-Claude-François Daunou naquit à Boulogne-sur-Mer, au mois d'août 1761. Son père, chirurgien estimé, sorti de l'Agenois, était venu prendre femme dans le Boulonais et s'y établir. M. Daunou me paraît avoir combiné quelque chose des deux patries. Sans doute on

lui trouverait difficilement ce je ne sais quoi d'entreprenant et d'insinuant qui est aisément l'apanage, dit-on, des enfans issus de la Guyenne; lui, il se borna à la douce malice du sage, à la finesse demi-souriante. Mais son accent, travaillé peut-être en vue de l'enseignement public et des nécessités oratoires, était certainement plus marqué, plus cadencé, que ne l'est d'ordinaire celui du nord de la France, et semblait attester comme un vestige de l'origine paternelle. Il tenait d'ailleurs à sa vraie patrie et au vieux fonds boulonais par les qualités sagaces, avisées, modérées, lucides et circonscrites à la fois, et, dans l'expression si distinguée que ces qualités prirent en sa personne, on aurait pu reconnaître encore, plus qu'il n'aurait cru, quelques formes de l'esprit natal, l'air de famille d'un pays qui n'avait pas eu jusqu'à lui son représentant littéraire, où Voisenon, par bonheur, ne fit que passer, où Charron, hôte plus digne, fut convié une fois, où Le Sage est venu mourir (1).

Dans les dernières années, M. Daunou avait deux regrets qui seront partagés inégalement, mais qu'il semblait mettre sur la même ligne : il regrettait de n'avoir pas écrit l'histoire de Boulogne-sur-Mer et celle de l'Oratoire. C'étaient ses deux patries; il les avait quittées toutes deux de bonne heure et pour n'y plus revenir, mais elles lui restaient gravées toujours.

Après d'excellentes études au collége des oratoriens de Boulogne, le jeune Daunou se décida à entrer dans la docte congrégation, n'étant âgé que de seize ans et quelques mois. Son père s'opposait à ce qu'il fît son droit. Ses goûts de lettré l'éloignaient de la chirurgie; il prit le parti de ce demi-cloître et ferma les yeux sur les inconvéniens de l'avenir, séduit sans doute par une perspective de retraite et d'étude au sein de vastes bibliothèques, par l'idée de ne pas changer de maîtres et de guides, lui timide et qui craignait avant tout le commerce des hommes.

Il était certainement pieux lorsqu'il entra dans l'Oratoire, il était croyant du moins; il ne l'était plus quand il en sortit. A quel moment précis ses convictions religieuses reçurent-elles modification et atteinte? A lire quelques-uns des écrits qu'il composa dans les premières

(1) Dans un article du *Journal encyclopédique* (octobre 1788), M. Daunou n'a pas laissé de railler l'ancien, le très ancien Boulogne sur le peu de littérature du cru : sous le pseudonyme de *James Humorist*, il rend compte des singulières inscriptions qu'on avait mises à Wimille sur la tombe des infortunés aéronautes Pilâtre de Rosier et Romain, et il en prend occasion de décocher son trait malin à ses compatriotes d'avant 89. Tout cela a bien changé.

années de la révolution (1789-1791), et dans lesquels il cherche à démontrer la conciliation des mesures politiques récentes avec les croyances chrétiennes ou même catholiques, on serait tenté de conclure qu'il ne s'émancipa que vers cette époque et graduellement; mais, comme on retrouve les mêmes précautions et les mêmes ambiguités gallicanes dans son écrit sur la *Puissance temporelle des Papes*, c'est-à-dire à une époque où il était dès long-temps acquis aux pures doctrines philosophiques, on ne saurait s'arrêter à ce qui pouvait n'être chez lui que ménagement de langage. Il est à conjecturer que la foi première persista quelques années en lui, favorisée par l'étude, par la pureté des mœurs, dans cette vie abritée : on aimerait à se persuader qu'il croyait encore, lorsqu'il s'engagea définitivement, quelques années plus tard (1787), dans les voies irrévocables du sacerdoce, auquel semblait l'obliger d'ailleurs l'enseignement théologique qui lui était confié. Cependant un moment dut venir, antérieur à la révolution, où il ne se considérait plus, même sous ces beaux ombrages et dans ces maisons spacieuses de l'ordre, que comme un captif, ou du moins comme un sage qui dissimule et qui sacrifie aux règles du dehors pour mieux s'assurer la liberté silencieuse du dedans. On a beaucoup parlé du relâchement de l'Oratoire en ces années finissantes; je ne me permettrai pas de jugement général, et je crois tout-à-fait que la physionomie extérieure de l'ordre était restée très convenable, très satisfaisante aux abords de la révolution. L'éducation qu'on y recevait n'avait pas cessé d'être excellente, et d'assez illustres témoins seraient encore là au besoin pour l'attester. Quant au fonds, il n'y a plus guère à douter qu'il ne fût très compromis sur plus d'un point. A côté de vertus très réelles, de croyances assurément très conservées, et dont les Adry, les Tabaraud et tant d'autres ont donné jusqu'à la fin des exemples persistans, il y avait un courant d'incrédulité qui circulait. J'ai moi-même, dans ma jeunesse, entendu de ces anciens oratoriens se racontant, se rappelant entre eux l'arrière-fond de leur vie et de leurs pensées en ces années de régularité extérieure. Le jeune Oratoire était en partie philosophique, et de la philosophie d'alors la plus avancée. Qu'on ait trouvé à Juilly, dans les tiroirs des anciens oratoriens, quelques cahiers contenant des extraits de Spinoza, matière de curiosité ou de réfutation peut-être, cela est moins parlant, moins significatif que ce qui se passait à voix basse dans le jardin, à l'ombre du marronnier d'Houbigant, autour du doux vieillard Dotteville. Ce père Dotteville était un enfant naturel, si je ne me trompe, d'un grand seigneur danois qui lui avait laissé 29,000 livres de rente. Tempéré d'humeur,

sans passion aucune dès sa jeunesse (il disait lui-même qu'il avait vécu et mourrait comme Newton), aimant uniquement l'étude et la paix, il n'avait rien vu de mieux que d'entrer dans l'Oratoire et de se mettre à traduire Tacite, champion un peu rude peut-être pour un si pacifique attaquant. Bref, il était heureux, il était aimable; il avait à Juilly sa petite maison au bout du jardin, et lorsque le jeune Oratoire, quelque peu imbu des idées philosophiques du jour, sentait des velléités de révolte et de rupture, et les exprimait devant lui, il donnait de bons conseils, ou du moins des conseils de soumission, de prudence, tels qu'un Érasme et un Fontenelle dans le cloître les eussent aisément trouvés. On baissait la tête après l'avoir entendu, et on n'éclatait pas. Le bon Dotteville ne mourut qu'en 1807, à l'âge de quatre-vingt-onze ans; il s'éteignit. Un matin, sentant sa fin prochaine et croyant bien ne plus avoir à passer une autre journée, il invita à un petit dîner philosophique un ami (j'ai souvent entendu ce récit chez M. Daunou lui-même), et après le repas auquel il ne fit qu'assister, mais qu'il n'avait pas négligé pour cela, prenant un air plus grave, il avertit cet ami qu'il se sentait à bout de vivre, qu'il lui disait adieu une dernière fois et lui demandait pour service suprême de lui faire une petite lecture. « Allez, lui dit-il, vous trouverez dans mon cabinet un livre (dont il désigna la place), apportez-le et lisez-le-moi à la page marquée. » — L'ami, en allant chercher le livre, se demandait tout bas si le père Dotteville n'avait pas réfléchi à ce moment du grand passage, et si ce n'était point quelque lecture religieuse qu'il réclamait enfin. Il trouva le livre, l'apporta, et, l'ouvrant à la page marquée, il lut à haute voix. — C'était Horace et l'ode à Posthumus : *Eheu fugaces, Postume, Postume!...* — Il m'a toujours semblé que c'est par ce côté de souvenirs que les anciens confrères de l'Oratoire et M. Daunou s'abordaient le plus volontiers. Je ne prétends aucunement que tout l'Oratoire fût ainsi, et que cet ordre, même dans les années voisines du terme, n'ait pas eu des portions intactes, un ensemble imposant; mais qu'on n'ignore pas (ce qu'on fait trop dans les éloges officiels) qu'il y avait ce coin-là, cet *à-parte*. Ce qui est bien certain encore, c'est que, lorsque De Lisle de Sales, le philosophe de la nature, s'en allait en Allemagne *faire ses remontes d'idées*, comme dit M. de Chateaubriand, il recevait, en passant par Troyes, un festin de bien-venue chez les oratoriens de cette ville, parmi lesquels était alors M. Daunou (1).

(1) Il convient pourtant de faire remarquer que De Lisle de Sales avait été, jeune, dans l'Oratoire, et qu'il avait pu naturellement y garder des relations.

Aucune idée de blâme n'entre pour moi dans ce retour à des particularités oubliées; il importait seulement de bien constater l'insensible déclin d'une congrégation sage, modérée, polie, qui avait trop de fenêtres ouvertes sur le monde pour que l'air extérieur n'y entrât pas très aisément. Lors même que M. Daunou fut moine comme on dit, il ne lui arriva de l'être que dans ce milieu doux, orné et assez riant, qui lui ressemble.

De Troyes à Soissons, de Soissons à Boulogne, et finalement à Montmorency, M. Daunou passa dans les divers colléges de l'ordre et monta par les divers degrés de l'enseignement. A la maison de Montmorency il fut chargé de la classe de philosophie, puis de celle de théologie. Il venait à Paris une fois par quinzaine environ, à pied durant l'été, se mettant en route avec le jour et lisant tout le long du chemin. Nous tenons d'un de ses anciens élèves de philosophie que le jeune professeur était là ce que nous l'avons vu depuis, timide, un peu embarrassé dans sa chaire, assez défiant des dispositions de son auditoire : il avait besoin que l'attention respectueuse dont il était l'objet le rassurât. C'est vers le temps de son entrée à cette maison de Montmorency que le sujet proposé depuis plusieurs années par l'académie de Nîmes le tenta et lui fournit le texte de son premier succès : *Quelle a été l'influence de Boileau sur la littérature française?* Son discours, qui est moins un éloge qu'une discussion historique, remporta le prix et fut publié en 1787; il a reparu plus tard corrigé, augmenté, ou plutôt totalement refondu, en tête de l'édition de Boileau (1809), et de nouveau modifié en 1825, mais, dans sa première forme, il donne mieux idée des principes et du but de l'auteur. On y voit ce que ce discours fut réellement, un ouvrage de circonstance, venu à point dans la polémique entamée alors, un écrit judicieux, d'une satire modérée, appliquée à son moment et sans exagération. Lorsque plus tard, en 1825, l'éditeur de Boileau crut devoir étendre sa polémique à Shakspeare, à Schiller, aux Schlegel, aussi bien qu'à la philosophie de Kant et à celle de M. Cousin, il dépassa la donnée première : les traits ne portèrent plus. Le discours sur l'*Influence de Boileau*, sous cette première forme moins complète, moins parfaite, me paraît donc en même temps plus proportionné et plus digne de l'excellent esprit de M. Daunou. Il répondait convenablement à ce qu'avaient répandu çà et là de restrictions et de critiques Fontenelle, Voltaire, Marmontel, d'Alembert et Helvétius; il répondait plus vertement à ce que les littérateurs désordonnés, tels que Mercier et autres, étaient en train de débiter d'impertinences. Ceux-ci ne se tinrent pas pour battus. Une lettre du

chevalier de Cubières au marquis de Ximènes mit en cause M. Daunou, à qui on ne pouvait guère reprocher pour toute inexactitude que d'avoir confondu Charles Perrault avec son frère le médecin : on lui imputait de plus (ce qui était faux) d'avoir appelé écrivains *obscurs*, littérateurs *subalternes*, *tous ceux* qui n'avaient pas admiré Boileau. « Cette manière de s'exprimer, disait-on, peut avoir cours à l'Oratoire ou dans les colléges de l'Oratoire, mais à Paris on parle plus poliment. » M. Daunou répliqua dans le *Journal encyclopédique* par une lettre (1), suivie à distance de deux articles, et il y défendit son opinion contre l'écrivain de qualité en homme qui n'était ni du couvent ni du collége. La Harpe, qui professait en ces années au Lycée avec un éclat et une vogue dont la lecture de son cours ne saurait donner idée, se trouva saisi du procès comme grand-juge, et il s'en acquitta surabondamment (2). L'ouvrage du jeune oratorien fut cité et loué par lui en pleine chaire, honneur insigne et que nous voyons payé quarante ans après avec usure. M. Daunou fit paraître, en 1826, le travail le plus complet qu'on ait sur La Harpe, et dans lequel, sans rien taire des défauts, des légèretés et des palinodies, il insista sur les qualités durables. De plus, en tout temps, il sut combattre le déchaînement de Chénier contre les ridicules du célèbre critique, et il contribua utilement à réduire cette colère de son ami au frein de l'équité.

Ce succès de Nîmes et la discussion qui s'ensuivit donnèrent à M. Daunou, dans l'Oratoire, une grande réputation d'écrivain que venait confirmer au même moment un accessit remporté à l'académie de Berlin. Le sujet de cet autre concours était plutôt philosophique et de droit civil, *l'autorité des parens sur les enfans*. M. Daunou y préludait à son avenir de législateur, à la méthode qu'on le vit plus tard appliquer dans son livre des *Garanties individuelles*. Si j'osais rendre toute ma pensée, j'ajouterais aux justes éloges que mérite ce premier et déjà savant travail, que c'est d'un point serré, fin, d'un fil bien déduit et ingénieux sans doute, mais qu'on n'est point entièrement satisfait en finissant. La lumière ne circule point à travers les mailles de ce réseau. Chaque détail semble exact et clair, une certaine obscurité recouvre l'ensemble. Cela tient, je crois, à ce que l'auteur, toujours

(1) 15 août 1787.

(2) Voir, dans le *Cours de Littérature*, son article Boileau. — *L'Année littéraire* de 1787 (tome VIII, page 97) contient, au point de vue classique, un article très sévère sur le discours de M. Daunou; on lui adresse quelques reproches fondés. Mais qu'était-ce que *l'Année littéraire* comme autorité, à cette date, en comparaison de La Harpe?

occupé à se circonscrire, ne s'élève à aucun de ces points de vue qui domineraient le sujet. Il voit net, mais il ne voit que de près; il s'interdit les horizons. Cette impression que j'essaie de rendre se reproduira plus d'une fois en lisant de lui certaines pages politiques et philosophiques; on aura à s'étonner, à regretter qu'un aussi excellent esprit ait ainsi contracté l'habitude de se restreindre. Sa pensée a quelque chose de trop *rentré*. La qualité littéraire et de diction y trouve sans doute son compte, et elle y gagnera sur plus d'un point en finesse de repli, en concision malicieuse.

On a relevé ce passage du discours de Berlin dans lequel le jeune auteur semble faire un retour secret sur la condition religieuse à laquelle il est lié; il s'agit de savoir jusqu'où s'étendra le pouvoir des parens sur les pactes de ceux qui sont en leur puissance : « Le plus cruel abus, écrit M. Daunou, c'est de forcer les enfans à des pactes, vœux ou mariages, auxquels leurs penchans répugnent. Lorsqu'on examina sérieusement si celui que *la dévotion de son père a fait moine* est tenu à ne point quitter ce genre de vie, l'ignorance et la superstition avaient effacé toute idée d'ordre et de justice (1). »

Quoi qu'il en soit de cette sorte d'allusion personnelle où il ne faut voir peut-être qu'un trait de hardiesse philosophique sans autre intention, M. Daunou ne saurait passer aucunement pour avoir été malheureux dans l'Oratoire. Au moment où la révolution éclata, une fièvre d'enthousiasme saisit toutes les jeunes têtes, fit battre tous les jeunes cœurs; on se dit qu'on allait trouver enfin la délivrance, et on s'imagina par conséquent que, la veille encore, on était nécessairement très opprimé. On l'était bien légèrement au contraire, et il ne fallut point beaucoup de temps à M. Daunou pour le reconnaître. Ces mêmes années de Montmorency, qui lui semblaient peut-être un peu gênées lorsqu'il en prolongeait le cours, lui offrirent en s'éloignant, et lorsqu'il les revoyait du sein des orages, une sorte de perspective idéale de la paix abritée et du bonheur. Combien de fois, causant avec lui sur les conditions d'une existence heureuse, studieuse, socialement agréable et sérieuse à la fois, agitant en sa présence les diverses époques où l'on aurait aimé à vivre, il m'exprima son choix sans hésiter! Le cadre d'existence qui lui aurait le plus souri et auquel il serait revenu comme à son berceau eût été le XVIIIe siècle embrassé dans tout son cours, et trouvant son terme avant la révolution : on serait né vers la fin de

(1) Il faut noter pourtant que les mots soulignés ici le sont chez M. Daunou également, et qu'il les donne à titre de citation connue : c'est de Rousseau, je crois.

Louis XIV, on serait mort à la veille de 89; on aurait parcouru ainsi toute une carrière paisible, éclairée, avec des perspectives de civilisation indéfinies et croissantes qu'aucune catastrophe n'aurait désembellies. On aurait cru jusqu'à la dernière heure au bienfait ininterrompu des lumières, à l'excellence naturelle des hommes. Sans doute, dans ce libre vœu rétrospectif, M. Daunou ne songeait plus à se replacer tout-à-fait à l'Oratoire, mais n'importe; on ne parle point ainsi d'une époque où l'on aurait été décidément malheureux.

89, en éclatant, vint couper court à ce genre de vie modérément animé, le rendre impossible en même temps que le faire sembler insuffisant. Le dernier écrit purement littéraire que nous trouvions de M. Daunou à ce moment est une *épître* à Fléchier, imprimée dans le *Journal encyclopédique* (juin 1789). Ce sont les seuls vers que je connaisse de lui; ils ne semblent guère propres à démentir ce qu'on a dit des vers de certains autres prosateurs excellens (1). Si on se demande pourquoi cet hommage si particulier à Fléchier, on y peut voir plusieurs sortes d'à-propos et de convenances, soit relativement à l'académie de Nîmes qui avait couronné M. Daunou, et dont Fléchier était la grande gloire, soit dans le souvenir de la tolérance de Fléchier envers les protestans au moment où ceux-ci recouvraient leurs droits civils. Mais la plus réelle de ces convenances se trouve dans le talent même

(1) M. Guérard indique encore deux autres pièces de vers insérées dans le même journal. M. Daunou n'avait point reçu de la nature ce qu'il faut pour dégager l'élément poétique proprement dit, pour saisir la poésie en tant qu'elle se sépare nettement de la prose, et qu'elle en est quelquefois le contraire : la poésie, comme il l'entendait, et comme l'entendaient presque tous ses contemporains, n'était que de la prose plus noble, plus harmonieuse, de la prose dans ses plus riches conditions. Voici le début de son épître :

Je ne viens pas, Fléchier, t'ennuyer de ta gloire.
Il suffit que la France adore ta mémoire;
Elle est juste envers toi, puisqu'elle te chérit :
Ton éloge en nos cœurs est assez bien écrit.
Naguère, de tes soins encor reconnaissante,
Nîmes se retraçait l'histoire attendrissante
Des bienfaits qu'un hiver (*de* 1709), dans nos fastes fameux,
Te vit verser jadis sur tant de malheureux.
D'un semblable fléau nous respirons à peine;
Mais on suit ton exemple, et la France est humaine.
A ton amour, Fléchier, notre siècle a des droits.
Tes vertus sont ses mœurs. Le plus juste des rois, etc.

C'en est assez pour juger du ton. M. Daunou avait alors vingt-huit ans.

de l'auteur : M. Daunou écrivain va droit à Fléchier par goût, comme il est allé à Boileau; ils représentent à la fois pour lui le double modèle littéraire de ce judicieux et de cet ingénieux qu'il aime dans la pensée et dans l'expression.

« Un style grave, sérieux, scrupuleux, va fort loin, » dit La Bruyère; cela peut parfaitement s'appliquer au style de M. Daunou, si l'on n'oublie pas que, chez lui, le *châtié* et l'*orné* font constamment partie du scrupule, et que le Nicole (pour prendre des noms) s'y relève du Fléchier.

Dès le 4 septembre 89, on voit M. Daunou prononcer un discours sur le *patriotisme* dans l'église de l'Oratoire à Paris, durant le service funèbre que ce district faisait célébrer pour les morts du 14 juillet; quelques mots de ce discours se retrouvent exactement les mêmes que la dernière phrase d'une petite brochure anonyme intitulée *le Contrat social des Français*, et publiée le 23 juillet précédent; ce qui, indépendamment des autres preuves, achèverait d'indiquer que ce *Contrat* est bien de lui : « Quel touchant spectacle que celui qu'offrait un *peuple aimable* lorsqu'il faisait avec tant d'harmonie les premiers pas vers la liberté! » Style du temps, on le voit; les plus sages ne l'évitaient pas. Nous nous garderons de trop insister sur cette époque essentiellement transitoire de la vie de M. Daunou, dans laquelle ses paroles, si rapides et si empressées qu'il les fasse, sont encore devancées par les évènemens. Diverses brochures et articles de journaux, de sa façon, nous le présentent essayant de concilier le caractère sacré que lui et ses amis de l'Oratoire n'ont pas dépouillé, avec les circonstances sociales nouvelles; il s'applique à démontrer que la constitution civile du clergé, telle que la veut l'Assemblée constituante, est sincèrement d'accord avec les principes de la foi catholique et avec les conditions de cette église, y compris la primauté du pape et la supériorité de la juridiction épiscopale. Est-ce un simple vœu qu'il exprime? est-ce un conseil de prudence et d'accommodement qu'il propose à ses amis de l'Oratoire et du clergé? ou bien, enfin, est-ce une conviction vraiment sérieuse qu'il espère de faire prévaloir? En ce dernier cas, on aurait lieu de trouver qu'il n'appréciait pas suffisamment les deux forces aux prises ni dans leur ensemble ni dans leur caractère; qu'en s'attachant à la stricte définition des termes, il ne tenait pas assez compte de l'esprit des choses; qu'il méconnaissait le vieil établissement catholique d'une part, et de l'autre semblait ne pas voir la marée philosophique montante, qui, ayant suscité un moment cette première réforme, devait aussitôt la déborder. Je suis toujours tenté d'en vouloir, je l'avoue,

à cette méthode logique, à celle de Condillac en particulier, qui faisait ainsi appareil et illusion, à force de clarté, devant des yeux si bien organisés d'ailleurs. On affectait d'abord de tout définir, de réduire le problème à ses termes les plus nets, les plus précis, identifiant les *idées* et leurs *signes*, afin de raisonner ensuite au pied de la lettre; on simplifiait tout pour mieux résoudre, tandis que, dans la réalité, les choses vont se grossissant, se compliquant sans cesse par suite des passions, des intérêts, des intentions cachées. Il arrivait ainsi que la conclusion logique était en raison inverse du résultat que rendaient les évènemens, et qu'un coup d'œil plus étendu eût fait présager : cette conclusion si nettement déduite eût été triomphante, si les hommes eussent formé une classe de logique et de géométrie, une classe docile, et non pas un peuple.

Quoique ce défaut, qui tient à l'abus de la méthode dite d'*analyse*, n'ait pas laissé de restreindre, j'ose le croire, la portée de M. Daunou comme homme politique et public et comme philosophe, j'aime mieux pourtant ici, dans ses démonstrations en faveur de la constitution civile du clergé, ne voir qu'un simple vœu honorable et de convenance, un mode d'interprétation utile qu'il propose jusqu'à la dernière extrémité, sans trop espérer de le faire accepter, et en se consolant lui-même très aisément d'avoir à marcher au-delà. « Philosophes, s'écrie-t-il en « faisant sous le masque anonyme la leçon aux deux partis, philoso- « phes, loin de vous des procédés injustes ou des mesures imprudentes « qui détacheraient de la cause commune à tous les Français une classe « de citoyens qui, après tout, a servi cette cause en y attachant sa des- « tinée! Et vous, prêtres dociles à la loi, ne calomniez pas la philoso- « phie; c'est de ce nom qu'on appelle le plus digne usage de la raison « de l'homme; c'est un nom sacré, ne le prononcez qu'avec respect; « le plus sûr moyen de discréditer vos doctrines religieuses et d'accé- « lérer la chute de vos autels serait de renouveler le scandale de ces « déclamations fanatiques devenues si ridicules, depuis un demi-siècle, « dans la bouche de vos prédécesseurs. Ah! soyez plutôt les apôtres « de la morale, les propagateurs du patriotisme, les prédicateurs et « les modèles de la tolérance, et vous forcerez *long-temps encore* les « amis de la liberté de rendre hommage à l'utilité de votre ministère. » —Ce *long-temps encore* est significatif : l'oratorien de la veille ne voyait au mieux dans le christianisme qu'une forme temporaire et provisoire; mais pouvait-il bien espérer de convaincre à ce raisonnement humain les croyans sincères, d'amener à ce rôle subalterne, à cette fonction d'adjoints-philosophes, les prêtres encore dignes de ce nom? Je tire

ce passage d'une brochure anonyme de lui, publiée en 1792, lorsque déjà la conciliatiou était très-compromise; on y recueille sa dernière parole aux approches du 10 août, et comme son dernier cri d'alarme. Cette brochure, qui a pour titre *Union et Confiance, ou Lettre à un émigré de mes amis*, est censée écrite par un aristocrate du dedans qui se félicite de toutes les brouilles survenues entre les diverses fractions du parti victorieux, et qui met en scène un conciliateur peu écouté; c'est une manière indirecte de signaler aux amis de la révolution ce qui réjouit les adversaires et ce qu'il faut par conséquent éviter. Qu'arriverait-il en effet, s'écrie en finissant le faux aristocrate, qu'arriverait-il si ces coquins de révolutionnaires s'avisaient de s'entendre : « Quel horrible avenir, monsieur le comte!... je n'achève pas ce ta- « bleau déchirant des périls qui vous menacent, les angoisses d'un « long exil, la honte du retour, et l'*horreur du pardon.* » J'ai voulu noter ce dernier trait : ainsi, même au plus fort de l'attaque et dans son plus vif entrain de persiflage, M. Daunou, fidèle à ses sentimens humains, à ses principes d'équité miséricordieuse, ne conçoit pas l'ombre d'une réaction et d'une vengeance à exercer contre les ennemis de sa cause, et ce qu'il a de plus épouvantable à leur offrir en perspective, c'est l'*horreur* de se voir *pardonnés*. De tels traits rachètent bien, convenons-en, quelques déductions logiques un peu trop rigoureuses et quelques essais d'équilibre impraticables.

A le bien considérer, M. Daunou, dans ce court prélude de sa vie publique, se dessine déjà pour nous tel qu'il sera dans toute sa carrière. Même lorsqu'il se détache d'un passé désavoué, même lorsqu'il répudie le présent comme insupportable, remarquez-le bien, il ne rompt qu'à demi, il n'éclate pas. Ne lui demandez jamais ce coup d'œil décisif qui juge d'abord les situations d'alentour et qui les tranche; il n'ose, il semble dans son scrupule traîner toujours quelque chose des précédens avec lui. Au fond, son opinion est bien prise, sa parole extérieure demeure voilée. Ainsi ailleurs nous le retrouverons en mainte circonstance, ferme et timoré, empêché et inébranlable. Sa conduite durant la Convention et sous le Directoire fait, seule, exception par des actes plus en dehors et constitue sa vraie jeunesse : « Et encore « je crois pour mon compte, dit quelqu'un qui l'a beaucoup étudié « (M. Magnin), que la fermeté très grande et très réelle qu'il montra « à cette époque, était, comme le *Génie* de Socrate, une force toute « d'arrêt et nullement d'impulsion. » Partout ailleurs, voyez-le, c'est évident : il rentre, il se recouvre, il se retire. Philosophe *in petto*, il ne juge pas, dès 89, qu'il soit temps de s'affranchir de sa robe et de

faire comme Sièyes et ces autres abbés, philosophes dès le premier jour. Il garde de l'oratorien et du gallican dans les formes jusqu'en 92, de même qu'après le 18 brumaire et sous le régime impérial, il gardera du républicain de l'an III, sans rompre toutefois avec l'Empire ni s'en abstenir absolument comme le firent Révellière-Lépeaux, La Fayette, et autres opposans déclarés. Il commençait à se résigner à l'Empire vers 1810, vers 1812, quand c'eût été plutôt le cas d'y renoncer. Ainsi sous la restauration, ainsi sous le régime de 1830; il subit beaucoup, résiste de côté et devance peu. On pourrait prendre, à chaque régime, des noms pour les opposer au sien et marquer en lui cette différence qui fait son originalité, sinon sa supériorité. C'est pourquoi le public ne s'est jamais accoutumé à personnifier en Daunou aucune grande situation, et nous n'avons à le classer en définitive qu'au premier rang des hommes distingués, quand d'autres, qui ne le valaient pas, ont paru des personnages supérieurs.

L'ancien oratorien et prêtre, l'homme d'étude et l'écrivain en lui, sauf de rares momens, sont toujours venus prendre en biais et tenir en arrêt l'homme politique.

Avant son entrée à la Convention, il convient de relever encore deux circonstances. Il fut l'auteur, le rédacteur du *Plan d'éducation* présenté à l'Assemblée nationale, en 1790, au nom des instituteurs publics de l'Oratoire (1); et depuis lors, dans les diverses assemblées où il siégea, on le verrait figurer invariablement comme membre ou rapporteur de presque tous les comités et commissions d'instruction publique : questions toujours graves, trop souvent stériles, parce que tous ces beaux plans et appareils d'organisation ne valent que ce que les font dans la pratique les maîtres eux-mêmes. Vers 1791 enfin, M. Daunou se mit à concourir pour le prix fondé par Raynal à l'académie de Lyon sur le sujet suivant : *Quelles vérités et quels sentimens*

(1) Ce *Plan d'éducation* essuya des critiques, et il paraît qu'il fut surtout attaqué par une personne assez au fait de l'Oratoire et qui probablement en était; M. Daunou répondit en quelques pages non signées avec une singulière vivacité : « Les oratoriens, dans leur projet d'éducation, disent que *la morale de l'Évangile* « *serait le chef-d'œuvre de l'esprit humain, si elle en était l'ouvrage;* ils veulent « que cette morale soit enseignée par tous les instituteurs, et que dans chaque pen- « sionnat il y ait un ecclésiastique chargé de remplir les fonctions sacerdotales au- « près des élèves... Savez-vous ce que conclut de là mon libelliste dans son aristo- « cratique impudeur? Il fait entendre que les auteurs de ce projet d'éducation et « leurs adhérens sont des *spinosistes* ou des *déistes* tout au moins. » Tout cela est très bien raisonné, *condillaquement* parlant, *e pure*..... Le libelliste, comme on l'appelle, avait-il si grand tort?

importe-t-il le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur? Il mérita le prix, et Napoléon Bonaparte, autre concurrent, et grand philanthrope comme on sait, aurait eu vraisemblablement l'accessit; mais les évènemens de 93 empêchèrent cette distribution publique et se chargèrent en même temps de répondre à la question de l'honnête académie en signes manifestes et foudroyans.

Entré à la Convention, M. Daunou inaugura dès les premiers jours sa vie publique par le plus bel acte qui l'honore, par son opinion et son vote dans le procès de Louis XVI. Les trois écrits ou discours consécutifs où il a consigné son avis attestent un sens judiciaire très remarquable, une méthode excellente et rigoureuse qui, pour le coup, ne saurait, en pareil cas, déployer trop de précautions, trop de scrupules. Il distingue très bien entre la conviction morale et historique qu'on peut avoir contre Louis XVI et la conviction judiciaire qu'on n'a pas établie ni acquise. On le voit suivre pied à pied la marche du procès, et à chaque moment il sait découvrir, il ose proposer le procédé le plus sage, le moins inique, le moins sujet aux conséquences subversives et déshonorantes pour la naissante morale républicaine. Ce coup d'œil historique rapide, cette prévision soudaine et lointaine que nous n'apercevons pas chez Daunou à d'autres instans de sa vie publique, le sentiment d'équité et d'humanité les lui communique ici et les lui suggère : il comprend aussitôt que de ce premier pas que va faire la Convention dépend tout son avenir et celui de la république qu'elle enfante. La république en France ne sera-t-elle qu'une arme révolutionnaire, ou sera-t-elle une forme possible et durable? Cette question, selon Daunou, se pose déjà dans ce premier vote solennel. Saint-Just, en opinant pour que Louis XVI fût jugé par la Convention, avait ajouté qu'après tout c'était là beaucoup moins un jugement qu'on demandait qu'une vengeance, un *combat*, une *expédition :* « Citoyens, répondait Daunou, la question entre Saint-Just « et moi se réduit précisément à savoir s'il faut juger Louis XVI, ou « *l'immoler comme César et d'autres tyrans*. Je n'opposerai peut-être « à l'énergique opinion de Saint-Just que des considérations timides, « plutôt dictées par des habitudes et par des craintes que par l'austé- « rité de la philosophie républicaine qu'il a seule interrogée. Je dirai « cependant que César régnait quand des sénateurs l'immolèrent; « qu'il ne suffit pas toujours qu'une vengeance ait été méritée par la « victime; que nous sommes accoutumés encore à vouloir qu'elle soit « généreuse; que ce genre d'*expédition* se revêt essentiellement d'un « caractère révolutionnaire, trop étranger aux circonstances dont nous

« sommes environnés (1); que nous devons, non pas *à nous-mêmes,* « mais à l'intérêt national, quelque *attention,* du moins, *à ce que l'on* « *dira de nous;* que l'opinion des peuples, et surtout de nos propres « concitoyens, sur le mode du jugement de Louis, pourra n'être pas « indifférente au succès de nos autres travaux politiques; qu'enfin, « selon des maximes qui peuvent bien mériter quelque examen, mais « dont la fausseté n'est pas démontrée encore, il sera plus digne de « la Convention nationale d'accuser un conspirateur que de *faire la* « *guerre* à un ci-devant tyran, isolé, désarmé et prisonnier. »

Et ensuite, lorsque la Convention se fut constituée juge : « Vous « avez trouvé le moyen d'attacher au sort d'un seul homme les des- « tinées de la nation et les espérances du genre humain. Croyez que, « dans une délibération pareille, une Convention nationale ne pour- « rait sembler injuste et trompée qu'aux dépens du salut public; car « il ne vous suffirait pas d'être sages, vous devez encore le paraître. « *Votre réputation est le premier besoin de la patrie.* »

Le style de Daunou, en cette occasion solennelle, ne se borne pas à être exact, pressé et châtié, ce qu'il est toujours; il s'élève, se dilate par instans, revêt des expressions plus hardies et même pittoresques, qu'il ne retrouvera jamais. Un peu de néologisme s'y mêle, assez justifié certes et motivé par l'inusité et le monstrueux des circonstances. Rappelons une bien belle page :

« Que l'enthousiasme soit quelquefois acusateur, du moins ne faut- « il jamais qu'il soit juge, et il est affreux qu'il prononce des arrêts « de mort. De tels arrêts outragent la nature : ils ne peuvent honorer « que le crime lui-même qui les subirait. Je me défie de l'enthou- « siasme, lors même qu'il s'allie à des vertus douces et qu'il provoque « des actions généreuses; mais l'enthousiasme qui condamne est tou- « jours férocité, et ce n'est qu'à l'équité froide, à la raison tranquille « et calculante qu'est réservé le droit de punir. Ces vérités paraîtront « communes, mais elles sont à l'ordre du jour, et, parmi les grands « intérêts auxquels je crois qu'elles se rattachent, il en est un qui « méritera l'attention des législateurs, c'est qu'il ne faut pas dénaturer « le caractère national, il ne faut pas *ensauvager* les mœurs d'un peuple « qui a été jusqu'ici doux, juste, humain, sensible, et qui, sous ce « rapport, est sans doute fort bien comme il est. La sévérité d'un ré-

(1) Dans les momens les plus orageux d'alors, on se piquait de dire que la révolution était close, qu'on tenait le définitif : Daunou s'empare ici de la fiction *parlementaire* régnante, dans l'intérêt de son raisonnement.

« publicain n'est pas la barbarie d'un cannibale fanatique... Il ne faut « point appeler *hauteur de la révolution* ce qui ne serait que la région « des vautours : restons dans l'atmosphère de l'humanité et de la « justice. »

Et ailleurs, après une description un peu idéale de ce que c'est que ce *peuple* tant invoqué : « Quant aux factions plus ou moins obscures, « plus ou moins intrigantes, plus ou moins impuissantes, quant aux « agrégations partielles qui agitent, qui divisent, qui assassinent, et « que l'on s'obstine à nommer le peuple, elles ne sont pas plus le « peuple que les marais ne sont la nature et que les reptiles ne sont « l'univers. »

Ce style de Daunou, si contenu d'ordinaire, si en garde contre les trop fortes images, s'élève donc involontairement en ces heures violentes et paraît comme porté un moment par le souffle des grandes tempêtes. On noterait d'autres modes d'expressions concises, bien frappées, et qui lui sont restées plus familières; ainsi : « Je ne puis, disait-il, attacher aucun sens à ces mots *pouvoir révolutionnaire*, et la Convention ne saurait prendre, à mon avis, une idée plus fausse et *plus égarante* de son caractère et de sa puissance. » Et en parlant de Louis XVI, par manière de concession : « Je dirais (si j'écrivais son histoire) qu'il combattit la révolution selon l'oblique et *expectante* malice de son cœur. » La concession peut sembler un peu forte, mais l'expression, l'alliance de mots est énergique et neuve. Et encore, faisant pressentir les effets désastreux d'une condamnation par vengeance : « Voilà, disait-il, comment naîtront la pitié, le regret, la terreur, les accusations contre la Convention nationale, et tous les élémens de trouble, de haine et de discorde, dont les aristocrates, les royalistes, les anarchistes, les intrigans et les ambitieux, et tous vos ennemis intérieurs, et tous les tyrans étrangers, vont s'emparer de toutes parts avec la plus *meurtrière* émulation. »

On trouvera peut-être que je fais là de la rhétorique en bien grave matière, et que je relève et souligne des mots dans la situation où ils échappaient le moins littérairement; mais Daunou pesait tous les siens aussi soigneusement à la Convention, lorsqu'il réclamait justice pour Louis XVI, que lorsque, devant l'académie de Nîmes, il célébrait l'influence de Boileau. Et je me souviens toujours que lui-même il aimait à citer, comme exemple d'*atticisme*, une certaine petite phrase d'un discours de Ducos à la Convention, petite phrase qu'il fallait certes beaucoup de goût et une extrême vigilance littéraire pour avoir saisie au passage et retenue.

Daunou, à la Convention et dans les diverses assemblées dont il fit partie, comme dans son enseignement public, n'improvisait pas; il écrivait toujours et récitait avec nombre. Il y a plus, il croyait peu à l'improvisation chez les autres, et n'estimait guère que le discours écrit. Il se méfiait de la parole vivante. Cela tenait chez lui à tout un ensemble de jugemens et d'habitudes dont nous retrouverons le pli en mille sens, et ce n'était qu'un cas particulier de la préférence déclarée ou même de l'estime exclusive qu'il accordait en toutes choses à la méthode, à la précision, à la perfection de diction au préjudice de l'esprit d'enthousiasme et de saillie. Il calomniait même l'improvisation, et ne voyait pas qu'en allant en gros au plus pressé, le bon sens trouve souvent son compte; il pensait que l'improvisation et le peu de précision qu'elle entraîne d'ordinaire avaient contribué à tout perdre dans les assemblées publiques; il aurait voulu qu'on pût être astreint, à la tribune, à se servir d'une sorte de langage analytique, algébrique, où l'expression ne dépassât jamais l'idée : chimère de Condorcet! L'homme de cabinet et l'écrivain, chez Daunou, mettaient donc toujours le cachet à l'orateur, et parfois le scellé. Cours public et discours politique, il rédigeait le tout comme un rapport, il couvrait des pages entières d'une écriture serrée, minutieuse, distincte, des pages écrites jusqu'au bord, sans marge, et pleines comme sa vie.

Après son grand acte du vote dans le procès de Louis XVI, et avant les jours de proscription, Daunou prit part encore aux débats sur la constitution de 93, et il publia, contradictoirement au plan d'éducation nationale de Robespierre, un *Essai sur l'instruction publique*. Comme nous ne prétendons nullement donner ici une biographie complète, nous pourrions nous taire sur ces divers *contre-projets* de Daunou, ou nous borner à en louer la sagesse, du moins la sagesse *relative;* mais il y a lieu d'en tirer quelques vues directes pour l'étude de l'homme et de l'écrivain. En faisant la part de ce qui pourrait être concessions et en y cherchant les seules convictions, celles-ci apparaissent assez à nu : on y saisit au vif ce que Daunou est bien radicalement, à savoir, le disciple de Sièyes et de Condorcet, le sectateur et l'organe des méthodes dernières qu'avait produites le XVIIIe siècle, et dont ce siècle, soi-disant sans foi, était finalement idolâtre, pour ne pas dire esclave. S'agit-il de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, peu s'en faut que Daunou n'attribue bon nombre des maux qui ont éclaté depuis 89 au manque de méthode et de précision qui s'est glissé dans la déclaration première : « Tous ceux qui avaient

« en France l'instinct de l'aristocratie, dit-il, sentirent le danger d'un « travail de ce caractère, et, saisissant avec trop de sagacité le plus « infaillible moyen d'en dégrader l'exécution et d'en énerver l'in- « fluence, ils donnèrent aux méditations du patriotisme les noms « décriés de métaphysique et de spéculations abstraites; bien sûrs « qu'il n'en faudrait pas davantage pour armer contre toute recherche « un peu profonde, contre toute analyse un peu austère, l'impatient « orgueil des esprits légers et le despotisme de l'inattention. Les « projets les plus fortement conçus, spécialement celui de Sièyes, « furent écartés sans examen, et la première injure que le peuple « français reçut de ses mandataires, fut d'être regardé par eux comme « incapable de recevoir une instruction solide et d'entendre le langage « de la raison. On rédigea dix-sept articles dont l'incohérence, l'am- « biguité, l'imprécision, préludèrent à l'injustice et à la faiblesse des « lois, aux humiliations constitutionnelles du peuple et à nos longues « calamités. » Mais, pour atteindre le vrai en fait de déclaration des droits, que faut-il donc, selon Daunou, et de quelle manière procéder? Et notez que cette méthode que Daunou va énoncer s'applique à toute autre étude morale, qu'il l'étendra plus tard à l'enseignement de l'histoire, qu'il la préconisera en toute occasion, qu'il y restera opiniâtrément fidèle jusqu'au dernier jour ; c'était sa religion à lui : « Je juge, dit-il, de la déclaration des droits comme d'un livre élémen- « taire, et j'y suis bien autorisé sans doute, puisqu'elle en sera réelle- « ment un... Or, si nous voulons imprimer une marche plus sûre à « l'esprit humain, je pense que les nouveaux livres élémentaires de- « vront différer des anciens beaucoup plus encore par la méthode que « par les objets : il ne faudra point qu'ils aient pour base des défini- « tions scientifiques, des divisions abstraites ou des principes géné- « raux, mais des *sensations pures ou les comparaisons d'idées qui se « rattachent le plus immédiatement à de pures sensations.* Enseigner, « ce n'est pas dicter ce qu'il faut croire, c'est faire observer ce qui a « été senti; ce n'est pas inculquer des opinions traditionnelles, ce « n'est pas même révéler à un élève les résultats des recherches que « l'on a faites avant lui, c'est le diriger lui-même dans ces recherches « et le conduire à ces résultats. La synthèse est le despotisme de l'en- « seignement; elle maîtrise ceux qu'elle instruit, et l'erreur est tou- « jours à côté d'elle comme à côté de toutes les tyrannies. L'analyse, « au contraire, n'exigeant d'autre docilité que l'attention, etc. » Suivent des éloges desquels il résulterait vraiment que la clef universelle est trouvée, et dont on rencontrerait l'écho monotone, sinon la rédac-

tion aussi parfaite, dans toutes les préfaces et dans tous les programmes d'alors. Nous touchons là du doigt la grande erreur et l'illusion philosophique de la fin du XVIIIe siècle. Nous n'en voudrions d'autre preuve que ce qui en est sorti d'effets en plus d'un genre. Qu'il puisse y avoir beaucoup de vrai dans ces prescriptions d'analyse, Joseph de Maistre n'a pas assez d'éclats de voix ni de sifflets pour le nier; nous dirons simplement que l'erreur est d'y mettre tout, de croire que la méthode crée l'esprit et que le mot garantit l'idée, de passer le niveau sur les facultés humaines et d'en supprimer le jet naturel, de méconnaître, non pas seulement ce que le génie, mais ce que le bon sens apporte volontiers de libre et de vif avec lui. C'est assez indiquer ce que chacun sent, car nous ne péchons point par un tel genre d'excès aujourd'hui.

Judicieux esprit qui n'avait nul besoin d'exagérer l'instrument prétendu infaillible, Daunou n'a jamais cru pouvoir s'en passer; il en a dissimulé du moins plus d'une fois les inconvéniens, varié l'emploi et dirigé les applications aux plus justes objets. « Il est maître en fait de méthodes, » a dit M. Mignet. Cet esprit d'ordonnance et de classification, il le porte en toutes choses, dans la création de l'Institut dont il est l'un des fondateurs, plus tard dans les bibliothèques qu'il administre, dans les Archives qu'il organise. Ainsi, dans l'ordre des études et des idées : on pourrait dire qu'héritier fidèle, et en un sens héritier pieux des richesses d'un siècle dont il égalait presque la tâche à celle de l'esprit humain, il aima mieux classer que renouveler.

Comme écrivain, un inconvénient se marque toutefois. Sa plume excellente et correcte, et de plus si faite pour les délicatesses, pour les finesses de l'art d'écrire, s'empêche par instans tout d'un coup, s'appesantit et s'attarde dans ces prescriptions méthodiques qui reviennent plus qu'il ne faudrait. Elle redit, elle prolonge, elle ne parvient pas à recouvrir ce qu'il est impossible de fertiliser. En un mot, une barrière assez marquée sépare à certaines pages le classique Daunou des grands et parfaits écrivains du XVIIe siècle, je veux dire ce culte sans cesse proclamé de l'*analyse* et tout ce qu'il suppose avec lui.

Pour revenir à ses travaux de la Convention en cette année 93, il dira, par exemple, en parlant du vaste bouillonnement de passions qui ne doit pas déconcerter le législateur, « qu'il faut que celui-ci « *fasse, en quelque sorte, un cours expérimental de l'immoralité pu-* « *blique;* que, dans un temps calme, les élémens divers de la société « *ne donnent à la philosophie elle-même que des sensations trop ob-* « *scures,* et l'on a besoin, ajoute-t-il, d'en recevoir de vives pour ac-

« quérir sur ces élémens, sur leur nature, sur leurs mouvemens, sur « leurs propensions, la connaissance qui est strictement nécessaire à « celui qui veut les combiner. Je conclus que c'est *avec tout le courage « de l'espérance, mais avec toute l'attention de l'analyse*, que la Conven- « tion nationale doit faire une constitution.... » Ces termes de *sensation*, d'*expérience* et d'*analyse*, ces traces de Condillac et de Lavoisier reparaissent perpétuellement : ils sont là à l'état d'éruption, si l'on veut; mais le style en resta gravé.

Son *Essai sur l'instruction publique* de cette même date (juillet 93) contient une singularité caractéristique et piquante. Il s'agit d'un détail d'enseignement, d'un détail minime en apparence, « mais que je crois, disait Daunou, d'un intérêt suprême pour le progrès de la raison publique, et par conséquent aussi pour le perfectionnement de l'organisation sociale. » Qu'est-ce donc? Il s'agit de la manière d'*apprendre à lire* aux enfans. Je ne saurais abréger cette page curieuse. « Cet enseignement, dit-il, quoiqu'il ait subi quelques réformes, doit « demeurer essentiellement vicieux tant que l'épellation donnera des « sons élémentaires tout-à-fait étrangers au son total ou syllabique (1). « Observez bien ce qui se passe dans les premières leçons de lecture « que vous donnez à un enfant. Vous avez à l'instruire des conven- « tions les plus bizarres dont les hommes se soient avisés, et à peine « encore avez-vous le moyen de lui faire entendre que ce sont là de « pures conventions. Si, comme il arrive presque toujours et comme « il doit arriver en effet, si votre élève attache quelque caractère de « sagesse et de vérité naturelle à ce que vous lui enseignez, votre « élève n'apprend à lire qu'en désapprenant à penser; et certes il a « trop à perdre dans cet échange. Votre alphabet est le premier « *symbole de foi* que les enfans reçoivent, et après lequel ils embras- « seront tous les autres, car il n'y en aura point de plus absurde que « celui-là. C'est, j'ose n'en douter aucunement, c'est l'épellation ac- « tuelle qui donne le premier faux pli à la pensée, qui transporte les « esprits loin du sentier de l'analyse, et qui met l'habitude de croire « à la place de la raison. J'invoque donc une réforme d'un plus grand « caractère que celles qui ont été introduites jusqu'ici dans l'enseigne- « ment de la lecture. Je réclame, comme un moyen de raison pu- « blique, le changement de l'orthographe nationale, et je ne crois pas « cette proposition indigne d'être adressée à des législateurs qui

(1) Ainsi, pour lire AUX, on fait prononcer aux enfans *a*, *u*, *icse*, ô. Assez d'un exemple.

« compteront pour quelque chose le progrès, ou plutôt, si je puis « m'exprimer ainsi, la santé de l'esprit humain. » Et il continue d'expliquer parfaitement la réforme proposée, et dont quelques portions ont prévalu, m'assure-t-on, dans l'*abécédaire* d'aujourd'hui. Il paraît qu'on apprend mieux à lire aux enfans qu'autrefois. Mais n'était-ce pas, je le demande, s'exagérer fabuleusement l'influence des méthodes? N'était-ce pas recommencer à la lettre un *symbole de foi* en même temps qu'on rejetait tous les autres avec horreur? Qu'on y voie du moins combien Daunou était radicalement de son siècle, et, sous ses airs timides, aussi rénovateur que Condorcet.

Ceux qui ne l'ont vu et connu que comme académicien des Inscriptions et dans ses travaux littéraires des dernières années ont pu goûter ses meilleurs fruits et les mieux élaborés à notre usage, mais l'arbre tout entier, le tronc, les racines sont là-bas.

Dans les premiers jours d'octobre 93, décrété d'arrestation avec les soixante-treize députés signataires de la protestation contre les évènemens des 31 mai et 2 juin, Daunou entrait dans les cachots pour n'en sortir qu'en octobre 94, après un an révolu. Transféré successivement dans diverses maisons, et finalement à Port-Royal de Paris, qu'on appelait Port-*Libre*, il supporta cette terrible année avec la constance du sage, prompt à ressaisir des heures pour l'étude, et comme s'il n'avait fait presque que retrouver un cloître plus étroit. Ses compagnons de captivité en ont tous parlé en ces termes. Il lisait Tacite seul, il relut tout Juvénal avec Dusaulx, aux momens où celui-ci (grand joueur et qui avait écrit contre la passion du jeu) ne jouait pas au bouchon avec le marquis de.... Mercier, autre incorrigible, ancien adversaire de Daunou sur Boileau, maintenant son compagnon d'infortune, ne le faisait plus que sourire. L'égalité d'ame était complète. Il profita de ce loisir pour étudier les élémens de géométrie avec suite; il composa même alors une grammaire générale qu'il écrivit sur des cartes. Cependant le 9 thermidor avait sonné, et la prison ne se rouvrait pas; les douze représentans du peuple détenus à Port-Libre adressèrent à la Convention une réclamation énergique que Daunou rédigea; il y a de l'éloquence : « Si l'anarchie et la tyrannie *ont rassemblé dans « le cercle étroit d'une année plus de forfaits et de désastres que l'his- « toire des calamités du genre humain n'en avait dispersé jusqu'ici « dans l'espace de plusieurs siècles;* si nous avons prévu et cherché à « prévenir les malheurs du peuple dont nous sommes les représen- « tans, pourquoi et de quel droit nous retient-on dans les fers? » Et arrivant à l'accusation de *fédéralisme*, dont ils sont victimes, celui qui

vient de flétrir les bourreaux retrouve ses anathèmes de grammairien-idéologue contre les expressions mal définies : « Les tyrans ont eu con-« stamment recours à certaines dénominations odieuses, à de *vains* « *noms* qui, *répétés sans cesse et jamais expliqués*, semblaient désigner « de grands crimes et n'étaient réellement que les mots d'ordre des « assassinats. La funeste puissance de ces *expressions magiques* est « un vieux secret d'oppression.... » L'éditeur de Boileau trouvera plus tard des flétrissures presque aussi vives pour caractériser les conséquences désastreuses qu'il attribuait à une littérature *vague* et *indéfinissable :* toujours le même pli.

Cette adresse remit en mémoire à la Convention le nom de Daunou et rappela ses titres acquis; dès les premiers jours de sa rentrée, il prit un rang, une consistance politique qu'il n'avait pas eu le temps d'établir jusqu'alors, et qu'il soutint pendant toute la durée du Directoire. On peut dire que depuis le moment de sa rentrée jusqu'au 18 brumaire, il n'est pas, dans les annales civiles et parlementaires de ce temps-là, un rôle plus honorable, plus pur, plus considérable même, que celui de Daunou. S'il n'eut pas son jour comme Boissy-d'Anglas, il eut son *tous les jours*, ce qui n'est pas moins difficile. Victime de la veille, il rentre avec l'ame calme et déterminée à la justice, c'est-à-dire, après de telles horreurs, à la clémence. Quoique sa vertu se tienne plutôt d'ordinaire dans les lignes strictes de l'équité, de la probité, et que le mot de grandeur semble jurer avec lui, il offre, dans ces momens d'après thermidor, une sorte de grandeur morale par cette tenue si ferme et si simple en des circonstances de toutes parts si émues. Également opposé aux excès de vengeance et de réaction contre la *queue* encore menaçante de Robespierre, aux excès de prévention et de rigueur contre les factions nouvelles qui se lèvent au nom de l'ordre, il maintient la doctrine républicaine dans son antique droiture et dans une mesure inaccoutumée, il contribue au salut de la Convention en vendémiaire, et n'aspire qu'au régime des lois. Principal rédacteur et conseiller de la constitution de l'an III, il mérite que ceux même qui s'en servent pour la combattre, et que fructidor ira frapper, disent de lui, par exception : « Daunou, du moins, est avec les *honnêtes gens*. » Retracer sa biographie complète en ces années, ce serait repasser toute l'histoire; elle le montrerait le rapporteur obligé, le promoteur de presque toutes les bonnes mesures, l'orateur officiel, irréprochable, qu'on aimait à présenter aux amis comme aux ennemis dans les grandes et belles circonstances. Il faut choisir : nous nous bornerons à le prendre à deux ou trois momens qui nous le peindront.

Parmi les opinions arrêtées de Daunou qui en avait tant, on n'en aurait pas trouvé de plus fixe et de plus justifiable assurément que celle qu'il s'était formée de la Terreur, des principaux personnages qui y figurent, et particulièrement de Robespierre. Ce n'était point parce qu'il avait été victime qu'il jugeait ainsi : il savait établir la différence entre les hommes d'alors, faire la part de la lâcheté, de l'ineptie, du fanatisme; mais sur Robespierre il était curieux et inexorable à entendre; le burin de Tacite, pour un instant, avait passé en ses mains. Dans un journal de Mercier, *les Annales patriotiques et littéraires*, Daunou rédigeait le compte rendu (anonyme) des séances de la Convention. Or, voici en quels termes dignes de mémoire il s'exprimait le 18 nivôse an III (7 janvier 1795), à l'occasion du rapport fait par Courtois au nom de la commission chargée d'examiner les papiers de Robespierre : « Un tempérament bilieux, écrivait Daunou, un esprit étroit, une « ame jalouse, un caractère opiniâtre, avaient prédestiné Robespierre « à de grands crimes. Ses succès de quatre années, surprenans sans « doute au premier aspect, et lorsqu'on ne les compare qu'à la médio- « crité de ses moyens, ont été les effets naturels de ses haines meur- « trières, de ses jalousies profondes et ferventes. Il eut, à un degré « suprême, le talent de haïr et la volonté de maîtriser. Il voulut être « tyran, bien plus ardemment que la plupart des hommes ne savent « vouloir être libres, et cette volonté vive, inflexible, toujours agis- « sante, a tenu lieu de génie à bien d'autres oppresseurs de l'huma- « nité..... » Je suis forcé, à mon grand regret, d'abréger cette page pour laquelle j'ai presque à demander pardon aux *néo-terroristes* d'aujourd'hui; mais voici l'adoucissement : « Quelque affreux que soit Ro- « bespierre, d'après le portrait que nous en avons tracé, continue « Daunou, Courtois a fait de ce personnage un portrait beaucoup plus « horrible encore, et s'est attaché surtout à lui contester toute espèce « de talent. Nous convenons que Robespierre n'a été ni un philoso- « phe, ni un législateur, ni un éloquent écrivain, ni même un orateur « supportable : il avait infiniment peu de connaissances, et il était « d'ailleurs trop occupé à haïr pour avoir le temps de penser. Nul ta- « lent ne lui manqua davantage que celui d'improviser : si l'on excepte « une ou deux occasions où il fut assez heureusement inspiré par ses « affections vindicatives, tout ce qu'il a dit sans préparation n'a été que « le plus insensé verbiage que l'on ait entendu sur la terre, depuis que « des paroles et des phrases y sont proférées par des hommes et par « des oiseaux : personne, autant que lui, n'a contribué à effacer parmi « nous jusqu'à l'idée de la véritable éloquence des tribunes. A l'égard

« de ses écrits, nous croyons qu'ils n'ont mérité ni les adulations que « leur prodiguait Desmoulins, ni tout le mépris dont Courtois s'est « efforcé de les couvrir. L'art d'écrire est peut-être celui dont Robes- « pierre eût le plus approché s'il l'eût cultivé davantage; c'est le seul « où il ait paru faire quelque progrès. L'on ne peut nier, à ce qu'il « nous semble, qu'il n'ait quelquefois donné aux idées d'autrui des « formes tout-à-fait tolérables, et que dans ses derniers discours, par « exemple dans celui sur l'Être suprême, on ne rencontre du moins, « au milieu de beaucoup d'inepties, certains traits, peut-être même « certaines pages qui ne sont pas très loin du talent. Courtois a cité « en preuve de la médiocrité de Robespierre les corrections nom- « breuses, les ratures multipliées dont il surchargeait ses manuscrits : « cette preuve, nous devons l'avouer, nous a paru bien étrange; nous « aurions pensé, au contraire, que Robespierre ne savait point assez « effacer. »

Remarquez la tendance naturelle de Daunou, et cette appréciation littéraire finale qui est là comme pour mettre le sceau. L'écrivain en Robespierre avait fini pourtant par le fléchir un peu (1). On a d'autres pages de lui sur les souvenirs de ces temps, les deux premiers chapitres d'une histoire de la Convention; il est profondément regrettable qu'il ne l'ait pas menée à fin. Cette histoire-là est au moins à mettre sur la même ligne que celles de l'Oratoire ou de Boulogne-sur-Mer, qu'il regrettait de n'avoir pas retracées. On ne conçoit pas qu'un homme aussi laborieux que Daunou, et qui savait si bien que le style seul fait vivre, n'ait pas exécuté un tel projet une fois entrepris; mais, sans parler du découragement qui s'empara de lui à un certain jour,

(1) Et qu'on me permette d'ajouter encore le jugement qu'il porte de Saint-Just; il est de ces choses qui, une fois dites, ne se retrouvent pas, et l'article de Daunou d'ailleurs serait matériellement introuvable : « Courtois a tracé ensuite les portraits « de Saint-Just et de Couthon; le premier, froidement cruel, homicide par carac- « tère, n'avait pas eu besoin (comme Robespierre) d'être humilié pour être méchant. « Il y a une disposition sentimentale qui nous fait compâtir aux infortunes des « autres hommes et nous empêche au moins de leur nuire sans intérêt pour nous- « mêmes; cette disposition n'existait point dans Saint-Just; cette fibre était déjà « paralysée chez lui à vingt-six ans. On ne trouve dans ses écrits aucune trace de « sensibilité; ils en sont plus dépourvus encore que ceux même de Robespierre, « auxquels ils sont très supérieurs sous les autres rapports; car, si l'on veut être « sincère, il faut avouer aussi que Saint-Just n'était point sans talens, et qu'il aper- « cevait quelquefois, avec une précision assez forte, sinon l'ensemble de l'organisa- « tion sociale, du moins quelques-unes des relations qui existent entre les élémens « dont elle se compose. Pour Couthon, il mérita tous les mépris : il est indigne de « tout souvenir... »

il n'avait pas non plus le sentiment de l'art en grand, l'idée passionnée de l'œuvre, de l'œuvre individuelle et originale, du monument. L'étude et des articles bien faits, enfouis dans de gros recueils, suffisaient à son soin modeste; il y avait à cet égard du bénédictin en lui.

Le bénédictin aussi avait des jours de soleil. Le rôle de Daunou à l'Institut, dès l'origine et lors de la formation, fut des plus marquans; son nom sans faste n'échappa point aux honneurs du frontispice : c'est lui qu'on chargea de prononcer le discours d'ouverture à la première séance publique, à celle d'installation (4 avril 1796). Il s'y montra tout-à-fait à la hauteur de sa mission et parla comme le pouvait faire le premier élève politique et philosophique de Sièyes et de Condorcet, et plus littéraire que tous deux, plus maître en l'art d'écrire, véritable secrétaire perpétuel et comme rédacteur testamentaire du XVIIIe siècle finissant. Dans ce grave discours encyclopédique, un certain souffle d'espérance circule : « Les orages mêmes que nous ve-« nons de traverser, ce vaste ébranlement, ces désastres dont le sou-« venir doit être interdit à la vengeance, et ne doit pas être perdu « pour l'instruction, deviendront sans doute aussi une grande époque « dans l'histoire de l'esprit humain. » L'enthousiasme n'y est plus retranché, proscrit, comme nous l'avons vu en d'autres endroits de Daunou; il dit de la philosophie, en indiquant ses relations et son alliance avec les beaux-arts : « Elle sentira tout le prix de l'enthousiasme « qu'ils propagent et sans lequel il ne s'est opéré rien d'utile et de « grand sur la terre. Si, dans les sciences même les plus sévères, au-« cune vérité n'est éclose du génie des Archimède et des Newton « sans une émotion poétique et je ne sais quel frémissement de la « nature intelligente, comment, sans le bienfait de l'enthousiasme, « les vérités morales saisiraient-elles le cœur des humains? Comment « circuleraient-elles privées de ce véhicule; comment, dénuées de cette « chaleur animatrice, pourraient-elles, au sein d'un grand peuple, se « transformer en des sentimens, en des habitudes, en des mœurs, en « un caractère? Que deviendraient tant de maximes sociales, tant de « généralités abstraites, si les beaux-arts ne s'en emparaient pas pour « les replonger dans la nature sensible, les rattacher aux sensations « d'où elles dérivent, et leur redonner ainsi des couleurs et de la puis-« sance? » Les *sensations* se retrouvent là pour fixer la date et signer la théorie, mais le mouvement est juste et beau.

Deux ans après, le 18 septembre 1798 (fin de l'an VI), Daunou, président du Conseil des cinq-cents, répondait au nom de l'assemblée à une députation de l'Institut qui venait à la barre rendre compte de

ses travaux pendant l'année; il exhortait l'illustre corps à *la propagation des idées et des sentimens qui conviennent le plus aux hommes libres*, et laissait échapper cette parole tant contestée : « Il n'y a point de philosophie sans patriotisme, il n'y a de génie que dans une ame républicaine ! »

Si c'est un vœu que Daunou entendait exprimer, à la bonne heure! Si c'est un fait et un jugement, comme on aurait droit de l'attendre d'un écrivain si précis, son désir assurément ici l'abusait; cet axiome-là n'est ni plus vrai ni plus faux que celui qu'il énonçait ailleurs, que la vérité est toujours du côté de l'analyse, et l'erreur du côté de la synthèse. Approchait-il davantage de la vérité, lorsque, dans son *Cours d'Études historiques*, il disait avec plus de réserve : « A fort peu d'exceptions près, les noms honorables dans l'histoire des lettres le sont aussi dans celles des mœurs privées et publiques; les plus grands écrivains sont à compter au nombre des meilleurs hommes de leurs siècles? » — Mais, ce qu'il nous importait de noter, nous retrouvons dans ces élans, dans ces éclats imprévus de l'an VI, un Daunou auquel nous sommes moins accoutumés.

Quelque temps auparavant, le 10 vendémiaire an VI (1er octobre 1797), il avait prononcé, en plein Champ-de-Mars, l'oraison funèbre de Hoche. Ce jour-là, par un beau soleil d'automne, le Directoire en grand costume, Révellière-Lépeaux en tête, sortit à pied de l'École militaire, précédé de tous les ministres, grands fonctionnaires, et des principaux corps de l'état; chaque membre du cortége tenait à la main une branche de laurier ou de chêne. Puis, sur l'autel de la patrie, qu'entouraient des groupes de peupliers et des *candelabres supportant des cassolettes fumantes d'encens*, aux pieds de la statue de la liberté, le Directoire ayant pris séance, Révellière-Lépeaux célébra le héros dans un discours plein de bons sentimens et de déclamations théo-philanthropiques. Lorsqu'il eut fini au milieu des sanglots, et que, comme intermède, quarante jeunes élèves du Conservatoire, *vêtues de blanc, les cheveux ornés de bandelettes et portant des écharpes de crêpe*, eurent chanté, autour du mausolée, une strophe de l'hymne de Chénier mise en musique par Cherubini; après que ces jeunes élèves, deux à deux, *d'une main tremblante et en détournant leurs regards où se peignaient l'attendrissement et la douleur*, furent venues déposer leurs branches de laurier aux pieds de l'effigie du mort (1); en ce moment solennel,

(1) Le procès-verbal officiel ajoute à cet endroit : « Une d'elles, *succombant à l'oppression du sentiment*, s'évanouit et tombe dans les bras de ses compagnes. »

le citoyen Daunou, membre de l'Institut national, et chargé par lui de faire le panégyrique du héros, s'avança, tenant à la main aussi sa branche de laurier, et parla sur les degrés du mausolée : « ... Oui, « nous la conserverons, la République, s'écriait-il en finissant, nous « la conserverons, pour qu'elle soit le temple de ta mémoire, l'asile « de ton vertueux père, et la gloire de tous les guerriers qui l'ont dé- « fendue comme toi. Nous repousserons la Terreur qui t'opprima, « comme le royalisme qui te proscrivit, et nous maintiendrons cette « Constitution de l'an III, qui fut le constant objet de ton dévouement, « de tes vœux, de tes espérances; nous saurons, à ton exemple, ré- « sister aux factions, braver les périls, et ne connaître sur la terre « d'autres puissances irrésistibles que celles devant qui seulement a pu « fléchir ton ame républicaine : la loi, la vertu, la nécessité et la mort. »

Daunou me paraît représenter très bien l'éloquence d'alors, celle de l'an III dans son meilleur ton, caractère romain, style latin (*Conciones*), marche un peu lourde, très grave du moins, ferme, nombreuse, un rare éclat, mais qui frappe d'autant plus, un air stoïque : des Latins, si l'on veut, qui ont eu leur Condillac, mais qui sont d'un bon siècle encore. Lorsque, plus tard, le Consulat se lèvera dans sa gloire, quand le génie du XVIIe siècle reparaîtra de loin sur l'horizon, et que l'éloquence, comme le ciel, s'éclairera, on aura l'Éloge de Washington et Fontanes.

Une question inévitable se pose ici : à voir ce grand rôle extérieur de Daunou depuis thermidor, cette mise en dehors perpétuelle de ses talens et de sa personne, on se demande : était-ce donc bien là, en vérité, le même que ce savant renfermé et ce politique circonspect que nous avons connu? N'y avait-il pas en lui, durant ces années, un homme jeune, énergique, espérant, dont le ressort, à un certain moment, s'est brisé ou resserré du moins, et dont nous n'avons guère vu que l'homme d'étude survivant qui s'était à la fin comme recloîtré? J'ai déjà indiqué l'opinion de M. Magnin, qui pense que, même en sa plus libre et sa plus énergique allure, le Daunou d'alors était très près de ressembler à celui que nous savons. Quelques faits toutefois permettront le doute un moment.

Lorsque ses illusions républicaines eurent été attérées et anéanties par l'ambition de Bonaparte, après l'élimination du Tribunat, après la suppression de la classe des Sciences morales et politiques, vers 1803-1804, Daunou, profondément affecté, se croyant de plus menacé dans sa place de bibliothécaire par suite de tracasseries avec son collègue Ventenat, fit une maladie grave, une de ces maladies nerveuses

qui, coïncidant avec un âge qui est critique aussi pour l'homme, peuvent certainement altérer la trempe du caractère et briser quelque chose en nous. Une angoisse inexprimable s'était emparée de son ame; l'application lui était devenue impossible, la lumière odieuse; un simple coup de sonnette l'agitait et lui arrachait des larmes. De la bibliothèque du Panthéon, où il logeait alors, on le menait promener au Jardin des Plantes comme un débile convalescent. Fouché, dont les émissaires n'étaient pas étrangers à ces motifs de terreur, le fit pourtant rassurer sous main, lui fit dire qu'il prenait les choses trop à cœur (1). Marie-Joseph Chénier lui-même, vers cette époque et sous le coup des déceptions patriotiques, éprouvait un ébranlement de ce genre, et des soupçons d'empoisonnement traversaient son esprit. Jean-Jacques Rousseau, on le sait, et Bernardin de Saint-Pierre, à un certain âge, éprouvèrent aussi de telles crises; ils n'y échappèrent qu'en conservant une teinte de misanthropie chagrine et une sensibilité plus ou moins aigrie. Daunou en triompha plus heureusement et retrouva son égalité d'humeur pour l'étude; mais une méfiance secrète s'infiltra ou s'accrut en lui; il eut, lui, on peut le dire, sa misanthropie, non point exaltée comme Jean-Jacques ou aigre-douce comme Bernardin, non point ardente et satirique comme Chénier, égoïste et oisive comme Sièyes, mais sa misanthropie studieuse. Il vérifia aussi, par son exemple, ce mot du moraliste : « Il se refait vers le milieu de la vie une manière de bail avec nos diverses facultés; bien peu le renouvellent. » Ce qui est vrai même dans le cours naturel d'une vie arriva ici par secousse : Daunou dut rompre, un certain jour, avec une partie de son être; il se replia au dedans, et, sous son enveloppe sévère, il déroba de plus en plus une de ces ames sensibles, délicates, à jamais contraintes et trop souvent consternées, qui ne recommencent plus l'expérience et n'en demeurent que plus fidèles aux empreintes reçues.

Tout ceci, en restant parfaitement exact, n'empêche point que, même en son temps de plus grand essor, Daunou n'ait eu bien des velléités d'arrêt qui le faisaient identique au fond à ce que nous l'avons vu. Il ne portait point la main aux choses de lui-même, de son propre mouvement, mais seulement parce qu'il était en demeure et en devoir

(1) Daunou avait été très lié avec Fouché, non pas à l'Oratoire, mais depuis, à la Convention, où les rapprochaient les souvenirs de cette commune origine. Fouché avait d'abord, ainsi que Daunou, des sentimens politiques modérés; la peur le jeta dans les extrémités atroces. Après thermidor, Daunou avait activement contribué à le sauver de la réaction qui l'aurait atteint.

de le faire. Sorti du Conseil des cinq-cents au mois de prairial an V et n'y devant rentrer que par une élection l'année suivante, voyez-le dans l'intervalle : il se confine du premier jour dans sa bibliothèque du Panthéon et ne s'occupe plus que de mettre de l'ordre dans cette masse de livres, d'organiser le catalogue; c'est beau, c'est touchant de la part de celui qui vient de contenir d'autres masses et d'organiser la république, mais était-ce là le fait d'un homme politique actif et surtout d'un homme de gouvernement en de telles circonstances? M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères après le 18 fructidor, lui écrit une lettre aimable et coquette pour lui offrir la place de secrétaire-général auprès de lui : Talleyrand doublé de Daunou, cela eût fait, convenons-en, une combinaison piquante et parfaite; chacun aurait eu de quoi prêter à l'autre. Daunou refusa et resta au milieu de ses livres. Il refusa, non point, je le crois, parce que c'était Talleyrand qui offrait, mais parce qu'il aimait mieux garder son coin quand il n'y avait pas nécessité d'en sortir. D'autres, remarquez-le, auraient été tentés d'accepter précisément parce que c'était Talleyrand lui-même, c'est-à-dire un nouveau monde à étudier, d'autres relations à embrasser et à saisir; la curiosité les aurait poussés. Daunou n'avait pas le principe de curiosité, ou bien quelque chose de plus fort en lui le réprimait. Mme de Staël aussi fit toutes sortes d'avances gracieuses en ce temps pour l'apprivoiser; elle ne réussit qu'à lui inspirer de la reconnaissance et une estime affectueuse qu'il lui conserva au milieu des dissidences subséquentes. Les singularités sociales de Daunou, en cette phase du Directoire, sont célèbres : son costume, bien moins réglé que nous ne l'avons vu, trahissait, même aux fêtes de Barras, le savant, le solitaire en grand effort d'étiquette. Pour simplifier les choses, il n'avait qu'un habit, et, quand il l'avait usé, il en achetait un neuf tout fait, qui, tant bien que mal, lui allait toujours. La seule conclusion que je veuille tirer de pareils traits d'originalité naïve, c'est que, même en ces années de familiarité et de liberté, où il jouait un grand personnage public et où il voyait le plus de monde, même quand il était le parrain désigné de toutes les constitutions, filles de celle de l'an III, quand il allait par-delà les monts, en qualité de commissaire, organiser la république romaine et y rétablir les *comices* et les *consuls*, Daunou n'aurait point mérité qu'on dît de lui, comme d'Ulysse, qu'il était un *grand visiteur d'hommes*. Il se souciait des hommes pour les éclairer, s'il se peut, jamais pour les diriger et les manier. Quand Bonaparte de retour d'Égypte, et qui, dans les premiers jours de son coup d'état, ne préjugeait naturellement les acteurs d'alors que sur

leur renommée acquise, eut l'idée un moment de le faire consul, Rœderer, à qui il en avait parlé, put dire ensuite : « Je l'ai bien guéri de « cette idée-là, je l'ai fait causer une demi-heure avec lui (1). »

Les tristesses et les amertumes civiques de Daunou commencèrent après le 18 brumaire; il s'agissait de refaire au plus vite une constitution, celle dite de l'an VIII; sa réputation classique en ce genre le fit choisir pour rédacteur. Il essaya d'une première rédaction, que Cambacérès qualifia de *malicieuse* et d'*hostile;* il y glissait plus d'un petit article préservatif contre l'usurpation, celui-ci, par exemple : « Si l'un des consuls prend le commandement d'une armée, il est, pendant toute la durée de ce commandement, suspendu de ses fonctions consulaires, et il y est remplacé temporairement par l'un des tribuns que nomme à cet effet le Conseil des 200, etc., etc. » Qu'on juge de l'effet sur le futur consul. Bonaparte impatient coupa court à cette guerre méthodique, et, convoquant la commission chez lui, au Petit-Luxembourg où il était alors, dicta ses volontés : « Citoyen Daunou, prenez la plume et mettez-vous là. » C'était dit de ce ton qui se fait obéir. Selon le mot de Thibaudeau, Daunou écrivait d'une main les articles, en votant de l'autre contre, pour la forme. A partir de ce jour, la France eut un maître, et Daunou, après une honorable résistance, battit en retraite devant lui. Avec toutes sortes de conditions et de réserves, il capitula. S'astreignant à refuser toute position politique, il crut pouvoir se réfugier dans des fonctions administratives réputées scientifiques et littéraires : elles ne lui manquèrent à aucun moment. Bonaparte, qui lui avait dit un jour en colère qu'*il ne l'aimait pas,* mais qui l'estimait et qui l'avait trop vu de près pour le craindre (2), savait

(1) Sur les relations de Daunou et de Sièyes à cette époque de crise et auparavant, j'indiquerai, sans le répéter ici, ce que j'ai écrit dans l'article sur La Fayette (*Revue des Deux Mondes* du 1er août 1838, page 364; — *Portraits littéraires,* édition de 1844, tome II, page 182); je garantis la fidélité parfaite des détails, que je retrouve ailleurs moins exactement racontés.

(2) Voici un petit récit, entre autres, que je sais d'original. Bonaparte, après plusieurs refus de Daunou, voulut tenter un dernier effort; il s'agissait de le décider à être ou directeur de l'instruction publique, ou conseiller d'état, ou les deux choses à la fois. Il l'invita à dîner aux Tuileries : « Je veux vous présenter à ma femme, lui dit-il; elle a envie de vous connaître. » Daunou n'osa refuser. Il arrive, il est présenté à Mme Bonaparte; il s'incline en profonds saluts, et se borne aux stricts monosyllabes. Après le dîner, Bonaparte l'emmène dans l'embrasure d'une croisée; le salon où ils étaient se vide, parce qu'on voit que le consul veut parler d'affaires. Il entreprend Daunou en effet, le presse, ne lui laisse aucune objection sans réponse; celui-ci, après ses raisons dites, n'avait plus qu'un *non* invincible à opposer. Le ton de Bonaparte s'élevait, il avait l'air de s'impatienter : les personnes

où il pouvait utilement l'employer; il n'en laissa passer aucune occasion : ce furent là contre Daunou ses seules malices et ses seules vengeances. L'ancien garde des Archives impériales n'était pas juste pour Napoléon. Ceux qui l'ont entendu à ce sujet savent qu'il lui refusait, non-seulement toute perception morale (ce qui se concevrait), mais presque toute espèce de talent civil. Quant aux talens de guerrier, il se rejetait, pour n'en point parler, sur son incompétence, et, lorsqu'il avait épuisé les qualifications les plus sévères, il concluait le plus souvent ainsi : « Enfin, c'était un homme qui ne savait ni le français ni l'italien. » L'écrivain chez Daunou reparaissait dans ce trait final, qui, selon lui, était peut-être la plus grande injure.

A peine remis de la secousse politique, Daunou se dédommageait et cherchait à se consoler par de bons travaux académiques et littéraires. Son *Analyse des Opinions diverses sur l'Origine de l'Imprimerie* (1802) est du lendemain de ses luttes au Tribunat. Après avoir nettement exposé les diverses conjectures probables sur cette origine si voisine et déjà obscure, le sage examinateur conclut en toute humilité : « Il est assurément des objets sur lesquels le doute n'est qu'i-« gnorance et obstination; mais le doute éclairé est aussi une science, « et c'est la plus pacifique. Il me semble au moins que le scepticisme « que certaines discussions historiques provoquent ou entretiennent « n'est ni la moins douce ni la moins saine habitude que l'esprit hu-« main puisse contracter. » Bien de nobles cœurs qui veulent de la foi à tout prix se pourront scandaliser de cette conclusion à la Montaigne, qui met la santé de l'esprit là où d'autres voient son plus grand mal : elle me plaît et me touche chez Daunou, elle est conforme à la na-

qui se promenaient de long en large dans le salon voisin, militaires et aides-de-camp, retournaient de temps en temps la tête par curiosité pour ces éclats de voix qui leur arrivaient. Daunou s'aperçut de ce manége; la peur le prit : il se dit que cet homme était capable de tout, qu'il était certes bien capable d'avoir machiné ce dîner pour le perdre, de supposer tout d'un coup qu'on lui manquait de respect, qu'on l'insultait, que sais-je? de le faire arrêter immédiatement. Sa tête se montait, il n'y tint plus. Bonaparte, tourné vers la fenêtre, parlait sans le voir : Daunou avise dans un coin son chapeau, qu'il avait posé; tandis que le consul achève une phrase, il y court, enfile les appartemens et sort du palais. Tout ceci est vrai à la lettre, et je n'ajoute rien. — Ce n'est pas ce jour-là que Bonaparte lui dit : *Daunou, je ne vous aime pas,* mais en une autre occasion, dans quelque comité. Impatienté des objections de Daunou, il le fit taire en lui disant : « Vous, Daunou, je ne vous aime pas; » et il se reprit, en disant : « Au reste, je n'aime personne... excepté ma femme et ma famille. » — « Et moi, répliqua Daunou, j'aime la république. »

ture de cet esprit judicieux et craintif, au moment où, battu des orages, il se retrouve dans la sphère paisible de l'étude et où il respire.

Sa *Notice des travaux de la Classe des Sciences morales et politiques*, lue la même année 1802 (séance du 15 germinal an x), contient une fine satire d'un mémoire de Mercier contre l'histoire, et cela par le simple fait d'une analyse où le rapporteur choisit malicieusement ses points. Mercier put être content, et tout l'Institut avec le public avait souri. Daunou préludait ainsi à ses petites notes du *Journal des Savans*, même à ses extraits de l'*Histoire littéraire :* en maintenant l'extrait littéral et fidèle, il sut en faire un genre de critique fine, ingénieuse, qui parle tout bas.

Il publiait en 1803 un *Mémoire sur les Élections au scrutin*, lu précédemment à l'Institut, et dans lequel il s'attachait à déterminer mathématiquement le moyen de recueillir, de vérifier avec le plus d'exactitude l'expression de la volonté générale, au moment même où toute liberté de suffrages était ravie : un pur problème, en effet, de récréation mathématique. A partir de cette publication, on remarque une certaine lacune dans ses travaux. C'est le temps de son découragement profond et de cette maladie dont nous avons parlé.

En 1807, M. Daunou, qui était devenu garde des Archives depuis décembre 1804, publia, par ordre du gouvernement et avec tous les soins d'éditeur, l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne*, que Rulhière avait laissée manuscrite et inachevée. En 1810, il publia, par ordre également, son *Essai historique sur la Puissance temporelle des Papes*. Son édition de Boileau est de 1809. On remarquera combien M. Daunou choisissait peu de lui-même ses sujets de composition : il s'en laissait charger volontiers, en ne les acceptant sans doute que lorsqu'il les trouvait convenables à ses vues; mais l'initiative, même là, venait d'ailleurs. Ne pourrait-on pas y voir une des causes qui attristent un peu son style, si destiné, jusque dans la gravité, à l'ingénieux et au délicat? Cette vie n'avait jamais eu sa fantaisie, jamais une fleur; son style s'en ressent. « Lire même ce qui plaît moins, n'écrire que ce qu'on aime, excellente hygiène intellectuelle, » a-t-on dit; cela est vrai : à ce régime l'esprit acquiert son sérieux, et le style garde sa légèreté naturelle. Je ne conseillerais jamais à un homme de style et de goût littéraire de faire trop de rapports et de ne jamais choisir ses sujets.

En Boileau, du moins, M. Daunou rencontrait une vieille connaissance, une matière de prédilection : aussi son discours préliminaire de 1809, et celui d'une plus grande étendue qu'il a consacré à La Harpe en 1826, sont-ils peut-être ce qu'on a écrit chez nous de plus

parfait (*ad unguem*) en ce genre de littérature critique, modérée et ornée. Les dernières phrases du discours sur Boileau étaient un hommage à Napoléon : « Aujourd'hui, que toutes les émulations renaissent à la voix d'un *héros couvert de toutes les gloires*, etc. » Dans l'édition de 1825, cette conclusion a disparu et se trouve remplacée par une violente sortie contre la littérature romantique. J'aurais mieux aimé, même au nom du goût, que l'éloge de Napoléon restât.

Il faut oser le rappeler : tous les écrits que publia à cette époque l'honnête homme légèrement intimidé paient le tribut obligé d'éloges au dominateur tout-puissant, et ils portent à une certaine page le contre-seing impérial pour ainsi dire. Je ne lui en fais point un reproche, mais bien plutôt d'avoir passé, depuis lors, à un dénigrement sans mesure (1). La Fayette n'a pas négligé de relever en ses *Mémoires* une de ces inconséquences du républicain de l'an III qui renonçait sous l'Empire à rester un grand citoyen : « Malgré l'assertion, dit-il (tome V, page 231), qu'un *citoyen distingué*, M. Daunou, a paru adopter dans un écrit récent, il n'est pas vrai que *l'autorité arbitraire puisse suppléer aux principes d'une administration nationale.* » M. Daunou avait écrit quelque chose de tel dans sa notice sur Rulhière (2). Plus tard, en 1811, il lui échappait de dire à M. Joly, un de

(1) Voir, dans la conclusion du livre des *Garanties individuelles*, ce qu'il dit de l'*aventurier*; l'invective y déborde : « ... Il deviendra, au dehors autant qu'au dedans, un potentat formidable dont les princes flatteront l'orgueil, couronneront *la tête impure*, rechercheront *l'ignoble alliance.* » L'auteur n'a pas l'air d'admettre qu'au dedans on ait pu servir l'Empire par d'autre motif que par corruption et par cupidité. Il termine le hideux portrait en montrant *l'ennemi du monde se précipitant lui-même, du faîte de sa puissance artificielle, dans la profonde ignominie de ses propres vices.* Cette page des *Garanties* est fâcheuse; elle le serait encore, même sans qu'on la rapprochât de certaines autres pages de 1807-1812.

(2) Pages VI et VII : il ne fait qu'énoncer en cet endroit et développer avec une sorte de complaisance l'opinion de Rulhière. La Fayette put y relever bien d'autres passages : « C'est à *la suprême loyauté* du chef de l'Empire et à *l'invariable* « *libéralité de ses sentimens et de ses pensées*, que le public devra la pureté du « texte de cette histoire. » Napoléon voulait se faire de cette publication un auxiliaire dans sa campagne de 1807 contre les Russes; on imprima en toute hâte afin de pouvoir arriver à temps et rejoindre la victoire : « L'indépendance de la Pologne, « s'écriait vers la fin l'éditeur en haussant le ton, est un intérêt de l'Europe autant « qu'un droit des Polonais, et la renaissance de ce vertueux peuple sera l'un de ces « vastes bienfaits dont l'histoire de Napoléon se compose. Qui leur enseignera « mieux que lui à se prémunir contre toute domination étrangère par l'énergie « de l'administration intérieure...? De qui pourront-ils mieux apprendre qu'aucune « illustration vieillie n'égale celle qui éclate; qu'aucun nom suranné ne vaut un nom

ses anciens élèves de Montmorency : « Après tout, c'est peut-être ce que nous pouvons avoir de mieux. » Il était maté alors et comme rallié.

Je parlerai peu, ou plutôt je voudrais peu parler, de son *Essai sur la Puissance temporelle des Papes*. Napoléon le lui fit demander par Fouché comme arme dans sa lutte avec le Saint-Siége; c'était proprement une batterie historique qu'il fallait dresser contre le Vatican parallèlement au coup de main de Miollis. Henri IV, en son temps, voyant que Rome tardait à le reconnaître, fit compiler par Pithou un *Recueil des déclarations, arrêts et actes* historiques que des circonstances analogues avaient occasionnés sous les règnes précédens; mais, au même instant, il ne faisait point enlever le pontife par ses gens d'armes mécréans. Pithou mit en tête du livre un avertissement en latin, où il protesta de son amour de la concorde et de sa haine du schisme : l'auteur du présent *Essai* en aurait-il pu dire autant avec sincérité? On ne craindra pas de l'avouer : si son vote dans le procès de Louis XVI est le plus beau moment de la vie de Daunou, son livre sur les papes nous en paraît le moins agréable endroit. Juger l'ouvrage en disant qu'abstraction faite des doctrines latentes et du but, il offre un résumé substantiel, un narré pressant, du meilleur style et d'une modération très suffisante à la surface, ce serait aussi prouver de soi-même trop de complaisance ou de simplicité. Ce livre est un acte. L'auteur, cette fois, cette seule fois, fait un pamphlet. Lui, ancien oratorien et prêtre, il consent, par l'ordre et dans l'intérêt de celui qu'il appellera un tyran et qu'il abhorre, à accabler, à envelopper d'un tissu historique très équivoque, très artificieux, le vieux pontife alors persécuté, spolié, prisonnier; il réclame contre lui les rigueurs (1); il termine ce livre anonyme, à fausses couleurs gallicanes, par les éloges les plus absolus du héros qu'il semble mettre au-dessus de Charlemagne (2), et dont il recevra à ce sujet diverses sortes de récompenses :

« qui s'immortalise....? » Tout ceci est éloquent, et reste assez vrai pour qu'il n'y ait pas eu tellement à s'en repentir.

(1) « Dépouillé de tout pouvoir temporel et devenu le sujet de l'un des princes « de l'Europe, le pape excommuniera-t-il son propre souverain? Tant d'audace ou « d'extravagance est peu vraisemblable. Il est vrai que les siècles passés en offrent « des exemples; mais on prendrait à présent une idée plus juste d'un tel anathème : « on n'y verrait qu'un libelle séditieux, qu'une provocation publique à la révolte, « qu'un outrage à la majesté du prince et des lois, qu'un attentat punissable, quoique « impuissant. » (Édition de 1810, page 333.)

(2) Dira-t-on que les éloges ne sont pas sans quelque réserve implicite? « Ces « limites (du pouvoir spirituel), dit l'auteur en terminant, *ont besoin* d'être posées « par une main victorieuse, capable d'en prescrire à toute ambition subalterne, et

et tout cela, pour servir ses propres opinions, à ce qu'il croit, et pour satisfaire ses profondes rancunes. Qu'on retourne le fait comme on le voudra, qu'on le discute au point de vue de la justice stricte, sinon de l'élévation et de la grandeur, cela n'est pas bien. Daunou, cette fois, dut en vouloir à Bonaparte doublement, à cause de cette faiblesse que le maître lui avait arrachée.

Habile à trouver la fibre secrète de chacun pour la faire jouer à son gré et l'adapter à ses fins, Napoléon avait été long à découvrir celle de Daunou, mais, pour le coup, il la tenait : il y avait quelque chose de plus avant que le républicain chez l'homme de l'an III, c'était le philosophe; il y avait quelqu'un qu'il jugeait plus funeste encore que l'empereur, c'était le pontife. On le fit instrument et rouage par ce côté.

Infirmité de l'humaine nature! Tel est l'empire des préventions et des haines invétérées, peut-être seulement des fausses positions et des faux plis, chez les meilleurs, chez les plus sages! Daunou lui-même, tout en se piquant de modérer sa plume, ne sut pas triompher de l'inspiration : le vieux levain remonta. Lui, si humain pour les opprimés, il fut sans pitié ce jour-là, il ne vit que l'intérêt philosophique en jeu, et se remit en posture de gallican pour mieux frapper. — Un plus mémorable épisode de sa vie littéraire sous l'Empire est son amitié intime avec Chénier (1). En 1807, Daunou, qui avait quelques

« accoutumée à n'en point laisser au progrès de la civilisation, au développement « des lumières, à la gloire d'un grand empire. Abolir le pouvoir terrestre des pon- « tifes est l'un des plus vastes bienfaits que l'Europe *puisse devoir* à un héros. La « *destinée* d'un nouveau fondateur de l'empire d'Occident est de réparer les erreurs « de Charlemagne, de le surpasser en *sagesse*, et par conséquent en puissance; de « *gouverner*, de raffermir les états que Charles n'a su que conquérir et dominer; « d'éterniser enfin la gloire d'un auguste règne, en *garantissant*, par des *institu-* « *tions* énergiques, la prospérité des règnes futurs. » Dira-t-on que ces mots : *ont besoin*, *puisse devoir*, ne sont pas positifs; que la *destinée* assignée ici au héros est une sorte de futur conditionnel; qu'il est question, chemin faisant, de *sagesse*, de *gouverner*, de *garantir*, et même, en finissant, d'*institutions énergiques*, comme pour faire contrepoids à la spoliation qu'on appuie? Pénibles équivoques, auxquels l'auteur a bien pu penser, mais qui échappaient au lecteur : Napoléon n'en demandait pas davantage. — Ce livre, au reste, était tellement une arme politique forgée *ad hoc*, que la troisième édition, imprimée à l'Imprimerie impériale en 1811, fut en très grande partie détruite en 1813, au moment où l'on crut enfin avoir arraché un nouveau Concordat au prisonnier de Fontainebleau. Cette édition de 1811 contenait, entre autres additions, un exposé de la *conduite de la Cour de Rome depuis* 1800, vrai factum d'un canoniste de l'Empire.

(1) M. Labitte, en cette *Revue* (15 janvier 1844), nous en a déjà raconté avec intérêt plus d'un détail.

places à sa désignation dans les Archives, y nomma son ami; lorsque Napoléon dut ratifier le choix, il le fit en disant : « Voilà un tour que Daunou m'a joué. » A partir de cette date, ou plutôt même depuis 1799, Chénier et Daunou se virent presque tous les jours, et ils eurent l'un sur l'autre une réciproque et salutaire influence. Un satirique spirituel, alors très lié et depuis brouillé avec eux, allait répétant à qui voulait l'entendre que, dans ce commerce habituel, si Daunou enseignait à Chénier la grammaire, celui-ci lui enseignait en retour l'immoralité. Ce sont là de ces méchans propos avec lesquels il est possible de tout flétrir. Le fait est que Daunou inspirait à Chénier le goût de l'étude et des bons modèles, le culte de la diction sévère, et que l'autre lui rendait du mouvement et du monde, exhalait devant lui en toute liberté son amère connaissance et inévitablement son mépris des hommes. Des témoins (et il y en avait peu) m'ont dit que lorsque Chénier, déjà atteint de la maladie dont il mourut, arrivait là, se remettait en haleine et entrait en verve, lorsqu'à dérouler les infamies d'alentour et les palinodies qui le suffoquaient, son accent éclatait avec colère, et que son œil noir lançait la flamme, il était beau et terrible ainsi. Daunou vit dépérir de jour en jour cet ami précieux, le visita jusqu'à l'instant fatal, recueillit ses manuscrits, publia ses œuvres, lui rendit enfin tous les suprêmes devoirs; il n'en parlait jamais que comme d'un homme dont le talent dans ses derniers efforts s'acheminait au génie. Depuis la mort de Chénier, il n'eut plus d'autre ami intime; ce cœur, une seule fois ouvert, se referma.

L'année même de cette mort, en août 1811, il était chargé par l'empereur d'aller à Rome pour faire expédier en France les archives pontificales, avec recommandation très expresse de n'oublier la bulle d'excommunication de juin 1809, s'il pouvait s'en saisir. Aussitôt après l'arrivée et le premier classement des pièces, Napoléon les alla visiter à l'hôtel Soubise; il demanda tout d'abord, il prit et serra dans sa main la boîte qui renfermait la bulle de son excommunication, et un sourire indéfinissable de triomphe et d'orgueil lui échappa.

« ..... Aussi l'excessif et profane usage de ces anathèmes les a-t-il décrédités à tel point, qu'il serait aujourd'hui presque aussi ridicule de les craindre que de les renouveler. » Daunou avait écrit cela dans la conclusion de son *Essai;* il put voir à ce sourire si le maître était tout-à-fait de cet avis indifférent.

On n'a imprimé que depuis peu (1) un mémoire de Daunou sur le

(1) Tome XV des *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.*

fatum des anciens, qu'il lut à l'Institut en mai et octobre 1812, qui fit bruit alors, et qu'il avait ensuite comme retiré. C'est ce que l'auteur s'est permis religieusement de plus hardi; on se demande, en le lisant, où est cette grande hardiesse, tant il l'a encore voilée. Il résulte pourtant de la pensée du mémoire que, sous ces noms divers et assez vagues du destin et de ses synonymes, les doctrines de la Providence et d'un Dieu intelligent, éclairé, étaient déjà celles des sages anciens, et que par conséquent le christianisme n'aurait pas eu à innover à cet égard autant qu'on l'a dit; c'était comme un dernier trait hostile que Daunou rapportait du séjour de Rome, une arme d'idéologue sourdement forgée à l'ombre du Vatican. Il concluait, du reste, tout comme dans sa discussion sur l'imprimerie, avec sa prudence apparente : « La « *pneumatologie* (on dirait aujourd'hui la psychologie ou l'ontologie; « mais il affecte un mot qui sent la physique pour rabaisser l'objet) est « de sa nature une science que ne peuvent étendre ni nos expériences « immédiates, ni les relations ou les témoignages, à moins qu'ils ne « soient surnaturels. L'esprit de l'homme y tourne dans un cercle fort « étroit; il peut bien varier les aspects, mais ce sont toujours les mêmes « objets qu'il contemple, et par conséquent les mêmes notions qu'il « exprime par différens signes. Combien donc sont à déplorer les dis- « sensions cruelles auxquelles l'inévitable diversité de ces signes a servi « de cause ou de prétexte, et qu'il semble aisé de comprendre qu'en « de telles matières le plus sûr moyen d'être équitable et raisonnable, « c'est d'être fort tolérant! » Boileau, dans sa satire de l'équivoque, a parlé des chrétiens *martyrs d'une diphthongue*, et Voltaire, à son tour, s'est égayé là-dessus. Est-ce à dire pourtant qu'entre Sénèque et saint Paul ce n'eût été qu'une querelle de mots? — Ce mémoire donnerait une fausse idée des opinions philosophiques de l'auteur, si l'on y voyait des conclusions expressément déistes. Daunou restait en-deçà; il était sceptique en ces matières, à la façon de Gabriel Naudé, et suivait volontiers, comme lui, l'axiome des jurisconsultes : *Idem judicium de iis quæ non sunt et quæ non apparent*. Ce qui ne tombe pas immédiatement sous les sens, ou ne peut s'en déduire avec précision, est absolument pour nous comme n'existant pas.

On conçoit qu'obligé de rentrer sa politique en 1802, Daunou se soit dédommagé en donnant plus de jour à sa philosophie : en 1814, le triomphe des influences religieuses l'obligea au contraire de rentrer à jamais cette philosophie; il put s'en dédommager en revenant, bien qu'avec quelques gênes, à ses théories et doctrines politiques. Les événemens contradictoires des premières années lui apportèrent bien des

transes, des froissemens et des vicissitudes, mais aussi le réveil. Son rôle de député et d'opposant, durant toute la restauration, fut des plus honorables et des plus utiles, sur la seconde ligne, celle de réserve. Par son *Essai sur les Garanties individuelles* (1818), il eut pourtant l'honneur d'exposer l'un des premiers, et avec cette netteté d'expression qui n'était qu'à lui (à lui et à Benjamin Constant, ce dernier sachant être plus limpide, plus agréable, et Daunou plus rigoureux), le programme motivé des légitimes et incontestables requêtes d'un libéralisme équitable. « Toute révolution politique, disait-il, a des in-« termittences, et, chaque fois qu'elle s'arrête, on s'empresse de pro-« clamer qu'elle est terminée. Si c'est trop souvent une erreur, c'est « toujours un vœu honorable, et l'on touche en effet de bien près à « ce terme, quand une loi fondamentale a déclaré, promis, déterminé « toutes les garanties individuelles; car il suffirait que cette loi fût « fidèlement établie, littéralement observée par ceux qui l'ont faite, « pour que le renouvellement des troubles devînt tout-à-fait impos-« sible. » — Santa-Rosa, dans une lettre à M. Cousin (juillet 1822), écrivait : « Je suis occupé à lire Daunou sur les *garanties*. Cet ouvrage « a deux parties distinctes. Dans la première, l'auteur examine ce que « c'est que la liberté ou les garanties; il les caractérise, les décompose, « les circonscrit; tout cela me paraît en général bien conçu et bien « fait. Dans la seconde partie, on recherche comment les divers gou-« vernemens accordent ou délimitent ces garanties. Ici, Daunou n'est « ni assez étendu ni assez profond. Dans mon ouvrage (Santa-Rosa « méditait un grand travail sur les gouvernemens), je referai cette se-« conde partie sous un point de vue plus pratique que théorique, et « j'entrerai dans des détails faute desquels l'ouvrage de l'oratorien « ressemble à un livre de géométrie plutôt que de politique (1). » Cette critique ne peut porter que sur la forme; quant au fond, le livre de M. Daunou n'a rien que de très pratique. Je ne veux pas dire que, transporté et traduit, comme il le fut alors, dans les états de l'Amérique du Sud, il continuât d'être applicable; mais, en France, la société se faisait mûre pour les garanties qu'il réclamait, que la raison publique se mit par degrés à vouloir, à vouloir avec passion, qu'insultée un jour et défiée, elle revendiqua, trois matins durant, à la face du soleil, et qui sont à peu près obtenues.

Ici et à dater de cette lutte légale de 1818 commence, sans plus

(1) Voyez *Santa-Rosa*, par M. Cousin, dans la *Revue des deux Mondes* du 1er mars 1840, page 660; *Fragmens littéraires*, page 462.

d'interruption ni de crise, le M. Daunou que nous avons tous connu; nous nous attacherons à ce qu'il devint plus manifestement avec l'âge, au pur savant et littérateur. Pendant des années, grace à la constance inaltérable de son régime et à la rigoureuse économie de ses heures, il sut mener de front trois ordres de travaux importans, dans lesquels son talent patient et sobre, arrivé à sa plénitude, trouvait des développemens appropriés, suffisamment divers et parfois brillans : 1° le *Journal des Savans* dont il fut, dès la renaissance (1816-1838), le rédacteur principal ou *éditeur*, comme on disait; 2° la continuation de l'*Histoire littéraire*, dont il était une colonne, la colonne la plus ornée (1809-1838); 3° son *Cours d'Histoire* au Collége de France, professé durant onze ans (1819-1830), dont on n'avait imprimé jusqu'ici que quelques extraits et analyses, qu'on publie enfin aujourd'hui pour la première fois, et qui ne formera pas moins de seize volumes très remplis.

Sa manière de juger les ouvrages dans le *Journal des Savans* se rapportait en toute convenance à celle que ce journal a conservée, et que M. Daunou aurait seul retenue, quand tout le monde de nos jours l'eût abandonnée : elle consiste à se borner et presque à s'asservir à l'ouvrage qu'on examine, à *l'extraire*, à le suivre pas à pas, en y relevant incidemment les fautes ou les beautés, sans se permettre les excursions et les coups d'œil plus ou moins étrangers. La critique moderne, même la meilleure (témoin la *Revue d'Édimbourg*), a bien dévié de cette voie prudente et de ce rôle où le juge se considère avant tout comme rapporteur. Le livre qu'on examine, et dont le titre figure en tête de l'article, n'est le plus souvent aujourd'hui que le prétexte pour parler en son propre nom et produire ses vues personnelles. Ici rien de semblable; on fait connaître, sans tarder et dès la première ligne, l'ouvrage dont on doit compte aux lecteurs; le plan, les divisions, quelquefois le nombre de pages, y sont relatés; peu s'en faut que la table des matières n'y passe. Voilà bien des lenteurs; mais aussi on apprend nettement de quoi il s'agit, on est en garde contre les témérités, et une juste finesse y trouve pourtant son recours dans le détail. Ces discrets avantages ne se montrent nulle part avec autant de distinction que dans les articles de M. Daunou. Si l'on regrette au premier abord qu'il ne se permette aucune conjecture rapide, aucune considération soudaine, générale et trop élevée, on s'aperçoit bientôt que, dans son habitude et presque son affectation de *terre à terre*, il trouve moyen de laisser percer ce qu'il sent, de marquer ses réserves, d'insinuer ses malices couvertes, de faire parler même son silence : il atteint véritablement à la perfection en ce genre exact et très tempéré. S'il n'a en

rien reculé les anciennes limites, il a, mieux que personne, creusé le champ et mis en valeur, sur ce terrain étroit, les moindres parcelles. On peut citer, comme échantillons les plus complets, ses articles sur *la République* de Cicéron traduite par M. Villemain, sur les *Essais d'Histoire de France* par M. Guizot (1), et sur les *Poètes latins de la Décadence* de M. Nisard (2).

On est tenté de s'étonner d'ailleurs, en parcourant la liste considérable des articles signés de lui, qu'il ne s'en rencontre pas un plus grand nombre dont les titres nous invitent et appellent l'attention. Le critique, cela est évident, ne se refusait pas assez à s'exercer sur des sujets secondaires et quelque peu sombres, ou même tout-à-fait ingrats. Comme il évitait volontiers de se mesurer en face avec les plus célèbres ouvrages modernes contre lesquels il était purement négatif, il rabattait trop souvent sa vigilante, son incorruptible critique sur des livres à étiquette sérieuse, déposés à son tribunal, et dont quelques-uns n'auraient pas mérité tant d'honneur. Au risque de le trouver rigoureux, nous l'aurions voulu voir plus fréquemment aux prises avec les doctrines dont il se méfiait, comme, par exemple, dans son examen des *Lettres sur l'Histoire de France*, de M. Augustin Thierry (3).

Les petites notes non signées, rejetées à la fin du journal, ont droit à une mention; elles contiennent, sous leur enveloppe purement bibliographique, bien de piquantes malices résultant du seul fait de citations bien prises. Le grave éditeur semble par instans s'y égayer; c'est comme son dessert.

Dans les nombreux travaux par lesquels il a contribué à l'*Histoire littéraire*, M. Daunou n'a guère fait que porter sa même manière, en l'appliquant à des morts, et sans paraître se croire autorisé à moins de réserve habituelle. Il extrait, il analyse les œuvres, il discute les points de fait : je ne dirai pas qu'il s'efface, car son jugement se marque implicitement dans le choix et la teneur de ses extraits mêmes; mais ne

(1) *Journal des Savans*, mars et décembre 1823.

(2) *Ib.* janvier 1835.

(3) *Journal des Savans*, décembre 1827. — M. Augustin Thierry avait autrefois, dans *le Censeur européen*, parlé de l'enseignement de M. Daunou en des termes pleins de sympathie et d'élévation : on peut lire l'article reproduit dans les *Dix Ans d'Études historiques*. Cela n'empêcha point M. Daunou d'être sans complaisance pour le jeune et si original historien, qu'il loue sans doute et dont il constate le succès, mais qu'il ne classe point à son rang. Je ne blâme pas, je remarque. De la part d'un esprit sérieusement convaincu et qui croyait fermement à de certaines vérités, cela est mieux. Et puis toutes les mesures étaient gardées. Le procédé de M. Daunou pouvait souvent sembler strict, il n'allait jamais jusqu'à être dur.

lui demandez aucune de ces vues qui semblent lumineuses au premier aspect, qui bien souvent ne sont que hasardeuses, par lesquelles toutefois un petit nombre de critiques supérieurs ont éclairé à cette distance des horizons jusque-là obscurs. Je ne voudrais pas faire tressaillir ses mânes en citant les Schlegel ou tel autre nom d'outre-Rhin; pour preuve que la méthode analytique, appliquée à la littérature des âges passés et maniée par de bons esprits, ne donne pas nécessairement certains résultats invariables, et qu'elle est encore ce que chaque esprit la fait, je n'opposerai à M. Daunou qu'un autre écrivain, bien connu de nous, et que la mort vient de réunir à lui avant l'heure. M. Fauriel, à qui on ne refusera pas d'être sorti également de l'école du XVIIIe siècle et du cœur même de la société d'Auteuil, esprit exact et scrupuleux, s'il en fut, ne croyant aussi qu'à ce qu'il avait recherché et constaté, mais ayant en lui un goût vif de curiosité et d'investigation, l'étincelle de la nouveauté en tout, M. Fauriel arrivait, dans l'histoire littéraire des âges précédens, à des résultats, à des aperçus d'ensemble qui n'étaient point ceux de M. Daunou. En ne demandant pas à celui-ci autre chose pourtant que ce qu'il fit et voulut faire, on a de quoi se dédommager dans le soin accompli qu'il y apporta et dans la précision élégante de l'exécution. On a beaucoup cité son *Discours sur l'état des lettres en France au treizième siècle,* qui est, en effet, le plus beau frontispice qui se puisse mettre à l'un des corps d'une histoire monumentale, non originale; ce discours forme, à lui seul, tout un ouvrage. La notice sur saint Bernard, plus courte d'un peu plus de moitié, est aussi célèbre. Cette biographie et ce jugement du saint peuvent se dire le chef-d'œuvre de l'impartialité, venant d'un sectateur du XVIIIe siècle; on ne saurait demander plus. On y admire, à la réflexion, la rare puissance qu'il a fallu pour rassembler, pour coordonner et maintenir tant de faits et de rapports divers si prudemment et si nettement exprimés, sans que la plume ou le compas (je ne sais comment dire) ait dévié ni fléchi un seul instant durant tout ce long travail. M. Daunou aime à envisager ses sujets et ses personnages sous un angle peu ouvert, et, une fois la mesure prise, il ne varie plus d'une ligne dans tout le relevé : cela devient quelquefois merveilleux de dextérité, de patience et de sûreté de main. Nul autant que lui n'a su la propriété des termes, n'a possédé les ressources et les nuances de la synonymie. On devine assez l'espèce de limites qu'il s'impose, lorsqu'il s'agit de moyen-âge. M. Victor Le Clerc, en le célébrant dignement pour cet ordre de travaux, a cru pourtant devoir remarquer ce que l'habile devancier omet systématiquement, se refuse tout-

à-fait à raconter et à reproduire dans ses résumés, d'ailleurs si exemplaires, qui laissent seulement à désirer pour la couleur et pour l'esprit des temps.

J'arrive au *Cours d'Études historiques*, la plus complète, la plus grandiose composition et le vrai monument de M. Daunou. On ne saurait assez se féliciter que le zèle de l'exécuteur testamentaire, M. Taillandier, ait procuré une publication que l'auteur (on ne voit pas bien pourquoi) s'était interdite, qu'il avait même, à un certain moment, interrompue avec alarmes, et qui, en tardant encore, pouvait devenir difficile ou impossible. Remercions hautement aussi MM. Didot d'avoir consenti, en ce temps de spéculations hâtives, à rendre ce service aux lettres sérieuses. L'apparence de ce cours est des plus sérieuses en effet, mais on est bien payé de sa peine si l'on y pénètre. Fidèle à sa méthode, l'auteur y adopte trois grandes divisions : 1° l'*examen* et le *choix* des *faits*, premier travail préalablement nécessaire à l'historien, et qui comprend la question de la certitude et des sources, celle des usages et du but de l'histoire; 2° la *classification* des *faits*, quant aux lieux, quant aux temps, c'est-à-dire *géographie* et *chronologie*; 3° l'*exposition* des *faits*, ce qui aboutit à l'histoire proprement dite, telle qu'elle se dessine aux lecteurs; les deux autres branches sont plutôt un travail de cabinet pour l'historien. Ces deux premières parties sont publiées, et le VIIe volume, le dernier paru (qui traite de la manière d'écrire l'histoire), forme l'introduction de la troisième. Les résumés patiens, les discussions épineuses auxquelles l'auteur n'a pas craint de se livrer, surtout dans les questions de chronologie, sont plus souvent éclairées, ou même égayées, qu'on ne pourrait croire, par les agréables ressources de son esprit et les occasions littéraires qu'il a comme saisies au passage. Lorsqu'il arrive à ce qu'il appelle la *chronologie positive*, M. Daunou ne fait guère qu'en tirer prétexte pour retracer en douze leçons un *tableau succinct de l'histoire universelle*, dès avant Homère, jusqu'à la mort de Voltaire. D'admirables et vigoureuses touches de pinceau et surtout de burin, des traits charmans, des médaillons bien frappés, ornent en mainte page ce narré complexe et précis. Les grands hommes, je le sais bien, sont trop souvent sacrifiés : Alexandre est méconnu, outragé; Mahomet n'encourt que l'anathème; M. Daunou, qui a trop vu Napoléon, ne les aime pas. Héros, aventurier ou brigand, c'est tout un pour lui; il est inexorable et sourd à cet endroit des despotes et conquérans (1).

(1) Voir sur Alexandre, t. VI, p. 57; sur Mahomet, même volume, p. 160, et en-

Mais qu'un écrivain, un philosophe, un bienfaiteur incontestable des hommes se présente, que ce soit Confucius, Cicéron, Tacite ou Montesquieu, le narrateur ralentit sa marche et s'incline, son accent s'élève; ainsi, après les plus dignes hommages décernés aux talens de Cicéron, il ajoutera ces paroles éloquentes : « Les juges sévères, qui « penseraient que son courage n'a pas toujours égalé ses périls, le « compteraient du moins au nombre des derniers amis de la liberté « romaine. Ils avoueraient que celui de tous les hommes qui a le plus « vivement senti le besoin d'une renommée vaste et immortelle, a « pourtant aimé sa patrie aussi passionnément que la gloire. Jugeons-« le comme l'ont jugé les triumvirs, quand ils l'ont trouvé digne de « ne pas survivre à la liberté publique. » Sur d'autres écrivains qu'il juge plus en courant, il a de ces traits qu'on aime à retenir; ainsi de Montaigne : « Philosophe, dit-il, non de profession, mais par nature, « sans programme et sans système, observant toujours et n'enseignant « jamais, Montaigne laisse errer sa pensée et sa plume à travers tous « les sujets qu'elles rencontrent : *jamais on ne s'est aventuré avec un « tel bonheur.* » Il est impossible de mieux dire.

En terminant ce premier tableau succinct dont il reprendra plus en détail et développera certaines parties dans la suite de son enseignement, M. Daunou conclut par une page qui est la plus éclatante manifestation en l'honneur du XVIIIe siècle; il faut la citer en entier, parce qu'elle vérifie beaucoup de nos assertions précédentes sur l'auteur, et parce qu'elle résume et nous représente sous le jour le plus large et le plus lumineux toute sa doctrine :

« Ainsi, messieurs, disait-il, le dix-huitième siècle, sans tenir compte « de ses vingt-deux dernières années (il s'arrêtait en 1778, à la date « de la mort de Voltaire), est à jamais mémorable par le rapide et « vaste progrès des sciences mathématiques et physiques, et des arts « qui en dépendent. Ces sciences ont communiqué leurs méthodes « rigoureuses à tous les genres de connaissances, et *contribué, quoi « qu'on en ait dit, à rendre le goût plus pur et plus sévère.* Des dis-« ciples de Racine et de Boileau ont pris des rangs glorieux au-des-« sous de ces grands maîtres; et *c'est bien assez rendre hommage aux*

core t. III, p. 505. Mahomet est flétri au-delà de toute mesure : il cumulait en lui le conquérant et le prophète. L'auteur lui refuse, ainsi qu'à son Coran, toute espèce d'influence civilisatrice sur les destinées de l'Orient; il aurait pu interroger avec fruit là-dessus Bonaparte et ceux qui avaient vu l'Égypte. Qu'y faire? Mahomet, en son hégire, était très peu de l'an III assurément.

« *meilleurs écrivains en prose du dix-septième siècle, que de laisser* « *indécise la question de savoir si ceux de l'âge suivant ne les ont* « *point surpassés.* Du moins, l'art d'écrire s'est appliqué à beaucoup « de matières et à des sujets plus importans. Les sciences morales et « politiques se sont agrandies, en subissant le *joug de l'analyse* (1). « On a conçu une idée plus juste du caractère et du but de l'histoire; « on a voulu qu'elle devînt un tableau des mœurs et de la destinée « des nations. L'antiquité a été plus attentivement et plus profondé- « ment étudiée. L'érudition elle-même s'est quelquefois polie; on l'a « vue s'efforcer de s'ennoblir par l'exactitude et l'utilité de ses re- « cherches. La raison a peu à peu obtenu quelque influence sur les « institutions publiques, et les passions politiques ont été, sinon tou- « jours dirigées, du moins souvent modérées par les lumières. L'in- « struction s'est propagée dans plus de classes de la société, et jusque « dans les plus éminentes. Les gouvernemens se sont adoucis en « s'éclairant. Des rois de l'Europe ont favorisé et honoré la liberté « américaine. La philosophie, malgré les persécutions suscitées contre « elle, et quelquefois malgré ses propres erreurs, a poursuivi digne- « ment le cours de ses travaux, et a pris une place *modeste* (2) parmi « les puissances qui dirigent les choses humaines. Sans doute il a été « commis beaucoup d'injustices, essuyé beaucoup de malheurs durant « ces soixante-dix-huit années; *mais ce sont encore celles, depuis le* « *siècle des Antonins, où il a été le moins difficile et le moins péril-* « *leux d'exister.* » M. Daunou consigne dans ce dernier mot ce vœu le plus cher d'une vie philosophique heureuse et non périlleuse, qui lui échappait souvent : c'était son idéal à lui.

Le tome VII, qui traite, je l'ai dit, de la manière d'écrire l'histoire, mériterait un examen plus détaillé et plus attentif qu'il ne m'est permis de le faire après une course déjà si longue : il y aurait à dire sur certaines prétentions de méthode; Pline le jeune n'avait pas tellement tort dans ce mot souvent cité, et que M. Daunou réprouve : *Historia quoquo modo scripta delectat*, l'histoire sous toutes sortes de formes trouve moyen de plaire; les professeurs d'histoire ne sauraient être si coulans; mais ce volume, à l'appui des préceptes, contient, ce qui vaut mieux, d'éloquentes appréciations et des portraits achevés des grands historiens de l'antiquité : les modernes y ont aussi

(1) Le *joug* c'est bien le mot, et qui accuse de lui-même l'excès.
(2) Pas si modeste.

leur part. Il faut se borner (1). — M. Daunou eut, en ses dernières années, de douces satisfactions puisées à l'estime publique et dues aux honneurs littéraires qu'un choix libre lui déférait. Une piqure assez irritante qu'il reçut au sein de l'Académie des sciences morales et politiques, lorsque celle-ci, à sa renaissance, osa lui préférer M. Charles Comte, un écrivain inculte et des plus agrestes, à titre de secrétaire perpétuel (elle s'est bien dédommagée depuis en élisant M. Mignet), — cette blessure fut ensuite fermée et guérie par le choix que fit de lui en cette même qualité l'Académie des inscriptions (1838). Sa vieillesse vigoureuse sembla reverdir encore ou plutôt revenir à une maturité plus adoucie pour produire des éloges académiques, modèles de précision toujours, mais aussi de grace et d'une bienveillance que les préventions venaient de moins en moins circonscrire et assiéger. On n'a pas oublié ses notices exquises sur Vanderbourg, sur M. Van-Praët, et particulièrement sur M. de Sacy, chef-d'œuvre d'un genre où le ton général est indiqué. En parlant de l'orientaliste vénérable, du janséniste pieux, il lui fallut légèrement entr'ouvrir cet angle habituel de son jugement, et son talent plus souple parut y gagner : quelques accens du cœur s'y mêlèrent. Cet éloge de M. Sacy peut se dire le *chant de cygne* de M. Daunou.

Dans sa dernière maladie, M. Daunou se montra ce qu'il avait été toute sa vie : au-dessous et au-dedans de celui qu'on aurait jugé faible et trop aisément alarmé, se retrouva l'homme ferme et inébranlable. De misérables, d'odieuses tracasseries d'architecte empoisonnèrent sa fin; cette persécution à part, qui le mettait hors de lui-même, il supporta ses maux sans se plaindre, interrompit le plus tard qu'il put ses occupations, régla scrupuleusement les dernières affaires littéraires dont il était chargé par l'Institut. Sa conversation avait gardé son caractère de sobriété et de douce malice : « Dans une de mes insomnies, disait-il, je suis arrivé à trouver la seule vraie définition qui convienne à notre gouvernement *parlementaire;* c'est un gouvernement dans lequel les députés font et défont les ministres, lesquels font et défont les députés. » Je ne donne, bien entendu, ce mot-là que comme le songe d'un malade. — Quand il vit ses derniers momens approcher, il voulut tout régler sur sa propre dépouille, conformément à ses principes immuables, et sans la moindre concession aux cou-

(1) Je renverrai à un excellent article de M. E. de Sacy (*Journal des Débats*, du 29 novembre 1843); les caractères de ce cours y sont parfaitement définis et rendus avec une vivacité qui atteste non-seulement un lecteur d'aujourd'hui, mais un ancien auditeur.

tumes, aux bienséances plus ou moins sincères que d'ordinaire à cette heure on n'élude pas. Il fit mander dans la nuit du 19 au 20 juin (1840) son digne exécuteur testamentaire, et dicta une addition à son testament, addition dont le sens et les termes avaient ce cachet de précision et de propriété, inséparable de sa pensée : « Après mon décès dûment constaté, mon intention est que mon corps soit immédiatement transporté, etc., etc..., sans annonce, discours ou cérémonie d'aucun genre, avant 9 heures du matin (1). » Ceci écrit, il se fit donner le papier, le lut très attentivement, et le signa *Pierre Daunou, testateur*, de sa main défaillante. Il mourut le même jour, à 10 heures 3/4 du matin, moins de 9 heures après cette expresse manifestation de sa volonté fixe et indéfectible.

Qu'ai-je à dire encore? il ne me reste qu'à rassembler un peu au hasard quelques impressions et souvenirs qui achèveront de le montrer tel qu'il fut de près, et là où les éloges réguliers ont pu moins le saisir. Il se levait d'ordinaire à quatre heures du matin; sa lumière (lorsqu'il habitait la rue Ménilmontant) servait, dans les saisons obscures, de signal et d'horloge aux jardiniers et maraîchers de ces quartiers pour se lever eux-mêmes. Quelquefois pourtant, quand l'insomnie le prenait, il se levait plus tôt, et dès deux heures du matin : « Mais pourquoi ne pas rester au lit? lui disait-on; le sommeil reviendrait peut-être, et cela du moins repose. » — « Les pensées, répondait-il, viennent alors en foule, le mieux encore est de se lever, de se mettre à *paperasser; c'est encore la meilleure manière d'exister* (2). » Et il dut

(1) C'était le *père Lachaise* qu'il indiquait comme le lieu où l'on devait le transporter, mais il désigna formellement le cimetière sous le nom de *jardin Louis* qu'il avait porté autrefois, et sans vouloir proférer le nom néfaste en ce moment suprême.

(2) On sait, chez Rotrou, les beaux vers du vieux Venceslas qui, lorsqu'on lui demande pourquoi il devance l'aurore, répond dans un tout autre sentiment :

Oui; mais j'ai mes raisons qui bornent mon sommeil :
Je me vois, Ladislas, au déclin de ma vie,
Et, sachant que la mort l'aura bientôt ravie,
Je dérobe au sommeil, image de la mort,
Ce que je puis du temps qu'elle laisse à mon sort;
Près du terme fatal prescrit par la nature,
Et qui me fait du pied toucher ma sépulture,
De ces derniers instans dont il presse le cours,
Ce que j'ôte à mes nuits, je l'ajoute à mes jours.

Ici, au contraire, c'est plutôt pour ôter à ce que la vie a de trop vif que le savant privé de sommeil vaque au travail dès avant l'aurore.

passer bien des heures assez douces en effet, des heures désabusées, monotones, mais tranquilles, dans lesquelles il goûtait le plaisir philosophique et sévère d'appliquer indifféremment son esprit, de sentir son instrument exact et sûr fonctionner sur des objets bien déterminés.

Un homme de haute et sagace observation (M. Rossi) divise tous les esprits en deux classes, quels que soient d'ailleurs leur qualité et leur degré : 1° ceux qui apprennent, qui sont en train d'apprendre, jusqu'au dernier jour; 2° ceux (non pas moins distingués souvent) qui s'arrêtent à une certaine heure de la vie, qui disent *non* au but d'avenir, et se fixent à ce qu'ils croient la chose trouvée. M. Daunou était de ces derniers esprits; arrêté de bonne heure quant aux idées, rédigé et fixé à un point qu'il jugeait celui de la perfection, il n'en sortait pas. Quelque paresse du fond se cache ici sous le labeur extrême du détail. Cet état n'est pas sans charme; je ne sais qui a dit : « Étudier de mieux en mieux les choses qu'on sait, voir et revoir les gens qu'on aime, délices de la maturité. » M. Daunou, sans doute, étudiait, lisait toujours des pages nouvelles, des détails nouveaux, mais il les faisait rentrer dans la même idée. — Toutes les fois que certains sujets revenaient, il redisait invariablement les mêmes choses (*solebat dicere*); il ne croyait pas qu'il y eût, sur aucun point connu, deux manières de bien dire et de bien penser.

M. Guérard a remarqué que M. Daunou se raillait volontiers de l'érudition, ce qui paraît singulier de la part d'un érudit. C'est que M. Daunou était plutôt un homme parfaitement et profondément instruit, et un savant écrivain, qu'un érudit à proprement parler.

Il en est de l'érudit comme du moraliste : il sait une quantité de points dans le vaste champ de la littérature et de la critique, comme l'autre dans le champ de l'observation humaine; il s'y attache, il s'y enfonce, il en tire lumière ou plaisir, il se les exagère parfois. L'érudit a sa verve, son entrain, voisin de l'engouement. La conversation de M. Daunou annonçait plutôt les caractères d'un esprit parfaitement instruit et judicieusement méthodique; il savait et retenait les choses essentielles; quant aux curiosités, aux raretés, à ces autres points essentiels encore, mais plus cachés, il les savait moins et ne les faisait point saillir. Il n'en savait guère plus sur beaucoup de sujets que ce qu'il en avait écrit; l'érudition qui vient de source déborde bien autrement. Lui, quand il se laissait aller à sa nature, c'est-à-dire à sa culture favorite, il citait de préférence quelque beau trait, quelque beau mot, un beau vers latin, en homme de goût et d'une suprême rhéto-

rique, jamais de ces détails plus particuliers et plus recélés qui attirent l'attention du philologue ou du géographe, du découvreur et fureteur en quoi que ce soit. Sa connaissance propre et vraiment familière (quand il n'avait pas la plume en main), c'était le champ vaste et varié de ce qu'on appelle *humanitas;* il aimait à s'y promener sur les routes unies, et il était doux de l'y suivre.

S'il s'est montré épigrammatique contre l'érudition, il ne l'était pas moins contre le bel-esprit organisé. Il avait même quelque propension à le voir là où son talent poli aurait dû mieux reconnaître sa parenté. M. Daunou a toujours été très ironique (j'ai regret à le dire) contre l'Académie française. Dans son mémoire sur les *Élections au scrutin*, et pour en égayer apparemment l'aridité, il trouve moyen de remarquer qu'en 1672, époque si brillante du grand règne, l'Académie ne comptait parmi ses membres ni Boileau, ni La Fontaine, ni Racine, qui avait fait *Andromaque* et *Britannicus*, ni enfin Molière, qui n'en fut jamais. Il ne perdit depuis lors aucune occasion de renouveler ce genre un peu usé de plaisanteries. Dans sa notice sur Rulhière, il ne se lasse pas d'admirer que le discours de réception de cet académicien se puisse relire. Il ne voulut jamais, pour son compte, s'exposer à pareille fête. A la mort de M. de Tracy, on avait naturellement pensé à lui, et quelques journaux en avaient parlé : il en fut presque effrayé, et se hâta d'écrire une lettre de deux lignes pour démentir sèchement. On peut croire qu'il redoutait aussi cette seconde partie de l'éloge public qui consiste à s'entendre juger et raconter en face, situation très délicate en effet, et contre laquelle aucun front n'est aguerri.

Nul pourtant, ce premier moment passé, n'aurait été plus désigné que lui pour le travail du *Dictionnaire;* de la lignée de Girard, Beauzée et Dumarsais, il les résumait en les étendant; il avait, on l'a dit, la balance d'un honnête joaillier d'Amsterdam pour peser les moindres mots; il en possédait l'exacte valeur, l'acception définitive, dans la durée des deux grands siècles, et surtout du XVIIIe, précisément ce que Nodier, qui savait tant de choses d'avant et d'après, savait le moins. Si l'on a dit de celui-ci qu'il avait de la philologie la fée et la muse, M. Daunou tenait, pour sa part, la pierre de touche de la diction et le creuset de l'analyse moderne : ajoutez-y la grammaire générale toujours présente au fond, ce qui ne nuit pas. A voir combien il était peu satisfait de la dernière édition du *Dictionnaire*, on comprenait tout ce qu'il aurait pu apporter d'utile aux fondemens de la nouvelle.

M. Daunou, en dépit de sa préyention peu justifiable, demeure sur-

tout littéraire et d'une littérature d'académie. Sa vocation essentielle va de ce côté. En politique, malgré le grand rôle, il s'est retranché de bonne heure, par nécessité, par peur, par méfiance des hommes, en solitaire qui a été du cloître et qui craint toujours qu'on ne le lui reproche; il n'est jamais rentré en lice qu'avec des réserves infinies et de très prompts désespoirs. Il s'est rabattu constamment à l'étude, aux livres; il a été, je l'ai dit, un misanthrope studieux.

Et là encore, remarquez sa tendance naturelle, il s'est retranché le plus possible; il a visé à ne pas faire parler de lui; il s'est renfermé dans les devoirs de professeur, d'académicien; il s'est confiné et enterré, autant qu'il a pu, dans les recueils, dans les petites notes du *Journal des Savans*, s'effaçant de toutes les manières, et content de se réserver tout bas correction, finesse et malice; mais les côtés un peu brillans de son talent qu'il aurait pu développer, peu s'en faut qu'il ne les ait retenus, j'allais dire opprimés à dessein. Mais non : des circonstances et des devoirs l'ont forcé, à son corps défendant, de les produire; désormais son *Cours d'Études historiques*, arraché à l'oubli, le dira.

Un de ses gestes familiers trahissait en quelque sorte sa disposition habituelle : le petit homme, aurait dit un physionomiste, a l'œil vif, le sourcil épais et fin, du nez et du menton, mais le haut du front un peu bas; — et encore il ramenait sans cesse, il aplatissait tant qu'il pouvait sa perruque pour le dérober.

On a beaucoup parlé de ses vastes et nombreux instrumens de connaissances : il est permis avec lui de préciser. Il savait très bien l'italien classique, celui de l'Arioste et du Tasse, lisait la prose anglaise, celle du temps de la reine Anne, ne savait pas l'allemand, ne lisait pas Hérodote ni Thucydide à plein courant, mais assez pour vérifier exactement les textes des citations. Ce qu'il savait à merveille et avec une distinction incomparable, c'était le français et le latin.

Pour le français, il se resserrait encore dans ses prédilections, et, sauf une ou deux exceptions, ne faisait cas que de celui des deux derniers siècles. Quant au très vieux français, tout éditeur de Joinville qu'il était, il ne croyait guère aux règles que M. Raynouard avait essayé d'y établir, et, sur ces points comme sur tant d'autres, il ne faisait que suivre en résistant, en niant le plus possible.

Racine et Boileau, ou même Voltaire et *Chénier* à part, il goûtait plus, on le conçoit, la prose française que les vers. On peut remarquer que Boileau lui-même, comme versificateur, lui laissait plus de scru-

pules de détail qu'on n'aurait imaginé; il exigeait, même du poète, la liaison des idées selon Condillac. Il jugeait très bas La Fontaine *un peu surfait*, et ne coulait pas sans difficultés sur ce qu'on est convenu d'appeler ses aimables négligences. En prose, il était un arbitre consommé et souverain, mais encore très armé de distinctions; il estimait, on l'a vu, la prose du XVIIIe siècle au moins égale à celle du XVIIe; s'il parlait magnifiquement de Bossuet et le comblait d'éloges sentis, il s'attachait pour son ordinaire à Jean-Jacques, et ne cessait pas de l'admirer de près. Je l'ai entendu réciter par cœur, comme modèle d'harmonie et de récitatif cadencé, la tirade du début de *Pygmalion*; il articulait chaque phrase, en y mettant l'accent, en y reconnaissant presque des longues et des brèves. Le style qui sentait un peu la lampe ne lui déplaisait pas.

En latin, de même : il goûte fort Sénèque, mais sans préjudice de Cicéron; il adore Tacite, mais sans moins apprécier Tite-Live. Sur Horace, sur Virgile, il rattrape toute sa sensibilité, sa finesse morale, sa jeunesse d'impressions, comme aux jours où il en causait sous les allées de Montmorency. C'était un esprit tout latin, exquis, acquis. C'est en latin, peut-être, qu'il a eu sa plus grande ouverture d'angle, toute son *envergure*. La conversation, quand elle dérivait là-dessus, devenait avec lui des plus intéressantes et des plus fines : sous son sourcil gris, son petit œil étincelait. Là il est original et exprime des opinions particulières sur Phèdre, sur Cornelius Nepos, qu'il ne craint pas de dégrader de leurs honneurs classiques usurpés.

Le livre de M. Nisard l'avait fort remis en train et en humeur sur ces sujets; il était très frappé de ce livre de M. Nisard, peut-être un peu trop, comme quelqu'un qui, peu accoutumé au moderne, le trouve tout d'un coup singulièrement gracieux sous ce pavillon.

Ses opinions sur les poètes et les philosophes modernes, même sur les historiens célèbres de nos jours, seraient capables d'étonner. J'essayais un jour de le convaincre sur Lamartine, et je lui récitais la strophe :

> Ainsi tout fuit, ainsi tout passe,
> Ainsi nous-mêmes nous passons, etc.;

il me répondit que c'était, en effet, fort bien *conjuguer* le verbe. Il accordait à contre-cœur quelque talent à Chateaubriand. Il ne craignait pas d'avouer que, dans les comités des chambres dont il faisait partie, il lui eût été plus facile de s'entendre, ou du moins de contes-

ter avec M. de Bonald qu'avec M. Royer-Collard (1). Ce sont là de ces extrémités de jugemens qui marquent à la fois la limite et l'écueil; je les appelle les *déportemens* de cet homme judicieux.

Tout ceci dérivait en grande partie d'une même source. Habitué à trop accorder à la méthode, à la discipline, M. Daunou ne faisait pas d'acception intime, de distinction radicale entre les esprits. Il était prêt, par exemple, à mettre un bon sujet qui se soigne sur la même ligne qu'un beau génie qui se néglige, et peut-être il était à craindre qu'il ne le préférât à ce dernier. L'invention en toute chose ne le frappait point assez; il ne lui donnait jamais le pas décisif sur l'ordre et sur l'expression. En érudition, il raillait volontiers les Saumaise, et il accordait un peu trop de crédit historique à Marmontel. Il n'entendait rien du tout, j'oserai dire, au grand homme non littéraire, et n'admettait pas plus Mahomet que Grégoire VII, pas plus Alexandre que Napoléon. Qu'est-ce que le génie? *la raison sublime*, répondait-il avec Chénier; mais, si un seul des degrés qui, du bon sens, de la raison vulgaire, conduisent jusqu'au haut de l'échelle, se trouvait brisé, il était rétif et ne montait plus.

En chacun de ces points encore, on le trouverait bien fidèle au XVIIIe siècle, qui, tout matérialiste qu'il était en finissant, croyait surtout à l'éducation, à l'acquisition, au *fiunt* plutôt qu'au *nascuntur*.

A un certain moment, la génération qui surgissait vers 1822, surtout la jeune école historique, venait à M. Daunou comme à un maître et à un chef vénéré. Dans l'âge de la ferveur impétueuse et de l'enthousiasme, on est quelque temps avant de comprendre que le plus grand témoignage qu'on puisse souvent donner aux hommes arrivés et désabusés, c'est de se tenir à distance ou de ne les prendre que par les surfaces qu'ils offrent. M. Daunou éluda plus qu'il n'eût fallu ces hommages sincères, s'entr'ouvrit à peine et bientôt se referma. Il découragea sans doute alors plus d'un admirateur distingué dont le contact l'eût heureusement excité et dont le mouvement l'eût rajeuni. Vers la fin, un peu plus seul ou plus indulgent, il paraissait moins insensible aux avances, et la connaissance personnelle de l'homme le faisait quelquefois revenir sur l'ouvrage.

Mais, quand il avait quelque chose de direct contre une personne, il n'en revenait jamais : ajoutons vite que, si le jugement chez lui pou-

(1) Il y avait en effet beaucoup de *condillacisme*, quant au procédé et à la forme, chez M. de Bonald.

vait, en de certains cas, sembler vindicatif, le cœur lui-même ne l'était pas.

La conversation, la familiarité avec lui, tel que nous venons de le décrire, ne laissait pas d'avoir ses difficultés, on le comprend; il y avait une première glace à rompre, et, même lorsqu'elle était rompue, certains points demeuraient à jamais interdits et inabordables. Son commerce pourtant, lorsqu'on parvenait à s'y établir et à y faire quelques progrès, n'en avait que plus de prix. M. Natalis de Wailly a eu, mieux que personne, raison de noter cette « bienveillance qui, triomphant peu à peu de sa timide réserve, communiquait à son exquise politesse tous les charmes de l'affabilité. » — Entre gens d'autrefois, entre bonnes gens et du pays, M. Daunou retrouvait, à de rares momens, des éclairs de gaieté qui faisaient plaisir à voir, et on a pu l'entendre, après certains dîners où les vieux souvenirs étaient en jeu, se mettant tout d'un coup à fredonner quelque chansonnette de son jeune temps.

Tel qu'il vient de s'offrir et que chacun peut désormais le considérer avec nous, c'était un homme rare, non-seulement distingué, mais unique en son genre, un de ces hommes qu'il faut connaître pour recevoir la tradition, et qui pourtant avait son cachet à part entre tous les autres individus réputés comme lui du XVIIIe siècle; c'était un caractère, une nature originale par son ensemble, médaille d'un autre âge conservée tout entière dans le nôtre, et où pas une ligne n'était effacée. En le dessinant comme nous avons essayé de le faire, en passant et repassant le trait sur les lignes de cette figure modeste, mais expressive, en y indiquant soigneusement les creux et les dégageant à nu, nous n'avons certes pas prétendu diminuer l'idée qu'on en doit prendre; nous croyons plutôt que c'est ainsi que le vieux maître a chance de se mieux graver et plus avant dans la mémoire, et qu'au milieu de tant de physionomies transmises qu'un vague et commun éloge tendrait à confondre, la sienne, plus restreinte, demeurera aussi plus reconnaissable.

SAINTE-BEUVE.

DE

LA JEUNE ANGLETERRE.

CONINGSBY OR THE NEW GENERATION,
BY B. D'ISRAELI, M. P.

Il me semble qu'on peut être curieux, en France, de savoir à peu près ce que c'est que la *jeune Angleterre*. Ces mots, par lesquels se désigne assez vaguement un groupe d'hommes distingués appartenant au côté tory de la chambre des communes, sont plus d'une fois venus jusqu'à nous depuis une année : j'avoue qu'ils n'étaient pas de nature à nous prévenir en faveur du mouvement intellectuel et politique auquel ils servent de devise. Quelle étiquette de parti plus fanée, plus usée, plus souvent menteuse que celle-là ! Hélas ! combien n'en avons-nous pas vu de ces audacieuses jeunesses conduites à de risibles ou à de tristes caducités au bruit des plus retentissantes espérances ! Après la *jeune France*, la *jeune Italie*, la *jeune Allemagne*, la *jeune Suisse*, le plus difficile assurément pour la *jeune Angleterre* était de nous faire croire à la sève de sa jeunesse : je ne dirai pas qu'elle y a réussi ; mais lorsque l'on considère les incidens qui ont marqué la session actuelle du parlement anglais, ces marches et ces contre-marches, guerre civile peu dissimulée, exécutées par des détachemens du corps

d'armée tory, et le cabinet à la tête duquel est placé sir Robert Peel obligé de jouer deux fois son existence contre ceux mêmes qu'il n'a pas encore cessé de nommer ses amis, il est naturel de se demander si la *jeune Angleterre* ne serait pas en voie d'acquérir une réelle importance, et, dans le cas où les scissions qui ont divisé le parti conservateur menaceraient de devenir définitives, si elle serait en mesure de donner la consistance et la discipline d'un parti aux tories que le dépit ou la défiance éloigne de sir Robert Peel.

Sans doute, sous ces mots de *jeune Angleterre*, on a moins rencontré jusqu'à présent une école décidément organisée, une coterie manœuvrant avec régularité, que certaines idées flottant dans l'atmosphère morale du parti tory, mais plus arrêtées dans quelques-uns des jeunes esprits de la chambre des communes. Pour peu que l'on eût suivi depuis deux ans, dans leur carrière parlementaire, ceux qui passaient pour les principaux membres du groupe, M. d'Israeli, lord John Manners, M. Milnes, M. Smythe, l'on avait dû remarquer l'indépendance de leur attitude à l'égard du ministère, leur penchant à relever les questions par un élan philosophique, leur application dans cette voie où un nombre considérable de tories, cherchant à dégager les grands intérêts, les grands principes, les grandes traditions historiques représentées par leur parti, s'efforcent de les accorder avec les besoins actuels et les tendances de l'Angleterre. C'est dans ce mouvement, et entre autres par la diversion qu'il a opérée sur les questions de philanthropie, que le parti conservateur, retenu sur le terrain des questions commerciales, et condamné à la défensive par sir Robert Peel, a repris une initiative qui n'est pas sans générosité et s'est donné une vigoureuse position offensive contre les intérêts par lesquels il était accoutumé à se voir attaquer et refouler. Les membres de la *jeune Angleterre* paraissaient suivre dans cette direction des plans délibérés, un système résolu : s'ils avaient donc pour leurs idées l'ambition qu'on leur supposait, il semble, en présence des dissensions et du malaise du parti tory, que le moment fût venu de se montrer positivement sous leur vrai nom, d'indiquer où ils allaient, d'arborer enfin leurs couleurs et d'appeler à eux par une autre propagande que celle de l'intimité ou des salons ces élémens de jeunesse et de vie qu'ils veulent infuser au torysme renouvelé.

Ainsi apparemment l'a pensé M. d'Israeli en lançant, il y a deux mois, le manifeste auquel il a donné le titre de *Coningsby ou la nouvelle Génération*. L'accueil qui a été fait à ce livre montre que M. d'Israeli ne s'est pas trompé du moins sur l'opportunité de sa tentative,

et nous autorise à parler de *Coningsby*, ne fût-ce qu'à titre de renseignement sur la situation d'un des grands partis de l'Angleterre. *Coningsby* est le livre à la mode de cette saison. Publié au mois de mai, il avait au bout de quelques semaines une seconde édition : il en a aujourd'hui une troisième. Les salons se sont amusés à en traduire les personnalités enveloppées, et à y butiner des médisances; il a été discuté et commenté par la presse : en parcourant les journaux anglais, il peut vous arriver de rencontrer encore dans les *leading articles* du *Times* et du *Morning-Chronicle* (ce sont les premiers-Paris de l'endroit) des allusions familières à plusieurs des types que M. d'Israeli a esquissés dans *Coningsby*.

Avant tout, il faut peut-être s'expliquer sur la question littéraire que ce livre soulève. Par sa forme, *Coningsby* semblerait devoir plutôt relever de la critique littéraire que de la discussion politique. *Coningsby* est bien un manifeste, mais nous ne pouvons empêcher qu'il ne soit aussi un roman. Si la critique avait à se prononcer sur ce livre avec la sévérité due aux œuvres qui prétendent aux succès désintéressés et durables de l'art, elle pourrait frapper d'une juste condamnation l'alliance illégitime que M. d'Israeli y a consommée. S'il fallait chercher dans l'épigramme la pénalité encourue par ce délit, on comparerait la violence que M. d'Israeli a faite à l'art, au nom et au profit de la politique du moment, à la barbarie qui introduirait les armes à feu dans un orchestre : c'est, pour un cas semblable, le mot de cet esprit raffiné, M. de Stendhal, qui lui-même tramait des romans comme en aurait pu composer Machiavel, si, dans ses délassemens littéraires, l'auteur de la *Mandragore* n'avait préféré oublier la science d'intrigue amassée par l'auteur du *Prince*. M. d'Israeli eût-il exigé dans l'arrêt les rigoureuses formalités de la loi? on lui eût démontré sans peine que son œuvre enfreint les règles que la poétique impose à l'intervention de la politique dans l'art. L'art ne refuse pas de s'inspirer de la politique, puisque c'est une des faces sous lesquelles la nature humaine se présente à lui; et, des influences morales qu'il ambitionne d'exercer, il n'exclut certainement pas celle qui peut agir sur la constitution et le gouvernement des sociétés; mais à une condition, c'est qu'il empruntera à la politique comme il emprunte aux autres branches de l'activité humaine, c'est-à-dire en faisant son miel, en généralisant les observations qu'il aura recueillies, de manière à préparer à l'homme de tous les temps un enseignement dans un plaisir. C'est ainsi que Corneille a parlé effectivement de politique au goût de Condé et de Napoléon; c'est ainsi que les hommes d'état reconnaîtront tou-

jours leur pensée et leur style dans la langue trouvée par Racine pour Agrippine, Acomat et Mithridate. C'est ainsi que Shakspeare, lorsqu'il écrivait cet admirable discours d'Antoine à la plèbe penchée sur le cadavre de César assassiné, se montrait, dans l'art de s'emparer des masses et de les *agiter* par la parole, digne de donner des leçons à M. O'Connell lui-même. Ce que l'art ne saurait tolérer du moins dans le drame dialogué ou raconté, c'est qu'on l'asservisse, en le rapetissant, à des intérêts passagers. Qui lirait aujourd'hui Shakspeare, s'il eût braqué ses pièces contre le sir Robert Peel de son temps? Les comédies politiques de Fielding, lors même qu'elles fussent parvenues à renverser Walpole, n'en seraient pas moins de mauvaises comédies, bien justement punies par l'oubli qui les a tuées.

Mais M. d'Israeli se moquerait de moi si j'allais sérieusement demander aux docteurs titrés en ces matières leurs gros codes et leurs épaisses férules pour m'en servir contre *Coningsby*. Je ferais une impardonnable dépense de temps et de scrupules à examiner si M. d'Israeli a écrit un bon roman. Je sais bien que ce n'est pas ce qu'il a voulu, je sais bien qu'il ne s'agissait pas pour lui de faire un beau livre. Vous eussiez offert à M. d'Israeli pour prix de son œuvre la grande gloire littéraire ou les sceaux de secrétaire d'état, je ne serais pas en peine de dire ce qu'il eût choisi; il serait désappointé, j'en suis sûr, s'il ne trouvait que la perle glorieuse au bout de son œuvre : le *grain de mil ou de blé* (c'est-à-dire une des premières places à la droite du *speaker* de la chambre des communes) *ferait bien mieux son affaire*. Je n'ai donc pas le droit de montrer plus de susceptibilité que M. d'Israeli lui-même sur la valeur de *Coningsby* comme roman. La critique ferait une escrime ridicule si elle ne suivait pas ceux qu'elle provoque sur le terrain que leur ambition lui désigne, et si elle ne savait, au besoin, raccourcir sa grande lame d'emprunt à la mesure de leur épée.

Il me suffit de comprendre le motif qui a déterminé M. d'Israeli à choisir la forme qu'il a adoptée pour sa pensée. Son but était tout simple : il s'agissait de faire parler de la *jeune Angleterre*, d'en faire parler le plus possible, de la mettre à la mode; il fallait pour cela l'introduire dans le monde, auprès des femmes peut-être (on voit dans *Coningsby* que les femmes ne sont pas des auxiliaires dédaignés par les adeptes de la jeune génération). Or, supposez qu'en cet endroit, où l'attention est chose si frêle et si facile à effaroucher, M. d'Israeli fût entré avec un gros livre où eussent été compendieusement exposées les doctrines de son école. Il avait bonne chance à disserter en pareil lieu sur la politique financière de sir Robert Peel, sur la nouvelle loi

des pauvres, sur le tarif des céréales! On l'eût averti, en s'abstenant de les lire, de garder ces beaux discours pour Westminster; le plus magnifique succès qu'il eût pu espérer eût été de fournir le prétexte de quelques *leading articles* sur la situation du parti conservateur au *Times* ou au *Morning Post*. Les affaires de la *jeune Angleterre* eussent été bien avancées! En se contentant au contraire de glisser ses idées dans l'intrigue et dans le dialogue léger d'un roman de *high life*, M. d'Israeli avait le privilége de ne toucher aux questions que par la superficie et par les généralités où elles sont accessibles à tous. Il faisait partager à sa cause l'intérêt et la sympathie que les sollicitudes de son imagination préparaient pour ses héros. Il n'avait pas besoin des armes pesantes de l'argument contre les choses qu'il attaque et les hommes qu'il combat. Le bon mot, l'épigramme, la caricature, suffisaient; que les rieurs fussent de son côté, et la bataille était gagnée. Ajoutez qu'en choisissant ce parti, M. d'Israeli ne sortait pas des habitudes de son esprit, et conservait, dans l'usage des ressources qui lui sont familières, la plénitude de ses avantages.

En effet, M. Benjamin d'Israeli, qui représente à la chambre des communes la *jeune Angleterre* et le bourg de Shrewsbury, et qui porte un nom déjà honoré dans les lettres anglaises par l'auteur des *Curiosités de la littérature*, n'en est pas aujourd'hui à son début comme romancier. Précédé par *Vivian Grey*, *Contarini Fleming*, *the young Duke*, *Henrietta Temple* et *Venetia*, *Coningsby* n'est pas le coup d'essai de M. d'Israeli, qui pourtant nous doit encore son coup de maître. On s'aperçoit bien, en parcourant ces ouvrages, que M. d'Israeli n'a pas travaillé pour la postérité (je dirais pour l'Académie si M. d'Israeli était français). J'ignore les motifs qui ont invité M. d'Israeli à les écrire; à l'exception d'*Henrietta Temple*, dont la composition est plus soignée, ils portent tous les traces d'une improvisation rapide. On dirait que M. d'Israeli a tout au plus envié pour ses ébauches le succès d'une saison. Il s'est contenté de laisser deviner ce qu'il pourrait faire lorsqu'il voudrait bien aiguillonner son indolence ou contenir sa facilité, et, sauf dans *Henrietta Temple*, il n'a pas daigné prendre la peine de réaliser complètement l'idée qu'il donnait de son mérite; — ou plutôt, écrire d'une plume leste et légère, avec l'aisance et la finesse, mais aussi avec l'insouciant laisser-aller d'un homme distingué, d'un honnête homme, comme nous dirions si nous étions du XVIIe siècle, montrer, par le ton dont on en parle, que l'on connaît, que l'on savoure toutes les élégances du *high life*, et qu'avec une nature assez délicate pour se laisser sincèrement attendrir par les émotions pures et simples, on

peut encore, avec une aimable prestesse, secouer sur la conversation les étincelles d'un enjouement spirituel : tel est le mérite au renom duquel semble avoir prétendu M. d'Israeli. Après les brillans échantillons qu'il en a donnés, on aurait tort de le lui contester. Pourquoi lui reprocherait-on davantage de borner là son ambition? Parce que l'on a pris son parti de n'être ni Walter Scott ni Byron, est-il à dédaigner de se faire sans trop d'effort une distinction dans le monde des qualités de son esprit, comme tant d'autres s'en font une du choix de leurs cravates ou de la généalogie de leurs chevaux? A ce point de vue, les jeux littéraires sont un *sport* qui ne le cède à aucun autre parmi ceux qu'honore le club des jockeys.

Vivian Grey, publié en 1827, pouvait être considéré, pour les promesses de talent qu'il donnait, comme un début remarquable, surtout si l'on songe que M. d'Israeli n'avait pas dépassé de beaucoup sa vingtième année, lorsqu'il l'écrivit. Je parlerai de *Vivian Grey*, parce qu'on y voit que l'ambition politique n'a pas été chez l'auteur une préoccupation tardive. M. d'Israeli y montrait la crainte que la critique ne voulût lire ses propres aventures à travers celles de *Vivian Grey*, et il protestait contre cette interprétation de son œuvre : il ne faut donc pas chercher dans ce livre des allusions à la carrière de M. d'Israeli; je le veux bien. Cependant au moment où M. d'Israeli se présente à nous avec un roman politique, il peut y avoir un intérêt de rapprochement à rappeler sa première pointe dans cette voie. Vivian Grey est fils d'un homme de lettres doué d'un esprit aimable, d'une fortune honnête et d'une précieuse modération de caractère. Il s'en faut que Vivian apporte dans la vie ce philosophique dédain des grandeurs agitées, qui a permis à son père de humer avec un spirituel épicuréisme les plaisirs de l'intelligence et de la fortune. Vivian Grey entre dans le monde, altéré d'ambition; comme il est Anglais, je n'ai pas besoin de dire que son ambition est politique. En impétueux jeune homme qu'il est, Vivian marque son but au plus épais de la mêlée : il veut créer un parti. En ce temps-là, la *jeune Angleterre* n'était point encore inventée : il ne s'agissait pas encore de marcher sur la redoute du pouvoir, en faisant onduler un étendard brodé de théories. L'amitié d'un lord, propriétaire de plusieurs bourgs-pourris, valait mieux que tous les principes du monde. Aussi Vivian Grey, sans s'inquiéter d'aucune profession de foi politique, s'insinue-t-il dans les bonnes graces d'un noble marquis qui a été long-temps ministre. Il persuade à cet homme d'état émérite de travailler à rentrer aux affaires. Devenu son agent, il lui fait nouer des alliances avec d'importans per-

sonnages qui ont, comme lui, à se plaindre du ministère. A ces influences coalisées par Vivian Grey, il manque un organe dans la chambre des communes : un seul homme pourrait remplir cette haute position, c'est Cleveland; mais cet éloquent orateur a été précisément éloigné de la vie politique par les dégoûts dont l'a abreuvé le protecteur de Vivian Grey. Cependant le jeune intrigant parvient à le réconcilier avec le marquis. Les plans ambitieux de Vivian sont à la veille de réussir. Lui-même, aux élections qui vont avoir lieu, il doit entrer à la chambre des communes, lorsque tout à coup une femme qu'il avait insultée rompt la maille de son intrigue. La coalition se dissout. Chassé du château du marquis, provoqué au milieu d'un club par Cleveland, qui croit avoir été joué par lui, Vivian est forcé de se battre avec l'homme qu'il admire, et il le tue. Après avoir consommé ainsi lui-même la ruine de ses rêves, Vivian, cruellement guéri de l'ambition, quitte l'Angleterre. Là finit réellement le roman : je ne sais pourquoi M. d'Israeli fait courir encore à son héros trois volumes d'aventures fantastiques en Allemagne. Malgré les invraisemblances délibérément commises, il faut le dire, qui abondent dans *Vivian Grey*, bien que toutes les règles de proportion y soient outragées, dans la partie que je viens d'analyser, plusieurs pages se lisent avec intérêt. L'entraînement du style rend quelquefois avec bonheur les mouvemens fiévreux de l'intrigue, le dialogue court avec verve et hardiesse; on y rencontre plus d'un trait frappé au bon coin de cette mordante impertinence, de cette tranchante ironie, de ce *coupant* si aimé des Anglais, qu'on pourrait appeler le sel britannique.

Je ne croirais pas être juste envers M. d'Israeli, si je ne disais un mot d'*Henrietta Temple*. C'est le livre le plus agréable qu'il ait écrit, et c'est de toute manière un charmant livre. M. d'Israeli y a rencontré l'harmonie exacte des qualités aimables et brillantes de son ame et de son esprit. *Henrietta Temple*, le second titre l'indique, est une histoire d'amour, *a love story*. C'est une lecture unie, douce; vous n'y éprouvez jamais les transes horribles que vous inspirent les soubresauts épileptiques de l'action dans tant de romans forcenés. Je ne voudrais pas déflorer cette narration attachante par une aride analyse. L'auteur y a mis en scène une de ces vieilles familles catholiques, qui, en conservant intacte la foi de leurs pères, ont ajouté une autre et plus pure noblesse à celle de leur blason. Il s'exhale de ces vieilles maisons anglaises demeurées catholiques je ne sais quel parfum de mœurs pures et naïves, de vertus primitives et bénies, bien senti déjà par plusieurs romanciers, parmi lesquels il faut citer l'auteur de

Simple Story, et dont M. d'Israeli a compris, lui aussi, avec une intelligente sympathie la suavité. Les tableaux d'intérieur qui ouvrent le livre sont d'une mélancolie touchante et vraie; les scènes et les correspondances d'amour entre Henrietta Temple et Ferdinand Armyne sont exécutées avec une délicatesse et une pureté ravissantes; la vie de Londres est crayonnée avec beaucoup d'entrain et d'esprit. D'ailleurs, sur quelques caractères que vous portiez vos regards, vous ne rencontrez que d'aimables figures, originales encore, malgré le rayon de bonté qui les illumine d'un charme commun. Je citerai, entre autres, le dévouement silencieux, la candide sollicitude du bon prêtre Gladstonbury; la chevaleresque, la hardie, la sentimentale Henrietta; le marquis de Montfort, ce type du lord anglais, si délicat dans sa générosité, si noblement contenu dans ses affections, vieille connaissance que l'on se souvient toujours avec plaisir d'avoir faite dans plusieurs des bons romans du XVIIIe siècle; lady Belair, qui a vu toute l'histoire du grand monde anglais depuis le temps des jeunes années de Charles Fox, qui va partout encore malgré sa vieillesse, et dont le caquetage, spirituellement étourdi, noue et dénoue les difficultés de l'action; enfin ce gentilhomme français, le comte de Mirabel, d'une gaieté, d'un entraînement infatigables, qui donne le ton à la jeunesse dorée de Londres, et dont il n'y a pas de témérité à soupçonner le modèle, puisque M. d'Israeli, *son affectionné ami*, a dédié *Henrietta Temple* à M. le comte d'Orsay.

Ce sont là, des antécédens de M. d'Israeli jusqu'à *Coningsby*, les seuls qui me paraissent mériter d'être rappelés. Quoique j'aie déjà récusé pour *Coningsby* la critique littéraire, si j'avais à lui assigner un rang dans l'œuvre de M. d'Israeli, je le placerais après *Henrietta Temple*, mais bien au-dessus encore des autres productions de l'auteur. *Coningsby* est un roman défectueux, presque sans action, envahi par des digressions complètement étrangères au développement de l'intrigue; cependant, grace à la vivacité, à la limpidité du style, grace au tour piquant des conversations, grace même à la variété des épisodes et des portraits sous lesquels l'auteur fait oublier la trame insignifiante de sa fable, *Coningsby* se lit avec plaisir. Jetez les yeux sur la dédicace qui tient lieu de préface à ce livre, vous êtes loyalement prévenu, et vous serez doué d'une perspicacité singulière si vous vous attendez à lire un roman. L'auteur ne croit ces volumes dignes d'être offerts que « parce qu'il s'est efforcé d'y peindre quelque chose de l'esprit nouveau, et meilleur, ce lui semble, qui se développe en Angleterre. » « Son objet, continue-t-il, a été de répandre quelques idées qui puis-

sent élever le ton de la vie publique, de fixer le vrai caractère des partis politiques et de porter les Anglais à distinguer plus soigneusement à l'avenir les choses des mots, les réalités des fantômes. » Avant de discuter les idées sérieuses de l'auteur, avant d'apprécier l'esprit nouveau qu'il a essayé de dépeindre, je ne puis me dispenser d'indiquer les combinaisons dans lesquelles il lui a plu de faire mouvoir ses idées et le cadre qu'il a donné à son tableau.

Le roman s'ouvre en 1832; c'est l'année de la réforme parlementaire, et l'on peut deviner que l'auteur va suivre l'histoire des partis depuis la perturbation jetée par cet évènement dans le mécanisme des institutions anglaises. Le héros du livre, le représentant de la *nouvelle génération*, Henry Coningsby, âgé alors de quinze ans, est au collége d'Eton. Coningsby est le petit-fils d'un des seigneurs les plus riches de l'Angleterre, le marquis de Monmouth. Le vieux lord est un de ces égoïstes sybarites chez lesquels l'épicuréisme, gâté par toutes les prévenances de la fortune, engendre, sous l'enveloppe de mœurs élégantes, je ne sais quelle implacable férocité. Il est brouillé avec son fils aîné. Son second fils, père de Coningsby, est mort victime de ses duretés. Cependant les succès de Coningsby à Eton et les brillantes qualités qu'il révèle de bonne heure lui obtiennent la faveur de lord Monmouth, dont ils flattent l'orgueil. Coningsby débute donc dans la vie sous de magnifiques auspices. Au sortir d'Eton, où il a formé des amitiés avec les jeunes gens des premières familles d'Angleterre, il est introduit dans le monde par une visite au château du duc de Beaumanoir, père de lord Henry Sidney, un de ses jeunes camarades. M. d'Israeli, pour ne pas perdre le temps, fait servir les visites de son héros à son apprentissage de futur chef de parti : ainsi, dans la maison noble et patriarcale de ce duc, Coningsby se lie avec un jeune gentilhomme catholique, sir Eustace Lyle, un des plus riches propriétaires de son comté, et dont la bienfaisance lui suggère ses premières idées sur le paupérisme et sur la condition de la classe agricole; il y devient aussi l'ami d'une des filles du duc, lady Everingham, femme brillante, qui doit être plus tard une des plus séduisantes recruteuses de la *jeune Angleterre*. Coningsby, en quittant Beaumanoir, va faire une tournée dans les districts industriels. Il rencontre aux environs de Birmingham le père d'un de ses meilleurs amis d'Eton, un riche manufacturier, M. Milbank, qui lui explique les grands intérêts que l'industrie représente en Angleterre. De là l'auteur mène son héros dans la résidence princière de son grand-père, à Coningsby-Castle : il y trouve réunie la plus splendide société de l'Angleterre. Il y gagne

l'intimité d'un des premiers banquiers de l'Europe, le juif Sidonia, dont la conversation, qui cherche la profondeur à travers la singularité, dégage les principes les plus élevés de la *nouvelle génération;* il y témoigne aussi à une malheureuse jeune fille, à la petite Flora, attachée à la troupe française que lord Monmouth a engagée pour l'été, une bienveillance qui doit lui rapporter plus tard une récompense imprévue. Coningsby part ensuite pour l'université. Pendant la première année qu'il passe à Cambridge, lord Monmouth s'est remarié avec une princesse italienne et s'est fixé à Paris, où il engage son petit-fils à venir demeurer quelque temps auprès de lui. Coningsby voit à Paris Edith Milbank, la sœur de son ami et la fille du manufacturier de Birmingham. Il en devient amoureux; mais il y a entre M. Milbank et lord Monmouth une inimitié invétérée. L'homme du peuple enrichi a entrepris contre le patricien une lutte sans trève. Lord Monmouth désirait acheter une propriété voisine de ses terres de Coningsby-Castle; M. Milbank le prévient. Lord Monmouth possédait dix bourgs à la chambre des communes avant le bill de réforme; il travaillait à réparer la perte d'influence que cette révolution électorale lui a fait subir; déjà il croyait avoir suffisamment établi son ascendant dans un bourg voisin de Coningsby-Castle pour y faire nommer un de ses agens. Milbank se présente comme candidat et emporte l'élection. Milbank connaît l'amour de Coningsby pour sa fille, il le sait réciproque, mais il révèle à Coningsby les motifs qui rendent impossible toute union entre la famille de lord Monmouth et la sienne, et il défend à Coningsby de revoir Edith. De son côté, lord Monmouth, pressentant une dissolution prochaine du parlement, veut opposer Coningsby à Milbank dans le bourg de Dalford, et l'engage à aller préparer sa candidature. Coningsby aime mieux encourir la colère de lord Monmouth que de consentir à supplanter le père de la jeune fille qu'il aime. Il paie cher sa générosité. Lord Monmouth meurt, et laisse sa fortune à la petite comédienne Flora, qui était sa fille naturelle. Coningsby, déshérité, déchu de la grande position qu'il occupait dans le monde, réduit à une pension de 300 livres sterling, se résout courageusement à tenter la fortune par son travail; il va entrer dans le barreau. Sur ces entrefaites ont lieu les élections de 1841, l'évènement qui devait ouvrir à Coningsby la perspective rêvée par lui avec tant d'ardeur de la vie politique. Mais un soir que Coningsby ressentait encore plus amèrement la ruine de ses espérances, en voyant ses jeunes camarades d'Eton se présenter aux *hustings* avec des chances assurées de succès, il

trouve dans un journal la nouvelle de sa nomination au bourg de Dalford. Ému de la générosité de Coningsby, sachant de quelles pertes il l'avait payée, désarmé d'ailleurs par la mort de lord Monmouth, Milbank avait en effet abandonné sa candidature en faveur de l'amant de sa fille. Coningsby épouse Edith; bientôt même la frêle Flora meurt en lui laissant les richesses de lord Monmouth, et Coningsby, maître d'une fortune immense, entouré de ses amis d'Eton, qui le reconnaissent pour leur chef, va commencer dans la chambre des communes l'œuvre de la *nouvelle génération*.

A ce tissu d'incidens et de caractères si mince et si pauvre, M. d'Israeli a attaché deux sortes d'épisodes : des esquisses de vie élégante et ces digressions politiques dont il a voulu faire la partie culminante de son livre. Or, l'accessoire est tellement ici le principal, que l'ombre d'action romanesque sortie des pâles amours de Coningsby et d'Edith n'apparaît qu'au dernier volume. On reconnaît, il est vrai, dans les esquisses de vie élégante, le pinceau initié; je ne sais cependant si le monde même qui y est représenté peut trouver beaucoup d'attrait à ces légères aquarelles. Moi qui n'en parle qu'à titre d'étranger, j'avoue qu'elles me semblent avoir perdu pour les lecteurs du continent la fraîcheur de nouveauté qui en a fait d'abord la principale saveur. Dans tous ces romans du *grand monde*, depuis *Tremaine*, *Granby*, *Pelham* (j'y ajoute, si vous voulez, *Vivian Grey* et *Henrietta Temple*), vous voyez toujours passer devant vos yeux le même placage : ce sont, plus ou moins bien rattachées par le fil d'une intrigue qui ne sert que de prétexte, des scènes de la vie de château, des causeries de *drawing-rooms* sous la domination du lion de l'endroit, personnage obligé depuis Brummell, et qui est à cette sorte de roman ce qu'était la grande coquette à nos anciennes comédies, — des promenades à cheval, des parties de chasse, des courses, une saison aux eaux, un voyage à Paris ou en Italie, une soirée d'Almack's : toutes choses qui ont aujourd'hui autant vieilli pour nous que le marivaudage buriné de ces *livres de beauté* et les paysages effacés de ces *keepsake* qui excitaient notre admiration il y a quelque dix ans. En fait d'épisodes de ce genre, on peut signaler dans *Coningsby* une peinture du collége d'Éton par lequel ont passé depuis deux cents ans les plus grands hommes et toute l'aristocratie d'Angleterre, la splendide hospitalité de Coningsby-Castle, une vive description de *steeple-chase*, et le voyage de Coningsby à Paris. Cette dernière digression nous touche d'assez près pour mériter de notre part une courte halte.

Il y aurait ingratitude à ne pas savoir gré à M. d'Israeli des sym-

pathies qu'il témoigne pour la France. M. d'Israeli a fait encore, il y a un an et demi, un voyage à Paris, que l'on attribuait ici à une mission politique : s'il a laissé parmi nous d'aimables souvenirs, il semble ne pas avoir emporté de Paris de moins agréables impressions. Nous nous avouons donc flattés de ce mot qu'il attribue à lord Monmouth, lorsque Coningsby se rend en France : « Paris est l'université du monde, où chacun doit prendre ses grades. Paris et Londres devraient être les seuls buts de tous les voyageurs, le reste est simple paysage. » Au risque de passer pour prendre goût trop naïvement à l'encens que nous envoie M. d'Israeli, nous transcrirons volontiers l'hommage suivant rendu à la société parisienne : « L'art de la société, dit-il, est parfaitement compris et complètement pratiqué dans la brillante métropole de la France. Un Anglais ne peut entrer dans un salon parisien sans sentir aussitôt qu'il se trouve au milieu d'une nation plus sociable que la sienne. Quoi de plus exquis, par exemple, que la manière de recevoir d'une Française! elle unit je ne sais quel calme plein de grace, quelle dignité sans affectation, aux attentions les plus aimables pour les personnes qui sont chez elle; elle voit tout le monde, elle parle à tout le monde, et elle voit chacun au bon moment, elle dit à chacun ce qu'il faut lui dire. Il est impossible de découvrir aucune différence dans la position de ses hôtes au ton dont elle les accueille... En Angleterre, lorsqu'un personnage nouveau paraît dans nos cercles, la première question est toujours : *Qui* est-il? En France, on demande : *Qu'*est-il? En Angleterre : Quel est son revenu? En France : Qu'a-t-il fait? »

A travers des initiales parlantes, M. d'Israeli adresse des souvenirs polis aux personnes qui lui ont, apparemment, donné la bonne idée qu'il a gardée de la courtoisie de nos manières. M. le comte Molé, M. Thiers, M. le duc Decazes, parmi les personnages importans, sont ainsi salués d'un mot au passage. Par exemple, M. d'Israeli a fait à M. de Pourtalès une faveur plus délicate : c'est dans la belle galerie de M. de Pourtalès, rue Tronchet (l'indication de la rue n'est pas oubliée, les admirateurs de *Coningsby* en profiteront), que Coningsby rencontre Edith Milbank et s'éprend pour elle de la passion que nous vous avons racontée. Parmi les femmes, je vois mentionnée à la place d'honneur la *charmante* duchesse de G....t; puis j'entends parler du *cercle raffiné* de la comtesse de C.s..l..ne et du bal de Mme de Rothschild. Coningsby devient aussi prisonnier un soir, au faubourg Saint-Germain, d'une princesse « qui est un des chefs du parti carliste, et qui venge par des mots spirituels la cause de la dynastie tom-

bée et de la noblesse détruite. » Mais de quel crime cette noble dame s'est-elle donc rendue coupable envers M. d'Israeli? ne l'avait-il pas suffisamment désignée? ou, s'il voulait mettre de force son nom dans les mémoires les plus rebelles, ne pouvait-il lui trouver au moins quelque variante de tournure plus fine, au lieu de l'appeler d'une façon assez ridicule la *charmante* princesse de Petit-Poix?

J'emprunte encore au voyage de *Coningsby* à Paris une page où notre situation politique est appréciée. On aime à trouver chez un étranger cette confiance dans l'avenir de la France de juillet et cette haute estime des qualités du roi, qui sont aujourd'hui d'ailleurs dans tout ce qu'il y a d'esprits éclairés en Europe : « Qu'il est triste de penser, dit Coningsby après avoir parlé avec enthousiasme des merveilles de la société parisienne, qu'une si belle civilisation soit exposée à des périls imminens! — C'est l'opinion commune, répond Sidonia; elle me trouve quelque peu sceptique. J'incline à croire que le système social de l'Angleterre court des dangers infiniment plus grands que celui de la France. Ne nous méprenons pas à la superficie agitée de ce pays. Les bases de l'ordre y sont profondes et sûres. Comprenez la France. La France est un royaume qui a une république pour capitale. Il en est ainsi depuis des siècles, depuis les jours de la ligue jusqu'aux jours des sections, jusqu'aux journées de 1830. C'est toujours la même France, elle a peu changé; elle n'a fait que fortifier sa nationalité. — Pensez-vous que le roi actuel se maintiendra? — Tous les mouvemens de ce pays, quelque contradictoires qu'ils puissent paraître, tendent à cette fin inévitable. La nature des choses réclamait sa présence sur le trône. — Quelle position! quel homme! s'écria Coningsby; dites-moi ce qu'est ce prince dont on entend parler dans tous les pays et à toute heure, de l'existence duquel dépendent, dit-on, la tranquillité et presque la civilisation de l'Europe? — J'ai une croyance, reprit en souriant Sidonia, c'est que les grands caractères de l'antiquité sont quelquefois offerts de nouveau à notre admiration ou reproduits pour nous conduire. Ennuyée de la médiocrité, la nature verse alors le métal dans un moule héroïque. Lorsque les circonstances m'ont amené devant le roi des Français, j'ai reconnu Ulysse. »

Ceci nous amène naturellement au côté politique de *Coningsby*. On a vu les prétentions annoncées par M. d'Israeli au début de son livre. *Coningsby* promet à la fois d'abattre et de fonder, d'élever sur les débris des partis anciens une politique jeune et pleine de vie; mais, disons-le tout de suite, il s'en faut qu'il soit fidèle à sa promesse : il

tient tout au plus la moitié de sa parole. Il paraît que, pour la nouvelle génération, l'art est resté ce qu'il était au vieux temps, chose plus difficile que la critique; la *jeune Angleterre*, ou du moins M. d'Israeli, n'a rien changé à cela. Aussi l'auteur de *Coningsby* a mieux aimé crayonner lestement des caricatures que de construire un système, affiler des épigrammes que de condenser des idées à la fois neuves et profondes; il a cédé à la critique, à la satire, à l'invective, la place promise avec pompe à l'exposition de ces merveilleux principes qui doivent régénérer l'Angleterre.

Coningsby, même dans la sphère où le portent ses altières prétentions, est donc surtout un livre de polémique, on pourrait dire un pamphlet. M. d'Israeli est un fondateur d'école qui a plus souvent l'épée à la main que la truelle, et, chose curieuse! il n'attaque et ne blesse que le parti au milieu duquel il siége au parlement. Il y a quelques semaines, dans la séance la plus agitée qui ait ému cette année la chambre des communes, M. d'Israeli reprochait à sir Robert Peel, avec une amertume qui a été remarquée même en France, l'outrageante dureté de ses procédés à l'égard de son parti. De quel parti M. d'Israeli voulait-il parler? Du parti conservateur apparemment. La défense de la dignité du parti conservateur était, pour le moins, une singularité étrange dans la bouche de l'auteur de *Coningsby*. Lorsque M. d'Israeli montrait sir Robert Peel traitant ses amis comme des esclaves, et faisant siffler à leurs oreilles le fouet insultant de la menace, il ne croyait donc pas s'adresser à des lecteurs de *Coningsby*. Le parti conservateur n'a jamais été plus cruellement fustigé que dans ce livre. Ce parti n'a pas de plus violent ennemi intime que M. d'Israeli.

M. d'Israeli n'a négligé en effet aucun des moyens d'hostilité que la forme de son ouvrage mettait à sa disposition. Il ne lui a pas suffi de juger la conduite générale du parti conservateur dans des considérations glissées comme des *à parte*, toutes les fois que l'action du roman touche à quelque évènement politique significatif. Il analyse, en les faisant vivre dans les principaux personnages de son œuvre, les diverses nuances de caractères et d'intérêts que réunit le torysme. Sans doute, M. d'Israeli divise le parti tory en deux groupes : il y a, pour lui, de bons et de mauvais tories. Il couvre de sa prédilection les premiers, qu'il enrôle dans la *jeune Angleterre;* mais les autres, qu'il marque d'un signe réprouvé, qu'il flagelle de ses sarcasmes, qu'il livre au mépris et à la risée, ceux qui appartiennent à la vieille génération, forment précisément le gros du parti que dirige sir Robert Peel. Ce

sont ceux dont M. d'Israeli a voulu représenter les types dans quatre personnages de son roman : Monmouth, Rigby, Taper et Tadpole.

Je sais bien qu'en Angleterre on a cherché à découvrir des figures réelles à travers ces rôles : la vérité avec laquelle y sont imités des modèles choisis dans la société anglaise n'est probablement pas l'attrait le moins piquant que le public ait trouvé dans *Coningsby;* mais, soit que M. d'Israeli ait eu les intentions qu'on lui prête, soit qu'il les désavoue, j'ai le droit de considérer comme des types conçus avec une préméditation plus large les figures qui peuplent son roman.

Ainsi, dans le marquis de Monmouth, ce seigneur si riche, si dur envers sa famille, à qui M. d'Israeli fait épouser une princesse italienne, dont il termine l'existence voluptueuse au milieu d'un souper avec des actrices françaises, auquel il attribue un testament étrange, on a reconnu le dernier marquis de Hertford, dont le nom, la famille, la mort et le testament appartiennent à la publicité parisienne au moins autant qu'à celle de Londres. Je crois cependant que M. d'Israeli s'est proposé surtout de peindre dans le marquis de Monmouth une portion notable de l'aristocratie anglaise. Lord Monmouth est la personnification de l'égoïsme le plus absolu que le patriciat puisse produire; il représente cette classe de nobles qui concentrent sur leurs plaisirs tout l'intérêt et tout l'effort de leur vie. Les fatigues de l'activité politique dépouillent pour eux les succès de l'ambition du prestige qui enivre des natures plus mâles. L'influence politique que les priviléges leur assurent n'exprime à leurs yeux que la sécurité de leurs oisives jouissances, de même qu'ils ne voient dans la richesse que le docile instrument de leurs désirs. Une sensualité d'une nature plus subtile, la vanité, attache lord Monmouth au torysme par un lien plus étroit encore. Dans un pays où la hiérarchie des rangs et la distinction des titres multiplient et raffinent les appétits de l'orgueil, lord Monmouth, d'abord comte, a donné le titre de marquis pour aliment et pour but à son ambition; il l'a obtenu en devenant propriétaire de dix bourgs-pourris. Marquis, il a visé à la couronne de duc; le succès était encore une question d'influence parlementaire. Lord Monmouth était sur le point de réussir; il allait joindre deux nouveaux bourgs à la liste de ses propriétés électorales, lorsque le bill de réforme vint détruire ses plans. Cet échec irrite lord Monmouth et ne le décourage pas; il entrevoit les chances que la loi nouvelle laisse aux tories. L'aristocratie peut reconquérir sur les élections une partie au moins de son ascendant. Cette perspective arrache lord Monmouth aux paresseuses délices de la vie du continent : il revient en

Angleterre tenir sa maison pour assurer son influence sur la ville de Dalford, voisine de ses propriétés; qu'il parvienne à y gagner l'élection, et que sir Robert Peel retourne au pouvoir, il sera duc. Tel est le mobile qui engage activement lord Monmouth dans le parti conservateur. M. d'Israeli exprime la morale politique de Monmouth et de la classe de conservateurs qu'il représente, au moment où le marquis avertit Coningsby qu'il lui destine le siége de Dalford. Nous ne mettons pas en doute la vérité de cette scène : même après le bill de réforme, c'est encore un coin du tableau des mœurs électorales de l'Angleterre; mais est-ce en l'honneur du torysme que M. d'Israeli l'a dévoilé? Coningsby, qui a des motifs pour refuser, allègue des scrupules; il ne se croit pas, dit-il, assez préparé pour accepter la responsabilité d'un siége à la chambre des communes.

— « Responsabilité! dit le vieux tory avec un étonnement d'une cynique naïveté; quelle responsabilité y a-t-il là? Peut-on avoir un siége plus agréable que celui que je vous offre? Vous ne serez responsable qu'envers le parent même qui vous y place... Il est vrai, vous êtes jeune; mais j'avais deux ans de moins que vous lorsque je suis entré à la chambre : je n'y vis pas la moindre difficulté. Tout ce que vous aurez à faire, c'est de voter avec votre parti. Quant à prendre la parole, si votre talent vous y porte, croyez-moi, ne vous pressez pas. Apprenez à connaître la chambre, et donnez à la chambre le temps de vous connaître. Un homme avisé ne peut pas entrer trop tôt au parlement. » — Voter avec mon parti : vous voulez dire le parti conservateur, répond Coningsby. Je ne peux consentir à appuyer le parti conservateur, ajoute le chef de la *jeune Angleterre*, c'est un parti qui a trahi son mandat; les individus qui le composent n'ont pas l'intelligence de leur époque; ils ne sont pas à la hauteur de la situation, etc. « Je vous comprends, dit lord Monmouth; vous parlez de l'abandon des corporations irlandaises. Entre nous, je suis de votre avis; mais à quoi sert de récriminer sur le passé? Il n'y a qu'un homme, c'est Peel... Je sais bien que c'est notre faute si nous avons laissé échapper le principal pouvoir des mains de notre ordre; on n'aurait jamais imaginé cela du temps de votre bisaïeul, monsieur. Si, à cette époque, on abandonnait pour une session le titre de *premier* à un *commoner*, il y avait toujours là un comité secret de grands nobles de 1688 qui lui donnaient leurs instructions. » Coningsby déclare que ce n'est pas le comité des grands nobles de 1688 qu'il regrette. « Que diable voulez-vous alors? » s'écrie lord Monmouth. Coningsby prononce une homélie pénétrée des sentimens de la *jeune Angleterre*. « Tout cela est

fort beau, répond le marquis; mais je ne vois pas d'autre moyen d'atteindre mon but que de soutenir Peel. Après tout, à quoi servent tous ces partis et toute cette politique? à atteindre son but. Le mien est de changer notre couronne en une couronne ducale, et de vous faire substituer la baronie de votre grand'mère. Peel ne peut pas me refuser cela. J'ai déjà acheté une terre considérable pour l'affecter à votre baronie..... Vous ferez une grande alliance..... Croyez que je prendrai tous les arrangemens qui pourront être utiles à votre bonheur. » Et comme Coningsby ne peut s'empêcher de remercier son grand-père de la générosité de ses intentions: « Et pour qui aurais-je des bontés, reprend lord Monmouth, sinon pour vous, vous mon sang, vous qui ne m'avez jamais contrarié, et dont j'ai le droit d'être fier? Oui, Harry, je suis heureux de l'admiration que vous excitez et de vos succès. Tout ce que je désire, c'est de vous voir au parlement. On doit y entrer de bonne heure; quel que soit leur talent, ceux qui y arrivent tard gardent toujours une sorte de raideur. Vous avez une occasion excellente. Vous partirez vendredi pour Dalford : traitez bien les notabilités de l'endroit, exaltez Peel, injuriez O'Connell, anathématisez les indécis; parlez beaucoup de l'Irlande, c'est un bon sujet. » Voilà tout le torysme de lord Monmouth : M. d'Israeli permet au moins de supposer qu'aux yeux d'un grand nombre de nobles pairs, la cause conservatrice n'a pas un autre sens ni une autre portée, et n'oblige pas à de plus sérieux devoirs.

On prétend que le caractère de Rigby est une vengeance personnelle de M. d'Israeli. C'est, en effet, la physionomie qu'il semble avoir tracée avec le plus de complaisance. Rigby, s'il faut en croire la voix publique en Angleterre, n'est autre qu'un rédacteur du *Quarterly Review*, le très honorable John Wilson Croker, qui faisait une certaine figure à la chambre des communes avant la réforme. Tandis que le nom de M. Croker était ainsi en train d'acquérir avec celui de Rigby une fâcheuse synonymie, M. de Châteaubriand l'anoblissait de son souvenir, dans la *Vie de Rancé*, où il le mentionne en société de Canning; on voit qu'il y a des compensations providentielles. Quel est le motif de la vengeance dont M. Croker est victime? doit-on croire, comme on l'a donné à entendre, que M. Croker se serait placé entre sir Robert Peel et M. d'Israeli, et aurait été l'obstacle qui a empêché les faveurs de la trésorerie d'arriver jusqu'à l'auteur de *Vivian Grey?* Il faudrait avoir ses entrées dans les coulisses pour vérifier ces médisances, qui doivent être tenues pour des calomnies tant qu'elles ne sont pas prouvées. M. d'Israeli aurait d'ailleurs des griefs plus légitimes contre M. Croker, que la vengeance dont il s'est servi ne me paraî-

trait pas justifiée. Cela me semble peu loyal et peu digne d'exposer un homme au mépris, sous un travestissement, à la faveur duquel l'agression se dispense de la franchise. Dante nommait ses ennemis en les mettant dans l'enfer, et ceux que Michel-Ange plaçait parmi les réprouvés étaient avertis par une ressemblance sur laquelle ils ne pouvaient eux-mêmes se méprendre. M. Macaulay, dans cet article de la *Revue d'Édimbourg* où il releva, avec une verve si inexorable, les bévues commises par M. Croker dans son édition de Boswell, montrait que l'ancien secrétaire de l'amirauté peut être attaqué avec plus de vaillance, et frappé cependant avec non moins de dureté. Le Rigby du roman est le représentant d'une classe d'individus qui ont joué, en Angleterre, surtout avant le bill de réforme, un rôle assez considérable. Hommes d'une origine obscure, mais préparés à la fortune par la souplesse de leur caractère et y arrivant par leur domesticité auprès des grands seigneurs; de talens médiocres, mais doués de ce coup d'œil instinctif qui suffit à l'égoïsme pour démêler ses intérêts; esprits communs, au-dessous de toutes les grandes idées, mais capables de cette application à de vulgaires détails par laquelle se gagne le renom d'homme pratique; intelligences étroites, mais habiles à se servir de l'esprit d'autrui; puis, surnageant à tout cela, une vanité prodigieuse, une bonne opinion de soi, si convaincue, si sincère, si bien sanctionnée par le succès, qu'elle finit par persuader le gros du public : voilà les Rigbys. Le Rigby du roman a obtenu, par sa servilité, d'être l'agent de lord Monmouth; dirigeant l'influence parlementaire et les bourgs-pourris du marquis, pendant les longs séjours de celui-ci sur le continent, il a acquis assez d'importance pour obtenir un poste élevé dans l'administration, et il fortifie son influence en écrivant pour les revues de *slashing articles*, comme les appellent ses ridicules admirateurs, des articles qui pourfendent. A côté de Rigby, comme pour l'éclairer par le contraste, M. d'Israeli fait entrevoir le caractère d'un véritable homme d'esprit, de Lucian Grey, dont Rigby exploite le brillant entraînement et la légèreté désordonnée. Ici l'original qui a posé de profil devant M. d'Israeli est Théodore Hook, l'auteur des *Sayings and Doings*, le rédacteur du *John Bull*, cet écrivain qui a été pendant tant d'années le bouffon de l'aristocratie anglaise, qu'il amusait par ses romances et par ses bons mots, par l'intarissable saillie de son improvisation, et par la perfection burlesque de son talent mimique, enfant prodigue de la fantaisie, dont la vie perpétuellement tourmentée s'est brisée enfin au milieu de ces applaudissemens du monde qui, à défaut de considération, ne lui apportèrent pas même le bien-être.

Rigby est la médiocrité qui réussit. Le plus grand inconvénient

des natures de cette trempe est d'offrir aux médiocrités qui aspirent un miroir où se contemple et s'adore leur vanité, un exemple sur lequel s'exalte leur ambition. Rigby remplit ce rôle, dans *Coningsby*, à l'égard de Taper et de Tadpole. On a voulu aussi donner une traduction réelle à ces noms de fantaisie; mais il est bien évident que le but de M. d'Israeli a été de dessiner ici une portion nombreuse et remuante du parti tory, et qu'il doit y avoir au club de Carlton plus d'un Taper et plus d'un Tadpole. La fortune de Rigby, c'est-à-dire une pension de 1,200 liv. sterl., ou, devant leur nom, le titre de *right honourable* que donne la qualité de membre du conseil privé, voilà la perspective de laquelle ne se détachent pas les yeux des Tapers et des Tadpoles. Ces personnages ne jouent aucun rôle direct dans l'action de *Coningsby;* M. d'Israeli les introduit et les fait parler, comme des comparses et des coryphées, dans les *drawing-rooms* d'un château ou dans une partie de chasse, dans un dîner politique ou dans un club, toutes les fois qu'il veut montrer les jugemens portés sur les situations politiques par le vulgaire du parti conservateur. Les Tapers et les Tadpoles n'ont pas d'autres principes politiques que la convoitise des 1,200 liv. sterl. Ils ne peuvent arriver à cet *ultima Thule* de leurs rêves qu'en rentrant à la chambre des communes, d'où ils ont été exclus par la réforme. Par quelle tactique s'efforcent-ils d'y revenir? De 1832 à 1841, voici quelle est la préoccupation exclusive des Tadpoles et des Tapers. Taper a toujours l'œil sur les listes électorales (*the registration*); Tadpole se creuse continuellement la tête pour trouver ce que les Anglais appellent un bon *cry*, c'est-à-dire un mot d'ordre de nature à agir sur la multitude et à la rallier au parti conservateur au moment des élections. Tadpole avec son *cry*, Taper avec ses listes électorales, fournissent à M. d'Israeli le moyen de répandre sur la nullité d'idées, sur la pauvreté d'esprit de la foule des tories, un ridicule qui a été fort goûté en Angleterre par les adversaires du parti conservateur.

Des Monmouth, des Rigby, des Taper et des Tadpole, l'égoïsme opulent et cynique, la médiocrité vaniteuse et servile, la nullité intrigante, voilà les hommes et les caractères que M. d'Israeli attribue au parti chez lequel on n'a pas cessé de répéter le mot du marquis de Monmouth : il n'y a qu'un homme, c'est Peel; *Peel is the only man*. On dirait que M. d'Israeli ne voit point d'autres caractères parmi les conservateurs, car ce sont les seuls qu'il semble tenir à nous faire voir réellement, les seuls dont il ait essayé de découper fortement l'originalité. La pâleur, l'insignifiance des physionomies où il a cherché à exprimer ses préférences de sentimens et de principes, font mieux res-

sortir encore le relief des autres figures. Ainsi le duc de Beaumanoir qui patronne dans le roman la jeune génération, et que l'on dit copié sur le duc de Rutland, est un grand seigneur doux et bienveillant; mais il semble que M. d'Israeli en ait exprimé toute la portée intellectuelle dans cette scène de chasse où il lui fait abattre des faisans en l'honneur de sir Robert Peel. Quant aux jeunes gens, ils ont en commun les velléités généreuses du premier âge; ils ont une égale horreur des sécheresses de la réalité; ils s'abandonnent avec une égale confiance à ce mirage doré qui ne montre au matin de la vie que des idées grandioses et splendides, là où au milieu du jour on ne rencontre plus que l'âpre aridité des intérêts : pourtant, si je cherche à les distinguer, les différences ne sont indiquées entre eux que par des puérilités qui ne suffiront jamais à accentuer de vrais caractères. Lord Henry Sydney, la silhouette, assure-t-on, de lord John Manners, croit que l'Angleterre sera sauvée lorsqu'on reviendra aux danses champêtres de nos pères autour des mais, et lorsqu'on rétablira dans la constitution anglaise, avec ses vieux priviléges, l'ordre des paysans. Sir Eustace Lyle, une des plus douces figures cependant qui traversent *Coningsby*, et dans lequel on veut reconnaître un lord catholique universellement aimé, lord Surrey, sir Eustace est une sorte de *petit manteau bleu :* il fait distribuer trois fois par semaine, au son de la cloche, des secours aux pauvres du voisinage de son château. Quant au héros du roman, Coningsby, la copie, à mon avis, flatte peu l'original, s'il est vrai que nous devions y voir le portrait de M. Smythe : Coningsby est un beau et bon jeune homme, aimé et admiré de ses amis. L'auteur nous le vante comme un homme supérieur, et nous sommes obligés de le croire sur parole : la supériorité de Coningsby ne se révèle que par des succès de *steeple chase*. On peut lui en supposer une autre, celle de la mémoire : Coningsby n'a guère d'autre rôle dans les conversations sérieuses où le mêle M. d'Israeli que celui d'interrogateur, et c'est apparemment du butin de ses souvenirs qu'il doit composer les doctrines de son école. Après avoir ainsi examiné les divers personnages sur lesquels M. d'Israeli a inscrit ses répugnances ou ses sympathies, on est bien sûr en effet qu'il a voulu faire sentir au parti de sir Robert Peel les cuisantes blessures de la satire : est-il lui-même bien assuré de n'avoir pas laissé sur la *jeune Angleterre* une légère nuance de ridicule? M. d'Israeli donne au moins à ses lecteurs le droit de lui adresser cette question, ce qui n'est pas précisément un succès.

Mais j'ai assez cherché à pénétrer les intentions de M. d'Israeli à travers les artifices du romancier. Il est temps de rencontrer l'auteur

de *Coningsby* sur le terrain où il se présente franchement lui-même en homme politique, sur le terrain où il attaque, visière levée, et en avertissant ceux qu'il ajuste.

M. d'Israeli a eu le mérite de poser nettement une grande question dans *Coningsby :* — Qu'est-ce que le torysme? que représente-t-il aujourd'hui? quels sont ses principes? quelle est son organisation? vers quel avenir marche-t-il? — Je n'ai garde de dire que M. d'Israeli ait résolu le problème; mais je persiste à le féliciter de l'avoir indiqué : il est des questions qu'il suffit de poser pour éclairer des situations. Telle est la nature de celle que soulève *Coningsby*.

Nous n'avons rien en France, et je crois qu'il nous est permis de nous en applaudir avec orgueil, nous n'avons rien qui puisse nous donner une idée de la composition et de la situation des partis en Angleterre. Enlevez, chez nous, les partis extrêmes, oubliez ces hommes qui sont restés en-deçà ou qui sont allés au-delà de l'ordre de choses fondé par la révolution de 1830, petits groupes qui ne se recrutent plus, débris qui, dans leur ruine, conservant bien malgré eux l'utilité de garde-fous, ne semblent continuer à subsister que pour indiquer à la France les déviations qu'elle doit éviter, la route large et sûre dont elle ne doit pas s'écarter : enlevez ces partis-limites, vous verrez que nos fractions parlementaires ne répondent pas à des intérêts divisés et ouvertement hostiles dans le pays. Il y a en France, c'est là notre force et notre gloire, une admirable fusion, une puissante unité d'intérêts. Aussi n'y a-t-il, à vrai dire, dans nos assemblées que des dissentimens à peu près théoriques sur la direction à imprimer à notre activité nationale. D'accord sur l'instrument dont nous avons à nous servir, la discussion ne porte plus, suivant le mot d'un des plus spirituels de nos hommes d'état, que sur la manière dont nous devons nous en servir au profit commun de la nation tout entière. Unis sur les points fondamentaux de notre politique intérieure, nos divisions ne commencent que dans les incertitudes de notre politique extérieure, encore novice, et dont les dernières secousses, d'où nous sortons à peine, expliqueraient du moins les timides hésitations. On peut prévoir qu'une ère magnifique s'ouvrira à la France du moment où elle-même et le monde auront pleinement conscience de cette situation.

Les choses sont différentes en Angleterre. Il y a unité entre tous les partis sur les points principaux de la politique extérieure de la Grande-Bretagne. Quelles que soient les mains qui tiennent le pouvoir, cette politique ne semble pas varier; mais c'est parce qu'elle est impérieusement indiquée par la lutte même des intérêts qui divi-

sent profondément le pays. Je n'ai pas la prétention de rechercher ici comment, tandis qu'en France un mouvement historique sensible depuis huit siècles a progressivement confondu en une seule force, en un seul intérêt, en une nationalité unie et compacte, toutes les forces, tous les intérêts, toutes les races qui se partageaient notre territoire, en Angleterre un mouvement politique opposé a semé des germes de division sans cesse grandissans. J'observe la situation telle qu'elle s'est révélée depuis la paix, mettant en présence un intérêt de classes moyennes contre un intérêt aristocratique, un intérêt de liberté commerciale contre un intérêt de monopole agricole, un intérêt d'émancipation religieuse contre un intérêt d'église privilégiée, enfin un intérêt irlandais contre un intérêt anglais : cette lutte montre des forces nouvelles attaquant des forces anciennes, des principes d'équité attaquant des faits injustes; d'un côté une marche envahissante, de l'autre des positions déjà envahies; d'un côté des intérêts qui ont beaucoup à conquérir et qui doivent gagner quelque chose, de l'autre des intérêts qui ont beaucoup à perdre et qui doivent perdre quelque chose. Sous cet aspect, il semble que les positions soient nettement dessinées, et que de grands partis doivent se former de la coalition des intérêts qui ont à conquérir et de la coalition des intérêts qui ont à perdre. De ces deux coalitions, l'une répond à la vieille dénomination de whig, l'autre à l'ancien nom de tory : les hommes d'état qui se trouvent à la tête de la première ont pris leur point d'appui sur l'intérêt réformateur; ceux qui conduisent la seconde empruntent leurs forces à l'intérêt de conservation. Dans l'opposition, qu'ils gardent leur couleur systématique et tranchée, qu'ils demeurent dans la vérité de leur rôle, le devoir et l'intérêt le leur commandent; mais, au pouvoir, les nécessités de situation se modifient, les perspectives s'élargissent, le point de vue national domine forcément le point de vue exclusif de l'esprit de parti. Obligés de concilier les principes qu'ils représentent avec les nécessités indiquées par l'intérêt de gouvernement, il leur est impossible de ne pas blesser, de ne pas sacrifier en maintes circonstances quelques-uns des intérêts qui les ont portés aux affaires.

La conduite de l'homme d'état autour duquel le parti tory s'est rangé depuis le bill de réforme était simple, facile, naturellement tracée, tant qu'il est demeuré sur les bancs opposés à ceux de la trésorerie. Le manifeste qu'il adressa aux électeurs de Tamworth en 1834, durant son rapide passage aux affaires, après la retraite de lord Althorp, était un excellent programme d'opposition. Sir Robert Peel appelait à lui les réformateurs modérés, et préparait son alliance avec lord

Stanley et sir James Graham, en acceptant sans arrière-pensée les réformes déjà accomplies; il réunissait auprès de lui les intérêts menacés et attaqués, en annonçant la résolution de résister aux agressions futures de l'esprit réformateur; et sans avoir besoin d'inscrire sur son drapeau des principes généraux qui eussent pu aliéner sa liberté d'action au pouvoir, il voyait peu à peu le nombre de ses adhérens grossir par l'effet d'une réaction naturelle, par les embarras que la marche des affaires suscitait aux whigs, et par la solidarité d'appréhensions communes. C'est ainsi qu'en entrant au ministère, sir Robert Peel s'est trouvé à la tête d'une majorité de près de 100 voix; mais une fois arrivé à la trésorerie, il n'était plus dans la même situation à l'égard de son parti, le mot de conservation prenait un autre sens. Sir Robert Peel devait faire entrer les intérêts qui avaient adopté ce mot pour devise en compromis avec l'intérêt de gouvernement. On allait s'apercevoir, ce dont on ne s'était guère préoccupé auparavant, que le parti conservateur n'était pas un parti homogène, ayant des intérêts identiques et communs. De même que les whigs avaient été obligés de réprimer les tendances de quelques-uns de leurs partisans à un mouvement trop rapide, sir Robert Peel serait contraint de vaincre les résistances d'une partie de ses amis, de leur imposer des sacrifices; c'est ce qui est arrivé, et c'est ce qui explique comment le dépit, la défiance, la crainte, se glissant parmi les conservateurs, en ont poussé quelques-uns jusqu'à l'hostilité, en ont refroidi un plus grand nombre, et ont imprimé au parti les oscillations qui ont failli renverser deux fois cette année le ministère de sir Robert Peel.

Les tories mécontens, en récapitulant les principaux actes politiques qui ont signalé la carrière de sir Robert, paraissent avoir un prétexte légitime de s'effrayer. Sir Robert Peel a toujours montré une sagacité, une attention extraordinaires à découvrir le moment où les intérêts qui sollicitent le gouvernement vont devenir irrésistibles, et une disposition singulière à s'y conformer aussitôt. Représentant d'Oxford et des principes les plus absolus de l'anglicanisme, il a fait l'émancipation des catholiques. Le bill de réforme devient la loi du pays, sir Robert Peel, qui l'avait combattu avec opiniâtreté, déclare s'y rallier désormais sans réserve. Il est porté au pouvoir par le parti aristocratique, par le parti agricole; mais, comprenant les besoins de l'industrie anglaise, il travaille systématiquement à diminuer les charges dont elle est grevée, même au détriment des intérêts qui le soutiennent. Il y a peu de jours encore, défendant la constitution de l'église d'Irlande, il prévoyait le moment où des circonstances politiques pour-

raient modifier sur cette question son opinion et sa conduite. « Qu'est-ce donc, se demandent les tories mécontens, et je traduis ici les paroles de M. d'Israeli, qu'est-ce que ces principes conservateurs dont on nous parlait? Que voulez-vous conserver? Le *conservatism* respecte religieusement les formes et les mots pour se donner l'apparence d'une foi; mais en pratique il cède à la passion, à la combinaison du moment. Il pose en théorie que tout ce qui est établi doit être conservé; mais il agit comme si rien de ce qui est établi ne pouvait être défendu. Pour concilier cette théorie avec cette conduite, on met en avant ce que l'on appelle un compromis : arrangement sans principe et qui n'a d'autre fin que d'apaiser l'agitation un instant, jusqu'à ce que les conservateurs, sans guide et sans but, divisés, tentés, déroutés, soient préparés à un arrangement aussi peu politique que le précédent. »

Cependant, tandis que sir Robert Peel montre cette facilité à céder aux intérêts hostiles à ceux de son parti, par un remarquable contraste il pousse la fermeté jusqu'à l'inflexibilité dans les conditions qu'il impose à ses amis. Toute sa carrière montre en lui la résolution d'arriver à l'exercice souverain du pouvoir. Admis fort jeune dans l'administration, il abandonna bientôt le poste considérable de secrétaire du gouvernement d'Irlande, afin de prendre dans la chambre des communes l'initiative des grandes mesures économiques qui établirent son crédit parlementaire. Il fut appelé avec le duc de Wellington dans le ministère de lord Liverpool; mais après la mort de cet homme d'état, lorsque M. Canning, le ministre dirigeant (*leader*) de la chambre, devint premier ministre, M. Peel se retira avec le duc de Wellington, et déclara qu'à l'avenir il n'entrerait plus dans une combinaison qui lui donnerait un supérieur dans la chambre des communes. Canning meurt, le débile ministère de lord Goderich essaie vainement de le remplacer; le duc de Wellington forme un cabinet, M. Peel y entre en prenant en effet le poste de *leader* des communes; mais lorsque cette administration est renversée, en 1830, M. Peel donne à entendre à ses collègues qu'il ne reviendra plus au pouvoir qu'à la condition d'y remplir la première place. Le duc de Wellington se le tint pour dit : lorsque le bill de réforme fut voté, il prévint d'avance ses amis que, la chambre des communes étant devenue le pouvoir prépondérant, le premier ministre devrait désormais appartenir à ce corps. C'est en cette qualité que sir Robert Peel passa dans le court ministère de 1834. Tant que les tories sont demeurés dans l'opposition, sir Robert Peel a rempli, avec un ascendant qui ne souffrait pas de contesta-

tion, le rôle de chef de parti. Il disait dès-lors, en raillant le ministère whig, souvent condamné à voir ses mesures complètement remaniées par les chambres, que, quant à lui, il ne garderait pas une minute le ministère, du moment où les réalités du pouvoir lui échapperaient. Il tint sa parole en 1838 à l'égard de la couronne, lorsque, pendant la crise ministérielle suscitée par le bill de la Jamaïque, il mit pour condition à sa rentrée au pouvoir le renvoi des dames d'honneur de la reine : il vient de la tenir deux fois de suite cette année contre ses amis, on sait avec quelle fière énergie, en les forçant à rétracter leurs votes coup sur coup.

Telle est donc la situation du parti tory, que, dénué d'un symbole commun qui serve de garantie solidaire à tous les intérêts qu'il renferme, il voit ces intérêts abandonnés et comme suspendus à la discrétion, au pouvoir arbitraire du chef qu'il s'est choisi. « A la faveur d'un tel état de choses, dit M. d'Israeli, les chefs peuvent bien faire servir leur position élevée à obtenir du pouvoir pour leur satisfaction personnelle, mais il est impossible d'assurer à ceux qui les suivent ce qui doit être après tout la grande récompense d'un parti politique, à savoir la réalisation de leurs opinions. » On conçoit, dans une situation semblable, l'anxiété des intérêts qui se croient menacés, l'inquiétude et les murmures des esprits remuans qui sentent leur activité paralysée et leur initiative enchaînée. On comprend que ces esprits recherchent des principes communs qui planent sur les chefs comme sur le parti, et qui soient à la fois pour celui-ci une garantie d'indépendance et un gage de sécurité.

C'est là précisément la préoccupation qui anime les intelligences distinguées réunies dans le groupe de la *jeune Angleterre*. Sont-elles avancées dans leur poursuite? ont-elles trouvé les vrais principes du torysme? Nous posons ces questions sous forme dubitative, parce que nous croyons que plusieurs au moins des membres de la *jeune Angleterre* n'acceptent pas *Coningsby* comme l'expression de leur pensée, et sincèrement nous les en félicitons : par la légèreté flottante et le vague contradictoire de ses conclusions, que met en saillie le ton prétentieux et vain dont elles sont jetées, *Coningsby* ne pourrait manquer de nuire à la considération politique de la *jeune Angleterre*.

Comment concevoir en effet que M. d'Israeli, qui accuse avec tant de sévérité sir Robert Peel de livrer les intérêts de ses amis, qui lui reproche l'incertitude de sa politique, émette lui-même sur les principales questions qu'il effleure des opinions directement opposées aux principes et aux intérêts jusqu'à présent connus et avoués du torysme?

Est-ce la politique commerciale de sir Robert Peel qu'il réprouve, lorsqu'il est lui-même contraire au régime restrictif? En matière religieuse, il se déclare contre cette intolérance qui a tenu pendant si long-temps et qui tient encore sur plusieurs points les catholiques et les dissidens dans un état d'infériorité politique. Il demande, dans l'intérêt de l'église, dit-il, la rupture du *Church and State*, la séparation de l'église et de l'état. Jusqu'à présent, cette séparation me semble avoir été réclamée par les dissidens et par les catholiques bien plus que par les tories; il me semble que c'est en défendant avec une grande élévation de pensée la thèse contraire que M. Gladstone a acquis, par son livre *the Church in its relations with the State*, cette position dans son parti qui l'a conduit de si bonne heure aux premiers emplois. Des paroles comme les suivantes peuvent être dictées, je veux le croire, par un intérêt sincère pour l'église d'Angleterre : « Les seules conséquences de l'union actuelle de l'église et de l'état sont, dit M. d'Israeli, du côté de l'état une intervention continuelle dans le gouvernement de l'église, du côté de celle-ci la désertion des seuls principes sur lesquels peut être établi le gouvernement de l'église, et par l'influence desquels l'église d'Angleterre pourrait redevenir universelle. Tant que l'église est gouvernée par ses principes véritables, ses biens sont les biens du peuple. L'église est le milieu par lequel les classes méprisées et dégradées ressaisissent avec l'égalité naturelle les droits et la puissance de l'intelligence; c'est elle qui, aux heures les plus sombres de la tyrannie normande, a fait un primat d'Angleterre du fils d'un colporteur; c'est elle qui a placé Nicolas Breakspear, un paysan du Hertfordshire, sur le trône des Césars. » Sir Robert Inglis accepterait-il ce langage, qui respire si évidemment un hommage et un regret adressés au catholicisme romain? Il est permis d'en douter. Il est plus douteux encore que les membres actuels de l'église établie voient un défenseur dans M. d'Israeli, lorsqu'il ajoute avec vérité, j'incline à le penser, mais avec la vérité qu'ils sont habitués à trouver dans la bouche de leurs plus décidés adversaires : « L'église ferait maintenant d'aussi grandes choses, si elle brisait l'union dégradante et tyrannique qui l'enchaîne. Vous auriez encore des fils de paysans pour évêques d'Angleterre, au lieu d'hommes qui n'ont d'autre titre à cette dignité sacrée que d'être les rejetons besogneux d'une aristocratie factice; hommes d'une ignorance grossière, de mœurs désordonnées, d'insatiable avarice, qui ont déshonoré le nom épiscopal et profané l'autel. De nos jours, un prêtre n'est pas regardé comme un digne successeur de ceux qui ont écrit les Évangiles, s'il n'a pas édité une pièce grecque, et le disciple de saint Paul

doit aujourd'hui avoir été au moins gouverneur d'un jeune noble qui a pris un degré! Étonnez-vous que l'église ne soit pas universelle : il faut que ses principes soient indestructibles pour avoir, quoique si faiblement pratiqués, conservé le corps désorganisé qui survit encore. » La solidarité qui lie l'aristocratie anglaise à l'église établie est-elle plus violemment attaquée par les radicaux ou les catholiques d'Irlande que dans le morceau suivant? « C'est dans la spoliation de l'église (M. d'Israeli ne peut parler ici que de l'église dépouillée par Henri VIII) que nous devons chercher la cause première des exclusions politiques et des restrictions commerciales parmi nous. Ce pillage impie créa une aristocratie factice, tremblant toujours d'être forcée de rendre son butin sacrilége. Pour prévenir cette restitution, elle se réfugia dans le *religionisme* politique; exploitant les inquiétudes de conscience ou les pieuses fantaisies d'une partie de la population, elle en fit sortir des sectes religieuses. Ces sectes devinrent, sans s'en douter, les gardes prétoriennes de tant de domaines mal acquis. C'est à leur tête que cette aristocratie a toujours continué depuis à gouverner le pays. C'est à leur tête qu'elle a renversé des trônes et des églises, changé des dynasties, reconstruit des parlemens, ravi à l'Écosse ses franchises et confisqué l'Irlande. » Avec de telles idées, et nous n'en contestons pas la justesse, il est difficile de comprendre que M. d'Israeli ne vote pas avec M. Ward et les whigs sur la question de l'église d'Irlande, je comprends encore moins que M. d'Israeli affiche la prétention de replacer le torysme sous la sauvegarde de ses principes traditionnels, et ce qui me paraît tout-à-fait inexplicable (par la logique, veux-je dire), c'est que ce soit M. d'Israeli qui accuse sir Robert Peel de livrer les intérêts du torysme.

Il y aurait vraiment de la cruauté à pousser sérieusement l'auteur de *Coningsby* sur les généralités nébuleuses qu'il a l'air de prendre pour des idées sublimes, destinées à régénérer la politique anglaise. Je ne compte pas cette bizarre et cabalistique exposition de l'influence secrète et universelle de la race hébraïque, qui nous montre des juifs jusque chez les jésuites : il y a là une préoccupation personnelle que le nom de M. d'Israeli explique au besoin; mais l'une des révélations les plus remarquables de ce genre est le panégyrique de la jeunesse qu'il place dans la bouche de ce juif Sidonia, auquel il fait traverser son roman avec la solennité mystérieuse d'un prophète. M. d'Israeli croit-il enrichir le monde d'une découverte, lorsqu'il rappelle que tous les hommes de génie ont accompli leurs plus grandes œuvres durant les puissantes années de la jeunesse, qu'Annibal et Na-

poléon avaient conquis l'Italie à vingt-cinq ans, que Richelieu était ministre à trente-un ans, que Bolingbroke et Pitt l'étaient avant vingt-quatre, qu'Innocent III et Léon X ceignaient la tiare dans leur trente-septième année? Cette énumération fera toujours battre de jeunes cœurs : elle n'allumera jamais le génie là où ne brûle pas l'étincelle divine. N'est-elle alors qu'une épigramme contre les ministres actuels de l'Angleterre? Je doute que le coup porte juste : des hommes comme lord Stanley et M. Gladstone ne peuvent-ils pas être comptés parmi ceux qui sont parvenus de bonne heure à une distinction élevée? Sir Robert Peel avait à peine dépassé sa vingtième année qu'il était déjà dans les grandes affaires, et pour attacher son nom à une des mesures législatives qui ont eu le plus d'influence sur la situation économique de l'Angleterre, la reprise de la circulation métallique, il n'avait pas attendu d'avoir l'âge auquel M. d'Israeli a écrit *Coningsby*.

Une pensée semble surtout préoccuper M. d'Israeli, c'est la nécessité de rétablir l'ascendant individuel, l'autorité des grands talens et des grands caractères, pour l'opposer aux influences de castes qui se partagent l'Angleterre. Suivant lui, l'Angleterre se trouve placée aujourd'hui dans l'alternative d'appartenir ou à ce qu'il appelle mystiquement l'*infidélité politique*, — il désigne ainsi le parti conservateur, — ou au parti réformiste, qu'il qualifie de secte destructive. Pour échapper à ce sinistre dilemme, il ne voit qu'un moyen, et il paraît que c'est à ses yeux le dernier mot de la *jeune Angleterre :* ne pas abandonner la puissance aux classes, restaurer la prépondérance de la couronne, le seul pouvoir, dit-il, qui n'ait aucune sympathie exclusive. Or si M. d'Israeli ne veut pas, et il l'assure, abolir les formes parlementaires, que pense-t-il obtenir par de pareils vœux en faveur de l'influence de la royauté? Ce ne sont pas des paroles qui créent des influences de cette nature, c'est la force des choses : elles ne se donnent pas, elles se conquièrent. Je m'explique ici la pensée de M. d'Israeli : M. d'Israeli est effrayé des obstacles qui entravent le chemin du pouvoir, lorsque le pouvoir est le prix de la lutte des intérêts et des influences collectives; il croit que la fortune des hommes de talent serait plus assurée, confiée à l'autorité d'un souverain intelligent, que livrée aux chances des combats du sénat ou du forum. Pour que M. d'Israeli et ses amis s'abandonnent à cette illusion, il faut que les difficultés auxquelles leur ambition s'est heurtée aient singulièrement obscurci à leurs yeux les leçons de l'histoire. La *jeune Angleterre* professe pour le souvenir des Stuart une sorte de dévotion : quels modèles de discernement lui offrent Jacques Ier et le roi martyr dans le choix de leurs

favoris! S'il y a eu dans les temps modernes et dans les monarchies absolues un grand roi, c'est bien certainement Louis XIV; et si les partisans de l'ascendant royal veulent citer un grand souverain s'appuyant sur un grand ministre, ils ne sauraient rappeler un plus bel exemple que Louis XIV et Colbert. Pourtant Colbert fut légué pour ainsi dire à Louis XIV par Mazarin, dont il avait été l'homme d'affaires; et à quel prix l'illustre contrôleur-général acheta-t-il l'exercice de l'autorité? Ceux qui, ayant le bonheur de vivre sous un gouvernement libre, flétrissent à leur aise les compromis d'intérêt dont on y paie le pouvoir, seraient plus reconnaissans pour les institutions qui les régissent, s'ils daignaient étudier l'histoire des monarchies absolues. Ce Colbert, qui relevait nos finances ruinées, qui donnait à Turenne l'argent que Turenne transformait en conquêtes et en gloire, qui, en quelques années, créait magiquement à la France, auparavant sans escadre, une flotte de cent vaisseaux de ligne, qui fondait notre industrie et notre commerce, qui fertilisait notre littérature par ses nobles générosités; ce Colbert eût été heureux s'il n'avait été obligé de payer la faveur de Louis XIV que par les magnifiques prodigalités de Versailles : c'est par d'autres services encore qu'il se recommandait à son roi; c'est lui qui alla violemment arracher une première fois au cloître et au repentir Mlle de La Vallière, et je lisais dernièrement une lettre où Louis XIV, entre autres ordres de conséquence, l'avertissait, de l'armée, qu'il eût à faire peindre en vert la volière de Mme de Montespan. Auprès de ce même Louis XIV, voyez l'origine de la fortune de Chamillart, introduit, par sa force au billard, à la cour, et pour avoir fait la partie du roi, trouvé digne par lui de porter le double héritage de Louvois et de Colbert! M. d'Israeli n'aurait pas plus de raison d'appréhender que le talent pût être garrotté et rendu stérile dans la personne d'un roi par le mécanisme des institutions représentatives : cette sublime union des qualités de l'intellignce et du caractère qui forme le génie prend et prendra toujours son niveau, quelles que soient les conditions où elle puisse être placée, et il ne faudrait rien comprendre à la nature des vraies supériorités pour s'imaginer qu'une couronne constitutionnelle pût les condamner à une irrémédiable impuissance. Le gouvernement représentatif ne donne des maires du palais qu'aux princes que leurs facultés n'élèvent pas au-dessus du rôle de rois fainéans : l'histoire contemporaine en fournirait au besoin d'éclatans exemples. M. d'Israeli n'a pas à craindre que la royauté soit honteusement subjuguée en Angleterre par ces influences aristocratiques qu'il compare à la tyrannie du patriciat vénitien. Au temps même où l'aristocratie

y avait le plus de prépondérance, George III n'a-t-il pas fait prévaloir la volonté royale pour le mal comme pour le bien de l'Angleterre, dans la guerre de l'indépendance américaine comme, en 1784, lorsqu'il appela Pitt au ministère, malgré la chambre des communes? Que la couronne se pose sur une tête puissante, elle n'aura pas de peine, tout en respectant les institutions représentatives, à s'emparer de cet ascendant dont la supériorité intellectuelle suffit à investir, au sein même d'une société aristocratique et vieillie, un jeune homme tel que William Pitt ou le fils d'une cantatrice, comme George Canning.

M. d'Israeli est partisan déclaré de cet ascendant individuel; il prête à son banquier Sidonia et à Coningsby le culte des hommes qui personnifient en eux de grandes causes, de grands intérêts, et qui, pour commander l'admiration après leur mort, ont impérieusement assujéti, pendant leur vie, à leurs desseins et à leurs résolutions, leurs amis, leurs ennemis et la fortune. Or, par une de ces contradictions choquantes dont fourmille *Coningsby*, M. d'Israeli fait précisément un crime à sir Robert Peel de la domination qu'il a acquise et qu'il exerce sur le parti tory. M. d'Israeli croirait-il justifier son inconséquence par la boutade, suivante obliquement dirigée contre le *leader* actuel de la chambre des communes? « Mettez, dit-il, à la tête d'un parti un homme qui inspire l'enthousiasme, il commandera au monde entier. Faculté divine! rare et incomparable privilége! un chef parlementaire qui le possède double sa majorité; celui qui n'en est pas investi a beau s'envelopper d'une réserve étudiée, et affecter avec une arrogance sans dignité une hauteur maladroite, il n'en sera pas moins aussi éloigné de gouverner l'esprit que de captiver les cœurs de ceux qui le suivent en murmurant. » Je craindrais de ne pas éviter moi-même le ridicule, si je m'arrêtais sérieusement à ces puérilités : je les indique, seulement pour montrer quels beaux prétextes certains tories, fatigués de l'ère des hommes d'état financiers et économistes, des *tradesmen*, comme ils disent avec mépris, sont obligés de donner à leur mécontentement. J'estime encore assez l'esprit politique de M. d'Israeli pour être persuadé qu'il ne regarde pas lui-même la faculté magnétique d'inspirer l'enthousiasme comme une vertu indispensable dans un grand homme d'état. Il saurait bien citer lui-même plus d'un éminent politique à qui elle a manqué tout-à-fait. M. d'Israeli n'ignore pas que l'enthousiasme ne va pas à toutes les situations, et que cette émotion ardente ne peut être produite que dans ces crises extraordinaires où les évènemens qui se précipitent soulèvent les passions exaltées. Sans lui supposer l'admiration qu'éprouvait Machiavel pour César

Borgia, je suis sûr que M. d'Israeli admire des hommes d'état qui ne sauraient lui inspirer d'enthousiasme, ceux, par exemple, qu'il range lui-même dans la famille des Ulysse.

Je disais que le mérite de *Coningsby*, au point de vue politique, est de soulever une de ces questions qu'il suffit de poser pour mettre une situation en lumière. On sait maintenant de quelle manière le livre de M. d'Israeli atteint ce résultat; il éclaire la position du parti tory précisément par les solutions qu'il ne donne pas. Certes à l'amertume des reproches qu'il adresse à la politique de sir Robert Peel, à la vivacité avec laquelle il attaque la tactique du parti conservateur, il semble que si quelqu'un était intéressé à découvrir et à promulguer les principes fondamentaux du torysme, c'était M. d'Israeli. Un parti se compose avec des forces et des intérêts avant de se créer des principes. M. d'Israeli prétend que la politique de sir Robert Peel déserte et livre les intérêts de son parti; pourquoi? parce qu'elle est, suivant lui, une politique de tâtonnement, parce qu'elle ne se retrempe pas dans les principes. M. d'Israeli a l'air de poursuivre ces principes, et il arrive que ses découvertes, si elles sont sincères, imposent aux intérêts coalisés dans le parti conservateur des sacrifices bien plus cruels que ceux que sir Robert Peel leur demande. Un ami de l'auteur de *Coningsby*, voulant le peindre d'un trait, a écrit que ses sentimens sont tories et ses pressentimens radicaux. Les opinions ambiguës et contradictoires de M. d'Israeli ne pouvaient être mieux définies que par un jeu de mots. Mais dire de l'homme qui attaque sir Robert Peel parce qu'il ne le trouve pas assez conservateur à son gré, que ses pressentimens sont radicaux, est une manière imprévue de le recommander aux tories. Les plaintes de certains tories contre l'illustre baronnet sont donc dénuées de justice; le parti conservateur, ceux même qui ont la prétention de le mieux servir le déclarent, doit s'attendre à voir s'écrouler peu à peu et se transformer les priviléges sur lesquels il s'appuie. Chercher dans des idées abstraites une sanction chimérique à ces priviléges serait un effort superflu. Le parti conservateur doit bien plus se préoccuper de conduite que de théorie. L'important pour lui, c'est de ralentir le plus possible le mouvement qui le presse, c'est de ne proportionner les concessions qu'à la mesure prescrite par la nécessité des circonstances; c'est d'opérer, avec le moins de secousses possible, une transformation inévitable, mais qui, dirigée avec imprudence et précipitation, pourrait entraîner des froissemens douloureux et mettre des intérêts nationaux en péril. La grande affaire du parti conservateur au gouvernement est donc une question de tactique; cette question

ne peut être sûrement résolue que par des hommes placés à ce point de vue supérieur d'où l'on découvre la résultante de tous les courans d'intérêts qui s'entrechoquent dans une société, d'où l'on peut établir, sur les complexités du présent que l'on embrasse tout entier, cette règle de proportion si difficile, si délicate, que les gouvernemens ont la mission de résoudre chaque jour entre le passé et l'avenir. Si une tâche semblable doit surtout être confiée au coup d'œil, à la prudence, à l'habileté pratique d'un seul homme, parmi les hommes politiques de l'Angleterre et du parti conservateur, qui est plus digne de la remplir que sir Robert Peel? Qui possède à un degré plus élevé, plus complet, les qualités de tacticien consommé et l'intelligence éprouvée des intérêts pratiques de l'Angleterre? Jusqu'à ce que M. d'Israeli et les mécontens aient signalé un autre nom, il faudra bien qu'ils permettent à leur parti de dire avec lord Monmouth : *Peel is the only man.*

Pour juger ainsi le rôle naturel d'un gouvernement conservateur en Angleterre, nous ne croyons pas condamner à l'oisiveté les intelligences jeunes, actives, généreuses du parti tory. Convaincus de la nécessité de la politique sagement progressive de sir Robert Peel, nous croyons qu'une mission grande et haute s'offre aux hommes d'avenir du torysme, à la *jeune Angleterre* elle-même. La *jeune Angleterre* ne saurait songer sans folie à renverser le ministère actuel, mais elle peut travailler avec honneur à agrandir les idées de son parti et à en élever les tendances générales. La *jeune Angleterre* n'a et ne peut guère avoir encore que des intentions : des intentions ne suffisent pas pour mener le gouvernement d'un pays; mais lorsqu'elles sont nobles, lorsqu'elles joignent pour auxiliaires aux qualités du cœur les facultés cultivées de l'esprit, elles peuvent acquérir, en se développant, une puissante influence sur la vie morale d'une société. Il semble aujourd'hui que le progrès, l'activité, l'ardeur ascendante, soient du côté du torysme. Depuis le bill de réforme, les whigs, dont la faiblesse politique a si souvent trompé le bon vouloir, ont vu leurs rangs s'éclaircir chaque jour; le radicalisme utilitaire et philosophique a perdu son influence sur les masses; la sécheresse de ses doctrines économiques, plus favorables aux intérêts des chefs d'industrie qu'au bien-être immédiat des classes pauvres, lui enlève toute chance de popularité sérieuse. Or, tandis que l'initiative semble échapper au parti industriel et réformateur, deux mouvemens, un mouvement philanthropique et un mouvement religieux grandissent au sein du torysme. Par l'un, à la tête duquel s'est placé lord Ashley, une fraction nombreuse du parti tory cherche à prendre le patronage des classes pauvres, à contrôler dans un intérêt d'hu-

manité et à modérer dans un intérêt politique les excès de l'industrie; l'autre est la tentative entreprise par l'école d'Oxford pour rétablir les vrais principes du christianisme et pour ranimer le sentiment religieux au point de vue et dans l'intérêt de la haute église. Les membres les plus distingués de la *jeune Angleterre* secondent avec ardeur cette tendance. Les progrès rapides qu'elle fait au sein du torysme contribueront sans doute à y effacer les préjugés barbares dont les catholiques sont encore victimes, ils aideront peut-être un jour à aplanir les difficultés de l'Irlande. La promesse que sir Robert Peel faisait la semaine dernière, aux applaudissemens de M. Sheil, de s'occuper de la formation d'une université catholique en Irlande, les paroles bienveillantes avec lesquelles lord John Manners s'est empressé de l'en féliciter, nous confirment dans cette espérance. Les hommes de la *jeune Angleterre*, en suivant cette double voie, peuvent préparer au torysme cette réserve d'idées justes et généreuses qui fécondent et élèvent les grandes opinions; c'est pour eux la meilleure manière de servir leur parti et leur pays, leur ambition et leur renommée. Mais si, perdant de vue ces nobles intérêts, la *jeune Angleterre* se laissait entraîner dans une guerre personnelle et acerbe contre sir Robert Peel, si elle se plaisait au jeu périlleux des crises ministérielles, au lieu d'acquérir la considération d'une école sérieuse et pleine d'avenir, elle ne laisserait dans l'histoire contemporaine que le souvenir d'une mesquine et puérile intrigue.

Tout-à-fait désintéressés dans ces questions, que nous croyons pouvoir par cela même apprécier avec impartialité, tels sont les enseignemens que nous tirons de *Coningsby*. Nous présumons qu'au fond notre manière de voir ne diffère pas de celle des principaux membres de la *jeune Angleterre*. Peut-être M. d'Israeli accusera-t-il la sévérité du jugement que nous avons porté à regret sur *Coningsby*. Je dis à regret : car les distinctions réelles de M. d'Israeli, la reconnaissance que je lui garde des sentimens dont il témoigne pour la France, me font déplorer la violence et l'amertume qu'il a mises lui-même dans des attaques qu'il a complètement échoué à justifier. Après dix-sept années consacrées aux travaux littéraires ou aux affaires publiques, et pendant lesquelles son esprit eût dû acquérir en maturité ce qu'il gagnait en qualités agréables, j'aurais, pour ma part, sincèrement souhaité qu'il eût préservé sa conduite politique des témérités emportées dont il dépeignait lui-même les fièvres, et dont il racontait la triste catastrophe dans *Vivian Grey*.

E. Forcade.

TH. JOUFFROY.

MÉLANGES POSTHUMES.

Il s'est écoulé plus de deux ans depuis que nous avons perdu M. Jouffroy. Loin de s'être effacée, sa mémoire a grandi, et son nom est cité chaque jour avec plus de respect; il devient une autorité. Rien là ne doit surprendre; c'était l'infaillible, mais unique consolation que le temps réservait à ses amis. Dès le jour où il leur fut enlevé, les regrets de tous prouvèrent bien que c'était un coup d'éclat que la mort venait de frapper. Chose heureuse et remarquable, un homme qui n'avait guère parcouru que la moitié de la carrière, qui, par la nature de ses études, la modestie de sa vie, la réserve de son caractère, n'appelait point l'attention si partagée du public, avait obtenu pourtant la réputation solide et brillante dont il était digne. Dans un temps où il se fait tant de bruit qu'il semble impossible qu'un nom soit entendu, s'il n'est répété par les mille porte-voix de la publicité, un philosophe silencieux avait atteint la renommée, donnant ainsi un utile exemple à ceux qui prennent tant de peine pour contrefaire la gloire et réaliser l'oubli, comme à ceux qui se plaignent des jugemens de la mul-

titude et ne croient pas qu'une société tumultueusement démocratique puisse être juste. Jamais, au contraire, il ne fut aussi bon qu'aujourd'hui d'être un homme de mérite; peut-être même le métier est-il devenu trop facile.

Cette rare estime qu'il avait obtenue, M. Jouffroy la devait sans doute à lui-même; mais les regrets excités par sa perte tenaient encore à des causes générales. Il appartenait à la génération qui règne maintenant, et qui, à peu d'exceptions près, s'est emparée de l'opinion et de l'influence. Parmi les hommes éminens qui la guident, c'est un des premiers qui aient disparu de la scène, et cette génération s'est sentie atteinte avec lui. Il était de ceux qui ont contribué à former cet ensemble d'idées et de sentimens qui dominent aujourd'hui là où les idées et les sentimens peuvent encore quelque chose. C'est un des auteurs du présent qu'en lui le présent a perdu, et, pour emprunter une expression de Voltaire, c'est un des *maîtres à penser* de notre temps.

On ne peut en effet le bien juger si on l'isole. Comme tous les hommes supérieurs, il eut son originalité; mais il se ressentit profondément des circonstances au sein desquelles il s'était formé. On n'échappe point à l'influence des évènemens, et l'on naît dans un milieu social que l'ame réfléchit, comme la mer reflète les couleurs du ciel. M. Jouffroy eut l'esprit de son temps, et il réagit sur l'esprit de son temps. Il faudrait donc, pour le complètement connaître, l'étudier seul, c'est-à-dire dans ses ouvrages, puis le considérer parmi ses contemporains ou dans ses rapports avec le monde où il a vécu. Il y a toujours des liens intimes entre la vie d'un philosophe et son système, entre sa philosophie et le génie de son époque.

La philosophie a cessé d'être le nom d'une science universelle. Elle n'oblige plus à connaître tout ce qui se peut connaître, *omne scibile*, comme disait l'école; mais il est certain encore, et il demeurera éternellement certain que, remontant sans cesse aux sources de la connaissance, elle touche à toutes les sciences par leurs principes, et domine en particulier les sciences morales, qu'elle pourrait dans ses jours d'orgueil appeler ses conséquences. Non que des conséquences de cet ordre ne forment par elles-mêmes des sciences dont l'importance et la difficulté réclament au besoin toutes les forces d'une intelligence éminente. L'esprit humain peut s'enfermer dans une partie de son domaine et s'y montrer sublime. Sa grandeur ne se mesure pas à celle du théâtre qu'il a choisi; il y a plus de gloire à gouverner Athènes que la Scythie tout entière. Mais si l'on considère les sciences

morales dans leur liaison nécessaire, on ne peut méconnaître que toutes dépendent logiquement de celle qui s'enquiert des principes du vrai, du juste et du beau, et que celles-là surtout qui traitent de l'intelligence et de la volonté de l'homme relèvent de la philosophie.

A cet enchaînement logique, notre siècle a ajouté le fait d'une influence positive et réciproque. En faisant tomber les barrières de la tradition, il a permis à la philosophie de produire ses conséquences naturelles. La raison libre a dû sortir son plein et entier effet, et il est maintenant peu de choses qui se touchent dans la théorie sans se modifier entre elles dans la pratique. L'intellectuel est devenu le réel, et l'homme fait le monde à l'image de sa pensée. Qui donc voudrait aujourd'hui avoir des opinions spéculatives pour les laisser isolées et stériles dans son esprit, comme l'algèbre ou le sanscrit? Quel homme sérieux voudrait d'une philosophie qui ne se lierait point à la religion, à la morale, à la politique, à la théorie des arts? Il n'y a plus de métaphysique de pure curiosité, et celui qui s'est élevé jusqu'aux principes prétend aujourd'hui redescendre aux applications et projeter la lumière du flambeau intérieur sur les routes où l'entraîne sa destinée: heureux s'il parvient à établir une constante harmonie entre les idées de sa raison et les règles de sa conduite. Pour les individus comme pour la société, le grand effort est en effet de mettre d'accord la science et la réalité, et c'est à cela que tendent nos révolutions.

Cette précieuse unité, l'ambition de tout noble cœur, M. Jouffroy travailla constamment à l'établir en lui-même, et il y parvint autant que le lui permirent et la brièveté de sa vie et les agitations de son ame. Jamais il ne sépara la philosophie de ses nobles et utiles corollaires. Cet esprit méditatif et recueilli s'enferma souvent dans une question spéciale et parut se détacher du reste du monde; mais il ne prononça jamais de vœux irrévocables, et revint sans cesse à ces généralités pratiques qui, mieux encore que de pures idées, constituent les opinions réelles d'un homme ou d'une époque. Ce ne serait donc pas le faire connaître tout entier que d'exposer ses recherches sur la perception ou l'induction, que d'essayer une analyse, même complète, de ses idées sur l'objet et le rang de la psychologie, que de rédiger un extrait raisonné de tous ses écrits. C'est l'affaire de l'historien de la philosophie; nous aimerions mieux tracer l'histoire du philosophe, non pas une biographie cependant, les élémens n'en sont pas dans nos mains, mais un tableau successif du développement de ses opinions. A l'intérêt d'un tel récit, quand il s'agit d'un homme distingué, se joindrait l'intérêt plus vif encore qui s'attache à la formation de l'esprit gé-

néral d'une époque dont M. Jouffroy fut un des plus dignes représentans.

Il était né vers la fin du dernier siècle; il avait été élevé dans les croyances chrétiennes et dans les sentimens patriotiques, dont l'union trop rare se retrouve encore au sein des modestes populations de quelques-unes de nos provinces frontières. Aussi les montagnes de la Franche-Comté lui sont-elles toujours restées chères comme le berceau de son enfance, et comme l'asile où il s'était formé au pieux amour du devoir et de la liberté. L'esprit de sa patrie et de sa famille l'animait encore tout entier lorsqu'il vint à Paris pour entrer à l'École normale.

C'était vers la fin de l'empire (1813). Quel temps pour le premier éveil d'une noble intelligence!

On se plaint amèrement de l'état des esprits. La critique gémissante est à la mode, et, s'il en fallait croire la société actuelle sur la valeur de ses œuvres et de ses idées, la tristesse devrait le disputer à l'effroi, une grave maladie morale aurait atteint le monde. Mais quoi! ces lamentations sont-elles si neuves qu'elles doivent beaucoup nous troubler? n'est-ce pas la redite éternelle de ce que nous entendions, il y a quelque vingt ans? Il est vrai, d'autres bouches alors parlaient ainsi, et ce langage était plus recevable de la part des adversaires que nous avions à combattre. Déplorer le présent convenait de tout point aux représentans du passé, *temporis acti;* mais lorsque aujourd'hui nous nous prenons à les imiter et que nous entonnons le chant funèbre sur le dépérissement des croyances, l'anarchie des intelligences et toutes les calamités à la mode, ne risquons-nous pas d'avoir bien mauvaise grace et de rappeler les Gracques se plaignant de la sédition? Tout n'est pas bien aujourd'hui assurément; qui voudrait pourtant changer de siècle? Le plus grand mal est peut-être dans ce découragement qu'on étale, dans ce scepticisme dont on se vante. Au fond, le monde est moins incrédule qu'il ne dit.

Mais quand l'on se montre si sévère pour le temps présent, qu'aurait-on dit il y a trente ans? Qu'était-ce que l'état des esprits aux derniers jours de l'empire, avant la restauration? Que pensait-on alors? Et qui s'avisait de penser? Et que pouvait-on croire? Quelle grande idée ne passait pas alors pour une chimère? On était revenu de toutes choses, de la gloire comme de la liberté. La politique ne connaissait plus de principes; la révolution avait cessé d'être en honneur, mais ses résultats matériels n'étant pas contestés, elle ne se plaignait pas. La morale se réduisait graduellement à la pratique des vertus utiles; on l'appréciait comme une condition d'ordre, non comme une source

de dignité. La religion, admise à titre de nécessité politique, se voyait interdire la controverse, l'enthousiasme, le prosélytisme. Il paraissait aussi inutile de la discuter qu'inconvenant de la défendre. Une littérature sans inspiration attestait la froideur des esprits, et, par-dessus tout, un besoin de repos, trop motivé par les évènemens, mais aveugle et pusillanime, subjuguait, énervait les plus nobles cœurs. Déçue dans toutes ses espérances, lasse de ses aventureuses tentatives, la raison était comme humiliée.

La restauration vint, et ce ne fut pas sa faute, si elle n'augmenta point le mal. Elle se croyait elle-même un démenti donné à toutes les croyances de la fin du XVIIIe siècle. Elle se présentait comme une leçon pour les peuples, comme une victoire sur les idées modernes. Ce qu'elle trouvait de moins offensant à signifier à son temps, c'est qu'elle le guérirait de ses illusions, et le rendrait sage en lui contestant toutes ses découvertes, en lui supprimant toutes ses créations. Pour se ressaisir de la société française, on lui faisait incessamment son procès. Nous avons été élevés à nous entendre relire tous les jours notre acte d'accusation, et nos prétendus maîtres ne nous enjoignaient que de cesser d'être nous-mêmes. Il fallait, pour leur plaire, tuer en nous, non pas *le vieil homme*, comme disent les théologiens, mais l'homme nouveau.

Des préjugés peuvent être utiles, ils peuvent même être vrais; mais une fois détruits, les vouloir rétablir à titre de préjugés, c'est une entreprise insensée. On ne refait pas de main d'homme l'œuvre du temps. On ne peut ramener les esprits à des vérités méconnues ou délaissées qu'en rajeunissant leur forme, qu'en les délivrant de cette rouille du passé qui les cache et les ronge. L'or d'une médaille fruste peut être fin et pur, la médaille même est précieuse comme monument; cependant elle ne peut plus servir à rien, et il la faut refrapper si l'on veut en faire de la monnaie.

La restauration ne connut jamais ni sa force ni sa faiblesse. Sa force aurait été de se fier au présent, sa faiblesse était de s'en tenir au passé. Si en épousant le pays elle eût adopté ses intérêts et ses sentimens, si, forte de la situation que lui créaient les souvenirs de l'histoire, elle eût en quelque sorte apporté le passé en dot au présent, l'union durerait encore, et elle aurait réussi à remettre en honneur le peu de vérités politiques dont elle avait conservé le dépôt. Il n'en est aucune qu'elle n'ait compromise.

Prenons pour exemple la plus sainte de toutes, la religion. Malgré certaines doctrines philosophiques, elle demeure au moins comme la

forme nécessaire et consacrée des croyances les plus essentielles de l'humanité. Nul esprit élevé ne lui dispute cette inviolabilité historique qui en fait comme une institution perpétuelle. De qui lui refuse la croyance, elle obtient facilement la vénération. Or la contre-révolution se croyait à juste titre des devoirs envers elle. Qu'en voulait-elle faire cependant? Un moyen de gouvernement, un instrument politique, et comme un châtiment de l'esprit du siècle. A l'en croire, Dieu punissait les peuples par les révolutions, et les révolutions par les restaurations. Ainsi le christianisme, qui, dans son vaste sein, devrait recevoir toutes les formes politiques, le christianisme, qui, s'il a des préférences pour quelque régime, en devrait à celui qui tient le plus de compte de la dignité humaine, semblait accepter pour mission de reconstruire toutes les usurpations renversées, toutes les inégalités détruites. Lui qui se glorifie de l'abolition de l'esclavage, on le présentait comme incompatible avec l'émancipation des peuples. On paraissait ne le réhabiliter que comme l'ancien régime de la raison et l'auxiliaire du pouvoir absolu. Telle était la religion pour le système de 1815, quelque chose de périssable comme un gouvernement et de commode comme un moyen de police. En toutes choses, la restauration a imité ce prince de triste mémoire qui, pour retrouver le respect des peuples, allait rouvrir les caveaux de l'Escurial, et qui, rapportant un cadavre du tombeau sur le trône, mettait la couronne sur un front livide, le sceptre dans une main glacée, et croyait ainsi faire réparation à la royauté en rendant ses insignes aux restes inanimés d'une reine au cercueil.

Il n'y avait point de chance de convertir la nation. Cette tentative de remettre debout des préjugés abattus pouvait produire des hypocrites, non des croyans. La France se laissa faire, et non persuader. Sa raison résista, et même elle se développa par la résistance. La lutte lui fut bonne, et lui rendit ses forces en les éprouvant. Mais au début, quand la restauration commençait, qu'on se représente la situation d'un esprit élevé et sérieux, mis à l'épreuve du conflit d'idées qu'amenèrent les évènemens de 1815. N'avait-on pas tout autrement droit alors de se plaindre et de déplorer le désordre des intelligences? Il fallait se défendre contre un double courant d'idées et de passions contraires, résister à deux réactions opposées qui s'appelaient l'une l'autre, et choisir entre elles deux la bonne voie avec discernement et résolution. Pense-t-on qu'il fût alors si doux et si aisé de faire un choix, de dégager la vérité de tout ce que les souvenirs, les ressentimens et les préjugés y mêlaient d'altération, de profiter enfin de l'expérience de

tous, sans se laisser aller au scepticisme, fruit le plus ordinaire de l'expérience?

C'est le tableau des perplexités de cette situation que nous présenterait l'histoire des premiers jours de la jeunesse de M. Jouffroy. Nous l'avons dit, il était né dans une famille de mœurs simples et sérieuses : il avait sucé avec le lait ces principes de morale et de religion que donnent la leçon et l'exemple d'une bonne mère; mais il avait aussi respiré dans ses montagnes l'air des sentimens patriotiques et des idées de la révolution. Deux surtout de ces idées s'étaient profondément enracinées en lui, l'égalité et la nationalité. C'en était assez pour déterminer irrévocablement le parti auquel il appartiendrait un jour; d'ici là, pourtant, il fallait sur tout le reste se faire un avis. Dans les écoles publiques, il avait trouvé l'insouciance de la raison, l'indifférence en matière de théories, résultat à peu près immanquable de l'éducation lettrée et régulière, mais superficielle, que l'empire en déclin avait fini par nous donner. M. Jouffroy possédait une qualité, je dirais presque une vertu d'esprit, qui ne lui permettait pas de suivre le torrent : il ne pouvait être convaincu que par lui-même. Il aimait mieux ignorer que douter, et douter que croire de léger. Comprendre à peu près, savoir à demi, adhérer de confiance, répéter sur parole, tout cela lui était insupportable et presque impossible. Il ne se rendait pas aisément aux opinions communes, dût-il finir par les adopter. Il n'avait pas besoin de penser autrement que les autres, mais de penser comme eux de son chef et en son propre nom. Ce n'est que sur sa propre autorité qu'il souscrivait au sentiment de tout le monde. On pressent combien il dut avoir à faire lorsque, arrivant à la jeunesse, il ne trouva rien de fixe, rien de convenu, et vit tous les sentimens et toutes les passions aux prises, toutes les croyances et tous les principes en question. Cependant il ne se sentait sur aucun point une conviction réfléchie, une conviction qui fût son œuvre, rien, sinon que l'absence de conviction était une faiblesse et une souffrance. La nécessité de tout savoir, de tout approfondir à la fois, se dressait donc devant lui, impérieuse et pressante. C'était quelque chose comme le doute universel de Descartes, sauf que le doute de Descartes était volontaire et accepté triomphalement, parti pris d'un esprit ferme, confiant, téméraire, qui se donne la mission de détruire le monde intelligible, parce qu'il se sent la puissance d'en faire un autre. Une mission analogue venait en partage à M. Jouffroy, mais comme une dure nécessité que lui imposaient fatalement son temps et sa nature, comme un fardeau qui lui tombait sur les épaules. Il devait tout reconstruire dans son esprit,

non pour faire un système, il n'y songeait pas alors, non pour opérer une révolution dans les sciences, il n'eut jamais cette ambition, mais seulement pour savoir que penser, pour donner plus de calme à son esprit et dissiper un malaise intérieur. C'est ainsi qu'il devint philosophe.

Simple écolier, il ne s'était distingué que par les talens littéraires qui s'annoncent dans les colléges; rien ne révélait en lui une autre aptitude. Il savait à peine ce que c'était que la philosophie; seulement, ne trouvant rien dans ses études qui répondît aux désirs de sa raison, rien qui résolût cette question immense et vague qu'il se posait incessamment et confusément : que sais-je et que dois-je penser? il apprit un jour qu'il existait une science dont la prétention était justement de répondre à cette question-là. N'était-ce donc pas ce qu'il cherchait péniblement, ce qui devait lui donner ce qui lui manquait, le guérir enfin et le ranimer? Avant de posséder la science comme un bien, il la salua comme une espérance.

C'était à l'École normale. Ses succès de collége lui avaient ouvert cette école célèbre, plus puissante encore qu'elle n'est célèbre, et dont l'influence aura été grande sur notre temps. Institution singulière qu'on aurait peine à croire une œuvre impériale, si ce n'était un fait historique que la volonté de Napoléon fonda ce séminaire où la puissance de l'esprit de corps devait étroitement s'unir à celle de l'indépendance de la pensée. L'École normale de 1813 ressemblait peu à celle d'aujourd'hui. L'érudition y était faible, et l'étude de l'antiquité plus littéraire qu'archéologique. Au-dessus des lettres elles-mêmes, il y dominait une préoccupation des choses dont les lettres ne sont que l'expression. L'amour du beau dans les arts d'imagination n'y avait que la seconde place, et l'enthousiasme des idées y prenait le pas sur l'admiration du talent. Au spectacle de la chute du colosse impérial, au bruit des débats retentissans que rouvrit la restauration, ces jeunes ames s'émurent, et, à défaut de systèmes arrêtés, toutes les sérieuses pensées assaillirent leur cœur. Dans leur propre sein s'engagea la lutte intestine des opinions qui semblaient se disputer le monde, et si tous ne furent pas dès le premier moment ralliés dans une croyance immuable, ils le furent du moins dans la persuasion commune qu'il y a une idée en chaque chose, des principes pour tout, que le monde matériel, politique, social, n'existe que pour le monde moral, et que tout sur la terre reconnaît la souveraineté de la pensée. Que ce soit l'éternel honneur de M. Royer-Collard d'avoir implanté au sein de l'élite de la jeunesse française cette généreuse foi du spiritualisme

pratique. Sûrement il n'acceptait pas lui-même toutes les opinions qui devaient en sortir; il a toujours volontairement clos en d'étroites limites la liberté native de sa puissante raison; enfin, cet esprit indomptable souffre malaisément la contradiction et la dissidence. Et cependant, lorsqu'il y a trente ans, sous les auspices d'un gouvernement défiant, intolérant par nature, il exerça légalement sur l'enseignement une autorité presque illimitée, il respecta, il protégea dans cette jeunesse qui devait instruire l'autre, et à laquelle il commettait ainsi l'avenir du trône et du pays, l'indépendance intellectuelle, le droit de penser par soi-même et de tout ramener en ce monde sous la loi de la raison en liberté. Je ne connais rien dans sa noble vie d'aussi grand que cela.

M. Jouffroy était tout prêt. Ces premiers dogmes de la croyance qu'il n'avait pas encore, ce rationalisme vague, étaient dans les instincts de son esprit. Cependant tenir la pensée pour la reine du monde, ne reconnaître à la raison de limites que celles de la nature humaine, professer que rien d'extérieur et de visible n'a un droit absolu sur la liberté de l'intelligence, et que nulle autorité n'est légitime si elle ne justifie de son titre, c'est assurément croire quelque chose; mais ce n'est point répondre à toutes les interrogations du cœur, de l'imagination, de la raison même, et il reste encore après cela bien du vide dans l'esprit. On est loin de s'être mis à l'abri des atteintes du doute et des angoisses de l'incertitude; on n'est encore qu'au début des épreuves que toute jeunesse sérieuse a de nos jours infailliblement traversées. Lorsqu'on s'est prescrit de ne penser et de ne croire que par soi-même, on n'a fait encore qu'augmenter la difficulté de penser et de croire. Une phase de scepticisme est donc en ce cas pour chacun la transition inévitable. Ceux qui le nient ne sont pas sincères ou n'ont de leur vie pensé à rien. Ceux qui le dissimulent sont des politiques qui feignent la croyance pour l'imposer ou cachent la vérité dans l'intérêt de la vérité même. C'est une innocente hypocrisie que de prétendre qu'on n'a jamais douté.

Récusons donc tous ceux qui se disent indignés du moindre aveu d'un jour de scepticisme. Que la restauration s'en fâchât, à la bonne heure : elle voulait très sérieusement changer les conditions d'un âge d'examen; elle s'imaginait supprimer l'incrédulité en l'anathématisant, et des esprits censurés lui semblaient des esprits convertis; elle croyait posséder par privilége la vérité toute faite, et se mettait de la meilleure foi du monde au rang des choses sacrées dont on ne dispute pas. Cette prétention lui a mal tourné, et c'est pour s'être érigé en prin-

cipe absolu que son principe a péri. La prétention serait non moins malheureuse et beaucoup plus ridicule aujourd'hui, et aucun pouvoir existant n'a de principe à soustraire à l'examen. Mais si le rationalisme s'applique à tout désormais, le doute universel n'est pas pour cela l'état permanent de cette société; et comme je crois fermement que la vérité a un droit naturel et divin sur la raison, et que la raison est naturellement et divinement apte à la vérité, je regarde la croyance comme le prix de la réflexion, et je vois la foi au terme de l'examen.

Ces considérations nous éloignent moins qu'il ne semble de la jeunesse de M. Jouffroy. Elle a passé par toutes les épreuves; elle a été livrée aux incertitudes inévitables, et sa raison a subi la loi commune, le travail. Le pain spirituel aussi n'est gagné par l'homme qu'à la sueur de son front.

Les études littéraires éclairent l'intelligence, forment le goût, élèvent les sentimens, inspirent l'amour de ce qui est pur et beau; mais aux esprits méditatifs elles ne suffisent pas. Elles ne nous entretiennent pas nécessairement des principes des choses, et laissent beaucoup à faire à celui qu'un impérieux penchant force à se rendre compte de ce qu'il pense. Des armes défensives lui manquent contre les attaques du scepticisme contemporain. Il peut devenir insouciant et frivole; du moins quelque chose n'est pas développé en lui, ce qu'on pourrait appeler la conscience de l'esprit. Les études philosophiques seules comblent le vide. Voilà, pour le dire en passant, le motif qui en fait le nécessaire complément de l'éducation des colléges. Elles donnent pour accompagnement à l'amour du beau l'amour de *son camarade*, le vrai. Elles n'ont point pour but de consacrer tous les hommes à la méditation des problèmes spéculatifs; mais elles font plus que leur donner une teinture de ce que la raison humaine, attestée par ses plus dignes organes, a pensé sur les questions qui touchent de plus près l'humanité. La philosophie des écoles a pour principal avantage d'inculquer à la jeunesse que la raison aussi a des devoirs, parce qu'elle a une loi, la vérité. Sans études métaphysiques, on peut assurément déployer de grands talens comme de grandes vertus; mais la raison demeure sans règles. Il manque à l'esprit des principes; c'est une lacune que rien ne remplit, et dont j'ai vu souffrir, jusque dans l'âge mûr, les meilleurs esprits.

M. Jouffroy demandait beaucoup à la philosophie. Il espérait d'elle la solution de toutes les questions ensemble, car elles s'agitaient toutes autour de lui. En France, quand la controverse s'élève, elle est encyclopédique. Il cherchait dans une science qui renaissait alors l'apai-

sement de toutes les anxiétés du doute et de l'ignorance. Son esprit était exigeant et difficile, son cœur inquiet et troublé, et il invoquait la philosophie au moment où elle se cherchait encore elle-même. Obscures et ambiguës, les réponses de l'oracle ne changèrent point l'état de son ame, état douloureux qu'il a décrit dans quelques pages vraiment éloquentes, que toutes les sortes de fanatismes ont à l'envi défigurées (1). Un fragment où il raconte ses débuts dans l'étude de la philosophie, où il retrace avec beaucoup de sagacité et de chaleur ces premières épreuves de la raison, bien connues de quiconque prend au sérieux les idées et s'inquiète de la vérité, a été publié depuis sa mort, et dans cette confession, qui rappelle à la fois saint Augustin et Rousseau, l'esprit de parti a cherché des armes contre lui, contre ses amis, contre l'Université, contre la philosophie. Aveux étranges en effet! révélation monstrueuse! Quoi! M. Jouffroy à vingt ans n'avait pas ses croyances arrêtées! M. Cousin presqu'au même âge n'était point parvenu à enseigner une philosophie complète et définitive. L'École normale était l'asile d'esprits consciencieux et ardens qui cherchaient péniblement la foi et la science! Enfin il paraît prouvé que la philosophie est une initiation laborieuse à la vérité, et qu'elle a comme l'humanité, comme le monde, des problèmes qui accablent et tourmentent l'intelligence! Voilà, certes, un beau sujet d'étonnement, et jamais l'indignation ne fut plus légitime!

Parlons aux hommes sincères et sérieux. La philosophie n'est point une inspiration soudaine, ce n'est point l'œuvre d'un jour, mais l'acquisition lente de la vérité par la raison. C'est la pensée recherchant sa nature, retrouvant ses lois, raffermissant ses bases et s'élevant par degrés à la possession réfléchie de la science. Or cette science ne suffit qu'à celui qui en a tout à la fois reconnu les fondemens et les limites, et qui, sans être plus troublé de ses lacunes qu'ébloui de ses lumières, accepte les immuables conditions de l'esprit humain, et n'exagère ni la confiance dans ce qu'il sait, ni la résignation à ce qu'il ignore. Comme l'homme de la grace, l'homme de la raison a tout ensemble sa dignité et son humilité; l'union de la connaissance et de l'ignorance est en une certaine mesure le terme nécessaire de la philosophie comme de la religion. Seulement le philosophe s'abaisse sous la volonté de Dieu telle que sa propre nature la lui manifeste, et le chrétien sous la volonté de Dieu telle que la lui révèle une autorité extérieure.

(1) *De l'Organisation des sciences philosophiques*, seconde partie. — *Nouveaux Mélanges philosophiques*, p. 111.

La philosophie, pour M. Jouffroy, se personnifia d'abord dans M. Cousin. Bien que l'un et l'autre, aux yeux de la multitude, représentent la même école, et que le premier ait été le disciple du second, des différences éclatantes les séparent. La philosophie, pour M. Jouffroy, semble n'être que l'esprit humain s'étudiant lui-même; pour M. Cousin, le génie de l'humanité étudié dans son histoire.

Cependant l'origine des deux doctrines est commune. Depuis Descartes, la clé de toute science philosophique est la réflexion prise au sens propre et rigoureux, c'est-à-dire la pensée réfléchie sur la pensée; c'est ce qu'on appelle, en langage d'école, le point de vue psychologique, et en psychologie la conscience ou le moi. C'est par ce procédé suivi à la manière des Écossais que M. Royer-Collard, mettant en cause tous les systèmes modernes, pensait leur avoir victorieusement intenté un procès de tendance au scepticisme. Aux hypothèses érigées par quelques-uns en principes, il avait substitué le sens commun, éclairé et légitimé par l'observation rigoureuse des phénomènes de conscience. C'est sur cette base que devait s'élever l'édifice ou modeste ou magnifique de la science. C'est cette première pierre qui devait supporter le Parthénon, soutenir le Capitole, ou rester l'humble borne, appui de la pauvreté souffrante et nue.

M. Jouffroy médita long-temps assis sur la pierre. Son esprit circonspect s'en tint long-temps à un seul point de la philosophie, et c'était le point de départ. M. Cousin avait bien fortement aussi appuyé sur ce premier pas, il est le grand promoteur parmi nous des méthodes psychologiques; mais enfin, le terrain solide une fois trouvé et mesuré, il y posait le pied et s'élançait dans toutes les voies où marche la raison humaine; le flambeau de la critique à la main, il éclairait jusqu'aux nuages voisins des cieux. Son jeune émule au contraire paraissait vouloir s'en tenir au premier pas. Jamais il ne croyait avoir consacré trop d'heures et de soins au principe de la psychologie. Il assouplit donc scrupuleusement son esprit à l'observation de lui-même; il s'enfonça de plus en plus dans cette méditation du moi, sans cependant s'y perdre jamais, et, toujours fidèle à la méthode expérimentale, il poussa la contemplation très loin sans tomber dans l'extase ou dans le mysticisme. C'est un des caractères de l'esprit moderne et occidental que de savoir, en méditant, éviter cet écueil où se sont brisés l'antiquité et l'Orient.

Avec une incomparable patience, M. Jouffroy, pendant de longues années, se contenta de réduire la philosophie à la psychologie, et même à une psychologie plus descriptive encore qu'inductive, et qui

servit à témoigner comme à développer en lui la sagacité de l'observateur et le talent de l'exposition. Il apprit à connaître avec profondeur ce qui se passe en nous, et à le rendre avec une lucidité parfaite. L'intimité du moi est comme la caverne mystérieuse où le Scythe de Platon allait chercher des spectacles inconnus qu'il rapportait ensuite à la clarté du jour.

Cette philosophie certaine, mais bornée, pouvait d'abord paraître un peu stérile. Réduite à ne constater que des phénomènes internes, elle pouvait sur le reste ne produire que le doute. Les sceptiques ne sont pas tous des téméraires. Le scepticisme fut souvent le fruit d'une dialectique hardie qui se joue du naturel et du vraisemblable; mais il naît quelquefois chez les modernes d'un excès de prudence ou plutôt de timidité. L'abus des méthodes d'observation y peut conduire un esprit profondément expérimental qui constate et ne conclut pas. Cette excessive réserve fut un des caractères de la philosophie naissante de M. Jouffroy, et même à une époque plus tardive, lorsque sa doctrine s'était enhardie, elle conserva des traces de scepticisme (1), elle se contint en-deçà de ses légitimes conséquences; du moins parut-il encore suspendre son jugement, alors même qu'il le suggéra sous la forme d'une irrésistible induction. C'est le fruit de son opiniâtreté à vouloir retrouver à toutes les vérités philosophiques le caractère primitif de faits de conscience, caractère qu'une sagacité ingénieuse ne parvient pas toujours à leur restituer. L'unité et la sévérité de sa méthode l'obligent à des efforts infinis de pénétration et quelquefois de subtilité pour transformer ainsi toutes nos idées spéculatives, et pour enlever sur tous les points aux naturalistes le privilège de la science expérimentale, en faisant de la méthode de Bacon la clé d'une philosophie qui n'est au fond rien moins que celle de Bacon.

Je ne l'ai point entendu dans sa jeunesse, alors qu'il était répétiteur à l'École normale, ou qu'il enseignait la philosophie au collége Bourbon (1819); mais j'ai lu et tous les amis de la science se rappellent son premier ouvrage. C'était une *Introduction* aux *Esquisses de Philosophie morale* de Dugald Stewart (1826). La méthode psychologique y est déjà supérieurement décrite et maniée. Elle est dirigée avec art contre les conclusions excessives de la physiologie appliquée à l'esprit. Pour établir l'existence morale de l'homme, il la montre attestée par des phénomènes non moins certains que tout autre fait d'expérience,

(1) Voyez, dans les premiers *Mélanges*, le fragment intitulé : *du Scepticisme*, p. 200, et dans le premier volume du *Cours de droit naturel*, la neuvième leçon : *Réfutation du scepticisme*.

bien qu'autrement observables que les faits de l'histoire naturelle; et, content de cette première victoire, il s'arrête et semble, après avoir constaté des phénomènes spéciaux, hésiter à leur attribuer un sujet spécial comme eux. L'être spirituel lui paraît plutôt une haute probabilité, et il n'en fonde l'existence que sur une démonstration négative, le néant des preuves du matérialisme. Je sais que c'est déjà plus en dire que tel des pères de l'église; je sais que c'était garder la position prise par Stewart; je sais, enfin, qu'il y avait un peu d'ironie dans ce respect exclusif pour l'observation des phénomènes, ou du moins une condescendance calculée aux prétentions des sciences naturelles. Toutefois, je suis forcé de rappeler que la philosophie a des droits plus étendus, que la raison en elle-même est plus féconde, et j'ajoute qu'il y a loin de ce modeste début aux conclusions rationnelles qu'il saura quelque jour tirer de la psychologie même, lorsque, franchissant les bornes de l'empirisme écossais, il restituera dans la science toutes les vérités sublimes et familières, titres impérissables de la vieille foi du genre humain.

Mais nous ne prétendons pas ici suivre tout le développement de sa philosophie. Contentons-nous d'en dégager les idées fondamentales; peut-être paraîtront-elles bien simples, aujourd'hui qu'elles courent le monde, et l'on aura quelque peine à en reconnaître l'originalité. C'est le sort de tous les esprits d'élite : ils ne font guère que devancer leur temps, et quand leur temps les a rejoints, eux et lui marchent du même pas. Leurs nouveautés de la veille sont devenues vulgaires, et ils pensent comme tout le monde ce qu'ils ont pensé avant tout le monde, car la pensée est de sa nature universelle, et n'a besoin que d'être comprise pour devenir la propriété du premier venu. Le talent seul ne passe jamais dans le domaine public. Heureux donc ceux qui savent à temps donner à leurs conceptions individuelles l'empreinte du talent qui les date et les conserve! C'est une injustice peut-être : les vérités sont de plus haute valeur que l'art tout personnel de leur prêter de l'éclat ou du charme, le beau n'est que la parure et partant que l'accessoire du vrai; mais enfin ainsi sont faits les hommes, il faut leur plaire ou les toucher pour rester dans leur mémoire; ils sont plus sensibles à l'art qui exprime qu'au génie qui invente, et l'éloquence laisse plus de traces que la vérité. Non que la vérité périsse, mais elle devient promptement une idée raisonnable, une opinion reçue, enfin un lieu commun, et la multitude s'imagine qu'on a su de tout temps ce qu'elle ne se souvient pas d'avoir appris.

Voici donc quelles étaient les maximes philosophiques de l'école de

M. Jouffroy. La première vérité de la science comme la première règle de la méthode, c'est que l'observation de soi par soi ou la conscience attentive est la source de la certitude. Tout système est donc faux ou fragile qui ne se fonde pas sur une connaissance exacte de l'esprit humain par lui-même interrogé. Toute métaphysique séparée de la psychologie est hasardée ou suspecte, conséquemment sans autorité légitime. Cependant comme l'esprit humain ne peut trouver que dans la conscience ce qu'il conçoit de lui-même, jamais ce qu'il en conçoit ne saurait être absolument fictif, essentiellement faux. C'est au moins et nécessairement un fait de conscience, et l'erreur n'est pas de l'admettre, mais de l'admettre seul, et d'en exagérer les conséquences ou de le généraliser à l'exclusion de tout le reste. D'où il résulte que le faux n'est que le partiel, ou qu'il n'y a point d'erreur complète. Tout système est un fragment de la vérité. Or, la condition de la connaissance de la vérité étant l'observation qui n'exclut rien, on ne peut apprécier tous les systèmes qu'en les rapportant à l'observatien, ni contrôler l'exactitude de l'observation que par la revue de tous les systèmes. Ils doivent contenir tout ce qu'elle constate; elle doit donner tout ce qu'ils renferment. C'est ainsi que les recherches psychologiques éclairent l'histoire de la philosophie, qui les éclaire à son tour.

De ces deux idées qui se balancent et se répondent, M. Cousin avait saisi l'une comme la plus vaste, et partant celle qui était le mieux à sa mesure. M. Jouffroy sembla préférer l'autre, qui supposait un regard attentif, une vue perçante, toutes les patientes qualités d'un grand observateur. L'un sut tout embrasser, l'autre s'efforça de tout pénétrer, et tous deux contribuèrent puissamment, par des efforts divers, à introduire dans les choses de l'esprit une qualité précieuse et une véritable vertu, l'impartialité; car la science aussi est sœur de la justice.

Mais l'impartialité n'est ni le doute ni l'indifférence. Elle éclaire sans refroidir les nobles esprits, et elle s'allie parfaitement à cette connaissance de la marche générale des choses humaines qui ne permet à aucun de nous l'immobilité. Appliquée aux destinées de l'humanité, la méthode d'observation nous les montre composées des destinées des nations, et celles-ci à leur tour emportent dans leur sein les individus. Les individus ont donc leur part du mouvement universel. Or, ce mouvement, la direction peut nous en échapper quelquefois, mais l'origine en est moins mystérieuse que le but, et elle donne au rôle des individus dans l'action générale les caractères d'une mission. Il n'y a donc point d'indifférence permise, parce qu'il n'y a pas, à parler rigoureusement, d'inaction possible. Cela conduit et oblige en même

temps le philosophe à s'enquérir, à se préoccuper de son temps et de sa patrie. De là, à toutes les époques, le lien nécessaire de la philosophie avec la politique actuelle, et ce lien, par ses principes même, M. Jouffroy ne pouvait ni l'ignorer ni le rompre.

Les hommes marchent sous la loi de leurs idées; ce n'est qu'en seconde ligne que se forment à la suite de ces idées des intérêts et des passions. Ces idées, dans leur développement historique et social, se confondent en une seule ou peuvent se ramener à une seule, celle d'un ordre vrai vers lequel gravite le genre humain. Cet ordre, s'il se réalisait jamais, serait celui d'une justice relativement parfaite, c'est-à-dire qu'il réduirait à ses moindres termes le mal sur la terre, le mal ou tout ce qui dégrade la dignité, restreint la liberté, altère la pureté de l'homme. Cet ordre restera éternellement idéal; mais c'est vers l'idéal qu'il est toujours permis ou plutôt nécessaire de tendre. Nations et individus marchent à ce but, sans prendre toujours les voies les plus droites, sans toujours avancer d'un pas rapide ou sûr. Tout grand mouvement social est un effort qui suppose une résistance; partout et toujours il y a donc lutte, conflit, sous des formes variées, et lorsque des évènemens grandioses et caractéristiques signalent une de ces luttes, on l'appelle, dans son développement régulier, du nom de révolution. Toute révolution qui rapproche soit l'humanité, soit une société, du but idéal, est bonne en soi et mérite la fortune. Ainsi doit se juger la révolution française.

On a tout dit sur le mélange du mal au bien dans les révolutions. La nôtre, jugée même en dehors de ses actes, considérée dans ses systèmes, n'échappe pas à la critique. Elle a payé largement tribut à la faiblesse favorite de l'esprit humain, c'est-à-dire que des idées exclusives l'ont souvent égarée, et cent fois plus exclusifs que les idées sont encore les sentimens de l'homme. Les sentimens exclusifs engendrent les actions iniques. De là les fautes et les excès de la révolution. A elle aussi devait donc s'appliquer la méthode critique qui servait à juger les doctrines, car les doctrines ne sont que les évènemens et les révolutions de l'histoire de l'esprit humain. Après vingt-cinq ans, la révision méthodique des systèmes et des actes politiques, sous la condition d'une fidélité inaltérable à la cause qui ne pouvait cesser d'être la bonne, devait épurer et améliorer en quelque sorte la révolution en la rendant plus impartiale. Une connaissance plus complète des élémens sociaux correspondait en politique à un dénombrement plus exact en psychologie des faits intellectuels, et c'est ainsi que la même méthode

pouvait agrandir et assurer ensemble la pensée du philosophe et celle du citoyen.

On voit comment cette méthode devait conduire M. Jouffroy en métaphysique à un spiritualisme, en politique à un libéralisme, qui ni l'un ni l'autre n'étaient exclusifs. Si l'on veut appeler cette doctrine du nom prodigué d'*éclectisme*, entendons par ce mot la restitution dans la science de tous les faits oubliés, de tous les principes omis, et concevons que dans un tel travail l'esprit s'étende et l'ame se modère sans que la fermeté des convictions et le dévouement à la vérité s'affaiblissent.

C'est au lecteur à décider si la doctrine, dont nous venons de retracer brièvement les procédés et les résultats, n'a point peu à peu, et sous des formes diverses, pénétré dans les esprits, modifié les opinions, influé sur les évènemens, et contribué même à déterminer le caractère de la révolution de 1830. Assurément ceux qui ont, comme M. Jouffroy, concouru avec éclat à la constituer et à la propager, n'ont point confiné leur action dans l'intérieur des écoles. Les traces de leur passage se voient partout sur le sol où nous marchons.

Le jour vint où cette philosophie sortit de l'ombre des classes. A partir de 1820, l'opposition libérale se rajeunit et se fortifia. Des hommes nouveaux, venant la joindre, lui composèrent cette réserve d'ardentes recrues qui devait faire plus tard la force de l'armée du gouvernement de 1830. C'est l'époque où l'intérêt de nos communes idées, je devrais dire de notre commune cause, me rapprocha de M. Jouffroy. L'histoire de la formation des divers groupes d'écrivains qui renouvelèrent alors la presse militante serait intéressante à raconter; une réserve que l'on comprendra ne me permet que de l'esquisser.

La restauration a eu du malheur; elle succédait à un gouvernement qui avait abusé de la guerre et du pouvoir : elle apportait la paix et la liberté, excellentes conditions pour se faire bien venir d'un pays et demeurer populaire; mais elle sacrifia ce double avantage au désir insensé de faire de son avénement le triomphe d'un parti. Elle tenait à honneur de punir la France en la contrariant; elle gâta la paix en froissant le patriotisme, et la liberté en la donnant à regret. Ainsi, de gaieté de cœur, elle jeta les deux plus beaux joyaux de sa couronne au flot des révolutions.

Elle avait l'air de se chercher des ennemis. Elle en avait de tout faits dans les partisans obstinés des gouvernemens déchus; mais ceux-

là, elle pouvait les gagner en ne les outrageant pas, une bonne conduite les devait ramener. Elle y eût échoué, que le temps seul, en éclaircissant leurs rangs, aurait rendu leur hostilité moins redoutable. D'ailleurs les mécontentemens partiels ne prévalent jamais contre les intérêts généraux et permanens, quand ceux-ci sont satisfaits. La restauration n'a pas voulu, et sa chute a pu se prédire dès qu'on a vu ses ennemis de fondation grossis ou remplacés par les générations même élevées à son ombre. Dans toutes les classes, dans toutes les professions, de nouveaux adversaires se rencontrèrent en foule, nulle part plus nombreux et plus formidables que parmi les hommes voués à ce qu'on pourrait appeler le métier de l'intelligence. Après les tentatives plus ou moins malheureuses du carbonarisme, la scène s'ouvrit surtout à ceux qui, sans antécédens obligatoires, sans engagemens de situation, se jetèrent par choix dans les hasards d'une guerre raisonnée contre le pouvoir. La presse devint leur instrument presque unique; la légalité, leur arme et leur abri. Nous tous, qui avons milité dans ces guerres, ne l'oublions jamais, la presse, quoi que nous soyons, la presse nous a faits ce que nous sommes.

Bien que le drapeau fût le même, il y avait plusieurs pelotons dans l'armée. Quelques-uns de nous, d'abord obscurs, inconnus, venus de loin, devaient tout à eux-mêmes. Aucune tradition de famille, aucune situation notoire ne les avait prédestinés à l'opposition active, ils en étaient, parce qu'ils l'avaient voulu, et puisant leur mission dans leur instinct, leur puissance dans leur nature, le temps en avait fait des écrivains politiques. Élevés loin de Paris, ils s'étaient rapidement acclimatés dans ce monde nouveau, en conservant quelque chose de l'énergie d'une éducation rude, sans mollesse et sans distraction. Ils avaient respiré leurs opinions avec l'air vital, et, profondément imbus des sentimens de la France, ils étaient capables de les juger en les éprouvant, et par-là même de les mieux servir et de les régler. C'étaient, par leurs passions, les représentans naturels de cette démocratie impétueuse qui s'était tant égarée, mais par la droiture de leur intelligence ils pouvaient en devenir les modérateurs et presque les maîtres. Contenir l'opinion libérale en la propageant, l'éclairer en la flattant, acquérir à force de sympathie avec le pays le droit de résister à ses emportemens, de redresser ses erreurs par le courage de la vérité, telle était leur puissance et leur but. Esprits étendus, mais positifs, ardens, mais pratiques, suppléant à l'imagination inventive par l'élévation des facultés usuelles à leur plus haute puissance, la politique et l'histoire étaient, de toutes les choses intellectuelles, celles

qui leur allaient le mieux. A cette époque, où comme à nous tous l'expérience leur manquait, ils devaient beaucoup ignorer des personnes et des choses; leurs vues pouvaient être étroites encore que sensées, et ils avaient à redouter cet emportement logique auquel résistent peu les esprits fermes et convaincus. Mais un bon sens supérieur maîtrisait tout en eux, et les systèmes et les passions, tandis que leurs instincts, sincèrement nationaux, les rendaient propres à prendre de l'ascendant sur les masses. Si l'étude et la méditation n'avaient pas encore suffisamment agrandi leurs idées, il était certain que les faits exerceraient toujours un empire décisif sur des intelligences si justes et si vigoureuses. Jamais rien de la réalité ne leur devait échapper. Ils avaient à cœur d'achever l'œuvre effective commencée par nos pères. En eux se devait personnifier quelque jour la révolution, éclairée et non affaiblie par le temps, ayant conservé toutes ses passions et gagné toute sa sagesse.

Ce n'était pas dans les brillantes et mobiles écoles de Paris qu'ils s'étaient formés. Les véritables élèves de ces écoles, ceux qui en continuaient la féconde impulsion, étaient de jeunes hommes dont la science et l'étude avaient assoupli et développé l'esprit, nourri d'abord des croyances et des idées populaires. Déjà les mécomptes de la politique, et l'on pourrait dire de la philosophie révolutionnaire, la curiosité naturelle à des gens lassés des banalités d'une littérature usée, les loisirs laborieux de la paix, l'excitation générale produite par les luttes de principes que la restauration provoquait follement, avaient enfanté un certain nombre d'esprits critiques, mais graves et enthousiastes, élevés et difficiles, tout-à-fait propres à renouveler les goûts et les idées. Après des études approfondies et variées, familiarisés avec l'examen de tous les systèmes sur le vrai et de tous les genres de beau, ces hommes à tendances spéculatives avaient comparé toutes les doctrines à toutes les réalités, et, trouvant peu d'accord, ils étaient naturellement amenés à se refaire des principes sur chaque chose. Leur prétention était de sortir de toutes les routines, et d'ouvrir l'œil et l'oreille aux idées neuves, sans prédilection de parti pris, sans engouement systématique. Politique, littérature, beaux arts, mœurs même, tout les intéressait à la fois, et en tout ils cherchaient la pensée profonde que le vulgaire méconnaît. La nouveauté les séduisait trop peut-être, mais il leur semblait que les revers nombreux de la cause du siècle attestaient de telles erreurs, que c'était le servir que l'éclairer sur lui-même et rajeunir ses idées. D'ailleurs ils prétendaient bien ne rien omettre, ne rien supprimer, et retrouver des raisons inconnues

même pour les vérités communes. Plus rationnels que pratiques, ils pouvaient manquer quelquefois de l'art, sinon d'exciter les intelligences, du moins d'échauffer les ames, et ils semblaient plus faits pour agir sur l'esprit humain que sur l'esprit des hommes. Il y avait en eux ce qui fonde une école plutôt que ce qui forme un parti.

On reconnaissait dans cette partie de la presse opposante l'influence de la philosophie que nous avons décrite, comme dans l'autre partie les traditions améliorées de la révolution française. Des deux côtés étaient de nobles esprits, dont les efforts ont diversement, mais peut-être également, contribué à la formation de la pensée publique. Pour compléter le dénombrement, je devrais citer encore des écrivains qui vinrent d'un nouveau point de l'horizon et s'entendirent avec les uns et les autres. Dans une région sociale différente, des hommes du même âge, appartenant pour le plus grand nombre aux classes élevées par la révolution et l'empire aux fonctions publiques, avaient su se défendre des piéges et des séductions du pouvoir, et, pénétrés des idées et des sentimens contemporains, sacrifier à leurs convictions de faciles avantages. Ils apportaient à la cause plus de connaissance de la scène politique et des acteurs, et comme une expérience anticipée. Moins populaires que les uns, moins originaux que les autres, ils ne pouvaient exercer le même ascendant, ils pouvaient rendre autant de services. Nul n'avait aussi librement qu'eux choisi sa direction, nul ne se rendait mieux compte de son choix. Leur patriotisme moins communicatif n'était ni moins pur ni moins fidèle, et une absolue liberté d'esprit leur donnait une clairvoyante impartialité. C'étaient toutefois des combattans redoutables, car ils avaient vu de près l'ennemi, le connaissaient bien, et l'attaquaient sans colère comme des soldats volontaires qui guerroient par honneur et par goût. Enfans de Paris pour la plupart, ils avaient ce qui est si puissant à Paris, l'arme de la conversation, et ils servaient par elle au moins autant que par leur plume la cause qu'ils avaient embrassée.

Je raconte ce que j'ai vu. De ces trois classes d'écrivains, la première arriva exclusivement par la presse périodique; la seconde, venue presque tout entière de l'Université, passa de l'enseignement à la presse et de l'étude à la controverse. A la tête de l'une, le lecteur aura déjà placé M. Thiers; au premier rang de l'autre, on devinera qu'il faut mettre M. Jouffroy.

Je me rappelle encore les jours où je les rencontrai l'un et l'autre, non pas ensemble, ils ne furent jamais rapprochés, et ceux avec qui je venais formaient comme un intermédiaire entre les deux. Des sen-

tiers divers nous avaient conduits sur le même terrain, et nous travaillions en commun au triomphe des principes dont il nous semblait que la défense devait un jour nous donner le pouvoir en héritage. « Nous sommes la jeune garde, » me disait M. Thiers en 1823.

C'était à l'occasion d'une entreprise qui nous réunit. Un recueil périodique s'était fondé, un moment remarqué, oublié aujourd'hui, *les Tablettes universelles*. Il disparut bientôt, brisé par les difficultés légales qui alors entravaient la presse. Chacun se reprit à chercher de son côté des chances de succès, des occasions de travail. M. Thiers et M. Mignet rentrèrent dans la voie où ils trouvèrent plus tard à créer *le National*. Pour nous, nous fûmes bientôt ralliés autour d'une œuvre qui a laissé quelque souvenir : je veux parler du *Globe*, recueil périodique que M. Dubois et M. Leroux fondèrent vers la fin de 1824.

Je rappelle ce fait parce qu'il fixa décidément M. Jouffroy dans les rangs de la presse militante. L'École normale dominait *le Globe* à son origine; le nom de M. Dubois ne peut laisser à cet égard aucun doute. A cette direction appartenaient MM. Damiron, Trognon, Patin, Farcy, etc., et se rattachèrent M. Ampère, M. Lerminier, M. Magnin, et un peu plus tard M. Sainte-Beuve. Venus d'ailleurs, MM. Duvergier de Hauranne, Duchatel, Vitet, d'autres encore, tempérèrent ce que cet esprit pouvait avoir d'exclusif, par une diversité nécessaire d'études et de goûts. Nous formâmes ainsi un faisceau de critiques qui, je le puis dire sans témérité, exerça dans la philosophie, la littérature et la politique, une véritable influence pendant les cinq dernières années de la restauration.

M. Jouffroy primait parmi nous. Il y avait en lui quelque chose de doux et d'imposant qui nous captivait. Sa raison n'était pas froide, mais calme, et nous nous sentions plus assurés encore de nos convictions quand elles passaient par sa bouche. Il avait là deux fidèles amis à qui son souvenir reste à jamais présent, M. Dubois, qui prêtait à nos opinions la verve d'un talent passionné et l'autorité d'une ferme loyauté, M. Damiron, auteur d'écrits bien précieux, le plus sage de nous tous, le seul sage peut-être, puisqu'il n'a pas cessé d'être heureux, puisqu'il n'a pas cessé de vouer à la science toute son ambition. M. Jouffroy était philosophe par l'esprit et les mœurs; mais son ame était loin d'avoir atteint cette stoïque insensibilité à laquelle aspire, dit-on, la philosophie. Elle recélait une ardeur contenue qui a pu répandre quelques souffrances dans sa vie, mais qui animait d'une manière heureuse la gravité de son talent. On peut en juger encore par ses écrits. Il semble ne s'y attacher qu'à se rendre raisonnable, c'est son travail

évident : toujours il procède par l'observation rigoureuse des faits, jamais il ne trouve assez d'appuis à sa pensée; mais sous les formes sévères de sa méthode se cache ou plutôt se trahit une imagination qui reproduit vivement, si elle ne crée pas. Cette imagination le sert et parfois le séduit *en se cachant de lui* avec plus de soin encore que ne faisait, dit-on, celle de Malebranche. Ce qui se montre dans ses écrits se retrouvait dans sa nature, et il était plus ému des choses que ne le laissait voir la noble tranquillité de sa figure et de son attitude.

On peut relire les fragmens qu'il a écrits pour *le Globe*. Les plus importans ont été recueillis. La raison s'y montre partout sans doute, mais une raison ardente et persuasive, et les idées générales n'y servent qu'à voiler une forte polémique. On sent en le lisant qu'un adversaire puissant est là, et que la vérité est en péril. L'état général des esprits à cette époque était le sujet inépuisable de nos articles. C'est le fait que nous considérions sous tous ses points de vue, fait puissant qui contenait tous les autres, centre de toutes nos recherches, et que nos constans efforts avaient pour but de caractériser et d'établir, comme le plus fort obstacle aux vues de la restauration et la plus forte objection à ses doctrines; car, malgré la sagacité de ses plus illustres défenseurs, elle avait constamment méconnu, elle mettait son orgueil à méconnaître la réalité et la profondeur de la révolution dans les idées. Elle voulait tout attribuer aux passions individuelles, aux illusions d'un moment, et se représenter comme un mal passager une rénovation sociale. De là l'espoir insensé de tout réparer à sa guise, et de là aussi la vanité de ses efforts. C'était donc lui répondre et l'intimider peut-être que de lui montrer sans cesse la grandeur des résultats accomplis comme supérieure à toute tentative de réaction. La discussion des principes, si goûtée et si brillante au début de la révolution, devait être en ce sens modifiée et complétée, quand nous approchions de son terme, par l'observation et la description des faits. On sent combien cela devait convenir à l'esprit de M. Jouffroy. Dans la politique, il retrouvait ainsi sa philosophie, et pouvait appliquer aux questions du jour la même méthode qu'aux recherches des lois éternelles de l'esprit humain. C'est ce qui donne tant de solidité à sa polémique. Lorsqu'il raisonne, il semble raconter; l'observation se mêle partout à la déduction; les idées les plus neuves prennent l'air de simples notions du sens commun, et la conviction est irrésistible sans paraître passionnée (1).

(1) Voyez surtout, dans les premiers *Mélanges*, les articles intitulés : *Comment les dogmes finissent* et *la Sorbonne et les Philosophes*.

La cause qu'il défendait si bien triompha un jour, et la révolution de 1830 fit en un moment des idées contestées les idées reçues, de l'offensive la défensive, de l'opposition le pouvoir. *Le Globe* disparut, sa mission était finie; M. Jouffroy, libre comme la France, revint à l'enseignement, et ne tarda pas à entrer dans la politique active.

Suivons-le, mais rapidement, dans cette double carrière.

Dans l'une, nous retrouvons la philosophie proprement dite. M. Jouffroy remonte dans sa chaire, avec un esprit plus mûr, avec des doctrines mieux arrêtées, plus complètes; à son enseignement définitif correspond la publication de ses plus importans écrits. Les douze dernières années de sa vie sont les plus fécondes, et pour analyser ses travaux il faudrait exposer toute une philosophie. Il est trop tard, et cet article ne se prolonge que trop. Quelques mots seulement sur l'ensemble et le caractère de sa doctrine.

Le fondement de tout est, comme on sait, la psychologie. Il y a un esprit humain; il se connaît par la conscience et dans la conscience. Ses opérations, ses facultés, ses lois, sont des faits; la psychologie, et par suite la philosophie tout entière, est une science de faits, et il n'existe d'autres sciences que des sciences de faits. Seulement, tous les faits ne sont pas semblables, et toutes les sciences ne sont pas les mêmes, parce que tous les faits ne sont pas de même nature; mais toutes reposent sur l'observation. L'observation diffère dans son procédé, suivant la nature des faits. De là, diversité de méthode et de certitude; mais la méthode est également sûre, la certitude également entière, qu'il s'agisse des faits internes ou des faits externes. La psychologie n'est pas la physiologie, elle en est profondément distincte, elle s'appuie sur des bases mieux connues et procède par des inductions moins contestables. Tous ces points, que M. Jouffroy a cent fois traités, ne l'ont jamais été peut-être avec plus de clarté et de force que dans un de ses derniers écrits qu'il composa pour l'Académie des sciences morales et politiques (1).

Mais la psychologie serait fausse, si elle se bornait à constater des opérations et à en conclure des facultés. Il naît de ces opérations et de ces facultés des inductions constantes, universelles, qui sont des faits aussi, des faits de l'esprit humain, et qui tout à la fois se livrent à l'observation, satisfont la raison, et forcent son assentiment. Les démêler, les constater, les mettre dans tout leur jour, c'est établir indirectement, mais solidement, les grandes vérités qui en découlent,

(1) Mémoire sur *la légitimité de la distinction de la psychologie et de la physiologie.* — *Nouveaux Mélanges*, p. 223.

et la même méthode sert à connaître et l'esprit humain, et ce que l'esprit humain connaît, et ce qui est. La psychologie n'est donc pas réduite à retracer ce qui nous semble. Elle donne, à la suite des faits primitifs de conscience, elle y rattache, elle y enchaîne des conclusions qui vont au-delà du cercle de la pensée et se réalisent en dehors de nous. La philosophie écossaise, qui commence bien, s'arrête en chemin. Elle ne connaît pas toute la fécondité de l'esprit humain, elle ne connaît pas toutes les ressources de la raison et la certitude de ses conceptions. Les vérités, pour avoir débuté par être des idées, n'en sont pas moins des vérités, c'est-à-dire les objets et les types des idées (1).

Pourtant les sciences philosophiques, bien qu'appuyées sur de fermes fondemens, n'ont pas su toujours les découvrir, et quelquefois les ont sapés elles-mêmes. Elles n'ont pas établi irréfragablement l'autorité de leur méthode, elles n'ont pas rigoureusement déterminé l'existence et la nature de leur objet, elles n'ont pas exactement tracé leurs limites, et tour à tour elles ont empiété sur d'autres sciences ou se sont laissé envahir par d'autres sciences. Elles sont donc mal faites et mal ordonnées, elles ne sont pas organisées. Il y a eu de grands travaux philosophiques, surtout de grands philosophes; il n'y a pas peut-être de philosophie (2).

Cependant l'histoire de la philosophie doit être étudiée, non-seulement parce qu'elle est curieuse, intéressante, brillante même, mais parce qu'elle est le tableau de l'humanité recherchant la vérité. Or, les hommes pensent, même lorsqu'ils se trompent; leurs idées sont nécessairement des faits intellectuels; à ce titre, elles ne peuvent jamais être fausses. Il y a toujours du vrai dans le faux et de la raison dans l'erreur. Seulement, toute la vérité n'est nulle part; la raison n'est jamais toute la raison. On ne peut s'approcher de la vérité, de la raison, qu'en réunissant, qu'en combinant tout ce qu'à différentes époques l'esprit humain a su apercevoir et constater; et ce n'est que des fragmens de vérité épars dans toutes les philosophies qu'on peut constituer enfin la philosophie (3).

Jamais, cependant, la philosophie ne résoudra toutes les questions.

(1) Préface de la traduction de Reid, tome I des *OEuvres complètes*.

(2) *De l'Organisation des sciences philosophiques.* — *Nouveaux Mélanges* p. 1-221.

(3) *De l'Histoire de la philosophie.* — Premiers *Mélanges*, p. 221. — *Ouverture du cours d'histoire de la philosophie ancienne* — *Nouveaux Mélanges*, p. 349.

Il y a dans la nature humaine un indomptable inconnu, dans la destinée humaine un impénétrable mystère. L'objet de la religion existe aussi réellement que celui d'aucune science; mais il n'est pas susceptible de la connaissance parfaite : les croyances primitives, qui sont comme la substance de la religion, se démontrent par l'étude de l'esprit humain aussi invinciblement que tout autre fait scientifique, et la religion qui les consacre et les transmet sans les altérer est essentiellement vraie.

C'est par la même méthode qu'on peut réussir à juger tous les systèmes ou sur le juste ou sur le beau. La science du juste ou celle du droit naturel ne peut avoir de fondement solide, si elle ne repose sur une idée rationnelle donnée par une analyse rigoureuse de l'esprit humain. La science du beau ou l'esthétique a besoin de s'appuyer sur une démonstration semblable; en cette matière, comme en morale, tous les systèmes sont conciliables, pourvu qu'on les subordonne tous à celui qui prend au fond même de l'ame l'idée du juste ou du beau, comme une notion nécessaire (1).

C'est dans le détail qu'il faut étudier une telle philosophie; dans le détail éclate tout ce qu'elle peut avoir d'ingénieux, de saisissant, d'original. Le texte seul des ouvrages de M. Jouffroy peut faire admirer la clarté de son exposition, la simplicité de sa manière, le style sain, naturel, animé, et par intervalles éloquent, dans lequel il sait rendre sa pensée. Qui veut le connaître le lise. Quant à nous, nous renonçons à essayer ici un jugement définitif. Nous avons loué hardiment; s'il fallait juger, nous serions plus timide. Nous ne pouvons dire que la philosophie de M. Jouffroy nous satisfasse complètement. Quoiqu'il ait su donner à ses principes une fécondité inespérée, il nous paraît cependant être resté en-deçà des vérités certaines, et il n'a pas égalé le connu au connaissable. En vain s'est-il efforcé d'exclure, ou plutôt de restreindre le doute, inséparable des connaissances d'un être borné tel que l'homme, il laisse encore au doute une part plus grande qu'il ne faut, et sa défiance envers la philosophie nous paraît excessive. Nous croyons la science mieux faite et plus avancée qu'il ne dit; mais ce sont là des idées qu'on ne peut motiver en passant, il ne s'agirait pas de moins que de discuter les plus grandes questions de la science. Bornons-nous à dire que, comme les Écossais ses maîtres, mais avec plus d'étendue, de force et de profondeur que ses maîtres, M. Jouffroy nous paraît

(1) *Leçons préliminaires du cours de morale.* — Premiers *Mélanges*, p. 383. — Cours de droit naturel. — Cours d'esthétique.

avoir établi une excellente philosophie d'introduction, et que toutes les fois que dans l'avenir on reviendra aux questions préliminaires de la science, surtout à l'examen des fondemens, des procédés et de l'objet de la psychologie, son nom se présentera naturellement; il sera cité comme une autorité tant que l'histoire de la philosophie restera dans la mémoire des hommes.

Un dernier mot encore. Cette philosophie est-elle un sacrilége? Question étrange à poser et dont M. Jouffroy, dans ses derniers jours, n'eût certes pas prévu le retour; mais depuis un temps, les ennemis de la science ne sont pas devenus moins ridicules, seulement ils sont devenus plus hardis. Aucune réponse ne leur est due; une apologie serait peu digne d'une pure et noble mémoire. Je ne sais qu'une chose, c'est que leurs déclamations se réduisent à quatre ou cinq propositions que voici. — La philosophie n'est que vanité et faiblesse; elle a pour origine l'orgueil humain et les passions terrestres. — Le doute est le résultat le plus clair de toute philosophie. — L'éclectisme est une méthode mortelle à toute croyance et à toute religion. — Et je sais aussi qu'on lit dans saint Grégoire de Nazianze : « Rien de plus fort que la philosophie; rien n'est invincible comme elle (1). » On lit dans saint Clément d'Alexandrie : « Il est visible que l'ancienne science hellénique est avec la philosophie même venue de Dieu aux hommes (2). » On lit dans saint Cyrille d'Alexandrie : « Le principe de la connaissance est l'inquisition, et la racine de l'intelligence des choses qu'on ne sait pas est le doute (3). » On lit enfin dans le même saint Clément : « J'appelle philosophie non celle des stoïciens, ni celle de Platon, ni celle d'Épicure, ni celle d'Aristote; mais tout ce qui a été dit d'excellent par chaque secte, tout ce qui enseigne la justice avec une science pieuse, c'est ce tout, cet ensemble éclectique que j'appelle philosophie. La philosophie introduit donc et prépare à l'avance ceux que le Christ achève (4). »

Voilà de l'ancien christianisme; mais peut-être n'est-il pas du goût du nouveau.

« La même loi de la raison, dit M. Jouffroy, qui en s'appliquant tour à tour à l'individu, à la société ou à l'espèce, fait concevoir à l'homme que les individus, les sociétés et l'espèce sont ici-bas pour une

(1) Orat. XXVI, p. 481; tome I de l'édition des bénédictins de Saint-Maur.

(2) Stromat., liv. I, p. 287; édition de Paris, 1641.

(3) L'inquisition, ζήτησις; le doute, ἐπαπόρησις; deux mots qui ont servi à désigner les sceptiques, appelés quelquefois zététiques et aporétiques. — S. Cyrill. Alex. op. Comm. in Johan. ev., lib. II, cap. IV, p. 180; tome IV de l'édition de Paris, 1638.

(4) Stromat., liv. I, p. 288, 292.

fin, en s'appliquant à l'univers au sein duquel l'humanité n'est qu'un phénomène, lui fait concevoir aussi que cet univers en a une, et comme la partie ne saurait être contradictoire au tout, que la fin de l'humanité doit concourir à cette fin totale, n'en être qu'un élément et par conséquent avoir en elle sa raison et son explication dernière. Ainsi, par un mouvement irrésistible, la pensée s'élève de l'ordre individuel à l'ordre social, de l'ordre social à l'ordre humain, et de l'ordre humain à l'ordre universel. Là seulement elle peut s'arrêter, parce que là seulement elle rencontre le dernier mot de l'énigme qui la tourmente, la dernière raison des phénomènes dont elle cherche le sens. Mais je me trompe, messieurs, elle va plus loin encore, et elle doit le faire. L'ordre universel lui-même n'est qu'une loi, loi suprême, il est vrai, qui résume toutes les autres et qui contient la raison dernière de tous les phénomènes, mais qui dans l'ordre ontologique n'est encore qu'un fait et présuppose un être intelligent qui l'ait conçue et par conséquent réalisée. En d'autres termes, l'ordre universel suppose l'ouvrier universel dont il est tout à la fois la pensée et l'œuvre. L'intelligence humaine va donc jusqu'à Dieu, et là elle se repose, parce que là enfin elle trouve la source de ce fleuve immense que l'inflexible logique des principes qui la gouvernent l'oblige de remonter. Dieu trouvé, l'aspect de l'univers change, l'ordre devient la providence, et les mille rameaux de la loi universelle deviennent les mille résolutions de la volonté et la sagesse divine. L'ame humaine échappe avec joie à l'empire de l'inflexible fatalité, et se range avec bonheur sous celui de la sagesse et de la bonté de Dieu. Les rapports paternels du Créateur à la créature succèdent aux rapports sévères de la loi et du sujet, et la question suprême et dernière qui était de savoir quel rôle joue la destinée de l'espèce humaine dans la destinée totale de l'univers, revêtant des formes plus consolantes, devient celle de savoir quels sont les desseins de Dieu, c'est-à-dire d'un être souverainement sage et bon, sur l'homme, c'est-à-dire sur un être faible par son pouvoir, mais semblable à lui et supérieur à tout le reste par le don de l'intelligence (1). »

La politique n'a jamais été la première pensée de M. Jouffroy, non qu'il fût indifférent aux grands intérêts de la société; c'eût été l'être aux intérêts de la justice et de la vérité, et rien ne serait moins philosophique. Il aimait la France, et il s'inquiétait du rôle de son pays

(1) *Méthode pour résoudre le problème de la destinée humaine.* — Premiers *Mélanges*, p. 466.

dans le monde. La révolution lui était chère, la recherche des moyens d'en concilier les principes avec la sûreté et l'influence de notre nation au milieu des nations européennes le préoccupait vivement; les affaires étrangères avaient pour lui l'attrait qu'elles offrent presque toujours aux esprits philosophiques. Peut-être est-ce que, par l'étendue même de la sphère dans laquelle elles se meuvent, elles rappellent davantage la généralité des problèmes familiers à la philosophie.

M. Jouffroy était appelé naturellement à siéger dans la chambre élective, et le rang qu'il occupait parmi ceux de son âge le désignait aux suffrages de ses concitoyens. Il fut nommé député en juillet 1831, aux seules élections qui se soient effectuées sous le ministère de M. Casimir Périer. Il entra dans la chambre avec l'intention si naturelle aux nobles esprits, mais que je n'ai jamais vu un homme raisonnable suivre jusqu'au bout, d'y garder une indépendance absolue. Ce dessein était peut-être d'une exécution moins difficile pour lui que pour un autre; il vivait assez solitaire, les petites passions lui étaient étrangères, les petites questions indifférentes. Généralisateur par penchant et par métier, il ne s'abaissait pas aisément aux conditions des affaires courantes, aux exigences momentanées des associations parlementaires. Il acceptait, il entendait à peine les considérations particulières qui, à toutes les époques, presque à toutes les séances, déterminent dans les assemblées la conduite des partis. Il n'entrait pas aisément dans les pensées des autres; son intelligence ne recueillait en quelque sorte que ce qu'elle avait semé. Il put donc, un temps du moins, traverser avec assez d'indifférence les luttes passionnées des premières années de sa vie publique.

Cet esprit, habitué à tout tenir de lui-même, était par cette raison lent à se modifier. M. Jouffroy resta donc d'abord dans une sorte d'isolement. Toujours bienveillant et de bon conseil pour ses amis, il ne les suivait point et se tenait à distance. Il aimait leurs succès, il ne leur refusait ni les encouragemens ni les éloges; mais sa sympathie n'allait pas plus loin. Il demeurait sur le rivage, regardant tristement les flots agités, toujours prêt à soutenir d'une parole amie ceux qui luttaient contre l'orage, à tendre une main secourable à ceux qui, regagnant la terre, venaient se reposer sur la plage auprès de lui.

Mais le temps fléchit tout, et les esprits indépendans sont ceux qu'il est le plus lent à dompter. Le temps ne fit jamais de M. Jouffroy un député ambitieusement actif, cependant il le rapprocha de plus en plus des hommes politiques et l'unit avec eux par des liens plus étroits. A mesure que nos discussions se pacifièrent, sa voix tranquille put se mieux

faire entendre; elle réussit toujours à se faire religieusement écouter. Il parlait doucement, gravement, sans prétendre à l'effet, disant avec simplicité des choses originales, avec noblesse des choses sensées, quelquefois de belles choses qu'il rencontrait et ne cherchait pas. Il fut un des premiers à proclamer à la tribune une vérité peu comprise et qui put paraître au premier moment un lieu-commun de philosophie éclectique : c'est que dans les diverses nuances du parti constitutionnel tout le monde est au fond du même avis, et qu'il n'y a pas sur les choses essentielles de dissidence sérieuse dans l'immense majorité de la chambre. Je me rappelle encore l'effet un peu singulier que produisit cette déclaration à une époque où la nouveauté la rendait paradoxale, et je ne doute pas qu'elle ne le paraisse encore aux Machiavel des salons conservateurs. Il est remarquable que M. Jouffroy ait des premiers vu et développé cette idée avant qu'elle dût être bien comprise, et que depuis qu'elle a pu devenir une règle de politique pratique, il ait paru quelquefois découragé de sa propre pensée et accessible à d'autres conseils.

Je ne dirai que ces mots du dissentiment qui a pu nous séparer dans quelques circonstances des deux dernières années de sa vie. Sur une grande question qui intéresse le monde, la question d'Orient, il avait eu une pensée heureuse, si les circonstances eussent souffert qu'elle fût praticable, celle d'un concert européen (1839). Il avait cru conciliable le maintien d'un accord unanime avec le succès de la politique française : cet espoir fut déçu par l'évènement. Il imputa aux hommes ce qui, je crois, tenait à la nature des choses, et réprouva toute politique qui n'avait pas réalisé sa pensée. Rien ne s'explique mieux que cette persistance d'un esprit sévèrement méthodique qui s'est fait un principe et qui en veut les conséquences. Mais la politique des faits ne se déduit pas comme un système. M. Jouffroy le savait bien. Cependant ses convictions, fortement méditées, souffraient peu la contradiction, même celle des évènemens; il s'attrista, et, las de débats stériles à ses yeux, de dissidences vaines, il condescendit à la politique qui l'avait jusque-là trouvé froid et même dédaigneux. L'âge venait, et il commençait à se glisser dans son ame ce que les années nous apportent tôt ou tard, un peu de lassitude des choses de la terre. N'est-ce pas ainsi que nous disons devenir sages en vieillissant?

La position de M. Jouffroy a toujours été élevée dans la chambre. Elle s'était créée sans efforts; c'était l'œuvre naturelle de son mérite, et comme un simple effet de sa présence. Il était respecté; sa haute valeur était reconnue même des moins capables de le comprendre.

Dès qu'on le sut atteint d'un mal menaçant, lorsqu'on put entrevoir les périls d'une santé toujours fragile, la sollicitude commune répondit à l'anxiété de ses amis, et, quand vint le jour fatal, tout ce monde, si absorbé dans les futiles intérêts du présent, trouva un moment pour regretter un homme qui ne les servait pas, et dont la vie n'était utile qu'à la science et à la vérité.

M. Jouffroy avait une figure calme et régulière qui annonçait l'attention pénétrante et l'élévation de l'esprit. Sa taille était grande, ses manières distinguées et simples; sa bienveillance sans abandon accueillait et ne prévenait pas. Il unissait à la dignité la sérénité, si du moins on en devait croire son front et son accent, et sans doute il déroba toujours son ame aux émotions éphémères qui troublent la vie, aux épanchemens fugitifs qui les aggravent en les exprimant. Cependant un œil clairvoyant découvrait sous ce calme apparent une sensibilité facile à blesser, et la trace de souffrances qu'il n'avouait pas. Il pouvait se résigner à être inconnu, mais non méconnu, et les attaques injustes, même les contradictions vives, trouvaient le faible de son cœur. Peut-être manquait-il de philosophie avec les hommes, puisqu'il leur avait laissé le pouvoir de lui faire du mal. Comme on sentait dans ses graves écrits un feu caché d'imagination, sous le calme inaltérable de son attitude on devinait une vivacité d'impressions qui put coûter quelque chose à son bonheur, et rien à sa dignité. De tendres amis ont seuls pu savoir dans quelle mesure se compensaient en lui la sensibilité qui trouble l'ame et la raison qui l'apaise. Peut-être sa destinée ne fut-elle pas aussi heureuse qu'elle fut tranquille. Dieu seul assiste à la vie intérieure de l'ame. La paix du cœur n'est souvent que la douleur ignorée.

Qui pourrait cependant ne pas envier le partage de M. Jouffroy? Il a vécu pur, digne, honoré; il a connu les affections intimes, le bonheur de la famille. Ses talens et son caractère l'auraient dans tous les temps distingué parmi les meilleurs. Les circonstances où il a vécu ont rehaussé sa valeur; il a traversé un temps instructif, où, s'il n'a guère été permis de faire de grandes choses, il a été facile d'en apprendre, d'en concevoir, d'en propager d'excellentes. Il n'a failli à aucun de ces devoirs. Il s'était formé à cette école de la disgrace où les esprits se fortifient, où les caractères s'ennoblissent. L'opposition dans une bonne cause est le meilleur des apprentissages; qui ne l'a point traversé s'en ressentira toujours. Nous avons eu le bonheur d'être pendant longues années en lutte légitime contre un pouvoir assez fort pour résister, non pour opprimer; condamnés par-là à une

excellente discipline, nous avons pu nous façonner à tous les devoirs de la vraie liberté. Pour la jeunesse d'alors, la vérité était tout, le calcul peu de chose; la préoccupation d'un avancement personnel, cette idée fixe qu'on inspire avec tant de soin à la jeunesse bien élevée, était alors une chimère inconnue. La crainte pusillanime d'être appelé téméraire pour avoir bravé un préjugé, ou niais pour s'être fié à une idée, était un sentiment qu'on n'eût point compris. On n'avait pas découvert alors que la tranquillité publique fût tout l'ordre moral des sociétés. J'ignore ce que l'avenir réserve aux nouvelles générations. Puissent-elles ne regretter jamais de n'avoir point passé par les utiles épreuves qui nous ont été imposées! Il leur sera plus difficile de s'élever à ces scrupules de la raison qui, dans les siècles de discussion, sont un appui nécessaire à ceux de la conscience. L'industrialisme qui aujourd'hui s'applique à tout, qui règne jusque dans la vie politique et dans la vie littéraire, ne peut guère trouver de contre-poids que la foi dans les idées. La probité privée est d'un secours médiocre, les intérêts personnels s'accordent trop souvent avec les vertus domestiques. Une politique qui ne s'appuierait que sur ces vertus-là peut aisément se corrompre et s'avilir. Le jour où, pour gouverner un pays, on n'en appellerait qu'aux sentimens qui font le bon père de famille, c'en serait fait de la dignité nationale, car c'est aussi une des formes de la décadence que l'honnêteté dans la bassesse. Pour moi, je ne puis penser sans reconnaissance envers l'arbitre de nos destinées que j'ai vu d'autres temps et entendu d'autres leçons. Peut-être est-ce un préjugé de l'âge, mais il me semble que notre dignité à tous se mesure sur notre fidélité à ces souvenirs, et à mesure que l'expérience, cette conseillère tant vantée, détache les hommes de ce qu'ils nomment des illusions, je crois les voir s'affaisser; Dieu sait où cela les mène. Que d'autres soient heureux ainsi, j'y consens; mais qu'ils nous laissent nous obstiner dans la pensée que nous ne nous sommes pas trompés quinze ans. Schiller dit quelque part que l'homme fait doit porter respect aux rêves de sa jeunesse : la première marque de respect qu'on leur doive donner, c'est de ne pas dire qu'ils soient des rêves.

CHARLES DE RÉMUSAT.

L'ULTRAMONTANISME

OU

L'ÉGLISE ROMAINE ET LA SOCIÉTÉ MODERNE,

PAR M. EDGAR QUINET.[1]

M. Quinet est à la fois professeur et écrivain. Les succès du professeur sont constatés par l'affluence qui se presse autour de sa chaire et qui vient chercher dans l'enceinte du Collége de France les nobles émotions que donnent toujours un style harmonieux et des sentimens élevés. Aujourd'hui M. Quinet fait de son cours un livre, et, comme écrivain, il s'adresse, non plus à un auditoire jeune et restreint, mais à la généralité des lecteurs. A un semblable appel, la critique ne saurait rester inattentive, indifférente : occupons-nous donc de *l'Ultramontanisme.* Tel est le titre des neuf leçons que M. Quinet vient de publier. Les devoirs de la critique sont parfois un fardeau bien lourd à porter : nous l'éprouvons aujourd'hui. S'il est déjà pénible de ne pouvoir approuver ce qu'a écrit un homme d'un talent reconnu, il l'est plus encore d'être obligé de motiver cette désapprobation.

Quand, l'année dernière, nous vîmes M. Quinet partir pour l'Espagne, nous nous en réjouîmes; il est bon que les poètes voyagent. M. Quinet nous le dit lui-même; il a besoin, pour parler des choses, des monumens et des hommes, de les toucher de ses mains et de les voir de ses yeux. Aussi a-t-il considéré un voyage en Espagne comme

(1) Un vol. in-8°, au Comptoir des imprimeurs-unis, 15, quai Malaquais.

indispensable à ses études. « Je suis parti pour l'Espagne, nous dit-il, sans l'appui de personne, contre le conseil et les vœux de tous mes amis, qui, dans leur sollicitude, ne me présageaient que ruine et désastre sur cette terre de misère. » M. Quinet doit se féliciter aujourd'hui de n'avoir pas cédé aux inquiétudes de ses amis, elles étaient excessives. Plus d'une fois, il est vrai, s'il faut l'en croire, il a fouillé, au péril de sa vie, les sierras les plus inhospitalières, mais enfin il n'a rien perdu sur *cette terre de misère*, pas même sa bourse, et il nous est revenu avec un bagage d'impressions et d'idées dont il faut apprécier la valeur.

La société espagnole est peut-être celle de nos sociétés modernes qui demande à l'observateur qui veut la connaître plus de temps et de réflexion. Nous pouvons pressentir la variété des aspects que présente le caractère espagnol, par les vicissitudes infinies dont l'histoire politique de la Péninsule nous donne aujourd'hui le spectacle. Le génie des peuples est la cause principale de leurs révolutions. Quand une nation surprend l'Europe chaque matin par des changemens brusques, par des péripéties imprévues, quand elle a contracté l'habitude d'une instabilité perpétuelle, elle nous avertit que ce n'est pas en un jour qu'on peut la connaître, puisqu'elle se cherche encore elle-même. Dans ces idées qui se débrouillent, dans ces croyances et ces passions qui se combattent, il y a le chaos, et, au fond de ce chaos, il y a, nous l'espérons, la fécondité. Mais ce travail sera long, et il ne livre pas ses secrets au voyageur qui passe. Indépendamment de la curiosité littéraire qui, pour le professeur des littératures modernes au Collége de France, est un devoir, M. Quinet avait, pour aller en Espagne, une autre raison, et, nous dit-il, *c'est peut-être la principale. Dans le combat que les hommes du passé nous livrent, j'ai voulu aller au-devant de ce fameux fanatisme espagnol et portugais, le voir de près, l'interroger, le chercher sous ses cendres.* Ce fameux fanatisme est donc mort, s'il faut le chercher sous ses cendres? Ne nous rassurons pas trop vite par la manière dont M. Quinet pose la question, car il pense que, si ce fanatisme est mort, il peut renaître, il craint qu'il n'ait été réveillé par nos querelles théologiques, et qu'il ne se prépare, de son côté, à garrotter l'esprit du midi de l'Europe. Voilà, dit M. Quinet, *ce qu'il m'était indispensable de connaître.* Puisque M. Quinet s'est donné à lui-même une pareille mission, il a le droit d'être écouté gravement. Toutefois, s'il faut l'avouer, nous eussions désiré qu'il eût franchi les Pyrénées avec un esprit plus libre. Cette terre sillonnée par tant de civilisations successives, cette terre si ardente et si mobile,

veut être vue et décrite avec la plus complète indépendance d'imagination et de jugement. Nous avons avidement interrogé le livre de M. Quinet sur les mœurs, sur la poésie, sur les arts de la Péninsule, et nous avons eu le déplaisir de le trouver muet sur tous ces points. Pas un mot de Lope de Vega; rien sur Calderon, que la critique de Frédéric Schlegel a su si bien mettre en contraste avec Shakspeare. Notre voyageur a dédaigné le théâtre pour marcher droit à l'église.

Contentons-nous donc de la seule chose que M. Quinet ait voulu voir en Espagne, et abordons avec lui l'étude du clergé et des institutions catholiques de la Péninsule. Malheureusement, voici une autre espérance qui sera encore en partie déçue : il est difficile d'étudier et d'apprendre les choses en prenant M. Quinet pour guide; il vous entraîne à sa suite, il vous charme quelquefois, mais il vous instruit rarement. Il entasse les images plus qu'il n'éclaircit les idées, il est véhément et sonore plutôt que solide et lumineux. Aussi les pages que notre auteur a consacrées à l'Espagne ont-elles laissé dans notre esprit, à une première lecture, des notions fort peu nettes; toutefois, c'est un devoir pour nous de revenir sur nos impressions par une analyse attentive; il faut savoir qui est ici en défaut, l'écrivain ou le lecteur.

M. Quinet entre vivement dans son sujet, et il s'écrie : « Où êtes-vous, légions de moines guérillas? où êtes-vous, moines héroïques, qu'êtes-vous devenus? » Le voyageur nous apprend qu'il a heurté à la porte d'innombrables chartreuses, il a appelé, personne n'a répondu. Après une énumération de cloîtres qu'il a trouvés déserts, M. Quinet ajoute : *Je voulais à tout prix rencontrer un moine en Espagne, je n'ai pu y parvenir*. Mais ne voilà-t-il pas qu'à trois pages de distance, M. Quinet nous dit, toujours avec la même chaleur : « Voyez-vous en Espagne, à la suite d'une contre-révolution politique, ces moines dont je vous parlais tout à l'heure renaître de leurs cendres au cri de guerre, et tenter l'auto-da-fé du XIXe siècle? Ah! je ne demande pas leur perdition, j'ai sympathisé avec leur misère, *je l'ai dit à ceux que j'ai rencontrés*, et j'ai dit la vérité. » Nous n'insisterons pas sur une contradiction aussi flagrante; nous savons que les poètes ne sont pas des logiciens; seulement on conviendra qu'avec de tels renseignemens il nous est difficile de savoir s'il y a aujourd'hui des moines en Espagne.

Si nous passons des moines au clergé régulier, nous voyons que M. Quinet nous représente les ecclésiastiques espagnols comme des hommes simples qui ne lisent pas, et sont près de considérer tout ouvrage nouveau comme une hérésie. Il nous assure qu'ils sont restés parfaitement sourds aux appels des théologiens et des prêtres étran-

gers. Cette conviction, qu'il a rapportée de l'Espagne, doit le rassurer sur le réveil possible du fanatisme espagnol, qui ne sera pas ranimé de ses cendres par nos querelles théologiques, puisque ces querelles ne passent pas les monts. Malheureusement cette conviction n'est pas très solide dans l'esprit de M. Quinet, car nous trouvons dans sa neuvième leçon un passage qui dément les assertions de la première. « En Espagne même, dit M. Quinet (page 238), où le clergé était jusque-là si profondément incorporé à la nation, toutes les voix qui se font entendre répètent à leur tour le même cri : Rome! L'évêque des Canaries, dans l'ouvrage qu'il vient de publier, place la nouvelle indépendance de l'église espagnole dans la servitude absolue à l'égard de Rome. » Cependant M. Quinet nous avait dit plus haut que le clergé de l'Espagne était resté parfaitement sourd aux appels des prêtres étrangers. Il faut bien avouer qu'ici encore nous ne sommes pas mieux édifiés sur le clergé régulier que sur les moines. Entre ces versions différentes, quelle est la vraie?

Heureusement l'imagination de l'écrivain peut offrir au lecteur désappointé des dédommagemens. Quand M. Quinet se représente lui-même parcourant les montagnes de l'Andalousie à la suite d'un guide qui, pour interroger un chevrier du haut d'un rocher, l'appelait *caballero*, il sait vous communiquer les impressions pittoresques qu'il a recueillies dans sa course. Il a assisté à Madrid à quelques séances des cortès, et l'effet qu'a produit sur lui l'éloquence espagnole est rendu avec une piquante animation. En général, tout ce qui est sentiment, image, est toujours revêtu par M. Quinet d'une forme brillante; mais il est moins bien servi par son talent quand les faits et les hommes réclament un jugement net, une appréciation précise. Aux yeux de M. Quinet, l'Espagne est un peuple de prolétaires, une monarchie de prolétaires, un empire de prolétaires. Peut-être, si l'on voulait discuter ce point, trouverait-on qu'en Espagne il n'y a pas plus de prolétaires que partout ailleurs en Europe. Si dans le midi de la Péninsule la propriété est très peu divisée, elle l'est beaucoup dans d'autres parties. Mais enfin, puisque M. Quinet n'a vu dans la nation espagnole qu'un peuple de prolétaires, il a dû s'en affliger. Non, tout au contraire, il s'en félicite. L'état de l'Espagne est, à ses yeux, une pauvreté héroïque qui peut faire la gloire de ce pays, *si ses législateurs savent le comprendre*. Il remarque que l'insolence des riches et la jalousie des pauvres n'ont rien à faire là où la pauvreté est l'état de tout le monde, et c'est précisément parce que l'Espagne est aujourd'hui la plus mendiante, la plus nue des nations, *qu'elle pourra encore une fois étonner*

le monde par une forme nouvelle. Nous doutons fort que l'homme d'état qui s'occupe en ce moment de réorganiser les finances espagnoles, M. Mon, attribue à la pauvreté de l'Espagne le don d'opérer de tels miracles. Il croit qu'un peu de richesse et un peu d'ordre dans la fortune publique ne nuirait pas à la liberté. Quant à M. Quinet, il ne s'arrête pas à ces petits détails, et il ne veut qu'une chose, il veut qu'on fasse rentrer le sentiment du grand, du *divin*, dans la science politique. « Oui, s'écrie-t-il, il faut que l'Espagne, sans plus regarder en arrière, répète dans la science politique le vieux mot des croisades : Dieu le veut! Dieu le veut! » M. Quinet conseille donc à l'Espagne de devenir encore plus catholique? Nous l'avions pensé d'abord, mais nous avons lu aussitôt après qu'une seule parole prononcée dans ce sens, *au nom de la science, de la philosophie française*, aurait plus d'efficacité sur l'esprit de l'Espagne que toutes les conspirations et toute la diplomatie du monde. Que conclure maintenant? L'Espagne ne peut donc pas se sauver elle-même; elle a besoin de la France, elle a besoin d'une parole prononcée au nom de la philosophie française. Alors M. Quinet veut une intervention illimitée et une propagande révolutionnaire? Soyons juste. M. Quinet ne s'est pas rendu un compte exact de la portée de ces propositions successives. C'est un artiste qui fait un usage harmonieux des mots sans les peser, qu'une première vue des choses saisies sous leur aspect dramatique séduit et contente. Il ne serait pas équitable de lui demander la patience d'un observateur, son tempérament ne la lui permet pas.

Néanmoins nous espérions toujours qu'une fois passé le premier éblouissement que peut donner à une imagination vive le spectacle de choses nouvelles, nous arriverions, dans le livre de M. Quinet, à quelques larges peintures de la civilisation espagnole. Pour parler du midi de l'Europe, j'arrive de Grenade et de Cordoue, avait-il dit dès le début. C'était donc bien dans la Péninsule qu'il était allé surtout chercher ses inspirations. Cependant, dès le troisième chapitre, ou, si l'on veut, la troisième leçon, nous ne sommes plus en Espagne, mais en Italie. La scène change, et l'auteur entre brusquement dans un autre sujet : il faut l'y suivre, non sans jeter un regard de regret sur cette Espagne que nous désirions tant connaître.

Le dessein qui anime aujourd'hui M. Quinet, et qui l'éloigne de l'histoire des littératures, n'est pas médiocre; il ne se propose rien moins que de sauver le christianisme, compromis par le catholicisme. L'an dernier, dans les cinq leçons qu'il a faites sur les jésuites, il s'était contenté de réfuter le passé; aujourd'hui, pour nous servir de ses

expressions, il *s'avance bien plus loin*, il veut montrer *les indices de l'avenir*, marquer *des fondemens réels;* enfin, en face de chacune des idées de l'ultramontanisme, il élèvera *une autre idée plus vraie, plus féconde, plus religieuse*. Ainsi M. Quinet prend l'engagement d'édifier des dogmes nouveaux. Avant de comparer les résultats aux prétentions, reconnaissons que M. Quinet a eu raison de dire qu'aujourd'hui il s'avance bien plus loin. L'année dernière, en effet, M. Quinet ne faisait la guerre qu'aux jésuites, aujourd'hui il la déclare au catholicisme, à l'église elle-même. Déjà, l'année dernière, l'entreprise avait dépassé ses forces, et nous avons dû remarquer que le brillant polémiste, malgré toute son ardeur, n'avait qu'effleuré son sujet : maintenant sera-t-il plus fort, sera-t-il plus heureux, quand, au lieu de prendre à partie une société particulière, il lève sa lance contre l'église romaine?

Il est d'abord un point qu'il est à propos d'éclaircir. Les philosophes du XIXe siècle doivent-ils, comme ceux du XVIIIe, soutenir contre l'église une guerre persévérante, systématique? L'attitude des philosophes de nos jours doit-elle être toute militante, entièrement hostile? A cette question nous répondrons par deux mots de Spinoza : *Non detestari, sed intelligere*. Si les philosophes n'avaient pour l'église que de la haine, ils montreraient qu'ils ignorent le véritable but de la philosophie, la mesure de ses forces, et qu'ils ne connaissent pas davantage la mission salutaire de la religion. En face des croyances religieuses, le génie philosophique ne doit pas avoir des pensées de proscription, mais l'ambition du partage. A-t-on jamais cru que les mathématiciens dussent exterminer les poètes? Pourquoi donc la science chercherait-elle sa prospérité dans l'anéantissement de la foi? Sans doute il y a des débats inévitables, et la raison doit défendre son indépendance. Pour notre part, nous ne croyons pas avoir jamais manqué à la défense nécessaire de la philosophie, mais une pratique plus mûre de la vie et de la pensée nous a convaincu que des attaques incessantes contre l'église ébranleraient la stabilité sociale, sans donner aux idées nouvelles une impulsion puissante. Le travail de notre époque doit être plutôt une transformation qu'une lutte. D'ailleurs, l'esprit du siècle pénètre et modifie l'église plus peut-être qu'elle ne le pense elle-même, et elle subit l'action du temps, quoiqu'elle se dise bâtie pour l'éternité. Nous ne voudrions donc pas qu'on troublât trop, par des cris de guerre, le cours naturel des choses. Ne pouvons-nous voir à la fois les pouvoirs politiques maintenir avec fermeté l'église dans de justes bornes, et les penseurs rester calmes dans les régions

de la philosophie et de l'histoire, sans permettre à des émotions passagères de rendre leurs jugemens moins intègres, et d'altérer la paisible sérénité de leurs regards? C'est parce que nous sommes persuadé que cette position serait à la fois la plus digne et la plus forte, que nous ne saurions approuver la nouvelle polémique où vient de s'engager M. Quinet. Il y a des choses qui, une fois faites, ne se recommencent pas. La passe d'armes contre les jésuites avait réussi, c'était un petit tournoi qui n'avait pas manqué d'éclat; cette année, il eût été de bon goût et de bonne conduite de ne pas courir après le même genre de succès. Nous savons bien que M. Quinet a la prétention, cette fois, d'être plus dogmatique que polémique, et c'est ici qu'il s'abuse. Nous constaterons, chemin faisant, combien la part des idées positives est faible chez l'ardent écrivain, qui n'aperçoit plus les choses que sous l'aspect d'un duel contre l'église. Les divisions de son livre en font foi. L'auteur met tour à tour l'église en contraste, en opposition avec l'état, avec la science, avec l'histoire, avec le droit, avec la philosophie, avec les peuples, et toujours il conclut que l'église a manqué à ses devoirs. Avec un tel plan, avec des dispositions aussi agressives, on peut tracer des pages rapides et colorées; il suffit de quelques faits mis en lumière aux dépens de tous les autres pour écrire un *factum*, mais l'impartiale histoire et la véridique philosophie mettent à un plus haut prix leurs résultats.

Pour tracer des généralités historiques, il faut à la fois un coup d'œil très sûr et une érudition forte. Une généralité n'est légitime qu'à la condition de ne contredire aucun fait important. Autrement, on arriverait à cet effet étrange d'élever une apparence de vérité générale avec des erreurs de détails. Au premier regard que M. Quinet jette sur le moyen-âge, il est frappé de l'esprit de parallélisme qui existe entre le développement de la société religieuse et celui de la société politique. Il est certain, en effet, que la papauté et la monarchie s'élevèrent dans le même temps à une grande autorité. Ce synchronisme a été remarqué plusieurs fois, notamment par M. Guizot; mais, dans l'imagination de M. Quinet, il prend des proportions tout-à-fait nouvelles. « Grégoire VII et ses successeurs, dit-il, appuyés sur la plèbe des ordres mendians, répriment, humilient les évêques; ils fondent la monarchie spirituelle. N'est-ce pas dans toute l'Europe chrétienne le signal pour la monarchie temporelle de suivre la même voie? Louis-le-Gros, Philippe-Auguste, *autant d'ombres* qui marchent dans l'imitation des papes des siècles précédens. » D'abord, ni Grégoire VII ni ses successeurs n'ont systématiquement réprimé, humilié les évêques,

car les évêques étaient pour eux ou des partisans dévoués, ou des adversaires puissans. La querelle du sacerdoce et de l'empire partagea l'épiscopat, et souvent les papes se trouvèrent sans force contre les évêques d'Allemagne et de France. Que de fois Innocent III s'adressa aux évêques allemands, pour leur rappeler les liens qui devaient les unir au chef de l'église! Un jour, dans sa douleur, ne s'écria-t-il pas : *La clé de Pierre est méprisée!* Ce n'étaient donc pas les papes qui humiliaient les évêques. Pas davantage les rois n'imitèrent les papes. Louis-le-Gros, qui n'était pas *une ombre*, et ses successeurs n'ont pas marché dans l'imitation des papes des siècles précédens. Cette manière de voir de M. Quinet, si elle était acceptée, défigurerait l'histoire et n'irait à rien moins qu'à nier l'originalité et l'indépendance de la puissance temporelle. Le monde temporel, demande M. Quinet, n'a-t-il pas obéi aux moindres impulsions du monde spirituel? Non. Le monde temporel, et c'est sa force, a eu dès le principe son génie distinct. M. Quinet insiste, et il dit : « Il n'a fallu à l'église que remuer un fil pour tourner dans le sens où elle a voulu toute la société chrétienne. » A ce compte, c'est le sacerdoce qui aura voulu que l'empire allemand et la monarchie française missent avec tant d'énergie une digue à son ambition. Si Philippe-le-Bel a fait souffleter Boniface VIII, c'est que ce pape a *remué un fil.*

N'est-il pas bizarre que l'écrivain qui semble vouloir nous entraîner à une croisade contre ce qu'il appelle l'*ultramontanisme* méconnaisse à ce point la persistance individuelle de la puissance temporelle à travers toute l'histoire? M. Quinet est persuadé que jusqu'à la révolution française le monde civil s'est moulé sur les formes de la société spirituelle : il oublie toute une moitié du moyen-âge, il oublie le jurisconsulte venant se mettre à côté du prêtre pour le contredire, l'antagonisme du droit romain et du droit canonique, et ici ce fut l'église qui calqua sa législation sur les formes des lois romaines. M. Quinet oublie la majesté impériale en Allemagne, l'autorité parlementaire en France. Avant la révolution française, il y avait en Europe une société civile puissante ayant ses origines, ses traditions, son esprit. M. Quinet veut prendre place parmi les défenseurs de la puissance temporelle : c'est fort bien, seulement il ne faut pas qu'il commence par rayer une partie de ses titres et par mutiler son histoire. Quelques pages plus loin, il est vrai, M. Quinet reconnaît que l'état, lorsqu'il est devenu chrétien, a senti qu'il avait comme l'église *le droit divin d'être et de durée*. Alors, dit-il, sa dépendance du spirituel a cessé, la lutte a commencé, c'est l'époque que domine saint Louis. Mais cette époque,

quand s'est-elle ouverte? Plus haut, M. Quinet nous a montré Philippe-Auguste marchant dans l'imitation des papes; or, entre la mort de Philippe-Auguste et l'avénement de saint Louis, il n'y a que trois ans d'intervalle. Il valait la peine de nous donner le secret d'une révolution si soudaine et si complète. L'imagination de M. Quinet ne s'est pas encore pliée à l'exactitude, à la précision de l'histoire.

Maintenant abordons directement l'idée même du livre de M. Quinet, l'ultramontanisme. Voici comment l'écrivain pose la question. Au XVIe siècle, la papauté a dit à l'Italie : Tu es morte, mais je vais te faire régner. Le dessein de la papauté a été, nous suivons les idées de M. Quinet, d'imposer au monde les pensées de mort qui s'élèvent du milieu des maremmes et des villes désertes de l'Italie, de faire pâlir le temporel devant le spirituel, de faire croître l'herbe sur le monde civil comme sur la campagne de Rome. C'est là, dit expressément M. Quinet, ce qu'on appelle l'ultramontanisme moderne. La définition est peu rigoureuse; mais enfin, à travers le langage poétique de l'auteur, on aperçoit sa pensée. M. Quinet voit dans le catholicisme romain l'ennemi de toute liberté, de toute lumière; il veut donc à la fois le combattre et lui substituer quelque chose qui puisse nous dédommager. La société est pour lui comme une autre Agar dans le désert : cette Agar ne verra-t-elle aucune source jaillir à ses côtés? Comment, après des propositions aussi extrêmes, a-t-il pu venir à l'esprit de M. Quinet de nous dire qu'il avait sur l'avenir religieux de l'Europe les mêmes idées que Leibnitz, et d'ajouter : *Si je suis condamné, Leibnitz le sera avec moi?* Leibnitz, grand Dieu! le génie à la fois le plus conciliateur et le plus positif, non-seulement l'homme des idées spéculatives, mais l'homme des textes et des faits! Entre le catholicisme et le protestantisme, Leibnitz pouvait prononcer des paroles de paix, parce qu'il acceptait les bases essentielles des deux communions. Même sur le concile de Trente, qui fut un des principaux objets de ses discussions avec Bossuet, Leibnitz portait un jugement impartial; il écrivait à Mme la duchesse de Brunswick que « la plupart des décisions de ce concile avaient été faites avec beaucoup de sagesse, et qu'il était loin de le mépriser. » Maintenant écoutons M. Quinet : « Le concile était plein de menaces... Les dernières paroles que prononcent les prélats en se séparant sont anathème! L'écho répète anathème pendant deux siècles d'inquisition politique. » Qu'on juge s'il nous est possible de rendre Leibnitz solidaire des opinions de M. Quinet.

C'est en s'autorisant de l'histoire de Galilée que l'auteur de *l'Ultramontanisme* reproche vivement à l'église romaine d'être contraire aux progrès de la science. Ce chapitre est remarquable, et M. Quinet avait

pour le rédiger de précieux matériaux. Nous voulons parler du troisième livre de l'*Histoire des sciences mathématiques en Italie*, par M. Libri. Sur un fait particulier, M. Quinet cite une lettre de Galilée que M. Libri a publiée dans *le Journal des Savans* en 1841. Peut-être M. Quinet n'eût-il pas dû se contenter de ce renvoi; en effet, c'est dans *l'Histoire des sciences mathématiques en Italie* que se trouve tracée dans les proportions les plus étendues et avec les justifications les plus intéressantes la biographie scientifique de Galilée. Ce savant morceau de M. Libri a dû être fort utile à M. Quinet (1). Quand l'auteur de *l'Ultramontanisme*, en traitant de l'église romaine et de la philosophie, énonce et développe cette idée, que l'Italie a eu deux cents ans avant la France son XVIIIe siècle, il a encore l'avantage de se trouver sur les traces d'un autre de ses collègues, M. Philarète Chasles, qui, dans cette *Revue*, a tracé le plus piquant tableau de l'Italie philosophique du XVIe siècle (2). Dans la rapidité de sa course, M. Quinet a négligé d'indiquer ce travail. Au milieu du chapitre où l'auteur de *l'Ultramontanisme* apprécie les relations de l'église romaine avec les peuples, il nous dit : « Croirait-on que l'inquisition est ce qui a conservé chez l'Espagne l'esprit de race? Rien n'est plus certain..... Pendant trois siècles, un bûcher national a conservé, en dépit de l'ultramontanisme, la nationalité de l'Espagne. » Ici M. Quinet semble s'étonner lui-même de la nouveauté hardie de sa pensée, et il oublie qu'il ne fait que répéter M. de Maistre, dont, pour abréger, nous ne citerons qu'une phrase : « Si la nation espagnole a conservé ses maximes, son unité, et cet esprit public qui l'a sauvée, elle le doit uniquement à l'inquisition (3). » M. Quinet, qui cite M. de Maistre au sujet de choses fort connues, comme le fameux passage sur le bourreau, avait une occasion excellente, dans le chapitre qu'il intitule *l'Inquisition*, de discuter les *Lettres* du célèbre ultramontain.

Nous ne nous permettons ces observations de détails que pour faire comprendre les préoccupations qui assiégent M. Quinet. Il est trop pressé, trop agité, pour s'arrêter à des soins que prendraient d'autres écrivains. Il s'aperçoit quelquefois lui-même de son état, et il s'écrie quelque part : *Mais quoi! parlons tranquillement*. Cette résolution est sage; par malheur, l'auteur y est souvent infidèle. Quand il est en face de la papauté, son exaltation redouble, et à de justes censures il mêle les griefs les plus étranges. Ainsi M. Quinet fait un re-

(1) Cette biographie de Galilée se trouve dans la *Revue* du 1er juillet 1841.

(2) Voir la livraison du 1er mars 1842.

(3) *Lettres à un gentilhomme russe sur l'inquisition espagnole*. Quatrième lettre, pages 97, 98.

proche à Rome de n'avoir pas sauvé en 1815 le maréchal Ney et le roi Murat; il demande pourquoi le pape n'a pas délivré Napoléon prisonnier à Sainte-Hélène : « Où est l'homme, s'écrie-t-il, qui n'eût été frappé, ébranlé jusque dans le fond de son cœur, à la vue de ce Prométhée délivré du vautour par l'*Hercule chrétien?* » Tout à l'heure on raillait le pape de son impuissance, maintenant c'est un autre Hercule. Ici le poète domine, et sans doute M. Quinet s'est imaginé qu'il faisait des vers. De pareilles choses ne devraient pas s'écrire en prose.

M. Quinet loue beaucoup le XVIIIe siècle, et il veut faire de la gloire de cette époque son arme la plus redoutable contre le catholicisme. Cette intention n'est pas nouvelle, et d'autres l'ont eue avant lui. Peut-être les écrivains si spirituels et si clairs du XVIIIe siècle, s'ils pouvaient lire le panégyrique que leur consacre l'auteur de *l'Ultramontanisme*, seraient-ils un peu surpris par le jugement dont leur époque se trouve l'objet. « Le XVIIIe siècle, dit M. Quinet, est arraché à sa vallée d'Égypte; il laisse derrière lui *ce qu'il a adoré*, et les Pharaons le poursuivent pendant plus d'une journée. *Il est entraîné à l'écart par ceux qui le conduisent.* » Le XVIIIe siècle entraîné à l'écart! Mais ceux qui l'ont défendu avaient toujours pensé qu'il n'avait jamais quitté le chemin direct des idées légitimes et puissantes. Le XVIIIe siècle, qu'il en ait eu plus ou moins conscience, est l'héritier d'Abailard, de Montaigne et de Descartes. Ici M. Quinet méconnaît la tradition philosophique comme il a méconnu la tradition du pouvoir civil. « L'homme moderne, écrit-il, reste loin de la vieille société, sans aucun intermédiaire, en face de la raison. » Non, il y a eu des intermédiaires; sans remonter aux grands hommes que nous avons nommés, nous ne sommes arrivés à Voltaire qu'en passant par Bayle, et l'auteur du *Télémaque* a préparé l'auteur de l'*Émile*. En pénétrant dans le XVIIIe siècle, dont M. Quinet veut se faire l'historien, nous avons en vain cherché Diderot, d'Alembert, l'Encyclopédie et Fréret. Cependant il est impossible d'avoir l'idée la plus élémentaire de ce siècle sans apercevoir les fondateurs de l'Encyclopédie, sans contempler les lignes principales de ce grand monument, sans apprécier, même en courant, les travaux du célèbre critique, qui est un des plus formidables ennemis du christianisme. Puisqu'il voulait glorifier le XVIIIe siècle, M. Quinet aurait dû lui emprunter un peu de son esprit d'analyse.

Arrêtons-nous un instant devant la figure de Voltaire. L'empire que ce grand homme exerça sur son siècle fut si étendu, que sur ce point l'exagération n'est pas possible. M. Quinet, dans son enthousiasme d'assez fraîche date pour Voltaire, a donc pu se donner librement carrière. Nous ne le chicanerons pas pour avoir dit que Voltaire s'est assis

sur le trône des esprits, qu'il a été un *ange d'extermination*, qu'il a été *le rire de l'esprit universel, un grand acte de la Providence;* mais, quand M. Quinet affirme que Voltaire est *l'esprit chrétien lui-même*, nous ne saurions souscrire à une telle appréciation. M. Quinet a-t-il voulu dire que Voltaire est chrétien, parce qu'il a été le prédicateur le plus puissant des droits de l'humanité? Mais la pensée constante de Voltaire fut précisément de faire primer le christianisme par l'esprit de l'humanité. Avant Jésus-Christ, nous trouvons dans les écrivains romains la notion de l'humanité, nous la trouvons dans Térence, dans Cicéron, dans Sénèque; c'est avec la pensée de Sénèque et de Cicéron que renoue Voltaire. Loin de vouloir, comme le dit M. Quinet, envelopper la terre entière dans le droit de l'Évangile, Voltaire a toujours travaillé à substituer à la religion révélée du Christ l'indépendance la plus complète et la généralité la plus absolue de l'esprit humain.

Prétendra-t-on que Voltaire fut animé de l'esprit chrétien, parce que dans *Zaïre*, dans *Alzire*, il a fait un pathétique usage des beautés morales du christianisme? Voltaire a tenté des excursions dans l'art chrétien, comme il s'est servi de la mythologie grecque, en poète. Quant à l'homme même, il est l'ennemi systématique du dogme chrétien. M. Quinet n'avait donc plus en mémoire la correspondance de Voltaire quand il a écrit que Voltaire était l'esprit chrétien lui-même? Qu'il ouvre ce vaste dépôt des pensées intimes de l'auteur d'*Alzire*, il trouvera de nombreux démentis à son assertion. Voltaire écrivait à Helvétius en 1759 : « Nous aurions besoin d'un ouvrage qui fît voir combien la morale des vrais philosophes l'emporte sur celle du christianisme. » Voici ce qu'en 1765 il mandait au comte d'Argental : « C'est à mon gré le plus grand service qu'on puisse rendre au genre humain de séparer le sot peuple des honnêtes gens pour jamais, et il me semble que la chose est assez avancée. On ne saurait souffrir l'absurde insolence de ceux qui vous disent : je veux que vous pensiez comme votre tailleur et votre blanchisseuse. » Loin de reconnaître dans le christianisme l'idée la plus générale, et un enseignement que toutes les intelligences, même les plus hautes, dussent accepter, on voit que Voltaire se révoltait contre l'uniformité du joug que l'Évangile impose à tous; pour lui, l'aristocratie et l'indépendance de l'esprit étaient la règle suprême.

Nous relevons en passant ces inexactitudes dans lesquelles la fougue de M. Quinet l'a entraîné, parce que rien n'embrouille plus les questions que les méprises sur les faits et sur les hommes. Que gagne-t-on à faire de Voltaire un chrétien, et de Descartes un philosophe orthodoxe? Ce n'est pas la première fois que nous demandons qu'on laisse

aux grandes idées qui se disputent le monde le caractère qui les spécifie, et qu'on ne tombe pas dans l'illusion ou dans l'hypocrisie de confondre avec le christianisme les doctrines qui lui ont été le plus contraires.

La révolution française préoccupe beaucoup, et à juste titre, l'auteur de *l'Ultramontanisme*. C'est elle qu'il oppose à l'esprit de l'église romaine. Mais alors pouvait-on s'attendre que M. Quinet représenterait la révolution française comme une espèce de plaie d'Égypte, dont Dieu a voulu frapper les méchans? Nous citerons ses paroles : « Il fallait qu'un grand châtiment vînt avertir l'église qu'elle se trompait. *Ce châtiment sacré, la Providence le lui a envoyé en déchaînant contre elle la révolution française. Le ciel ne pouvait pas parler plus haut.* A-t-il été entendu, compris?... L'église niera-t-elle le châtiment? Cela est impossible. Prétendra-t-elle que ce qui est vrai pour les autres n'est pas vrai pour elle? Elle ne le peut pas davantage. L'avertissement n'a-t-il pas été donné avec assez de force. *Faut-il que Dieu se répète?* Elle le pense encore moins. » Et M. Quinet, à quoi a-t-il pensé quand il a écrit de semblables lignes? La révolution française n'est à ses yeux qu'un châtiment sacré que Dieu déchaîne pour punir l'église! Nous pensions, nous, qu'elle était une source féconde de principes et d'idées, le développement légitime de la société française, et que les excès, même les crimes qu'on doit lui reprocher, ne sauraient abolir chez elle ce grand caractère d'une régénération nécessaire et glorieuse. Ce sont les ennemis de la révolution qui tiennent le langage que leur emprunte aujourd'hui M. Quinet, par la plus singulière des inadvertances. A son insu, M. Quinet apprécie la révolution française comme certains écrivains mystiques. Nous le renverrons à un écrit de Saint-Martin que ce théosophe publia en 1795. Cet écrit de quatre-vingts pages a pour titre : *Lettre à un Ami ou Considérations politiques, philosophiques et religieuses sur la révolution française.* L'auteur mystique y reconnaît la nécessité de la révolution, et la raison qu'il en donne, c'est que Dieu dans ses décrets avait condamné le clergé et l'*église extérieure*. Saint-Martin trouve naturel que Dieu verse du sang, arrache les fondemens d'une société antique, dans l'unique intérêt de ses élus et de l'église invisible. M. Quinet devait-il donc se placer au même point de vue? Que devient alors le peuple dans cette manière d'apprécier la révolution? Il n'est plus qu'instrument et victime. Il est le jouet de Dieu, qui le pousse et qui l'immole. Il y a plusieurs années qu'en causant à Munich avec le célèbre mystique Franz Baader, je recueillis de sa bouche cette parole : *La révolution française est un ordre de Dieu,*

exécuté par le diable. Pour ma part, dans cette définition, j'acceptai Dieu, mais je retranchai le diable. M. Quinet reproche à un prélat espagnol d'avoir dit que la révolution française est une invention de l'enfer, et il accuse « Gœrres de faire écho sur ce point à l'évêque des Canaries. » Il ne s'aperçoit pas qu'il dit presque la même chose en appelant la révolution française *un châtiment sacré*, en écrivant que la Providence a *déchaîné* contre l'église la révolution française. Il ne reste plus qu'à savoir comment la Providence envoie les châtimens et déchaîne les monstres; c'est un détail d'exécution. C'est assez sur ce point, mais nous voulions constater qu'il y a chez M. Quinet une sorte d'illuminisme poétique dont il n'a pas conscience; c'est souvent un mystique sans le savoir.

Nous arrivons à l'examen des opinions dogmatiques que nous a promises l'auteur de *l'Ultramontanisme*. Les imaginations de poètes sont sujettes à se tromper elles-mêmes; elles grossissent les objets, elles peuplent le vide de créations fantastiques. Il peut arriver à un poète, quand il est dans le domaine des idées philosophiqnes, de prendre de vagues aspirations vers la pensée pour des vérités substantielles. C'est un peu l'histoire de M. Quinet. Il est de très bonne foi quand il dit à son auditoire : « Je ne suis qu'un degré de cette échelle de lumière que vous devez parcourir jusqu'à Dieu. Demain ou après, l'échelon peut disparaître. Qu'importe? j'ai montré le chemin; allez plus loin que moi! élevez-vous plus haut que moi! » Il est évident que M. Quinet se croit très loin et très haut quand il fait une pareille invitation à ses auditeurs. Cherchons un peu dans quelle région, dans quelle latitude il les a conduits.

Il est une justice que nous rendrons d'abord à M. Quinet avec un plaisir véritable et qui s'adresse à la générosité des instincts, à la noblesse des sentimens, dont l'expression se trouve consignée dans ses pages. Il demande la liberté pour tous les peuples, le respect des nationalités, et il prêche la fraternité universelle. Toutes ces généralités, neuves il y a cinquante ans, ont trouvé dans M. Quinet un chaleureux interprète. On sent qu'il est plein des souvenirs de l'histoire de notre révolution. Il demande que, dans le démembrement de la puissance spirituelle, il se forme une autorité dont l'effet se fasse sentir à tous les peuples. Il rappelle que les premières assemblées de la révolution française ont eu cette pensée, et pour lui la déclaration des droits de l'homme est une *profession de foi canonique*. Ici constatons une interversion singulière dans la manière dont M. Quinet pose les questions. Ce que tout le monde appelle pouvoir politique, il l'appelle pou-

voir spirituel; il demande aux assemblées politiques de nos jours d'être l'organe de la nouvelle puissance spirituelle : il ne s'agit pas, dit-il, de renverser la cité catholique, mais bien de la réaliser. M. Quinet continue dans l'ordre spéculatif l'erreur qui l'a si fort fourvoyé quand il a voulu tracer des généralités historiques. Nous l'avons vu, quand il parlait du moyen-âge, absorber entièrement le pouvoir temporel dans la puissance spirituelle; maintenant il appelle puissance spirituelle le pouvoir temporel lui-même. Il aperçoit l'avenir de l'humanité sous la forme d'une église universelle; les assemblées seront des conciles, et leurs décrets remplaceront les bulles des papes. Tout cela est faux; non, je me trompe, tout cela est puéril : c'est jouer avec les mots, ce n'est pas traiter gravement la réalité. Il y aura toujours deux ordres d'idées fort distincts : l'ordre spirituel, l'ordre temporel. Nous avons déjà montré dans cette *Revue* (1) que ces deux ordres étaient aussi étendus, aussi complets l'un que l'autre, et qu'ils devaient se respecter mutuellement dans leurs attributions et leurs limites légitimes. Nous ne reviendrons pas sur ce point. Il nous suffit d'avoir rendu sensible l'erreur de M. Quinet.

Si le pouvoir politique, sous le nom de pouvoir spirituel, absorbait tout, que deviendrait la religion? C'est ce que nous cherchons en vain dans le livre de M. Quinet. Il nous a dit expressément qu'il aspirait à un enseignement plus véritablement religieux que l'enseignement ecclésiastique (pag. 116). Quel est cet enseignement religieux? L'année dernière, M. Quinet écrivait qu'il était de la communion de Descartes, de Turenne, de Latour-d'Auvergne, de Napoléon. Or, tous ces illustres personnages appartenaient à la communion catholique, car probablement M. Quinet entendait parler de Turenne après sa conversion. En rappelant ces grands noms, il se proposait sans doute de montrer qu'il ne voulait pas se séparer de l'église catholique. Aujourd'hui, nous ne trouvons plus M. Quinet dans la même situation; il proclame que le catholicisme va se retirer des états modernes, et il cherche pour le remplacer un *principe religieux d'être et de durée*. Quel sera ce principe? M. Quinet incline-t-il au protestantisme? On pourrait d'abord le penser quand on voit l'auteur de *l'Ultramontanisme* emprunter parfois des armes aux protestans pour combattre l'église catholique; mais au-delà de ces apparences il n'y a plus de similitude entre les croyances du protestantisme et les idées que professe aujourd'hui M. Quinet. Le protestantisme est une religion fort positive; il a des dogmes très arrê-

(1) *L'Église et la Philosophie.* — *Revue des deux Mondes*, 15 octobre 1843.

tés, et il se propose avant tout la régénération intérieure de l'individu. Or, aujourd'hui, c'est de l'humanité que se préoccupe principalement M. Quinet. « Vous cherchez le Christ dans le sépulcre du passé, nous dit-il, mais le Christ a quitté le sépulcre, il a marché, il a changé de place; *il vit, il s'incarne, il descend dans le monde moderne.* » Ici M. Quinet répète, sans s'en apercevoir, ce qu'a dit en Allemagne le docteur Strauss, que dans cette *Revue* même il a si éloquemment combattu. Quand M. Quinet écrivait ce bel article, il raillait assez amèrement l'humanité qui s'adore elle-même; il comparait le genre humain à un autre Saül saisi de vertige, il nous le montrait s'écriant dans son ivresse : « Je sens que je deviens Dieu ! » Or, que fait autre chose aujourd'hui M. Quinet que diviniser l'humanité et le monde, puisqu'il nous dit que le Christ s'y incarne? Ne nous dit-il pas aussi que Galilée, Keppler et Newton sont les prophètes du monde moderne, des *voyans*, parce qu'ils ont lu en Dieu lui-même leur géométrie sacrée? Cependant, lorsque M. Quinet critiquait Strauss, il se faisait l'adversaire du Dieu-substance.

Quand on suit avec attention la pensée de l'auteur de *l'Ultramontanisme*, on la voit s'épuiser en efforts pour aboutir à un système sans pouvoir y parvenir. M. Quinet s'agite dans un spiritualisme généreux, mais vague, plein d'élans poétiques, mais aussi de contradictions flagrantes. Un moment on serait tenté de le croire déiste avec Rousseau, puis on le trouve panthéiste. Son spiritualisme a mille aspects, mille couleurs : il amuse un moment l'imagination; mais, comme il n'édifie rien, il ne saurait satisfaire les intelligences qui veulent se rendre compte des choses.

Pour nous résumer sur le livre même, *l'Ultramontanisme* est de beaucoup inférieur à la publication qu'a faite l'année dernière M. Quinet sur les jésuites. Les attaques auxquelles il se livre contre l'église ne sont ni nouvelles ni habiles. Sous les formes parfois éclatantes de la polémique de M. Quinet, il y a trop de réminiscences et de lieux communs. Il donne aussi trop beau jeu à ses adversaires par l'ardeur irréfléchie qui l'entraîne, tant pour les faits que pour les idées, dans d'étranges confusions. Sous le rapport dogmatique, l'écrivain s'est tellement abusé lui-même, qu'il a pris des sentimens vagues et des emprunts à des écoles contraires pour des idées positives et neuves.

En dépit de toutes ces méprises, nous n'en tenons pas moins pour très réel le talent même de M. Quinet. Laissons enfin le court ouvrage que nous avons dû critiquer pour considérer un moment l'écrivain avec sa belle imagination et sa brillante plume. Il y a dans ce qu'a

écrit M. Quinet, nous ne parlons que de sa prose, un reflet splendide du génie poétique de M. de Châteaubriand. C'est un de ceux qui, parmi nos contemporains, ont été le plus frappés par le style immortel de l'auteur des *Martyrs*, et qui ont su en garder quelques rayons. Il faut ajouter à ces impressions les idées et les sentimens dont M. Quinet a été s'inspirer en Allemagne. Pour lui, la métaphysique allemande fut comme une poésie initiatrice, et il sut teindre de vives couleurs les trames subtiles de l'idéalisme germanique. Par une réaction qui nous prouve une fois de plus que M. Quinet est un poète, l'auteur d'*Ahasverus* professe aujourd'hui autant de dédain pour l'Allemagne qu'il ressentait autrefois d'enthousiasme pour elle. A l'entendre, les illustres universités d'Allemagne ne disent plus rien, la torpeur est à Berlin, et la mort à Munich. Devait-on s'attendre à trouver de pareilles sentences dans la bouche du traducteur de Herder et de l'hôte d'Heidelberg?

Dans la critique littéraire, M. Quinet apportait un précieux avantage, son imagination; grace à elle, il pouvait entrer mieux que personne dans l'intelligence, dans le secret de ces grandes épopées où se reflète la vie héroïque et religieuse des peuples. En fécondant encore par l'étude cet heureux don, M. Quinet était appelé à se faire une belle place parmi les historiens de la littérature. Les morceaux si remarquables qu'il a réunis sous le titre d'*Allemagne et Italie*, et qui ont paru successivement dans cette *Revue*, attestaient une touche aussi ferme que brillante; ils annonçaient un critique vraiment artiste qui saurait comprendre en penseur, commenter en grand écrivain les œuvres du génie et les monumens des civilisations. Pourquoi faut-il que, depuis plusieurs années, ces belles espérances aient été, sinon détruites, du moins bien ajournées? Pourquoi M. Quinet semble-t-il dédaigner aujourd'hui les études auxquelles il doit ses meilleurs titres, et qui seules peuvent confirmer sa renommée dans l'avenir, pour se livrer uniquement à une polémique plus retentissante qu'utile et judicieuse? Le temps s'écoule cependant, et le talent, au lieu de se fortifier, de s'accroître, s'amoindrit et s'égare.

Les intelligences élevées doivent, à mesure que la vie se déroule devant elles, trouver de plus en plus la force et le calme, et se séparer des agitations stériles. Il arrive un moment où l'esprit apprécie toutes choses pour ce qu'elles valent, et n'a plus qu'une ambition sérieuse : c'est de se contenter lui-même. Alors, dans quelque route où se trouve engagé l'écrivain, qu'il soit poète, historien, philosophe ou publiciste, il s'honorera par un culte sévère de l'art et de la science, et dédaignera de sacrifier aux faux dieux. Il aura un mépris tranquille pour ces

succès éphémères qu'il faut acheter en altérant la vérité dans sa grandeur féconde. Il sait d'ailleurs que de pareils succès sont le plus grand obstacle à une renommée durable. Dans sa clairvoyante justice, l'opinion discerne ceux qui la courtisent par de petits moyens de ceux qui savent mériter, attendre ses suffrages sans les chercher. Il est possible que les rois, s'ils ont encore des flatteurs, soient toujours leurs dupes et les prennent pour des amis sincères; mais il est un autre souverain, le public, qui, en paraissant accepter toutes sortes d'adulations et d'hommages, a le plus souvent peu d'illusions sur le compte de ceux qui les lui prodiguent. Pour arriver à son estime, l'indépendance de l'artiste, celle du penseur est encore la voie la plus sûre; c'est pour ainsi dire la voie sacrée qu'un homme comme M. Quinet ne doit jamais vouloir quitter. Qu'il reprenne ces beaux travaux où il avait su donner à la critique tant d'animation et de splendeur : c'est le vœu sincère que font parmi nous tous ceux qui ont pour son remarquable talent une sympathie profonde. Il ne s'estimerait vraiment pas à sa juste valeur, s'il ne se croyait plus d'autre mission que de déclamer contre les jésuites et les ultramontains. Le brillant passé de M. Quinet nous donne le droit de demander autre chose à l'écrivain que dans sa jeunesse un noble enthousiasme emportait vers la patrie de Platon et d'Homère.

Dans une époque où à chaque pas on se trouve en face de l'exploitation industrielle et du charlatanisme littéraire, il importe que les idées et ceux que leur talent appelle à en être les interprètes ne descendent pas des hauteurs où les place la nature des choses, dans le dessein de se rendre plus populaires. Le beau et le vrai, par leur propre efficacité, exercent sur tous les hommes, sur le peuple aussi bien que sur les connaisseurs, un irrésistible empire, et, pour avoir toute leur puissance, ils ne doivent sacrifier aucune de leurs conditions essentielles. En gardant aux lois nécessaires de l'art et de la science une fidélité ferme, les artistes et les penseurs attireront le peuple à eux, et de cette manière ils l'élèveront; au contraire, si des esprits d'élite, cédant à de déplorables exemples, imaginaient de prendre pour règle les prétendus besoins et les convenances présumées de la foule, et d'y accommoder l'art et la science, cette conduite serait funeste à eux-mêmes, à la poésie, à la pensée, enfin au peuple qu'on aurait voulu servir. Ce n'est pas en abaissant les idées qu'on élèvera les masses. On compromettrait gravement l'éducation de la démocratie, si on la traitait comme ces enfans débiles pour lesquels on retranche dans les disciplines humaines tout ce qu'il y a de rude et de grand.

LERMINIER.

BRUMMELL.

THE LIFE OF BRUMMELL,
BY CAPTAIN JESSE.

L'auteur du célèbre dictionnaire de la langue anglaise, Johnson, eut pour compagnon inséparable, pendant presque toute sa vie, une sorte de sténographe, qui s'attacha à ses pas comme son ombre, qui recueillit les moindres syllabes qui tombèrent de ses lèvres, comme si c'eût été des rubis ou des perles, et qui finit par mettre au jour dix volumes dans lesquels le portrait de son illustre ami fut reproduit aussi exactement qu'il l'eût été par le daguerréotype. Ce que Boswell fit pour Johnson, le capitaine Jesse vient de le faire pour une célébrité d'un autre genre, et il est parvenu à composer deux volumes sur un homme qui passa la plus grande partie de sa vie à mettre sa cravate. George Brummell est probablement peu connu en France; en Angleterre même, il n'existe déjà plus que dans le souvenir de quelques-uns de ses contemporains. Et cependant ce singulier personnage exerça longtemps dans un certain monde une véritable royauté, celle de la mode. Il fut en Angleterre le roi des *dandies*, ce que nous appellerions ici, par corruption, le roi des *lions*. En empruntant à nos voisins cette dénomination, nous en avons complétement altéré le sens. Il n'est pas absolument nécessaire, pour être un lion, d'avoir des danseuses, et de se promener sur le boulevard des Italiens, de Gand, si vous voulez, avec des moustaches ou des gilets excentriques. Ce n'est pas l'habit

qui fait le lion. Le véritable lion, c'est la chose remarquable du moment, c'est la curiosité du jour. Chodruc-Duclos, avec ses haillons, a été un lion; Abd-el-Kader, s'il venait à Paris, serait un lion; les Bédouins, les Bayadères, Listz, ou Mlle Taglioni, tout ce qui fait courir la cour et la ville, voilà ce qui constitue véritablement le lion. Il y a un siècle, ceux qui donnaient le ton à la mode s'appelaient, en Angleterre, des *macaronis*, plus tard ils s'appelèrent des *dandies;* mais dans tous les temps, on les désigna par le mot français de *beaux*. En France, l'empire de la mode est un peu une république : nous avons beaucoup d'hommes élégans; mais il n'y a pas de chef d'école. Que voulez-vous? c'est le malheur de notre temps! Il n'y a de doctrine nulle part, ni dans la politique, ni dans les arts, ni dans les lettres, ni dans la cravate. En Angleterre, au contraire, ce pays de la discipline, la mode est une institution monarchique et héréditaire; il y a toujours un prince régnant. Celui d'aujourd'hui est bien connu : nous ne le nommerons pas, parce que cela ne nous regarde pas; mais son prédécesseur appartient à l'histoire.

Le capitaine Jesse, avec la sollicitude naturelle aux biographes, et particulière aux biographes anglais, se livre à beaucoup de recherches sur la généalogie de son héros. Nous nous contenterons de dire que le grand-père de Brummell était ce qu'on appelle en anglais un *confectioner*, c'est-à-dire un pâtissier-confiseur, et que son père, protégé par lord Liverpool et par lord North, successivement ministres, et secrétaire particulier du dernier, fit une assez belle fortune, et laissa à ses trois enfans environ 1,600,000 francs. C'est à peu près tout ce que l'on sait des ancêtres de George Brummell; ils furent moins célèbres, mais plus honnêtes et plus heureux que leur descendant, et eurent l'avantage de faire un meilleur métier que le sien.

Brummell (George Bryan) était né le 7 juin 1778. Son père le mit au collége d'Eton, où est élevée toute la jeune aristocratie britannique. Il paraît qu'il y manifesta, dès son plus jeune âge, les qualités qui devaient plus tard le rendre si célèbre, et que s'il ne se distinguait pas par la supériorité de ses études classiques, il était absolument sans rival dans l'art de se coiffer et de ne pas crotter ses bas quand il pleuvait. On l'appelait dès-lors *buck* Brummell (*lapin Brummell*). Le mot *dandy* n'était pas encore inventé. Un de ses condisciples affirmait qu'il n'avait jamais été fouetté. « Or, ajoutait-il, un homme qui n'a jamais été fouetté ne vaut pas le diable. » Brummell passa ensuite à l'université d'Oxford, où il continua de cultiver les relations aristocratiques qu'il avait formées à Eton; il y resta peu de temps, et à l'âge de seize

ans il fut nommé cornette dans le 10e hussards, alors commandé par l'homme qui devait exercer le plus d'influence sur toute sa vie, son illustre ami et ennemi, le prince de Galles. Le prince avait à cette époque trente-deux ans, et il se prit d'une prédilection toute particulière pour le jeune cornette dont l'esprit vif et caustique, les manières élégantes et la bonne tenue le mirent d'emblée au premier rang dans la jeunesse dorée qui entourait l'héritier du trône. Il faisait, du reste, son métier en amateur; il ne reconnaissait sa troupe, disait-il, que grace à un de ses hommes doué d'un nez bleu qui lui servait d'enseigne. Il ne brillait qu'à table, où il avait toujours en réserve un fonds inépuisable d'histoires et de chroniques. Quoiqu'il eût les chances les plus heureuses d'avancement, et qu'il eût été fait capitaine à dix-huit ans, Brummell quitta subitement la carrière militaire, qui, en effet, ne lui convenait guère; car nous ne voyons pas que, dans tout le cours de sa vie, il ait jamais manifesté un excessif amour du danger. Ce qui contribua aussi beaucoup à sa détermination, ce fut le désir de s'affranchir de l'usage de la poudre que l'on ne conservait plus que dans l'armée. La grandeur et la décadence de la poudre formeraient un chapitre assez plaisant de l'histoire de l'Angleterre à la fin du XVIIIe siècle. On n'imagine pas la part que prit la politique à la révolution qui s'opéra alors dans les chevelures des trois royaumes. En 1795, M. Pitt, le grand ministre tory, pour subvenir aux besoins de son échiquier, frappa d'une taxe l'usage de la poudre. Tout aussitôt, la *jeune Angleterre* de ce temps-là, dont le foyer était la maison du duc de Bedford, mit la poudre au ban de la mode et de la *fashion*. Tous les dandies et macaronis du parti whig entrèrent dans une sainte alliance contre cette branche nouvelle du budget, et s'engagèrent, sous peine d'amende, à porter leurs cheveux au naturel. Au mois de septembre 95, il y eut à l'abbaye de Woburn, la résidence héréditaire des Russell, un lavement solennel des cheveux de l'opposition, et une répétition générale du massacre des Innocens, représentés par les queues de l'ancien régime. Parmi les familiers de cette inquisition d'un nouveau genre, on comptait le marquis d'Anglesea, lord Jersey, lord William Russell, M. Lambton, le père de lord Durham, et d'autres encore qui occupaient un rang considérable dans leur pays, et qui donnaient le ton à la mode. Le ministre tory se vit ainsi privé d'une source de revenu sur laquelle il avait compté : on lui prêta un instant l'idée de faire face à ce déficit en taxant l'usage des faux cheveux; mais il paraît que M. Pitt recula devant l'indignation des toupets et des tours, et cette audacieuse atteinte à l'*habeas corpus* resta à l'état de projet.

Il se trouva, du reste, que les whigs, en faisant une œuvre d'opposition, firent presque une œuvre de patriotisme, car l'usage universel de la poudre, dans ces temps de guerre, menaçait de réduire l'Angleterre à la disette. Les Anglais, qui, entre autres manies, ont au suprême degré celle de la statistique, ont calculé ce que, dans l'armée seulement, il se consommait de farine pour l'entretien de la tête. Les forces militaires du royaume se montaient alors à 250,000 hommes, dont chacun usait une livre de farine par semaine, ce qui faisait par an la somme de 6,500 tonnes pesant, c'est-à-dire une quantité suffisante pour faire 3 millions 59,353 pains de quatre livres, ou la nourriture de 50,000 hommes. La disette devint telle en l'année 1800, que dans la maison du roi l'emploi de la farine pour la pâtisserie fut défendu et remplacé par le riz, et que les pâtissiers firent faire des murailles de bois pour servir de croûtes. Si l'*anti-corn law League* et M. Cobden avaient existé à cette époque, sans doute nous aurions vu ces singuliers calculs occuper une grande place dans la question des céréales.

Il semblerait donc que Brummell quitta l'armée parce qu'il n'aimait pas la poudre, de toute façon. Une dernière catastrophe le détermina. Son régiment fut envoyé à Manchester, la métropole du commerce, la patrie du coton. « Votre altesse royale, dit-il au prince de Galles, sent combien ce serait désagréable pour *moi*. Songez donc un peu; *Manchester!* » Brummell donna donc sa démission. Un an après, il devint majeur et entra en possession de sa fortune, qui, s'étant accumulée pendant sa minorité, se montait alors à 30,000 livres, ou 750,000 fr. C'était peut-être assez pour vivre à Calais, presque à Paris; ce n'était rien pour vivre à Londres dans la compagnie de la plus riche aristocratie du monde et dans la familiarité d'un prince qui dépensa 2,500,000 fr. pour sa garde-robe. Brummell administra d'abord son petit patrimoine, son *auream mediocritatem* avec une certaine prudence. Il ne fit point de folies, car, comme tous les hommes sincèrement corrompus, il apportait beaucoup d'ordre et de régularité dans ses passions, si toutefois des goûts de cette espèce peuvent être honorés du noble nom de passions. Si plus tard il se ruina, ce fut au jeu. Il prit une petite maison dans le West-End, deux chevaux et un cuisinier, et reçut raisonnablement ses amis. En peu de temps, il devint l'arbitre de la mode, le patron des tailleurs et des dandies, de ceux qui faisaient les habits et de ceux qui les portaient. Sa principale ambition fut d'être l'homme le mieux mis de Londres, et sous ce rapport il montra toujours beaucoup de goût et apporta infiniment d'esprit dans sa toilette. Comme tous les hommes d'une véritable élégance,

il évitait toute excentricité et ne se distinguait que par un soin extrême. Le matin, des bottes et des pantalons, une redingote et un gilet de couleur claire; le soir, un habit bleu, un gilet blanc, des pantalons noirs boutonnés très serrés sur la cheville, des bas de soie et le claque. Quant à la cravate, oh! la cravate, c'était l'article important de Brummell, son *exegi monumentum*. Il y avait, disait-on à cette époque, trois hommes dans le monde : Napoléon, Byron et Brummell. Il serait injuste de nier que les deux premiers n'aient exercé une certaine influence sur leurs contemporains, mais aucun d'eux n'accomplit dans l'ordre politique ou littéraire une révolution aussi radicale que celle que Brummell effectua dans le domaine de la cravate. Lors de son avénement, on portait encore la cravate tout simplement roulée autour du cou, avec un nœud d'une insouciance scandaleuse. Enfin Malherbe vint, et le premier à Londres, George Brummell introduisit l'empois dans les cravates. Nous n'entreprendrons point de décider si la postérité lui doit beaucoup de reconnaissance pour cette innovation; des goûts et des couleurs il ne faut disputer. C'est avec le même sentiment de réserve que nous nous contenterons de traduire, d'après son biographe, la manière dont ce grand homme procédait à la cérémonie solennelle de la mise de sa cravate. Nous regretterions de priver tous ceux qui s'adonnent à cet exercice de la connaissance d'un seul des élémens de cet important système. « Brummell, dit le capitaine Jesse, ne mettait point sa cravate à l'épreuve en essayant s'il pouvait en soulever les trois quarts en la tenant par un coin sans la faire plier; mais quand le nœud n'était pas fait convenablement du premier coup, il la jetait immédiatement. La méthode à l'aide de laquelle il atteignait cet important résultat m'a été communiquée par un de ses amis, qui avait souvent été témoin oculaire de cette amusante opération. Le col, qui était fixé à la chemise était si grand, qu'avant qu'il fût replié, il cachait complètement sa tête et sa figure; et la cravate blanche avait au moins un pied de haut. Le premier coup d'archet était donné au col de chemise, que Brummell repliait à la mesure convenable; puis alors, debout devant la glace, et le menton élevé le plus haut possible, par la pression douce et graduelle de la mâchoire inférieure, il rabaissait la cravate à des dimensions raisonnables, la forme de chaque pli successif étant donnée par la chemise qu'il venait de rabattre. »

Tout le monde sait l'histoire, apocryphe ou non, de ce marquis émigré qui fit sa fortune à Londres en accommodant la salade. Brummell aurait pu faire la sienne en donnant des leçons dans l'art de mettre sa cravate. Il posait chez lui pour ses illustres amis, et souvent, dit-on,

le prince de Galles allait le regarder s'habiller, et s'instruire à cette école de l'élégance et du bon goût. On sait que le prince était le plus magnifique *gentleman* de son temps; quand il mourut, la vente de sa garde-robe produisit à elle seule 15,000 liv. ou 375,000 francs. Lord Chesterfield paya 5,500 francs un manteau qui en avait coûté 20,000.

Brummell, en outre, réunissait toutes les qualités qui rendent un homme aimable dans le monde. Il dessinait passablement, faisait un peu de musique et des vers, et il dansait en perfection. Il avait de plus une ressource précieuse dans son inépuisable bonne humeur, qui faisait de lui un très gai compagnon. Aussi était-il toujours le bien-venu dans la société la plus élégante et la plus exclusive, à Brighton, chez le prince de Galles; à Belvoir, chez le duc de Rutland; à Woburn, chez le duc de Bedford; à Chatsworth, chez le duc de Devonshire. Il n'était pas grand *sportsman*, n'aimant pas sans doute à déranger sa cravate, mais il était un très convenable *rider*. Ses chevaux étaient toujours aussi bien tenus que leur maître. Cette partie de sa maison était entièrement abandonnée à la discrétion de son groom, qui achetait, vendait et changeait ses chevaux sans même le consulter. Brummell ne s'en occupait pas, pourvu qu'il fût toujours bien monté.

Brummell a déjà servi de type à plusieurs personnages de roman. M. Edward Bulwer lui a fait beaucoup d'emprunts pour son *Pelham*. Le personnage de Trebeck, dans *Granby*, était celui que Brummell considérait lui-même comme le moins *chargé*. C'est dans ce roman qu'il est dit de lui et de sa manière de ridiculiser les gens : « Un gardien de ménagerie n'aurait pas mieux montré un singe qu'il ne montrait les originaux. Il avait l'art de faire poser le malheureux objet de son expérience de manière à faire briller ses absurdités, tout en paraissant le flatter de la façon la plus aimable. » Brummell, en effet, entendait admirablement bien l'impertinence; il excellait dans le sarcasme à froid. Son biographe a recueilli une foule de traits qui donnent une idée assez originale de son caractère. Deux dames dont les noms avaient une certaine ressemblance, une Mme Thompson et une Mme Johnson, donnaient l'une et l'autre un bal le même jour. Le prince de Galles avait annoncé l'intention de paraître au bal de Mme Thompson, et comme c'était peu de temps après la rupture du prince avec Brummell, celui-ci avait naturellement été exclus de la liste des invités. Voici que le soir, au moment où Mme Thompson attendait à sa porte son royal hôte, entourée d'un cercle nombreux, elle voit soudainement apparaître Brummell, armé de son plus aimable sourire. Comprimant difficilement sa colère, elle lui donne à entendre

qu'il n'a pas été invité. « Pas invité! dit Brummell en continuant de sourire; il faut donc qu'il y ait eu erreur. » Et cherchant lentement dans toutes ses poches pour prolonger l'anxiété de la malheureuse Mme Thompson, qui tremblait de voir survenir le prince, il finit par tirer une carte d'invitation, qu'il lui présente. « Eh! monsieur, s'écrie-t-elle, mais c'est la carte de Mme Johnson; mon nom est Thompson, monsieur! — Vraiment, madame! reprend Brummell de l'air de la surprise la plus innocente; mon Dieu, quel malheur! En vérité, madame Johns... Thompson, veux-je dire, je suis bien fâché de cette méprise; mais vous savez, Johnson et Thompson, Thompson et Johnson, cela se ressemble tant. Madame Thompson, j'ai bien l'honneur de vous souhaiter le bonsoir. » Et il se retire en faisant un profond salut, au milieu des rires mal dissimulés de la société de Mme Thompson. Mais ce qui distinguait surtout Brummell, c'était une imperturbable assurance, c'était ce genre de fatuité dont tout le sel est dans l'excès même de l'affectation, et qui devient spirituelle et inoffensive à force d'exagération. Un jour, on lui dit au club : « Brummell, où donc avez-vous dîné hier? — Ah! dit-il, j'ai dîné chez un individu du nom de R... Je présume qu'il désire que je fasse attention à lui, c'est pour cela qu'il m'a donné à dîner. Je m'étais chargé des invitations, j'ai prié Alvanley, Pierrepoint et quelques autres. Le dîner était parfait, mais, mon cher, concevez-vous mon étonnement quand j'ai vu que M. R... avait l'effronterie de s'asseoir et de dîner avec nous! »

On sait qu'à Londres il y a la démarcation la plus tranchée entre le *West-End*, le quartier comme il faut, et la Cité, le quartier des boutiques. Il y a entre ces deux pôles une bien plus grande distance encore qu'entre la rue de la Paix et la rue Saint-Denis. Quand on a quelques prétentions à la fashion, on n'avoue pas la Cité. Pour Brummell, c'était une terre inconnue. Il demandait où on changeait de chevaux sur la route. Un jour qu'un riche marchand l'avait invité à y venir dîner : « Je le veux bien, dit-il, mais promettez-moi de ne le dire à personne. » Cependant, dans ce genre de plaisanteries, Brummell n'avait pas toujours le dernier mot, et la Cité se vengeait quelquefois par des réparties à brûle-pourpoint qui dérangeaient les feux d'artifice du dandy. Un brasseur célèbre, dont le nom peut se lire encore à Londres sur tous les murs, l'alderman Combes, jouait un jour avec lui au club, et perdit successivement vingt-cinq *ponies* (un *pony* veut dire vingt-cinq guinées). Brummell se leva, salua gravement son adversaire, et lui dit en empochant les guinées : « Merci, alderman, à l'avenir je ne boirai plus d'autre *porter* que le vôtre. —

Je voudrais, monsieur, répondit froidement l'alderman, que tous les autres vauriens de Londres en fissent autant. » Brummell, à ce qu'il paraît, ne trouva rien à dire; il se promit sans doute de ne plus se compromettre avec la roture.

D'après tout ce qu'on connaît déjà de Brummell, on n'aura pas de peine à croire qu'il n'avait pas l'organe de la tendresse fort développé. Son biographe en convient. Il avoue qu'il ne fut jamais bien sérieusement amoureux, et qu'il ne songea jamais à s'asphyxier. Il aimait trop son précieux individu pour avoir de la tendresse de reste. Cependant le capitaine Jesse assure que Brummell avait, en affaires d'amour, *une vanité et une honnêteté également extraordinaires*, et il raconte à ce propos l'aventure que voici : « Brummell entra un matin dans la chambre d'un de ses nobles amis, chez lequel il était en visite, et lui dit avec beaucoup de chaleur et d'apparence de sincérité, qu'il était fâché, très fâché, de le quitter, mais qu'il fallait absolument qu'il partît. Eh mais! dit son hôte, vous deviez rester un mois. — C'est vrai, mais il faut absolument que je parte. — Mais pourquoi? — C'est que, voyez-vous, je suis amoureux de votre femme. — Qu'est-ce que cela fait, mon cher? J'ai été comme vous. Mais est-elle amoureuse de vous? — Le beau hésita, et finit par répondre à demi-voix : Je crois que oui. — Oh! alors, dit le mari, prenez la poste. »

C'est ce trait qui serait de la fatuité la plus impertinente, s'il n'avait pas plutôt l'air d'une mauvaise plaisanterie que le biographe de Brummell nous donne pour un exemple de l'honnêteté de son héros. Brummell, il faut le reconnaître, avait trop de goût pour commettre sérieusement de pareilles bévues; son excessive vanité ne se faisait supporter que parce qu'il savait la rendre plaisante et en rire tout le premier. Mais, pour en revenir à ses amours, il est évident que le rôle qu'il jouait dans le monde s'opposait, autant que son caractère, à ce qu'il eût des passions sérieuses. Malgré ce culte exclusif qu'il avait pour lui-même, il ne s'appartenait pas. Il était l'esclave de la mode; il était la propriété, la chose de cette abstraction qu'il s'était donnée pour maîtresse unique et jalouse. Il fut peut-être homme à bonnes fortunes; mais, comme l'assure son biographe, et comme nous le croyons sans peine, il ne fut jamais tenté de s'asphyxier.

Précisément parce qu'il n'était pas amoureux, Brummell était très agréable dans le monde. Il était généralement le bien-venu auprès des femmes, avec lesquelles il faisait des madrigaux et de la tapisserie. Il était un habitué de la maison de cette belle et célèbre duchesse de Devonshire, qui joua à cette époque un si grand rôle dans la société

politique de son pays. Lady Georgiana Spencer, duchesse de Devonshire, est certainement une des figures les plus originales et les plus éclatantes de ce temps extraordinaire. Mariée à l'âge de dix-sept ans, et à la tête de la société anglaise par sa beauté, son esprit, le rang et l'immense fortune de son mari, elle devint bientôt comme le foyer autour duquel se groupèrent les hommes les plus illustres : Fox, Wyndham, Burke, lord Townshend, Sheridan et d'autres. Elle fit fureur; ses caprices devinrent des lois; et son nom fut donné à tout ce que la mode voulut inventer. Elle recevait dans Devonshire-House avec une splendeur qui éclipsait complètement celle de la cour; on y jouait avec l'entraînement qui caractérisait ce temps révolutionnaire. Fox et Sheridan étaient, comme on sait, des joueurs impénitens, et la belle duchesse était elle-même passionnée pour les jeux de hasard. On se souvient encore de la part active qu'elle prit aux affaires publiques, au milieu d'un mélange de scandale et d'enthousiasme. Quand la guerre d'Amérique éclata, on la vit parcourir les camps avec l'uniforme de la milice de Derby. Quand la guerre fut déclarée à la France, elle se mit à l'ouvrage avec toutes ses amies pour faire des gilets de flanelle pour les troupes. Mais ce qui est resté plus célèbre, ce fut le rôle qu'elle joua dans l'élection de Fox en 1784. A cette époque, les élections ne se faisaient pas en un seul jour comme depuis le bill de réforme; le *poll* restait ouvert des semaines entières, et chaque jour voyait de nouvelles batailles. L'élection de Westminster (un des quartiers de Londres), où Fox se portait, se prolongea pendant un mois et dix-sept jours. Durant ces six semaines, il régna dans Londres une véritable fièvre. Les femmes, comme les hommes, portaient des faveurs et des cocardes à la couleur du candidat. Les plus grandes dames s'oublièrent, dit-on, jusqu'à s'arracher mutuellement leurs insignes en criant : Vive Fox! ou, Pas de Fox! A un dîner chez le prince de Galles, on attacha secrètement avec une épingle les couleurs de Fox sur la tête de lady Talbot, qui était une violente tory, et qui, lorsqu'elle s'aperçut du tour, arracha la cocarde et la foula aux pieds, au milieu des rires des assistans. La duchesse de Devonshire brilla par-dessus toutes. On l'appelait et on l'appelle encore la *duchesse de Fox*. Accompagnée de sa sœur, lady Duncannon, presque aussi belle qu'elle, elle alla bravement tous les jours aux *hustings* en brillant équipage, avec des faveurs sur son chapeau et d'autres sur la poitrine, portant le nom de Fox. Elle allait quêter des voix pour son candidat dans toutes les boutiques, et entraînait les électeurs éblouis et émerveillés de sa grace et de sa beauté. Quelquefois elle en emmenait dans sa voiture. Un charbonnier qui la regardait avec admiration

s'écria : J'allumerais ma pipe à vos yeux ! Tout le monde connaît cette autre histoire, très vraie, d'un boucher qui lui demanda pour prix de son vote la permission de baiser sa joue patricienne. On sait aussi que la belle enthousiaste accepta le marché. Ce mémorable exploit excita la verve de tous les poètes des trois royaumes. Dans un volume qui fut publié quelques mois après, il n'y a pas moins de cent trente sonnets ou pièces de vers inspirés pour l'accolade du boucher de Westminster. La duchesse de Devonshire faisait elle-même des vers en anglais, en français et en italien.

Au milieu de sa vie dissipée, elle se montra constamment bonne et généreuse. Elle avait toujours la main ouverte et donnait sans compter. La fascination qu'elle exerçait venait moins, à ce qu'il paraît, de la régularité de ses traits que du charme et de la grace que respirait toute sa personne. Un contemporain a dressé un tableau arithmétique et comparatif des beautés régnantes de cette époque. Les qualités distinctives de chacune de ces divinités éphémères y sont désignées et évaluées par des chiffres. Le chiffre le plus élevé est 20. La duchesse de Devonshire a 20 pour la grace, 18 pour l'amabilité, 17 pour l'élégance, 16 pour l'expression, 15 pour le teint, 16 pour la taille, et seulement 14 pour les traits. Dans ce dictionnaire des graces, nous voyons figurer la princesse Marie, duchesse de Gloucester, qui avait alors dix-sept ans, et passait pour la plus aimable jeune fille d'Angleterre. Son altesse royale avait le pied et la cheville sans défaut, ce que trahissaient heureusement les jupes courtes que l'on portait alors. Les autres sont la duchesse de Rutland, la duchesse de Montrose, lady Stormont, lady Anne Fitzroy, lady Anne Lambton, lady William Russell, la femme de celui qui fut si tristement assassiné il y a deux ans par son valet de chambre; lady Erskine Saint-Clair, lady Webster, lady Caroline Campbell, lady Elisabeth Lambert, Mme Tickell, belle-sœur de Sheridan, Mme Law, miss Ogilvie, et Paméla, la femme de lord E. Fitzgerald, désignée comme fille du duc d'Orléans et de Mme de Genlis. Lady Fitzgerald a le chiffre 20 pour l'amabilité, 16 pour la taille, 18 pour l'élégance, 18 pour la grace, 18 pour l'expression, 14 pour le teint, 16 pour les traits.

Au milieu de ces hommes de forte trempe et de ces femmes d'élite qui prenaient héroïquement leur part des grandes passions de leur temps, Brummell se trouve un peu à l'ombre; au milieu de cette société pleine de vie, pleine d'action, pleine de drame, qui mêlait les crises nerveuses des jeux de hasard aux émotions plus ardentes encore dont la révolution française enflammait le monde, ce personnage *tiré à quatre épingles* fait une assez modeste figure. Pour lui rendre jus-

tice, il ne faut pas le tirer de sa sphère. Le bon moment de sa vie est celui qui suivit sa rupture avec son illustre et puissant patron, le prince de Galles. On n'est pas bien d'accord sur les causes qui amenèrent sa disgrace. Brummell l'attribua toujours à l'influence de Mme Fitzherbert, la maîtresse du prince, qu'il avait grièvement blessée par quelques sarcasmes. Et puis, le prince prenait du ventre, ce qui l'indisposait beaucoup contre son ami, qui avait l'indiscrétion de rester toujours jeune. Quoi qu'il en soit, Brummell se vit fermer ce palais de Carlton où il avait régné si long-temps. La manière dont il supporta sa disgrace lui fait certainement le plus grand honneur. En aucune circonstance de sa vie, il ne montra plus d'esprit et plus de verve, autant de courage et de dignité. Il prouva alors ce dont on aurait pu douter, qu'il était quelque chose par lui-même, et qu'il n'était la créature ni de son protecteur ni de son tailleur. Loin de reculer devant son royal ennemi, il le poursuivit de respectueuses impertinences, et lui fit une guerre impitoyablement spirituelle. « C'est moi qui l'ai fait, disait-il, je saurai bien le défaire. » Il prétendit avec la gravité la plus amusante qu'il mettrait le vieux roi à la mode, et du salon du prince de Galles il passa dans celui du duc d'York. Le côté sensible du prince, son embonpoint, devint pour le favori disgracié un texte inépuisable de sarcasmes. A cette époque, Brummell et trois de ses amis, lord Alvanley, M. Henri Pierrepoint, et sir Henri Mildmay, la fleur des pois de Londres, donnèrent un bal célèbre connu sous le nom de *bal des dandies*. Ils venaient d'avoir une veine, et avaient gagné au jeu une somme considérable; ils résolurent d'en faire royalement les honneurs. Le bal fit évènement; on en parla long-temps à l'avance, et le prince de Galles manifesta le désir d'y être invité. « Quand l'approche du prince fut annoncée, dit le narrateur, les quatre dandies prirent chacun une bougie et allèrent le recevoir dans toutes les formes. Pierrepoint, qui connaissait le prince, se tint le plus près de la porte; Mildmay, comme le plus jeune, était vis-à-vis, Brummell et Alvanley à côté. Le prince entra, parla poliment à Pierrepoint, à Mildmay et à Alvanley, puis il se tourna du côté de Brummell, le regarda, et passa sans avoir l'air de le connaître. Ce fut alors que Brummell, saisissant avec infiniment d'esprit et de promptitude l'hypothèse qu'ils étaient inconnus l'un à l'autre, dit tout haut à son vis-à-vis : « Alvanley, qui « est ce gros homme de vos amis? » Ceux qui virent en ce moment le prince disent qu'il fut piqué au vif par le sarcasme. »

Brummell ne perdait plus une seule occasion de blesser le prince, avec l'air du monde le plus innocent. Un autre jour, il passait devant

un monument public au moment où la voiture du prince s'arrêtait à la porte. Les sentinelles présentèrent les armes; Brummell, avec le plus grand sérieux, prit le salut pour lui, et ôta gravement son chapeau, en ayant l'air de ne pas voir qui était dans la voiture. Le prince, à ce qu'il paraît, rougit de colère, mais il ne dit rien.

Cette lutte entre l'héritier de la couronne d'Angleterre et un homme qui n'avait pourtant aucun des avantages de la naissance ou de la richesse, se prolongea quelque temps encore. Ce ne fut pas le succès, ce fut l'argent qui manqua à Brummell. Le nerf de la guerre lui fit défaut.

Une fois exclu de Carlton-House, il se montra beaucoup plus assidu au club et il y joua. Il eut d'abord un très grand bonheur au jeu; il paraît qu'il gagna un jour 26,000 livres, ou 650,000. Ses amis lui conseillaient d'en rester là et de s'acheter des rentes; il continua et perdit tout. Il emprunta à des usuriers, à des taux ruineux. Il empruntait aussi à des gens qui payaient ainsi l'honneur de faire sa connaissance. Brummell les considérait comme ses obligés. L'un d'eux le pria un jour de le rembourser. « Je vous ai déjà payé, répondit le dandy. — Quand donc, monsieur? — Quand? eh! l'autre jour, lorsque vous passiez devant la fenêtre du club et que je vous ai crié : Bonjour, Jemmy, comment cela va-t-il? » Cependant, comme il ne pouvait payer toutes ses dettes de cette manière, il vit bientôt sa liberté compromise, et il lui fallut songer à se mettre à l'abri. Ce fut le 16 mai 1816 qu'il disparut subitement de la scène de ses triomphes. Le matin même, il écrivit à un de ses amis cette petite note : « Mon cher Scrope, prêtez-moi 200 louis; la banque est fermée, et tout mon argent est dans le 3 p. 100. Je vous rendrai cela demain matin. » Son ami lui répondit non moins laconiquement : « Mon cher George, c'est bien malheureux, mais tout mon argent est dans le 3 p. 100. » Après cette tentative infructueuse, le *beau* Brummell parut le soir à l'Opéra; il sortit de bonne heure, et, sans retourner chez lui, il monta dans une chaise de poste qu'il avait commandée. En doublant les guides, il arriva le matin à Douvres, loua un petit bâtiment, et quelques heures après il était sur le sol français.

Ici commence pour Brummell une nouvelle période. Le récit en est triste; le biographe ne nous fait plus assister qu'au spectacle d'une décadence successive. Avec une patience qui ferait honneur à un antiquaire, le capitaine Jesse a recherché et recueilli ce qui restait de ces ruines d'un dandy; il a suivi les traces de Brummell à Calais, où il passa quatorze ans, puis à Caen, où il mourut. A Calais, le premier soin de Brummell fut de s'arranger comfortablement dans son nouveau logis. Il avait, dit le capitaine Jesse, une passion de douairière pour les

meubles de Boulle; il faisait venir tous ses meubles de Paris par un courrier qui, en douze ans, gagna 30,000 francs à ce métier. Brummell avait emporté de Londres 25,000 francs; il dépensa le tout pour meubler ses trois chambres. Les dons volontaires de ses anciens amis devinrent, dès ce moment, sa seule ressource, et il en fut ainsi jusqu'à la fin de sa vie, car le traitement du consulat qu'il obtint plus tard fut toujours pris à l'avance. La duchesse d'York lui envoyait souvent de ces petits cadeaux qui entretiennent l'amitié, soit une bourse, soit un carnet, et toujours l'un ou l'autre était garni de quelques bank-notes. Parmi les personnes qui donnèrent encore à Brummell des témoignages semblables de bienveillance, on comptait les ducs de Wellington, de Rutland, de Beaufort, de Richmond, de Bedford, les lords Sefton, Jersey, Willougby d'Eresby, Craven, Ward, et Stuart de Rothesay. Lord Alvanley fut le plus fidèle de tous. Comme Brummell était sur la route, ses amis ne passaient jamais sans s'arrêter pour l'inviter à dîner. Le capitaine Jesse nous apprend que le grand homme avait réglé sa vie avec une exactitude mathématique. Il se levait à neuf heures, déjeunait avec du café au lait, lisait le *Morning-Chronicle*. A midi, il commençait sa toilette, qui durait deux heures; puis il tenait son lever comme M. de Talleyrand. A quatre heures, il allait se promener dans la rue Royale comme il faisait autrefois dans Saint-Jamess'-Street; à cinq heures, il rentrait s'habiller pour dîner, et à sept heures et demie il s'en allait au théâtre où il avait sa loge. Comme tout *gentleman*, il avait une profonde antipathie pour la société de ses compatriotes en pays étranger, et il ne voyait que ceux qui étaient de passage. Le grand évènement de sa vie de Calais fut le voyage de son ancien ami le prince de Galles, devenu George IV : c'était en septembre 1821. Le roi d'Angleterre allait en Hanovre, et M. le duc d'Angoulême vint le recevoir à Calais. Ce fut un moment de crise dans la vie de Brummell. Il alla s'écrire à l'hôtel Dessin, où était descendu son souverain, mais il ne se présenta pas, ne voulant pas s'exposer à un refus. Il y avait grand dîner à l'hôtel. Brummell donna son valet de chambre pour faire le punch; mais George IV partit sans avoir appelé son ancien favori. Quand il revint, il passa sans s'arrêter. L'hôte de Brummell, à Calais, raconte autrement la chose. « J'étais, dit-il au capitaine Jesse, sur le devant de ma porte, et je vis M. Brummell qui cherchait à rentrer; mais la foule l'en empêcha. Quand la voiture du prince passa, tout le monde se découvrit, et j'entendis le roi dire tout haut : « Dieu ! Brummell ! » M. Brummell put alors traverser la rue. Il était pâle comme la mort, et entra sans me dire un mot. »

Quoi qu'il en soit, les deux amis ne se réconcilièrent pas. Brummell était cependant en grand besoin d'argent; il en était de plus en plus réduit aux expédiens. Les présens de ses amis de Londres le firent encore vivre à Calais quelques années; mais le personnage coûtait cher. Enfin, on réussit à le faire nommer consul d'Angleterre à Caen. Avant de quitter Calais, il dut y régler son budget. Ses dettes étaient considérables; pour les payer, il vendit ses meubles de Boulle et son vieux Sèvres. Cela ne fut pas suffisant, et son banquier resta encore son créancier de 12,000 fr. Il devait à son valet de chambre plus de 6,000 fr. pour les dépenses de sa maison, et 3,400 francs à l'hôtel d'où on lui apportait à dîner. Il eut besoin de tous ses moyens de persuasion pour déterminer son banquier à lui avancer encore 12,000 francs, et pour garantie, il lui céda 8,000 fr. de son traitement, qui était de 10,000. Il lui resta donc 2,000 francs par an pour aller vivre à Caen. Il quitta Calais à la fin de septembre 1830, et, avant d'aller s'enterrer dans sa nouvelle résidence, il courut se retremper dans l'air de Paris. Pendant les huit jours qu'il y passa, il se retrouva dans son élément, vit le plus grand monde, et se dédommagea des quatorze années d'ennui qu'il avait tuées à Calais. Mais, hélas! il fallait partir, et le 5 octobre 1830 la ville de Caen vit arriver dans ses murs le consul de S. M. britannique. Nous ne devons pas oublier de dire qu'avant de quitter Paris, Brummell s'était commandé une tabatière qui lui couta 2,500 francs, plus d'une année de son revenu. Par suite du même système, il fit son entrée à Caen avec quatre chevaux de poste, descendit au meilleur hôtel, et se fit servir immédiatement le meilleur dîner. Au bout de six mois, il était aussi endetté qu'à Calais.

Dès que la vie de Brummell cesse d'être mêlée à celle des personnages historiques de son temps et de son pays, elle n'offre plus le même intérêt. Nous nous dispenserons donc de suivre le capitaine Jesse dans tous les détails de blanchissage de son illustre ami. Cependant, comme la *personnalité* de Brummell consistait surtout dans ses manières, et comme on pouvait dire de lui à juste titre : La tournure, c'est l'homme, nous reproduirons encore ici le portrait du *beau*, tel qu'il était à cette époque, et nous laisserons parler le biographe :

« Brummell, dit-il, garda les couleurs whigs jusqu'à la fin. Le soir, il avait un habit bleu avec un collet de velours, un gilet jaune, un pantalon noir, et des bottes. Il est difficile de savoir pourquoi il avait adopté cette dernière innovation dans son costume du soir, à moins que ce ne fût à cause de l'altération des proportions de sa jambe, l'excuse ordinaire aujourd'hui. Le nœud de sa cravate était toujours irréprochable.

En fait de bijoux, il n'avait qu'une bague unie, et une chaîne d'or massif pour sa montre. Il n'en laissait passer que deux chaînons, de son gilet à sa poche. Un claque et des gants qu'il tenait à la main complétaient un costume qui, par sa simplicité, n'était pas de nature à appeler l'attention sur tout autre que lui. Le matin, il portait constamment une redingote de couleur brune, avec un collet un peu plus foncé, et un gilet de cachemire qui devait avoir coûté une centaine de louis. Le fond était clair, et quoiqu'il eût déjà subi plusieurs hivers, il était aussi bien conservé que lui-même, peut-être parce que la redingote était toujours boutonnée. Il avait un pantalon bleu foncé, des bottes très pointues, un chapeau noir, et des gants clairs. Dans l'été, il portait un gilet de valencia clair..... Chaque cheveu bien à sa place, le chapeau un peu sur le côté, bien ganté, et son parapluie sous le bras, le corps un peu penché, et le nœud de sa cravate se mirant dans des bottes brillantes, il sortait de l'hôtel, marchant sur la pointe des pieds. Dans les premiers temps de son séjour à Caen, le *beau* portait généralement une canne; mais comme dans ce pays le baromètre est souvent au variable, et comme la chance seule de la pluie l'alarmait extraordinairement, il prenait presque toujours un parapluie, qui était protégé par un étui en soie aussi symétriquement adapté que son habit. La tête du parapluie était un portrait de George IV en ivoire (le prince de Galles); il n'était pas flatté, et c'est peut-être pour cela que Brummell le portait. Dans la rue, il n'ôtait jamais son chapeau à personne, pas même à une dame; il aurait eu trop de peine à le remettre bien en place, car il le posait invariablement avec le plus grand soin; de plus, son toupet aurait pu être dérangé, catastrophe qu'il fallait éviter à tout prix. Quand il faisait beau, il rendait le salut de ses amis par une légère inclination de tête ou par un signe de la main. Quand le temps était mauvais, il était trop occupé à choisir les pavés pour voir autre chose. Quand je sortais avec lui, et que la rue n'était pas propre, il ne manquait jamais de me prier de me tenir à distance, consigne que j'avais appris à exécuter mécaniquement. »

Brummell, une fois placé, fut beaucoup moins riche qu'il ne l'était avant d'avoir un traitement. Ses amis le crurent pourvu avec ses 10,000 francs, et ils suspendirent leurs envois d'argent. De plus, Caen était une ville perdue, où ses amis devaient l'oublier avec le temps. « Calais, au contraire, dit le capitaine Jesse, étant sur la grande route de Paris à Londres, était la meilleure place pour un mendiant de sa trempe, car là du moins il pouvait lever un impôt sur ceux qui avaient autrefois cheminé avec lui sur la chaussée de la vie fashionable. Il tomba au bout de quelques mois dans l'état de dépendance le plus

abject, et fut réduit à solliciter et à emprunter d'hommes qu'en d'autres temps il aurait tenus à une incommensurable distance. »

Brummell n'eut bientôt plus à Caen, pour unique ressource, que les services d'un de ses compatriotes appelé Armstrong, qui faisait toutes sortes de commerces. Il était réduit à lui faire des emprunts de 100 francs. « Mon cher Armstrong, lui écrivait-il un jour, envoyez-moi 70 francs pour payer ma blanchisseuse, je ne puis pas obtenir d'elle une chemise, et elle meurt de faim à cause de moi. Je n'ai pas de quoi payer mon médecin ni mes ports de lettres. » Pour comble de malheur, le consulat anglais à Caen fut aboli. Il paraît que lord Palmerston, alors ministre, fit demander à Brummell si le consulat était absolument nécessaire. Brummell, qui espérait se faire envoyer en Italie, répondit qu'il n'y avait rien à faire à Caen. Lord Palmerston profita de l'avis, supprima le consulat, et ne donna à Brummell que des promesses. Tout-à-fait sans ressources, le malheureux *beau* fit appel à ses amis de Londres, et à l'automne de 1832, il envoya Armstrong en Angleterre pour faire une quête. La démarche réussit; le duc de Wellington, lord Willougby, lord Burlington, lord Pembroke, M. Standish, et, le premier de tous, lord Alvanley, couvrirent la souscription, et l'ambassadeur de Brummell revint avec une somme suffisante pour payer les dettes courantes; mais, naturellement, c'était toujours à refaire. Le plus fort créancier, d'ailleurs, le banquier de Calais, n'était pas payé. Il se lassa, et au printemps de 1835, il fit arrêter son infortuné débiteur. Brummell était au lit, et dormait quand on vint le prendre. Brusquement réveillé, et se voyant entre les mains de la justice, il s'abandonna au plus violent chagrin. Il demanda qu'on le laissât seul un instant pour s'habiller, et ne put l'obtenir. « Ceux qui ont connu Brummell, dit son biographe, imagineront quel effet cela dut produire sur sa vanité et sur sa recherche habituelle. Pour la première fois de sa vie peut-être, il fut obligé de s'habiller à la hâte. »

Dans les premiers jours qu'il passa en prison, il tomba dans le plus profond découragement. Toutes ces superfluités de la vie, qui lui étaient devenues de plus en plus nécessaires avec l'âge, lui manquèrent à la fois. Il ne commença à se remettre que lorsqu'on lui eut rendu ses savons, ses pommades, son eau de Cologne, tout ce qu'il appelait ses « comestibles. » Il reprit alors ses habitudes, et un de ses compagnons de prison raconte « qu'il consacrait trois heures à sa toilette, se rasait tous les jours, et faisait des ablutions complètes de toutes les parties de son corps. Pour cette opération de propreté, inouie dans les fastes de la prison, douze à quinze litres d'eau et *deux litres de lait* lui étaient régulièrement apportés. » Le créancier de

Brummell avait probablement compté que la mesure de rigueur qu'il avait prise déterminerait les amis du vieux dandy à liquider sa dette. Il ne s'était pas trompé. Armstrong partit encore en mission pour Londres. Il alla quêter de porte en porte, en faisant un tableau lamentable des malheurs du ci-devant roi de la mode. Le duc de Beaufort et lord Alvanley ouvrirent de nouvelles souscriptions. Le duc de Devonshire, le général Upton, le général Grosvenor et d'autres donnèrent chacun 25 louis; lord Palmerston y ajouta 200 louis comme indemnité de la suppression du consulat. Enfin, Armstrong put encore revenir avec assez de fonds pour éteindre non-seulement la dette de Calais, qui était de plus de 15,000 francs, mais aussi les dettes de Caen. De plus, quelques-uns des amis de Brummell s'engagèrent à lui envoyer tous les ans 3,000 francs pour le mettre à l'abri du besoin.

Brummell sortit de prison, et le même jour parut au bal. Il avait recouvré sa bonne humeur : « C'est aujourd'hui, disait-il gravement, le plus beau jour de ma vie, car je suis sorti de prison et... j'ai mangé du saumon. » Cependant, à dater de ce moment, il baissa rapidement. Il avait conservé son goût pour la bonne chère, et, ne pouvant plus bien dîner à ses dépens, dînait sans scrupule aux dépens d'autrui. Il était devenu une des curiosités de l'endroit et un meuble indispensable de la table d'hôte. Lui, autrefois si *exclusif*, ne répugnait plus à accepter d'un étranger une bouteille de vin de Champagne. Il dépensait d'ailleurs une bonne partie de sa pension en eau de Cologne et en vernis pour ses bottes, qu'il faisait venir de Paris. Armstrong, son chargé d'affaires, fut obligé d'annoncer dans toute la ville qu'il ne payerait plus que les mémoires qui seraient réglés par lui. Cependant Brummell effectua à cette époque une grande réforme dans son train de vie; il se résigna à porter des cravates noires! Ce fut un évènement dans son monde, une véritable abdication; mais ce fut aussi le commencement de la fin. Le vieux dandy arriva bientôt à négliger les soins extérieurs qui avaient été la principale occupation de toute sa vie; c'était un signe irrécusable que son esprit s'altérait. Il n'avait plus d'autre instinct que celui de l'appétit, et mangeait avec une voracité telle qu'il fallut lui interdire la table d'hôte. Bientôt sa raison s'égara au point qu'on fut forcé de lui donner une garde. Le spectacle de sa folie était profondément triste. « Quelquefois, dit son biographe, il se mettait dans l'idée de donner une fête, et il invitait tous les compagnons de sa vie brillante d'autrefois, dont beaucoup étaient déjà morts. Ces jours-là, il faisait ranger sa chambre, mettre la table du whist, et allumer des bougies (qui n'étaient que de la chandelle). A huit heures, le domestique, auquel il avait donné ses instructions, ouvrait la porte

toute grande, et annonçait là duchesse de Devonshire. Le *beau* se levait de son fauteuil, et il s'avançait jusqu'à la porte pour recevoir la belle Georgiana. Son salut était presque aussi gracieux que trente-cinq ans auparavant. « Ah ! ma chère duchesse, disait-il en grasseyant, que je suis heureux de vous voir ! Je vous en prie, ensevelissez-vous dans ce fauteuil. Savez-vous bien qu'il m'a été donné par la duchesse d'York, une très bonne amie à moi? Pauvre femme, elle n'est plus maintenant ! » Ici les yeux du vieillard se remplissaient de larmes, et se laissant tomber lui-même dans son fauteuil, il regardait vaguement le feu jusqu'à ce que lord Alvanley, ou lord Worcester, ou tout autre, fût annoncé, et alors il recommençait la même pantomine. A dix heures, on annonçait les voitures, et la farce était finie.

Enfin ses amis n'eurent plus d'autre ressource que de le mettre à l'hospice. Il fallut l'y porter de force; il croyait qu'on le menait encore en prison. Le vieux *beau* mourut dans la maison du Bon-Sauveur, à à Caen, le 30 mars 1840, à l'âge de soixante-douze ans.

L'histoire de George Brummell porte avec elle son propre enseignement. Sa mort fut triste; sa vie fut-elle plus enviable? nous ne le croyons pas. Elle manque de dignité et de vérité. Le sentiment de l'égoïsme y absorbe tous les autres. Brummell eut des amis qui le logèrent, le nourrirent, le vêtirent pendant vingt-cinq ans, et le jour où il perdit son caniche, il dit qu'il avait perdu son meilleur ami. Il n'eut point la grande et la plus légitime excuse de tous les écarts, la passion. On ne voit point qu'il ait eu les saintes faiblesses du cœur; il n'eut que celles de la vanité. Ce ne fut point pour une maîtresse qu'il se perdit; ce fut pour de l'huile antique, de l'eau de Cologne, et des bains de lait. Assurément, celui qui, sans aucun des avantages de la naissance ou de la fortune, sut se créer une espèce de dictature sur la plus fière et la plus opulente aristocratie du monde, ne fut pas un homme ordinaire; mais il montra seulement comment il est possible d'unir beaucoup d'esprit et un goût exquis à un manque à peu près absolu de sens moral. Nous n'avons point la prétention de faire du puritanisme : tout au contraire, nous croyons que la délicatesse des soins extérieurs est une présomption très réelle et très sérieuse en faveur de la délicatesse de l'esprit; mais si nous apprécions infiniment un homme qui sait se bien mettre, c'est à la condition que la préoccupation de son habit ne l'empêche pas de voir qu'il y a autre chose en ce monde et dans l'autre. Après tout, un nœud de cravate n'est pas la chose dont on puisse dire : *Porrò unum est necessarium.*

JOHN LEMOINNE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 juillet 1844.

Qu'est-il donc arrivé de si funeste au clergé? La commission dont M. Thiers est l'organe propose de rendre aux petits séminaires les huit mille bourses fondées en 1828; aussitôt le parti ecclésiastique jette feu et flamme. Il proteste, il menace, il crie au despotisme et à la corruption. Pour répondre à ces fureurs, il suffit de rappeler des faits que tout le monde sait, et le clergé mieux que personne. Le ministre qui a fait signer les ordonnances de 1828 était un évêque, M. Feutrier; la commission qui proposa de doter les petits séminaires était présidée par un archevêque, M. de Quélen. Assurément, personne ne croira que ces deux prélats se soient entendus avec Charles X pour sacrifier l'église à l'Université, et les petits séminaires à la Sorbonne. Loin de là, ces huit mille bourses, que les imprudens défenseurs du clergé appellent aujourd'hui le prix de sa servitude, lui furent offertes pour concilier les intérêts réunis de la religion et de l'état. Les petits séminaires ne pouvaient se suffire. Abandonnés à la charité des fidèles, ils se voyaient forcés d'admettre des élèves laïcs dont les pensions servaient à former des prêtres. Ils s'écartaient ainsi du but légal de leur institution, et devenaient de vrais colléges. L'opinion s'en plaignait hautement. Ce fut pour les ramener à leur spécialité, et leur fournir les moyens d'assurer le recrutement du clergé, qu'on les dota. Voulait-on par là humilier l'église ou l'asservir? Lisez le rapport de M. Feutrier, il vous dira que le gouvernement comptait sur la reconnaissance des évêques. Les chambres avaient la même confiance dans les dispositions de l'épiscopat. En effet, l'élite du clergé reçut avec empressement ce don de l'état destiné à perpétuer le sacerdoce, et à fortifier l'église en l'attachant plus étroitement à sa mission. Des plaintes isolées se firent entendre. Elles étaient dictées par des motifs étrangers à la religion. L'église les désavoua, et personne n'en fut ému. Voilà comment les choses se sont passées sous la restauration. Et l'on vient prétendre aujourd'hui que le projet de rétablir les huit mille bourses est une œuvre abominable! Le pays, dont

le bon sens découvre aisément toutes les intrigues parées du manteau de la religion, comprendra ce que cela veut dire.

On parle de corruption! Il faut mettre de côté cet argument, qui n'est pas sérieux. Douze cent mille francs ne tiendront pas une grande place au budget parmi les fonds que reçoit déjà le culte catholique. La commission n'a pas pu penser que l'église consentirait pour si peu à donner le baiser de paix à l'Université. C'eût été vraiment se tirer d'affaire à trop bon marché. Disons la vérité, il ne s'agit pas ici pour le clergé d'une question d'amour-propre; son honneur n'est pas en jeu : il s'agit pour lui d'un intérêt de domination. Le sanctuaire est devenu trop étroit; on y étouffe. On ne veut pas se résigner à n'élever que des prêtres, on veut élever les laïcs, sans surveillance et sans contrôle. N'a-t-on pas dit que le droit d'enseigner est une mission divine, qui appartient à l'église? Voilà tout le secret de cette grande colère soulevée contre le rapport de M. Thiers à propos des huit mille bourses. La commission a frappé l'endroit sensible. Ajoutez qu'elle a été généreuse autant qu'habile, et que M. Thiers a mis dans son langage autant de mesure que de fermeté. Cette modération devait avoir pour effet de redoubler l'emportement des écrivains qui se sont constitués les défenseurs du clergé. Plus on est calme et juste, plus on court le risque d'exaspérer les gens violens.

Aussi, lisez en ce moment les feuilles ecclésiastiques; vous vous croirez dans un temps de révolution. Les pouvoirs publics sont accusés de tyrannie et dénoncés à la haine des citoyens. Les journaux légitimistes font entendre leur voix dans ce concert d'injures contre le gouvernement de juillet, et leur langage est édifiant. Ce sont eux qui attaquent le plus amèrement les huit mille bourses, l'œuvre de la restauration. Lorsque Charles X donnait ces huit milles bourses aux petits séminaires, il faisait un acte de munificence qui témoignait de son zèle pour l'église; mais si le gouvernement de juillet venait à rétablir ce don de la restauration, il ferait un acte de perfidie, qui témoignerait de son irréligion et de la perversité de ses projets contre le clergé! Admirez la force et la sincérité de ce raisonnement! Ce qu'il y a de plus édifiant encore, ce sont les outrages que les journaux ecclésiastiques adressent à M. Thiers. On l'appelle un sacrilège, un dissolu, un homme de sang et de boue; on le compare à Robespierre. Que doivent penser MM. les évêques en lisant dans leurs journaux de pareilles choses? Nous ne leur ferons pas l'injure de supposer qu'ils les approuvent : nous aimons mieux croire qu'elles sont du goût de ces docteurs « trop contestés, » à qui la commission de l'instruction secondaire n'a pas voulu confier la jeunesse de la France. C'est en effet leur manière de discuter; on reconnaît leur style. Cependant l'épiscopat peut bien mériter aussi quelques reproches au sujet de cette effervescence des journaux néo-catholiques. Il écrit si souvent dans ces journaux, qu'on est en droit de supposer qu'il les dirige. Pourquoi donc ne cherche-t-il pas à leur donner des leçons de convenance et de justice? Pourquoi? nous le dirons franchement : c'est qu'il craint de se brouiller avec eux, et qu'il croit malheureusement ne pas pouvoir se passer de leur dangereux appui.

L'épiscopat de notre temps est d'un caractère faible et indécis; il a eu souvent des intentions louables qu'il n'a pas osé réaliser; souvent aussi il a commis des excès sans le vouloir. Il n'a pas la main assez forte pour maîtriser les élémens passionnés qui s'agitent autour de lui dans l'intérêt de sa cause, ou sous le prétexte de la défendre. Il est dominé par eux. Il ne commande pas, il obéit. L'histoire, sur ce point, sera sévère à son égard. Elle lui reprochera d'avoir soulevé un débat dont il n'avait pas calculé les suites, de s'être créé un rôle pour lequel il n'était point préparé, de s'être lancé dans une voie périlleuse où il a marché sans but, entraîné par ceux qu'il aurait dû contenir, désirant quelquefois s'arrêter, et faisant sans cesse de nouveaux pas sous l'impulsion d'une volonté plus forte que la sienne. Au commencement, toute la question était de savoir si les petits séminaires seraient surveillés ou non. L'épiscopat n'allait pas plus loin; mais on l'a vu depuis, sous l'empire des sollicitations qui l'ont envahi, approuver les pamphlets dirigés contre l'Université, défendre les jésuites, rejeter la déclaration de 1682, enfreindre les règles du concordat, traiter avec mépris le conseil d'état et les chambres, et porter jusque dans le palais du roi, le jour d'une fête, l'expression inconstitutionnelle de ses prétentions excessives. On le voit aujourd'hui protester contre la restitution des huit mille bourses, et une lettre de l'évêque de Langres menace le gouvernement d'un refus de concours. Ces témérités successives et ces exigences croissantes de l'épiscopat prouvent moins son ambition que sa faiblesse. Livré à des influences subalternes, gouverné par des agens obscurs, poussé en avant par des intérêts dont il est devenu l'instrument, il n'a pas su garder l'attitude modérée que lui conseillaient sa prudence et ses lumières. L'usage de la presse lui a été surtout funeste. Une polémique insensée, qu'il n'a pas eu le courage de désavouer, l'a forcé peu à peu à devenir ou à paraître le complice de ses exagérations. Des hommes savans et vénérables, de pieux prélats, l'estime et l'amour de leurs diocèses, se sont jetés ainsi dans des entreprises hasardeuses, tantôt par l'effet d'un entraînement irréfléchi, tantôt par suite de concessions pusillanimes, quelquefois même, il faut le dire, par la crainte de se voir gourmander dans des feuilles que personne n'aurait lues, s'ils n'avaient eu la complaisance d'y faire publier de temps en temps leurs pastorales, avec leurs études biographiques ou littéraires sur les professeurs de l'Université.

Ce qui se passait il y a peu de jours entre deux feuilles ecclésiastiques au sujet de la dernière protestation des évêques vient encore à l'appui de notre opinion sur le caractère irrésolu de l'épiscopat. Après des révélations embrouillées et des démentis réciproques, exprimés en des termes qui démontrent que les écrivains néo-catholiques ne sont pas toujours tenus d'obéir aux lois de l'Évangile et du bon goût, il est demeuré constant que les évêques présens à Paris avaient protesté individuellement entre les mains du garde-des-sceaux, très étonné sans doute de se voir le confident des griefs du clergé contre une commission de la chambre des députés; mais il a été prouvé également que les protestations avaient été annoncées avant d'être faites,

avant même que les évêques eussent pris la résolution de les écrire. On a trouvé plus sûr de leur donner un conseil public, un avis officiel, et ils l'ont suivi. Nous plaignons l'épiscopat d'en être réduit à s'inspirer à de pareilles sources, surtout si les instructions qu'il y puise émanent réellement, comme on le dit, d'un pouvoir devant lequel il a déjà tremblé plus d'une fois.

Il est temps encore pour l'épiscopat de sortir de cette situation, où il compromet par ses faiblesses des intérêts plus grands que les siens. Qu'il recouvre son indépendance, qu'il s'élève au-dessus d'une sphère où l'on s'agite dans un but étranger à sa mission. On le jette malgré lui dans la politique et au milieu des passions du jour, on associe sa cause à celles des ennemis de la royauté; on parle de lui faire signer des pétitions, on lui demandera bientôt son concours dans les élections contre le gouvernement de juillet. Qu'il se renferme dans le sanctuaire; il aura pour lui la reconnaissance des amis de l'ordre, qui sauront bien défendre avec lui la religion, si jamais elle est sérieusement attaquée. Nous tenons ce langage aux évêques parce que nous les croyons déjà revenus de beaucoup d'erreurs; mais s'ils conservent des projets ambitieux, nous leur dirons que depuis un an ou deux ils ont pu mesurer leurs forces; ils savent maintenant que le pays a peu de goût pour les doctrines ultramontaines. La France est religieuse, mais elle veut être libre. L'esprit gallican, qui a été l'honneur et la vertu de nos pères, domine encore dans notre société. C'est un esprit peu agressif, il est indulgent, il est patient, mais il est ferme. Si l'épiscopat veut entreprendre de le dompter, il s'y brisera.

Quoi qu'il en soit, cette question religieuse n'a pas au fond l'importance qu'elle paraît avoir, et que s'efforcent de lui donner les violences intéressées des factions. C'est un de ces débats qui peuvent se prolonger plusieurs années, dans le temps où nous vivons, sans agiter gravement la société. Les excès même que l'on a commis rendront la conclusion plus facile en indiquant nettement le côté où se trouvent la vérité et la justice. Un pays mûr ne se laisse pas long-temps émouvoir par des déclamations. On aura beau crier à la tyrannie, on ne fera pas du gouvernement de juillet un oppresseur du clergé, et de l'épiscopat une victime. Le parti ecclésiastique n'est pas l'Irlande, et nous ne sommes pas l'Angleterre. Rassurons-nous donc. Cette question des huit mille bourses, pas plus que celle du programme de philosophie ou des certificats d'étude, ne dérangera pas même l'équilibre des partis dans le sein du parlement. Le ministère, il est vrai, en souffrira. La discussion à la chambre des députés montrera toute l'étendue de ses fautes : en dehors du ministère, aucune situation ne sera sensiblement modifiée. Lorsqu'on a vu des dissidences profondes sur des questions aussi graves que celles de l'Algérie ou de la conversion des rentes ne pas apporter le moindre obstacle à la formation de plusieurs cabinets, il serait assez surprenant que la question des écoles ecclésiastiques et la manière d'organiser l'enseignement secondaire ne pussent être, comme on dit, des questions réservées. D'ailleurs, tout n'a pas été dit sur ces questions. La discussion de la chambre

des pairs, quoique très brillante et très approfondie, n'a pas été complète. Plusieurs solutions paraissent n'avoir pas eu dans la pensée de ceux qui les ont adoptées un caractère définitif. On a remarqué sur quelques points difficiles le silence assez significatif de certains hommes considérables qui pourront prendre dans un nouveau débat une position nouvelle. Et en ce qui concerne, par exemple, la question des huit mille bourses, nous ne serions pas surpris, si l'on veut savoir toute notre pensée, que la chambre des pairs, mieux éclairée, proposât un jour d'effacer les petits séminaires de la loi, et de les laisser tels qu'ils sont dans l'ordonnance. Ce serait un premier pas en arrière. Les circonstances indiqueraient plus tard s'il serait nécessaire d'en faire un second.

La chambre des pairs achève en ce moment ses travaux, et la chambre des députés a terminé les siens depuis quelques jours. Le budget a été voté rapidement. Les chemins de fer ont été l'objet d'une discussion vive, quelquefois même passionnée. Au Palais-Bourbon, l'article additionnel de M. Crémieux a été définitivement rejeté; n'en parlons plus. Le chemin d'Orléans à Bordeaux et celui de Lyon ont été votés tels qu'ils étaient sortis de la discussion du Luxembourg. Le choix du système d'exécution est ajourné à la session prochaine. On peut dire néanmoins qu'il est arrêté dès à présent dans la chambre élective. La réaction opérée dans l'esprit public contre les compagnies, les jalousies, condamnables du reste, qu'inspirent les grandes situations financières, les dangers que présente pour la vie et la fortune des citoyens une industrie souvent égoïste, les avantages de la centralisation administrative appliquée à un service d'une importance immense, l'intention récemment annoncée par l'Angleterre de restreindre désormais chez elle le système des concessions, la même tendance beaucoup plus prononcée en Allemagne, enfin la position plus nette et plus libre où se trouvera la chambre lorsque la question des chemins de fer se reproduira devant elle dégagée des intérêts de localité et des prétentions rivales soulevés par la question des tracés, tous ces motifs, nous le croyons, feront prévaloir dans la majorité le système de l'exécution par l'état. Ce nouveau principe de notre législation des chemins de fer se sera établi malgré les convictions opposées du cabinet. C'est une question où, jusqu'ici du moins, il n'aura pas même eu le mérite de défendre bravement sa cause pour succomber avec honneur. La discussion des chemins de fer a clos en réalité la session de la chambre des députés. Nous mentionnerons cependant le vote qui donne au ministre des finances la faculté de terminer par voie de souscription l'emprunt autorisé par la loi du 25 juillet 1841. Le ministre appréciera les circonstances où l'emploi de ce mode pourra réussir. La chambre a voulu affranchir le trésor des conditions un peu dures que lui font subir certaines influences financières. C'est pour cela peut-être que des gens connus pour sympathiser avec ces influences ont pris parti dès le premier jour contre l'article additionnel de M. Garnier-Pagès. Nous ne parlerons que pour mémoire du projet de loi sur les canaux, modifié par la chambre, et de la rétribution

universitaire, cet impôt barbare que la chambre a rayé de la loi des recettes malgré les objections présentées par M. Laplagne au nom du cabinet. L'abolition de cet impôt était réclamée par la commission de l'instruction secondaire. Ces deux petits échecs, ajoutés à tant d'autres, ont été pour le cabinet une nouvelle occasion de faire admirer sa vertu dominante, la modestie.

M. Dumon, le plus modeste de nos ministres depuis deux ou trois mois, puisque la plupart des défaites essuyées depuis ce temps à la chambre des députés ont été subies par lui, a rencontré dans la chambre des pairs des dispositions plus favorables. Il y a défendu avec succès une bonne cause. Plusieurs projets de chemins de fer, votés au Palais-Bourbon, étaient menacés au Luxembourg par quelques partisans exclusifs de la loi de 1842, adversaires des embranchemens et des lignes qui ne sont pas compris dans le réseau fixé par cette loi. Adoptés à cette époque de la session, les amendemens qu'ils proposaient eussent abouti à un rejet pur et simple. Fort heureusement, cette tentative a échoué devant la sagesse de la pairie. Nous sommes loin d'incriminer les intentions des honorables pairs qui ont voulu ajourner les chemins de Strasbourg, du nord-ouest et du centre, par un scrupule de fidélité à la loi de 1842. Leur sentiment était louable. On ne saurait trop répéter à un pays comme le nôtre que la force du gouvernement réside, avant tout, dans la stabilité des lois. Cependant ajourner d'un seul coup trois grandes lignes pour démontrer la vérité de cet axiome, c'eût été donner au pays une leçon de légalité par trop coûteuse. Nous voulons bien croire, il est vrai, que les propositions d'ajournement s'appuyaient aussi sur d'autres raisons un peu plus solides : la chambre des députés n'avait pas envoyé à la chambre des pairs des plans irréprochables; mais la majorité de la pairie n'a pas voulu éterniser par des modifications inopportunes la question des tracés. Elle n'a pas voulu qu'on pût lui reprocher d'avoir frappé de stérilité cette longue session, qui, à tout prendre, sans les chemins de fer, n'eût pas été très fructueuse. Nous félicitons la noble chambre d'avoir pris cette sage résolution, en dépit des efforts assez opiniâtres que l'on a faits pour l'en détourner.

Les journaux du ministère sont triomphans. Voilà enfin la session finie. Pendant cinq mois, ils n'auront plus à enregistrer chaque matin, dans leurs colonnes, une ou deux défaites parlementaires. On reprend courage. La tribune est muette au Palais-Bourbon; M. Thiers est parti : on attaque M. Thiers. Il faut bien aussi consoler un peu M. Guizot des éloges qu'on s'est permis d'adresser, dans l'intérêt de l'Université, à l'honorable rapporteur de la loi sur l'instruction secondaire. Il y a quinze jours, M. Thiers était un homme prudent, habile, circonspect; aujourd'hui, c'est un esprit qui s'agite dans le vide, qui se jette étourdiment dans mille affaires à la fois et n'en finit aucune. L'homme d'état par excellence, celui qui termine habilement et heureusement les affaires, c'est M. Guizot. L'affaire du droit de visite, celle de l'*exequatur*, celle du Maroc, Montevideo, Taïti; les graves questions que soulèvent les intérêts commerciaux et politiques de la France en Espagne, dans l'Orient,

en Grèce, tout cela est terminé, résolu. A l'intérieur, tout ce que le ministère a commencé est fini, ou marche sans obstacles. Tous les projets de loi présentés dans cette session par M. Guizot et ses collègues ont été votés comme ils le désiraient, témoin les projets de chemin de fer entièrement remaniés par la majorité, témoin aussi ce projet de l'instruction secondaire si gravement amendé par la noble chambre au milieu des désappointemens cruels de M. Villemain, des joies secrètes de M. le ministre des cultes, et de la sublime indifférence de M. Guizot! Voilà de ces succès qui montrent dans tout leur jour la science du gouvernement. Et l'article du *Moniteur* sur la dotation, quelle habileté! quel heureux moyen imaginé pour terminer une affaire! Soyez donc surpris qu'au milieu de tous ces triomphes de sa politique M. Guizot ait rencontré deux ou trois admirateurs anonymes qui l'ont fait graver en empereur romain!

Nous ne ferons qu'indiquer en très peu de mots la situation de quelques gouvernemens étrangers. En Espagne, la question électorale préoccupe vivement les esprits. Déjà, des réunions préparatoires ont eu lieu. Les exécutions sanglantes de Sarragosse ont produit dans le pays une impression pénible. La reine retournera à Madrid dans les premiers jours du mois d'août. La solution de toutes les difficultés politiques est ajournée à la réunion des cortès. Il en est de même en Grèce, où l'influence française paraît devoir se rétablir par la chute probable de Mavrocordato. En Orient, les représentans de la France et de l'Angleterre agissent de concert près du divan pour obtenir des indemnités en faveur des familles chrétiennes que les Albanais ont décimées et pillées. La Porte consent, mais elle voudrait que les Albanais payassent les indemnités. Comment parviendra-t-elle à les y contraindre? Dans le Nord, la question qui domine est la réforme de la constitution de la Suède. Les troubles survenus dans les districts manufacturiers de la Bohême sont calmés. La tranquillité est rétablie dans la ville de Prague; mais à Berlin, un attentat commis sur la personne du roi de Prusse vient de jeter tout à coup la consternation dans les esprits. L'assassin a été arrêté et a fait l'aveu de son crime, qui paraît n'avoir aucune cause politique.

Les débats du parlement anglais appellent en ce moment toute notre attention. Le langage qu'on y tient sur la France est généralement mesuré. On semble éviter avec soin toute parole irritante qui pourrait compliquer les difficultés que présente pour l'Angleterre notre situation devant le Maroc. Néanmoins, sur le fond des questions, les dispositions restent les mêmes. Un discours de lord Palmerston, à la chambre des communes, a remis sur le tapis l'affaire du droit de visite. Le noble lord se plaint que la traite, au lieu de diminuer, ait pris un nouveau développement. Il reproche au cabinet tory d'avoir fait manquer la ratification du traité du 20 décembre, en négligeant de la demander à la France dans les délais voulus. De son côté, sir Robert Peel attribue le refus de la France à l'irritation causée par le traité du 15 juillet. Tous deux, néanmoins, reconnaissent que la France veut sincèrement l'abolition de la traite. Ils accusent l'Espagne et le Brésil de ne pas

remplir leurs engagemens. M. Peel a su habilement ménager la position de M. Guizot. Cependant il n'a prononcé aucune parole d'où l'on puisse augurer son intention de ne pas maintenir le droit de visite réciproque. A la chambre des lords, dans la séance du 25, lord Aberdeen a donné connaissance des instructions nouvelles envoyées aux croiseurs sur la côte d'Afrique. Ces instructions renferment quelques modifications dans le système de répression de la traite. On a déjà essayé de présenter ces modifications comme une concession faite à la France par l'Angleterre, et on a rappelé en même temps l'ordonnance de l'amirauté, rendue en 1842, sur les instances de M. de Saint-Aulaire, pour empêcher la destruction des établissemens à esclaves sur la côte d'Afrique. Il faut louer le gouvernement anglais d'avoir pris ces mesures, destinées à répandre chez ses croiseurs des habitudes de discrétion et de réserve qu'ils n'ont pas toujours montrées; mais si les concessions demandées par M. Guizot à l'Angleterre doivent se borner là, nous pouvons nous attendre à un amendement de M. Jacques Lefebvre dès le début de la prochaine session. Cet empressement que l'on met à signaler de pareils résultats, et à les présenter comme une première victoire de M. Guizot, peut nous faire présager dès à présent quel sera le succès de ses négociations. M. Guizot paraissait avoir meilleur espoir il y a deux ou trois mois. Le projet de loi coloniale qu'il avait fait porter à la chambre des pairs, malgré les répugnances de M. de Mackau, avait pour but de préparer un arrangement avec l'Angleterre sur le droit de visite. Au moyen d'un article qui eût donné au gouvernement des pouvoirs étendus pour abolir l'esclavage, M. Guizot espérait obtenir du cabinet anglais l'adoption en commun de procédés nouveaux concernant la répression de la traite. C'eût été un coup d'éclat pour la rentrée des chambres. Les changemens apportés par la commission dans le projet de loi sur les colonies ont détruit cette espérance. Il faut maintenant que M. Guizot cherche un nouveau moyen d'obtenir la concession promise aux chambres. Il en avait un sous la main il y a un mois : il avait l'affaire du Maroc, où l'on eût pu, avec un peu d'énergie ou de présence d'esprit, stipuler avec l'Angleterre certains avantages en retour de la modération de la France. Malheureusement M. Guizot s'est empressé, dès le premier jour, de communiquer au cabinet anglais tout le plan de la France sur le Maroc. L'Angleterre a pu prendre cette promptitude et ce désintéressement pour un aveu de notre faiblesse. Comment pourrait-on lui demander aujourd'hui le prix d'une chose qui lui a été abandonnée comme un droit?

La situation des forces navales du royaume-uni préoccupe vivement la presse et les chambres anglaises. Sur la proposition de M. Hume, la chambre des communes a voté une adresse à la reine, pour la supplier de nommer une commission qui soit chargée d'examiner les ports de l'Angleterre. La *Note* du prince de Joinville a servi de texte à cette motion. M. Peel, en admettant l'enquête, a voulu lui donner la couleur d'une mesure réclamée en vue d'un intérêt commercial; mais elle a évidemment un caractère politique. Elle est l'expression d'un sentiment de défiance et de jalousie contre la

France. C'est le sentiment national en Angleterre; il ne faut pas s'étonner de le voir se réveiller avec une certaine énergie dans les circonstances actuelles. L'entente cordiale n'en subsiste pas moins, mais dans les limites d'où elle n'est jamais sortie depuis qu'elle est née, c'est-à-dire entre les deux familles royales de France et d'Angleterre. Seule, ou à peu près, de l'autre côté du détroit, la reine Victoria éprouve un entraînement sympathique pour cette alliance, devenue si nécessaire à la paix du monde. Elle a pour les vertus du roi Louis-Philippe, pour sa haute capacité politique, pour les qualités si rares de sa famille, une admiration et une affection sans bornes, qui réagissent en elle sur la France en dépit des préjugés de sa patrie, et la mettent quelquefois en lutte ouverte avec eux. On raconte à ce sujet un trait curieux. Lorsque la *Note* du prince de Joinville arriva en Angleterre, elle y excita un mécontentement général. La reine, dans le premier moment, partagea le sentiment de tout le monde, en déclarant toutefois qu'à son avis la *Note* n'était pas du prince. Plus tard, quand elle sut à n'en pas douter que le prince était l'auteur de cet écrit, si mal accueilli autour d'elle, elle se mit à le relire attentivement et le jugea excellent. Elle déclara qu'elle trouvait tout naturel que le prince eût défendu les intérêts de son pays, et qu'elle lui en ferait son compliment à la première occasion. Depuis ce temps, il a été rarement question devant elle de la *Note* du prince de Joinville.

L'Algérie a encore été l'objet des interpellations de M. Sheil. Cette fois, les whigs et les tories sont tombés à peu près d'accord sur la convenance et la nécessité de considérer notre établissement en Afrique comme un fait accompli. Voilà donc une question vidée; mais pourquoi M. Peel a-t-il pris le soin de faire remarquer que l'Angleterre, sans protester contre l'occupation française, n'a cependant rien fait d'où l'on puisse induire qu'elle a reconnu notre droit? D'après M. Sheil, la France, si on lui reconnaît la souveraineté de l'Algérie, a le droit d'exiger que le consul anglais demande le renouvellement de ses pouvoirs. A cela, M. Peel répond que M. Saint-John agit encore en vertu de l'*exequatur* du dey. N'est-ce pas dire nettement à M. Sheil que le droit de la France n'a pas encore été reconnu? On ne le conteste pas, soit; mais, pour le reconnaître, on prendra du temps : voilà ce que signifie le discours de M. Peel. Est-ce là une situation digne de la France?

Nous savons qu'on s'est fait sur cette question une théorie, démentie d'ailleurs par les principes. On dit que les consuls n'étant pas des agens diplomatiques, la formalité de l'*exequatur*, une fois accomplie à leur égard, n'a pas besoin d'être renouvelée, quoi qu'il arrive. Au moins, sur cette fausse doctrine, faudrait-il prier l'Angleterre de vouloir bien se mettre d'accord avec nous pour dissimuler notre défaite. Mais, non; l'Angleterre paraît au contraire d'un avis tout opposé. M. Peel ne repousse pas le principe posé par M. Sheil; il semble admettre qu'en bonne règle, si on l'avait bien voulu, les pouvoirs du consul anglais à Alger auraient dû être renouvelés depuis la conquête. Il suit de là que le gouvernement anglais nous fait sciemment un affront, et qu'il ne consent pas même à nous prêter son manteau pour le cacher.

Si nous sommes bien informés, la question a été traitée plus d'une fois depuis 1830 entre l'ambassadeur d'Angleterre et les ministres des affaires étrangères. On a dit à l'ambassadeur ce que nous disons nous-mêmes, qu'en principe, les pouvoirs du consul anglais devaient être renouvelés; en effet, d'après les capitulations, le consul anglais auprès du dey avait dû être assimilé aux agens diplomatiques, et recevoir comme eux des lettres de créance; depuis notre conquête, Alger étant devenu un gouvernement dépendant de la France, une double situation se présentait : ou bien le consul anglais devenait agent commercial, alors il avait à demander son *exequatur*, ou bien il restait agent diplomatique; alors, où étaient ses lettres de créance? Voilà ce qu'on a dit d'abord à l'ambassadeur d'Angleterre. On a été plus loin : on lui a fait entendre qu'en supposant même l'incertitude dans les principes, il était convenable que la question fût décidée dans le sens d'un renouvellement de pouvoirs, que les susceptibilités nationales en France finiraient par s'irriter là-dessus, que dans l'intérêt de la paix européenne, dont la garantie reposait sur l'union entre la France et l'Angleterre, il serait utile d'écarter cet embarras. Comment l'ambassadeur d'Angleterre a-t-il accueilli ces ouvertures? S'est-il rejeté sur une question de droit? A-t-il prétendu que d'après les règles diplomatiques les pouvoirs du consul anglais n'avaient pas besoin d'être renouvelés? Nullement. Il n'a fait aucune objection de fond : il a mis en avant le besoin pour l'Angleterre de conserver son influence à Constantinople. On sait les contestations ridicules que la Turquie a élevées sur notre souveraineté en Algérie, à tel point qu'un jour l'ambassadeur turc entra chez un ministre des affaires étrangères tenant à la main une protestation écrite, que le ministre, dont nous pourrions citer le nom, ne voulut pas recevoir, et sur laquelle il ne daigna pas même jeter les yeux. Sans doute, les prétentions du divan étaient absurdes, et il était assez étrange que l'Angleterre nous demandât de lui laisser jouer à nos dépens un rôle qui les favorisait; mais la nécessité de ménager la Turquie pour terminer heureusement les affaires d'Orient fit consentir au vœu exprimé par l'ambassadeur d'Angleterre. Le gouvernement de la France attendit des circonstances plus opportunes pour faire valoir son droit.

Ces circonstances se présentent aujourd'hui. Aucun ministre, depuis 1830, n'a reçu plus d'éloges en Angleterre que M. Guizot. Nous ne disons pas qu'on lui ait fait jusqu'ici beaucoup de concessions; mais on lui en doit beaucoup. Ce n'est pas lui que l'Angleterre ou la France peuvent soupçonner d'une préférence secrète pour la Russie. Il a tout fait pour l'Angleterre; elle lui doit bien en retour quelque chose. Ajoutez que notre situation en Algérie peut exiger d'un instant à l'autre l'emploi de grandes ressources. Le moment serait mal choisi pour l'Angleterre de maintenir, en dépit du sentiment national qui se prononce, une sorte de menace diplomatique dont l'effet serait de rendre plus difficile pour nous la lutte que nous soutenons contre les populations africaines. Une négociation à cet égard est urgente, ne fût-ce que pour rétablir des principes méconnus, et placer le gouverne-

ment de la France dans une meilleure voie. Il serait du devoir de M. Guizot de retirer des mains de l'Angleterre une arme qu'elle a reçue de lui, et dont elle pourrait se servir plus tard contre ses successeurs.

Tous les regards sont fixés en ce moment sur l'empire du Maroc. Les escadres de la France, de l'Angleterre, de la Hollande, de la Suède, du Danemark, sont en présence devant Tanger. Le prince de Joinville est arrivé d'abord à Gibraltar; il s'est rendu ensuite à Tanger, puis à Algésiras, puis à Cadix, où il attend les instructions du gouvernement. Toutes les nouvelles s'accordent à dire que le prince, sur ce théâtre où sa bravoure et son patriotisme doivent être puissamment excités, a su déjà montrer autant de fermeté que de prudence. Sur la nouvelle qu'un vaisseau de l'escadre anglaise était entré dans le port de Tanger, le prince amiral, sortant de Cadix, a aussitôt réclamé; l'escadre anglaise a donné des explications satisfaisantes, et il a été déclaré que ce fait ne se représenterait plus.

Les bruits les plus contradictoires circulent au sujet des négociations. On avait d'abord annoncé que sir Robert Wilson, revenu du Maroc, assurait que la médiation anglaise terminerait tout; mais il y a déjà plus de trois semaines que le consul-général, M. Hay, négocie près de l'empereur de Maroc, qui n'a pas encore répondu à l'ultimatum de la France. Pendant que l'on négocie, les évènemens marchent avec une rapidité menaçante sur le théâtre des hostilités. Le 10 juillet, le maréchal Bugeaud se trouvait en avant d'Ouchda. Le 16, provoqué par une nouvelle attaque des Marocains, il les poursuivait jusqu'à trois journées dans l'intérieur des terres. Enfin les dernières nouvelles annoncent que le maréchal s'avance à plus de quatre-vingts kilomètres de la frontière, sur le territoire ennemi; les troupes marocaines fuient à son approche. Abd-el-Kader a failli tomber dans ses mains.

D'un autre côté, la plus grande effervescence règne dans le Maroc. Les défaites essuyées contre les Français dans les escarmouches qui ont eu lieu sur la frontière sont célébrées comme des victoires par une population fanatique, sur laquelle l'empereur n'exerce aucune influence. Les tribus prennent les armes. A Tanger, la populace a forcé les magasins et les arsenaux du gouvernement. Hamida, l'ancien kaïd, ami dévoué d'Abd-el-Kader, commande à Ouchda. Le fils aîné de l'empereur, Sidi-Mohammed, arrive sur la frontière à la tête de forces considérables. Vient-il apporter la paix? Comment le pourrait-il en présence des tribus qui méconnaissent l'autorité de l'empereur, et n'attendent qu'une occasion pour proclamer Abd-el-Kader?

Toutes ces circonstances réunies jettent le ministère dans une assez vive perplexité. On commence à voir que l'on a fait une faute en ne prenant pas dès le début une résolution énergique. Les difficultés ont grandi. On a trop compté sur les négociations. M. Guizot, dit-on, en convient facilement avec ses amis, et il leur communique ses plans. Il s'agit pour lui d'une crise dans sa carrière politique, et il cherche à en sortir avec honneur. Tout son système était fondé sur la paix; le voilà lancé dans la guerre. Il paraît accepter cette situation nouvelle; mais l'embarras est de trouver un plan effi-

cace en dehors de ceux qu'il s'est malheureusement interdits par des engagemens impolitiques, aussi contraires à son intérêt même qu'à celui du pays. Le maréchal Bugeaud propose de marcher sur Fez, et demande pour l'expédition 25,000 hommes d'infanterie, 25 pièces de canon, 6,000 chameaux, et 8,000 hommes de cavalerie. M. Guizot refuse, et nous croyons qu'il a raison. Une expédition tentée au milieu des sables, sous un ciel embrasé, dans un pays inconnu, où l'eau est rare, pour atteindre un point qui est à soixante-dix lieues de la frontière, peut exposer l'armée à des désastres incalculables. M. Guizot penche pour une expédition sur Mogador, d'où l'on ferait une pointe sur Maroc. Pourquoi ne dirige-t-il pas sur Tanger cette brave escadre commandée par un fils de France, qui brûle d'ajouter une belle page aux annales maritimes de son pays? Pourquoi? Lisez le discours de M. Peel en réponse aux interpellations de M. Sheil sur l'Algérie, voyez ce qu'il dit des communications qu'il a reçues au sujet des affaires du Maroc; vous comprendrez le motif qui empêche M. Guizot de diriger une escadre sur Tanger. Il s'est lié les mains, et il a enchaîné avec lui la fortune de la France.

La perte si regrettable et si subite de l'auteur du recueil des *Chants populaires de la Grèce* a fait une impression profonde auprès des hommes éminens dont M. Fauriel avait été l'ami, et sur lesquels son esprit sagace et inventif avait exercé une influence très réelle et d'autant plus digne de remarque, que le public n'avait guère été à même de l'apprécier. Il a manqué à M. Fauriel la persévérance qui achève et l'ambition qui cherche à mettre en lumière les efforts poursuivis dans l'ombre. Aussi la réputation du savant historien de *la Gaule méridionale,* si notable qu'elle soit, ne correspond-elle pas à la valeur et à la portée de ses nombreux travaux; mais les biographes ne manqueront certainement pas de restituer à la mémoire de M. Fauriel l'honneur qui doit surtout lui revenir, celui d'une initiative fortement originale dans la critique littéraire et historique. L'écrivain à qui Cabanis adressait sa fameuse lettre des *Causes premières,* l'ami dont Manzoni écoutait l'inspiration et à qui il se faisait honneur de dédier sa meilleure pièce, l'homme que Mme de Staël consultait sur la littérature allemande, qui donnait à M. Cousin le goût de la philosophie ancienne, à M. Raynouard celui des troubadours, à M. Augustin Thierry celui des races du moyen-âge, à M. Ampère celui des littératures comparées, l'homme, enfin, qui a su inspirer tant d'illustres amitiés et coopérer par ses conseils à tant de monumens aujourd'hui célèbres, ne peut manquer de laisser des regrets profonds chez tous ceux qui, comme nous, ont eu l'honneur de le pratiquer. Le moment n'est pas venu d'apprécier l'ensemble de l'œuvre de M. Fauriel : les manuscrits très nombreux qu'il laisse ne tarderont pas sans doute à être publiés. Ce sera une occasion naturelle (et nous n'y manquerons pas) de retracer la biographie aussi curieuse que peu connue, et de juger les travaux si divers de cet ingénieux et patient esprit.

V. DE MARS.

DES

TENDANCES LITTÉRAIRES

EN ANGLETERRE ET EN AMÉRIQUE.

Carlyle et Emerson. — Historiens, Romanciers et Poètes. — Abaissement intellectuel. — Romans de Frederika Bremer. — Correspondance de Robert Burns. — Littérature et Mœurs américaines. — Fusion des Races. — Symptômes de l'avenir.

Il semble difficile aujourd'hui d'isoler la littérature d'un peuple et de la soumettre à une analyse spéciale, tant les produits de l'intelligence sont partout confondus et mêlés. Une nappe de lumière égale et pâle est répandue sur l'Europe et sur le monde. Les livres ont beau venir de loin, ils sont frères; nous les savons par cœur. Cet *annuaire* imprimé au cap de Bonne-Espérance, ce recueil de *poésies* par un colon australasien, cet *almanach* imprimé à Surinam avec de petits contes, ce traité de littérature écrit plus loin que le Canada, du côté des glaces; ce pamphlet publié à Toronto, ville peu connue et florissante des États-Unis, tous ces livres nouveaux n'ont rien de neuf, de distinct et de marqué. Ils ressemblent à tout et se ressemblent complètement. Londres, Paris, Java, Surinam, Pittsburgh et Halifax don-

nent les mêmes fruits, d'une saveur fade et aigrelette, avec des qualités utiles, faciles aux estomacs paresseux, mais peu nourrissans, sans élévation, sans fraîcheur, ne portant pas à la tête; quelque chose d'honnêtement sain, comme ces liqueurs qui ne font pas faire de folies, qui abreuvent sans danger et coûtent peu.

Les originalités tranchées, les livres qui ressortent du caractère intime et spécial de l'écrivain, disparaissent chaque jour. Je ne vois en Amérique que le philosophe Emerson, et en Angleterre Carlyle, qui se détachent de la masse par une physionomie puissante et neuve. C'est toujours cette monnaie des talens, dont l'équivalent nous arrive en petites pièces, et en petites pièces sans effigie. Tout est vulgaire, rien n'est exécrable. La plupart des romans anglais dévident plus ou moins adroitement le fil d'un récit qui devrait occuper vingt pages, et qui en usurpe neuf cents. Une miss Agnès Strickland, que Dieu bénisse! est à son septième volume des *Reines d'Angleterre* (1), et n'a pas atteint une époque plus moderne que 1610. Jugez de la place que ce procédé lui réserve pour les XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles. Miss Louisa Costello, femme de talent, ne traite guère moins librement les *Femmes illustres d'Angleterre* (2). La littérature de la Grande-Bretagne roule doucement sur cette pente de décadence que nous avions depuis long-temps mesurée de l'œil. Il semble que tout se rapetisse et dégénère. Les derniers débats de la chambre des communes ont quelque chose de puéril et de froid; les conquêtes même de lord Ellenborough dans l'Inde se sont teintes d'une emphase ridicule et d'un orientalisme qui pourrait passer pour une parodie; les théâtres n'existent plus que pour mémoire. Macready, Bulwer, mistriss Gore, Sheridan Knowles, Young, Kemble, tous les talens du théâtre et de la presse se sont en vain ligués pour rendre vie à la muse comique et tragique. Pas un poète nouveau, tout semble épuisé. Carlyle seul maintient sa position singulière de chef intellectuel et mystique dans un pays pratique et commercial; encore son dernier ouvrage (*Past and Present*) semble-t-il annoncer le relâchement précoce de ce talent peu commun; il se répète déjà et se perd dans l'image. Sa doctrine cependant fait des prosélytes, Emerson la propage en Amérique.

Elle courrait risque de passer auprès des esprits légers pour vague et inexplicable; on pourrait l'accuser d'une contradiction flagrante.

(1) *The Queens of England*, by miss Agnes Strickland; 1843 et 1844.

(2) *Memoirs of eminent English Women*, by miss Louisa Stuart-Costello; 1844.

Carlyle et Emerson sont démocrates, si l'on entend par ce mot la sympathie avec l'humanité, l'intérêt porté au bien-être des masses. Ils sont aristocrates, si l'on appelle aristocratie l'amour de la supériorité intellectuelle, le respect de l'idéal, la vénération pour tout ce qui représente la dignité et l'élévation de l'homme. Ce parti, qui n'est pas encore formé, échappe aux dangers et aux ruines de ces vieilles institutions qu'on ne peut espérer de reconstruire; il se détache aussi des illusions de l'avenir et des crédulités du présent. Il ne prend pas la brutalité pour la force et l'activité physique pour le progrès; il n'espère pas raviver les fantômes de la chevalerie et du moyen-âge. Carlyle et Emerson ne croient ni à la régénération par les missionnaires protestans ou autres, ni à la toute-puissance de la statistique. Ils n'ont foi en aucune panacée; l'organisme doit sortir un jour du désordre moral et de l'affaissement intellectuel; telle est, selon eux, la loi divine. Mais cet organisme ne sera pas pour les temps futurs ce qu'il a été pour les temps écoulés.

Carlyle, bien supérieur à son élève, traverse sans crainte cette forêt d'additions, de soustractions et de colonnes, de promesses et de théories dont l'ombre épaisse nous environne, et va droit au fait. Chez Emerson, le penchant démocratique est très prononcé; chez Carlyle, le respect pour le passé se maintient avec énergie. Il y a des vues hasardées ou incomplètes, mais un style ardent et net dans le livre d'Emerson intitulé *Essays;* le dernier ouvrage de Carlyle, *Past and Present,* s'élève plus haut. On y reconnaît le même coup d'œil sagace et prophétique qui distingue ses précédens ouvrages, *Hero-Worship, Chartism, the French Revolution,* et sa première œuvre, *Sartor resartus.*

Nous reparlerons bientôt d'Emerson, quand nous le retrouverons parmi les poètes américains; il a d'ailleurs trop peu écrit pour nous occuper long-temps. Nous nous sommes plusieurs fois expliqué (1) sur la valeur intrinsèque et la forme attaquable, mais brillamment audacieuse, de ce Thomas Carlyle, qui nous semble marcher à la tête des penseurs anglais, — à leur tête, en dehors du groupe. — Assurément sa destinée n'est pas accomplie. C'est un demi-Écossais, un *borderer,* ou homme des limites de l'Écosse et de l'Angleterre, né au milieu de ces ravines pittoresques et de ces vallées sinueuses entremêlées de cascades bondissantes et de rochers abruptes qui séparent l'Angleterre de l'Écosse. Le village d'Ecclesfechan, dans le comté d'Annandale, à la fois civilisé par le voisinage de l'Angleterre et sau-

(1) Voyez *Thomas Carlyle* dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er octobre 1840.

vage par sa situation dans une gorge de montagnes, regardait comme son oracle le père de Carlyle, fermier riche, et dont la veuve, une *maîtresse-femme*, à ce que dit son fils, existe encore, et s'enorgueillit de la renommée acquise par Thomas. Le fils, intelligence originale, traversa, comme il arrive souvent aux hommes supérieurs, plusieurs zones d'études et de pensées avant de trouver sa voie définitive; on dut le prendre pour inconstant, parce qu'il était vaste. Élevé pour l'église, inscrit sur la liste des élèves d'un collége écossais, il s'éprit d'abord des sciences exactes, où il excella, ensuite de la jurisprudence, qu'il étudia à fond, enfin de la métaphysique, qui le conduisit à l'étude sérieuse de la philosophie allemande. Ainsi la connaissance pratique de la vie résultait pour lui de la rustique simplicité de sa jeunesse; il devait l'habitude de la précision à la science des nombres, la subtilité des déductions aux arguties de la chicane, et la profondeur rêveuse de ses nouveaux maîtres venait se mêler à cet extraordinaire mélange; ces derniers le séduisirent jusqu'à l'enivrer.

La route des esprits médiocres et des talens ornés est bien plus directe; Pascal, Leibnitz et Goethe essaient long-temps leurs forces et traversent obliquement vingt régions contraires avant de tracer le cercle qui les circonscrit. Leur apprentissage semble une erreur et un voyage au hasard; c'est une douleur et une exploration. « Long-temps, dit Carlyle dans son étrange style, je me suis adressé cette question : Possèdes-tu en toi-même une certaine faculté, un certain germe, une force propre que tout le monde n'a pas, ou bien es-tu tout simplement la plus complète nullité de ces temps modernes? Comment répondre? O terrible incrédulité, de ne pas croire en soi-même! Et je n'avais pas foi! Comment l'aurais-je eue? Récemment le ciel avait paru s'ouvrir à mes yeux; j'avais aimé ardemment et en vain; le paradis, se refermant tout à coup pour moi, ne m'avait laissé que le sentiment du désespoir et le mépris de moi-même. Je ne savais que faire de la grande énigme de la vie spirituelle, et le mystère de la vie pratique m'échappait également; je ne faisais pas le plus léger progrès dans le monde, partout ballotté, méprisé, repoussé, honni des hommes. Perdu dans cette foule menaçante, chiffre isolé au milieu de cette multiplication infinie, sans pouvoir, sans force, sans avenir, il me semblait que je n'eusse d'autre faculté que celle de voir, et de voir ma propre misère. Les hommes me pressaient de toutes parts, et je me sentais éloigné d'eux, séparé de la foule par des murs d'airain, murs invisibles. Un enchantement douloureux me condamnait à vivre, à aimer, à penser isolé de tout ce qui vit, de tout ce qui aime, et de tout

ce qui pense. Y avait-il dans ce vaste monde un cœur fidèle sur lequel je pusse reposer mon cœur? Oh non! mon Dieu, pas un! Je restai donc, le mépris dans la pensée, la douleur dans l'ame, un sceau de silence sur les lèvres, muet au milieu de cette succession changeante d'amis prétendus : ames avides et vénales, cœurs ridés, tout prêts à profiter de mes fautes, et auxquels je dérobais soigneusement ce que rêvait mon cerveau, ce que mon ame souffrait. Dans ces circonstances-là, ce qu'on a de mieux à faire, c'est de parler peu, de se tenir bien clos et couvert, et de n'emprunter jamais sa conversation qu'aux papiers publics; de la sorte on ne court aucun risque. Oui, quand je regarde en arrière, je m'étonne d'avoir pu vivre ainsi; hommes et femmes, même en me parlant, n'étaient que des images, et, dans le commerce habituel de la vie, je ne sentais plus de cœurs battre auprès de moi; des marionnettes rapaces de bois et de métal m'environnaient de toutes parts. Solitaire, je marchais au milieu de leurs rues et de leurs assemblées, dévorant dans ma caverne, comme le tigre, non pas les autres, mais mon propre cœur, et sauvage comme lui dans ses solitudes indiennes. »

Cette biographie secrète de l'isolement inévitable dans les premières luttes du génie est pathétique à faire trembler. On voit à quelle profondeur Carlyle rencontre ce mélange d'émotions contenues et de pensées métaphysiques qui, jaillissant en images, constituent son originalité spéciale. Goethe, Jean-Jacques Rousseau, Mme de Staël, Schiller, ont laissé des traces dans cette intelligence, d'ailleurs spontanée. Il publia d'abord, en 1824, une traduction fidèle de l'*Apprentissage de Wilhelm Meister*, puis une série de contes et de romans allemands en quatre volumes. Collaborateur du *Fraser's Magazine*, il fit sa route, comme tous les talens réels, contre vents et marée; quand il se vit appuyé par le public, grand protecteur des mérites véritables, il alla voiles déployées, et s'abandonna plus librement à cette humeur fantasque si rarement unie à la solidité de la pensée, rayon de soleil qui se brise et se joue sur les eaux de la mer profonde. Ce fut alors qu'il écrivit pour le *Fraser* une rêverie bizarre, où les formes des gouvernemens, des institutions et des arts, sont comparées aux vêtemens qui se modèlent sur la taille de l'homme; l'histoire de ces vêtemens, à la fois symboliques et nécessaires, variables et réductibles à des types communs, c'est le *Sartor resartus*, qu'il faut relire au moins cinq fois pour le comprendre un peu, et qui prouve que l'imagination de Carlyle était alors remplie des plus subtiles vapeurs allemandes. D'autres recueils, et spécialement le *Foreign Quarterly Review*, s'attachèrent cet écri-

vain original, et Carlyle, qui n'avait pas dépensé sa jeunesse en pages futiles, n'eut qu'à faire jaillir de sa veine les pensées, les images qui s'y étaient accumulées pendant les solitaires méditations dont il a tracé le tableau. C'était un étrange style et bien incorrect. Le trop plein de ses idées et de ses souffrances se déversa ainsi dans une série d'articles où la pensée philosophique se cache sous une forme hétéroclite, allemande et anglaise; — c'est tantôt Sterne, tantôt Jean-Paul, quelquefois Goethe; — la chimie, l'astronomie, l'algèbre, jetées pêle-mêle et confondues. Je ne pourrais mieux le comparer qu'au style de Mirabeau père, *l'ami des hommes*, que Carlyle lui-même a si bien caractérisé : « Un style riche et richement extravagant, dit-il, plein de nouveauté, de vigueur, de soleil et d'ombre, — étincelant sous sa cuirasse de métaphores et sous les triples écailles de ses images extraordinaires, disloqué, tortueux, mystérieux, — des vapeurs molles sur des angles de montagnes, et des rayons de soleil dans des trous profonds, avec une veine de satire cachée que le XVIIIe siècle ne comprenait pas. La pâture était trop forte pour ces jeunes et aimables enfans. »

Carlyle fit paraître en 1837, et toujours dans le même style, *French Revolution, a history;* en 1839, ses *Essais*, et une brochure intitulée *Chartism;* en 1841, ses leçons sur *le Culte des Héros*, et, tout récemment, *le Présent et le Passé*. C'est dans l'*Histoire de la Révolution* que brille le plein soleil de son talent et de sa vigueur; mais c'est à ses autres ouvrages, un peu affadis et amollis quant à la forme, qu'il faut demander le développement de ses doctrines et leur application au temps actuel et à l'avenir. *Le Chartisme* offre l'analyse pittoresque des maladies sociales que l'accroissement démesuré de l'industrie et du commerce entraîne après lui. Il étudie cet anévrisme commercial comme un médecin qui reconnaît que la force de la vie s'est accumulée sur un seul point d'une façon dangereuse. La vapeur lumineuse de son style agrandit les objets par une sorte de mirage fantastique, mais ne les dissimule ni ne les voile. Ses admirateurs devenaient nombreux, et, sous l'éloquence ardente de ses livres, on crut deviner l'orateur; on se trompait. L'intensité et la nouveauté, les deux qualités principales de sa pensée et de sa forme, deviennent des défauts quand il s'agit d'émouvoir les masses par l'électricité de la parole. Ses leçons publiques sur *le Culte des Héros* (*Hero-Worship*) eurent peu de succès, et l'on n'en reconnut la valeur que lorsqu'elles furent imprimées. C'est encore un singulier ouvrage, mais dont la pensée première est profonde. Le philosophe y étudie, l'une après l'autre, toutes les espèces d'hommes qui ont dirigé l'humanité, comme poètes, législateurs,

rois, guerriers, fondateurs de religions, et il prouve que, malgré les nuances des temps, des conditions et des lieux, leur force, essentiellement la même, consiste dans une sympathie innée avec leur époque et l'humanité. Dans cet ouvrage comme dans les précédens, l'esprit pratique de l'Anglo-Écossais contracte alliance avec l'idéalisme allemand. Le style en est moins pénible, mais il est aussi moins coloré et plus lâche que celui du *Chartisme*, inférieur lui-même aux *Essais*, qui ont paru après l'*Histoire de la Révolution française*, et qui sont loin de la valoir.

Past and Present, le dernier ouvrage de Carlyle, complète le développement de ses doctrines politiques. La conquête féodale, désordonnée, sanglante, inhumaine, et s'organisant peu à peu d'elle-même, sous la lumière et la chaleur de la sympathie et de la charité chrétiennes, telle est la première partie du livre de Carlyle : c'est le passé. La nouvelle conquête industrielle, commerciale, démocratique, à peine achevée aujourd'hui, entraînant mille dangers, affaiblissant l'intelligence, détruisant les arts, livrant à la matière un règne souverain et passager, puis s'organisant d'elle-même avec lenteur et difficulté, mais certitude et grandeur, telle est la seconde partie : c'est le présent. Peut-être tout cela est-il un peu rapide et ébauché, et l'on voudrait qu'un esprit aussi remarquable ne se laissât pas emporter à l'allure violente du pamphlet. On peut lui reprocher encore des couleurs criardes, une mise en scène qui cherche le drame, un défaut de sobriété et de simplicité; ces défauts ont accru sa popularité et lui ont fait un public. Les têtes de cette capacité sont rares, et il est difficile de se montrer à la fois moins dogmatique et plus fécond en idées nouvelles que Carlyle.

La première partie de son œuvre est occupée par un tableau du moyen-âge. Pour présenter, dans sa vérité, l'ère féodale et la vie intime des couvens au XIIe siècle, il s'est servi d'une publication archéologique fort curieuse, que la société Camden vient d'éditer (1). Ce document, retrouvé dans les parchemins du Musée britannique, est l'œuvre d'un moine contemporain du roi Jean, qui se nommait Jokelyn de Brakelond, et qui l'a écrit en latin. Au lieu de s'en tenir aux maigres détails dont la plupart des chroniqueurs se contentent, Jokelyn a tout observé, et tout redit, ses jugemens sur l'abbé, ses petites querelles personnelles, ses opinions sur la science et la politique du temps; il a été aussi minutieux qu'intéressant : de cet égoïsme heureux est résulté le tableau du monastère de Saint-Edmondsbury, de son éco-

(1) *Jokelyn of Brakelond, a memoir*, translated by, T. E. Tomlins, etc.

nomie domestique, de ses revenus, de ses révolutions intérieures et de ses habitans. Le livre est utile, unique, charmant. Le bien et le mal y sont dits avec ingénuité; Jokelyn, aussi bavard que Pepys ou le marquis de Dangeau, avec plus de bon sens, a sur eux l'avantage de nous entretenir d'une époque et de choses inconnues; il s'ennuie, se console la plume à la main, et nous fait passer en revue les moines, les paysans, le bon abbé Sampson, Hugues l'abbé paresseux, les seigneurs et leurs femmes; on aperçoit des abus, mais on est ému des grandes actions naïves qui compensaient les torts de cette merveilleuse époque. On vit de la vie du couvent au XIIe siècle. Cet abbé Sampson, qui ne dirigeait qu'une communauté, eût été un grand monarque; on admire son énergie réformatrice, son économie sans mesquinerie, son goût pour les arts; il faut le voir siéger comme juge dans sa grande salle, écouter les plaideurs et rendre des sentences pleines d'équité. Ce roitelet ecclésiastique qui se fait obéir, aimer, servir, qui civilise la barbarie et donne la vie et l'ordre à une province, curieux portrait qui ne se trouve que dans le *Mémoire de Jokelyn*, prouve bien ce que nous avions soupçonné, que l'organisation politique et administrative du moyen-âge émanait en grande partie du clergé.

Carlyle a employé les détails de ce vieux tableau de famille pour montrer comment les plus mauvaises époques se rachètent et comment se corrigent d'eux-mêmes, par la seule force de vitalité qui réside au fond des sociétés humaines, les plus effroyables abus. Ainsi, le principe de charité et d'ordre, représenté par le bon abbé Sampson, finit par triompher de l'élément de désordre et d'oppression, qui avait pour représentant son prédécesseur, l'abbé Hugues. Cette évolution graduelle de l'anarchie à l'harmonie est la véritable clé de l'ouvrage auquel elle prête un intérêt puissant, et il n'y a pas de détail, tel minutieux qu'il soit, que l'on ne suive dans cette chronique avec une attention soutenue. « Par exemple, dit le chroniqueur Jokelyn, grand admirateur de Sampson, son prédécesseur Hugues l'avait fait emprisonner; Sampson, après son élection, appela le serviteur que l'on avait chargé de lui attacher des fers aux mains et aux pieds et lui assigna une pension pour la vie. Cette charité fut cause que les moines chantèrent trois messes en son honneur. Il envoya aussi chercher maître Walter, fils de maître William de Dissy, et lui dit : « Ton père était maître des écoles quand je n'étais, moi, qu'un pauvre clerc; il me donna l'entrée libre et gratuite de son école, et le moyen d'apprendre; aussi, moi, je te concède, pour l'amour de Dieu, la vicairerie de Chevington. » Charitable et bienveillant, Sampson se montrait sé-

vère pour ceux à qui la charité manquait. Deux chevaliers de Risby, l'un nommé William et l'autre Norman, avaient à lui payer chacun vingt shillings de redevance par année. Les ayant cités devant lui : « Quand je n'étais qu'un moine cloîtré, leur dit-il, on m'envoya à Durham pour les affaires de notre église et je m'égarai en route. Je passais par Risby, la nuit était venue; lord Norman me refusa l'hospitalité, lord William me l'accorda très gracieusement. Les vingt shillings de lord Norman, je les exige. Je prie lord William d'agréer mes remerciemens et de garder les vingt shillings qui me sont dus. » Il y a mille traits de cette espèce dans la petite chronique du moine; on est surtout frappé, en la lisant, de l'autorité des bourgeois, de leurs prétentions, de leur puissance, et l'on s'étonne de trouver, sous ce règne d'une féodalité belliqueuse et oppressive, tant de germes de liberté et de si vigoureux symptômes de civilisation. Le voyage de Sampson à Rome fournit au chroniqueur des anecdotes qui peignent à merveille la situation, aujourd'hui peu connue, de la métropole catholique au XIIe siècle. « Il n'y avait rien de plus fréquent, dit Jokelyn, que de voir à Rome des cadavres de prêtres mutilés par l'un et l'autre parti. Le pape Octavien et le pape Alexandre avaient tous deux leurs partisans qui ne se ménageaient pas; mais tous avaient peur des Écossais, qui étaient des hommes farouches et sans pitié. Porteur de lettres du pape Alexandre, je laissai pousser ma barbe, pris à la main une pique écossaise, et me déguisai entièrement comme un Écossais, ayant soin de ne parler que par menaces et avec colère, comme les gens de ce pays. On croyait alors que j'étais un pauvre Écossais revenant de Rome à Canterbury et n'ayant aucune affaire à traiter avec l'un et l'autre pape. Cependant, quelques officiers sortant d'une forteresse soupçonnèrent que je les trompais, m'arrêtèrent, se mirent à visiter mes haillons, mes bas et jusqu'à mes souliers, que je portais sur mon épaule à la façon des Écossais, et ne me renvoyèrent que cette fouille terminée. Ils ne furent guère plus avancés. J'avais saisi dans ma valise et caché dans le creux de ma main les lettres d'Alexandre, qui, se trouvant pressées contre une petite cruche dans laquelle j'avais mis du vin, échappèrent à tous les regards, pendant que je brandissais ma cruche, dont j'avalai une bonne gorgée. Graces soient rendues à Dieu et à saint Edmond! j'échappai sain et sauf. » — Mille pages arrachées à nos romans historiques n'équivaudraient pas à ce détail simple et à cette scène naïve.

L'érudition a donc fait une bonne œuvre en déterrant ce manuscrit, à peu près unique dans son espèce; les contemporains de Jokelyn aimaient mieux agir qu'analyser, et le détail des actes de la vie mo-

nacale ne se trouve guère reproduit ailleurs. Il y a plus d'originalité et d'intérêt dans ce vieux fragment que dans quelques histoires locales publiées nouvellement et remplies de détails souvent puérils. Si l'on doit les consulter, c'est moins pour y trouver de nouveaux faits que pour signaler l'esprit moderne qui les anime et certaines révélations de l'avenir. Au nombre des plus curieux symptômes se place un fait notable, l'affaissement de l'esprit calviniste dans son sanctuaire même, en Écosse. La *Vie de Montrose* (1), par Napier, et l'*Histoire de Saint-André* (2), du docteur Lyon, sont dictées par un esprit contraire à Knox; Calvin, le grand-prêtre de l'Écosse, y est maltraité. Fusion des sectes, affaiblissement des doctrines, aplanissement de l'Europe, ces symptômes, observés depuis long-temps, continuent. Où mènent-ils l'Europe? Dieu le sait. Ce qui est indubitable, c'est que les ames presbytériennes se seraient insurgées en masse, il y a vingt ans, contre le demi-catholicisme dont le *puseyite* M. Lyon se fait gloire aujourd'hui.

Observons donc ce mouvement nouveau qui dérive du XVIIIe siècle et qui est important pour l'avenir; il prête de la valeur à ces monographies. Saint-André, dont M. Lyon a rédigé les annales, est une petite ville antique située sur un promontoire qui commande à la fois la mer d'Allemagne et le *Frith* de Tay. Saint-André passe pour avoir servi de point de ralliement aux premiers missionnaires chrétiens qui allèrent civiliser ces régions inconnues et barbares. La réforme religieuse fit de sa belle église gothique un monceau de ruines; depuis lors, il ne fut guère question dans le monde de ses *wynds* ou allées sinueuses, de ses maisons étranges avançant dans la rue par la pointe ou par le côté, et aussi magnifiquement chenues que les maisons de Rouen les plus décrépites. M. Lyon, ministre de l'église anglicane, a donc fait récemment l'histoire de ces vieux édifices, et en passant il a écrit celle des moines, des abbés, des prieurs et des évêques. Quand il traite de la révolution ecclésiastique opérée en 1550, de Knox, de Marie Stuart, de Melville et du protestantisme républicain, si funeste à Charles Ier, il s'écarte de toutes les données convenues et orthodoxes du *kirk* presbytérien; pas une erreur ou une violence protestante qu'il ne mette en lumière; il ne passe rien aux réformateurs adorés en Écosse, Bossuet ou Bellarmin n'eussent pas mieux fait. C'est comme si la satire de Rome s'imprimait au Vatican, et l'on ne s'attendait guère à voir la réforme battue en brèche par

(1) *Montrose's Life and Times*, etc. Edinburgh, 1843.
(2) *History of Saint-Andrews*, by the rev. C. J. Lyon. Edinburgh, 1844.

son avant-garde. Ceux qui ne voient pas seulement dans les livres un sujet de déclamation ou d'insignifiante analyse, mais qui aiment à y reconnaître les signes du temps et les présages inattendus, trouveront ici un sujet de réflexion grave, qui d'ailleurs coïncide avec l'affaiblissement général des doctrines et des idées à travers le monde.

L'histoire proprement dite n'a pas produit d'ouvrages éminens; Fraser Tytler vient de terminer son *Histoire d'Écosse*, un peu dénuée de couleur (1), mais riche de documens originaux. Je ne citerais pas les *Mémoires de l'amiral Saint-Vincent*, publiés récemment par Tucker (2), et sa *Vie, suivie de sa Correspondance* (3), par Brenton, si ces deux ouvrages diffus, assez médiocres, et qui n'ont d'intérêt que pour la marine anglaise, n'éclairaient quelques parties curieuses de l'histoire britannique dans les derniers temps. Ces notices biographiques, relatives à l'un des plus sévères chefs maritimes dont l'Angleterre honore le souvenir, donnent beaucoup de détails sur les révoltes de matelots que cet amiral fut obligé d'étouffer, et sur les terribles moyens qu'il employa pour rétablir la discipline sur les flottes anglaises. En lisant dans le premier de ces deux ouvrages à quelles extrémités le chef de l'amirauté fut réduit, et quelle terreur la révolte des équipages inspira à l'Angleterre, on ne peut s'empêcher de penser à la prodigieuse force d'équilibre et de combinaison qui soutint si long-temps l'édifice colossal de la grandeur britannique. Surveillance, activité, énergie de tous les momens, pas un acte donné au hasard, pas une minute livrée à l'imprévoyance, pas une faute qui ne soit punie avec une inflexible cruauté : ce sont là les conditions de ce pouvoir aussi fragile qu'il est grand.

Vers la fin du XVIIIe siècle, au moment où la révolution française expirante et l'astre de Napoléon, qui s'élevait, menaçaient l'Angleterre d'une ruine qui paraissait inévitable, l'Irlande, ulcère toujours sanglant, achevait de compromettre une situation qui n'a jamais été présentée par les Anglais eux-mêmes dans toute la gravité de son péril. La discipline sur les vaisseaux anglais était d'une dureté excessive; les Irlandais s'y trouvaient nombreux, et les rapports que ces derniers avaient eus à Cadix avec des prêtres catholiques et avec des émissaires de la France républicaine avaient fomenté leurs espérances. L'insubordination s'était mise dans tous les équipages; un capitaine Mait-

(1) Huit volumes in-8°. Edinburgh, 1839 à 1844.

(2) *Memoirs of adm. the R. H. the earl of Saint-Vincent*, by Jedediah Stephens Tucker; 2 vol. 1844.

(3) *The Life of earl Saint-Vincent*, by E. P. Brenton; 2 vol. 1839.

land, à qui un lieutenant refusait d'obéir, le tua sur place d'un coup de poignard, et fut acquitté « comme ayant agi, dit la sentence, avec trop de précipitation sans doute, mais avec succès et avec courage ! » tant la discipline des matelots, une fois ébranlée, paraissait devoir compromettre le pays. Peu de temps après, un matelot ayant été condamné à mort pour désobéissance, Saint-Vincent, qui ne prit ce titre qu'après le combat de Saint-Vincent et dont le véritable nom était Jervis, ordonna que l'équipage du navire auquel ce matelot appartenait exécuterait la sentence; c'était soumettre à la plus cruelle épreuve ces hommes qui partageaient la révolte de leur camarade. « — Commandant, dit le capitaine du *Marlborough* à Jervis, jamais mes hommes ne laisseront de tels ordres s'exécuter. — Ah! prétendez-vous donc, interrompit Jervis, ne pouvoir plus maintenir la discipline sur le *Marlborough?* Dans ce cas, j'enverrai tout à l'heure un officier qui s'en chargera.—Mais au moins vous pourriez charger de l'exécution l'équipage des autres navires; c'est la coutume, et je crains que mes hommes se refusent... — Capitaine Ellison, reprit Jervis après une pause et un sévère silence, vous êtes un vieil officier, qui avez beaucoup servi; vous vous êtes souvent battu et avez souffert; vous avez perdu un bras; je serais fâché que votre âge et votre faiblesse fussent des prétextes ou des motifs de révolte. Je vous le dis, cet homme sera exécuté demain à huit heures et demie par ses camarades du *Marlborough;* pas un homme d'un autre navire ne mettra le pied sur le vôtre. Vous pouvez retourner à bord, et, si cette besogne est au-dessus de vos forces, un officier sera près de vous. » — On enlève les canons du vaisseau révolté, qui le lendemain matin se trouve environné d'embarcations armées, commandées chacune par un lieutenant; ordre était donné de faire feu jusqu'à ce que tout symptôme de résistance eût cessé. La scène fut terrible; l'équipage, entouré de cent bouches à feu prêtes à le détruire et à le couler bas, consterné et muet, attacha de ses propres mains à la vergue le malheureux qu'il avait voulu sauver. Un témoin de cette scène, à laquelle assistaient plus de deux mille personnes, et qui se passait à Spithead, dit que l'on n'entendit pas un seul bruit sur le rivage et sur les navires, si ce n'est le coup de canon qui commandait l'exécution et le sifflement du câble qui lançait le matelot dans l'éternité.

Ces mémoires, très minutieux et assez mal rédigés, constituent cependant une portion majeure de la grande histoire que personne n'a encore écrite, et qui demande deux siècles écoulés pour qu'on puisse l'essayer, l'histoire des conquêtes et de la puissance anglaise depuis

1780. Il faut y joindre la vie de Clive, celle de Hastings, les mémoires de Maitland, de Nelson, de Marsden, œuvres diffuses et incomplètes, matériaux désordonnés et nécessaires. Une des plus tristes portions de ces extraordinaires annales, ce sera très assurément l'épisode de l'Afghanistan, dont tout le monde connaît les détails, décrits avec chaleur et simplicité par lady Sale (1), une des victimes de la guerre. Femme du lieutenant-colonel du 13e régiment d'infanterie légère, sir Robert Henri Sale, employé dans l'Inde comme général de brigade, elle se trouvait jointe à cette malheureuse troupe de seize mille cinq cents personnes, qui sortirent de Kaboul le 6 juin 1842, s'engagèrent dans les âpres défilés qui devaient les conduire à Jellalabad, et tombèrent à la fois sous les balles des Afghans et la rigueur de la saison. Le docteur Brydon et une vingtaine de prisonniers, entre autres lady Sale, échappèrent seuls à cette catastrophe terrible, dont les circonstances se trouvent consignées dans le journal de lady Sale. Pour de pareils récits, c'est la forme la meilleure; elle ne permet point d'ornemens romanesques, fait assister le lecteur ou plutôt l'associe à tous les évènemens, et en reproduit le cours dans sa vérité nuancée. Si lady Sale n'est point un écrivain, c'est mieux : c'est une femme héroïque, qui parle en riant de la balle qu'elle a reçue dans le bras et de celles qui se sont logées dans sa pelisse. Elle évoque avec naïveté la tragédie de cette retraite, cadavres à demi enfouis sous les six pieds de neige des ravins, soldats et officiers frappés d'idiotisme, le tremblement de terre qui accueillit à Bouddieabad la malheureuse troupe, et le grésil des balles mêlé aux flocons de neige qui tombaient du ciel. Il y avait parmi ces captifs cinq femmes, dont trois accouchèrent pendant la route, et, selon l'expression anglaise que lady Sale n'a garde d'oublier, « présentèrent » un petit nouveau-né à leurs maris. On voit les formes raides de l'étiquette britannique, et ces mots consacrés qui expriment une civilisation un peu empesée et factice, se conserver fidèlement pendant les affreuses luttes de ces pauvres femmes contre la nature et les hommes; elles n'en sont pas moins énergiques, moins patientes, ni moins sublimes. L'habitude les suit et les domine dans les forteresses barbares; il leur faut encore leur tasse de thé et leur morceau de sucre, et tout leur paraît supportable à ce prix. En un mot, l'histoire sans style de ces huit mois d'angoisses, à côté de tant de romans mal inventés, est un admirable roman.

Ce recoin peu connu de l'Asie centrale, où la nécessité de soutenir

(1) *Journal of the disasters of Afghanistan*, by lady Sale; 1843.

et de poursuivre la conquête commencée a récemment enseveli près de vingt mille hommes des troupes anglaises ou hindo-britanniques, vient d'être ouvert à la civilisation, qui a frayé jusqu'à lui, selon sa coutume, une route de sang. Aux ouvrages déjà connus du lieutenant Eyre (1), d'Outram, de Burnes et de Charles Masson, il faut joindre la correspondance officielle et les *Observations personnelles* du capitaine Postans *sur le Sindh* (2).

L'Angleterre a d'ailleurs un si rude et si vaste combat à soutenir, à l'intérieur comme à l'extérieur, que tout ce qui s'y rapporte intéresse le philosophe. Quel sera le dénouement de cette lutte gigantesque? Ceux dont cette question sollicite la curiosité peuvent consulter le dernier volume récemment publié de l'ouvrage de Porter : *The Progress of the Nation*, — le livre de Thomas Nobles, *the Influence of Manufactures*, — celui de Carlyle dont nous avons parlé plus haut, *Past and Present*, et enfin le traité de Samuel Laing *sur les Causes de la Détresse actuelle et sur les remèdes qu'on peut y apporter*. Ce sont des livres de mérite différent, mais qui doivent être rapprochés pour que la lumière se fasse. Séparer le mouvement social du mouvement intellectuel n'est pas possible; aussi devons-nous attirer l'attention sur ces ouvrages, dont la partie statistique ne nous occupera pas ici. Nous laissons à de plus habiles la tâche de lutter contre les dangers et de fixer les incertitudes de la statistique, en conciliant ses oracles contradictoires. Tout chiffre étourdiment appliqué aux sciences morales conduit trop facilement à l'erreur; le chiffre ne représente qu'une abstraction : dès que vous voulez en faire une idée individuelle ou un être, vous courez risque de vous égarer. Pascal avait raison de dire que, plus on a d'esprit, plus on voit de différence entre les choses; il n'y a dans ce monde que des exceptions. Or, le chiffre, qui efface les différences, efface les réalités; il généralise, confond ce qui diffère, et établit des cadastres menteurs, qui demandent, pour être rectifiés, une sagacité infinie.

Telle est la complaisance des chiffres que des tables statistiques de Porter, dont l'exactitude semble reconnue, les tories déduisent une conséquence absolument opposée à celle que les radicaux en font découler. M. Laing, dont nous allons parler tout à l'heure, fait servir l'élasticité de ces chiffres à effrayer ses compatriotes sur l'accroissement de la criminalité et le danger des manufactures, tandis que M. Noble et

(1) Voyez *Journal d'un prisonnier dans l'Afghanistan;* — *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1843.

(2) *Personal Observations on Sindh*, by captain Postans; 1843.

beaucoup d'autres les mettent en œuvre pour rassurer la population et lui persuader, ce qui est consolant pour elle et utile pour les panégyristes, qu'elle est vertueuse et riche autant qu'heureuse. Thomas Carlyle le rêveur n'est pas aussi confiant. « Cette puissance du commerce a son danger, dit-il; cette conquête fait des cadavres; une tension exagérée des forces sociales est féconde en douleurs. Vos souffrances naissent d'une énergie qui dépasse ses limites; ne pas chercher le remède serait folie et faiblesse. » Carlyle nous semble avoir décidément l'avantage sur ceux qui affectent de le mépriser. Un journal lui demandait récemment s'il était un puritain pour traiter ainsi son époque. Dès que les vrais symptômes d'un temps sont signalés par un contemplateur désintéressé, les sycophantes lèvent les mains au ciel et crient que c'est un scandale. S'agit-il donc d'un de ces rois d'Orient que nul ne doit trouver malade? et par quel bizarre sophisme ose-t-on prétendre que, pour signaler les cupidités infames, les sensualités ignobles et les doctrines énervantes, personne n'a titre, permission et autorité, s'il n'est un saint ou Dieu lui-même? Carlyle repousse avec raison les attaques de ces philanthropes confits en amour de leur époque, qui ne voudraient pas être dérangés dans l'exploitation de leur philanthropie, dans l'heureux sommeil de leurs fortunes et de leurs gloires, et qui, trouvant odieuse la voix de l'avertisseur, lui demandent s'il est puritain, s'il est ange, s'il ne partage pas les torts de son temps.

On avait mis au concours, l'année dernière, la question suivante : « Déterminer les causes et indiquer les remèdes de la détresse qui existe aujourd'hui en Angleterre. » Cent cinquante-sept personnes ont concouru. Un comité composé de sir David Brewster, Herman Merivale, George Pryme, Thomas Tooke et Jean Wilson, tous noms célèbres dans le haut enseignement, a décerné trois prix de valeur inégale, le premier à Samuel Laing, d'une famille écossaise connue dans les lettres, le second au révérend Joseph Angus, et le troisième à Édouard Baynes. L'œuvre du premier lauréat, publiée récemment, coïncide par le fond avec les vues de Carlyle; comme lui, et avec moins d'éclat dans le style, M. Laing met le doigt sur la plaie, et fait voir ce que d'autres avaient soupçonné : la misère et l'opulence marchant ou plutôt courant parallèlement, et semblant lutter de vitesse; une organisation barbare dans la production de la richesse, s'embarrassant peu du reste, pourvu qu'elle accumule les produits, et ne tenant compte ni de la vie ni du bonheur des hommes, pourvu qu'elle arrive à ce résultat : l'argent; l'excès de travail abrutissant les populations soumises à la loi de fer de la civilisation britannique. M. Laing

examine dans des chapitres séparés, avec beaucoup de soin et de détail, la situation, la vie, la moralité des populations de pêcheurs, d'agriculteurs et de mineurs : la pire condition paraît être celle des ouvriers de manufactures; les mineurs viennent ensuite, puis les agriculteurs, et enfin les pêcheurs. On dirait que le retour à la vie sauvage, l'air libre, la communion avec la nature, balancent en faveur de ces derniers l'état social extrême et violent qui domine l'Angleterre et la fièvre morale et physique qui résulte de cette presse ardente des ambitions et des hommes.

Un ouvrage du genre de celui de M. Laing serait fort utile pour la France, si l'on n'y apportait ni fausse philosophie, ni complaisances pour les faiblesses de l'opinion, et que l'on distinguât avec plus de soin qu'il ne l'a fait les populations, les races, les états et les contrées. Il pèche, selon la coutume, du côté des remèdes qu'il propose, et il a raison de dire à la fin de son livre qu'après tout il n'offre guère qu'une enquête; mais l'enquête est toujours bonne, et les peuples qui ne craignent pas de se dire à eux-mêmes la vérité doivent espérer le salut, quelques dangers qu'ils courent. Ce qui est nuisible, c'est le respect superstitieux de certaines convenances, l'horreur du vrai, la crainte de toucher aux ruines : timides et tristes complaisances qui couvrent ces ruines d'une poussière sur laquelle les races s'endorment et meurent.

Si nous nous éloignons du domaine des faits, des documens, de la politique expectante ou inquisitive, et que nous cherchions le soleil et l'air de l'imagination pure, nous trouvons de médiocres et pâles résultats. La saveur du style, la fraîche beauté des créations, se sont évaporées. On fabrique beaucoup : il y a pour cela un procédé comme pour la mosaïque et les meubles de Boule; mais on crée peu et péniblement, dans le vrai sens du mot créer. L'auteur reste en dehors de l'œuvre; il se fait machine, et produit d'après des procédés matériels. Depuis *le Dernier des Barons*, de Bulwer, roman historique qui ne manque pas d'énergie, et qui cependant a moins réussi que ses œuvres précédentes, un seul roman, *Coningsby*, par Benjamin d'Israeli, a fait sensation à Londres. Cependant les jeunes personnes et leurs institutrices ont pris sous leur protection morale les œuvres tendres et un peu pâles d'une Suédoise, Frederika Bremer; on lui décerne le trône fragile que miss Edgeworth, miss Austin, et avant ces deux dames miss Burney, occupèrent au commencement du siècle. La famille et le foyer (*home*), objets de culte dans les pays germaniques, sont pour ces écrivains aimables et faibles un inépuisable texte de peintures

qui plaisent par leur ténuité même et par l'atmosphère morale qui les environne et les anime. Douze pages de ce style font plaisir; quinze sont fades; un volume produit l'effet d'un grand repas de sucreries. Ce roman de détail, si minutieusement chinois, si patiemment étudié, est particulier à l'Angleterre et au royaume du milieu, qui le cultive avec beaucoup d'art et de bonheur; le petit nombre de fictions chinoises que M. Abel Rémusat et ses savans confrères ont traduites en français sembleraient sorties de l'école de miss Burney. Une des femmes d'Angleterre qui écrivent aujourd'hui la prose anglaise avec le plus de grâce et de facilité, la quakeresse Marie Howitt, s'est chargée de prêter à la Suédoise le costume britannique, et il faut convenir que la version est exécutée avec une agréable fraîcheur. *Les Voisins, la Famille H...., les Filles du Président, Peines de famille et joies de famille*, de Frederika Bremer, occupent assez le public féminin pour que sa biographie lui ait été demandée; elle a répondu par une lettre curieuse insérée dans une feuille publique, et où des évènemens fort simples sont enveloppés d'un crépuscule mystique, assez commun vers les régions polaires. *Trœlinnan, ou la Fille esclave*, le dernier ouvrage de cet écrivain, manque de réalité et de vigueur; c'est la mise en scène d'une saga du Nord, bizarre et vaporeuse, d'ailleurs de peu d'intérêt. Au surplus, la librairie anglaise aux abois se rejette vers les dernières limites de la Scandinavie, et demande aux écrivains suédois l'originalité de coloris qui manque aux écrivains anglais. Après Frederika Bremer vient immédiatement Émilie Carlen, auteur de *la Rose de Tistelœn*. Émilie Carlen n'est pas simple et gracieuse comme Frederika Bremer. Il y a des douaniers, des meurtres, des repentirs en foule dans son œuvre, mais rien de cette saveur singulière et domestique, de cette vérité du coin du feu qui rend les romans de Frederika dignes d'un coup d'œil de la critique. La tiédeur mélancolique des passions dans les ouvrages de cette dernière, et le peu de paroles que prononcent ses héros, complètent l'intérêt caractéristique dont ils s'entourent. On s'étonne seulement de les voir, à la fois sentimentaux et friands, confondre les intérêts de leur cœur avec les exigences d'une gastronomie très accidentée. L'amant prend son verre d'eau-de-vie de Cognac; la jeune personne blanche et timide qui vient de se marier à celui qu'elle préfère boit un grand verre de rhum à la fin du dîner, et, comme témoignage d'une joie impatiente, elle jette le verre vide par-dessus son épaule; tous ceux qui l'environnent l'imitent. Le président s'abreuve d'anisette; le candidat relève par le kirschwasser son esprit et son courage. Miss Gunilla, qui est une gra-

cieuse personne, préfère le punch, et l'on dirait même que l'auteur a voulu conformer les nuances des caractères aux saveurs de leurs préférences alimentaires; c'est un raffinement de l'art que la critique n'aurait jamais deviné. Comme notre romancière n'oublie rien, il ne faut pas s'étonner de ce détail de liqueurs et de gourmandise; dans ses œuvres, le lit se fait et se défait, la pipe et la bassinoire n'y manquent pas. Une grande délicatesse de touche relève ces objets, et même dans *les Voisins*, son meilleur ouvrage, certaine scène de pipe, scène qui nous montre le mari voulant fumer, la femme ne le voulant pas, puis la réconciliation du ménage et l'apologie domestique de la pipe, fait venir très sincèrement les larmes aux yeux.

Parmi les produits de cette presse romancière, si féconde en volumes qui n'apprennent rien, les plus dignes de mention, ou du moins de lecture, sont encore quelques ouvrages dus à des femmes du monde, et les rapides et amusantes créations de l'inépuisable Dickens. Nous citerons en passant *les Destinées des Falconars*, par mistriss Gordon, roman qui se distingue par d'élégans détails d'observation intime; un roman de lady Georgina Fullerton, *Helen Middleton*, qui ne manque ni d'intérêt ni de finesse, et *Martin Chuzzlewit*, le dernier ouvrage de M. Dickens. La trame de *Chuzzlewit* est mélodramatique et peu vraisemblable; il s'agit d'un vieillard presque idiot, instrument passif en apparence entre les mains des intrigans qui se sont emparés de lui, et tout à coup rejetant ses langes mystérieux, apparaissant comme la terreur du vice et le vengeur de la vertu. Sur ce fond vulgaire et faux, l'auteur a jeté d'heureuses figures, d'une vérité frappante pour qui connaît les *oddities* ou singularités de la vie bourgeoise en Angleterre; avidité, prétention, moralité extérieure, économie sordide et vaniteuse, mélange de frivolité dans le sérieux et d'ennui dans l'abus secret des plaisirs, tous ces caractères qui résultent du progrès d'une civilisation sans analogue ailleurs, sont *croqués*, comme disent les peintres, par le crayon de Dickens, avec une facilité vive et une justesse énergique dont les nationaux sont charmés. Il y a surtout un caractère de chercheur d'émotions, dont l'originalité est vraie, et dont M. Dickens a seulement un peu trop chargé la caricature. Cet homme a soif de sensations et d'aventures; la vie calme l'ennuie; il va de traverse en traverse, seulement pour agiter son existence; c'est un bon rôle comique et parfaitement de notre époque. On ne peut trop regretter d'ailleurs la forme décousue que Dickens, ainsi que Marryatt et la plupart des romanciers actuels, donnent à leurs créations. Publiant périodiquement et d'une façon fractionnaire

les diverses portions de leur œuvre, ils cherchent le coup de théâtre et ne songent qu'à suspendre la curiosité. Ce procédé matériel, fatal aux vues d'ensemble, détruit l'harmonie, la sobriété, la grace, l'heureux équilibre des parties; le livre n'est plus qu'une course au clocher, partagée en plusieurs casse-cou; nul talent au monde ne résisterait aux dangers de ce mode de fabrication. Sans doute Richardson l'employait : *Clarisse*, *Paméla*, *Grandisson*, parurent par numéros détachés; mais d'abord ces livres pèchent par la composition, bien qu'ils se relèvent par la fécondité et le détail; ensuite l'esprit religieux des souscripteurs auxquels Richardson s'adressait remplaçait la curiosité fébrile du lecteur moderne. Il était permis d'ennuyer périodiquement son monde, pourvu qu'on l'ennuyât moralement. Aujourd'hui l'auteur n'a plus cette latitude. Il est tenu d'être toujours piquant, rapide, accentué, coloré, intéressant, surprenant; à ces conditions seules, on lui permet la diffusion et les longueurs.

Il serait injuste de ne pas s'occuper quelques instans de plusieurs ouvrages d'agréables causeries et d'anecdotes, qui forment une gerbe variée, par exemple, les *Scènes et Contes de la vie de campagne* (1), et les *Gleanings in natural history*, de M. Édouard Jesse. Ces deux livres ont pour modèle un charmant et ancien volume qui n'est pas connu en France, *White's History of Selborne*, et dont on peut donner une idée aux lecteurs de cette *Revue* en rappelant à leur souvenir les intéressans morceaux que M. de Quatrefages y a insérés. C'est un petit coin de la nature prise sur le fait, étudiée patiemment, amoureusement, par un artiste, un savant, étudiée comme chose vivante avec une sympathie attentive, qui serait désolée d'en perdre un seul aspect. Peut-être y a-t-il quelque chose de trop enfantin dans l'étude de M. Jesse, comme celle de Bernardin de Saint-Pierre était trop coquette et recherchée. White, plus naïf, ne voulait pas composer un livre, mais satisfaire son secret penchant. L'observation de M. Edouard Jesse, qui par parenthèse est inspecteur royal des parcs et domaines de Windsor, est moins spontanée, quoique minutieuse et quelquefois puérile; mais il en expose les résultats avec une modestie qui charme. Vous le suivez volontiers dans ces allées couvertes de l'ombre que versent les vieux chênes anglais; il comprend surtout et explique une difficile matière qui a embarrassé bien des philosophes, les instincts

(1) *Scenes and Tales of Country-Life, with recollections of natural history*, by E. Jesse; 1843.

variés des animaux. C'est le livre d'un solitaire rêveur, et il n'en paraît plus guère de ce genre en Europe.

J'aime encore la curieuse vie de Beau Brummel, par le capitaine Jesse. Le capitaine était digne de tenir cette plume élégante et fine; il entre avec grace dans les mystères de la cravate. Il a le génie de la blanchisseuse et du tailleur. C'est l'homme de son livre; nul plus que lui n'était digne d'approcher du sujet. Puisqu'il a si bien rédigé cette légère et triste vie du *dernier des beaux*, que ne s'occupe-t-il d'un charmant sujet qu'il me permettra de lui indiquer? Que ne trace-t-il l'histoire de ces dynasties couronnées par la mode qui les a fait régner de Henri III jusqu'à nous, — *mignons* — *raffinés*, — *roués*, — *viveurs*, — dynasties de papillons dont le moraliste n'a pas encore tracé les annales? Cette histoire se rattache à nos mœurs secrètes; la race des dandies change de nom, mais ne meurt pas; les raffinés de Louis XIII sont pères des petits-maîtres, qui donnent naissance aux libertins, desquels naissent les fats, puis les roués, auxquels succèdent les muscadins; ceux-ci cèdent le pas aux *beaux*, qui enfantent les dandies, lesquels se transforment en lions et aboutissent aux viveurs; nous sommes contemporains de ces messieurs. Le lion anglais date du temps des conquêtes et des batailles, de 1813; — le dandy est plus ridicule; comme dit un satirique anglais,

> C'est le quart d'un mortel, le pâle et froid dandy,
> Qui vit de blanc manger et de sucre candi!

Le libertin porte avec lui sa marque d'époque; il brille entre Louis XIII et Louis XIV, sous le poète Théophile;—le raffiné remonte à Henri IV et à ce temps de mœurs peu raffinées où une paire de gants était chose de luxe; — la faiblesse platonique de Louis XIII donna naissance aux petits-maîtres, dont le pauvre Cinq-Mars fut le dernier, comme la faiblesse plus méprisable de Henri III avait fait naître les mignons Quélus et Saint-Mégrin. Parmi ces variétés de l'homme papillon, la belle espèce, la plus spirituelle, la plus ardente, me paraît être celle des roués, entre 1710 et 1760. Nos viveurs, fils d'une époque matérielle, se vantent trop haut d'une faculté peu séduisante, la faculté de vivre, qui leur est commune avec les coléoptères et les mollusques. Quant à *beau* Brummel, mêlé aux folies de la royauté expectante, dans une grande époque et chez un peuple qui exagérait l'activité du commerce et de la politique, cet insecte d'espèce rare était digne de trouver son biographe.

On se rejette volontiers, faute de grands travaux et de génie, sur ces œuvres coulantes et faciles; l'élévation et l'originalité manquant, cette petite littérature a son mérite. Les vieux documens, les correspondances retrouvées, inspirent aussi de l'intérêt. Voici la correspondance amoureuse, ou plutôt une des correspondances amoureuses de Robert Burns. Certes le titre est curieux (1) : des lettres intimes échangées pendant une année entre une dame écossaise mal mariée, belle, romanesque, un peu hardie, et le paysan passionné qui fut pour l'Écosse un demi-Jean-Jacques et un demi-Béranger! vraiment cela s'annonce bien, mais quel dénouement!

On s'attend à de la flamme, on va marcher sur l'Etna; vous vous dites tout bas qu'il y aura là des choses bien fortes, et, si l'on est décidément très vertueuse et très puritaine, on tremble, tout en se rassurant sur la solidité des principes. Eh bien! pas du tout. Les choses tournent de la manière que voici : le paysan est affecté, la dame romanesque, les complimens sont fades et sentent la province d'une lieue; l'héroïne s'appelle Clarinda, le héros est Sylvander (quelque chose comme Sylvandire ou Sylvanire), et, s'il vous faut absolument de la passion simple, puissante, complète, vous irez la chercher ailleurs, dans les salons les plus exquis, chez Mlle de l'Espinasse, Mme de Staël ou Mme Cottin.

La correspondance érotique de Mme Mac-Lehose, destinée à grossir le nombre des livres inutiles, embarrasse un peu les admirateurs idolâtres de Burns, dont la pureté n'était pas immaculée en matière amoureuse. Il s'accusait lui-même à cet égard de toute espèce de vices et de faiblesses; coquetterie, penchant, goût, folie, entraînement fugitif, passion, caprice, il admettait tout :

Misled by fancy's meteor ray,
By passion driven.

Le feu-follet de la fantaisie l'avait attiré cette fois vers une demi-veuve, femme d'esprit et d'une beauté colossale, séparée de son mari et disposée à l'indulgence pour un grand poète paysan. Mistriss Mac-Lehose habitait Édimbourg et y tenait bureau d'esprit. Entourée de son auréole de femme à la mode, parée de cette élégance hasardée que le métier de précieuse permet au beau sexe, elle captiva aisément l'enfant des *Glens*, qui d'ailleurs avait l'œil brillant comme un diamant noir, et se posait fièrement sur ses hanches. Il en résulta une *flirta-*

(1) *The Correspondence between Burns and Clarinda.* Edinburgh, 1844.

tion, comme disent les Anglais, qui par parenthèse nous ont emprunté ce mot, une double et mutuelle préférence, excessivement factice et qui produisit les lettres fades que l'on vient de publier. Mistriss Mac-Lehose faisait de son mieux pour être ingénue; le paysan se donnait un mal extrême pour flûter et idéaliser sa rustique et noble voix. C'était, convenons-en, un duo ridicule où tout sonnait faux.

Mais, dans le moment même où se traînait ce roman sans passion, un drame plus vulgairement pathétique se jouait ailleurs. La villageoise aux yeux bleus que ses parens avaient refusée à Burns, Jeannie Armour, l'héroïne blanche et rose des plus tendres ballades de Burns, sur le point de donner le jour à un second enfant naturel du poète, était chassée par une nuit d'hiver de la ferme paternelle. Pendant que Robert, vêtu d'un bel habit brun à boutons d'or, et faisant briller ses bottes à revers jaunes, étalait sa crinière de lion sauvage dans le salon de mistriss Mac-Lehose, la jeune paysanne traversait sous la bise les champs couverts de neige, sans secours et sans amis. Pour lui, de retour dans sa chambre, il écrivait à la dame des lettres hyperboliques qui auraient fort affligé, par l'absence complète de simplicité, le cœur d'une femme qui l'eût aimé; mais mistriss Mac-Lehose était parfaitement au niveau de Burns sous ce rapport : pas un accent d'amour ne traverse les vapeurs rhétoriques et métaphoriques de leur correspondance. Ce jeu dura près d'un an. Cependant *bonnie Jean*, Jeanne « la gentille, » avec ses deux petits enfans, délaissée de ses parens calvinistes et de ses amis de village, attendait dans un coin de chaumière obscure, au fond d'un vallon de l'Ayrshire, que le soleil et la joie reparussent pour elle. Ce moment arriva; le paysan s'ennuya du beau langage, du thé scientifique, des métaphores parfumées et des exagérations coquettes; il revint tout bonnement à sa Jeannie et l'épousa. Mme Mac-Lehose s'irrita fort comme de raison, et promit de brûler la correspondance : elle ne la brûla pas; on ne se défait guère de semblables trophées. En définitive, ces lettres offrent, par leur recherche ampoulée, quelque intérêt à ceux qui aiment à étudier ces bizarreries du cœur et la variété de ses faiblesses.

Dans la stérilité de l'imagination et de la littérature anglaises actuelles, c'est la poésie qui est le plus cruellement frappée. Deux tragédies médiocres dont Strafford est le héros, un ou deux recueils de poésies de femmes, une nouvelle édition des poésies agréables de Barry Cornwall, une réimpression des œuvres médiocres de Pollock, ont succédé au dernier ouvrage poétique qui ait fait quelque bruit en Angle-

terre, aux *Chants populaires de l'ancienne Rome*, par Macaulay (1), prosateur énergique et critique éloquent. C'est une application de l'archaïsme à la poésie, et l'on sait ce que signifient ces efforts de l'érudition pénétrant dans le domaine qui lui appartient le moins. Cet essai audacieux et singulier serait peu compris en France; l'archéologie romaine y devient ballade teutonique; c'est Tite-Live découpé en ballades, la prose de Caton et de Varron amplifiée en style de Walter Scott et du *Border :* — erreur savante d'un homme très distingué, partagée par tous les savans de son pays. On aurait même grand'peine à leur persuader qu'ils se trompent. Le type poétique pour les Anglais, c'est le type scandinave et germanique, et, par un préjugé fort naturel, ils croient volontiers que les vieux Romains faisaient des ballades comme les skaldes. M. Macaulay, par exemple, montre à ses lecteurs la Virginie romaine apparaissant au centre d'un groupe de robustes soldats « comme une petite étoile dans un nuage sombre, »

« Just then, as through one cloudless chink in a black stormy sky
« Shines out the dewy morning star, a fair young girl came by. »

Un passage du poète suédois Tegner, que certes M. Macaulay n'a pas lu, offre exactement les mêmes expressions : « la belle fille parut au milieu des guerriers, comme brillait l'étoile dans un ciel orageux (2). » D'où vient cette analogie frappante? C'est que l'idée, la comparaison, l'image, sont de race et d'origine scandinaves et septentrionales; les plus beaux vers de M. Macaulay, et il en a de très beaux, portent ce caractère. Nous autres Romains de race et d'éducation, nous saisissons au premier coup d'œil cette bizarrerie d'une reconstruction romaine opérée avec des élémens germaniques. Tite-Live est notre père nourricier, et nous ne pouvons nous habituer à le voir anglais et sentimental à la façon d'Otway.

Oh! how I loved my darling,

dit le Virginius de Macaulay en embrassant sa fille; on est blessé de voir ce vieux Romain détremper son langage de larmes septentrionales. Si l'on s'accoutume à ce costume extraordinaire et que l'on ac-

(1) *Lays of ancient Rome*, by Th. Babington Macaulay; 1843.

(2) Bak kœmpens stol en tærna
Stœr med sin liljehi
Och blickar, dome en stjerna
Bakom en stormy sky.

cepte la métamorphose, on reconnaît l'éloquente énergie de l'écrivain moderne.

Le titre même de l'ouvrage, *Lays of ancient Rome*, est germanique: c'est le *lióth* des Islandais, le *lied* des Germains, le *lay* des Anglo-Normands et des Anglais. Niebuhr et Herder pensent que les élémens primitifs de l'histoire, chez tous les peuples, se composent d'abord de rhythmes traditionnels, phénomène curieux que Lessing et Leibnitz avaient pressenti, et qui paraît aujourd'hui prouvé. Mais plus ces élémens frustes se rapprochent du berceau des races, plus ils conservent la vive empreinte du caractère de la race même; le chant skalde, tragique, dramatique, grandiose, s'éloigne complètement du fragment keltique, vif, animé, tissu de faits rapidement déduits; la plainte lente du Serbe a sa nuance précise, comme le récit naïf et passionné de la ballade écossaise. Il ne faut pas confondre ces caractères, et nous craignons bien que les *chants* romains de M. Macaulay ne soient des chants germaniques.

Si Tite-Live, dans les premiers livres de son histoire, n'a fait que mettre en prose les anciens chants romains, ce grand artiste et sa merveilleuse habileté d'historien ont dû faire subir aux fragmens barbares qu'il élaborait un changement conforme à l'époque de civilisation pour laquelle il écrivait. Son mérite est d'avoir conservé la grandeur dans la pureté, la simplicité poétique dans l'éclat de l'imagination, et sous ce point de vue il est inimitable. Qu'un homme du XIXe siècle, Écossais d'origine, membre du parlement, philosophe, penseur, mêlé à toutes les grandes affaires, aussi lettré que possible, et placé à la tête de la société anglo-saxonne de ce temps, imagine de ressusciter la vieille chanson latine en disséquant et retravaillant la prose de Tite-Live, c'est un tour de force d'archaïsme qui pouvait séduire un moderne et que l'on étudie avec intérêt, mais qui rencontrait dans la nature même des choses son invincible obstacle.

Rien ne prouve mieux ce fait, qu'on ne devrait jamais perdre de vue, et auquel beaucoup d'intelligences distinguées résistent encore faute d'études comparatives suffisantes : l'invincible séparation des génies et des races, — romain méridional d'une part, et germanique septentrional de l'autre; — fait unique, qui donne à lui seul la clé de l'histoire littéraire des temps modernes, et qui se manifestera de plus en plus, comme une loi générale et génératrice, à mesure que la hardiesse des esprits sages étudiera de plus près ces matières subtiles et de difficile maniement. Qu'est-il advenu en effet lorsqu'un des écrivains les plus accomplis d'Europe, bon classique d'ailleurs, sachant

Homère et Virgile sur le bout du doigt, mais imprégné des souvenirs et des idées de son énergique race, s'est avisé de toucher à Tite-Live et de le paraphraser en vers, espérant retrouver ainsi le vieux chant populaire de Rome? Il est revenu, à travers Tite-Live, aux développemens germaniques; traversant cette couche de prose latine qu'il admire, il a touché précisément le fond gothique dont il voulait s'éloigner.

La Mort de Virginie est une des plus touchantes ballades qu'il ait empruntées à Tite-Live, puisque ballade il y a; écoutons d'abord le Romain, que je traduis avec une littéralité servile; voici les paroles de Tite-Live:

« Va, licteur, dit Appius; écarte la foule; fais faire place au maître pour saisir son esclave. — Ainsi tonna sa voix pleine de courroux. La multitude s'écarta d'elle-même; abandonnée, la vierge resta seule, livrée à l'outrage. Alors Virginius, quand il vit qu'il n'y avait nulle part de recours pour lui : — « Je te prie, dit-il, Appius, pardonne d'abord la douleur d'un père, si j'ai été envers toi trop violent et trop dur; permets ensuite que je consulte sa nourrice en présence de la vierge, afin que, si je ne suis pas vraiment son père, je me retire moins affligé. » — La chose accordée, il emmena sa fille et la nourrice du côté des étaux que l'on appelle aujourd'hui le *Marché-Neuf*, et arracha un couteau de la main d'un boucher : — « C'est le seul moyen, dit-il, ô fille, de te rendre à la liberté! » — Il transperça le sein de la vierge, et se retournant vers le tribunal : « Sur toi, dit-il, Appius, sur ta tête tombe ce sang! » — La clameur soulevée par cet acte terrible attire Appius, qui ordonne de saisir Virginius. Lui, de son couteau, perçait la foule et se frayait partout passage; enfin, la foule même le protégeant, il atteignit la porte (1). »

Sans nous arrêter à faire remarquer le mouvement et la grandeur de ce récit, comparons avec la prose de Tite-Live la ballade retrouvée par M. Macaulay.

« A l'instant, Virginius conduisit la vierge un peu à l'écart, du côté où se trouvaient les boucheries fumantes, remplies de cornes et de peaux entassées, tout auprès de cette arche basse et sombre par où jaillit en cascade pourpre, avec un sourd murmure, le flot de sang qui tombe dans le grand égoût. Là, un boucher avait déposé sa lame sur un étal; Virginius saisit la lame et la cacha dans sa robe. Et alors ses yeux devinrent très obscurcis, et sa gorge commença d'enfler, et d'une voix rauque et altérée, il parla : — Adieu, doux enfant! Oh! combien j'aimais ma chérie (*my darling*)! Quoi-

(1) *I, lictor, submove turbam*, etc. Tite-Live, liv. Ier.

que je sois parfois sévère, je ne le suis pas envers toi, tu le sais; qui pourrait l'être envers toi? Et combien ma chérie m'aimait! Qu'elle était heureuse d'entendre mon pas sur le seuil, quand je revins l'année dernière! Comme elle dansa de plaisir de voir ma couronne civique, et prit mon épée, et la suspendit, et m'apporta ma robe! Maintenant tout cela est fini, oui, toutes tes jolies façons, ton aiguille, ton babil, tes fragmens de vieilles ballades! Personne ne pleurera plus quand je m'en irai, ne sourira quand je reviendrai (1); personne ne veillera près du lit du vieillard ou ne pleurera sur son urne. Notre maison, qui était la plus heureuse dans les murs de Rome, celle qui n'enviait pas à Capoue ses marbres et sa richesse, au lieu de l'éclat de ton sourire, n'aura plus qu'une ombre éternelle, — au lieu de la musique de ta voix, le silence de la tombe. Le temps est venu... Embrasse-moi autour du cou une fois encore, et donne-moi encore un baiser. Et maintenant, ma chère petite fille à moi (2), il n'y a qu'un moyen, c'est celui-ci. — Il la frappa... etc., etc. »

Quel est l'homme qui parle? C'est un chevalier du XIIe ou du XIIIe siècle, né en Allemagne et prêt à commettre le forfait grandiose de Virginius. Voici l'esprit de famille, le détail d'intérieur, le *home* adoré, la situation nouvelle des femmes, compagnes de l'homme, mais non esclaves, la description minutieuse des *boucheries fumantes* et de la cascade de sang rouge, jusqu'aux expressions toutes gothiques, « la musique de ta voix, l'éclair de ton sourire, » et ce retour mélancolique du vieillard un peu égoïste sur lui-même : *personne ne pleurera sur mon urne;* enfin ces autres teintes bibliques, « le silence de la tombe dans la maison; » — tous ces traits admirables, quelques-uns d'une observation très fine, le poète les a trouvés dans sa sensibilité propre, dans celle de sa race : ils ressortent de la trempe même du génie anglais. La Rome de Tarquin ne comportait rien de cela; elle vivait au grand jour; le développement sentimental n'existait pas. L'action était prompte, la vie nue; le sentiment délicat de la famille et de ses tendresses intimes était impossible dans sa manifestation extérieure; et c'est ce que prouve bien la tragique et sublime narration de Tite-Live. L'horreur de l'esclavage (*mancipium*) domine chez le Romain; le sentiment de la famille (*home*) est l'inspiration du Germain moderne. Les beautés particulières et sentimentales que M. Macaulay a puisées dans son sujet détruisent de fond en comble celles de Tite-Live, qui leur sont opposées. S'étant une fois attendri, le poète mo-

(1) *And none will grieve when I go forth, or smile when I return.* Ce vers est délicieux.

(2) *My own dear little girl!*

derne perd ce mot romain : « Je te rends à la liberté, fille, de la seule façon possible; — *hoc te uno quo possum modo, filia, in libertatem vindico!* » — *Libertatem!* c'est la note sensible. Au lieu de cela, le Virginius anglais prie sa fille de lui passer ses petits bras autour du cou, et de baiser son père une fois encore. Tout ce que nous disons ici d'ailleurs, à l'appui d'un principe littéraire de la plus grande importance à établir, et dont les conséquences sont nombreuses, n'empêche pas que le tour de force exécuté par M. Macaulay ne soit digne d'attention, d'admiration même, car les preuves d'énergie dans la pensée et d'assimilation avec la marche générale de la civilisation romaine primitive y sont nombreuses. C'est surtout dans la reproduction des mouvemens populaires que le poète moderne excelle; il n'a plus alors à peindre l'individu romain à une époque marquée, mais des masses humaines, dont les passions et les grands chocs se ressemblent toujours.

Un fait poétique moins grave, mais curieux, c'est le suivant. — A Paisley, en Écosse, un droguiste sentimental, affligé d'une passion profonde et secrète pour une beauté inconnue, commet une longue pièce de vers, tous hexamètres, rimant bien et sur leurs pieds, en l'honneur de ces charmes idolâtrés. Ajoutons à ce commencement de vaudeville que l'apothicaire ou le droguiste désespéré n'adressa jamais un seul mot à sa belle, et l'aima sans lui parler jusqu'à l'âge de cinquante-six ans, qu'il ferma tristement sa boutique, courut le monde pour oublier sa passion, enfin qu'il mourut obscur dans sa ville natale de Paisley, tout au bout du monde européen, en 1750. Il s'appelait James Wilson, et l'on vient de publier son poème intitulé : *Silent Love*, « l'Amour qui se tait. » — Le manuscrit était resté entre les mains d'une sœur cadette pendant trente-cinq ans.

Rien n'est plus touchant, plus pur de forme, plus élevé de pensée, plus vrai de sentiment, que le petit poème de James Wilson (1). En lisant ces vers si doux, qui ne sont pas le voile, mais l'écho épuré d'une émotion profonde, on ne peut s'empêcher d'aimer l'apothicaire; on voudrait pour beaucoup soulever un coin de cette biographie perdue, de ce roman secret et pathétique comme il y en a tant dans cette vie. Littérairement, Wilson a fait un petit chef-d'œuvre; c'est dommage que quelques détails portent la trace d'une époque arriérée; les ornemens ont légèrement vieilli, mais la grace reste, et la passion et la mélodie. Wilson s'est défié de son talent; il a fait des vers

(1) *Silent Love*, a poem, by James Wilson (Paisley en Écosse); 1844.

comme il a aimé, loyalement, tristement, sans espoir, avec une modestie trop vraie. — Parmi toutes les espèces d'ames étranges qui se trouvent répandues en ce bas monde, celle-ci me séduit et m'émeut particulièrement, c'est une espèce rare; les arrogantes, les impudentes, les vénales, les ames de bateleurs et de condottieri ne manquent pas, celles qui font violence à la gloire et à l'amour. Mais ce pauvre mélancolique poète, qui écrivait dans sa boutique pour lui-même, pour consoler son mal secret, pour soulager sa veine, je l'aime en vérité. Il avait peut-être placé son amour « dans quelque haut lieu, » comme on disait sous le règne de Malherbe : lady Montrose, ou lady Campbell, ou lady Clanricarde, ou lady Gordon, qui sait? De ce secret amour des vers délicieux sont éclos; il n'osait les publier, et ne voulut pas en faire d'argent, ni de moyen de fortune. Que tout cela me paraît aimable! Cet obscur Wilson vivait du temps de Rousseau et de Vauvenargues, du temps de Gray, autre mélancolique curieux à étudier; à côté de Burns, ame inquiète comme celle de Rousseau, voix vibrante comme celle de Béranger; près de Mackenzie, ce doux Écossais, et de l'Anglais Cowper, ce timide instrument poétique, qui craignait le souffle des hommes et ne résonnait que dans la solitude, à l'ombre fraîche des grands ormes balancés par le vent.

Wilson de Paisley, le droguiste, était de la race de ces intelligences sensitives qu'il ne faut pas mépriser; c'est un des tempéramens du génie et des plus exquis. Nous demanderons à d'autres des machines pour filer. Les fleurs ne traînent pas la charrue, elles donnent un encens perpétuel, et l'encens des beaux vers est plus divin, il ennoblit la race humaine à travers les temps. Quant à l'excès de sensibilité nerveuse qui caractérise ce poète endormi et ressuscité, il faut penser que c'était une maladie du XVIIIe siècle finissant. Le courant électrique qui soufflait depuis 1710 était devenu trop violent, tout se précipitait; les ames avaient la fièvre, et les plus tendres souffraient mortellement. Au XIXe siècle, aujourd'hui, nos vices sont autres, et ce n'est pas l'excès de la délicatesse qui nous fait mal.

Je voudrais que ceux qui me lisent pussent comprendre et partager le plaisir inattendu que les vers de Wilson m'ont donné; mais ici, comme dans toutes les exquises poésies, le rhythme et la forme étant pour beaucoup, je me trouve embarrassé. Les idées de Wilson sont d'ailleurs fort naturelles; ce sont des sentimens plutôt que des idées, des sentimens vrais, rendus avec une ingénuité passionnée; pas une nuance de plus, pas une teinte de moins. « Ce n'est rien qu'un nom, disent-ils. — Rien! Qui a pu le penser? — Un nom, mais c'est

tout; c'est une chaîne magique, secrète et sainte, qui vous captive le cœur. Prononçait-on devant moi ce nom unique, les ténèbres se dissipaient aussitôt, je sortais de ma nuit, et mon ame joyeuse renaissait au jour qui la charmait. Dans le livre sacré je le retrouvais encore, vestige adoré qu'entourait une auréole, et que les anges du ciel murmuraient à mon oreille. Si je rencontrais une autre personne qui le portât, mon cœur battait plus vite, et plus vite encore. Je me taisais; toute pensée étrangère s'éloignait de moi, mes yeux se fixaient sur le sol; j'écoutais, fasciné par des accens si chers, j'écoutais toujours. Pourquoi pleurez-vous? me demandait-on. Je ne pouvais répondre. — Ce nom, des enfans, dans leurs jeux, l'avaient prononcé. Jamais, jamais un tel nom ne se confondra avec les noms vulgaires (1)..... » C'est de la vraie poésie intime; nulle affectation, et cependant de l'élégance; aucune exagération et de la force. Nous ne parlerons que pour mémoire d'une autre poète écossaise, mistriss Chalenor, morte veuve et très jeune, qui a laissé quelques jolies pièces, remarquables par l'extrême simplicité; j'aime, entre autres, une petite ballade : *Ma Robe grise*. Le sentiment moral et domestique du devoir et de la raison domine dans ces pièces, dont l'inspiration est courte et trop peu soutenue.

De la littérature anglaise affadie à la littérature américaine des

(1) . . . . . What's in a name? . . . .
. . . . . .
A wondrous, inward, sacred spell,
That wheresoe'er one name escaped man's lips
My spirit rose from out its dark eclipse.
And in the sacred book I often found
The dear impress with heavenly halo bound,
And angel forms seemed whispering in mine ear
The accents of the name I loved so dear.
Oh! when I met with one who owed the same,
My heart's pulsations quicker went and came,
All other thoughts,..... etc.

Je n'ose pas trop louer ces vers que j'aime, et voici pourquoi. Le poème de Wilson a été publié récemment. Par une singulière coïncidence, une petite pièce de vers, justement oubliée, publiée en 1823 par l'auteur de cet article *inter delicta juventutis*, et dont la ressemblance avec le fragment anglais est extrême, commence par la même image et continue par la même série d'idées. On nous pardonnera de joindre ici cette curiosité littéraire, d'ailleurs exempte de vanité comme d'humilité; elle prouve qu'il ne faut pas soupçonner trop vite les gens de plagiat. — Et qui de nous n'a pas de ces souvenirs et de ces délits par-devers lui, fruits

États-Unis, il n'y a qu'un pas; au moins cette dernière commence-t-elle à professer avec une logique hautaine le dédain de la philosophie, de la poésie et des arts. Dans un des recueils américains les plus répandus (1), le rédacteur, à propos des romans peu dangereux de Frederika Bremer, écrit six pages contre la fiction en général et le roman en particulier. « La vie positive et pratique, dit-il, suffit à l'homme; l'imagination est un péril, les arts sont un malheur. » Que les Américains se rassurent, l'imagination et le raffinement ne sont pas près de les ruiner. Dans un autre article du même recueil, la philosophie est traitée avec le même sans-façon. En définitive, ce sont les plus hautes facultés de l'esprit que l'on frappe d'anathème; et ce qui nous effraierait, si l'avenir n'était pas le grand réparateur, c'est que la civilisation moderne paraît s'engager tout entière dans cette rainure d'un matérialisme épais, si contraire au progrès de la destinée humaine.

Cette civilisation américaine, née de la prose, bâtie sur la prose, en lutte contre la matière, et n'estimant, quand elle se rend compte d'elle-même, que la matière exploitée au profit du corps, n'en a pas moins ses poètes; elle en a même une foule, et cela se comprend; la poésie ne leur coûte rien, ils la fabriquent à leurs momens perdus, comme on s'amuse le dimanche à la paume ou au billard, quand on a passé la semaine sous le joug laborieux d'une industrie casanière. Un M. Rufus William Griswold s'est plu à recueillir en un énorme volume, qui en

des années attendries ou orageuses? Je ne veux reproduire que les premières strophes de cette innocente pièce : . . . . .

SON NOM.

Nom sacré, voix mystérieuse,
Quel magique pouvoir a formé tes accens?
Quelle chaîne mélodieuse
Captive donc mon cœur, alors que je t'entends?
Moins douce est la voix solitaire
Du rossignol au fond des bois;
Moins doux est ce doux nom : *ma mère!*
Murmuré par l'enfant pour la première fois!

Qu'un doigt léger, qu'un souffle tendre
Fasse gémir l'ivoire ou soupirer le buis,
C'est ton nom que je crois entendre
Dans l'ombre du vallon, dans le calme des nuits.
Sitôt qu'il frappe mon oreille,
L'ombre qui m'entourait s'enfuit;
Tout mon cœur engourdi s'éveille,
Et le jour qui renaît m'inonde et me sourit, etc.

(1) *New England's Magazine.*

vaut douze, la masse colossale de la poésie américaine. Une introduction historique sert de propylées à ces redoutables cinq cents pages, où brillent les noms de plus de cent poètes indigènes (1). Le signe distinctif de toutes ces œuvres, c'est le lieu commun; tout y est fabriqué à l'emporte-pièce. Tirez votre chapeau à ces épithètes, saluez ces images; c'est de la poésie de *Gradus ad Parnassum*. Les formes usées en Europe font fortune là-bas, comme les bonnets passés de mode font fortune aux colonies. Les images sont stéréotypées; le lac est toujours *bleu*, la forêt toujours *frémissante*, l'aigle toujours *sublime*; on emprunte aux gloires émérites leurs audaces d'autrefois. Les mauvais poètes espagnols n'écrivaient pas plus vite, *stantes pede in uno*, leurs misérables rimes que ces modernes versificateurs américains, banquiers, *settlers*, commerçans, commis, maîtres d'hôtel, leurs épopées et leurs odes. En fait de contrefaçon, ils ne se gênent pas. Celui-ci refait le *Giaour*, cet autre *la Dunciade*. M. Charles Fenno Hoffmann décalque les chansons de Thomas Moore, M. Sprague se modèle sur Pope et sur Collins. Tel s'empare de la stance byronienne, tel autre s'approprie la cadence et les images de Wordsworth. Mistriss Hemans, Tennyson, Milnes, trouvent leurs imitateurs; il suffit d'avoir reçu la consécration du public anglais pour subir la contrefaçon américaine.

Pourquoi cette muse décrépite et provinciale s'assied-elle au pied des monts Alleghanis? La fraîcheur de ces golfes de feuillage, vieux comme le monde, et le soleil se brisant en prisme sur les immenses cascades, ne peuvent-ils féconder cette indigence? Tous les élémens sont là; la matière poétique ne manque pas aux hommes, le génie poétique manque à la société. Lorsque, en dépit de leurs institutions matérialistes et de leur tendance industrielle, les Américains du Nord ont voulu avoir des poètes, ils en ont eu; mais ce n'étaient que les reflets décolorés de la métropole, les échos affaiblis de la nationalité britannique. Chez la plupart, la rapidité de l'exécution, l'incorrection du langage, se joignent étrangement à une exagération descriptive, à un flot de métaphores vagues et énormes qui n'expriment rien. Quelques-uns renoncent même à la grammaire, et la formation nécessaire des mots anglais est mise en oubli par eux. Ainsi le poète Payne ne craint pas d'employer les mots *fadeless* et *tireless*, qui sont d'affreux barbarismes, nés d'une composition de mots contraires à la grammaire et à l'analogie saxonnes. Le privatif *less* (qui n'est autre que le go-

(1) *The Poets and Poetry of America*, with an historical introduction by Rufus W. Griswold. Philadelphie, 1842.

thique *laus* et l'allemand *los*, « exempt de, libre de, privé de »), ne peut évidemment s'adapter qu'à un substantif, — *house-less, colour-less*, « sans maison, sans couleur. » Rien de plus facile à concevoir que cette règle peu abstraite. Les Allemands, si libres dans leurs formes, la suivent constamment; ils disent *ehr-los, furcht-los*, « sans honneur, sans crainte. » Ils ne disent pas plus *ehr-lich-los* ou *furchtbar-los* que nous ne pouvons dire *sans honorable, sans redoutable*, au lieu de « sans honneur et sans crainte. » Le vrai poète ne détruit jamais les élémens d'un langage; il en use avec une savante hardiesse qui les féconde.

Fidèles d'ailleurs à la probité commerciale, les poètes américains font en général « bonne mesure, » et vous livrent des tonnes pleines de vers médiocres; le lecteur se retrouvera sur la quantité. *La Colombiade*, de Joël Barlow; *la Conquête de Chanaan*, par Dwight; *Tecumseh*, par Colton (1), poèmes épiques, colosses de coton et de papier mâché, forment une masse de près de dix mille vers qui doivent toutefois céder la palme du ridicule à une épopée américaine qui vient de faire son entrée dans le monde et qui a pour titre *Washington* (2). Le docteur Channing avait accusé quelque part les États-Unis de n'avoir pas de littérature nationale : « Cela me frappa, dit l'auteur dans sa préface, et je pris aussitôt la résolution de faire à ma patrie le cadeau d'une épopée. » Mais notre homme avait une boutique à garder. Le moyen de faire marcher de front les soins du comptoir et ceux du poème épique! « J'eus la prudence, ajoute-t-il, de remettre la fabrication de mon poème à l'époque où j'aurais achevé ma fortune. Gâter un bon commerçant sans créer un bon poète, c'eût été conscience. Je commençai donc par mettre mes affaires à jour, après quoi je me retirai dans la solitude avec mon imagination. » Retiré dans la solitude « avec son imagination, » le poète américain « fit donc cadeau » à sa patrie de ce poème épique extraordinaire et vraiment grandiose, intitulé *Washington, épopée nationale*. Le début en est simple. Washington prend le thé avec sa femme : « Oui, bien sûr, comme il est vrai que je me lève de cette chaise, s'écrie le héros, j'entreprendrai cette nuit de soulever le peuple! » Sa femme voudrait qu'avant de soulever le peuple, il prît une tasse de thé, car elle est là, « armée de sa porcelaine chinoise reluisante, et elle est prête à lui verser le rafraîchisse-

(1) *Tecumseh, or the West thirty years since*, by G. H. Colton. New-York, 1842.

(2) Boston, 1843.

ment. » — « Très chère femme, reprend Washington, mon temps n'est pas à moi, et je ne suis venu que pour t'assurer (1), etc. » Le monde, qui a vu bien des épopées ridicules, n'en avait pas vu de pareille.

Que dire ensuite des grands hommes dont M. Griswold a peuplé son Parnasse américain, Trumbull, Alsop, Clason, sans compter Robert Payne, Charles Sprague, Cranche, Leggett, Pike, Hopkinson et près de cinquante autres? L'un d'eux, Robert Payne, représente Washington debout, repoussant avec sa poitrine les coups du tonnerre et tenant son épée nue, « en guise de conducteur électrique, pour diriger la foudre vers l'Océan où elle va s'éteindre. » Ce héros-paratonnerre produit un bel effet; c'est le chef-d'œuvre de la poésie-machine. Quelques autres, par exemple Percival, ont poussé aussi loin que possible l'art d'entasser les mots sans idée : « Oui, dit-il quelque part (nous le traduisons littéralement), l'arc-en-ciel nébuleux qui se joue en frémissant dans les flots d'azur du ciel, et l'écume chatoyante dont les nymphes sacrées entourent l'ame vibrante et l'harmonie innée du poète.... c'est la poésie. » A la bonne heure! M. Charles Sprague, caissier de la maison de *banque du globe* dans le Massachussetts, et qui vit fort retiré, fabrique laborieusement sur le modèle de Pope des vers didactiques, sans originalité et sans élégance; c'est quelque chose de curieux qu'un Pope républicain, américain et caissier.

M. Dana, auteur du *Boucannier*, et M. Drake, qui a écrit *la Fée coupable*, s'élèvent un peu plus haut. M. Jean Pierrepont, avocat renommé et auteur des *Airs de Palestine*, est excessivement moral, monotone et peu poète. Plusieurs femmes, mistriss Osgood, mistriss Sigourney, et mistriss Brooks, surnommée *Marie de l'Occident*, ont publié des poèmes. Ceux de la première sont d'une puérilité prétentieuse, la seconde ne se distingue que par une verbeuse facilité; quant à mistriss Brooks, auteur de *Zophiel*, son talent extraordinaire est si fatigant par l'entassement des couleurs, des sons et des images, par la complication du rhythme et par la recherche fantastique du sujet, que l'esprit et l'oreille demandent également grace au poète. Les seuls noms que

(1) « .... For me, as from this chair I rise,
So surely will I under take this night
To raise the people.... »
. . . . . .
« There by her *glistening* board, ready to pour
Forth the refreshment of her chinese cups. »
. . . . . .
(*Washington*, canto Ier, v. 70.)

l'on puisse isoler honorablement au milieu de cette forêt de versificateurs sont ceux de Street, Fitz-Greene-Halleck, William Cullen Bryant, Henry Wadsworth Longfellow et d'Emerson, dont nous avons déjà parlé. Street est un poète descriptif agréable et diffus. Halleck, surintendant du riche M. Astor, capitaliste et propriétaire du plus grand hôtel de New-York, est auteur de *Marco Botzaris* et de *la Jaquette rouge*, poèmes plus mélodieux que fortement pensés. Bryant lui est de beaucoup supérieur. Pour la solennité du ton, l'énergie contemplative, la gravité sérieuse, il rappelle souvent le poète allemand Klopstock, et n'est pas exempt de ses défauts; la fantaisie et le libre caprice lui manquent trop. Vous errez avec lui sous une de ces sombres arcades de verdure qui abritent des flots lents et paisibles; à peine quelques vagues émues rayonnent sous un rare soleil. Le ton du sermonaire domine dans les deux recueils de ses poésies réimprimés à Londres (1). Un fragment de ce poète donnera quelque idée de sa manière :

« Encore un jour, un jour d'été qui s'achève! Le soleil est couché. L'occident est rouge, et les dernières heures s'en vont doucement; elles ont rempli leur tâche, ces heures filles de Dieu. L'herbe a poussé sa verte tige, et les troupeaux en ont fait leur pâture. Le jeune rameau a développé sous le soleil son tissu de soie. Les fleurs du jardin et du désert se sont ouvertes pour mourir, et les graines fécondes, brisant leurs cachots, se sont ensevelies sous la terre où elles attendent le moment de la renaissance..... La vie continue son mouvement éternel..... Partout, sous la muraille nue de la chaumière ignorée, sous l'or de l'alcôve princière, dans les greniers infects des capitales, de nouvelles mères, toutes joyeuses, ont pressé sur leur sein de nouveaux fils; partout, sur la lisière de la forêt, sur la rive et dans les villes, de nouvelles tombes se sont creusées, — et remplies, — et refermées. Aujourd'hui des amis chers se sont séparés, et des amitiés nouvelles se sont liées; la vierge long-temps priée d'amour a enfin cédé. — Encore un jour! Entre deux ames qui s'aimaient, la première parole dure s'est échangée, et le bonheur est brisé. — Encore un jour! Adieu, soleil! adieu, journée! adieu, vie qui finis, et toi, vie nouvelle, qui recommences! »

Ralph Waldo Emerson, ministre unitaire aujourd'hui détaché de son église, dont il diffère quant à l'interprétation de la cène, mérite une mention plus spéciale, bien qu'il ait produit à peine deux volumes de vers et de prose. Aujourd'hui directeur d'une revue trimestrielle qui paraît à Boston, c'est l'esprit le plus original ou plutôt le seul que les États-Unis aient produit jusqu'à ce jour. On ne peut lui opposer ni

(1) 1840 et 1842.

Channing, ni Prescott, ni même Irving. Le docteur Channing, connu par des *Essais* éloquens, des discours et un travail remarquable sur Milton et sur Napoléon, manque de clarté et de mesure dans la pensée, et sacrifie à une sonorité pompeuse les avantages sérieux de la prose, la solidité et la concentration. Le charmant style de Washington Irving se compose d'une élégante imitation d'Addison et d'une heureuse étude des vieux poètes. Il est difficile de pousser plus loin l'agrément et la douceur ingénieuse que M. Irving; ce n'est ni de la force ni de la profondeur. Son paysage est doux et velouté, sa lumière pure et bien disposée, ses personnages sont heureusement groupés comme ceux de Wouwermans; comme ce peintre, il n'est exempt ni de monotonie ni de manière. Prescott, auteur d'une bonne *Histoire d'Isabelle la catholique*, s'est procuré en Espagne des documens originaux et authentiques dont il a fait une composition sage et complète, non colorée et puissante; on s'intéresse d'ailleurs malgré soi à un ouvrage dicté par un aveugle à sa jeune fille, qui en a, sous la direction de son père, compulsé et arrangé les matériaux. Irving est de l'école d'Addison, Channing imite Burke, Prescott se modèle sur Robertson. Emerson, au contraire, a un cachet particulier de profondeur dans la pensée et de couleur dans l'expression qui le rapproche de Carlyle sans qu'on puisse lui reprocher de copier ce maître. Ce sont des idées analogues, souvent plus hasardées, qu'il exprime : — la réconciliation de l'esprit réformateur et de l'esprit conservateur, la moralité portée dans l'industrie, la dignité humaine rendue aux masses aveugles, et le hideux sentiment de l'envie refoulé dans ses profonds repaires. Emerson n'a publié encore en prose qu'un petit volume intitulé simplement *Essays;* lorsque ces *Essais* tombèrent entre les mains de Carlyle, ce dernier fut tellement frappé de l'analogie de sa pensée avec celle d'Emerson, qu'il se fit à Londres l'éditeur du petit volume américain, et le volume eut du succès.

Quelques poèmes de lui sont marqués au coin de la même originalité. Une petite pièce *à l'Abeille* est délicieuse dans son genre et presque digne de Milton. A travers bois et vallées, l'abeille s'en va, heureuse, active, dédaignant tout ce qui est malfaisant ou sans beauté, cherchant le soleil, les solitudes odorantes, les secrets parfums qui ravissent, le murmure des eaux courantes, et bourdonnant dans le rayon et dans l'encens. Rien de plus vif que cette peinture; un sens mystique et une veine cachée de philosophie serpentent sous le luxe et la grace des images. Le rhythme même et la mélodie reproduisent le vol doré de l'abeille dans les feuillages frais :

« Thou in sunny solitudes,
« Rover of the underwoods,
« The green silence dost displace
« With thy mellow breezy bass! »

Nous ne nous amuserons pas à détruire, en traduisant ces jolis vers, une combinaison rare et délicate de la musique, de la forme, de la couleur et de la philosophie.

Mais ce sont là des exemples peu communs, des exceptions plutôt que des règles. Plus varié que Cullen Bryant, et voué à la poésie, dont Emerson ne semble faire qu'un délassement passager, Henri Wadsworth Longfellow, aujourd'hui professeur de littératures française et espagnole au collége de Haward, a été élevé en Europe et a voyagé en Suède et en Danemark. Le génie scandinave moderne paraît avoir exercé sur sa pensée l'influence la plus active. Une sévère beauté intellectuelle, une douceur particulière d'expression et de rhythme, distinguent ses vers, en assez petit nombre, mais remarquables, et spécialement le volume intitulé *Voix de la Nuit*. C'est une poésie pâle et « clair de lune, » comme disent les Américains eux-mêmes, qui attire par une triste et douce grandeur. L'effet en est étrange, et les couleurs en sont si transparentes, que le roman sentimental en réclamerait volontiers le mérite au détriment de la poésie. Ces œuvres sont d'ailleurs fort supérieures au flot commun des poésies tièdes dont le Parnasse anglais est inondé, par exemple à l'*Ecclesia* d'un moderne ministre. Le caractère du talent de Longfellow a l'air d'appartenir à une région plus froide et plus douce que l'Amérique. Peu de passion et un grand calme qui approche de la majesté, une sensibilité émue dans la profondeur, se manifestent par des vibrations et des rhythmes modérés; les poésies suédoises de Tegner donneraient seules une idée de cette mélodie lente et de cette émotion réfléchie. Longfellow nous semble occuper la première place parmi les poètes de son pays. Une saveur distincte le caractérise; on croit sentir, en le lisant, la permanence triste des grands bruits et des grandes ombres dans ces plaines qui n'ont pas de fin et dans ces bois qui n'ont pas d'histoire.

La littérature américaine proprement dite n'a pas acquis plus de force, de nouveauté et de couleur que par le passé. Le roman vulgaire y surabonde; c'est surtout pour la caricature outrée que les Américains de l'Union montrent du talent; je croirais volontiers que le premier homme de génie auquel ce peuple donnera naissance sera quelque grand satirique. Les nations, à la fois jeunes et vieilles, qui,

héritières d'une ancienne civilisation, voient devant elles un monde inconnu d'industrie et de politique à conquérir et à organiser, se trouvent environnées de si ridicules contrastes, qu'une pente naturelle les entraîne à l'ironie. La Gaule romaine a commencé par là. Chez les Américains, cette ironie est encore à l'état brut; elle se développe rudement, mais elle se raffinera; aujourd'hui la sève en est singulièrement âcre et grossière. Les lecteurs de ce côté de l'Atlantique ne peuvent éprouver que du dégoût pour les scènes odieuses auxquelles se complaisent les peintres de mœurs américaines, MM. Moore et Mathews, auteurs de *Tom Stapleton* (1) et de *Puffer Hopkins* (2). J'ai parcouru avec avidité ces tableaux de la vie américaine par des Américains. L'impression en est triste; ce n'est pas populaire, c'est bas et aristocratique dans le pire sens du mot : des vices fades et corrompus, sans compensation de grace et de goût; une envie lâche qui poursuit les titres, qui en veut à la fortune, et se rue sur le succès. Ces mœurs sont sans pureté, sans passion, sans simplicité, sans élégance, sans grandeur; vous diriez l'arrière-boutique des plus petits marchands de White-Chapel transportée tout à coup dans un salon doré, empruntant gauchement les vices d'en haut sans quitter les vices d'en bas. Ce n'est plus Washington, ce n'est pas encore Walpole. On ne peut exprimer le dédain et la douleur que font naître ces vices éreintés et brutaux, qui tiennent par l'impureté aux scandaleux boudoirs du vieux monde et rappellent la senteur de la tabagie, tout en affichant des prétentions aristocratiques.

Est-ce là, bon Dieu! qu'il faut chercher des données vraies sur la société américaine? Dickens, Marryatt, mistriss Trollope, miss Martineau, en leur qualité d'Anglais, devaient nous inspirer peu de confiance; ils sont moins défavorables à l'Amérique que M. Moore et M. Mathews, dont les romans, *highly popular*, édités in-4° dans une publication périodique intitulée *Brother Jonathan* (*Jonathan* est le type national, le John Bull américain), avec d'horribles gravures sur bois, donnent pour douze cents et demi (à peu près onze sous) la valeur de trois volumes in-8° de 300 pages chaque, un peu plus de trois sols et demi par volume. C'est le dernier terme du bon marché porté dans l'art d'imprimer. Ajoutons qu'il est impossible de rien imaginer de plus incorrect et de plus laid à voir que ces impressions économiques; la matière n'est pas indigne de la forme. Il y avait une idée

(1) *The Adventures of Tom Stapleton*, by John M. Moore; New-York, 1843.
(2) *The Career of Puffer Hopkins*, by Cornelius Mathews; New-York, 1843.

dans *Puffer Hopkins*, l'homme du puff, traversant la démocratie voiles déployées sur le vaisseau du charlatanisme et de la fraude; mais la grossièreté des scènes fait de ce livre quelque chose de hideux. Plus léger et plus frivole, *Tom Stapleton* accumule les orgies, les coups de bâton, les scènes d'ivresse, les chaises cassées et les chutes dans les escaliers, mêlées aux scènes grivoises et aux libertés philosophiques du compère Mathieu. L'auteur a voulu peindre les faits et gestes des aimables vauriens de New-York; personne ne voudrait se trouver seul la nuit avec ces gaillards-là. Le gourdin joue le premier rôle dans leurs exploits; l'un d'eux, Tom lui-même, sert d'ami et de protecteur secret à une héroïne digne de lui. Quand on ne se grise pas, on se bat; quand on ne se bat pas, on se grise. Le tout finit par un bon mariage, doublé de dollars, au profit du héros, mariage accepté avec enthousiasme par une jeune personne conquise à la vigueur du poignet. L'état d'une société sauvage reparaît dans sa nudité à travers ce roman qui rédige de temps à autre, sous forme de théorie, la brutalité des incidens qui composent la trame du récit. Sans prétendre à une sainteté spéciale, on regrette de voir un grand peuple, dont plus de la moitié brûle ou pend les abolitionistes et réinstitue contre eux la censure, adopter comme un de ses livres favoris un ouvrage où les paroles suivantes se trouvent placées dans la bouche, non d'un bandit, mais du héros même, que l'auteur a soin de rendre intéressant : — « Honnêteté! le mot est ridicule et ne signifie rien. Chacun de nous en attrape autant qu'il peut. *L'honnêteté est contre nature.* Il n'y a qu'une seule loi qui gouverne l'univers, c'est l'attraction, elle régit sous ce nom les choses inanimées. Dans les êtres animés, cela s'appelle acquisition, ou vol. Le soleil, s'il pouvait, attirerait à lui toutes les planètes. Un seul homme, s'il le pouvait, absorberait les jouissances de tous ses semblables, et les dévorerait tous. Il n'y a qu'un mot d'ordre raisonnable : *Dieu pour tous et chacun pour soi* (1)! » Voilà un résumé franc, honnête, candide, une philosophie bien formulée. J'avais toujours frémi de colère plus que de peur, lorsqu'un drame lyrique, dont la musique est belle, me faisait entendre ce cruel et triste refrain : *Chacun pour soi et Dieu pour tous!* Il me semblait que la Némésis de la vie sauvage se levait tout à coup, dictant cet épouvantable chœur, invoquant la destruction de tout lien entre les hommes; l'auteur américain nous donne l'explication de ce cri féroce. C'est la loi de la force. La vie est un pillage universel; au plus fort la

(1) *Tom Stapleton*, p. 73, seconde colonne, ligne 3; édition in-4°.

première proie, au plus rusé la seconde. Ces philosophes-hyènes mériteraient qu'Héliogabale et Tamerlan les nommassent leurs législateurs.

Une fois cette insurrection contre la probité, l'imagination, la poésie et la philosophie, devenue universelle, l'humanité n'a plus qu'un but, celui de vivre, et de se battre pour vivre, *fruges consumere nati;* tout cela est d'accord et bien en harmonie. Il y a au contraire, comme le dit Emerson, une croisade à entreprendre aujourd'hui en faveur de l'intelligence et du dévouement, contre le moi, l'égoïsme, l'avidité, la brutalité pillarde. La devise de cette ligue serait au contraire : *Dieu pour chacun! chacun pour tous!* C'est la devise des grandes races, c'est le thème civilisateur; le reste doit aller se confondre dans les égouts du bas empire. Le passage précédent de l'auteur américain prouve que cette sainte ligue contre les intérêts égoïstes ne serait pas hors de propos; c'est à la France, non de s'engager dans une voie de sensualité fatale, mais de marcher à la tête de cette croisade généreuse.

Tous ces nouveaux auteurs américains, qui ne valent ni Franklin pour la bonhomie, ni Washington Irving pour l'aménité, ni Cooper pour la force et la précision des tableaux, ne manquent jamais, tels vulgaires qu'ils soient, de s'intituler *esquires*. Cette petite distinction chevaleresque orne le titre de leurs romans remplis de trivialités inexprimables, et ce n'est pas un des caractères les moins plaisans du peuple nouveau que le goût vif ou plutôt l'engouement qu'affichent pour les titres de noblesse les adorateurs de la populace. Avec ses penchans aristocratiques, le *Yankee* est susceptible comme un provincial; il prend feu dès qu'un étranger s'avise de reprocher une imperfection à l'Amérique. On formerait une bibliothèque des réponses imprimées que le voyage de M. Dickens a fait naître. La plupart de ces livres n'ont pas beaucoup de sel, quoiqu'ils aient beaucoup de colère; le plus remarquable porte ce titre singulier : *Monnaie des Notes de M. Dickens, par une Dame américaine*. Ce dernier, homme d'esprit, avait intitulé son livre : *Notes à mettre en circulation;* le mot *note* signifie, comme on sait, note et billet de banque. Nous ne croyons pas que la monnaie de la dame soit suffisante. Notre voyageuse est amère sans originalité; elle raconte tout ce qu'elle sait des travers, des vices et des folies de l'Angleterre, et elle sait peu de chose. « Les hommes, dit-elle, y sont grossiers, les femmes mal mises, les maisons uniformes, et le coup d'œil de la brique éternelle est ennuyeux. » Où sont la nouveauté, la vivacité, la profondeur? nous craignons que la *lady* américaine n'ait pas rendu à M. Dickens « la monnaie de sa pièce. » Rien de plus trivial

que ses remarques sur l'impolitesse des douaniers, sur la multitude des malheureuses qui courent les rues de Londres, sur l'immense étendue de la ville, « qui, dit-elle, offre un assemblage de hameaux juxta-posés, mais non une ville. » Nous voilà bien peu avancés et bien peu instruits sur le cours des évènemens, la tendance des esprits, la réalité des faits, et le sort réservé à l'Angleterre. La dame américaine (qui a soin de s'appeler *lady*) n'aperçoit que les surfaces; l'avenir caché dans le présent lui échappe. Laing, Chambers, Porter, et surtout le prophétique Carlyle, nous renseignent bien mieux à ce sujet que *la Monnaie rendue à M. Dickens* par l'observatrice (1).

Ce sont les journaux républicains qu'il faut placer en regard des nouveaux romans publiés à New-York, pour éclairer ce présent obscur et cet avenir singulier. Là se trouvent des renseignemens certains sur l'état de l'Union. Dans le nord, l'afflux des Irlandais est énorme; il usurpe le territoire et crée une Amérique irlandaise. Dans le sud, comme le dit le poète Dana dans un beau vers,

Le nègre fait trembler le maître qui l'écrase.

Ce double état de choses produit souvent de sanglantes catastrophes, et la constitution s'en tirera comme elle pourra. Déjà la liberté de la presse et la liberté du sujet sont entamées; on a vu que les lois de la probité ne l'étaient pas moins. Lisez cette constitution : vous la trouvez humaine, juste, philanthropique, digne de Washington et de Franklin. Elle consacre les droits du sujet et assure sa vie; elle décrète la liberté de l'individu et celle de la presse. Descendez jusqu'aux faits; examinez comment cette constitution fonctionne. Les papiers publics pullulent de documens curieux à cet égard. La *Gazette de Clinton* (mai 1843) vous apprendra que « le vendredi soir, 22 mai, la multitude assemblée a décidé du sort de James (accusé d'avoir poussé les nègres à l'insurrection). Les uns votaient pour les verges, les autres pour la pendaison. Le parti de la pendaison (*the hanging party*) l'a emporté à une majorité écrasante. La mort de James a été votée par la masse du peuple. D'après ce *sentiment*, exprimé d'une façon peu équivoque, James a été conduit jusqu'à un mûrier noir, et suspendu à l'une des branches de l'arbre. Nous approuvons entièrement cette mesure, ajoute le rédacteur; le peuple a agi *convenablement* (2). »

(1) *Change for the American Notes*, in letters from London to New-York, by an american lady; 1843.

(2) *The people have acted properly.*

— C'était la seizième fois que le peuple agissait ainsi extra-judiciairement et *convenablement* depuis six mois.

Voilà pour la sûreté des personnes. Quant à la liberté de la presse, elle est abolie dans plusieurs localités; le maître, c'est la foule; ce qui déplaît au maître, on ne peut l'imprimer. Un journal de New-York ayant reproduit un discours du docteur Channing, lequel discours renfermait des observations contraires à l'esclavage, ce journal fut mis en vente à Charleston, ville du sud; aussitôt l'association des planteurs de la Caroline intente un procès au libraire de Charleston, que l'on force à déposer 1,000 dollars pour sa caution. Ce libraire venait de recevoir un ballot d'exemplaires du voyage de Dickens, qui, on le sait, n'épargne pas les planteurs; effrayé, il se hâte de faire insérer l'annonce suivante dans les journaux de la ville : « Le livre de M. Dickens sera soumis à l'inspection d'un comité composé de membres intelligens de l'association de la Caroline du Sud. S'ils en approuvent la vente, je le mettrai en vente; sinon, non. » Ce comité, n'est-ce pas la censure elle-même? — Non-seulement ces faits existent, mais ils s'érigent en principes; ils constituent une théorie. La *Chronique de Georgia Augusta* dit expressément : « Il faut que tous les états du Sud mettent à mort quiconque demandera la liberté des esclaves, et qu'on tue cet homme dès qu'on le trouvera, partout où on le trouvera. » — Le *Télescope de Colombie* (Caroline du Sud) va plus loin encore, et s'exprime en termes plus atroces : « La question de l'esclavage n'est pas ouverte à la discussion; ce système a poussé chez nous de trop profondes racines, il doit durer à jamais. Du moment où un individu s'avise de venir nous sermoner sur l'immoralité et le péril de l'esclavage, il faut lui couper la langue et la jeter sur le fumier (1). »

Le *Trurican de la Nouvelle-Orléans* et le *Phare de Norfolk* (Virginie) sont remplis de menaces analogues. Ces menaces se réalisent souvent, comme le prouvent les récits contenus dans le *Libre Commerçant des Natchez* (2) et dans *l'Argus du Missouri*. Tous ces journaux, que nous avons sous les yeux, font foi d'un retour complet à la vie sauvage. Deux ennemis se rencontrent dans les rues et se massacrent; cela s'appelle un duel. Les journaux s'expriment très légèrement là-dessus et racontent en trois lignes ces boucheries domestiques, comme les choses du monde les plus naturelles. « Le major un tel a rencontré le capitaine un tel, et lui a asséné un coup de bâton; le capitaine a

(1) « His tongue *shall be* cut out and cast upon the dunghill... »

(2) 16 juin et 17 octobre 1843.

répondu par un coup de pistolet (*revolving pistols*), et tous les deux sont morts. » Voilà tout. Sous ce régime, la loi, c'est la haine, c'est la rage. Un nègre nommé Joseph est brûlé « à petit feu » par le peuple, avec une frénésie calme, qui eût fait honneur à l'inquisition dans ses beaux jours. La terreur en France était moins scientifiquement horrible; elle ne brûlait personne « à petit feu. »

Je préfère les voyages américains à la plupart des livres qui viennent de ce pays, en exceptant ceux d'Emerson, Channing, Prescott et Irving. L'Américain du Nord est voyageur; mais encore faut-il s'entendre : s'il voyage du côté de l'Europe, le préjugé, l'orgueil national, la rancune, l'aveuglent ou l'enveniment; il voit mal et juge de travers, il se trompe. Dans les régions nouvelles et vierges, sa naïveté se conserve; en face de la nature, il reproduit avec une vérité souvent piquante et même éloquente des émotions et des impressions qui lui plaisent. Les *Incidens d'un voyage dans la province d'Yucatan*, par E. Stephens (1), et le *Galop à travers le paysage américain, esquisses de scènes et d'aventures américaines*, par Silliman (2), méritent d'être distingués. C'est une véritable course au galop que le petit volume de Silliman, et, dans cette société qui va si vite, les meilleurs livres et les plus agréables styles sont ceux qui s'élancent à toute bride, ne s'embarrassant ni de philosophie ni de beau langage. Il y a dans les *Esquisses* de Silliman une peinture magnifique de la cataracte de Niagara pendant l'hiver; cet immense palais de glace suspendue et étincelante, ce mouvement gigantesque arrêté dans l'air par une force magique, composent un des plus étourdissans spectacles dont on puisse s'aviser. La touche de l'auteur américain est facile, rapide, hasardeuse, un peu incorrecte, mais chaude, et n'en vaut que mieux. Les mœurs de l'Yucatan, province qui, comme on sait, forme la pointe extrême de l'Amérique méridionale, les étranges habitudes de ce pays perdu, où les coutumes indiennes se mêlent aux souvenirs féodaux et aux traditions espagnoles, sont reproduites dans le voyage de Stephens avec beaucoup de vérité et de détails. C'est peut-être le livre où l'on trouve le plus de renseignemens neufs sur cette race intéressante des Maceguas, indigènes de cette portion de l'Amérique. « J'ai été témoin, dit M. Stephens, d'une représentation dramatique indienne qui m'a frappé; les Indiens l'appellent *Chtol;* la scène se passe du temps de la conquête. Les natifs, résolus d'opposer aux conquérans une résistance héroïque, se réunis-

(1) *Incidents of Travel in Yucatan.* 2 vol. in-8°, New-York, 1843.

(2) *A Gallop among American scenery, or sketches of American scenery and military adventure.* New-York.

sent dans un temple. Un vieillard à barbe blanche les exhorte à mourir pour la patrie, et tous vont marcher au combat, lorsqu'un Espagnol, ou du moins un Indien revêtu du costume castillan, fait son entrée en scène, armé d'un mousquet. Le prétendu Espagnol fait partir son arme; l'explosion épouvante les Indiens, qui tombent à genoux devant lui. Il enchaîne le chef de la troupe, l'emmène prisonnier, et le drame finit. » Le style de ces livres ne brille point par la compression, l'énergie, la concentration; mais une certaine rapidité franche de pinceau les fait valoir, et les voyageurs européens, souvent affectés, se targuant d'une grande supériorité de savoir, ont rarement cette vivacité ingénue qui donne du prix aux pages d'Audubon, de Silliman et de Stephens.

Voici une curiosité américaine plus piquante. La manufacture de Lowell dans le Massachussetts n'a que des ouvrières, et le prix de la main-d'œuvre est assez cher pour que chacune de ces demoiselles, après avoir accompli sa tâche, se retire dans sa petite chambre, lise ou écrive, sorte armée d'une ombrelle verte, et se donne des airs de duchesse qui ont émerveillé les touristes anglais. L'explication de ce fait est bien simple. Il faut des bras à l'Amérique travailleuse, qui n'a pas quitté encore la période du labeur physique; c'est lui qu'elle rétribue: le labeur intellectuel n'est pour elle qu'un ornement factice. Elle possède, il est vrai, des universités et des colléges, qui ressemblent assez aux décorations de carton que Potemkin montrait à son impératrice. On en jugera par un seul exemple; dans un recueil américain, qui a des prétentions à l'érudition, le mot *dives*, dont tous les écoliers connaissent le pluriel, *divites*, se trouvait transformé en *diveses* (the *diveses* of our land).

Pourquoi miss Martineau s'étonne-t-elle que les ouvrières de Lowell soient des demoiselles et prennent des airs? Elles sont princesses; leur blason, c'est celui du pays, un bateau à vapeur et une machine à filer. Cette congrégation de fileuses du Massachussetts a eu naturellement l'idée de se former en académie, et de présenter au monde littéraire un échantillon de ses talens de conteuses, de romancières et de poètes. En effet, ce sont des femmes de loisir que ces ouvrières; elles réalisent de cent à deux cents dollars par année, portent des montres d'or, suspendent une douzaine de robes de soie dans leur garderobe, et peuvent bien s'octroyer de temps à autre les douceurs de la mélancolie, de la rêverie et de la poésie. Ces béguines de l'industrie américaine se sont donc cotisées pour rédiger et faire imprimer une sorte d'almanach des muses, sous le titre de *Lowell Offering*, « l'Offrande de

Lowell. » Il y a là tout ce qui peut traverser l'esprit de jeunes filles oisives; de la prose, des vers, des odes, des sonnets, de l'amour, du caprice, des caveaux et des tourelles; un mélange des précieuses ridicules et des modernes romanciers.

Anna, Tabitha, Oriana, Lucinda, Gregoria, Alleghania, Atala, Gesmunda, Tancreda, Velleda (où donc vont se nicher les beaux noms du cabinet bleu d'Arthénice!), signent ces médiocres fragmens, dont à peine deux ou trois obtiendraient admission dans un journal européen de l'ordre le plus humble, mais dont l'ensemble est un curieux phénomène. Nous avons vu naître ici les poésies des ouvriers, qui, entre nous, disons-le tout bas, ne valent pas de bon pain et de bonnes bottes. Les Américains ont les poésies des ouvrières, que je n'hésiterais pas à donner en masse pour une paire de bas bien raccommodée ou un mouchoir convenablement ourlé. A quoi bon de la poésie ouvrière? J'aimerais mieux des ouvriers poétiques, ne faisant de vers que si Dieu les leur commande, et conservant au fond de leur cœur le foyer sacré du beau moral, l'amour de la nature et de l'honnête, et la virile énergie et la faculté du dévouement. De toutes les pièces des Tabitha et des Ellenora qui travaillent *at the mills*, une seule mérite d'être citée. L'idée en est grandiose et extravagante, le style élevé et bizarre, et, si cette fantaisie était tombée dans l'esprit de Jean-Paul-Frédéric Richter, non dans celui d'une *factory-girl* de Lowell, le grand mystique allemand lui eût donné une valeur puissante : telles qu'elles sont, ces pages, sorties d'une plume de dix-huit ans, et de la plume d'une ouvrière vivant à l'autre bout du monde, sont fort singulières. Elles ont pour titre : *Pas de nuit*, et offrent la contre-partie de cette création effrayante de lord Byron, *Darkness* (ténèbres). Ici, dans l'œuvre de l'ouvrière américaine, c'est au contraire le soleil qui ne se couche jamais, c'est le monde fatigué de splendeur, la vie demandant à Dieu du repos, de l'obscurité et du silence.

L'archéologie locale a donné quelques produits en Amérique comme en Angleterre. Il n'y a pas si petite fraction des États-Unis qui ne possède son historien, pas de petite ville qui ne veuille se présenter au monde dans un volume in-8° ou in-4° avec gravures. Le chef-d'œuvre de ce genre moléculaire est une *Histoire de Beverly* (1), petite ville de la Nouvelle-Angleterre, avec gravures, plans, cartes, biographies, etc. On ne se serait guère douté que cette honnête petite ville eût possédé

(1) *History of Beverly, civil and ecclesiastical, from its settlement*, by Edwin M. Stone; 1842.

deux cent trois grands hommes inconnus. C'est encore une des marques du temps que l'excessive importance attachée aux moindres objets, et l'égoïsme des localités. Les États-Unis, qui manquent de souvenirs féodaux et par conséquent d'histoire, dont l'âge héroïque est d'avant-hier, essaient de se rattraper par des minuties qui n'ont pas même l'intérêt douteux des curiosités antiques et le charme mélancolique qui s'attache aux débris moussus du passé.

Plus loin encore que Beverly, Halifax, capitale de la Nouvelle-Écosse, ville complètement étrangère aux habitudes littéraires, s'est piquée d'honneur depuis l'apparition de *Samuel Slick* (1), et cette partie obscure et lointaine des domaines britanniques, l'Amérique anglaise, commence à élever des prétentions. Trois volumes intitulés *Littérature coloniale*, par G. E. Young (Halifax), témoignent de ces excellentes intentions; hélas! ce sont des intentions, et rien de plus. M. Young répète ce que Blair, La Harpe et Batteux nous ont dit trop souvent. Il n'y a que les vieilles sociétés qui soient fécondes en philosophie et en critique; les sociétés au berceau font éclore la poésie vierge et la chronique naïve. La Nouvelle-Écosse n'est pas jeune; c'est une vieille enfant de l'Angleterre jetée sous une latitude glacée. Elle n'est pas antique; mœurs, institutions, coutumes, tout date pour elle de l'époque où elle s'est acclimatée au bout du monde. On dirait que ces livres, qui viennent de si loin, ont été pensés, écrits et imprimés dans une ville de province, soit en Angleterre soit en France. Il y a quelque curiosité, quant aux faits, dans un volume intitulé *Huit mois dans l'Illinois*, par William Olivier (2), ouvrage peu ambitieux, sorti de la plume d'un ouvrier du Roxburghshire, et imprimé dans l'Illinois même. Parti pour ces climats lointains afin d'y établir sa famille, l'auteur donne à ses compatriotes les conseils nécessaires à leur émigration future. On a sous les yeux un état de société absolument dans le germe, un pays à peine habité, de grandes prairies basses et couvertes d'eau, la culture pénible d'un sol inaccoutumé à la charrue, et les efforts de la colonisation dans ces lointains parages, détails curieux et neufs qui intéressent jusqu'à l'émotion.

L'Amérique republie, pour onze sous, tous les romans que l'Angleterre édite pour trente francs. Les images du *Pictorial* servent à des clichés qui passent l'Atlantique, et vont assouvir la faim littéraire des *settlers* et des *Ojibbeways*. Chaque état de l'Union aura bientôt

(1) Voyez *Scènes de la vie privée dans l'Amérique du nord; — Revue des Deux Mondes* du 15 avril 1841.

(2) *Eight Months in Illinois*, etc., 1843.

son histoire en dix volumes; les lettres de Washington, d'une extrême sagesse et d'une égale insignifiance, remplissent six volumes; Franklin en avait déjà fourni dix; Jefferson et Quincy-Adams vont être exploités de même sorte. Ce ne sont donc pas les volumes imprimés qui manquent. Le globe en est couvert. Bientôt les forêts manqueront, et l'on élèvera des pyramides de livres dont on ne saura que faire. Un esprit bizarre et supérieur, le *philosophe inconnu,* autrement dit Saint-Martin, demandait comment on ferait pour se tirer, dans deux mille ans, de cet océan de livres qui répètent les mêmes idées avec une légère variation de nuances. Il proposait, dans une de ses œuvres les plus étranges et les moins connues, le procédé burlesque et facétieux que voici : « Réduire en pâte tous les livres existans, nourrir avec cette bouillie encyclopédique la jeunesse et l'enfance, et charger du rôle de nourrices les beaux esprits et les savans, auxquels une superbe cuiller d'honneur serait consacrée, selon le grade qu'ils obtiendraient dans cette nouvelle université; — cuiller d'argent, cuiller de vermeil, cuiller d'or; — le dernier titre serait celui de *grand'cuiller* (1). » L'état intellectuel et typographique du monde donne quelque prix à cette plaisanterie contenue dans l'œuvre satirique et fantastique de Saint-Martin. Déjà cette pâte littéraire semble faite d'avance. Tout le monde écrit de la même encre, et dans quelque trois cents ans, Dieu sait avec quelle joie et quel amour on recueillera le peu de livres, si petits qu'ils soient, qui auront un caractère et qui sembleront nés d'un cerveau humain, non d'un mécanisme intelligent. L'originalité, l'humour, la poésie, manquent de tous côtés. Aujourd'hui, en France, comme en Amérique et en Angleterre, les hommes supérieurs qui prétendent aux grands honneurs craignent de se montrer humoristes. Il n'y a guère que deux ou trois téméraires qui osent encore rêver, méditer, ne pas dogmatiser éternellement, se livrer au caprice, errer dans les fleurs de la pensée et jouir de la liberté. Toute l'Amérique ne possède pas un humoriste, l'Angleterre ne compte que Carlyle. Cependant les vrais hommes sérieux, à libre pensée, ne se refusent pas le caprice, comme les tempéramens forts risquent une course à cheval trop longue, trop vive et sous le soleil, redoutée des maladifs et des chétifs. J'ai peu de foi dans ces gravités excessives et dans ces modérations de tempérament. Je me défie de ces dames si vertueuses, qu'elles marchent éternellement raides, craignent le froncement d'un pli au bas de leurs robes, et n'osent pas lire Molière à quarante ans.

(1) *Crocodile*, liv. V.

Si nous revenons sur nos pas, et que nous cherchions avec sincérité le sens définitif des observations fournies par cette longue course à travers toute sorte d'ouvrages, anglais, coloniaux, américains, poésie, prose, romans, contes, philosophie, nous retrouverons ce résultat que nous avions énoncé plus haut, la similitude et l'abaissement des produits. Le besoin d'une popularité facile et le mercantilisme se font sentir partout. On veut être compris de toutes les intelligences, et l'on commence à craindre singulièrement l'originalité, la profondeur, l'élévation, l'intensité, qualités qui ne sont pas de tout le monde, défauts pour qui ne les sent pas. De là diffusion, lenteur de style, abus de mots, facilité de verbiage, mélange d'ampoulé et de commun, des notions que l'on n'épure pas, des inventions que l'on néglige de concentrer, des faits que l'on ne vérifie point aux sources, des talens qui se perdent ou s'égarent; rien d'achevé. On craint le pédantisme; l'avidité coopère avec ce penchant, qu'elle fortifie et qui la sert; au nom du *circulating-library*, du cabinet de lecture, l'écrivain est sommé d'étendre son travail jusqu'à certaines dimensions; il ne peut plus produire d'œuvre contenue dans un petit cadre, plus de ces rayons purs qui tiennent peu de place et vont loin, — *le Vicaire de Wakefield*, — *Manon Lescaut*, — *Adolphe*. Il faut trois volumes post-octavo, selon la forme voulue et le goût du public. Allongez, délayez. Si c'est un voyage, trois volumes et gravures; si c'est un roman, trois volumes et de nombreux chapitres. La nécessité des gravures est un autre résultat de l'industrie matérielle envahissant les œuvres de l'esprit. Tous n'ont pas de génie : à quelques-uns l'imagination, au plus petit nombre la réflexion; mais tous ont des sens. Traduisez donc l'idée en images; faute de conquérir toutes les intelligences, vous ouvrez tous les yeux; ce progrès était dans la fatalité des conséquences. Si vous consultez les catalogues, vous verrez que le même flot de lithographies et de bois gravés couvre les États-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne et la France. Dans cette manufacture des choses imprimées, les Allemands sont les plus arriérés, et nous fabriquons plus que les Anglais. Le roman-feuilleton ne prospère que chez nous.

Quant aux Allemands, ils ont appliqué ce procédé à la traduction; ils traduisent tout : romans anglais du dernier ordre, vaudevilles français de toute couleur, nouvelles, contes, tout y passe. L'année dernière, on publiait en allemand une traduction nouvelle de *la Semaine* de Dubartas, et une autre du *Galant homme*, espèce de *civilité* puérile et honnête appartenant au commencement du XVIIe siècle, *Der Galanthomme!* Toutes les pièces de M. Scribe sont immédiatement

couvertes de la robe allemande. M. Paul de Kock marche en triomphe à travers les cités d'Allemagne. En Angleterre, on l'épure, on le fait chaste; opération qui le rend moins viril et ne le rend pas plus agréable. Comme ces ateliers germaniques sont pleins d'ouvrages à terminer, on emploie à peu près tout le monde, et jusqu'au titre des pièces est travesti par les ouvriers empressés. *La Camaraderie ou la Courte Échelle*, une des plus jolies pièces de M. Scribe, est intitulée *Cameraderie* (à l'allemande), *ou le Moyen de s'élever très rapidement soi-même* (*Sehr schnell sich emporbringen*). *S'élever soi-même — et très rapidement* — est joli. La courte échelle apparemment est un mystère de civilisation inconnu à nos voisins.

L'absence de philosophie, le mépris des idées élevées et de la généralisation des vues marquent presque toutes les publications nouvelles de l'Europe, l'Allemagne exceptée, qui se laisse emporter à deux attractions particulières, à la politique pratique d'une part, d'une autre à un *humorisme* souvent affecté. Elle a des Jean-Paul et des Voltaire par centaines. Au-delà du Rhin, tout le monde rit. Raupach écrit des farces; les muses germaniques sont en plein carnaval. Le père Bouhours ne demanderait plus si un Allemand peut avoir de l'esprit. Sur la face du globe, il n'y a pas aujourd'hui de peuple qui fasse danser plus éperdument sa phrase et son idée.

L'art, c'est la force plastique qui concentre l'idée, selon les lois de la suprême beauté, et l'on s'éloigne de l'art en Europe et hors d'Europe. Les romans hâtifs, les traductions grossières, les faux documens historiques, les contes replâtrés, les correspondances intimes sans valeur, les livres populaires taillés dans les manuels connus, concourent à l'abaissement général, irrécusable, momentané, de l'intelligence. Je dis momentané, et il faut se souvenir que l'horloge des peuples a des siècles pour heures. La prolixité couvre tout l'espace; l'idée n'a plus de valeur. La lumière quitte les cimes où elle rayonnait d'une splendeur divine et limitée; elle descend dans les vallées, où elle s'étend et se meurt en crépuscule incertain, et, à moins que l'on ne parvienne à séparer le mercantilisme de l'art, on n'arrêtera pas ce mouvement dangereux. La critique même est impuissante; quand le public ne dicte pas lui-même sa critique, cette dernière passe à l'état de moraliste inutile et n'est pas écoutée. Supposez que le public ait les mêmes goûts, qu'il apprécie moins le savoir que la chose commune et facilement comprise, moins la pensée que la phrase facile et lâche, moins l'art supérieur que le métier vulgaire; supposez que la grande condition imposée par lui soit le bon marché et la curiosité : on lui donnera

du bon marché et de la curiosité. La manufacture ira toujours, elle fera même des progrès; puisque les paroles comptent et se vendent, on ne cessera pas de les multiplier. Pour en mettre moins, on y joindra des images, et Dieu sait où cela pourra s'arrêter.

La surface inondée est donc très vaste et le niveau inférieur, il descendra encore; mais une fois ce grand déluge du lieu-commun essuyé, lorsque toutes les formes populaires auront été épuisées, quand tout le monde aura sa provision faite de science courte, de notions incomplètes et d'idées confuses, malheur compensé jusqu'à un certain point par les idées justes et les notions réelles qui se trouveront acquises, il s'agira d'élever ce vaste niveau, de frayer une voie nouvelle au génie.

Ce fait d'un affaissement universel des intelligences et d'une préparation puissante de l'avenir agrandi est-il aussi nouveau qu'il le semble au premier coup d'œil? Est-ce que la période grecque n'a pas eu son appendice et sa longue traînée de pâle lumière? Est-ce que la vaste domination de l'intelligence romaine n'a pas fléchi, pendant trois siècles, avant l'éclosion du génie moderne? A ne considérer les peuples européens et chrétiens que comme le faisceau de la civilisation moderne, à ne voir les institutions féodales et monarchiques que dans leur ensemble, ce vaste organisme ne s'en va-t-il pas de toutes parts en fragmens qui se dissolvent ici, qui là sont vermoulus, plus loin soutenus par des étais chancelans, partout fragiles? Enfin, l'expression définitive et complète de cette ruine des monarchies n'est-elle pas la société de l'Amérique du Nord? Et le retour invincible à la vie sauvage, que nous avons signalé tout à l'heure dans les faits et dans les livres de ce pays, n'est-il pas une des preuves évidentes de cette ruine?

Tout se présente donc sous une face nouvelle; l'étincelle de vie se cache sous les cendres. Les élémens de force surabondent, et parmi ces élémens qui jouent et joueront long-temps encore leur rôle de destruction ou d'abaissement, avant de parvenir à leur phase de création et d'organisme, il faut placer en première ligne cette matérialisation de l'intelligence, cette domination des procédés industriels, cette vulgarisation des idées et des faits, et cette assimilation générale des doctrines affaiblies, dont quelques résultats importans et épars se sont offerts à nous dans le cours de cette étude.

PHILARÈTE CHASLES.

ÉCONOMISTES CONTEMPORAINS.

—

M. ROSSI.

Cours d'Économie Politique.[1]

L'esprit de révolte contre les idées sanctionnées par l'expérience était naguère si général, que peu de sciences sont demeurées à l'abri de ses atteintes. A mesure que le goût des aventures devenait plus vif, il devait se faire un peu de vide autour des doctrines qui s'appuient sur le passé. C'est ce qui est arrivé pour l'économie politique. En butte à des attaques nombreuses et diverses, elle a essuyé une crise et traversé une période d'affaissement dont chaque jour elle tend à se remettre. Des esprits éminens et judicieux ont concouru, il est vrai, à cette réaction; mais ce qui a surtout préservé la science et la préservera toujours, c'est sa force propre et l'ascendant des vérités qu'elle enseigne.

Il suffit, en effet, de jeter un coup d'œil sur les travaux essentiels qu'a inspirés l'économie politique pour se pénétrer de ce qu'elle vaut, et voir quels noms glorieux s'y rattachent. Dès la fin du XVIIe siècle,

(1) 2 volumes in-8°, chez Joubert, rue des Grès.

le maréchal de Vauban lève l'étendard d'une réforme, et, en place des mille impôts abusifs qui, sous des noms différens, écrasaient les classes pauvres, il conseille une taxe unique, uniforme, inspirée par un principe alors bien nouveau, celui de l'égalité proportionnelle des charges. Bois-Guillebert vient ensuite, et parle de ces graves intérêts avec une entière liberté d'esprit. En face du monarque le plus vain et le plus absolu, il ne ménage ni la soif des conquêtes ni la manie des prodigalités, montre l'abîme où de telles passions conduisent le trésor, et conclut à un renouvellement complet dans le mécanisme administratif de la France. Avant lui, les plus fortes têtes en matière d'économie publique s'étaient accordées à voir dans les métaux précieux la cause et le signe de la richesse d'un peuple : l'art de gouverner consistait dès-lors à attirer et à retenir chez soi l'or et l'argent, en leur assurant des facilités à l'entrée du royaume et en leur opposant des obstacles à la sortie. Bois-Guillebert comprit et démontra la vanité de ce système; il expliqua le rôle que jouent les métaux comme agens de circulation, et, sans méconnaître les services qu'ils rendent, il en limita la portée. Law poussa cette réaction plus loin, et naturalisa en France, avec le papier-monnaie, les excès de l'agiotage.

Ainsi les élémens de la science s'amassaient peu à peu. Des discussions sur les valeurs métalliques, on passa à l'étude des forces productives. Au milieu des écrits qu'engendra la crise de la rue Quincampoix, ceux de Melon et de Dutot se firent remarquer par quelques aperçus curieux sur l'industrie et le commerce. Un malaise profond pesait alors sur ces deux branches du travail. La prospérité un peu artificielle que l'administration de Colbert avait vu éclore venait de disparaître au milieu des dilapidations du grand règne et des témérités financières de la régence. On eût vainement cherché, à cette époque, les quarante-quatre mille métiers à laine que laissa, en mourant, le ministre de Louis XIV, et cette population de cent mille marins sortie à sa voix de notre littoral. Tout dépérissait, et chacun se préoccupait des motifs de ce dépérissement. Melon crut les entrevoir dans le mouvement et l'équilibre des échanges avec l'étranger; il imagina une loi, connue depuis sous le nom de *balance du commerce*, qui constituait l'état en bénéfice toutes les fois que la somme des sorties dépassait celle des entrées, et en perte dans l'hypothèse contraire. En cela, Melon s'appuyait sur Colbert, comme Quesnay, chef de l'école des physiocrates, s'appuya ensuite sur Sully. Le règne de ces derniers ne tarda pas à venir. Les déceptions du papier-monnaie et les mécomptes industriels avaient lassé les esprits; par un sentiment

de défiance, les physiocrates se rejetèrent vers le sol, et proclamèrent l'agriculture comme la seule richesse. A leurs yeux, l'industrie et le commerce étaient des occupations stériles, des travaux improductifs. C'était quitter un excès pour l'autre, et changer d'exagération.

Cependant nulle école ne rendit à la science des intérêts, encore au berceau, de plus grands services que l'école des physiocrates. L'attention qu'elle accorda aux échanges agricoles réagit sur l'ensemble des transactions et sur tous les modes d'activité. C'est un de ses membres, Gournay, qui, à l'aspect des entraves auxquelles était assujettie la circulation intérieure des grains, ne put un jour s'empêcher de s'écrier : « *Laissez faire, laissez passer!* » cri inspiré par un abus partiel et qui n'avait pas la prétention de devenir une formule générale, cri d'unité, cri de liberté, au bout duquel se trouvaient l'adhérence des diverses parties du royaume et le principe de la centralisation actuelle. L'école des physiocrates eut un honneur plus grand encore; elle porta Turgot, l'un des siens, au pouvoir. On sait quelles pensées généreuses animèrent cet homme de bien, et quelles réformes signalèrent son passage dans cette haute position. Par une contradiction singulière, le ministre s'occupa d'abord de l'industrie et du commerce, c'est-à-dire de deux professions stériles, selon Quesnay. Turgot y appliqua ses premiers efforts, et il se créa deux titres immortels, d'un côté en supprimant les servitudes de la circulation, de l'autre en abolissant les maîtrises et les jurandes, qui constituaient le travail à l'état de privilége.

Les choses en sont là quand Adam Smith paraît : un demi-siècle a suffi pour cette enquête préparatoire de l'économie politique. Vauban a proclamé l'égalité de l'impôt, Bois-Guillebert a assigné aux métaux précieux leur véritable rôle, Law a fait connaître le papier-monnaie, Melon a donné une théorie des échanges, Quesnay et Turgot ont fondé la liberté du travail. Voilà tous les élémens d'une science complète; il suffit désormais qu'un esprit puissant les anime, les éclaire et les résume. Adam Smith aura cet honneur. Jusqu'ici, la France a été le théâtre de ces études, et c'est une injure gratuite que l'on fait à l'économie politique lorsqu'on la traite chez nous en étrangère. L'Angleterre continuera ce mouvement; la théorie industrielle se complètera sur le sol où doit fleurir la pratique. Chaque secte a eu sa devise; Smith aura aussi la sienne, le travail, c'est-à-dire l'action de l'homme sur la nature. Dès ce moment, le travail prendra sur ce globe le rang qui lui appartient; il deviendra l'honneur et la noblesse des peuples modernes. A côté de Smith, Verri et Galiani auront quelques éclairs

au milieu de beaucoup d'ombres, et après lui s'élèvera l'école dont il est le chef, et qui compte une suite de disciples éminens. Dans l'ordre des dates et des mérites, Jean-Baptiste Say commence cette série : il apporte sur le terrain économique les ressources d'un esprit net et sensé, une sûreté rare dans la conception, une lucidité parfaite dans le style. David Ricardo a les qualités opposées, et les pousse jusqu'à l'abus; il est le métaphysicien de la science, comme Sismondi en est le critique. Ce dernier semble même incliner vers le schisme; mais il est au fond plus orthodoxe qu'il n'affecte de le paraître, et, après avoir proposé ses doutes, il avoue l'impuissance où il est d'en tirer aucune conclusion. Quant à Malthus, à part son problème de la population, qui n'est guère qu'une digression économique, il demeure fidèle à Adam Smith, comme Mac-Culloch, Mill, Storch, Senior et Thomas Tooke. C'est alors le beau temps de la science; elle règne dans les livres et dans les chaires, elle fait même un pas de plus et entre, avec Huskisson et Henri Parnell, dans les conseils de la couronne. La France ne reste pas en arrière de cette impulsion, et il s'y forme un groupe d'économistes dont nous aurons ici à apprécier successivement les titres.

La science est donc fondée; rien ne lui manque, ni la sanction du temps, ni l'autorité des noms. Elle a rallié sous son drapeau des esprits spéculatifs, comme Smith et Say, des hommes pratiques comme Huskisson et Turgot. D'où vient que ce cortège de célébrités, cette suite de livres et d'écrivains, n'ont pu la défendre contre les dédains des uns et les attaques des autres? Comment se fait-il qu'une doctrine qui a de tels précédens soit encore remise en question et contestée dans son ensemble? Cela tient à plusieurs causes, les unes extérieures, les autres intérieures, pour ainsi dire.

Parmi les obstacles extérieurs, il faut oublier les effervescences juvéniles et la prétention de tout refaire qui semble être l'une des maladies du siècle. Si l'économie politique n'avait eu à combattre que de pareilles révoltes, son autorité n'en aurait reçu que d'insignifiantes atteintes. Malheureusement, au bruit que menaient autour d'elle de petites vanités sont venues se joindre des agressions sourdes de la part des intérêts privilégiés qu'elle menace. Pendant que l'orage grondait sur sa tête, on minait le terrain sous ses pieds. Pour quiconque a étudié, ne serait-ce que superficiellement, les problèmes économiques, il est démontré qu'en livrant les intérêts à leur marche naturelle, la science n'accomplit pas seulement une œuvre de justice, mais encore de prévoyance. Tôt ou tard le privilège s'expie : ce n'est pas impuné-

ment que l'on sort des voies de la vérité. Tantôt la loi brise elle-même l'arbitraire qu'elle a établi, tantôt les évènemens politiques s'en mêlent et opèrent un violent retour au droit commun. Même pour les intérêts cantonnés dans le privilège, la liberté est donc une condition meilleure et plus sûre; ils devraient le sentir et moins s'en défendre. C'est le contraire qu'ils font, et de là une lutte ouverte.

Rien n'est plus fâcheux que cette situation. L'empire et la restauration nous ont légué un régime industriel et agricole basé sur une protection presque sans limites, et il en est sorti une multitude d'intérêts artificiels qui se sentent mal à l'aise, se nuisent mutuellement et cherchent leur voie à tâtons. Les uns demandent en excès précisément ce qui constitue leur faiblesse, les autres réclament, comme remède à leurs maux, ce qui doit causer du tort au voisin. On ne sait à qui entendre, ni qui secourir; si l'on se porte vers celui-ci, on froisse celui-là; l'immobilité est aussi douloureuse que le mouvement. A bien étudier le mécanisme de la protection, on s'assure qu'à chacun de ses prétendus bienfaits correspond un dommage réel, et tout ce que l'on peut se promettre d'un tel système, c'est que les bienfaits et les dommages se fassent équilibre. Ainsi la protection accordée aux produits du sol élève le prix des denrées nécessaires à la vie et frappe les manufacturiers en réagissant sur le taux du salaire, tandis que la protection accordée aux produits de l'industrie atteint à son tour les consommateurs agricoles, obligés de payer une prime au privilège manufacturier. Tel est le jeu de la protection; elle détruit d'une main ce qu'elle fait de l'autre, et cela dans toutes ses applications : d'où il est naturel de conclure que l'on se donne un mal infini pour obtenir des résultats au moins nuls et substituer partout une vie précaire au libre développement de nos forces. Ces vérités élémentaires, l'économie politique a le tort de les proclamer, et les intérêts protégés ne le lui pardonnent pas.

D'autres causes d'affaiblissement ont pris naissance dans son sein même. Il fut une heure où la science avait le champ libre devant elle. Avec les derniers physiocrates venait de disparaître la seule hérésie considérable; rien ne troublait plus l'horizon; toute protestation semblait éteinte, toute inimitié désarmée. C'était le cas de se mettre hardiment à l'œuvre et d'agir avec concert. Au lieu de prendre ce parti, que font les économistes et les plus éminens d'entre eux? Ils engagent des querelles sans fin pour des subtilités d'école. Ricardo se jette dans des formules abstraites sur la valeur et sur la rente du sol; Malthus pose son problème de la population; Sismondi se réfugie dans le

scepticisme et se déclare sans force contre les doutes qui l'assiègent. La discussion s'échauffe, et au lieu des clartés qu'on devait en attendre, il se fait dans ces questions une obscurité telle que Jean-Baptiste Say écrit à Ricardo (1) : « Je suis un peu confus qu'avec la prétention que j'ai eue de me mettre à la portée des esprits les plus ordinaires, je ne sois pas compris des hommes les plus distingués. » Et plus loin il ajoute : « Ce que je crains, c'est que nous ne rebutions le commun des hommes par des raisonnemens trop abstraits. C'était ainsi que procédaient les disputeurs du moyen-âge, et c'était, je crois, la raison pour laquelle il ne s'entendaient jamais. » Or, quand les savans pensent et disent ceci d'eux-mêmes, que veut-on qu'en dise et pense le public?

Un dernier tort des économistes, c'est d'avoir maintenu leur doctrine sur les hauteurs de la théorie et de s'être défendus de l'application comme d'un piége. Pour eux, l'économie politique n'est qu'une étude spéculative; ils semblent la désintéresser des faits existans, ou bien ils imaginent deux sortes de science, l'une pour le monde réel, l'autre pour un monde imaginaire. En cela, il faut le croire, les économistes ont voulu se ménager un terrain libre pour le débat, loin du bruit des passions et du déchaînement des priviléges. Ce calcul, en supposant qu'ils l'aient fait, n'est pas heureux : ils se sont volontairement affaiblis et n'ont désarmé personne. Il était bien plus sage d'entrer dans la région des intérêts, d'y porter hardiment le flambeau, et d'y gagner à la cause du bon sens les esprits éclairés et les consciences droites. Si le combat devait être plus vif ainsi, il avait du moins un but, une sanction. C'était toucher aux réalités, au lieu de s'égarer à la poursuite d'une métaphysique de la richesse. Même erreur, même faute pour les questions morales qu'effleure l'économie politique. Sans doute, prise abstractivement, la science peut considérer les hommes comme des rouages et oublier les misères qui se cachent sous le mécanisme des intérêts; mais cette donnée, juste à la rigueur, ne saurait être sans péril poussée jusqu'au système. Il est dangereux de faire d'une doctrine quelque chose de semblable au char du dieu indien, qui ne s'avance vers le temple qu'en teignant ses roues du sang des victimes. Certes, personne n'accuserait l'économie politique d'avoir dérogé à sa mission et méconnu son objet, si elle avait su aborder les problèmes du travail et faire comprendre aux classes nécessiteuses tout ce qu'elle renferme de solutions secourables et de résultats fé-

(1) Correspondance, pages 97-121 et 134.

conds. Voilà un souci qui n'a point, avant ces derniers temps, assez préoccupé les hommes qui ont traité ces matières. Sismondi seul s'en montre touché, quoique d'une manière désespérante et négative. Les autres se contentent de dire qu'une science d'observation n'est pas une science de sentiment, et que le rôle du médecin au chevet du malade consiste à guérir et non à s'apitoyer. Soit; mais de son côté le malade se confie en raison de l'intérêt qu'on lui témoigne, et quand la guérison se fait attendre, il s'impatiente et ferme sa porte au médecin. C'est l'histoire des économistes : ils ont voulu convaincre et ont négligé de se faire aimer; ils en portent aujourd'hui la peine.

Voilà par quelles phases a passé l'économie politique avant d'arriver jusqu'à nous. Si elle a eu à souffrir de son propre fait et du fait de ses ennemis, aucun coup sérieux ne lui a été néanmoins porté. Ses grands principes restent intacts; ses analyses n'ont rien perdu de leur valeur. Déjà des esprits éminens, et parmi eux M. Rossi, l'ont remise sur la voie de l'avenir et ont su lui ménager une seconde période qui s'annonce avec quelque éclat. C'est de ce mouvement que nous aurons à nous occuper ici, et parmi les noms qu'il met en relief s'offre, en première ligne, celui de l'ancien professeur au collége de France. Sa vie est de celles qui méritent qu'on s'y arrête : elle est pleine d'excellens travaux et d'infatigables excursions dans tous les champs de la pensée.

Né à Carrare en 1787, M. Rossi commença ses études dans la ville qui a donné son nom à un peintre illustre, à Correggio, dont le collége jouissait alors d'une vogue méritée, et vint les achever dans les universités de Pavie et de Bologne. On sait ce que furent jadis ces grands foyers de l'enseignement italien, et quels hommes supérieurs en sortirent. En mettant même Vico à part, on est embarrassé pour le choix des noms, tant ils abondent. Ce sont des criminalistes comme Beccaria, des moralistes comme Filangieri, des économistes comme Galiani et Verri. M. Rossi devait marcher sur les traces de ces penseurs célèbres, et les continuer en les rectifiant. Ses progrès furent si rapides, qu'à l'âge de dix-neuf ans il obtenait, à l'unanimité des suffrages, le grade de docteur en droit. Le programme des études n'était, dans les écoles d'Italie, ni étroit ni exclusif; il embrassait la connaissance des sciences exactes. Aussi le jeune légiste put-il donner carrière à toutes ses facultés et développer les diverses aptitudes de son esprit. Il poussa les mathématiques jusqu'aux premières notions du calcul intégral et différentiel, et s'initia aux sciences morales et économiques, qui formaient un cours obligatoire, compris dans la ma-

tière des examens. A ce point de vue, la faculté de Paris est encore en arrière des universités de Bologne et de Pavie. M. Rossi se trouva donc en contact, dès son début, avec cette économie politique dont il devait être l'un des interprètes les plus judicieux; il en aborda les problèmes avec tant de sûreté et d'aisance, que son professeur Valeriani ne voulait pas croire que cette étude lui fût nouvelle.

Quand il s'agit de choisir une carrière, M. Rossi se décida pour le barreau. Après avoir rempli pendant deux ans les fonctions de secrétaire du parquet près la cour royale de Bologne, il revêtit la robe d'avocat et se voua à la plaidoirie. Dès ses premiers pas, il fut aisé de voir que rien en lui ne se ressentait du praticien vulgaire, et qu'il ne se traînerait pas dans l'ornière de la profession. L'esprit du jurisconsulte, le souffle du criminaliste, animaient ses travaux et le suivaient jusque dans les minutieux détails de la procédure. Une maturité précoce, un jugement solide et net, la faculté d'embrasser d'un coup d'œil l'ensemble d'une controverse et de la résumer en quelques traits rapides et concluans, une dialectique aussi impénétrable qu'acérée, vive dans l'attaque, vigilante dans la défense, un essor élevé même en des sujets qui n'y semblaient pas compatibles, une dignité réelle, une tenue parfaite, une parole sûre d'elle-même, ornée, éloquente, souvent ingénieuse, parfois énergique, telles furent les qualités dont le jeune avocat fit preuve à la barre des tribunaux de Bologne, et le souvenir de quelques affaires qu'il soutint avec un talent réel n'est pas encore effacé en Italie. Cependant le barreau ne pouvait être, pour une intelligence de cette trempe, qu'une sorte de gymnastique et de préparation. Il est rare que les hommes vraiment supérieurs puissent vieillir dans cette profession : beaucoup la traversent, peu s'y fixent. Ainsi fit M. Rossi, et en Italie même il aborda la carrière de l'instruction publique, y occupa deux chaires, et professa les élémens du droit civil au lycée de Bologne, et ensuite la procédure civile et le droit pénal à l'université de la même ville.

Il venait à peine de se consacrer à l'enseignement, que les évènemens de 1814 et de 1815 éclatèrent et modifièrent profondément le sort des états italiens. A l'unité éphémère et au joug uniforme que Napoléon y avait fait prévaloir succédèrent les douleurs du fractionnement et les excès des tyrannies locales. Désormais plus d'indépendance pour la pensée et peu de sûreté pour les personnes. Il faut croire que cette perspective exerça une grande influence sur les déterminations de M. Rossi : ce n'est jamais sans combat que l'on dit adieu au sol de la patrie et que l'on cherche un ciel plus clément. S'il se résigna à

l'exil, c'est que l'exil lui parut moins odieux que les servitudes de l'intelligence. Le choix qu'il fit de Genève comme lieu d'asile témoigne de cette disposition d'esprit. A travers bien des vicissitudes, cette petite république avait toujours su conserver à sa tête un noyau d'hommes éclairés pour qui le savoir était une recommandation et le malheur un titre de respect. Sans y jouir d'une liberté entière, un étranger s'y trouvait à l'abri de la persécution. Nulle part d'ailleurs un esprit de quelque étendue ne pouvait se créer des relations d'un ordre plus élevé et se trouver en contact avec des hommes plus éminens. Genève, par une fortune singulière, réunissait alors dans ses murs MM. Sismondi, écrivain si érudit et si ingénieux; Dumont, l'ami et l'interprète de Bentham; Pierre Prévost, le traducteur de Malthus; Bellot, jurisconsulte distingué; le naturaliste de Candolle; les deux Pictet, l'un physicien, l'autre polygraphe; De la Rive, Lullin de Châteauvieux, Bonstetten, puis d'autres noms, célèbres à divers titres. Non loin de là, le château de Coppet gardait l'empreinte qu'y avait laissée sa glorieuse châtelaine, et conservait encore pour hôtes MM. de Broglie et Auguste de Staël. Ainsi cette hospitalière vallée du Léman, où s'étaient abrités au jour de leur disgrace Voltaire, Jean-Jacques Rousseau et l'auteur de *l'Allemagne*, pouvait s'enorgueillir d'une famille de penseurs et de savans, éclose aux rayons de leur génie.

Ce fut dans ce foyer restreint, mais choisi, que M. Rossi devait trouver sa route et prendre le sentiment d'une direction. Il est un caractère commun à tous les écrivains qui nous sont venus de la Suisse française, et dont peu d'entre eux ont su se défendre : c'est un esprit de méthode poussé à l'excès et un penchant vers les idées dogmatiques. Ceux même qui, comme M. Guizot, n'ont fait que traverser les écoles genevoises, se ressentent du ton sentencieux qu'y affecte l'enseignement et d'une sorte de raideur inhérente aux mœurs locales. Cette tendance donne à la pensée quelque chose de systématique, de tranchant, d'impérieux. M. Rossi fut préservé de cet écueil par la souplesse de son talent et par la verve dont s'inspire le génie méridional; il associa, dans un mélange heureux, ses qualités originelles aux qualités acquises, et se créa une profondeur qui n'allait pas jusqu'à la sécheresse. Rien n'égale l'ardeur qu'il apporta à étendre alors la sphère de ses connaissances. Les évènemens avaient bouleversé toutes ses perspectives; il fallait s'ouvrir une nouvelle carrière, changer d'idiome comme de résidence. De semblables métamorphoses ne s'opèrent qu'au prix de longs efforts. La langue natale est pour l'homme un instrument familier, acquis sans peine, assoupli par l'usage : on dirait

presque un sixième sens. Dans ces conditions, la pensée se fait jour sans embarras, sans travail; les mots qui la rendent arrivent naturellement sur les lèvres. Il n'en est pas de même quand on a recours à un dialecte étranger : à l'instant l'émission des idées se complique d'une opération de plus; il y a traduction mentale, rapide si l'on veut, mais forcée.

Voilà l'une des difficultés contre lesquelles eut à lutter M. Rossi : elle fut promptement vaincue. La langue française n'eut bientôt plus de secrets pour lui; il en pénétra les délicatesses, en devina les ressources, et acquit peu à peu ce style ferme et correct, élégant et précis, qui distingue ses ouvrages. Il est rare qu'un étranger puisse prétendre à des résultats si complets, et parmi les Français, les très bons écrivains seuls y arrivent. Cependant une autre difficulté subsistait encore, difficulté purement mécanique, celle de l'accent et de la prononciation. Malgré tous ses soins, M. Rossi ne put en triompher entièrement : aujourd'hui encore il sacrifie parfois à la prosodie et à la mélopée italiennes, et porte à la tribune et dans sa chaire ce témoignage de sa première nationalité. Cela surprend d'abord, mais facilement on s'y habitue. Ce débit a quelque chose de musical qui en relève la singularité, et la parole est d'ailleurs si choisie, si transparente, en un mot si française, qu'on oublie sans peine l'accent qu'elle emprunte.

En même temps qu'il se formait ainsi un instrument nouveau, M. Rossi fortifiait l'ensemble de ses études. L'histoire, le droit public, l'économie politique, attirèrent successivement son attention; il se mit au courant des travaux les plus récens, les jugea avec sa pénétration ordinaire, et se sentit bientôt en mesure de les dominer. Les langues vivantes l'attirèrent ensuite; l'allemand et l'anglais lui devinrent familiers. Ces exercices ne l'empêchaient pas de cultiver l'idiome natal; en 1817, il publia une traduction en vers italiens du *Giaour* de lord Byron : excursion singulière dans le domaine de la fantaisie, et qui semble être le seul tribut qu'un esprit si sérieux ait payé au culte de l'imagination.

A mesure que M. Rossi prenait racine à Genève, ses amis éprouvaient un désir plus vif d'y assurer sa position. Il avait ouvert en 1818 un cours libre de droit public : on s'entremit pour le convertir en cours officiel, et en 1819 il fut reçu à l'académie de Genève comme professeur de droit romain et de législation criminelle. Ce choix était presque un évènement. Jamais spectacle pareil n'avait été donné dans cette enceinte où régnait toujours l'esprit sombre de Calvin. Un catholique venait pour la première fois d'en forcer les portes; le poison pé-

nétrait dans le sanctuaire. Les puritains crièrent, comme on le pense, à la profanation; le reste de la ville accueillit avec faveur ce témoignage de tolérance. On ne chercha même pas à s'assurer de quelques garanties contre la croyance du nouveau professeur, et ce fut sur sa seule et expresse demande qu'on l'autorisa à s'abstenir des délibérations du corps académique, lorsqu'elles n'auraient pour objet que le développement de l'instruction et de la théologie protestante. Ainsi M. Rossi appartenait au corps enseignant de cette petite république : il allait payer par des services rendus à la jeunesse l'hospitalité qu'il avait reçue. Ses leçons attirèrent un nombre considérable d'auditeurs, et quand il y eut joint des cours libres d'histoire, de droit public et d'économie politique, cette affluence ne fit que s'accroître.

A tout autre cette tâche de professeur eût pu suffire; l'activité de M. Rossi ne s'en contenta pas, et chercha de nouveaux alimens. Il existait et il existe encore à Genève un recueil jouissant d'une estime méritée, *la Bibliothèque universelle;* M. Rossi l'enrichit de remarquables articles. Plus tard, M. de Broglie, dont il avait fait la connaissance au château de Coppet, lui ouvrit la *Revue française*, dans laquelle il traita divers sujets de critique historique, de législation, d'économie sociale et d'administration publique. Cependant il s'attacha d'une manière plus intime et plus suivie à une publication ayant d'abord pour titre : *Annales de législation et de jurisprudence*, et qui se nomma ensuite *Annales de législation et d'économie politique.* Les fondateurs et collaborateurs de ce recueil étaient, avec lui, MM. Sismondi, Dumont et Bellot. De ces trois noms, c'est le dernier qui est resté le plus cher à M. Rossi. Le souvenir du professeur Bellot semble avoir laissé de profondes traces dans son esprit; il n'en parle qu'avec émotion et avec respect. Bellot était un de ces cœurs droits, une de ces intelligences d'élite qui ne dévient jamais du chemin de la justice et de la vérité. Il occupait à Genève une chaire de droit, et s'est fait connaître en France par de fort bons travaux sur l'organisation judiciaire, la procédure civile et le système hypothécaire. Personne n'a rendu à sa patrie des services plus réels, et n'y a causé plus de vide par une mort prématurée.

C'est surtout dans les *Annales de législation et d'économie politique* que M. Rossi fit ses premières armes comme écrivain. Rien n'exerce mieux le jugement et la plume que ces résumés substantiels, assortis au cadre des *revues*. Le livre permet des développemens qui n'ont pas toujours l'intérêt nécessaire, et délaient l'idée sans l'éclaircir. La *revue*, au contraire, exige des aperçus toujours concluans, des expo-

sitions lumineuses et rapides, une critique qui va au but. Un livre peut transiger sur la forme, une revue ne le peut pas; on feuillette l'un pour en connaître la portée, tandis que l'autre est lue phrase à phrase. Le livre renferme tout un sujet, la revue n'en donne que l'essence. Aussi est-il peu d'apprentissages plus féconds, de travaux plus fortifians que ceux dont les revues sont la cause et l'objet. L'auteur s'y sent en présence du public; il est contenu par l'attention même qu'on lui prête, excité par le désir de ne rester inférieur ni à ses collaborateurs, ni à lui-même. On citerait aujourd'hui peu d'hommes de quelque valeur qui n'aient passé par cette épreuve et qui n'y aient souvent recours pour se retremper la main. Personne n'en a mieux compris les avantages que M. Rossi et n'a puisé de plus grandes forces dans ces exercices de la pensée et du style.

Parmi les travaux qui parurent dans les *Annales de législation et d'économie politique*, il faut distinguer une suite d'appréciations sur les principes et les tendances de cette école historique en jurisprudence qui venait de se produire à grand bruit de l'autre côté du Rhin. On ignorait encore en France les détails de ce mouvement; les *Annales* s'en emparèrent, l'expliquèrent au monde savant, et donnèrent l'impulsion aux études qui se firent dans cette voie. C'est dans les *Annales* également que M. Rossi posa les bases de ses principes *dirigeans* en législation, qu'il ne faut pas confondre avec les principes généraux et philosophiques du droit. Il y a là une indication précieuse : malheureusement ce n'est qu'une indication. L'auteur a eu dans sa carrière plusieurs de ces bonnes fortunes trop négligées; il se contente d'émettre l'idée et l'abandonne à mi-chemin, sans prendre la peine d'en tirer les développemens qu'elle comporte. D'autres travaux considérables marquèrent l'existence des *Annales* et en auraient assuré le succès, si un coup imprévu n'eût frappé cette publication. A la suite des troubles de 1820 et 1821, la sainte-alliance prit ombrage du régime de liberté sous lequel vivait la confédération helvétique; elle voulut y comprimer l'essor de la pensée et imposer une sorte de censure politique. A cette violation des franchises locales, les cœurs indépendans se révoltèrent, et plutôt que de donner l'exemple d'une soumission blessante, les fondateurs des *Annales* aimèrent mieux sacrifier leur entreprise.

Désormais le nom de M. Rossi était placé en évidence; il avait conquis, à force de services, son droit de bourgeoisie et de cité. Aussi l'appela-t-on bientôt à remplir des fonctions politiques. Nommé membre des conseils, il put s'initier au mécanisme des états représentatifs, en connaître le fort et le faible, les grandeurs et les misères. Dans

un cadre étroit et sur une échelle réduite, Genève voyait s'agiter dans son sein toutes les questions qui passionnaient les gouvernemens constitutionnels de l'Europe. M. Rossi se mêla à ces discussions; il y apporta sa rectitude d'idées et cette application soutenue dont il a fourni tant de preuves. Avec MM. Bellot et Girod, il concourut à la réforme du système hypothécaire; avec MM. Dumont et Rigaud, il poursuivit diverses améliorations judiciaires, et surtout le rétablissement du jury. En 1815, Genève, tout en conservant les codes français, avait cédé à l'esprit de réaction sur quelques points essentiels, entre autres sur le jury, qui avait été supprimé. Cette institution, il est vrai, n'est pas sans inconvéniens au sein d'un petit état, et exige, dans la pratique, des combinaisons ingénieuses. Il s'agissait de vaincre ces difficultés, de combattre une foule de préventions et de triompher d'opiniâtres résistances. C'est ce que M. Rossi essaya de faire dans un rapport étendu adressé au conseil d'état, et qui ébranla fortement les opinions. Sans les vicissitudes politiques, il est à croire que le plan exposé dans ce document aurait reçu une application immédiate. Ce ne fut néanmoins que plus tard et sur de nouveaux efforts de M. Rigaud-Constant, esprit ferme et judicieux, que s'opéra ce changement dans la juridiction criminelle.

Ces travaux législatifs mettaient peu à peu M. Rossi sur la voie d'un ouvrage qui devait fonder sa réputation et lui assurer un rang élevé parmi les criminalistes de ce siècle. Depuis long-temps les questions de l'ordre pénal lui étaient familières; il les avait étudiées plutôt avec sa conscience qu'avec des livres. Sans être tourmenté du désir de produire du nouveau et d'imaginer un système, il n'avait pu s'empêcher de reconnaître que la réaction provoquée par Bentham franchissait peu à peu ses justes limites et aboutissait à une sorte d'égoïsme social où se perdait toute initiative morale. C'était moins de la philanthropie qu'une obéissance à la fatalité. Au lieu d'accepter sans contrôle des idées qui exerçaient alors un très grand empire, M. Rossi entreprit de les discuter, et dans le cours de 1828, il vint à Paris où il publia, en trois volumes, son *Traité du droit pénal.*

Le droit pénal s'était développé en Europe sous l'influence exclusive de l'une ou de l'autre des deux grandes écoles philosophiques qui se partagent le monde savant, l'école spiritualiste et l'école sensualiste. Vers la fin du XVIIIe siècle, l'école sensualiste avait pris le dessus, et tous les criminalistes de quelque valeur s'étaient rangés sous sa bannière. Sous des noms divers, on ne donnait plus à la justice sociale non-seulement d'autre mesure, mais d'autre principe que l'intérêt. Elle

n'était plus qu'une application tempérée, il est vrai, par les mœurs, de ces tristes maximes qui excusent tous les excès et justifient toutes les tyrannies.

C'est cette doctrine que M. Rossi se proposa de combattre dans son *Traité du droit pénal*. Il s'y sépara résolument de la donnée sensualiste, et la poursuivit sous les divers déguisemens qu'elle avait pris; mais, tout en repoussant ce principe dangereux, il ne se laissa point emporter par le principe contraire. On l'a accusé de ne voir dans la justice sociale qu'une expiation et d'en faire ici-bas la réalisation de la justice éternelle; ce reproche porte à faux, il ne peut provenir que d'un malentendu. M. Rossi a expliqué nettement et à plusieurs reprises que, si la loi morale est le principe souverain de la justice sociale, l'intérêt de la société en est le mobile et la mesure. Le pouvoir social n'a pas le droit, quelles que soient les suggestions de l'intérêt, de qualifier de crime et de punir un acte louable ou indifférent. Voilà quelle est la règle suprême. Mais il n'a pas non plus l'obligation de punir tous les actes immoraux, de calquer la répression sur le modèle de la loi morale. Le pouvoir social ne réprime que les faits immoraux dont l'impunité ici-bas serait incompatible avec l'ordre matériel. Il laisse les autres à la sanction morale et religieuse. L'intérêt social n'est donc pas le principe, il est seulement la mesure de la loi pénale. Le législateur doit se renfermer dans le cercle que la loi morale lui trace, il n'a pas le droit d'en sortir; mais il n'est pas tenu de l'embrasser tout entier dans les prescriptions du droit positif. C'est sous l'inspiration de ce principe que M. Rossi a développé toutes les parties du droit pénal et donné la théorie de la responsabilité, de la tentative, de la complicité, ainsi que de la peine et de la loi pénale.

On voit combien ce thème est fécond; M. Rossi en a tiré un parti très grand. Rien de plus lumineux que les analyses dont son livre est semé; il y règne un attrait bien rare en des sujets aussi arides. La discussion y est soutenue avec une solidité et une vigueur extrêmes; parfois même elle va jusqu'à des conclusions trop sévères. L'école que M. Rossi était appelé à combattre avait eu sans doute le tort de s'enivrer d'une idée juste au début, mais dégénérée en erreur depuis qu'on en avait forcé les conséquences. Il importait de faire la part de l'excès, tout en rendant hommage au mérite de la découverte. Au moment où Beccaria et Bentham écrivirent, il s'agissait moins d'une organisation définitive que d'une protestation contre le passé. Voilà quel fut le titre des criminalistes du dernier siècle. Le nôtre a des devoirs différens, et c'est ainsi que tout système a une valeur relative qu'il ne faut

isoler ni des temps, ni des lieux, ni des circonstances. Quoi qu'il en soit, les blessures que M. Rossi porta à l'école dont il se séparait durent être bien vives, puisque Jean-Baptiste Say écrivait à Dumont de Genève : « Je suis furieux contre quelques docteurs qui nous représentent comme des espèces de coquins, et qui ont l'air de nous faire grace en nous appelant des *sensualistes*, après avoir eu bien soin de faire comprendre qu'ils entendent par là *matérialistes*. Singuliers scélérats, en vérité, qui consacrent leur vie au plus grand bien du plus grand nombre! »

M. Rossi se partageait ainsi entre le soin d'importantes publications et les devoirs de la vie politique, lorsque les évènemens de 1830 lui imposèrent un nouveau rôle. A la chute de l'ancienne dynastie qui régnait en France répondit en Suisse la chute du gouvernement aristocratique. Le lien qui unissait les cantons entre eux fut ébranlé, et il fallut songer à mettre les institutions fédérales en harmonie avec la situation nouvelle. C'était un temps d'épreuve, presque une crise, et le choix des hommes chargés de délibérer sur d'aussi graves intérêts devait exercer une influence décisive sur le repos actuel et les destinées futures de la Suisse. Genève délégua trois fois M. Rossi pour la représenter à la diète, sûre de sa prudence et de sa fermeté.

De tous les états européens, la confédération suisse est peut-être celui dont l'organisation est la plus compliquée et la plus difficile à connaître. Composée d'états souverains qui diffèrent entre eux par la langue, par la religion, les mœurs, les lois, autant que par le climat, la configuration physique et toutes les conditions économiques et sociales, d'états qui n'ont ni la même origine, ni la même histoire, ni les mêmes besoins, ni les mêmes intérêts, la confédération helvétique n'existe que par une sorte de miracle qui se renouvelle tous les jours, qui honore le patriotisme des Suisses, mais dont la durée, sans cesse compromise, n'éveille pas assez leur sollicitude. Au XVIIIe siècle, la Suisse n'eut pas d'histoire. Elle paraissait s'amoindrir, s'affaisser sur elle-même, comme si elle eût été fatiguée de ses anciens exploits. Des aristocraties sans lumières et sans grandeur, des démocraties encore peu éclairées, des nobles et des paysans opprimant comme souverains des populations nombreuses et asservies qui les valaient à tous égards, voilà le spectacle qu'offrait ce pays lorsque la révolution de 1789 éclata au pied de ses montagnes. On connaît l'histoire de ce temps. Des patriotes suisses, poursuivant un plagiat malencontreux, rêvèrent une république une et indivisible, tandis que les hommes du privilége voulaient continuer le moyen-âge. Après des luttes sanglantes et d'af-

freux déchiremens, un bras puissant intervint, et Napoléon dicta aux cantons ce que l'on a nommé l'*acte de médiation*, transaction assez tolérable entre le passé et le présent, et qui promettait à la confédération, sinon un brillant développement et des jours glorieux, du moins un repos honorable et un accroissement de prospérité matérielle.

Ce système tomba avec son fondateur, et l'esprit de réaction envahit la Suisse en 1815. La sainte-alliance ne pouvait permettre qu'un foyer d'idées démocratiques subsistât au centre de l'Europe. L'Autriche prenait ombrage d'un pareil voisinage, la Prusse y avait un intérêt plus direct encore à cause de Neufchâtel, et la Russie devait embrasser la défense des principes aristocratiques, ne fût-ce que par position et par calcul. L'empereur Alexandre s'empara donc de cette question et la trancha à son gré. Napoléon avait dicté l'acte de médiation, Alexandre dicta le pacte de 1815, qui plaçait sous l'influence des grandes puissances les délibérations de la diète fédérale, et jusqu'à un certain point le régime intérieur de chaque canton. C'était une servitude déguisée, un vasselage indirect dans lequel plusieurs grandes familles du pays jouèrent un triste rôle; mais quel qu'en fût l'instrument, ce joug n'en était pas moins odieux aux populations, et incompatible avec la vieille indépendance helvétique.

Aussi la révolution de 1830 fut-elle pour la Suisse le signal d'une métamorphose fondamentale. Tous ces gouvernemens, qui n'avaient d'autre appui que la sainte-alliance, tombèrent au bruit des trois journées. Le principe démocratique s'empara de la confédération entière, et surtout des cantons où le principe contraire avait été dominant. Rien de plus radical aujourd'hui que le canton de Berne, naguère le foyer principal de l'absolutisme. Cependant, au sein de la diète, le changement de régime ne s'opéra pas sans de profondes résistances. Il était évident que le pacte ancien s'adaptait mal au nouvel ordre de choses, et que les démocraties de 1830 et 1831 ne pouvaient porter sans gêne le manteau fédéral des aristocraties de 1815. Au lieu d'accepter cette nécessité et d'adoucir la transition, les états stationnaires se refusèrent à toute réforme. De leur côté, les radicaux, héritiers des patriotes de 1798, voulaient un état presque unitaire, une confédération où les petits cantons auraient été asservis par les grands, puisque le droit devait se proportionner à la population. C'est sous l'empire de ces circonstances qu'une demande de révision fut portée à la diète.

On a vu que M. Rossi y figurait au nombre des députés de Genève. Les circonstances étaient graves, difficiles. A la question du pacte qui

dominait toutes les autres, qui menaçait de briser la Suisse et fixait par conséquent l'attention de l'étranger, venaient se joindre les déplorables affaires de Neufchâtel, de Bâle, de Schwitz, cantons où la guerre civile était toujours imminente, et où elle devait laisser de si profondes et douloureuses traces. Au milieu de ces conjonctures délicates, les députés de Genève n'eurent qu'une pensée : se séparer de la faction qui poussait à une résistance aveugle, faire au temps et aux évènemens des concessions raisonnables, sans se laisser emporter par les exagérations du parti radical. Les opinions extrêmes reprochaient avec une égale aigreur, aux députés de Genève, cette politique de tempéramens; ils ne s'en laissèrent point détourner et gardèrent résolument leur ligne. Cette sagesse porta ses fruits. Peu à peu leurs intentions furent mieux comprises, et leurs idées, gagnant chaque jour du terrain, finirent par triompher devant la diète. Nommé membre de la commission fédérale chargée de la révision du pacte, M. Rossi continua à y défendre les plans de transaction qui lui semblaient être la seule issue possible de ce débat, et il eut la satisfaction de les voir adopter même par des commissaires qui avaient appartenu au parti radical. Une fois dans cette voie, il devint facile de s'entendre et de poser les bases d'un pacte nouveau. Ce fut à M. Rossi qu'on délégua le soin de résumer la discussion et de rédiger le rapport.

Il s'agissait d'y concilier les principes avec l'histoire, et de conserver l'existence politique des petits cantons sans rendre impossibles les améliorations et les progrès que les grands cantons avaient raison de désirer. C'est le problème que M. Rossi essaya de résoudre dans un travail fort étendu où il aborde les plus hautes questions de politique, de droit public et d'économie sociale. Il commença par distinguer deux ordres bien différens de confédérations : celles où les états particuliers n'ont que la portion de droits qu'un pouvoir central préexistant leur dispense et leur abandonne, et celles où au contraire le pouvoir central ne prend naissance et n'existe que par les concessions que les souverainetés locales et préexistantes veulent bien lui faire. Or, le plus simple calcul indique que la Suisse appartient à la seconde de ces catégories, et qu'il serait dès-lors ridicule de vouloir en faire tout à coup un état unitaire, ou quelque chose de semblable à une confédération américaine. La Suisse, d'après M. Rossi, n'est et ne peut être un véritable état fédératif; elle est plutôt une confédération d'états.

On devine maintenant quelles conséquences devaient découler d'un principe ainsi posé. Il en résultait évidemment le respect des régimes

particuliers et pleins d'anomalies qui constituent la vie des divers cantons, et l'obligation de contenir les réformes fédérales dans de telles limites qu'elles ne portassent point atteinte à l'organisation intérieure des états confédérés. M. Rossi apporta dans la solution de ce problème tant de mesure, de précautions et de soins, il ménagea si bien toutes les répugnances et tous les scrupules, que son rapport et le projet qui le couronnait furent adoptés par la commission à l'unanimité. Elle en ordonna la traduction en italien et en allemand, et il fut publié à un grand nombre d'exemplaires dans les trois langues officielles de la confédération suisse. Le projet fut discuté ensuite et accueilli par la diète assemblée à Zurich.

Rien ne semblait s'opposer à la promulgation du nouveau pacte, qui avait pris et a conservé dans le pays le nom de *pacte Rossi*. Il avait passé par les épreuves des pouvoirs législatifs et renfermait la somme des améliorations compatibles avec l'état de la république, alors livrée à des dissentimens profonds. L'affaire semblait donc marcher vers une issue heureuse, quand une dernière formalité vint tout remettre en question. D'après la loi suisse, le vote de chaque commune doit sanctionner celui de la diète pour les mesures qui touchent aux grands rapports de la confédération. Le pacte fut soumis à cette épreuve définitive, qui ne lui fut pas favorable. Dans le canton de Lucerne, il fut repoussé par les communes rurales sous l'empire des intérêts locaux, et par suite de l'opposition combinée des partis extrêmes qu'appuyait une faction monacale. Cet échec dans le canton qui devait être le siége permanent de l'autorité fédérale paralysa tout : le projet fut retiré, et aujourd'hui la Suisse regrette d'avoir laissé échapper cette occasion, unique peut-être, de sortir de l'état de faiblesse et de tiraillement où elle se trouve.

Cet échec ne semble pas avoir été sans influence sur une détermination que prit alors M. Rossi. Il comptait en France des amis dévoués, qui depuis long-temps l'engageaient à se produire sur un théâtre plus vaste et devant un auditoire plus nombreux. Deux d'entre eux, MM. de Broglie et Guizot, venaient, à la suite de la révolution de 1830, d'être portés aux affaires, et tout conseillait à M. Rossi de se rapprocher d'appuis aussi précieux, aussi sûrs. Avec de pareilles sympathies et la conscience de sa valeur, il n'aurait pas dû hésiter; il hésita pourtant : cette perspective ne l'éblouit pas. Il aimait Genève, pour lui si hospitalière; il en était l'enfant adoptif. Tout y avait adouci, charmé son exil; il y avait trouvé les joies du cœur, les plaisirs de l'intelligence, il

y avait fait, agrandi sa position. Son nom devenait de plus en plus inséparable des intérêts de la cité, de son rôle en Europe, de sa politique fédérale; il aurait pu s'en tenir là et faire le calcul de César. Recommencer ailleurs, sur d'autres frais, une carrière scientifique et politique, se créer un nouveau public, une nouvelle clientelle, lui semblait une entreprise grave et chanceuse. Peut-être la prudence eût-elle été chez lui plus forte qu'une légitime ambition, si l'état précaire de la Suisse et les fluctuations politiques auxquelles le pays était en butte n'eussent jeté dans son esprit quelque lassitude et quelque découragement. Il était fatigué de ces tempêtes dans un verre d'eau, de ces batailles qui ne terminaient rien, de ces agitations sur place. Un dernier motif le décida : la mort de Jean-Baptiste Say venait de laisser vacante la chaire d'économie politique au Collége de France. Il songea à se mettre sur les rangs pour lui succéder, et, vers les premiers mois de 1833, il se rendit à Paris où ses amis avaient déjà préparé les voies à sa candidature. On sait que ces choix se font sur une présentation double, l'une de l'Institut, l'autre du Collége de France. Le Collége désigna M. Rossi, et l'Académie des sciences morales et politiques, M. Charles Comte, son secrétaire perpétuel. Le ministre se rallia au premier de ces suffrages, et M. Rossi fut nommé, en 1833, professeur au Collége de France, puis, en 1834, professeur de droit constitutionnel à la faculté de Paris. Des lettres de grande naturalisation suivirent de près ces deux investitures.

Depuis ce temps, M. Rossi appartient à notre pays, qui a fait en lui une acquisition précieuse. Il apportait dans l'enseignement des facultés solides et supérieures, un esprit exercé, judicieux, maître de lui-même, et en outre une fermeté de convictions qui prenait sa source dans un sens droit et de longues études. Jamais ces qualités n'avaient été plus nécessaires qu'au moment où il monta dans sa chaire d'économie politique. L'esprit d'aventures faisait alors de grands ravages; de divers côtés, on voyait s'élever des écoles qui traitaient la science comme un spectacle et n'avaient pas assez de dédains pour les économistes restés fidèles à la tradition. Toute poursuite semblait vaine, toute amélioration puérile, quand elles n'embrassaient pas la société entière et n'avaient pas le caractère d'une métamorphose. Il ne s'agissait plus de définir la richesse, mais de la répandre par torrens; il ne s'agissait plus d'expliquer les ressorts qui règlent le jeu des intérêts, mais d'en briser les élémens, afin de les soumettre au creuset d'une transformation complète. Personne ne voulait accepter comme point

de départ le monde réel; on ne rêvait que des mondes imaginaires. Quelques formules hermétiques allaient suffire pour régénérer la société, la délivrer des maux qui l'assiégent, y fonder à jamais l'empire du bonheur et le règne de l'aisance. Désormais plus de misères, plus de souffrances; il ne devait y avoir de place ici-bas que pour une félicité sans limites.

On devine quels dangers peut engendrer une semblable disposition des esprits. Sans doute le devoir des classes favorisées est de penser à celles qui vivent sous une sorte de tutelle, et dans une société qu'animerait un mobile élevé, le dévouement devrait se produire en raison de la position. Ce devoir est impérieux, il ne souffre point d'exception et n'admet pas de privilége; mais, en le remplissant dans toute son étendue, il convient aussi de ne pas s'égarer dans les régions de l'impossible et de se défendre contre des illusions funestes. C'est jouer avec le malheur que de le bercer de rêves, de faire des promesses qui ne seront pas tenues, d'exciter des désirs qu'aucun pouvoir humain ne saurait satisfaire. Il y a là-dedans une ironie cruelle, un abus de l'imagination vis-à-vis des réalités. Si l'intention est louable, l'effet en est triste. Quand on aura long-temps échauffé le peuple au récit exagéré de ses propres douleurs, quand on lui aura promis des réparations chimériques, par exemple, plus de salaire en retour d'un moindre travail et un bien-être indépendant de ses efforts, pourra-t-on s'étonner de le voir un jour changer ses désappointemens en colères et continuer l'utopie dans le sens d'une rébellion? Peut-être serait-il sage de réfléchir plus qu'on ne le fait à cet avenir gros de menaces et de s'occuper ardemment du bien qui peut se réaliser sans épuiser sous toutes les formes l'histoire et le roman du mal.

Cette prudence a été l'un des plus beaux titres de M. Rossi; il a su résister, et en résistant il a préservé la science. Ni le bruit ni les attaques ne le troublèrent dans la ligne de ses études, dans les voies de son enseignement. Il sut préparer et attendre l'heure d'une réaction. Convaincu de la force que l'expérience ajoute aux idées, il reprit l'économie politique au point où ses devanciers l'avaient laissée, et tout en expliquant Smith, Say, Ricardo et Malthus, il les discuta avec la liberté d'un esprit puissant, mais respectueux. Il se fit l'interprète de la tradition, mais ce fut un interprète indépendant, discutant les problèmes économiques en homme habitué à les dominer, n'abdiquant pas son initiative, quoiqu'il sût la contenir. Ainsi, d'une part résister au choc des idées turbulentes et téméraires, de l'autre ne rien accepter du

passé sans contrôle, tels furent le double mérite du professeur et le caractère de ses leçons.

Les cours publics de M. Rossi, en donnant la mesure de son savoir, devaient naturellement lui ouvrir les portes de l'Institut. Il y entra en 1836, lorsque la mort de Sieyes eut laissé un siége vacant à l'Académie des sciences morales et politiques, dans la section d'économie politique et de statistique. Il n'eut pas, à proprement dire, de concurrent. Sur 22 votans, il réunit 21 suffrages. Quoiqu'il existât un peu de froideur entre lui et M. Charles Comte, secrétaire perpétuel, ce fut pourtant ce dernier qui lui fit donner l'avis de se mettre sur les rangs, et, au jour de l'élection, M. Comte, alors presque mourant, se fit porter à l'Institut pour y déposer son bulletin en faveur de M. Rossi, qui s'en montra vivement touché. A peine admis, le nouvel académicien prit une part active aux travaux du corps, le présida en 1840 et y fit plusieurs lectures, dont la plus importante est un travail sur les *rapports de notre droit civil avec l'économie nationale*. Ce n'est là toutefois qu'une esquisse et le germe d'une idée qui appellerait de nouveaux développemens. Un travail plus essentiel a empêché M. Rossi de s'y livrer. Une ordonnance royale ayant chargé l'Académie des sciences morales et politiques de publier l'histoire de ces sciences en France depuis 1789, et cela pour compléter le travail que l'Institut avait entrepris par ordre de Napoléon, M. Rossi a été nommé rapporteur pour l'économie politique et la statistique. Toute grave qu'elle est, cette tâche ne forme à ses yeux qu'une partie d'une entreprise plus considérable où il compte embrasser l'économie politique soit dans le monde ancien, soit dans le monde moderne.

Il est à craindre pourtant que cette idée, ainsi qu'une foule d'autres émises et quittées par M. Rossi, ne demeure à l'état de projet et d'embryon. Le compte de l'arriéré est facile à faire. Voici d'abord la théorie des principes *dirigeans* en législation, puis l'examen des rapports du droit civil avec l'économie nationale, qui attendent des commentaires. Ce n'est pas tout : le *Traité du droit pénal* appelle un complément indispensable dans l'analyse des diverses catégories de crimes et les principes de l'instruction criminelle. Quant au *Cours d'économie politique*, il n'embrasse que la moitié de la science, la formation des richesses; l'autre moitié, qui en expose la distribution, est encore à publier. En outre, l'Académie compte sur un rapport constatant les progrès des sciences morales et politiques depuis 1789, et l'auteur n'envisage cette tâche que comme un simple extrait d'une

histoire générale de l'économie politique. Ce sont là de bien séduisantes promesses; mais les promesses des hommes qu'emporte le tourbillon des affaires sont sujettes à tant d'ajournemens!

Que d'esprits élevés ou délicats les travaux politiques ont ainsi ravis à l'étude de la science et à la culture des lettres! Combien en pourrait-on citer qui font aujourd'hui un vide irréparable parmi les érudits et les écrivains, et dans le nombre à peine en est-il deux ou trois qui ont la force de suffire à un double devoir et mènent de front les succès de la parole et ceux de la plume! Rien n'aura été plus fatal au monde scientifique et littéraire que cette attraction exercée sur lui par la politique. En divisant son effort, l'esprit perd toujours une portion de sa puissance, et il arrive un moment où il succombe sous sa tâche sans pouvoir fournir en aucun point l'entière mesure de sa valeur. Le dommage est réel; reste à savoir s'il présente une compensation suffisante. En se recrutant dans l'élite des savans et des lettrés, la politique gagne-t-elle ce qu'y perdent les sciences et les lettres? C'est un problème d'arithmétique sociale qu'il est plus facile de poser que de résoudre.

Nommé pair de France en 1839, M. Rossi a pris depuis lors une part très active aux travaux législatifs, et il est peu de débats importans auxquels il n'ait été mêlé, soit comme orateur, soit comme rapporteur. En cette dernière qualité, il a préparé diverses lois, entre autres celles des sucres, de la banque de France et du régime financier des colonies : il s'occupe actuellement de la loi sur la réforme pénitentiaire. A la tribune, M. Rossi a révélé un talent rare de dialecticien et une méthode qui éclaire et élève les discussions. Ses connaissances aussi vastes que variées, la sûreté et la promptitude de son coup d'œil, lui assurent une influence qui ne dépend ni des vicissitudes de l'opinion ni des hasards de la parole. C'est une voix écoutée parce qu'elle ne sacrifie ni aux lieux-communs ni aux sophismes. S'il est un reproche que l'on puisse faire à M. Rossi, c'est de ne point conserver sur le terrain de la politique la rigidité d'opinion qu'il apporte dans la science, et de ne pas toujours mettre ses conclusions en harmonie avec les principes qu'il pose. Un homme qui sait si bien reconnaître la vérité, et qui fait si prompte justice de l'erreur, ne saurait s'abuser ni sur les voies que l'on suit ni sur les moyens que l'on emploie en matière de gouvernement. Il est même des fautes si dangereuses, des déviations si fatales, que le dévouement et la reconnaissance ne sauraient justifier le concours qu'on y attache. Exprimer ce regret, c'est prouver à M. Rossi le cas que l'on fait de son caractère et de son

talent : en politique comme ailleurs, il gagnerait à obéir à ses inspirations, à ne relever que de lui-même. Il est peu d'esprits que la nature ait mieux traités : personne n'a des vues plus nettes en droit public, en administration, en économie sociale; il sait à fond la jurisprudence, le mécanisme des intérêts et la langue des affaires; rien ne lui est étranger, ni les petits effets, ni les grandes causes, ni l'ensemble, ni le détail. Pourquoi ne donne-t-il pas à ces facultés éminentes une direction, un essor plus libres? pourquoi les laisse-t-il s'énerver, s'amoindrir dans une condescendance fâcheuse? Les hommes qui ont apprécié ce qu'il vaut sont en droit d'attendre beaucoup de lui et d'y compter le jour où il se livrera davantage à son initiative.

Comme économiste, M. Rossi est à l'abri de toute accusation de ce genre. Personne n'a envisagé avec plus d'indépendance les problèmes qui se rattachent au régime des intérêts, exposé les faits avec une conscience plus entière, ne cachant, ne déguisant rien, ni ses convictions ni ses doutes. En lisant ces belles pages où le bon sens parle une langue si claire, on n'éprouve qu'un regret, c'est que l'œuvre soit restée à moitié et qu'il faille en attendre la fin. On l'a vu, M. Rossi est un économiste orthodoxe, mais ses croyances s'appuient sur un examen raisonné. Les théories de Smith et de Ricardo ont pris, en passant par sa plume, une force et une autorité qui n'y étaient qu'en germe : M. Rossi les rectifie et les agrandit en les expliquant. Cependant il évite avec soin tout ce qui ressemble à de l'indiscipline, et au milieu des folies du temps, c'est là une preuve d'un bon sens exquis. Pour être prise au sérieux, une science a besoin d'apporter quelque mesure dans les modifications qu'elle subit : elle ne peut pas se laisser reconstruire, tous les dix ans, de fond en comble. La liberté d'une époque n'est pas enchaînée sans doute par le point de vue des époques antérieures, et il serait ridicule de vouer la pensée humaine à l'immobilité; mais l'usage du droit de réforme, quand il porte sur l'ensemble d'une science, ne saurait être accompagné de trop de ménagemens ni entouré de trop de réserve. Le passé lègue à l'appui des idées qu'il recommande, outre leur valeur propre, l'impression qu'elles ont produite, l'ascendant qu'elles ont acquis, la clientelle qu'elles se sont faite. Dans un système de destructions successives, ces résultats s'évanouissent, et un jour arrive où l'on ne trouve plus que le néant en place d'une science, et des ruines pour tout abri.

M. Rossi n'a pas voulu que son nom fût impliqué dans une œuvre d'effervescence et d'étourderie. En demeurant sur le terrain de l'expérience, il a infligé une leçon à ceux qui s'égarent à la poursuite de

chimères et prennent pour des symptômes de force les éblouissemens de la vanité. Certes, une intelligence comme la sienne aurait eu plus de droit qu'aucune autre à présenter un système qui lui fût propre et des combinaisons personnelles. Sans aller jusqu'au pays des aventures, il pouvait, en restant dans la science, y marquer son passage par un contrôle sévère et des dissentimens plus profonds. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il y a vu un péril pour les doctrines vérifiées. Il a voulu se montrer d'autant plus discret qu'autour de lui on l'était moins, donner, au milieu du désordre des opinions, l'exemple de l'obéissance, et rester soldat quand tout le monde aspirait à devenir général. Voilà quel motif en a fait un traducteur si fidèle des économistes qui l'ont précédé, et l'a rendu si sobre en matière d'innovation. L'originalité de M. Rossi consiste dans la façon dont il expose et compare les théories des maîtres, en sachant faire la part de l'erreur et celle de la vérité, en ajoutant à leurs idées ce qui peut les mettre en relief, en éclairant ce qu'elles ont de trop vague ou de trop obscur. Une science a beaucoup à gagner dans cette étude comparée, traitée de haut, et sous la double autorité de la position et du talent; elle est heureuse d'avoir à son service une de ces plumes qui laissent un sillon partout où elles passent, et communiquent à ce qu'elles touchent de la lumière, de la sève et de la vie. Ce qui distingue le travail de M. Rossi, c'est une admirable clarté, un jugement qui ne bronche jamais, une méthode sans égale. Son style fait passer dans les abstractions même la transparence qui le distingue; rien de plus serré que la trame de sa composition, de plus nerveux que sa polémique. L'ordonnance générale y est si rigoureusement calculée, qu'on n'en saurait distraire aucun détail sans nuire à l'harmonie de l'ensemble. Ce signe est un de ceux qui trompent le moins; il caractérise les œuvres fortes et durables.

On a vu à quels combats de mots l'économie politique était naguère livrée, et que de tempêtes se sont élevées autour de ses définitions. Ce sont là des joûtes à armes courtoises que toute science aime à se ménager pour tenir en haleine l'ardeur de ses champions. Les coups portent un peu dans le vide, mais on s'y exerce la main. Parmi les points qui ont défrayé cette gymnastique, il en est trois ou quatre surtout dans lesquels les notabilités de la science sont intervenues, et que M. Rossi ne pouvait, à raison de ce fait, retrancher de son examen. Tels sont la définition de la valeur, le rôle de la rente ou fermage de la terre, l'influence des frais de production sur le prix du produit, enfin le rapport entre le chiffre des populations et celui des subsistances. Un simple coup-d'œil suffira pour prouver que ces questions sont loin

d'avoir l'importance qu'on leur a attribuée, et que l'économie politique renferme des parties plus fécondes et d'un intérêt bien autrement vif.

L'école de Smith n'admettait qu'une seule nature de valeur : la valeur en échange ou échangeable; Ricardo, et avec lui M. Rossi, disent qu'à côté de celle-ci il en est une seconde, qu'ils nomment la valeur en usage. La première serait l'utilité indirecte, l'autre l'utilité directe; l'une le trafic, l'autre l'emploi immédiat des choses. La nécessité de ce second terme de la valeur paraît indispensable à MM. Ricardo et Rossi pour expliquer certains faits et classer certains phénomènes. Il est, par exemple, des objets dont on use sans pouvoir ou sans vouloir les échanger. Tels sont les monumens publics, les routes, les canaux, les ponts; telles seraient les récoltes que le fermier consommerait lui-même au lieu de les vendre. Tout cela, ajoutent-ils, ne peut rentrer dans la classe des valeurs en échange; il faut donc créer une nouvelle catégorie, qui est celle de la valeur en usage.

Il y a là dedans, ce semble, plus de subtilité que de vérité. C'est confondre la propriété avec la destination des choses. Tout produit est échangeable, a eu cette qualité ou l'a encore : seulement, au lieu de l'échanger, parfois on en use, on le consomme directement. L'usage n'infirme pas la valeur d'échange des objets, et ne saurait être invoqué contre elle. Il est vrai que certaines richesses, comme les chemins et les monumens, deviennent, entre les mains de la communauté, des biens de main-morte, indivisibles et se refusant à toute appropriation individuelle, par conséquent à tout échange; mais, pour arriver à cet état, ces richesses ont dû passer par la loi commune, être échangées contre des salaires et autres services productifs, et si, quand elles sont créées, la société aime mieux en jouir que les aliéner, ce n'est pas une raison de penser que toute valeur d'échange soit détruite en elles, parce qu'elle y sommeille. La vente des biens nationaux dans la période révolutionnaire, l'aliénation de plusieurs forêts de l'état à une époque plus récente, prouvent que ces richesses de main-morte peuvent retrouver, à un jour donné, leur valeur d'échange et rentrer dans la circulation après en avoir été long-temps distraites. La difficulté se réduirait dès-lors à quelques exceptions qui ne méritent pas que l'on surcharge la science d'une définition de plus.

Le même caractère se retrouve dans la théorie des frais de production que Ricardo oppose à celle de l'offre et de la demande. Voici, en peu de mots, quel est ce problème. La mesure de la valeur, c'est le prix : or comment se règle, se détermine le prix? Ici commencent les incertitudes. Dans un ordre logique, le prix devrait se composer du

coût des choses, plus d'un bénéfice raisonnable pour le producteur. Malheureusement les faits ne se prêtent pas à cette marche naturelle et simple. Entre les producteurs existent des inégalités d'aptitudes, de prétentions, de positions, qui ne permettent pas d'adopter une loi uniforme, même scientifiquement. Ce serait non-seulement une erreur, mais encore une injustice. Qu'ont fait les économistes? A la loi de la production ils ont substitué la loi du marché. Le prix, disent-ils, ne se détermine qu'indirectement par le coût des choses; il se détermine directement, essentiellement, par le rapport de l'offre à la demande. L'offre représente la quantité des produits qui cherchent un acheteur; la demande est la quantité des produits que l'on désire acquérir. La demande est-elle forte et l'offre faible, les prix se maintiennent ou s'élèvent : au contraire l'offre est-elle abondante et la demande faible, à l'instant les prix inclinent vers une dépréciation. Dans les deux cas, c'est la concurrence qui opère; elle se déclare entre les vendeurs quand la somme de la marchandise excède celle des besoins, elle naît entre les acheteurs quand la somme des besoins excède celle de la marchandise. En remontant jusqu'à la production, l'effet de l'offre et de la demande se manifeste soit par un ralentissement d'activité quand l'offre abaisse les prix au-dessous de la limite où s'arrête la convenance de produire, soit par un accroissement de travail quand la demande se résout en bénéfices qui sont une prime offerte à une production plus grande. Il va sans dire que la quantité n'est pas le seul terme décisif dans le phénomène de l'offre et de la demande, et que la qualité y tient une place tout aussi considérable comme règle et mesure du prix.

Voilà une loi simple et peu s'en faut complète; elle n'a qu'un tort, c'est de ne pas saisir le produit à l'origine pour le suivre dans les diverses opérations auxquelles il donne lieu. Ricardo et M. Rossi après lui ont pris cette marche et cherché la valeur réelle des choses dans les frais de toute nature nécessaires pour les produire. Ils ont poursuivi tous deux la théorie du prix, tandis que les autres économistes n'en signalent que le plus constant phénomène. Cette donnée, juste en elle-même et méthodique, a le défaut grave d'être incompatible avec les faits. Ce que l'on nomme le prix de revient ne règle jamais l'état du marché; c'est au contraire l'état du marché qui règle le prix de vente. A côté du coût des choses, il est une foule de circonstances variables qui influent sur le parti que l'on en tire : par exemple, la perfection plus ou moins grande de l'objet, le besoin de réaliser, les masses sur lesquelles on opère, le jeu des rivalités industrielles et commerciales. Vouloir soumettre à une règle fixe des causes si mobiles et si

diverses, c'est poursuivre une chimère et introduire dans l'économie politique le procédé de Procuste. L'idéal de l'état du marché serait de n'y présenter qu'une quantité de marchandises égale aux besoins et d'y maintenir cet équilibre, comme aussi d'y faire prévaloir des prix d'une mutuelle convenance, éloignés de bénéfices exagérés et de rabais excessifs. Or, qui ne comprend que c'est là un rêve où le bienfait n'est qu'apparent et dans lequel l'esprit d'ordre étoufferait l'esprit de liberté? Qu'est-ce d'ailleurs que le besoin? En pourra-t-on jamais obtenir la mesure fixe, invariable? N'y faut-il pas laisser une grande part à l'imprévu, à l'éventuel? Somme toute, l'état du marché est et doit rester nécessairement aléatoire, chacun réglant volontiers sa conduite sur le voisin et se déterminant par nécessité plutôt que par calcul.

Comme la théorie des frais de production, celle du fermage de la terre, qui appartient également à Ricardo, est empreinte d'une couleur trop spéculative, et touche de très près au sophisme. Ricardo pose en principe que la valeur des choses ne se compose que du travail qu'elles ont coûté, et que le fermage n'entre pour rien dans le prix des produits obtenus du sol. C'est exactement comme si l'on disait que le louage d'une machine, d'un instrument, n'est pour rien dans le prix d'un produit industriel. Il est vrai que l'économiste anglais n'a pas présenté son idée d'une manière aussi crue, et qu'il a su l'entourer de voiles qui empêchent de distinguer sur-le-champ ce qu'elle a d'étrange et d'erroné. Les comparaisons les plus spécieuses, les considérations les plus abstraites semblent accumulées à dessein pour donner le change à l'esprit, et il en résulte de telles ténèbres, qu'au dire de Ricardo lui-même, vingt-cinq personnes au plus se sont, en Angleterre, rendu compte de ce qu'il a voulu dire. Il faut dès-lors laisser à ce petit nombre d'élus le soin d'en peser le mérite.

Le problème soulevé par Malthus a plus de clarté et une portée plus grande. A le résumer en peu de mots, c'est la théorie de la prévoyance au point de vue de la multiplication de l'espèce. Malthus a voulu opposer une digue à cette fécondité presque bestiale qui entraîne certaines populations, et, pour cela, il a évoqué un épouvantail, la famine. A ses yeux, le mouvement des subsistances ne peut plus désormais se mettre en équilibre avec le mouvement ascendant des populations, et si des pratiques de continence n'arrêtent pas cette progression menaçante et fatale, la terre, si vaste qu'elle soit, ne suffira bientôt plus à la nourriture des hommes. Ainsi parle Malthus, et il appuie son hypothèse de chiffres terribles. Heureusement que, sous

des apparences exactes et sérieuses, il n'y a là qu'un roman. Malthus envisage la fertilité du sol et la reproduction de l'espèce comme des termes d'une équation rigoureuse. Pourtant rien n'est plus inégal, variable, bizarre même, que ces deux phénomènes : pour peu qu'on les étudie, soit dans les faits actuels, soit dans l'histoire, on s'assure qu'ils se refusent à tout calcul lointain. La fertilité du sol et la multiplication des êtres, loin de dépendre de lois suivies, ne procèdent que par anomalies et fluctuations, obéissent au caprice des évènemens, et ressemblent moins à un flot qui monte toujours qu'à une eau qui se déplace. Malthus prend pour point de départ deux suppositions, l'une que la fertilité du sol a des bornes, l'autre que la reproduction de l'espèce n'en a pas. Rien n'est moins prouvé. Si la fertilité du sol a une limite, elle n'est pas encore connue, et l'on peut dire que cette fertilité s'est, jusqu'à présent, accrue en raison des bras et des intelligences qui s'appliquent à la culture. Quant à la reproduction de l'espèce, loin d'être infinie, loin d'aller toujours croissante, le moindre examen suffit pour attester qu'elle a des phases, des temps d'arrêt et des intermittences. Tel pays regorge d'habitans, lorsque tel autre voit ses populations s'éclaircir. L'Europe s'est couverte d'hommes aux dépens de l'Asie; l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie se peuplent aujourd'hui aux dépens de l'Europe. Des races entières disparaissent pendant que d'autres races pullulent. A tout prendre, ce n'est pas la terre qui jusqu'ici a manqué aux hommes, mais plutôt les hommes à la terre. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un regard sur la carte du globe. Le présent n'a donc rien qui puisse alarmer : quant à l'avenir, il prendra soin de lui-même. L'économie politique peut, sans regret, décliner ce souci et s'en remettre à la Providence.

Tels sont les divers thèmes sur lesquels la science économique concentrait naguère son principal effort, et, comme historien, M. Rossi a dû s'enquérir de ce qui s'est fait dans cette voie, mettre sous nos yeux les pièces du procès, prendre des conclusions pour ou contre. Cependant il est impossible qu'il s'abuse sur la valeur de pareils débats. Les matières raffinées et délicates intéressent tout au plus un groupe d'initiés; le public ne s'y arrête jamais. Ce sont des questions d'école; elles y naissent, elles y meurent. Comme action sociale, l'économie politique n'a que fort peu de chose à en attendre, et tout lui conseille de les laisser désormais s'éteindre. En revanche, il existe des thèses vives et fécondes, où il est de son devoir d'intervenir d'une manière plus directe qu'elle ne l'a fait, ne fût-ce que pour protester contre les erreurs qui circulent et les puérilités qui se dé-

bitent. Dans le nombre et au premier rang figurent les problèmes qui se rattachent au travail et à la condition des classes laborieuses. Notre époque assiste à des crises qui, pour avoir été exagérées, n'en sont pas moins profondes et réelles. Diverses causes y ont contribué. La principale est la transformation complète du régime industriel, sous l'influence des diverses applications de la vapeur, et la substitution, aujourd'hui générale, du travail mécanique au travail à la main.

Dans l'origine, cette révolution, due à un agent nouveau, se signala par de tels bienfaits, revêtit un tel caractère de grandeur, qu'on n'aperçut pas ce qu'elle renfermait en germe de dissolvans et de misères. Des industries isolées étaient frappées de mort; mais les industries agglomérées comblaient largement ces vides, et attiraient dans de grands centres d'activité d'innombrables légions de travailleurs. L'Angleterre offrit surtout ce spectacle : l'industrie y improvisa des villes aussi populeuses que des capitales. Tout marcha d'abord à souhait : les salaires étaient élevés, les bénéfices importans; le chiffre des commandes s'élevait chaque jour, et le travail surexcité se maintenait au même niveau. Tant que dura cette période d'activité, il n'y eut pas, il ne pouvait pas y avoir de souffrances. L'aisance régnait chez les ouvriers, et avec l'aisance les bras humains suffisent au plus rude service. La fortune restait fidèle aux entrepreneurs, et dans les jours de prospérité, on n'abuse pas des forces de l'homme. Ce fut l'âge d'or de l'industrie et aussi celui du monopole de l'Angleterre. On eut le tort, de l'autre côté du détroit, de croire ce monopole éternel, de prendre cette fièvre pour un état régulier et d'y engager, non-seulement le bien-être, mais encore la vie des populations. L'expiation ne se fit pas attendre. Sous l'influence d'une longue paix, chacun des grands états, en Europe et en Amérique, sentit son activité se réveiller. L'industrie venait de faire brillamment ses preuves : partout on voulait la naturaliser chez soi. En Allemagne, aux États-Unis, en Hollande, en France, on apprit à se passer de l'Angleterre, et chaque jour un marché nouveau se fermait devant les produits de ses manufactures. Cette résistance passive suffit pour amener une réaction fatale. Chaque débouché qu'on perdait au dehors provoquait une crise, soit générale, soit partielle, au sein des foyers manufacturiers de la Grande-Bretagne. De là tantôt un chômage, tantôt une diminution de salaire, c'est-à-dire le dénuement et la faim au foyer de l'ouvrier.

Ces misères ont été décrites plus d'une fois, décrites avec talent, avec sentiment, même avec un peu d'imagination. Peut-être aurait-on dû insister davantage sur les causes, soit anciennes, soit nouvelles, qui

les ont produites : c'est en dominant les faits qu'on parvient à les modifier ou à s'en défendre. Ainsi, en dehors même de cet amoindrissement du débouché extérieur qui a réagi sur le sort des artisans anglais, une circonstance peu remarquée a donné aux souffrances dont les villes manufacturières sont le siége une intensité et une énergie que sans cela elles n'auraient jamais eues. Naguère encore, et pas plus loin que 1833, l'état ou les paroisses distribuaient, entre treize cent mille individus appartenant à la classe pauvre, une somme de huit millions cinq cent mille livres sterling, c'est-à-dire deux cent quinze millions de francs environ. En 1834, ces subsides de la bienfaisance furent brusquement supprimés : une loi frappa le paupérisme. Aux secours en argent on substitua des lieux d'asile où l'indigent devait trouver ce qui est nécessaire à la vie en échange de son travail. La réforme était utile; malheureusement elle prit un tel caractère de dureté, les maisons destinées aux travailleurs furent assujéties à un régime si austère, que le but fut dépassé. Treize cent mille indigens furent mis, du jour au lendemain, en demeure d'opter entre la discipline de l'atelier public et le dénuement dans la liberté : six cent mille subirent le joug nouveau, sept cent mille demandèrent au travail libre ce qu'ils obtenaient autrefois de la charité officielle. Si le premier résultat de la loi fut d'épargner cent millions de francs à l'état et aux paroisses, en revanche il fallut que le salaire manufacturier comblât ce vide et nourrît cette population déclassée. De là ce double effet d'une irruption soudaine de nouveaux-venus dans des cadres déjà pleins, et d'un avilissement de la main-d'œuvre par suite d'une offre excessive du travail. Combinée avec la diminution du débouché extérieur, cette affluence des pauvres dans la manufacture dut y apporter le principal élément d'une détresse dont on a fait de si sombres tableaux.

Quoi qu'il en soit, un enseignement a dû sortir de ces crises; c'est que la suprématie industrielle ne s'acquiert et ne se maintient qu'au prix de grandes douleurs. En Angleterre même, cette conviction pénètre dans les esprits. Sans exclure la misère, le travail isolé ne lui communiquait pas une fermentation dangereuse et ne l'aggravait pas par de continuelles intermittences. Il semble que de tous côtés on s'accorde à voir les choses ainsi. Jamais plaintes plus vives ne se firent entendre contre les excès du régime manufacturier; on le dépeint comme une école de débauche, comme une source d'infection morale. Les populations s'y étiolent et s'y dégradent; on y abuse non-seulement de l'adolescence et de l'âge mûr, mais aussi de l'enfance; on y écrase sous le poids d'un travail forcé non-seulement les hommes, mais les

femmes. C'est une exploitation odieuse qui se consomme à la face du ciel, et où la créature faite à l'image de Dieu descend jusqu'au rôle de la brute. A la bonne heure; il ne reste plus alors qu'à expliquer une inconséquence singulière. Dans les pays même où cette accusation trouve de nombreux échos, où la plainte contre le régime industriel a le plus d'énergie, on se donne un mal infini pour en accroître les applications. On trouve que la manufacture énerve, pervertit, abaisse l'homme, et l'on fait tout pour que la manufacture absorbe chaque jour des populations plus nombreuses. Encore s'il s'agissait d'industries naturelles, le danger serait moindre; mais c'est d'une manière artificielle, à l'aide de lois prohibitives et de tarifs exagérés, empiriquement et à l'aventure, que l'on fait naître une foule d'industries caduques et précaires. Au lieu de s'apitoyer sur les êtres qu'opprime l'atelier, il serait bien plus sage de les arrêter en chemin et de n'y laisser arriver que le contingent nécessaire. Pour cela, il n'y a pas même à agir; il suffit de s'abstenir à propos et de ne pas vouloir tout produire; il suffit de remplacer le travail direct par l'échange, et de prendre l'étranger pour fournisseur là où il opère avec moins d'efforts et avec plus d'avantages.

C'est la liberté en matière de commerce qui peut seule assainir l'industrie, lui rendre son équilibre et faire cesser les tristes hécatombes qui s'y succèdent. Aucun principe n'a plus de vertu, plus d'efficacité. M. Rossi en a fait l'objet de deux chapitres qui sont des modèles de clarté, de logique et de raison. Il y a vraiment du vertige au fond de cette prétention qu'ont aujourd'hui les peuples, même les plus éclairés, de se passer de leurs voisins tout en les mettant à contribution, de leur fournir le plus d'objets possible sans en rien recevoir, de fermer leurs propres frontières en demandant l'accès des autres états. Ce sont autant de contradictions qu'expliquent seules l'âpreté habituelle des intérêts et les terreurs puériles dont ils s'inspirent. On a l'air de chercher autour de soi des nations qui consentent à être dupes, et l'on dirige contre elles des tarifs de douane comme des machines de guerre. Tout cela est désastreux en pratique, insensé en théorie. S'il est une vérité démontrée, hors d'atteinte, c'est qu'un état ne perd pas nécessairement ce qu'un autre gagne, et qu'il paie toujours en produits de son sol et de son industrie les produits que lui fournissent l'industrie et le sol étrangers : d'où il suit que chacun d'eux doit s'attacher à faire ce qu'il fait bien et à bon compte, et demander aux autres ce qu'ils font mieux et à meilleur marché que lui.

Cette loi si simple est cependant méconnue. De toutes parts, on af-

fiche le dessein de régler ses intérêts à l'exclusion de ceux des autres peuples; on prétend se suffire en tout, on s'isole par des blocus volontaires. L'Allemagne et la Belgique échangeaient hier des aggravations de droits; elles se rendaient rigueur pour rigueur, blessure pour blessure. Demain ce sera la France, ou la Hollande, ou bien l'Angleterre, berceau de la prohibition. Les états ainsi régis sont-ils plus heureux? La prospérité y est-elle plus générale, plus soutenue? Le travail s'y maintient-il dans une situation régulière par le seul fait qu'il se trouve placé à l'abri de toute concurrence extérieure? Les convulsions commerciales et industrielles sont là pour répondre. En revanche, il est quelques points de l'Europe, la confédération helvétique par exemple, qui n'ont pu ni voulu défendre l'activité locale au moyen d'un cordon de douanes, ce luxe des grands empires. En sont-ils plus mal partagés? Y voit-on régner la misère qui décime les foyers industriels? Les populations y sont-elles plus chétives, les races plus dégradées? Ce régime libéral est-il la source d'une infériorité en toutes choses, et les met-il bien au-dessous des pays qui assurent à leur propre production le privilége du débouché intérieur? M. Rossi nous le dira. « La production suisse, lit-on dans son *Cours* (1), n'a pas cessé de s'accroître; l'industrie agricole et l'industrie manufacturière y ont également prospéré. Sur le penchant des Alpes, à côté de la fumée pastorale des chalets, on voit s'élever les noirs et épais tourbillons de l'usine qui carde, qui file, qui tisse à la vapeur. L'Anglais, le Français, le Belge, le Saxon, rencontrent sur plus d'un marché l'industrieux Helvétien, qui, par le seul effet de son travail intelligent et de son esprit d'ordre et d'économie, parvient à lutter avec les producteurs que le privilége favorise. »

A la rigueur, on peut admettre qu'à l'origine des industries une protection a été légitime, afin de leur laisser le temps de se placer au niveau des pays les plus avancés et de fournir l'entière mesure de leur force. On doit reconnaître aussi que les intérêts créés sous l'influence d'un régime, même abusif, ont droit à tous les respects, à tous les ménagemens, et qu'une réforme ne peut être que l'œuvre des années. La science, qui est la vérité, doit savoir attendre; elle ne désire pas une victoire douloureuse aux vaincus, mais une victoire inoffensive, lente, successive. L'essentiel, c'est que le principe soit mis au-dessus de toute atteinte, que le droit soit reconnu par ceux que les circonstances en ont fait sortir. Quant aux applications, le

(1) Page 353, vol. 2.

temps y pourvoira avec persévérance, mais avec mesure. Eh bien! cette concession, si adoucie qu'elle soit, les intérêts privilégiés la repoussent. Au principe de la liberté progressive ils opposent celui d'une protection éternelle. Ils ne se contentent pas d'un bail à courte durée, ils exigent une emphytéose. A les entendre, le marché français leur a été irrévocablement aliéné, c'est leur bien; ils ne souffriront pas qu'on y touche. Aussi, sur quelque point que le privilége soit menacé, s'élève-t-il à l'instant un concert de voix éplorées ou furieuses qui demandent le maintien de ce qui est avec un accent déchirant ou le ton de la colère. Le gouvernement lui-même est mis au défi d'y porter la main, et cette effervescence des intérêts va parfois, comme dans le projet d'union belge, jusqu'à prendre le caractère d'une coalition de chefs d'industrie et de législateurs. Cette situation est intolérable; elle ne saurait se prolonger sans danger. La faiblesse engendre les prétentions immodérées, et l'état ne peut pas être à la merci des industries que couvre le privilége. Avec plus de prévoyance, on aurait pu s'épargner cet embarras. Il suffisait de ne donner à la protection qu'un caractère transitoire et de la mesurer à la force des industries dans une proportion toujours décroissante. C'est le contraire que l'on a fait. Les sages avis n'ont pas manqué pourtant, et M. Rossi s'exprimait là-dessus avec autant d'éloquence que raison : « Ceux-là seuls ont besoin de priviléges, disait-il, qui manquent de courage, de prévoyance, de lumières, ou bien qui, plus répréhensibles encore, veulent s'enrichir à la hâte, aux dépens de n'importe qui, et demandent à la loi soudainement les gains qu'ils ne devraient faire que peu à peu, à l'aide d'un travail habile et persévérant. »

On le voit, toutes ces questions sont graves, actuelles; elles touchent la société par mille points, elles demandent des solutions promptes. Le rôle de l'économie politique est d'y concourir d'une manière active, avec modération sans doute, mais avec fermeté. Naguère des milliers d'ouvriers s'ébranlaient au cœur de l'Allemagne et prenaient pour cri de ralliement la destruction des machines. Ces excès ne sont pas nouveaux; l'Angleterre, berceau des découvertes mécaniques, a eu à s'en défendre, et l'expérience a suffi pour les éloigner. Les classes laborieuses ne sont pas long-temps rebelles aux conseils de la réflexion et aux inspirations de la sagesse. Mieux éclairés sur l'emploi des machines, les ouvriers ont fini par en comprendre l'utilité, et c'est avec plaisir que l'on aime à rappeler la réponse d'un tisserand écossais, Joseph Fauster, devant une commission d'enquête formée en Angleterre. Après avoir déclaré que le travail mécanique ruinait sans retour le travail à

la main, et que son salaire était descendu d'une livre sterling par semaine à sept shillings, Fauster ajouta : « Les tisserands de Glasgow savent que les machines doivent continuer à marcher, qu'il est impossible de les arrêter; ils savent aussi que tout ce qui est instrument, outil d'agriculture ou de manufacture, est une force mécanique, en d'autres termes une machine, que tout ce qui est au-delà des dents et des ongles est une machine. Il n'y a qu'à s'y résigner. En parlant ainsi, j'exprime l'opinion de la majorité de mes confrères. »

Ajoutons que des découvertes aussi décisives, aussi révolutionnaires que celle de la vapeur et de ses applications, ne se renouvellent qu'à de longs intervalles, et ne peuvent être considérées que comme des faits exceptionnels dans le cours des siècles. Après un élan pareil, ordinairement le génie humain se repose, et à ce point de vue notre époque, pleine de surprises, se détache des temps réguliers. Les douleurs de l'enfantement pèsent sur nous; notre génération souffre pour les générations qui vont suivre; mais ces douleurs sont glorieuses comme celles de la fécondité, elles en ont le charme et les angoisses. Il en est ainsi pour la liberté industrielle et commerciale, dont les écarts seuls nous frappent, et pour cette colonisation algérienne, pleine de sacrifices si méritoires. Partout nous préparons l'avenir en vaillans pionniers : ici, jaloux de laisser dans nos institutions et dans nos lois les germes d'une émancipation féconde, là, sur le sol de l'Afrique, l'empreinte de notre nationalité. Faut-il se rebuter parce que la besogne est rude, la plainte vive, le sol ingrat? Faut-il retourner sur nos pas à la vue des difficultés qui nous attendent encore, renoncer à assainir ce qui est insalubre, à fertiliser ce qui est stérile? Suffira-t-il de quelques mécomptes pour nous faire abandonner et les conquêtes de principes et les conquêtes de territoire?

Il est des personnes que les maux du temps découragent, et qui volontiers les imputeraient à un affranchissement trop précoce du travail. Les souffrances de l'artisan au sein de l'atelier, les violences des coalitions, l'abus des forces humaines, les fluctuations du salaire, les brusques déclassemens opérés par l'emploi des machines, les écarts de la concurrence, l'audace des sophistications, tous ces symptômes, et d'autres encore, leur rendent la liberté de plus en plus suspecte, et, pour échapper à ces inconvéniens, ils ne sont pas éloignés de se réfugier dans l'arbitraire ou de se livrer à l'empirisme. C'est un sentiment qu'il faut combattre avec les armes de la raison, et l'économie politique a pour principal devoir de maintenir le travail dans les voies où notre révolution l'a fait entrer. L'avenir n'est

pas du côté de la servitude, et encore moins du côté de l'utopie. Il est dans un exercice plus régulier de droits désormais acquis, dans un esprit d'ordre et de prévoyance qui se développe de plus en plus, dans le respect mutuel des intérêts et des personnes, dans l'équilibre des modes d'activité, dans l'emploi mieux réparti des forces et des facultés sociales, toutes choses qui doivent nécessairement naître d'une longue pratique de la liberté et des leçons quelquefois sévères de l'expérience. En industrie comme en politique, on passera de l'abus à l'usage, on se dégoûtera des agitations stériles : la fièvre des intérêts se calmera comme s'est calmée la fièvre des petites ambitions. Il y aura toujours des douleurs; quel régime ici-bas en est exempt? mais peu à peu, les mœurs aidant, on verra s'accroître la somme du bien et diminuer celle du mal, sans qu'il soit nécessaire de recourir pour cela à une organisation arbitraire ou d'entrer dans le pays des rêves.

Sans doute l'économie politique ne repousse aucun des moyens de détail qui peuvent rendre le régime des intérêts moins pesant à l'ouvrier, fonder sa sécurité et préparer son bien-être. Toutes les institutions de prévoyance, tout ce qui tend à répandre dans les classes laborieuses des sentimens d'ordre et de solidarité, tout cela, la science l'accepte, le défend, le propage : elle ne veut rester étrangère à aucune idée morale, à aucune inspiration généreuse; mais il lui est impossible de s'abuser sur les effets nécessairement restreints de ces combinaisons. Toutes, elles se fondent sur l'épargne, et l'épargne est une vertu facultative quand elle est possible : il n'y a donc rien de général à en attendre. La rendra-t-on obligatoire? Il faudrait pour cela que le salaire fût plus que suffisant, ce qui n'est pas la règle, mais l'exception. Ira-t-on alors jusqu'à se placer entre l'ouvrier et l'entrepreneur, et à imposer à celui-ci soit un taux déterminé pour le salaire, soit toute autre charge accessoire au profit du salarié? C'est faire d'un contrat libre un contrat forcé, et frapper la production en même temps que le producteur. Il est difficile d'échapper à ce cercle vicieux.

Avec M. Rossi, avec les véritables économistes, il faut chercher ailleurs un remède plus général et plus efficace. Parmi les maux qui affligent le monde industriel, il en est beaucoup qui dérivent de la situation fausse, précaire, factice, que nos lois ont faite aux intérêts. Ces lois multiplient sur tous les points les existences artificielles aux dépens des existences naturelles, et il en résulte des embarras et des lésions dont la main-d'œuvre se ressent. Au lieu de laisser les industries se distribuer d'elles-mêmes selon le vœu de la nature et l'aptitude des populations, au lieu de les maintenir dans un jeu uniforme où

elles engageraient seulement le nombre d'hommes qu'elles peuvent nourrir, on ne semble pas avoir d'autre souci que de les faire éclore par artifice, et de leur imprimer ensuite, à coups de tarifs, des fluctuations qui troublent leur économie et déclassent les travailleurs. C'est ainsi que l'activité du pays ne marche que par accès, tantôt frappée de langueur, tantôt animée d'une énergie fébrile. Ce régime funeste, dangereux, la science économique doit en poursuivre la condamnation : sa gloire sera de l'atténuer ou de l'abolir. M. Rossi a tracé le chemin avec une autorité, un éclat qui rendent la victoire désormais facile. Il ne s'agit plus que d'insister sur quelques grands principes à l'empire desquels le monde ne saurait plus long-temps se dérober, et de les faire pénétrer dans le domaine des faits, jusqu'ici rebelles à tous les efforts. Surtout plus de querelles dans le champ des idées abstraites; rien qui puisse lasser l'attention, causer des vertiges à l'intelligence. L'économie politique ne doit plus livrer de combats hors du terrain des réalités. Adam Smith, qui était un grand esprit, a voulu en faire une science expérimentale; c'est une malheureuse déviation que de lui donner des allures trop spéculatives.

LOUIS REYBAUD.

DE

LA POÉSIE PHILOSOPHIQUE

EN ALLEMAGNE.

I.

LES POÈTES DE LA JEUNE ÉCOLE HÉGÉLIENNE.

I. — *Laien-Evangelium* (L'ÉVANGILE DES LAÏQUES), par M. Frédéric de Sallet. Leipsig, 1842.

II. — *Laienbrevier* (LE BRÉVIAIRE DES LAÏQUES), par M. Léopold Schefer. Berlin, 1834.

III. — *Vigilien* (VIGILES), par M. Léopold Schefer. Guben, 1843.

Voici plusieurs livres assez curieux pour qui désire connaître l'état des esprits dans cette partie de l'Allemagne où s'agite et se transforme la philosophie de Hégel. Voici deux écrivains, deux poètes, qui se font les interprètes de la doctrine du maître et essaient de populariser par des chants ce que tant d'autres expliquent ou obscurcissent en de longs commentaires. C'est une grande gloire assurément pour une école philosophique de gouverner les différentes directions de la science, de planter son drapeau dans tous les champs de la pensée; il y a là un

témoignage de puissance qu'on ne saurait méconnaître. Hégel étendit très loin cette souveraineté de son génie. Ses idées, qu'il avait imposées lui-même à l'ensemble des connaissances humaines, furent reprises en détail et appliquées avec force par des esprits dévoués; M. Rosenkranz les fit régner dans l'histoire littéraire, M. Hotho dans les études esthétiques, et n'est-ce pas un titre sérieux pour le philosophe de Berlin d'avoir compté parmi ses disciples un théologien comme Marheinecke, un jurisconsulte comme Édouard Gans? Il lui a manqué un poète, car malgré la haute déférence que Goethe témoigna souvent à Hégel, il est difficile de voir dans *le second Faust* une poétique consécration de la nouvelle philosophie. Les préoccupations naïves d'un disciple enthousiaste ont pu seules imaginer ce rapprochement, et l'on sait que M. Hinrichs, quand il commentait dans ce sens l'œuvre du poète de Weimar, s'attira une de ces réponses poliment ironiques qui ne permettent pas d'insister. La jeune école hégélienne a été plus heureuse que le maître dont elle usurpe le nom; elle a eu ses poètes, M. Frédéric de Sallet et M. Léopold Schefer, deux esprits ardens, décidés, convaincus, dont il faut apprécier le rôle et marquer la place.

On comprend sans peine que certains systèmes de métaphysique puissent produire et susciter des poètes. Quand une doctrine a tenté hardiment l'explication universelle des choses, s'il y a, parmi les intelligences qu'elle saisit, de promptes imaginations, des esprits généreux et inspirés, il est naturel qu'ils veuillent consacrer à leur manière, par des images et des symboles, les découvertes de la science et réaliser l'invisible. Rappelons-nous d'ailleurs qu'aux époques primitives la philosophie encore unie à la religion s'exprime souvent elle-même par des hymnes avant d'atteindre la forme rigoureuse, la précision sévère que lui donnera sa maturité; rappelons-nous les poétiques origines de la philosophie grecque. En outre, ce caractère n'est point propre seulement aux philosophies naissantes; il appartient aussi aux époques vieillies, lorsque la science, en résumant tout un ensemble d'idées, en voulant tout couvrir, tout embrasser, se confond avec la religion, se substitue à elle, et lui dérobe quelquefois, avec son enthousiasme et sa souveraineté jalouse, les longs voiles du temple et le langage mystérieux du sanctuaire. L'école d'Alexandrie est pleine de poètes et d'hiérophantes; Plotin est persuadé que la véritable méthode est une inspiration d'Apollon et des Muses. Ce n'est pas assez pour Proclus d'écrire des hymnes; il se proclame le prêtre, non d'une religion, mais de toutes les religions, le pontife de l'humanité tout en-

tière; et si vous cherchez le poète de cette école, ne saisit-on pas très distinctement l'écho des leçons d'Alexandrie dans les hymnes chrétiennes de Synésius?

Des Alexandrins aux Allemands, je n'ai pas besoin de transition. Quelque jugement que l'on porte sur les deux derniers systèmes qui ont régné en Allemagne, il faut reconnaître qu'ils se prêtaient singulièrement au mysticisme poétique. M. de Schelling, dans sa première période, l'a clairement prouvé. Je ne parle pas seulement de la philosophie de la nature et de l'enthousiasme qu'elle communiqua aux sciences, à l'histoire, à l'érudition. Avant ce triomphe, avant que M. Oken, M. Kreuzer, M. Goerres, se fussent groupés autour de lui, M. de Schelling avait rencontré à Iéna un poète qui, dans l'histoire de la philosophie allemande, se place gracieusement à ses côtés. Ce poète, c'est l'auteur des *Disciples de Saïs*, c'est Novalis. Esprit aimable et souffrant, exquise et subtile nature dont le christianisme et les doctrines panthéistes se partagèrent douloureusement les nobles instincts, Novalis a été pour M. de Schelling un Synésius plein de délicatesse et de profondeur.

Or, quel pouvait être le poète de Hégel? Était-il possible seulement qu'il y en eût un? La doctrine du philosophe de Berlin, cette doctrine inflexible, effrayante, eût-elle réussi à inspirer un artiste? Oui, je le crois, car le système de Hégel est lui-même une construction pleine de magnificence. Quand on a pénétré le secret de ces formules, ce n'est pas uniquement le sens philosophique qui vous frappe, c'est aussi la majesté du temple; seulement, ce ne sont pas les *templa serena* dont parle Lucrèce. Je crois que ce système eût offert à une pensée forte et sombre des inspirations vraiment grandes. La conception de l'univers particulière à Hégel était faite pour tenter un poète hardi; ce dieu qui sort de lui-même, qui se produit dans les formes visibles, dans la nature, dans l'humanité, et ensuite les brise sans pitié dès qu'il a retrouvé la conscience de son être, cette divinité terrible qui a besoin de tant de ruines, eût pu saisir avec vigueur une intelligence dantesque. Comme le dieu de Platon, comme le dieu bienfaisant du christianisme plane sur les écrits de tant de poètes et les éclaire d'une lumière pure, le dieu implacable de Hégel eût arraché à ses croyans de sublimes cris de douleur ou de révolte. Lugubre poésie assurément! Pour la traduire en de puissans symboles, il eût fallu l'imagination douloureuse et bizarre qui, dans un songe effroyable, vit le Christ moribond annonçant aux hommes qu'il n'y a point de Dieu. L'art eût pu accep-

ter de telles conceptions exécutées par l'auteur du *Titan*, et elles eussent pris place, entre Faust et Manfred, parmi les sombres enfans de l'esprit tourmenté des modernes.

Mais Hégel n'a inspiré aucun poète, et les écrivains dont j'ai à parler ne représentent que la jeune école hégélienne; c'est de M. Strauss qu'ils procèdent directement, c'est par M. Feuerbach qu'ils nous sont présentés. Avant d'ouvrir ces livres que j'ai dans les mains, je me défie singulièrement, je l'avoue, d'une poésie inspirée par de tels conseillers. Il ne me paraît pas que l'auteur de la *Vie de Jésus* et le fougueux rédacteur des *Annales de Halle* aient enfermé dans leurs théories beaucoup d'élémens poétiques dont un art sérieux puisse tirer profit. On sait que toute la partie grandiose du système de Hégel, son idéalisme, souvent égaré, mais toujours puissant, a complètement disparu dans le commentaire de ses jeunes disciples. Sous prétexte de réaliser les doctrines du maître, de leur donner une vie complète par une application immédiate, ils ont substitué à son insatiable ardeur je ne sais quel matérialisme vulgaire. Triste enseignement pour la muse! Comment pourrions-nous fonder de sincères espérances sur cette poésie de l'école? Lisons pourtant : Lucrèce a chanté les dogmes d'Épicure, et là où il attaquait les croyances qui sont la source de toute inspiration, il a bien su, par un magnifique effort de son esprit irrité, atteindre à des beautés imprévues. D'ailleurs nous verrons, dès les premières pages, combien ces écrivains sont graves, sérieux, décidés. Si ce ne sont de très habiles artistes, ce sont des cœurs honnêtes et généreux. Nous ne trouverons pas, je le crains, une poésie très haute; mais nous pouvons faire certainement une curieuse étude morale.

M. de Sallet, qui vient de mourir, bien jeune encore, l'année dernière, était déjà cité avec orgueil par ses amis. Inconnu long-temps, après maintes hésitations, après maintes tentatives abandonnées et reprises, il sortit tout à coup de l'obscurité en publiant, une année avant sa mort, le recueil qu'il a intitulé l'*Évangile des Laïques*. Ce livre fut accueilli avec beaucoup d'empressement. Il renfermait assez de qualités recommandables pour attirer au poète non-seulement l'admiration toute prête de son école, mais l'attention désintéressée de la critique. On respecta chez le jeune écrivain une ame ardente et sincère qui confessait sa foi en termes très nets et la prêchait avec une confiante tranquillité. Sa droiture inspirait une vive sympathie à ceux-là même qui ne pouvaient partager ses idées; tant de simplicité, tant de répugnance pour tout ce qui était faste et ostentation, un amour

si loyal de la vérité, donnait pour l'avenir de grandes espérances; mais la mort vint tout interrompre. Aujourd'hui les documens abondent sur la destinée trop courte du poète mort avant l'âge; ses amis ont soigneusement éclairé la route qu'il avait suivie; ils ont recueilli avec piété ses derniers écrits, des vers, des fragmens, des lettres. On voit qu'ils veulent se couvrir de son nom. Cette vie est, en effet, une bonne défense pour eux; dans cette école, où l'élévation morale des chefs a été obscurcie chez les disciples par tant de vanités bruyantes, par tant de colères factices, il n'est pas beaucoup d'écrivains chez qui l'on rencontre la haute distinction de M. de Sallet et qui aient su montrer, au milieu des plus grandes témérités, au milieu des plus folles erreurs de l'esprit, une confiance si calme, une si affectueuse sérénité.

M. de Sallet, dont l'origine est française, appartient à une famille protestante qui s'expatria après la révocation de l'édit de Nantes. Né en 1812, dans une petite ville de Prusse, à Neisse, il commença ses études au gymnase de Breslau, puis, destiné à la carrière des armes, il entra au régiment des cadets à l'âge de douze ans. Au milieu de ces études toutes militaires, ses instincts poétiques se déclarèrent bientôt. A dix-huit ans, le jeune soldat essayait déjà sa plume de mille manières; tantôt dans le silence de ses promenades, tantôt en montant la garde sous les remparts de la citadelle de Juliers où il passa une partie de sa jeunesse, il méditait, il faisait des vers, et construisait des plans d'étude, des projets d'ouvrages de toute sorte. Ces fragmens, publiés depuis sa mort et qu'on aurait pu laisser dans l'ombre, attestent sans doute une pensée active, mais ils ne nous présagent rien de la direction qu'il a suivie, et l'on n'y trouve même pas ce travail inquiet d'une intelligence qui cherche sa voie. Chose étrange! celui qui crut devoir être le poète de la morale hégélienne hésita long-temps avant de démêler sa vocation. Arrivé à Berlin en 1832, un an après la mort de Hégel, au moment où la doctrine du philosophe n'avait encore rien perdu de son autorité, le jeune écrivain, qui allait bientôt être subjugué par elle, n'y vit d'abord que des bizarreries qui provoquèrent sa verve. Il est curieux que l'auteur de l'*Évangile des Laïques* ait commencé par publier à Berlin, dans le *Conversationsblatt*, une petite nouvelle, vivement écrite, où il raillait très spirituellement la terminologie de l'école hégélienne. Les amis de M. de Sallet n'ont garde de négliger les rapprochemens que cette aventure rappelle; saint Paul aussi avait persécuté les chrétiens, et M. de Sallet, disent-ils, se trouvera bientôt sur le chemin de Damas. En attendant l'illumination, il

continue à écrire çà et là; il donne des vers à l'*Almanach des Muses* rédigé alors par Chamisso, il publie en 1835 un recueil de poésies qui ne méritait guère d'être remarqué et qui le fut peu en effet. Surtout il s'occupe de littératures étrangères; la vieille poésie anglaise, française, italienne, l'attire beaucoup, et il achève en 1835 une traduction des ballades de Percy qui ne peut trouver un éditeur. C'est vers cette époque qu'il se familiarise avec cette philosophie de Hégel dont l'aspect étrange et la langue barbare l'avaient d'abord épouvanté. Pour sauter par-dessus ces barrières, pour pénétrer dans l'intimité de la doctrine, il lui fallait un guide; un de ses amis, M. Julius Moecke, se charge de l'introduire. Dès ce jour, la révélation sera complète pour M. de Sallet, et la pensée du philosophe s'emparera de toute sa vie.

Forcé de quitter Berlin pour quelques années, il emporta avec lui ces idées nouvelles et en nourrit désormais son ame. Quand il revint à Breslau, en 1839, la philosophie de Hégel, étudiée par lui de plus en plus, n'avait pas un disciple aussi dévoué, aussi scrupuleusement fidèle. Ce qui l'avait surtout frappé et subjugué, c'était, disait-il, l'évidence religieuse, le caractère divin de cette morale. Au milieu des incertitudes du présent (faut-il dire s'il fut plus heureux ou plus à plaindre que tant d'autres chercheurs morts à la peine?), il avait trouvé dans les doctrines de M. Strauss et de M. Feuerbach le repos auquel aspirait son ame; car, bien qu'attiré par Hégel d'abord, il s'était attaché bientôt à cette partie de son école qui, sous le nom de *jeune école hégélienne*, venait d'introduire des dogmes tout-à-fait nouveaux. Ces dogmes, il les approuvait, il les aimait. Tandis que ses coreligionnaires nous offrent surtout, au milieu des déchiremens du scepticisme, des ames violentes, des intelligences troublées, chez lui il n'y a aucun trouble, aucune violence, c'est la ferme candeur du lévite. Voilà son rôle dans cette histoire des idées, voilà la place qu'il occupe dans ce groupe bizarre. Cette candeur, cette conviction naïve, quoique très décidée, il va la manifester enfin dans le livre qui a désigné son nom à l'attention de la critique sérieuse. C'était le moment où la nouvelle école hégélienne s'efforçait de populariser, d'appliquer à sa manière les théories de la métaphysique; les *Annales de Halle* venaient d'être fondées, et M. de Sallet y avait envoyé de Breslau plus d'un article. Tandis que ses amis s'adressaient à la presse, tandis que les publicistes armaient leur plume pour le succès de leur entreprise, M. de Sallet convia au même travail la muse qu'il avait tant aimée; il résolut de présenter en images, en récits, en paraboles, le catéchisme des idées hégéliennes, de le donner sans bruit, sans aucune

prétention, sous une forme très simple, très calme, et il écrivit l'*Evangile des Laïques*.

Très simple, très calme, oui, mais très hardie, telle est l'idée de ce livre. Il tient tout ce que promet le titre et le nom de l'auteur; c'est l'Évangile refait par un docteur hégélien pour une église nouvelle. Le poète suit pas à pas saint Jean ou saint Luc, depuis l'incarnation du Verbe éternel jusqu'à la résurrection du Christ, depuis Bethléem jusqu'au Calvaire; il traduit gracieusement le divin récit, et chaque chapitre est terminé par une explication qui en détourne le sens et lui fait proclamer les idées de l'école.

Voici d'abord un prologue qui renferme en quelques vers l'histoire de la chute, selon le récit de la Genèse, avec l'interprétation hégélienne, puis l'évangile s'ouvre comme dans saint Jean : *In principio erat Verbum*, au commencement était le Verbe. Quand le poète a traduit l'évangéliste, ce qu'il fait souvent avec assez de bonheur, il se met à prêcher sur son texte; et pour qu'on sache ce que sera cette prédication dans tout le cours de l'ouvrage, il suffit peut-être d'indiquer le commentaire de ce premier chapitre. Ce Verbe éternel, incréé, qui s'est fait chair, il s'était fait chair bien avant le Christ; dès que l'homme est créé, dès qu'il existe dans l'œuvre des six jours, voilà le Verbe venu en ce monde. Seulement, comme l'humanité a oublié qu'elle était le Verbe, comme la chair a étouffé l'esprit, le Verbe s'est fait chair une seconde fois d'une manière spéciale, d'une manière expresse et déterminée, dans la personne du Sauveur. Jésus a été le sauveur, parce qu'il a délivré le Verbe des liens qui l'enchaînaient, parce qu'il a montré à tous les hommes qu'ils étaient, comme lui, les fils de Dieu et le Verbe devenu chair. Que vous dirai-je enfin? Dès le début de son évangile, le poète a dit le dernier mot de la doctrine de Hégel, il a atteint les conclusions de M. Strauss. Le procédé sera le même à tous les chapitres; le récit d'abord, puis les commentaires apocryphes, et enfin les mystiques élans, les prières, l'encouragement moral, l'exercice de piété pratique approprié à chaque sujet.

Au moment de détruire ainsi le sens consacré des livres saints, le poète, malgré la ferme décision de son esprit, semble hésiter quelquefois. Écoutez ces strophes sur l'annonciation :

« La pieuse légende est semblable à l'œuf d'or qui brille, mystérieux, sur le duvet du nid. Son éclat attire l'œil curieux des enfans; chaque jour, c'est une fête nouvelle.

« Ils ne se doutent pas, dans leur innocente gaieté, qu'au sein de l'œuf

fermentent des forces vives, jusqu'à l'heure où, couvé par l'esprit brûlant, il enfantera l'oiseau merveilleux, l'oiseau d'or!

« Un jour, ils s'approchent; l'œuf est brisé : ils s'emportent (puérile colère!) contre le méchant qui a fait le mal; et, pleurant et criant, ils tiennent les débris dans leurs petites mains.

« Enfans que vous êtes! insensés! Là-haut, sur la cime des arbres, n'entendez-vous pas le chant de l'oiseau? L'être s'éveille, l'apparence s'évanouit, la pensée brise son enveloppe.

« Près de la vierge Marie, un ange s'est approché par le sentier des divins messages : Salut, pleine de grace! ne crains rien, Dieu est avec toi, tu as trouvé grace devant lui.

« Tu enfanteras un fils que tu nommeras Jésus le Sauveur. Le Seigneur le consacrera pour qu'il soit un roi éternel, et le nommera le fils du Très-Haut.

« Ainsi parle la légende : langage profond, mystérieux! Mais si vous nous forcez de l'accepter comme un fait, vous la changez en un conte qui n'a plus de sens, vous détruisez le vivant esprit qu'elle renferme.

« Sans doute, c'est un triste devoir pour le poète, quand, armé d'airain pour la guerre, il foule aux pieds et ravage les sentiers fleuris; mais une voix lui crie : Marche, jusqu'à ce que tu aies pris la forteresse de la vérité.

. . . . . .

« La parole de l'ange s'adresse encore aux femmes de la terre : Si la pudeur et l'amour t'enflamment toujours, ô femme! si ce feu sacré te donne une vie nouvelle et te transfigure, tu demeureras toujours pure, toujours vierge.

« Aussi long-temps que tu ne sauras rien des désirs terrestres, et que, dans les bras de ton époux, tu songeras seulement à Dieu, l'esprit saint descendra sur toi; il t'enveloppera des forces du Très-Haut.

« Ce que tu enfantes est saint et deviendra grand en esprit. C'est le roi éternel sur la terre. Oui, Dieu a choisi ton sein maternel pour y devenir homme tous les jours, tous les jours.

« Ainsi, avec humilité, semblable à la mère de Jésus, tu reçois le Seigneur dans la pure beauté de ton ame. De la vallée de la terre tu fais un royaume céleste, et tes enfans s'appellent les fils de Dieu. »

J'ai traduit cette pièce tout entière pour indiquer par un seul exemple la manière de l'auteur. On voit que c'est le dernier terme de la doctrine hégélienne; on voit que ce sont ses plus grandes hardiesses, ses excès les moins tolérables. L'humanité substituée au Christ, tel est aussi l'enseignement de M. Strauss, et M. Feuerbach n'a-t-il pas montré les précieux avantages de ce dogme dans un style badin et léger qui voudrait rappeler Voltaire? Ce qui distingue M. de Sallet, c'est une certaine grace mystique unie à la fermeté de ses croyances.

M. Strauss est dur et impitoyable; M. Feuerbach s'efforce d'être gracieusement impie; M. de Sallet n'est ni dur ni prétentieux, il croit ce qu'il proclame, et je ne sais quelle mélancolie vient tempérer chez lui et adoucir l'esprit de système. Une chose me frappe encore : que les doctrines de ce panthéisme puissent séduire les intelligences, il n'y en a que trop d'exemples; mais il est rare de rencontrer un homme dont elles aient pénétré le cœur, qui y soit attaché avec amour, avec douleur, et au point de régler sa conduite d'après ces théories. Eh bien! cet homme, il est trouvé, le voici : c'est M. Frédéric de Sallet.

Cette piété très sincère de l'auteur, ce mysticisme appliqué à de tels égaremens, est le caractère distinctif de son livre. Voilà pourquoi on se laisse volontiers aller à cette lecture; il y a là un charme bizarre, mêlé de compassion. On voit se dérouler, l'un après l'autre, ces tableaux sacrés, ces pages merveilleuses de l'Évangile, ces divines scènes du lac de Nazareth, et toujours avec un sens nouveau, avec un commentaire inattendu. De la meilleure foi du monde, sans aucune intention impie, l'auteur détourne à son profit l'enseignement de Jésus : voilà saint Jean devenu, grace à lui, docteur à l'université de Berlin, et saint Luc attaché à la rédaction des *Annales de Halle*. D'abord, ce sont les récits de l'enfance du Christ, Jésus dans le temple enseignant les docteurs de la loi, puis les grandes scènes, la tentation dans le désert, le sermon sur la montagne, etc... Si l'auteur a trouvé le moyen de prêcher sa doctrine sous le voile des premiers chapitres de l'Évangile, le sermon sur la montagne sera pour lui une occasion dont il s'emparera avidement : chaque parole du Christ, chaque point du sermon est longuement développé, et j'ai dit dans quel sens. Toutefois, c'est le dogme surtout qui est bouleversé par M. de Sallet; la morale chrétienne est souvent conservée et enseignée avec noblesse. L'auteur n'est jamais descendu aux saturnales qui ont si fort séduit ses amis; au contraire, sa parole est grave et rigide, et il n'y a point trace dans son livre de cet épicurisme vulgaire qui est devenu, chez quelques-uns, le terme désiré, la conclusion suprême de la philosophe hégélienne. Je voudrais savoir l'opinion de M. Feuerbach sur ce ferme chapitre où le poète, prêchant la chasteté d'après les paroles du Christ, repousse avec dégoût les théories sensuelles de nos jours. Peut-être M. Feuerbach a-t-il pardonné : M. de Sallet était jeune et nouveau venu, il ne connaissait pas encore le fond de la doctrine, le secret des *Annales de Halle;* on l'aurait tout-à-fait converti un jour; d'ailleurs ses intentions étaient bonnes, il avait rendu de grands services à l'école par cette poésie naïve et populaire, et, s'il errait sur la morale, pour

tout ce qui intéressait le dogme, sa plume était sans reproche. En effet, M. de Sallet est vite ramené à ses interprétations favorites; pas un chapitre des Évangiles n'est oublié; les paraboles deviennent, l'une après l'autre, autant de symboles métaphysiques. Voici l'enfant prodigue, les ouvriers qui travaillent à la vigne, les vierges folles et les vierges sages. Subtilités, recherches bizarres, commentaires alexandrins, toutes les ruses de l'esprit sont mises en œuvre, et bien évidemment le Christ est venu sur la terre pour enseigner le panthéisme. Quand il monte sur le Thabor, que signifie cette transfiguration lumineuse? Pourquoi ces trois disciples seulement qui l'accompagnent? Le sens est bien clair pour qui connaît la métaphysique nouvelle. Tout cela veut dire que l'homme est une même chose avec Dieu; mais cette unité nous est cachée par la grossièreté de notre intelligence, par la tyrannie des sens et des préjugés; si elle nous est révélée, c'est en de courts instans, en une rapide illumination, et devant deux ou trois témoins au plus; au pied du Thabor, la foule intelligente n'en sait rien, elle ne peut monter jusqu'aux cimes de la métaphysique hégélienne. Écoutez le Christ quand il célèbre la pâque, écoutez-le quand il flétrit les pharisiens et les docteurs de la loi; suivez-le au jardin des Olives, au Calvaire, et voyez-le sortir du tombeau : c'est toujours Hégel, toujours sa doctrine, et la plus grande hardiesse du livre est, en effet, dans cette persistance d'une contrefaçon régulière, dans ce plagiat systématique et ouvertement proclamé.

La candeur naïve, la foi profonde qu'on ne saurait refuser à M. de Sallet, ne suffit pas cependant pour l'absoudre. On a remarqué déjà que parmi les gnostiques plus d'un avait mêlé à ses rêveries une singulière et touchante tristesse : M. de Sallet est un gnostique, comme ceux qui furent combattus par saint Clément et saint Irénée. Cet audacieux emprunt des formes sacrées ne saurait être excusé ni par le chrétien ni par le philosophe. En reconnaissant même que le ton sérieux et convaincu de l'auteur écarte tout reproche d'impiété, toute occasion de scandale, le plus simple bon goût réprouve ces mélanges impossibles. Je sais bien que le christianisme, dans les premiers siècles, s'était souvent approprié des traditions étrangères, des formes païennes; que de différences cependant! Des temples pouvaient se changer en églises, des cérémonies antiques pouvaient être adoptées par la liturgie et le culte nouveau, mais je ne vois pas qu'aucun docteur, en prêchant la religion de Jésus, ait rien conservé des dogmes ou des légendes du polythéisme. C'est ce mensonge qui est inacceptable chez M. de Sallet. Entre le christianisme et les enseignemens de

la jeune école de Hégel, il n'y a point d'alliance permise. M. de Sallet n'est pas chrétien; il valait mieux le déclarer nettement que de transformer le Christ en un docteur panthéiste. De tels jeux d'esprit embrouillent toutes les questions, et comment ne produiraient-ils pas les plus singulières méprises? En voici un curieux exemple : un des lecteurs de M. de Sallet fut ramené au pur christianisme par l'*Évangile des Laïques*, et lui écrivit avec effusion la lettre suivante : « Vous « m'avez ramené au Christ, et cela ne pouvait arriver que par l'*Évan-* « *gile des Laïques*. Votre livre m'a ouvert l'esprit; maintenant, je puis « mourir, je vous devrai la gloire d'être mort en vrai chrétien. » Ce n'est pas là précisément ce que voulait l'auteur, et son succès lui donna de cruelles impatiences. Cette impatience, nous l'éprouvons aussi, et beaucoup trop souvent, quand nous lisons les vers de M. de Sallet. Ses doctrines étaient nettes et arrêtées, mais elles allaient s'embarrasser et se perdre dans des explications alexandrines. Son ame était sincère; sa plume, involontairement, ne l'était pas.

A ne juger que le mérite littéraire de l'*Évangile des Laïques*, on peut aussi adresser au poète plus d'une objection sérieuse. M. de Sallet, qui, dans sa première jeunesse, s'était spirituellement moqué de la phraséologie hégélienne, a eu tort de trop lui pardonner plus tard, quand il fut initié aux mystères. Cette langue barbare, ces formules qu'il veut consacrer, gênent et appesantissent sa marche; au milieu des mystiques élans, au milieu des mouvemens inspirés, les expressions métaphysiques viennent comprimer son essor, et la poésie emprisonnée étouffe derrière les verrous de l'école. Alors le poète se résigne à une forme didactique, à un style terne et timide. Rien n'est plus fatigant que cette continuelle inégalité. Après les strophes éloquentes, voici des quatrains bourgeois qui rappellent ceux de Pibrac, et que recommanderait le bonhomme Gorgibus, s'il pouvait jamais devenir hégélien. Quand M. de Sallet ne fait que reproduire le récit de saint Luc, son style est souvent plein de simplicité et de grace; mais sa muse l'abandonne dès qu'il commence sa prédication. Le traducteur est bien inspiré; c'est le scholiaste alexandrin, c'est le gnostique qui parle une langue moins heureuse. Il commet souvent des fautes de goût bien choquantes; je n'aime pas qu'au milieu d'un chapitre de l'Évangile, après avoir montré le Christ reprenant les saducéens, il détourne la leçon du maître sur les ennemis de la philosophie hégélienne, et qu'il le fasse d'un ton si cavalier :

« Voyez-vous courir ce petit homme blême? c'est maître Bon Sens! Otez

votre chapeau. A son visage maigre, vous avez dû le reconnaître, et aussi à son regard perçant qui fait si bien le rusé. »

Cette prétentieuse légèreté n'est guère à sa place, et cette phrase moqueuse sonne comme une note fausse au milieu du grave développement des idées.

L'auteur de l'*Évangile des Laïques* a montré dans sa vie la calme fermeté, la confiance hardie qui éclate dans ses ouvrages. Il ne connut pas, comme Novalis, les troubles, les incertitudes de l'esprit. En possession de la doctrine hégélienne, il crut que c'était la vérité dernière et résolut gravement de régler sa vie d'après ces principes. Fiancé en 1840 à sa cousine, Mlle Caroline de Burgsdorf, il lui écrivait souvent des lettres qui ont été conservées et qui attestent une singulière tranquillité d'ame. Il lui expose ses théories, sa religion, et avec une ferveur si pure, que ce panthéisme hégélien n'effraie pas l'ame naïve à qui il est confié. Il ne semble pas que la fiancée de M. de Sallet éprouve aucun doute, aucune inquiétude; un secret instinct l'attire. Dans ces confidences philosophiques, dans cette éducation réciproque de ces deux ames, ce n'est pas Faust répondant à demi aux questions inquiètes de Marguerite; c'est plutôt la douce sévérité d'Eudore quand il instruit et reprend Cymodocée. Je ne prétends ni blâmer ni louer, tout cela est fort loin de nous; je signale seulement un fait curieux qui atteste le calme résolu de certains esprits dans le camp des hégéliens. N'oublions pas d'ailleurs que ceci se passe dans l'Allemagne du nord, dans la patrie de Kant, dans le pays où enseignait Hégel; ce n'est pas certes de cette façon que tous les fiancés correspondent au-delà du Rhin. Peu de temps avant son mariage, il écrivait à un ami : « Tant que nous n'aurons pas gagné les femmes, nous devons renoncer à voir régner nos idées, puisque c'est entre leurs mains qu'a été remise l'éducation du genre humain. » Il voulut donc se créer un intérieur conforme à ses vœux les plus ardens, et ses amis nous apprennent qu'il y réussit. Tous ceux qui l'ont approché sont d'accord sur la parfaite sérénité, sur l'austérité irréprochable de sa vie; jeune et grave, il commandait le respect. Qui sait ce que ce noble et sincère esprit eût pu produire un jour, lorsque l'âge, en éclairant ses opinions, l'eût écarté peu à peu des routes impraticables? Il est mort après une maladie de quelques jours, le 21 février 1843. Il avait demandé à être enseveli sans bruit, sans aucune cérémonie. Son jeune frère, quelques heures après l'enterrement, écrivait à un ami du poète qui n'avait pu conduire sa dépouille au cimetière : « Je l'ai vu quand la mort

eut fait de son corps un cadavre; vous dirai-je comment il m'est apparu? Il était couché dans le cercueil, beau et gracieux; nous avions placé sur son grand front une couronne de lauriers. On eût dit un de ces poètes d'un temps plus heureux, le Tasse, l'Arioste! Il était facile de voir, malgré les coups de la mort, qu'il avait été une des plus nobles ames de ce temps-ci... Nous l'ensevelîmes en silence. Qu'aurait pu dire un prêtre sur une telle tombe? »

Ainsi s'annonçait gravement, ainsi vient de mourir un des hommes les plus sérieux et les plus dignes parmi les disciples de la jeune école hégélienne, celui qui avait voulu être son poète. Il eût réussi peut-être, s'il avait vécu, à concilier d'une manière plus harmonieuse les différens élémens qui luttent et se heurtent dans ses vers. Il aurait dû s'attacher à assouplir sa langue, à secouer le joug des programmes de l'école. Son ame noble, calme, animée des plus généreuses intentions, eût pu redresser les erreurs de son esprit, et, en se débarrassant de l'esprit de secte, il n'était pas impossible qu'il donnât à l'Allemagne un grave poète moraliste. Une mort prématurée n'a point permis qu'il fît ce travail sur lui-même. Toutefois l'ouvrage qu'il a laissé a fait autre chose que d'ajouter un nom à la liste des évangiles apocryphes, puisqu'il nous montre, au milieu d'un gnosticisme bizarre, des qualités vraiment recommandables, qui auraient pu se dégager un jour et être conduites à bien.

Avec M. de Sallet, l'école hégélienne a perdu plus qu'un écrivain, elle a perdu un homme, un caractère droit et sérieux. Le zèle que ses amis ont apporté à honorer sa mémoire, à publier ses derniers écrits, à recueillir ses feuilles dispersées, dit assez haut combien cette perte a été vivement sentie. Peut-être dans cet empressement a-t-on agi un peu vite; tout n'était pas à conserver dans les fragmens inachevés de l'auteur. Le livre intitulé *les Impies et les Athées de notre temps*, qui a été récemment publié, n'est guère qu'un recueil de lieux communs sans valeur. Beaucoup de vers aussi ont vu le jour, et il n'est pas sûr que le poète se fût décidé à les donner sous cette forme imparfaite. Je crois qu'on a trop compté sur l'autorité de son nom.

Cette autorité, en effet, commençait à être considérable dans l'école hégélienne, et voici déjà que M. de Sallet a trouvé des imitateurs. Un écrivain assez distingué, romancier et poète, M. Léopold Schefer, avait publié, quelques années avant l'*Évangile* de M. de Sallet, un poème intitulé le *Bréviaire des Laïques*. Cette œuvre, malgré un mérite réel d'élévation et de grace, avait été peu remarquée; elle l'a été davantage depuis le succès du livre de M. de Sallet. Or, l'auteur, pro-

fitant de cette veine, et continuant l'exemple qui vient d'être donné, publie en ce moment même un recueil de poésies toutes consacrées à la doctrine hégélienne; il les intitule *Vigiles*. Évangile, bréviaire, vigiles, voilà déjà une littérature canonique fort bien commencée. Le panthéisme complète peu à peu ses livres saints. Nous aurons peut-être bientôt l'Apocalypse par M. Arnold Ruge, plusieurs épîtres aux Corinthiens par M. Bruno Bauer, et pourquoi M. Feuerbach ne nous donnerait-il pas l'*ordinaire* de la messe? Voyons d'abord le *Bréviaire* et les *Vigiles* de M. Léopold Schefer.

Ce bréviaire est un recueil de pièces morales consacrées à chacun des jours de l'année. Ce qui y respire surtout, c'est un immense amour de la nature. Le monde extérieur, avec ses enchantemens sans cesse renouvelés, est le temple mystique où chante le poète. Un souffle véritablement religieux remplit toutes ses pages; Dieu y est partout présent. Sans doute on ne saurait pas toujours dire quel est ce dieu; tantôt c'est le dieu du christianisme, supérieur au monde et qui l'éclaire, tantôt le dieu du panthéisme moderne; mais malgré ce qu'il y a de vague dans les croyances du poète, un ardent amour de la divinité y éclate à chaque vers. L'auteur assiste à toutes les transformations de cette terre où s'épanouit son ame; un brin d'herbe qui tremble dans le creux d'un sillon, une fleur qui pousse, un bouton qui s'ouvre, la première bouffée de chaleur qui annonce le printemps, ce nuage qui passe, les plus petits spectacles, les moindres évènemens de la vallée et de la forêt, tout l'enchante, tout lui rappelle l'universelle présence de la Divinité. Il ne songe guère au dogme comme M. de Sallet, et il n'a pas encore l'idée de faire chanter à sa muse les doctrines de Hégel. Le poète a quitté l'école de bonne heure; il en a bien retenu les idées générales, la direction et le mouvement de l'esprit, mais les dogmes particuliers, les doctrines expresses que l'*Évangile des Laïques* s'est chargé d'enseigner, ne les lui demandez pas encore. Non, il s'est enfui de l'école, et tandis que les docteurs continuent de dogmatiser, le voilà qui prie sur la lisière du bois, sous le chêne de la montagne, près de la fontaine murmurante. Quand le soleil se lève, quand le soleil se couche, il écoute la voix de la nature harmonieuse, et c'est l'alouette, ou le bruit de la source, ou le gémissement du vent dans les feuilles du peuplier, qui achève pour lui la leçon interrompue du maître. Il prêche alors, mais non pas comme M. de Sallet, sur un texte de l'Évangile; son texte pourrait s'indiquer ainsi : une fleur s'est épanouie ce matin, le bouvreuil a chanté sur mon arbre; hier soir, au couchant, deux nuages d'or se sont arrêtés sur la colline. Tel est l'évè-

nement de la journée et le texte du sermon quotidien. Cela suffit au poète. Dans ces charmantes prédications, la philosophie devient une idylle, et la morale a toute la grace d'une églogue. M. Schefer avait commencé ainsi :

« Celui qui entend toutes les voix de la nature peut seul en saisir l'harmonie. Là, tout près, à mes pieds, pleure un enfant, et autour de moi, dans les arbres, les oiseaux chantent par centaines. Voici un chêne vieilli qui se courbe et s'affaisse, et près de lui s'agitent gracieusement de jeunes arbres en fleurs. J'entends des chants funéraires auprès d'un lit de mort, et ici, du sein de la forêt, quelle joyeuse musique de noces s'élève dans les airs! Maintenant, dans le cercueil entr'ouvert, j'aperçois le mort lui-même étendu, — et là, par une fente de la porte, j'ai vu deux beaux enfans qui s'aiment et se regardent en silence. Là-haut, cependant, sans s'inquiéter de tout ce qui se passe sur la terre, les nuages continuent leur voyage éternel. Oh! comme tous les sentimens de mon cœur s'unissent en une mesure parfaite, en un repos divin! L'esprit de cette harmonie si belle a passé en moi. Également éloigné et de la joie et de la douleur, me voici prêt à recevoir tout ce que m'apportera la vie. »

Il est fidèle, en effet, à ce programme; il commence avec le 1er janvier, et, pendant les mois d'hiver, sa poésie est grave et haute; il prononce de sévères paroles sur la mort, sur Dieu, sur le but sérieux de cette vie qui nous est accordée. Mais quand avril est arrivé, voici le chant qui s'envole comme l'alouette. Chaque jour amène ainsi son enseignement, et c'est un grand charme, sans contredit, que cette morale prêchée de la sorte par les plus doux, par les moins pédans de tous les maîtres, par le ruisseau qui coule, par l'oiseau qui fait son nid, par les harmonies sans nombre de la nature adorée.

J'ai signalé les mérites de M. Léopold Schefer, ce sentiment profond des harmonies du monde extérieur, et l'ingénieuse sagacité avec laquelle il rattache à ses tableaux de tous les jours un noble et grave enseignement; je dirai aussi franchement ce qu'il faut blâmer. Or, il lui manque, autant qu'à M. de Sallet, quelque chose de décisif et sans quoi la poésie n'existe pas; il lui manque la forme, il lui manque une langue souple, intelligente, exercée à suivre avec grace le mouvement de l'inspiration. En prose comme en vers, M. Léopold Schefer ne possède qu'un instrument rebelle qui se refuse à rendre toutes les richesses de son ame. Ce contraste perpétuel entre le prodigue épanouissement des idées et la stérile monotonie de l'expression est pénible et douloureux. Nous retrouverons un jour M. Schefer parmi les romanciers, et nous devrons signaler dans sa prose la même inexpé-

rience, la même barbarie qui opprime cruellement les précieux germes de sa pensée. Je disais tout à l'heure que M. Schefer avait quitté de bonne heure les formules de l'école hégélienne pour continuer son étude sous les arbres de la forêt voisine, et substituer aux discussions pédantes de gracieuses et sévères églogues; il les a quittées beaucoup trop tard encore, puisqu'il en a conservé ce style pesant que ne peut soulever la vive imagination du poète.

Le *Bréviaire des Laïques* n'avait pas obtenu un très grand succès, malgré les qualités réelles qu'il renferme, malgré l'élévation et la sérénité des idées. Le retentissement du livre de M. de Sallet est venu réveiller la muse de M. Schefer; tenté par l'exemple, il a voulu être décidément le poète de l'école hégélienne. La place était à prendre; M. Schefer écrivit les *Vigiles*. Dans son *Bréviaire*, il était facile, sans doute, de reconnaître un ami de la philosophie nouvelle; mais l'auteur, nous l'avons vu, ne se donnait pas pour mission de dogmatiser selon les formules de l'école : c'était un allié seulement qui avait conservé la liberté de son drapeau. Cette fois, M. Léopold Schefer vient d'enrôler sa muse. Le voilà soumis à la discipline étroite du dogmatisme hégélien. Il faut dire adieu à cette philosophie charmante, à cette prédication vraiment poétique, à ces textes de sermon qu'il allait cueillir le matin sur les branches humides de la forêt, ou dans les aubépines des buissons. Tout cela a disparu dans les *Vigiles*. Vigile et jeûne, l'auteur, sans le vouloir, a trouvé le vrai titre. Jeûnons, puisqu'il le faut, et résignons-nous; renonçons à ce que promettait le *Bréviaire des Laïques;* voici, pour toute poésie, les dissertations de M. Feuerbach ou de M. Bruno Bauer, que portent péniblement de pauvres iambes boiteux.

Il y avait dans l'*Évangile* de M. de Sallet une foi tranquille, une calme ferveur qui souvent inspirait le poète et protégeait la témérité de sa pensée : dans le *Bréviaire*, dont je viens de parler, on était charmé de la douce gravité des conceptions; mais ici, dans les *Vigiles*, comment trouver autre chose qu'un jeu d'esprit, un tour de force, une gageure fantasque? Il est absolument nécessaire que la philosophie hégélienne, la nouvelle surtout, soit régulièrement versifiée depuis la préface jusqu'à la conclusion. Pas une sentence, pas une formule n'échappera au poète; il les forcera, l'une après l'autre, à venir recevoir de ses mains le poétique costume qu'il a préparé pour elles. Je voudrais bien ne pas rire en des questions si graves, mais est-il rien de si plaisant que cette philosophie endimanchée? Celui qui mettait l'histoire romaine en madrigaux a trouvé son maître. L'auteur, pour rompre la monotonie de

la tâche bizarre qu'il s'est imposée, abandonne, il est vrai, le ton de prédication simple et grave, la forme de poésie gnomique adoptée dans son *Bréviaire;* il cherche des tableaux, des images, des symboles, mais cette tentative ne lui réussit guère, et on ne voit à chaque pas que le travail désespéré d'une belle intelligence en lutte avec une œuvre impossible. Que de recherches, de subtilités! que d'esprit et de paradoxes dépensés follement! Pour ne point suivre trop servilement son texte, il est obligé de le raffiner, de le subtiliser, d'en extraire la quintessence. Poésie bizarre, maladive, qui s'emploie à développer des thèmes comme celui-ci : « C'est la foi, dit-on, qui rend l'ame heureuse! Mais qu'est-ce que l'ame? L'ame, c'est Dieu. Or, Dieu est heureux. Il me suffit donc de savoir que je suis dieu, et je serai heureux. » Ou bien : « Je ne connais au monde qu'un seul miracle, c'est que Dieu existe; mais ce miracle, je ne le crois pas; je fais bien plus, je le sais, je le vois, je le sens, je le suis moi-même. » Plus loin, pour dépasser l'enseignement de l'Évangile : « Heureux ceux qui ne voient pas et qui croient! » le poète dira dans son mysticisme illuminé :

« Heureux ceux qui voient et qui ne croient pas! Heureux ceux qui voient des tombeaux et ne croient pas aux morts, qui voient les tyrans à l'œuvre et ne croient pas à la puissance des méchans, qui voient des temples et ne croient pas à une demeure où séjournent les dieux! Heureux ceux qui voient souffrir les pauvres gens et ne croient pas qu'ils soient abandonnés de Dieu, qui voient ramper les vers et ne croient pas qu'ils soient délaissés et errans au hasard! Heureux ceux qui voient le soleil se lever et se coucher, et ne croient pas qu'il change de place! Heureux ceux qui voient les fleurs renaître et ne croient pas qu'elles soient mortes! Heureux ceux qui voient les enfans des hommes et ne croient pas qu'ils soient autre chose que la force de Dieu même! Heureux enfin ceux qui voient et ne croient pas, car ceux qui voient et qui croient, ceux-là sont dignes de pitié. »

Voilà dans quels raffinemens va se perdre le poète, et quand la pensée s'égare en de telles subtilités, ce n'est point le style, déjà si peu sûr de lui-même, qui pourrait corriger ce galimatias et sauver les bizarreries du fond. Figurez-vous Lycophron chargé d'expliquer Hégel!

Si M. Schefer renonce au rôle singulier qu'il a choisi, s'il ne s'obstine pas à vouloir être le hiérophante de la métaphysique nouvelle, son inspiration, opprimée sous ces lourdes chaînes, pourra retrouver sa sérénité d'autrefois. C'est la renommée de Novalis qui vous tente, et vous voulez, comme lui, que la Muse soit sœur de la philosophie; mais rappelez-vous quelle grace, quelle liberté son imagination conserva toujours! C'est là une condition inflexible. La Muse est jalouse;

celui qui veut la livrer aux docteurs sera renié par elle et ne livrera que son ombre. Il y a plus : ce n'est pas seulement le poète qui souffre sous cette discipline qu'il accepte; croit-on que le philosophe y gagne beaucoup? La belle gloire de mettre en quatrains le catéchisme d'une secte nouvelle qu'il faudra refaire demain! L'Allemagne a produit dans ces derniers temps des poèmes philosophiques qui, sans appartenir à aucune école, ont un intérêt vraiment élevé. Je m'assure qu'il y a bien autrement de profondeur dans le *Merlin* d'Immermann, dans l'*Ahasverus* de Julius Mosen, que dans les écrits de M. Schefer, précisément parce que ces œuvres ne portent point l'étiquette d'un système. Mais quoi! on veut être adopté par un parti, et comme on a renoncé à penser librement, on est bien sûr d'être appelé un poète original, un vigoureux et hardi penseur! Ces misères n'appartiennent pas seulement à l'Allemagne; elles nous rappellent les nôtres. Et ne devons-nous pas nous défier de ces prétentions philosophiques, nous qui voyons, hélas! de vives intelligences s'éclipser volontairement au fond de ténébreuses écoles, et des artistes que nous aimions se condamner, pour de vulgaires éloges, à un si dur esclavage!

Si cette tentative de poésie hégélienne a obtenu des éloges qu'elle ne méritait pas, elle a excité aussi des appréhensions qui semblent peu fondées. Il ne faut pas craindre qu'un tel enseignement puisse jamais pénétrer bien avant; cette poésie froide, terne, sans enthousiasme, peut être curieuse à interroger si l'on y cherche la situation de certains esprits, mais la fortune n'est point pour elle. Tandis que M. de Sallet et M. Léopold Schefer prêchaient en vers le panthéisme hégélien, la poésie évangélique, la poésie piétiste, méthodiste, supernaturaliste, toujours féconde, redoublait d'efforts et d'activité. Pour combattre l'influence de ces bréviaires philosophiques, le méthodisme a suscité ses poètes. M. Albert Knapp continue de publier des vers gracieux et purs, animés d'un véritable sentiment chrétien. M. Knapp s'est fait une place modeste et respectée, et ce n'est pas de lui que je parle; mais autour de lui viennent se grouper chaque jour des phalanges de petits poètes, soutiens du temple ou de l'église. La même résistance qui, dans le domaine des sciences théologiques, a accueilli la *Vie de Jésus* de M. Strauss, reparaît aujourd'hui dans la poésie contre M. de Sallet et M. Léopold Schefer. Jamais on n'a tant publié de poèmes empruntés aux livres saints. Ce sont les *Scènes de la vie de Jésus* (*Scenen und Bilder aus dem Leben Jesu*), par M. Henri Doehring, *le Seigneur et son Église* (*Der Herr und seine Kirche*), par M. Moeller, les poésies de M. Lange, etc... Le catholicisme est re-

présenté par les légendes de M. le comte Pocci, par la *Vie de sainte Cécile* de M. Guido Goerres, etc... Or, comment ces hardis champions se préparent-ils à la lutte? Quelles sont leurs armes? Des armes très inoffensives, des intentions très honnêtes, mais qui serviront peu leur fortune poétique, une simplicité extrême, la résignation la plus humble, un désir de médiocrité presque toujours satisfait, et je ne sais quelle profonde horreur pour l'ombre même de la pensée. La poésie méthodiste fait pénitence pour expier les témérités de M. de Sallet.

Ni ces alarmes puériles, ni les acclamations intéressées de l'école ne nous donneront le change. Le succès de M. de Sallet et de M. Schefer ne saurait être de longue durée. On aimera chez M. de Sallet une ame douce et ferme, honnête et sérieuse, un écrivain généreux mort avant l'âge et qui donnait de véritables espérances: on reconnaîtra chez M. Schefer une intelligence élevée, une ame ardente; mais l'un n'a pas eu le temps d'élever son monument, et nous ne savons pas encore si l'autre abandonnera la voie funeste où il est engagé. Je me défie, je l'avoue, de cette poésie philosophique, car je vois toujours venir les commentateurs subtils, les interprètes alexandrins, les abstracteurs de quintessence dont il est question dans Rabelais. Toutefois, si une telle littérature est possible, si la Muse peut consacrer en de beaux symboles quelque grande doctrine, il semble que ces tentatives soient surtout à leur place en Allemagne, dans un pays où nulle intelligence cultivée n'assiste avec indifférence aux débats de la philosophie. Mais que de difficultés pour réaliser une telle œuvre! Quelle conviction assurée doit posséder l'artiste! quelle foi positive en cet idéal qu'il invoque! et puis, quelle fermeté pour ne point se laisser subjuguer par les programmes officiels! quelle supériorité! quelle fière indépendance! ce ne serait pas trop de l'impassibité souveraine de Goethe. Hégel eût certainement exigé ces conditions de l'homme qui eût voulu confier à la poésie une traduction libre et vigoureuse de sa pensée. Ce grand esprit, qui avait de l'art une idée si haute, se serait-il reconnu dans les poèmes de M. Schefer ou de M. de Sallet? On peut affirmer que non. L'auteur de l'*Évangile des Laïques* et l'auteur des *Vigiles* n'ont eu que les applaudissemens de la jeune école hégélienne; ce n'est pas tout-à-fait la même chose.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

THÉATRE

MODERNE

DE L'ESPAGNE.

GIL Y ZÁRATE.

Un Año Despues de la Boda. — Don Carlos el Hechizado. — Don Guzman el Bueno, etc.

L'histoire contemporaine du théâtre en Espagne se pourrait, au besoin, résumer dans les œuvres dramatiques de don Antonio Gil y Zárate. C'est assez dire à quel rang élevé nous plaçons M. Gil y Zárate, cette question du théâtre étant, sans aucun doute, une des plus importantes qui, dans la Péninsule, se soient jamais débattues ou se puissent débattre à l'avenir. De la couronne que la vieille Espagne s'est faite à elle-même par le courage ou le génie de ses enfans, l'ancien théâtre forme, à notre avis, le plus riche fleuron. C'eût été justice si, à partir du XVIIe siècle, la Castille avait ajouté à ses armes, parmi ses lions et ses tours, la lyre des Calderon et des Moreto. De toute nécessité, la littérature dramatique devait prendre de glorieux développemens dans ce pays, où, pour exalter l'ame, il suffit des as-

pects du ciel, de la disposition des mers, des plaines et des montagnes, des splendeurs du soleil et de la température, où les monumens des plus anciennes civilisations, ruines de mosquées, châteaux, palais, cathédrales, ont conservé, pour ainsi dire, une physionomie originale qu'il serait inutile de chercher en toute autre contrée de l'Europe, si poétique d'ailleurs qu'on l'imagine. En vain, depuis le XVIe siècle, une politique aventureuse jusqu'à la folie ou débile jusqu'à la lâcheté s'est efforcée de comprimer ce glorieux essor des romanciers et des poètes, qui, par les Pedro Lopez-de-Ayala, par les Villena, était si vigoureux déjà sous Ferdinand V et Isabelle-la-Catholique, à un moment où les autres peuples bégayaient encore leur langue nouvelle : ni l'intolérance religieuse, ni les excès du pouvoir absolu, ni la misère qui, en Espagne et partout ailleurs au moyen-âge, a été le partage fatal des génies les mieux doués, ni la faiblesse des rois et la corruption de leurs favoris, ni les démembremens de la monarchie et la perte des batailles, ne parvinrent à déconcerter l'imagination et à tarir les sources de l'enthousiasme. De toutes parts sur la Péninsule se repliaient, repoussées et humiliées, les bandes espagnoles; jamais du moins le découragement des ministres et des vieux capitaines ne se communiqua aux poètes; déjà, vers le milieu du XVIe siècle, ils s'écriaient avec amertume : « Ce Dieu des chrétiens, pour qui nous avons combattu huit cents ans, semble avoir, pour toujours, abandonné les Espagnes! » L'instant d'après, ils reprenaient courage, car, pour les consoler, Dieu leur avait laissé leur verve féconde, leur voix harmonieuse et puissante, les charmans caprices du cœur et les nobles élans de l'esprit. Aux théâtres populaires qui, du soir au lendemain, s'improvisaient dans Madrid, Barcelone ou Valence, sur les places et à l'entrée même des carrefours, les villes entières accouraient, s'émerveillant à ces histoires si belles et si longues de gloire et d'amour, où revivait l'ancienne Espagne; il n'en fallait pas davantage pour oublier les désastres des Flandres ou du Portugal. C'est aux seules époques de ruine et de décadence que les nations peuvent enfin bien comprendre leurs prospérités évanouies, et les chanter dignement; il importe que le regret s'empare du cœur humain et le remue à son aise pour y susciter les éloquens et poétiques souvenirs.

A l'avènement de Philippe V, les idées françaises ont pris possession de la Péninsule; personne aujourd'hui ne conteste que par ces idées l'Espagne ne doive, dès ce moment, se régénérer tout entière; c'est assez qu'au-delà des monts les meilleurs esprits s'empressent de le reconnaître, pour qu'à notre tour nous devions franchement con-

venir que la civilisation française a tué l'ancien théâtre espagnol. C'est ici une des questions les plus hautes et les plus délicates qui se puissent agiter entre deux grands peuples; il convient donc que l'on fasse à chacun sa part aussi nettement que possible, si l'on veut mettre un terme aux récriminations toujours si promptes à s'élever dans un pays qui subit l'influence contre celui qui l'exerce irrésistiblement. Dans aucun siècle, assurément, le théâtre ancien de l'Espagne n'a eu des pièces d'un mérite accompli, comme certaines tragédies de Corneille et de Racine, ou certaines comédies de Molière; d'un autre côté, il est vrai de dire que jamais la France, ni aucun autre peuple en Europe, n'a eu un théâtre aussi varié, aussi abondant, aussi complet, si l'on nous permet de parler ainsi, que l'ancien théâtre espagnol. Des premiers jours du XIVe siècle à la fin du XVIIe, Madrid et les autres grandes villes ont eu comme des phalanges de dramaturges qui, se renfermant avec scrupule dans l'histoire nationale et s'occupant aussi peu des autres histoires que si le peuple de Pélage et de saint Ferdinand avait été le seul peuple de la terre, s'attachaient à retracer ou à reproduire les mœurs et les coutumes de la patrie, ses traditions, ses croyances, ses légendes, ses prouesses et ses revers. On conçoit la révolution profonde qui tout à coup se fit au théâtre, lorsque à cette personnification du vieux caractère espagnol, qui, en dépit des complications de l'intrigue et des péripéties de la scène, s'était jusque-là maintenue dans toutes les pièces, on substitua brusquement, sans les discuter ni les comprendre, ces types grecs et romains, et ces types français, — puisqu'après tout nous parlons aussi de Molière, — qui avaient franchi les Pyrénées à la suite de Philippe V. On objectera peut-être que dans *le Cid*, les fils *des vieux chrétiens* pouvaient retrouver leurs ancêtres; nous le voulons bien; par malheur, de toutes les pièces de Corneille, *le Cid* est la seule que l'Espagne du XVIIIe siècle ne se soit pas mise en devoir d'imiter. Nous avons sous les yeux un grand nombre d'essais dramatiques, où les héros défigurés de nos tragédies classiques défilent tristement, tant bien que mal drapés à l'espagnole par Moratin le père ou Huerta. On ne saurait croire quelle peine on s'y donne pour dénaturer ou supprimer tout ce qui de près ou de loin pourrait rappeler que l'Espagne aussi a eu sa littérature originale; Rojas, Lope de Vega, Calderon, étaient bien morts, et avec eux cette spontanéité véhémente qui est le secret de leur force et de leur fécondité. Le peuple entier protesta, en désertant les théâtres, qui dès-lors tombèrent dans cet état de pénurie matérielle d'où il leur est aujourd'hui si malaisé de sortir. Mais dans un pays comme

l'Espagne, il fallait aux masses une compensation poétique, et voilà pourquoi, depuis la fin du XVIIIe siècle, à travers les guerres de l'indépendance et les crises sociales de ces derniers temps, il s'est produit en Espagne tout un *romancero* de chants populaires. Blasés et le cœur desséché, les lettrés de 1780 ou de 1808 auraient cru se compromettre, sans aucun doute, s'ils y avaient pris garde le moins du monde; mais, dans ces dernières années, quand on s'est lassé de ce que l'on était convenu d'appeler le règne de la raison sévère et des strictes règles de l'art, c'est précisément à cette poésie populaire, jusque-là reléguée avec les bandes de contrebandiers et de *guerilleros* dans les *sierras* d'Andalousie ou les ravines de Catalogne, que les jeunes dramaturges se sont empressés d'ouvrir à deux battans les grandes portes des théâtres de Madrid.

Au moment où M. Gil y Zárate a fait représenter ses premières pièces, la scène espagnole était encore livrée au genre classique; déjà pourtant la réaction romantique s'était déclarée en France, et les applaudissemens qui accueillaient à Paris *Henri III* et *Marion Delorme* ne tardèrent point à se prolonger jusqu'à Madrid. Dans les deux écoles, M. Gil y Zárate a tour à tour lutté avec une intrépidité exemplaire, et il est aujourd'hui considéré comme l'un des chefs de cette troisième école nationale qui maintenant se relève, aussi distincte des deux autres que la première peut l'être de la seconde. M. Gil y Zárate n'est pas seulement un poète dramatique; publiciste, administrateur, simple critique, simple journaliste même, il a pris une large part à la discussion des idées où se retrempe l'Espagne constitutionnelle. A travers les ennuis littéraires et les vicissitudes politiques, M. Gil y Zárate a fait tout seul sa position, et une position sous quelques rapports glorieuse; esquisser rapidement sa biographie, ce sera faire l'histoire, nous pouvons l'affirmer, de presque tous les esprits d'élite qui se sont produits en Espagne durant ces derniers vingt-cinq ans.

M. Gil y Zárate est né à l'Escurial, en décembre 1796, de la comédienne Gil et du comédien Zárate, que l'on a long-temps applaudis sur les scènes de la Cruz et del Principe. A peine âgé de huit ans, il fut envoyé en France par son père, et son enfance s'écoula tout entière dans une institution de Passy. Plus tard, quand il retourna dans son pays, il en avait presque tout-à-fait oublié la langue; ce fut une autre éducation à commencer. Très peu de temps après son retour, cependant, M. Gil y Zárate entreprit les travaux multiples qu'il poursuit à l'heure présente; comme les jeunes hommes éclairés de cette époque (c'était en 1819, un peu avant la seconde phase constitutionnelle), il

commença par traduire quelques œuvres éminentes des littératures étrangères. Parmi les traductions qu'il fit alors, on remarque celle du livre anglais de Philips sur les attributions du jury. La révolution de 1820 éclata pourtant, bientôt suivie de l'intervention française; quelques années après cette intervention, quand la première terreur se fut enfin dissipée, la jeunesse libérale de Madrid s'indigna de n'avoir point d'organe. Nous ne savons comment elle s'y prit pour obtenir que le gouvernement ombrageux de Ferdinand VII tolérât la publication d'un journal (1); quoi qu'il en soit, à la fin de 1832, le *Boletin del comercio* fut fondé; c'est ce journal qui, devenu l'*Eco del comercio*, est en ce moment le doyen de la presse de Madrid. L'*Eco* était dirigé par un des plus fiers et des plus fermes caractères du moderne libéralisme espagnol, don Fermin Caballero, ancien ministre de l'intérieur sous le ministère Lopez, aujourd'hui même une des notabilités du parti exalté, dont M. Gil y Zárate est demeuré l'ami en dépit de ses opinions modérées. M. Gil y Zárate compta parmi les plus actifs et les plus assidus rédacteurs de l'*Eco* jusqu'à l'époque—vers 1835—où le journal arbora franchement la bannière ultrà-progressiste. Et d'ailleurs, depuis quelque temps, la révolution installée au palais de Ferdinand VII appelait de tous côtés aux affaires les hommes de cœur et d'intelligence. Le tour de M. Gil y Zárate vint en 1836; le cabinet, composé des meilleurs noms du parti modéré, M. le duc de Rivas, M. Isturitz, M. Alcala-Galiano, lui confia un emploi important au ministère de l'intérieur. Dans ce même ministère, M. Gil y Zárate avait fait déjà ses preuves pendant les troubles de 1820. Le cabinet Isturitz s'étant retiré devant la ridicule échauffourée de la Granja, M. Gil y Zárate rentra dans la vie purement littéraire. En 1840, son emploi lui fut rendu par M. Pérès de Castro; mais les évènemens de Barcelone et la chute de Marie-Christine le contraignirent à le résigner une seconde fois. Réinstallé à l'intérieur, en juin 1843, par le cabinet Lopez dont faisait partie son ami don Fermin Caballero, M. Gil y Zárate s'y est jusqu'ici maintenu. A l'heure même où nous écrivons, M. Gil y Zárate est le chef d'une sec-

(1) En sa qualité de roi absolu, Ferdinand VII n'aimait point les journaux, à moins pourtant qu'il ne les fît faire ou ne se donnât la peine de les écrire lui-même. Durant les troubles de Madrid, très peu de temps avant l'intervention française, un journal prodiguait chaque jour les plus violentes injures non-seulement à sa majesté espagnole, mais à tous les princes de l'Europe, et particulièrement à Louis XVIII. Ses diatribes ne furent pas, dit-on, étrangères à la détermination que prit Louis XVIII d'envoyer une armée au secours de son royal cousin. Or, on prétend que ce journal avait pour principal rédacteur le roi Ferdinand, septième du nom.

tion très considérable, et l'on peut dire que la direction ou plutôt la réorganisation de l'instruction publique lui est à peu près exclusivement confiée. Ses études sur l'enseignement public ne sont pas du reste les seuls travaux qui aient fait sa position officielle; M. Gil y Zárate,— c'est là un titre assez peu connu hors de l'Espagne pour que nous nous empressions de le constater, — a aussi rassemblé les élémens, et avec M. Alcala-Galiano rédigé les nombreux articles de la fameuse loi sur les municipalités.

Au demeurant, quand il se laissait ainsi absorber en grande partie par les soins de l'administration publique, M. Gil y Zárate n'avait point renoncé au théâtre et aux luttes de la presse. Ses tragédies et ses drames se sont coup sur coup succédé, à partir de 1835; ses comédies sont plus anciennes; elles remontent presque toutes à 1828. C'est également depuis 1835 que M. Gil y Zárate a composé son *Manual de literatura*, qui renferme, à vrai dire, la charte de l'école nationale, dont il a si puissamment contribué à relever les ruines. C'est depuis 1835 qu'il a publié, avec don Cristobal Bordiu, ces courtes et substantielles études sur diverses questions d'administration et de politique dont les jeunes publicistes font chaque jour leur profit, et l'on formerait dix volumes des essais qu'il a écrits çà et là dans les journaux et dans les revues, dans la *Revista de Madrid* notamment, sur les plus âpres problèmes de réforme sociale et d'administration; c'est depuis 1835 qu'il a prononcé au Lycée de Madrid ses remarquables leçons d'histoire romaine, tout récemment recueillies en volume. M. Gil y Zárate avait dans l'enseignement public un précédent méritoire; après les convulsions de 1823, le *Consulado* de Madrid (la chambre de commerce), animé d'un esprit d'initiative que le vieux régime absolu se chargea bientôt de décourager, avait fondé des écoles gratuites où les lettres, les langues, les sciences, étaient d'abord sérieusement représentées. Pendant huit ans, M. Gil y Zárate y a occupé la chaire de langue française. A partir de 1833, cette institution du *Consulado* a été continuée par l'Athénée et le Lycée; mais le Lycée ne tarda point à se désister de ses prétentions littéraires et scientifiques : c'est aujourd'hui un *casino* fashionable, un salon de peinture et de sculpture; la jeunesse élégante s'y donne des fêtes somptueuses, bals, concerts, et parfois joûtes poétiques; le bon public madrilègne a pu tout à son aise y applaudir Rubini. Si déchu pourtant que soit le Lycée de sa splendeur première, on n'a pas oublié tout-à-fait qu'il a quelque temps été le rival de l'Athénée par les leçons brillantes de M. Gil y Zárate et du malheureux poète Espronceda.

A vrai dire, depuis 1835 la position de M. Gil y Zárate n'a point changé le moins du monde; comme il luttait alors, il lutte en ce moment dans la presse et sur les scènes de la *Cruz* et *del Principe*. Hier encore, il était un des principaux collaborateurs du *Semanario Pintoresco*, fondé par le spirituel M. Mesonero de Romanos, et rédigé par toutes les célébrités espagnoles, MM. Zorrilla, Breton de los Herreros, Hartzembusch, Escosura, Pedro de Madrazo, et tous les autres enfin. C'est une destinée vraiment curieuse que celle du *Semanario Pintoresco;* exclusivement consacré d'abord à la poésie et à la littérature, ce recueil fut bientôt, grace aux préoccupations de l'époque, envahi tout entier par les plus sérieuses discussions. C'est là que se sont le mieux débattues, avant 1840, les grandes questions d'économie politique et de réorganisation sociale; c'est au *Semanario* de MM. Mesonero et Gil y Zárate que Madrid est redevable de ces belles salles d'asile où l'on recueille jusqu'à huit cents enfans sans famille ou sans pain. La collaboration de M. Gil y Zárate au *Semanario* consistait principalement en des biographies de personnages célèbres, écrites avec une fougueuse et énergique éloquence, et en des poésies lyriques, parmi lesquelles se sont fait remarquer une *Ode à l'amnistie*, où abondent les généreux sentimens, et un beau dithyrambe sur le siége de Bilbao. — Aujourd'hui, avec MM. de Rivas, Mesonero de Romanos, Enrique Gil, Rubi, Aben-Amar (don Santos Lopez Pelegrin), M. Gil y Zárate concourt à la publication de *Los tipos españoles*, œuvre consciencieuse si nous en jugeons par les volumes déjà parus, et où l'on se propose de décrire aussi exactement que possible les mœurs actuelles de la Péninsule. Ce sont les études de M. Gil y Zárate, *l'Employé en fonction*, *l'Ancien employé*, *l'Ancien moine*, qui à notre avis forment jusqu'ici les meilleures pages de la collection. Dans ces trois essais, la question est traitée au point de vue le plus élevé, et l'on peut citer comme un des plus pathétiques morceaux qui soient jamais sortis d'une plume espagnole celui où M. Gil y Zarate réclame un habit de bure et du pain pour les malheureux que les excès de la révolution et de la guerre civile ont chassés de leurs couvens.

Quels que soient, du reste, dans l'administration publique, dans l'enseignement, dans la presse, les précédens et la position de M. Gil y Zárate, c'est au théâtre que se poursuit sa vraie carrière; c'est au théâtre que l'auteur de *Un Año despues de la boda* et de *Don Guzman el Bueno* peut agrandir encore son glorieux avenir. Les tragédies que don Antonio Gil y Zárate a composées dans les règles de l'école classique ont pour titre *Don Rodrigo* et *Doña Blanca de Borbon*. Le

sujet des deux pièces est emprunté à l'histoire nationale; par l'élévation de leurs sentimens, par la fierté du langage, les personnages que M. Gil y Zárate y met en scène sont dignes assurément de chausser le célèbre cothurne. L'action de *Don Rodrigo* commence à l'affront que le dernier roi goth fit subir à la fille du comte don Julian; elle se termine à la ruine absolue de la monarchie, dans la journée fameuse du Guadalete. La vengeance du comte don Julian, l'amour mutuel de sa fille et du jeune don Teofredo, cette idole de l'armée et de la noblesse, que le père offensé ne peut déterminer pourtant à trahir son Dieu ni son roi, telles sont les passions qui défraient la pièce. Pour observer les trois unités de temps, de lieu et d'action, le poète a sacrifié à peu près complètement le rôle du roi don Rodrigo, et c'est un vrai malheur pour son œuvre. Le comte don Julian a beau faire, il a beau maudire le ravisseur, il a beau appeler sur sa tête les calamités de la guerre civile et de la guerre étrangère; le spectateur doit infailliblement demeurer impassible. Vous ne lui avez pas montré l'injure, comme il la faut montrer au théâtre, non point racontée en quelques vers pompeux, à grand renfort d'images et de ronflantes épithètes, mais toute vivante encore, pour ainsi dire, et au moment où elle s'accomplit : le moyen qu'il s'intéresse au ressentiment? comment voulez-vous qu'il s'indigne contre ce malheureux prince qu'il voit toujours persécuté, repoussé, battu, livré dès la première scène à tous les ennemis de sa religion et de sa couronne, poursuivi jusqu'à la dernière par les imprécations violentes et les implacables malédictions?

Pour le fond comme pour la forme, *Doña Blanca de Borbon* est de beaucoup supérieure à *Don Rodrigo;* l'indomptable caractère de don Pèdre-le-Cruel y est retracé avec une grande énergie et dans des proportions qui parfois vous rappellent le *Richard III* de Shakspeare. Voilà précisément le défaut capital de la pièce : tout l'intérêt porte ici sur don Pedro; en dépit de ses emportemens et de ses violences, vous êtes surpris de voir qu'on n'éprouve pas la moindre pitié ni pour sa femme qu'il opprime, ni pour ses vassaux qu'à tout propos il force à faire un choix entre la révolte ou la mort. La mémoire du roi don Pèdre est demeurée populaire en Castille; on lui pardonne aisément des cruautés dont un amour à chaque instant contrarié fut la cause unique; il n'est pas d'homme en Espagne qui, au fond, quoi qu'il en dise, ne soit indulgent pour les excès auxquels vous peuvent porter de profondes et invincibles passions. M. Gil y Zárate lui-même n'est pas sévère outre mesure envers le roi don Pèdre; personne assuré-

ment ne lira la pièce sans en vouloir presque à son frère don Enrique, à ce bâtard de Transtamare qui, au moindre propos, lui va susciter les obstacles et les périls, en Aragon, en France, partout. Nous ajouterons que doña Blanca de Borbon abuse un peu trop de la résignation et de la mansuétude dont, en sa qualité de femme légitime, sacrifiée à une puissante et fougueuse maîtresse, la muse tragique lui fait un devoir. Il faut être bien convaincu qu'elle est la vraie fiancée du roi don Pèdre, la vraie reine de Castille, une princesse du vrai sang royal de France, pour comprendre que de beaux et galans chevaliers comme les Albuquerque, les Lope, les Alvar, ne lui aient point préféré cette doña Maria de Padilla, la vaillante favorite, à la parole de feu, aux prières plus impérieuses mille fois que les menaces, et dont les regards gagnaient des batailles, si l'on s'en rapporte aux chroniques du temps.

Au demeurant, *Doña Blanca de Borbon* accuse un très notable progrès dans la manière et le style de M. Gil y Zárate. On s'en peut convaincre par la scène où doña Maria de Padilla détermine son royal amant à rompre tout préparatif de mariage; M. Gil y Zárate y assouplit sensiblement la raideur classique, et bien que la représentation de *Doña Blanca* remonte à une époque éloignée déjà, ce dialogue est demeuré dans presque toutes les mémoires au-delà des monts. Quelques parties de cette scène méritent d'être citées. Il est bon de remarquer à ce propos que M. Gil y Zárate ne ressemble point à la plupart des poètes de son pays, dont les vers, à la traduction, perdent leur éclat et leur valeur. Presque toujours, chez M. Gil y Zárate, la forme est énergique et brillante, mais, à notre avis, c'est là son moindre mérite. C'est avant tout de la force des idées, de la vérité même des sentimens que M. Gil y Zárate se montre préoccupé.

Don Pedro. — Que vois-je? Mes yeux me trompent, sans doute! Grand Dieu! Est-ce bien toi, Maria?

Doña Maria. — En vérité, je vous admire, ne deviez-vous pas m'attendre, seigneur? Quand le ciel vous unit à une femme accomplie, et qu'à cette occasion tout le monde, à la cour et dans le royaume, vous bénit et vous félicite, n'est-il pas convenable que moi-même, comme tout le monde...

Don Pedro. — Fuis, insensée! Quel est ton dessein?.. Si l'on te voyait! C'est la mort que tu viens chercher ici, puisque tout le monde ici la désire et l'exige!

Doña Maria. — Eh bien! oui, je la viens chercher! Venez, grand prince, et livrez-moi vous-même aux fureurs de votre peuple; qu'il assouvisse enfin sa vengeance et trempe ses mains dans mon sang; qu'il mette mon corps en

lambeaux et disperse au loin mes membres par les rues et les places de la ville! Venez! ce sera un beau spectacle, et tout-à-fait digne du roi don Pedro!

On devine que don Pedro ne peut long-temps écouter de sang-froid les reproches de doña Maria; peu à peu l'amour reprend le dessus dans son cœur. Le moment de la scène où la passion sort victorieuse de sa lutte contre le devoir est rendu avec une singulière énergie par M. Gil y Zárate :

Don Pedro. — Eh! qu'importe l'opinion du peuple? qu'importe sa colère? Je t'aime, et mon amour anoblit tout. Ah! si l'on te menace!.. si un homme, quel qu'il soit, en voulait à ta vie!..

Doña Maria. — Il est bien loin, le temps où don Pedro, fidèle à son amour, méprisait les clameurs du peuple; il pouvait alors protéger son amie; alors c'était un roc dans la tempête! Aujourd'hui, son ame n'est plus que terreur et ingratitude...

Don Pedro. — Moi, je craindrais!..

Doña Maria. — Loyauté des jours écoulés, bravoure indomptable, qu'êtes-vous devenues?

Don Pedro. — Je craindrais!...

Doña Maria. — Aujourd'hui, ce sont les grands qui commandent ici...

Don Pedro. — Ah! je leur prouverai bien que je suis encore don Pedro!

Doña Maria. — Non, résignée à mon triste sort, j'attends la mort et je l'appelle de tous mes vœux. Que doña Blanca ait tout votre amour!... qu'elle prenne place, à côté de vous, sur votre trône!... que la Castille recouvre enfin un peu de paix... que tout le monde soit sauvé, je consens à mourir seule... Mais s'il est vrai que la première je vous ai inspiré une passion véritable, puissiez-vous du moins garder un faible souvenir de cette passion! Mais non, que ma triste fin ne vous arrache jamais ni soupirs ni larmes! Oubliez un jour, oubliez bientôt que je suis morte, sacrifiée à votre amour...

Don Pedro. — Maria!...

Doña Maria. — Je ne vous demande qu'une grace... je suis mère... Dans mes entrailles se fait entendre le cri énergique, le saint cri de la nature, et l'amour maternel les déchire... Peu m'importe de mourir! Mais mes enfans... les enfans de mon ame... ce sont eux qui m'arrachent ces larmes... pauvres enfans!... Prince, ils sont votre sang! Si leur mère vient à leur manquer, vous serez leur protecteur, n'est-ce pas? Ils trouveront en vous un père. N'êtes-vous pas leur père après tout? Que cet espoir m'accompagne dans la tombe. . . . . .

. . . . . .

Vous me voyez à vos pieds, seigneur!... vous ne serez point insensible à mes plaintes, et les prières de l'amour maternel...

Don Pedro. — Ah! assez! je n'y puis tenir davantage! Toi seule es mon amie! Je le comprends bien aux battemens de mon cœur, je ne puis avoir

d'autre femme que toi !... Je sais que les peuples de Castille vont s'indigner encore de ma passion... et que m'importe? Que tous les chevaliers d'Espagne appellent à leur aide tous les chevaliers de France, qu'ils unissent leur vaillance et leur colère, ils ne parviendront point à t'arracher de ces bras!... Au pied des autels, tu recevras ma foi éternelle... Monte sur le trône... règne, Maria, règne! C'est le prix légitime de ton amour et de ta constance... Que tes ennemis se prosternent tremblans devant toi...

Doña Maria. — Ah! prince, que dites-vous?... serait-il possible?...

Don Pedro. — Je le jure!

Doña Maria. — Mais les dangers...

Don Pedro. — Je les méprise!

Doña Maria. — Vous oubliez que d'autres nœuds...

Don Pedro. — Je les vais rompre! Toi seule seras ma femme!...

Doña Maria. — Vaines promesses! Vous-même vous ne pourrez...

Don Pedro. — Et qui s'opposera...

Doña Maria. — Vos vassaux!...

Don Pedro. — Mes vassaux! Ah! mes vassaux! Qu'ils tremblent! cette épée saura bien abaisser leur arrogance. Qu'ils choisissent entre l'obéissance absolue ou la mort. C'est en vain que, dans leur orgueil insolent, ils attendent, aux abords du temple, pour imposer à leur roi un joug qu'il déteste! Qui donc a osé commander ces fêtes? Qui a osé faire ces préparatifs? Qu'ils cessent, et à l'instant! Moi-même, moi-même, je vais m'empresser d'y mettre ordre... Malheur à eux, s'ils essaient de me résister!...

En résumé pourtant, quels que soient, dans *Don Rodrigo* et *Doña Blanca de Borbon*, les mérites de la pensée et du style, les tragédies classiques de M. Gil y Zárate ne forment point un titre durable; nous en dirons autant des comédies nombreuses, — une seule exceptée, — qu'il a composées, non pas dans le genre de Molière, comme l'affirment les critiques de la Péninsule, mais bien dans celui de La Chaussée. A la vérité, nous ne nous chargeons pas de justifier par les détails une telle comparaison : il s'en faut de beaucoup que les personnages de M. Gil y Zárate appartiennent au genre larmoyant. Nous avons seulement voulu établir que pour M. Gil y Zárate, comme pour ses devanciers immédiats, comme pour La Chaussée, la comédie n'est le plus souvent, — nous pourrions citer *Cuidado con las novias!* (*Prenez garde aux fiancées!*) et *El Entremetido* (*l'Officieux empressé*), — qu'un cadre philosophique, assez correctement dessiné, où défilent en bon ordre, revêtus pour ainsi dire de costumes bourgeois, personnifiés dans des types d'une très contestable originalité, les moralités sentencieuses et les prétentieux lieux-communs. Pour être juste cependant, nous devons reconnaître que, dans *El Entremetido*, on retrouve

parfois la verve cavalière et l'aventureuse humeur des vieux poètes comiques de l'Espagne, et çà et là le mordant et caustique esprit de don Léandro Moratin.

S'il eût persisté, M. Gil y Zárate serait devenu, nous le croyons, un excellent poète comique, et la preuve, c'est qu'il a écrit une comédie, un vrai petit chef-d'œuvre de malice et de grace, où sont très exactement, très curieusement décrits les travers et les ridicules de la société espagnole à l'époque même où nous vivons. Cette pièce a pour titre : *Un Año despues de la boda* (*Un An de mariage*), et aussi bien elle pourrait s'appeler *le Bourgeois Gentilhomme*, car le sujet n'est, en définitive, que l'histoire fort habilement rajeunie de ce bon M. Jourdain. A côté de M. Jourdain reparaissent tous les personnages de la comédie française, avec leurs vices et leurs ridicules, qui sont les ridicules et les vices du XIXe siècle comme du XVIIe et de tous les autres; mais ces personnages sont convenablement modifiés quant aux manières et au langage. Et d'abord, M. Jourdain sait parfaitement aujourd'hui à quoi s'en tenir sur l'exacte valeur des titres; ce n'est pas lui que l'on pourrait leurrer en lui proposant de le nommer *mamamouchi;* il fermerait sa porte à Fuad-Effendi lui-même, si l'excellence turque lui venait offrir le *nicham-ictihar*. M. Jourdain est bien et dûment marquis; il vient d'acheter un bon titre de Castille, ce qui en ce moment est la chose la plus facile du monde, si l'on rencontre sur son chemin un pauvre *hidalgo ruiné*, hors d'état d'acquitter la *lanza* (1). Il se nommait hier don Juan Chinchilla; c'était le fils d'un riche marchand; mais il est décidé à faire souche de gentilhomme, et il se nomme aujourd'hui le marquis de Rosa-Blanca! Don Juan Chinchilla nous rappelle un bon négociant de Saint-Sébastien qui, voyant sa fille unique à la veille d'épouser un comte, désespéré de n'être pas même noble, glissa mystérieusement dans sa corbeille de noces deux titres de marquise, qu'il s'était procuré tout exprès à cette occasion. Cela ne vous ramène-t-il point à cette plébéienne de Rome qui se désolait que son mari ne pût pas être nommé consul?

(1) En Espagne, tout noble titré paie au trésor une contribution de douze cents réaux, quel que soit du reste le titre. Cette curieuse coutume, très peu connue hors de la Péninsule, est d'origine féodale : le tribut porte le nom de *lanza*, car sous Ferdinand-le-Catholique, qui l'a établi, il a remplacé le nombre de lances qu'un chevalier était autrefois obligé de fournir. Quand le possesseur d'un titre se voit hors d'état de payer la *lanza*, il cherche naturellement à s'en défaire en faveur d'un plus riche; s'il ne trouve point à le vendre, il déclare tout net au gouvernement qu'il entend ne plus le porter. Ce n'est qu'en renonçant au titre qu'il peut se soustraire à l'impôt.

Le Jourdain madrilègne est marié, mais non cette fois avec cette acariâtre ménagère *dont la tête est plus grosse que le poing*, et qui forme avec son mari un si curieux contraste par son imperturbable bon sens. Par ses manières et par son langage, la *marquesa* de Rosa-Blanca ne serait point trop déplacée dans *les Précieuses ridicules;* mais cela tient à ce milieu équivoque de fêtes et de *tertulias* dansantes où elle a coutume de vivre depuis son mariage. De sa nature, la pauvre marquise est une jeune femme charmante, moitié *Agnès*, moitié *Henriette*, une *Henriette* un peu trop déniaisée pourtant, car, à force de passer en revue ces excellens personnages de notre grand comique, on finit par reconnaître au confiant et crédule don Juan quelque air de parenté avec George Dandin. Et, en effet, c'est à sa femme et non à sa bourse qu'en veut le comte Dorante... nous nous trompons, le comte tout court, — M. Gil y Zárate a négligé de nous dire son nom de Navarrais ou de Manchègue. Du matin au soir et peut-être du soir au matin, le comte ne bouge point de la maison de don Juan. J'oubliais de vous apprendre que don Juan a vingt-trois ans à peine, et au fait, cela va sans dire, dans le siècle où nous sommes, il faut n'avoir point franchi l'âge des illusions pour se laisser prendre à ces petites vanités sociales; M. Jourdain, à quarante ans, dédaignerait aujourd'hui de revêtir tous ces oripeaux dédorés; il passerait tout simplement sa journée à la bourse, dans la rue Basse-San-Martin, et depuis long-temps déjà il n'aurait eu d'autre ambition que d'arriver à être nommé membre d'une députation provinciale ou de quelque *ayuntamiento*.

Rassurez-vous pourtant : bien que dans la comédie de M. Gil y Zárate l'ancienne Mme Jourdain soit remplacée par une tête vide et rieuse, le bon sens n'y a pas encore tout-à-fait abdiqué ses droits; le bon sens y est représenté par un oncle de don Juan, don Gregorio Chinchilla, et vous verrez que le digne homme s'acquitte passablement de son emploi. Nous disons passablement, car, il faut bien l'avouer, l'espèce humaine a dégénéré depuis deux siècles; nous soupçonnons le bon Gregorio d'être un peu sensible, dans le plus secret de son cœur, à ce que son écervelé de neveu appelle l'élévation de sa famille; on s'en aperçoit aisément, même dans les scènes où il le raille et le gourmande avec le plus de sévérité, au sujet de ses prodigalités et de ses folles espérances. Eh! mon Dieu, don Gregorio n'est après tout qu'un Espagnol, et il l'est comme on l'est depuis des siècles. Est-ce que le grand Sancho Panza, ce *parangon* de sagesse, n'a point eu aussi ses petites illusions, il y a deux cents ans?

Nous sommes à peine aux premières scènes de la comédie, et déjà don Gregorio est excédé du luxe importun qui de toutes parts s'étale dans la maison de don Juan, du peuple de valets qui l'encombre, de ces visiteurs, protecteurs ou parasites, qui à tout moment y viennent affluer, de l'étiquette insupportable qu'il y faut constamment observer. Toutes ses heures sont indignement bouleversées; à l'heure où autrefois il pouvait dormir à son aise, on le voit aujourd'hui veillant ou courant par la ville; à l'heure où il dînait, c'est tout au plus s'il peut déjeuner maintenant. Encore deux jours d'une vie pareille, et don Gregorio meurt à la peine. Deux jours encore, juste ciel! il préférerait de beaucoup se résigner à ne plus voir son neveu que sur la colline spacieuse et ombragée de Josaphat, où, si l'on en croit les vieilles prophéties légendaires, l'ange du dernier jugement doit convoquer les bons Espagnols. Ce qui scandalise le plus Gregorio, c'est la parfaite indifférence où vivent à l'égard l'un de l'autre, un an après leur mariage, deux jeunes époux dont les amours romanesques avaient été pour tous, — même sous ce beau ciel des Asturies, où pour tous l'amour est l'affaire principale,—un vrai sujet d'admiration et, peu s'en faut, d'ébahissement. M. le marquis ne voit plus sa femme qu'aux heures des repas, et souvent il lui arrive de ne point lui adresser une parole. De son côté, Mme la marquise donne des *tertulias* où elle invite qui bon lui semble; bals, promenades, spectacles et concerts, elle voit tout, elle est partout, et toujours sans M. le marquis. Don Gregorio entame à ce propos une tirade chaleureuse. Le marquis hausse les épaules; il essaie de faire comprendre à son oncle les lois du bon goût et du savoir-vivre. Ne faudrait-il pas, en vérité, qu'il eût jour et nuit sa femme à ses côtés, ni plus ni moins qu'un *escribano* de Xadraque? ne faudrait-il pas qu'il la célât et fît à la moindre occasion le boudeur ou le jaloux? Ah! don Gregorio, vous n'y songez point! On ne se marie pas, quand on est d'un certain rang, pour imposer à sa femme le soin des petits enfans et du ménage : est-ce donc pour rien qne l'on a des majordomes et des gouvernantes? On se marie pour avoir du lustre; ce sont les femmes qui étendent la réputation et le crédit, en Espagne surtout, où les marquises de vingt ans, fussent-elles plus jeunes encore de noblesse, seront toujours préférées à une douairière de la maison d'Ossuna ou d'Oñate, si fière qu'elle puisse être de ses titres et de ses parchemins. Par les femmes, les protecteurs vous arrivent en foule et d'eux-mêmes. Autrefois, quand don Juan Chinchilla avait besoin de recourir à leur bienveillance, c'était lui qui les allait trouver. Maintenant c'est tout le contraire : ce sont eux qui

viennent chercher l'heureux marquis de Rosa-Blanca. Quand il sort avec la marquise, à chaque pas il les rencontre qui le saluent et le complimentent; vous diriez d'une continuelle ovation. Mais on comprend qu'il se décerne très rarement un pareil triomphe; le grand ton exige qu'il l'accompagne tout au plus deux ou trois fois par an, à l'église, au théâtre, à la promenade; c'est à d'autres que ce soin revient. N'est-ce point assez pour lui que des fenêtres du salon il la puisse voir, dans son fringant équipage, entourée de personnages qui bien souvent ne sont rien moins que des ducs et des généraux?

Le marquis et son oncle s'éloignent, et la scène est occupée par de nouveaux personnages que M. Gil y Zárate n'a pas dessinés d'une manière moins piquante; c'est le comte, c'est la marquise dont la toilette vient de s'achever. En vain le comte a-t-il essayé de lui apprendre à prononcer ce mot français de *toilette* avec cette gracieuse aisance qu'y pourrait mettre une de nos marquises du XVIIIe siècle; jusqu'ici le galant y a perdu ses peines, la jeune femme n'a pu encore suffisamment assouplir son terrible accent d'Oviédo ou de Segura : en attendant mieux, sur ses jolies lèvres, ce mot charmant de *toilette* est devenu *toaleta*. Ici commence, entre le comte et la marquise, un dialogue pétillant d'esprit et de malice, où se trouvent scrupuleusement reproduites les manières des coquettes madrilègnes. La marquise est hors d'elle-même : vous pensez qu'elle vient de sa toilette? Détrompez-vous; elle échappe à une véritable question. C'en est fait, la Mouchez ne sait plus déjà peigner une chevelure et la disposer en bandeaux lisses et chatoyans comme la châsse de jais d'une madone grenadine; elle lui a fait aujourd'hui une tête qui doit effrayer les gens. Le comte s'empresse de la rassurer; il est trop amoureux pour ne point la trouver charmante; il déclare pourtant, sa conscience l'y oblige, qu'il manque à deux ou trois boucles un certain degré d'élégance... Mais, en vérité, c'est votre faute, madame! Quand vous procédez à une affaire si importante que celle de votre toilette, pourquoi donc vous enfermer comme une reine-mère dans son oratoire? C'est là méconnaître les plus simples et les plus strictes lois du bon goût. Il est de rigueur qu'à une heure si décisive on convoque autour de soi admirateurs et amis. C'est le moment où une jeune femme se montre dans toute sa grace radieuse; chacun s'empresse de la servir, et brûle pour ainsi dire l'encens sur l'autel de sa beauté. Celui-ci présente les essences parfumées; celui-là, avec de frêles pincettes d'argent, ramène sur les tempes reluisantes une mèche rebelle qui essaie de lutter contre le peigne d'ivoire; tel autre assiste la *camerera* quand elle replace les

rubis ou les émeraudes aux blanches oreilles de sa maîtresse; tel autre enfin se tient prêt à offrir le riche collier de perles, le trop heureux collier qui doit étinceler sur les neiges de l'épaule et du sein. Et pendant tout cela, on discute le nombre des papillottes, le volume et le rang que chacune doit tenir. Est-il donc rien de plus sérieux, de plus important? Quant à la jeune femme qui se voit l'objet de toutes ces prévenances, c'est par un regard, par un simple sourire qu'elle daigne y répondre; chacun la quitte enchanté, et, plus que la veille encore, épris d'elle. A-t-elle perdu sa matinée? Non, certes, car il n'est pas un seul de ses noirs cheveux qui ne doive arracher des soupirs, une seule mèche qui ne lui ait valu un cœur tout entier.

Assurément, ce sont là de magnifiques triomphes; malheureusement, ce n'est point sans efforts, la marquise finit par le comprendre, que l'on parvient à les obtenir. La jeune femme est un peu fatiguée déjà de ces bals où l'on étouffe, de ces plaisirs bruyans dont le plus clair résultat est la pulmonie ou la fièvre, de ces *tertulias,* cohues élégantes où se déchirent les plus belles réputations. Elle-même cependant, la douce et naïve marquise, elle est vraiment passée maîtresse dans cet art charmant de calomnier ou de médire; amis, ennemis, indifférens, inconnus, personne devant elle ne trouve grace. Le comte est émerveillé des progrès de son élève, et il est décidé à ne pas s'arrêter en si beau chemin. Il réussira sûrement s'il parvient à mettre dans ses intérêts la comtesse Dorimène... pardon! nous nous trompons encore, nous voulons dire une baronne dont le marquis s'est épris dès le premier aspect. C'est contre un simple *tortil* de baronne que Dorimène a cette fois échangé sa couronne de comtesse. La baronne est au dernier mieux avec le marquis; mais, par la scène suivante, on verra clairement qu'elle ne peut refuser au comte l'honnête service qu'il lui va demander.

La Baronne. — En vérité, le marquis fait bien les choses; tout ici est élégance et richesse.

Le Comte. — Ce n'est pas la première fois, je le suppose, que vous honorez ces fêtes de votre présence, madame la baronne?

La Baronne. — Je n'aime point ces *galas,* où l'on affronte les indigestions; mais, je l'avouerai, j'ai un faible pour la marquise, et puis je désirais avoir un entretien avec vous.

Le Comte. — Oh! je savais que les grandes dames comme vous, baronne, reçoivent chez elles à dîner bien plutôt que d'aller ainsi dîner chez les autres.

La Baronne. — Ma foi! comte, venez chez moi demain, vous verrez si je ne sais pas faire les honneurs à mon tour.

Le Comte. — Parfait! Il paraît que vous me recevrez dans l'autre maison du marquis.

La Baronne. — Mauvais plaisant!

Le Comte. — Ce luxe au milieu duquel vous reluisez comme dans une châsse, c'est le marquis, j'en suis sûr, qui en doit faire les frais.

La Baronne. — Et pourquoi donc?

Le Comte. — C'est qu'il fut un temps où vous daigniez imposer un tel fardeau à mes débiles épaules.

La Baronne. — Bon! qui se souvient d'un pareil temps?

Le Comte. — Qui? tous mes créanciers.

La Baronne. — Ingrat! comment avez-vous eu le cœur de m'abandonner toute seule à Paris?

Le Comte. — Ma foi! ma chère ame, je te laissai comme je t'avais trouvée. Il me semble, d'ailleurs, que tu t'es consolée bien vite avec ce gros négociant qui t'emmena à Cadix.

La Baronne. — Don Juan de Soto! Le pauvre diable a fait faillite....

Arrêtons-nous un instant. La digne personne n'en finirait point de si tôt, si elle était forcée de dire comment, de vicissitudes en vicissitudes, elle en est venue à jouir de ce luxe extravagant dont elle est redevable aux prodigalités du marquis. Ah! madame, soulevez un peu le coin de votre mantille, j'ai cru entendre la voix de Nérine racontant les mésaventures de jeu ou d'amour des fils de famille et des gentilshommes bas-normands. Et vous, mon beau comte, parlons franchement, ne seriez-vous point par hasard le seigneur Sbrigani?

Par bonheur pour le marquis, il faut bien que tout prenne fin, même les intrigues et les conspirations qu'ourdissent le comte et la baronne contre son honneur et sa fortune. Le marquis est trop fier de la noble société qu'il a réunie dans ses salons pour ne pas la montrer à son oncle; don Gregorio saisit avec empressement l'occasion de contempler face à face ce beau monde, dont on lui a fait de si étranges contes au fond de sa province. Il le faut voir, avec sa bonne grace de muletier *maragato*, présentant de groupe en groupe, à qui veut bien lui adresser une parole, son énorme tabatière d'argent, qu'il vient d'acheter au haut de la rue d'Alcala! Tout à coup,.... ô prodige!..... savez-vous qui don Gregorio s'avise de reconnaître dans cette fière baronne dont l'air superbe et les grandes manières l'avaient au premier abord ébloui? Ni plus ni moins que la Juana Pantojo, l'ancienne servante du bonhomme,... un joli bijou, au demeurant, don Gregorio est trop juste pour ne pas le proclamer de lui-même, la plus habile main des Asturies, sans aucun doute, quand il s'agit de préparer aux pimens un *guisado* de poulets! — La leçon est humiliante pour le

marquis; il n'a garde pourtant de se plaindre, car il voit clairement par quelle pente rapide il allait tout droit à sa complète ruine, et à un autre malheur plus grave encore, dont un Espagnol, si ridicule d'ailleurs qu'on le suppose, ne se peut jamais consoler.

Un Año despues de la boda et *Doña Blanca de Borbon* ferment la série des compositions classiques de M. Gil y Zarate. Ici commence la seconde phase de sa vie littéraire; il est assez curieux de voir comment, du soir au lendemain, il s'est lancé en plein romantisme, bien au-delà du *Roi s'amuse* et de *Richard Darlington*. Considéré à bon droit comme un des chefs de l'école ancienne, M. Gil y Zárate essuyait naturellement les plus rudes attaques, au moment où se représentait *Doña Blanca de Borbon*, de la part des jeunes adeptes de l'école nouvelle. Les querelles des classiques et des romantiques avaient contracté brusquement une vivacité extrême : c'était le moindre argument des adversaires de M. Gil y Zárate de prétendre que, malgré les ressources de son esprit et de son style, il lui serait radicalement impossible de quitter la voie étroite et routinière où il se trouvait engagé. Pour imposer silence à toutes ces clameurs, M. Gil y Zárate n'imagina qu'un moyen, mais, en vérité, le plus sûr : ce fut de répondre par un vrai drame romantique, *Don Carlos el Hechizado* (*Charles II, l'ensorcelé*), qui en Espagne est demeuré le modèle du genre.

Cette pièce a soulevé dans les journaux de la Péninsule, et de temps à autre encore y soulève des polémiques violentes. Le sujet offre tant d'invraisemblances bizarres et de données inadmissibles, qu'il est impossible de comprendre qu'un homme aussi loyal, aussi modéré que M. Gil y Zárate ait eu seulement l'idée de le traiter à la scène. Dans aucune autre pièce du reste, nous devons le reconnaître, M. Gil y Zárate n'a aussi énergiquement engagé, compliqué, tranché l'action dramatique; dans aucune autre, il n'a aussi habilement déployé les richesses de son style capricieux et savant; de l'un à l'autre bout, le vers y est profond et rapide comme les desseins et les vengeances de cette inquisition formidable dont M. Gil y Zárate a d'une si originale façon décrit les sombres magnificences. La représentation de *Don Carlos el Hechizado* a été en Espagne un véritable évènement. Pour la première fois les passions politiques faisaient irruption à la scène; et quelles passions, bon Dieu! celles qui, à Madrid, à Murcie, à Barcelone, ont répandu comme l'eau le sang des moines sur le seuil de marbre de leurs couvens. M. Gil y Zárate appartient cependant au parti modéré; c'est un de ses publicistes les plus dévoués et les plus anciens. Il y a

mieux encore : quelque temps après la représentation de son terrible drame, où la haine du moine éclate comme les obus un jour de bombardement, c'est M. Gil y Zárate lui-même qui, dans ses pages magnifiques sur *l'Esclaustrado* (*le Décloître*), plaidait éloquemment la cause des religieux épargnés en 1834 et en 1835. On peut se demander comment de telles contradictions se sont produites dans un esprit élevé, et en vérité la question serait difficile à résoudre si l'on n'admettait que dans *Don Carlos* l'homme politique a voulu s'effacer complètement devant le poète.

Le héros de *Don Carlos el Hechizado* est le confesseur du roi Charles II, le père Froïlan Diaz, dont il a plu à M. Gil y Zárate de faire un grand inquisiteur en dépit de l'histoire. Dans le drame de M. Gil y Zárate, ce Froïlan est la perversité même de l'enfer incarnée, la perversité de l'enfer telle qu'on la comprend en un pays catholique. Dès la première scène, Charles II, ce roi imbécile dont les derniers jours s'achèvent tristement entre la peur de mourir et l'ennui de vivre, Charles II ouvre à Froïlan son cœur oppressé. Pour lui rendre un peu de résolution et de courage, Froïlan lui fait un tableau magnifique de ses richesses et de sa puissance. Et, en effet, pourquoi donc se désespérer ainsi? Est-il un autre roi qui se puisse comparer au petit-fils de Charles-Quint? Quel autre sceptre sur la terre peut valoir le beau sceptre espagnol? L'or et l'argent de tout un monde coulent à torrens dans les coffres du roi catholique. Pourquoi donc la vie lui pèse-t-elle? Quel mauvais sort, pour employer une expression du poète, le livre sans défense entre les mains de la douleur?

A toutes les consolations le roi demeure insensible; le regard morne, le cœur éteint, il fait à son tour le tableau de ses misères : dans ses vastes royaumes, il n'est pas un Indien condamné au travail des mines, un bohême poursuivi par la faim, qui ne le prît en pitié, s'il pouvait l'entendre racontant à son confesseur tout ce qu'il lui a fallu souffrir. Le roi s'abandonne désormais à une destinée qu'il lui est impossible de conjurer ni de vaincre; il voit le bien, il le désire, et pourtant il n'a jamais fait que le mal. Monté sur le trône, au milieu de toutes les factions déchaînées, jouet de leurs passions qui aspiraient à le retenir dans une perpétuelle enfance, il a été roi, mais de nom seulement. En vain il a vu son humiliation, en vain il a cherché à rompre ses chaînes; s'il échappait à un joug, c'était pour retomber meurtri sous un autre. Toujours malade, il a compris quel fardeau intolérable c'était de porter la couronne; aux plus nobles, aux plus illustres, il aurait voulu donner sa confiance, et cependant ce sont les méchans qui, à

toute époque, se sont emparés de sa volonté. Qu'ont-ils fait de ce pouvoir que lui avaient laissé ses ancêtres? De toutes parts chancelle et s'écroule l'état en décadence; les années de son règne, il les faut compter comme autant de malheurs. Si parfois il a voulu tenter la fortune des armes, il n'a jamais pu acquérir la moindre gloire; — partout la honte et la défaite, sur la terre comme sur la mer. Toujours, dans les guerres d'Italie ou de Flandre, on a vu fuir ou s'incliner en signe de détresse le drapeau des douze royaumes; ce qu'il lui reste de ses domaines est aujourd'hui couvert de ruines et dépeuplé. Et comme si ce n'était point assez des douleurs présentes, son ame s'emplit des terreurs de l'avenir. Face à face avec l'éternité malheureuse, il se demande qui recueillera cet héritage? Et aussitôt il aperçoit les monarques de l'Europe, dont sa mort prochaine éveille les ambitions, dévorer du regard ses Espagnes; vous diriez de loups affamés, guettant le passage des troupeaux dans les ravines du Guipuzcoa. Déjà, se repaissant d'odieuses espérances, ils se sont en secret partagé son manteau royal. Est-ce bien de l'Espagne qu'il s'agit, de l'Espagne qui, hier encore, était la terreur de l'Europe? C'est par lui que s'est évanouie la splendeur du sceptre catholique; la discorde civile, la guerre étrangère, voilà le seul héritage qu'il laisse en mourant.

Assurément, il faut plaindre cette infortune irremédiable; mais, nous le demandons à M. Gil y Zárate lui-même, aujourd'hui qu'il est revenu de son ultrà-romantisme fiévreux, est-ce là une infortune bien dramatique? Dans son *Ruy-Blas*, M. Hugo lui-même, qui pourtant a poussé assez loin, ce nous semble, les hardiesses de l'école, n'a point osé donner le spectacle d'une royauté si complètement décrépite. Indigne de la couronne, avilie par sa faute, et que le poète dédaigne de lui remettre au front, le Charles II de M. Hugo est relégué à l'écart, tandis que dans son manteau, ministres, conseillers de Castille, amirantes, se taillent à leur gré de petits pourpoints. Et encore est-il là question d'un roi capable de supporter les fatigues de la chasse et le *grand vent* qui courbe les forêts de pins des *sierras*, aux alentours d'Aranjuez; le Charles II de M. Gil y Zárate ne pourrait pas même tenir l'escopette avec laquelle celui de M. Hugo *a tué six loups*. Un jour, Charles II, — non pas celui de M. Hugo ou de M. Gil y Zárate, mais le vrai Charles II de l'histoire, — racontant ses maux plus amèrement que de coutume à l'un de ses nombreux confesseurs, le prêtre rebuté lui imposa brusquement silence, et lui dit que, de tous ses péchés envers le ciel, le plus grand, sans aucun doute, était de n'avoir conservé un peu de force que pour se plaindre et gémir. Le

confesseur avait raison, et si Charles II a trouvé grace devant la justice de Dieu, il n'a pas été absous par celle du peuple ni par celle de la postérité. Ce sont des destinées fatales que les destinées des princes : ils personnifient en eux toutes les grandeurs ou toutes les lâchetés de leur époque; si l'on admire en Louis XIV les splendeurs du XVIIe siècle français, Charles II à lui seul inspire tout le dégoût dont on ne se peut défendre à l'aspect du XVIIe siècle espagnol. Ce qui nous étonne, c'est que dans cette Espagne, où tant de nobles intelligences et de courages éprouvés cherchent en ce moment à relever des ruines si anciennes, un poète ait songé à exploiter ainsi le règne qui a le plus amoncelé de ces ruines. Le beau modèle à proposer en vérité, et comme cela doit enhardir les masses aux entreprises par lesquelles se régénèrent les peuples, que d'aller, aux derniers jours de la dynastie autrichienne, dresser minutieusement l'inventaire des fautes et des faiblesses qui ont précipité le déclin de la vieille monarchie! M. Gil y Zárate s'est montré dans son drame fort peu respectueux envers l'histoire. Il semble avoir voulu assombrir encore un tableau qui n'est déjà que trop hideux. Aujourd'hui même, au-delà des Pyrénées, il y a aussi une jeune école de publicistes qui méconnaît systématiquement la vérité historique. Mais elle, du moins, c'est la dignité, c'est l'honneur de la nationalité espagnole qui forme sa préoccupation exclusive. Elle s'efforce de réhabiliter Philippe II : irrésistiblement attirée par le génie et la puissance, elle veut les dégager, quoi qu'il en coûte, des crimes de la politique; si coupable qu'elle soit aux yeux de la science impartiale et scrupuleuse, elle est mieux inspirée, on en conviendra, que l'auteur de *Don Carlos el Hechizado.*

Ce n'est pas tout : M. Gil y Zárate est modéré; dans les revues, dans les journaux, dans les livres, il s'est porté le champion énergique de l'ordre et de la royauté. Mais par quels services M. Gil y Zárate pourra-t-il réparer le tort qu'il a fait au principe monarchique, le jour où il l'a montré, dans son œuvre la plus émouvante, tombé en des mains débiles, et perdant la fortune de tout un pays? Puisqu'il a tant fait que d'entreprendre contre la royauté une procédure implacable, pourquoi n'est-il point allé plus loin et plus haut encore? Plus tard, il a écrit sous la régence d'un soldat et sous la minorité d'une femme : pourquoi n'est-il pas remonté à ces régences et à ces minorités célèbres qui, de l'un à l'autre bout du moyen-âge, ont traîné dans la boue et le sang les sceptres de Castille et d'Aragon?

Poursuivons cependant; à la façon dont M. Gil y Zárate a traité son sujet, on verra bien qu'il y a réfléchi d'avance, et que, pour livrer au discrédit public les institutions qui déjà avaient tant de peine à se dé-

fendre contre les *pronunciamientos* et les révolutions sociales, il lui était impossible de mieux choisir. Épuisé par une maladie qui défie la science, Charles II se tourne avec angoisse vers son confesseur, et le supplie de chercher à pénétrer un si douloureux mystère. Si la sainte église elle-même est hors d'état de le soulager, de quelle autre puissance lui viendra la guérison? Froïlan hésite à répondre. Les inquiétudes du roi s'en augmentent; elles deviennent intolérables. « Parlez! s'écrie-t-il la voix pleine de larmes, ne me cachez rien! Songez que votre ministère vous oblige à tout dévoiler!

FROÏLAN. — Seigneur, il ne m'appartient point de révéler...

LE ROI. — Ah! il serait vrai?...

FROÏLAN. — Quoi, seigneur?...

LE ROI. — Je n'ai pas même le courage de le dire... On affirme... que je suis... possédé du démon!...

FROÏLAN. — Grand Dieu! qui a pu vous apprendre?...

LE ROI, avec désespoir. — C'est donc vrai? Dieu saint! Ah!

(Il se cache le visage dans ses mains qu'il mouille de ses pleurs.)

Dès ce moment, ce n'est plus Charles II, mais bien Froïlan, qui est le vrai roi d'Espagne; Charles II tout entier lui appartient, corps et ame, cœur et volonté. Pour échapper à l'obsession qui est ici-bas comme le symptôme avant-coureur de la réprobation éternelle, Charles II conjure Froïlan de vouloir bien entendre l'aveu de ses fautes; s'il ne tombe point à ses genoux, c'est que Froïlan prend en pitié un prince malade, arrivé au dernier degré de la débilité physique et morale; Froïlan lui permet de rester assis. Tous les deux, confesseur et pénitent, cherchent la cause d'un état si misérable; quels crimes a donc pu commettre un pauvre prince qui ne s'est jamais gouverné lui-même, pour être ainsi livré vivant aux peines de l'enfer? Les crimes de la politique? Évidemment, il n'en peut être responsable, lui que le pouvoir a écrasé toutes les fois qu'il a essayé d'en soutenir le fardeau. La seule faute qu'à toute heure le roi se reproche, c'est une faute d'amour, et c'est aussi la seule dont il lui soit impossible de se repentir. En vain ses confesseurs l'ont absous, il n'a jamais pu se réconcilier avec sa propre conscience; le souvenir de cette faute rajeunit son ame; c'est en lui qu'il trouve la force de supporter les maux dont il est accablé. C'était l'époque où il subissait la honteuse tutelle de ce Valenzuela, qui, pour l'éloigner des affaires, multipliait à la cour les fêtes et les plaisirs énervans. Si Charles II n'avait pas été roi, l'amour l'eût sauvé peut-être; mais à quoi lui pouvait servir d'aimer une vassale, si ce n'est à payer par toute une vie de remords quelques rapides instans de bonheur? Il aima pourtant, et bientôt une fille,

belle et douce comme sa mère, fut le gage d'une si malheureuse passion. Un an plus tard, Dieu lui fit la grace de voir en quel abîme de corruption il s'était jusque-là complu à vivre; quand le confesseur Matilla lui ordonna d'exiler à jamais la mère et la fille, il obéit à regret, mais il obéit. Depuis lors, seize ans se sont écoulés sans qu'il ait pu savoir où s'était réfugiée leur misère, et voilà précisément ce qui lui fait la vie intolérable. Il sait bien qu'en pleurant une enfant dont la naissance fut un crime, il encourt la damnation éternelle; mais comment imposer silence à l'amour paternel qui remue ses entrailles et les déchire? Dans l'enfer même où il va descendre, c'est encore l'absence de sa fille qui sera son plus terrible tourment.

Après un tel aveu, Charles II n'ose lever les yeux sur son confesseur, tant il redoute l'indignation que Froïlan en doit éprouver. Il s'en faut de beaucoup cependant que Froïlan s'indigne et le menace des colères célestes; Froïlan ne songe qu'à le consoler. Que le roi se rassure, c'est un scrupule exagéré qui l'a décidé à éloigner sa fille; le ciel ne s'offensera point qu'il la rappelle dans son palais même pour lui faire oublier de si longues années d'abandon. Qui peut sonder les desseins de Dieu, quand il permet que les rois eux-mêmes viennent à pécher? Si le grand Charles-Quint ne s'était point abandonné, lui aussi, aux séductions de l'amour coupable, l'Europe eût-elle été sauvée par le vainqueur de Lépante? De tous les crimes, d'ailleurs, c'est celui pour lequel le juge suprême se montrera le moins sévère; sans aucun doute, son courroux fléchira devant la prière fervente des Espagnes le jour où la sainte inquisition, qui déjà se prépare à pratiquer l'exorcisme, sommera le démon d'abandonner une ame que la crainte de Dieu seule doit à l'avenir posséder.

Si Froïlan compatit aux maux du roi, il ne faut pas que l'on s'en étonne. Plus que le roi, il a besoin lui-même d'indulgence; plus que le roi, le grand inquisiteur a subi les séductions de la femme; tout la puissance de son cœur, toute la fougue de son esprit, il la consume, il l'épuise à aimer une pauvre enfant abandonnée, recueillie par pitié à Saint-Ildefonse, et dont la reine a fait sa fille d'honneur. Froïlan a osé dire à Inès, — c'est le nom de la jeune fille, — à quel point elle s'est emparée de son ame, et Inès a pris en horreur la passion de cet autre Frollo. Voici le moment d'en faire la remarque : la donnée principale de don *Carlos el Hechizado* est de tout point celle de *Notre-Dame de Paris;* M. Gil y Zárate s'est contenté de l'adapter à quelques personnages historiques de l'Espagne et aux mœurs du XVIIe siècle. C'est dans la manière dont il l'a traitée à son tour, c'est dans la fécon-

dité des moyens dramatiques, c'est dans la richesse et la puissance du style, que réside son incontestable originalité. Il est juste de dire encore que son Inès, aussi intéressante à notre avis que l'Esmeralda, ne ressemble pourtant d'aucune façon à l'héroïne de M. Hugo. Ce n'est pas tout, Inès s'est éprise d'un beau page du roi, Florencio, à qui elle s'est promise, et, de son côté, Florencio aime Inès comme on peut aimer à vingt ans. S'il faut dire ici notre opinion tout entière, nous déclarerons nettement qu'à nos yeux le brillant Phébus de Chateaupers pâlit un peu à côté de ce jeune et ardent Florencio, qui souvent nous a rappelé les plus charmans et les plus loyaux cavaliers des comédies de Tirso de Molina et des drames de Calderon.

Repoussé par Inès, Froïlan imagine une vengeance qui eût effrayé Torquemada et tous les grands inquisiteurs habitués à brûler les nouveaux chrétiens par centaines. Froïlan préside à l'exorcisme qui se pratique sur le roi, et, par le prêtre qui dirige cet exorcisme, il fait déclarer que l'auteur du maléfice n'est autre qu'Inès, la plus belle et la plus jeune des filles d'honneur de la reine. Parlons mieux, ce n'est point un vrai prêtre qui exorcise le roi, mais bien un misérable qui, après avoir changé de nom, s'est arrogé du soir au lendemain les droits et les priviléges du sacré ministère; c'est un barbier des faubourgs de Madrid, et non certes un évêque, qui lui a fait, au haut de la tête, cette large tonsure dont il est si fier. Ce rôle d'imposteur est une monstruosité de plus dans la pièce, et, qui pis est, une monstruosité purement gratuite. Quelle fantaisie a pris à M. Gil y Zárate d'envelopper le clergé séculier dans la même réprobation que les moines? C'est un prêtre séculier qui se charge d'arracher le roi au pouvoir de Satan. Que M. Gil y Zárate se soit fait, en l'exagérant, l'interprète de la haine que les moines inspirent au peuple, cela n'est guère généreux à une époque où les moines demandent un peu de pain comme l'on sollicite une aumône, et où l'aumône leur est refusée. A toute force pourtant, cela peut se comprendre : cette haine subsiste en dernier résultat. Mais ce clergé séculier si résigné, si honnête, dont on a pu, il est vrai, contester les lumières, les lumières seulement et non les vertus, pourquoi le faire intervenir où il n'a que faire? Pourquoi le représenter comme le complice de l'inquisition qu'il a de tout temps combattue au nom de l'humanité?

Froïlan a surpris le secret de l'exorciste; il le force à dénoncer Inès, lui donnant le choix entre un bûcher ou un riche bénéfice. On peut juger si le faux prêtre hésite à porter contre Inès l'accusation formidable qui tout aussitôt la plonge dans les cachots de l'inquisition. A

cette nouvelle qu'Inès est arrêtée pour crime de sorcellerie, Florencio parcourt le palais, la rage au cœur, les paroles de révolte à la bouche : contre le saint-office, contre le joug des moines et contre les ordres religieux en général, Florencio profère la plus furieuse imprécation qui se soit jamais fait entendre au théâtre; mais nous sommes encore sous Charles II, c'est-à-dire séparés par tout un siècle de l'époque où les cortès de Cadix doivent abolir le saint-office, et par un siècle et demi de celle où la populace aux bras nus de Madrid et de Murcie doit égorger les moines. Florencio appelle en pure perte ses amis à la vengeance; tout ce qu'il y gagne, c'est d'être arrêté lui-même et conduit à la prison, où Inès attend déjà son arrêt de mort.

Nous nous bornons à poursuivre l'idée capitale du drame, à travers les incidens qui s'y mêlent et la compliquent. Nous vous faisons même grace du roi Charles II, à genoux dans une chapelle du couvent d'Atocha, où se passe l'action du second acte, le cierge en main et prêt à subir l'exorcisme. Aucun poète n'a tracé de la puissance du saint-office une peinture qui ne s'efface devant celle qu'en a faite l'auteur de *Don Carlos el Hechizado*. Tout proclame cette puissance, les rumeurs que jettent au loin par la ville les apprêts de l'auto-da-fé, les terreurs du roi, les terreurs du peuple, celles des plus grands seigneurs et des plus grandes dames qui accourent à leurs balcons, si tôt que se font entendre les sommations des familiers et des alguazils, pour saluer avec leurs mouchoirs blancs l'étendard de la sainte inquisition. Hâtons-nous de revenir à Froïlan et à sa passion abominable qui s'acharne à la perte d'Inès; aussi bien est-ce contre le moine amoureux que le poète a voulu tourner tout l'effet de sa conception, la plus audacieuse, sans aucun doute, qui se soit produite sur la scène romantique. Dans le cachot où Inès se prépare à mourir, Froïlan lui vient brusquement proposer de racheter sa vie au prix de l'honneur; de toutes ces infamies, le grand-inquisiteur ne retire qu'un refus exprimé avec la même énergie et le même dédain. Il y a ici une scène qu'il serait vraiment difficile de lire jusqu'au bout, si pendant que Froïlan s'attache, pour ébranler Inès, à lui décrire la mort par le chevalet, par l'estrapade, par la flamme qui vous enlace toute vive, et, desséchant la peau, vous pompe le sang, la fière Inès ne répondait par les plus nobles paroles de résignation que lèvres de Castillane aient jamais prononcées. C'est un contraste d'idées qui peut-être ne s'est point rencontré encore dans une autre œuvre littéraire au même degré. Froïlan se roule aux pieds d'Inès, mordant ses chaînes et la poussière du cachot; prières et menaces échouent contre les mépris

de la captive. Un instant, il la peut désoler en lui annonçant que sur le même bûcher où elle doit brûler vive, Florencio est aussi condamné à mourir. Les amours d'Inès et de Florencio ne sont point de celles que l'on peut étouffer sur la terre; par-delà les flammes du bûcher, elles revivent dans le ciel. Pour son amant, Inès accepte fièrement la mort comme elle l'avait acceptée pour elle-même, et Inès a bien jugé son amant. Froïlan quitte enfin le cachot et va lui-même veiller aux apprêts du supplice. Touché des larmes de la condamnée et ne pouvant, comme il le dit lui-même, *résister à une si douce sorcellerie*, le geôlier de l'inquisition lui amène Florencio. Tous deux résolus à mourir, Inès et Florencio se demandent s'il ne vaut pas mieux en finir par le poison que par les flammes; pendant que les familiers du saint-office imaginent de nouvelles tortures, tous deux échapperont à leurs persécuteurs. Ici commence la plus belle scène du drame, celle où M. Gil y Zárate a mis le plus de poésie et d'élévation, la seule du reste où il n'ait exprimé que des sentimens généreux, la seule qu'à ce titre on puisse applaudir sans le moindre scrupule et de tout son cœur. Florencio ôte de son doigt un anneau qui renferme un poison subtil, et, après l'avoir ouvert, l'applique à ses lèvres. A ce moment Inès, subitement frappée d'une autre idée, s'élance à lui et arrête son bras :

« Attends, s'écrie-t-elle, que faisions-nous? attends!...

FLORENCIO. — Eh quoi! tu as peur?

INÈS. — Moi! avoir peur?.... tu te trompes... Du moins, je n'ai pas peur de mourir, mais seulement de te perdre...

FLORENCIO. — Tu dois me perdre, et pour toujours; ainsi le veut le destin inexorable.

INÈS. — Oui, dans ce monde de misères; mais dans un monde meilleur nous devons nous retrouver ensemble et nous aimer d'un éternel amour. C'est là l'espérance enivrante qui dans tous mes maux m'a soutenue. Mais du séjour céleste c'est la vertu qui ouvre les portes, et notre dessein est si criminel! Souffrons, ô mon bien-aimé! sachons souffrir. Qu'importe de souffrir une heure encore, si, toujours purs et dignes de grace, nous pouvons bientôt nous présenter devant le trône de Dieu? Crains-tu que le courage manque à la femme que tu aimes? Non, quand je subirai ma sentence, tu me verras sourire au milieu des flammes; fixe alors tes yeux sur les miens tu verras que, fixant aussi mes regards sur toi, je te donnerai le *oui* nuptial d'une voix aussi ferme que si nous étions au pied de l'autel..... En dépit de nos persécuteurs, le bûcher même sera l'autel; ses charbons ardens se convertiront en un lit de roses où s'accomplira notre union! »

Rarement, il en faut convenir, la résignation et l'espérance chrétienne ont trouvé de plus sublimes accens. On peut juger de l'impres

sion que doit produire une telle scène dans un pays où chacun au besoin sait mourir, sans rien comprendre, du reste, à *Werther* ni à *René*.

Nous voici parvenus au cinquième acte; dès ce moment, le drame se précipite avec une rapidité sans exemple dans le théâtre espagnol. Revêtu du costume des condamnées et coiffée du *san-benito*, Inès est conduite au supplice. Durant le trajet, elle échappe aux alguazils et se réfugie au palais; elle pénètre jusqu'au roi Charles II. Dans l'égarement de la désolation et de la terreur, elle se jette aux genoux du roi, elle parle de ses malheurs et de sa naissance... Le roi, qui d'abord avait reculé, comme à l'aspect d'une réprouvée, s'élance vers elle et l'embrasse avec effusion. Inès est sa fille, sa fille dont la perte lui arrache depuis seize ans des larmes si amères, et que, depuis bien des jours déjà, il faisait vainement chercher de l'un à l'autre bout des Espagnes! En l'embrassant, Charles II renaît enfin au bonheur de vivre; mais Froïlan se présente, à la tête des familiers du saint-office, réclamant la *sorcière* qui doit mourir. Charles II s'indigne, il prie, il pleure, il menace le grand-inquisiteur de sa colère. La colère de Charles II! Elle est bien faite pour intimider l'inquisition, qui a bravé celle du fils tout-puissant de Charles-Quint! Froïlan va l'emporter sans aucun doute, quand tout à coup un jeune soldat, qui jusque-là s'est tenu à la porte, la visière baissée et l'arquebuse à l'épaule, jetant au loin son arme pesante sur le parquet sonore et dégaînant un poignard, s'avance vers Froïlan, lui montre à nu son visage, et lui dit : « Me reconnais-tu? — Florencio! s'écrie Froïlan. » Oui, Florencio, qui, lui aussi, est parvenu à s'échapper des cachots du saint-office; Florencio, qui, sous l'habit d'un garde, venait demander au roi la grace d'Inès. Mais ce n'est point assez qu'Inès vive, il faut encore qu'elle soit vengée. A peine Froïlan a-t-il reconnu Florencio, que celui-ci lui plonge son poignard dans le cœur.

A mesure que nous avons présenté l'analyse de ce drame, nous avons eu soin d'en indiquer les qualités et les défauts. Chacun, du reste, a pu voir ce que les situations ont de véritablement tragique, et ce qu'elles ont d'exagéré, ce que M. Gil y Zárate a de temps en temps mis de grandeur dans les caractères, et en quoi il les a outrés. M. Gil y Zárate a exactement décrit les mœurs de l'Espagne au XVIIe siècle, mais à un point de vue exclusif et par conséquent étroit, au point de vue de la terreur qu'inspirait le seul nom du saint-office. C'est le style qui forme la plus brillante partie de l'œuvre, bien que çà et là il soit un peu forcé, et que plus souvent encore il manque, non pas d'énergie, mais de concision. Ce n'est pas, du reste, sous le rapport littéraire que *Don Carlos*

el Hechizado doit être avant tout jugé, mais sous le rapport moral et politique; le drame serait de tout point une œuvre littéraire excellente, que M. Gil y Zárate devrait encore se le reprocher comme une mauvaise action. Nous avons, en 1838, assisté à une représentation de *Don Carlos :* parmi les clameurs qui, dans les hautes galeries, s'élevaient au moment où Florencio maudit tous les moines dans la personne de Froïlan, au moment où ce dernier tombe sous le poignard du jeune page, on pouvait, dit-on, parfois reconnaître la voix des *septembriseurs* de 1834 et de 1835.

Aucun genre de succès n'a manqué à la pièce de M. Gil y Zárate; dans un pays où, dès la sixième soirée, le public se rebute et s'éloigne du drame nouveau, *Don Carlos* a dépassé d'un seul trait et de beaucoup les cent représentations. Quand les progressistes avaient en main le pouvoir, ils se réjouissaient d'une pièce qui exaltait si bien les plus aveugles instincts révolutionnaires; et les modérés se seraient exposés à une émeute furieuse, si, rentrés aux affaires, ils avaient essayé d'interdire la scène *del Principe* à ce roi possédé du démon, à ce moine corrompu et fanatique, à cette jeune fille qui va toute vive brûler sous le *san-benito*. Dès son apparition, *Don Carlos* a soulevé dans la presse péninsulaire des polémiques violentes qui, nous l'avons dit, se réveillent encore de temps à autre. Enfin, il a eu jusqu'aux honneurs d'une poursuite judiciaire : un parent du père Froïlan Diaz, indigné de voir le nom de sa famille livré tous les soirs à l'exécration publique, somma M. Gil y Zárate de déclarer qu'il avait pris, non dans l'histoire, mais dans son imagination, l'odieux personnage du grand-inquisiteur. Le procès n'eut pas lieu pourtant, et nous ne savons pour quels motifs. Assurément, le parent du père Froïlan fit preuve, en se désistant, d'une modération fort louable; il n'en est pas moins vrai qu'aucune autre mémoire historique n'a été aussi étrangement défigurée et travestie. Ce père Froïlan n'a jamais été grand-inquisiteur, mais tout simplement confesseur du roi Charles II. Bien loin de s'être porté le dénonciateur en titre du saint-office, c'est lui précisément qui a eu à se débattre contre ses persécutions. En butte à l'inimitié de la reine, par la seule raison que, dans une monarchie absolue, une reine doit haïr nécessairement le confesseur du roi, il se vit contraint de se réfugier à Ségovie pour échapper au grand-inquisiteur de l'époque, don Baltasar de Mendoza, que la reine avait irrité contre lui. On ne sait jusqu'où serait allée la haine de la reine et du grand-inquisiteur, si, dès son avènement, Philippe V, qui réellement a eu l'intention d'abolir le saint-office, n'avait, de sa pleine autorité, ordonné la suppression

de la procédure que le zélé Mendoza s'était mis déjà en devoir d'entamer. Sur un seul point, M. Gil y Zárate ne s'est pas écarté de la vérité historique : de concert avec Rocaberti, le prédécesseur de Mendoza, Froïlan, cela est certain, a pratiqué l'exorcisme sur le roi Charles II; mais qu'est-ce donc que cela prouve, sinon que Froïlan et Rocaberti croyaient à la sorcellerie comme la plupart des Espagnols de leur temps? Nous avons sous les yeux un procès-verbal de l'inquisition, dressé à Saragosse, le 4 juin 1640, contre don Pedro Arruebo, seigneur de Lartosa, condamné au fouet et aux galères pour avoir livré à Satan plus de six cents personnes, dans le seul royaume d'Aragon. Et que parlons-nous de l'Espagne et de 1640? Ceux qui, en plein XIXe siècle, ont visité nos provinces pyrénéennes, savent bien si la foi en la puissance de l'exorcisme est un dogme qui se puisse retrancher aisément de la religion du midi.

C'est de lui-même, au demeurant, que M. Gil y Zárate a quitté les voies excentriques, non pour revenir au genre classique, — après *Don Carlos el Hechizado*, c'était là un retour impossible, — mais pour se rallier étroitement à l'école nouvelle inaugurée par le *Don Alvaro* de M. le duc de Rivas. M. Gil y Zárate a depuis composé un assez grand nombre de comédies et de drames dont l'intrigue et le dialogue rappellent à quelque degré les meilleures pièces de l'ancien théâtre espagnol. Quatre de ces drames, *Don Alvaro de Luna*, *un Monarca y su privado* (*un Monarque et son favori*, Philippe IV et Olivarès), *el Gran Capitan* (Gonzalve de Cordoue), *Masaniello*, ont pour sujet des évènemens historiques, et il serait inutile d'en entreprendre ici l'analyse : qui ne sait à quoi s'en tenir sur la révolte des lazzaroni, sur les prouesses de Gonzalvè, sur les intrigues et les galanteries de la cour de Philippe IV, sur la chute du connétable Alvaro de Luna? Si à toute force on voulait établir des analogies entre ces œuvres et quelques monumens du théâtre moderne en Europe, ce n'est point chez nos dramaturges qu'il les faudrait chercher, mais bien plutôt dans le *Comte d'Egmont* de Goethe et la *Marie Stuart* de Schiller. Dans les autres pièces de M. Gil y Zárate, *Matilde*, *Rosmunda*, *Cecilia la ciguecita* (*Cécile l'aveugle*), l'action est exclusivement défrayée par l'amour ou l'ancienne loyauté castillane; ce sont particulièrement les mérites du style qui leur ont valu un accueil favorable sur les scènes *del Principe* et de la *Cruz*. Le drame de *Don Guzman el Bueno* est le titre durable de M. Gil y Zárate; cette pièce reproduit également les vieilles mœurs espagnoles, et dans un style qui est, à notre avis, le point d'arrêt du poète : il importe de s'y arrêter. Nous aurons montré comment don

Antonio Gil y Zárate a successivement marqué dans les trois écoles : dans l'école classique où il a produit une comédie charmante, dans l'école romantique qui lui doit une de ses conceptions les plus audacieuses, et dans celle qui a salué *Guzman el Bueno* comme un éclatant hommage à ses sympathies pour Tirso de Molina et Calderon.

Don Guzman el Bueno est une des quatre pièces dont la poésie espagnole contemporaine est à bon droit le plus fière; de l'un à l'autre bout de la Péninsule, le *Don Guzman* est aussi populaire que le *Don Alvaro* de M. le duc de Rivas, *los Amantes de Teruel* de M. Hartzembusch, *el Zapatero y el rey* de M. Zorrilla. Le principal personnage de M. Gil y Zárate est le plus glorieux ancêtre de l'illustre famille des Médina-Cœli; dans leur palais de Barcelone, les ducs de ce nom montrent encore la devise adoptée par leurs pères, en souvenir de l'héroïque dévouement qui forme le sujet du drame de M. Gil y Zárate : *Patriam liberis præferre parentem decet*, — à sa patrie un père est tenu de sacrifier ses enfans. Don Guzman est gouverneur, sur les côtes d'Andalousie, d'une ville qu'il a prise sur les Arabes, à la tête de ses vassaux. Au premier jour, les Arabes, refoulés jusqu'à Grenade, reviendront en force pour essayer de reconquérir leur boulevard maritime, la riche et fière ville de Tarifa. Don Guzman se prépare à la plus opiniâtre résistance, et comme il se propose d'associer désormais son fils don Pedro à tous ses périls et à toutes ses fatigues, il convoque au palais écuyers et *ricos-hombres;* en leur présence, il arme lui-même don Pedro chevalier. Dans les pièces de M. Gil y Zárate, c'est toujours la première scène qui est la plus imposante. On a pu s'en convaincre par le dialogue de Charles II et de Froïlan, qui ouvre *Don Carlos el Hechizado :* le prologue de *Don Guzman el Bueno* nous paraît plus saisissant encore et de beaucoup par la noblesse des caractères et la force de la situation.

Nous avons été sévère envers M. Gil y Zárate à propos de son drame; aussi, nous l'espérons, notre opinion ne paraîtra point irréfléchie ni suspecte, si nous affirmons que *Don Guzman* est la meilleure épopée dramatique que les siècles chevaleresques de l'Espagne aient jusqu'à ce jour inspirée. Les personnages historiques de ce moyen-âge de l'Espagne, si violent et à fois si loyal, y reprennent tous leur physionomie hautaine ou mélancolique et leurs véritables allures. On reconnaît dans don Guzman le haut baron qui sait bien quelle responsabilité lui impose la part qu'il exerce de la souveraineté féodale, et poursuit la mission chrétienne par la lance comme le prêtre par la parole; on aime dans doña Maria, la mère pieuse et vaillante qui, aux

périls de son fils, s'alarme et défaille, et ne lui pourrait pardonner cependant de les avoir fuis. — Nuño est le vrai soldat des guerres de religion et de race, qui, toujours poussé en avant par la haine du Maure, serait capable de suspendre aux fourches patibulaires du camp un infant de Castille et l'archevêque de Tolède lui-même, s'ils pouvaient le moins du monde se montrer favorables aux ennemis de son Dieu; — l'infant don Juan, le seul type abhorré du XIIIe et du XIVe siècle en Espagne, est bien le prince inquiet et sans foi qui, pour assouvir ses ambitions félonnes, ne recule ni devant la révolte ni devant la défection. A côté de ces personnages principaux se détachent heureusement don Pedro, le chevalier de vingt ans, qui épuisera jusqu'aux dernières gouttes de son sang, pourvu que, des hauts balcons de la ville, les yeux noirs d'une femme s'efforcent de distinguer au loin dans les plaines son pennon que balafre le fer recourbé des cimeterres; — doña Sol, la fière Castillane qui durant la paix se dérobe sous les longs voiles, et pendant les guerres ne veut faire son lit nuptial qu'avec des bannières musulmanes; — Aben-Comat, enfin, le seul chevalier maure que le drame espagnol ait osé représenter comme étaient réellement les chevaliers maures, si intrépide dans le combat, si généreux après la victoire, que don Guzman lui-même se tient honoré d'être son ami. L'action est simple et dégagée tout-à-fait des incidens et des épisodes qui en pourraient affaiblir l'intérêt; il suffit de la raconter en très peu de mots pour que l'on puisse voir combien y abondent les péripéties inattendues, avec quelle habileté le poète les amène et les dispose, et comment pour ainsi dire elles se doivent distribuer d'elles-mêmes à tous les actes et à toutes les scènes capitales.

Tarifa est assiégée par les infidèles que l'infant don Juan va rejoindre avec tous ses vassaux. Le jour même où il est armé chevalier, don Pedro tombe au pouvoir des Arabes; pour le délivrer, son père et Nuño se disposent à faire une sortie générale, quand tout à coup don Pedro lui-même rentre dans Tarifa, accompagné d'Aben-Comat. Aben-Comat se voit contraint par les Walis et par l'infant de remplir auprès de Guzman une mission dont il s'acquitte, la rougeur au front et le regard baissé; il se voit contraint de lui dire que si, au moment où le clairon musulman se sera fait trois fois entendre, il n'a pas livré la place, son fils don Pedro, qui sur sa foi de chevalier a juré de retourner dans la journée même auprès de l'infant, sera mis à mort en vue des remparts. Don Guzman s'indigne d'une proposition si infame; sur l'heure même, don Pedro repartira pour le camp ennemi. En vain doña Maria et doña Sol, la mère et la fiancée, s'efforcent de le retenir;

don Pedro s'arrache à leurs embrassemens, et la première fanfare annonce qu'il est de nouveau entre les mains des infidèles. A la seconde fanfare, peuple et soldats, la ville entière court aux remparts; la chevelure éparse et les vêtemens en désordre, doña Sol exige qu'on aille déclarer à l'infant que de son propre sang elle paiera la mort de son fiancé. Doña Sol est la fille de l'infant; sans aucun doute, pour ne point perdre sa fille, le traître épargnera don Pedro. Doña Sol se trompe; le rauque son de la troisième fanfare a retenti déjà, il arrive à la ville rapide et perçant comme l'acier d'une flèche cordouane; un cri terrible s'élance de toutes les poitrines oppressées d'horreur et d'angoisse. Tarifa sera pour toujours chrétienne; mais don Guzman n'a plus de fils.

Voilà, il en faut convenir, une œuvre d'une donnée vraiment neuve, et dont le dénouement est original, si jamais il en fut. Sommes-nous obligé de dire quelle durable émotion ce dénouement laisse au fond de tous les esprits? Par *Don Guzman el Bueno*, M. Gil y Zárate a du premier pas accompli un grand progrès littéraire; qu'il persiste, et désormais, pour devenir populaire, le poète, chez lui, n'aura plus besoin de dénaturer l'histoire et de saper à leur base des institutions que le publiciste a toujours défendues. Il n'aura plus besoin d'emprunter le sujet et les principaux incidens de ses pièces aux poètes étrangers, à Molière, à Victor Hugo, à Schiller, à Walter Scott lui-même, comme le témoignent *Un Año despues de la boda*, *Don Carlos el Hechizado* et *Rosmunda*. Ce n'est point ainsi qu'autrefois l'auteur du *Cid* et celui de *Gil Blas* imitaient les vieux dramaturges de l'Espagne et ses vieux romanciers. Comme MM. de Rivas, Hartzembusch et Zorrilla, M. Gil y Zárate est certainement le petit-fils des Rojas et des Calderon. Pour la force des conceptions et l'habileté des moyens dramatiques, les uns et les autres, pourquoi ne pas le dire? peuvent sans désavantage soutenir la comparaison avec leurs maîtres : ce qu'ils n'ont pu réinstaller encore sur les scènes de la *Cruz* et *del Principe*, c'est la fantaisie adorable des charmans génies qui ont écrit *el Premio del bien hablar* (*le Prix du beau langage*) et *la Estrella de Sevilla* (*l'Étoile de Séville*), c'est leur profond et solide bon sens. Les tragiques actuels de la Péninsule ont eu tort, nous le croyons, de renoncer tout-à-fait à cet élément comique dont les plus sombres œuvres de l'ancien répertoire abondent beaucoup trop peut-être; ce *gracioso* éternel qui rebute aujourd'hui le goût délicat du public valencien ou madrilègne, il ne s'agissait point de le supprimer complètement, mais bien de le transformer. Quoi qu'il en soit, à l'exemple de MM. de

Rivas, Gil y Zárate, Zorrilla, Hartzembusch, toute une phalange de jeunes esprits noblement inspirés, et dont les travaux doivent infailliblement attirer l'attention de l'Europe, s'éprend chaque jour davantage des gloires, des mœurs, des traditions péninsulaires. Par la régénération littéraire, l'Espagne doit reconquérir sa place dans la civilisation générale autant pour le moins que par la réforme de ses institutions.

Le théâtre de l'Espagne est plus heureux que le nôtre. A l'excès du romantisme qui a compromis l'école entière, on voudrait voir succéder chez nous une période nouvelle qui, transformant le genre et l'agrandissant, l'élèverait à la hauteur de la civilisation actuelle de la France. Il faut le dire pourtant, nous en sommes à la phase de découragement et de lassitude : rien encore ne laisse entrevoir le jour où la poésie nationale reprendra son plein et vigoureux essor. En Espagne, c'est tout le contraire; si pendant quelque temps le théâtre de la Péninsule a subi comme le nôtre l'influence exclusive du genre classique et puis celle du genre romantique, il a du moins secoué franchement l'une et l'autre pour redevenir ce qu'il était, il y a un siècle et demi à peine, avant le complet abaissement de la scène madrilègne ou sévillane. Et en effet, pourquoi se faire Allemand, Français ou Anglais, quand il y a pour lui tant de profit à redevenir Espagnol? Chaque peuple, s'il veut sérieusement renaître à la vie intellectuelle, est tenu de s'inspirer des idées et des sentimens qui lui sont propres. On peut bien, en dehors de ces voies fécondes, déconcerter un instant le goût public ou l'éblouir par les brillans caprices et les imitations décevantes; mais c'est dans la seule originalité de ses allures que doit chercher l'avenir toute littérature qui se sent forte et vivace, et l'originalité ne se conserve ou ne se recouvre que par le culte religieux de la nationalité. Durant tout ce mouvement de rénovation où se retrempe et se rajeunit la poésie espagnole, M. Gil y Zárate soutiendra bien, nous l'espérons, la responsabilité que lui imposent l'énergie même de son talent et l'élévation de son esprit. M. Gil y Zárate n'a point pris l'initiative; c'est M. le duc de Rivas qui à bon droit en revendique l'honneur. Cependant nul mieux que M. Gil y Zárate ne peut en assurer le triomphe par ce rare instinct des choses les plus émouvantes et les plus grandioses de la scène, que discipline aujourd'hui l'expérience, par les réels mérites des idées aussi bien que par ceux du style. En un pays tel que l'Espagne, n'est-ce point une précieuse fortune pour un homme de passion et d'imagination éclatante, que chez lui on trouve non-seulement un poète, mais encore un penseur?

XAVIER DURRIEU.

REVUE LITTÉRAIRE.

HISTOIRE. — POÉSIES. — ROMANS.

Parlons d'abord de quelques ouvrages d'histoire. Aussi bien, des trois branches productives de la littérature actuelle, l'histoire, la poésie et le roman, c'est l'histoire qui tient le mieux son rang et ne déroge pas. Tandis que la poésie fait l'école buissonnière et que le roman s'égare dans un mercantilisme cupide, l'histoire garde ses habitudes de dignité et de travail, et, sauf quelques exceptions, — il y a toujours quelques Varillas à droite ou à gauche, — mérite l'estime, parfois même une renommée éclatante et durable. Je ne sais dans quel vieux conte j'ai lu qu'il y avait une fois une mère d'assez bonne maison qui avait un fils et deux filles, — trois enfans de grande espérance. L'aînée des deux sœurs, prudente et rangée, fit un mariage convenable, et prit position dans le monde; la seconde, plus séduisante, plus belle, et dont l'enfance avait été brillante, presque magique, prêta l'oreille aux propos trompeurs, et se laissa enlever un beau jour, abandonnant la maison natale pour courir les aventures; le jeune homme, spirituel et hardi, pouvant prétendre à tout, et ayant donné assez de preuves de son mérite précoce pour qu'on pût, sans trop de présomption, compter sur son avenir, se jeta dans tous les débordemens, gaspilla les dons les plus rares, et se prépara une mauvaise fin. — Si la poésie et le roman connaissent leur mal, ils me comprendront; s'ils ne le connaissent pas, ils crieront au pédantisme. Fi du pédantisme! je ne l'aime pas, et je le dis tout haut. Je n'en cours

pas moins la chance de passer pour un maître d'école aux yeux de tel romancier superbe qui prendra pour une injure un bon conseil, ou de tel poète irritable qui se croira blessé au moment où il sera secouru. Advienne que pourra. Je vais être vrai avec tous ceux que je rencontrerai sur ma route, poètes, romanciers, historiens; il en restera toujours quelque chose.

Les fonctions d'historien deviennent chaque jour plus difficiles à remplir. Lorsqu'à l'histoire superficielle, qui prenait les faits à fleur de terre, succéda l'histoire aux nombreuses recherches, aux fouilles profondes, la nouveauté, dans les premiers momens, suffisait, on était facile sur le reste. La nouveauté était un pavillon qui circulait librement et forçait tous les passages; mais aujourd'hui que les travaux ont été poussés loin, que les documens ont été accumulés en grand nombre et de tous côtés, on est devenu à bon droit plus exigeant, et l'on demande presque chez l'historien toutes les qualités au complet : science et impartialité, clarté et profondeur, style original. Quelques hommes ont répondu noblement à ce programme, et ce n'est pas une médiocre consolation, dans l'abaissement actuel des lettres, de voir s'élever ces vaillans et heureux champions des études historiques, au nombre desquels il faut placer M. Michelet.

M. Michelet continue son immense travail sur l'histoire de France avec une patience courageuse et sans fatigue apparente; son sixième volume est digne de ses aînés, s'il ne leur est point supérieur. Pour qui connaît en effet le procédé de M. Michelet, il est aisé de comprendre qu'appliquée à ce règne de Louis XI, qui exige presque autant les qualités du romancier que celles de l'historien, il ait réussi, et que le tableau soit bien venu. Louis XI, on l'a remarqué, est le roi de France qui a été le plus curieusement interrogé dans ces derniers temps. Je m'explique sans peine cette curiosité de notre époque révolutionnaire à l'égard de ce bizarre et profond personnage, qui a commencé en France les révolutions. Bizarre et profond personnage en effet, accomplissant une œuvre gigantesque avec des formes souvent puériles et ridicules, agrandissant la France et comprenant si bien les avantages de l'unité, qu'il disait à Comines : « Si je vis encore quelques années, il n'y aura en France qu'une coutume, un poids et une mesure! » Prodigieuse pensée qui ne devait s'accomplir que plusieurs siècles plus tard! Homme habile qui jouait les autres et s'est plus d'une fois joué lui-même, comme cela arrive souvent à la ruse qui se prend à son trébuchet. Audacieux quelquefois, et souvent lâche, car il ne se piquait pas à contre-temps de cœur romain, dit Bayle; tyran qui donne asile à l'imprimerie, c'est-à-dire à la liberté future du monde; la tête la plus positive et la plus superstitieuse : tout mis en balance, dit Duclos, c'était un roi. Oui, c'était un roi, et un vilain homme.

Moins grand comme politique, Charles-le-Téméraire a une physionomie plus attachante et plus poétique. Enthousiaste et opiniâtre, ayant foi à sa fortune depuis les triomphes de Montlhéry et de Dinant, aimant l'antiquité, ce qui est toujours un bon témoignage, et cherchant sans cesse à comprendre Alexandre, Annibal et César; faisant de grandes choses sans suite, ayant

pour toute politique la soif de l'ambition et l'amour de la gloire, trop pompeux en habillemens, au dire de Commines, fou de musique, très habile aux échecs, grand prince après tout, et bref, ayant disparu dans la tempête comme Romulus; le duc de Bourgogne est sur les confins de l'histoire et du roman, où vient se placer aussi Warwick, l'homme à la prodigieuse fortune. Warwick est un souverain véritable, recevant à Londres tout le monde à portes ouvertes, et ayant des tables abondamment servies pour tous, si riche, que dans tous ses châteaux il nourrissait plus de trente mille personnes; si puissant, qu'il tenait deux rois sous clé, Henri VI à Londres, Édouard IV dans un château du nord; négociateur adroit, le plus adroit de son siècle, n'ayant pas su finir toutefois et couronner l'œuvre, et terminant misérablement ses prospérités inouies.

Ces trois figures, Louis XI, Charles-le-Téméraire et Warwick, vivent sous le pinceau de M. Michelet, qui a su également, avec beaucoup d'habileté, dérouler le tableau des évènemens. Tant qu'il ne s'agit que de peindre, l'imagination de M. Michelet le sert à merveille. Quand il s'agit de conclure, M. Michelet est moins heureux. En général, ses conclusions manquent d'étendue, et son coup d'œil, si perçant parfois, ne s'étend pas toujours assez loin.

M. Michelet, dans ce dernier volume, a eu à rivaliser avec deux historiens remarquables, M. de Barante et Jean de Muller. Or, M. de Barante a rempli sa tâche avec une vive intelligence et un goût irréprochable, et Jean de Muller avec un bon sens profond et une grande largeur de vues. M. Michelet a payé, comme il convenait, hommage à ses devanciers; la note est en tout point convenable : cependant je ne puis m'empêcher de remarquer qu'il appelle M. de Barante et Jean de Muller « deux grands et *aimables* historiens; » il me semble qu'*aimables* n'était pas tout-à-fait le mot juste.

Au milieu des effets heureux de style, on pourrait en noter quelques-uns de bizarres. Il y a aussi dans ce volume quelques inadvertances qui disparaîtront sans doute à une seconde édition. Ainsi, lorsque le roi, en 1465, rentre à Paris après les troubles où il avait failli par hasard perdre la couronne, M. Michelet dit que, « voyant le tyran revenir en force, on s'attendait à des vengeances de Marius et de Sylla. » Et le paragraphe suivant s'ouvre par ces mots : « On savait le roi si peu rancuneux. » Comment, si on savait le roi peu rancuneux, pouvait-on s'attendre à des vengeances de Sylla? Il y a là une contradiction qui saute aux yeux. A un autre endroit, M. Michelet dit : « A peine roi, il prit l'habit de pèlerin, la cape de gros drap gris, avec les housseaux de voyage, et il ne les ôta qu'à la mort. » Cependant, l'auteur dit autre part que le roi était vêtu d'une riche robe fourrée, car, « ajoute-t-il, « vers la fin, il s'habillait richement. » C'est mon zèle pour les intérêts de l'éminent écrivain qui me rend si minutieux.

M. Michelet ne s'est pas contenté d'offrir pour son compte de bonnes pages d'histoire à notre époque; il a été réveiller au fond de son tombeau une intelligence supérieure oubliée depuis un siècle et demi, et il a eu l'honneur de présenter Vico à la génération nouvelle. Il y a des résurrec-

tions dans les lettres, et des revenans glorieux. De grands esprits, dédaignés de leur vivant, émergent du sein des ombres et viennent, après décès, prendre possession de la vie pour ne plus la quitter : c'est une belle revanche; Vico a eu la sienne, et il doit à M. Michelet d'avoir si promptement gagné sa partie en France. Il est vrai cependant que la première traduction était écourtée, presque tronquée; mais le *précis* était excellent et porta la traduction. Le second travail de M. Michelet fut bien supérieur au premier, bien qu'il n'ait pas découragé les rivaux, et qu'aujourd'hui même une dame célèbre qui se complaît dans les idées sérieuses, une princesse qui a commerce avec les pères de l'église, publie une traduction *complète* de *la Science nouvelle,* avec préface sur la vie et les ouvrages de Vico. Je me hâte de dire que de telles entreprises sont constamment à l'ordre du jour : le tout est d'y briller, ou au moins d'y être utile.

Je n'ai pas à développer et à discuter en ce moment le système de Vico; j'éprouve le besoin de dire cependant que *la Science nouvelle* ne me paraît rien moins qu'une révélation historique. Je mets à part le génie de Vico et les ingénieuses découvertes de détail, je ne parle que du système. Au lieu d'éclaircir les ténèbres antérieures, il me semble qu'il les épaissit. Il fait entrer de vive force le monde réel dans son cercle idéal. Dès-lors il y a un résultat évident pour moi, c'est que les histoires particulières sur lesquelles j'avais des données très positives n'existent plus, et que l'histoire universelle éternelle, qui sera toujours fort douteuse, n'existe pas encore; de telle sorte qu'en suivant Vico, j'ai abandonné la proie pour l'ombre. — Je dis cela bien humblement en présence d'autorités si graves, mais il faut avoir le courage de son opinion.

Le livre de Mme la princesse de Belgiojoso est une œuvre louable, bien qu'à vrai dire, ni la traduction ni la préface ne donnent à connaître aucune particularité nouvelle sur le caractère, le génie ou le système de Vico. L'introduction, à laquelle on attribue peut-être une grande importance, a des passages heureux et des naïvetés. On sait que, d'après Vico, ce fut le premier coup de tonnerre qui délia la langue de l'homme, et qu'à ce moment de terreur fut prononcée la première syllabe *pa*. De ce *pa* au sanscrit, il y a une course. L'auteur de la préface explique clairement toute la pensée de Vico, et il ajoute avec beaucoup de sérieux : « Vico pense que le développement de la parole ne fut pas pour les hommes l'affaire d'un jour. » Je le crois bien. La parfaite connaissance de la langue philosophique n'est pas non plus pour l'écrivain l'affaire d'un jour.

J'ai remarqué que l'auteur de la préface s'exprime dans les deux genres, que tantôt *il s'est efforcé,* et que tantôt *elle est satisfaite.* Un flatteur dirait que le génie n'a pas de sexe, et je serais capable de le dire, si je n'avais la clé de l'énigme, que Mme de Belgiojoso me remet elle-même. Elle parle des amis qu'elle a consultés, de l'assistance qu'elle en a reçue. Ne serait-ce pas alors quelqu'un de ses amis irresponsables qui aurait oublié de retirer sa prose? Pourquoi donc emprunter, quand on est riche?

Sans sortir de l'Italie, de Vico passons à la papauté. Depuis quelque temps, la papauté est l'objet de nombreux travaux littéraires. M. Hurter, M. Léopold Ranke, se sont livrés à des investigations sérieuses sur le gouvernement des papes, et quoique ces écrivains n'aient pas toujours été impartiaux, la lumière a été faite sur beaucoup de points. A son tour, M. de Cherrier intervient et publie l'*Histoire de la lutte des papes et des empereurs de la maison de Souabe*. Ce livre commence à Frédéric Barberousse, et finit à Conradin. Le sujet est vaste, quoique l'auteur se soit imposé des limites; il a une haute portée, car il ne s'agit de rien moins que de pénétrer, durant ces luttes mémorables et sanglantes, la pensée de l'église romaine et celle des empereurs, touchant cette nationalité italienne, encore en procès de nos jours. — Il ne faut pas chercher dans le livre de M. de Cherrier les brillantes peintures; érudit et attentif, M. de Cherrier s'entend mieux à pénétrer les effets et les causes des évènemens qu'à prodiguer les vives couleurs. Ce qu'il entend le mieux après tout peut-être, c'est l'impartialité. Malgré ses sympathies pour la politique du saint-siége, il ne manque pas, lorsque les papes se laissent emporter par les passions humaines, de les reprendre avec énergie. Une telle bonne foi mérite de ne pas passer inaperçue, et il est juste d'appeler l'attention sur un ouvrage instructif qui rachète ce qui lui manque d'éclat et de profondeur à force d'honnêteté et de bon sens.

Aujourd'hui la papauté a changé de rôle; elle a une autre mission. La logique enflammée du comte de Maistre, qui dévore tout ce qu'elle touche, et les fougueuses inconséquences de M. de Lamennais, n'ont pas été écoutées; il y aura bien d'autres mécomptes. Je suis sûr, pour aller du grand au petit, qu'on ne demanderait pas mieux que de faire descendre la papauté dans le débat actuel; mais elle n'y descendra pas, et la lutte entre le clergé et l'état se poursuivra comme elle a commencé : Rome restera simple spectatrice. Du reste, cette question de l'enseignement, à peine au début, est singulièrement envenimée. Déjà les écrits de toute espèce, minces ou gros, honnêtes ou venimeux, hypocrites ou violens, se sont succédé coup sur coup. Nous ne mentons pas à notre vieille renommée : la *furia* est toujours française. — Parmi les écrits qui plaident directement ou indirectement la cause de l'Université, un des plus consciencieux certainement est l'*Histoire de l'Université de Paris*, par M. Eugène Dubarle. A part l'intérêt du moment, ce livre offre une lecture des plus instructives. N'est-il pas intéressant et curieux d'aller de Ramus au bon Rollin en côtoyant les jésuites, d'arriver au rapport de M. de Talleyrand à l'assemblée nationale, et de passer avec M. de Fontanes à l'établissement de l'Université impériale? Est-il indifférent de suivre cette pensée féconde de l'instruction primaire avec les deux hommes éminens de ce temps-ci qui ont le plus contribué à ses progrès, M. Royer Collard et M. Guizot? — Le livre de M. Dubarle avait déjà paru sous la restauration : c'est une sentinelle qu'on avait relevée et qui revient prendre son poste.

M. l'abbé Liautard est une autre sentinelle qu'on place dans la guérite opposée. Sous la restauration, il fut l'ennemi impatient et colère de l'Univer-

sité, et on peut dire qu'il a été le précurseur de la croisade actuelle, à laquelle on fait assister son ombre par la publication de ses *Mémoires*. Ce n'était vraiment pas un homme vulgaire que M. Liautard, et il a de tout temps exercé de l'influence sur ceux qui l'ont approché. On a dit qu'un sang royal coulait dans ses veines; alors seraient expliquées ses longues relations avec la cour sous la branche aînée des Bourbons. Pendant les quinze années de la restauration, de près ou de loin, par ses conversations ou par ses notes, ce prêtre à l'esprit tranchant a influé sur la politique, et retiré dans son collége Stanislas, au milieu d'élèves dont il savait se faire aimer, il avait la main longue et la voix haute. Plein d'esprit du reste, il était mécontent de ce qui se passait, et il s'escrimait de verve contre les hommes et les choses. Je trouve dans ses *Mémoires* un morceau intitulé : *Le Trône et l'Autel*. M. de Bonald n'a jamais rien écrit de plus résolu ni de plus vif contre la liberté de la presse. Louis XVIII eût souri, Charles X eût été atterré, s'il eût lu ces pages virulentes et sinistres; mais il ne les lut pas. On ne savait pas toujours, chez M. Liautard, où finissait le sérieux et où commençait la moquerie. Dans ce même écrit, sur le trône et l'autel, après avoir proposé au roi un moyen d'en finir avec la presse, il conseillait, une fois que tous les journaux existans auraient passé de vie à trépas, de créer au compte du pouvoir *un journal de la pluie et du beau temps pour l'agrément de la bourgeoisie modeste*. Le plan et le titre étaient singuliers. Pas si singuliers, M. Liautard dégradait en riant son ennemi.

Les *Mémoires* contiennent une correspondance fort curieuse de M. Liautard sur une combinaison ministérielle de 1828. L'éditeur a été forcé, pour des raisons de convenance que j'apprécie, d'employer beaucoup d'initiales, et d'abord de voiler la personne à laquelle ces lettres étaient adressées. C'est fâcheux; le piquant a disparu. « A..., dit M. Liautard, est un pauvre cerveau sur lequel je compte beaucoup; possédant fort peu de justesse dans l'esprit, il disputera à perte de vue, comme il fait à la chambre, consumera le temps, lassera tout le monde, et empêchera de conclure. » Ce portrait ne manque pas de finesse assurément, et rien n'y manque que le nom. Le nom propre n'est pas toujours banni d'ailleurs. « M. de Villèle a démoli les royalistes et a failli démolir la royauté, » dit M. Liautard, qui, dans la même lettre, conseille de neutraliser momentanément M. Lainé *en lui donnant à la chambre des pairs force besogne*. Que pensez-vous de la recette? Elle est bonne à méditer, ce me semble; et que dites-vous de M. l'abbé Liautard dans les coulisses politiques? Il n'y est pas trop embarrassé et s'y démène assez bien, je pense. — Il faut regretter que cette partie des *Mémoires* ne soit pas plus étendue. M. l'abbé Denys, dans l'élégante préface qu'il a consacrée pieusement à son bienfaiteur et à son ami, dont il est l'exécuteur testamentaire, dit qu'il aurait pu multiplier les documens sur la vie intime des *politiques* de la restauration. Le livre y aurait gagné; a-t-on craint que M. Liautard n'y perdît? Je ne veux pas finir par cette pensée, qui est triste. J'aime mieux dire que dix ans après la révolution de juillet, étranger depuis long-temps

aux menées politiques et à toutes les petites intrigues qui se nouent et se dénouent du matin au soir, M. l'abbé Liautard est mort en bon curé, et qu'il repose dans la paix du Seigneur à l'ombre de la royale forêt de Fontainebleau.

La politique de la restauration, celle d'hier, est déjà vieille; la politique d'aujourd'hui le sera demain. M. le capitaine Tanski a fait sagement en réunissant sans retard ses *Lettres sur l'Espagne en* 1843 *et* 1844 : le meilleur moyen de faire valoir un livre, c'est de le publier à propos. M. Tanski a séjourné assez long-temps en Espagne pour être initié aux détails de la situation, faire connaissance avec les hommes, ne pas se laisser prendre aux apparences, découvrir les ressources cachées, et pouvoir, en un mot, témoigner à son retour de ce qu'il a vu, en méritant créance. Le livre de M. Tanski s'ouvre en août 1843 et se ferme en mai 1844, et durant cette courte période se passent des évènemens à défrayer des années. Le régent tombe de haut, sans chercher à se défendre, comme s'il était poussé d'une main fatale; le ministère Lopez ne sait pas s'asseoir; les affaires de Barcelone éclatent, Sarragosse se soulève, les *pronunciamientos* font leur tour d'Espagne. Ici se place comme intermède une comédie politique qui a failli devenir un drame : l'élévation, la puissance et la chute de M. Olozaga forment une trilogie qu'aurait pu écrire Beaumarchais. M. Gonzalez-Bravo s'improvise ministre, le général Narvaez arrive et prend le gouvernail, et cela, tout cela, en moins d'une année! Quelle succession d'évènemens et de leçons! Mais au milieu de la débâcle politique, des désordres financiers, des soulèvemens des provinces, il est un spectacle que je ne puis me rappeler sans attendrissement : c'est la jeune reine et sa sœur, à Retiro, sous l'œil de la veuve de Mina, bêchant un petit jardin, parce que leur gouvernante veut leur faire comprendre la vie du pauvre.

Les lettres de M. Tanski sont une gazette très variée. De la *Puerta del Sol*, ou de la politique en plein air, on passe à la vie et à la pensée intime des hommes considérables, ministres, orateurs, généraux, qui exercent une influence sur les affaires actuelles de la Péninsule. Aucun détail n'est omis, et on peut constater, jour par jour, les difficultés énormes qu'éprouve le gouvernement représentatif à s'acclimater dans la vieille Espagne. Chacun le désire, le veut même; mais on ne peut s'y faire. Le raisonnement y porte, et l'habitude en éloigne; là est la cause de cette instabilité effrayante qui habite les régions gouvernementales; là est la vraie cause de cet imprévu, puissance nouvelle qui semble tout dominer en Espagne, et qui ouvre des chausse-trappes sous les pas de tous ceux qui escaladent le pouvoir. Vraiment, c'est bien à propos de cette malheureuse Péninsule, s'efforçant d'établir le régime constitutionnel malgré elle-même, et où la logique des évènemens brille par son absence, qu'on peut, comme le grand Frédéric, reconnaître sa majesté le Hasard.

La situation politique et les mœurs actuelles de l'Espagne sont fidèlement reproduites dans les *Lettres* de M. Tanski, qui ont un intérêt véritable.

M. Tanski est un esprit qui observe et qui voit juste. On désirerait seulement qu'il allât un peu plus au fond des choses, et ne se contentât point de jouer à la surface, comme cela lui arrive souvent.

Bien me prend, au sortir de l'Espagne, et avant de m'engager dans d'autres contrées où je pourrais m'oublier, de me souvenir que j'ai à parler de quelques poètes, et qu'il est temps de les introduire devant le lecteur. Je voudrais avoir un gentil page pour les annoncer gracieusement et faire sonner leur nom harmonieux. Je n'ai pas de page et j'annonce moi-même M. Hippolyte Morvonnais. Poète par le cœur, habitué aux longues rêveries, plein de Wordsworth, M. Morvonnais est un lackiste breton. Après un premier recueil, *la Thébaïde des Grèves*, M. Morvonnais vient d'en publier un second, *les Larmes de Madeleine*. La poésie de M. Morvonnais est une sorte d'idylle chrétienne qui a pris sa source dans *Jocelyn*. Ce n'est certes pas l'élévation de la pensée qui manque à l'auteur des *Larmes de Madeleine*, et si chez lui l'art répondait toujours au sentiment, son poème ne serait pas à beaucoup près aussi défectueux. D'abord la création principale serait plus heureuse, car cette pécheresse du grand monde, cette Madeleine qui habite des appartemens dorés et que le paysan breton rencontre dans une église de Paris, le soir, pour qu'aussitôt, sans le connaître, à la première ou à la seconde vue, elle lui confie les secrets de son cœur, les mystères de ses larmes; cette grande dame n'est pas assez dans la réalité pour être touchante. J'aime mieux *Marie* de M. Brizeux et aussi *Georgine* de M. Morvonnais, quoique de Georgine à Marie il y ait encore plus loin que d'un bout du pont Kerlo à l'autre bout.

Le poème de M. Morvonnais est coupé à chaque instant de longs épisodes sous lesquels l'action principale disparaît. J'avoue que je ne comprends pas pourquoi M. Morvonnais a jugé à propos d'enclaver ses églogues dans un cadre dramatique; elles n'y gagnent pas, et le poète a le désavantage d'avoir créé un drame qui n'est pas intéressant. Un autre reproche qu'il faut adresser à M. Morvonnais, et qui est plus sérieux, parce qu'il s'agit d'un défaut qui étouffe toutes les bonnes qualités, c'est de se livrer à une abondance de détails qui est presque toujours de la diffusion. Rêvez, poète, rêvez long-temps sous vos forêts touffues, au bord de vos étangs mélancoliques : qu'un rien remplisse vos heures, si tel est votre bon plaisir, vous êtes le maître ici et personne n'a le droit de vous demander raison de vos caprices; mais quand vous écrirez, souvenez-vous que vous ne devez donner au lecteur qu'un choix de vos rêveries, la meilleure part de vos sensations, que vous devez, en un mot, faire de l'or avec de la petite monnaie.

Ne séparant pas assez le lecteur de lui-même, et croyant continuer son monologue, tandis qu'il a admis un interlocuteur, l'auteur des *Larmes de Madeleine* ne varie pas suffisamment son paysage. Les ajoncs, les glayeuls et les nymphœas reviennent trop souvent sous son pinceau, et il peint toujours les mêmes choses, parce qu'elles lui plaisent et le touchent toujours, si bien que c'est un paysagiste ému, qui, à force de se complaire dans son émo-

tion, oublie de me la communiquer. Néanmoins M. Morvonnais a prouvé qu'il avait une remarquable habitude de la forme poétique, et je le félicite de s'être efforcé, comme il nous l'apprend, de rapprocher son vers du vers de Virgile. Il a réussi quelquefois; il est vrai qu'il a échoué souvent : la poésie de Virgile s'est montrée à lui pour lui échapper.

Et fugit ad salices.....

Qu'il coure après; c'est le meilleur moyen de séduire cette Galathée.

Je souhaite qu'il m'entende, d'autant plus qu'en courant de ce côté M. Morvonnais, je l'espère, s'éloignera de quelques idées singulières qui sont venues frapper à la porte de sa Thébaïde et mêler leurs inspirations suspectes aux douces rêveries du soir. Oui, le fouriérisme, qui le croirait? s'est assis au foyer de l'homme de la solitude. L'auteur des *Larmes de Madeleine* parle en effet, dans sa préface, du *mode simple,* du *mode composé*, et du reste, en disciple expert de Fourier, de telle sorte qu'au prochain poème *les Reflets de Bretagne* menacent de devenir des reflets de phalanstère. Il y a vraiment danger, si le poète, sans retard, ne chasse le faux ami qui s'est introduit dans son foyer. Cela fait, qu'il retourne seul à ses grèves, et aux simples inspirations de sa raison et de son cœur, dussent-elles être monotones.

Je sais un recueil qui ne serait pas monotone, s'il tenait ses promesses et si son titre n'était menteur. Il est là, ce recueil, c'est une brochure d'environ cent pages qui s'appelle la *Poésie de l'Histoire*, rien que cela, c'est-à-dire ce qu'il y a d'éclatant et de triste dans les annales de l'humanité. La *Poésie de l'Histoire!* c'est-à-dire l'odyssée des douleurs et de la gloire des nations. Pour un si vaste sujet, ce ne serait pas trop d'Homère, et nous avons M. Belmontet et sa brochure. Cette brochure a une préface, laquelle préface est intitulée en gros caractères : *Un Poète de l'Empire,* ce qui est, pour M. Belmontet, la dénomination la plus enviable et la plus glorieuse. En effet, dit-il, puisque la littérature est l'expression de la société, et que l'époque impériale est une époque de merveilles, la poésie impériale est une poésie à nulle autre seconde. Voilà qui est clair et d'une argumentation triomphante; cela est mathématiquement vrai, et la poésie de Delille *égale* Austerlitz. Ce n'est pas tout, et ce raisonnement, tout vigoureux qu'il est, ne suffit pas encore à notre auteur, qui, pour agrandir la gloire de la poésie de l'empire, a eu recours à l'ingénieux moyen que vous n'auriez jamais imaginé, et qui consiste à donner le nom de poète de l'empire à tous les poètes qui sont venus au monde sous l'empire. Ah! M. de Lamartine et M. Hugo ne sont pas des poètes de l'empire! dites-vous. Allez consulter leur acte de naissance, vous répond victorieusement M. Belmontet. Ah! M. de Musset n'est pas un poète de l'empire, parce que, dites-vous, il n'a écrit ses premiers vers qu'en 1829! Et moi, je vous dis, réplique vertement M. Belmontet, que M. Alfred de Musset était au berceau à la chute du grand homme. Voilà qui ferme la bouche à tout, comme dit Molière. Qui donc oserait contredire M. Belmon-

tet, quand il parle ainsi et quand il ajoute que *M. Frédéric Soulié, M. Eugène Sue, M. Monteil, M. Romey!* — je cite textuellement, — sont des planètes du système napoléonien? La critique, si rogue qu'elle soit, n'a qu'à baisser la tête ici; elle a trouvé son maître.

Le péristyle franchi, entrons dans le temple. *Vive Attila!* c'est par là que débute M. Belmontet, et ce premier morceau est dédié à M. Villemain. Si le versificateur de l'empire cherchait un bon juge, il ne pouvait mieux choisir; mais il me semble qu'il faut être bien sûr de soi pour aborder un tel juge, je dirais presque qu'il faut être un poète sans peur et sans reproche. A la vérité, M. Belmontet est sans peur, et il croit sérieusement tracer de beaux vers lorsqu'il s'écrie :

Il est des siècles d'atonie
Où, rampant sous un lâche sort...

Lâche sort est heureux dès le second vers, il faut l'avouer. Cependant ce qui est plus heureux encore, c'est le mouvement de la fin, lorsqu'Attila offre pour hécatombe

Un abattis du peuple-roi.

Cet *abattis* a dû être fort goûté, et c'est une charmante idée que de l'avoir offert en primeur à celui qui déguste mieux qu'homme de France l'exquise liqueur d'Horace et de La Fontaine.

Quant au culte de M. Belmontet pour Napoléon, je le trouve très légitime, et je ne le chicanerais pas sur ce point, si, toutes les fois qu'il s'agit de l'empereur, il n'avait à son service quelque grosse exagération qui éclate comme une bombe. Ce que c'est pourtant que de ne pas naître à propos! Si M. Belmontet fût né quelques années plus tôt, il eût été le plus fortuné des versificateurs; il eût chanté le sacre, il eût chanté le divorce, il eût chanté le mariage, il eût chanté la naissance, et il eût toujours eu dans son portefeuille une ode pour la victoire du lendemain. Puis, voyez la différence! au lieu d'être traité par la critique selon ses mérites, ce qui lui arrive en ce moment, il eût reçu les pompeux éloges du *Journal de l'Empire,* une bonne pension de trois mille livres et un petit logement dans la colonne. Il n'y a qu'heur et malheur.

Gloriana! fille aérienne de Tieck, blonde fée d'Allemagne, douce inspiratrice, descends, je t'invoque; viens me montrer ton jeune et ardent enthousiasme qui s'épanouit, à la place de cet enthousiasme lourd et refroidi qui se livre à des contorsions. — Gloriana a répondu à mon appel, mais elle n'est pas venue seule; c'est M. Louis Ulback qui me l'a amenée par la main, et qui l'a affublée d'un accoutrement sous lequel elle n'est presque plus reconnaissable. M. Louis Ulback est d'origine allemande et d'origine française, et s'il eût su réunir en faisceau les qualités diverses d'imagination qui sont dévolues aux deux peuples, s'il eût su marier la rêverie d'outre-Rhin à notre clarté, il eût fait, à coup sûr, un meilleur livre que *Gloriana.* Disciple fer-

vent de M. Hugo, M. Ulback compose sur nouveaux frais *les Feuilles d'Automne*. Son vers a de l'éclat; c'est ce qu'on peut en dire de mieux, car il n'exprime pas toujours des idées justes; il est est dur parfois et de mauvais goût. Voici une idée fausse :

Et le doute qui chante est bien près de la foi.

Comment! si je doute et que je me prenne à chanter, je serai sur le point de croire! L'auteur a-t-il voulu dire que le doute heureux est moins profond, moins enraciné que l'autre? C'est précisément alors le contraire qui est vrai, car le malheur est la grande route qui mène à la foi. M. Ulback a accouplé des mots sans s'en rendre compte. Voici maintenant du mauvais goût :

Les paroles sont des causeuses.

Voici un vers dur :

Que ton doigt, quand il veut, pour lire plus loin, ôte....

Or, je n'ai pas trié ces exemples sur le volet; j'ai pris au hasard. Il y a donc de nombreux défauts dans *Gloriana;* cependant je ne voudrais pas affirmer qu'une abeille, quand M. Louis Ulback était enfant, n'ait déposé un peu de miel sur ses lèvres.

Je suis sûr que la nourrice de M. Barthélemy Théophile n'entendit bourdonner aucune abeille autour de son berceau. *Les Sylvies* sont l'ouvrage d'un esprit sensé qui n'aurait jamais dû se piquer de poésie. Tous les sujets traités dans ce recueil annoncent une intelligence nourrie de bonnes études philosophiques et religieuses; il faut autre chose pour être poète. Ne faut-il pas un peu d'imagination? A un vrai poète, le poème de *Justin et Philon* aurait fourni de larges et féconds développemens. Quoi! vous entrez dans l'empire romain lorsque *ce grand empire n'en pouvait plus,* vous arrivez au milieu de cette décadence épouvantable, et vous ne trouvez pas de grands traits, pas un seul mouvement; vous peignez un froid tableau de genre! Vous êtes jugé. — La manière de M. Barthélemy Théophile se rapproche beaucoup de celle de Louis Racine; il a dû lire et relire le poème de *la Religion :* il eût mieux fait de chercher à se pénétrer d'*Athalie*. D'ailleurs, quand on a le cœur si tranquille ou si loin de la tête, et la tête si loin du bonnet, on n'a rien de commun avec le *mens divinior,* et l'on écrit en prose ou l'on n'écrit pas du tout. Je ne donne aucun conseil à M. Barthélemy, si ce n'est de prendre congé de la Muse. Fût-il moins ambitieux, et voulût-il descendre au roman, là encore il faut de l'imagination, ou, au lieu de marcher, on se traîne.

Il faut plus que de l'imagination, car nos romanciers n'en manquent pas, et Dieu sait pourtant, la critique aussi, s'ils mettent au monde des chefs-d'œuvre! Je ne veux pas parler de la *Modeste Mignon* de M. de Balzac, qui s'est enfin mariée. Certes il y aurait quelque cruauté à troubler les douceurs d'une lune de miel si chèrement achetée par cet excellent Ernest de Labrière aidé de Butscha, lequel à lui tout seul a plus d'esprit que tout le monde

et joue sous jambe avec une incroyable prestesse, dans la conversation, un grand poète, un grand orateur, lui qui n'est qu'un pauvre clerc de notaire. Butscha n'est pas plus vrai qu'une chinoiserie; mais M. de Balzac se préoccupe bien de la vérité des caractères! Mlle Modeste n'a-t-elle pas le cœur à droite? C'est la mode du reste dans les romans de M. de Balzac depuis quelques années, depuis que les cravaches de sept mille francs qu'on va chercher à franc étrier en courant jour et nuit, au risque de se tuer, jouent un si grand rôle dans ses fictions. Je ne voulais faire qu'une simple observation, et je m'engage malgré moi; je reviens : je voulais dire qu'avec l'imagination seule on produisait des œuvres foncièrement défectueuses où un peu d'or se trouve mêlé à beaucoup de cuivre et d'étain. — Un romancier célèbre avait invité récemment quelques amis à venir manger, dans sa retraite, quelques reliefs d'ortolan. L'on dîna sur une table ordinaire, non sur un tapis de Turquie, comme les deux amis de La Fontaine; mais, hélas! on remarqua la variété et la singularité du couvert. Pour une cuiller en vermeil qui brillait là par hasard, le reste était de fer ou en bois. Que de livres, à commencer par ceux de l'amphitryon, sont composés comme cette table était servie!

Dieu me garde d'arrêter un moment *le Juif Errant* dans sa course à travers les mondes! *Le Juif Errant,* c'est le choléra; ingénieux moyen qu'a trouvé M. Sue pour effrayer la critique et la tenir à distance! S'il y avait danger, s'il y avait péril en la demeure pour le lecteur, on pourrait se risquer; il n'en est rien. L'intérêt n'a pas grandi depuis le début, et ne pas avancer en ce cas, c'est reculer. Les innombrables complications qui vont survenir réveilleront-elles la curiosité assoupie? cela est au moins douteux. Le fantastique va être pour M. Sue un élément de malheur : la plupart de ses créations des *Mystères* n'avaient point la réalité humaine; mais le lecteur, facile à tromper, se laissait prendre à ces semblans de vie et s'intéressait à ces fantômes. Aujourd'hui tout est changé. Votre Juif errant et son Hérodiade, la Juive éternelle avec laquelle il a tous les cent ans une petite entrevue, laissent tout le monde froid. Parviendriez-vous à intéresser avec les autres personnages, l'ombre du Juif Errant plane sur tous vos tableaux pour les glacer. Je sais que vous réservez pour les grands momens vos deux jeunes filles; que déjà vous vous êtes écrié : « Chères créatures, si jeunes, si naïves, qu'avez-vous donc fait pour être si malheureuses? » à peu près comme Ducray-Duminil, qui s'écriait : « Pauvres enfans, si naïfs, si bons, qu'avez-vous donc fait aux hommes? » Mais les enfans de Ducray-Duminil couraient de vrais dangers, et la lectrice en frémissait au coin de son feu; tandis que les vôtres se sauveront de tous les mauvais pas; vous avez averti le lecteur en donnant à vos deux héroïnes, pour protecteurs, l'ange Gabriel et le Juif errant, qui ne connaît aucun obstacle matériel, renverse les portes des prisons et franchit les distances comme le vent. C'est une des plus graves fautes que puisse commettre un romancier, et vous l'avez commise si complètement et d'une telle façon, qu'il vous est impossible de revenir sur vos pas, et que

vous allez porter pendant vos dix volumes la peine de votre premier feuilleton.

Avec de l'esprit, une plume aimable et facile, et le commerce habituel d'une époque, on peut donner le jour aux plus invraisemblables fictions. L'auteur de *Madame de Favières*, M. Houssaye, va nous le prouver.

Dans une petite chambre, chez un menuisier du Marais, loge un joueur de violon, du nom de Franjolé. La chambre du musicien donne sur le jardin de M. le marquis de La Chataigneraie, un roué du régent, qui a un duel par semaine et une nouvelle maîtresse tous les soirs; ces roués se vantaient. M. le marquis de La Chataigneraie, qu'il exagère ou non ses tristes exploits, se lie avec Franjolé par amour pour son violon. Or, il se trouve que Franjolé est amoureux d'une main qui passe chaque jour à travers une jalousie pour jeter une pièce de monnaie à un vieil aveugle qui joue de la flûte dans la rue. Réellement, Franjolé n'a vu que la main, et il aime cette main; cela se passait ainsi dans le XVIIIe siècle de M. Arsène Houssaye. La Chataigneraie est tombé aussi amoureux de cette main, et comme il est plus audacieux que Franjolé, il fait enlever la dame, un soir qu'elle revenait seule avec sa caméristé; au moment où Mme de Nestaing (c'est le nom de la dame) se croit perdue, La Chataigneraie arrive pour la sauver, comme Grandisson, et met en fuite le ravisseur, qui était son compère. Revenue à elle, Mme de Nestaing remercie avec effusion son sauveur, et le laisse entrer dans cet hôtel mystérieux, où elle ne recevait aucun homme. Quand on demande son nom à La Chataigneraie, il se garde de le dire, vu ses projets ultérieurs; et, adoptant le premier nom qui tombe sur ses lèvres, il déclare s'appeler le chevalier de Riantz. Mme de Nestaing aime M. de Riantz. Tout allait bien, s'il n'eût existé de par le monde un véritable chevalier de Riantz, qui, apprenant l'abus qu'on fait de son nom, arrive un matin, au petit lever du marquis, et le prie de venir se couper la gorge dans le parc voisin. On se bat. Riantz est tué. Le marquis rompt avec sa maîtresse, et l'occasion est excellente, car il laisse croire à Mme de Nestaing que c'est lui, le faux Riantz, qui est mort. Voilà donc Mme de Nestaing pleurant son amant. Avant de pleurer son amant, elle avait pleuré son mari, lequel n'est autre que Franjolé, qui a jugé à propos, pour se séparer de sa femme après quelque scandale, de passer pour mort. Continuons. Franjolé est toujours amoureux de la main, et comme cette main ne se montre plus à la jalousie, il en a demandé des nouvelles, et il a appris qu'elle était partie pour le château de Froidmont. Il va à Froidmont, où il y a bal, et où Mme de Nestaing, déguisée en Diane, est au mieux avec La Chataigneraie, déguisé en Actéon, car l'amant est ressuscité, à la grande surprise de sa maîtresse. Que dira t-elle donc lorsqu'elle verra son mari ressusciter aussi? Le mari ressuscite; Franjolé redevient M. de Favières; pour le coup, à cette seconde résurrection, Mme de Nestaing, ou mieux Mme de Favières, n'y tient pas et meurt de chagrin, bien et dûment, sans que résurrection s'ensuive cette fois.

Après cette analyse, on comprend ce que c'est que *Madame de Favières*. Ce n'est ni un roman historique ni un roman de passion, c'est un roman de fantaisie. M. Houssaye joue avec son sujet, qu'il ne prend pas au sérieux; il s'amuse à peindre des pastels qu'il ne prétend pas sans doute nous donner pour la nature. Il écrit avec le pinceau de Watteau et s'ingénie à reproduire Marivaux ou Dorat. Il aurait mieux à faire : il y avait dans son talent une naïveté et une fraîcheur dont on pouvait tirer un meilleur parti, et qu'on pouvait employer à quelque chose de mieux que des pastiches, si gracieux qu'ils soient. Seront-ils d'ailleurs toujours gracieux? M. Houssaye écrit vite et beaucoup : l'industrie littéraire aura frappé à sa porte, que le jeune romancier aura par mégarde laissée entr'ouverte.

Parlerons-nous d'un nouveau *prône-roman* de M. Louis Veuillot? Aux quelques lignes que nous avions consacrées ici à ses homélies sentimentales et romanesques, M. Veuillot répond par une longue préface. Il a si peu d'amour-propre littéraire! Que lui importe la critique? Pourquoi donc se débat-il pendant quinze pages contre le souvenir d'une innocente piqûre? Aurions-nous contesté la sincérité de ses convictions? Au contraire; mais nous avons dit que ses romans ne nous intéressaient guère. C'est assez, M. Veuillot ne se contient plus; il est dévot, et il s'emporte. Bien plus, il nous excommunie sans façon, car c'est merveille de voir comment ces convertis d'hier matin lancent facilement les foudres du haut de leur petit Vatican! Cependant que M. Veuillot réfléchisse un peu : parce que ses contes ne m'amusent point, est-ce une raison pour que je ne croie pas à l'Évangile? A la vérité, je n'ai pas l'habitude de me mettre toute la journée à la fenêtre pour crier aux passans : « Je suis catholique, apostolique et romain. » Je crois même qu'il vaut mieux ne pas crier si fort et être un peu plus ému au fond de son cœur. Peut-être sommes-nous bien arriéré, et ne sommes-nous pas tout-à-fait au courant de ce qui se passe? Il me semble comprendre cependant que les nouveaux apologistes ont détrôné l'humilité chrétienne et l'ont remplacée par l'outrecuidance, et que dans ce coin de sacristie, quand on a un petit talent, on est autorisé à se croire un grand homme et à s'imaginer qu'on est une armée quand on est un pauvre soldat. J'avoue que tant de confiance en soi me désarme, et que je n'ai pas le courage de rire de M. Veuillot s'écriant, avec des airs de matamore, qu'il accompagne, la plume au poing et pistolets à la ceinture, la religion de ses pères pour la défendre envers et contre tous. M. Veuillot a l'air de penser qu'il tire la religion d'un grand embarras, et qu'elle ne pourrait en aucune façon se sauver sans lui.

C'est avec ses romans, autant et plus qu'avec sa polémique étourdie et violente, que M. Veuillot a la prétention de porter un puissant secours au catholicisme. Or, voici ce que c'est que *l'Honnête Femme;* c'est un tableau assez vulgaire des mœurs de province, une peinture peu délicate d'un monde où de vilaines gens, hommes et femmes, se livrent à des infamies cachées, à des capitulations de conscience. Les belles choses à offrir aux jeunes filles

pour lesquelles, dites-vous, vous écrivez! Qu'importe que la moralité arrive à la fin du livre, comme dans une fable; l'auteur n'a pas moins offert à son scrupuleux public, sous le prétexte de l'édifier, des scènes d'un goût suspect. M. Veuillot, je le sais, a une réponse à tout : ses livres se vendent. Quoi! il n'aspire qu'à ce résultat? Vraiment il laisserait croire, ce que nous ne voulions pas penser, que la littérature religieuse, en de certaines mains, n'est qu'une branche particulière de la littérature industrielle. Ce serait de l'industrie littéraire ni plus ni moins que *le Diable à Paris, les Étrangers à Paris,* et toutes ces publications où l'on cherche à attirer le public avec des noms célèbres et des images.

Il est évident que le métier porte malheur; autrement, comment se ferait-il que ces écrivains pour la plupart spirituels ne réussissent à faire, en s'associant, qu'un livre où l'esprit brille par son absence. Réunis dans un but de lucre, sans que l'art y soit pour rien, ils élèvent un ou deux étages de quelque mesquine Babel, où l'ignorance de l'architecte se fait remarquer comme l'indiscipline des travailleurs. L'influence du lieu pèse si fort sur l'écrivain, que son talent, s'il en a, s'évanouit dès le seuil. L'inspiration méconnue se venge et se vengera si bien, qu'elle disparaîtra pour ne plus revenir. C'est ce qui est déjà arrivé à plusieurs. Que ceux qui ne sont pas encore mortellement frappés y songent : la chose en vaut la peine; il s'agit de tout leur avenir.

PAULIN LIMAYRAC.

SOUVENIRS DU PORTUGAL.

—

Erinnerungen aus den Jahren 1841—1842.[1]

Ce livre a paru sans nom d'auteur et porte sur son titre, en manière d'épigraphe, deux vers d'Horace qui du moins indiquent que le touriste n'est point une femme :

Dextra tenet calamum,
Strictum tenet altera ferrum.

Déjà en 1841, un des romanciers en renom de l'autre côté du Rhin, Mme la comtesse Hahn-Hahn avait publié sur le même sujet des impressions de voyage fort recherchées du public allemand; cette fois, je le répète, il ne s'agit pas d'une femme, et le ton général du livre moitié littéraire, moitié politique, alliant autant que possible les détails de mœurs, l'observation pittoresque, à l'étude des intérêts matériels du pays, répond parfaitement à la double devise affichée, non sans quelque hauteur, au frontispice. Ici, du reste, l'air cavalier, le style à libre allure ne messied pas. Aujourd'hui que tant de gens qui ne sont rien ni par le talent, ni par l'esprit, ni par la naissance, en prennent si volontiers à leur aise avec le lecteur, on peut bien, quand on est une altesse et qu'on a de gaieté de cœur essuyé vingt fois les plus terribles mousquetades, se donner un moment le plaisir d'aborder son monde avec confiance, et, comme on dit, le chapeau sur l'oreille. Mais n'allons pas trop loin, et, puisque anonyme il y a, respectons l'anonyme.

(1) Un volume, Mayence, 1843.

Esprit entreprenant et singulier, curieux sur toute chose de rencontres périlleuses et de romanesques hasards, l'auteur de ce livre aime le voyage pour ses aventures et n'est pas homme à négliger une émotion nouvelle, dût-il l'aller chercher dans les gorges sauvages du pays basque, au milieu des guérillas de don Carlos dont il commanda dix-huit mois les bandes par fantaisie, ou, dans des dispositions moins chevaleresques, au fond des plaines arides de l'Estramadure, partageant avec des populations misérables leur triste galetas et leur pain noir frotté d'ail, quitte à s'indemniser des privations du moment par le sentiment du pittoresque, cette jouissance que le vulgaire ignore, ce plaisir raffiné des poètes et des grands seigneurs. Et cela n'empêche pas notre aristocratique touriste de recueillir çà et là ses notes de voyage tout aussi bien, je dirai même beaucoup mieux que personne, car au moins, avec lui, la fantaisie et le caprice ne viennent point à tout propos dénaturer ce que telle ou telle observation peut avoir en soi d'utile et de profitable, et vous n'avez pas à craindre à chaque page tant de digressions insignifiantes, tant de plates et sottes vantardises dont trafique aujourd'hui chez nous toute une espèce d'écrivains, braves gens qui courent les grandes routes par spéculation, et se font comme les commis-voyageurs de je ne sais quelle industrie littéraire en honneur chez un certain public.

Avant d'écrire le livre qui nous occupe, l'auteur de ces esquisses sur le Portugal avait publié un volume sur l'Espagne, ouvrage sérieux et contenant sur les opérations de l'armée carliste pendant la guerre civile, sur les projets et les plans de don Carlos, des renseignemens du plus haut intérêt. Quiconque a lu ce livre se souviendra d'un passage célèbre où l'auteur, après avoir exposé les mille passions qui s'agitaient autour du prétendant, raconte les étranges motifs qui empêchèrent l'armée carliste, un moment triomphante et touchant aux portes de Madrid, d'entrer dans la capitale des Espagnes, et jette un nouveau jour sur cet épisode resté obscur de cette déplorable campagne. Aujourd'hui c'est le Portugal que visite le voyageur, complétant ainsi son travail sur la péninsule ibérique, excursion toute pacifique cette fois et que le jeune général, naguère au service d'un prince factieux, entreprend en ancien ami du royal époux de doña Maria, en poète aventureux épris du romanesque, en gentilhomme s'informant de politique, d'industrie et de littérature, et, comme on l'imagine, voyant partout le meilleur monde.

Ce livre a cela d'original, qu'il ne s'en tient pas aux capitales, et pousse ses explorations au cœur même du pays, mérite plus rare qu'on ne l'imagine dans les ouvrages de ce genre. En effet, rien n'égale l'indifférence de certains touristes à l'égard des villes centrales, si ce n'est leur aplomb à reproduire éternellement, et sans grandes variations, les mêmes thèmes. En général, on croit avoir tout dit quand on a parlé de Lisbonne et de Cintra, et poursuivre jusqu'à Mafra ses pérégrinations, c'est vouloir faire plus qu'on ne doit à son lecteur. Aujourd'hui que les bateaux à vapeur d'Angleterre ne mettent que quatre jours dans leur traversée, et qu'il faut vingt heures pour passer de Cadix à Lisbonne, cette facilité de voyager, au lieu

d'enhardir les gens et d'éperonner en eux le désir de connaître, semble encourager davantage leur humeur indolente, et vous en verrez bon nombre rayer de leurs tablettes tout endroit où les omnibus n'atteignent pas. Si je ne me trompe, au XVIIIe siècle les choses se faisaient plus en conscience. Il en était alors un peu des touristes comme des poètes. A la vérité, les uns et les autres on ne les comptait point par centaines, comme aujourd'hui; mais au moins, s'il s'en présentait un, la méfiance ne s'attachait point à ses récits, et quand il vous prenait fantaisie d'écrire sur les mœurs et la politique d'un pays que vous veniez de parcourir, il n'entrait jamais dans l'esprit du lecteur de contester l'autorité de votre parole. Là comme partout, la dignité humaine avait une plus large place, et les droits de la vocation étaient maintenus. Lorsqu'en 1777 le duc du Châtelet visita le Portugal, il ne se contenta pas de voir Lisbonne; en dépit d'une température excessive, en dépit des mauvais chemins et des mauvais gîtes, il parcourut tout le pays, et ses notes de voyage sont restées comme un des plus intéressans documens qui existent sur les commencemens du règne de Maria Ire. Il vit Pombal dans sa solitude, dans cette petite ville de Pombal où le ministre déchu se retira et vécut jusqu'à l'âge le plus avancé. A ce propos, je remarquerai combien il est fréquent de voir les hommes d'état atteindre à des vieillesses fabuleuses. D'où vient ceci? N'y a-t-il point là un problème à résoudre, et dont on trouverait peut-être la clé dans ce mot d'un homme d'esprit : « Les égoïstes vivent cent cinquante ans, comme les perroquets? » A l'exemple du duc du Châtelet, l'auteur du livre nouveau s'est occupé de Pombal, mais d'une façon moins complète sans doute, moins authentique, et se bornant à recueillir les souvenirs encore vivans dans sa ville natale. Chez nous, un travail historique fort distingué avait récemment appelé l'attention sur cet homme d'état. Après les remarquables pages de M. le comte de Saint-Priest, qui lui aussi, et mieux que personne, serait appelé dans l'occasion à dire son mot sur le Portugal, on ne lira peut-être pas sans intérêt certains détails biographiques contenus dans l'ouvrage allemand. « Derrière Cordiera, à l'ouest, s'élève une longue chaîne de montagnes de craie. Ici le pays devient plat et désert; des champs de maïs pauvrement ensemencés, çà et là quelques oliviers rabougris, trahissent déjà le voisinage de l'Estramadure. Enfin, après cinq lieues mortelles, vous arrivez à Pombal, assise au sein d'une vallée agréable, véritable oasis en ces solitudes désolées. C'est là que l'illustre ministre portugais a passé dans l'exil ses dernières années, au milieu d'une population qui, encore aujourd'hui, ne prononce son nom qu'avec reconnaissance. Les petits enfans parlent de lui au voyageur, et vous rencontrez des vieillards à barbe blanche qui vous racontent comme quoi le grand marquis, *o gran marquez*, avait fait construire à Pombal des magasins de blé, bâtir des greniers d'abondance où les indigens de la ville pouvaient puiser à discrétion. Chaque jour, après son dîner, une multitude affamée assiégeait sa petite maison, dont les portes s'ouvraient à mesure, jusqu'à ce que le der-

nier se fût retiré satisfait. Je voulus voir cette maison, bâtie dans des proportions plus que modestes. Elle a pu être assez comfortable, mais, à coup sûr, le luxe n'y est jamais entré. Sur une colline voisine où s'adosse une partie de la ville s'élèvent les ruines d'un antique château-fort d'origine mauresque. Il est faux, comme on l'a prétendu, que Pombal ait jamais habité ce château et mené là un train de prince. Pombal vécut seul avec sa femme, une comtesse Daun, et son secrétaire, qui lui faisait la lecture. Du reste, déjà au temps de Pombal, ces ruines étaient inhabitables. Les seules traces qui témoignent encore de la présence du célèbre marquis sont d'abord un système mieux entendu dans la culture de la terre, puis çà et là quelques fondations municipales, des aqueducs, des puits, deux bâtimens publics et une chaussée garnie d'une double rangée d'arbres conduisant jusqu'aux limites de ses domaines. »

Du reste, s'il faut en croire le gentilhomme allemand, le nom du marquis de Pombal, encore assez vivace dans un coin du Portugal, a singulièrement perdu de sa gloire et de son éclat dans la capitale du royaume. Voilà soixante-dix ans à peine que le célèbre ministre a quitté la scène, et déjà cette Lisbonne qu'il releva de ses mains ne se souvient plus de lui; triste chose quand un pays honore si peu ses hommes illustres, et qui marque d'ordinaire les jours de décadence et d'abaissement moral. Toutefois, ce nom que la haute classe a si vite oublié de parti pris (et convenons qu'elle avait bien ses raisons d'en agir de la sorte), ce nom se retrouve encore dans le peuple, et il n'est pas rare d'entendre une bouche grossière répéter, en faisant allusion aux hommes du jour, la fameuse épigramme qui courut Lisbonne au lendemain de la chute de Pombal : « *Mal por mal melhor Pombal.* » Je ne sais, mais, en lisant l'histoire de cet homme singulier, je ne puis m'empêcher de penser au cardinal de Richelieu. Il y a évidemment plus d'un trait de ressemblance entre ces deux ministres, toute proportion gardée, bien entendu, et en admettant la différence respective des deux pays. Seulement Pombal obéissait peut-être à une nécessité plus impérieuse, plus absolue, nécessité du moment qui ne permettait pas d'attendre. De là l'expulsion des jésuites et l'exécution d'Aveiro et de ses neuf complices. Il faut dire que le ministre portugais avait à faire aux prétentions d'une noblesse bien autrement démoralisée et corrompue que celle de Richelieu. Mais le plus beau titre, le plus incontestable, du marquis de Pombal à la reconnaissance de l'histoire, est à coup sûr la conduite qu'il tint après le tremblement de terre, et dont le spirituel touriste raconte en détail les merveilleux résultats. La Lisbonne d'aujourd'hui, reconstruite presque entièrement par ses soins et son génie, est à vrai dire un monument élevé à sa gloire.

L'ère nouvelle du Portugal s'ouvre, comme on sait, à la révolution de 1832. C'est de ce moment que procèdent toutes les individualités plus ou moins illustres appelées depuis à jouer un rôle dans les affaires, c'est de là que datent

ces institutions aujourd'hui si vivement débattues dans les luttes parlementaires, et pour lesquelles ces mêmes hommes acharnés désormais à les battre en brèche versaient alors si volontiers leur sang. L'auteur du livre sur le Portugal ne pouvait manquer d'insister sur un point de cette importance. Son ouvrage est une sorte de galerie où figurent en pied les portraits de tous les personnages qui ont brillé à cette époque et depuis cette époque. Dom Miguel et dom Pedro, les ducs de Terceira et de Palmella, Costa Cabral, tous défilent sous vos yeux, marqués au front de cet intérêt que les évènemens attachent à certains hommes. A peine en vue du bourg de Mindillo, l'écrivain, signalant un obélisque élevé là sur le rivage en mémoire du débarquement de dom Pedro, évoque les souvenirs de cette journée célèbre, où l'incroyable impéritie des autorités miguélistes fit la partie si belle à l'aventurier conquérant. Le 7 juin, sur le soir, un des gardiens du télégraphe de Villar da Paraiso allait clore son rapport de la journée, lorsqu'il aperçoit tout à coup, à l'aide du télescope, une partie de la flotte ennemie, et reconnaît environ vingt-huit voiles à l'horizon, au nord d'Oporto. A neuf heures, on bat la générale, et l'alarme est jetée partout. Cependant personne ne bouge et nul ne songe à s'opposer au débarquement, de telle sorte que dom Pedro entre le soir même et sans obstacle dans le petit port de Villa do Conda, où il met à l'ancre. Son équipage entier se composait de deux frégates, d'une corvette, de deux bricks, de quatre schooners et quarante-deux bateaux de transport, le tout monté par huit mille trois cents hommes, parmi lesquels se trouvaient environ quinze cents étrangers, ce qui réduisait à sept mille cinq cents le nombre des combattans à bord; et c'était avec de pareilles ressources qu'un homme qu'on avait perdu de vue depuis des années s'avançait pour conquérir un royaume dont le régent commandait une armée de cinquante-cinq mille hommes et disposait d'une quantité de places fortes, de magasins et d'arsenaux, sans parler des avantages qu'offrait un des sites les mieux fortifiés par la nature. Le 8, dom Pedro envoie un parlementaire au brigadier Cordova, gouverneur de Vicenna, et qui jouissait de l'estime de tous les partis. Le parlementaire fut éconduit, et le message qu'il reçut répondit, pour cette fois, à l'idée qu'on se fait de l'honneur militaire. Ce premier échec ne laissa point de jeter quelque consternation parmi l'état-major de dom Pedro. Le lendemain, la flottille, abandonnant Villa do Conda, vint jeter l'ancre dans la baie de Mindillo, à deux lieues d'Oporto, et vers midi commença le débarquement sous les yeux des avant-postes du vicomte de Santa-Martha, dont la division de vingt-deux mille hommes, cantonnée dans Oporto et sur la rive du Douro, étendait jusqu'à Villa do Conda son aile droite. Les troupes miguélistes laissèrent ce débarquement s'effectuer le plus tranquillement du monde, et se contentèrent d'ouvrir, sur le soir, un feu de mousqueterie sans conséquence. A la première nouvelle de la marche de l'ennemi, Santa-Martha, qui n'avait pas moins de quatre mille hommes dans Oporto, traversa le fleuve et se replia sur Aliveira, abandonnant, outre

un matériel considérable, le château de San-Joao da Foz, qui commande l'embouchure du Douro, et livrant la position du couvent de la Serra, qui domine la ville. Dom Pedro entra le jour même, et sans coup férir, dans Oporto, et la cité constitutionnelle par excellence l'accueillit avec enthousiasme. On voit par le trait que nous venons de citer ce que dom Miguel était en droit d'attendre de l'aptitude de ses généraux. Il faudrait chercher longtemps dans les annales militaires des peuples pour trouver un pareil exemple d'héroïsme; mais, ajoute l'auteur de l'ouvrage sur le Portugal, de semblables faits se sont renouvelés si souvent durant le cours de cette campagne, qu'on finit par ne plus s'en étonner.

Heureusement la fortune du Portugal devait trouver des représentans plus dignes chez les hommes du parti de la reine. Ici, nous le savons, la faiblesse et l'apathie du vaincu peuvent rendre contestable la gloire du vainqueur; mais n'oublions pas qu'en cette guerre, s'il y eut des rencontres déplorables, les engagemens sérieux ne manquèrent point: d'ailleurs la part que les Terceira et les Palmella prirent à la révolution, terminée par la venue de dom Pedro, datait de loin. Et dans cette conviction qui brave tout, l'exil et les privations; dans cette persévérance audacieuse qui ne se lasse pas de revenir à l'assaut et court au-devant du péril sans compter ses ressources, il y a, quoi qu'on puisse dire, un certain élan chevaleresque des temps illustres. Le maréchal duc de Terceira, après avoir passé alternativement, et sous le nom de comte de Villa-Flor, du service du Brésil au service du Portugal, se trouvait à Lisbonne, en 1828, lorsque le retour de dom Miguel le mit en demeure de quitter la place. La même année, il prit part à l'insurrection d'Oporto, qui se termina par la défaite des troupes constitutionnelles. A peine arrivé en Angleterre, le comte de Villa-Flor n'eut rien de plus pressé que de se concerter avec le duc, alors marquis de Palmella, au sujet d'un nouveau plan d'opérations. Le 5 juin 1829, il s'embarque au Havre, passe à travers la flotte miguéliste, et descend accompagné de quelques officiers dans l'île de Terceira, la seule qui n'eût pas reconnu l'autorité de dom Miguel. Je laisse parler ici notre Allemand : « La situation de l'île en plein Océan, son éloignement de la mère-patrie, et les vents impétueux qui règnent d'ordinaire dans ces parages, ont presque toujours favorisé l'insurrection. D'âpres rochers, des cimes volcaniques dont les flancs déchirés plongent dans les flots, rendent en certains endroits l'abordage impossible. Ainsi fermée de toutes parts, l'île est réduite à ses propres ressources, qui, Dieu merci, suffisent aux besoins des habitans. Le blé, le maïs et le riz s'y récoltent en abondance, et les troupeaux réussissent au mieux. En cet étroit espace, les produits des zones les plus diverses se multiplient avec un luxe merveilleux; l'ananas et la noix de coco, le citron, l'orange et la banane mûrissent à côté de la fraise et des autres fruits du nord. Le myrte, le frêne et le châtaignier s'y forment en bois épais; des plaines toujours vertes, un ciel éternellement bleu, le climat le plus doux, des sources chaudes et de tièdes brises marines, 60,000 habitans,

et pour capitale une charmante ville, Angra; telle est la description de ce petit Éden, et l'on m'accordera facilement, sans que je prétende en aucune façon porter atteinte au mérite de personne, qu'une expédition commencée en pareil lieu n'offrait pas du moins en perspective à ses chefs tous les désastres d'une campagne de Russie ou de la guerre dans les montagnes du pays basque. » Ne remarquez-vous pas dans cette pointe d'ironie l'homme du métier qui se trahit chez l'écrivain? Ici la main qui tient la plume se souvient de l'épée, et je retrouve l'épigraphe du livre. Il ne veut porter atteinte à la gloire de personne, et cependant il ne peut s'empêcher de sourire en songeant à cette campagne d'hommes du monde sous un ciel clément et favorable. Évidemment cette guerre en plein Éden est presque du dilettantisme pour lui qui a bataillé dans ces montagnes du pays basque et qui sait ce qu'il en coûte.

A côté du duc de Terceira figure le duc de Palmella, compagnon d'exil du comte de Villa-Flor en Angleterre, président de la régence dans l'île de Terceira et plusieurs fois ministre. Le marquis-duc occupe une trop large place dans l'histoire contemporaine du Portugal, pour qu'un touriste qui tient à faire les choses en conscience néglige de s'informer de lui. Le marquis de Palmella, on le sait, se signala au débarquement de Mindello, et contribua puissamment à la formation d'un gouvernement provisoire. A la tête du conseil des ministres, en 1834 et 1835, on le vit reparaître pour la dernière fois au cabinet, pendant le court espace qui s'écoula entre la révolution d'Oporto et le rétablissement de la charte. Élevé aujourd'hui à la présidence de la chambre des pairs, et par conséquent au-dessus des fluctuations ministérielles, comblé par la fortune, investi pour lui et sa famille d'honneurs et de dignités de toute espèce, le noble duc semble avoir touché au terme de son ambition, et tout porte à croire qu'après tant de vicissitudes et de traverses, il ne quittera plus cette retraite pour rentrer dans les débats de la politique active. « Quand j'arrivai à Lisbonne, écrit l'auteur du livre sur le Portugal, le duc de Palmella habitait sa magnifique villa de Lumiar. Nos lettres se croisèrent, et je désespérais de le joindre, lorsqu'un matin il vint, ou plutôt se glissa chez moi sur la pointe du pied et comme à la dérobée; — c'est un petit homme d'une taille insignifiante, au visage pâle, au nez d'aigle, aux traits italiens et marqués. Rien, du reste, d'original ou d'imposant dans sa physionomie. Ses yeux seuls, où la finesse perce, et son sourire particulier indiquent une nature supérieure. Je ne crois pas que ce sourire ait jamais réjoui personne, quoique le duc passe pour généreux et bienveillant; peut-être aussi faut-il y voir une qualité diplomatique. Le duc de Palmella, en dépit du peu d'avantages de sa personne, se présente avec une très grande dignité, et dans les occasions solennelles, lors de l'ouverture des chambres, par exemple, ne laisse pas de faire excellente figure sur son fauteuil de président, où il trône revêtu de l'ancien costume espagnol. Sa villa de Lumiar est une délicieuse résidence, dans laquelle le luxe de la vie moderne étale

ses plus riches merveilles. La duchesse passe pour avoir eu de la beauté, et possède encore, comme presque toutes les Portugaises, des yeux étincelans dont une expression singulière rehausse encore l'éclat. Le fils aîné du duc de Palmella, le marquis de Fayal, était en voyage. Il a épousé, comme on sait, la plus riche héritière du Portugal, doña Maria Luiza de Sampayo, fille du comte de Povoa, sur les millions duquel on raconte des choses fabuleuses. Elle a aujourd'hui dix-sept ans à peine, et son mariage date du 3 juillet 1836. Je ne reviendrai pas sur l'histoire de ce mariage entremêlée de scènes romanesques dignes du moyen-âge, les journaux de l'époque en ont assez parlé; tout ce que je sais, c'est que, s'il y a eu violence, l'objet ravi ne doit guère en avoir souffert; on trouverait difficilement une victime plus résignée que la jeune marquise. Le duc de Palmella donne d'excellens dîners. Sur un service de dessert d'une rare élégance était gravé l'écusson de sa famille avec cette devise : *veritatem regibus*; et comme je remarquais la chose, le duc, avisant ma curiosité, ajouta à voix basse : *et populo.* »

La société de Lisbonne est ainsi passée en revue jusqu'aux membres du corps diplomatique et des chambres. On a souvent parlé des habitudes médiocrement civilisées du parlement américain et du sans-gêne de la tribune britannique; mais, s'il faut en croire l'auteur de ce livre, rien n'égale la grossièreté des mœurs publiques en Portugal, et ce n'est que dans le vocabulaire des halles qu'on trouverait les termes dont on s'apostrophe. Se figure-t-on, par exemple, un membre de l'opposition disant à un ministre de la couronne que, sous son administration, tout n'est que simonie et concussion! Sur quoi le ministre répond à son interlocuteur : « Quand tu étais aux affaires, tu volais bien autrement. — Non, répond un troisième, le véritable brigand, c'est toi. » En vain le président agite sa sonnette à tour de bras; nul, dans l'assemblée, ne s'en inquiète. On s'agite, on pérore, on se démène sur les bancs, et, pendant ce temps, la galerie accompagne le sabbat de ses huées. Aux élections de 1842, un électeur élu (1) de l'Estramadure, contre l'attente de son parti, vota pour le ministère. Le lendemain, le *Revoluçao de Setembro,* organe des septembristes, contenait le manifeste suivant : « Vu sa trahison et son manque de foi envers ses amis politiques, vu l'affront qu'il vient de faire au collège électoral de l'Estramadure, vu l'ignoble concours qu'il prête à la plus infame des administrations, le sieur Joao-Antonio-Rodrigues de Miranda est dénoncé au mépris des honnêtes gens. »

Je l'ai dit, l'auteur de ce livre a pénétré dans les provinces. Il a vu de près et bien vu ce peuple original, frotté de constitution à la surface, et sous plus d'un rapport resté au fond le même qu'aux beaux jours de Vasco de Gama. A mesure que vous vous éloignez des métropoles, les modifications

(1) En Portugal, l'élection est double; chacune des sept provinces nomme un certain nombre d'électeurs, lesquels nomment ensuite les députés pour la province.

importées de l'étranger s'effacent, et le naturel reparaît; insensiblement vous touchez à des points où l'action révolutionnaire n'arrive pas. En Portugal, tout le mouvement politique se concentre dans Lisbonne et dans Oporto, et le reste du pays vit la plupart du temps sans se soucier le moins du monde des changemens de ministère et de constitution. Allez à Coïmbre, par exemple, et vous m'en direz des nouvelles; c'est le moyen-âge pris sur le fait : vous savez, ce peuple de Cervantes au costume à la fois clérical et séculier. Croirait-on qu'il y a encore un endroit en Europe où les étudians s'habillent comme Faust et Paracelse, parlent latin, s'intitulent enfans des Muses, et jouent de la guitare au clair de lune sous la fenêtre de leurs maîtresses? Si *Childe Harold* vous inspire l'idée de voir Cintra, le *glorious Eden* de Byron, le paradis de la Lusitanie :

Cintra donde as Naiadas escondidas
Nas fontes vao fugindo ao duro braço;

j'avoue qu'en ce livre Coïmbre m'est apparu sous un aspect bien tentant. En effet, rien de plus romantique et de plus singulier que cette Athènes du moyen-âge conservée là comme par magie, rien de plus curieux que ce peuple de virtuoses tapageurs ne relevant que de la discipline de l'université dont il porte aujourd'hui encore le costume tel qu'il était en 1537, au temps de dom Garcia de Alméida, le premier grand-maître de Coïmbre. Depuis dom Garcia, on ne compte pas moins de quarante-cinq recteurs, dont les portraits figurent dans la salle du conseil tendue de damas brodé d'or. Le personnage actuellement investi de ces magnifiques fonctions (les protocoles universitaires donnent au recteur le titre de *sa magnificence*) est un vieux comte de Terena dom Sébastien Correa de Sà. Ici je cède la parole au spirituel touriste, qui nous racontera, sans omettre un détail, le cérémonial d'une visite en si haut lieu. « A peine installé dans mon hôtellerie, j'envoyai au vieux comte une lettre de Costa Cabral, et deux heures après le neveu de *sa magnificence* vint me chercher dans un équipage digne des prélats du XVIIe siècle. C'était un lourd et somptueux carrosse à huit glaces, et tiré par quatre mules que dirigeaient deux élégans postillons. Nous traversâmes ainsi à grand fracas les rues tortueuses de Coïmbre, et montâmes au palais de l'université, construit en haut de la montagne sur un plateau qui domine la ville. En arrivant, nous trouvâmes le comte de Terena occupé à présider les conférences publiques qui ont lieu au terme de l'année scholaire et se prolongent des semaines entières avec beaucoup de solennité. Sa magnificence, assise sous un dais de velours et portant l'ancien costume portugais à épée, dirigeait un débat juridique, ayant autour d'elle les doyens des diverses facultés. Les débats se tenaient en latin, en présence d'un nombreux auditoire de jeunes gens auxquels leur pourpoint noir donnait un air de gravité à surprendre fort, je dois le dire, leurs joyeux confrères d'Heidelberg et d'Iéna. En général, l'étudiant portugais ressemble assez à un enterrement, et, si je

ne me trompe, cette mine lugubre qu'on lui reproche lui vient de sa manière d'aller vêtu. Un moment, Pombal voulut reformer le costume; mais les traditions universitaires prévalurent, et d'ailleurs on lui représenta que ce costume favorisait les idées d'égalité en rendant impossible toute distinction entre le riche et le pauvre. — Sitôt que le recteur eut levé la séance, nous nous rendîmes dans son appartement. Le comte de Terena est un digne et honnête vieillard pénétré à fond de l'excellence de ses écoles, et qui, sur le chapitre de l'établissement qu'il dirige, n'entendrait pas raillerie; nous parcourûmes avec lui les salles où se tiennent les cours, et tout ce que j'y remarquai fut une ouverture pratiquée dans le mur et recouverte d'un rideau, au moyen duquel sa magnificence peut surveiller son monde en cachette, et savoir à toute heure, sans être vue, ce qui se passe entre les professeurs et les élèves. » Voilà, j'imagine, une façon d'agir tout orientale, et ce mystérieux rideau m'a bien l'air de venir en droite ligne du sérail de quelque prince maure. — L'université de Coïmbre ne compte pas plus de mille étudians. Quarante-six professeurs, assistés de vingt-sept suppléans, enseignent la théologie, le droit canon, la jurisprudence, la médecine, les mathématiques, en tout six facultés auxquelles il faut joindre un institut pour les arts. Cette organisation date de Pombal, et, quoi qu'on ait fait depuis soixante ans pour l'améliorer, elle est bien loin de répondre encore aux besoins de la science moderne; sans rappeler ici les arts pratiques totalement omis, que devient l'histoire dans ce programme?

Avez-vous jamais ouï parler de Condeixa, nom charmant, qui signifie en portugais *corbeille de fleurs?* Condeixa est une petite ville à deux lieues de Coïmbre, ou plutôt un délicieux jardin de myrtes, de lauriers-roses et de cactus. L'auteur de ces *Souvenirs*, après avoir loué les délicieuses oranges qu'on y trouve, cite en passant cette phrase recueillie par lui : « Les femmes de Condeixa sont fort jolies et plus libres que dans aucune autre ville du Portugal; le voisinage des étudians de Coïmbre en est la cause. Ceci donne à penser, et volontiers j'inclinerais à croire, après l'ingénieuse remarque, que les étudians en soutane, après tout, ne sont pas si noirs qu'ils en ont l'air. »

En France, on a peu écrit sur le Portugal. Si l'on excepte les mémoires du duc du Châtelet, que j'ai cités plus haut, l'*Essai statistique* de M. Balbi, volumineux ouvrage à compulser, mais d'un optimisme fatigant, la belle étude de M. Magnin sur Camoëns, l'*Histoire de la littérature portugaise* de M. Ferdinand Denis, et enfin un travail curieux et complet de M. de Lasteyrie sur l'état politique et moral du pays (1), je ne vois guère quels documens il reste à invoquer; bien entendu que nous ne parlons pas ici des livres de Dumouriez et de Foy, ouvrages militaires et d'un intérêt tout spécial. Sous ce rapport, l'Allemagne est plus riche. On ne saurait croire, en effet, quel

(1) Voyez, dans la livraison de la *Revue* du 15 mars 1841, *le Portugal depuis la révolution* de 1820.

accroissement cette espèce de littérature que j'appellerai, faute d'un autre terme, la littérature touriste, semble vouloir prendre depuis quelque temps au-delà du Rhin. En dehors de l'escouade tumultueuse de MM. Herwegh et Wienbarg papillotte et s'agite toute une nuée d'esprits élégans et faciles, d'ingénieux diseurs qui ne demandent qu'à trouver le butin. Aussi c'est merveille de voir comme les impressions de voyage se multiplient; il y en a sur l'Italie, sur l'Espagne, sur la France, et les dernières ne sont pas les moins curieuses. Pour en revenir au Portugal, le livre de M. de Eschwege, écrit vers 1836, ouvre, si je ne me trompe, en Allemagne la série des travaux contemporains sur cette question. Depuis se sont succédé les *Reisebriefe* de Mme la comtesse Hahn-Hahn, et enfin l'ouvrage nouveau sur le Portugal. M. de Eschwege est pessimiste, il voit tout en noir; c'est un écueil auquel échappe l'auteur des *Souvenirs de* 1842, sans tomber dans l'optimisme que je blâmais tout à l'heure. Ce qui plaît surtout dans ce livre, c'est l'impartialité de jugement jointe à un coup-d'œil sûr, à une manière toute sérieuse d'envisager les évènemens et les hommes. Je reprocherai cependant à l'auteur certaines négligences de détail qu'il aurait pu s'épargner, et qui font tache. Ainsi, chaque fois qu'il s'agit de raconter un site ou de décrire les magnificences d'un palais, ce palais fût-il celui d'Ajuda, il se tire d'affaire en quatre lignes et ne manque jamais de vous renvoyer, pour plus ample information, aux *Reisebriefe* de Mme de Hahn-Hahn, « qui, ajoute-t-il, a plus d'esprit et de patience que moi. » Quand on prétend écrire un livre sur un sujet, il faut envisager d'avance toutes les difficultés du travail, et, quelles qu'elles soient, y faire face de son mieux. A cela près, l'ouvrage est excellent; mais, je le répète, ces complémens, qui peuvent entrer plus tard dans la pensée du lecteur, il n'appartient jamais à l'écrivain de les indiquer. Un ouvrage doit se suffire à lui-même, et le seul corollaire qui fût permis à l'auteur du *Portugal,* c'était son livre sur l'Espagne.

HENRI BLAZE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 août 1844.

Dès que le ministère du 29 octobre a pris les affaires, on lui a dit : Ne vous jetez pas inconsidérément dans l'alliance anglaise, ne précipitez rien, soyez prudent. Vous voulez renouer l'alliance brisée par le traité du 15 juillet, vous la jugez nécessaire au repos de l'Europe, vous voulez sortir de l'isolement où les évènemens de 1840 ont placé la France : soit. Rapprochez-vous de l'Angleterre, mais n'aliénez pas votre liberté. L'Angleterre se tient sur la réserve avec vous : ne montrez pas dans la recherche de son alliance une vivacité indiscrète, mesurez surtout votre langage officiel, ne donnez pas vos espérances pour des réalités, songez aux ressentimens excités en 1840. Pour proclamer l'intimité des deux gouvernemens et des deux peuples, attendez qu'elle soit rétablie.

M. Guizot, sans écouter ces sages conseils, a proclamé l'entente cordiale; aussitôt on lui a dit : Vous allez contre le but que vous voulez atteindre, vous compromettez l'alliance par cet empressement irréfléchi. Du côté de l'Angleterre, vous ferez naître des exigences; du côté de la France, vous exciterez de justes susceptibilités : vous ferez croire, vous ferez dire que le gouvernement de juillet a fléchi, et qu'il est disposé à faire des concessions; le sentiment national s'inquiétera. L'alliance anglaise, devenue pour vous une source d'embarras et une blessure pour l'amour-propre du pays, sera impopulaire. Les esprits s'aigriront chez les deux peuples ; le moindre accident, amené par le hasard au milieu de cette situation équivoque, pourra produire une explosion.

L'incident est arrivé, et l'explosion a eu lieu. L'affaire du missionnaire Pritchard a mis le feu dans les journaux des deux pays; les vieilles jalousies

TIMBRE ROYAL

nationales se sont ranimées : nous voulons croire qu'elles s'apaiseront. Le révérend M. Pritchard, après avoir allumé la guerre dans Taïti, n'aura sans doute pas la satisfaction de voir l'Europe s'embraser à cause de lui. Cependant cette malheureuse affaire, en supposant même qu'elle se termine bientôt par les négociations, ce qui nous paraît douteux, laissera en France un souvenir pénible qui s'effacera difficilement. Nous voulons parler de l'impression causée par les paroles de sir Robert Peel dans le parlement anglais.

Sir Robert Peel n'est pas un homme qui se laisse entraîner par la passion. C'est un orateur froid qui calcule toutes ses paroles. S'il a été prompt et véhément, c'est qu'il a pensé que cela lui serait utile. Il a compté sur la forme insolite de ses réclamations pour intimider notre cabinet. De là est venue l'émotion que la France a ressentie. Voilà pour elle le fruit de la politique suivie depuis quatre ans à l'égard de l'Angleterre. Un différend s'élève à deux mille lieues entre les deux peuples : à la première nouvelle qui en arrive à Londres, le ministre anglais, sans examiner les faits, sans discuter, annonce en plein parlement qu'il demande une ample réparation à la France. Il envoie du haut de la tribune anglaise une sommation à notre gouvernement. Voilà comme l'Angleterre en use avec nous! Tant de soins, tant de sacrifices, tant d'avances faites à la tribune et dans les discours du trône, ont abouti à une alliance bâtarde, où l'égalité des prétentions n'existe pas, où l'Angleterre conserve une opinion exagérée de sa force, où nos complaisances sont prises pour un signe avoué de notre faiblesse! Quel échec pour la politique de M. Guizot, et quel sujet de tristes réflexions pour la France!

Félicitons nos chambres. Elles n'ont pas voulu se séparer sans témoigner au pays qu'elles partageaient son émotion. Le sentiment national a trouvé dans M. Molé et dans M. Billault des interprètes également fermes et mesurés. N'oublions pas M. Charles Dupin, qui a parlé le premier de tous et a excité une sensation très vive, en défendant énergiquement l'honneur de notre marine. Une déclaration a été arrachée à M. Guizot par M. Molé. Venu au Luxembourg avec l'intention bien arrêtée de garder le silence, M. le ministre des affaires étrangères, troublé par l'attitude de la chambre et par le danger de sa situation ministérielle, a protesté qu'il avait à cœur autant que personne l'honneur de notre marine et la défense des droits de nos officiers. On lui rappellera un jour cette déclaration. Elle a une portée que M. Guizot a voulu sans doute atténuer dès le jour même, en ajoutant dans le *Moniteur* qu'il la regardait comme élémentaire et inutile : il est bon qu'on sache que ce commentaire restrictif n'a pas été exprimé devant la chambre des pairs. Aucun membre ne l'a entendu. L'accueil de la noble chambre ne lui eût pas été favorable.

Ainsi donc, M. Guizot négocie, et la France attend ses actes. On a pu croire un instant que les difficultés s'aplaniraient par le retour subit du ministère anglais à des sentimens plus raisonnables et plus justes; on a été trompé. Après sir Robert Peel, lord Aberdeen, sans modifier les prétentions

exprimées par son collègue, avait tenu cependant un langage plus modéré. A Paris, M. Guizot montrait à qui voulait la voir une lettre de notre chargé d'affaires à Londres, M. de Chabot, annonçant que lord Aberdeen désapprouvait les termes employés par sir Robert Peel. Bien plus : des journaux anglais, connus pour recevoir les inspirations de M. Peel, présentaient l'affaire sous un jour nouveau qui en rendait la conclusion facile. M. Guizot était déjà triomphant. Ses écrivains les plus intimes plaisantaient fort agréablement sur la simplicité des journaux de l'opposition, sur tout ce bruit fait à propos d'une petite reine de sauvages et d'un religionnaire exalté, sur la bonhomie de ceux qui conservaient encore des inquiétudes sérieuses au sujet de cette puérile affaire. M. Molé devait en être pour ses paroles à la chambre des pairs; M. Billault était prié de réserver son éloquence pour une meilleure occasion. Malheureusement, les faits qui ont suivi sont venus troubler ces joies indiscrètes et cette confiance prématurée. Le gouvernement anglais a reproduit avec une insistance évidemment calculée toutes ses prétentions sur l'affaire de Taïti. Les hommes les plus graves de l'Angleterre se sont fait, en quelque sorte, un point d'honneur de parler, à peu de chose près, comme M. Peel. Lord Wellington a déclaré formellement que l'Angleterre avait été insultée, et que cette insulte devait être réparée. Quant à lord Palmerston, il a dû naturellement saisir cette heureuse occasion d'exprimer avec sa bienveillance ordinaire les sentimens qu'on lui connaît à l'égard de la France. La presse anglaise, ouvertement encouragée par lord Aberdeen, a fait comme le parlement; elle a montré la même vivacité et la même décision. Son langage a été unanime. Il est devenu dès-lors manifeste pour M. Guizot que sa situation personnelle, si soigneusement ménagée jusqu'ici par le ministère anglais, était sacrifiée sans scrupule. Un fait qui s'était passé peu de jours avant aurait pu lui en donner le pressentiment. Lors des premières interpellations sur Taïti, dans la première séance du mois d'août, lord Aberdeen avait commis envers M. Guizot une grave indiscrétion. Le noble lord avait affirmé que le désaveu de M. Dupetit-Thouars avait été demandé à la France. C'était démentir publiquement M. Guizot, qui a déclaré il y a six mois, à la tribune française, que ce désaveu a été spontané. Un pareil oubli des intérêts de M. Guizot avait déjà quelque chose de significatif dans les circonstances.

Le cabinet anglais ne retire donc aucune de ses prétentions primitives. Il exige une réparation. Il compte l'obtenir de M. Guizot en cessant de protéger sa position ministérielle, et il se présente ayant derrière lui tout le parlement et toute la presse de l'Angleterre. Que fera M. Guizot ?

Plus on examine cette affaire, plus il est difficile de voir à quel titre l'Angleterre exige une réparation. Si l'on en juge par les détails publiés dans les journaux anglais, aucune accusation sérieuse ne peut être légitimement intentée contre MM. Bruat et d'Aubigny. Il est avéré que le religionnaire Pritchard fomentait des troubles contre le gouvernement substitué au protectorat. Il

était l'ame d'une insurrection. Sur l'ordre de M. d'Aubigny, commandant en l'absence de M. Bruat, M. Pritchard est arrêté et incarcéré; puis, au retour du gouverneur, il est mis à bord d'un vaisseau anglais sous la condition de n'être débarqué sur aucun point des îles de la Société. Que peut-on reprocher aux autorités françaises? Dira-t-on avec lord Palmerston que les Français n'avaient pas le droit d'exercer la souveraineté dans l'île, que cette souveraineté, ayant été désavouée par la métropole, est réputée n'avoir jamais existé; que dès-lors, pour M. Pritchard, elle a été nulle de fait et de droit? Cette doctrine n'est pas soutenable; elle est à peine défendue par les feuilles anglaises. Lord Palmerston en a tout le mérite. C'est un principe reconnu que tout gouvernement de fait exerce une autorité souveraine; ceux qui l'attaquent le font à leurs risques et périls : il ne leur est pas permis d'invoquer la protection de leur gouvernement pour couvrir leurs hostilités. M. Pritchard avait protesté contre l'occupation souveraine de Taïti : il devait en rester là. Combattre cette occupation sans l'aveu de l'Angleterre, c'était faire un acte dont il devait seul répondre, et qui par conséquent ne pouvait être mis sous la garantie de son gouvernement. D'ailleurs, que la souveraineté établie à Taïti fût réputée légitime ou non par M. Pritchard, peu importe. Si les Français n'avaient pas la souveraineté, ils avaient au moins le protectorat; or, pas plus sous le protectorat que sous la souveraineté, les missionnaires et les résidens étrangers n'avaient le droit de troubler l'ordre. Dira-t-on encore avec lord Palmerston, soutenu cette fois par lord Aberdeen et par les feuilles anglaises, que M. Pritchard, bien qu'il eût amené son pavillon, n'avait pas cessé d'être consul de l'Angleterre? Qu'importe? Consul ou résident, il n'avait pas le droit de conspirer. S'il était consul, dites-vous, on ne pouvait le détenir ou même l'arrêter; son titre le rendait inviolable! On fait ici une confusion : c'est en effet le privilége d'un ambassadeur d'être inviolable dans le pays où il représente son souverain; s'il conspire, on peut le renvoyer, et non l'arrêter. Mais ce privilége n'existe pas pour les ministres plénipotentiaires, à plus forte raison pour les consuls. Le révérend M. Pritchard était-il donc ambassadeur d'Angleterre à Taïti?

En France, pour venir au secours de M. Guizot, on a imaginé un autre texte d'accusation. Deux feuilles ministérielles ont insinué plus ou moins clairement que des réclamations légitimes pouvaient s'élever sur la durée et sur la rigueur de la détention. Cela mènerait au désaveu de M. d'Aubigny. Voilà l'expédient trouvé. Le bruit court que M. Guizot ne serait pas éloigné d'offrir cette satisfaction à l'Angleterre. S'il en est ainsi, M. Guizot serait bien mal inspiré. Où a-t-il vu que M. d'Aubigny se soit rendu coupable de procédés violens envers son prisonnier? On lit partout que M. Pritchard a été traité comme un prisonnier de distinction. De plus, M. d'Aubigny est connu pour un homme sage et modéré. Si des violences ont été commises, comment se fait-il que tout le monde les ignore, excepté M. Guizot? Quant à la durée de la détention, comment pourrait-on blâmer M. d'Aubigny d'avoir

fait garder à vue M. Pritchard jusqu'au retour du gouverneur? Du reste, cette pensée d'un désaveu partiel semble appartenir exclusivement à M. Guizot ou à ses journaux. Le ministère anglais ne paraît pas goûter cette demi-humiliation. Les feuilles de Londres qui ont distingué entre M. Bruat et M. d'Aubigny n'ont pas pris, dit-on, l'idée de cet expédient en Angleterre. Presque toute la presse anglaise demande que les deux officiers français soient désavoués.

Faut-il parler de ces révélations sinistres que les affidés de M. Guizot font tout bas à l'oreille? Il s'agirait, suivant eux, d'une insulte au pavillon anglais! Voilà des gens bien informés! Comment l'Angleterre ignore-t-elle ce qu'ils savent, et, si elle en est instruite, pourquoi garde-t-elle le silence sur un pareil fait? Pourquoi M. Guizot, de son côté, hésiterait-il à le révéler, ne fût-ce que pour simplifier sa situation? Ces fausses rumeurs nous ont bien l'air d'être inventées pour éprouver les esprits, pour les troubler, et les préparer à l'idée d'une concession.

L'avenir nous dira quels sont les faits communiqués par lord Cowley à M. Guizot. S'ils présentent un caractère nouveau, nous les apprécierons; s'ils s'accordent avec les détails publiés dans les feuilles anglaises et connus aujourd'hui de tout le monde, nous n'hésitons pas à déclarer, dès à présent, que les exigences de l'Angleterre n'ont rien de fondé. Lui accorder, sur de pareils motifs, la réparation qu'elle demande, ce serait une faiblesse sans excuse. Désavouer nos officiers lorsqu'ils ont fait leur devoir, lorsqu'ils ont montré de la prudence et de la fermeté, lorsqu'ils ont pris les mesures nécessaires pour épargner le sang de la France, lorsque, soutenus par une poignée d'hommes contre une population fanatique, ils ont su, à trois mille lieues de nous, garder fidèlement le poste confié à leur bravoure; les rappeler, les frapper d'une disgrace au moins apparente, lorsque leur conduite mériterait au contraire l'approbation du gouvernement, ce serait un acte déplorable. Rapproché du désaveu qui a frappé l'amiral Dupetit-Thouars, ce nouveau coup porté à notre marine aurait des conséquences funestes. L'idée s'accréditerait de plus en plus que le bras de la France ne s'étend pas au-delà des mers pour soutenir ceux qui la servent avec honneur, que tout dévouement est méconnu, et que tout acte de vigueur est menacé d'un désaveu, s'il porte ombrage à l'Angleterre. Cette pensée jetterait l'inquiétude et le découragement chez nos marins. Le moment serait bien choisi de répandre de pareils sentimens sur notre flotte, lorsque nous avons une escadre qui croise sur les côtes du Maroc, en présence des vaisseaux de l'Angleterre!

On ne peut se dissimuler toutefois que la position de M. Guizot est délicate. Les embarras lui viennent de la conduite qu'il a tenue jusqu'ici vis-à-vis du cabinet anglais. Il est placé entre une concession humiliante ou un énergique démenti brusquement donné à toute sa politique. L'alternative est cruelle; aussi M. Guizot paraît en proie à de vives perplexités. Il a perdu, dit-on, sa confiance accoutumée. On cite de lui des paroles empreintes d'un

certain découragement. Il trahit ses inquiétudes secrètes par des mouvemens de dépit contre l'occupation de ces petites îles, d'un intérêt si méprisable à côté de la grandeur des débats qu'elles ont suscités. M. Guizot, sur ce point, ne peut accuser que lui seul. C'est chez lui qu'est née, à défaut de combinaisons plus glorieuses, l'idée bizarre de planter le drapeau de la France sur ces îlots lointains, dédaignés par l'avide Angleterre. Aujourd'hui même, après les tristes résultats de l'occupation de Taïti, on nous annonce que le pavillon français flotte sur les îles de Gambier. Demain, on nous apprendra l'occupation de quelque rocher désert, ignoré des navigateurs, dans les mers de la Chine. Voilà les conquêtes du cabinet. Cet établissement stérile de Taïti n'avait-il pas été critiqué dès le début par les esprits les plus sages? N'a-t-on pas montré la base fragile sur laquelle il reposait? N'a-t-on pas dit que le mode d'occupation institué sous le nom de protectorat serait insuffisant pour maintenir l'ordre dans une société sauvage, où la force exerce plus d'empire que les lois? N'a-t-on pas vivement blâmé l'institution de cette autorité indéfinie, privée des moyens nécessaires pour résister à la violence, et destinée par la nature même des choses à renier son principe, dès que son existence serait menacée? M. Guizot était prévenu. Il a méprisé les avertissemens qu'on lui donnait. Aujourd'hui, toutes les prédictions faites sur l'établissement de Taïti se réalisent. Le conflit élevé entre la reine Pomaré et les autorités françaises avait déjà condamné le système du protectorat : la guerre allumée par le religionnaire Pritchard, le sang de nos soldats massacrés dans des embuscades, la conspiration flagrante des missionnaires et des résidens étrangers, les prétentions annoncées par le cabinet anglais, le soin de notre sécurité et de notre dignité, rendent désormais le protectorat impossible. Ou il faut trouver le moyen de se retirer de Taïti avec honneur, ou il faut prendre la souveraineté.

Il est triste de voir, au milieu de circonstances si graves, les singulières ressources que M. Guizot emploie pour raffermir sa fortune ébranlée. Lisez les feuilles anglaises : vous aurez le secret de ses combinaisons actuelles. Vous verrez où il cherche son point d'appui. La presse anglaise, pleine d'outrages contre la France, ne tarit pas d'éloges sur M. Guizot. De sir Robert Peel ou de M. Guizot, quel est le plus grand ministre? On s'évertue tous les jours de l'autre côté du détroit à résoudre cet important problème. M. Guizot serait le collègue de M. Peel qu'il ne serait pas mieux traité. Son éloquence, sa sagesse, sa gloire, sont un texte inépuisable de louanges. On ne devrait pas oublier son patriotisme. Si cependant toutes ces louanges venaient d'une source que M. Guizot pût avouer, si l'Angleterre en prenait seule la responsabilité, nous ne pourrions faire qu'une chose : plaindre M. Guizot d'être moins admiré chez nous que chez nos voisins; mais qui peut ignorer maintenant l'origine de ces apologies fastueuses que deux feuilles anglaises particulièrement insèrent dans leurs colonnes avec une complaisance si méritoire? C'est une chose sue de tout le monde. Depuis

bientôt quatre ans, chacun en rit, M. Guizot peut-être tout le premier. Le procédé toutefois cesse d'être plaisant dans les circonstances où nous sommes. Cette soif indiscrète des éloges de l'étranger, ce besoin de se faire célébrer dans les feuilles anglaises au moment d'un conflit diplomatique entre les deux pays, sont de nature à irriter la France, surtout lorsqu'elle rencontre dans ces mêmes feuilles, à côté des magnifiques hommages décernés à M. Guizot, des invectives grossières dirigées contre des hommes dont elle honore le caractère et les talens. Les éloges et les outrages seraient-ils donc de la même source? La plume qui rédige tous les jours le bulletin des victoires parlementaires de M. Guizot, qui vante sa fermeté et son courage, qui élève aux nues son génie politique, qui en fait l'homme d'état nécessaire à la paix du monde, serait-elle donc la même qui appelle M. Thiers un brouillon et un factieux, un esprit vide, un partisan de la guerre, et M. Molé l'indigne chef d'une lâche et méprisable faction, qui, de désespoir et sans scrupule, s'associe au parti de la guerre pour renverser M. Guizot?

Si M. Molé et M. Thiers pouvaient être sensibles à ces calomnies odieuses, une chose les consolerait : c'est de voir les éloges, communiqués ou non, que les feuilles anglaises prodiguent à M. Guizot, cruellement compensés par des paroles qui doivent lui causer un déplaisir amer. « Sans doute, a déclaré lord Palmerston dans le parlement, l'intérêt de l'Angleterre veut que M. Guizot reste ministre : c'est aussi l'intérêt de la France et du monde; mais, pour obtenir ce résultat, aucun ministre anglais ne doit sacrifier les intérêts et l'honneur de l'Angleterre. » Ce qui veut dire : nous reconnaissons volontiers que M. Guizot nous a rendu de grands services; mais, pour avoir notre appui, il faut qu'il continue de faire nos volontés. Quelle ironie sanglante et quelle injure! Peut-on stipuler plus outrageusement le prix moyennant lequel M. Guizot peut compter sur la bienveillance de l'Angleterre?

Quiconque, en France, s'est senti blessé par la menace calculée de M. Peel, quiconque déclare que les faits connus ne justifient pas les prétentions du ministère anglais, quiconque cherche à fortifier M. Guizot contre des réclamations injustes et contre les entraînemens naturels de sa politique, quiconque le supplie de défendre énergiquement, selon sa promesse, l'honneur et les droits de notre marine, celui-là, des deux côtés du détroit, est accusé de vouloir la guerre. Dans les feuilles anglaises, comme dans les journaux ministériels de France, c'est le langage convenu. M. Molé, pour avoir parlé du sentiment national, est du parti de la guerre; M. Charles Dupin, pour avoir loué nos officiers de marine, veut la guerre. M. Billault veut la guerre. Sans doute M. Fulchiron, qui n'a pas parlé, mais dont l'émotion a été remarquée pendant le discours de M. Billault, est aussi du parti de la guerre. Avons-nous besoin de dire encore une fois que ce prétendu parti de la guerre n'existe pas? Avons-nous besoin de faire savoir au journal anglais qui s'est chargé si complaisamment de calomnier M. Molé, que l'ancien président du

15 avril est un des hommes dont la présence aux affaires sera toujours la garantie d'une paix honorable et digne entre les deux nations? Vouloir une alliance fondée sur une estime mutuelle et sur un respect réciproque, vouloir une balance égale dans les relations des deux pays, vouloir qu'il n'y ait pas, d'une part, un empressement indiscret, un abandon irréfléchi, source d'infériorité, et de l'autre une certaine présomption et une tendance à tout exiger, suite nécessaire de la facilité à tout obtenir; vouloir que le gouvernement de la France, imitant la prudence de l'Angleterre, ne se lie pas les mains à chaque instant, comme cela est arrivé pour la convention des détroits, pour le droit de visite, pour Taïti, pour le Maroc; vouloir, en un mot, du côté de la France, dans ses rapports avec l'Angleterre, une politique qui sache garder son secret, qui reste indépendante sans être ombrageuse, qui soit un bouclier pour le pays, et vouloir, du côté de l'Angleterre, dans ses rapports avec la France, une politique plus mesurée dans son langage et dans ses actes, est-ce là vouloir la guerre? N'est-ce pas, au contraire, vouloir un système favorable à l'harmonie des deux peuples, le seul capable d'apaiser l'irritation causée par la fausse attitude de leurs gouvernemens?

Ce système est celui des hommes que les journaux dévoués à la fortune de M. Guizot attaquent violemment aujourd'hui; il est facile de comprendre dans quel but. On les calomnie parce qu'on les redoute plus que jamais. On sait que leur entrée au pouvoir aurait l'assentiment de la majorité; les chambres, en se séparant sous une impression douloureuse, ont témoigné au cabinet des dispositions qui l'inquiètent vivement pour l'avenir. Plusieurs membres du parti conservateur n'ont pas dissimulé leur regret d'avoir laissé vivre le ministère en dépit des dissidences nombreuses qui les séparent de lui depuis long-temps. Ils ont exprimé des craintes, sinon sur les intentions réelles de l'Angleterre, qui rencontre du côté des États-Unis et de l'Irlande des motifs sérieux pour vouloir le maintien de la paix, du moins sur la marche même de M. Guizot, désormais engagé par ses fautes dans une voie où il lui est peut-être impossible d'arrêter le mal et de faire le bien. La couronne, dit-on, a daigné entendre de nombreuses confidences à ce sujet. Voilà ce qui nous a valu le plaisir de voir M. Guizot porté aux nues dans les feuilles anglaises, et ce qui a ressuscité tout à coup dans les journaux ministériels de Paris le fantôme du parti de la guerre!

La session est close en France; elle se termine en Angleterre. Les deux cabinets vont se trouver en présence. M. Guizot paraît penser que cette situation vaut mieux pour lui. Il aura plus de liberté dans ses mouvemens; n'étant plus poussé par la tribune, il demandera du temps, et le temps, comme on dit, est un grand maître. Nous reconnaissons volontiers que M. Guizot peut se féliciter du départ des chambres, il a beaucoup de raisons pour cela. Le pays partagera-t-il son sentiment? C'est autre chose. L'attitude prise dès le premier jour par le parlement français était une garantie que les négociations seraient sagement et honorablement conduites tant qu'il serait assemblé.

Fera-t-on librement en son absence ce qu'on eût été forcé de faire devant lui? L'avenir décidera cette question. Quoi qu'il en soit, M. Guizot nous permettra de considérer comme un heureux hasard que la question de Taïti soit venue en France la veille de la clôture de la session, au lieu du lendemain. Qui sait? sans les paroles de M. Charles Dupin, de M. Molé et de M. Billault, le *Moniteur* nous aurait déjà peut-être annoncé le rappel de M. d'Aubigny.

A côté de cette grave affaire de Taïti, la plupart des autres questions débattues entre la France et l'Angleterre ont perdu momentanément leur importance. Les explications données par lord Aberdeen sur l'affaire du Maltais de Tunis ont passé inaperçues. Il résulte cependant des paroles assez aigres de lord Aberdeen qu'il a été sur le point de demander à M. Guizot le désaveu de notre consul à Tunis. C'eût été l'occasion d'un nouveau conflit. Le coupable, jugé par un tribunal de Tunis, malgré l'intervention de notre consul, a subi sa condamnation. L'exécution ayant eu lieu, lord Aberdeen déclare qu'il s'est contenté d'adresser à notre gouvernement des représentations énergiques. Lord Beaumont eût voulu une réparation.

La question du droit de visite a été encore agitée. M. Guizot s'est prononcé d'une manière assez explicite à la chambre des pairs. Son langage, rapproché des circonstances nouvelles, qui ne paraissent pas de nature à diminuer ses embarras dans cette question, mérite d'être remarqué. Il déclare qu'il a pris au sérieux le vœu national, et qu'il s'efforce de le faire prévaloir; il agit, dit-il, devant le cabinet anglais comme il a parlé dans les chambres. Les négociations sont ouvertes; il espère qu'elles auront atteint un résultat à l'ouverture de la session prochaine. Pour justifier cette espérance, M. le ministre des affaires étrangères a parlé des instructions que le gouvernement anglais vient d'adresser à ses croiseurs. Ces instructions sont sages; mais l'Angleterre, en les publiant, n'a rien fait pour alléger le fardeau de M. Guizot. La mission qu'il a reçue des chambres n'est pas de réclamer des améliorations réglementaires dans l'exercice du droit de visite; il a pris l'engagement d'en réclamer la suppression. Sur ce point, il n'a rien obtenu. L'opinion anglaise lui oppose toujours une résistance énergique. Son langage n'a pas varié depuis trois ans. C'est toujours la même manie de nous supposer des répugnances pour l'abolition de la traite, et de nous croire à la merci des passions coloniales. L'ambition maritime et commerciale, mal déguisée sous de vains prétextes de philanthropie, maintient ses exigences. L'orgueil britannique ne se dément pas. Récemment, un journal anglais, parlant des instructions données aux croiseurs, lesquelles ont tout simplement pour but de leur commander d'être polis en visitant les navires, déclarait que l'Angleterre ne peut pousser plus loin l'abandon de toute prétention à la suprématie maritime. Quelle condescendance en effet, et quel effort d'humilité! Les croiseurs anglais consentiront à changer leurs façons arbitraires pour des manières polies et mesurées : voilà ce qu'on appelle en Angleterre une con-

cession immense! La marine anglaise veut bien désormais se montrer discrète dans l'exercice du droit de visite : c'est la preuve qu'elle abdique toute prétention à l'empire des mers! De pareilles dispositions, jointes à des difficultés politiques devenues si grandes pour M. Guizot, peuvent inspirer des doutes sur le succès des négociations qu'il poursuit pour obtenir la révision des traités. L'œuvre paraît au-dessus de ses forces. Cependant les chambres attendent l'accomplissement des devoirs qu'elles lui ont imposés. La France ne peut consentir à aliéner l'indépendance de son pavillon.

Si la France a ses embarras, l'Angleterre a les siens. Sans parler de ceux que nous lui donnons, bien malgré nous, et qui sont l'effet d'une politique dont nous souffrons pour le moins autant qu'elle, son attention est dirigée sur plusieurs points qui provoquent de sa part des réflexions sérieuses. Aux États-Unis, ses intérêts sont menacés. Pour se concilier les états de l'Union, elle leur a fait des concessions de territoire qui n'ont pas suffi à l'ambition américaine. Le territoire de l'Oregon devient l'objet d'un nouveau litige qui peut amener des complications graves. Ce n'est pas tout. La grande question qui divise l'Angleterre et l'Amérique est l'annexation du Texas. Source de rivalités et de déchiremens dans le sein de l'Union, l'affaire du Texas, pour l'Angleterre, est une lutte d'intérêts commerciaux et maritimes avec les États-Unis. Si le Texas est annexé à l'Union, les états du sud, qui regorgent d'esclaves, en peupleront les déserts de cette vaste contrée, grande comme le tiers de la France; ce sera un nouveau marché destiné à la traite. Secondé par les habitudes rapaces et violentes des hommes du sud, l'esclavage se développera sur les bords du golfe du Mexique, et prendra possession d'un territoire d'où l'on ne pourra l'extirper que par la guerre. Ce sera un coup mortel porté à la politique abolitioniste de l'Angleterre. En outre, le voisinage de la race américaine sera funeste au Mexique; tôt ou tard la race mexicaine, faible et dégénérée, sera refoulée dans l'isthme, et le commerce de l'Angleterre en éprouvera un dommage immense. Aussi l'annexation du Texas est l'objet d'attaques universelles dans les journaux anglais. Les agens de l'Angleterre, répandus dans les états de l'Union, fomentent la discorde entre les partis, et se mêlent ouvertement à une lutte violente, dont l'issue est encore douteuse. Chez elle, l'Angleterre trouve une plaie plus grande. C'est l'Irlande, la malheureuse Irlande, plongée aujourd'hui dans un morne abattement, prête à se réveiller demain, si la voix de son agitateur retentit, et à former autour de lui des rassemblemens nombreux comme des armées. L'Irlande, du reste, par un singulier retour de fortune, pourrait être appelée à profiter des embarras présens de l'Angleterre. Le parti tory, son implacable ennemi, semble ne pas repousser l'idée qu'il serait temps enfin de fermer ses blessures. Un voyage de la reine en Irlande, un acte de clémence en faveur d'O'Connell et de ses amis, quelques mesures destinées à diminuer la misère du pays, voilà, d'après certains indices, le plan qui serait sérieusement discuté aujourd'hui, dans le but de calmer l'agitation du rappel, et d'é-

touffer les élémens d'une guerre civile. Le gouvernement de la Grande-Bretagne, devenu plus libre, fixerait alors ses regards vers les États-Unis et vers la France. S'il en devait être ainsi, nos démêlés diplomatiques avec l'Angleterre seraient moins regrettables. Ils auraient eu du moins pour résultat de mettre fin à la plus grande injustice qui ait jusqu'à présent flétri l'honneur d'un peuple.

Un autre point préoccupe encore l'Angleterre, c'est la Grèce. Son influence y est menacée par la chute probable de M. Maurocordato et de ses collègues. L'Angleterre devra s'attribuer en partie cet échec. M. Maurocordato, en entrant au pouvoir, annonçait un esprit droit, des vues libérales, de la modération, un patriotisme éclairé, sachant apprécier les véritables intérêts de la Grèce. Des conseils imprudens l'ont jeté dans une mauvaise voie. M. Lyons en sait quelque chose. Les circonstances vont donner à M. Piscatory un nouveau rôle. Il ne s'est associé sans doute jusqu'ici à M. Lyons que pour ne pas compromettre par des dissidences inopportunes l'œuvre difficile d'un gouvernement nouveau, incertain dans sa marche. Aujourd'hui, si M. Coletti triomphe, et s'il a, comme on l'annonce, la ferme volonté de rester indépendant de la Russie, la situation de M. Piscatory cesse d'être indécise. Son influence doit dominer. M. Lyons en acceptera-t-il la solidarité? Suivra-t-il à son tour l'exemple de prudence et de désintéressement que lui a donné le ministre de France? Ceux qui connaissent M. Lyons et les instructions qu'il reçoit de l'Angleterre n'osent pas l'espérer.

L'opinion, en France, s'est occupée du voyage de M. de Nesselrode à Londres. M. Billault en a parlé à la tribune. Le diplomate du Nord va-t-il remercier l'aristocratie anglaise de l'accueil empressé qu'elle a fait à l'empereur Nicolas? Va-t-il, à la faveur des démêlés récens de la France avec l'Angleterre, reprendre l'œuvre de M. de Brunow? A-t-il reçu l'ordre de se concerter avec le cabinet anglais sur les questions de l'Orient, de la Grèce et du Maroc? Nous ne pouvons dire qu'une chose à ce sujet: c'est que le moment du voyage est admirablement choisi. Nous pensons que cet incident diplomatique n'est pas indigne de l'attention des gens sérieux.

Pendant que M. de Nesselrode est à Londres, on se demande en France si le roi Louis-Philippe ira voir en Angleterre la reine Victoria. On ne peut se dissimuler que l'affaire de Taïti a rendu ce voyage assez problématique. Si la réparation que l'Angleterre exige est accordée, le voyage sera peu populaire en France; si la réparation est refusée, l'accueil de l'Angleterre ne pourra pas être très empressé. Néanmoins, les personnes qui se prétendent bien informées persistent à dire que le voyage se fera au mois d'octobre. S'il se fait, puisse-t-il avoir du moins un résultat sérieux! Puissent les deux couronnes, noblement inspirées, comprendre que l'alliance des deux peuples, pour être solide, doit revêtir un autre caractère; qu'il faut la faire sortir de ce cercle étroit où on l'a renfermée; que les deux gouvernemens s'abaissent dans cette politique d'observation mutuelle, de surveillance réciproque et de

prétentions mesquines, que l'on a voulu nommer l'entente cordiale! Lorsque, le lendemain de la révolution de juillet, l'Angleterre et la France, marchant de concert, protégeaient le réveil des institutions libres en Belgique, en Portugal, en Espagne, leur union était plus puissante qu'aujourd'hui, et on n'avait pas cependant songé à lui donner une dénomination pompeuse. Elle était forte, parce qu'elle reposait sur de grands intérêts. Elle avait une base; or, c'est justement ce qui manque aujourd'hui. Avec le seul intérêt d'avoir pour ministres d'un côté M. Peel, de l'autre M. Guizot, vous ne ferez pas ce qui peut s'appeler légitimement une alliance entre deux peuples. Vous ne ferez qu'un contrat entre des ambitions égoïstes. Voulez-vous unir solidement l'Angleterre et la France, associez-les dans une grande cause; cherchez pour elles une grande entreprise, qui soit l'objet d'une émulation généreuse. Alors les passions des deux peuples, ainsi poussées au dehors et dirigées vers un noble but, produiront une intimité forte et durable, au lieu de ces tiraillemens perpétuels et de ces malentendus que nous voyons aujourd'hui.

On annonçait, depuis plusieurs jours, la paix avec le Maroc; on disait que l'empereur accordait à la France les satisfactions demandées; on ajoutait qu'un courrier, parti hier de l'hôtel des affaires étrangères, était allé porter à Madrid, au duc de Glucksberg, les pouvoirs nécessaires pour ratifier les conventions arrêtées par notre consul, M. de Nyon; la paix semblait certaine, et voilà que tout à coup on apprend ce soir, à Paris, qu'une dépêche télégraphique vient d'apporter la nouvelle du bombardement de Tanger. Les satisfactions offertes par l'empereur n'ayant point paru suffisantes, M. le prince de Joinville, dit-on, a bombardé les défenses de la ville. On assure que la place renfermait quatre-vingts pièces de canon et un matériel de guerre considérable. Le prince de Joinville aurait renversé les fortifications établies par les Marocains du côté de la mer. En l'absence de tous renseignemens officiels, nous ne voulons pas calculer aujourd'hui la portée d'un évènement si grave et si imprévu.

L'histoire de nos provinces est encore à faire; d'utiles et intéressans travaux viennent cependant chaque jour jeter de nouvelles lumières sur cette partie curieuse et peu connue des annales de la France. La province a déjà vu paraître plusieurs monographies remarquables : c'est tantôt l'histoire littéraire, tantôt l'histoire politique, qui ont été l'objet de patientes recherches. La Normandie, la Bretagne, la Flandre, ont eu leurs critiques et leurs historiens qui, le plus souvent inspirés par les souvenirs de la localité, ont porté dans leurs travaux une ardeur et une persévérance dignes d'encouragemens. L'Alsace a aujourd'hui son tour, grace à M. le baron Hallez-Claparède, qui publie sous ce titre : *Réunion de l'Alsace à la France* (1), une histoire abrégée du pays jusqu'aux dernières années du XVIIe siècle. Parmi

(1) Un vol. in-8°, chez Franck, 69, rue Richelieu.

toutes nos provinces, l'Alsace est l'une des dernières qui soient entrées dans l'unité française; sur aucun point du territoire, peut-être, le travail de centralisation n'a été plus rapide, et l'on peut dire que la fusion du génie français et du génie allemand s'y est opérée avec un bonheur inattendu. M. Hallez-Claparède a étudié avec amour l'histoire de la province dont il est un des enfans; c'est une noble intention qui a conduit sa plume. « Nous avons à cœur, dit-il, de montrer la part de forces et de richesses que l'Alsace a apportée à la France, la part de force et de grandeur qu'elle a reçue d'elle. » Cette tâche ainsi comprise, M. Hallez-Claparède a montré qu'il pouvait l'accomplir. L'ouvrage qu'il publie ne doit cependant être considéré que comme la première partie d'un travail qui, nous l'espérons, sera terminé. M. Hallez a raconté l'histoire de l'Alsace avant la réunion à la France; il reste à montrer comment cette réunion s'est accomplie, consolidée; comment l'influence des idées françaises est venue, au XVIIIe siècle, compléter l'œuvre de la diplomatie du grand roi. Cette dernière partie de l'histoire n'est pas la moins curieuse; il appartient à M. Hallez de l'écrire, et de donner ainsi une étude complète sur l'une de nos plus intéressantes provinces. En attendant, son livre mérite le succès légitime qui a déjà, sur plusieurs points de la France, accueilli, dans les essais d'histoire locale, de savantes recherches et de précieux documens pour l'histoire de l'unité française.

— Depuis *les Fiancés*, l'Italie a vu paraître beaucoup de romans historiques, le genre a pris faveur. Des essais heureux témoignent de l'aptitude qu'ont les Italiens pour transformer en narrations animées les pages sévères de l'histoire, et ce mouvement remarquable mérite d'attirer notre attention. Parmi les ouvrages traduits récemment de l'italien, et dont la critique doit s'occuper, il faut placer le nouveau roman de M. d'Azeglio, *les Derniers Jours d'un Peuple.* Le peuple dont M. d'Azeglio évoque ici le souvenir, c'est le peuple de Florence; on sait qu'au XVIe siècle la république florentine succomba sous les efforts combinés de Charles-Quint et de Clément VII. Ce grand évènement a heureusement inspiré M. d'Azeglio. On reconnaît dans son livre un talent formé à l'école de Manzoni. Uni par des rapports intimes à l'auteur des *Fiancés*, M. d'Azeglio se rattache encore à l'illustre écrivain par une sorte de parenté intellectuelle. L'influence de Manzoni a marqué de son cachet les œuvres qu'il a produites. Seulement, chez M. d'Azeglio, on remarque une tendance prononcée à développer le fond historique où vient s'encadrer la fiction. Il transporte volontiers le drame sur le grand théâtre des évènemens; il suit le pape et l'empereur sur les champs de bataille où s'agitent les destinées de l'Italie. Ses romans ne sont point une imitation servile; nés, pour ainsi dire, dans l'école et sous le regard de Manzoni, ils conservent cependant leurs qualités propres, leur vive et réelle originalité. Le nouvel ouvrage de M. d'Azeglio, bien supérieur au premier roman de l'auteur, *Ettore Fieramosca,* sera lu avec attention par tous ceux qui s'intéressent aux lettres italiennes. L'élégante et fidèle traduction de ce livre est due à M. Étienne Croix. On doit encourager parmi nous les efforts qui ont pour but de répandre et de populariser la littérature actuelle de l'Italie.

V. DE MARS.

MADEMOISELLE

DE LA SEIGLIÈRE.

—

PREMIÈRE PARTIE.

I.

S'il arrive jamais qu'en traversant Poitiers, un de ces mille petits accidens dont se compose la vie humaine vous oblige de séjourner tout un jour en cette ville, où je suppose que vous n'avez ni parens, ni amis, ni intérêts qui vous appellent, vous serez pris infailliblement, au bout d'une heure ou deux, de ce morne et profond ennui qui enveloppe la province comme une atmosphère, et qu'on respire particulièrement dans la capitale du Poitou. Je ne sais guère, dans tout le royaume, que Bourges où ce fluide invisible, mille fois plus funeste que le mistral ou le sirocco, soit si pénétrant, si subtil, et s'infiltre dans tout votre être d'une façon plus soudaine et plus imprévue. Encore, à Bourges, avez-vous, pour conjurer le fléau, le pèlerinage à l'une des plus belles cathédrales qu'aient élevées l'art et la foi catholiques; il y a là de quoi défrayer l'admiration durant une semaine et plus, sans parler de l'hôtel de Jacques Cœur, autre merveille, où vous

pouvez, autre distraction, méditer à loisir sur l'ingratitude des rois. Enfin, le long de ces rues désertes où l'herbe croît entre les pavés, en face de ces grands hôtels tristement recueillis au fond de leur cour silencieuse, l'ennui revêt bientôt, à votre insu, un caractère de mélancolie qui n'est pas sans charme. Bourges a la poésie du cloître : Poitiers est un tombeau. Si donc, malgré les vœux sincères que j'adresse au ciel pour qu'il vous en garde, quelque génie malfaisant, quelque malencontreux hasard vous arrête en ces sombres murs, ce que vous aurez de mieux à faire, sera de vous hâter d'en sortir. La campagne est à deux pas; les alentours, sans être pittoresques, ont de rians et frais aspects. Gagnez les bords du Clain. Le Clain est une petite rivière à laquelle la Vienne cède l'honneur d'arroser les prairies du chef-lieu de son département. Le Clain n'en est pour cela ni plus turbulent ni plus fier. Égal en son humeur, modeste en son allure, c'est un honnête ruisseau qui n'a pas l'air de se douter qu'il passe au pied d'une cour royale, d'un évêché et d'une préfecture. Si vous suivez le sentier, en remontant le cours de l'eau, après deux heures de marche, vous découvrirez un vallon dessiné par l'élargissement circulaire des deux collines entre lesquelles le Clain a fait son lit. Imaginez deux amphithéâtres de verdure, élevés en face l'un de l'autre et séparés par la rivière qui les réfléchit tous les deux. Un vieux pont aux arches tapissées de mousses et de capillaires est jeté entre les deux rives. En cet endroit, le Clain, s'élargissant avec les coteaux qui l'encaissent, forme un bassin de belles ondes unies comme un miroir, et qu'on prendrait en effet pour une glace d'une seule pièce, jusqu'au barrage où le cristal se brise et vole en poussière irisée. Cependant, à votre droite, fièrement assis sur le plateau de la colline, le château de La Seiglière, vrai bijou de la renaissance, regarde onduler à ses pieds les ombrages touffus de son parc, tandis qu'à votre gauche, sur la rive opposée, à demi caché par un massif de chênes, le petit castel de Vaubert semble observer d'un air humble et souffrant la superbe attitude de son opulent voisin. Ce coin de terre vous plaira, et si vous vous êtes laissé conter par avance le drame auquel cette vallée paisible a servi de théâtre, peut-être éprouverez-vous, en la visitant, quelque chose de ce charme mystérieux que nous éprouvons à visiter les lieux consacrés par l'histoire; peut-être chercherez-vous sur ces épais gazons des traces effacées; peut-être irez-vous à pas lents et rêveurs, évoquant çà et là des ombres et des souvenirs.

Unique héritier d'un nom destiné à finir avec lui, le dernier marquis de La Seiglière vivait royalement dans ses terres, chassant,

menant grand train, faisant du bien à ses paysans, sans préjudice de ses priviléges, quand tout d'un coup le sol tressaillit, et l'on entendit comme un grondement sourd pareil au bruit de la mer que va soulever la tempête. C'était le prélude du grand orage qui allait ébranler le monde. Le marquis de La Seiglière n'en fut point troublé et s'en émut à peine; il était de ces esprits étourdis et charmans qui n'ayant rien vu ni rien compris de ce qui se passait autour d'eux, se laissèrent surprendre par le flot révolutionnaire, comme des enfans par la marée montante. Soit qu'il courût le cerf dans ses bois de haute futaie, soit qu'assis mollement sur les coussins de sa voiture, près de sa jeune et belle épouse, il se sentît entraîné au galop de ses chevaux, à l'ombre de ses arbres, sur le sable de ses allées; soit qu'il réunît à sa table somptueuse les gentilshommes ses voisins, soit que du haut de son balcon, il contemplât avec orgueil ses prés, ses champs de blé, ses forêts, ses fermes et ses troupeaux; de quelque point de vue qu'il envisageât la question politique et sociale, l'ordre présent lui paraissait si parfaitement organisé, qu'il n'admettait pas qu'on pût s'occuper sérieusement de mettre rien de mieux à la place. Toutefois, moins par prudence que par ton, il fit partie de cette première émigration, qui ne fut, à vrai dire, qu'une promenade d'agrément, un voyage de mode et de fantaisie; il s'agissait de laisser passer le grain et de donner au ciel le temps de se remettre au beau. Mais au lieu de se dissiper, le grain menaça bientôt de devenir une horrible tourmente, et le ciel, loin de s'éclaircir, se chargea de nuages sanglans d'où s'échappaient déjà des éclairs et des coups de foudre. Le marquis commença d'entrevoir que les choses pourraient bien être plus sérieuses et durer plus long-temps qu'il ne l'avait d'abord imaginé. Il rentra précipitamment en France, recueillit à la hâte ce qu'il put réaliser de son immense fortune, et s'empressa d'aller rejoindre sa femme qui l'attendait sur les bords du Rhin. Ils se retirèrent dans une petite ville d'Allemagne, s'y installèrent modestement, et vécurent dans une médiocrité peu dorée : la marquise, pleine de grace, de résignation et de beauté touchante; le marquis, plein d'espoir et de confiance en l'avenir, jusqu'au jour où il apprit coup sur coup qu'une poignée de vauriens, sans pain ni chausses, n'avaient pas craint de battre les armées de la bonne cause, et qu'un de ses fermiers, nommé Jean Stamply, s'était permis d'acheter et possédait, en bonne et légitime propriété, le parc et le château de La Seiglière.

Depuis qu'il existait des Stamply et des La Seiglière, il y avait toujours eu des Stamply au service de ces derniers, si bien que la famille

Stamply pouvait se vanter à bon droit de dater d'aussi loin que la famille de ses maîtres. C'était une de ces races de serviteurs dévoués et fidèles dont le type a disparu avec la grande propriété seigneuriale. De simples gardes-chasse qu'ils avaient d'abord été de père en fils, les Stamply étaient devenus fermiers, et peu à peu, à force de travail et d'économie, grace aussi aux bontés du château qui ne leur fit point faute, ils avaient fini par se trouver à la tête d'un certain avoir. On ne savait pas au juste à quoi se montait leur fortune, mais on les disait plus riches qu'ils ne voulaient le laisser croire, et nul ne fut surpris dans le pays, lorsqu'après le décret de la convention qui déclara propriétés nationales tous les biens territoriaux des émigrés, on vit le fermier Jean Stamply se faire adjuger aux enchères l'habitation de ses anciens maîtres. Cela fait, il continua de vivre dans sa ferme comme par le passé, actif, laborieux, se tenant à l'écart; rachetant sans bruit, à vil prix, morceau par morceau, les terres déjà vendues ou demeurées sous le séquestre; réunissant, rajustant chaque année quelques nouveaux débris de la propriété démembrée; enfin, quand la France se prit à respirer, et que le calme commença de renaître, par un beau matin de printemps, il mit sa femme et son fils dans la cariole d'osier qui lui servait habituellement de calèche, puis, s'étant assis sur le brancard, le fouet d'une main et les guides de l'autre, il alla prendre possession du château qui était comme la capitale de son petit royaume.

Cette prise de possession fut moins triomphante et moins joyeuse qu'on ne pourrait se plaire à le croire. En traversant ces vastes appartemens auxquels l'abandon avait imprimé un caractère grave et solennel, sous ces plafonds, sur ces parquets, entre ces lambris encore tout imprégnés du souvenir des anciens hôtes, Mme Stamply, qui n'était, à tout prendre, qu'une bonne fermière, se sentit singulièrement troublée, et lorsqu'elle se trouva devant le portrait de la marquise, qu'elle reconnut aussitôt à son regard doux et caressant, à son frais et gracieux sourire, la brave femme n'y tint plus. Stamply lui-même ne put se défendre d'une vive émotion qu'il ne chercha point à dissimuler.

— Tiens, Jean, dit la fermière en essuyant ses yeux, ne restons pas ici : nos cœurs y seraient mal à l'aise. J'ai déjà honte de notre fortune en songeant que Mme la marquise souffre peut-être de la misère; j'ai beau me dire que cette fortune, nous l'avons laborieusement gagnée, j'en éprouve comme des remords. Ne te semble-t-il pas que ces portraits nous observent d'un air irrité, et qu'ils vont prendre la parole?

Allons-nous-en. Ce château n'a pas été bâti pour nous; nous y dormirions d'un mauvais sommeil, et, crois-moi, c'est déjà trop pour nous de ne manquer de rien, tandis qu'il y a des La Seiglière dans la peine. Viens, retournons à notre ferme. C'est là que ton père est mort, c'est là qu'est né ton fils; c'est là que nous avons vécu heureux. Continuons d'y vivre simplement; les honnêtes gens nous en sauront gré, les envieux nous respecteront, et Dieu, en voyant que nous jouissons de nos richesses avec modestie, nous regardera sans colère et bénira nos champs et notre enfant.

Ainsi parla la fermière, car elle avait le cœur haut placé, et, quoique sans éducation première, était femme d'un sens droit et d'un jugement sain. Voyant que son mari l'écoutait d'un air pensif et paraissait près de céder, elle redoubla d'insistances; mais Stamply triompha bientôt de l'émotion qu'il n'avait pu réprimer d'abord. Il avait reçu quelque instruction, s'était frotté aux idées nouvelles, et, bien qu'il gardât pour le marquis de La Seiglière moins encore que pour la marquise un reste de respect et même de reconnaissance, à mesure qu'il s'était enrichi, les instincts de la propriété l'avaient gagné peu à peu et avaient fini, dans les derniers temps, par l'envahir et par l'absorber. D'ailleurs il avait un enfant, et les enfans sont toujours un merveilleux prétexte pour encourager et pour légitimer dans les familles les excès de l'égoïsme et les abus de l'intérêt personnel.

— Tout cela est bel et bon, dit-il à son tour; mais un château est fait pour qu'on l'habite, et j'imagine que nous n'avons pas acheté celui-ci pour y parquer nos bœufs et nos moutons. Si nos maîtres ont quitté le pays, ce n'est pas notre faute; ce n'est pas nous qui avons mis leurs personnes hors la loi et leurs biens sous le séquestre. Ces biens, nous ne les avons pas dérobés; nous ne les tenons que de notre travail et de la nation. Il n'y a plus de maîtres; les titres sont abolis, tous les Français sont égaux et libres, et je ne sais pas pourquoi les Stamply dormiraient ici moins bien que n'y dormaient les La Seiglière.

— Tais-toi, Stamply, tais-toi, s'écria la fermière; respecte le malheur, n'outrage pas la famille qui de tout temps a nourri la tienne.

— Je n'outrage personne, reprit Stamply un peu confus; je dis seulement que, lors même que nous continuerions de vivre à la ferme, cela ne changerait rien à la question; je ne vois guère ici que les rats qui s'en trouveraient plus à l'aise. Nous ne sommes que des paysans, c'est vrai : notre éducation et notre position sont en désaccord, j'en conviens; mais, si nous en souffrons, nous devons veiller à ce que notre

fils n'en souffre pas un jour; c'est notre devoir de l'élever en vue de la position à laquelle notre fortune lui permettra de prétendre plus tard. Seras-tu bien à plaindre, quand tu verras ce petit drôle de Bernard, l'épée au côté, avec deux épaulettes à grains d'or? Et toi-même, je voudrais bien savoir, en fin de compte, pourquoi tu ne deviendrais pas, comme Mme la marquise, la providence de ces campagnes et l'ornement de ce château.

— Pour n'avoir pas grandi dans un palais, notre fils n'en vaudra que mieux, et Mme la marquise, en abandonnant sa demeure, n'y a pas laissé le secret de sa grace et de sa beauté, répliqua la bonne femme en branlant la tête. Vois-tu, Stamply, ces gens-là avaient quelque chose qui nous manquera toujours, à nous autres; on peut bien leur prendre leurs domaines, mais ce quelque chose-là, on ne le leur prendra jamais.

— Eh bien! nous nous en passerons; qu'ils le gardent, et grand bien leur fasse! Toujours est-il que nous sommes chez nous, et nous y resterons.

Ce qui fut dit fut fait. On touchait alors au printemps; c'était le premier du siècle. Le petit Bernard avait huit ans au plus; c'était, dans toute l'acception du mot, un franc polisson qui possédait à un degré éminent tous les agrémens de son âge, bruyant, mutin, tapageur, indisciplinable, s'attaquant à tous les drôles du village, tour à tour battant et battu, ne rentrant jamais au logis qu'avec une veste en lambeaux ou quelque meurtrissure au visage. Stamply commença par donner un précepteur à cet aimable enfant; puis, se reposant sur un cuistre du soin de lui former un homme, il se disposa à jouir paisiblement et sans ostentation de la position qu'il s'était faite par le concours simultané de ses labeurs et des évènemens. Malheureusement il était écrit là-haut que sa vie ne devait plus être qu'une longue suite, rarement interrompue, de déboires, de tribulations et d'épouvantables douleurs.

D'abord le jeune Stamply se montra on ne peut plus rebelle aux bienfaits de l'éducation : non qu'il manquât d'intelligence et d'aptitude, mais c'était une nature indomptable chez laquelle les instincts turbulens étouffaient ou contrariaient tous les autres. Il découragea successivement la patience de trois précepteurs qui, de guerre lasse, lâchèrent la partie après y avoir perdu leur latin. Découragé lui-même, le père Stamply se décida à placer son fils dans un des lycées de Paris, espérant que l'éloignement, le pain sec, les pensums et le régime militaire qui gouvernait alors les colléges, viendraient à bout de ce

jeune ange. La séparation ne s'effectua pas sans déchiremens. Tel que nous le voyons, Bernard était l'amour, l'orgueil et la joie de sa mère. En le voyant partir, la bonne femme sentit son cœur près de se briser, et lorsqu'à l'heure des adieux elle le pressa dans ses bras, elle eut comme un pressentiment qu'elle ne le reverrait plus et qu'elle l'embrassait pour la dernière fois.

C'est qu'en effet la pauvre mère ne devait plus revoir son enfant. Sa santé s'était sensiblement altérée. Habituée aux travaux de la ferme, l'oisiveté la consumait. Le jour, elle errait, comme une ame en peine, dans ses appartemens; la nuit, quand elle parvenait à s'endormir, elle rêvait qu'elle voyait la marquise de La Seiglière demandant l'aumône à la porte de son château. Il n'y avait que Bernard qui jetât autour d'elle un peu de mouvement, de bruit et de gaieté. Lorsque la maison ne retentit plus des éclats de la voix joyeuse et que la fermière n'eut plus là, sous la main, son petit Bernard pour l'étourdir et pour la distraire, elle se sentit prise d'une sombre mélancolie, et ne tarda pas à dépérir. Son mari fut long-temps à s'en apercevoir. Il avait conservé ses habitudes de travail et d'activité. Il restait rarement au gîte, était sans cesse par monts et par vaux, visitait ses domaines, avait l'œil à tout, et se donnait parfois la satisfaction de tirer quelques lièvres et quelques perdreaux sur ces terres où ses aïeux avaient gardé le gibier seigneurial. Il finit pourtant par remarquer l'état languissant de l'humble et triste châtelaine.

— Qu'as-tu? lui disait-il parfois. N'es-tu pas une heureuse femme? Que te faut-il? que te manque-t-il? Parle enfin, que désires-tu?

— Hélas! répondait-elle alors, il me manque notre modeste aisance d'autrefois. Je voudrais, comme autrefois, traire nos vaches et battre notre beurre; je voudrais faire la soupe pour nos bergers et nos garçons de ferme; je voudrais revoir mon petit Bernard; je voudrais apporter ici chaque matin nos œufs, notre crême et notre lait fumant. Tu te souviens, Stamply, comme Mme la marquise l'aimait, notre crême! Qui sait, pauvre chère ame, si elle en a d'aussi bonne à présent?

— Bah! bah! répondait Stamply, la crême est bonne partout. Sois donc sûre que Mme la marquise ne manque de rien. Le marquis n'est point parti les mains vides, et je jurerais qu'il a dans ses tiroirs plus de bons louis d'or que nous n'avons, nous autres, de méchans écus de six livres. S'il n'a pas emporté dans son portefeuille son château, son parc et ses terres, nous n'y pouvons rien; ce n'est pas à nous qu'on doit s'en prendre. Il faut se faire une raison. Quant à ton petit Ber-

nard, tu le reverras; le drôle n'est pas mort. Penses-tu qu'au lieu de l'envoyer étudier et s'instruire, il eût été plus raisonnable de le garder ici à dénicher des oiseaux pendant l'été, et, durant l'hiver, à se battre à coups de boules de neige avec tous les va-nu-pieds du pays?

— C'est égal, Stamply, ce n'est pas ici notre place, et ç'a été un mauvais jour, le jour où nous avons quitté notre ferme.

A ces mots, qui revenaient sans cesse dans tous les discours de sa femme, Stamply haussait les épaules et se retirait avec humeur. Cependant le mal empirait. Esprit faible, conscience timorée, la pauvre châtelaine en arriva bientôt à se demander avec épouvante si son mari ne l'avait pas trompée, si les choses s'étaient accomplies aussi honnêtement qu'il le disait, s'il était vrai que toute cette fortune fût légitimement, acquise et que le château n'eût rien à reprocher à la probité de la ferme. Grace à la préoccupation continuelle, elle passa promptement du doute à la conviction, du scrupule au remords. Dès-lors elle se dessécha dans l'idée que Stamply avait volé et dépossédé traîtreusement ses maîtres. Ce devint en peu de temps une monomanie qui ne lui laissa ni paix ni trève, et, malgré tous les efforts que tenta son mari pour lui montrer qu'elle était folle, cette folie ne fit qu'augmenter. Ce fut au point que Stamply, qui pensa lui-même en perdre la tête, se vit obligé de l'enfermer et de veiller sur elle, car elle allait partout répétant que son mari, elle et son fils n'étaient qu'une famille de gueux, de bandits et de spoliateurs. Elle mourut dans un état d'exaltation impossible à décrire, croyant entendre la maréchaussée qui accourait pour la saisir, et suppliant son mari de rendre aux La Seiglière leur château et tous leurs domaines, trop heureux, ajouta-t-elle en expirant, s'il pouvait à ce prix sauver sa tête de l'échafaud et son ame du feu éternel.

Maître Stamply n'était pas précisément un esprit fort. Sans parler de la douleur qu'il en ressentit, la mort de sa femme le frappa d'une étrange sorte. Bien qu'il affichât volontiers un certain mépris de la classe nobiliaire, il y avait toujours en lui un vieux fonds de vénération pour les maîtres qu'il avait remplacés, et quoiqu'en interrogeant sa conscience, il se jugeât irréprochable, il ne pouvait parfois s'empêcher d'être troublé par leur souvenir. Toutefois, les impressions funèbres dissipées, il reprit son même train de vie, et reporta vers son fils absent toutes ses pensées et toutes ses ambitions.

A seize ans, son éducation se trouvant achevée, Bernard revint au logis. C'était alors un beau jeune homme, grand, mince, élancé, au cœur bouillant, aux regards de flamme, tout rempli des ardeurs de

son âge, qu'excitaient encore les belliqueuses influences d'une époque éprise de gloire et de combats. Jusqu'alors la vie du château n'avait guère différé de celle de la ferme. Au retour de Bernard, tout prit une face nouvelle. Étranger aux faits du passé, n'ayant qu'un vague souvenir des La Seiglière, qu'une idée confuse des évènemens qui l'avaient enrichi, ce jeune homme pouvait jouir des bienfaits de sa position sans scrupule, sans trouble et sans remords. Jeune, il avait tous les goûts, tous les instincts de la jeunesse. Il chassa, creva des chevaux, étonna le pays par le luxe de ses équipages, et fit, comme on dit, sauter les écus paternels, le tout à la plus grande satisfaction du digne Stamply, qui ne se sentit pas d'aise de reconnaître chez son fils les manières d'un grand seigneur. Tout était pour le mieux, lorsqu'un matin Bernard alla trouver son père et lui tint ce langage :

— Père, je t'aime et devrais m'estimer heureux de passer ma vie près de toi. Cependant je m'ennuie et n'aspire qu'à te quitter. Que veux-tu? J'ai dix-huit ans, et c'est une honte de tirer sa poudre aux lapereaux, quand on pourrait la brûler glorieusement pour le service de la France. L'existence que je mène m'étouffe et me tue. Toutes les nuits, je vois l'empereur, à cheval, à la tête de ses bataillons, et je me réveille en sursaut, croyant entendre le bruit du canon. L'heure est venue où mon rêve doit s'accomplir. Préférerais-tu voir ma jeunesse se consumer dans les vains plaisirs? Si tu m'aimes, tu dois vouloir être fier de ta tendresse. Ne pleure pas, souris plutôt en songeant aux joies du retour. Quelles joies, en effet! quelle ivresse! Je reviendrai colonel, je suspendrai ma croix à ton chevet, et le soir, au coin du feu, je te raconterai mes batailles.

Et le cruel partit. Ni les remontrances, ni les larmes, ni les prières ne purent le retenir. A cette époque, ils étaient tous ainsi. Bientôt ses lettres arrivèrent comme de glorieux bulletins, toutes respirant l'odeur de la poudre, toutes écrites le lendemain d'un jour de combat. Engagé comme volontaire dans un régiment de cavalerie, sous-officier après la bataille d'Essling, officier un mois plus tard, après la bataille de Wagram, où l'empereur l'avait remarqué, il allait à grands pas, poussé par le démon de la gloire. Il fut un de ceux qui prouvèrent, au dire de Puisaye, qu'une année de pratique supplée avantageusement toutes les manœuvres et tous les apprentissages d'esplanade. Chacune de ses lettres était un hymne à la guerre et au héros qui en était le dieu. Au commencement de l'année 1811, son régiment se trouvant à Paris, Bernard profita d'un congé de quelques jours pour courir embrasser son vieux père. Qu'il était charmant sous son uni-

forme de lieutenant de hussards! Que le dolman bleu à tresses d'argent faisait ressortir avec grace l'élégance de sa taille svelte et souple comme la tige d'un jeune peuplier! Qu'il portait galamment sur l'épaule la pelisse bordée de fourrures! Que sa brune moustache relevait fièrement sur sa lèvre fine et rosée! Qu'il avait bon air avec son grand sabre, et quel joli bruit le parquet rendait sous ses éperons sonnans! Stamply ne se lassait pas de le regarder avec un sentiment d'admiration naïve, lui baisait les mains et doutait que ce fût son enfant.

Comme le soleil à son couchant, l'astre impérial brillait de son plus bel éclat, lorsqu'un frisson mortel passa sur le cœur de la France. Une armée de cinq cent mille hommes dans laquelle la mère patrie comptait deux cent soixante et dix mille de ses fils les plus forts et les plus vaillans, venait de passer le Niémen pour aller frapper l'Angleterre au sein glacé de la Russie. Le régiment de Bernard faisait partie de la réserve de cavalerie commandée par Murat. On reçut au château une lettre datée de Wilna, puis une autre dans laquelle Bernard racontait qu'il avait été fait chef d'escadron après l'affaire de Volontina, puis une troisième, puis rien. Les jours, les semaines, les mois s'écoulèrent : point de nouvelles! Seulement on apprit qu'une bataille, la plus terrible qui se fût donnée dans les temps modernes, avait été livrée dans les plaines de la Moscowa; la victoire avait coûté vingt mille hommes à l'armée française. Vingt mille hommes tués, et point de lettres! L'empereur est à Moscou, mais point de lettres de Bernard. Stamply espère encore; il se dit qu'il y a loin du château de La Seiglière au Kremlin et qu'entre ces deux points le service des postes ne saurait, surtout en temps de guerre, se faire très régulièrement. Mais des bruits sinistres circulent; bientôt ces sourdes rumeurs se changent en un cri d'épouvante, et la France en deuil compte avec stupeur ce qui reste de ses légions. Que se passait-il au château? Ce qui se passait, hélas! dans tous les pauvres cœurs éperdus qui cherchaient un fils dans ces rangs éclaircis par le froid et par la mitraille. Stamply s'étant décidé à s'adresser au ministère de la guerre pour savoir à quoi s'en tenir sur la destinée de Bernard, la réponse ne se fit pas attendre : Bernard avait été tué à la bataille de la Moscowa.

La douleur ne tue pas : Stamply resta debout. Seulement il vieillit de vingt ans en moins de quelques mois, et quelque temps on le vit plongé dans une espèce de marasme approchant de l'imbécillité. On le rencontrait, par le soleil ou par la pluie, errant à travers champs, tête nue, le sourire sur les lèvres, ce sourire vague et incertain, plus triste et plus déchirant que les larmes. Lorsqu'il sortit de cet état,

le bonhomme en vint peu à peu à remarquer une chose à laquelle son esprit ne s'était jamais arrêté jusqu'alors : c'est qu'il n'avait autour de lui ni amitiés ni relations d'aucune sorte, et qu'il se trouvait dans un isolement absolu; il crut même entrevoir qu'il était, dans la contrée, un objet de mépris et de réprobation générale. Et c'était vrai depuis longues années. Tant qu'avait duré la terreur et que maître Stamply était resté modestement dans sa ferme, on ne s'était guère préoccupé, aux alentours, de sa fortune et de ses acquisitions successives; mais quand des jours plus calmes eurent succédé à ces temps d'épouvante, et que le fermier se fut installé publiquement dans le château seigneurial, on commença d'ouvrir de grands yeux, et lorsqu'enfin les blasons et les titres reparurent sur l'eau, comme des débris après la tourmente, il s'éleva de toutes parts contre le malheureux châtelain un formidable concert d'injures et de calomnies. Que dit-on? que ne dit-on pas! Les uns, qu'il avait volé, ruiné, chassé, dépossédé ses maîtres; les autres, qu'il n'avait été que le secret agent du marquis et de la marquise, et qu'abusant de leur confiance, il refusait de rendre les domaines et le château qu'il avait rachetés avec l'argent des La Seiglière. Les bonnes ames qui, en 93, auraient été enchantées de voir trancher le cou du marquis, se prirent à chanter ses vertus et à pleurer sur son exil. Les sots et les méchans s'en donnèrent à cœur joie; aux yeux même des honnêtes gens, la probité des Stamply fut pour le moins chose équivoque. La triste fin de la bonne fermière, les remords qu'elle avait laissé éclater sur ses derniers jours, donnaient du poids aux suppositions les plus outrageuses; le train qu'avait mené Bernard, pendant son séjour chez son père, avait achevé d'exaspérer l'envie. Ç'avait été, à Poitiers et aux environs, un *tolle* universel. Enfin il n'y eut pas jusqu'à la mort de ce jeune homme qui ne servît de prétexte à l'insulte : on y reconnut un effet de la colère divine, une expiation méritée, trop douce au dire de quelques-uns. Loin de plaindre Stamply, on l'accabla; loin de s'attendrir sur son sort, on lui jeta le cadavre de son fils à la tête.

Tant que Bernard avait vécu, absorbé dans sa joie et dans son orgueil paternel, Stamply non seulement n'avait pas remarqué l'espèce de réprobation qui pesait sur lui, mais encore ne s'était pas douté des propos calomnieux répandus sur son compte. C'est ainsi que les choses se passent assez communément : le monde se préoccupe, s'agite, s'inquiète et crie, tandis que le plus souvent les êtres auxquels s'adresse tout ce bruit sont dans leur coin heureux et tranquilles, sans même soupçonner l'honneur que le monde leur fait. Mais, lorsqu'après

la mort de son fils, qui avait été tout son univers, Stamply jeta çà et là un regard désolé, ne rencontrant ni une main amie, ni un cœur affectueux, ni un visage bienveillant, le pauvre homme finit par s'apercevoir qu'il y avait autour de lui comme un cordon sanitaire. Ses paysans et ses fermiers le haïssaient, parce qu'il était sorti de leurs rangs; les gentillâtres ses voisins se détournaient en le voyant et ne lui rendaient pas son salut. Enfin, sur les derniers temps, les petits drôles l'insultaient et lui lançaient des pierres quand il traversait le village.—Tiens, se disaient-ils entre eux, voici ce vieux gueux de Stamply qui a fait fortune en dépouillant ses maîtres! — Il passait, le front baissé, les yeux pleins de larmes. Son esprit qui, sous le double fardeau du chagrin et de l'âge, avait déjà beaucoup baissé, acheva de s'affaisser sous le sentiment du mépris public; sa conscience, qui n'avait jamais été bien paisible, recommença de se troubler. Bref, dans son château, au milieu de ses vastes domaines, il vécut seul, misérable et proscrit.

II.

Tout à l'heure je vous montrais du doigt le castel de Vaubert, à moitié caché par un bouquet de chênes et regardant d'un air mélancolique la façade orgueilleuse du château qui domine les deux rives du Clain. Le castel de Vaubert n'a pas toujours eu l'humble aspect que nous lui voyons aujourd'hui. Avant que la révolution eût passé par là, c'était un vaste château avec tours et bastions, pont-levis et fossés, créneaux et plate-formes, vraie place forte qui écrasait de sa masse imposante l'architecture élégante et fleurie de son svelte et gracieux confrère. Les domaines qui se pressaient à l'entour et constituaient de temps immémorial la baronnie de Vaubert, ne le cédaient en rien, ni pour l'étendue, ni pour la richesse, aux propriétés des La Seiglière. Qui disait La Seiglière et Vaubert disait les maîtres du pays. A part quelques rivalités inévitables entre voisins de si haut bord, les deux maisons avaient toujours vécu dans une intimité à peu près parfaite, que dut resserrer, sur les derniers temps, l'appréhension du danger commun. Toutes deux émigrèrent le même jour, suivirent la même route et choisirent le même coin de terre étrangère pour y vivre plus rapprochées dans l'infortune qu'elles ne l'avaient été dans la prospérité; car, réunissant ce qu'elles avaient pu réaliser de leur avoir, elles s'établirent sous le même toit, en communauté de biens, d'espérances et de regrets: plus de regrets que d'espérances, plus d'espérances que

de biens. Comme le marquis, M. de Vaubert avait sa femme, et de plus un fils, encore enfant, destiné à grandir dans l'exil.

Ces patriciens qu'on a tant calomniés, quand il était si aisé d'en médire, ont montré du moins en ces temps d'épreuve, qu'ils savaient supporter la mauvaise fortune comme s'ils n'avaient jamais connu la bonne. Chez ces ames habituées au luxe et à la mollesse, chez ces esprits légers pour la plupart, frivoles et dissipés, il s'est trouvé, aux jours du malheur, des ressources imprévues d'énergie, de courage et de résignation facile. Ainsi, la petite colonie dont nous parlons s'installa gaiement dans sa pauvreté et commença par y vivre avec une aimable philosophie. La maison qu'elle occupait, au bout d'un faubourg de la ville, se composait d'un corps de logis flanqué de deux pavillons : l'un s'appelait le château de Vaubert, l'autre le château de La Seiglière. Le jour, on se visitait, suivant les lois de l'étiquette : le soir, on se retrouvait au salon commun. Chacun apportait à ces petites réunions sa politesse exquise et ses belles manières; Mme de La Seiglière et Mme de Vaubert y ajoutaient le charme de leurs graces et de leur beauté : l'une, déjà prise de ce mélancolique désintéressement propre aux êtres destinés à mourir avant l'âge; l'autre, nature moins poétique, esprit remuant, actif, aventureux, digne de briller sur un plus vaste théâtre, au milieu des intrigues qui s'ourdissaient alors dans les salons de Vienne et de Coblentz. On se consolait par un bon mot, on se vengeait par un sarcasme; on n'allait jamais jusqu'à la colère. Tant de philosophie reposait, il faut le dire, sur un grand fonds d'illusions et sur une complète inintelligence des faits. En général, c'était un peu là le secret de ce courage, de cette énergie, de cette facile résignation que nous nous plaisions à reconnaître tout à l'heure. On persistait à croire que le grand œuvre qui se consommait n'était qu'une parade sanglante, jouée par une bande d'assassins; on s'attendait de mois en mois à voir la France châtiée et remise dans le droit chemin. La ruine de leurs espérances modifia singulièrement les esprits, et les amena forcément à une appréciation plus juste et plus sensée des évènemens accomplis. Dès que ces enfans qui avaient joué étourdiment à l'exil eurent compris que le jeu était sérieux, et que l'exil les prenait au mot, plusieurs d'entre eux songèrent sérieusement à rentrer en France, les uns pour se mêler aux menées du parti royaliste, qui commençait de s'agiter dans les sections de Paris; les autres, pour essayer de recueillir, s'il était encore temps, quelques débris de leur fortune. Le baron de Vaubert fut au nombre de ces derniers. Jamais, à vrai dire, il ne s'était montré très chaleureux à l'endroit de l'émigration; sa

femme l'y avait entraîné malgré lui; il avait gardé la conviction qu'il aurait pu, avec un peu d'adresse, conserver sa tête et ses biens. Le marquis de La Seiglière, soit fermeté, soit entêtement, ayant déclaré qu'il ne rentrerait en France qu'avec ses maîtres légitimes, M. de Vaubert partit seul, se réservant de revenir près de sa femme et de son fils ou de les appeler près de lui, selon le résultat de ses démarches et la tournure des évènemens.

M. de Vaubert trouva son château mutilé, ses créneaux abattus, ses fossés comblés, ses écussons brisés, ses terres morcelées, ses propriétés vendues. C'était un esprit assez positif, revenu des idées chevaleresques, dont il ne se pardonnait point d'avoir été dupe un instant. Rentré sous un faux nom, il obtint à la longue sa radiation de la liste des émigrés, et reprit son titre aussitôt que les hautes classes de la société commencèrent de se reconstituer. Baron comme devant, il ne s'agissait plus que de reprendre la baronnie; c'est vers ce but qu'il tourna toutes ses facultés.

Il n'est rien que l'adversité pour développer dans le cœur de l'homme les instincts industrieux dont l'ensemble compose ce mauvais génie qu'on appelle le génie des affaires. Il est vrai d'ajouter que le moment était bien choisi. Époque de ruine et de fondation, si les vieilles fortunes croulaient comme des châteaux de cartes, les fortunes nouvelles poussaient comme des champignons le lendemain d'une pluie d'orage. Il y avait place pour toutes les ambitions : les parvenus encombraient le sol; les particuliers s'enrichissaient d'un jour à l'autre au jeu des spéculations hasardeuses, et, au milieu de la prospérité individuelle, il n'y avait, à proprement parler, que l'état qui se trouvât dans le dénuement. M. de Vaubert se jeta dans les affaires avec l'audace aventureuse des gens qui n'ont plus rien à perdre; sans se laisser décourager par la difficulté de l'entreprise, il se proposa vaillamment de reconquérir et de réédifier l'héritage qu'il avait reçu de ses pères, et qu'il avait à cœur de transmettre à son fils. Toutefois, des années s'écoulèrent avant que le succès couronnât ses efforts, et ce ne fut guère qu'en 1810 qu'il put racheter ce qui restait de son manoir, en y joignant quelques terres environnantes. Il en était là de sa tâche, qu'il espérait mener à bonne fin, quand la mort le surprit, comme il venait d'écrire pour rappeler près de lui sa femme et son fils, qu'il n'avait pas revus depuis près de quinze ans.

Pendant ce temps, que s'était-il passé dans l'exil? Le marquis avait vieilli; Mme de Vaubert n'était plus jeune; son fils Raoul avait dix-huit ans; il y en avait dix que Mme de La Seiglière était morte en

donnant le jour à une fille qui s'appelait Hélène et promettait d'être belle comme l'avait été sa mère. La lettre de M. de Vaubert décida la baronne à partir sur-le-champ. La séparation fut douloureuse. Malgré la différence de leurs âges, les deux enfans s'aimaient tendrement. Mme de Vaubert et le marquis de La Seiglière étaient liés par l'habitude et par le malheur. D'aucuns ont prétendu méchamment qu'ils s'étaient consolés mutuellement dans leur veuvage; ces sots propos ne nous importent guère. Le fait est que, près de se quitter, ils se sentirent émus et troublés. C'étaient de vieux amis. La baronne insista pour emmener le marquis et sa fille, leur offrant de venir continuer à Vaubert la vie qu'ils avaient menée sur la terre étrangère, et laissant percer l'espoir d'unir un jour Hélène et Raoul. Le marquis ne dissimula pas qu'une pareille union comblerait ses vœux les plus chers; plus d'une fois il en avait lui-même caressé secrètement le rêve. Il prit acte de la proposition de la baronne, et dès cet instant, les deux enfans se trouvèrent fiancés l'un à l'autre. Quant à l'offre de retourner en France, et d'aller s'établir à Vaubert, M. de La Seiglière, quoiqu'il lui coûtât de se séparer de ses compagnons d'infortune, fit entendre assez clairement qu'il la regardait comme inacceptable. Ses idées, en vingt ans, n'avaient pas fait un pas. Il ne pardonnait pas à M. de Vaubert d'avoir compromis son nom dans les fournitures des armées, et n'était pas homme à partager les bénéfices d'une fortune rachetée à ce prix. Enfin, pour rien au monde il n'aurait consenti à voir de si près le vieux trône de France occupé par un usurpateur, et les domaines de la Seiglière possédés par un de ses fermiers. A ses yeux, Bonaparte et Stamply n'étaient que deux spoliateurs qu'il mettait sur la même ligne; il appelait l'un le Stamply des Bourbons, l'autre le Napoléon des La Seiglière. Il était curieux et plaisant à entendre sur ce sujet; aimable esprit d'ailleurs, qu'on ne pouvait s'empêcher d'aimer. Bref, plein de confiance dans un avenir qui réintégrerait la monarchie et ses serviteurs dans leurs biens, droits et priviléges, il s'obstina à ne vouloir remettre les pieds en France que lorsqu'on en aurait chassé les Stamply de toute sorte, les uns à coups de canne, et les autres à coups de canon.

La rentrée de Mme de Vaubert fut tout un poème de déceptions poignantes et d'amers désenchantemens. Sur la lettre de son mari, qui n'abordait aucun détail, et qui, jusqu'alors, avait toujours exagéré le succès de ses entreprises, la baronne s'était imaginé qu'elle allait retrouver son château tel à peu près qu'elle l'avait laissé, avec toutes ses dépendances. A Poitiers, elle ne fut pas médiocrement surprise

de n'y point voir, avec une voiture à ses armes, M. de Vaubert, qu'elle avait eu soin de prévenir du jour de son arrivée. Il y avait une bonne raison pour que M. de Vaubert manquât au rendez-vous; mais la baronne ne la soupçonnait pas. Comme elle avait hâte de marcher sur ses terres, elle prit le bras de son fils, et tous deux, ayant gagné les rives du Clain, suivirent le sentier qui devait les conduire à Vaubert. Il faudrait avoir passé vingt années dans l'exil pour comprendre quelles émotions durent s'emparer du cœur de cette femme, lorsqu'elle aspira et qu'elle reconnut au parfum l'air de ces campagnes au milieu desquelles s'étaient écoulées les belles années de sa jeunesse. Son sein se gonfla et ses yeux se remplirent de larmes. Disons-le à sa louange, ce n'était pas seulement le sentiment de la propriété retrouvée qui la troublait ainsi. Ces émotions, elle les avait ressenties en touchant le sol de la France; seulement, à cette heure, il s'y mêlait naturellement une plus douce ivresse, car s'il est juste de flétrir l'égoïsme des petites ames qui bornent la patrie aux limites de leurs domaines, il est juste aussi de reconnaître que le champ paternel et le toit héréditaire sont dans la patrie commune comme une seconde patrie. Raoul, qui n'avait aucun souvenir de ces lieux, ne partageait pas l'attendrissement de sa mère, mais il sentait son jeune cœur tressaillir d'orgueil et de joie en songeant que ce château, ces bois, ces fermes, ces prairies qu'il avait tant de fois entrevus dans ses rêves comme de fabuleux rivages, il les tenait là sous sa main, et qu'il touchait enfin à cette seigneuriale opulence dont on l'avait entretenu souvent, après laquelle il avait soupiré toujours. A mesure qu'ils avançaient, Mme de Vaubert lui montrait l'océan de verdure qui se déroulait devant eux, et disait avec complaisance : — Tout ceci, mon fils, est à vous. — Elle jouissait des transports de ce jeune homme, et se faisait surtout une fête de l'introduire dans le gothique manoir des aïeux, vraie forteresse au dehors, au dedans vrai palais où respirait le luxe de dix générations. Cependant elle s'étonnait de ne voir venir à sa rencontre ni M. de Vaubert ni quelque députation de fermiers et de jeunes paysannes accourus pour fêter son retour, et lui offrir des fleurs et des hommages. Raoul lui-même qui, pour avoir grandi au sein des privations, ne s'était pas moins élevé selon les idées de sa race, que lui avaient inféodées de bonne heure les entretiens de sa mère et du marquis de La Seiglière, Raoul s'émerveillait tristement du peu d'empressement qui l'accueillait sur son passage; mais, grand Dieu! quelle ne fut pas la stupeur de la baronne, lorsqu'au détour du sentier, elle découvrit ce qui restait de sa garenne et de son château, et que Raoul, voyant

sa mère en douloureuse et muette observation, lui demanda quelle était cette masure qu'elle contemplait de la sorte. Elle refusa d'abord d'en croire ses yeux; comme le soleil venait de se coucher, elle pensa sérieusement que c'était un effet de crépuscule, et qu'elle était le jouet d'un mirage de nouvelle espèce. Toutefois, elle acheva le trajet d'un pas moins ferme et d'un cœur moins joyeux. Hélas! il n'était que trop vrai, la garenne avait disparu, il n'en restait qu'un bouquet de chênes. Le château n'était plus qu'un corps mutilé qui cachait ses blessures sous un linceul de lierre. Les fossés étaient transformés en jardins potagers; la chapelle n'existait plus; les tourelles avaient disparu; la façade tombait en ruines. Et pas un serviteur sur le seuil de la porte! pas un coup de fusil! pas un bouquet! pas une harangue! pas d'autres cris que ceux des hirondelles qui volaient dans l'air bleu du soir! partout, aux alentours, la solitude et le silence des tombeaux. Mme de Vaubert continuait d'avancer, et son fils répétait en la suivant d'un air surpris : — Où donc allons-nous? où me conduisez-vous, ma mère? — La baronne marchait en silence. Lorsqu'elle pénétra dans ce nid dévasté, elle sentit ses jambes défaillir et son cœur qui se mourait dans sa poitrine. L'intérieur était plus sombre encore et plus dévasté que ne le promettait le dehors. Les parquets étaient pourris, les lambris enlevés, enlevées aussi les tentures de damas et de cuir de Hollande; enlevés les tableaux; enlevés les meubles gothiques et les meubles de la renaissance; salles vides, appartemens déserts, murs nus et délabrés; seulement, çà et là, aux plafonds quelques vestiges de dorure; aux fenêtres, quelques lambeaux de soie oubliés, décolorés par l'humidité et rongés par les rats. — Où sommes-nous, ici, ma mère? demandait Raoul en promenant autour de lui un regard étonné. Mme de Vaubert allait de chambre en chambre et ne répondait pas. Enfin, après avoir cherché vainement une ame à travers ces débris, elle trouva dans la cuisine un vieux serviteur profondément endormi sous le manteau de la cheminée. Elle le secoua violemment par le bras, en s'écriant à plusieurs reprises d'une voix impérieuse et brève : — Où est M. de Vaubert? — M. de Vaubert, madame? répondit le vieillard en se frottant les yeux, il est au cimetière. — Vous êtes fou, bonhomme, répliqua vivement la baronne qui n'avait plus la tête à elle. Que voulez-vous que M. de Vaubert soit allé faire au cimetière? — Madame, répondit le vieux serviteur, il y fait ce que je faisais ici tout à l'heure, il y dort d'un profond sommeil. — Mort! s'écria la baronne. — Et enterré depuis un mois, ajouta tranquillement

le vieillard. — Au cri qu'elle jeta, le bonhomme regarda attentivement et reconnut enfin Mme de Vaubert, car il avait été autrefois un des serviteurs de la maison; il en était le seul à présent. L'âge et les infirmités l'avaient rendu à peu près imbécile. Il raconta comment M. le baron, au moment où il venait de racheter son château et deux petites fermes qui composaient toutes ses propriétés foncières, était mort sans avoir eu le temps de faire exécuter les réparations et embellissemens qui devaient mettre le manoir en état de recevoir convenablement Mme la baronne et son fils. Mme de Vaubert était attérée; Raoul ne revenait pas de ce qu'il voyait et de ce qu'il entendait. Brisé par la fatigue du voyage et par les émotions du retour, le jeune baron s'endormit sur une chaise de paille, et sa mère passa la nuit dans le seul lit un peu propre qui se trouvât dans le logis.

Le lendemain, en sortant de sa chambre, Mme de Vaubert rencontra Raoul qui se promenait mélancoliquement dans le château de ses ancêtres. Ils se regardèrent l'un l'autre sans échanger une parole. Cependant la baronne cherchait encore à s'abuser sur sa position; mais lorsqu'on eut levé les scellés et liquidé la succession, soit que de son vivant M. de Vaubert dissipât d'un côté ce qu'il gagnait de l'autre, soit qu'il s'abusât lui-même sur le résultat de ses opérations, sa femme et son fils furent obligés de reconnaître qu'en réalité leur héritage se bornait au château tel que nous le voyons aujourd'hui, à deux petites fermes d'un médiocre rapport, et à une somme de cinquante mille francs que le baron avait déposée chez son notaire, quelques jours avant sa mort. C'était là le plus clair et le plus net de leur avoir. Ils organisèrent leur vie modestement, et le train qu'ils menèrent dans leur châtellenie ne différa guère de celui qu'ils avaient mené dans l'exil.

Mme de Vaubert était réservée à d'autres déceptions non moins cruelles. A mesure qu'elle vécut sur ce sol que le soc révolutionnaire avait remué de fond en comble et divisé à l'infini, à mesure qu'elle observa ce qui se passait dans cette France, grande alors, prospère et comblée de gloire, à mesure qu'elle étudia la constitution territoriale du pays, et qu'elle vit la propriété nouvelle déjà consacrée par de longues années de jouissance, paisible, inattaquable, appuyée sur le droit commun, elle sentit tout le vide et tout le néant des illusions du parti de l'émigration; elle comprit qu'en mettant les choses au mieux, la rentrée des Bourbons dans leur royaume ne réintégrerait pas nécessairement le marquis de La Seiglière dans ses domaines; elle jugea que Napoléon, au faîte de la puissance, était encore moins solidement

assis sur son trône que la fortune de maître Stamply sur le plateau de sa colline, et qu'on pourrait chasser l'un à coups de canon, sans qu'il fût permis pour cela de chasser l'autre à coups de canne. Ces réflexions refroidirent peu à peu Mme de Vaubert à l'endroit du mariage projeté entre son fils et Mlle de La Seiglière. Près de quitter le marquis et sa fille, elle s'était laissée entraîner par l'attendissement des adieux; à distance, la froide raison ressaisit son empire. Raoul était beau, élégant, bien tourné, pauvre, mais de race noble s'il en fut, car les Vaubert remontaient au premier baron chrétien. Dans une époque de fusion et de ralliement, où, pour complaire au chef de l'état, les parvenus de la veille cherchaient à blasonner leurs sacs et à décrasser leurs écus au frottement des vieux parchemins, Raoul pouvait évidemment prétendre à un riche mariage qui lui permettrait de relever la fortune de sa famille. Ces idées se développèrent insensiblement, et prirent, de jour en jour en jour, dans l'esprit de la baronne, une forme plus nette et plus arrêtée. Elle aimait tendrement son fils; elle souffrait dans son amour tout autant que dans son orgueil de voir la destinée de ce beau jeune homme se consumer et se flétrir dans l'ennui de la pauvreté. Jeune encore elle-même, mais pourtant à cet âge, avide de bien-être et de sécurité, où les calculs de l'égoïsme ont déjà remplacé les élans généreux de l'ame, on devine sans peine tout ce qui couvait d'ambitions personnelles sous la sollicitude, très sincère d'ailleurs, de la mère pour son enfant.

Mme de Vaubert, qui s'était d'abord tenue à l'écart, ne se mêlant qu'à cette fraction de la noblesse qui s'obstinait à bouder dans son coin, songeait donc sérieusement à se rallier à la fortune de l'empire et à chercher pour son fils quelque mésalliance lucrative, quand soudain on apprit que l'aigle impériale, frappée d'un coup mortel aux champs de la Russie, ne tenait plus les foudres de la guerre que d'une serre à demi brisée. La baronne jugea prudent d'attendre et de voir, avant de prendre aucun parti, de quel côté s'abattrait l'orage qu'on entendait gronder à tous les points de l'horizon. Ce fut à cette époque, on doit s'en souvenir, que Stamply reçut la nouvelle de la mort de son fils. Le bruit en parvint à Mme de Vaubert, qui décida charitablement que c'était une justice du ciel, et ne s'en préoccupa point davantage. Elle haïssait ce Stamply pour son propre compte et pour le compte du marquis. Elle n'en parlait qu'avec mépris, et les récits exagérés qu'elle faisait de la position de M. de La Seiglière et de sa fille n'avaient pas peu contribué à déchaîner sur la tête du pauvre diable toutes les colères et toutes les malédictions du pays. Les choses en

étaient là, lorsqu'un soir tout sembla devoir prendre bientôt une face nouvelle.

Assise auprès d'une croisée ouverte, Mme de Vaubert paraissait plongée dans une méditation profonde. Ce n'étaient ni les harmonies ni les images d'un beau soir d'été qui la tenaient ainsi rêveuse et recueillie. Elle regardait avec un sentiment de tristesse et d'envie le château de La Seiglière, dont les derniers rayons du soleil embrasaient les fenêtres, et qui resplendissait dans toute sa gloire, avec ses festons, ses arabesques, ses clochetons et ses campanilles, tandis que les ombrages touffus du parc ondulaient à ses pieds au souffle caressant des brises. Elle voyait en même temps les riches fermes groupées à l'entour, et, dans l'amertume de son cœur, elle songeait que ce château, ce parc et ces terres étaient la propriété d'un rustre et d'un manant. Raoul la surprit au milieu de ces réflexions. Il prit place auprès de sa mère et demeura silencieux, comme elle, à regarder d'un air affaissé l'étendue de paysage qu'encadrait la croisée ouverte. Ce jeune homme était miné depuis long-temps par une sombre mélancolie. N'ayant point goût à l'étude qui seule aurait pu charmer sa pauvreté, il consumait son énergie en regrets stériles, en désirs impuissans. Ce soir-là, dans une promenade solitaire à travers champs, il avait rencontré une troupe joyeuse de jeunes cavaliers qui s'en retournaient à la ville, en grand équipage de chasse, au bruit des fanfares, escortés de leurs meutes et de leurs piqueurs. Il n'avait, lui, ni piqueurs, ni meute, ni pur sang limousin sur lequel il pût promener ses ennuis, et il était rentré au logis plus découragé et plus sombre que d'habitude. Il s'accouda sur le dos de sa chaise, appuya son front sur sa main, et Mme de Vaubert vit couler deux larmes sur les joues amaigries de son fils.

— Mon fils! mon enfant! mon Raoul! dit-elle en l'attirant sur son sein.

— Ah! ma mère! s'écria le jeune homme avec amertume, pourquoi m'avoir trompé? pourquoi m'avoir bercé d'un fol et vain espoir? pourquoi m'avoir nourri, dès l'âge le plus tendre, de rêves insensés? pourquoi m'avoir fait entrevoir, du sein de la pauvreté, les rives enchantées où je devais n'aborder jamais? Que ne m'avez-vous élevé dans l'amour de la médiocrité? que ne vous êtes-vous étudiée à borner mes désirs et mes ambitions? que ne m'avez-vous enseigné de bonne heure l'humilité et la résignation qui convenaient à notre destinée? Cela vous eût été bien facile!

A ces reproches mérités, Mme de Vaubert ne répondait qu'en bais-

sant la tête, quand des cris du dehors attirèrent son attention. Elle se leva, s'approcha du balcon, et reconnut, au bout du pont jeté sur le Clain, Stamply qu'une bande de petits drôles poursuivaient à coups de mottes de gazon. Le vieux proscrit, sans chercher à repousser les hostilités, s'enfuyait aussi vite que le permettaient son âge et ses souliers ferrés. Mme de Vaubert le suivit long-temps des yeux, puis retomba dans sa rêverie. Elle en sortit souriante et radieuse. Que s'était-il passé? qu'était-il advenu? Moins que rien, une idée. Mais une idée suffit à changer la face du monde.

III.

A quelques jours de là, Mme de Vaubert prit le bras de son fils, et, sous prétexte d'une promenade aux environs, gagna la rive droite du Clain. C'était la première fois, depuis son retour, qu'elle se décidait à toucher cette rive. En passant devant la grille du parc, elle s'y arrêta quelques instans, et, comme si elle cédait à l'entraînement des souvenirs, elle ouvrit la porte et entra.

— Que faites-vous, ma mère? s'écria Raoul, qui s'était vainement efforcé de la retenir sur le seuil; ne craignez-vous pas d'outrager le marquis et sa fille en mettant le pied sur ces terres? N'est-ce point faillir du même coup au culte de l'amitié et à la religion du malheur? Enfin, avec les sentimens de haine et de mépris que nous professons l'un et l'autre contre le maître de ces lieux, vous semble-t-il que ce soit ici notre place?

— Venez, venez, mon fils; ce n'est point outrager le marquis que de chercher sous ces ombrages les souvenirs qu'il y a laissés. Où vous voyez une insulte au malheur, M. de La Seiglière ne verrait lui-même qu'un pèlerinage pieux. Venez, répéta-t-elle en s'appuyant doucement sur le bras de Raoul; nous n'avons pas à redouter de fâcheuses rencontres : c'est l'heure où je vois, chaque jour, passer M. Stamply allant visiter ses domaines. D'ailleurs, je dois vous avouer, mon fils, que je suis un peu revenue de mes préventions, et que cet homme ne me paraît mériter, à bien prendre, ni la haine ni le mépris dont le pays se plaît à l'accabler. Je dirai même qu'il y a dans cette destinée proscrite et malheureuse au sein de la prospérité quelque chose de touchant, et qui, malgré moi, m'intéresse.

— Quoi! ma mère, s'écria le jeune homme; un fermier qui a dé-

possédé ses seigneurs! un serviteur qui s'est enrichi de la dépouille de ses maîtres! un misérable....

— Misérable en effet, vous avez dit le mot, Raoul, répliqua Mme de Vaubert en l'interrompant; si misérable, que je me repens à cette heure d'avoir mêlé ma voix à celles qui l'accusent. Le ciel a traité cet infortuné avec assez de rigueur pour qu'il nous soit permis de lui montrer un peu d'indulgence. Mais, mon fils, laissons là cet homme, ce n'est pas de lui qu'il s'agit. Tenez, ajouta-t-elle en l'entraînant dans l'allée qui longe le bord de l'eau, je retrouve à chaque pas quelque image de mes belles années; je crois respirer l'ame de Mme de La Seiglière dans tous ces parfums.

Ainsi causant, ils marchaient à pas lents, lorsqu'au détour de l'allée ils se trouvèrent presque face à face avec Stamply, qui, de son côté, se promenait solitairement dans son parc. Raoul fit un mouvement pour s'éloigner, mais la baronne le retint et s'avança vers le bonhomme, qui, ne sachant à quoi attribuer l'honneur d'une pareille rencontre, se confondait en salutations.

— Pardonnez, monsieur, lui dit-elle avec grace, la liberté que j'ai prise de m'introduire ainsi dans votre propriété. Ces beaux ombrages me rappellent tant et de si doux souvenirs, que je n'ai pu résister plus long-temps au désir que j'avais de les visiter.

— Soyez remerciée plutôt que pardonnée, madame, répondit le vieux Stamply, qui tout d'abord avait reconnu Mme de Vaubert. C'est le plus grand honneur, c'est le seul, ajouta-t-il avec tristesse, qu'aient reçu ces lieux depuis que je les habite.

Puis, comme s'il comprenait que ce n'était pas à lui que l'honneur s'adressait, soit discrétion, soit humilité, le vieillard fit mine de vouloir se retirer, après avoir invité ses hôtes à poursuivre leurs excursions; mais Mme de Vaubert l'interpellant avec bonté :

— Pourquoi, monsieur, nous quitter si tôt? C'est vouloir nous donner à penser que notre visite est indiscrète et que nous troublons votre solitude. S'il en est autrement, restez; vous n'êtes pas de trop entre nous.

Confus de tant de prévenances, Stamply ne savait comment témoigner sa gratitude, et ne réussissait qu'à exprimer sa stupéfaction. C'était la première fois, non-seulement qu'il voyait chez lui des hôtes de cette importance, mais encore qu'il s'entendait adresser quelques paroles polies et bienveillantes. Et c'était Mme de Vaubert, la baronne de Vaubert, la plus grande dame de la contrée, l'amie des La Sei-

glière, qui daignait le traiter ainsi, lui, Stamply, le vieux gueux, comme il savait trop bien qu'on l'appelait dans le pays! Mais que devint-il, lorsqu'il sentit à son bras le bras de Mme la baronne, et que celle-ci lui dit avec un doux sourire et d'un ton presque familier : — Allons, monsieur Stamply, soyez mon cavalier et mon guide! Les pauvres ames réprouvées, mises par la calomnie au ban de l'opinion, connaissent seules tout le prix d'un témoignage inespéré de sympathie et de bienveillance : quelque léger qu'il soit, elles s'en saisissent avec transport et s'y appuient avec un sentiment d'indicible reconnaissance; c'est le brin d'herbe que la colombe jette à la fourmi qui se noie. En sentant à son bras le bras de la baronne de Vaubert, Stamply fut pris d'une joie à peu près pareille à celle qu'éprouva le lépreux de la cité d'Aost, lorsqu'il sentit sa main serrée par une main amie, et la fête aurait été complète, si le bonhomme eût été moins embarrassé de son costume et de son mantien. Il est très vrai que sa personne contrastait étrangement avec celle de Mme de Vaubert, qui, dans sa ruine, humiliait l'opulence de son voisin par l'élégance de sa tenue et la grace de ses manières.

— Si j'avais pu penser qu'un si grand honneur me fût réservé, j'aurais fait, ce matin, un peu de toilette, dit-il en regardant tristement ses gros souliers à boucles de cuivre rougi, ses bas de laine bleus, son gilet de futaine et sa culotte de velours de coton, élimée jusqu'à la corde.

— Comment donc! s'écria la baronne; mais vous êtes très bien ainsi. D'ailleurs, monsieur, vous êtes chez vous.

Ces mots — vous êtes chez vous — allèrent au cœur de Stamply, et achevèrent de le remplir d'une douce satisfaction. Vous êtes chez vous! ces mots si simples qu'il osait à peine, depuis long-temps, s'adresser à lui-même, tant la conscience qu'il avait du mépris public l'avait cruellement ébranlé dans le sentiment de sa propre estime, ces mots, prononcés par Mme de Vaubert, n'étaient-ils pas un démenti formel aux commentaires injurieux des méchans? N'étaient-ils pas, en effet, pour cet homme, comme une réhabilitation éclatante, comme une solennelle consécration de ses droits et de sa fortune? Cependant le jeune de Vaubert, dont la surprise était pour le moins égale à celle de Stamply, se tenait auprès de sa mère, froid, silencieux, hautain, ne sachant que conclure ni qu'imaginer de la scène, pour le moins étrange, qu'il voyait se passer sous ses yeux.

Tout en marchant, tout en causant, ils arrivèrent, par d'insensibles détours, devant la façade du château. Il faisait une journée brûlante;

le ciel était chargé de nuages. Il y avait près d'une heure que Mme de Vaubert marchait sous des ombrages embrasés que ne rafraîchissait aucune brise. Elle s'assit sur une des marches du perron, et passa son mouchoir sur son front et sur son visage, tandis que Stamply se tenait devant elle, immobile et roulant entre ses doigts les larges bords de son chapeau de feutre qu'il n'avait pas cessé de tenir à la main durant toute la promenade.

— Madame la baronne mettrait le comble à ses bontés, dit-il enfin d'un air suppliant, en daignant venir se reposer un instant chez moi. Je serais d'autant plus touché d'une faveur si grande, que je m'en reconnais moins digne.

— Ma mère, dit aussitôt Raoul, qui avait hâte d'en finir avec cette comédie, dont il n'entrevoyait ni le but ni le sens; ma mère, un gros orage se prépare; il nous reste à peine le temps, avant que la nue crève, de regagner notre demeure.

— Eh bien! mon fils, laissons passer l'orage, répondit Mme de Vaubert en se levant, et puisque notre aimable voisin nous offre une hospitalité si cordiale, allons attendre sous son toit que le ciel nous permette de regagner le nôtre.

A ces mots, la figure de Stamply rayonna, et sa bouche s'épanouit en un sourire de béatitude. Quel triomphe, en effet, pour lui, de recevoir Mme de Vaubert et de montrer ainsi à ses gens, qui ne manqueraient pas d'en instruire tout le pays, qu'il était moins déconsidéré que les méchans ne se plaisaient à le dire et les sots à le croire! Leicester recevant la reine Élisabeth dans le château de Kenilworth ne fut ni plus heureux ni plus fier qu'en cet instant maître Stamply, lorsqu'il vit la baronne monter les degrés du perron et franchir le pas de sa porte. Raoul suivit sa mère avec un mouvement d'humeur que celle-ci feignit de ne point remarquer, et que ne remarqua point Stamply, tout absorbé qu'il était dans sa joie et dans son bonheur. Lorsque, après avoir introduit ses hôtes dans le salon, le bonhomme se fut esquivé pour veiller lui-même aux soins de l'hospitalité, Raoul, demeuré seul avec sa mère, allait enfin lui demander l'explication d'une énigme dont il s'épuisait vainement à chercher le mot depuis une heure; mais il en fut empêché par un autre sentiment de curiosité qui lui ferma la bouche et lui fit ouvrir de grands yeux.

Quoiqu'on n'eût rien changé à la disposition des appartemens, l'intérieur du château de La Seiglière ne répondait plus à la magnificence du dehors. Tout s'y ressentait de l'incurie et des habitudes moins qu'aristocratiques, bourgeoises tout au plus, du nouveau pro-

priétaire. Ajoutez que les vingt années qui venaient de s'écouler n'avaient point rajeuni la fraîcheur des tentures. Ces lampas fanés, ces dorures noircies, ce luxe sans jeunesse, ces vestiges d'une splendeur où la vie ne se révélait plus, composaient l'intérieur le moins réjouissant qui se puisse imaginer. C'était beau et triste comme ces vastes salles du palais de Versailles, qu'on admire en les traversant, mais où l'on sent qu'on mourrait d'ennui, si l'on était obligé de les habiter. Il n'y avait que le salon où venaient d'être introduits Mme de Vaubert et son fils qui eût conservé, par une faveur toute spéciale, la fraîcheur et l'éclat, la jeunesse et la vie. On eût dit que Mme de La Seiglière l'animait encore de sa grace et de sa beauté. Bernard, de son vivant, s'était plu à l'orner et à l'embellir de tous les trésors que le marquis n'avait pu emporter avec lui dans l'exil, et Stamply, après le départ et même après la mort de son fils, avait voulu, par religion pour sa mémoire, que cette pièce fût entretenue avec autant de soins que par le passé, comme si Bernard devait y rentrer d'un instant à l'autre. Aussi tout y respirait-il la splendeur des hôtes d'autrefois. Ce n'étaient que damas de Gênes, tapisseries en point de Beauvais, meubles de Boule chargés d'objets d'art, cristaux étincelans, groupes en biscuit, porcelaines de Saxe et de Sèvres, filets d'or courant au plafond, bergeries de Watteau au-dessus des portes; il y avait là de quoi fournir vingt pages de description à quelques-uns de ces esprits charmans qui ont créé la poésie de l'inventaire et se montrent moins préoccupés du mobilier de l'ame que de l'ameublement des maisons. Après avoir tout observé avec une attention jalouse, après avoir reconnu et touché du doigt tout ce qu'il n'avait vu jusqu'alors que dans ses rêves décevans, Raoul s'approcha de la fenêtre et se prit à regarder d'un air sombre le castel ruiné de Vaubert, qui ne lui avait jamais paru si pauvre ni si désolé qu'à cette heure. Pendant ce temps, la baronne contemplait son fils avec complaisance, souriante et sereine comme si elle tenait en son pouvoir la baguette magique qui devait relever les tours de son château et rendre à Raoul la fortune de ses ancêtres.

Stamply ne tarda pas à revenir, suivi de deux garçons de ferme qui portaient d'un air ébahi des plateaux chargés de sirops, de crême, de fraises et de vins d'Espagne. La foule des serviteurs, qui se composait d'une cuisinière, d'un jardinier et d'une gardeuse de dindons, se pressait dans l'antichambre et cherchait à voir, par la porte entr'ouverte, Mme la baronne et son fils. Depuis l'avénement de Stamply, c'était la première fois que le château se trouvait à pareille fête.

— Voici qui est du dernier goût, dit Mme de Vaubert avec son

plus aimable sourire; vous nous faites, monsieur, une réception royale.

Stamply s'inclina, se troubla, balbutia; puis, apercevant les deux garçons de ferme, qui, après avoir déposé les plateaux sur le marbre d'une console, s'étaient assis chacun dans un fauteuil et s'y prélassaient sans façon, il les prit par les épaules et les poussa tous deux hors du salon.

— Savez-vous, monsieur, dit la baronne, qui n'avait pu s'empêcher de rire à cette petite scène, savez-vous que vous mériteriez d'être nommé conservateur-général des châteaux de France? Celui-ci n'a rien perdu de son ancienne splendeur; je crois même que vous y avez ajouté un nouvel éclat. D'autre part, on prétend que les domaines de La Seiglière ont doublé de valeur sous votre administration. Vous êtes, à ce compte, le plus riche propriétaire du pays.

— Hélas! madame la baronne, répondit tristement le vieillard, Dieu et les hommes me l'ont fait payer bien cher, cette prospérité qu'on m'envie! Dieu m'a pris ma femme et mon enfant; les hommes m'ont chargé d'outrages. Le vieux Job était moins malheureux sur son fumier que je ne le suis au sein de la richesse. Vous avez un fils, madame; consultez votre joie, et vous comprendrez mes douleurs.

— Je les comprends, monsieur; votre fils, dit-on, était un héros.

— Ah! madame, il était ma vie! s'écria le vieillard en étouffant ses pleurs et ses sanglots.

— Les desseins de Dieu sont impénétrables, dit Mme de Vaubert avec mélancolie; quant au jugement des hommes, je crois, monsieur, que vous auriez tort de vous en trop préoccuper. On vous a chargé d'outrages, dites-vous? Je l'ignorais; vous me l'avez appris. Qu'importe l'opinion des sots? vous avez l'estime des honnêtes gens.

A ces mots, Stamply secoua la tête d'un air chagrin, en signe de dénégation.

— Vous vous calomniez, monsieur, reprit vivement Mme de Vaubert. Pensez-vous, par exemple, que je serais ici, si je ne vous estimais pas? Je suis, ce me semble, assez intéressée dans la question pour ne pas être suspecte de partialité en votre faveur. Amie des La Seiglière, j'ai, quinze ans durant, partagé leur exil; comme eux, j'ai vu mes biens séquestrés et vendus par la république. La république nous a dépouillés; elle a disposé de ce qui ne lui appartenait pas : que ce lui soit une honte éternelle! Mais vous, acquéreur de bonne foi, qui avez acheté à beaux deniers comptant, qui vous blâme? qui vous accuse?

L'adversité a pu nous aigrir, mais elle n'a point étouffé dans nos cœurs le sentiment de la justice. Ce n'est pas à vous qu'appartient notre haine. Que de fois n'ai-je pas entendu le marquis et Mme de La Seiglière se féliciter de ce que leurs domaines étaient échus du moins au plus probe de leurs fermiers!

— Serait-il vrai, madame? s'écria Stamply avec un mouvement de joie et de surprise; Mme la marquise et M. le marquis parleraient de moi sans colère? J'aurais pensé que je n'étais pour eux qu'un objet de mépris et d'exécration.

— Pourquoi donc cela, monsieur? répliqua la baronne en souriant. Je me souviens que, quelques jours avant sa mort, la pauvre marquise me disait encore....

— Mme la marquise est morte! s'écria Stamply avec un étonnement douloureux.

— En donnant la vie à une fille belle aujourd'hui comme le fut sa mère. Je vous disais donc, monsieur, reprit Mme de Vaubert, que, quelques jours avant sa mort, la marquise me parlait de vous, de Mme Stamply, qu'elle appréciait et qu'elle aimait. Elle en parlait avec cette bonté touchante que vous n'aurez point oubliée. Le marquis vint se mêler à l'entretien, et se plut à citer plusieurs traits de dévouement et de fidélité qui honorent votre famille. « Ce sont de nobles cœurs, ajouta Mme de La Seiglière, et, dans notre malheur, ce m'est presque une consolation de penser que nos dépouilles sont tombées entre des mains si pures et si honnêtes. »

— Ma mère, dit Raoul, qui était resté debout dans l'embrasure de la fenêtre et qui souffrait visiblement d'entendre parler ainsi Mme de Vaubert, un coup de vent vient d'emporter l'orage; le ciel s'est éclairci; nous pourrions sans danger regagner notre gîte.

La baronne se leva, et, se tournant vers Stamply :

— Je vous remercie, monsieur, lui dit-elle, de votre bonne hospitalité et me félicite du hasard qui m'a procuré l'avantage de vous connaître. Je fais des vœux sincères pour que nos relations ne se bornent pas à cette première entrevue. Il dépend de vous que ces vœux soient exaucés. N'oubliez pas, rappelez-vous souvent que vous avez sur l'autre rive des voisins qui s'estimeront toujours heureux de vous recevoir.

A ces mots, prononcés avec une grace qui en releva l'expression à un point que nous ne saurions dire, Mme de Vaubert se retira, appuyée sur le bras de son fils et reconduite par Stamply, qui ne quitta ses hôtes qu'à la grille du parc, après s'être incliné jusqu'à terre.

— Enfin, ma mère, s'écria le jeune homme, m'allez-vous donner l'explication de ce que je viens de voir et d'entendre? Hier encore, vous méprisiez, vous haïssiez cet homme; jusqu'à ce jour, vous n'aviez parlé de lui qu'en termes flétrissans! Quelle révolution étrange s'est opérée tout d'un coup dans vos idées et dans vos sentimens?

— Mon Dieu! rien n'est plus simple, et je croyais déjà vous l'avoir dit, mon fils, répliqua la baronne sans s'émouvoir. Au rebours de ce citoyen d'Athènes qui condamna Aristide à l'ostracisme, parce qu'il était las de l'entendre appeler juste, à force d'entendre dire du mal de M. Stamply, j'ai fini par en penser du bien. Si des préventions légitimes, si ma vieille amitié pour les La Seiglière, si l'ignorance des faits dans laquelle j'ai vécu durant près de vingt ans ont pu m'entraîner à des propos inconsidérés, depuis long-temps j'en avais des regrets; j'en ai des remords à cette heure.

— Permis à vous, ma mère, repartit Raoul, d'en appeler de vos jugemens et de casser les arrêts que vous avez rendus vous-même; mais vous n'aviez pas mission des La Seiglière d'absoudre en leur nom le détenteur de leurs domaines. Pensez-vous que le marquis vous pardonnât de l'avoir pris, en cette occasion, pour complice de votre indulgence?

— Eh! mon fils, s'écria la baronne avec un mouvement d'impatience, fallait-il porter le dernier coup à ce cœur déjà si cruellement blessé? Ne devais-je entrer sous le toit hospitalier que pour m'y faire l'écho des malédictions de l'exil? Suis-je coupable, suis-je criminelle pour avoir essayé de verser quelques goutes de baume sur les plaies de cet infortuné? Ah! jeunesse, vous êtes sans pitié! Je ne sais si le marquis me pardonnerait; mais je suis sûre que du haut du ciel l'ame de la marquise me sourit et m'approuve.

La visite de Stamply ne se fit pas attendre. Il se présenta, par une après-midi, au château de Vaubert, dans le costume le plus galant qu'il avait pu choisir dans sa garde-robe de fermier enrichi. Raoul était absent. N'étant point gênée par la présence de son fils, la baronne reçut son voisin avec toute sorte d'égards et de coquetteries; elle l'amena doucement à parler de son fils, et parut s'intéresser à tous ses discours. On pense quelle satisfaction pour ce pauvre vieillard de rencontrer un cœur bienveillant dans lequel il pût librement épancher ses regrets! Cependant il finit par remarquer le modeste ameublement du salon où il se trouvait, et, songeant à ce qu'avaient été autrefois et à ce qu'étaient aujourd'hui les Vaubert et les Stamply, il fut pris d'un vague sentiment de pudeur et de confusion que les ames

délicates n'auront point de peine à comprendre. Comme pour ajouter à l'embarras de son hôte, la baronne raconta les déceptions de son retour, et comment, en place de son château et de ses domaines, elle n'avait retrouvé qu'un pigeonnier et quelques méchans morceaux de terre; mais elle le fit avec tant de grace et de gaieté, que Stamply, quoique susceptible et défiant, ne put en prendre aucun ombrage, et qu'au contraire il se sentit délivré d'un grand poids en voyant de quelle façon Mme de Vaubert s'accommodait à sa fortune.

—Je vous garde à dîner, lui dit-elle; mon fils est allé passer la journée chez un de nos amis, et ne rentrera que ce soir; vous me tiendrez compagnie. La solitude est triste à notre âge. Que voulez-vous? ajouta-t-elle gaîment, en renouant le fil de la conversation brisée; chacun son tour, comme dit le proverbe. On assure que les révolutions ont leur bon côté; nous avons payé pour le croire. Nous ne nous plaignons pas. Plût à Dieu seulement, ainsi que le répétait souvent ma pauvre et bien aimée marquise, plût à Dieu, monsieur, que tous ceux qui ont profité de nos désastres fussent d'aussi honnêtes gens que vous! La résignation nous serait encore plus facile.

Dîner en tête-à-tête avec la baronne de Vaubert ne fut pas seulement pour Stamply le comble de l'honneur; ce fut aussi la plus douce joie qu'il eût goûtée depuis bien long-temps. C'est surtout à l'heure des repas que l'isolement se fait cruellement sentir. C'était l'heure de la journée que Stamply redoutait le plus; lorsqu'il lui fallait s'asseoir à table devant la place vide de Bernard, sa tristesse redoublait, et souvent il lui arrivait, comme au roi de Thulé, de boire ses larmes dans son verre. Ce fut donc pour lui comme une fête improvisée. Le festin n'était point somptueux; mais Mme de Vaubert suppléa le luxe du service par le charme de son esprit. Elle entoura son convive de mille petites attentions délicates, le flatta, le choya et le gâta comme un enfant, sans avoir l'air de remarquer les gaucheries et les énormités qu'il disait et faisait en matière d'étiquette et de savoir-vivre. Il y eut un instant où le vieillard tourna vers elle un regard dont nous n'essaierons pas de rendre l'expression : rappelez-vous ce beau regard si doux, si tendre, si reconnaissant que tourne le chien de chasse vers son maître qui le caresse. Le bonhomme put croire qu'il n'était plus seul au monde et qu'il avait une famille.

A partir de ce jour, il s'établit des rapports fréquens entre les deux châteaux. Mme de Vaubert, à force de prières et de remontrances, amena peu à peu son fils à tolérer la présence de Stamply et à l'accueillir, sinon avec bienveillance, du moins sans trop de morgue et de

hauteur. En même temps, elle étudia, pour les flatter, les goûts et les manies du vieillard. Elle en vint même jusqu'à s'initier aux petits détails de son intérieur et veilla avec une sollicitude toute maternelle à ce que rien ne manquât au soin de son bien-être. Stamply ne résista pas à tant de séductions : il s'y prit comme une mouche dans du miel. Son cœur passa vite de la reconnaissance à l'affection, de l'affection à l'habitude. La meilleure partie de ses journées s'écoulait à Vaubert. Il y dînait trois fois la semaine. Le matin, il s'y arrêtait en allant visiter ses champs; il y retournait le soir pour causer de Bernard, et des affaires du jour, qui préoccupaient vivement les esprits. Par les soirées sereines, Mme de Vaubert lui prenait le bras, et tous deux s'allaient promener sur les bords du Clain. Qu'on tâche de se représenter l'ivresse du vieux Stamply tenant à son bras le bras d'une baronne, causant familièrement avec elle, et, le long de ces rives où on l'avait parfois salué à coups de pierres, prenant sa part des coups de chapeaux qui s'adressaient à sa compagne? Il est très vrai qu'un reflet de la considération qui entourait la noble dame avait rejailli jusque sur lui. Si ses domestiques ne l'en volaient pas moins, ils l'en respectaient davantage. Bref, il faudrait rajeunir la comparaison surannée de l'oasis dans le désert pour peindre en peu de mots ce que fut dans la vie désolée de cet homme l'apparition enchantée de la baronne de Vaubert. Sa fin d'automne en reçut comme un doux éclat. Sa santé se raffermit, son humeur s'égaya, son caractère aigri par le chagrin, retrouva sa bonté native. Il eut, comme on dit, son été de la Saint-Martin; mais le plus grand bienfait qu'il retira de ces relations, fut de recouvrer l'estime de lui-même et de se sentir réhabilité à ses propres yeux. Sa conscience troublée s'apaisa, et, fort d'une amitié si belle, il releva la tête et porta gaiement sa fortune.

Bientôt à ces salutaires influences Mme de Vaubert en mêla d'autres, plus lentes et plus mystérieuses, que Stamply subit sans chercher à s'en rendre compte. Après s'être emparé de la vie de cet homme, elle s'empara de son esprit, qu'elle pétrit à son gré et façonna comme un bloc de cire. Elle s'étudia et réussit à effacer en lui jusqu'au dernier vestige des idées révolutionnaires. Elle sut, à force de subtilités, le réconcilier avec le passé qui l'avait opprimé et le brouiller avec les principes qui l'avaient affranchi. Elle le ramena, à l'insu de lui-même, au point d'où il était parti, et lui fit reprendre, sans qu'il s'en doutât, la carapace de serf et de vassal sous laquelle ses pères avaient vécu. En même temps, le nom du marquis de La Seiglière et le nom de sa fille revenaient dans tous ses discours, mais avec tant de réserve, que Stamply

ne songea même pas à s'en effaroucher. Il en arriva, sans efforts, à s'attendrir sur la destinée de cette jeune Hélène que Mme de Vaubert ne se lassait pas de lui représenter comme la vivante image de sa mère. C'était la même grace, le même charme et la même bonté. Stamply convenait qu'à ce compte Mlle de La Seiglière devait être un ange en effet. Il avait gardé quelques préventions contre le marquis; Mme de Vaubert s'appliqua patiemment à étouffer ce vieux restant du levain de 93. L'adversité, disait-elle, est une rude école à laquelle on profite vite. Elle se flattait, pour sa part, d'y avoir beaucoup appris et beaucoup oublié. M. de La Seiglière, à l'entendre, était devenu, dans l'émigration, le plus parfait modèle de toutes les vertus, et ce marquis si fier s'honorerait à cette heure de serrer la main de son ancien fermier et de l'appeler son ami. Stamply répondait que, le cas échéant, ce lui serait un très grand honneur.

Des mois s'écoulèrent ainsi dans une douce intimité à laquelle Raoul ne se mêla point; ce jeune homme était triste et recherchait la solitude. Or, tandis que ces évènemens s'accomplissaient sans bruit dans la vallée du Clain, Waterloo venait de clore la grande épopée de l'empire. Le temps pressait; dans une lettre toute récente, le marquis de La Seiglière, convaincu plus que jamais que la chute de Napoléon allait nécessairement entraîner celle de Stamply, et que le premier acte des Bourbons, après leur rentrée définitive en France, serait de réintégrer tous les émigrés dans la propriété de leurs domaines, rappelait généreusement à sa vieille amie la promesse qu'ils avaient échangée d'unir un jour Hélène et Raoul. Mme de Vaubert jugea prudent de pousser au dénouement de la petite comédie dont elle avait seule le secret.

Ses relations avec le fermier châtelain étaient, on peut le croire, un grand sujet d'ébahissement pour le pays. La médisance et la calomnie n'avaient point manqué à l'appel. On s'étonnait, on s'indignait de voir qu'une amie des La Seiglière frayât avec l'homme qui les avait dépossédés. Le bruit courait qu'elle visait à se faire épouser par Stamply. La noblesse criait à la trahison, et la roture au scandale. Soit qu'elle ignorât ce qui se disait, soit qu'elle ne s'en souciât pas autrement, la baronne avait jusqu'à présent poursuivi son idée, sans détourner seulement la tête pour écouter les cris de la foule, quand tout d'un coup Stamply crut remarquer des symptômes de refroidissement dans les témoignages de cette amitié qui le faisait si heureux et si fier. Il n'en ressentit d'abord qu'un sourd malaise qu'il ne s'expliqua pas; mais, ces symptômes prenant de jour en jour un

caractère plus décidé, il commença de s'en alarmer sérieusement. C'est qu'en effet Mme de Vaubert n'était plus la même, et quoiqu'elle s'efforçât de dissimuler le changement qui s'opérait en elle, ce n'était pas l'ame susceptible et tendre du pauvre Stamply qui pouvait s'y tromper. Il souffrit long-temps en silence, et ce qu'il souffrit ne saurait se dire, car il avait tourné de ce côté toutes ses facultés aimantes; il avait mis dans cette affection tout son cœur et sa vie tout entière. Long-temps le respect lui ferma la bouche; mais un soir, ayant trouvé Mme de Vaubert plus distraite, plus réservée, plus contrainte que d'habitude, il exprima son inquiétude d'une façon indiscrète peut-être, touchante à coup sûr. Mme de Vaubert en parut touchée, mais demeura impénétrable.

— Madame, qu'y a-t-il? je pressens quelque grand malheur.

Mme de Vaubert répondit à peine; seulement, lorsqu'il fut près de se retirer, elle lui prit les mains et les pressa entre les siennes avec une effusion de tendresse qui ne fit qu'ajouter aux terreurs du vieillard.

Le lendemain, Stamply se promenait dans son parc, encore tout agité de la soirée de la veille, lorsqu'on lui remit un billet de la part de Mme de Vaubert. Moins flatté qu'effrayé d'un si rare honneur, il brisa le cachet d'une main émue, et lut ce qui suit à travers ses larmes :

« Vous pressentiez un grand malheur, vos pressentimens étaient justes. Si vous devez en souffrir autant que j'en souffre moi-même, c'est un grand malheur en effet. Il faut ne plus nous voir; c'est le monde qui le veut ainsi. S'ils ne frappaient que moi, je braverais ses arrêts avec joie, mais je dois, en vue de mon fils, m'imposer des sacrifices que ne m'aurait jamais arrachés l'opinion. Comprenez quelle nécessité nous sépare, et que ce vous soit une consolation de penser que votre cœur n'en est pas plus profondément affligé que celui de votre affectionnée,

« Baronne de VAUBERT. »

Stamply ne comprit d'abord qu'une chose, c'est qu'il venait de perdre le seul bonheur qu'il eût ici-bas. Puis, en relisant cette lettre, il sentit retomber sur lui toutes les malédictions et tous les outrages dont l'amitié de Mme de Vaubert avait si long-temps soulevé le poids. Il se vit replongé plus avant que jamais dans le gouffre de la solitude; il crût perdre Bernard une seconde fois. C'était plus qu'une affection qui se brisait pour lui; c'était une habitude. Que ferait-il désor-

mais de ses jours inoccupés, de ses soirées oisives? Où porter son cœur et ses pas? Plus de but; partout, autour de lui, l'abandon, le silence, les steppes désolées. Dans son désespoir, il prit le chemin de Vaubert.

— Madame, s'écria-t-il en entrant dans le salon où la baronne était seule, madame, que vous ai-je fait? en quoi ai-je pu démériter de vous? Pourquoi m'avoir tendu votre main, si vous deviez la retirer plus tard? Pourquoi m'avoir appelé, si vous deviez me chasser sans pitié? Pourquoi m'avoir tiré de mes ennuis, si vous deviez m'y rejeter si tôt? Regardez-moi : je suis vieux, mes jours sont comptés. Ne pouviez-vous attendre encore un peu? je n'ai guère de temps à vivre.

Mme de Vaubert s'efforça d'abord de l'apaiser, protestant de son affection et lui prodiguant les mots les plus tendres. Lorsqu'elle le vit plus calme, elle essaya de lui faire comprendre les motifs impérieux auxquels elle avait dû céder. Elle y mit en apparence une extrême réserve et une exquise délicatesse; mais en réalité chacune de ses paroles entra comme la lame d'un poignard dans le cœur de Stamply. Un reste d'orgueil le soutint et le ranima.

— Vous avez raison, madame, dit-il en se levant; c'est moi qui suis un insensé. Je m'éloigne sans me plaindre et sans murmurer. Seulement, rappelez-vous, madame, que je n'aurais point osé solliciter l'honneur que vous m'avez offert; rappelez-vous aussi que je ne vous ai pas trompée, et que, dès notre première entrevue, je vous ai dénoncé moi-même les outrages et les calomnies que le monde avait amassés sur ma tête.

A ces mots, il marcha résolument vers la porte; mais, épuisé par l'effort de dignité qu'il venait de faire, il tomba dans un fauteuil, et laissa ses larmes couler.

En présence d'une douleur si vraie, Mme de Vaubert se sentit sincèrement émue.

— Mon ami, écoutez-moi, dit-elle. Vous pensez bien que je ne me suis pas résignée sans effort à briser des relations qui faisaient ma joie autant que la vôtre. Je m'étais prise pour vous d'une tendre affection; je me complaisais dans l'idée que j'étais peut-être dans votre existence quelque chose de bon et de consolant. De votre côté, vous m'aidiez à supporter le poids d'une bien triste vie. Votre bonté me charmait; votre présence distrayait mes ennuis. Jugez donc si je me suis décidée volontiers à déchirer votre cœur et le mien. J'ai longtemps hésité; enfin, j'ai cru devoir, par égard pour mon fils, donner

satisfaction à ce monde stupide et méchant auquel je n'aurais point sacrifié, s'il ne se fût agi que de moi, un seul cheveu de votre tête. J'ai dû le faire; je l'ai fait. — Cependant, ajouta-t-elle après quelques instans de réflexion silencieuse en fixant tout d'un coup sur Stamply un regard qui le fit tressaillir, s'il était un moyen de concilier les exigences de ma position et le soin de vos félicités? s'il était un moyen d'imposer silence aux clameurs de la foule et d'assurer à votre vieillesse des jours heureux, honorés et paisibles?...

— Parlez, parlez, madame, ce moyen, quel est-il? s'écria le vieillard avec la joie du naufragé qui croit voir une voile blanchir à l'horizon.

— Mon ami, reprit Mme de Vaubert, j'ai mûrement réfléchi sur votre destinée. Après l'avoir envisagée sous toutes ses faces et sous tous ses aspects, je suis obligée de reconnaître qu'il n'en est pas de moins digne d'envie, et que vous êtes, à vrai dire, le plus infortuné des mortels. Vous aviez raison, le vieux Job sur son fumier était moins à plaindre que vous au sein de vos prospérités. Riche, vous n'avez pas l'emploi de vos richesses. Les hommes ont élevé entre eux et vous un mur d'opprobre et d'ignominie. L'outrage, l'injure, le mépris public. voici jusqu'à présent le plus clair de vos revenus. Vous ne teniez à la vie sociale que par un lien; ce lien rompu, vous n'avez pas une ame où vous puissiez abriter la vôtre. Je vois votre vieillesse livrée à des soins mercenaires. Vous n'aurez même pas, à votre dernière heure, la consolation de léguer à quelque être aimé cette fortune qui vous aura coûté si cher; il ne vous reste qu'un héritier, l'état, de tous les héritiers le moins intéressant et le plus ingrat. Maintenant, il s'agit de savoir s'il vous serait plus doux d'avoir une famille qui vous chérirait comme un père, de vieillir entouré d'amour et de tendresse, de n'entendre autour de vous qu'un concert de bénédictions, de reposer vos derniers regards sur les heureux que vous auriez faits, enfin de ne laisser après vous qu'une mémoire chérie et vénérée.

— Une famille... à moi! s'écria le vieillard d'une voix éperdue. Moi, Stamply, le vieux gueux, comme ils m'appellent, entouré de tendresse et d'amour!... des concerts de bénédictions!... ma mémoire chérie et vénérée!... Hélas! madame, cette famille, où donc est-elle? Ma femme et mon enfant sont au ciel, et je suis tout seul ici-bas.

— Cette famille, ingrat! répliqua Mme de Vaubert en souriant; vous en avez déjà la moitié sous la main.

Avec un peu de finesse ou de vanité, Stamply aurait pu croire que Mme de Vaubert sollicitait en cet instant l'occasion d'une mésalliance;

mais le bonhomme n'était ni fin ni vain, et, malgré l'intimité de ses rapports avec la baronne, il n'avait jamais oublié quelle distance séparait encore le paysan parvenu de la grande dame ruinée. Il resta donc bras tendus et bouche béante, hésitant, interdit, et ne sachant comment interpréter les dernières paroles qu'il venait d'entendre.

— Vous est-il arrivé, mon ami, reprit Mme de Vaubert avec calme, de vous demander quelle aurait été la gloire de Bonaparte, si, comprenant sa mission divine, cet officier de fortune, après avoir écrasé les factions, eût replacé les Bourbons sur le trône de leurs ancêtres? Supposons un instant qu'au lieu de songer à fonder une dynastie, ce Corse, aujourd'hui misérable et proscrit, chargé d'opprobre, traqué et muselé comme une bête fauve, eût mis son épée et son ambition au service de nos princes légitimes, quelle destinée n'aurait pâli devant la destinée de cet homme? Le monde, qui le maudit, le contemplerait avec admiration; les rois qui ont juré sa perte se disputeraient l'honneur de lui tendre la main, et véritablement empereur à partir du jour où il aurait cessé de l'être, l'auréole qu'il porterait au front humilierait l'éclat du diadème.

— Et mon petit Bernard vivrait encore, ajouta Stamply en soupirant.

— Mon ami, s'écria Mme de Vaubert, par quel étrange oubli, par quel fatal enchantement n'avons-nous pas compris, l'un et l'autre, que la Providence avait placé sous votre main une destinée à peu près pareille, et qu'il dépendait de vous de réaliser un si beau rêve?

A ces mots, Stamply commença de dresser les oreilles comme un lièvre qui entend remuer autour de lui la pointe des bruyères.

— Ah! pour vous, du moins, il en est temps encore, poursuivit la baronne avec entraînement. Ce que cet homme n'a pas su faire, vous pouvez l'accomplir dans la sphère moins haute où Dieu vous a placé. Consultez votre cœur, descendez dans votre conscience; votre cœur est pur, votre conscience intacte. Les hommes cependant en jugent autrement, et vous-même, irréprochable que vous êtes, ne vous arrive-t-il jamais de vous sentir inquiet et mal à l'aise, quand vous songez que le dernier rejeton d'une famille qui combla de bienfaits la vôtre languit, déshérité, sur la terre étrangère? Eh bien! vous pouvez d'un seul mot légitimer votre fortune, confondre l'envie, désarmer l'opinion, changer en applaudissemens les outrages dont on vous accable, vous raffermir dans votre propre estime, et donner au monde un de ces grands exemples qui de loin en loin relèvent l'humanité.

— Le vieux gueux ne porte pas si haut ses ambitions, madame, ré-

pondit Stamply en hochant la tête; il n'a pas la prétention de donner des exemples au monde; ce n'est pas à lui qu'appartient la tâche de relever l'humanité : de plus humbles soins le réclament. D'ailleurs, madame, je ne comprends pas bien...

— Si vous ne comprenez pas, tout est dit, répliqua froidement Mme de Vaubert.

Stamply avait trop bien compris. Quoique fermier de naissance et paysan d'origine, il n'était, nous le répétons, ni fin, ni rusé, ni même bien clairvoyant; mais il avait le cœur ombrageux, et chez lui la défiance pouvait au besoin suppléer à la ruse. Non-seulement il comprit où la baronne voulait en venir, mais encore il crut entrevoir que c'était là le secret des avances qu'il avait reçues.

— Je vous entends, madame la baronne, dit-il enfin avec ce profond sentiment de tristesse qu'éprouvent les ames tendres, lorsqu'en creusant l'affection qu'elles croyaient sincère et désintéressée, elles découvrent, sous la première couche, un abîme sans fond d'égoïsme : je crois seulement que vous faites erreur. Je n'ai pas à légitimer ma fortune, ma fortune étant légitime; je ne la dois qu'à mon travail. Quant à Mlle de La Seiglière, il est très vrai que je ne pense jamais sans attendrissement à cette enfant qui, m'avez-vous dit, est la vivante image de sa mère. Bien souvent j'ai été tenté de lui faire passer des secours; je l'ai voulu, et je n'ai point osé.

— Vous auriez tort d'oublier qu'il est des infortunes qui ne sauraient accepter d'autres secours que les sympathies qu'elles inspirent, ni d'autres bienfaits que les vœux qu'on forme pour elles, répondit Mme de Vaubert avec dignité; mais laissez-moi vous dire, ajouta-t-elle d'un ton plus affectueux, que vous ne m'avez pas comprise. Je ne songeais qu'à votre bonheur. Je raisonnais, non pas en vue de vos devoirs, mais seulement en vue de vos félicités. Que m'est-il échappé qui vous blesse ou qui vous offense? Le hasard me fait vous rencontrer; votre destinée m'intéresse. Je sens que je vous suis une consolation, je vous en aime davantage. Cependant il arrive qu'un jour le monde envieux et jaloux nous sépare. Mon cœur en gémit; le vôtre s'en alarme. Sur ces entrefaites, je me figure, follement peut-être, qu'en rappelant le marquis de La Seiglière et sa fille pour leur offrir de partager une fortune dont vous n'avez que faire, vous assurez à vos vieux ans le repos, la paix et l'honneur. Là-dessus, mon imagination s'exalte. Je vous vois entouré d'affections et d'hommages; au lieu de se briser, notre intimité se resserre; le monde qui vous proscrivait vous recherche; les voix qui vous maudissaient vous bénissent; Dieu vous a pris un fils

adoré, il vous rend une fille adorable. A ce tableau, je m'émeus et je me passionne; cette idée, je vous la soumets. Admettons que j'ai fait un rêve. Et puis soyez heureux. Je veux croire que je me suis exagéré le malheur de votre position. Vous vous referez à la solitude; la nature est bonne, le monde n'est point regrettable. Vous êtes riche; la fortune, à tout prendre, est une charmante chose : je souhaite ardemment qu'elle vous tienne lieu du reste.

Cela dit avec tant d'aisance et de naturel que le vieillard en fut tout ébranlé, Mme de Vaubert se leva, et, sous prétexte d'une visite à faire dans le voisinage, se retira, laissant Stamply seul et livré à ses réflexions.

Ces réflexions furent moins que joyeuses. Stamply s'en alla, médiocrement charmé d'une proposition qui ne l'aurait agréé d'aucune sorte, même en supposant qu'elle eût été faite uniquement en vue de son bonheur. C'était un vieux brave homme; nous n'avons pas dit que ce fût un saint. Il y avait en lui, par exemple, une passion contre laquelle avaient dû se briser toutes les insinuations de Mme de Vaubert. Il n'est pas rare de rencontrer ainsi chez ces molles natures, taillables et malléables à merci, un point dur, résistant, infrangible, qu'aucun effort ne saurait entamer; c'est l'anneau d'acier dans la chaîne d'or. Stamply était avare à sa manière; il avait la passion de la propriété. Il l'aimait pour elle-même, comme certains esprits aiment le pouvoir. Tous ses revenus passaient en achats de terres, et c'est ainsi qu'il en était arrivé peu à peu, par empiétemens successifs, à reconstituer dans son intégrité l'ancien domaine de La Seiglière. Il venait même d'y réunir tout récemment deux ou trois métairies aliénées depuis plus d'un siècle. N'avoir accompli ce grand œuvre que pour en faire hommage à monsieur le marquis, certes, le cas eût été beau; mais Stamply n'avait pas, ainsi qu'il l'avait dit lui-même, la prétention de donner à ses contemporains une si éclatante leçon d'abnégation, de sacrifice et de désintéressement. Il pensa que Mme de Vaubert en parlait trop à son aise, et qu'avant de s'y décider, la chose valait la peine qu'on y regardât à deux fois. Il rentra chez lui, résigné à la perte d'une amitié qui se mettait à si haut prix.

La résignation lui fut d'abord aisée. L'affection blessée, l'amour-propre offensé, la crainte d'avoir été pris pour dupe, ranimèrent en lui un reste de chaleur, de force et d'énergie. Tous ses vieux instincts d'indépendance et d'égalité se réveillèrent et reprirent un instant le dessus; mais cette espèce de surexcitation s'abattit bientôt comme un feu de chaume. Il avait contracté dans la fréquentation de

Mme de Vaubert l'habitude des entretiens familiers et des épanchemens intimes. Réduit brusquement au silence, son cœur ne tarda pas à se sentir atteint d'un mortel ennui. Il perdit en moins de quelques jours cette paix intérieure et cette douce sérénité qu'il avait puisées dans ses relations. Privée de son unique appui, sa conscience recommença de défaillir. La vanité se mit de la partie pour tourmenter cette pauvre ame. Son expulsion de Vaubert n'était déjà plus un mystère. C'était le bruit général que Mme de Vaubert avait chassé ignominieusement le vieux gueux; on en faisait des gorges-chaudes. Stamply aurait pu ignorer les sots discours qui se tenaient à ce propos; mais un soir, en traversant le parc, il entendit ses serviteurs, qui, ne le sachant pas si près, s'entretenaient gaiement de sa mésaventure. Ses fermiers, vis-à-vis de qui, en des temps plus heureux, il s'était paré d'une amitié illustre, affectaient de s'enquérir auprès de lui des nouvelles de Mme la baronne. S'il restait au logis, se promenant de chambre en chambre d'un air accablé, ses gens venaient à lui d'un air officieux et demandaient, tantôt l'un, tantôt l'autre, pourquoi leur maître, pour s'égayer et se distraire, n'allait pas faire visite à Mme la baronne. S'il se décidait à quitter la maison pour battre tristement la campagne, la valetaille disait, en manière de réflexion, assez haut pourtant pour qu'il l'entendît : Voilà notre maître qui va passer une heure ou deux avec Mme la baronne! Quoique d'humeur endurante, il fut tenté plus d'une fois de leur frotter les épaules avec son bâton de cornouiller.

Ces mots, madame la baronne, résonnaient sans cesse à son cœur et à ses oreilles. La vue du château de Vaubert le plongeait dans des mélancolies sans fin; il demeurait souvent de longues heures, silencieux, immobile, à contempler l'Éden perdu et regretté. Cet amour même de la propriété, que nous venons de signaler, ne lui suffisait plus; Mme de Vaubert avait développé en lui d'autres instincts, d'autres appétits, d'autres besoins non moins impérieux. D'ailleurs, cet amour, le seul qui lui restât ici-bas, était empoisonné dans sa source. Il se rappelait avec épouvante la misérable fin de l'excellente Mme Stamply, ses scrupules, ses terreurs, ses remords, les dernières paroles qu'elle avait prononcées avant d'expirer. Il y pensait le jour, il en rêvait la nuit; exaltée par l'abandon, son imagination lui faisait un sommeil peuplé de lugubres images. C'était tantôt le spectre irrité de sa femme, tantôt l'ombre éplorée de Mme de La Seiglière. Après une semaine ou deux d'une existence ainsi torturée, il se tourna, sans y songer, vers l'idée que la baronne lui avait indiquée comme un port. Ce ne fut d'abord qu'un point lumineux, scintillant dans la brume, au lointain

horizon. Insensiblement ce point s'élargit, se rapprocha et rayonna pareil à un phare. A force de l'examiner en tous sens, Stamply finit par en saisir le côté poétique et charmant. C'était une ame défiante, mais un esprit simple, honnête et crédule. Il se demanda si Mme de Vaubert ne lui avait pas en effet révélé le secret du bonheur. En admettant qu'elle n'eût raisonné qu'en vue du marquis de La Seiglière et de sa fille, il fut obligé de convenir qu'en vue de lui-même elle n'aurait pu rien imaginer de mieux. La perspective des félicités qu'elle lui avait fait entrevoir se dégagea peu à peu des nuages qui l'obscurcissaient, et s'offrit à lui sous un jour enchanté. Il se représenta son intérieur embelli par la présence d'une jeune et douce créature; il se vit introduit, par la reconnaissance du marquis, dans le monde qui l'avait repoussé; il entendit un concert de louanges s'élever sur ses pas; il crut voir Mme de La Seiglière, la bonne Mme Stamply et son petit Bernard qui lui souriaient du haut des cieux. Toutefois, la défiance le retenait encore sur la pente de ses bons sentimens. A quel titre d'ailleurs le marquis et sa fille rentreraient-ils dans ce château et dans ces domaines? Résigner une fortune si laborieusement acquise, ne serait-ce pas convenir qu'elle était usurpée? Au lieu de confondre l'envie, n'allait-il pas lui prêter de nouvelles armes? Avant de prendre aucun parti, Stamply se décida à voir Mme de Vaubert pour se consulter avec elle; mais à peine eut-il touché quelques mots du sujet qui l'amenait, qu'elle l'interrompit aussitôt :

— Je souhaite, dit-elle, qu'il ne soit plus question de ceci entre nous. Il est des choses qui ne se pèsent ni ne se discutent. Je vous le répète, je n'ai cherché, je n'ai voulu que votre bonheur. Il ne s'agissait, dans ma pensée, ni du marquis ni de sa fille : il ne s'agissait que de vous, à ce point que, si mon idée vous eût souri et que le marquis s'y fût résigné, le bienfaiteur, à mon sens, ne serait pas vous, mais bien lui. Gardez vos biens; nous n'en sommes point jaloux. On dit que la pauvreté est amère à ceux qui ont connu la richesse. On se trompe, et c'est le contraire qu'il faut dire. Nous avons connu la fortune, et la pauvreté nous est chère.

Là-dessus, après s'être informée de la santé de son vieil ami et de quelle façon il menait l'existence, Mme de Vaubert lui donna poliment à comprendre qu'il n'avait plus qu'à se retirer, ce qu'il fit, très émerveillé de l'élévation des sentimens qu'il venait d'entendre exprimer. Il s'accusa d'avoir calomnié des intentions si désintéressés, et, quoi qu'il trouvât un peu bien étrange qu'en ceci le marquis dût passer pour le bienfaiteur, et lui, Stamply, pour l'obligé, il alla, pas plus tard

que le lendemain, se livrer, pieds et poings liés, à la discrétion de Mme de Vaubert, qui n'en parut ni joyeuse ni bien surprise. Elle témoigna même une vive répugnance à s'entremettre de cette affaire, par la crainte qu'elle avait, disait-elle, d'offenser les susceptibilités de ses amis. Stamply mit d'autant plus d'ardeur à la chose que Mme de Vaubert y montra moins d'empressement, et, s'il pouvait être plaisant de voir le cœur dupé par l'esprit et la bonhomie exploitée par la ruse, c'eût été une scène plaisante à coup sûr que celle où le bonhomme supplia la baronne, qui s'en défendait, d'intercéder pour lui, à cette fin que le marquis daignât consentir à rentrer dans un million de propriétés.

— Qu'on aime un peu le vieux Stamply, disait-il; qu'il voie, sur la fin de ses jours, des visages heureux lui sourire; qu'une main amie lui ferme les yeux, qu'on donne une larme à sa mort; ici-bas et là-haut, Stamply sera content.

On pense bien que Mme de Vaubert finit par céder à de si touchantes instances; mais ce qu'on ne saurait s'imaginer, c'est la joie qu'éprouva le vieux enfant après avoir préparé sa ruine. Il s'empara des mains de la baronne, qu'il pressa sur son cœur avec un sentiment d'ineffable reconnaissance : — Car c'est vous, lui dit-il d'une voix émue et les larmes aux yeux, c'est vous, madame, qui m'avez montré le chemin du ciel. — Mme de Vaubert sentit que c'était un meurtre de s'être jouée d'une ame si parfaite; mais, cette fois comme toujours, elle apaisa vite les murmures de sa conscience en se disant que la destinée de Stamply se trouvait intéressée au succès de cette entreprise, qu'elle ne s'y serait pas prise autrement pour assurer le bonheur de cet homme, et qu'en toutes choses la fin excusait les moyens. Il ne s'agissait plus que de tromper l'orgueil du marquis, qu'elle savait trop bon gentilhomme pour s'abaisser jamais à rien tenir de la main de son ancien fermier. La baronne écrivit ces trois mots :

« Bourrelé de remords, sans enfans, sans amis, sans famille, Jean Stamply n'attend que votre retour pour vous restituer tous vos biens. Venez donc. Pour prix de sa tardive probité, ce malheureux demande seulement que nous l'aimions un peu; nous l'aimerons beaucoup. Rappelez-vous le Béarnais : Paris vaut bien une messe. »

Un mois après, le retour de M. de La Seiglière s'effectua simplement, sans faste et sans bruit. Stamply le reçut à la porte du parc et lui présenta tout d'abord, en guise de clés sur un plat d'argent, un

acte de donation rédigé en termes touchans, et dans lequel le donateur, par un sentiment d'exquise délicatesse, s'humiliait devant le donataire.

— Monsieur le marquis, vous êtes chez vous, lui dit-il.

La harangue était courte; le marquis la trouva bien tournée. Il mit dans sa poche l'acte qui le réintégrait dans la propriété de tous ses domaines, embrassa Stamply, lui prit le bras, et, suivi de sa fille qui marchait entre Mme de Vaubert et Raoul, il rentra dans son château, aussi jeune d'esprit qu'il en était sorti et sans plus de façons que s'il rentrait de la promenade.

Et maintenant, pour nous en tenir aux suppositions de Mme de Vaubert, si Napoléon Bonaparte, réduisant la grandeur de son rôle aux proportions mesquines d'une probité bourgeoise, eût consenti à n'être que l'homme d'affaires de la famille des Bourbons; après avoir relevé, du bout de son épée, la couronne de France, si, au lieu de la poser sur son front, il l'eût placée sur la tête des descendans de saint Louis, il est à croire qu'à cette heure un chapitre de plus enrichirait le grand livre des royales ingratitudes. Nous ne prétendons outrager ni la royauté ni personne; nous ne nous en prenons qu'à cette ingrate espèce qui s'appelle l'espèce humaine. Sans aller chercher nos exemples si haut, restons pour en juger sur les rives du Clain.

JULES SANDEAU.

(*La suite au prochain n°.*)

DE

L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

DE LA FRANCE EN 1844.

I.

Une nation grande et puissante comme la France, dont le sol s'étend sur un vaste territoire, fertile dans la plus grande partie, fournit au travail de la production les moyens de s'exercer sous mille formes différentes. Depuis le labeur agricole, qui sert de base et de soutien à tous les autres, jusqu'aux recherches des arts les plus difficiles, les hommes occupent leurs forces et leur intelligence à la création de produits utiles et variés. L'échange journalier de ces produits entre les membres de la grande famille politique entretient un commerce immense et actif, et ce qui ne peut se consommer à l'intérieur devient la source d'un autre commerce, moins considérable à la vérité, mais d'une importance qui ne peut être méconnue. C'est par lui que se développent les liens divers qui nous rattachent aux autres nations civilisées, c'est par lui que nous pouvons porter jusque chez les peuples les plus sauvages les bienfaits des arts et de connaissances plus avancées; c'est enfin par le commerce extérieur, par la navigation qui en est la suite, par les richesses qu'il procure, par tous les moyens de

puissance qu'il met à notre disposition, que, comme état politique, nous consolidons le rang auquel nous avons droit de prétendre.

Le mouvement du commerce extérieur consiste dans l'échange des produits qui surabondent chez nous, après nos propres consommations satisfaites, contre d'autres produits dont nous manquons. Ce mouvement se compose de phases diverses dont nous nous bornerons à indiquer quelques-unes. Ainsi, c'est une chose importante pour le pays que de vendre à l'étranger un objet qui a reçu des mains-d'œuvre multipliées, qui a acquis ainsi une grande valeur, si cette valeur est appréciée, et que l'on nous donne en retour des produits qui auront chez nous une valeur supérieure. Il est encore avantageux de créer des produits qui s'adressent à la masse la plus nombreuse des consommateurs de l'étranger, quand même il faudrait pour cela laisser un article dans un état de médiocrité relative et loin de la perfection à laquelle il pourrait atteindre. Il faut enfin arriver à obtenir de l'étranger le plus haut prix possible pour ce qui aura coûté la somme la plus modique de capital et d'efforts.

Les métaux précieux servent à mesurer et numérer la valeur; il faut que le pays en possède une quantité suffisante pour qu'ils puissent aisément apparaître dans toutes les transactions où la nécessité et même le caprice exigeront leur présence réelle. Quand cette quantité suffisante existe, le crédit vient se placer à côté pour se substituer au métal et en faire l'office. Cette situation est favorable aux rapports commerciaux, et les affaires se succèdent sans devenir onéreuses. Si cependant les métaux précieux arrivent à être en excès, l'équilibre des valeurs de toutes les choses mises dans le commerce en est rompu, et une perturbation souvent fâcheuse en est la conséquence jusqu'à ce que l'emploi ou l'exportation de ces métaux comme marchandises ait fait cesser le dommage. Si, d'un autre côté, les métaux précieux ne sont pas assez abondans, tout ce qui tendra à les rappeler sera également à l'avantage du pays.

Vers la fin du siècle dernier, les gouvernemens européens et surtout celui de la France, attachant une importance exagérée aux métaux précieux, se montrèrent fort préoccupés de la recherche de la *balance du commerce*. Quelques-uns la poursuivent même encore. On voulait, en estimant minutieusement et longuement, d'après les prix courans commerciaux, toutes les marchandises dont l'entrée avait été constatée et toutes celles qui étaient sorties, juger par la différence ce que l'on supposait être l'appoint ou la *balance* fournie en métaux précieux d'un côté ou de l'autre. Les élémens de ce travail étaient

trop incomplets, trop défectueux, et trop de circonstances accessoires étaient omises pour qu'aucune induction réelle pût en sortir. Ce n'est pas que la balance du commerce n'existe pas, mais elle peut être plutôt sentie qu'appréciée avec exactitude. Il faudrait, pour l'obtenir, le concours d'un nombre d'explorateurs trop grand pour que l'on parvînt jamais à en réunir les travaux, et de nombreuses modifications viennent altérer les chiffres que l'on recueille, quelle qu'en soit l'exactitude.

Ainsi, un commerce spécial entre deux peuples peut être fait pour le compte seulement de l'un des deux qui en recueille seul les avantages ou en supporte les pertes; puis viennent les transports ou frets, les assurances, les droits à l'entrée et à la sortie, toutes choses qui composent une grande partie de la valeur des marchandises, et qui peuvent être acquises par l'un ou par l'autre des peuples commerçans. Enfin, le commerce de banque et les changes directs ou intermédiaires, les emprunts publics et les actions industrielles, altèrent à chaque instant les résultats par aperçu de la balance extérieure.

Le gouvernement du pays exerce une grande influence sur les résultats du travail et sur l'échange qui s'en fait : à l'extérieur, par les douanes, les prohibitions, les primes, les lois maritimes et les traités de commerce; à l'intérieur, par les impôts de toute nature dont il ordonne la perception, par les voies de communication, les monopoles et les faveurs qu'il accorde. Son but est toujours de développer et d'exciter le travail; mais les moyens auxquels il se rattache sont-ils toujours heureux? C'est ce que l'exposition qui vient de se clore nous a engagé à examiner.

La France est venue, pendant deux mois, assister à l'exposition des principaux produits de l'industrie nationale. Les étrangers sont accourus de tous les pays pour prendre part à cette solennité, et joindre leurs acclamations à celles de nos concitoyens. La foule empressée a manifesté une admiration chaque jour plus vive. La saison la plus belle de l'année, un ciel presque constamment favorable, la fête au milieu du travail, l'éclat et le choix des objets présentés, tout a concouru à charmer et séduire les esprits les plus rebelles. Cependant, aujourd'hui que le bruit a succédé au silence, que ces richesses réunies sont de nouveau dispersées, l'entraînement peut faire place à la réflexion, et l'esprit, plus libre, est maître de se livrer à quelques considérations sur les avantages réels ou imaginaires que la répétition des expositions industrielles peut avoir pour le pays et pour les exposans.

Il y a déjà dix ans que, dans ce même recueil, et à l'occasion de

l'exposition de 1834, nous essayâmes d'apprécier le mouvement industriel de la France (1). Les fêtes de juillet furent alors l'occasion de l'exposition et le prétexte sous lequel un but de politique intérieure se trouvait dissimulé. En voyant ce qui se passait autour de nous, nous ne pûmes nous défendre de jeter un coup d'œil rapide sur les tendances du pays au milieu des dernières vagues frémissantes de la révolution dont un si court espace nous séparait. Les hommes et les choses furent jugés, comme nous les vîmes alors, et avec une impartialité si rigoureuse, qu'après une longue période, nous trouvons que nos opinions n'ont subi aucun changement. Nous examinâmes les causes qui avaient motivé les premières expositions, et qui les ressuscitaient inopinément après une interruption de sept ans. Puis, dans un but d'utilité plus immédiate, nous essayâmes de comparer la part dont notre industrie nationale se trouvait en possession sur les marchés lointains, avec celle qui était le partage de l'industrie de nos rivaux, et nous dûmes souvent déplorer l'infériorité de nos débouchés. Sommes-nous parvenus aujourd'hui à conquérir la place à laquelle nous devions aspirer? Notre industrie s'est-elle révélée au monde comme entrée dans cette voie solide et ferme qui lui garantisse le succès? Nous craignons qu'il n'en soit autrement; nous n'entendons pas disputer le mérite à qui l'on a décerné de si éclatantes récompenses; des juges intègres et honorés pour leur savoir n'ont laissé de doute dans l'esprit de personne. Ce que nous voulons rechercher, ce sont les causes qui nous retardent, et l'avenir que nous réserve la direction imprimée au travail.

L'on peut appliquer le nom d'*industrie* (2) à tous les travaux produits sous l'inspiration de l'entreprise et de l'étude. L'industrie touche d'un côté à l'agriculture, qui en est elle-même la première branche; elle se termine de l'autre aux beaux-arts, à qui elle prête un aide puissant et qui la récompensent en la guidant et l'éclairant. L'exposition des Champs-Élysées a donc pu admettre entre ces limites tout ce qu'il était possible de transporter et de loger. Cependant il a fallu se restreindre, porter son choix sur ce qui était l'objet d'une fabrication ou d'une manufacture, donner en conséquence la préférence à ce qui exigeait le concours d'hommes se prêtant une aide mutuelle. Telle s'est présentée l'exposition, incomplète nécessairement, mais grande,

(1) *Revue des deux Mondes*, 15 septembre 1834.

(2) *Industria est alacritas et studium in labore suscipiendo, urgendo et perferendo.* Cicero Ernesti.

radieuse, brillante, entraînant après elle même ceux qui doutent encore de son utilité.

Rien, en effet, n'est plus controversable que les avantages sérieux et réels de l'exposition. Elle procure, il est vrai, une satisfaction vive aux ministres et aux hommes puissans qui sont chargés de la diriger et d'en faire les honneurs. Leur importance s'en accroît momentanément, et combien sont nombreuses les occasions de se créer des amis! Pour le prince, sa famille et sa suite, quelle jouissance n'est-ce pas de devenir pendant quelque temps comme associés, sans embarras, à tous les mystères et à tous les procédés des arts que l'on s'empresse de leur expliquer, et qui sont pour eux le sujet de tant de paroles aimables et gracieuses, paroles dont l'effet n'est jamais perdu et dont le souvenir sera précieusement gardé dans le canton de la France où il sera transporté! Viennent ensuite les citadins empressés autour de ce qui est spectacle et montre, se groupant devant les mêmes objets qui n'attirent pas leurs regards dans les magasins de nos boulevards et de nos rues, et enfin les explorateurs, dont les uns décrivent et les autres examinent les merveilles exposées.

Nous avons déjà eu occasion de le dire, comme foire européenne, comme bazar immense, l'exposition peut servir quelques industries, appeler sur elles l'attention qui les négligeait, leur conquérir plus aisément des consommateurs : elle devient utile surtout aux manufacturiers nouveaux en produisant leurs noms, et la même cause y retient les manufacturiers anciens, qui ne peuvent déserter le camp où leurs rivaux paraissent; mais aussi pour tous que de temps perdu, que d'affaires négligées, que de frais en pure perte! La justice du jury et la bienveillance de l'autorité accordent, il est vrai, des médailles et des mentions honorables qui recommandent la production auprès du public; mais comme presque tous arrivent à une distinction, et que le monde insoucieux ne s'enquiert pas des classes diverses, il s'ensuit que personne n'est précisément distingué. Que s'il s'agit de récompenses d'un ordre plus élevé, il est rare que celui qui les obtient ne soit pas déjà par sa situation une personne assez considérable pour avoir fixé les regards du pouvoir. Le sort d'une manufacture utile ne nous paraît donc dépendre en aucune façon du maintien des expositions, et si la fabrique est dirigée avec habileté, il est des cas nombreux où le grand jour lui sera fatal.

Nous ne sommes pas seuls à partager l'opinion que nous exprimons ici : ou l'article envoyé n'indiquera, quoique de bonne qualité, aucun progrès marquant, et alors il n'ajoute rien à la réputation dont jouit

le producteur; ou cet article se distingue par quelques qualités nouvelles, et dans ce cas qu'arrive-t-il? Le public, peut-être, sera mis à même de mieux l'apprécier; mais les rivaux du producteur, plus habiles et plus intéressés que le public, s'empresseront à l'envi de reconnaître par quels procédés particuliers on a pu arriver à la perfection qu'ils voient accueillie. Cette leçon donnée leur profitera, et sans avoir eu les chances des expériences à faire, les frais plus ou moins grands des tâtonnemens, ils se trouveront de plain-pied les égaux de celui qui les avait devancés. Puis viendront les investigations du jury dont l'enquête se poursuit dans les moindres détails et veut tout savoir pour tout apprécier. Arrivera enfin, mais non la moins dangereuse, l'exploration de l'étranger qui vient s'éclairer par la comparaison de tant d'objets réunis, et importe chez lui le résultat de nos découvertes et de nos veilles.

Telle est la perplexité du fabricant français : d'un côté la louange et la récompense qui la suit, la vanité, disons-le, plus ou moins satisfaite, l'espoir incertain de débouchés nouveaux; de l'autre les frais, l'abandon de ses affaires, la communication presque certaine à ses rivaux de ses moyens particuliers de réussite. Faut-il donc s'étonner de la répugnance que tant de fabricans éclairés témoignent pour les expositions? Doit-on s'émerveiller par exemple que la fabrique de Lyon et celle de Roubaix n'aient envoyé que des étoffes déjà passées dans le domaine public, *usées*, pour ainsi dire, sous le rapport du goût? Est-ce que leur ruine n'était pas attachée à la divulgation de leurs produits les plus *actuels*, de ceux que la saison prochaine doit révéler? Les succès de la plupart des industries dépendent du secret; l'homme industrieux qui aura inventé un objet qui peut plaire et attirer l'acheteur doit être en possession d'une espèce de monopole temporaire pendant lequel la vogue le dédommage de ses travaux, et qui cesse lorsque la tourbe des imitateurs vient partager sa récompense.

Les expositions ont pu être utiles au sortir de notre première révolution, lorsqu'il convenait de rassurer le pays et de lui prouver que tout esprit d'industrie n'avait pas péri dans la tourmente : elles ont pu servir encore les vues du chef de l'empire; depuis, il est permis de discuter leur mérite. Quant à nous, nous croyons qu'une exposition où l'on pourrait, même à grands frais, réunir les productions de l'industrie étrangère, si elle flattait moins notre amour-propre national, nous serait un sujet inépuisable d'émulation et d'enseignement. Dans une pareille exposition, il ne s'agirait uniquement que de l'industrie étrangère, de ses produits et de la recherche de ses débouchés. Nous

formons quelquefois le vœu que le pays sous ce rapport le plus avancé, la Grande-Bretagne, en vînt à se décider à ouvrir un concours à l'instar de celui qui vient de se fermer en France; mais nous doutons que ses fabricans répondissent à la voix qui les inviterait : chacun d'eux voudrait étudier ses concurrens, comme déjà ils viennent de le faire chez nous; aucun ne voudrait servir de sujet d'étude.

Une longue paix, les populations croissantes, une application mieux raisonnée des forces des hommes aux arts agricoles et industriels, a augmenté partout la masse des produits destinés aux besoins des nations. La richesse s'est trouvée représentée sous toutes les formes échangeables, et le crédit, se développant à sa suite, a déterminé des efforts chaque jour nouveaux. L'entreprise a calculé les avantages qui pouvaient être réalisés par le travail en commun et sous la direction d'une seule volonté. Toutes les fois que l'artisan ne s'est pas trouvé dans l'obligation d'un rapport direct avec le consommateur, il a dû se retirer et faire place au fabricant. Il n'est presque plus besoin de commander à l'avance, si ce n'est pour quelques objets spéciaux; l'on trouve partout et tout prêts tous les objets dont le besoin peut se faire sentir. L'extension donnée aux manufactures diminue le prix de revient, et la spontanéité du désir promptement satisfait augmente les consommations, qui souvent n'auraient pas eu lieu, s'il eût fallu les soumettre à la discussion et surtout à l'incertitude d'une satisfaction future. Telle est la voie où tous les peuples sont entrés, et les conséquences en ont été importantes.

Quel que soit le génie inventif et appliqué de ses habitans, la France n'est arrivée que sur un petit nombre d'objets, et non tous des plus importans, à cette perfection industrielle où ses rivaux l'ont devancée. Les choses où elle excelle sont surtout celles qui dépendent de ce sentiment presque indéfinissable que l'on nomme le goût, puis aussi celles qui veulent être aidées par le concours de la science, et où les hommes éminens qu'elle possède ont pu la guider. Cette part est belle assurément; cependant ce n'est pas celle qui, dans les relations avec les nations étrangères, peut mettre de notre côté la balance de la fortune publique. Les arts utiles qui s'occupent davantage des produits nécessaires à tous les peuples, et chez les divers peuples aux classes les plus nombreuses, sont justement ceux où nous sommes restés inférieurs.

Sans doute on ne peut considérer comme une chose fâcheuse que généralement en France le prix de la main-d'œuvre dans nos fabriques soit assez élevé pour qu'une aisance relative d'accord avec notre climat et les besoins de la vie soit le partage des classes laborieuses. Il vaut

certes mieux que le prix de l'objet produit soit plus élevé, quand quelque désavantage devrait en résulter, et ne pas voir dans notre patrie s'établir la misère et l'avilissement des ouvriers, tels qu'on peut les trouver dans des contrées voisines. Mais la main-d'œuvre n'est pas le seul élément de la production; les machines et les métiers nécessaires, les agens moteurs qui déjà ont exigé l'emploi de machines-outils antérieurs, sont trop chers en France, et nos progrès sont loin de répondre à nos besoins.

II.

L'exposition nous a révélé des progrès immenses dans la fabrication des *machines-outils*, destinées à servir de générateurs aux métiers employés plus immédiatement aux fabrications. Pourquoi ces améliorations ont-elles tant tardé, pourquoi ne sont-elles pas plus générales et plus importantes? C'est là certainement une grave question. Pendant long-temps on ne fondait pas de manufactures, parce que l'on manquait de mécaniciens pour les établir à un prix modéré; d'un autre côté, il fallait enfouir de tels capitaux dans la création des ateliers de mécanique que des demandes faibles et incertaines ne suffisaient pas à en provoquer l'établissement. Modèles, ouvriers, matériel, que de choses à rassembler avant d'être prêt pour la moindre commande! A ces difficultés venaient se joindre la rareté des métaux secondaires dont la nature nous a si pauvrement dotés, le haut prix comparé de la fonte et du fer, le défaut ou le manque de nos voies de communication pour le transport des combustibles; il a fallu surmonter tout cela, et, aujourd'hui que la situation s'est améliorée, on ne pourra refuser son admiration aux hommes courageux qui se sont mis en mesure d'aider les autres industries. Espérons que, le mouvement enfin établi, nous pourrons monter des manufactures, puisque nous possédons des mécaniciens à même de répondre à leurs besoins, et que ces derniers auront des travaux assurés par le développement de l'esprit d'industrie.

Le fer et le combustible sont les élémens premiers de toute industrie. Il faut, pour que nous puissions lutter avec l'étranger, que le fer soit abondant et partout à bas prix, et c'est à cette situation que les actes, non l'intention du gouvernement, ont été constamment défavorables. On a, il est vrai, protégé par un tarif élevé la production française contre l'importation étrangère, et il en est résulté un mou-

vement d'émulation et de concurrence qui a conduit les maîtres de hauts-fourneaux, de forges et d'usines diverses, à rechercher d'un côté les économies possibles, de l'autre l'amélioration des procédés. La fabrication du fer a donc fait de grands progrès, mais elle a été loin de recueillir toujours la récompense de ses efforts. La protection dont on l'entourait est venue profiter outre mesure et dans une tout autre proportion au propriétaire de forêts; c'est lui qui sans risques et sans travaux a obtenu l'avantage le plus certain.

En 1819, on a fabriqué en France :

110,500 tonnes de fonte au charbon de bois.
2,000 — au coke.
112,500 en total.

73,200 tonnes de fer au charbon de bois.
1,000 — à la houille tant exclusivement que partiellement.
74,200 en total.

En 1842, la production est arrivée

à 297,174 tonnes de fonte au charbon de bois.
102,282 — au coke.
399,456 en total.

et à 109,795 tonnes de fer au charbon de bois.
175,029 — à la houille.
284,824 en total.

Jusqu'en 1828 pour la fabrication de la fonte, et jusqu'en 1833 pour celle du fer, l'augmentation du combustible minéral a été très lente; c'est à dater de 1829, que la loi d'indemnité ayant versé des capitaux considérables dans la classe des grands propriétaires, les forêts, recherchées comme placement, acquirent une valeur relative très élevée, et le cours des bois à exploiter s'en ressentit. Le minerai de fer est très libéralement répandu par la nature sur la surface du sol français; mais certains gîtes, fort importans par leur masse et leur bonne qualité, se trouvent loin des mines de houille, et seulement à portée de forêts consacrées de tout temps à leur exploitation. Là, les maîtres de hauts-fourneaux et de forges se sont trouvés à la merci des propriétaires de

bois, l'imperfection ou le manque de voies de communication pour la houille interdisant encore tout appel à un changement de méthode. Aussi trouve-t-on que, de 1829 à 1840, le prix du charbon de bois, dont l'usage pour la fabrication du fer est indispensable, a doublé en Franche-Comté, dans les Vosges et dans la Haute-Marne, pays si riches en forêts. La concurrence des consommateurs y a contribué, mais les efforts des ministres des finances qui se sont succédé ont été le véritable principe du mal. L'état, héritier par succession des droits de la conquête franque sur la plus grande partie des forêts de l'ancienne Gaule, a agi dans leur aménagement comme un bourgeois économe qui n'a d'autre souci que d'élever le prix de la chose que seul il peut offrir à la concurrence des acheteurs. En Angleterre, dans le même temps, le charbon et le minerai, distribués largement par la concurrence des vendeurs, ont permis aux hommes entreprenans un immense développement de l'industrie, et c'est de la flamme des usines de cette île brumeuse que sont sortis les moyens d'acquérir la puissance souveraine qui régit la moitié du globe.

Les élaborations principales et accessoires du fer et de la fonte, la conversion de ces matières en acier, en tôle, en verges, en grosse taillanderie, etc., accroissent encore l'emploi du combustible. En réunissant ces divers travaux au traitement des matières premières, l'administration des mines trouve que l'on a consommé, en 1842, pour 45 millions 500 mille francs tant de charbon de bois que de bois, et pour 15 millions de houille, de coke, etc. C'est pour le bois un cinquième de plus qu'il y a dix ans, et pour les combustibles minéraux une augmentation de deux cinquièmes.

La fabrication du fer est une question de richesse et de puissance pour la France. Il faut que le fer soit abondant et à bas prix pour que notre industrie puisse lutter avec les industries étrangères; il le faut encore pour que l'agriculture ait de meilleurs instrumens et concoure de son côté à rendre la vie plus facile aux classes les moins aisées. Après l'état, on trouve comme possesseurs des forêts la liste civile, les communes et un petit nombre de grands propriétaires. Ces derniers suivent l'impulsion qui leur est donnée d'en haut et quelquefois la provoquent au moyen de leur influence politique. C'est par le fait un monopole qui s'établit et abuse de sa situation, car le producteur de fer ne peut lui échapper. Il serait de la sagesse du gouvernement d'amener par la réduction des mises à prix de ses coupes de bois un abaissement qui ne rendît pas vains, pour les consommateurs et pour les producteurs, les progrès que l'esprit d'ordre et d'économie, aidé par la science, a

obtenus depuis quelques années. Des soins extrêmes sont pris pour qu'aucun effet utile ne soit perdu dans la série des opérations métallurgiques, et sans doute le dernier mot n'est pas dit dans le résultat des améliorations, mais il ne faut pas que ce soit seulement pour le profit du propriétaire du sol.

La France fait chaque jour de plus grands progrès dans la voie du travail, et toutes les professions utiles sont respectées et honorées à mesure que l'oisiveté perd de son crédit; mais ni la véritable agriculture, ni la véritable industrie, ne réside dans la simple administration du propriétaire de la terre ou du capital, qui se borne à surveiller le fermier ou l'exploitant. Celui-là n'opère pas par lui-même, il profite seulement de la rivalité des travailleurs et d'une meilleure entente des travaux, dont la conséquence a été des produits plus importans. Le fermage a partout augmenté; la terre, à chaque mutation, a acquis une valeur vénale plus considérable, et cette réaction incessante, à laquelle aucun obstacle n'est venu s'opposer depuis trente ans, fait que chaque nouveau propriétaire se plaint du faible intérêt que rend la terre, lutte contre tout ce qui pourrait le réduire, et réclame toutes les mesures qui peuvent l'augmenter.

Le taux de l'intérêt, loyer ou usure des capitaux mobiliers, a éprouvé de graves modifications, il s'est abaissé avec le concours d'une sécurité plus grande, d'un crédit plus étendu; mais comme cette partie de la confiance publique reste toujours accompagnée de quelques chances, ce taux est encore supérieur à celui du loyer de la terre. Néanmoins l'on voit qu'à mesure que les richesses se forment et s'accumulent dans la même main, l'homme qui arrive à la fortune engage généralement une partie de son avoir dans la possession de la terre. D'un autre côté, l'agriculteur véritable, l'homme qui laboure et bêche, s'il peut réaliser quelques économies, se hâte de les échanger contre le morceau de terre qu'il trouvera à sa disposition. Celui-là aussi n'a point d'égard au fermage qu'il serait possible d'obtenir; il confond dans son esprit le loyer avec la rémunération du travail qu'il se dispose à appliquer à sa nouvelle acquisition, et dont il fait peu de compte. Il trouve ainsi son affaire avantageuse, tandis que le simple propriétaire doit rechercher toutes les occasions d'élever le taux de la redevance dont il a à traiter, et fait en sorte d'obtenir la plus forte part dans l'augmentation des produits, soit en valeur, soit en quantité.

L'état, les communes et la haute propriété ont donc été, avec des erremens différens, les véritables auteurs du maintien d'un prix relativement élevé pour les fers, et c'est en luttant contre eux avec toutes

les ressources de l'activité et de la science que les producteurs de fer ont amélioré une situation si difficile, en succombant parfois dans le combat. L'état maintenait la protection contre le fer étranger; mais par la mise à prix des coupes de bois, il ajoutait chaque année quelque chose au prix de revient du fer national. Chaque jour aussi la concurrence intérieure, la nécessité et le niveau atteint des droits protecteurs déterminaient une baisse du prix vénal au détriment du fabricant.

L'abaissement du prix du fer, qui se poursuivra plus vivement encore du moment où le gouvernement consultera le véritable intérêt du pays et non pas seulement le besoin de ses ressources journalières, a déjà produit une partie des heureux effets que l'on devait en attendre. La France s'agite en remarquant les pas rapides que toutes les nations font dans la voie de l'industrie et du travail. Les hommes capables se trouvent excités par l'impulsion publique, et malgré les insuccès de quelques-uns, les autres n'abandonnent pas la carrière. Dans le nombre, nous mettons donc au premier rang les mécaniciens, en leur tenant compte des entraves qui les arrêtent. Nous savons bien qu'une exposition publique ne saurait guère avoir lieu dans un pays voisin, car tout le pays est à la fois une exposition, et chaque comté, chaque bourg de l'Angleterre aurait ses merveilles d'art et de mécanique à produire; mais nous avons déjà comme garant de l'habileté de nos constructeurs de machines la demande de l'étranger qui en a tiré de France en 1837 pour environ 1 million 800 mille francs, en 1842 pour près de 4 millions 600 mille francs, et en 1843 pour près de 5 millions 400 mille francs. L'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Russie, l'Allemagne, presque tous les pays voisins, ont concouru à cette demande. Notre exportation en autres ouvrages dont les métaux sont la base, en fer, fonte, cuivre, etc., s'est élevée à 7 millions 458 mille fr. en 1842, et à 8 millions 725 mille fr. en 1843. Ces sommes sont encore faibles; nous les citons parce qu'elles indiquent la voie où nous entrons.

En possession de machines à planer, tourner, tarauder, étirer, découper de toutes manières la fonte, le fer et la tôle, nous ne craindrons plus de manquer des outils de la production. Toutes les machines qui ont été exposées étaient exécutées avec la netteté et la précision que réclameraient les instrumens les plus précieux destinés aux sciences mathématiques, condition indispensable aujourd'hui que le principe de la vie et du mouvement de ces forces puissantes est généralement puisé dans la vapeur, cette grande auxiliaire de l'homme,

mais en même temps puissance exigeante, brisant tous les obstacles qui voudraient la faire dévier de sa route.

L'exposition n'offrait pas de local suffisant pour que les machines à vapeur pussent s'y produire dans toute leur magnificence. Elles n'y ont été admises en effet que sur échantillons ou comme spécimen de systèmes divers. Cela a suffi pour démontrer que nous n'avions plus rien à souhaiter sous le rapport de la perfection.

Une foule d'inventions variées, dont la conception a pour but d'aider ou de préparer les travaux des hommes, ont frappé tous les regards. Quelques-unes sont dues au génie national, un plus grand nombre sont d'origine étrangère, mais heureusement imitées. On ne peut s'étonner de ce que nous sommes souvent réduits à emprunter, car nous ne sommes pas poussés par le stimulant de la demande, qui force à la recherche de toutes les économies possibles dans la fabrication. Nous allons lentement, surtout avec l'incertitude d'un amortissement pour un capital industriel, toujours si onéreux à créer. Il est facile de juger que, sans l'existence des causes qui ont retardé chez nous le développement de l'industrie du fer, nous aurions fait de tout autres progrès dans l'avancement des arts mécaniques.

Les nations modernes, produites par les migrations, les conquêtes, les réunions et les fusions que l'histoire a la mission de nous retracer, ont cependant, au milieu de ces élémens divers, conservé quelques-uns des traits les plus saillans des principales races auxquelles elles se rattachent. En dépit des individualités sans nombre qui s'écartent de la masse, le caractère d'un peuple se définit aisément, et il est aisé d'en généraliser les défauts et les qualités. Dans la poursuite des travaux industriels, nous sommes prompts à entreprendre, faciles à décourager; doués d'un esprit inventif, nous abandonnons aisément les découvertes que nous faisons pour les rechercher de nouveau quand l'expérience de nos rivaux a montré le parti utile que l'on peut en tirer. Cependant une chose qui est reconnue du monde entier, c'est que nous apportons dans la pratique des arts cette qualité précieuse que l'on appelle le goût et que l'on sent plutôt qu'on ne l'explique. En inventant comme en s'appropriant les inventions d'autrui, le Français cherche à donner à l'objet qu'il produit cette juste proportion dans la forme, cette heureuse harmonie dans le choix des couleurs, qui procurent à l'esprit observateur cette satisfaction qu'en-deçà on serait lourd ou grossier, qu'au-delà on pécherait par le défaut contraire. Si parfois un excès d'élégance entraîne vers la mesquinerie, si encore la séduction de l'étrangeté emporte vers des formes bizarres, le goût

national arrive pour rectifier ces erreurs du fabricant, et les produits français reprennent bien vite la place qu'ils doivent occuper. C'est sous ce rapport que les expositions faites en France se montrent surtout remarquables.

Le goût s'appuie en France sur une disposition naturelle à la culture des beaux-arts. Dans la capitale et dans les villes principales, l'attention des classes les moins aisées se porte avec avidité sur les produits nouveaux que chaque année enfante. Le peuple apprend à voir et à juger, et, malgré le renouvellement incessant des hommes de labeur dans les villes par les habitans incultes des campagnes, le sentiment des arts se fraie un chemin dans les intelligences les plus bornées, et concourt à amener à la perfection de nombreux articles de notre industrie.

Les bronzes, par exemple, comme article de commerce, ne sont pas un objet méprisable, et ils forment en valeur la moitié de nos exportations en métaux ouvrés. Les travaux du dessin, du moulage, de la fonte, de la ciselure, de la dorure et des autres accessoires, assurent une large part à la main-d'œuvre. Nos principaux fabricans sont en possession de faire pénétrer dans tous les pays les œuvres admirables qui sortent de leurs ateliers. L'art français reçoit le tribut des classes supérieures et des classes riches du globe entier, et la part du mauvais goût, de l'afféterie et de la petite manière devient moins grande chaque année.

Notre orfévrerie est également à l'abri de toute rivalité. Quelquefois obligée de sacrifier au goût bizarre et singulier des peuples étrangers, elle laisse néanmoins sentir la modification que la main française lui imprime. Les contours s'épurent et deviennent élégans, la ciselure brillante achève de donner la vie et de porter dans les détails la grace qui fait valoir l'ensemble. De véritables chefs-d'œuvre de dessin, d'art et d'assemblage de métaux ont marqué cette exposition, et justifient la vogue qui s'empresse auprès de nos artistes fabricateurs. Leur émulation les a portés vers l'étude de l'antique, vers les caprices variés des diverses périodes du moyen-âge, leur a fait aborder les recherches de l'art indien, réunir les oppositions des divers métaux précieux à l'éclat des pierres précieuses, et toujours le succès de leurs entreprises a scellé la confiance que leurs talens inspiraient à l'avance. Une exportation annuelle et presque régulière de dix à douze millions en orfévrerie, bijouterie, coraux et plaqués, indique le cas que l'étranger fait de nos travaux. Le procédé galvanique de la dorure et de l'argenture des métaux, appelé à prendre une grande extension, ne peut man-

quer d'accroître considérablement les avantages dont nous sommes déjà en possession.

Nous recevons de l'étranger, avec déclaration en douane et indépendamment de la contrebande, pour cinq à six millions d'horlogerie de toute espèce, et nos exportations restent au-dessous de deux millions. On jugera par là combien la fabrication française est loin de répondre à nos besoins. Nous n'entendons pas ici juger des exceptions honorables qu'il faudrait mentionner; mais les noms français ont si peu de faveur, que la plupart des pièces exportées doivent être signées d'un nom étranger. Cette circonstance est, au reste, quelquefois plus heureuse que loyale, car nous avons la mémoire récente d'un capitaine de navire français qui, exportant des montres à la Chine, ne demandait au fournisseur autre chose, si ce n'est que les mouvemens et les aiguilles pussent se maintenir ensemble jusqu'après l'arrivée du navire à Canton. Le procès qui s'en est suivi n'a été qu'un des nombreux épisodes de ce malencontreux commerce de pacotille, qui a tant contribué à discréditer le commerce français sur des points éloignés.

La fabrication des instrumens de précision, de mathématiques, de physique et d'optique, celle surtout des phares maritimes qui rassurent le navigateur contre les dangers des côtes, ont reçu des louanges méritées. Les sciences trouvent à se pourvoir amplement de tous les auxiliaires qui assistent l'homme dans les travaux qu'il entreprend pour reculer les bornes de nos connaissances.

Nous sommes inférieurs à l'Angleterre dans la coutellerie ordinaire à l'usage de toutes les classes, pour laquelle la bonté et la solidité suffisent, et doivent être unies à des prix fort modérés. Notre système de fabrication par le travail isolé est peu favorable à cette branche, qui s'améliore lentement. Quoique nous réussissions mieux dans la coutellerie fine, sauf une trop grande légèreté due à la recherche de l'élégance, nos exportations presque régulières se bornent à une valeur annuelle de 1,200,000 francs. C'est à peu près aussi le chiffre de nos exportations d'armes de toute espèce, dont deux tiers en fabrication de choix et un tiers en armes de traite. L'exposition ne nous a guère révélé que ce qui tient aux efforts dictés par le luxe ou par un choix particulier.

La coutellerie et les armes sont au nombre des articles importans d'exportation de l'Angleterre; cependant les manufacturiers de Birmingham et de Sheffield se sont empressés de venir explorer nos produits. Ils confessent avoir recueilli dans leur visite, au profit de leurs établissemens, des observations utiles et intéressantes, que personne

ne pourrait réunir par des démarches réitérées dans les magasins de vente. Ils rendent au travail français une pleine justice, mais ne peuvent concevoir aussi aisément les causes qui nous obligent à maintenir des prix excessifs pour tant d'objets utiles dans tous les détails de la vie, et pour les emplois où le fer se substitue graduellement à d'autres matières, comme par exemple les lits en fer.

La fabrication du fer est, comme on l'a vu, quadruplée en France depuis un quart de siècle. Elle commence à être plus en rapport avec nos besoins; mais le prix est encore trop élevé. L'application du fer à une foule d'emplois est sans limites possibles; aussi, à mesure que nous ferons des progrès, verrons-nous se développer des branches d'industrie fort arriérées encore, telles que la coutellerie et les armes, la clouterie, la quincaillerie, tant fine que commune, toutes choses pour lesquelles nous sommes dépassés par l'étranger.

A la suite des industries importantes que nous venons de signaler, il s'en trouve quelques autres d'un grand intérêt et qui touchent de très près au bien-être intérieur que les hommes recherchent dans leur domicile. En première ligne est la fabrication des meubles, et même celle des instrumens de musique, que nous ne devons considérer que sous leur rapport commercial. Là encore se rencontre la manifestation du goût français, avec ses recherches et ses études.

Les nations civilisées attachent une certaine importance à ce qui fait l'ornement intérieur et la commodité de leurs demeures. Le climat, qui nous tient renfermés chez nous pendant des heures si longues, nous a rendu nécessaire une variété infinie d'objets que ne peuvent apprécier les habitants des pays chauds. Non-seulement nous voulons que nos meubles soient commodes, mais encore que les formes et l'aspect nous en soient agréables, et dans nos tentatives pour y parvenir, nous sommes entraînés par l'esprit de changement. La mode, qui a remplacé le dessin pseudo-romain par celui du moyen-âge et de la renaissance, a produit une grande variété dans les formes des ameublemens. Elle a appelé le concours de la sculpture sur bois, de la ciselure des métaux, de la dorure, et parfois de l'application d'étoffes ou de matières précieuses. L'encombrement et les frais de transport empêcheront toujours que l'étranger s'adresse à la France pour autre chose que pour des objets de prix; mais dans cette occasion, nous gardons nos avantages, et les exportations ont été, en 1843, de 3 millions pour les meubles; 1,200 mille francs pour les instruments de musique.

Les arts de la sellerie et du carrossier étaient peu représentés à l'ex-

position, et cependant ils sont au nombre de ceux qui ont fait le plus de progrès. Avec la baisse des fers et des aciers et une meilleure entente de la mécanique, on a amélioré toutes les parties de ce service important, et chez l'étranger on commence à apprécier le travail de nos ouvriers; aussi l'exportation de 1843 est-elle déjà de 13 à 14 cent mille francs.

L'art du verrier et celui du potier sont au nombre de ceux dont la marche progressive peut être remarquée. Nos glaces n'ont point de rivales; après une longue hésitation, nos cristaux commencent à se montrer dignes de lutter avec ceux de la Bohême, de Venise et de l'Angleterre, et on ne pourrait sans être blâmé s'abstenir de mentionner les disques de flint-glass de grande dimension qui promettent de nouveaux progrès à l'astronomie. Ces articles ont fourni en 1843 à une exportation de 3 millions 200 mille francs, et il est vraisemblable que leur succès s'accroîtra.

L'exportation des porcelaines a été, en 1843, de 2 millions et plus pour la porcelaine ordinaire, et de 7 millions pour la porcelaine fine. En tout 9 millions; ce qui est une augmentation sur 1841 et 1842.

L'usage, dans les classes aisées, d'une poterie qui réunit aux avantages d'un prix modéré ceux de la propreté la plus grande, susceptible de devenir un objet de luxe en recevant l'application de la dorure, celle des peintures les plus précieuses et des ornements les plus gracieux, gagne chaque jour. De la faïence on a passé à la terre de pipe, et aujourd'hui la porcelaine a pénétré jusque dans les auberges de village. Nous continuons à fabriquer de bonne et belle porcelaine. C'est un des arts qui tend le plus à se développer; toutefois, en recherchant l'originalité de formes nouvelles, il est souvent arrivé au lourd et à l'incommode. Cela nous a paru aussi une pauvre idée que celle de l'imitation des chinoiseries. Le type chinois n'est recherché que parce qu'il indique pour le possesseur une rareté relative, effet de l'éloignement et de la difficulté; dès qu'on le verra descendre dans le domaine de tous, la mode s'en retirera, et les frais d'une entreprise excentrique seront aventurés. Quelle haute préférence nous donnerions aux efforts de laborieux fabricans qui chercheraient à établir dans la poterie plus usuelle, dans celle qui doit être encore long-temps destinée aux classes pauvres, un rapport suffisant entre le bas prix, la solidité et cette appropriation aux usages de la vie qui est elle-même de bon goût sans recourir à l'étrangeté. C'est par là que nous péchons, et la majeure partie de nos populations en est réduite à des ustensiles de terre grossière dont nous regrettons cependant de n'avoir pas vu les types plus

nombreux à l'exposition, du moins assez pour que l'on pût juger de la situation réelle, dans les diverses contrées de la France, de l'un des arts les plus utiles. Une exposition spéciale qui réunirait des échantillons de tout ce qui se fabrique en France contribuerait peut-être à éclairer les divers manufacturiers sur les ressources qui sont à leur portée. Les effets de la concurrence seraient là moins à redouter.

Toutes les professions tenant à être représentées à ce grand concours de l'industrie, beaucoup d'entre elles n'ont pu y parvenir qu'en alléguant ou produisant une méthode d'amélioration ou d'innovation sur ce qui se pratique ordinairement. Cela s'est principalement rencontré dans les arts secondaires qui tiennent à la construction des édifices. La fabrication des tuiles, de la terre cuite, des appareils de chauffage, de menuiserie de parquets, des stucs et des marbres factices, l'emploi sous toutes les formes des bois, des métaux et du marbre, exigeraient des volumes pour être seulement indiqués; mais presque tous ces objets ne sont pas susceptibles d'un commerce de mouvement. Leur emploi presque exclusif dans la localité où ils se produisent nous empêche de nous y arrêter, bien que chacun d'eux soit appelé à satisfaire un besoin ou une fantaisie et contribue à marquer notre ère de civilisation. Il en est autrement quand le commerce extérieur s'en empare, et dans l'impossibilité de nombrer en détail tous les articles qui ont passé sous nos yeux, nous dirons que l'on a exporté de produits français :

En 1843, pour	18,500,000 fr.	de mercerie,
	1,200,000	de tabletterie,
	1,200,000	de parapluies,
	5,100,000	de modes,
et	5,600,000	d'articles variés de cette industrie parisienne si élégante et si habile à séduire les consommateurs.

Sans doute c'est peu en valeur, mais cette valeur est précieuse parce qu'elle est presque toute d'industrie et de main d'œuvre.

Les arts chimiques ont aussi concouru à fournir à l'exposition une grande variété d'articles dignes d'être appréciés; ils contribuent également à notre commerce extérieur. La parfumerie, qui marche à leur suite, est une branche assez importante pour fournir chaque année pour 8 millions de produits à l'exportation.

Les préparations diverses que subissent les cuirs et les peaux, et qui les rendent propres aux usages domestiques, ont suivi le cours de toutes les améliorations. Aussi les exportations dépassent 8 millions

pour les peaux préparées, et plus de 21 millions pour celles qui ont été ouvrées. Les gants entrent pour 8 millions dans ce dernier chapitre.

La chapellerie paraît rester stationnaire dans ses progrès comme dans les exportations, qui depuis trois ans ne s'élèvent pas au-dessus du chiffre de 2 millions.

Tous les arts s'enchaînent et s'entr'aident. Moins de quatre siècles ont suffi à l'imprimerie pour renouveler la face du monde, car qui peut se dissimuler que c'est à cette merveilleuse invention que nous devons les changemens opérés par la propagation des connaissances et la diffusion de la pensée? Le papier, cet auxiliaire puissant, n'a point fait défaut dans le besoin et donne lieu à un commerce qui va sans cesse s'accroissant.

L'exportation du papier blanc, d'enveloppe ou colorié, a plus que doublé depuis dix ans, et est aujourd'hui de près de 8 millions. La fabrication à la mécanique a déterminé un énorme abaissement de prix qui a développé de nouvelles consommations. On a remarqué à l'exposition un moulin à papier destiné à la Belgique, et qui rivalise avec les machines de précision les mieux établies. Les arts qui se rattachent à l'emploi du papier se sont maintenus à la hauteur où ils étaient arrivés. La typographie, la lithographie, la gravure, les cartes, la musique gravée, fournissent à notre commerce extérieur un contingent remarquable, qui n'a pas été moindre de 9 millions 400 mille fr. en 1843. Il faut y ajouter 1 million 700 mille francs de papier peint. Ce dernier article, toujours guidé par le goût français, n'éprouve pas de rivalité.

III.

Nous avons sommairement apprécié notre commerce avec l'étranger de quelques-uns des articles principaux de l'exposition. Cette revue dénote la faiblesse de nos ressources et l'énorme distance à laquelle nous restons de nos rivaux. La Grande-Bretagne seule, après avoir retenu ce qui est nécessaire à son immense consommation, envoie au dehors annuellement autant de fer que la France elle-même en produit. Que l'on juge par là de sa supériorité sur tout le reste! Nous avons encore à examiner d'autres industries non moins importantes et d'utiles enseignemens à recueillir de ce travail. Nous continuerons de nous adresser pour cela aux documens précieux que livre à la publicité notre administration des douanes. Guidé par elle, on peut suivre, analyser et comprendre les moindres mouvemens du

commerce. Importation, exportations, transit, entrepôts, navigation et cabotage, tout est recueilli par elle et présenté dans un ordre méthodique, simple et clair. Seulement on remarquera qu'astreinte à ne se servir dans ses calculs que des chiffres officiels qui ont été adoptés en 1825, l'administration donne dans ses tableaux une évaluation exagérée à un grand nombre de marchandises. Ainsi à l'importation, les denrées coloniales, les teintures, les cotons, etc., à l'exportation, les tissus de coton, de lin, et presque toutes nos fabrications, entrent dans la balance pour des sommes qui dépassent d'un tiers ou de moitié la valeur réelle. Il n'existe pas chez nous de valeur déclarée ou rectifiée qui rétablisse à peu près la vérité.

Quoi qu'il en soit, et sans trop nous arrêter à cet inconvénient qu'un travail opiniâtre ne ferait disparaître qu'en partie, nous devons rappeler que notre législation accorde de grandes facilités au commerce de transit et de réexportation. Les marchandises, même celles que nous repoussons de notre consommation, sont, aussi bien que les denrées coloniales et les matières premières, admises à stationner dans nos entrepôts et à circuler sur notre territoire, sortant par les frontières de terre et de mer pour aller d'une nation à l'autre. La valeur du mouvement qui se fait, presque sans notre participation, sauf le bénéfice de frais modiques, de peuple étranger à peuple étranger à travers la France, est comprise dans ce que l'on appelle le *commerce général*. L'administration résume ensuite, sous le nom de *commerce spécial*, ce qui concerne seulement le commerce français, savoir : à l'importation les articles dont nous acquittons les droits pour les nationaliser et les consommer, et à l'exportation les articles nationalisés, les produits de notre sol et ceux de notre industrie. La différence entre le commerce spécial et le commerce général donne exactement la valeur des affaires de l'étranger, faites sous nos yeux et sous notre contrôle.

En 1843, le commerce général a été à l'importation	1,121,400,000 fr.
et le commerce spécial,	845,600,000
Laissant pour le commerce de l'étranger. . .	275,800,000
Valeur des marchandises transitées, réexportées ou laissées en entrepôt.	
Le commerce général a été à l'exportation	992,000,000 fr.
et le commerce spécial,	687,300,000
Laissant pour le commerce étranger.	304,700,000
Valeur des marchandises réexportées des entrepôts ou transitées.	

Notre territoire se trouve merveilleusement situé pour les commu-

nications entre les États-Unis, l'ancienne Amérique espagnole, le Brésil, les Antilles, l'Angleterre, et un peu l'Espagne d'un côté, avec les états sardes, le royaume de Lombardie, la Suisse et l'Allemagne centrale, partie du *Zollverein*, même la Belgique de l'autre. L'Angleterre n'emprunte guère la voie du continent pour son commerce des pays lointains; mais la Hollande par le Rhin et la Meuse, Brême et Hambourg sur la mer du Nord, Trieste sur l'Adriatique, Gênes et Livourne sur la Méditerranée, offrent le choix de routes diverses, autres que celles de la France, à l'industrie de l'Europe intérieure. Nous devons en conclure que les faits que nous allons examiner ont une importance bien plus grande que celle des chiffres dont nous disposons.

Nous pouvons, en comparant entre eux les produits de nos divers manufacturiers, en apprécier aisément la qualité et le mérite relatif; mais notre jugement n'aura tout son prix que lorsqu'il sera confirmé par celui des nations avec qui nous sommes en relations de commerce. Ayant prohibé les articles similaires, nous n'avons pas devant nous tous les termes de comparaison désirables, et ce n'est que par l'état de notre commerce extérieur que nous finissons par être éclairés. Les étrangers nous montrent, par l'usage plus ou moins étendu qu'ils font de nos marchandises, si, à leur égard, nous sommes dans une voie avantageuse. Une instruction semblable nous arrive quand la rivalité d'une autre nation vient troubler les débouchés dont nous étions en possession. C'est le consommateur étranger, libre de choisir entre toutes les provenances, dont il faut écouter la voix; car à l'intérieur nous sommes maîtres du marché, et personne ne nous le dispute. Nous allons donc, sous ce point de vue, examiner plus particulièrement la situation des quatre grandes branches d'industrie qui ont formé la partie la plus éclatante de l'exposition. La mise en œuvre de la soie, de la laine, du lin et du chanvre, et enfin du coton, est le résultat final de la plupart des arts que nous avons passés en revue. Le fer, les machines-outils, l'emploi de la vapeur et des autres forces motrices, les mécaniques les plus compliquées, la teinture, les apprêts et les arts chimiques viennent en définitive aboutir au filage et au tissage. Notre examen sera donc à présent plus minutieux, et si nous faisons usage de quelques chiffres, c'est que, sans eux, nos idées pourraient manquer d'appui et notre raisonnement rester sans force, réduit qu'il serait à de simples assertions.

Aucun pays, assurément, ne peut contester à la France la suprématie là mieux caractérisée dans les plus remarquables des tissus. On ne trouvera nulle part rien qui rivalise avec ce qui sort de nos manu-

factures françaises. S'il s'agit de la soie, nous présentons le velours, le satin, les étoffes riches et façonnées; pour la laine, nous avons les draps fins, les mérinos, les châles; pour le lin, les batistes, les linons; pour le coton, enfin, nos toiles imprimées. Est-ce à dire que nous ayons atteint le but, et que cette excellence nous assure l'avantage sur nos concurrens? Non, sans doute; nous avons dépassé le but, mais nous n'avons pas su nous y arrêter, et tandis que nous fournissons aux exigences de la richesse et du luxe, nous avons de la peine à lutter quand nous devons travailler pour des acheteurs plus nombreux qui prennent à la fois en considération le prix et l'usage.

Indépendamment des causes générales que nous avons indiquées comme ayant plus particulièrement jusqu'ici paralysé les efforts de notre industrie, nous signalons encore les droits imposés sur les matières premières, dont l'action se fait sentir même en dépit des primes de sortie. Le fabricant ne sait pas toujours à l'avance qu'il travaille pour l'exportation, toutes les chances doivent lui être acquises; puis, nous le redisons, les prohibitions absolues nous rendent inhabiles à connaître les rivalités que nous avons à combattre, et nous restons stationnaires quand il faudrait avancer.

Filer et tisser composent un des arts les plus anciens du monde. La laine des animaux, plus tard la soie, le lin, le coton, ont dû exciter vivement l'industrie des hommes, avant que l'on en vînt à produire les tissus d'espèces si variées qui signalent notre époque. Appliqués à l'embellissement de nos demeures et aux besoins de nos vêtemens, les tissus dont les populations font usage sont l'indice le plus certain de leur aisance ou de leur misère. Puis une puissance que tout le monde reconnaît, la mode, exerce un grand empire sur le choix des étoffes, comme sur les formes qu'elles doivent revêtir, et ce mobile en apparence si futile crée ou renverse la richesse en dépit souvent de la raison.

Presque tous les hommes sont susceptibles d'être vivement impressionnés par la vue d'une étoffe nouvelle, d'une couleur brillante, sombre ou bizarre, ou d'une coupe de vêtement se présentant inopinément à leurs regards. Si au sentiment d'une certaine étrangeté qui appelle l'attention, vient se joindre une appréciation d'harmonie, d'élégance ou de distinction dans la personne que nous voyons parée d'une façon à laquelle nous ne sommes point habitués, la mode est créée. Cette personne devient un type que chacun s'empressera d'imiter, sans songer que la grace que nous lui reconnaissons peut lui être tout-à-fait particulière, et cependant bientôt une population tout

entière adopte l'étoffe ou la mise nouvelle. La durée de la mode est incertaine; elle est d'abord le partage d'un petit nombre d'élus, puis elle gagne de proche en proche, luttant quelquefois malgré l'incommodité ou le mauvais goût. Des classes élevées, où elle a pris naissance, elle descend les degrés de la société, chassant devant elle les habitudes anciennes et les faisant disparaître, jusqu'à ce qu'elle-même succombe devant une mode nouvelle à laquelle un hasard nouveau aura donné naissance et qui est appelée à parcourir plus ou moins rapidement le même cercle. La durée de la mode est incertaine : fille d'un caprice, un caprice la détruit, et cependant cette puissance fugitive a dans son règne éphémère distribué la richesse, animé les populations et produit des effets économiques de la plus haute importance.

Les pouvoirs les plus élevés sont impuissans contre la mode. Elle suit la grace et résiste à la contrainte. Par exemple, en France, il est de prescription de ne se rendre à une invitation adressée par le prince que revêtu d'un costume particulier appelé le costume de cour. Les assemblées où ce costume est d'étiquette offrent le mélange le plus singulier de vêtemens de coupes différentes, empruntées à des époques diverses, d'ornemens de mauvais goût, de broderies capricieuses. L'artiste, l'homme de lettres, le citadin, qui ne sont pas distingués par un habit particulier, une espèce d'uniforme comme les fonctionnaires publics, comprennent qu'en sortant de la solennité à laquelle ils sont conviés, cette mise d'un jour ne peut les suivre dans la société de leurs amis, que la mode ne ratifiera pas l'habit à prétention, et on se hâte de le déposer, et avec lui la gêne qui l'accompagnait. L'habit de cour, lorsqu'il était aussi celui que les salons des hommes titrés pouvaient seul recevoir, devenant d'un usage fréquent, était soumis à la loi commune et à l'empire du goût et de la mode; il n'est plus que l'indice d'une obligation passagère, car le pays a trop la conscience de la valeur des hommes pour que l'aspect d'une broderie ajoute à la considération qu'il leur porte.

En respectant l'usage des tissus les plus importans, comme les draps, par exemple, et les soieries unies, auxquels elle ne s'attache que pour en changer les couleurs ou l'emploi, la mode amène chaque année presque une rénovation dans les soieries façonnées, dans les étoffes variées, mélangées ou imprimées. C'est par là surtout que nos expositions de l'industrie prennent chaque fois un aspect nouveau, aspect qui se reflète dans la foule environnante, séduite et charmée par le choix de tant d'objets destinés à lui plaire.

La mode prend indistinctement naissance dans tous les pays civilisés; en passant d'un peuple à l'autre, elle reçoit un cachet particulier qui laisse cependant toujours entrevoir son origine. En Asie, en Égypte, dans l'ancienne Thrace, elle a vaincu la répulsion de l'islamisme pour les coutumes franques, et elle fera au moins par l'extérieur une seule famille de toutes les nations. En attendant ce temps encore éloigné, les peuples barbares doivent être vêtus à leur guise, et nos échanges avec eux se baser sur d'autres goûts que les nôtres.

Nous allons, à cette heure, essayer de comparer notre commerce réel avec celui que l'étranger fait chez nous. Si dans les documens officiels de notre commerce d'exportation nous portons notre attention sur les articles de tissus, nous trouvons qu'il est sorti de France en 1843 :

	DE FABRICATION FRANÇAISE.	D'ORIGINE ÉTRANGÈRE.
Tissus de soie, pour.	129,579,499 fr.	33,469,810 fr.
— de laine.	79,576,547	20,967,605
— de lin et chanvre. . .	9,663,571	12,062,150
— de lin, batistes et linons.	8,252,320	328,840
— de coton.	82,070,943	39,186,182
— matières diverses . . .	487,216	1,175,208
Fils divers.	3,019,091	2,212,294
TOTAL. . .	312,649,187 fr.	109,402,089 fr.

Les tissus exportés de France, ayant une valeur totale de 422 millions, représentent près de la moitié de notre commerce général; pour avoir le taux du commerce réel des tissus, il faut donc en distraire 109 millions, ou au-delà du quart, qui appartient à la fabrication étrangère. Bien plus, notre commerce spécial renferme la consommation de nos colonies, qui n'ont pas la faculté de se pourvoir ailleurs et qui sont seules à acheter nos toiles natives ou nationalisées, et aussi une bonne partie de nos calicots ou cotonnades. Dans notre exclusion des marchés étrangers, les produits qui nous font défaut sont ceux que nos manufacturiers négligent par incurie ou par fausse direction, entraînés qu'ils sont par les applaudissemens des expositions publiques, si favorables aux articles de luxe et d'exception, si peu soigneuses de mettre en évidence ce qui tient aux consommations des masses. Un coup d'œil jeté sur les résultats particuliers de chaque industrie justifiera nos assertions.

Les soieries ont toujours été considérées comme une branche où tout le monde doit nous céder la palme. Nous possédons depuis long-temps

la production d'une partie considérable de la matière première que nous employons. L'élève des vers à soie fait chaque année des progrès au moyen d'une émulation puissante, des encouragemens donnés à cette culture et de l'habileté bien reconnue de nos mouliniers. La soie a paru à l'exposition depuis l'état de cocon jusqu'à l'état de préparation le plus avancé, même préparée par le teinturier à entrer dans la fabrication. Elle a justifié les efforts de l'agriculture et de la magnanerie, comme ceux du moulinage et de la teinture.

Des calculs faits avec soin, et qui remontent à un petit nombre d'années, établissaient à 8 ou 9 millions de kilogrammes la quantité des soies de toute nature versées dans les fabriques européennes par les pays d'Europe, le Levant et l'Asie orientale. L'Italie seule en fournissait près de la moitié, et la France était comptée pour 8 à 900,000 kilogrammes. Ces soies se répartissaient entre tous les peuples manufacturiers dans des proportions variées. La France, pour sa part, en a reçu, tant grèges que moulinées ou bourres,

En 1841. . .	1,418,000 kil.,	pour une valeur de	72 millions.
En 1842. . .	954,000	—	43
En 1843. . .	1,318,000	—	50

C'est en moyenne 1,230,000 kilogrammes pour une valeur de 55 millions, et sa production actuelle doit aller à bien près d'une quantité semblable.

Aux mêmes époques, nous avons exporté en soies de même nature, de notre cru ou nationalisées, même en soies teintes,

En 1841,	pour 3 millions	562 mille francs.
En 1842,	5	679
En 1843,	7	915

Et de plus notre territoire s'ouvrait pour laisser passer en transit,

En 1841,	pour près de	47 millions.
En 1842,	—	51
En 1843,	—	51

Ce transit est en moyenne d'une somme égale à nos propres importations, et les soies de la Lombardie, du Piémont et des pays orientaux, n'ont fait que traverser notre sol à la destination des manufactures aujourd'hui rivales de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la Suisse.

Si, comme nos efforts en témoignent, nous arrivons à nous passer des soies étrangères, nos rivaux ne nous trouveront plus en concurrence

avec eux sur les marchés de l'Italie; il est probable qu'ils en profiteront pour obtenir des abaissemens de prix, et de cette façon réunir contre nous une plus grande somme d'avantages. Ceci n'est certes point une crainte imaginaire; ainsi alimentés, et avec un système de fabrication moins coûteux que le nôtre, les pays que nous venons de citer nous ont atteints et nous devancent. Les exportations générales de 1843 comprennent, dans les articles de soieries,

	FABRICATION FRANÇAISE.	PROVENANT DE L'ÉTRANGER.
Foulards imprimés, valeur. . .	1,168,320 fr.	6,880,440 fr.
Étoffes de soie unies.	48,811,320	12,039,480
Rubans.	23,817,240	11,762,760

Si une immense supériorité nous est restée d'ailleurs pour les articles de goût, on ne peut plus vivement nous disputer, sur notre propre terrain, ce qui sert à la consommation générale.

Notre situation, pour l'industrie de la laine, est encore plus désavantageuse, car une première entrave s'est trouvée dans les exigences des propriétaires du sol; déjà ils ont renchéri le fer en doublant le prix du bois, ou du moins ils l'ont empêché de descendre à son prix normal; maintenant ils défendent le prix de l'herbe en faisant imposer la laine à 22 p. 100 de droits de douane, qui même, disent-ils, ne leur suffisent plus. Élever sans le concours d'aucun travail spécial la valeur vénale de la terre, puis le prix du fermage, et réclamer par suite une augmentation de protection sur les produits, est aussi funeste à toute industrie que si quelque mesure financière était instituée dans le but d'élever le taux de l'intérêt du capital et de resserrer le crédit. Nous confessons donc que le fabricant de lainage a eu dans cette occasion à lutter contre une difficulté grave, à laquelle les primes à la sortie des étoffes sont loin de remédier, car il en résulte une hausse artificielle sur les laines françaises. Au reste, le fabricant a, dans cette occasion, prêté aide de grand cœur au propriétaire, dans la crainte que le retrait du droit n'entraînât la cessation de la prohibition. Il a sacrifié le développement d'une industrie qui depuis si long-temps fait la gloire de la France au doux repos dont le système actuel lui permet de jouir.

Nos importations de laines étrangères se bornent, année moyenne, à une vingtaine de millions de kilogrammes, dont la valeur est aussi moyennement de 40 millions de francs. Dans la division des produits exportés, nous trouvons que les articles de lainage ont été, en 1843,

	FABRICATION FRANÇAISE.	FABRICATION ÉTRANGÈRE.
Tapis, pour.	391,000 fr.	835,000 fr.
Draps.	19,280,000	8,420,000
Casimirs et mérino. . .	5,693,000	4,124,000
Étoffes variées.	17,006,000	4,225,000
Bonneteries.	2,069,000	314,000
Étoffes mélangées. . . .	6,223,000	2,135,000
Châles.	26,964,000	790,000

On voit par ce petit nombre d'articles que nos fabriques continuent à rivaliser pour l'excellence, mais que, pour les qualités moyennes, elles ont oublié les exigences des peuples éloignés et les traditions qui avaient mis nos ancêtres en possession exclusive des débouchés du Levant, alors les plus importans.

Est-ce au manque de laines convenables à des prix modérés, est-ce à la mauvaise direction de nos fabriques qu'il faut attribuer la presque nullité des progrès faits depuis 1834 dans l'art des tapis? Le plus vanté de ceux qui ont paru à l'exposition était bien médiocre de qualité et de bien mauvais goût pour le dessin. L'éclat, et non l'usage, c'est à quoi l'on s'attache, et nous nous rappelons les paroles consacrées par l'enquête de 1834; l'on réclamait la continuation de la prohibition des tapis de Turquie, et l'on disait : « On les recherche, car ils sont bons, chauds et peu chers. » Hélas! nous n'avons pas vu à l'exposition de 1844 des tapis qui eussent ces qualités.

Dans l'industrie des châles, la France n'a point de rivale; c'est là un de ces tissus dont un goût délicat peut seul perpétuer la mode en le variant avec habileté. Aussi notre exportation de châles, après avoir été de 8 millions en 1841 et de 10 millions en 1842, est-elle arrivée à dépasser celle des draps, presque stationnaire ou même rétrograde depuis trois ans.

L'industrie du lin et du chanvre, qui touche de si près à tous nos emplois domestiques, a les plus grandes peines à se naturaliser en France depuis qu'elle est généralement sortie des mains de la famille pour entrer dans la classe des manufactures. Le rouet de la bonne femme et le modeste métier du tisserand cultivateur sont à la veille d'être voués à l'inaction la plus absolue. Le progrès des arts a troublé le dernier refuge de la pauvreté, et la France, à qui est due la découverte de la filature mécanique, n'a pas encore pu la mettre à profit d'une manière assez complète pour se passer de ses rivaux. Depuis long-temps le sol fertile de la Belgique était en possession de nous fournir la toile qui nous manquait, et venait suppléer à une partie de

nos besoins. Aujourd'hui nous demandons à l'étranger même le fil dont quelquefois nous avons fourni la matière première. Le remède de nos lois douanières s'est trouvé impuissant pour le détourner.

La France a acquitté en fil de lin et de chanvre :

En 1841. . .	9,915,000 kil.,	de la valeur de	40 millions de francs.
En 1842. . .	11,314,000	—	45 mill. 900 mille fr.
En 1843. . .	7,629,000	—	30 500

La législation, changée en 1842, a suspendu un moment l'importation, mais déjà les premiers mois de 1844, comparés à ceux de l'année dernière, montrent une progression notable. L'élévation des droits ne suffit plus à garantir nos filatures; ce n'est qu'en elles-mêmes qu'elles doivent chercher les moyens de repousser les produits étrangers. La surélévation des taxes protectives n'aboutirait plus qu'à développer la fraude.

En toiles de lin et de chanvre, l'acquittement a été :

En 1841,	d'une valeur de	18 millions	100 mille francs.
En 1842,	—	19	300
En 1843,	—	13	600

Il est vrai néanmoins de dire que certaines de nos fabrications sont encore demandées pour l'exportation, et que nos propres colonies prennent chez nous des toiles étrangères acquittées; il s'en est suivi, sans distinction de provenance, une exportation qui a été pour les toiles de lin et de chanvre :

En 1841,	de 14 millions	de francs.
En 1842,	de 10 millions	200 mille francs.
En 1843,	de 11	700

et pour les batistes et linons :

En 1841,	de 13 millions	100 mille francs.
En 1842,	de 8	300
En 1843,	de 8	300

On pourrait à ces chiffres rattacher une exportation de fils de lin et de chanvre qui va de 12 à 15 cent mille francs.

A quelle cause est due notre infériorité dans cette industrie si ancienne et presque liée à l'exploitation du sol? c'est ce que les investigations du jury pourront peut-être révéler; mais, en attendant, nous constatons que, supérieurs à tous pour faire de la batiste, nous ne comptons que sur l'étranger pour la toile qui sert à faire nos chemises. Au reste, nos exportations de batiste, si les avis que nous avons sont exacts, seraient elles-mêmes menacées, et en travaillant aux articles

d'un usage général, nos rivaux seraient sur le point d'arriver à la perfection dans ceux de luxe et d'exception.

Le coton, matière première exotique pour la France, supplée la soie, la laine et le lin. Par la modicité de son prix, il permet aux classes les moins aisées d'être convenablement vêtues et de compléter à peu de frais l'ameublement des plus humbles demeures, tandis que, employé par des mains habiles, il concourt à l'embellissement des plus riches palais. Depuis un demi-siècle, les efforts de l'industrie, en se portant sur l'emploi du coton, aidés par l'extension de la culture et la fertilité du sud-ouest de l'Amérique, ont produit une révolution tellement puissante, qu'elle a changé l'équilibre politique des états et modifié la situation des classes sociales des points les plus importans du globe. La bonne harmonie entre les deux rives de l'Atlantique n'est peut-être due qu'à l'existence du cotonnier.

La France marche après l'Angleterre, mais séparée par une distance énorme, dans l'exploitation de l'industrie du coton. Une partie de la Prusse, la Saxe, la Belgique, et surtout la Suisse y prennent aussi une large part. Nous nous en apercevons, car, à l'exception des tulles qui vont de l'Angleterre en Suisse, sans doute pour se déverser sur les pays voisins, les articles de coton qui transitent sur notre territoire proviennent des pays que nous venons de nommer.

Nos exportations comparées de 1843 ont été :

	FABRICATION FRANÇAISE.	FABRICATION ÉTRANGÈRE.
Tissus de coton et calicot, pour. .	17,626,000 fr.	1,411,000 fr.
Toiles imprimées.	49,900,000	12,480,000
Mouchoirs et châles.	4,713,000	6,831,000
Draps et velours.	974,000	639,000
Tulles et gazes.	1,306,000	9,242,600
Mousseline.	1,052,000	5,151,000
Bonneterie.	1,092,000	332,000

Nous voyons ici les toiles imprimées de Suisse et d'Allemagne remplacer les nôtres dans ces exportations, les mouchoirs et les châles de l'étranger surpasser ceux de l'Alsace, et les mousselines de la Suisse et de la Saxe quintupler le chiffre de celles de Tarare et de Saint-Quentin, qui cependant ont paru si éclatantes et si belles à l'exposition qui vient de se fermer.

La variété des dessins et la richesse des couleurs, le cachet de notre génie inventeur renouvelant sans cesse des choses où la nouveauté paraissait devoir être épuisée, n'ont cependant pu garder nos fabriques de Sainte-Marie aux Mines et des riches vallées de l'Alsace contre

l'envahissement du grand-duché de Berg et surtout de Glasgow. Cette dernière ville s'est substituée à nous dans tous les pays orientaux pour les cambayas et les mouchoirs rouges, dont une seule maison couvre pour ainsi dire le monde entier.

Les Anglais ont fait, il y a quelques mois, explorer en France la situation de l'industrie cotonnière (1). Ils ont trouvé que sur quatre mille filatures grandes ou petites, à l'exception de celles du Haut-Rhin, les métiers et les machines étaient dans un grand état d'imperfection ou de détérioration. Dans l'Alsace, on imitait les modèles anglais; mais l'établissement d'une filature bien ordonnée coûtait encore, malgré nos progrès, 30 pour 100 de plus qu'en Angleterre. Par l'emploi des cours d'eau, dont on peut disposer dans certains cantons, comme par exemple en Normandie, et ailleurs par une excessive économie dans le chauffage, on remédiait un peu à la cherté de la houille. Par défaut d'habileté, on employait, pour produire des numéros à finesse égale, des cotons d'une valeur de 20 à 22 francs par 100 kilogrammes de plus que cela ne se fait en Angleterre, et cela suffirait pour indiquer le désavantage dont nous sommes frappés.

Si ces détails sont exacts, comme nous le pensons, ils contribueraient à expliquer que c'est à la source première qu'est le mal, et que, lorsque nous aurons amélioré la filature, notre habileté dans la teinture et l'impression relèveront les parties les plus faibles de notre fabrication.

Notre infériorité dans la filature est telle, que, bien loin de prendre part à l'immense exportation en coton filé qui a lieu de la Grande-Bretagne, nous sommes obligés d'en recevoir d'elle, dans les numéros élevés, pour nos fabriques de mousseline, et cela en dépit des espérances que le droit protecteur avait fait concevoir il y a dix ans. La même cause, l'imperfection de nos filatures, et c'est une cause vitale, continue à empêcher le développement de notre commerce de bonneterie. Le Gard et l'Aube nous ont mis à même de juger à quelle énorme distance nous étions restés pour cet article. Soit en laine, soit en coton, la bonneterie est fort arriérée en France, et le haut prix paralyse non-seulement l'exportation, mais encore la consommation intérieure.

IV.

A Dieu ne plaise que personne puisse voir, dans cette esquisse rapide des tendances et des erremens de l'industrie française, aucun dessein de rabaisser le mérite de nos laborieux manufacturiers. Nous

(1) *Manchester Guardian*, décembre 1843.

nous sommes associé avec toute la France dans le concert d'éloges où le nom de presque tous a été, à si juste titre, proclamé. A ces louanges le gouvernement est venu joindre de hautes et brillantes récompenses, proportionnées à ce que chacun a fait. Un jury éclairé et consciencieux livrera plus tard à la publicité le motif de ses décisions, et sans doute aussi quelque chose des élémens qui ont guidé ses appréciations. Là nous trouverons certainement, sur l'emploi de tant de produits variés, sur le poids dont ils sont dans la balance commerciale, de précieuses indications destinées à compléter les renseignemens de l'enquête de 1834. Dix années se sont écoulées, et il serait important d'examiner si les promesses faites, si les améliorations espérées ont été obtenues et quelles causes ont pu les faire ajourner.

Un grand enseignement nous paraît caché sous les chiffres des tableaux de notre mouvement commercial. Là réside le principe qui doit raffermir et élever la puissance de la France. Agriculture, industrie, commerce, navigation, sont les premiers anneaux d'une chaîne qui se termine par la richesse, le revenu, la marine et le pouvoir.

Si nous insistons d'une manière si vive sur la nécessité pour la France de reconquérir pour ainsi dire la fabrication des articles courans et à bon marché, c'est encore que le système de prohibition absolue perd chaque jour de son terrain. L'Angleterre, qui n'a jamais reculé devant aucune mesure qui pouvait lui procurer un grand avantage, qui a fait autrefois la guerre à l'Espagne afin d'avoir le droit d'être seule à l'approvisionner d'esclaves, et qui la lui ferait volontiers aujourd'hui pour émanciper ces mêmes esclaves, afin de ruiner la Havane au profit de l'Inde Britanique, l'Angleterre a inventé le système de prohibition, et ce stimulant a développé l'industrie chez elle. Aujourd'hui cette arme est usée, les représailles sont trop faciles depuis que les peuples s'entendent mieux, et la Grande-Bretagne y a renoncé. Il est vrai que partout des droits protecteurs fort élevés ont remplacé la prohibition; ce n'est pas la même chose. Les relations ne sont pas actives; cependant elles existent, et il y a échange des industries diverses. Nous seuls, pour quelques articles, notamment les tissus de laine et de coton, nous avons conservé les dispositions de nos lois de 1796, et nos manufacturiers se sont opposés à toute modification. Est-ce à dire qu'un changement n'arrivera jamais? Nous ne le pensons pas; l'opinion s'éclaire, et, comme nous l'avons déjà dit, l'interdiction complète ne nous a pas été favorable; elle prendra fin un jour, et malgré les droits protecteurs, tant élevés doivent-ils être, nous verrons des tissus étrangers. Pour que notre industrie résiste convenablement à cette concurrence, il est de son intérêt de produire à bon marché, de lutter sous ce rapport avec

ce qui se fait ailleurs. Elle doit se garder d'être envahie, et en faisant ce qu'il faut pour cela, elle arrivera naturellement à reconquérir et à reprendre la place qu'elle devrait occuper dans les exportations.

Les expositions, comme nous l'avons vu, nous poussent constamment dans la voie contraire. La finesse, la beauté, l'éclat, c'est là tout ce qu'on répète parce que cela seul conduit aux distinctions. Le bon usage, la qualité intrinsèque, le bon marché, tout cela est dédaigné, et cependant c'est ce qui mène au débouché, au bien-être des populations, à la richesse du pays.

Toutes les nations chez qui le travail est honoré, et dont l'attention se porte sur le bien-être des classes pauvres et laborieuses, sont à la recherche de débouchés pour l'excédant de leurs produits. Faut-il, comme nous le faisons, s'adresser aux consommateurs étrangers pour leur offrir seulement les objets destinés au luxe et à la richesse? ou faut-il avoir en vue les acheteurs de tous les étages, même les classes pauvres, et par conséquent les besoins journaliers et utiles chez tous les peuples? Cette question est grave, et pour nous, comme on l'a vu, la solution n'est pas douteuse; le grand commerce est celui qui se fait pour les masses.

Peut-être pourrait-on objecter que les ouvriers employés à des produits riches, créés au moyen d'une plus grande habileté de main-d'œuvre, sont mieux payés que ceux qui font un travail auquel tout le monde peut atteindre. Nous le concédons, quoiqu'il y ait de grands exemples du contraire : aussi n'entendons-nous pas qu'aucun travail soit supprimé; mais un moyen de donner de l'ouvrage à plus de monde est de s'occuper aussi des objets plus simples et appropriés à plus de besoins. Le salaire sera moins élevé en exigeant moins de science; mais, sous un climat moins dur que celui de l'Allemagne ou de l'Angleterre, avec plus de ressources pour une nourriture convenable, ce salaire peut être suffisant; puis encore, en faisant pénétrer certaines industries au milieu des travaux agricoles, l'existence de l'ouvrier aura deux points d'appui, et n'arrivera jamais à l'excès de misère où l'extrême division du travail a conduit des populations voisines.

A ce propos de salaires, nous n'avons pu nous défendre de pénibles impressions en voyant figurer à l'exposition des produits variés qui ont été confectionnés dans les maisons de réclusion. Nous concevons l'embarras de la société en présence des hommes qu'elle a rejetés de son sein; cependant, par le système qu'elle adopte, elle fait revivre pour eux toutes les conditions de l'esclavage et non les peines de la

prison. Elle vend leur travail à un spéculateur qui en traite au meilleur marché possible, et qui, au moyen d'une tâche imposée et des moyens de coercition que lui accorde l'administration, s'efforce d'en tirer le plus grand parti. Certainement, c'est là le travail esclave, et peut-être n'aurions-nous pas à le blâmer, s'il ne venait pas s'interférer avec le travail de l'homme libre. Des travaux rudes et grossiers, dont l'extension est indéfinie, n'offrent aucun inconvénient, n'amènent aucune perturbation si la société y applique les criminels; mais le réclusionnaire qui travaille le cuivre, le marbre, fait des gants ou d'autres articles usuels, réduit, par sa position, le salaire de l'ouvrier qui lui fait concurrence : c'est exactement le travail esclave en présence du travail libre.

Les nombreuses colonies que la France avait semées sur le globe lui ont presque toutes été ravies. Dans son incurie inintelligente, elle a méconnu la valeur de celles qui lui restaient, et qui chaque année descendent un peu plus dans le cercle de misère qui leur est assigné. Personne ne s'occupe ni de les relever, ni de les remplacer, et quand des hommes forts et intelligens sont tentés d'essayer la fortune des contrées lointaines, tous reculent devant l'aspect misérable des pays qui appartiennent encore à la France. Quinze mille Français sont à Montevideo, et si le Mexique n'eût pas adopté des lois inhospitalières, on aurait peine à nombrer ceux de nos concitoyens qui l'habiteraient. Nos compatriotes vont partout, excepté où la France conserve son pouvoir; ceux de race germanique et leurs voisins les Souabes se rendent de concert aux États-Unis. De grandes forces sont perdues pour la France sans que ce sacrifice lui conquière nulle part un seul point d'appui. Nous n'avons ni possessions lointaines, ni peuples barbares à gouverner; notre situation commerciale exige d'autant plus d'études et de soins.

On n'obtient et on ne conserve des débouchés que par une activité et une surveillance de tous les jours. Si le progrès d'un rival se manifeste, il doit être combattu par un progrès égal; il ne faut pas que le sommeil gagne la France. On fait le commerce chez elle, sans elle, sans s'inquiéter d'elle. Elle-même en prend peu de souci, et tout est dit quand on s'est mutuellement complimenté.

Nous n'avons pas à pénétrer dans le secret des délibérations du cabinet, mais là surtout l'esprit de suite et de tradition paraît manquer. Tantôt on néglige et on oublie les plus graves intérêts de nos relations commerciales anciennes; puis, une circonstance surgissant, on se passionne et on s'engoue pour d'autres erremens. Un diplomate, déplacé

par une considération politique, fait songer que la Chine a enfin consenti un traité avec une nation européenne, et l'on se dit que nous devons amener le céleste empire à une concession pareille. Un armement brillant emporte bientôt l'ambassadeur et sa suite et des délégués commerciaux, tous gens de mérite, charmés cependant d'avoir une longue traversée à faire pour acquérir dans le voyage quelque connaissance de ce qui se rattache à leur mission, et surtout des langues, même européennes, qui leur seront nécessaires, et que tous à peu près ignorent. La France reste les yeux fixés sur cette expédition, dont elle attend des renseignemens jusqu'ici inconnus, et cependant qu'y a-t-il à apprendre de la Chine que tout le commerce et même le ministère ne sachent parfaitement? Si nos rapports avec les Chinois ont à se développer, ce sera par une consommation plus grande du thé, de quelques drogueries, de la porcelaine et des articles variés d'une industrie assez semblable à celle que nous nommons *articles de Paris*. Quant aux exportations, l'Angleterre nous paie chaque année une espèce de tribut pour renoncer au commerce immoral de l'opium; ce qu'il y a de plus important ensuite se compose de coton filé, de calicot grande largeur, de draps d'une dimension appropriée et d'un prix modéré, de camelots, etc., toutes choses où notre infériorité est reconnue, parce qu'il ne s'agit plus d'articles de luxe, mais bien d'articles d'usage utile. Les Américains eux-mêmes savent tout cela, et tandis que nous délibérons sur les essais que nous voulons faire, la seule ville de Boston, aux États-Unis, a expédié, en 1843, pour les mers de l'Inde, de l'Orient et du Sud, soixante-six navires, dont seize à la seule destination de Canton et d'autres points de la Chine. Au reste, nous ne nous appesantirons pas sur cet incident dont le dénouement arrivera bientôt. L'expédition a encore d'autres missions qui peut-être nous dédommageront, celle entre autres, non de rapporter des soies de la Chine, mais bien d'apprendre les méthodes de culture pour les rapporter chez nous.

Pour régulariser le développement de l'industrie française, pour contribuer à la placer dans des voies de durée indépendantes, autant qu'il se pourra, des caprices et des variations de la mode, il faut le concours du gouvernement aussi bien que celui du commerce. Le commerçant doit, à ses risques et périls, rechercher les débouchés, interroger les besoins des peuples divers, reconnaître ceux qui ne sont pas satisfaits, et aviser aux moyens d'y pourvoir qu'offre notre industrie. La tâche du gouvernement est de suivre pas à pas le commerce dans ses explorations, de veiller sur lui au moyen de notre

marine, et de lui offrir l'appui d'agens consulaires avant même que le besoin s'en fasse sentir. Ces agens doivent avoir double mission, celle de protéger les nationaux, celle de s'informer des plaintes que leur manière de trafiquer pourrait exciter. Il n'y a personne qui ne sache qu'au retour d'une expédition lointaine, si un article d'exportation a réussi, le pacotilleur ne manque pas, en faisant une nouvelle commande, de dire au fabricant qu'il entend avoir *quelque chose de plus avantageux*, c'est-à-dire qu'en amoindrissant la qualité et le prix on sauve l'apparence. L'article ainsi amoindri est porté au consommateur comme étant d'une valeur identique et n'est reconnu que par l'usage. Les marchandises françaises vont ainsi en se discréditant, et notre renommée se perd sans retour.

Le système commercial de la France dans ses rapports avec l'étranger se rattache à quatre ou à cinq de nos départemens ministériels. Les affaires étrangères règlent la diplomatie, nomment les consuls et les agens de qui nos négocians devront réclamer aide et protection; la marine suit sur toutes les mers notre navigation marchande pour la soutenir et la défendre, et elle a la nomination des autorités des colonies; les finances, gardiennes des intérêts du trésor, entendent être écoutées dans toutes les questions de taxes et de tarifs. Enfin, arrive ce que nous appelons le ministère de l'agriculture et du commerce, qui demande à chacun des autres les renseignemens et les informations qui ne lui parviennent ainsi que par voie indirecte. Limité dans sa juridiction, plus limité encore dans ses moyens d'agir, il ne touche par lui-même presque à rien d'important, et émet seulement des opinions sans pouvoir les faire prévaloir. Les idées d'assimilation et de centralisation, qui nous préocupent plus que le résultat même de l'action gouvernementale, ont ainsi réglé les choses de l'administration, qu'un ministre demande un travail à un directeur, qui le demande à un chef de bureau, qui parfois transmet la demande à un autre employé. Le rapport remonte par la même voie accompagné de notes successives, refondu s'il y a lieu dans son cours, mais sans être jamais le produit d'une discussion sérieuse, car tout s'est passé entre le supérieur et l'inférieur. Au-dessous du ministre, chaque homme est un rouage et se garde bien de sortir de son engrenage, car la hiérarchie en serait affectée. Que peut-on attendre de sérieux, de grand, de suivi, d'une semblable organisation pour la prospérité commerciale du pays? Où se trouveront les traditions, le souvenir des entreprises dès long-temps conçues et méditées, enfin le plan d'ensemble qui doit guider même les successeurs que la poli-

tique des temps et des hommes doit amener? Nous concevons un *ministre président du bureau de commerce*, un homme politique changeant avec les partis, s'il le faut, mais s'appuyant, dans de si grands intérêts, sur l'avis discuté devant lui par les membres d'un bureau choisi dans des hommes de capacité et d'expérience, n'éprouvant guère d'autres mutations que celle qu'entraîne le cours de la vie humaine et enfantant des résolutions empreintes d'un esprit de force et de durée. Un semblable bureau, auquel viendraient prendre place, à titre égal, des directeurs pris dans les autres branches d'administration dont le concours est nécessaire, pourrait délibérer en présence même de tous ceux des ministres qui y seraient intéressés. Tous sortiraient de cette réunion éclairés pour le conseil qui lui succéderait. Le bureau de commerce rendrait superflues ces commissions temporaires dont un si petit nombre termine ses travaux par une délibération utile et praticable; il rendrait encore inutile le conseil supérieur, qui renferme des noms illustres, mais si peu d'hommes éclairés par la pratique des affaires du temps présent. L'avenir du peu de colonies qui nous restent, la création d'établissemens nouveaux, nos rapports commerciaux avec tous les peuples, la dignité du nom français, les intérêts de notre marine, la direction de notre industrie, seraient des sujets perpétuels de méditation; la confiance du commerce s'en accroîtrait, et peut-être verrait-on cesser la répugnance des maisons françaises à fonder des comptoirs dans les pays lointains.

La paix entre les grandes puissances est rétablie depuis trente ans, et malgré les nuages que les évènemens peuvent soulever, elle est trop dans les intérêts de tous les peuples et de tous les gouvernemens pour que les passions les plus vives puissent la troubler. La guerre mettrait le commerce du monde aux mains des nations qui garderaient la neutralité, et personne ne veut grandir ses rivaux en fortune et en richesse. Le monde est donc ouvert à tous ceux qui voudront et sauront l'exploiter : non pas qu'il n'y ait bien des pays déjà soustraits à l'activité générale, monopolisés par le protectorat ou la colonisation; mais ce qu'il en reste offre encore d'immenses ressources, et le commerce français ne peut se décourager. Le devoir du gouvernement est de l'accompagner dans ses travaux, de placer, partout où nos nationaux peuvent être appelés, des agens consulaires en nombre suffisant pour que la protection ne fasse jamais défaut. Non-seulement de semblables emplois doivent être le partage d'hommes dignes, éclairés et fermes, capables de faire respecter le pavillon qui flottera sur leur demeure; mais, en exigeant d'eux de grandes qualités et des connais-

sances variées, il faut que le pouvoir leur donne les moyens d'exercer sur ce qui les entoure une influence légitime et de soutenir le rang qu'ils ont à garder. Dans les deux Amériques, en Asie, dans les pays orientaux, dans le Levant, nos consuls doivent vivre sur le pied d'égalité avec les agens des autres nations européennes; autrement leurs efforts se trouveraient paralysés. Le pays ne peut reculer sans honte devant des sacrifices dont le but, après tout, est d'assurer à la France une part plus grande dans le trafic du globe. A Manille, à Canton, à Macao, à Calcutta, à Bombay, etc., partout enfin, c'est à des maisons anglaises ou américaines que nos négocians et nos capitaines sont réduits à se consigner, et des comptoirs français seront plus faciles à fonder, quand des consuls considérés et puissans les décideront par leur présence.

Nous sommes tenté de penser qu'une exposition comme celle qui vient de se clore devrait être remplacée par une institution bien autrement profitable; ce serait celle qui réunirait et mettrait sous nos yeux les produits étrangers, soit ceux qui nous font concurrence, soit ceux de pays lointains susceptibles de nous servir de modèles. L'instruction que nos fabricans ont reçue l'un de l'autre, cette instruction qu'ils ont donnée à l'étranger, ils la recevraient à leur tour, et le profit ne pourrait qu'en être immense.

Comme le président du jury (1), nous avons admiré *la magnificence de nos soieries*, en déplorant que les soieries unies, les rubans, les velours de Creveld, produits de l'Angleterre, de la Suisse et de la Prusse, prissent notre place à l'étranger; — *la finesse de nos tissus, la perfection de nos dentelles*, en regrettant de voir que, si nous faisons de la batiste, nous avons besoin de l'Angleterre pour avoir du fil, et de la Belgique pour avoir de la toile; — *la légèreté de nos châles*, en craignant qu'un retour de mode ne vienne quelque jour compromettre une industrie qui exporte aujourd'hui pour 27 millions, tandis que la draperie, fabrication sûre et régulière, reste stationnaire ou décroît; — *la richesse de nos tapis*, qui à la vérité ne font pas de grands progrès dans l'usage domestique, parce que le haut prix les bannit des demeures modestes. Sur presque tout le reste nous adhérons à des louanges qui n'ont été répudiées par personne. Cependant, quand le but est aussi sérieux, les jouissances de la vanité devraient être comptées pour peu de chose.

D. L. RODET.

(1) Discours de M. Thénard, *Moniteur* du 31 juillet.

LES

CAISSES D'ÉPARGNE.

L'ancien régime avait couvert la France d'ordres religieux que la révolution a détruits; le vide laissé par ces institutions grandes et disparues, que le temps avait formées et que le temps a renversées, se fait encore sentir dans la situation troublée de notre industrie. L'assemblée constituante, en réorganisant la France sur les bases nouvelles de la philosophie et de la liberté, s'aperçut, au sourd malaise des consciences, qu'elle commençait une ère de transition dont elle ne verrait pas le terme. Elle ébaucha à grands traits un système économique sur lequel nous vivons encore à cette heure, mais qui laisse en dehors de soi, il faut le reconnaître, de graves questions et d'immenses intérêts. Cette assemblée, qui osa tout le reste, recula effrayée devant la solution du problème de la misère. N'ayant point le loisir de s'arrêter dans un temps où tout marchait, elle passa outre, et nous légua un avenir chargé des orages que cette question soulève quand elle s'agite chez un peuple. Les gouvernemens qui se sont succédé ont péri devant ce fantôme menaçant, toujours debout sur la route de l'avenir, comme celui que les compagnons de Gama rencontrèrent sur le chemin du Nouveau-Monde. La république avait tenté de forcer le passage à l'aide d'efforts gigantesques; elle attaqua le problème par

toutes les armes qu'elle avait alors dans la main, la destruction, les assignats, le maximum; or, si la force est impuissante, c'est surtout lorsqu'il s'agit d'organiser dans une société comme la nôtre une position stable et régulière : elle échoua. L'empire n'eut presque point à s'inquiéter du sort des classes ouvrières dont il employait les bras à une guerre éternelle; c'était une besogne toute trouvée. La restauration comprima les forces vives du pays, et avec elles les idées sourdement militantes qui agitaient la surface du peuple; mais comprimer n'est pas régner : elle en fit l'épreuve en tombant. Le gouvernement de juillet hérita de l'expérience et des embarras de ses devanciers; dès son début, il se trouva en présence de ces questions un instant amorties qui se redressèrent bientôt avec des mouvemens formidables. Les partis choisirent précisément pour y établir leur champ de bataille ce problème du travail et de la subsistance qui avait résisté à la gloire de l'empire comme aux froids dédains du gouvernement déchu. L'ordre fondé en 1830 est sorti victorieusement de la lutte. Ce résultat, il le doit surtout aux principes économiques où il a puisé toute sa force. Dans un temps où les intérêts ont pris la place des croyances, le moyen de s'en faire une défense, un rempart, c'est de les associer, de les unir, de les souder, pour ainsi dire, les uns aux autres dans ce qu'ils ont de commun. Aux institutions religieuses, irrévocablement détruites, doivent succéder des institutions économiques qui les remplacent dans leur destination tutélaire. Ce besoin s'est traduit depuis quelques années, en France, par des tentatives incroyables. Passons sur les cendres encore tièdes de ces entreprises colossales qui, sous le nom de commandites, ont agité la fortune publique. Il ne faut pas s'effrayer des ruines dans une voie et sur un sol inconnus qui tremblent encore des dernières secousses que leur a imprimées la chute d'une société établie par plus de huit siècles. Aujourd'hui une foule innombrable de compagnies mutuelles d'assurance s'élèvent sur des millions, les unes bonnes, les autres mauvaises, mais toutes fondées autour de ce principe vital, l'association. Au milieu de ces caisses, de ces banques créées par la spéculation, et sur lesquelles l'état étend plus ou moins sa surveillance, il existe une institution qui les efface toutes : nous voulons parler de la caisse d'épargne. Ce n'est pas seulement par la masse de son numéraire qu'elle défie toute rivalité, sa destination la rend encore plus précieuse à nos yeux; la caisse d'épargne est le grand livre des ouvriers.

La véritable origine des caisses d'épargne doit être rapportée à l'Angleterre, ou, pour mieux dire, à l'Écosse. La Suisse a revendiqué

l'honneur de cette création; mais les caisses d'épargne, si l'on peut leur donner ce nom, qui existaient, depuis un grand nombre d'années, dans le pays, étaient complètement inconnues au dehors : il ne serait jamais venu à personne l'idée d'aller les chercher là, et, de plus, le système sur lequel elles étaient fondées méritait peu de trouver des imitateurs. Par une force d'attraction peu commune, l'institution, à peine établie en Angleterre, fut exportée en France; deux années lui suffirent pour traverser le détroit : 1816 avait vu fonder la première caisse d'épargne à Londres, 1818 vit naître la caisse d'épargne de Paris.

Nous devons arrêter un instant nos regards sur ces caisses d'épargne d'Angleterre, qui ont servi de modèle aux nôtres; leur but fut celui-ci : ouvrir aux plus basses classes de la société un lieu de dépôt pour leurs petites économies, en leur accordant, chaque mois, un intérêt raisonnable, et en leur laissant d'ailleurs toute liberté de retirer leur argent, en tout ou en partie, à quelque époque que ce soit. Un écrivain français signala, en 1817, le système d'organisation de la caisse d'Édimbourg, qui était et qui est encore la plus importante des trois royaumes. On y reçoit toute somme au-dessus d'un shelling; mais, quand la masse des dépôts d'un individu s'est une fois élevée à 10 livres sterling (dix louis), on lui ouvre alors un crédit équivalent sur une forte maison de banque, et la caisse d'épargne continue d'enregistrer, comme par le passé, ses économies. Les résultats de ces petits placemens sont plus considérables qu'on ne l'imaginerait d'abord : une épargne de 2 shellings par semaine, continuée exactement pendant vingt années, s'élèvera à un capital de 104 livres 12 shellings (2,510 fr. 50 c.); ce qui, avec les intérêts, calculés sur les statuts de la banque d'Édimbourg, donne une somme de 157 livres sterling (3,768 francs). Les caisses d'épargne, comme on le voit, ont donc été fondées sur ce double principe, que les petits courans forment les grands fleuves, par suite des accroissemens continus, et que le moyen de toute amélioration dans la condition matérielle des hommes, c'est le sacrifice des convoitises du moment au bien-être de l'avenir.

Le dimanche 15 novembre 1818, un certain nombre de banquiers, à la tête desquels se trouvait M. Benjamin Delessert, sous la présidence de M. le duc de Larochefoucauld-Liancourt, ouvrirent la première caisse d'épargne française, qui rencontra plus d'un genre d'obstacles. Le gouvernement d'alors envisageait avec une sourde défiance les progrès d'une institution qui contrariait ses desseins; loin de rien faire pour propager les secours de la prévoyance, il employa

sa puissance à les limiter; tandis que l'Angleterre se couvrait de caisses d'épargne, il n'en existait pas en France plus d'une dizaine au moment de la révolution de juillet. Le nouvel établissement eut surtout à lutter contre une autre institution fameuse, qui flattait par ses promesses séduisantes la misère du peuple. Au reste, le résultat de ce duel ne pouvait être long-temps douteux; la victoire pencha du côté des doctrines économiques de l'époque et de l'inexorable bon sens : la caisse d'épargne venait de naître, la loterie disparut.

Il ne faut calomnier personne; aujourd'hui surtout que la loterie est au rang des institutions déchues, il convient de la juger avec impartialité. La loterie s'appuyait sur un sentiment de la nature humaine dont les pères de l'église avaient fait une vertu théologale, dont les physiologistes modernes ont fait un organe du cerveau; ce sentiment est l'espérance. Quand la foi au paradis vint à pâlir, la société eut besoin d'une institution aléatoire qui plaçât dans cette vie l'attente d'un meilleur sort. En faisant luire aux yeux de la classe souffrante le miroir des illusions, la loterie flattait cet instinct du merveilleux qui avait été si long-temps exalté par les croyances du moyen-âge. La loterie s'associait d'ailleurs plus qu'on ne croit au sentiment religieux : combien de cierges allumés par de vieilles femmes sur les triangles en fer de nos églises, dans l'attente d'un extrait, d'un ambe ou d'un terne! Que de sous tombés dans le tronc du culte, auxquels on demandait des pièces blanches! Au point de vue matériel, cette institution se soutenait par le désir du gain; si l'on peut définir la pauvreté un billet non gagnant dans la loterie de la vie, l'homme auquel ce triste lot était échu avait peut-être quelque droit de demander à remettre la main dans l'urne : ce second tirage pouvait corriger pour lui le tirage de la naissance. Ces raisonnemens ne trouvèrent pas grace devant la froide logique des publicistes : presque tous, scandalisés des abus d'une institution qui dévorait les économies de la classe pauvre, la condamnèrent comme immorale. En retirant la loterie, on a enlevé du monde une grande poésie, celle du hasard; mais il faut reconnaître que cette poésie était ruineuse pour le peuple, et qu'on a bien fait d'y substituer un système d'épargne plus en rapport avec les mœurs économiques de notre siècle. La restauration était le gouvernement des croyances; le nouveau pouvoir était le gouvernement de la raison et des intérêts matériels : le premier avait favorisé la loterie, le second la frappa.

La révolution de 1830 imprima aux caisses d'épargne un mouve-

ment considérable; les doctrines sur lesquelles leur prospérité devait s'établir furent soutenues par tous les hommes qui s'intéressaient à la monarchie fondée en juillet. Voici en quelques mots ces doctrines conservatrices : amasser un bien solide sur lequel le hasard ne domine pas, chercher des appuis dans le travail et dans l'économie, étendre aux années futures les précautions dictées par la sagesse. Ce langage est sévère; les rêveurs et les poètes aimeront mieux celui du Christ, lorsque, faisant observer au peuple la splendeur des lis, qui ne travaillent ni ne filent, et la douce insouciance des oiseaux du ciel, qui n'amassent pas de blé pour l'hiver dans des greniers, il exhortait les hommes à la confiance en Dieu. Aujourd'hui, ce beau langage ne serait plus de nature à être écouté; l'état conseille sans cesse au peuple, malgré l'Évangile, de songer au lendemain, de s'inquiéter des vêtemens qu'il portera dans la saison froide, et du pain qu'il mangera dans ses vieux jours. Que faire à cela? C'est la doctrine du siècle, c'est celle de la philosophie et du bon sens. La nature s'occupe bien tous les ans de filer de ses doigts délicats la tunique des lis; mais la société ne se charge pas de fournir des habits à ses enfans : les oisifs ou les imprévoyans courent donc grand risque d'aller tout nus parmi les fleurs écloses. Il faut nous résigner à vivre économiquement et prosaïquement. C'est la loi du temps; nos regrets n'y peuvent rien changer. Les sociétés modernes ne défendent pas à l'homme de demander son pain de chaque jour à notre père qui est aux cieux; mais elles lui conseillent surtout de le demander à ses bras, à son intelligence, à son travail. On ne connaît plus guère cette aveugle Providence, qui, étant censée élargir ses mains sur toutes les créatures, pouvait engendrer chez l'homme la paresse, l'oubli du lendemain, l'incurie pour lui et pour les siens de la stérile vieillesse; on croit aujourd'hui à la providence du sage, qui, tout en se confiant dans la bonté du Créateur, veille néanmoins lui-même sans cesse pour éloigner de son patrimoine les chances de ruine et pour accroître le bien-être autour de sa famille, la providence, en un mot, de l'homme qui prend pour devise le précepte du fabuliste : *Aide-toi, le ciel t'aidera.*

L'église a été obligée de subir elle-même l'influence des idées économiques; une caisse d'épargne a été fondée à Rome, et Grégoire XVI a recommandé du haut de son siége l'usage de cet établissement, comme utile aux bonnes mœurs. « Le jour du Seigneur, s'écrie-t-il, sera mieux sanctifié, parce qu'on y épargnera l'argent dépensé à jouer ou à boire. » Au nombre des services publics que les caisses d'épargne

sont appelées à rendre, le saint-père signale encore celui-ci : *Les délits diminueront, car la misère et la faim conduisent certainement au mal.* Presque tous les gouvernemens se sont empressés d'accueillir une institution qui devait les affermir contre l'esprit de désordre et contre les suites du malaise dans les classes ouvrières. La fortune de l'état, enfermant en soi tant de fortunes particulières, les intéresse toutes à sa stabilité.

L'économie n'est pas une vertu nouvelle dans la classe bourgeoise; l'histoire de la bourgeoisie nous présente, au contraire, un système d'économie opiniâtre, suivi sans relâche durant huit siècles, et arrivant pas à pas à son but, c'est-à-dire à la révolution de 89. C'est au moyen de l'épargne que le serf primitif a racheté sa personne d'abord, et ensuite une à une toutes ses libertés, violemment confisquées par le régime féodal. La bourgeoisie en France avait inventé la caisse d'épargne long-temps avant 1818; cette caisse était le territoire sur lequel sans cesse elle plaçait le produit de son travail, et dont elle finit par devenir propriétaire. Il n'en était pas de même du peuple. Pauvre et prodigue, ce dernier dissipait les fruits de son dur labeur. Il y a trente ans, l'ouvrier vivait encore au jour le jour; il ignorait les ressources de cette faculté utile qui a fait la réputation de la fourmi. Son imprévoyance avait souvent des suites funestes. Que faisait-il dans la belle saison et quand l'ouvrage allait bien? Soir et matin, à tout venant, il chantait, ne vous déplaise, au cabaret du coin; mais après l'été venaient les temps de bise et de chômage : il lui arrivait souvent d'être réduit à subir le froid et la faim. Que devenir? Il songeait alors à emprunter, comme la cigale de la fable. Par malheur, la bourgeoisie n'est pas prêteuse, ou elle ne prête qu'à gros intérêts et sur nantissement. Il fallait donc porter ses vêtemens et son linge au mont-de-piété, qui avance d'une main et qui retire de l'autre; après les habits, on s'en prenait aux meubles, qu'on vendait pour avoir du pain. Tout cela était triste et déchirant; on jurait alors, mais un peu tard, qu'on ne se laisserait plus aller à la dissipation, sœur de la misère; puis revenaient des temps meilleurs, et l'on recommençait la même vie insouciante. Des habitudes d'ordre et de prévoyance ne se forment pas en un jour dans le sein d'une classe de la société qui a justement contracté des habitudes contraires; il a fallu du temps à l'institution de la caisse d'épargne pour faire pénétrer son esprit dans les masses et pour vaincre la résistance des mœurs plébéiennes. C'est à ces obstacles invétérés qui ont entouré sa marche dans les commencemens

qu'on doit surtout rapporter la lenteur de ses progrès durant les dix premières années. Dans la voie de l'économie, comme dans celle du désordre, ce n'est que le premier pas qui coûte. L'épargne attire l'épargne; celui qui a amassé une fois veut amasser encore. Ce résultat devient de jour en jour plus sensible dans la classe ouvrière; quelques publicistes commencent même à s'alarmer du succès moral des caisses d'épargne; en créant la prévoyance dans les masses, elles y ont créé l'égoïsme. On rencontre dans le peuple moins de charité mutuelle qu'autrefois, moins de ce désintéressement et de cette bienveillance fraternelle qui ont fait dire à Béranger : « Vivent les gueux, ils s'aiment entre eux! » Les gueux ne s'aiment plus guère; ils commencent à adopter la devise économique de la bourgeoisie : chacun pour soi. Seulement il est peut-être injuste d'accuser ici une institution du principe même qui l'a fondée; les caisses d'épargne ne sont pas la cause, mais la suite et l'expression de ce mouvement d'individualisme qui entraîne à cette heure les sociétés. Il est plus facile de déclamer contre cette tendance que de l'arrêter; nous croyons que les meilleures résistances se briseraient à lutter contre cette force fatale; il faut accepter ce qui vient du peuple et ce qui vient de Dieu. L'économie a aussi sa grandeur, puisque c'est par elle que la liberté est entrée dans les états-généraux.

Exhorter la classe ouvrière à se former de ses épargnes une réserve pour l'avenir, c'est lui indiquer le chemin qui a conduit la bourgeoisie, sans secousses et sans spoliations, au rachat de ses droits politiques. La même cause produirait, dans un temps donné, les mêmes effets chez cette portion inférieure du peuple qui a vainement tenté d'améliorer son sort par les soulèvemens de la force. Un vaste système d'épargne, suivi avec courage, amènerait, sans bouleversemens, ce grand résultat vers lequel marchait un instinct aveugle et stérile de destruction : transformer peu à peu l'ouvrier en artisan, le prolétaire en propriétaire de ses instrumens de travail. Or, la propriété se forme, dans les classes pauvres, du travail qui acquiert, de l'économie qui conserve, et de la prévoyance qui place à intérêt les fruits de l'économie. Le gouvernement, loin de s'effrayer de ce progrès, doit tendre lui-même à l'accomplir. La force et la durée d'un état ne s'établissent que sur la prospérité de tous : à la providence ancienne, qui laissait l'homme dans l'incertitude de ses voies, doit succéder maintenant une providence sociale, dont la main active et visible s'étende à toutes les existences rassurées. Plus que toute autre institution, la caisse d'épargne nous semble de nature à créer dans les familles les habitudes d'ordre et de confiance

qui intéressent la stabilité des pouvoirs. Le père chargé d'ans pourrait reposer tranquillement sa tête sur l'oreiller de la tombe sans entrevoir pour ses fils, et surtout pour ses filles, un avenir gros de tentations, de périls et de déshonneur, que ses sacrifices auraient conjuré. Cette source ouverte à l'hérédité par le labeur et l'économie finirait de la sorte par tarir la misère. De tels résultats seront lents à paraître; mais il faut se souvenir que Dieu a semé les institutions utiles à travers l'espace et le temps, comme pour servir de marque à sa toute puissance et de témoignage de notre faiblesse..

Créer la propriété chez une classe étrangère à ses bienfaits est une œuvre immense qui ne peut sortir que du travail des siècles. Nous savons pourtant qu'il n'existe pas d'autres sources d'aisance pour une classe de la société que la lente succession des efforts : les moyens violens peuvent faire naître une propriété vague, éventuelle, fugitive, qui s'en aille comme elle est venue, mais non une propriété assise qui se conserve et se transmette. Il faut, pour réaliser cette dernière, une suite de travaux et d'économies incessantes qui s'ajoutent séculairement les uns aux autres, comme les grains de sable dont l'entassement a formé les montagnes du globe. Il est seulement bon que l'état accoutume les classes ouvrières à s'appuyer sur sa protection. Les caisses d'épargne atteignent ce but : elles élèvent le peuple sans le détacher de cette classe moyenne avec laquelle il a tant de liens profonds et nécessaires. La bourgeoisie est intéressée à l'amélioration du sort des travailleurs, ne fût-ce que pour faire disparaître cette plaie hideuse du paupérisme qui ronge et défigure les sociétés modernes. Des esprits que la fortune retient captifs dans ses délices n'ont peut-être jamais regardé aux souffrances de la classe déshéritée : il n'en est pas moins vrai que ces souffrances existent. Les statistiques sont là pour répondre aux froides dénégations de l'égoïsme. Encore cette misère officielle, enregistrée, chiffrée dans les livres, ne représente-t-elle qu'un côté du malaise de la société : à côté d'elle, il y a la misère anonyme, honteuse, inconnue, qui s'enveloppe dans son manteau troué. Combien de familles dans le dénuement rejettent les dons d'une charité publique qu'il faut conquérir par des certificats ! Combien d'ames encore raides et fières sous la chape de plomb de la nécessité refusent de se baisser pour ramasser à terre une aumône inscrite sur le livre de la mairie ! Ce n'est pas tout : les caisses d'épargne ne sont pas fondées seulement pour le peuple, pour cette classe d'hommes sans lendemain, dont le travail est le seul capital, mais aussi pour la petite bourgeoisie, pour cette classe intermédiaire, si nombreuse, qui se voit menacée plus que toute

autre par la concurrence. Les pertes et les ruines subites entrent par trop d'endroits dans la fortune des petits commerçans pour pouvoir être arrêtées de toutes parts; la prévoyance leur conseille donc de s'affermir ailleurs et de chercher dans un placement de fonds assuré une ancre contre les instabilités du négoce.

On a dit qu'il était plus facile d'acquérir que de conserver. Ceci est surtout vrai du commerce de notre époque, soumis à mille chances aléatoires et mobiles; cela est même vrai du travail, sans cesse variable et inégalement rétribué. Autrefois, quand la société était calme, quand les générations se succédaient autour du centre immuable de l'église; quand des ordres religieux, riches et puissans, employaient de siècle en siècle dans les campagnes un nombre considérable d'ouvriers; quand la fortune ne se déplaçait guère de certaines familles, chez lesquelles le temps l'avait pour ainsi dire consacrée, on comprend que l'insouciance pût se reposer sur le présent. Il n'en est plus de même aujourd'hui : il faut compter à cette heure non-seulement avec le présent, mais encore avec l'avenir, car ce dernier fait prendre çà et là aux évènemens humains une face inattendue. Ne voyons-nous pas chaque jour des fortunes subites mettre à décroître et à s'évanouir la même rapidité qu'elles avaient mise à se former sous nos yeux? Il est donc devenu nécessaire de songer au lendemain. Au milieu de cette situation tempêtueuse qui dérange à chaque instant toutes les prévisions, un immense besoin se fait sentir, celui de s'abriter sous des institutions nouvelles. C'est à l'économie politique de remplir le vide laissé par la disparition des ordres religieux; elle y parviendra en créant des établissemens sages et tutélaires, où le travailleur trouve le moyen d'appuyer ses forces à celles de l'association. Les caisses d'épargne, si elles étaient établies sur une base large et populaire, rendraient sous ce rapport d'éminens services. Ces institutions seraient profitables à tous les points de vue : au point de vue moral, en ce qu'elles développent chez les classes laborieuses le sentiment de la prévoyance et du sacrifice, qui servent de germe à toutes les vertus sociales; au point de vue politique, en ce qu'elles créent chez les générations futures, qui participeront de la sorte au bienfait de l'hérédité, un véritable amour de l'ordre; au point de vue industriel, en ce que, par la réunion des capitaux, elles permettraient un mouvement de fonds considérable pour alimenter le commerce, l'agriculture, la navigation.

Nous allons achever en quelques traits l'histoire des caisses d'épargne en France. Cette institution, qui avait jusqu'alors vécu sous le régime des ordonnances, passa en 1835 sous celui de la loi. L'usage

des fonds déposés à la caisse d'épargne a subi quelques modifications. La loi du 5 juin 1835 avait laissé au trésor la gestion de l'argent des caisses d'épargne; il en résultait plusieurs inconvéniens : le plus grave de tous était d'absorber des sommes considérables et de les condamner à l'inaction, les règlemens de la trésorerie lui défendant de placer ses capitaux au dehors. Une autre loi, celle de mars 1837, se proposa de remédier au mal, en chargeant du service des caisses d'épargne la caisse des dépôts et consignations, plus libre dans ses allures, et qui peut à volonté employer ses fonds, soit en rentes sur l'état, soit en actions des canaux, soit en prêts aux communes, soit enfin en bons royaux. C'était un pas bien débile sans doute et bien timide, mais enfin c'était un pas vers la mobilisation du capital des caisses d'épargne. Le plus grave reproche, et selon nous le plus fondé, que les adversaires de cette institution renouvellent sans cesse, est en effet que la caisse d'épargne retire du commerce des fonds énormes, sans leur imprimer une activité, sans les faire vivre en quelque sorte; car l'argent dans un état vit et respire comme le sang par la circulation. Malheureusement ce progrès, si faible qu'il fût, se vit bientôt lui-même entravé dans sa marche par des obstacles matériels. Pendant un temps, la caisse des dépôts et consignations put acheter des rentes au-dessous du pair; mais les fonds des caisses d'épargne allant toujours croissant, et d'un autre côté, la rente cessant de présenter un intérêt égal à celui qui est dû aux caisses d'épargne (4 pour 100), la caisse des dépôts et consignations ne se soucia pas de rester à découvert, et au lieu de continuer ses emplois de fonds, elle préféra en laisser la plus grande partie au trésor. Voilà donc l'institution retombée, à peu de différence près, sous le régime vicieux de 1835. Les administrateurs conviennent eux-mêmes que cet état de choses n'est pas régulier. Pour rétablir l'équilibre, il est question d'employer dans un avenir prochain 100 ou 150 millions provenant des caisses d'épargne. Nous croyons que le choix des administrateurs n'est pas fixé sur l'exercice qu'il conviendrait d'imprimer à cette masse de capitaux.

Pour mieux juger la situation financière de nos caisses d'épargne, il faut la placer en face de ce qui existe de l'autre côté du détroit : les caisses d'épargne d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande réunies, possèdent aujourd'hui plus de 650 millions; celles de France n'en ont pas plus de 360. La différence en moins provient de la lenteur avec laquelle, pendant les premières années, l'institution s'est développée dans les départemens. La France, demeurée un instant au-dessous de ses industrieux voisins, tend à reprendre son rang : l'augmentation

en sommes déposées, dans les cinq dernières années, a été de 41 millions. Si ce progrès continuait dans la même proportion pendant douze ans, le nombre total des déposans à la caisse d'épargne de *Paris seulement* se trouverait être de trois cent mille, auxquels il serait dû environ 200 millions. L'accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne des départemens est encore plus considérable qu'à Paris, et l'œil de l'économiste entrevoit déjà le moment où l'institution sera dépositaire dans tout le royaume de plus d'un milliard. Cette prospérité est si grande, qu'elle commence à jeter l'alarme dans certains esprits; on s'effraie d'un succès qu'on a provoqué, et déjà les caisses d'épargne sont accusées de trop bien remplir leur destination. Nous ne nous dissimulons pas ce que cette accusation a malheureusement de trop fondé : s'il survenait une crise, si une panique excitée par des évènemens imprévus arrivait à jeter la perturbation dans les affaires, les 360 millions que les caisses d'épargne ont maintenant en dépôt seraient redemandés. En 1840, alors que la menace de la guerre sema dans les esprits un commencement d'inquiétude, les remboursemens des dépôts d'épargne dépassèrent les versemens de 400,000 francs, puis le mois suivant (octobre) de 4 millions. Or, ce sont ces années de bruits de guerre et de crainte sourde que les adversaires des caisses d'épargne prennent avec raison pour point de comparaison des périls futurs. Que fera l'état, quand une population inquiète, turbulente, livrée par avance à toutes les terreurs de la faim, viendra s'entasser dans la rue à la porte de la caisse, pour réclamer son argent? Ne restera-t-il pas lui-même les mains vides, pris qu'il sera au dépourvu entre des obligations énormes et la nécessité de faire face à des évènemens qui menacent le pays? Que résultera-t-il de cet embarras inévitable? Une perte affreuse pour les déposans, et pour le gouvernement, disons le mot, une banqueroute.

Une commission s'est formée très récemment, dans le but de prendre des mesures pour que des demandes de remboursement subites et trop considérables ne viennent point à amener quelque désastre. On a proposé et discuté longuement divers moyens plus ou moins capables de conjurer les éventualités de la peur; quelques-uns étaient d'avis qu'on trouverait un remède aux inconvéniens de la position actuelle dans l'augmentation du délai entre la demande et le remboursement; ils estimaient qu'on pouvait fixer ce délai à six semaines. Ce terme leur paraissait suffisant pour donner à l'opinion publique le temps de se calmer, et pour prendre toutes les mesures que les circonstances rendraient nécessaires. Les hommes de pratique ont rejeté ce moyen

comme dangereux; l'expérience a au contraire démontré dans les années orageuses, à la suite des émeutes qui ont ébranlé Paris, que le meilleur moyen de rassurer les déposans pâles et agités qui venaient en hâte retirer leurs mises était de leur montrer de l'argent. Quelques-uns perdaient à l'instant même une résolution dictée par la peur, en voyant la facilité qu'ils avaient de rentrer dans leurs créances. La véritable manière pour ne pas être contraint à payer, c'est de montrer qu'on en a les moyens. D'autres déposans qui avaient retiré leur somme s'en trouvaient bientôt embarrassés, et venaient la rapporter au bout de quelques jours, non sans l'avoir légèrement écornée çà et là aux folles dépenses de la vie; ils juraient alors, honteux et contrits, de ne plus se laisser prendre à la crainte.

Après avoir long-temps envisagé la difficulté sous toutes ses faces, l'avis de la commission a été qu'il n'y avait rien à faire. Les adversaires des caisses d'épargne prendront cette conclusion pour une déroute; ils diront que le problème, resté insoluble, ayant vaincu les esprits les plus capables, les dangers de cette institution subsistent tout entiers. Il y a sans doute là un inconvénient que tout le monde admet, mais il ne faut pas l'exagérer. Il faut surtout se défendre de cette prévoyance ombrageuse qui va toujours chercher ses obstacles dans l'exception, dans la conjecture, dans l'éventualité, et qui se prive de faire le bien dans un présent certain, par la crainte souvent imaginaire d'un avenir douteux et chimérique. Sans doute on ne doit pas s'endormir dans un quiétisme aveugle quand il s'agit d'intérêts, et surtout des intérêts de la classe laborieuse, mais les alarmistes ont aussi le défaut de tout troubler sans rien fonder ni rien modifier. Pour que la caisse d'épargne fût renversée, il faudrait autre chose qu'une émeute, autre chose qu'une panique, autre chose même qu'une guerre étrangère; il faudrait une invasion. Oui, il faudrait que la France fût conquise, anéantie, démembrée, qu'elle eût cessé d'être la France. Eh bien! nous le demandons, quelle est l'institution qui survivrait à cette mort nationale? Aucune, assurément. La caisse d'épargne, en s'abîmant dans une catastrophe et une tourmente universelles, ne ferait donc que subir une loi inévitable. Éloignons de nos regards cette triste et fantastique prévision de maux que la main de la Providence écartera à jamais de notre pays. Ajoutons, pour nous rassurer et pour raffermir la confiance dans cette masse si nombreuse de travailleurs qui va porter ses économies à la caisse d'épargne, que l'Angleterre se trouve sur ce point dans le même cas que la France. Or l'Angleterre ne craint pas. Un des administrateurs de la caisse d'épargne de Lon-

dres, pressé par l'agent central de la caisse d'épargne de Paris de s'expliquer sur l'évènement possible d'une révolution, lui donna cette réponse : « Je ne ferai jamais entrer dans mes combinaisons le déluge universel. » Le monde a eu plusieurs déluges, et la France a déjà traversé deux révolutions; or il est juste de proclamer qu'aucune institution vraiment utile n'a péri dans ces transitions violentes d'un gouvernement à un autre. Pourquoi donc la caisse d'épargne périrait-elle? Cette providence sociale dont nous avons parlé plus haut, et qui est chargée de veiller sur les destinées des peuples modernes, doit prendre exemple sur la providence divine dont elle émane; or celle-ci, loin de s'arrêter devant l'œuvre de la création aux idées de cataclysmes qui, à plusieurs fois, ont bouleversé la face du monde terrestre, n'a cessé au contraire d'y répandre à pleines mains les trésors de sa fécondité, sachant bien que derrière ces révolutions et ces désastres de la nature la vie reprendrait son cours, et l'ordre général des choses son immuable puissance.

L'administration de la caisse d'épargne de Paris occupa long-temps une aile de bâtiment qu'elle tenait de la générosité de la banque de France; en 1841, le nombre toujours croissant des opérations l'obligea d'acheter un immeuble considérable qu'elle paya 460,000 francs. Rue Coq-Héron, en face de la poste aux lettres, s'élève un ancien hôtel, remarquable à l'extérieur par ses grandes proportions; un corps de logis en pierre de taille développe deux ailes latérales qui se rejoignent par la porte d'entrée; le style monumental de cet édifice particulier étonne surtout dans un temps comme le nôtre, où l'on ne bâtit plus que de chétives maisons; son origine doit remonter à la fin du XVIIe siècle. Les titres de propriété constatent que cet hôtel a appartenu à un fermier-général allié de la famille des Nicolaï; plus tard, lorsque l'industrie et la spéculation eurent détrôné l'ancien système financier, trois frères vinrent s'installer à la place du fermier-général, et établirent sous ces murs une banque dont l'existence se termina par une ruine. Ces banquiers étaient les frères Enfantin. Dans le même hôtel s'écoulèrent les premières années de l'adolescence et de la jeunesse pour l'apôtre du saint-simonisme; cet ancien édifice, berceau d'une doctrine qui promettait d'améliorer le sort matériel des classes ouvrières, sert maintenant de résidence à l'une des institutions les plus philanthropiques du XIXe siècle.

Les bureaux de la caisse d'épargne de Paris présentent l'image de l'ordre; l'administration a trouvé le moyen d'y résoudre ce problème ardu : exécuter des travaux considérables au moyen d'un petit nombre

d'employés. Ces résultats généraux sont dus à M. Agaton Prevost, qui a su créer pour les versemens et les remboursemens un mécanisme simple et facile. Les connaisseurs regardent ses travaux en ce genre comme un chef-d'œuvre de comptabilité. On comprendra l'importance de cette œuvre, quand on saura que les versemens montent aujourd'hui à un million par semaine, et qu'ils sont effectués par plus de six mille personnes. Le bureau central reçoit les dépôts, le dimanche et le lundi de chaque semaine, depuis dix heures jusqu'à deux. Nous avons eu la curiosité de faire le guet à la porte de la caisse, pendant les jours de recette, pour étudier la physionomie de la classe à laquelle appartenaient ces citoyens économes. Nous y avons vu une population mêlée; cependant nous croyons vrai de dire qu'en général les cliens qui hantent le bureau de la banque de France s'élèvent vers les classes aisées. Il n'en est pas de même dans les autres bureaux de la capitale.

Outre l'hôtel de la rue Coq-Héron, dans lequel la caisse d'épargne de Paris a établi ses bureaux, et le local provisoire de la rue de la Vrillière, que la banque de France prête depuis longues années à l'institution, il existe dix succursales ou bureaux de recette ouverts deux jours par semaine durant quelques heures, et presque tous annexés à la mairie des divers arrondissemens. Ces succursales ont été créées en vue de la classe ouvrière, pour laquelle le temps est le plus précieux des capitaux; on a voulu lui éviter ainsi des démarches et des dérangemens considérables qui l'auraient dégoûtée de placer ses économies. Ces bureaux auxiliaires ne suffisent pas encore, il faut le dire, aux besoins de l'épargne chez les travailleurs. Il en résulte que plusieurs d'entre eux, dans la crainte d'une perte de temps, ne se décident qu'une ou deux fois par année à se mettre en marche pour verser dans les mains de l'institution le fruit de leur bonne conduite. Il est consolant de voir cette population ouvrière, qu'on représente si souvent comme esclave de ses appétits et de ses convoitises, avoir assez de sagesse, assez d'empire sur elle-même, assez d'habitude et de pratique de l'économie, pour écarter l'attrait des dépenses frivoles et pour conserver à domicile durant plusieurs semaines, souvent même durant plusieurs mois, les deniers qu'elle a prélevés jour par jour sur son modique salaire. Néanmoins cette somme, acquise à la sueur du front, court d'autant plus de risques de se dissiper, qu'elle se trouve plus à portée de la main. Quand le lundi, la banlieue, la fête du compagnonnage, le beau temps, le sexe tendre, ou tout autre diable poussant, on n'a qu'à introduire la clé dans une armoire, afin d'en retirer du bon argent tout prêt, il faut vraiment avoir le cœur armé d'une triple cuirasse

d'économie pour résister. Il serait du devoir d'une société bienfaisante d'éviter à la classe ouvrière ces tentations. La ville de Paris, qui possède en revenu près de 50 millions, pourrait bien concéder une somme de cent mille francs pour établir une succursale dans chaque quartier; cela ne formerait encore que quarante-huit bureaux, et la loterie en comptait cent.

La nature de la population des arrondissemens de Paris imprime son caractère au mouvement de ces succursales; les bureaux qui font les plus fortes recettes et qui délivrent le plus grand nombre de livrets sont toujours les bureaux situés à proximité de la classe ouvrière. Les deux succursales du faubourg Saint-Antoine et des quartiers Saint-Denis et Saint-Martin se présentent en tête de toutes les autres, avec leur armée de travailleurs économes. Les plus importantes, après ces deux premières, sont celles de la rue de Grenelle-Saint-Germain et de la rue d'Anjou; les hommes de service s'y montrent plus nombreux que dans les autres quartiers; la moyenne des versemens y est plus élevée; on y sent la présence de gens à gages, qui, se trouvant nourris par leurs maîtres, sont plus à portée que d'autres de réaliser des bénéfices et de les convertir en épargnes. C'est toujours dans les premiers mois de l'année qu'ont lieu les plus fortes recettes; elles ont été de 4,906,000 francs en janvier 1843; ne pourrait-on attribuer cette circonstance au voisinage du jour de l'an, qui enfle de ses étrennes la bourse des domestiques? La statistique de la population et des recettes de la caisse d'épargne donne le bilan de l'économie parisienne. Long-temps on a cru, et plusieurs croient encore, que la plus nombreuse clientelle de cette institution est formée des gens de service. Ce résultat serait déplorable; sans vouloir exclure personne des secours de la prévoyance et de la charité sociales, nous ne craindrons pas de dire que cette classe parasite, fainéante, louée à terme, qui achète volontairement l'aisance au prix de la liberté, est la moins intéressante de toutes et a d'ailleurs le moins besoin de notre protection. Ceux qui raisonnent dans cette hypothèse ont accusé, non sans raison, les caisses d'épargne de développer des goûts de rapine et d'avidité dans une race qui n'est déjà que trop portée à étendre ses mains. Tout cela peut être vrai, pourtant il ne faut pas envisager une grande et sérieuse institution à travers les imperceptibles inconvéniens qui obscurcissent çà et là ses irrécusables services. Sans doute, il y aurait un danger grave à ce que l'argent confié aux caisses d'épargne fût le fruit du vol au lieu d'être le fruit de l'économie; nous allons voir que ce danger n'existe pas.

Il est faux que la classe ouvrière soit restée étrangère aux bienfaits de la caisse d'épargne; ce qui est vrai, c'est qu'elle y est venue lentement. Au commencement, la catégorie des domestiques entrait pour moitié dans la clientelle de cette institution; plus tard, elle ne formait que le tiers, et enfin aujourd'hui elle ne compte plus que pour un cinquième. Tandis que la classe des gens de service subissait ce mouvement de décroissance, celle des ouvriers suivait un mouvement contraire d'ascension; dans les premiers temps, on remarquait avec peine leur absence; quelques années après, on les voyait constituer un sixième, puis un quart, puis un tiers, et enfin aujourd'hui ils forment la majorité des déposans. Pour exprimer leur situation en chiffres, nous sommes fondé à dire que le nombre des ouvriers qui versent à la caisse d'épargne est de 90,000, et celui des domestiques de 34,000. Les hésitations de la classe ouvrière, dans les commencemens, n'ont rien qui doive nous surprendre; d'abord il a fallu du temps aux travailleurs pour faire leur éducation d'économie; des habitudes invétérées de désordre et de dissipation ne se suppriment pas en un jour; il a été nécessaire de les détourner peu à peu, avant de créer à la place des habitudes nouvelles; ensuite la défiance a arrêté les progrès de l'institution. Celui qui possède le moins est celui qui craint le plus pour son chétif avoir; ce fruit de plusieurs années d'épargne se grossit à ses yeux des peines et des sueurs qu'il s'est donné pour l'acquérir. Il y a encore des gens qui cousent des pièces d'or dans leurs vêtemens. En 1833, une paysanne des environs de Paris a apporté 300 francs à la caisse d'épargne; cette somme avait été enfouie en 1814 pour la soustraire à la rapacité des Cosaques. L'argent n'est pas semblable au grain; l'enfouir n'est pas le moyen de le faire fructifier; si cette femme eût apporté ses 300 fr. en 1818, elle eût possédé 246 fr. de plus en 1833. Cette doctrine commence à pénétrer dans les masses; la voix de la sagesse souffle à l'oreille de l'ouvrier : « Pourquoi donc avoir caché ton argent dans un linge? — Les écus ne multiplient pas d'eux-mêmes; ils ne font pas de petits, comme on dit communément; si tu les avais portés à la banque, un jour tu les eusses retirés accrus des intérêts. » Le peuple, avec cet admirable bon sens qui le caractérise, comprit en outre que c'était le moyen de mettre son argent en lieu sûr; cet argent si chèrement gagné, si courageusement épargné, avait moins à craindre dans la caisse publique du trésor que dans sa propre maison, où la main des voleurs pouvait, nuit et jour, le surprendre. Ce mouvement une fois imprimé ne s'arrêtera plus. Chaque année, chaque mois, chaque jour voit grossir le budget de la caisse d'épargne; la force

entraînante de l'exemple, la sainte propagande de l'économie, attirent à cette institution, dans la classe ouvrière, des individus jusque-là rebelles à l'ordre, et que les résultats de la bonne conduite de leurs camarades ont, pour ainsi dire, convertis. On voit donc que la caisse d'épargne atteint son but : constituer la richesse dans la classe prolétaire par les moyens qui la font acquérir et conserver.

Toutefois, nous devons le dire, pour que ce but fût complètement atteint, il faudrait que l'esprit de charité se montrât plus actif et plus large dans ses créations. Les caisses d'épargne sont jusqu'ici pour la classe ouvrière une exhortation à l'économie; elles devraient être un encouragement. En Angleterre, sur la terre classique de l'égoïsme, l'état accorde une pension viagère de 20 livres sterling à tout travailleur sexagénaire qui, depuis l'âge de trente ans, aura déposé dans les caisses d'épargne une somme de 3 shellings par semaine. La classe qui possède a senti la nécessité d'attirer à l'économie par un secours, par un sacrifice, la classe qui ne possède pas. En France, on a laissé faire; la caisse d'épargne s'est constituée elle-même; les populations ouvrières, un instant indécises, ont cédé aux avances de l'institution, et sont venues entasser denier par denier une somme exorbitante. L'état a vu ce développement des forces économiques avec un œil favorable, mais il n'a rien fait, ou presque rien, pour le protéger. Nulle prime d'encouragement n'a été offerte à la prévoyance et aux autres vertus qu'elle suppose dans les classes laborieuses, l'abstinence, la probité, l'austère observation de tous les devoirs. L'intérêt servi par l'état est des plus restreints : 4 pour 100, sur lesquels l'administration prélève à bon droit un quart pour les frais de gestion et de bureaux; reste donc 3 et 3/4 pour 100 au déposant. C'est peu. On sera surtout frappé de l'exiguité du bienfait, si l'on compare cet intérêt à celui des monts-de-piété; dans un prêt hebdomadaire de 3 fr., renouvelé cinquante-deux fois par an, l'intérêt payé par l'emprunteur est calculé sur le taux de 173 pour 100, y compris les frais du commissionnaire. Restons dans les limites les plus modérées : n'est-il pas toujours affligeant de voir l'état emprunter d'une main à 4 pour 100 et prêter de l'autre, dans les cas ordinaires, à 13 pour 100? Nous ne nous dissimulons pas les charges qui pèsent déjà sur le trésor et la difficulté qu'il y aurait, dans la situation de nos finances, d'encourager par un don quelconque la bonne volonté des déposans à la caisse d'épargne; mais s'il est vrai, comme l'avance M. B. Delessert, que *pas un déposant aux caisses d'épargne n'a subi de condamnation devant les tribunaux*, l'argent que l'état débourse-

rait pour aider cette saine institution se retrouverait sur la diminution des frais de justice, de gendarmerie, de prisons et d'hôpitaux. Nous croyons que c'est une bonne économie de favoriser l'économie, et qu'on ne paie jamais trop cher les vertus d'une population. Or, sous ces 365 millions qui forment la réserve matérielle des travailleurs, il y a, selon nous, un autre trésor bien autrement précieux, trésor de devoir et de moralité : chaque franc, chaque sou, chaque liard de cette somme lentement amassée représente une victoire sur soi-même, une résistance aux séductions du plaisir ou de la débauche, un élan d'amour filial, un sentiment réfléchi de l'avenir; voilà surtout ce qu'il faudrait exciter par l'émulation.

Il y aurait en outre un danger sérieux à ne pas récompenser les premiers pas de la classe ouvrière dans la voie de l'ordre et de l'économie. Si l'on songe à toutes les suggestions de l'industrie pour attirer à elle les petits capitaux par l'appât de gros bénéfices; si l'on se met à la place de l'homme du peuple, entouré de prêteurs empressés qui lui offrent un intérêt suborneur, on tremblera pour son modeste pécule. Tel est néanmoins le bon sens de la classe populaire, qu'elle a constamment repoussé ces leurres perfides. Elle s'est dit avec le fabuliste : *Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras*, et avec le pape Grégoire XVI, « qu'il vaut mieux un gain petit, mais certain, qu'un grand qui peut échapper. » Ce gain, il faut le reconnaître, est d'ailleurs la moindre des considérations pour les cliens de la caisse d'épargne. Ce n'est pas dans le but d'obtenir un intérêt élevé de leur argent que les classes pauvres et laborieuses versent leurs économies dans les mains de cette institution : elles n'ont guère en vue que la conservation du capital; elles se proposent de mettre en sûreté le fruit précieux de tant de rudes efforts, et voilà tout. S'il existait beaucoup de dépositaires intègres, la caisse d'épargne deviendrait presque inutile; mais où est l'ami assez assuré, où est la main assez fidèle pour mériter qu'on lui confie le sort d'une prévoyante vieillesse? L'ouvrier a compris que l'état était encore le plus solvable des débiteurs. Tout en encourageant le peuple dans cette voie, nous ne pouvons néanmoins nous défendre de regretter que le taux des intérêts de la caisse d'épargne soit ainsi restreint. Conserver et rendre les économies de la classe laborieuse, c'est déjà bien; nous voudrions qu'on fît mieux, en s'occupant de les accroître. Il résulte de l'état de choses actuel qu'au lieu de voir dans la caisse d'épargne un mode de placement définitif pour l'avenir, les ouvriers s'accoutument à y chercher tout simplement une ressource provisoire contre les cas de maladie, de chômage,

et contre les évènemens soudains. L'argent passe dans cette institution tutélaire; il n'y séjourne pas. Quand les versemens depuis 1 franc jusqu'à 300 se trouvent constituer la somme de 2,000 francs, qui est le maximum des dépôts, ou celle de 3,000 francs, terme de l'accumulation des intérêts, cette somme est retirée pour être transformée en un établissement, en un achat d'immeuble, en une pension viagère ou en tout autre emploi foncier. En limitant la quotité des versemens à 300 francs une fois par semaine, et en arrêtant le compte de chaque individu à la somme totale de 2,000, on a prétendu écarter de cette institution les gens riches qui voudraient mordre dans les bénéfices des pauvres. Où la spéculation va-t-elle se nicher? Il existe pour les classes aisées mille moyens d'utiliser leur fortune, car l'argent est de nos jours un capital bien autrement actif que le travail; comment se fait-il donc qu'elles aillent encore disputer à l'ouvrier le faible intérêt que l'état lui sert pour encourager ses économies? Quelques spéculateurs ont été jusqu'à cumuler sous leur nom ou sous des noms empruntés plusieurs livrets : il faut flétrir de telles manœuvres, et malheureusement il y en a eu, il y en a encore. Ces oisifs opulens viennent prendre au banquet de la charité sociale la place du nécessiteux et de l'homme de peine. La caisse d'épargne n'est point créée pour eux; cette institution, dans laquelle les classes ouvrières, les classes qui ne possèdent pas, s'exercent à l'économie et aux moyens de faire naître l'aisance, n'a point été fondée pour les riches, qui n'ont que faire de ses services.

Si les fonds des caisses d'épargne étaient mobilisés, comme quelques administrateurs le désirent, s'ils étaient employés à des travaux utiles, nous ne verrions plus un si grave inconvénient à ce que tout capital stagnant, et par suite frappé de mort (car la vie pour le numéraire, comme pour les êtres organisés, c'est le mouvement), vînt augmenter les forces de la production. Il n'en est pas ainsi : l'état fait en faveur de ces caisses un sacrifice, léger il est vrai, dont il veut faire profiter le travail pauvre, et non la richesse. Dans cette situation, nous regrettons qu'une prime d'encouragement ne soit point accordée aux petites épargnes. Ce serait le moyen d'attirer vraiment à l'institution la classe ouvrière. Nous n'aimons pas à voir figurer sur les livrets ces sommes de 300 francs, surtout quand elles se représentent plusieurs semaines de suite; nous aimerions mieux l'humble mise de 10 francs, ou même d'un écu, parce que sous ce petit versement il y aurait un germe considérable d'économie. Ce que nous devons sur-

tout désirer, c'est l'exactitude; c'est que le dépôt, si faible qu'il soit, engagé le lundi se renouvelle le lundi suivant. Or, pour favoriser cette répétition et cette continuité d'efforts, il serait nécessaire de faire entrevoir, derrière les courageuses privations du moment, un avenir à l'homme du peuple. Aujourd'hui, il faut le dire, cet avenir est peu propre à stimuler son ambition. Le compte de tout individu se trouvant arrêté à 3,000 francs, chacun retire cette somme de la caisse, lorsqu'elle cesse de marquer pour les intérêts. Quel emploi en fera-t-il? La caisse ne s'en mêle plus alors, son rôle est fini; seulement, pour *dernier bienfait*, elle acquitte, si le propriétaire y consent, les frais d'un contrat de rente sur l'état. Au prix où est la rente, 3,000 fr. représentent 130 francs de revenu annuel, qui donnent 15 sous par jour, c'est-à-dire une ressource presque dérisoire contre les besoins de la vieillesse. On voit donc que la caisse d'épargne laisse encore beaucoup à désirer comme institution tutélaire. Gardons-nous cependant de nier les services qu'elle rend; la meilleure preuve que le peuple y trouve un avantage, c'est qu'il y vient. Dans cette phase industrielle où nous sommes, le travail se voit chaque jour menacé par des découvertes nouvelles; chaque jour, des machines suppriment des milliers de bras et remettent en question à l'improviste des existences alarmées. Cette lutte de l'homme avec la matière pour l'asservir et pour dégager les forces morales de la pesanteur des élémens mérite sans doute notre admiration; mais nous n'avons à la considérer ici que dans ses effets passagers. Ces travailleurs, remplacés par des mécaniques, sont contraints de renouer leur activité à une autre industrie. Il en résulte pour eux des momens de transition pénibles, dans lesquels ils sont heureux de retrouver à la caisse d'épargne le fruit de leurs salaires passés. Acceptons donc cette institution pour ce qu'elle est, une réserve contre l'adversité, en souhaitant toutefois de la voir devenir par la suite une caisse de secours étendus à toute la vie.

Nous avons déjà vu que la classe des ouvriers et celle des domestiques fournissent les principaux élémens à l'existence de la caisse d'épargne de Paris. Il est possible d'aller plus loin : nous devons à M. A. Prevost, agent général, un relevé statistique des professions qui figurent sur les livrets. Il est intéressant de savoir d'abord lequel des deux sexes l'emporte sur l'autre en économie? Malgré l'infériorité des salaires, le sexe faible est celui qui, toute proportion gardée, met le plus à la caisse d'épargne; on voit donc que l'exemple de l'ordre, de la prévoyance et des sages privations vient encore ici du côté de la

femme. On peut ajouter qu'il en est de même dans le ménage; c'est elle, c'est sa faible main qui a retenu souvent la clé de l'armoire dans les momens de crise ou de tentation où l'homme voulait dévorer le fruit de plusieurs semaines de travail et d'abstinence. Nous nous sommes informé de vive voix si la caisse d'épargne avait une influence sur les femmes de mauvaises mœurs? La réponse a été affirmative. La débauche, ne pouvant être une profession reconnue, ne s'accuse guère d'elle-même : d'où il suit qu'elle n'a pu et n'a pas dû trouver place sur les tableaux que M. A. Prevost soumet tous les ans à l'assemblée générale. La plupart des femmes de petite vertu qui reçoivent des livrets en échange de leurs dépôts se déguisent, suivant leur toilette, sous la profession de rentières ou d'ouvrières. Les employés les reconnaissent du reste aisément pour ce qu'elles sont. L'une d'elles, qui avait amassé ainsi 2,000 francs, trouva dans ses économies le moyen de se racheter d'un infâme métier et de monter à Paris un établissement de bains. Quelques moralistes s'indignent de ce résultat général; nous nous en félicitons au contraire : la misère étant, dans la plupart des cas, la cause première et incessante de la dégradation de ces femmes, nous devons les aider à se relever par l'économie des deniers qu'elles prélèvent sur la brutale libéralité des hommes. C'est au mal de guérir le mal, comme le scorpion qui, écrasé, cicatrise lui-même sa blessure. La race des grisettes, cette race frivole et dissipée, qui a la réputation de vivre çà et là comme l'oiseau, volant de branche en branche, becquetant où elle peut, riant quelquefois, chantant toujours, n'est pas elle-même demeurée étrangère aux conseils de la caisse d'épargne. Elle a compris *que le temps des amours ne dure pas toujours*, non plus que celui de la jeunesse fugitive; la sagesse lui a dit d'assurer son destin sur un roseau moins mobile que le cœur de l'homme et sur une fleur moins fragile que la grace de son visage. La prévoyance, qui le croirait? est entrée chez cette folle du logis; ces mains toujours ouvertes, qui gaspillaient tout au hasard, se sont fermées; ces petits pieds, qui ne connaissaient guère que le grand chemin du *Prado* ou de la *Chaumière*, ont appris peu à peu la voie étroite de l'économie. Les vieux disent que le monde est changé depuis la révolution; quel changement survenu en effet, seulement depuis 1830, dans l'humeur de cette jeune fille dont la sagesse a été si long-temps de ne rien prévoir! Après avoir dissipé le bien de la jeunesse *vivendo luxuriose*, après avoir été mille fois au Mont-de-Piété sans s'en trouver mieux, au contraire, elle s'est dit un beau jour : « On raconte qu'il y a quelque

part une caisse bonne et charitable, une sorte de seconde mère, qui reçoit de la main de ses enfans l'argent qu'ils ont de trop, et qui le leur restitue en temps utile; allons-y! » Et elle est venue.

Ce tableau statistique de 1843 indiquant la liste des professions, groupées par classes, est d'un grand intérêt; il nous enseigne que plus l'on descend, en quelque sorte, vers les entrailles du peuple, et plus on voit augmenter le chiffre de la richesse confiée à la caisse d'épargne. Il n'y a, par exemple, qu'un fils de pair de France représenté par la somme de 50 fr., que 3 magistrats, 1 fils de vice-consul, 2 sous-chefs de division, tandis qu'il existe 846 ouvriers bottiers et cordonniers inscrits pour la somme de 134,499 fr. Dans la classe des artisans patentés et marchands, c'est également le petit commerce qui donne les plus gros chiffres. Dans la grande division consacrée aux *hommes et femmes de peine*, et qui monte à plus de 2,500 individus, ayant déposé, dans l'année 1843, la somme énorme de 476,550 francs, on est surpris de voir figurer les *journaliers proprement dits* au nombre de 570, les *cochers de voitures publiques* pour 135, et (chose plus remarquable encore) les marchands ambulans pour 283, avec une somme de 62,422 fr. L'économie est de toutes les professions; celles connues sous le nom de libérales, c'est-à-dire prodigues, ne sont pas demeurées insensibles aux charmes un peu sévères de l'institution : 19 artistes sculpteurs, 41 artistes dramatiques, 110 peintres, 27 hommes de lettres, 71 étudians en droit, ont fait déjà l'apprentissage de l'épargne et de la prévoyance. Ce tableau est une sorte de thermomètre qui sert à indiquer les degrés de la moralité dans les différens états; c'est ainsi que la classe des écrivains publics, reconnue pour entrer dans la catégorie des classes dangereuses, inventée par M. Frégier, n'a donné à la caisse d'épargne qu'un seul individu inscrit pour la somme de 100 fr. Au chapitre des rentiers et enfans de rentiers, on lit, non sans intérêt, 14 orphelins et 19 orphelines. Parmi les domestiques, 334 portiers et 214 portières figurent, les uns pour la somme de 71,833 fr., et les autres pour celle de 43,256 fr. Dans le sexe féminin, les classes pauvres et laborieuses n'offrent pas des proportions moins imposantes : 1,399 couturières ont déposé dans l'année la somme de 212,696 fr.; on n'ignore pas, d'ailleurs, tout ce que cette désignation générale renferme de nuances dans les états d'aiguille pour les femmes; il faut encore y ajouter les professions plus ou moins équivoques, qui se cachent presque toutes, comme nous l'avons dit, sous ce voile emprunté. Les sages-femmes, qui sont, en général, très loin

d'être des femmes sages, ne sont pas, elles-mêmes, demeurées sourdes aux conseils de la prudence; 26 d'entre elles sont venues apporter à la caisse une somme de 5,150 fr., qu'elles eussent à coup sûr dissipée, il y a quelques années, en futiles objets de toilette, ou en parties aux bois avec leurs amans. Enfin la classe des militaires montre à son tour l'exemple de l'ordre et de la bonne conduite; les plus faibles soldes, les grades les plus inférieurs de l'armée donnent les plus fortes sommes et les plus nombreux déposans à l'institution. Nulle profession n'a plus besoin que celle du soldat de s'abriter pour les mauvais jours de la vieillesse contre les coups de vent et les vicissitudes du sort : il ne faut plus que Bélisaire soit réduit, comme sur la gravure, à recevoir dans son casque rouillé l'obole de l'aumône.

La caisse d'épargne a voulu porter plus loin ses services dans le sein de la classe si intéressante des militaires. Une des plaies de l'armée était le recrutement. Nous avons tous vu ces maquignons d'hommes dont le métier était de parcourir l'Alsace ou les autres provinces fertiles en misères, et d'en ramener à Paris un troupeau de vagabonds, couverts de guenilles, nus pieds, qu'ils revendaient aux individus tombés au sort pour le remplacement militaire. Une fois enrôlés dans les cadres de l'armée, ces mauvais soldats échappaient presque tous au service par la désertion ou par l'emprisonnement; c'était une calamité. Il en résultait qu'une sorte de flétrissure était attachée au régiment sur ceux qui entraient par cette voie dans l'état militaire; un remplaçant était frappé d'excommunication; il ne pouvait avancer en grade et subissait, durant tout son séjour au corps, la peine de son ignoble marché. Le remplaçant conformait ses mœurs à sa réputation : débauché lui-même, il débauchait ses camarades. On en a vu dévorer, durant les quelques semaines qui suivaient leur entrée au régiment, le fruit de leur esclavage dans les lieux de débauche. La caisse d'épargne a eu l'heureuse idée de changer cet état de choses et d'arrêter ces désordres : elle y a réussi. Plusieurs chefs de corps désignent maintenant eux-mêmes à l'administrateur de la caisse d'épargne de *bons sujets* auxquels ils s'intéressent. Ces soldats, qui ont déjà fait l'expérience du service, sont recommandés aux familles, et le prix des remplacemens est versé dans la caisse au nom du remplaçant. Il suit de là que ce contrat, rendu légitime par l'assentiment des chefs, n'est plus un obstacle à l'avancement, et produit au soldat un gain solide. Un maréchal-de-logis, brave et honnête Breton, qui avait renouvelé deux fois son engagement, se trouva ainsi se retirer du service, et rentrer chez lui avec

une somme de 3,000 francs; c'est une petite fortune dans son pays. Mais ne nous réjouissons pas si vite : à côté de l'esprit organisateur qui cherche à détruire le mal, veille sans cesse l'esprit de trafic et de spéculation qui s'efforce à le conserver. Il s'est formé, par suite de cette sage mesure, une ignoble industrie qui double le métier des acheteurs de reconnaissances du Mont-de-Piété : c'est celle des acheteurs de créances sur la caisse d'épargne. Comme il a été stipulé dans le contrat que la somme versée au nom du remplaçant ne pourrait être retirée avant sa sortie du service, celui-ci ne se trouve avoir, pendant sept années, entre les mains, qu'une valeur présentement nulle, une lettre morte. Des gens à mine cauteleuse et pateline se chargent de la vivifier. Ces loups-cerviers, déguisés sous la peau de mouton d'un ami, circonviennent le soldat, l'obsèdent, l'entraînent au cabaret, cet antre des mauvais conseils, et là, tête à tête, lui offrent d'échanger sa créance contre de l'argent, du bon argent, visible, palpable, de l'argent dans la main. Le soldat a bon cœur; le soldat est faible, surtout quand il a bu : il songe qu'avec cet argent il pourra mettre une croix d'or sur le cou de Jeanne, et il cède. Ces misérables paient les deux tiers (c'est rare), la moitié, le plus souvent le tiers de la créance, et moyennant un transfert à leur nom deviennent propriétaires de la somme placée à la caisse d'épargne. L'agent général, instruit de ces abus, et armé d'un article du règlement qui interdit à chacun d'avoir plus d'un livret nominal, a fait supprimer les intérêts à quelques cessionnaires sur toutes les sommes excédant le maximum autorisé. Cette mesure a déjà dégoûté quelques acheteurs de créances de leur périlleux métier; mais on compte sur une loi, depuis deux années pendante devant la chambre des pairs, pour interdire aux militaires le transport des sommes déposées dans les caisses d'épargne, et pour couper ainsi le mal à sa racine.

L'institution a aussi voulu encourager la philanthropie, en admettant des sommes données au profit de mineurs, avec la condition que ces versemens et les intérêts qui en proviennent ne pourront être retirés avant leur majorité. Ces bienfaits sont moins rares qu'on pourrait le croire dans notre siècle d'industrie et de froide concurrence. La caisse d'épargne les voit se renouveler fréquemment, et pour que la source de cette noble libéralité ne s'arrête jamais, nous croyons utile d'en publier les résultats. A l'époque de leur mariage, M. le duc et Mme la duchesse d'Orléans eurent l'idée de consacrer une somme de 160,000 francs à des livrets de caisse d'épargne, pour être distribués dans toutes les principales villes de France. Paris a eu pour sa part

40,000 francs, qui ont servi à délivrer 1,760 livrets. Ces dons ont été faits le 11 juin 1837. Si l'auteur de ce bienfait revenait à la lumière, il verrait que le grain jeté dans la terre sainte de l'économie a profité; la somme totale inscrite au nom des divers possesseurs de ces livrets, et malgré l'extinction de 116 comptes, par suite de départ ou de décès, s'élève aujourd'hui à 181,431 francs; le don primitif s'est accru ainsi des épargnes successives faites par les jeunes gens, et des petites sommes qu'ont pu y ajouter leurs familles, tant il est vrai que le goût d'amasser naît d'une première somme mise en réserve; si l'abîme de la misère appelle l'abîme, la première pierre qui doit le combler attire une autre pierre, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il soit fermé. On voit donc que la caisse d'épargne, si souvent accusée au premier chef de développer l'égoïsme, favorise et provoque aussi la charité. Elle dit aux riches : Donnez-moi de votre superflu, pour que j'amasse à l'un de vos serviteurs fidèles une pension pour ses vieux jours. Elle dit à la jeune femme du monde opulente et coquette : Votre cou frêle et délicat porte autour de soi dans un fil la valeur de bois, de mines et de terres labourables qui feraient vivre plusieurs familles, laissez couler une de ces perles dans ma main; votre robe est chargée de paillettes et de fleurs, comme celle de l'aurore, secouez-la pour qu'il en tombe quelques-unes sur la terre des pauvres; j'en cultiverai le germe précieux durant plusieurs années, et je m'en servirai un jour pour revêtir de la robe nuptiale vos sœurs déshéritées, après les avoir rachetées de la misère qui conseille le vice.

L'économie a aussi (qui le croirait?) son côté poétique; elle ne rejette point ces fleurs du sentiment que la civilisation est accusée, un peu à tort, d'étouffer sous sa main égoïste et froide. Deux jeunes filles ont payé, en 1836, les dettes de leur père, et l'ont fait sortir de prison avec les fruits accumulés d'un travail assidu que la Providence a béni; leurs enfans un jour le leur rendront, quand elles seront mères! Dans la ville de Beauvais, deux fiancés se sont rencontrés, la veille de leur mariage, à la caisse où ils allaient retirer les économies qui devaient servir à leur établissement. Quelle joie de se surprendre l'un et l'autre dans la même pensée, dans la même bonne œuvre, et comme en flagrant délit de sainte prévoyance! A Paris, on voit chaque jour des ouvrières, mères d'une petite fille encore au berceau, que l'amour, un imprudent amour de dix-sept ans, a par hasard jetée entre leurs bras, venir, à la fin de chaque semaine, apporter cinq francs, fruit de leur labeur de chaque jour, et continuer ce dépôt avec une persévérance infatigable durant plusieurs années, pour amasser une

dot à cet enfant sans nom. On en voit d'autres arriver, par les mêmes travaux de l'aiguille et à force d'économie, à conquérir, écu par écu, leur lit de noces et les premiers meubles du ménage. Les unes et les autres trouvent ainsi moyen d'éviter pour elles ou pour leurs filles ce gouffre de la prostitution qui attire à soi par la misère comme par un fil les oisives ou les imprévoyantes. La caisse d'épargne n'est point étrangère aux sacrifices les plus âpres, ni aux vertus les plus morales. Si l'histoire du bohémien qui vit, comme l'oiseau, d'espace, de soleil et de chansons, qui dissipe son temps et sa bourse le long de la route, plaît par son caprice et par sa fantaisie, l'honnête ouvrier, père de famille, retranchant chaque jour de sa paie la dîme du dévouement, pour assurer, en cas de mort, à une tête chérie, à des enfans en bas âge, une défense matérielle contre les horreurs et les tentations de la subite misère, cet homme-là, dis-je, n'est pas seulement intéressant, il est sublime. L'un traverse la vie en semant çà et là sur son chemin, comme l'enfant, des miettes de pain que les oiseaux du ciel font disparaître, tandis que l'autre jette des signes durables et féconds de son passage.

Les dévouemens obscurs et anonymes sont plus communs qu'on ne le croit dans la classe pauvre. Nous avons vu nous-même une de ces vieilles veuves, dont Jésus-Christ mettait l'aumône au-dessus de celle du riche, apporter dans la caisse de l'administration son humble denier, non pas pour elle, qui va bientôt mourir, et dont la prévoyance ne s'étend plus qu'à l'éternité, mais pour un enfant adoptif qui la suivait par la main. L'économie a un cœur; l'économie, qui ferme les mains pour ses besoins, les ouvre sur ceux qui lui survivront. Autrefois, en Italie, les villageois plantaient autour du berceau de leur fille des peupliers dont la valeur, croissant d'année en année, devait contribuer un jour à la dot de son mariage. La caisse d'épargne a remplacé la terre pour l'ouvrier de nos grandes villes; il est certain de recueillir ce qu'il y a semé. Cette confiance a déjà porté ses fruits; il y a moins de misère dans la classe laborieuse depuis que les caisses d'épargne existent. Il s'agit à présent d'entretenir et d'encourager ce mouvement, en récompensant l'exactitude des petits dépôts, soit par une somme d'argent, comme cela a lieu en Angleterre, soit par un champ que l'état délivrerait en propriété. Aux yeux de l'économiste, celui qui met le plus à la caisse d'épargne, c'est le pauvre qui met de sa pauvreté même. Or il est à craindre que, voyant le peu de résultats de ses efforts et le peu de fruit de ses sacrifices, l'ouvrier ne finisse par se dégoûter d'une économie stérile, ou par s'engager dans des entre-

prises douteuses. On est en droit de s'étonner du prodigieux succès de la caisse d'épargne, quand on considère le grand nombre de sociétés mutuelles sur la vie qui travaillent à lui faire concurrence. Jusqu'ici, ces institutions n'ont guère pénétré dans la classe laborieuse, d'abord parce qu'étant régies par des mains particulières, elles offrent moins de motifs de confiance que le trésor de l'état, et ensuite parce qu'on ne peut plus en retirer son argent à volonté. Le grand avantage des caisses d'épargne, ce qui fait leur mérite aux yeux du peuple, c'est ce mouvement de *va et vient* du numéraire; l'argent entre et sort sans obstacle, de sorte que l'ouvrier peut avoir recours à l'établissement comme à son coffre-fort plusieurs fois dans l'année, pour subvenir à ses besoins imprévus, au paiement de son loyer, à ses habillemens d'hiver ou d'été. Dans les années critiques, comme en 1840, le peuple place 99 millions d'une main et en retire 78 de l'autre. La malveillance savait bien que cette faculté de ravoir son argent à bref délai était une des causes de la prospérité des caisses d'épargne; elle essaya d'obscurcir cet avantage par des argumens faux et ridicules, que le bon sens de la nation a dissipés.

La caisse d'épargne est visiblement une institution empreinte d'un sentiment charitable. Au lieu de la prendre par son côté moral et philosophique, ses adversaires se sont arrêtés devant des inconvéniens de détail, et encore devant des inconvéniens éloignés, arbitraires, selon nous chimériques. Plutôt que de proposer de détruire une institution comme celle-là, dans un temps où le peuple a tant besoin d'une sauve-garde, au milieu de la tourmente des intérêts, contre les secousses et les perturbations de l'industrie, mieux vaut proposer de l'étendre et de l'affermir. Le seul reproche qui, selon nous, puisse frapper juste sur la constitution actuelle des caisses d'épargne est celui-ci : les avantages qui en résultent sont individuels, la masse n'en profite pas; or, le résultat qu'il importe avant tout d'obtenir n'est pas que la condition de tel individu soit relativement plus favorable, mais que la condition générale du peuple soit changée. Cet argument ne nous semble pas irréprochable; en améliorant le sort particulier de chaque citoyen, on arriverait au contraire à améliorer l'état de la masse. Il est cependant vrai que jusqu'à ce jour les caisses d'épargne ont marché dans une voie étroite; cette voie peut s'élargir. L'institution a encore cela de bon, qu'elle est capable de développement; si elle n'a rendu jusqu'ici que des services isolés, il faut s'en prendre à cet esprit de timidité ou peut-être de prudence qui veille sur le berceau des caisses d'épargne. Ceux qui ont fondé ces établissemens, fiers à juste

titre de leur premier succès, craignent de le compromettre dans des tentatives immodérées. Nous ne partageons pas leurs défiances, mais nous aimons à reconnaître avec eux que, telle qu'elle existe, la caisse d'épargne est déjà la pépinière de la fortune du peuple.

Quelques économistes ont cherché, dans ces derniers temps, à faire prévaloir les compagnies viagères sur la caisse d'épargne : nous ne partageons pas leur avis; ces institutions ont à nos yeux le tort de créer souvent, par des tables artificielles, une mortalité qui n'est pas dans la nature. Il en résulte des calculs entachés de promesses illusoires dont l'évènement ne se réalise jamais. Loin de nous, toutefois, la pensée de repousser toutes les combinaisons des sociétés mutuelles sur la vie : les *assurances en cas de mort*, les *caisses dotales*, les *caisses d'assurance pour le recrutement militaire*, nous paraissent en elles-mêmes d'excellentes branches d'une même institution, et très propres à produire cette solidarité des intérêts qui est le but de l'économie moderne. Nous croyons que l'état ferait bien de les enter peu à peu sur la caisse d'épargne. S'il faut exprimer ici toute notre pensée, nous ajouterons que la caisse d'épargne, pour atteindre complètement son but, devra se transformer dans l'avenir en une banque d'escompte pour le petit commerce, et en une banque de prêt aux ouvriers. Ce sera le moyen de rendre à la circulation, c'est-à-dire à la vie, les fonds qu'elle engloutit maintenant dans le trésor. Ce sera également le moyen de créer un point de contact entre le capital et le travail pour les féconder l'un par l'autre. Lorsqu'on s'adresse maintenant à la portion souffrante de la classe ouvrière, et qu'on lui vante les bienfaits de l'épargne, elle vous répond : « Comment voulez-vous que j'amasse, puisque je n'ai pas même de quoi subvenir à mes besoins ? Avant d'économiser, il faut vivre. » Cet argument est d'une certaine force, et nous ne croyons pas qu'on y réponde par l'état actuel de l'institution. L'expérience démontre qu'un homme tombé dans l'extrême misère est incapable de se relever par lui-même; il faut qu'une main étrangère (nous voudrions que ce fût la main de l'état) vienne à son secours. Jusqu'ici, la caisse d'épargne est une institution passive; elle attend : nous voudrions qu'elle agît, qu'elle allât au-devant, et que, non contente d'être prête à recevoir les fruits d'une économie souvent impossible, elle fournît à la classe pauvre un moyen efficace pour se retirer de la gêne. Tous ceux qui ont étudié de près la condition des classes laborieuses savent que sur une journée de 2 fr. l'ouvrier en doit souvent la moitié aux prêteurs sur gage ou sur parole, qui lui ont avancé ses vêtemens, son lit et les premiers instrumens de son travail. La production se trouve ainsi char-

gée d'impôts énormes qu'elle n'arrive jamais à soulever. Que faudrait-il à ces hommes pour sortir d'un si triste état? Une première mise de fonds qui leur permît d'affranchir leur travail et leur personne de la dent des usuriers qui les rongent. Que la caisse d'épargne intervienne dans cette situation critique, et la face des choses va changer; recevant d'une main, prêtant de l'autre, elle sèmerait sur celui-ci ce que celui-là aurait récolté, et rétablirait alors cette précieuse mutualité des intérêts qui concourt à l'union des citoyens. Il est important que les classes pauvres ne se sentent pas abandonnées; ce prêt, si faible qu'il fût, et entouré de garanties raisonnables, aurait pour avantage de faire entrer l'espoir, et par suite l'amour de l'ordre, dans cette classe si nombreuse, que décourage la stérilité de ses efforts. On n'accuserait plus alors la caisse d'épargne de refouler l'homme dans l'unique considération de son intérêt privé. Si en effet l'économie favorise l'isolement, le prêt public, le prêt de l'économie au travail, développerait au contraire le sentiment de la charité. Nous avons plutôt pour but de soumettre ici une idée, un projet, que d'expliquer une organisation : il va sans dire que celle-ci rencontrerait des obstacles; mais ce n'est pas une raison pour s'en détacher. La plus grande difficulté consiste dans la garantie à obtenir de l'emprunteur; nous ne la croyons pas insoluble. Il serait d'ailleurs beau que, dans la suite, la moralité devînt une valeur escomptable; en prêtant à l'ouvrier sur sa réputation, sa bonne conduite et sa capacité, on le relèverait déjà à ses propres yeux, et relever l'homme, c'est l'enrichir. Nos institutions économiques sont encore trop dans l'enfance pour que ces réformes ne soient pas traitées d'utopies : il existe pourtant déjà, au sein des administrateurs de la caisse d'épargne de Paris, deux camps, l'un formé d'esprits positifs et timides, l'autre d'esprits systématiques et progressifs, qui représentent la résistance et le mouvement. Nous croyons que le mouvement l'emportera. Pour l'instant, l'élément financier domine dans l'administration, et par conséquent l'immobilité. On nous objectera peut-être qu'il est tout simple de remettre à des banquiers la surveillance du maniement des fonds, et qu'on n'ira pas chercher des romanciers ni des poètes pour ranger des écus : très bien; mais nous disons que des institutions comme celle-ci, des institutions amies de l'humanité, doivent tendre sans cesse à agrandir l'échelle de leurs services, et que les hommes de pensée ne sont pas inutiles à cette œuvre.

Une des améliorations les plus désirables et les plus dignes de cet esprit de charité que la philosophie a fait naître sera de combiner les caisses d'épargne avec les monts-de-piété. On arriverait par ce moyen

à abaisser le taux de l'intérêt payé par l'emprunteur, et peut-être, avec le temps, à le supprimer. Ceci n'est pas un rêve : déjà cette alliance existe dans une grande ville de l'est, déjà un établissement fondé sur ce principe a produit des résultats admirables. Les effets moraux de cette association ne seraient pas moins importans à recueillir : on établirait de la sorte un lien, lien sacré, entre l'économie et la misère. Aujourd'hui, l'une et l'autre sont séparées, divisées, isolées : deux femmes demeurent porte à porte sur le même escalier; l'une, aisée, célibataire, amasse dans un chiffon caché sous le chevet de son lit, une somme qu'elle porte secrètement chaque semaine à la caisse d'épargne; l'autre, pauvre mère de plusieurs enfans en bas âge, engage secrètement aussi et furtivement au mont-de-piété la dernière paire de draps qui restait dans son armoire. Entre ces deux créatures humaines, ces deux sœurs selon la foi et selon la charte, il n'existe aucune assurance mutuelle; l'économie de l'une ne profite en rien à la misère de l'autre. Nous croyons que dans une société charitable il doit en être autrement. Loin d'entretenir par la rivalité des institutions cet antagonisme entre le prêt et l'emprunt, nous croyons qu'il faudrait au contraire les rapprocher, les marier, les unir, bonifier l'un par l'autre. Cette précieuse solidarité aurait pour effet de combattre l'égoïsme que les caisses d'épargne, isolées, fomentent dans le cœur des classes ouvrières; ce serait aussi le moyen de réprimer les excès de l'économie, non moins à craindre pour la morale que ceux de la prodigalité.

M. Félix de Viville, directeur du mont-de-piété et de la caisse d'épargne de Metz, a réuni ces deux administrations et a obtenu un succès digne de ses efforts. 400,000 francs appartenant aux déposans sont employés en prêts sur nantissement à un intérêt de 7 1/2 pour 100; 600,000 francs sont versés au trésor public, qui sert un intérêt de 4 pour 100; il en résulte donc un bénéfice de 3 1/2 pour 100 sur une partie des capitaux. Voilà des chiffres. On peut conclure de l'expérience faite par M. de Viville que la combinaison de la caisse d'épargne et du mont-de-piété présente des avantages certains. Nous n'admettons pas que ce qui se fait à Metz ne puisse se faire à Paris. Il nous semble, au contraire, que les résultats grandiront à mesure que le cercle des opérations s'élargira. Si les 83 millions de francs qui formaient, en décembre 1841, le solde des caisses d'épargne de Paris à la caisse des dépôts et consignations avaient été versés dans celle du mont-de-piété, ils auraient fécondé, depuis deux années, les régions inférieures de la société, dénuées aujourd'hui presque

absolument des ressources du crédit. Il est d'ailleurs inutile de faire observer que le capital des caisses d'épargne ne devra jamais être jeté tout entier dans la circulation; il faudra toujours une réserve considérable pour faire face aux demandes de remboursement. Nous estimons qu'une moitié seulement pourrait être mobilisée. On serait libre de donner encore à l'argent de ces caisses bien d'autres destinations; nous avons cru devoir nous arrêter à celles qui découlent de la nature de leurs services. Dans douze années peut-être, les caisses d'épargne de Paris renfermeront un milliard; il serait désolant de laisser cette masse de capitaux inerte, improductive, se rouiller dans le trésor public, au lieu de s'en servir à transformer la condition des classes ouvrières.

Pour résumer notre opinion sur la caisse d'épargne de Paris, la plus considérable de toutes celles du royaume, nous dirons que, tout en la regardant déjà comme utile, profitable et excellente, nous la croyons encore incomplète; nous la regardons moins, en un mot, comme une institution faite que comme le noyau magnifique et imposant d'une institution à venir. Elle est présentement un lieu de réserve, une sorte de grenier d'abondance, dans lequel l'ouvrier amasse gerbe à gerbe des provisions pour les momens de disette. Nous avons dit ce que nous voudrions qu'elle fût. La société ne peut vivre sans ces institutions tutélaires dont la France, l'Angleterre, la Belgique, la Suisse, l'Italie, l'Europe entière commence à se couvrir. L'état matériel du peuple, et par suite son état moral, ne peut s'améliorer chez nous que par des établissemens qui favorisent le travail et l'économie. La révolution lui a donné la liberté, l'empire lui a jeté de la gloire; c'est à un régime plus calme de lui assurer le nécessaire. Les caisses d'épargne nous semblent destinées à exercer une influence sur l'avenir des classes ouvrières : dans les 360 millions qui forment à cette heure la réserve du peuple, il y a plus qu'une fortune qui s'amasse, il y a une œuvre qui s'accomplit. Long-temps la philosophie a cru pouvoir traiter avec une sorte de dédain ces questions positives qui s'adressent aux intérêts des masses; aujourd'hui, nous savons que l'aisance d'une société concourt à ses développemens intellectuels : en 1789, c'est l'argent qui a racheté la pensée. A mesure qu'elles acquerront une propriété, les classes pauvres et obscures s'éclaireront. Il nous semble que nous marchons à ce progrès lentement, il est vrai; mais le temps est la condition des œuvres de l'homme et de celles de la Providence. Ne nous effrayons pas de l'état de désordre dans lequel l'industrie naissante a jeté toutes les conditions : cet état n'est que passager. Un

conseil éternel et immuable se cache derrière tous ces évènemens troublés que le hasard semble déployer çà et là avec une si prodigieuse incertitude. L'économie ne cesse de marcher à travers tous ces mouvemens et de réaliser à l'écart un bien-être individuel qui doit s'étendre et remonter un jour à toute la société. En favorisant jusqu'à cette heure l'égoïsme, l'élément du *moi*, les caisses d'épargne n'ont fait qu'obéir à une tendance nécessaire; il fallait que l'intérêt particulier, toujours plus actif et plus insatiable de sa nature, entrât comme premier agent dans la création de la fortune publique. Cette direction ne nous semble ni complète ni durable; les doctrines morales, qui impriment leur forme aux institutions, feront peu à peu refluer sur la masse les bienfaits de l'épargne, en les convertissant en crédit. En attendant, nous devons arrêter un regard plein de confiance sur une création d'hier qui, déjà imposante par sa prospérité et par ses services, cherche à améliorer la condition des classes nécessiteuses, non à l'aide de moyens violens que la société repousse, mais en exhortant le peuple à se montrer laborieux, économe, sobre et patient comme Dieu, parce qu'il est éternel.

ALPHONSE ESQUIROS.

HISTOIRE

DE

L'ÉCOLE D'ALEXANDRIE

PAR M. JULES SIMON.[1]

Aucun genre de grandeur n'a manqué à l'école d'Alexandrie; le génie, la puissance, la durée, ont consacré son souvenir. Ranimant, à une époque de décadence, la fécondité d'une civilisation vieillie, elle a suscité toute une famille de grands esprits, de nobles caractères; Plotin, son vrai fondateur, a fait revivre Platon; Proclus a donné à Athènes un autre Aristote. Déjà si grande dans l'ordre de la pensée, elle a eu la noble ambition de gouverner les affaires humaines; avec Julien, elle a été la maîtresse du monde. Durant trois siècles, elle a tenu en échec la plus grande puissance qui jamais ait paru parmi les hommes, le christianisme, et si elle a succombé, c'est en entraînant dans sa chute la civilisation dont elle était le dernier rempart.

Avant de devenir une grande école de philosophie et une puissance politique et religieuse, Alexandrie avait été un brillant foyer littéraire et scientifique, et comme une seconde Athènes. Avant de produire

(1) Chez Joubert, rue des Grés, 14.

les Longin, les Origène, les Porphyre, elle avait donné à la poésie Callimaque et Apollonius, à l'histoire Duris de Samos et Manéthon, aux sciences médicales Hérophile, Érasistrate, Dioscoride, aux mathématiques Euclide, à l'astronomie Sosigène, à l'érudition enfin toute une génération de grands critiques, un Ératosthènes, un Zénodote, un Aristarque. C'est dans ce centre des lettres, des sciences et des arts, où la Grèce, Rome, Pergame et l'Égypte venaient à l'envi répandre et mêler leurs trésors, que se forma peu à peu cette doctrine philosophique qui, dans un vaste et puissant éclectisme, devait réunir toutes les pensées, toutes les croyances, toutes les traditions, toutes les gloires du passé pour les opposer à l'esprit nouveau.

L'éclectisme d'Alexandrie n'exclut pas une originalité profonde. Il a pour base le platonisme, mais il y assimile avec puissance une foule d'autres élémens, et présente au monde un panthéisme mystique que la pensée grecque n'avait pas connu. A la Trinité chrétienne, il oppose la sienne; au principe de la création, celui de l'émanation. Il a son Verbe, son médiateur, ses légions d'anges et de démons; il a sa théorie de la grace et de la prière, ses pratiques de mortification et de pénitence, son culte épuré et rajeuni, ses prophètes, ses inspirés, ses miracles; il a des docteurs et des prêtres, des prédicateurs et des martyrs. Spectacle unique dans les annales du monde! A côté du Musée d'Alexandrie grandit et s'élève le Didascalée des chrétiens. Dans la même cité, le Juif Philon et le pyrrhonien Œnésidème fondent leurs écoles. Saint Pantène, Ammonius Saccas, vont y venir. Bientôt Lucien la traversera au moment où y enseigne Clément d'Alexandrie. Après Plotin, nous y trouverons Arius et Athanase. Le scepticisme grec, le judaïsme, le platonisme et la religion du Christ y auront des interprètes non loin du temple de Sérapis.

Mais ce qui fait à nos yeux le plus puissant intérêt de cette curieuse époque, ce sont les surprenantes analogies qui la rapprochent de la nôtre. Loin de nous la pensée d'assimiler en aucune façon la religion de la Grèce et de Rome avec le christianisme; mais, quelle que soit la supériorité de la religion la plus sainte et la plus pure qui fut jamais, et quoi qu'on puisse penser de l'éternité promise à l'église, personne ne contestera que, depuis trois siècles, son unité n'ait été profondément ébranlée, et que de graves symptômes de dissolution et de décadence n'éclatent de toutes parts. A Dieu ne plaise aussi que nous voulions prédire à la philosophie de notre temps les tristes destinées de l'école d'Alexandrie! Non, nous sommes profondément convaincu que l'avenir appartient à la philosophie du XIXe siècle; mais les plus lé-

gitimes espérances ne doivent pas nous fermer les yeux sur les réalités du temps présent. Ne semble-t-il pas que la philosophie européenne, comme la philosophie grecque au temps d'Ammonius et de Plotin, soit en quelque sorte épuisée par sa fécondité, et qu'elle succombe sous le poids de ses propres fruits? Ne la sentons-nous pas profondément atteinte par les coups que le scepticisme du XVIIIe siècle lui a portés? Et comme la philosophie ancienne avait eu son demi-scepticisme, conciliable avec les besoins de la vie et une certaine sagesse, dans les Arcésilas et les Cicéron, son scepticisme radical et métaphysique dans les Pyrrhon et les Agrippa, son scepticisme ironique et railleur dans Lucien, ne retrouvons-nous pas dans Bayle, dans David Hume, dans Voltaire, des formes analogues du scepticisme renaissant? Ne rencontrons-nous pas autour de nous ces brillans et ingénieux *académiciens*, ces douteurs systématiques et obstinés, et la cohorte pour long-temps nombreuse des enfans dégénérés de l'auteur de *Candide?*

Dans cet état d'universelle défaillance, les esprits les plus fermes reculent devant la responsabilité d'une doctrine nouvelle. Autant à d'autres époques l'on cherche la grande originalité, autant elle fait peur aujourd'hui. Même quand ils inventent, nos philosophes mettent leurs nouveautés sous la protection des grands souvenirs. Ammonius et Plotin ne voulaient être que les disciples de Platon, nous ne voulons être que ceux de Descartes.

Si Descartes en effet, si Malebranche et Leibnitz n'ont bâti que de fragiles systèmes que le souffle du temps a emportés sans retour, pourquoi recommencer après eux une carrière où ils se sont égarés et perdus? Comment ne pas désespérer, après tant de philosophies impuissantes, de la philosophie elle-même? Mais non, tout n'a pas péri dans le naufrage de ces grands systèmes. La vérité n'est pas à découvrir tout entière; elle est déjà dans le passé; il suffit de savoir l'y reconnaître et de la recueillir. C'est sur la foi de ces pensées que nous entreprenons de réconcilier Descartes et Bacon, Leibnitz et Locke, comme autrefois Plotin et Proclus réconciliaient Platon avec Aristote. C'est ainsi que nous sommes plus historiens qu'inventeurs, plus érudits que philosophes, impartiaux, tolérans, conciliateurs, un peu indifférens, en un mot éclectiques.

Si ces traits de ressemblance ne sont point chimériques, n'avons-nous pas, au XIXe siècle, quelques leçons à demander à l'histoire de l'école d'Alexandrie? Cette généreuse et noble école a entrepris deux grands desseins : s'allier avec l'antique religion contre l'esprit nou-

veau; être à la fois une école de philosophie et une église. L'école d'Alexandrie a échoué dans ces deux entreprises. Reniée par le paganisme qu'elle altérait en le voulant transformer, elle a été vaincue par l'esprit nouveau et a péri avec la religion et la philosophie helléniques. De nos jours aussi, nous voyons reparaître ces tentatives où Porphyre, où Jamblique, où Julien, ont échoué. Tandis que des esprits étroits ou frivoles continuent contre le christianisme et contre toute religion une guerre insensée, rêvant je ne sais quelle religion de la nature; tandis qu'un parti non moins aveugle dans ses desseins, non moins violent dans ses implacables haines, s'acharne à la destruction de toute libre philosophie, les esprits plus sages ou plus généreux se partagent en deux directions contraires : les uns nous proposent un mélange impossible de la philosophie avec le christianisme, les autres courent hardiment après la chimère d'une religion nouvelle. Sur des entreprises analogues, l'histoire a prononcé une fois. Écoutons et méditons ses arrêts, et, tout en comprenant la différence des temps passés et des temps nouveaux, faisons servir l'étude approfondie des siècles qui ne sont plus à l'utilité du nôtre. C'est l'œil toujours fixé sur ce but que nous allons introduire nos lecteurs dans l'histoire de l'école d'Alexandrie.

L'école d'Alexandrie était profondément inconnue en France il y a vingt-cinq ans. Qui s'intéressait alors à l'histoire de la philosophie? Qui lisait Platon et Aristote, saint Anselme et Gerson, Bruno ou Campanella? Descartes et Leibnitz étaient les anciens. En lisant Spinoza, on eût craint de se jeter dans l'érudition et d'être taxé de pédanterie. Aux uns, Condillac suffisait pleinement; aux autres, Reid. Aussi, lorsqu'en 1819, M. Cousin annonça qu'il allait publier les manuscrits inédits de Proclus, il n'y eut qu'un cri parmi ses amis contre une entreprise aussi ingrate, aussi stérile, aussi insensée. C'était quitter la philosophie pour une vaine et laborieuse érudition, c'était déserter les problèmes eux-mêmes pour leur histoire, c'était jeter l'esprit moderne dans une fausse voie. M. Cousin laissa dire ses amis. La publication de Proclus se rattachait à ses yeux à un grand dessein; il voulait renouer la chaîne des traditions que le XVIIIe siècle avait rompue. Il voulait donner à la philosophie de notre temps une base large et puissante dans les travaux accumulés du passé. En proposant à ceux qui l'entouraient cette vaste et pénible tâche, M. Cousin ne se ménageait pas : il éditait Proclus, traduisait Platon, restituait Xénophane, débrouillait Eunape et Olympiodore et méditait d'avance la scholastique et Abailard. Aujourd'hui que ces travaux en ont suscité tant d'autres d'un si

grand prix, et que la plupart des monumens de la pensée humaine, dans l'antiquité, le moyen-âge et les temps modernes, ont été explorés, déchiffrés, approfondis, nous pouvons juger de la grandeur et de l'utilité de l'entreprise, et payer un juste tribut de reconnaissance à celui qui l'a conçue et qui a tant fait pour l'accomplir.

L'ouvrage de M. Jules Simon sur l'histoire de l'école d'Alexandrie est le plus récent résultat et à coup sûr un des plus remarquables de ce grand mouvement historique. De toutes les écoles de l'antiquité, celle-là avait été la plus négligée. Depuis les premiers travaux de M. Cousin, un livre, savant, utile, il est vrai, mais où la philosophie avait peu de place, celui de M. Matter, et un mémoire excellent de M. Berger sur la doctrine de Proclus, voilà tout ce qu'avait à son service un historien d'Alexandrie. Je ne parle pas de quelques publications récentes sorties du clergé : elles sont au-dessous de l'examen.

L'Allemagne, si riche sur d'autres parties de l'antiquité, ne pouvait être ici d'un grand secours. Brucker, Tiedemann, Tennemann lui-même, n'ont pas compris la grandeur d'Alexandrie. Ritter l'a souvent défigurée. Hégel seul, historien souvent chimérique, médiocrement érudit, mais doué au plus haut degré du sentiment du grand et de ce coup d'œil rapide et profond qui le découvre dans les plus obscurs monumens, a supérieurement jugé la philosophie alexandrine. Comprendre le panthéisme de Plotin, c'était se souvenir de lui-même.

C'est d'une plume française que sortira une histoire vraiment complète de l'école d'Alexandrie. Depuis cinq années, M. Jules Simon l'a prise pour sujet de ses leçons à la Sorbonne : aujourd'hui, il donne au public le fruit de ses solides et fécondes études et nous montre une partie déjà imposante du monument qu'il veut élever à l'honneur de cette grande école (1).

Dans une préface trop courte à notre gré, mais riche d'aperçus métaphysiques, M. Jules Simon caractérise et apprécie en général l'école d'Alexandrie. Puis il se donne tout entier au principal objet de son ouvrage, et s'attache à nous faire connaître, dans tous ses replis, la métaphysique alexandrine, depuis ses principes les plus abstraits jusqu'à ses dernières conséquences. Cette vaste exposition qui n'avait jamais été faite, et où se déploient avec éclat une intelligence philoso-

(1) L'Académie des Sciences morales et politiques, qui montre dans le choix des sujets qu'elle met en concours une si remarquable intelligence des besoins de la science, proposa en 1840 un prix sur l'école d'Alexandrie. Voyez l'intéressant rapport de M. Barthélemy Saint-Hilaire sur les résultats de ce concours, et particulièrement sur le mémoire de M. Vacherot, couronné par l'Académie.

phique et un talent de style de l'ordre le plus élevé, nous dévoile un système d'une grandeur et d'une originalité inattendues, et sans lequel il est impossible de se rendre un compte sévère du rôle qu'Alexandrie a joué dans le monde, des luttes mémorables qu'elle a soutenues contre l'église naissante, de l'influence qu'elle a exercée sur les développemens du christianisme, enfin, des causes profondes qui, après l'avoir élevée si haut, ont amené sa décadence et ses revers. Avant donc d'examiner ces hautes et périlleuses questions que M. Jules Simon a aussi touchées avec un rare talent, quoiqu'il n'ait pu encore que les effleurer, cherchons avec lui à déterminer les caractères, à constater les origines, à éclaircir les principes de la philosophie alexandrine. Comme lui, n'ayons pas peur de la métaphysique. Pour les esprits frivoles, elle obscurcit toutes les questions; mais c'est elle au fond qui les éclaire.

I.

L'école d'Alexandrie a été fondée par Ammonius Saccas, vers la fin du second siècle de l'ère chrétienne. Esquissons rapidement l'état du monde civilisé à cette époque. Si l'on regarde à la surface, rien de plus régulier, de plus imposant que cette immense réunion de peuples divers sur lesquels Rome, après huit siècles de luttes et de victoires, avait étendu le niveau d'une administration uniforme, partout puissante et partout respectée; mais pour qui pénètre jusqu'aux sources mêmes où s'alimente la vie des peuples, la scène change, et l'apparente régularité de ce monde que Rome a soumis ne couvre que désordres et que ruines.

L'antique religion d'Orphée, d'Homère et d'Hésiode avait perdu tout prestige. Le sacerdoce dégénéré n'avait plus le sens de cette ingénieuse et profonde mythologie des anciens jours. Marque décisive de la décadence d'une religion! la philosophie, dès le IVe siècle avant Jésus-Christ, au lieu d'attaquer le paganisme, le protège contre l'excès et la brutalité d'un scepticisme frivole : elle s'applique à retrouver sous la lettre des croyances antiques l'esprit qui autrefois les vivifia. Platon se complaît à encadrer ses plus beaux dialogues dans un de ces poétiques récits que lui livre la tradition religieuse; Aristote, interprétant avec une philosophie indulgente la religion ionienne, prononce cette parole célèbre, bien altière dans sa haute modération : Le philosophe est l'ami des mythes, Φιλόσοφος φιλόμυθος (1).

(1) *Métaphysique*, liv. I, ch. 4.

Après s'être substituée par degrés à la religion dans le gouvernement des intelligences, après avoir enfanté avec une admirable fécondité les plus magnifiques systèmes, la philosophie à son tour avait épuisé sa vitalité. Un seul fait caractérisera sa décadence : la seule école qui fût debout au premier siècle de l'ère chrétienne, c'était celle de Pyrrhon, reconstituée par Œnésidème.

Ce fut alors que, pour le salut du monde, un esprit nouveau commença de se faire sentir et de pénétrer dans les ames. Durant les deux premiers siècles de notre ère, cet esprit se manifeste confusément encore par un certain nombre d'écoles particulières, qui bientôt disparaissent et s'éclipsent, perdues en quelque sorte dans l'éclat de deux grandes rivales, la religion chrétienne et l'école d'Alexandrie. Ici, l'esprit nouveau éclate avec puissance, et se constitue au travers d'une lutte de trois siècles dont le résultat est le triomphe définitif et l'établissement universel du christianisme.

Cette lutte était inévitable. L'école d'Alexandrie et la religion chrétienne cherchaient l'une et l'autre à s'approprier à l'esprit nouveau, mais d'une manière différente : la première en s'associant au passé, la seconde en rompant avec lui. Du reste, leurs directions générales étaient les mêmes : mysticisme, surnaturalisme, éclectisme, fusion de l'esprit grec et de l'esprit oriental, toutes ces tendances encore vagues ou exclusives dans l'école de Philon le Juif, dans celle de Numénius, chez les néo-platoniciens, les néo-pythagoriciens, les kabbalistes, les gnostiques, nous les retrouvons développées, unies, organisées dans l'un et l'autre des deux grands systèmes contraires

Considérée à ce point de vue, l'école d'Alexandrie a trois époques. La première et la moins éclatante, mais la plus féconde, c'est celle d'Ammonius Saccas et de Plotin. Un portefaix d'Alexandrie se fait chef d'école, et il trouve des hommes de génie pour l'écouter; Origène, Longin, Plotin, sont ses premiers disciples. L'école se développe en silence, se discipline intérieurement, et se donne un point d'appui solide par un système. Bientôt Plotin, qui en est l'auteur, l'enseigne à Rome avec un éclat extraordinaire. C'est alors que l'école d'Alexandrie entre dans sa seconde phase. Avec Porphyre, avec Jamblique, elle devient une sorte d'église qui prétend disputer à l'église chrétienne l'empire du monde. Le christianisme monte sur le trône avec Constantin; l'école d'Alexandrie l'en fait descendre et s'y place à son tour avec Julien. On a beaucoup déclamé contre l'empereur apostat, et sans doute il a fait la plus grande faute où pût tomber alors un homme d'état : il n'a pas compris le christianisme. Mais cette faute est-elle

sans excuse? Julien était un enfant de la Grèce, un fils de Platon, un Athénien passionné pour les lettres et les arts, pénétré du sentiment de la dignité de l'esprit humain. A ses yeux, les chrétiens étaient des barbares; il ne comprenait rien à cette foi farouche, il n'y voyait qu'ignorance et folie. Plein de mépris pour la rudesse des Galiléens, il ne leur enviait que leurs vertus. Lisez sa lettre aux citoyens d'Alexandrie. Quel amour pour la grandeur des souvenirs! quel sentiment de la gloire hellénique! Et puis, que d'esprit, que de verve, que de fine raillerie dans ses lettres! quelle grandeur dans les desseins! quel ensemble dans les mesures! quelle modération dans un homme si jeune et si passionné! Que de choses accomplies ou tentées en si peu de temps! quelle trace profonde laissée dans l'histoire par un empereur qui régna quelques mois!

Avec Julien périt l'école d'Alexandrie, comme puissance politique et religieuse. Le christianisme, en perdant Constantin et Constance, n'avait rien perdu de sa force, parce qu'elle était tout entière dans ses idées. L'école d'Alexandrie, dépassée par l'esprit nouveau, et s'épuisant en vain à le ramener en arrière, tomba dès que le bras qui la soutenait fut brisé. Ici commence sa dernière époque, celle où brille encore le nom de Proclus. Alexandrie redevient une école de pure philosophie, et, se rapprochant plus étroitement que jamais du platonisme, elle cherche à ressaisir par la pensée spéculative l'influence qu'elle a perdue; mais l'esprit du siècle s'était retiré d'elle : elle s'éteint sous Justinien.

Voilà la destinée extérieure de l'école d'Alexandrie; pour la comprendre, il faut avant tout se demander quelle est cette doctrine philosophique suscitée par Ammonius, organisée par Plotin, opposée au christianisme par Porphyre, Jamblique et Julien, et qui essaie en vain de se reconstituer et de vivre par le génie de Proclus.

Pour qui néglige, dans ce vaste système de l'école d'Alexandrie, tout ce qui n'est qu'accessoire et subordonné, pour s'attacher à l'essentiel de la doctrine, elle se laisse ramener sans effort à trois points fondamentaux : la méthode, la théorie de la Trinité, le principe de l'émanation. Par sa méthode, Alexandrie est platonicienne; elle est mystique par sa théorie de la Trinité; par son principe de l'émanation, elle est panthéiste. Ce sont là les trois caractères qui la constituent. Le problème à résoudre pour l'historien, c'est donc d'éclaircir, d'expliquer et par-là même de concilier ces trois caractères; c'est de former de la combinaison de ces différens traits un tableau fidèle où se fasse reconnaître, où revive l'école d'Alexandrie. La question pourrait être

posée de la sorte : Comment une école de philosophie, fille de Platon par sa méthode, a-t-elle abouti à un panthéisme mystique comme au dernier terme de ses spéculations? Voici pour notre part comment nous résoudrions ce problème délicat et compliqué, soit en profitant des lumières qu'y a répandues l'exposition toujours pénétrante et profonde de M. Jules Simon, soit en proposant nos propres vues et contredisant même les siennes quand cela nous paraîtra nécessaire.

La méthode que les alexandrins empruntent à Platon, c'est la *dialectique*. Ce nom a perdu aujourd'hui le sens que les platoniciens lui donnaient; mais si le nom a péri, la méthode reste immortelle. C'est le premier titre d'honneur de Socrate d'avoir le premier entrevu cette haute méthode et de l'avoir appliquée, d'une manière timide encore il est vrai, mais déjà féconde, à ce qu'il appelait ingénieusement l'accouchement des intelligences. C'est par là que Socrate occupe une grande place dans l'histoire de la pensée et qu'il a été véritablement le maître de Platon. Platon lui-même n'est si grand que par cette méthode socratique d'où son génie tira tant de trésors, et si la théorie des idées, dont le temps a détruit les parties périssables, garde un impérissable fond de vérité qu'elle a déposé tour à tour dans le christianisme et dans la philosophie moderne, c'est qu'elle est bâtie sur le fond solide de la dialectique. Décrivons en quelques traits cette méthode si souvent défigurée.

Il est des intelligences, il est des ames à qui rien de fini et d'imparfait ne peut suffire. Tous ces êtres que l'univers offre à nos sens, qui captivent tour à tour nos mobiles désirs, qui enchantent notre imagination de leur variété et de leur éclat, trahissent par un trait commun leur irrémédiable fragilité : ils ont des limites, ils passent et s'écoulent. Comment pourraient-ils satisfaire une intelligence capable de l'éternel, rassasier une ame qui se sent faite pour sentir, pour goûter, pour posséder la plénitude du bien?

Celui donc qui, pressé d'une inquiétude sublime, se détourne sans effort de la scène mobile de l'univers et rentre en soi-même pour s'y recueillir dans le sentiment de sa propre existence, déjà moins fragile que celle des phénomènes du dehors, pour trouver dans son ame l'empreinte plus durable et plus profonde d'une beauté plus pure, quoiqu'encore bien imparfaite; celui qui, s'attachant ainsi à des objets de plus en plus simples, de plus en plus stables, de moins en moins sujets aux limitations de l'espace et aux vicissitudes du temps, monte sans relâche et sans faiblesse les degrés de cette échelle de perfection, sentant s'allumer ses désirs et croître ses ailes à mesure qu'il s'élève, et

incapable de s'arrêter et de trouver le repos, si ce n'est au sein d'une perfection absolue, d'une beauté sans souillure et sans tache qu'aucun souffle mortel ne saurait ternir, d'une existence qu'aucune limite ne borne, qu'aucune durée ne mesure, qu'aucun espace ne circonscrit; celui-là, suivant Platon, est le vrai dialecticien.

Qu'on n'aille pas se persuader que la dialectique platonicienne n'est qu'un élan sublime de la pensée; c'est une méthode scientifique, susceptible d'une application rigoureuse et sévère : c'est au fond la méthode de tous les grands métaphysiciens. Je ne parle pas seulement de Platon et de sa glorieuse famille, les Plotin, les saint Augustin, les saint Anselme, les Malebranche; je parle aussi des plus sévères génies, des métaphysiciens géomètres, Descartes, Spinoza, Leibnitz, qui sont tous à leur manière de grands dialecticiens. En ce sens, la dialectique platonicienne est plus qu'une méthode, c'est le génie même du spiritualisme, c'est l'ame de toute vraie philosophie.

On élève contre la dialectique un éternel reproche; Aristote l'adressait à Platon, Gassendi le renouvelle contre Descartes, Arnauld contre Malebranche : « Vous réalisez des abstractions. » Juger ainsi la méthode platonicienne, c'est mal la comprendre, ou pour mieux dire, c'est n'en voir que l'abus, c'est en méconnaître l'usage et l'essence. Quoi! chercher en toutes choses le simple, l'éternel, c'est courir après des abstractions vaines! quoi! quitter le phénomène pour l'essence, l'individu pour sa loi, le temps pour l'éternité, l'espace pour l'immensité, le contingent et le fini pour l'infini et le nécessaire, c'est quitter le corps pour s'attacher à l'ombre, la réalité pour la chimère! Quoi! l'ordre, l'unité, la parfaite justice et la parfaite vérité, ce sont là des êtres de fantaisie! Et l'infini même, l'être des êtres, que sera-t-il alors, sinon la plus stérile et la plus vide des abstractions? Étrange philosophie qui, par la crainte de l'abstraction, renonce aux êtres véritables et détruit les plus solides et les plus saintes réalités! Ces réserves faites, nous conviendrons que, si l'histoire de la philosophie consacre la légitimité de la méthode platonicienne, elle en dévoile aussi les excès. J'en signalerai deux : la dialectique incline au panthéisme, et par une suite très naturelle, elle incline aussi au mysticisme : en sorte que cette même méthode qui fait la force et l'honneur de la pensée humaine peut devenir la cause de ses plus funestes égaremens. Misère, infirmité de l'homme! Otez-lui le sens de l'éternel et du divin, il rampe sur la terre plus vil que les bêtes destinées à y vivre et à y périr; rendez-lui ce sens sublime, il s'enivre et court aux abîmes.

Je ne dis point que la méthode dialectique conduise nécessairement au panthéisme; je dis qu'elle y incline par une impulsion naturelle que les plus fermes génies n'ont pu surmonter. Cette méthode consiste en effet essentiellement à poursuivre en toutes choses ce qu'elles contiennent de persistant et de simple, l'élément positif, substantiel, *l'idée*, comme disent les platoniciens. Or, ce principe absolu et parfait auquel la dialectique aboutit par tous les chemins, soit qu'elle interroge la nature, soit qu'elle sonde la conscience humaine; ce principe où tout ramène une ame de philosophe, depuis les astres qui roulent dans les cieux jusqu'à l'humble insecte caché sous l'herbe, ne semble-t-il pas qu'à mesure que la pensée s'élève vers lui, elle se détache du néant pour arriver à l'être, qu'elle dépouille en quelque sorte les objets qu'elle abandonne de toute la perfection et de toute la réalité qu'elle y peut saisir, pour la transporter, pour la rendre tout entière à celui qui la possède en propre, et qui contient tout en soi dans la plénitude de son existence absolue? Et quand on quitte ainsi dès le premier pas la réalité sensible, l'individualité, l'espace, le mouvement et le temps; quand tout cet univers n'est plus en quelque sorte qu'une vapeur brillante et légère à travers laquelle l'ame contemple l'être parfait et absolu dans sa majesté éternelle, ne touche-t-on pas au panthéisme?

Rien n'autorise à penser que Platon se soit laissé entraîner jusqu'à cette extrémité périlleuse, de ne plus voir dans les êtres de l'univers qu'une émanation, un écoulement, un développement nécessaire de Dieu; mais s'il n'a jamais adopté, si même il n'a jamais clairement aperçu le principe de l'émanation, on peut dire que ce principe est caché dans les profondeurs de sa doctrine, et qu'il suffit de la presser pour l'en faire sortir. Du reste, ce noble et ferme génie, en qui Socrate avait imprimé sa mâle sobriété, a toujours repoussé avec énergie les conséquences trop ordinaires du panthéisme; toujours il s'est tenu ferme sur la liberté de l'homme et la providence de Dieu. Qu'il me suffise de rappeler ce passage de la *République* où Platon, dans un mythe admirable, fait parler la vierge Lachésis, fille de la Nécessité : « La vertu n'a point de maître; elle s'attache à qui l'honore, et abandonne qui la néglige. On est responsable de son choix; Dieu est innocent. »

Du panthéisme au mysticisme, la pente est rapide. Le principe de l'un et de l'autre est le même : un sentiment exalté de l'infini. La méthode platonicienne, dont ce sentiment est l'ame, doit incliner également vers tous deux. Quel est le point de départ de la dialectique? La

profonde insuffisance du fini. Quel est le dernier terme où elle aspire? L'infini, l'absolu, l'être dans sa plénitude et sa pureté. Et quel est l'instrument de ses recherches? Ce ne sont pas sans doute les sens et l'imagination, qui ne se repaissent que de phénomènes; c'est la raison, qui atteint les lois, les causes, les essences. Mais la raison, même quand on la délivre du joug de l'imagination et des sens, conçoit les choses dans de certains rapports et sous de certaines conditions : elle aperçoit les objets dans le temps, où elle-même déploie la suite de ses opérations successives; dans l'espace, où elle-même a son point de vue. Or, l'infini, l'absolu qui cherche la dialectique, est, par sa nature même, exempt de toute condition. Il n'est pas dans un certain espace, ni même dans tous les espaces, étant simple et infini. Comme parfait, il ne peut changer; il n'est enfermé dans aucune durée, ni sujet d'aucune façon à l'écoulement du temps. Mais, s'il est absolument immuable et simple, comment peut-il vouloir, agir, penser? La volonté suppose l'effort, l'activité la plus pure implique le passage de la puissance à l'acte, par conséquent le changement et le temps. La pensée elle-même a pour condition la conscience, par suite le moi et la personnalité avec ses limites et ses faiblesses. Voilà donc le dieu de la dialectique, un dieu sans activité et sans pensée, sans conscience et sans vie. Voilà l'écueil où la raison vient faire naufrage : elle aspire à un dieu absolument parfait, elle s'élève vers lui d'un vol ardent et rapide, et au moment où elle croit l'atteindre, il lui échappe et s'évanouit. Elle-même, en voulant le saisir, le détruit, car elle lui impose les conditions de sa nature. Mais quoi! est-il possible que je porte au fond de mon être un invincible besoin de l'infini et que je sois condamné à le poursuivre toujours sans jamais l'atteindre? Non, si ma raison ne peut concevoir l'absolu, quelque chose en moi de plus profond saura le saisir. La raison, dans son plus sublime essor, tient encore à la personnalité, au moi; l'amour brisera ce dernier lien. C'est à lui de nous faire goûter la perfection de Dieu même en répandant notre être dans le sien; car Dieu ne se révèle qu'à qui se donne tout à lui, et il faut se perdre soi-même pour le posséder pleinement. Voilà le mysticisme. Ici encore la sagesse de Platon, son éducation socratique, l'ont sauvé des écueils; mais dans ses plus beaux ouvrages on trouve la trace du puissant effort qu'il a dû opposer à l'entraînement de ses propres pensées. Quand il ose décrire, au sixième livre de sa *République*, la nature même de Dieu, après nous avoir montré, au sommet de la hiérarchie des idées, ce soleil intelligible, foyer de la pensée et de l'être, il se trouble, il sent qu'il lui faut monter un dernier degré. Au-dessus

de la pensée et de l'être, c'est-à-dire au-dessus de toute mortelle raison, il entrevoit comme à travers un épais nuage cette unité absolue qui nous attire par un charme mystérieux et nous accable de son impénétrable mystère. Cette haute région, d'où Platon se hâte de descendre de crainte de s'y égarer, les alexandrins entreprennent de s'y établir. Le mysticisme, comme le panthéisme de cette audacieuse école, sont donc deux développemens naturels de la méthode platonicienne. C'est avec raison qu'Alexandrie s'est déclarée fille de Platon, bien que les deux doctrines soient essentiellement différentes. Alexandrie est platonicienne par sa méthode; mais elle l'est avec puissance, avec originalité, parce qu'elle a tiré de cette méthode un panthéisme mystique qui n'y était contenu qu'en germe.

De là une explication assez simple de leur fameuse trinité. Au premier coup d'œil jeté sur cette trinité d'Alexandrie qui se rattache à tous les grands souvenirs de l'histoire de la pensée humaine, au système de Pythagore, à celui de Platon, aux trinités de l'Inde, enfin à cette haute et profonde Trinité chrétienne qui fait depuis dix-huit siècles le fond des croyances religieuses de la partie la plus éclairée de l'espèce humaine, l'esprit est saisi de tout ce qui s'y rencontre d'extraordinaire. Dieu est triple et un tout ensemble. Cette nature absolument simple se divise. Au sommet de l'échelle plane l'Unité; au-dessous, l'Intelligence identique à l'Être, ou le *Logos;* au troisième rang, l'Ame universelle, ou l'Esprit. Ce ne sont pas là trois dieux, mais trois hypostases d'un même Dieu. Qu'est-ce qu'une hypostase? Ce n'est point une substance, ce n'est point un attribut, ce n'est point un mode, ce n'est point un rapport. Qu'est-ce que l'Unité? Elle est au-dessus de l'Intelligence et de l'Être, au-dessus de la raison; elle est incompréhensible et ineffable. Sans être intelligente, elle enfante l'Intelligence; elle produit l'Être, et elle-même n'est point un être. A son tour, l'Intelligence immobile et inactive produit l'Ame, principe de l'activité et du mouvement. Est-ce assez de ténèbres? est-ce assez de contradictions?

Un examen plus approfondi, sans résoudre ces contradictions, sans dissiper toutes ces ténèbres, les éclaircit. Quand l'ame humaine, imposant silence à l'imagination et aux sens, se recueille en soi-même comme dans un temple consacré à Dieu pour méditer sur le principe de son être, quand elle oppose aux misères de cette existence fugitive l'idéal d'une vie parfaite, le premier moyen qu'elle possède de se représenter Dieu, c'est d'étendre, pour ainsi dire, à l'infini toutes les perfections dont elle porte la trace. C'est là le premier effort d'une

ame philosophique. Elle s'élève de la connaissance de soi-même à la connaissance de Dieu, se souvenant qu'elle est faite à son image, et qu'elle est comme un miroir où Dieu a réuni et concentré l'image de toutes ses perfections. L'ame est une activité intelligente; mais cette intelligence n'embrasse qu'un petit nombre d'objets et de rapports : elle est sujette aù doute et à l'erreur. Cette activité est limitée à une sphère restreinte, et dans cette étroite sphère, il faut qu'elle lutte et souvent qu'elle succombe. Dieu, au contraire, est une intelligence qui embrasse tous les objets et tous les rapports; une activité qui remplit tous les espaces et tous les temps, et qui répand partout l'ordre, l'être, la vie. Ce Dieu, conçu comme un parfait modèle dont l'ame humaine est une copie, cette Ame infinie et universelle, c'est la troisième hypostase de la trinité alexandrine. C'est là Dieu, sans doute, mais ce n'est pas Dieu tout entier : ce n'est pas un Dieu qui puisse suffire à la pensée humaine et où la dialectique se puisse arrêter.

Ce Dieu, en effet, si élevé au-dessus de la nature et de l'humanité, participe encore de leurs misères. Il agit, il se développe, il se meut. Il a beau remplir tous les espaces et tous les temps, il tombe lui-même dans l'espace et dans le temps. Il connaît et il fait toutes choses; mais il n'est pas le premier principe des choses, car il ne peut les connaître et les faire qu'à la condition d'emprunter à un principe plus élevé l'idée même et la substance des êtres qu'il réalise. Au-dessus d'une activité intelligente qui conçoit et produit dans l'immensité de l'espace et des temps les types éternels des choses, nous concevons l'Intelligence en soi qui contient dans les abîmes féconds de son unité ces types eux-mêmes. Cette pensée absolue, éternelle, simple, immobile, supérieure à l'espace et au temps, c'est Dieu encore, c'est la seconde hypostase de la Trinité alexandrine.

Il semble que la pensée ait ici atteint le plus haut terme de son développement. Quoi de plus parfait que de penser et d'agir, si ce n'est de posséder en soi la plénitude de la pensée et de la vie, la plénitude de l'être? Mais la pensée humaine ne peut encore s'arrêter là. Une nécessité inhérente à ce qu'il y a de plus divin dans sa nature la presse et l'agite, et ne lui laissera de repos que quand elle aura atteint un point où le désir de la perfection suprême s'épuise dans la possession parfaite de son objet.

Dieu est la pensée absolue, l'être absolu. Or, qu'est-ce que la pensée? quel en est le type? C'est la pensée humaine, la pensée liée à la personnalité. Qu'est-ce que l'être? L'être de cette fragile créature que nous sommes. Mais quoi! l'être de Dieu sera-t-il comparable au nôtre?

la pensée de Dieu sera-t-elle analogue à celle des hommes? Penser, c'est connaître un objet extérieur dont on se distingue. Rien n'est extérieur à Dieu. Penser, c'est avoir conscience de soi, c'est se distinguer, se déterminer par rapport à autre chose. Or, il ne peut y avoir en Dieu ni distinction, ni détermination, ni relation. Ce n'est donc pas encore considérer Dieu en soi, mais relativement à nous, que de se le représenter comme la pensée, comme l'Être. Dieu est au-dessus de la pensée et de l'être; par conséquent, il est en soi indivisible et inconcevable. C'est l'Un, c'est le Bien, saisi par l'extase; c'est la première hypostase de la Trinité alexandrine.

Voilà les trois termes qui composent cette obscure et profonde Trinité. Le genre humain, la raison encore imparfaitement dégagée des sens, s'arrêtent à l'Ame universelle, principe mobile du mouvement; la raison des philosophes s'élève plus haut, jusqu'à l'Intelligence immobile où reposent les essences et les types de tous les êtres; l'amour, l'extase seuls peuvent nous faire atteindre jusqu'à l'Unité absolue.

Les alexandrins se complaisent à retrouver cette Trinité dans tous les systèmes philosophiques, dans toutes les traditions religieuses. Ils n'ont pas la sagesse de s'en tenir à Platon. La Trinité est dans Aristote; elle est dans Héraclite, dans Anaxagore. Il y a visiblement ici un abus incroyable de l'éclectisme. Cependant il est vrai de dire que, si l'on considère les spéculations les plus puissantes de la philosophie grecque, la doctrine d'Alexandrie en présente une sorte de résumé systématique qui n'est ni sans grandeur, ni sans profondeur et sans portée.

La troisième hypostase de la Trinité alexandrine répond assez bien au Dieu-nature des stoïciens et d'Héraclite : panthéisme encore grossier dans Héraclite, déjà plus profond dans les stoïciens, et qui n'a pas été sans influence sur celui d'Alexandrie. Au-dessus de ce Dieu mobile, la seconde hypostase de la Trinité de Plotin rappelle trait pour trait le Dieu d'Aristote, cette pensée éternelle et immobile dont l'activité, ramassée en elle-même, s'épuise dans la contemplation de soi, et ne tombe par aucun endroit dans le temps, la variété et le mouvement. Enfin, on ne saurait nier que la première hypostase de la Trinité alexandrine ne se rapproche singulièrement de cette unité pythagoricienne que Parménide épura si sévèrement de toute analogie et de tout rapport avec le monde, qu'il en perdit le sentiment du fini et n'y put voir qu'une ombre trompeuse de l'existence (1). Le Dieu des

(1) Voyez la savante monographie de M. Riaux sur Parménide d'Élée.

alexandrins est donc à la fois le Dieu de Platon, le Dieu de Pythagore et d'Élée, le Dieu d'Aristote, le Dieu d'Héraclite et de Chrysippe. En lui se résument et se concilient tous les systèmes; par lui aussi s'expliquent toutes les religions. Les trois dieux d'Orphée, Phanès, Uranus et Cronus, sont les trois hypostases de la Trinité divine. Orphée lui-même n'est qu'un anneau de la chaîne dorée qui remonte jusqu'au grand révélateur égyptien Hermès, et Pythagore connut la Trinité quand il fut initié par l'archiprêtre Sonchide aux mystères égyptiens. Ainsi, tout s'unit, la philosophie et la religion, l'Orient et la Grèce, tous les dieux, tous les sages, tous les poètes, toutes les traditions.

Cette théorie d'un Dieu en trois hypostases est le fond de la philosophie des alexandrins. Leur platonisme, leur éclectisme, leur mysticisme, tous les caractères de leur doctrine sont là. Il est aisé d'y marquer aussi la place de leur panthéisme. La même loi en effet qui préside aux rapports des hypostases divines leur sert à expliquer le rapport de Dieu au monde, de l'éternité au temps, de l'infini au fini; cette loi, c'est celle de l'émanation. De même que l'Intelligence émane de l'Unité, l'Ame de l'Intelligence, nous voyons le système entier des êtres de la nature sortir de l'Ame universelle, premier anneau d'une chaîne d'émanations successives qui n'a d'autre terme que celui du possible.

Telle est l'idée que nous nous formons de la philosophie alexandrine; elle est un développement original du platonisme. Ce développement, fondé d'ailleurs sur les lois mêmes de la pensée, a été déterminé par deux grandes causes : l'esprit du temps, qui inclinait avec force toutes les ames au mysticisme; l'invasion des idées orientales, qui les poussait dans le même sens. De là un vaste système, platonicien par sa méthode et ses tendances générales, mystique et panthéiste par ses résultats, capable à ce double titre de se mettre en harmonie tout ensemble avec les traditions de la philosophie grecque et l'esprit nouveau qui de l'Orient soufflait sur le monde, très propre par conséquent à les réunir dans un éclectisme universel.

M. Jules Simon n'entend pas tout-à-fait de la même façon les origines et les caractères de la philosophie alexandrine. En pareille matière, ses opinions ont une si grande autorité, que le droit de les contredire impose le devoir de les discuter. L'origine de tous nos dissentimens, c'est notre différente manière d'entendre la doctrine de Platon. Suivant M. Jules Simon, sur la question de la nature de Dieu, Platon s'est arrêté à un dieu mobile, à une sorte d'ame de l'univers;

sur celle des rapports de Dieu avec le monde, il a adopté le dualisme.

On a beaucoup répété que le dualisme était le fond de toute la métaphysique ancienne, que la notion d'un principe unique de l'existence universelle appartenait essentiellement au christianisme. Suivant cette doctrine, le plus grand effort des plus puissans génies de l'antiquité, ç'a été de concevoir une intelligence suprême qui a organisé le chaos. Le dieu de la philosophie ancienne est l'architecte du monde; il en est même la providence, mais non point le père et l'auteur. Cet artiste admirable a besoin d'une matière, laquelle, en recevant son action, lui impose à son tour des limites et entre en partage de ses plus sublimes attributs, l'éternité, la nécessité, l'indépendance. De là une sorte de manichéisme qui fait Dieu source de tout bien; la matière, source de tout mal. Il était réservé au christianisme d'extirper le mauvais principe et d'annoncer aux hommes l'être des êtres, source unique de tout ce qui respire et qui vit. Voilà l'histoire de la philosophie telle que les pères de l'église l'ont faite, et telle que Baltus, au XVIIIe siècle, l'opposait aux philosophes qui prétendaient trouver dans Platon les dogmes fondamentaux du christianisme.

La discussion approfondie de cette question nous mènerait trop loin; nous n'insisterons que sur un point qui nous paraît incontestable : c'est qu'il est de l'essence de la méthode dialectique d'exclure le dualisme. Elle consiste en effet à s'élever des objets sensibles aux idées et des idées à Dieu; elle y parvient en séparant dans chaque chose deux élémens, l'élément positif, durable, l'être, et l'élément négatif, variable, le non-être. Dans cette marche dialectique dont parle Platon, le philosophe ne laisse donc rien derrière soi que des limites et des négations, et le dieu auquel il arrive, cette idée par excellence qui contient toutes les idées, c'est l'être absolu, l'être hors duquel il n'y a rien.

Nous pouvons consentir moins encore à admettre que Platon, dans sa sublime théodicée, se soit arrêté à un Dieu mobile et changeant, à cette ame du monde que les alexandrins ont placée au plus bas degré de leur Trinité. On abaisse ici singulièrement le maître devant le disciple, et j'ose dire que Plotin eût décliné l'honneur que son historien lui veut faire, d'avoir, le premier, conçu Dieu comme un être absolument immuable, élevé, non par des degrés, mais par la plénitude incommunicable de la perfection au-dessus de tous les êtres de l'univers. Faut-il rapporter ici les passages de la *République*, du *Phédon* et du *Banquet*, où Platon s'explique avec une majesté et une magnificence de langage qui n'excluent pas la plus rigoureuse précision sur l'absolue

immutabilité du principe inconditionnel de l'existence? Faut-il introduire ici, comme fait Socrate au banquet d'Agathon, la belle étrangère de Mantinée, s'écriant : « Celui qui dans les mystères de l'amour s'est avancé jusqu'au point où nous en sommes par une contemplation progressive et bien conduite, parvenu au dernier degré de l'initiation, verra tout à coup apparaître à ses regards une beauté merveilleuse, celle, ô Socrate! qui est la fin de tous ses travaux précédens : beauté éternelle, non engendrée et non périssable, exempte de décadence comme d'accroissement, qui n'est point belle dans telle partie et laide dans telle autre, belle seulement en tel temps, dans tel lieu, dans tel rapport, belle pour ceux-ci, laide pour ceux-là; beauté qui n'a point de forme sensible, un visage, des mains, rien de corporel, qui ne réside dans aucun autre être différent d'avec lui-même, comme un animal, ou la terre, ou le ciel, ou toute autre chose; qui est absolument identique et invariable par elle-même; de laquelle toutes les autres beautés participent, de manière cependant que leur naissance ou leur destruction ne lui apporte ni diminution ni accroissement (1). » Est-ce là un Dieu changeant et mobile, une ame, un être mêlé au monde, et ne différant de nous que par le degré? Et en vérité, est-ce bien Platon qu'on vient accuser d'anthropomorphisme? On cite le *Timée* et ses poétiques récits. Faut-il donc prendre ici Platon à la lettre, et se rendre très attentif, par exemple, à ce vase où Dieu compose l'ame du monde? Mais quoi! le *Timée* lui-même contient des preuves décisives contre cette manière d'interpréter Platon. Il nous fait assister à la formation de cette ame universelle, ouvrage de l'éternel artiste, Dieu des sens et du vulgaire, Dieu engendré et périssable, qu'on veut nous faire confondre avec le Dieu de la *République* et du *Banquet*. Ce grand Dieu, qui, dans le *Timée*, crée le temps du sein de l'éternité pour en être l'image mobile, ce Dieu dont il ne faut pas dire qu'il a été et qu'il sera, de crainte d'altérer la majesté de son existence immuable, mais seulement qu'il est, ce Dieu dont la grandeur pénétrait saint Augustin d'admiration et d'enthousiasme, et faisait dire à saint Justin que le Verbe, avant de s'incarner, s'était révélé à Platon, qu'a-t-il donc à démêler avec l'espace, le temps, le mouvement et toutes les faiblesses de notre nature? On s'appuie sur ce qu'Aristote reproche sans cesse à Platon la mobilité de son Dieu. C'est une erreur : Aristote adresse vingt fois à Platon le reproche contraire, savoir : d'arriver par la dialectique à une région immobile et abstraite, d'où le mouvement et la vie ne peuvent plus sortir. Aristote a évité cette difficulté, on sait à

(1) *Banquet*, traduction de M. Cousin, VI, 326.

quel prix, par le dualisme. Mais imputer à Platon le dualisme et un Dieu mobile, c'est fermer les yeux sur la méthode de Platon, c'est s'inscrire en faux contre ses doctrines explicites, c'est sacrifier à un ou deux passages secondaires d'une explication difficile tous les grands monumens de la philosophie platonicienne; c'est mal comprendre la polémique d'Aristote et la véritable différence qui sépare le maître du disciple; enfin, c'est se condamner à laisser dans l'ombre l'intime lien qui rattache tout ensemble le panthéisme et le mysticisme des alexandrins à la philosophie de Platon. M. Jules Simon veut que le Dieu du *Timée* occupe le troisième rang dans la Trinité alexandrine; mais il sait bien que le Dieu du *Timée*, c'est l'intelligence, enfermant en soi les types des êtres et toutes les formes de la vie. Ce Dieu serait donc tout au plus la seconde hypostase, et non la troisième, et M. Jules Simon sait aussi que nous sommes sur ce point parfaitement d'accord avec les deux plus grands philosophes d'Alexandrie, Plotin et Proclus.

Si l'on peut reprocher à M. Jules Simon d'être trop favorable aux alexandrins, quand il expose leur doctrine et leur suppose une originalité qu'ils n'ont pas, il faut reconnaître qu'il est juste et sévère pour eux, quand il discute et apprécie la valeur de leurs spéculations. C'était là la partie la plus difficile de la grande tâche qu'il s'est proposée; disons tout de suite qu'il s'en est acquitté, en ce qui touche le mysticisme alexandrin, d'une manière supérieure. Il est impossible de remonter aux causes philosophiques du mysticisme de Plotin, et en général de tout mysticisme, avec une sagacité plus pénétrante, et de mettre à nu avec plus de vigueur et de solidité l'illusion sur laquelle repose cet étrange et curieux système.

Les mystiques tombent dans une confusion qui, pour être assez naturelle à toute intelligence éminemment spéculative, n'en est que plus dangereuse; ils confondent les conditions sous lesquelles s'exerce la raison dans une intelligence imparfaite avec l'essence et le fonds même de la raison. Lors donc que, dans leur effort sublime pour atteindre le principe de toute existence, ils arrivent à un être absolument dégagé de toute condition, à un être que l'on ne peut concevoir dans le temps, dans l'espace, qu'on ne peut rapporter à une cause supérieure, à un être en un mot à qui on ne peut assigner aucune limite, et en qui on ne peut concevoir aucune diversité, ils s'imaginent que la raison est condamnée à se contredire avec elle-même, étant forcée de concevoir un être inconcevable, de nommer un être ineffable, d'assujétir à une condition un être absolument inconditionnel. C'en est donc fait de la science, et il faut tomber dans le scepticisme et le désespoir, s'il n'y

a pas en nous un autre moyen d'atteindre ce qui échappe à toutes les prises de la raison. Ce moyen, c'est l'extase, l'enthousiasme. La raison est un don sublime, mais elle a pour ainsi dire un vice originel, elle tient à la personnalité; l'extase en est l'abolition; elle identifie l'ame avec son objet, elle nous unit à Dieu, elle nous fait Dieu. M. Jules Simon démontre fortement que le principe de tout ce système est ruineux. L'idée de l'absolu, comme il le prouve avec une grande puissance d'analyse, est le fonds même de la raison. Toutes ces lois, tous ces principes, toutes ces vérités éternelles et nécessaires qui soutiennent nos pensées, qui dominent et dirigent nos sciences, perdent leur sens si on les sépare de l'idée de l'absolu. Loin de l'exclure, comme le croit le mysticisme, elles l'impliquent. C'est elle qui les engendre, les conserve et les constitue au plus intime de l'ame humaine. Pour trouver Dieu, l'homme n'en est pas réduit à renoncer à sa raison; il lui suffit de l'interroger dans son fonds. C'est donc la raison qui éclaire l'homme, alors même qu'il croit avoir éteint sa lumière. Contemplation, vision, extase, tout cela n'est encore que la raison qui se dérobe à la conscience dans la soudaineté sublime de son action. Hors de là, il n'y a que les chimères d'une imagination exaltée, les visions d'un cerveau malade, et, faut-il le dire? les hallucinations d'un sang échauffé. Les mystiques veulent secouer le joug de la personnalité, et ils y retombent sans cesse. Ils croient entendre la voix de Dieu, c'est celle de leur fantaisie. Ils s'imaginent sortir du moi, ils s'y emprisonnent; en croyant s'envoler au ciel, ils s'enchaînent plus étroitement à la terre, et le dernier fruit de cette exaltation qu'on croit angélique n'est que trop souvent l'abandon le plus déplorable aux dérèglemens les plus honteux.

Toute cette critique du mysticisme alexandrin est d'une solidité et d'une profondeur également remarquables; M. Jules Simon est loin d'être aussi fort contre le panthéisme. Il accorde et même il démontre que le panthéisme n'a rien à démêler avec l'athéisme, qu'il ne consiste point à absorber l'infini dans le fini, et Dieu dans la nature, mais seulement à les unir par le lien d'une consubstantialité et d'une coéternité nécessaires. Il va même jusqu'à soutenir, et à notre avis il réussit à prouver avec la plus rare sagacité, que le panthéisme n'exclut pas absolument les conditions de l'individualité, et peut laisser place à une multiplicité distincte de forces finies; il indique en passant les emprunts, très remarquables en effet, que Plotin a faits au dynamisme d'Aristote et à toute sa belle théorie de la nature; puis, après avoir soulevé ces questions redoutables, il les tranche en quelques mots. Le panthéisme, dit-il, est contradictoire. Soit; mais il ne faudrait pas

le prouver par des argumens dont on a fait soi-même toucher au doigt la faiblesse. Voici une assertion plus grave encore. On soutient que le dualisme, le panthéisme et tous les systèmes des philosophes qui ont consumé leur génie à éclaircir, à expliquer le rapport de Dieu au monde, tout cela n'est qu'une suite d'illusions, un jeu d'esprit stérile. Suivant M. Jules Simon, la question du rapport du fini à l'infini est entièrement insoluble. Cependant il la résout et se prononce explicitement pour la doctrine de la création *ex nihilo*. Qu'est-ce à dire? M. Jules Simon voit-il dans cette doctrine une solution positive du problème du rapport du fini avec l'infini? Il paraît bien, car il ne veut pas convenir que cette solution soit négative. D'un autre côté, il ne croit pas à la possibilité d'une solution. La vérité est que M. Jules Simon n'attache qu'une bien médiocre importance à ce genre de problèmes. Dualisme, panthéisme, création *ex nihilo*, il ne voit là que des métaphores qui nous déguisent le vide absolu de nos idées. Si donc il penche pour la création *ex nihilo*, c'est précisément à cause de son caractère tout exclusif et tout négatif, qu'il paraissait d'abord lui contester.

Pour nous, nous ne pouvons admettre que les efforts des métaphysiciens pour résoudre le premier problème de la philosophie, que les spéculations d'Aristote et de Platon, de Plotin et de Spinoza, n'aient abouti qu'à substituer une métaphore à une autre, et que ces grands esprits, qui croyaient s'occuper de choses, n'aient spéculé que sur des mots. C'est d'abord une grave injustice de considérer d'un œil si dédaigneux les plus hautes spéculations des philosophes; c'est en outre pour soi-même un grave danger.

Il n'est pas exact de dire que le dualisme et le panthéisme expliquent le rapport du fini à l'infini par une pure métaphore. La conscience humaine, à laquelle il faut toujours en revenir en saine métaphysique, nous fournit le type de deux sortes d'actions parfaitement distinctes. La volonté de l'homme agit sur la nature extérieure. L'industrie ne peut, il est vrai, donner l'être à un brin de paille; mais elle peut changer la face du monde. L'artiste ne peut créer une statue; mais donnez-lui du marbre, et il en tirera Minerve ou Jupiter. Telle est l'idée que les hommes se sont souvent formée de l'action divine : et de là le dualisme. La matière et Dieu sont deux principes coéternels également nécessaires. Dieu agit sur la matière et lui imprime les formes sublimes de sa pensée; il ne lui donne pas l'être, mais le mouvement, l'ordre et la vie.

Or il y a dans la conscience de l'homme le type d'une action plus

spirituelle, plus relevée, savoir, l'action intérieure par laquelle nous pouvons modifier et déterminer notre existence morale. Ici, ce n'est plus l'action d'une force sur un terme étranger, c'est l'action d'une force sur soi-même, c'est son développement, c'est sa vie. Quand mon activité pensante forme une idée, cette idée n'est pas hors de moi; elle n'est pas séparée, quoiqu'elle en soit distincte, de l'activité qui l'enfante; elle est cette activité elle-même qui se détermine et se féconde. L'idée passe, l'activité reste, et produit des idées nouvelles. Voilà le type primitif sur lequel les panthéistes conçoivent l'action divine. Pour eux, les êtres de ce monde ne sont pas extérieurs à Dieu, bien qu'ils s'en distinguent formellement; ils n'ont point une existence séparée; ils sont les effets immanens d'une activité éternelle et inépuisable qui les produit sans mesure et sans terme dans l'espace et le le temps, sans y tomber elle-même, toujours pleine, parfaite, immobile en soi.

Sont-ce là des mots et des métaphores? Quand je parle d'une force qui agit sur un terme extérieur, ou d'une activité qui se détermine par elle-même, sais-je ou non ce que je dis? Ai-je ou non une idée positive? Mais, dit-on, cette double action est environnée de mystères. Que sera-ce, si de l'homme on s'élève à Dieu, du fini à l'infini, du relatif à l'absolu? Les difficultés deviendront infinies comme l'objet de la pensée et se changeront en impénétrables énigmes. Je réponds par le mot de Montaigne : « Nous ne savons le tout de rien; » tout est mystère autour de nous, et, comme disait Pascal, l'homme est à lui-même le plus profond de tous les mystères. Est-ce à dire que nous ne sachions rien? Nous ne pouvons, dites-vous, comprendre Dieu. Je le crois bien, nous ne pouvons comprendre un atôme. Celui qui connaîtrait dans son fonds et dans son tout la plus chétive des créatures connaîtrait tout le reste, et aurait le secret de Dieu. Leibnitz disait avec esprit et avec grandeur : « Dieu est un géomètre qui calcule et résout incessamment ce problème : Étant donné une monade, un atôme de l'existence, déterminer l'état présent, passé et futur de tout l'univers.» Mais n'y a-t-il pas un milieu entre comprendre et ignorer, entre connaître absolument et ne point connaître du tout? En bonne logique, prouver qu'on ne peut avoir l'idée complète d'une chose, est-ce prouver qu'on n'en peut avoir aucune idée? N'est-il pas clair que, dans les notions les plus positives et les plus précises d'un être imparfait, il y aura toujours la part des ténèbres et du néant?

M. Jules Simon nous livre le secret de son opinion sur le panthéisme, quand il pose en principe que la raison humaine ne peut connaître

Dieu ou l'absolu d'une manière positive. Selon nous, c'est infiniment trop accorder à Plotin; c'est perdre tout le terrain qu'on vient de gagner, et du mysticisme vaincu incliner à une extrémité non moins dangereuse.

M. Jules Simon, en historien philosophe, juge l'école d'Alexandrie au nom d'un système. A la théorie de Plotin sur la raison il oppose la sienne. Signalons au moins le caractère et les conséquences de cette théorie. Elle est contenue dans ces deux principes fondamentaux : l'idée de l'absolu ou de l'infini est le dernier fonds de la raison; nous ne pouvons avoir toutefois de la nature de l'absolu aucune connaissance positive. Par le premier de ces principes, et en général par sa manière d'entendre l'absolu, M. Jules Simon se rattache à la nouvelle philosophie allemande, celle de Schelling et de Hégel; par le second, il se rapproche plutôt de Kant et de l'esprit général de la philosophie critique, laquelle dans le fond ne conteste pas la notion, ni même l'existence de l'absolu, mais seulement la possibilité de le connaître, d'en faire la science. Cette combinaison du kantisme et d'une sorte d'hégélianisme n'est assurément pas sans puissance. Elle a déjà séduit un éminent philosophe de l'Écosse, un savant et profond critique, M. Hamilton, dont les vues métaphysiques ont reçu une force nouvelle en s'associant à celles du ferme esprit, du vigoureux écrivain qui s'est fait en France son interprète (1).

M. Hamilton et M. Jules Simon pensent donc que l'absolu ne peut être l'objet d'une connaissance positive. Nous concevons fort bien que l'on soutienne avec Kant cette thèse; mais nous demandons en même temps qu'on en reconnaisse la nécessaire conséquence, savoir : que l'idée de l'absolu n'existe véritablement pas. M. Hamilton a parfaitement vu cette conséquence, et s'y est résigné. M. Jules Simon a préféré, comme Kant, se contredire. Il a mieux aimé être inconséquent que d'être sceptique. Dans tout son livre, nous trouvons en lui un partisan déclaré et éloquent du dogme de la divine Providence. Or, je le demande, comment conciliera-t-on ce dogme sublime avec l'impossibilité absolue où l'on prétend qu'est la raison d'avoir de Dieu aucune connaissance positive? Croire à la Providence, c'est apparemment croire que Dieu est l'intelligence parfaite, la parfaite justice et la parfaite sainteté. Sont-ce là des affirmations positives, ou soutiendra-t-on encore que ce sont des métaphores et de vains mots? Dire que Dieu pense, qu'il est juste, qu'il est saint, est-ce ne rien dire de positif et

(1) Voyez la préface de M. Louis Peisse aux *Fragmens* de Hamilton.

d'effectif? Est-ce s'incliner devant une métaphore, adorer des formules vides de sens, embrasser une ombre, un néant? Assurément on ne l'entend pas de la sorte. Où prenons-nous cependant, après tout, le type réel et positif de l'intelligence, le type de la justice, si ce n'est dans le moi lui-même, modèle primitif et universel de toutes nos conceptions? Or, s'il n'y a aucune ressemblance, aucune analogie (c'est ce que l'on soutient positivement) entre notre intelligence, notre être, et l'intelligence et l'être de Dieu, de quel droit dirons-nous que Dieu est une intelligence et un être? de quel droit dirons-nous même qu'il y a un Dieu? C'est véritablement alors que nous prononcerions des paroles vides de sens. Mais, dira-t-on, vous tombez dans l'anthropomorphisme. Vous faites Dieu semblable à l'homme. Vous souillez sa majesté de toutes les imperfections de notre nature. Votre Dieu n'est que le moi divinisé; votre Dieu n'est qu'une idole. — Je réponds à mon tour : Pour faire Dieu trop grand, vous en compromettez l'existence. Pour rendre la raison modeste, vous la faites pyrrhonienne. Si Dieu ne peut être connu positivement par la raison, c'en est fait de la raison et de Dieu. Toute connaissance négative implique une connaissance positive; si le mot Dieu ne répond dans mon esprit et dans mon ame à aucune idée positive, toute affirmation sur Dieu est arbitraire, vaine et inintelligible. Toute philosophie et toute religion sont égales, également vaines. L'histoire n'a plus de sens. Le dieu de Platon n'est pas plus vrai que celui de Thalès et d'Héraclite. Le dieu des chrétiens n'est pas plus saint et plus pur que ceux du paganisme et que les plus grossiers fétiches. On n'a plus de critérium pour les distinguer, et il faut tomber dans l'indifférence absolue des philosophies et des religions.

Réduisons la question à ses termes les plus précis : si une intelligence finie ne peut connaître positivement que ce qui lui est analogue, alors, j'en conviens, plus de système sur le rapport du fini et de l'infini, plus de science de l'infini lui-même, mais alors aussi plus de philosophie, plus de religion, plus de Providence, plus de Dieu. Admet-on ces tristes conséquences? On est sceptique, mais on est logicien. Si, au contraire, l'on accorde une fois que la raison a l'idée de l'absolu, qu'il y a un rapport possible entre une raison finie et un être infini, je dis que c'est une faiblesse et une inconséquence de s'arrêter là, et, contredisant à la fois la logique et le genre humain, de soutenir que nous n'avons aucune connaissance positive de la nature de Dieu, et qu'il n'y a rien de commun entre son être et le nôtre. Spinoza, lui aussi, disait qu'entre la pensée de Dieu et la nôtre il n'y a pas plus de ressem-

blance qu'entre le chien, constellation céleste, et le chien, animal aboyant. Spinoza excède ici sa propre pensée; il tombe dans le mysticisme : ce n'est plus Spinoza, c'est Plotin. Un mystique peut dire avec calme : La raison n'atteint pas Dieu; car l'extase est là pour lui donner un asile, et satisfaire son ame et son cœur. Mais quand on a l'esprit assez ferme pour ne voir dans l'extase qu'une haute et noble extravagance, je me sers des mots de Bossuet, que M. Simon ne désavouera pas, si l'on refuse à la raison le droit de connaître positivement la nature de Dieu, il n'y a, je le répète une dernière fois, d'autre issue à un pareil système que le scepticisme.

II.

Abordons maintenant avec M. Jules Simon cette question grave et périlleuse qui fait pour beaucoup d'esprits le principal intérêt de l'histoire d'Alexandrie. Quels ont été les rapports de cette école avec le christianisme? quelles analogies les rapprochent? quelles différences les séparent? quelles sont les causes qui ont déterminé la chute de l'école alexandrine et le triomphe de la religion du Christ? M. Jules Simon a expressément réservé pour la seconde partie encore inédite de son ouvrage la discussion approfondie de ces épineux problèmes; mais il a été conduit à s'expliquer assez nettement sur le fond du débat dans deux des chapitres les plus intéressans de son livre, l'un sur l'établissement du christianisme, l'autre sur les rapports de la Trinité chrétienne avec celle d'Alexandrie.

On a pu voir plus haut que les alexandrins avaient concentré dans leur théorie d'un Dieu en trois hypostases toute la substance de leur philosophie. Le dogme de la sainte Trinité n'a pas dans le christianisme moins d'importance. Étroitement lié au mystère de l'incarnation, qui lui-même est inséparable du mystère de la rédemption, le dogme de la sainte Trinité est la base de toute la métaphysique chrétienne. La plupart des grandes hérésies, l'arianisme, le sabellianisme, le nestorianisme, ont attaqué par quelque endroit ce dogme fondamental. Ébranler un seul point en pareille matière, c'est tout compromettre. Arius touche d'une main profane à l'égalité, à la coéternité du Père et du Fils; voilà le monde agité pour un siècle. Nestorius nie l'union du Verbe et de l'homme en Jésus-Christ, et il fonde en Orient une sorte de christianisme nouveau. Toutes les autres hérésies qui ont remué l'univers chrétien se rattachent par quelque lien essentiel à ce grand mystère de la Sainte-Trinité.

En comparant la Trinité chrétienne avec celle d'Alexandrie, M. Jules Simon ne compare donc rien moins que les deux philosophies rivales, et bien qu'il ait presque toujours limité ses conclusions à ce dogme capital, elles ont par la force même des choses une portée beaucoup plus étendue. Dans ce grand débat agité en des sens si divers, M. Jules Simon a pris une position qui, je crois, lui appartient en propre, et qui appelle le plus sérieux examen. Les uns soutiennent, comme on sait, que la Trinité chrétienne est un emprunt fait à Platon et aux alexandrins, et prétendent invoquer en leur faveur l'autorité et les aveux de plus d'un illustre père de l'église, saint Justin par exemple et saint Augustin. Les autres accusent les alexandrins de s'être faits les plagiaires du christianisme. C'est la thèse de la plupart des apologistes de l'église. Déjà Théodoret élevait cette accusation contre Plotin; elle a été depuis mille fois répétée. Des deux côtés on suppose que les deux trinités sont analogues. Or, M. Jules Simon s'attache précisément à démontrer qu'elles sont essentiellement différentes; d'où il conclut que de part et d'autre l'imitation a été impossible. Si l'on veut que l'un des deux dogmes ait influé sur l'autre, on ne peut admettre en tout cas que le christianisme ait imité ou dérobé l'école d'Alexandrie; car, suivant M. Jules Simon, la théorie chrétienne de la Trinité, et en général les dogmes fondamentaux du christianisme, étaient constitués bien avant la naissance de cette école. M. Jules Simon paraît donc incliner à admettre l'originalité parfaite de la Trinité chrétienne. Elle n'est point, suivant lui, dans Platon; elle n'est entrée dans Alexandrie que long-temps après l'organisation définitive du christianisme; c'est donc là un dogme parfaitement propre à l'église. Les alexandrins seuls pourraient être plagiaires, ou si l'on veut imitateurs. Mais M. Jules Simon, se fondant sur les différences des deux trinités, préfère absoudre tout le monde.

Nous ferons deux parts dans ces conclusions : qu'il y ait entre la Trinité alexandrine et celle du christianisme de profondes différences, il faut reconnaître que M. Jules Simon l'a démontré d'une manière péremptoire et avec la plus rare habileté. C'était là son principal objet, et ce sera certainement un des grands résultats de son entreprise historique. Mais à quelle condition M. Jules Simon a-t-il démontré cette thèse? A condition de prendre pour base de sa comparaison, d'une part la doctrine de Plotin, de l'autre le symbole de Nicée. C'est en effet dans ce symbole que l'on trouve pour la première fois une doctrine organisée, précise, explicite, sur la Trinité. Mais le concile de Nicée est du IVe siècle, et le système de Plotin est antérieur d'un siècle en-

viron. De plus, il ne faut pas oublier que l'école d'Alexandrie a des liens avec d'autres écoles antérieures ou contemporaines, celle de Philon le Juif, celle d'Alcinoüs, celle de Numénius d'Apamée, et que l'on trouve dans ces trois écoles des systèmes trinitaires qui ne sont pas sans analogie et qui n'ont pas été, à coup sûr, sans influence sur les doctrines qui ont suivi. Or, qu'est-ce qui donne le droit à un historien philosophe de penser que cette vaste élaboration à laquelle l'idée de la Trinité a été soumise pendant près de quatre siècles n'ait eu aucune action sur la formation et le développement de la Trinité du christianisme? Absolument rien, que nous sachions, et il y a, selon nous, des preuves décisives du contraire.

La question a été mal posée. Il ne s'agit pas de savoir si le christianisme, arrivé à un certain point de son développement, s'est trouvé en possession d'une doctrine différente de celle d'Alexandrie, il s'agit de déterminer l'influence qu'Alexandrie a certainement exercée sur la formation du christianisme et sur son organisation définitive. Oui, sans doute, si l'on suppose que la religion chrétienne s'est formée en un jour, qu'elle a possédé dès les premiers siècles une doctrine parfaitement positive et complète, que l'œuvre des apôtres, des pères et des conciles, a été une œuvre d'éclaircissement et de définition, et non une œuvre d'organisation interne et de successive création, alors la question de savoir si Alexandrie a influé sur le christianisme est merveilleusement simple; elle est tranchée par la date seule d'Alexandrie, et il suffit de savoir que Plotin est postérieur à Jésus-Christ et à saint Paul. Mais cette supposition, de la part d'un critique et d'un philosophe, est parfaitement gratuite, et nous ne croyons pas qu'elle résiste à l'épreuve d'un examen sévère des faits.

Pour ne parler en ce moment que du dogme de la sainte Trinité, il nous semble que les preuves dont on se sert pour établir qu'il était parfaitement arrêté avant la naissance de l'école d'Alexandrie sont singulièrement insuffisantes. Ce sont, en général, des passages des premiers pères de l'église, où se trouvent nommés le Père, le Fils et le Saint-Esprit. Ces énumérations ne prouvent rien. Il ne s'agit pas d'établir que les chrétiens ont eu dès les premiers siècles une Trinité. Chaque secte religieuse, chaque école de philosophie, avait alors la sienne. Ce qui pourrait caractériser la Trinité chrétienne, ce serait la détermination précise de la nature et de la fonction propre de chacune des trois personnes divines et l'exacte définition des rapports qui les enchaînent l'une à l'autre. Il faudrait prouver, par exemple, que l'égalité absolue, que la consubstantialité des trois personnes de la sainte

Trinité étaient explicitement affirmées et universellement consenties dans les premiers siècles de l'ère chrétienne. Or, c'est là ce que les passages invoqués ne démontrent pas le moins du monde.

Le premier qu'on cite est tiré de saint Clément. « N'avons-nous pas, dit l'évêque de Rome, un même Dieu, un même Christ, un même esprit de grace répandu sur nous? » Je demande ce qu'une critique exacte peut conclure d'un tel passage, alors même qu'on le rapprocherait avec tout l'art du monde d'un certain nombre de passages analogues. Je vois là trois noms, encore sont-ils assez peu précis : Dieu, le Christ, l'esprit de grace. Où est la détermination de la nature de ces trois termes? Où est la divinité du Christ? Où est celle de l'Esprit? Où sont l'égalité, la consubstantialité du Père et du Fils? Qui m'assure même qu'il faut s'arrêter à trois personnes et que l'énumération est terminée?

Les textes de saint Hermas et de saint Ignace ne sont guère plus significatifs. D'ailleurs, ne sait-on pas que ces textes n'ont aucune authenticité? On dit qu'ils sont fort anciens, qu'ils sont cités dans des auteurs du IIe et du IIIe siècle; c'est déjà bien s'éloigner des apôtres. Mais il est impossible d'accorder même cela. On n'ignore pas, en effet, que, lorsqu'il s'agit d'absoudre saint Ignace de l'accusation d'arianisme, les théologiens sont obligés de soutenir que ses épîtres ont été falsifiées au IVe siècle par des mains ariennes.

Je reconnais que les passages de saint Justin, de Tertullien et de Clément d'Alexandrie ont beaucoup plus d'importance; mais ils sont si peu favorables à la thèse qu'on veut établir, qu'au besoin il serait possible de les retourner contre elle. « Nous adorons, dit saint Justin, le créateur du monde; à la seconde place, le Fils; à la troisième, l'Esprit prophétique. » Je ne veux pas argumenter trop strictement contre un texte isolé; mais il me semble qu'un hérétique se servirait assez bien des paroles de saint Justin pour introduire des degrés de perfection dans la sainte Trinité; en tout cas, M. Jules Simon m'accordera aisément que ce passage ne serait pas bon à citer pour prouver l'égalité absolue des trois personnes divines. Saint Justin ne passe pas auprès des théologiens pour avoir toujours été d'une orthodoxie parfaite ou du moins d'une correction irréprochable sur ce point délicat; et l'on sait assez que les pères alexandrins ne sont pas des guides infaillibles touchant la distinction des personnes. Saint Justin dit ailleurs, il est vrai : « Le Fils est Dieu. » Mais comment l'est-il? Voilà la question. Arius lui-même disait aussi que Jésus-Christ est Dieu, et les alexandrins admettaient à leur façon la divinité du Verbe. Avec une criti-

que aussi peu sévère, on trouverait la Trinité chrétienne dans Numénius et dans Philon.

Le passage de Tertullien, sur lequel on s'appuie sans doute de préférence, est à coup sûr très remarquable; mais il faut observer qu'en le citant on le traduit, et qu'en le traduisant on l'interprète. Reste à savoir si cette interprétation est légitime. M. Jules Simon prend évidemment pour règle de traduction et d'exégèse, et en quelque sorte pour clé, le symbole de Nicée, ce qui est théologiquement très légitime. La théologie suppose, en effet, *a priori* que le temps et les hommes ne sont pour rien dans l'organisation des dogmes religieux, et que les conciles se bornent à éclaircir les vérités révélées, sans y ajouter et sans en retrancher jamais rien. De quel droit cependant un philosophe, interprétant un texte de Tertullien où il est dit expressément que les trois personnes sont des *degrés* de la substance divine et qu'elles diffèrent entre elles par le *degré*, affirmera-t-il que ce père n'a pas entendu introduire dans la Trinité des différences de degré? La seule raison qu'on puisse donner, c'est que l'église l'entend de cette façon; mais que dire à ceux qui ne s'en rapportent pas à l'église?

Reste enfin un passage de Clément d'Alexandrie. J'avoue qu'il serait piquant, si l'on peut employer ce mot en si grave matière, de se servir des paroles des pères platoniciens d'Alexandrie pour fortifier une thèse qui tend au moins indirectement à nier toute influence de Platon et d'Alexandrie sur la formation du christianisme. Malheureusement pour cette thèse, jadis si accréditée, mais qui est devenue aujourd'hui presque paradoxale, le passage de saint Clément ne contient rien qui puisse distinguer la Trinité chrétienne d'une foule d'autres, ce qui lui ôte toute importance dans ce débat.

Il s'en faut donc infiniment qu'on ait établi que le dogme de la sainte Trinité et la doctrine chrétienne en général étaient constitués et fixés avant la naissance de l'école d'Alexandrie. Ce n'est pas avec quelques textes vagues et indécis, d'une authenticité souvent suspecte, d'un caractère souvent équivoque, qu'on répondra aux innombrables difficultés qui s'élèvent contre une thèse aujourd'hui bien compromise. Nous ne pouvons les indiquer toutes; mais il est nécessaire d'en esquisser ici quelques-unes, non pas assurément pour résoudre le vaste problème de l'influence d'Alexandrie sur le christianisme, mais pour rétablir au moins la question dans ses termes véritables.

On sait les incroyables efforts qu'ont dû faire les plus savans apologistes et les plus profonds théologiens de l'église pour disculper d'hérésie certains pères des premiers siècles. Or, quels sont ceux que

M. Jules Simon cite de préférence? Saint Justin, Athénagore, Origène, Clément d'Alexandrie, Tertullien. Ce sont justement les plus suspects. Pour Tertullien, il est assez reconnu que la forte imagination de cet éloquent et fougueux écrivain s'accordait peu avec la sévérité, la précision, la mesure que demande une exacte théologie. Qui ne sait que le matérialisme peut se placer sous son patronage, et qu'il a fini par donner tête baissée dans les chimères de Montan? Origène, puissant génie, mais incapable de règle, reste frappé des anathèmes de l'église. Faut-il avoir plus de confiance dans les autres pères platoniciens? Bossuet lui-même a remarqué que les images dont se sert saint Justin pour décrire la Trinité exagèrent beaucoup trop la distinction des personnes. Qu'on lise l'immense ouvrage du savant jésuite Petau, et l'on verra combien de pères se sont écartés de la foi de Nicée. Comment explique-t-on ces différences? On dit, et il faut bien qu'on dise, que ces saints personnages parlaient mal, mais qu'ils pensaient bien. Ingénieuse explication, admirable règle de critique! Qu'on essaie de la transporter dans l'histoire, dans la philosophie, on en verra les suites. Un théologien dont l'Allemagne catholique s'honore, le savant historien d'Athanase, Mœhler, s'est jeté dans un système d'exégèse véritablement désespéré. Ne pouvant ramener à l'orthodoxie certains passages rebelles des premiers pères de l'église, il distingue subtilement entre la croyance des pères et les preuves sur lesquelles ils l'établissent. La croyance est pure, mais les preuves ne le sont pas, en ce sens qu'elles conduisent à une croyance toute contraire. Voilà une distinction merveilleuse, et bien respectueuse surtout pour ces pères vénérables, dont il faut dire désormais qu'en croyant à certains dogmes ils ne savaient ce qu'ils croyaient, et qu'en voulant prouver leur foi ils travaillaient à sa ruine!

Ce n'est point ici le lieu d'insister davantage, de chercher le trithéisme dans saint Grégoire de Nysse et dans saint Cyrille d'Alexandrie, l'arianisme dans saint Ignace et dans saint Irénée, en un mot dans les pères les plus autorisés le germe des plus célèbres hérésies; mais je citerai au moins un grand fait, qui me paraît en cette matière absolument décisif : c'est le fait de l'existence et des progrès extraordinaires de l'arianisme au IVe siècle de l'ère chrétienne (1).

On sait qu'Arius niait le dogme du Verbe incarné, coéternel au Père. C'était nier au fond la divinité de Jésus-Christ, qui descendait au rang d'une créature; c'était nier le dogme de l'Homme-Dieu, qui

(1) Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1841, un remarquable article sur l'arianisme, par M. Lerminier.

est l'ame du christianisme. Il ne s'agissait donc point ici d'une subtilité, d'une distinction théologique; il s'agissait d'un dogme essentiel, lié à la Trinité, à l'Incarnation, à la Rédemption, qui touchait à toutes les croyances, à tous les principes, et jusqu'aux cérémonies du culte. Supposez qu'au IVe siècle la doctrine chrétienne fût arrêtée, organisée sur tous les points; supposez surtout que, depuis trois siècles, elle n'eût pas un instant varié : je vous demande de m'expliquer comment une hérésie qui la renversait de fond en comble a pu faire une si prodigieuse fortune, comment un simple prêtre d'Alexandrie a pu faire échec à l'église tout entière? Ce prêtre obscur se lève un jour, et propose sa doctrine sur Jésus-Christ. Son évêque veut étouffer sa voix; il persiste, et, quelques années après, sa querelle est celle du monde. L'arianisme envahit les conciles, et bientôt, suivant l'expression de saint Jérôme, le monde s'étonne d'être arien.

Qu'on remarque bien qu'il ne s'agit point ici de considérer l'arianisme comme un premier appel au droit d'examen, comme une protestation prématurée de la raison contre un dogme qui la révolte et l'enchaîne; je parle des progrès de la doctrine d'Arius au sein même de l'église, parmi les fidèles les plus éprouvés, les évêques les plus respectables, les conciles les plus imposans par la solennité et le nombre. Qu'on fasse la part si grande qu'on voudra à l'obscurité des questions théologiques, aux intérêts temporels qui ont pu pousser certains évêques à l'arianisme et influer sur certains conciles, réserves déjà bien périlleuses pour l'infaillibilité de l'église, il reste une difficulté radicalement insoluble : c'est qu'une grande doctrine étant depuis plus de trois siècles, à ce qu'on assure, établie dans l'église et universellement consentie, il se soit rencontré pour autoriser, pour imposer la doctrine contraire, je ne dis pas de nombreux chrétiens, je ne dis pas un certain nombre d'évêques, je ne dis pas un synode ou une forte minorité dans un concile; je dis des millions de fidèles, des centaines d'évêques, une foule de grands conciles. Sait-on bien que le concile de Milan, qui a condamné et déposé Athanase, en qui s'était personnifiée la foi de Nicée, était composé de trois cents évêques? Je ne veux pas m'appuyer sur le concile de Rimini, qui comptait plus de membres que celui de Nicée, et qui signa la formule de l'arianisme; je sais que des intrigues passionnées se mêlèrent à la discussion; que la faim et la soif vinrent au secours de l'hérésie; qu'une violence matérielle fut exercée contre les évêques; mais avant tout ordre de l'empereur Constance, le concile de Rimini comptait quatre-vingts évêques ariens. Le concile de Séleucie était composé de cent quarante-huit évêques, presque tous partisans

déclarés de l'arianisme. C'est dans cette assemblée qu'il fut décidé, à la majorité de 105 voix contre 43, que la substance du Fils n'était pas identique à celle du Père (*homoiousion*), mais semblable seulement (*homoousion*). Les mots diffèrent peu, et l'on peut rire avec Boileau de l'univers troublé par une diphthongue; mais allez au fond des choses : entre Jésus-Christ homme et Jésus-Christ homme-dieu, il y a l'infini, il y a, si l'on peut ainsi parler, l'épaisseur du christianisme. Or, ce mot fameux d'*homoiousion*, qui devint le drapeau de l'orthodoxie, d'où venait-il quand Nicée le consacra? Si l'on en croit un témoignage très précis, quelque scandale qu'il puisse produire, ce mot sorti pour la première fois d'une bouche hérétique avait été expressément rejeté par le concile d'Antioche.

Ces conciles qui s'accusent réciproquement d'hérésie, ces synodes qui lancent l'anathème sur des hommes reconnus innocens par d'autres synodes, tout cela présente-t-il l'image d'une entente parfaite, d'une organisation définitive dans la doctrine? Croit-on que le prêtre Arius ne fût pas d'aussi bonne foi que l'évêque Alexandre? Eusèbe de Nicomédie n'avait pas le grand caractère et le génie de saint Athanase; mais était-il moins sincère et moins attaché à la tradition des apôtres? et le concile de Milan était-il moins indépendant du pouvoir civil que celui de Nicée où assistait l'empereur Constantin?

Je ne citerai plus qu'un témoignage bien propre à peindre le véritable état de l'église au IVe siècle de l'ère chrétienne. Je l'emprunte à un personnage qui fut à la fois spectateur et acteur dans toutes les grandes affaires de son temps :

« C'est, dit-il, une chose aussi déplorable que dangereuse, qu'il y ait autant de professions de foi que d'opinions parmi les hommes, autant de doctrines que d'inclinations, et autant de sources de blasphèmes qu'il y a de péchés parmi nous, parce que *nous faisons arbitrairement des symboles que nous expliquons arbitrairement*. L'*homoousion* est successivement rejeté, reçu et expliqué dans différens conciles. La ressemblance totale ou partielle du Père et du Fils devient dans ces temps malheureux un sujet de dispute. *Chaque année, chaque mois, nous inventons de nouveaux symboles pour expliquer des mystères invisibles*. Nous nous repentons de ce que nous avons fait, nous défendons ceux qui se repentent. Nous anathématisons ceux que nous avons défendus, nous condamnons la doctrine des autres parmi nous, ou notre doctrine chez les autres; et en nous déchirant avec une fureur réciproque, nous travaillons à notre mutuelle ruine (1). »

(1) *Hilarius ad Constantium*, liv. II, c. IV, V, p. 1227-28.

Est-ce là le langage de quelque spectateur ironique, de quelque sceptique pessimiste et morose? Non; c'est celui d'un illustre père, d'un grand et vénérable prélat, de saint Hilaire, ce même évêque qui déclare en un autre endroit que dans les dix provinces de l'Asie où il était exilé il n'a trouvé qu'un bien petit nombre de prélats qui connussent la vraie religion, le vrai Dieu. Plus je relis ces témoignages, plus je me persuade que de toutes les entreprises la plus difficile serait d'établir que la doctrine chrétienne était fixée au second siècle, avant la formation de l'école d'Alexandrie.

Nous accorderons maintenant à M. Jules Simon un point de grande conséquence : c'est qu'en définitive, après une élaboration de quatre siècles, le christianisme a opposé à l'école d'Alexandrie une doctrine sur la Trinité qui diffère essentiellement de celle de Plotin. Il est impossible de recueillir avec plus de sagacité, d'analyser avec plus d'ordre et de netteté, de grouper d'une manière plus saillante les différences des deux systèmes. Toutefois, il en est une qui, sans doute, n'a pas échappé à l'habile historien, mais qui méritait d'être mise en un plus grand jour. A nos yeux, c'est la plus essentielle de toutes, et comme elle se rattache à l'ensemble tout entier et à l'esprit même de ces deux grands systèmes d'idées, elle nous conduira à les apprécier l'un et l'autre.

Dans la doctrine alexandrine, la troisième hypostase émane de la seconde comme la seconde émane de la première; et cette même loi d'émanation par laquelle l'Unité engendre l'Intelligence, et l'Intelligence la Vie, préside aux émanations inférieures et gouverne tout l'univers. Elle est la loi unique, uniforme, nécessaire de l'existence. De là un vaste système où tous les degrés de l'être, depuis l'unité absolue jusqu'aux limites extrêmes du possible, se classent, s'échelonnent en vertu d'un même principe.

Dans la doctrine chrétienne, il en est tout autrement. Les trois personnes de la sainte Trinité ne sont pas unies par le même rapport. Le Père *engendre* le Fils, mais le Fils n'engendre pas le Saint-Esprit. Le Saint-Esprit est le fruit de l'union du Père et du Fils, il *procède* de l'un et de l'autre. Je me sers des termes consacrés : le rapport du Père au Fils est un rapport de *génération;* le rapport du Saint-Esprit au Père et au Fils est un rapport de *procession*. Ces distinctions paraîtront subtiles et peut-être puériles à certains esprits; nous croyons que sous ces définitions en apparence toutes verbales se cachent des idées profondes. Si les trois hypostases de la Trinité sont ainsi conçues, que la seconde émane de la première et la troisième de la se-

conde, comme il arrive dans la théorie alexandrine, chacune d'elles n'a de rapport immédiat qu'avec celle qui la précède, de sorte que la première et la troisième sont pour ainsi dire étrangères l'une à l'autre. Au contraire, dans la Trinité chrétienne, le Saint-Esprit étant le rapport même du Père et du Fils, il en résulte que les trois personnes de la Sainte-Trinité sont profondément unies ensemble, et, comme dit Bossuet, forment entre elles une sainte et divine société. Le Père connaît et aime le Fils, et il en est connu et aimé. Le Saint-Esprit aime et connaît l'un et l'autre, et lui-même est l'objet de leur connaissance et de leur amour. Le Père, le Fils et le Saint-Esprit, quoique distincts l'un de l'autre, se pénètrent par l'intelligence et l'amour dans un saint et éternel embrassement.

De cette grave différence en résulte une autre : c'est que dans la Trinité chrétienne le monde est profondément séparé de Dieu. Le Père, le Fils et le Saint-Esprit forment, si l'on peut ainsi parler, un cercle divin. Ces trois personnes n'ont de rapport nécessaire qu'entre elles. Elles se suffisent; elles ne supposent rien au-delà. Si le monde dépend de Dieu, c'est par un lien tout différent de celui qui enchaîne l'une à l'autre les personnes divines. Le monde n'est pas *engendré* de Dieu, c'est-à-dire formé de sa substance; il ne *procède* pas de Dieu, dans la rigueur théologique; il est librement tiré du néant, c'est-à-dire créé. De là la nature divine profondément séparée de l'univers; de là l'indépendance, la liberté de Dieu, et, dans cet être auguste, une sorte de personnalité sublime dont la nôtre est une faible image; de là enfin, dans l'ordre moral, des conséquences inépuisables.

Dans la doctrine alexandrine, au contraire, les degrés de l'existence divine, au lieu de former un cercle, se déploient sur une ligne qui se prolonge à l'infini. L'Unité engendre l'Intelligence, l'Intelligence l'Ame, l'Ame à son tour produit au-dessous d'elle d'autres êtres qui à leur tour en enfantent de nouveaux, jusqu'à ce qu'on arrive à un terme où la fécondité de l'être est absolument épuisée. Il en résulte un système où la fatalité préside, d'où sont exilées la personnalité et la liberté; où Dieu, décomposé en une série de degrés, se confond presque, en perdant son unité, avec tous les autres degrés de l'existence.

Ce rapide aperçu peut déjà faire entrevoir la supériorité de la doctrine chrétienne sur celle d'Alexandrie, et les causes principales qui ont amené le triomphe du christianisme.

Selon nous, la première et la principale cause de ce triomphe, c'est que la religion chrétienne apportait aux hommes une doctrine plus

vraie, et nous ne disons pas seulement une doctrine mieux appropriée au temps et aux circonstances; nous disons encore, nous disons surtout une doctrine plus raisonnable. Le christianisme, il est vrai, n'a point paru d'abord parler aux hommes au nom de la raison. Saint Paul veut sauver le monde par la *folie de la prédication*. Il ne sait qu'une seule chose : Dieu crucifié; il ne s'adresse point aux sages et aux philosophes, mais aux simples d'esprit. Le fougueux Tertullien s'écrie : *Credo quia absurdum*. De nos jours encore, on prétend prouver l'origine surnaturelle du christianisme en l'opposant à la raison. Étrange honneur qu'on veut faire à la religion la plus raisonnable et la plus digne de l'homme qui fut jamais! Confusion singulière des formes variées que revêt tour à tour la raison avec son fonds toujours le même et qui ne passe pas! Opposition insensée qu'on veut établir entre Dieu et les hommes! Oui, sans doute, le christianisme a été le triomphe de la raison de Dieu sur celle des hommes, c'est-à-dire le triomphe de l'éternelle raison qui enfante tous les systèmes philosophiques et religieux, les détruit et les renouvelle sans cesse et survit à tous, sur un système de croyances et d'idées qui avait fourni sa carrière et n'avait plus rien à faire pour le progrès et le salut du genre humain.

Outre cette cause générale et dominante, nous en signalerons deux autres plus particulières qu'il importe à notre temps de bien connaître et de méditer. Les philosophes d'Alexandrie ont fait deux fautes capitales : la première, ç'a été de se rattacher étroitement à la religion du passé, et d'associer leur destinée avec celle du paganisme; la seconde, d'avoir voulu être à la fois un système philosophique et une secte religieuse, une école et une église. C'est en grande partie par là qu'ils ont péri. L'histoire, ici, parle assez haut pour être entendue sans long commentaire, et nos conclusions pour le temps présent s'établiront comme d'elles-mêmes.

Quand on considère la situation des esprits et des ames aux premiers siècles de l'ère chrétienne, on demeure convaincu que dans cette dissolution philosophique, morale, religieuse, politique, où était le monde, au milieu de ce scepticisme et de cette indifférence universelle, sous la dure tyrannie que les Césars imposaient aux nations, et quand déjà se faisait entendre au loin le flot menaçant des barbares, le besoin le plus général et le plus pressant de ce monde épuisé, c'était qu'un esprit nouveau vînt relever la personnalité que tout semblait accabler, et qui succombait sous le poids de ses propres fautes et de ses propres misères. Il suffira de rappeler quelques faits pour pein-

dre l'universel abattement des cœurs, à cette orageuse et triste époque. Tout le monde sait le prodigieux entraînement qui, dans les premiers siècles du christianisme, précipitait au désert une foule d'ames d'élite atteintes d'un profond dégoût de la vie active et des hommes; on se rappelle les merveilles de la Thébaïde, ces dures mortifications, ces jeûnes, ces veilles, ces macérations, ce silence; ces solitaires qui, sous un soleil brûlant, traversaient, pieds nus, le désert, allant chercher au loin dans le fleuve de quoi arroser une branche morte plantée dans le sable, ironie étrange et profonde, puissante et poétique expression de la vanité de la vie; ces stylites enfin, immobiles sur leurs colonnes solitaires, l'œil fixé sur le ciel dans une muette extase. Mais voici un fait plus caractéristique encore, s'il est possible. Saint Augustin nous raconte qu'il existait de son temps une secte religieuse, celle des circoncellions, enflammée de la plus étrange frénésie dont il y ait jamais eu d'exemple. Ces fanatiques avaient soif du martyre et de la mort. Il leur importait peu de périr par telle ou telle main, pourvu qu'ils périssent. Les uns couraient dans les temples des dieux pour en insulter les statues; les autres, fureur plus étrange encore, se précipitaient aux lieux où la justice humaine rendait ses arrêts, et forçaient les juges à ordonner leur prompte exécution. Quelques-uns arrêtaient les voyageurs sur les grands chemins, et les forçaient à leur infliger le martyre en leur promettant une récompense s'ils consentaient à les immoler, et en les menaçant de leur donner la mort s'ils leur refusaient ce singulier service. Lorsque toutes ces ressources leur manquaient, ils annonçaient un jour où, en présence de leurs amis et de leurs parens, ils se précipiteraient du haut d'un rocher; et on montrait plusieurs précipices devenus célèbres par le nombre de ces suicides religieux (1). Ce qui n'est pas moins curieux à constater, c'est que ces mêmes signes de découragement, ce même mélange d'exaltation et de désespoir, se rencontraient alors du côté des philosophes et de l'ancien monde, aussi bien que du côté des chrétiens et du monde nouveau. La philosophie avait aussi ses suicides et ses circoncellions. Pérégrinus se brûlait aux jeux olympiques sous les yeux de Lucien, qui nous raconte cette étrange scène en en persiflant le héros. Avec ses martyrs volontaires, la philosophie avait ses miracles et ses ascètes. Sans égaler les Pacome et les Macaire, Porphyre écrivait sur l'abstinence et la pratiquait héroïquement; Plotin rougissait d'avoir un corps.

Jamais la vie humaine n'avait paru plus méprisable et plus stérile;

(1) Voyez Gibbon, *Histoire de la Décadence de l'Empire romain*, tom. IV.

jamais la personnalité n'était tombée si bas. Il fallait la relever, ou c'en était fait du monde. Or, le plus frappant caractère de la philosophie alexandrine, c'est l'abaissement systématique, c'est presque l'anéantissement de la personnalité; tandis qu'au contraire c'est le trait le plus profond de la philosophie chrétienne de la maintenir et de la sanctifier. Alexandrie présente aux hommes un Dieu inaccessible que l'esprit ne peut concevoir, que la bouche ne peut nommer; un Dieu que l'ame ne possède qu'en se perdant elle-même; un abîme qui l'engloutit, au lieu d'un Dieu d'amour qui la console et l'embrasse. La philosophie alexandrine promet à l'homme, il est vrai, la possession la plus intime de Dieu dans les ravissemens de l'extase; mais ce n'est là qu'une illusion. En exaltant outre mesure la personnalité, le mysticisme l'écrase, et pour diviniser le moi il l'absorbe et l'abolit.

La nature humaine porte dans son fonds misérable le germe d'un double dérèglement. Si vous abandonnez la personnalité à elle-même, sans guide supérieur, sans appui divin, elle s'enivre de sa puissance et se dévore par ses propres excès. Si, dans le sentiment exalté de sa faiblesse, elle perd celui de sa force et de sa grandeur, c'est une autre ivresse non moins périlleuse que l'autre, quoique plus noble, et qui souvent porte les mêmes fruits. Ç'a été le caractère et l'excès de la civilisation grecque et romaine de faire l'homme si grand à ses propres yeux qu'il en perdait le sentiment du divin, et ne voulait connaître Dieu qu'à condition de lui imposer sa propre forme. Au premier siècle, cette forte personnalité antique était épuisée; c'était à l'Orient, terre du mysticisme, à répandre dans la Grèce et dans Rome le sentiment effacé de l'éternel et du divin. Le problème du salut du monde, si l'on peut parler de la sorte, était alors de concilier, de fondre ensemble l'ame de l'Orient et celle de la Grèce. Tous les esprits étaient frappés de la nécessité absolue de cette fusion. Philon le juif, les gnostiques, les kabbalistes, l'essayèrent tour à tour. Ce qui distingue Alexandrie, c'est qu'elle entreprit de réaliser cette harmonie avec plus de suite, de force et de génie, que toutes les autres écoles contemporaines. Voilà pourquoi elle parut si grande. Mais elle échoua dans sa tentative. Elle ne sut point opérer ce difficile mélange de raison et de sentiment qui convient toujours et qui convenait alors plus que jamais au genre humain; elle y laissa prévaloir et dominer l'élément mystique. Qu'on songe que le sage Plotin, au témoignage de son plus intime ami, avait joui trois fois de l'union extatique, s'était par trois fois identifié avec l'Un. Porphyre, modeste disciple,

ne jouit de cette haute faveur qu'une seule fois. Saint Augustin caractérise à merveille ce dernier personnage qui hésita, dit-il, toute sa vie entre les sacriléges secrets de la magie et la profession de philosophe. Pour Jamblique, il n'a plus rien du génie grec; c'est un prêtre oriental. Vainement Proclus s'efforce de ramener dans Alexandrie l'élément platonicien. Tandis qu'il travaillait laborieusement à cette réforme impossible, le christianisme avait accompli l'union de l'Orient et de la Grèce par le dogme à jamais saint de l'Homme-Dieu.

Certes, le dieu du christianisme est grand. En dehors, au-dessus de l'espace et du temps, il se suffit à lui-même dans la béatitude inaltérable d'une vie parfaite. Il se possède, il se connaît, il s'aime. Fécond sans sortir de soi, il trouve dans son propre fonds une société éternelle, un commerce ineffable d'intelligence et d'amour. Et cependant ce dieu si grand, si indépendant, s'incarne dans l'homme par une effusion de sa bonté. L'homme est faible, il naît pécheur. Heureuse faiblesse, s'écrie un père, heureux péché où éclate la liberté de l'homme qui le rend semblable à Dieu et digne de le connaître et de l'aimer! Le mystère de l'Incarnation donne à l'homme un prix infini; il consacre l'union de la personnalité avec Dieu; il rend la nature humaine capable de l'éternel et du parfait.

La personne humaine réhabilitée relève le prix de la vie. Puisque Dieu même a voulu vivre de la vie des hommes, cette vie n'est donc pas si méprisable. Et quelle a été la vie de ce dieu incarné, la vie qui doit servir de modèle à la nôtre? Jésus-Christ est-il un contemplatif, un solitaire, un ascète? Non; il passe au milieu des hommes en leur faisant du bien. Ses miracles font éclater sa bonté plus encore que sa puissance : c'est un malade qu'il guérit, une fille qu'il rend à sa mère. Il couronne enfin cette vie de charité par un sacrifice suprême, et du haut de sa croix il embrasse le genre humain.

Qu'il y a loin de cette philosophie, de cette morale à la fois si sublimes et si pratiques, à ce mysticisme chimérique d'Alexandrie où l'activité libre, la personnalité sont considérées comme le sceau de la faiblesse, où le comble de la vertu est une vie oisive et extatique, consumée dans l'oubli de soi-même et du genre humain. On lit dans la *Cité de Dieu* un récit où se caractérise fortement ce contraste profond de l'esprit d'Alexandrie et de celui du christianisme. « Quelqu'un ayant demandé à Apollon à quel dieu il devait s'adresser pour retirer sa femme du christianisme, Apollon lui répondit : Il vous serait peut-être plus aisé d'écrire sur l'eau ou de voler, que de guérir l'esprit

blessé de votre femme. Laissez-la donc, dans sa ridicule erreur, chanter d'une voix lugubre un dieu mort condamné à un supplice cruel par des juges équitables. »

Apollon, ici, c'est le paganisme, c'est l'école d'Alexandrie, incapables de comprendre que ce dieu crucifié, c'est l'alliance sublime de Dieu et de l'homme, Dieu s'inclinant avec amour vers sa créature, l'homme se relevant de Dieu, le sentiment du divin exalté et contenu, le monde sauvé. Du reste, nous ne pouvons rien voir là de surnaturel. Le triomphe du christianisme n'est point le scandale de la raison; le christianisme a vaincu, parce qu'il a apporté aux hommes une philosophie sublime, parce qu'il a réussi à fondre ensemble dans une combinaison profonde et durable les élémens de vitalité et de force que possédait alors le genre humain. Il a fallu sans doute, pour accomplir cette fusion, un souffle de vie, un esprit d'en haut. Ce souffle, cet esprit, c'est Dieu même, présent dans l'humanité, qui l'a faite et qui la conserve, et lui fournit sans cesse, tantôt sous une forme et tantôt sous une autre, sous des lois régulières empreintes d'une parfaite sagesse, la part de vérité qui lui est nécessaire pour subsister et développer ses destinées.

On a dit souvent que, si le christianisme a vaincu Alexandrie, c'est qu'à une époque où le genre humain avait plus besoin de croire que d'examiner, une religion devait nécessairement triompher d'un système de philosophie; je ne conteste pas que la forme religieuse ne fût alors parfaitement appropriée à l'état du monde; mais s'il n'avait fallu qu'offrir aux hommes une religion pour les gouverner, Alexandrie avait la sienne; c'était le paganisme, rajeuni par la philosophie, réformé dans son culte antique par Maximin et Julien. Or, cette tentative de faire revivre le paganisme fut justement la faute des alexandrins et la cause de leur ruine. Ils entreprirent d'être à la fois une philosophie et une église, et de rendre la vie à une religion éteinte. C'était assez d'une de ces deux tentatives pour assurer leur chute. Le paganisme n'existait en quelque sorte plus dès le temps de Xénophane et de Thalès, s'il est vrai qu'une religion ait cessé d'exister du jour où elle ne gouverne plus les intelligences d'élite. Revenir au paganisme, au IIIe siècle de l'ère chrétienne, c'était donc supprimer violemment huit siècles de développement philosophique. Entreprise insensée! On ne pouvait renouveler le paganisme qu'en l'altérant, en conservant la lettre et changeant l'esprit; mais le genre humain repousse l'artifice de ces transformations. Comment s'inclinerait-il devant des symboles qui ne répondent plus à son esprit et à son cœur? Il était nécessaire d'ailleurs que le sacerdoce se tournât contre les phi-

losophes. En effet, comment les prêtres se seraient-ils accommodés de cette manière si libre d'interpréter les symboles, qui conduisait au fond à identifier tous les cultes. On sait que les Alexandrins se faisaient initier à tous les mystères; que Proclus se proclamait *l'hiérophante de tout l'univers*. Haïs, accusés par le sacerdoce, mal compris du peuple, contraints à respecter en apparence ce qu'au fond ils dédaignaient, privés de toute la puissance que donne une conviction sincère et droite, de cette mâle énergie que détruisent toujours les subtilités de l'exégèse et les calculs de la politique, les alexandrins devaient succomber.

Qu'est-ce qui fait la puissance et l'attrait de la philosophie? qu'est-ce qui en rachète les excès, en compense les doutes, les fatigues et toutes les misères? C'est qu'elle donne à l'esprit le sentiment de sa liberté, de son indépendance; la pure, la divine jouissance d'une force qui sent qu'elle se gouverne et se maîtrise elle-même. Qu'est-ce qui fait la vitalité et l'influence d'une religion? C'est qu'elle offre à l'esprit une règle, à l'ame un appui, à l'imagination un aliment, aux désirs un terme assuré. Voulez-vous être à la fois une école de philosophie et une église? Comme église, vous perdez toute liberté, toute indépendance, puisqu'une église suppose un symbole fixe, un dogme immuable; comme école, vous perdez toute règle, toute discipline, puisqu'une école de philosophie suppose une liberté sans limites, le droit absolu de l'individu de contredire ses semblables et de s'inscrire en faux contre tout le genre humain. C'est ainsi qu'en voulant réunir des principes contradictoires vous les neutralisez l'un par l'autre.

C'est l'histoire des alexandrins, et c'est aussi la nôtre. Jetons en effet, en terminant, un coup-d'œil rapide sur la situation de notre époque. Nous rencontrons d'abord un parti très bruyant, très violent, au fond le plus faible de tous, qui se persuade que le moment est bien choisi au XIXe siècle pour dégoûter l'esprit humain de la liberté et de la philosophie, et nous ramener aux croisades et à Grégoire VII. Un autre parti, presque aussi contraire à l'esprit de notre temps, se compose de ces enfans tardifs du XVIIIe siècle, qui ne veulent d'aucune religion positive, et qui disent avec Diderot: « Toutes les religions sont des hérésies de la religion naturelle. »

Ces esprits qui se donnent pour très positifs sont parfaitement chimériques; car, de toutes les chimères, la plus creuse selon nous c'est la religion naturelle. Qu'entend-on par ce grand mot? Est-ce un ensemble de croyances communes à tous les hommes? Qu'on en donne le symbole. Rousseau l'a essayé dans la profession de foi du Vicaire

savoyard; mais il n'a réussi qu'à réunir avec éloquence un certain nombre de nobles pensées, entre lesquelles chacun choisit ce qui lui convient. Ce qu'on appelle religion naturelle, ce n'est donc autre chose au fond que l'instinct religieux, l'idée naturelle de Dieu et de l'ordre. Dès que vous déterminez cette idée par la pensée et par la parole, de deux choses l'une, vous avez un symbole religieux ou un système philosophique.

Entre ces deux partis extrêmes, également violens, également exclusifs, se placent tous les esprits qui, plus étendus, plus prévoyans, plus éclairés, connaissent l'excellence de la philosophie et la nécessité de la religion, et ne veulent sacrifier ni l'une ni l'autre. Mais ils arrivent à ce but commun par des voies bien différentes : les uns croient à la possibilité d'une fusion intime entre le christianisme et l'esprit nouveau, soit qu'après avoir conçu un grand système philosophique, ils soutiennent, comme Hégel et Schelling en Allemagne, que ce système est en parfait accord avec les dogmes du christianisme, soit qu'à l'exemple de l'illustre auteur de l'*Essai sur l'Indifférence*, ils prennent pour base le dogme catholique et s'efforcent d'y faire pénétrer une philosophie en harmonie avec les progrès et les besoins de l'esprit moderne. Quel a été le résultat de ces tentatives? En Allemagne, la théodicée hégélienne, qui aboutit à une sorte d'athéisme, et la *Vie de Jésus-Christ* du docteur Strauss, qui sape le christianisme par sa base; en France, l'*Esquisse d'une Philosophie*, où on commence par admettre la Trinité, où l'on finit par nier le péché originel, c'est-à-dire l'Incarnation et la Rédemption. Voilà où conduit le désir de concilier les contraires.

D'autres rêvent une religion nouvelle. Ces esprits généreux ne se trompent, il est vrai, que faute de se rendre un compte assez sévère de leurs propres desseins. Sortis du christianisme orthodoxe, la philosophie ne leur suffit pas : ils la trouvent trop abstraite, trop spéculative, trop isolée du peuple. Ils veulent une religion.

Mais au nom du ciel, que peut être au XIXe siècle une religion nouvelle, hors du christianisme et de la philosophie? Nous avouons ne pas le comprendre. Cette religion aura-t-elle des prophètes, des miracles, un messie? On croit rêver en discutant de telles folies. A qui espère-t-on persuader le retour du surnaturalisme? Depuis Descartes et Galilée, son règne est fini. Les lois de la nature et de l'esprit sont assez connues aujourd'hui pour que l'idée d'une intervention surnaturelle de Dieu soit inévitablement repoussée, non-seulement par la science, mais par le bon sens. Un messie au XIXe siècle est un charlatan ou un fou.

Parle-t-on d'une religion prêchée au nom de la raison? Je demande qui en donnera le symbole. Est-ce par hasard l'état? Nous voilà revenus à Hobbes. Seront-ce les philosophes? Qu'on veuille bien en trouver deux qui soient d'accord sur un symbole précis. S'agit-il seulement d'une influence générale, de la diffusion universelle des lumières et de l'esprit de tolérance et de liberté? C'est à merveille sans doute; mais on ne satisfait pas, on ne console pas le peuple avec des idées générales. Courbé sur la terre, tout entier aux besoins de chaque jour, il faut qu'on lui apporte tout préparé le pain spirituel, la nourriture de vie. Veut-on que le peuple fasse des cours de métaphysique? Ou bien, en reviendrons-nous au *Catéchisme* de Volney? Le peuple aimera toujours mieux l'Évangile. Tout cela est déraisonnable, contraire à la nature des choses et aux enseignemens de l'histoire. Aucune fusion, aucun mariage n'est possible entre le christianisme et la philosophie. Le christianisme y perdrait sa règle, la philosophie sa liberté. Que l'état concilie les enseignemens de la religion et ceux de la philosophie dans ses écoles, il le doit, il le peut; car, grace à Dieu, le but de la philosophie et celui de la religion sont les mêmes : élever, fortifier les ames; et, dans certaines limites, l'accord est parfait. Mais vouloir mettre en harmonie, soit par un mélange impraticable, soit par une séparation factice, deux puissances contraires, c'est aller contre la force des choses, c'est fermer les yeux volontairement sur ce qui s'est passé dans le monde depuis trois siècles.

La philosophie et le christianisme doivent donc se développer au XIXe siècle avec une entière indépendance, et conquérir les ames, chacune avec les moyens qui leur sont propres, sous la protection commune de notre libre société. Ceux qui prédisent la chute prochaine du christianisme connaissent bien mal cette grande religion et plus mal encore le cœur humain et l'état moral de l'Europe. Le christianisme a rendu au genre humain d'inappréciables services; il est loin d'être au terme de cette sublime mission; comment aurait-il épuisé sa carrière, puisqu'il n'a pas épuisé ses bienfaits? Pour nous, philosophes, gardons fermement notre caractère; défendons notre indépendance absolue avec une inébranlable énergie; mais ne nous travestissons pas en inspirés et en prophètes. Que les leçons de l'histoire ne soient pas perdues pour nous; n'oublions pas que la grande école d'Alexandrie, en voulant être une église, perdit sa liberté qui faisait sa force, et qu'en se cachant derrière les symboles du paganisme, elle perdit sa franchise qui faisait sa noblesse et sa dignité.

EM. SAISSET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 août 1844.

Les affaires du Maroc et de Taïti fixent en ce moment l'attention de l'Europe. Du côté du Maroc, les évènemens ont pris depuis peu de jours un caractère décisif. Le prince de Joinville a bombardé Tanger et Mogador. L'île de Mogador est occupée par nos troupes; la ville, foudroyée et déserte, a été pillée par les Kabyles. Le dommage causé à l'empereur est immense. Pendant ce temps, le maréchal Bugeaud remportait la victoire d'Isly, qui rappelle les glorieux combats de l'armée d'Égypte.

La France applaudit au courage héroïque de ses marins et de ses soldats; elle admire l'énergie, la bravoure et la sagacité de leurs chefs. Si ces coups n'avaient pas été frappés à propos, l'occasion eût pu échapper; d'un jour à l'autre, des hésitations et des lenteurs eussent pu changer le sort de la guerre. Le prince de Joinville avait des instructions qui lui donnaient une certaine latitude; il en a profité pour agir vigoureusement. Le maréchal Bugeaud était maître de ses mouvemens : son coup d'œil a saisi avec une admirable justesse le moment d'engager l'action. Des deux côtés, la force et l'intrépidité de l'ennemi ont rehaussé la gloire de nos armes. Nous pouvons être fiers quand nous voyons un de nos princes exécuter avec un petit nombre de vaisseaux des entreprises dans lesquelles de grands capitaines ont déployé autrefois des forces immenses, quand nous le voyons joindre aux talens d'un marin consommé l'esprit supérieur de l'homme politique qui sait juger la portée des évènemens; lorsqu'enfin, le canon une fois tiré, nous le voyons s'exposer au feu comme le dernier matelot de son escadre. Les savantes dispositions du maréchal Bugeaud, ses dix mille hommes supportant le choc de toute la cavalerie marocaine et la culbutant de toutes parts après quelques heures de combat, sont aussi un de ces faits d'armes que nous pouvons inscrire avec fierté dans nos annales.

Sans parler des bruits que l'on a répandus depuis deux jours sur l'ordre donné par l'empereur de saisir Abd-el-Kader, il est permis d'espérer que ces évènemens mettront bientôt un terme à la guerre du Maroc. Abderrahman et son peuple sentiront la nécessité de faire la paix, et de nous offrir les garanties que nous avons droit d'exiger. M. Guizot, un peu confus peut-être au milieu de tant de gloire, se trouvera ainsi débarrassé, comme par enchantement, d'une grande difficulté qu'il avait aggravée par ses fautes. Les engagemens qu'il avait pris dès le début avec l'Angleterre, ses confidences au sujet des instructions destinées à l'escadre, sa confiance excessive dans les résultats de la médiation anglaise, étaient autant d'imprudences qui pouvaient compromettre le succès des opérations militaires, si le prince et le maréchal n'eussent compris qu'il était urgent d'aller jusqu'au bout des limites accordées à leurs pouvoirs.

Il est inutile d'ajouter que les satisfactions données par le Maroc doivent être complètes. Nous devons exiger les garanties nécessaires pour assurer désormais le repos de l'Algérie. La France ne peut avoir dépensé son sang et ses trésors pour des réparations illusoires.

Si la question du Maroc a cessé de troubler les esprits, il n'en est pas de même de l'affaire de Taïti, qui pourrait bien se compliquer par le secret dépit que donnent à l'Angleterre les succès de notre marine. Les négociations sont toujours pendantes à Londres et à Paris. On a fait là-dessus bien des versions différentes; voici, selon nous, la véritable. L'Angleterre n'a pas envoyé son ultimatum. Elle demande le rappel de M. Bruat et de M. d'Aubigny. Ces conditions ne sont pas acceptées par M. Guizot. Il consent seulement à exprimer un blâme sur la nature des procédés employés par M. d'Aubigny à l'égard de M. Pritchard. Les négociations en sont là. On sait en outre que lord Cowley presse vivement le cabinet de Londres de s'en tenir au rappel de M. d'Aubigny; mais l'arrangement ne pourrait être conclu sur cette base : M. Guizot ne consent pas au rappel, il n'offre que le blâme des procédés.

Blâmer M. d'Aubigny serait une concession. Après le langage tenu par M. Peel à la chambre des communes, cette concession serait grave. Est-il juste que la France l'accorde? Cela dépend sans doute de circonstances que nous ignorons, que le public jusqu'à présent ignore comme nous, et dont M. Guizot est instruit. Lorsqu'on nous dira les faits, nous les apprécierons. Quant au rappel de M. d'Aubigny, il est impossible. On peut le blâmer, s'il a manqué aux égards dus à M. Pritchard; on ne peut lui infliger l'humiliation d'un rappel, s'il a usé d'un droit, s'il a agi légalement dans un intérêt français, pour garantir la sécurité du poste confié à sa prudence et à son honneur.

On s'accorde généralement à dire que M. Guizot montre en ce moment de la fermeté. C'est une qualité nouvelle chez lui; l'exemple du prince de Joinville et du maréchal Bugeaud lui a profité. Du reste, plusieurs de ses amis ne lui ont pas caché que sa situation était critique. Ils lui ont déclaré qu'ils ne pourraient plus le soutenir, s'il se rendait coupable d'une faiblesse.

Ils lui ont dit : Tout l'honneur de votre carrière politique dépend de la résolution que vous allez prendre. C'est vous qui avez engagé dans cette affaire de Taïti les destinées de votre pays; vous avez commis la faute de rappeler l'amiral Dupetit-Thouars; nous vous avons défendu, nous ne pourrions aller plus loin. Vous avez le droit pour vous; vous avez le sentiment du pays : relevez-vous par une résistance énergique. C'est une question de vie ou de mort pour vous. On nomme ceux qui ont donné ce conseil à M. Guizot. Il paraît aujourd'hui décidé à le suivre jusqu'au bout.

Néanmoins, il y a des jours, dit-on, où le superbe ministre fléchit, et où il insinue que toute l'affaire pourrait s'arranger facilement sans lui. Il déclare qu'il est prêt à se retirer, et que, s'il y a une lâcheté à faire, on en trouvera d'autres qui la feront à sa place. Ces paroles imprudentes ont été souvent prononcées, dit-on. Il est inutile de démontrer qu'elles renferment une accusation injuste. Aucun des hommes qui ont traversé le pouvoir, depuis 1830, n'accepterait de signer les concessions demandées aujourd'hui par l'Angleterre. Il ne faut pas que l'Angleterre s'y laisse tromper : on lui donne un espoir qui ne se réaliserait pas. Elle a devant elle M. Guizot; qu'elle le garde. C'est encore lui qui servira le mieux ses intérêts. Pourquoi, d'ailleurs, M. Guizot voudrait-il se retirer sur l'affaire de Taïti? Pense-t-il donc que ce serait pour lui une retraite glorieuse? Il serait étrange qu'un ministre tirât vanité d'abandonner une situation qu'il a semée de périls. Peut-on se glorifier d'une désertion?

L'attitude du corps diplomatique à Paris est curieuse à observer. Elle semble favorable à la France. Malgré la réserve que les agens des diverses puissances sont naturellement tenus de s'imposer, on reconnaît aisément qu'ils approuvent notre conduite. La cause que nous soutenons leur paraît juste. Ils sont unanimes pour convenir que la précipitation de sir Robert Peel a créé les principales difficultés; ils déclarent tous que ce serait la chose du monde la plus ridicule de voir l'Angleterre et la France se tirer des coups de canon au sujet d'un démêlé survenu dans une île sauvage, à quatre mille lieues de nous, et à l'occasion du révérend M. Pritchard.

La presse anglaise, si injurieuse il y a peu de jours, a changé de langage. Au sujet du Maroc, elle est devenue plus calme. Elle a rétracté d'odieuses calomnies, que la presse française a livrées au mépris de l'Europe, sans songer à les réfuter. En ce qui touche Taïti, les journaux de Londres, sans être moins exigeans au fond, ont cessé d'être aussi impérieux dans la forme. Le langage de nos voisins est devenu moins amer. Cependant on sait que l'Angleterre fait des préparatifs, et qu'une assez grande activité règne dans ses arsenaux. Il en est de même en France. Sans doute il est permis de compter sur la paix, mais il serait dangereux de se livrer à une confiance illimitée. M. Peel avait annoncé que l'affaire de Taïti serait probablement conclue avant la clôture du parlement, qui se réunira dans les premiers jours de septembre, et rien ne paraît encore terminé ou près de l'être. Que dira le parlement? Dans quelle voie le ministère anglais sera-t-il poussé par sa

majorité? En de pareilles conjonctures, tout esprit sage doit hésiter, et ne pas mettre en avant des hypothèses hasardées.

Quoi qu'il puisse arriver, l'Europe nous voit et nous juge. On nous a accusés devant elle d'être ambitieux et de vouloir la guerre : c'était le cri de la presse de Londres il y a peu de jours; c'est le mot d'ordre donné à tous les agens anglais sur le continent. L'accusation est répandue surtout dans les cours du Nord. Là, on s'appuie sur les préventions naturelles que rencontre chez des gouvernemens absolus un gouvernement libre, fondé sous les auspices d'une dynastie nouvelle. On nous représente comme un peuple inquiet, d'une liberté orageuse et d'une humeur conquérante, que ses revers n'ont pas suffisamment instruit, que le sentiment exagéré de sa force domine, et qui n'a pas cessé d'être dangereux pour la paix du monde. La presse française repousse ces accusations injustes, et elle en a le droit. Quel gouvernement a été plus pacifique et moins ambitieux que le nôtre depuis la révolution de juillet? Qu'avons-nous fait pour troubler la paix? Le lendemain d'un soulèvement populaire, dans la plus grande effervescence des esprits, au milieu des passions belliqueuses excitées par le réveil du sentiment national, notre gouvernement est resté calme; les désirs de gloire et de puissance ont été contenus; les souvenirs de 1815, les ressentimens légitimes, les haines, ont été comprimés; les velléités de propagande ont été étouffées. Cependant les provinces rhénanes s'agitaient, la malheureuse Italie se ranimait, la Pologne se soulevait pour mourir, et la France, indignée et frémissante, n'a pas remué. Si nous avons protégé les institutions libres en Espagne, en Portugal, en Belgique, en Grèce, nous l'avons fait de concert avec l'Angleterre, et du consentement de l'Europe. La question d'Ancône et celle de Luxembourg ont montré jusqu'où pouvaient aller notre désintéressement et notre résolution sincère de maintenir la paix.

Toutefois, une nation comme la France ne peut rester immobile. Après avoir témoigné si clairement nos dispositions pacifiques et notre respect pour les traités, pour ceux même dont nous avons le plus souffert, plusieurs circonstances se sont présentées où le sentiment de nos droits et le soin de notre dignité, gage de notre indépendance, nous ont portés à réclamer une part légitime d'influence au dehors. Les démêlés de l'Orient ont fait naître la question d'Égypte. L'histoire dira si nous avons élevé en 1840 des prétentions excessives. Dans tous les cas, la manière dont nous les avons soutenues et la conclusion du débat n'ont pu donner au monde une idée bien menaçante de notre esprit de domination. Peu de mois après le bombardement de Beyrouth, nous avons signé la convention des détroits, nous avons offert de rentrer dans le concert européen, et nous avons tendu cordialement la main à l'Angleterre, voulant, au risque de lui faire prendre notre empressement pour une faiblesse, lui témoigner par ce procédé l'oubli d'une injure récente, et une généreuse confiance dans ses intentions amicales.

En quoi donc sommes-nous des ambitieux et des amis de la guerre? Est-ce parce que nous avons tiré vengeance de quelques insultes commises envers

nous au-delà des mers, vengeance quelquefois bien incomplète, si l'on se rappelle le blocus de Buénos-Aires, et si l'on regarde ce qui se passe en ce moment à Montevideo? Est-ce parce que nous occupons l'Algérie, conquête de la restauration, que le gouvernement de juillet n'aurait pu abandonner sans honte, et qui d'ailleurs, en délivrant la mer d'une race de pirates, n'a pas moins profité aux puissances maritimes de l'Europe qu'à nous? Est-ce enfin parce que M. Guizot a planté le drapeau français sur quelques rochers de l'Océanie? Sans doute la France a pu blâmer avec raison cette entreprise de M. Guizot. L'utilité ne lui en a pas été démontrée. Elle en a reconnu du premier coup tous les inconvéniens. Elle a critiqué surtout la forme de l'établissement créé à Taïti. Elle a cru voir dans ces stériles conquêtes de M. Guizot beaucoup moins la pensée de faire une chose sérieusement avantageuse au pays que le dessein de se grandir à peu de frais, et de se raffermir au pouvoir par des actes d'une vigueur et d'une utilité apparentes. Mais si M. Guizot, pour fortifier sa politique, a voulu doter son pays de quelques îlots perdus dans l'Océan et dédaignés par tous les peuples maritimes, en quoi ces acquisitions illusoires pourraient-elles alarmer l'Europe ou l'Angleterre? Pour mettre les choses au pire, l'équilibre européen sera-t-il troublé parce que, dans l'espace d'un an, une trentaine de nos bâtimens de commerce auront relâché aux îles Marquises ou aux îles Gambier?

Une seule chose pourrait inquiéter l'Europe; ce serait l'intention témoignée par la France de reprendre ses frontières du Rhin. Or, sur ce point, que l'Europe consulte les actes et les paroles de notre gouvernement, le langage même des partis à la tribune ou dans la presse, elle verra que la question des limites du Rhin n'existe plus pour nous. L'opposition constitutionnelle, après l'avoir soulevée dans les premières années du gouvernement de juillet, l'a retranchée de son programme politique depuis le jour où elle a formellement accepté les faits accomplis. Renonçant désormais à toute pensée d'agrandissement territorial sur le continent, assurée que le progrès naturel des idées libérales suffira pour convertir l'Europe à ses principes, l'opposition constitutionnelle n'excite plus le gouvernement à renverser les barrières de 1815. Au lieu de lui conseiller d'agir sur le continent, elle le pousse à se mouvoir au dehors. Elle lui dit : Observez les traités et cherchez, sans sortir de leurs limites, à développer justement, pacifiquement, l'influence de la France. La mer vous est ouverte; maître de l'Algérie, vous avez une grande influence à exercer dans la Méditerranée; au nom de la civilisation chrétienne, au nom même des intérêts politiques de l'Europe, vous avez un rôle important à jouer dans les affaires d'Orient, vous avez aussi à protéger notre commerce et à faire respecter le pavillon français sur les mers; si vous rencontrez des obstacles dans cette sphère légitime de votre action, si vos droits sont méconnus, résistez, le pays vous soutiendra. Tel est le langage que l'opposition constitutionnelle adresse au gouvernement depuis plusieurs années, et celui-ci s'en est inspiré plusieurs fois dans sa politique. C'est même, il faut le reconnaître, pour répondre à ce mouvement de l'opi-

nion que M. Guizot, dans un intérêt de pouvoir, s'est fait le conquérant de quelques îles de l'Océanie. Il a voulu ouvrir au commerce et à la politique de la France une nouvelle voie dans des mers lontaines. Quel qu'eût été le motif des établissemens fondés par M. Guizot, la France les eût approuvés, s'ils avaient présenté un caractère sérieux, et si, bien loin d'offrir des résultats utiles, ils n'avaient pas fait craindre dès l'origine les embarras et les dangers survenus depuis.

Ce mouvement qui porte chez nous l'opinion à chercher au dehors des dédommagemens pour prix de l'inaction que les traités nous imposent sur le continent, cette tendance à développer pacifiquement l'influence diplomatique, maritime et commerciale de la France, ne peuvent surprendre l'Europe ni l'inquiéter : elle ne peut blâmer des dispositions qui sont la loi naturelle de tout gouvernement prospère établi sur de fortes bases. C'est le devoir et l'honneur des nations de travailler sans cesse à leurs progrès sans entraver l'action légitime des autres peuples. Comment pourrions-nous gêner l'Europe en prenant les mesures nécessaires pour garantir nos possessions d'Afrique, en combattant les projets avoués de la Russie sur Constantinople, en protégeant contre les excès du fanatisme musulman les chrétiens d'Orient, en offrant sur les mers un contrepoids utile pour prévenir les écarts d'une puissance qu'une domination trop étendue pourrait rendre tyrannique? Comment troublerions-nous la paix continentale en ouvrant, par des traités et des découvertes, de nouvelles routes et de nouveaux ports à notre commerce maritime? D'ailleurs, en suivant cette voie d'un progrès régulier et pacifique, agissons-nous autrement que l'Europe elle-même? Que font aujourd'hui sur le continent tous les états fortement constitués? Ne travaillent-ils pas à étendre leur action politique et commerciale? Que fait la Prusse, que fait l'Allemagne? quels sont les projets commerciaux de l'Autriche? Qu'est-ce que ce réseau de douanes qui semble déjà substituer à l'action séparée de plusieurs états une immense unité, capable un jour de déranger l'équilibre de l'Europe? Parlerons-nous de la Russie, dont les progrès sont des envahissemens, et qui viole ouvertement les traités? Parlerons-nous de l'Angleterre, dont l'histoire maritime est une série d'usurpations et de violences?

Abordons la véritable difficulté, la seule peut-être : nous voulons avoir une marine; voilà ce qui déplaît, non pas à l'Europe, mais à l'Angleterre. La *Note* du prince de Joinville irrite encore profondément tous les cœurs anglais; elle a fait déjà le sujet de plus de vingt discours dans le parlement. La presse anglaise y revient sans cesse, elle y reviendra encore long-temps. Et cependant que dit cette *Note?* Dit-elle que la France doit posséder ou disputer l'empire des mers? Elle ne dit pas autre chose que ceci : l'Angleterre a une puissante marine à vapeur qui menace les côtes de la France; la France doit se hâter d'utiliser ce même moyen contre l'Angleterre, afin de détruire la confiance que lui inspire depuis si long-temps sa position insulaire. La marine à vapeur rendra les chances d'une guerre d'invasion égales entre les deux pays. Quant aux escadres à voiles, la France doit les entre-

tenir sur un pied respectable : elle fera bien d'établir des croisières sur tous les points du globe pour protéger son commerce et son honneur; mais elle n'est pas en état de rivaliser sur ce théâtre avec la puissance britannique. Voilà le véritable sens de la *Note* de M. le prince de Joinville, et tous les bons esprits du continent ont admiré la sagesse de ce conseil, car il ne s'adresse pas seulement à la France : tôt ou tard il pourra être d'un excellent usage pour tous les peuples qui ont des ports sur l'Océan, sur la Manche, ou sur la mer du Nord. L'Angleterre peut-elle avec raison réclamer contre un système naval dont le but est de créer entre des peuples voisins qui ont des frontières maritimes une indépendance et une égalité réciproques? Autant vaudrait dire qu'elle a le droit de se plaindre des fortifications de Paris.

C'est cependant le secret dépit de voir s'élever peu à peu une marine française capable de soutenir dignement dans la Méditerranée et dans la Manche le rôle qui appartient à la France, c'est ce sentiment injuste qui nous fait accuser tous les jours dans les feuilles anglaises et ailleurs d'être tourmentés du démon de la guerre. Les prétendus griefs que l'on étale contre nous, les exigences que l'on nous montre, n'ont pas d'autre cause. L'affaire de Taïti n'est au fond qu'un prétexte dont se sert la jalousie britannique ridiculement excitée contre nous. Autrement, si l'Angleterre était de sang-froid, si la passion ne troublait pas son jugement, pourrait-elle, au sujet de Taïti, nous accuser de vouloir la guerre, nous dont la seule faute peut-être a été de céder trop complaisamment à ses premières exigences, et d'avoir encouragé par là ses prétentions ultérieures dans un débat où les plus simples règles du droit des gens nous donnent mille fois raison, tandis qu'elle a de son côté tous les torts que peuvent donner la précipitation, la violence et l'injustice? Et si l'on veut parler de la guerre du Maroc, appellera-t-on ambitieux des gens qui, forcés pour leur sûreté de repousser les agressions d'un peuple barbare, ont commencé, avant le premier coup de canon, par désavouer à la face de l'Europe tout projet de conquête, par déclarer qu'ils ne prendraient pas un pouce de territoire à l'ennemi, et que tous les points occupés temporairement pendant les hostilités seraient évacués dès que la paix serait conclue? Voilà une singulière ambition! Que serait la puissance coloniale de l'Angleterre, si elle avait toujours montré ce désintéressement?

Non, la France ne mérite pas les accusations dirigées contre elle. Son ambition n'est pas la cause du conflit qui s'est élevé entre elle et l'Angleterre. Elle n'en sera pas responsable. La France ne met pas de forfanterie dans son langage. Elle ne cherche pas à dissimuler les périls de la situation. Loin de vouloir la guerre, elle ne craint pas de dire qu'elle la déteste, et qu'une guerre avec l'Angleterre lui semblerait un horrible fléau pour le monde et le renversement des principes de la civilisation. Cependant, puisque bon gré, mal gré, il lui faut arrêter son esprit sur cette idée de la guerre, elle se console en songeant qu'elle a le droit pour elle. Le sentiment du droit fortifie l'ame des peuples, et leur inspire une confiance salutaire.

On annonce que plusieurs puissances européennes ont terminé depuis peu

leurs différends avec le Maroc. Probablement l'attitude énergique de la France n'aura pas nui au succès de leurs négociations. L'empereur Abderrahman voulait réserver toutes ses forces contre nous. L'Espagne, dans cette circonstance, aura peut-être regretté de séparer ainsi sa cause de la nôtre. Nous devons reconnaître cependant que ses embarras intérieurs peuvent lui servir d'excuse. Il est juste qu'avant de ménager nos intérêts, l'Espagne songe aux siens, qui réclament en ce moment toute son attention.

Les opérations électorales vont commencer; le résultat en est indiqué d'avance. Tout prouve que le parti modéré aura dans les cortès une forte majorité. Par une résolution qu'on doit blâmer, et qui fait naître des doutes sur la légalité de leurs desseins, les progressistes se sont écartés de la lutte. Leurs chefs ne se présenteront pas dans les colléges. L'arène est ainsi abandonnée aux modérés et au parti carliste, qui figurera pour la première fois dans les cortès depuis 1833, mais en très petite minorité. Les modérés seront donc les maîtres de la situation. C'est dans leurs mains que sera remis le sort de l'Espagne constitutionnelle. Ils auront à régénérer le pays, à effacer les dernières traces de la guerre civile, à fermer la carrière des soulèvemens provinciaux, des révoltes militaires, des questions dynastiques, de tous les abus et de tous les désordres au milieu desquels l'Espagne se débat depuis onze ans. Les preuves que le parti modéré a déjà données de son patriotisme et de ses lumières font espérer qu'il remplira sa tâche avec honneur. Il compte dans ses rangs des hommes dont la capacité administrative et les talens oratoires sont estimés dans toute l'Europe. Lui seul, de tous les partis qui se sont disputé l'Espagne dans ces derniers temps, possède la science du gouvernement. On lui doit les mesures qui ont été les plus efficaces contre l'anarchie. C'est lui qui a courageusement refusé de consacrer la constitution de 1812, présentée sur les baïonnettes des révoltés de la Granja; c'est lui, c'est son initiative, c'est l'éloquence de ses hommes d'état qui ont contribué principalement à faire proclamer l'an dernier la majorité de la reine. A différentes époques, les modérés, bien qu'ils n'eussent pas perdu leur influence dans le pays, ont cru devoir s'effacer de la scène des évènemens, et laisser le pouvoir entre des mains, sinon plus fermes, du moins plus dures que les leurs; la violence de la lutte n'admettait pas les tempéramens de leur politique : aujourd'hui, leur politique convient pleinement à la situation. Qu'ils concertent leurs efforts, qu'ils restent unis, et une nouvelle ère de prospérité s'ouvrira pour l'Espagne.

M. Mon n'a pas attendu les cortès pour introduire quelques réformes dans les finances. Tout le monde sait que les finances de l'Espagne sont dans un désordre effroyable. Depuis long-temps, le gouvernement espagnol vit d'expédiens ruineux qui ont élevé sa dette à un chiffre inconnu. C'est un abîme que l'on n'ose sonder. L'ancienne monarchie a ouvert la plaie; les révolutions, l'anarchie, la guerre civile, l'ont envenimée et agrandie. Maintenant les abus qu'il faudrait déraciner trouvent malheureusement dans toutes les classes une foule de gens intéressés à les soutenir. Ces abus sont le fléau

de la nation, et on croirait néanmoins que la nation les aime. Le jour où le recouvrement des impôts sera arraché à des traitans avides, où les sommes dues au trésor ne seront plus pillées par les municipalités et les intendans, où les trésoriers ne spéculeront plus avec les fonds de l'état, où la contrebande ne tarira plus la source des revenus de la douane, où le budget ne sera plus une fiction, où les recettes d'une année ne seront plus prélevées par anticipation pour solder les dépenses d'une année antérieure, où chaque ministre rendra ses comptes, où les exactions et les prévarications des fonctionnaires seront réprimées, où la dette publique ne sera plus un problème insoluble, quelquefois même un mensonge offert comme un appât à la confiance aveugle des capitaux étrangers, le jour où tout cela n'existera plus, les finances de l'Espagne seront sauvées, et cependant il se trouvera encore, jusque dans les classes supérieures de la société, des gens qui ne dissimuleront pas leurs regrets pour ce régime de vénalité, de concussions et de brigandages. Triste exemple qui prouve combien l'anarchie peut, à la longue, pervertir l'esprit et la moralité d'un peuple!

M. Mon s'occupe de reprendre la gestion de certains revenus de l'Espagne, et de relever le crédit. Il régularise le mouvement des capitaux destinés aux services publics. Forcé, comme ses prédécesseurs, de recourir aux anticipations et aux emprunts, il obtient des conditions moins onéreuses pour le trésor. Il cherche à fixer le sort des créanciers de l'état. Après avoir liquidé en 3 p. 0/0 la créance des *contratistes*, et retiré de leurs mains les gages dont ils avaient été munis, il s'occupe de la conversion des billets de la dette flottante et du trésor; mais l'acte le plus important de M. Mon est le décret du 8 août, qui suspend immédiatement, sauf la décision ultérieure des cortès, la vente des biens du clergé séculier, et en affecte les produits à son entretien. Ce n'est pas seulement un acte financier, c'est une mesure politique de la plus haute gravité. Nous croyons volontiers que les sentimens de religion et d'humanité y tiennent une grande part; que le clergé, dépouillé de ses biens et ne recevant pas le paiement de la contribution que les lois lui avaient assurée en échange, devait exciter un vif intérêt; qu'en appliquant les revenus des biens non vendus à l'entretien de leurs anciens possesseurs, on a agi d'après un principe d'équité. Nous reconnaissons aussi qu'en déclarant inviolable la propriété des biens aliénés, on a donné toutes les garanties désirables aux droits acquis; mais, d'un autre côté, les biens non vendus étaient le gage des créanciers de l'état : ce gage disparaît, si la vente devient impossible, et si les revenus des biens reçoivent une affectation spéciale.

Un évènement prévu vient de s'accomplir en Grèce. M. Mavrocordato et ses collègues ont donné leur démission. Le roi a chargé M. Coletti de former un ministère. Déjà les députés élus dans les provinces arrivaient, et les élections d'Athènes avaient commencé; elles ont été suspendues. Le ministère du 29 mars tombe sous le coup des mécontentemens que ses fautes ont provoqués de toutes parts. L'amnistie du 31 juillet, relative aux insurgés de

l'Acarnanie et de la Grèce occidentale, n'a pas calmé l'irritation excitée contre lui. On lui reproche surtout sa conduite dans les dernières élections; on l'accuse d'avoir employé l'intrigue, la corruption, les menaces, et jusqu'à des arrestations arbitraires, pour faire triompher ses candidats. D'indignes manœuvres paraissent avoir été commises. Voilà le fruit des conseils de M. Lyons.

Les évènemens de la Grèce ont bien mal justifié les prévisions encore récentes de M. Guizot. Répondant à M. Billault, qui signalait l'opposition permanente de l'Angleterre et de la France en Grèce, opposition fondée sur ce que l'Angleterre doit désirer l'affaiblissement de la marine grecque, et la France son accroissement, M. le ministre des affaires étrangères, dans la séance du 20 janvier, se félicitait hautement des résultats obtenus à Athènes sous la tutelle de l'entente cordiale. A l'entendre, l'union des deux peuples représentée par celle de leurs agens avait déjà fondu ensemble les deux partis anglais et français. Ces dénominations s'effaçaient; les chefs des deux partis, MM. Coletti et Mavrocordato, animés d'un même esprit, imitant par leur bon accord le généreux exemple qui leur était donné, travaillaient de concert, et dans des vues communes, à asseoir solidement la nouvelle constitution de leur pays. Obéissant à l'impulsion de leurs chefs, les hommes des deux partis se réunissaient pour marcher au même but; la nation entière les suivait. L'entente cordiale, passant de l'Occident à l'Orient, était venue produire en Grèce tous ces miracles. On voit aujourd'hui comment ces prédictions sublimes se sont réalisées. M. Piscatory et M. Lyons n'ont pas marché deux mois ensemble. Sous l'influence de M. Lyons, le ministère Mavrocordato a précipité la Grèce dans les embarras et les discordes qui ont suspendu chez elle tout progrès, tout mouvement régulier de réforme, tout essai de régénération morale ou matérielle. Au lieu d'affermir la constitution, il l'a ébranlée; au lieu d'être modéré et conciliant, il a été violent et arbitraire. Pendant ce temps, M. Coletti, blâmant des excès funestes à son pays, s'est isolé; M. Piscatory, dans l'intérêt de la France, a fait de même, et les voilà rapprochés aujourd'hui par la chute de M. Mavrocordato, qui reçoit les consolations de M. Lyons. Qu'on nous parle maintenant des prévisions de M. Guizot et des heureux fruits de l'entente cordiale en Grèce!

Quoi qu'il en soit, l'influence française est au moment de se rétablir à la faveur des circonstances nouvelles. Avec le parti modéré, national, qui paraît sur le point de triompher dans la personne de M. Coletti, la France peut s'entendre intimement. Tous ses intérêts sont de ce côté, et c'est là aussi que l'on comprend le mieux la valeur et la loyauté de ses conseils. Chose digne de remarque : les partis que la France affectionne en Grèce comme en Espagne sont des partis modérés, constitutionnels, sincèrement dévoués à leur patrie, aussi généreux que sages. Tel est en Espagne le parti qui compte parmi ses chefs les plus honorables M. Martinez de la Rosa; tel est celui que représente en Grèce M. Coletti. Au contraire, la diplomatie britan-

nique affectionne plus volontiers les partis exagérés, violens, ceux qui mettent en danger le repos et les institutions de leur pays. D'où vient cette différence? Serait-ce qu'il y a dans le monde deux politiques? l'une, peu désintéressée, peu noble, dont le système est de triompher à tout prix; l'autre, plus élevée et plus digne, qui sait faire à son honneur le sacrifice d'un intérêt d'ambition, qui prêche aux gouvernemens nouveaux une liberté sage, parce qu'elle en connaît elle-même les bienfaits, qui se croit tenue, quoi qu'il arrive, à soutenir partout les droits de la vérité et du bon sens, et qui ne consentirait jamais à profiter de l'inexpérience d'un peuple pour le pousser, par des suggestions hypocrites, dans une voie contraire à sa fortune. Si ces deux politiques existent, l'Europe pourra se demander quelle est la nôtre, et le résultat de cet examen ne pourra pas nous nuire près d'elle dans les circonstances présentes.

Les nouvelles du Levant ont présenté depuis peu des faits dignes d'intérêt. Un différend entre la France et la Porte a été heureusement terminé, grace à la fermeté de notre ambassadeur à Constantinople. Des violences avaient été exercées dans la ville de Mossoul contre des religieux établis sous la protection de la France. Le sang chrétien avait coulé dans une émeute excitée par des fanatiques. Le consul français lui-même avait été frappé. M. de Bourqueney a exigé aussitôt un juste châtiment de ces excès. Après quelques difficultés, qui ont été sur le point d'amener une rupture, toutes les conditions posées dans l'ultimatum de notre ambassadeur ont été acceptées. Les coupables ont été punis. Nous aimons à rencontrer cet acte de vigueur sur un théâtre où notre diplomatie doit veiller plus soigneusement que jamais à garder son rang, et à ne pas souffrir la plus légère atteinte à ses droits.

Tout le monde sait le singulier tour que Méhémet-Ali a joué à la presse de l'Europe. On nous annonce un beau matin qu'il abdique et se retire à la Mecque. Aussitôt nous nous lançons dans les hypothèses. Nous comparons d'abord Méhémet à Charles-Quint. Nous admirons en lui ce superbe mépris des grandeurs humaines, et cette passion subite pour la gloire des prophètes. Les uns disent qu'il est fou, les autres qu'il n'a jamais été plus profond politique. On parle d'un traité par lequel il met Ibrahim sous la protection de l'Angleterre. Nous voyons déjà une armée britannique allant dans l'Inde par l'isthme de Suez. Sur ces entrefaites, on apprend que le malicieux vieillard est revenu paisiblement au Caire, et tous nos songes orientaux s'évanouissent. Toutefois, ce ne doit pas être un motif pour déclarer souverainement absurdes certaines suppositions que la promenade de Méhémet-Ali a fait naître. Si l'Orient est le pays des mystères, il est aussi le pays des ambitions gigantesques et des grandes usurpations : la France ne doit pas l'oublier.

POLITIQUE COMMERCIALE.

La France et la Prusse vis-à-vis de la Belgique.

C'est une vérité reconnue dans le commerce, qu'il n'y a pas de petites affaires; il en devrait être de même en politique, et en effet, les véritables hommes d'état, même au milieu des préoccupations les plus graves, ne les ont jamais négligées. Ils savent que les grandes choses débutent modestement et sans bruit, et que c'est une gloire aussi belle de les avoir préparées que d'arriver à l'heure où on peut les accomplir. Ce n'est point gouverner que de ne s'occuper que d'une affaire à la fois; on oublie celles qui sont secondaires pour l'instant et qui reviendront au premier rang plus tard, et cependant l'occasion de les terminer arrive et passe sans attendre que l'on ait le loisir de l'apercevoir.

Ces réflexions s'appliquent à la situation présente. Le cabinet actuel ne voit que les difficultés qui se sont élevées entre l'Angleterre et la France, et tous les autres évènemens extérieurs depuis lors n'ont plus aucune importance à ses yeux. Ainsi il se présente un fait qui, en toute autre circonstance, lui eût paru considérable : c'est la rupture commerciale survenue entre la Belgique et le *Zollverein*. A la vérité on a pu croire un moment qu'il en comprenait toute la portée, car le bruit avait couru qu'une nouvelle convention allait modifier les droits sur certains articles du tarif belge et du tarif français, mais depuis quelques jours il n'en est plus question; la négociation ouverte à ce sujet vient d'être abandonnée. L'on a eu tort d'attribuer ce triste résultat aux représentations de l'Angleterre : c'est tout simplement que cette affaire rencontrait de part et d'autre quelques obstacles qu'il fallait se donner la peine de lever. M. Guizot n'en a pas eu le temps; toute son attention se concentre sur la question de Taïti et du Maroc.

Cette affaire pourtant n'est pas si petite qu'elle le paraît, et l'on pourrait bien se repentir plus tard de n'y avoir prêté qu'une attention superficielle. Sans méconnaître toute la gravité d'un différend qui a semblé un instant

menacer le repos du monde, on peut penser que les évènemens qu'on ne voit point, ceux qui s'accomplissent lentement et pacifiquement à côté de la France, auront peut-être sur l'avenir des peuples une influence plus directe que ces bruyantes et stériles querelles de rivalité nationale. C'est la paix aujourd'hui et non la guerre qui, à notre sens, est destinée à changer la force relative des états et notre position de puissance vis-à-vis de l'Europe. Déjà le résultat de ce mouvement de transformation est sensible. L'Allemagne, ramassée en un faisceau d'intérêts industriels, n'est plus cette confédération militaire qu'avait imaginée le congrès de Vienne. Devenue indépendante, la Belgique non-seulement a ruiné sans retour la double pensée de défense et d'agression d'où était sorti le royaume des Pays-Bas, mais a changé par la base les traditions de notre politique du côté du Nord. Là où il n'y avait qu'un territoire à conquérir, que des populations sans lien commun à faire entrer dans la nationalité française, il s'est élevé un peuple dont il est nécessaire d'accepter l'existence et la durée, et de cultiver les sympathies sous peine de le voir chercher des appuis et des alliances parmi nos adversaires naturels. Les nécessités de notre politique sont restées les mêmes : nous ne pouvons souffrir qu'à cinquante lieues de Paris, une frontière hostile pèse sur le flanc si large et si vulnérable qui s'étend de Metz à Dunkerque; mais à l'unique perspective indiquée autrefois par la prévoyance de ce danger même, la conquête, les esprits élevés commencent à comprendre qu'il est temps de substituer des moyens plus patiens et plus dignes de la civilisation, des moyens qui concilient le droit des faibles avec l'ambition naturelle à tous les grands peuples.

Si donc la question de notre sécurité et de notre prépondérance du côté du Nord consiste tout entière dans la nature des rapports pacifiques que nous entretiendrons avec la Belgique, tout ce qui tend à changer la position de ce royaume vis-à-vis de ses voisins est pour nous d'une importance extrême, et se rattache, par des conséquences presque directes, à cette éventualité d'une guerre future avec l'Angleterre, qui occupe tous les esprits en ce moment. Dans cet ordre d'idées, la dissidence commerciale qui vient d'avoir lieu entre la Prusse et la Belgique est un évènement. Il est très intéressant pour nous d'en bien connaître la signification.

La politique commerciale de la Belgique peut se formuler ainsi : obtenir les débouchés qui sont indispensables à ses industries, sans compromettre son indépendance politique. Dès le moment qu'ils ont pu s'occuper de déterminer les rapports de leur pays avec l'Europe, les hommes politiques qui se sont succédé au pouvoir en Belgique ont eu pour objet principal de faire en sorte qu'aucun des états voisins n'exerçât sur le nouveau royaume une prépondérance exclusive. Redoutant moins la Hollande, qui n'a pu empêcher la dissolution du royaume des Pays-Bas, et l'Angleterre, qui ne domine sur le continent que par intermédiaires, ils n'ont vu autour d'eux que deux puissances, l'Allemagne ou plutôt la Prusse et la France, en posi-

tion de s'emparer de cette suprématie tant redoutée par eux; ils ont compris qu'en s'attachant plus étroitement à l'une, ils se trouveraient malgré eux avec celle-ci contre l'autre, et pour fuir cette alternative, ils se sont flattés de pouvoir tenir la balance entre toutes les deux, en traitant tour à tour avec elles, en n'accordant pas à la France un avantage commercial dont l'Allemagne n'eût aussitôt sa part, en conduisant de front deux négociations contraires, l'une pour la fusion des intérêts belges avec le *Zollverein*, l'autre pour l'union douanière avec la France. Cette tactique, au premier aspect, a un caractère fâcheux de duplicité; elle ressemble fort à la politique des ducs de Savoie, qui, considérant leur petite puissance militaire comme un appoint aux forces des deux grandes monarchies européennes, la France et l'Empire, marchandaient leur alliance à tous les deux et passaient sans scrupule d'un parti à l'autre, selon qu'ils y voyaient leur profit. Cependant l'analogie n'est que superficielle; ce n'est point l'ambition, c'est un sentiment de conservation qu'on ne peut blâmer, le désir de maintenir intacte l'indépendance nationale, qui a poussé les hommes d'état belges dans cette voie. Malheureusement pour eux, la rupture avec le *Zollverein*, en même temps qu'elle a démasqué leurs finesses diplomatiques, vient d'en démontrer les déplorables résultats.

Au moment où cette rupture a éclaté, voici comment on en expliquait la cause. On sait qu'au mois de juillet 1842, le gouvernement belge, alarmé des conséquences d'une disposition générale que notre cabinet venait de prendre contre l'introduction des lins et des toiles étrangères, avait obtenu à force d'instances qu'il fût fait une exception à cette mesure en faveur des produits belges. Le prix de cette faveur était un abaissement notable des droits sur nos vins et sur nos soieries. Cependant, un mois plus tard, on vit avec surprise en France le gouvernement belge, qui devait s'estimer si heureux de l'exception qu'il venait d'obtenir, appliquer de son propre mouvement, et sans que la Prusse eût semblé solliciter cette faveur, aux vins et aux soieries de provenance allemande le tarif réduit pour les produits similaires de provenance française. L'arrêté du 28 août 1842, qui consacrait cette disposition, était provisoire, à la vérité : il ne devait avoir d'effet que pour le terme d'une année. Sans doute, se disait-on, la Belgique espérait qu'avant les douze mois révolus, la Prusse répondrait par des concessions également spontanées à cette gracieuse avance. L'année s'écoula; la Prusse n'ouvrit point ses bras. Le cabinet de M. Nothomb, sans se décourager, reporta le terme fatal jusqu'au mois d'avril de cette année : même dédain de la part de l'Allemagne. Enfin ce cabinet prend le parti de ne pas renouveler l'arrêté du 28 août, paraissant avouer ainsi l'inutilité de ses prévenances, et l'ancien tarif sur les vins et les soieries allemandes succède, à partir du 1er avril, au nouveau. Alors seulement la Prusse s'émeut; au nom du *Zollverein*, elle trouve mauvais qu'on lui ait retiré brusquement une faveur qu'on lui avait jetée à la tête, et, par mesure de représailles, elle frappe

tout d'un coup les fers et les fontes belges d'un droit qui leur ferme pour ainsi dire le débouché de l'Allemagne.

Cette interprétation des faits jusqu'alors connus était plausible; mais un journal de Liége vient de publier un document prussien qui a jeté une grande lumière sur l'origine véritable de cet évènement et démontré que les causes de la rupture datent de beaucoup plus loin. Cette pièce diplomatique, évidemment émanée de la légation prussienne, porte le titre de *Mémoire du gouvernement prussien notifié au gouvernement belge le* 18 *juillet* 1844. On y voit que, dès 1837, le cabinet de Bruxelles a cherché à conclure une alliance commerciale avec le *Zollverein*, et que plus tard il l'a poursuivie concurremment avec les arrangemens qui se négociaient à Paris pour l'union douanière. L'arrêté du 28 août 1842 n'était pas une avance faite gratuitement à l'Allemagne; il rétablissait les conditions d'un traité futur avec le *Zollverein*, dont la convention récente avec la France venait de déranger l'équilibre. Cette longue affaire diplomatique a eu plus d'une péripétie. Le gouvernement belge, de l'aveu même des journaux qui ont discuté le *Mémoire prussien*, a employé plus d'une fois les faux-fuyans et les moyens dilatoires, quand la Prusse le pressait enfin de conclure. On le voit se refroidir à l'égard du *Zollverein* chaque fois qu'il a quelque faveur à obtenir de la France et reprendre ses projets d'alliance prussienne dès qu'il craint que la France ne trouve dans les concessions qu'elle lui fait le moyen d'accroître son influence politique. Ce jeu difficile de bascule n'a pas réussi aux négociateurs belges. La Prusse a fini par exiger que le cabinet de Bruxelles s'expliquât catégoriquement sur les bases du traité à venir. Or, à ce point-là, celui-ci n'a pu éviter plus long-temps de rencontrer la difficulté qui, dès l'origine de la négociation, devait la faire échouer. Ce que la Belgique voulait, c'était l'abaissement du droit de sortie sur les laines allemandes nécessaires à ses manufactures de draps et un privilége pour l'entrée de ses fontes et de ses fers, et elle offrait en retour des avantages secondaires ou illusoires sur les droits de navigation, sur les vins, sur les soieries allemandes. D'un autre côté, la Prusse, contrainte comme chef du *Zollverein* d'encourager l'industrie métallurgique des états associés, a déclaré ne pouvoir faire en faveur de la Belgique aucune exception à un tarif essentiellement hostile à toute industrie métallurgique étrangère. Toute la négociation s'est donc resserrée autour de cet article, les fers et les fontes, et il s'est trouvé que la Belgique et la Prusse, forcées également de protéger avant tout chez elles la même industrie, n'ont pu se faire aucune concession. De là les malentendus, les manœuvres diplomatiques, les mécomptes, la rupture; voilà pourquoi aussi cette rupture a été signalée de la part de la Prusse précisément par une aggravation de droits sur les fontes et les fers belges, qui équivaut à la prohibition.

Il suffit d'indiquer une situation pareille pour montrer tout le parti que notre gouvernement pourrait en tirer, s'il avait l'esprit assez libre pour pré-

parer l'avenir. Certes, jamais occasion plus belle ne s'est présentée à la France d'augmenter l'influence légitime qu'il lui est permis d'exercer sur la Belgique. Et quand nous parlons d'influence, qu'on ne se méprenne pas, de l'autre côté de la frontière du nord, sur le sens de nos paroles. C'est d'une influence toute morale que nous voulons parler, de celle qu'assure à un grand peuple, voisin d'un petit état, l'étroite union de tous les intérêts durables, qui s'appuie enfin sur les seules alliances réelles, les alliances où l'on donne autant que l'on reçoit. Du reste, quand le respect des nationalités et le sentiment de notre mission ne nous indiqueraient pas qu'il nous convient d'être les amis plutôt que les maîtres des petits peuples groupés autour de nous, notre intérêt bien entendu nous imposerait le devoir de faire une exception pour la Belgique et de ne chercher à exercer sur elle qu'une influence librement consentie. Il est possible que l'occasion revienne pour la France de reprendre ses projets d'autrefois; si par malheur une guerre continentale éclatait, les prétextes ne nous manqueraient pas pour nous autoriser à prendre possession de la Belgique : nous aurions bientôt le territoire, les villes, les richesses; mais nous n'aurions point le peuple, et, qu'on le sache bien, il se rangerait contre nous au premier revers. Nous n'avons plus qu'une conquête possible du côté du nord; il nous faut conquérir l'affection de cette petite nationalité jalouse, qui nous voit toujours prêts à la dévorer, et nous n'y parviendrons qu'en l'attaquant par ses intérêts, qu'en y mêlant les nôtres de telle sorte qu'un jour nous ne puissions pas plus nous passer de son indépendance qu'elle ne pourra se passer de notre bon vouloir.

Or, n'est-ce pas quand la Belgique vient de voir s'évanouir ses illusions au sujet d'une alliance intime avec l'Allemagne que l'heure précise est arrivée d'inaugurer cette généreuse et grande politique? Ne doit-on pas craindre que cette heure ne passe vite et ne revienne plus, du moins aussi singulièrement propice? Nous ne conseillons point de reprendre l'union douanière dont il fut tant question il y a deux ans. Nous avons regretté comme tout le monde en France l'abandon trop brusque d'une tentative d'alliance commerciale qui, si elle eût réussi, aurait fixé à jamais nos rapports avec la Belgique et assuré d'un trait de plume cette pacifique influence qu'il nous importe tant d'exercer sur elle; cependant nous comprenons que cette négociation, si brillamment commencée, ait eu un si pauvre résultat. Le projet était vaste et séduisant; mais il n'a été ni prudemment préparé ni lentement mûri. Ce sont les Belges qui ont l'honneur d'avoir inventé l'union douanière, qui ont jeté tout à coup le mot et l'idée, sans aucun préambule, au milieu du jeu de notre machine industrielle, toute montée pour la protection et même la prohibition, sans trop se demander ce que l'un et l'autre valaient et où ils allaient; il leur semblait que rien ne fût plus simple et plus facile que de calquer le *Zollverein*. Pourquoi le mur de tarifs qui les séparait de la France ne tomberait-il pas, comme étaient tombées les barrières entre les

petits états d'Allemagne? Par malheur, ce mur était en même temps une frontière, ce qui détruisait toute l'analogie. La question, au lieu d'être domestique, devenait européenne, et touchait par tous les points à la politique. Il en résulta qu'au lieu d'un seul obstacle, provenant de l'inertie de notre système prohibitif, le projet d'union douanière en rencontra deux dont on ne pouvait espérer de vaincre la résistance combinée. Les Belges demandaient que notre cabinet signât sur l'heure un pacte de famille d'un nouveau genre, sans s'inquiéter des jalousies étrangères. Pour conclure une affaire aussi délicate, il fallait être prêt de toutes les façons à en soutenir les conséquences. L'union douanière devait donc manquer. Le plus grand tort qu'on ait eu, ç'a été de laisser croire qu'elle était immédiatement possible. L'opinion qui, dans les deux pays, avait accueilli cette idée avec trop de passion, la tenant pour perdue sans retour, a cessé tout d'un coup de s'y intéresser. On est allé à l'extrémité contraire: pour nous, nous n'avons partagé ni cet excès d'enthousiasme, ni cet excès de découragement, et nous le déclarons ici en réfléchissant sérieusement à la situation de la Belgique, la pensée de l'union douanière peut être reprise, pourvu qu'on lui laisse le temps qu'exige le développement de toutes les grandes choses, pourvu que le gouvernement sache saisir les occasions et sache aussi les attendre, et qu'il se trace enfin une ligne de conduite qu'il ait la constance de suivre. Porté sur le terrain de la politique qui agit à propos et adapte les faits à un plan prévu, le problème de l'union douanière est encore d'une solution possible.

Ainsi il y aurait à présent quelque chose à faire. La rupture des négociations avec l'Allemagne vient de jeter le plus grand trouble dans toutes les opinions en Belgique; il faudrait savoir en profiter et se hâter d'offrir aux industries belges, sinon la réalité immédiate, du moins la perspective des avantages que la Prusse leur a refusés. Toute avance venant de la France serait reçue avec gratitude dans un moment où les deux grandes espérances de l'industrie belge, l'union douanière et l'alliance avec le *Zollverein*, ont abouti coup sur coup à une déception amère, où sa situation est vraiment critique, comme le prouve bien la nouvelle attitude prise par les partis et par le gouvernement dans la question vitale des débouchés extérieurs. Le gouvernement espère encore que la Prusse reviendra sur la mesure violente qu'elle a adoptée, et que le droit de 50 pour 100 sur les fers et les fontes belges sera rapporté. Il négocie dans ce sens, et il est possible en effet qu'il parvienne à obtenir de la Prusse le rétablissement de l'ancien tarif; mais ce n'est pas l'égalité de traitement, c'est une faveur qu'il demandait avant la rupture. Or, il est évident que, si la négociation est ramenée à ce point, le même obstacle se représentera. La Prusse a agi sans colère dans cette circonstance; elle a sacrifié l'alliance belge aux nécessités d'un système patriotiquement prohibitif qui lui mérite la reconnaissance du *Zollverein*. Si elle se radoucit, elle n'ira jamais jusqu'à protéger les fers belges au détriment

des fers nationaux. Par conséquent, l'industrie de Liége n'attend rien de la réconciliation des cabinets de Bruxelles et de Berlin, et plus que jamais elle jette avec désespoir ses regards sur les barrières élevées de toutes parts autour d'elle.

Il faut bien distinguer le parti industriel des partis purement politiques. Celui-là est près d'accepter les débouchés dont il manque, de quelque côté qu'on les lui ouvre; les partis politiques en sont encore, par excès de méfiance nationale, à craindre les faveurs de la France. Les libéraux soutiennent vivement M. Nothomb dans sa tentative de rapprochement avec la Prusse. Les catholiques sont plus habiles; ils essaient de mettre à profit la consternation générale en se hâtant d'exprimer tout haut un vœu qu'ils nourrissaient depuis les premiers jours de la révolution, mais qu'ils n'avaient jamais formulé nettement; ils conseillent aux Belges l'isolement commercial et politique. Telle est en effet la portée des mots significatifs qu'on a pu lire, il y a quelque temps, dans le *Journal de Bruxelles*, organe principal de l'opinion catholique : « Encore quelques provocations, dit ce journal, à des hostilités commerciales de la part de l'Angleterre, de la Hollande et de la France même, aussi peu justifiées que celles de la Prusse, et la Belgique saura faire comprendre à ses voisins que le pays qui consomme, non pas le plus de matières, mais la plus grande somme d'objets *fabriqués*, et qui reçoit le plus de marchandises en *transit*, est aussi le pays qui dicte les conditions selon lesquelles il veut être traité. » Pour comprendre ce langage, il faut savoir que le parti catholique s'appuie sur l'intérêt agricole; il déplore au fond du cœur que l'intérêt industriel impose des alliances à une nation qu'il voudrait préserver du contact de ses voisins. Si ce parti agit puissamment sur le pays moral, le pays matériel a des besoins qu'il ne peut satisfaire; il voudrait les voir s'affaisser faute d'alimens; mais les industries, et c'est ce qui rend le plan des catholiques impraticable, ne consentent point à s'éteindre. Elles survivent long-temps aux conditions de leur prospérité. Ce qui les éternise, ce qui les force à s'ouvrir de nouvelles issues, quand elles ont perdu leurs premiers débouchés (comme c'est le cas des industries belges), c'est qu'elles produisent avant tout une population de producteurs que le travail seul peut nourrir. Ainsi le parti industriel ne consent point à l'isolement; il ne croit plus à l'alliance prussienne. Il pousse le gouvernement et les partis politiques à revenir, par un long détour, à cette alliance qu'ils voudraient bien éviter, à l'alliance française.

La position de la France est donc excellente pour le moment; mais elle peut changer d'un jour à l'autre. Le gouvernement aurait dû déjà encourager cette tendance. Loin de là, il repousse les ouvertures que le cabinet de Bruxelles, après la rupture avec la Prusse, est venu lui faire pour apaiser les mécontentemens de l'opinion industrielle, et s'empresse de suspendre la négociation à la première difficulté qui se présente, parce qu'il ne veut pas être forcé de songer à autre chose qu'aux affaires du Maroc et de Taïti.

Il donne précisément par là gain de cause à la politique anti-française de M. Nothomb. Vous voyez bien que la France ne veut pas de nous, disent les partis politiques au parti industriel. — Revenons à la Prusse, ajoutent les libéraux. — Isolons-nous, s'écrient les catholiques. Et notez que la convention, ainsi négligée par notre cabinet, passait en Belgique pour trop favorable aux intérêts français. La convention, quelle qu'elle fût, aurait dû être conclue, parce qu'arrivant après les représailles de la Prusse, elle aurait produit le meilleur effet sur l'opinion belge, et aurait fortifié le parti industriel dans ses préférences pour l'alliance française. C'est donc une faute très grave que M. Guizot vient de commettre.

Peut-être notre gouvernement se flatte que tout rapprochement de la Belgique et du *Zollverein* est désormais impossible. Il aurait tort : sans doute les bases de l'alliance avec le *Zollverein* sont inacceptables encore, telles que les a présentées jusqu'à ce jour le gouvernement belge; mais il faut craindre qu'on ne finisse par trouver de part et d'autre une nouvelle combinaison et que l'on ne se relâche à la longue sur les points en litige. Déjà la *Gazette d'Augsbourg* parle d'un projet qui ferait d'Anvers un port du *Zollverein;* c'est une pensée que le gouvernement belge poursuit depuis 1834, la création du chemin rhénan l'indique assez. Il n'est pas impossible qu'il parvienne enfin à l'accomplir. Les besoins de l'industrie n'en resteraient pas moins à satisfaire, les grands débouchés qu'elle demande seraient encore à trouver; mais le gouvernement belge pourra obtenir d'elle qu'elle prenne patience, en la leurrant de l'espoir d'amener un jour le *Zollverein* à de plus amples concessions.

L'occasion qui s'offre aujourd'hui à la France de se concilier l'affection de la Belgique, de reprendre sous une autre face le projet d'union douanière, peut donc nous échapper d'un moment à l'autre. Le ministère a eu un premier tort dans cette circonstance, c'est d'abandonner la négociation ouverte au commencement de ce mois au sujet de l'abaissement de certains articles des tarifs français et belges; il en commettrait un plus grand s'il ne se hâtait de réparer cette faute, et de prendre en outre un parti dans la question de l'alliance commerciale avec la Belgique. Qu'il étudie bien les documens que la querelle des cabinets de Bruxelles et de Berlin vient de faire connaître, il verra que toute la difficulté du problème a porté sur le droit à l'entrée des fers et des fontes belges. Dans un traité avec la France, la difficulté est la même; eh bien! si l'on est convaincu de la nécessité d'arracher la Belgique à l'influence de la Prusse, si l'on comprend, comme nous, que l'union douanière, préparée de longue main, pourra enfin s'accomplir, il faut que l'on soit bien persuadé aussi qu'il y a un point qui prime tous les autres dans la question : c'est qu'il faut que la France fasse une grande concession sur les fers et sur les fontes belges.

En se plaçant au-dessus des petits intérêts d'existence ministérielle qui lui font craindre le mécontentement des industries métallurgiques, le cabinet

sentirait l'importance capitale d'une faveur accordée ou même seulement promise aux fers et aux fontes belges, et se hâtant de reprendre la négociation dont nous avons parlé, il l'élargirait dans ce sens. S'il ne le fait point, et surtout s'il ne se presse pas de le faire, le plus grand évènement commercial qui soit arrivé depuis long-temps à nos portes non-seulement sera perdu pour nous, mais pourra être tourné contre nous.

ACADÉMIE FRANÇAISE.

—

Concours sur Voltaire. — Les Prix de vertu.

L'Académie française, si elle veut réellement être la sauvegarde de notre gloire littéraire, doit changer de rôle selon les circonstances. Qu'elle soit, quand tout va bien, une sorte de sénat conservateur, rien de mieux, pourvu qu'elle devienne, quand tout va mal, une sorte de gouvernement provisoire qui prend en main les affaires, lutte contre les tendances funestes, aide vigoureusement à remonter la pente, et s'efforce, en un mot, de rétablir l'ordre pour assurer l'avenir. Or, qui oserait dire que nous sommes dans une passe heureuse, que le talent et la conscience s'unissent d'inclination et font parfait ménage, et que le génie reste dans sa sphère élevée sans mêler aucun indigne commerce à ces spéculations sublimes? N'est-ce pas le contraire qui serait exact? — Un académicien illustre, un sage qui, depuis des années, regarde en amateur, du haut de son promontoire, passer les hommes et les choses, qu'il aime à juger d'un mot, disait récemment : L'abaissement *éclate* de toutes parts. De toutes parts, c'est peut-être contestable, et l'on sent percer ici l'exagération d'un grand esprit frondeur; mais, à coup sûr, l'abaissement *éclate* dans les lettres. Le bon goût comme l'esprit de justice, l'élévation du cœur comme l'élévation de la pensée, ne sont pas en fortune, et courent même de si nombreux, de si pressans dangers, qu'il faut au plus vite prendre des mesures efficaces et proclamer le *caveant consules!* que les consuls veillent! c'est-à-dire que les académiciens ne s'endorment pas dans leur gloire!

Ce serait donc aujourd'hui le moment ou jamais pour l'Académie française de faire un appel à toutes ses ressources, et d'intervenir puissamment pour

arrêter le désastre. Avec des moyens d'action plus restreints, on a sauvé des causes plus désespérées. L'important est de vouloir et d'agir : l'inaction n'est excusable que lorsque l'activité serait stérile. Lorsque les sénateurs (on peut se permettre cette comparaison en parlant académie), assis gravement sur leur chaise curule, regardaient de sang-froid l'ennemi saccager Rome, ils avaient leurs raisons. Ne pouvant en aucune façon changer le sort des armes, ils se montraient résignés et supérieurs à leur destin, et rachetaient la faiblesse par la dignité; c'était beau. Le cas n'est pas le même : la volonté manque plus ici que la force; si on a peu d'influence, c'est qu'on ne cherche pas à en avoir davantage; si l'on n'exerce pas sur la littérature contemporaine cette impulsion vive et salutaire qui venait de partout et qui ne vient de nulle part, c'est qu'on songe sans doute à des intérêts qu'on croit plus graves. La vérité est que l'Académie obéit à la tradition, sans chercher à la renouveler et à la féconder; qu'elle fait les choses sans chaleur, sans initiative. Aussi a-t-elle pu mettre l'éloge de Voltaire au concours, sans troubler en rien les prospérités des Welches!

Quel moyen d'action pourtant que les concours, si l'on y songe! Il y a concours et concours, sans doute. Lorsque Mme Deshoulières remportait le prix de poésie pour un morceau presque illisible qu'elle avait intitulé : *Soins du roi pour l'éducation de sa noblesse dans les places et à Saint-Cyr*, c'était l'enfance des concours, quoique le moment fût bon et que la poésie pût donner. Plus tard, dans le XVIIIe siècle, les concours de poésie et d'éloquence s'élevèrent à une certaine hauteur, et devinrent souvent des joûtes animées, où il était assez glorieux d'être vainqueur et pas trop humiliant d'être vaincu. Mais en notre temps de talent précoce, si prompt à dévier, de veines originales au début, il est probable que les tournois seraient plus brillans que jamais, si on savait agrandir la lice et attirer cette jeunesse dont une partie est oisive et désespère de l'avenir, et dont l'autre se perd dans les chemins de traverse de la littérature industrielle. Quoi! la poésie grelotte, elle est sans feu ni lieu, et lorsque vous lui offrez l'hospitalité de votre palais, elle ne vient pas! Quoi! vous avez de l'or dans une main, une couronne dans l'autre, et la muse passe sans s'arrêter! Il y a là quelque malentendu qu'il serait aisé de faire disparaître. Alors un peu d'éloquence se mettrait peut-être de la partie; un peu d'enthousiasme sincère, de vraie passion, quelques idées neuves, un bon style, feraient leur entrée sans trop de bruit. Cet idéal n'est pas exagéré, il est possible, et pourtant il ne touche pas à la réalité actuelle; il en est même assez loin. Pauvres concours! on a dénaturé jusqu'à leur pensée principale, et l'on couronnera bientôt des fronts chenus. Hier, où est allée la couronne qui était destinée au front de quelque jeune Athénien? — On a beau dire, ces palmes ne vont bien qu'à la jeunesse.

Le champ est donc abandonné, que le nom de Voltaire n'ait pas attiré quelques vaillans champions? Il y avait là cependant une belle étude à entreprendre. Il est temps de le juger, ce roi de l'ironie, la plus grande exis-

tence littéraire, après tout, qu'il y ait eu en France. Nous sommes, nous, le public impartial, le vrai public, celui du lendemain, et certes c'est bien aujourd'hui qu'il convient de le peindre au complet, cet hiérophante moqueur qui, durant soixante ans, ne cessa d'instruire et de corrompre, de railler et de charmer le monde. Cette royauté de l'esprit est la moins contestée, la plus retentissante et la plus longue qu'un homme soit jamais parvenu à fonder, et Voltaire ne l'eût pas établie avec ses seuls talens, s'il n'eût été en outre le plus habile, le plus consommé diplomate. Sous ce rapport, Rousseau ne lui ressemblait guère; le pauvre Jean-Jacques s'enfermait dans son orgueil intraitable et ne savait pas en sortir pour séduire et caresser les gens; il ne savait que les convaincre ou les toucher avec les *cris et les gestes* de son style, comme disait Rivarol. Voltaire ne se contentait pas d'écrire, il agissait en toute chose avec une habileté prodigieuse. Courtisan accompli, il était le plus flatteur des hommes, comme il en était le plus mordant; le cantique des louanges s'échappait aussi facilement de ses lèvres que l'hymne de l'injure, ne déchirant du reste jamais, ou ne flattant que par calcul, car il était maître de lui; il combinait tous ses coups, et sa vie est un immense ouvrage parfaitement composé, si ses livres sont des actions. Ses livres et sa vie se tiennent étroitement, et les uns ne doivent pas plus être séparés de l'autre qu'ils ne doivent tous les deux être séparés du XVIIIe siècle.

L'influence du XVIIIe siècle a été immense sur le monde, et l'influence de Voltaire a été immense sur le XVIIIe siècle. Toute l'époque est empreinte de lui. Ce n'est ni le plus poétique, ni le plus éloquent, ni le plus érudit, ni le plus gai, ni le plus profond : c'est le plus étonnant des écrivains; il touche à tout en laissant partout son cachet. Voltaire pousse la facilité jusqu'au prodige, la clarté jusqu'à l'évidence, le naturel jusqu'à la grace; il est moqueur jusqu'à l'insolence, passionné jusqu'à la mauvaise foi, grand polémiste qui, pour égaliser les armes, doit se battre seul contre une légion. Son esprit est prêt à tout; il marche à travers tous les sujets avec une décision et une fermeté incomparables : il se trompe souvent, frappe à côté ou frappe trop fort, soit colère, soit même ignorance; mais il y a une chose qu'on ne prend jamais en défaut chez lui, c'est le goût. Or, lorsque nous avons en nous une qualité supérieure, dominante, qui ne fléchit jamais, on est sauvé : c'est le juste qui sauve toute une ville. N'est-ce pas son goût infaillible qui l'a retiré de tous les mauvais pas et qui lui a conservé son sceptre? Mettez Diderot sur le trône de Voltaire, il perdrait la couronne vingt fois avant d'atteindre quatre-vingts ans; il se livrerait à des coups de tête, et sa plume, battant la campagne, compromettrait tout. Celle de Voltaire, si irritée qu'elle soit, ne compromettra pas son maître, car elle s'arrête d'elle-même à la limite et ne passerait pas au-delà. Grace à ce bon goût, qui est le fruit parfait de notre terroir, Voltaire eût vécu un demi-siècle de plus qu'il n'eût pas été tourmenté dans sa renommée, et qu'il eût toujours été, comme il le fut, enseveli dans son triomphe.

Voltaire a-t-il compris toute l'étendue de ses œuvres? a-t-il vu tout ce qu'il

démolissait en riant? et a-t-il eu conscience de sa mission depuis le jour où il commença la lutte jusqu'au jour où, de sa main tremblante, il baptisa le fils de Francklin au nom de Dieu et de la liberté, *God and liberty?* Est-ce un grand-prêtre d'une religion nouvelle? est-ce un Méphistophélès? est-ce l'un et l'autre? C'est ce qu'il faudrait demander à sa vie, à ses livres, à son siècle, et ce qu'il aurait fallu dire dans cette étude qu'avait demandée l'Académie française. Je le répète, ce travail était une bonne chose à entreprendre; mais il fallait posséder le coup d'œil d'un publiciste et d'un philosophe, le goût d'un critique littéraire; il fallait être assez habile pour paraître nouveau dans de certaines redites inévitables; juger un homme et un siècle, et tout abréger sans rien omettre; donner du relief aux idées, aux sentimens, aux faits; analyser l'esprit dans toutes ses finesses et le cœur dans tous ses détours; prendre Voltaire au milieu de ses relations, le mettre aux prises avec cet éloquent et malheureux Jean-Jacques, et en face de ce puissant et capricieux Frédéric, chercher l'homme dans les défilés de sa correspondance infinie, le poursuivre dans toutes ses cachettes, et l'amener vivant sur la scène, homme et écrivain au milieu de son siècle, pour l'admirer, le combattre, le railler, en lui empruntant sa plume et en lui dérobant un peu de sa verve. Il me semble que l'Académie française eût pu couronner alors un discours sur Voltaire. Celui-là n'est pas venu, on en a couronné un autre; mais je doute que les mânes du vieux Voltaire aient tressailli de joie. Le patriarche de Ferney n'est pas heureux au palais Mazarin : une première fois, il y a bien long-temps, l'Académie mit son éloge au concours; qui croyez-vous qui remporta la couronne d'assaut? M. Murville.

Il est vrai que l'éloge de M. Murville était en vers, et que celui du nouveau lauréat est en prose; l'autre était court, celui-ci est long, et certes je ne lui reprocherais pas son étendue, s'il apportait quelque chose de nouveau sur le personnage qu'il célèbre, sur la poésie, la philosophie ou la politique de son temps; mais les aperçus ne viennent pas, les idées manquent, et l'on est réduit, dans cette disette, à attendre au passage quelques traits émoussés. Après cette pâle biographie, servez-nous donc quelques morsures de Fréron, voire les violens sarcasmes de De Maistre, la belle page de M. de Châteaubriand, ou quelques traits éloquens de M. Villemain, ou les finesses de M. Joubert : cela nous refera un peu.

Après les prix d'éloquence sont venus les prix de vertu. Franchement, les rôles sont renversés, c'est la vertu qui devrait avoir le pas. M. Villemain avait lu son rapport sur le prix d'éloquence avec son esprit accoutumé et de malicieuses réticences; M. Scribe a fait le rapport sur les prix de vertu.

Toutes les fois que M. Scribe parle devant l'Académie, il commence par faire amende honorable. A son discours de réception, ce qu'il trouvait de plus extraordinaire à l'Académie, c'était de s'y voir, et il développait assez longuement cette idée. En cette dernière occasion, M. Scribe a renouvelé à peu près le même procédé; il a déclaré sérieusement et modestement qu'il était

fort embarrassé, car la tâche qu'il allait remplir n'était pas sa mission. Pourquoi pas? Les difficultés sont donc bien grandes? Eh! non, il s'agit de raconter quelques traits fort simples de la vie de quelques braves gens, et c'est certainement la tâche la moins scabreuse qui puisse être donnée à un académicien, surtout quand il est romancier. M. Scribe, malgré sa frayeur, n'a pas succombé sous le fardeau. Il a raconté avec agrément, non sans prétention, les actes de vertu, de dévouement héroïque d'hommes et de femmes du peuple, cœurs d'or sous des haillons. M. Scribe a été applaudi surtout lorsque, rappelant le mot d'autrefois : *Ah! si le roi le savait,* il a ajouté que le roi sait aujourd'hui, car la tribune et les journaux lui disent toute la vérité, — *pour le moins*. Ce *pour le moins* a soulevé deux salves d'applaudissemens : le bonheur de M. Scribe ne se dément pas. A cette double salve pour un si petit mot, M. Scribe aurait dû comprendre aujourd'hui, s'il ne l'avait compris depuis long-temps déjà, la vanité des applaudissemens. Il a donc été agréable conteur, c'était prévu. Quand il a passé moraliste, l'essai n'a pas aussi bien réussi; il a exprimé avec un peu d'emphase peut-être des idées connues; il avait pourtant un bon modèle à suivre, l'orateur d'il y a deux ans, qui exprima avec une simplicité grave des pensées élevées.

L'année a été bonne pour la vertu, a dit M. Scribe; M. Villemain n'en a pas dit autant pour l'éloquence. Ce concours en effet a été malheureux, et ceux qui suivront lui ressembleront peut-être. Cependant, nous en avons la conviction, les concours, sous les auspices de ce corps illustre qui sait si bien réparer ses propres pertes, pourraient amener d'excellens résultats dans cette décadence des lettres; mais il faudrait leur donner une impulsion puissante et les animer d'un esprit nouveau.

P. L.

V. DE MARS.

LE BRÉSIL

EN 1844.

—

INTÉRIEUR DU PAYS. — VILLES MARITIMES. — AVENIR POLITIQUE.[1]

I. — LES MINES D'OR ET LES COMPAGNIES ANGLAISES.

Le voyage de Rio-Janeiro à Ouropreto m'avait préparé aux difficultés que devait présenter une excursion dans l'intérieur des terres. Ma curiosité était vivement excitée par les premiers incidens de mon séjour au Brésil; j'avais hâte de parcourir l'intérieur de ce singulier pays, d'en observer de près et à loisir les mœurs et les habitans. J'espérais aussi trouver dans l'étude intéressante des mines et des cultures un dédommagement aux tristes impressions que m'avait fait éprouver la situation politique et morale de l'empire. Malheureusement, le voyage que j'entreprenais à travers des contrées inconnues ne devait servir qu'à me fortifier dans ma première opinion. On ne s'étonnera pas si je le raconte avec quelque détail. Les impressions variées de ce long itinéraire ont peut-être leur importance comme pièces à l'appui d'un jugement sévère, mais impartial; et en présence

(1) Voyez la première partie dans la livraison du 1er juillet 1844.

des graves questions que soulève l'état du Brésil, il n'est pas inutile, assurément, de placer souvent les faits à côté des réflexions.

C'est le 7 décembre 1842 que je quittai Ouropreto pour me rendre à Bahia. J'avais à traverser la partie la plus curieuse et la moins fréquentée du Brésil. Je suivis pendant quelques heures une chaussée pavée, construite lorsque Ouropreto était le centre des mines les plus productives. Le ciel était sombre, une pluie incessante tombait depuis le matin. La vie de voyage recommençait pour moi avec ses fatigues et ses périls, mais aussi avec tout le charme de ses incidens bizarres et de ses rencontres imprévues. Le Brésil ne se montrait plus à mes yeux sous l'aspect sévère et morne qui m'avait frappé avant d'arriver à Ouropreto. Les terrains arides et ferrugineux que j'avais remarqués à l'entrée de la ville avaient fait place à un sol fertile, coupé d'arbres et paré de fleurs. Des groupes d'arbustes bordaient la route, des lianes verdoyantes tapissaient le bord des précipices. En franchissant non sans peine les montagnes qui dominent Ouropreto, je sentais que j'abordais pour ainsi dire un monde nouveau; ma curiosité soutenait mon courage, et je dis adieu sans regret aux sites désolés, à la ville pauvre et triste que je laissais derrière moi.

Au pied du versant opposé de la montagne d'Ouropreto s'étend un joli vallon traversé par le Rio-Itabira, qui, à cet endroit de son cours, n'est encore qu'un ruisseau sans importance. Le voyageur qui descend la montagne a devant soi le village de la Cachoiera. Je suivis lentement le chemin qui me conduisait vers le vallon, et je me dirigeai vers une habitation où je comptais me reposer des fatigues de ma première journée de route. L'habitation était celle d'un ancien président de la province de Minas-Geraës, M. Mendez-Rodrigo. Je fus accueilli par le propriétaire avec la bienveillance que les Brésiliens témoignent toujours aux étrangers qui leur sont recommandés. Une fois débarrassé de mes vêtemens mouillés, et en attendant le souper, je me crus obligé d'aller passer quelques instans avec mon hôte, que je n'avais fait qu'apercevoir; je le trouvai assis dans une salle, avec sa femme et ses filles; je m'avançai pour le saluer : aussitôt il se leva, vint à moi, et me demanda si je désirais entrer dans le salon. Sur ma réponse affirmative, il m'emmena avec lui, et j'eus à subir un tête à tête d'au moins deux heures. Quant à sa femme et à ses filles, elles avaient disparu, je ne pus les entrevoir. Je connaissais trop bien la répugnance qu'ont les Brésiliens à montrer leurs femmes, pour m'étonner du bizarre procédé de mon hôte. Cette défiance extrême s'explique moins par la jalousie que par un attachement obstiné aux vieilles

coutumes portugaises. Au Brésil, le plus grand honneur que puisse vous faire un mari, c'est de vous présenter sa femme; souvent il m'est arrivé de recevoir les excuses de ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient me présenter leur famille, mais qui croyaient toutefois devoir colorer d'un prétexte ce manque de respect au visiteur européen.

La conversation de l'ex-président était peu intéressante, il ne savait que me parler du haras établi à Cachoiera par don Pedro Ier. Situé dans une vallée dont le climat est toujours tempéré, et où de nombreux cours d'eau entretiennent une végétation perpétuelle, ce haras, disait-il, aurait pu exercer quelque influence sur l'amélioration de la race chevaline. Des étalons venus de Syrie y avaient été envoyés, mais bientôt les administrateurs avaient détourné les fonds qui leur étaient confiés par l'empereur, et l'établissement, trop négligé, avait fini par devenir inutile. Il ne reste plus aujourd'hui que les bâtimens élevés aux frais de don Pedro; quant aux étalons, ils ont péri misérablement, sans qu'on puisse retrouver dans le pays un seul cheval de race arabe.

De Cachoiera à Itabira, la route suit la vallée; je dus traverser plusieurs fois la petite rivière d'Itabira, heureusement peu profonde. Il serait facile, avec quelques soins, de rendre cette vallée fertile; les Brésiliens, peu soucieux d'améliorer les produits de la terre par des engrais, ne tirent du sol que ce qui suffit à leur consommation, et se bornent presque partout à cultiver le maïs ou les haricots. Quelques champs de riz planté dans les plaines facilement inondées forment, avec les champs de maïs et de haricots, les principales cultures de la province de Minas-Geraës. Ce que nous disons de cette province pourrait s'appliquer au reste de l'empire. La nature a tout fait pour le Brésil, et l'homme, au lieu de porter dans les travaux agricoles une activité intelligente, ne pense qu'à découvrir des métaux précieux. Le succès d'un seul spéculateur fait oublier les nombreux exemples d'existences ruinées, de fortunes dilapidées dans ces recherches aventureuses. Il serait temps pour les habitans de Minas de renoncer à leurs rêves chimériques et de se consacrer à l'agriculture. Les parcelles d'or qui jadis brillaient à la surface du sol sont devenues beaucoup plus rares; l'or n'existe plus aujourd'hui en abondance qu'à de grandes profondeurs, et les dépenses d'extraction, dans un pays où l'usage des machines se trouve limité, faute de moyens de transport, absorbent les produits des mines les plus abondantes. Mais il faudra encore bien des leçons sévères pour éclairer les Brésiliens sur leurs véritables intérêts.

Itabira est un village d'environ deux mille ames. Les habitans, employés par la compagnie anglaise qui exploite la mine de Calta-

Branca, paraissent jouir de quelque aisance. La plupart sont des muletiers qui font le voyage d'Itabira à Rio-Janeiro, ou transportent les bois et charbons nécessaires à l'exploitation de la mine. Je m'attendais, en approchant de la mine de Calta-Branca, à voir s'élever devant moi une de ces montagnes dont l'aridité annonce ordinairement des veines fécondes. Je fus agréablement surpris, au contraire, quand je vis les jolis bâtimens de la compagnie anglaise qui surmontent une montagne couverte de fleurs et de verdure. Devant moi s'élevaient en amphithéâtre cinq grandes roues à brocards d'un aspect vraiment pittoresque. Je me crus transporté dans une de nos belles usines d'Europe, en entendant le bruit inaccoutumé de ces puissantes machines hydrauliques établies à grands frais par la compagnie anglaise dans une des plus admirables positions du Brésil. La source qui met en mouvement ces machines n'est rendue à son cours naturel qu'après avoir servi au lavage du minerai. Même alors l'eau est encore utilisée par les nègres esclaves de la compagnie, elle sert à l'irrigation des jardins qu'on leur a abandonnés pour leur usage. Ces jardins, où ils cultivent presque tous les légumes d'Europe et ceux du pays, sont parfaitement entretenus par les pauvres nègres, qui montrent avec fierté leur petit domaine.

L'ensemble des bâtimens d'exploitation et de tous les travaux extérieurs prouve que les directeurs de la compagnie anglaise de Calta-Branca ont le pouvoir et la volonté de bien faire. On doit regretter que les travaux intérieurs aient été conduits avec peu d'intelligence. Lorsque je descendis dans la mine, je fus étonné de voir des voûtes de vingt-cinq et trente pieds de largeur suspendues au-dessus de la tête des travailleurs sans que rien fût projeté pour prévenir un éboulement. Les travaux sont conduits dans une seule direction. Tant que la veine actuelle se prolongera, rien de mieux; mais aussitôt qu'elle se trouvera interrompue, il faudra des dépenses considérables pour retrouver une autre veine. En visitant les travaux avec l'ingénieur en chef, qui venait des mines de Cornouailles, je me permis quelques observations sur le danger qu'il y avait à exploiter la veine sur une largeur de trente pieds. Il me répondit avec une assurance naïve : « Je ne pense pas qu'en France ou en Allemagne il y ait des hommes qui s'entendent aussi bien que nous à l'exploitation des mines. » Le fait est que les compagnies anglaises, au lieu de confier leurs intérêts à des hommes spéciaux, à des géologues instruits, ont envoyé au Brésil des capitaines-mineurs assez intelligens sans doute pour continuer des travaux déjà commencés, mais incapables de diriger avec succès l'ex-

ploitation si difficile d'une mine d'or. Les hommes mêmes qui ont l'expérience du travail de toutes les autres mines échouent dans cette exploitation, pleine de difficultés et de hasards; la formation de la veine d'or est presque toujours inégale, et se présente sous les aspects les plus différens. Les Anglais, tout en exposant d'immenses capitaux, n'ont pas voulu demander à l'Allemagne les seuls travailleurs qui pussent rendre leurs travaux productifs. Nulle part peut-être le mauvais choix des chefs mineurs envoyés d'Angleterre n'a produit d'aussi fâcheux résultats qu'à Calta-Branca. Un seul éboulement a coûté la vie à onze nègres; quant aux éboulemens partiels qui n'ont fait qu'un petit nombre de victimes, on ne les compte plus.

Les travaux des ingénieurs anglais de Calta-Branca avaient atteint, le 10 décembre 1842, une profondeur de 104 brasses; la veine d'or, dont l'épaisseur et la largeur varient à tout instant, était mélangée de bismuth et de quartz; dans toutes les parties où dominait le quartz, l'or était plus pur et plus abondant. On ne recueillait le métal qu'en parcelles palpables, et on n'avait pu rencontrer encore des morceaux d'or d'un grand poids. La dureté du minerai rend l'exploitation difficile. Environ quarante nègres sont employés dans l'intérieur de la mine : ils doivent travailler huit heures de jour ou de nuit; des mineurs anglais les surveillent tout en travaillant avec eux. Le nombre des esclaves employés par la compagnie de Calta-Branca est de trois cents. Les femmes ont à trier le minerai, à le placer sous les brocards, à retirer et à laver le sable aurifère. Le filon de Calta-Branca, sans être d'une richesse remarquable, aurait pu couvrir facilement tous les frais d'exploitation; mais les actionnaires ont choisi des officiers de marine pour directeurs, ils ont confié la conduite des travaux à des agens privés des connaissances nécessaires, et aujourd'hui leurs intérêts sont compromis : les actions de cette mine ne valent plus que 150 fr., pourtant le capital avancé a été de 400 à 500 fr. Aucun dividende n'a pu être payé depuis la formation de la compagnie, et il me paraît difficile d'admettre qu'aucun changement favorable s'opère dans l'exploitation de Calta-Branca.

La compagnie emploie des esclaves et des affranchis; après cinq ans de travail irréprochable, on donne à chaque esclave, le dimanche, 50 centimes, lorsque sa conduite a été bonne pendant la semaine. Une fonderie de fer, exploitée par la même compagnie, est à deux lieues de Calta-Branca; le minerai de fer y est abondant, le métal est supérieur en dureté, dit-on, au fer de Suède : tous les outils employés pour la mine y sont fabriqués. Cette fonderie est exclusivement ré-

servée aux besoins de la compagnie. Les directeurs n'ont pas cherché à produire au-delà de la quantité de fer qui leur est nécessaire. Les dépenses entraînées par une plus large exploitation de cette fonderie ne seraient pas couvertes dans un pays où le manque de population restreint nécessairement les bénéfices.

J'avais pu, en visitant les mines de Calta-Branca, prendre quelque idée de l'état de l'industrie minière dans un pays où elle fut jadis si florissante. Je ne voulais pas cependant m'en tenir à une première expérience. Ma route passait à travers les districts qui pouvaient le mieux fixer mes notions à cet égard. De Calta-Branca, je me rendis, laissant derrière moi plusieurs villages sans importance, à une autre mine non moins remarquable, celle de Morro-Velho. Situé dans le fond d'un vallon, encaissé de tous côtés par des montagnes, l'établissement de Morro-Velho a l'aspect d'une maison de campagne anglaise entourée de vastes dépendances. M. Herring, directeur de la compagnie de Morro-Velho, est non-seulement un homme aimable et distingué, mais sa femme et ses dix enfans forment la plus charmante famille qu'on puisse rencontrer. Mal secondé par les capitaines-mineurs envoyés d'Angleterre, qui sont incapables de dresser même un plan de la mine, M. Herring a dû diriger tous les travaux, et il s'est acquitté de sa tâche avec une prudence qui fait honneur à ses lumières. La mine de Morro-Velho forme un contraste complet avec celle de Calta-Branca; les éboulemens y sont inconnus, et les travaux, poussés avec une grande activité, sont toujours conduits dans une pensée d'avenir. La grande difficulté que présente l'exploitation de cette mine, c'est l'extraction ou plutôt la séparation de l'or de son enveloppe de pyrite arsénical. La perte d'or calculée d'après des expériences est aujourd'hui de 50 pour 100. Cette mine, n'ayant plus à supporter que les frais d'entretien des travaux, peut néanmoins donner quelques dividendes aux actionnaires de la compagnie; mais ses produits seront toujours limités par l'impuissance où l'on est, dans l'état actuel de la science, d'opérer parfaitement la séparation de l'or et du pyrite. L'étude des procédés à employer me paraît digne d'occuper les savans; quant à moi, je n'ai pu que constater les efforts faits par M. Herring pour obtenir de meilleurs résultats.

Morro-Velho est de 500 mètres moins élevé que Calta-Branca : aussi la température y est-elle beaucoup plus malsaine; les brusques alternatives de chaud et de froid compromettent la santé de tous les hommes employés aux travaux, nègres ou blancs. Le docteur de la compagnie me disait avoir constaté une différence de 18 degrés dans la tempé-

rature entre le lever du soleil et le coucher. Les miasmes qui proviennent de la mine contribuent, sans doute, à corrompre l'air de cette vallée qui semble, au premier aspect, un délicieux séjour. J'aurais été heureux de jouir plus long-temps de l'aimable intimité de M. Herring et de sa famille; c'est avec regret que je quittai cette riante habitation où j'avais trouvé les charmes de la vie d'intérieur, si rarement goûtés au Brésil; mais il fallait continuer mon voyage, et atteindre, en côtoyant le Rio das Velhas, Sabara, chef-lieu du dictrict de ce nom.

La ville de Sabara, bâtie au confluent de la petite rivière du même nom et du Rio das Velhas, est entourée de hautes montagnes, qui rendent ce séjour insupportable pendant les chaleurs de l'été. La population est d'environ six mille ames, les rues sont larges et bien aérées. On exploitait autrefois plusieurs mines d'or en cet endroit. Sabara est situé à 45 milles nord nord-ouest d'Ouropreto; non loin de la ville est un lac dont les eaux ont, dit-on, de grandes propriétés médicales. L'eau, quoique limpide, est couverte d'une pellicule argentée qui blanchit les lèvres de ceux qui la boivent; les habitans ont donné à ce lac le nom de Lagoa-Santa : ses eaux presque chaudes viennent se réunir au Rio das Velhas. Il y a quelques années, on avait trouvé dans le district de Sabara le platine en assez grande abondance. Cette découverte est restée sans résultats apparens. L'intérieur du pays est encore si peu connu et a été exploré par si peu de géologues, qu'on ne peut s'étonner de voir tant de richesses perdues. Il n'y a au Brésil que l'or placé à la surface de la terre qui tente l'ambition des habitans. Le gouvernement, qui ne tire que des revenus peu importans des mines actuellement exploitées par les Brésiliens, ne cherche pas à stimuler une population qui, sous une direction habile, serait, je crois, capable d'activité.

De Sabara à Caëthe, la route n'offre aucune particularité intéressante. Une distance d'environ six milles sépare ces deux villes. Rien n'est plus triste que les abords de Caëthe. Pour arriver à la ville, on descend une côte aride où s'élèvent à peine quelques buissons épineux et quelques mimosas rabougris. Partout la couleur rougeâtre du sol annonce le pyrite de fer, et donne un aspect triste à ces terrains abandonnés. Caëthe, assez jolie ville, a une église regardée comme le plus bel édifice de la province, et qui n'est qu'un grand bâtiment d'architecture insignifiante. La population est de quatre mille ames. L'industrie des habitans consiste dans la fabrication de poteries communes et dans la culture des arbres fruitiers. Le climat, beaucoup plus tempéré qu'à Sabara, a fait multiplier les fleurs et les fruits d'Eu-

rope, qui s'y sont acclimatés. Caëthe a soutenu un siége pendant les derniers troubles. Après un engagement bruyant qui dura cinq jours, on ne compta que deux hommes blessés par des fusils qui avaient éclaté. Les deux partis agissaient avec une prudence dont les exemples ne sont pas rares dans les guerres intérieures du Brésil.

Laissant derrière moi Caëthe, je me dirigeai vers Congo-Soco, un des établissemens les plus considérables que les Anglais aient fondés au Brésil. J'eus occasion de visiter sur ma route Luis-Soarès, mine d'or qui appartient à la famille du marquis de Barbacena. Cet homme, qui a joué un rôle important dans les affaires de son pays, est mort en 1842, au mois d'août. Chargé de toutes les négociations d'emprunts par la confiance aveugle de l'empereur don Pedro Ier et de son jeune fils, il avait acquis dans ses voyages en Europe une fortune immense qu'il dilapida follement. Il dut céder à des compagnies anglaises le privilége de mines très riches qu'il possédait dans la province de Minas. Aujourd'hui ses descendans voudraient encore se débarrasser des deux mines qui leur restent; mais leurs propositions ont été refusées.

C'est une curieuse histoire que celle du marquis de Barbacena. Portugais de basse origine, il était simple sous-lieutenant dans l'armée lorsqu'il réussit à obtenir en mariage l'héritière d'un riche négociant de Bahia. On raconte que pour obtenir sa main il usa d'un singulier stratagème. Pauvre officier sans fortune, il avait peu de chances de réussir dans ses projets de mariage; il résolut de recourir à la ruse. Ayant obtenu qu'une somme considérable lui fût confiée pour quelques jours, il prétexta un ordre de ses chefs qui exigeait son départ immédiat, et pria le père de la jeune fille de vouloir bien garder jusqu'à son retour cette somme dont il se dit propriétaire. Tout en remettant ce dépôt précieux entre les mains du négociant, il insista sur le bonheur qu'il aurait à obtenir la main de la jeune héritière. Le père se laissa séduire et consentit au mariage. Quelques jours plus tard, M. de Barbacena était possesseur d'une des fortunes les plus considérables du Brésil; un avenir brillant s'ouvrait devant lui. Bientôt il devenait l'arbitre des difficultés survenues entre le Brésil et l'Angleterre, amenait une séparation violente entre la colonie et la métropole, et se voyait entouré d'une considération qu'il devait, non à ses titres acquis, mais à une intelligence remarquable, à une grande habitude des affaires, et à l'ascendant qu'exerce toujours un homme politique qui possède d'immenses revenus.

La mine de Luis-Soarès, une des nombreuses possessions du riche marquis, est aujourd'hui dans un état déplorable. L'eau et la boue

obstruent les galeries, où l'on ne peut guère marcher que courbé. Renonçant à poursuivre ma visite jusqu'au centre de l'extraction, je me contentai de recueillir les indications d'un Brésilien chargé de surveiller les travaux, et qui se plaignait de la difficulté d'exploitation de cette mine, augmentée encore par une humidité extrême que l'on ne cherche pas à combattre.

D'épaisses forêts séparent Luis-Soarès de la mine de Congo-Soco. La compagnie anglaise de Congo-Soco est la plus ancienne de celles qui exploitent les terrains aurifères du Brésil; c'est son exemple, ce sont les résultats recueillis dès le début de cette entreprise qui ont provoqué la formation des autres compagnies. Cinq cents esclaves travaillent à la mine de Congo-Soco; à ce nombre il faut ajouter quatre-vingts mineurs anglais. Six roues hydrauliques mettent en mouvement cent vingt brocards. Malheureusement le filon, jadis si riche, a presque disparu; presque tout le travail actuel se borne à exploiter les rochers abandonnés autrefois comme trop pauvres. L'étendue de cette mine est immense. Au mois de juin 1842, on est arrivé, dans une des galeries intermédiaires, à une section de veine qui, entre autres richesses, a offert un morceau d'or du poids de quarante livres : dégagé des substances étrangères, ce morceau avait encore trente-huit livres de poids. A l'époque où je visitais la mine, l'exploitation traversait une mauvaise phase; depuis six mois, les travaux produisaient peu, et M. Crickett, directeur de la compagnie, qui voulut bien m'accompagner dans la visite de l'intérieur de la mine, chercha vainement des échantillons un peu riches : tous les travailleurs lui répondaient qu'on ne recueillait qu'un minerai pauvre. Les roches n'offrant aucune consistance, il faut soutenir les terres par des poutres. La quantité de bois employée dans la mine de Congo-Soco est effrayante; les travaux ne peuvent avancer qu'autant que l'ouvrier soutient les percemens nouveaux par des piliers et par des voûtes. Aussi l'exploitation de cette mine exige une grande surveillance, et je n'ai pu qu'admirer l'habile direction donnée aux travaux.

Les trois établissemens anglais de Calta-Branca, Morro-Velho, Congo-Soco, sont les plus importans parmi ceux qu'ont formés des compagnies, et un capital immense est engagé dans cette exploitation. Ces grandes entreprises méritent donc de fixer notre attention. Le gouvernement du Brésil, après avoir long-temps refusé aux Anglais le droit d'exploiter les mines, concédé à ses nationaux, a dû y consentir; mais il ne l'a fait qu'en imposant aux compagnies anglaises des conditions iniques : il a élevé par exemple de 5 à 10 pour cent les

taxes sur tout l'or obtenu. Les dépenses énormes pour les frais de premier établissement, bâtimens d'exploitation, maisons d'habitation, employés (1), etc., ont absorbé une grande partie du capital fourni par les actionnaires. Ces travaux, dirigés par des hommes qui jouissaient d'une entière liberté, ont été faits avec un luxe souvent inutile. Aujourd'hui Calta-Branca, Morro-Velho et Congo-Soco coûtent d'entretien annuel plus de six cent mille francs. Les produits de chaque mine équivalent sans doute à cette somme; mais ils sont insuffisans pour rembourser les frais d'installation. Excepté Congo-Soco, aucune des mines exploitées au Brésil n'a pu donner aux actionnaires l'intérêt de l'argent avancé; on se borne à payer avec les produits de la mine les dépenses d'exploitation et d'entretien.

J'ai été surpris que les compagnies anglaises, sacrifiant des capitaux aussi considérables, n'eussent pas choisi pour diriger les travaux des hommes pratiques. A Calta-Branca, cette tâche importante est confiée, je l'ai dit, à d'anciens officiers de marine qui ont conservé toute la sévérité minutieuse du service militaire. A Morro-Velho, à Congo-Soco, les directeurs sont actifs et intelligens, mais, faute d'avoir sous leurs ordres des mineurs entendus, ils voient souvent leurs intentions mal exécutées. Les travaux sont ainsi compromis tour à tour par l'incapacité des directeurs et l'ignorance des ouvriers. En résumé, soit par les dépenses excessives de premier établissement, soit à cause du défaut d'instruction des chefs de travaux, les compagnies anglaises n'ont devant elles qu'un avenir incertain. Si le parlement adopte un jour la motion de lord Brougham, qui veut affranchir tous les esclaves appartenant à des Anglais, ces mines seront forcément abandonnées. Les Brésiliens, tout en admirant les travaux accomplis, sont incapables de les apprécier. Animés d'une haine aveugle contre l'Angleterre, ils ne consentiront jamais à reconnaître que les dépenses faites par les compagnies britanniques ont amélioré le sort des habitans de la province de Minas. C'est une tâche ingrate qu'ont acceptée ces compagnies, et leurs efforts, on doit le reconnaître, sont mal encouragés.

Si j'en crois des rapports recueillis sur les lieux, les esclaves occupés dans les mines anglaises du Brésil sont traités avec douceur. Soumis à un travail régulier et recevant une nourriture abondante, ils sont

(1) Le moindre mineur anglais reçoit 250 francs par mois; pour peu qu'un seul établissement compte soixante ou quatre-vingts de ces mineurs, on conçoit que les dépenses s'augmentent beaucoup. Le travail d'un nègre intelligent équivaut à celui d'un mineur anglais ivrogne et insoumis; un nègre ne coûte que 500 fr. par an en moyenne.

soignés par un médecin attaché à chaque mine; ils touchent chaque semaine une gratification; les heures qu'ils donnent au travail au-delà du temps exigé leur sont payées, et ces divers salaires, en s'accumulant, leur permettent de se racheter après quelques années. Tous les nègres mariés ont une maison séparée, avec un jardin qu'ils cultivent le dimanche, jour de repos général. M. Herring m'assurait qu'il avait rarement d'autre punition à infliger que la suppression de gratification. En citant des faits qui témoignent en faveur de l'humanité des Anglais propriétaires de mines, je dois rappeler que je tiens ces détails des maîtres d'esclaves eux-mêmes, qui ont tout intérêt à dissimuler devant un Français leur sévérité à l'égard des nègres.

Cocaës, petite ville où je passai après avoir quitté Congo-Soco, est dans une jolie situation; plusieurs des anciennes familles du Brésil y ont leur résidence. Le chef de la dernière révolution, le sénateur José Feliciano, s'y était réfugié, et quelque désir que témoignassent les autorités de s'emparer de sa personne, il restait tranquillement à Cocaës; nul n'osait le troubler dans sa retraite. Don Jose Feliciano est un homme de mœurs douces et conciliantes; tous ceux qui ont eu des rapports avec lui pendant sa présidence ne m'en parlaient qu'avec éloges. Devenu chef de parti, il a manqué de caractère et de résolution; il faut se féliciter qu'il n'ait pas réussi, car une anarchie profonde eût succédé à la régularité apparente du gouvernement actuel, des vengeances eussent été exercées contre tous les étrangers, et la province de Minas, qui ne peut produire ses richesses que dans les temps de calme et de sécurité, serait devenue le théâtre des intrigues de ces prétendus démocrates qui ne pensent à détruire les institutions établies que pour avoir des places dans un gouvernement nouveau. — Près de Cocaës se trouvent encore des mines d'or exploitées par des compagnies anglaises, que les chances aléatoires de cette industrie n'ont pas découragées. Il faut toute la hardiesse et la ténacité du génie britannique pour expliquer cette persistance dans la poursuite des richesses mystérieuses du Brésil. L'une de ces mines, payée un million, n'a encore produit que des parcelles d'or sans offrir un filon régulier. L'autre, signalée comme très riche, a été mal exploitée dès le début : il a fallu faire venir d'Europe de nouvelles machines et entreprendre les travaux sur un nouveau plan pour réparer les fautes d'une mauvaise direction.

Poursuivant ma route vers le district des Diamans, je quittai Cocaës avec l'intention de franchir rapidement la distance qui me séparait de la petite ville de Conceicao. Malheureusement j'avais compté sans

les difficultés qui retardent toujours le voyageur sur les routes mal frayées du Brésil. Le voyage de Cocaës à Conceicao dura quatre jours. Partant au lever du soleil, ne m'arrêtant que peu d'instans pendant la chaleur du jour, il m'arrivait souvent, après une marche de dix heures, de n'avoir fait que sept ou huit lieues de pays, tant les chemins sont affreux. Partout mes chevaux enfonçaient jusqu'au poitrail dans une boue épaisse, et, pour les retirer, il fallait descendre à chaque instant et m'enfoncer moi-même dans la bourbe du chemin. Je n'avais pas d'ailleurs les dédommagemens qu'offrent en d'autres endroits du Brésil les beautés variées du paysage; je ne voyais autour de moi que des collines d'un aspect triste et monotone. Les habitations ne se succédaient qu'à de longs intervalles. Çà et là je rencontrai des champs invariablement plantés de maïs ou de haricots; de nombreuses rivières croisaient la route et multipliaient les obstacles, car le plus souvent il fallait les traverser à la nage. Les villages sont en harmonie avec le paysage; le premier où je passai, Itambé, est connu par une litanie devenue proverbiale dans le Brésil :

De miseriis d'Itambé libera nos, Domine.

Cependant l'aspect d'Itambé ne me sembla pas justifier tout-à-fait sa réputation. Ce village me parut moins effrayant de misère que beaucoup d'autres; seulement le sol ferrugineux qui s'étend sur les deux rives du Rio-Itambé repoussant toute végétation, le village se trouve encadré par des rochers noirâtres, d'un aspect sévère, qui ferment tristement l'horizon. D'Itambe je me rendis à une ferme (*farenda*) qui appartenait à un frère du colonel Martins, autrefois chef des rebelles et honoré d'un haut grade par le baron Caxias, pour avoir trahi la cause des insurgés. Mon hôte ne semblait pas désapprouver la conduite de son frère; je recueillis dans sa conversation de curieux renseignemens sur les richesses du sol environnant. L'entretien de sa ferme révélait une direction intelligente. Le laitage servait à faire des fromages qu'on recherche dans toute la province. Un moulin destiné à broyer le maïs était mis en mouvement par la rivière voisine. Il est rare de rencontrer au Brésil des habitans qui sachent se créer une certaine aisance par une sage exploitation de leur domaine.

Gaspar Soares, où je passai après avoir quitté M. Martins, est le siége d'une fonderie établie par le gouvernement. Le minerai de fer se trouve en abondance dans les montagnes voisines; mais on n'a pas su exploiter ces richesses naturelles, et les travaux ont dû être abandonnés faute d'une administration régulière. Le gouvernement ne parvenait pas à

couvrir ses frais. Il n'y a aujourd'hui qu'une seule fonderie de quelque importance dans la province de Minas; elle appartient à un Français qui la dirige lui-même, et cette fonderie, qui occupe un grand nombre d'esclaves, assure, dit-on, des revenus considérables à notre intelligent compatriote. Je continuai ma route avec le regret de ne pouvoir visiter cet établissement, situé à quarante milles de Congo-Soco.

La rivière de Conceicao, dont le cours est interrompu par des chutes d'eau fort élevées, offre des sites imposans et sauvages; des masses de roches, de plus de cent pieds de hauteur, s'élèvent au-dessus de ses rives; de belles forêts encore vierges étendent leurs branches jusqu'au lit du fleuve, dont les eaux écumantes bondissent avec bruit. La nature, livrée à elle-même, semble se complaire à orner ces lieux abandonnés de tout le luxe d'une végétation puissante. Malheureusement il faut quitter bientôt les bords de la rivière et traverser des plaines arides pour arriver à Conceicao, qui vient d'être érigé en ville par la dernière assemblée de la province. Cette ville n'est qu'une misérable bourgade; toute sa richesse consiste dans les fromages que les habitans expédient par milliers. De Conceicao à Villa-do-Principe, les habitans comptent dix lieues. La saison des pluies était commencée, et les chemins que le soleil seul doit réparer étaient tellement difficiles, qu'il me fallut deux jours pour parcourir cette distance. De nombreuses rivières coupent la route; on les passe soit à gué si elles ne sont pas trop profondes, soit à la nage quand il n'y a pas un pont construit par les propriétaires voisins. Le pont, consistant en un arbre jeté d'une rive à l'autre, ne peut servir pour les chevaux; il faut donc transporter le bagage à dos d'homme, tandis que les chevaux traversent la rivière en nageant. Et qu'on ne croie pas que ces obstacles multipliés soient le propre d'un pays désert; c'est dans une des provinces les plus importantes de l'empire que les voyageurs ont à lutter contre ces périls et ces fatigues. La route que je suivais et qui va de Rio-Janeiro au district des Diamans est une des plus fréquentées du Brésil.

Villa-do-Principe, ou Ciudad-do-Serro, est situé à l'entrée du district des Diamans. Cette ville compte quatre mille habitans. Le commerce des diamans occupe la classe la plus riche de la population; c'est cette classe qui a pris parti pour le gouvernement dans les derniers troubles de la province. Un grand nombre de nègres trouvent des moyens d'existence dans le lavage des sables du Rio-do-Peixe, qui charrie des grains d'or presque pur; quant aux diamans qu'on retirait autrefois du fleuve, il y a plusieurs années qu'on n'en a trouvé un seul. Villa-do-Principe est dominée par une haute montagne fort riche,

dit-on, mais qui n'a été qu'imparfaitement explorée; je remarquai pourtant des traces d'anciennes galeries, aujourd'hui fermées par les éboulemens intérieurs.

Mon attention fut appelée à Villa-do-Principe sur l'état d'incurie où on laisse le cours des rivières. Le Rio-do-Peixe va se réunir au Rio-San-Antonio, qui se jette dans le Rio-Doce. On conçoit de quelle importance il serait pour ce district éloigné qu'une navigation régulière fût établie sur le fleuve. Une compagnie anglaise avait été formée, des bateaux à vapeur devaient remonter le Rio-Doce jusqu'à l'embouchure du Rio-San-Antonio. La compagnie, qui avait obtenu la concession de toutes les forêts bordant les rives du fleuve, forêts consistant en bois du Brésil, dont la valeur est très grande en Europe, et qui aurait été exporté en franchise de droit, paraît avoir été découragée par les difficultés que présentent les nombreux rapides du Rio-Doce. Un bateau à vapeur destiné à cette navigation était mis en vente; un des directeurs de la compagnie voulut recourir à un dernier moyen et donna au gouvernement l'assurance qu'il remplirait au nom de la compagnie toutes les conditions qui lui étaient imposées, si on voulait le soutenir et faciliter son entreprise. Je crois que ce projet de navigation sera abandonné. Les Anglais se borneront à exporter une grande quantité des bois qui leur sont concédés; ils ne voudront pas risquer dans une navigation périlleuse des bateaux à vapeur qui seraient bientôt mis hors d'état, tant à cause des rochers qui interrompent le cours de la navigation qu'à cause des arbres entraînés dans le lit de la rivière, et qu'il serait difficile de retirer.

Les Anglais ne sont pas seuls à défendre au Brésil la cause de la civilisation; mais ces nobles efforts échouent le plus souvent contre l'apathie du gouvernement et de la population. Une exploration a été faite en 1837 par un Français, afin de reconnaître le Rio-Micuri, qui coule à peu de distance de Minas-Novas. La rivière a été reconnue navigable; après dix jours de navigation dans un canot creusé sur le bord même de la rivière, M. Veyssière est arrivé à la mer. Son rapport a dû démontrer au gouvernement brésilien les avantages que pourrait offrir cette nouvelle voie de communication; cependant rien n'a été fait jusqu'ici pour en tirer parti. Le gouvernement fait grand bruit de toutes ces missions; il annonce à l'avance les immenses résultats qu'elles doivent produire, puis on abandonne les travaux commencés. L'état de malaise, de dénuement presque absolu de la province de Minas, la plus peuplée du Brésil, mérite vraiment une sérieuse attention, et il serait temps qu'on introduisît quelques change-

mens faciles et peu coûteux. La navigation du Rio-Doce, du Rio-Micuri, du Rio-Grande de Belmonte, quoique offrant des obstacles, peut devenir praticable, si des ingénieurs habiles sont envoyés sur les lieux, si des cartes sont dressées avec soin. Aujourd'hui l'intérieur de la province est entièrement inconnu, et je ne serais nullement étonné qu'on ne découvrît un de ces jours quelque nouvelle rivière navigable. Aucune province n'est arrosée par un aussi grand nombre de cours d'eau qui, presque tous, ont leurs sources dans la Mantiqueira, et se versent dans les quatre grands fleuves, Rio-Doce, Rio-Grande, Rio-San-Francisco, Rio-das-Mortes. Il faut toute l'incroyable apathie des Brésiliens pour que ces ressources naturelles n'aient pas encore été utilisées; et tandis qu'on abandonne les rivières sans penser à les rendre navigables, on parle d'un projet de chemin de fer que le gouvernement compte sans doute suspendre d'une montagne à l'autre.

Les anciennes formalités imposées aux voyageurs qui voulaient pénétrer dans le district des Diamans n'existent plus depuis que le monopole du gouvernement a été aboli. On entre et on sort librement, sans être soumis à aucune visite. Les diamans se vendent au plus offrant, et l'état ne prélève aucun droit sur la vente; il n'y a que l'or qui est soumis à un droit d'exportation et soi-disant de monnoyage. Il existait jadis un hôtel des monnaies à Villa-do-Principe; aujourd'hui il y a encore un directeur et des employés qui reçoivent leurs traitemens sans remplir aucune fonction. Le ministre des finances a proposé au congrès, en 1843, une loi qui autoriserait le gouvernement à vendre toutes les mines qui seraient découvertes, et même celles dont la propriété n'aurait pas été légalement reconnue. Ce décret s'appliquerait principalement au district de Tejucco (Diamantina), dont le gouvernement a dû abandonner l'exploitation, toute la population s'étant soulevée contre le monopole exercé jusqu'alors, et chacun ayant pris possession des terrains exploités par le gouvernement. Si cette mesure est adoptée et mise à exécution, les propriétaires actuels des mines exploitées devront entreprendre des travaux, soit pour le détournement de la rivière Jequitinonha, soit pour l'exploitation des terrains riches, abandonnés par crainte des nègres libres. Ceux-ci se croient en effet le droit d'exploiter toutes les terres, sans qu'aujourd'hui, dans l'état de la législation, on puisse mettre obstacle à leurs prétentions; car les terrains appartiennent au gouvernement, qui n'a jamais reconnu l'abandon que comme une nécessité, et le nègre qui travaille seul ne doit pas être traité plus sévèrement comme usurpateur que celui qui exploite un terrain avec vingt esclaves. La solution de cette question

se fera sans doute attendre; la mesure est repoussée aussi bien par la population libre que par les riches propriétaires. Le gouvernement craindra d'exciter une guerre civile, et le district des Diamans restera soumis au droit du plus fort.

Le pays change entièrement d'aspect aussitôt qu'on s'est éloigné de Villa-do-Principe. Après avoir suivi quelque temps les bords ombragés d'un ruisseau, on entre dans un pays montagneux, où l'on est entouré de masses de rochers d'une pierre sablonneuse; des groupes de cette pierre forment des collines isolées d'un aspect bizarre. La végétation se réduit à quelques chétifs palmiers, quelques mimosas, des plantes épineuses; le sol est desséché et aride. Après deux heures de route au milieu de ces pierres, je descendis sur les bords du Viao, un des affluens du Jequitinonha. Malgré la largeur de la rivière, le lit était peu profond, et nos chevaux purent le traverser sans mouiller nos bagages. Je laissai, à l'est, San-Gonzales et Milho-Velho, anciens lavages de diamans aujourd'hui presque abandonnés, et je côtoyai les bords du Viao. Forcé bientôt de m'arrêter dans une hôtellerie, je fus frappé d'une misère et d'une saleté qui dépassaient ce que j'avais pu observer jusqu'à ce jour. Pouvais-je me douter que je venais d'entrer dans le district des Diamans, ce mystérieux berceau de la richesse du Brésil?

II. — LES MINES DE DIAMANS ET LES PROPRIÉTAIRES BRÉSILIENS.

On raconte que les premiers diamans trouvés au Brésil, en 1729, furent envoyés en Portugal, puis en Hollande. La valeur de ces diamans fut bientôt comprise par les lapidaires hollandais. Ceux-ci passèrent un contrat avec le gouvernement portugais, qui s'engagea à leur livrer toutes les pierres trouvées dans le Serro-do-Frio. En 1772, le produit des mines de diamans retourna au Portugal, par suite de l'expiration du traité avec la Hollande. Le monopole exercé par le gouvernement s'est maintenu jusqu'à la révolution de 1831. A cette époque, les nègres chassèrent les intendans qui dirigeaient les travaux des lavages de diamans. Aujourd'hui, le district est exploité par des propriétaires d'esclaves, qui travaillent pour eux-mêmes dans des terrains nouveaux ou dans les anciennes exploitations du gouvernement.

Diamantina ou Tejucco, capitale du district, est situé à cinquante lieues d'Ouropreto, et cent vingt-cinq de Rio-Janeiro. Les caravanes mettent quarante-cinq et cinquante jours pour aller de Rio à Diamantina. La difficulté des voies de communication au Brésil multiplie en

quelque sorte les distances. Je n'ai jamais pu parcourir une lieue du pays en moins d'une heure et demie. La capitale du district diamantin est située sur le penchant d'une montagne; on y arrive à travers des terrains arides et recouverts de grès sablonneux. Les maisons, basses et de construction irrégulière, ont néanmoins un air d'élégance et de propreté qui surprend le voyageur habitué aux tristes aspects des cités brésiliennes. Aucun monument remarquable ne s'élève dans la ville; les églises ne se distinguent ni par le luxe intérieur ni par l'architecture; un marché mal tenu, dont le centre est occupé par un vaste hangar, est fréquenté par les nègres, qui viennent y débiter, chaque matin, le grain et les fourrages destinés à nourrir les chevaux. La nourriture d'un cheval coûte 3 francs par jour à Diamantina; on peut juger, par cet exemple, de la cherté des autres denrées. La stérilité du sol oblige les habitans à tirer leurs provisions de fermes éloignées; quant aux objets de luxe, ils viennent tous de Rio-Janeiro.

La société qui habite cette petite ville se distingue par la douceur et la cordialité qui règne dans ses relations avec les étrangers. Les habitans n'ont, il est vrai, que de bien rares occasions d'exercer leur hospitalité, car peu de voyageurs se dirigent vers cette partie du Brésil. Ce qui plaît dans leur accueil, c'est la franchise, la simplicité, l'abandon, qualités peu communes assurément dans le pays. Répondant sans embarras aux questions que vous leur adressez, ils cherchent avec empressement à vous être utiles : les femmes elles-mêmes secouent le joug de cette contrainte qui les rend, dans la plupart des autres villes, à peu près inabordables pour l'étranger. Elles prennent part à la conversation, et, si ce n'était ce désagréable accent portugais qui enlève tant de charme aux plus aimables causeries, on pourrait se croire, non plus au Brésil, mais dans une colonie d'Espagnols qui auraient gardé sans altération les manières affables de la mère-patrie.

On rencontre, aux environs de la ville, plusieurs *lavras* (lavages) d'or et de diamans. Je visitai successivement ceux de Vassoieras, du Mato, de Guinda et de Bromalinho; j'étais curieux de connaître par moi-même les ressources qu'offre aujourd'hui cette branche si importante de l'exploitation du sol brésilien. Grace à l'obligeance des propriétaires de *lavras*, je pus recueillir des notions précises et complètes sur les difficultés que présente l'extraction des diamans. Il y a dans cette recherche beaucoup de hasard. On emploie divers procédés pour recueillir le *cascalho* (sable qui enveloppe l'or et les diamans). A Vassoieras, un puits a été creusé dans le milieu du Jequitinonha, dont on a détourné les eaux au moyen d'un barrage. Le *cascalho* ainsi

retiré a produit plusieurs milliers de diamans. Souvent on lave deux fois le sable, et le second lavage rend encore une précieuse récolte. A la *lavra* du Mato, une des plus riches du district, l'exploitation consiste dans le lavage des terres de l'ancien lit du Jequitinonha, qui a été détourné depuis près d'un siècle. A Guinda, la couche de sable précieux est séparée de la surface du sol par la terre végétale, qui recouvre quelquefois une croûte rocailleuse, et souvent pour arriver au *cascalho* il n'y a d'autre moyen que de faire sauter les rochers. A Bromalinho, outre la couche de terre végétale, il faut traverser une couche d'argile épaisse de sept à huit pieds pour atteindre le *cascalho*. Les deux dernières *lavras* sont situées dans les *campos*, à environ deux lieues ouest de la ville. Les *campos* sont des plaines arides, à peine recouvertes d'une mousse légère. On ne peut travailler dans les *lavras* des *campos* que durant la saison des pluies. Le reste de l'année, le manque d'eau empêche de continuer les travaux.

Les moyens employés pour l'extraction des diamans n'ont guère changé depuis les premiers essais d'exploitation. Le prix de la main d'œuvre absorbant à peu près tous les bénéfices, les propriétaires de *lavras* ne peuvent espérer de faire fortune qu'à la condition de rencontrer des diamans de grande valeur. Pourtant, l'octave de trente-deux diamans se paie, à Tejucco, 400,000 reis (environ 1,200 francs) : je vis payer un seul diamant 1,800 francs. J'ai été étonné de la manière dont se font ces achats. Un nègre apporte des diamans, le négociant les examine, il se garderait bien de les peser; il offre un prix : si ce prix est accepté, le nègre dépose les diamans; dans le cas contraire, il va présenter aux autres négocians le produit de son travail. Souvent un diamant estimé par un négociant 1,000 fr. est payé 1,500 fr. par son voisin. Je disais à un riche Brésilien que le prix du diamant s'élevait chez nous dans une proportion réglée par le poids : il ne pouvait me comprendre, et me répondit qu'il achetait les diamans à la simple vue. Cette manière de procéder enlève toute régularité au commerce, et les acheteurs perdent souvent sur un marché, tandis qu'ils gagnent sur un autre.

Il y a dans la recherche du diamant, je l'ai dit, beaucoup de hasard. Pourtant les hommes qui s'occupent de cette exploitation prétendent reconnaître, à des signes certains, si le cascalho sera riche ou pauvre. La présence du pyrite de fer en fragmens, d'une certaine espèce de cailloux en forme de fèves noires, jaunes ou brunes, est un présage toujours accepté comme favorable. La formation des terrains qui contiennent les diamans varie sur chaque habitation, les symptômes indi-

cateurs varient aussi nécessairement. J'ai recueilli plus de vingt pierres différentes dont l'abondance dans le cascalho était considérée comme un indice de richesse. Parmi ces pierres, la *fava preta* (fève noire) était signalée comme accompagnant le diamant dans tous les terrains où il se trouve sur les bords du Jequitinonha.

Le lavage du cascalho exige une suite d'opérations qu'il est bon de faire connaître. La première consiste à exposer le cascalho à un fort courant d'eau, le sable est précipité sur un tamis en fer qui, mis en mouvement par un esclave, arrête les gros cailloux; le sable et les diamans sont entraînés. La seconde opération est moins simple, on place le sable dégagé des cailloux dans des cadres en bois fermés de trois côtés. Un nègre, tenant une grande écuelle de bois nommée *batea*, est placé du côté qui reste ouvert, et arrose continuellement le *cascalho*. L'eau, tombant avec force, enlève les petits cailloux, et, après une heure de travail, il ne reste plus qu'une faible quantité de cascalho, à peine le vingtième de ce qui avait été apporté pour remplir les cadres. La troisième et dernière opération consiste dans le *lavage à la batea* du sable précieux. Huit nègres se placent dans l'eau, chacun prend quatre à cinq livres de cascalho dans son écuelle, et l'agite en lui imprimant un mouvement circulaire. Renouvelant à chaque instant l'eau du lavage, il retire tous les cailloux sans valeur. Enfin le diamant apparaît, et sa cristallisation parfaite le fait reconnaître. Les nègres me montrèrent plusieurs fois des diamans dans leur *batea*, et j'avoue que, malgré ma bonne volonté, j'avais une peine infinie à les distinguer; il faut que les diamans soient très gros pour qu'on puisse les apercevoir pendant la seconde opération. Ce n'est généralement qu'à la troisième qu'on parvient à les trouver. J'assistai à une opération de lavage qui dura deux heures; huit nègres y étaient employés. Cette opération produisit sept diamans d'une valeur de 160 francs et une quantité d'or estimée 30 francs. Le cascalho était pauvre, et le propriétaire me parut mécontent du résultat obtenu. Des surveillans assistent à toutes les opérations. Aujourd'hui, du reste, les nègres sont traités avec moins de sévérité, et les vols ne sont peut-être pas aussi nombreux que du temps où l'exploitation était conduite par le gouvernement.

L'or et les diamans ne se trouvent pas seulement dans le lit du Jequitinonha : de récentes découvertes prouvent que les montagnes qui s'étendent de cette rivière jusqu'au San-Francisco renferment aussi des veines très fécondes. Un des affluens du San-Francisco, le Coëthe, a depuis long-temps été reconnu comme fort riche; mais des

fièvres pestilentielles ont enlevé tous ceux qui ont voulu explorer ses rives. La chaîne de montagnes désignée sous le nom de *Serra du Grand-Mogol*, située à environ cinquante-huit lieues de Diamantina, est le théâtre d'exploitations importantes. Malgré les fatigues inséparables d'une excursion dans les montagnes du Brésil, je résolus de me diriger vers la Serra du Grand-Mogol, sauf à retarder de quelques jours le voyage que je comptais faire sur le Jequitinonha jusqu'à Bahia. J'étais curieux de voir l'exploitation des diamans sous ses deux faces, dans le lit des rivières et sur le flanc des montagnes. La grande difficulté était de trouver un guide : l'excursion était périlleuse, il fallait traverser un pays désert pour se rendre dans un lieu éloigné de toute voie de communication. Un mulâtre s'était engagé à m'accompagner : après quelques jours de réflexion, la peur le prit, et il refusa de partir. Placé enfin dans l'alternative de m'accompagner ou de passer trois mois en prison, il s'arma de résolution, et je n'eus plus tard qu'à me louer de ses soins.

Je ne pris pas congé sans regret des aimables habitans de Diamantina; pendant mon séjour près d'eux, j'avais été vivement touché de l'empressement qu'ils mettaient à satisfaire ma curiosité. Je quittai Diamantina le 10 janvier 1843. Sans m'arrêter à Modania, petit village de deux cents maisons d'assez belle apparence, je traversai le Rio-Manso, et j'arrivai à l'*arroial* (bourg) qui porte le nom de la rivière. Cet *arroial*, bâti entre les deux bras du Rio-Manso sur une île assez fertile, compte six cents habitans et deux églises. Ce bourg est renommé pour la salubrité des environs, malgré l'élévation de la température. J'allai demander l'hospitalité à un vieux colonel, qui me donna quelques renseignemens curieux sur l'état de la province. Un missionnaire venait d'y exercer par ses prédications une grande influence. Mon hôte attribuait à l'effet des paroles du missionnaire la tranquillité qui n'a cessé de régner dans cette partie de la province, dont la population ne s'est pas soulevée contre le gouvernement. Le missionnaire avait engagé les fidèles, en venant à l'église, à apporter sur leur tête des pierres destinées aux réparations de ce temple. Les habitans avaient accompli scrupuleusement cette prescription, mais ils s'en étaient tenus là, et les pierres restées en tas attendaient encore la main de l'architecte. Les résultats moraux de la mission avaient été plus satisfaisans. On me cita plus de cent mariages conclus et célébrés, grace aux exhortations du prédicateur. Des filles même de mauvaise vie se signalèrent par leur zèle religieux. A Diamantina, comme dans tous les villages un peu importans du district, l'empresse-

ment des auditeurs avait été tel, qu'on avait peine à trouver place dans les églises. Toute la population environnante, à huit et dix lieues à la ronde, quittait ses travaux pour se rendre aux sermons. Des familles entières passaient huit ou dix jours loin de leurs habitations pour suivre des exercices de piété imposés par le missionnaire. Si ces pieuses tentatives, faites par des prédicateurs zélés, se multipliaient, elles auraient un effet salutaire sur les mœurs générales et particulièrement sur les mœurs du clergé. A l'époque de mon passage, il y avait six mois déjà que le missionnaire avait quitté Rio-Manso.

La route longue et triste qui mène à l'*arroial* du Grand-Mogol ne prépare que trop le voyageur aux pénibles impressions que l'aspect de ce lieu fait éprouver. Je mis sept jours à franchir les cinquante-huit lieues qui séparent l'arroial de Diamantina. Après avoir dépassé le Rio-Manso, on s'élève sur un de ces vastes plateaux que les Brésiliens nomment *chapadas*. Rien de plus monotone que les chapadas; mais on y marche du moins sur un terrain sec et uni. Quelques grandes fermes, de pauvres villages, se montrent çà et là dans les positions favorables aux cultures. A trente lieues environ de Diamantina, on rencontre le Jequitinonha. Le cours de la rivière, en cet endroit, est très rapide. Au-delà du Jequitinonha, on recommence à gravir. La route n'offre plus rien d'intéressant jusqu'à l'Itacambirason, qu'on traverse sur un pont jeté au milieu de rochers sauvages et d'une formation bizarre. Bientôt la végétation cesse entièrement, le pays devient de plus en plus âpre et désolé. Une haute colline sépare le voyageur de l'arroial du Grand-Mogol : après avoir franchi cette colline, le long de laquelle serpente une route détestable, on rencontre une caserne occupée par les troupes employées à la surveillance du district, puis on entre dans l'arroial, longue rue bordée de maisons pauvres et mal bâties. Une tristesse immense, insurmontable, saisit l'ame de celui qui voit se dérouler pour la première fois devant lui le site sauvage au milieu duquel s'élève le misérable village du Grand-Mogol. L'espoir de faire une rapide fortune peut seul décider l'homme à s'ensevelir vivant dans ces affreuses solitudes. Rien ne peut distraire les habitans de la poursuite obstinée des trésors. Il n'y a ici en présence que les plus tristes instincts de l'homme et les plus sombres aspects de la nature.

La chaîne de montagnes désignée sous le nom de Grand-Mogol, le Ribeiron et l'Itacambirason furent explorés pour la première fois en 1813. Dans le cours des années suivantes, le gouvernement envoya des employés chargés de diriger quelques travaux, et les diamans rendirent à la couronne d'immenses bénéfices. Forcé, après la révolution

qui mit fin au règne de don Pedro, d'abandonner le monopole des diamans, le gouvernement laissa tous les travaux inachevés, et la population des districts voisins se porta avec empressement sur le théâtre d'une exploitation qui promettait de devenir productive. Ainsi fut fondé, en 1833 et 1834, l'arroial du Grand-Mogol. Lorsque je visitai le district, en janvier 1843, ce village comptait déjà près de deux cents maisons. On avait commencé la construction d'une église. La population est composée en grande partie d'aventuriers, de spéculateurs, qui, venus là de tous les points du Brésil dans l'espoir de faire fortune, mènent en attendant une vie misérable. Les richesses si péniblement recueillies sont en effet à peu près inutiles à l'arroial : on n'obtient, en échange des diamans, que les objets de première nécessité, sans pouvoir à aucun prix se procurer les jouissances même les plus ordinaires. L'absence de toute communication, le danger qu'offrent les routes, où l'on est trop souvent dévalisé, détournent les caravanes d'entreprendre le voyage de Diamantina à la *serra*.

On comprend que les relations sociales n'offrent aucun charme au sein de l'étrange population du Grand-Mogol. Ces hommes vivent tous avec des maîtresses qu'ils soustraient soigneusement aux regards de l'étranger. Ils n'ont aucune instruction, et c'est en vain qu'on voudrait tirer de leur torpeur ces ames assoupies. On ne connaît dans l'arroial qu'un seul sujet de conversation : c'est le prix des diamans trouvés dans la semaine. L'aspect des maisons n'est pas moins triste que l'intérieur. De tous côtés, l'on n'aperçoit que des cabanes en bois; on remarque à peine quatre maisons à deux étages; les croisées manquent de vitres. Pour construire les murs, il a fallu apporter la terre d'une lieue de distance. Il en est de même pour quelques pauvres jardins où croît le bananier. Ce n'est qu'en couvrant les rochers de terre amassée avec effort, qu'on a pu obtenir une végétation imparfaite. Le Ribeiron, petit torrent sur les bords duquel la ville se prolonge depuis le pied de la montagne jusqu'à l'Itacambirason, charrie un sable très fin qu'on recueille avec soin. On conçoit, du reste, que, depuis dix ans qu'on travaille, les diamans que contenait ce torrent soient devenus plus rares. Il a fallu chercher d'autres terrains encore vierges d'exploration. Je parcourus les environs de l'arroial : plusieurs exploitations voisines ont produit de beaux résultats. Je m'arrêtai quelques instans à l'*aldea* de Muidos, qui doit son nom à la petitesse des diamans qu'on y a recueillis. Je visitai Coitès, exploitation commencée en 1840 seulement, et dont les diamans ont déjà rapporté 600,000 francs. Environ deux cents esclaves sont employés aux travaux; ils dépendent de ving

propriétaires différens. La première année, Coitès avait été exploitée par deux propriétaires aidés de trente esclaves seulement. Les heureuses découvertes qui furent faites attirèrent des concurrens; il fallut diviser et subdiviser le terrain exploité. Les premiers arrivés ne conservaient en effet aucun privilége, et chacun obtenait une quantité de terrain proportionnée au nombre d'esclaves qu'il employait. Le lit du Coitès a jusqu'ici produit une grande quantité de diamans, qui, pour la pureté, ne sont nullement inférieurs à ceux du Jequitinonha, seulement la couche de sable qui renferme les diamans est beaucoup moins rapprochée du sol que celle qu'on exploite sur les bords de cette rivière. Après la première couche de terre végétale, il faut traverser un terrain argileux, puis une couche épaisse formée par des rochers d'un grès sablonneux de formation secondaire. L'on parvient ensuite au cascalho, qui se trouve à environ cinquante pieds au-dessous du niveau du sol. S'il était possible de suivre cette couche de cascalho jusque dans l'intérieur de la montagne, les efforts des travailleurs seraient à coup sûr largement récompensés; mais, jusqu'ici, les tentatives n'ont eu que de fâcheux résultats. Les rochers, dont on avait ébranlé la base en remuant les terrains sans précaution, se sont affaissés en plusieurs endroits, et un grand nombre de nègres ont péri écrasés. Force a donc été de limiter les explorations au lit du Coitès et à ses deux rives. Malheureusement les travailleurs commencent à se porter en trop grand nombre sur les bords du Coités; les bénéfices deviennent presque nuls, et à l'époque où je visitai cette exploitation, la plupart des chercheurs de diamans songeaient à abandonner leurs travaux. Les plus entreprenans étaient partis pour la mine des Aroueras. J'eus le bonheur de rencontrer un docteur anglais, M. Deller, qui arrivait de cette mine, située à cent soixante lieues, presque au nord, dans la chaîne des montagnes à laquelle se rattache la Serra du Grand-Mogol. M. Deller voulut bien me faire part des observations qu'il avait faites sur les lieux mêmes. Je m'assurai, grace à lui, que les importantes découvertes faites aux Aroueras méritaient de fixer l'attention des Européens. Pour la première fois, peut-être, le diamant s'est trouvé dans un filon régulier. Il serait à désirer qu'un minéralogiste distingué explorât ces mines où le diamant n'a pas encore atteint sa formation complète, car il ne se présente jamais sous la forme cubique. Outre les mines des Aroueras, il y a dans la même chaîne celles de Suroué, Souvidor et Morro do Chapeo, qui toutes dépendent de la province de Bahia. Suroué a produit non-seulement des diamans, mais encore des fragmens d'or cristallisé,

d'un poids assez élevé, et presque pur. Cet or se trouvait au pied de la montagne, dans un terrain d'alluvion, et, dit-on, en grande abondance. Les diamans, quoique fragiles, sont plus brillans que ceux des Aroueras, et ont des formes plus régulières. Quant au Morro do Chapeo, exploité depuis longues années, les diamans y sont très fins, mais aussi très rares. Tout tend donc à prouver que la chaîne de montagnes qui s'étend depuis le Jequitinonha jusqu'au San-Francisco contient beaucoup d'or et de diamans. Ces découvertes inattendues ont donné de grandes espérances aux habitans de ces montagnes, et notamment à ceux de la Serra du Grand-Mogol. Tous ont l'espoir de découvrir de nouvelles mines; mais d'immenses dangers sont semés sur la route où se jettent avec tant d'empressement les spéculateurs. Aux Aroueras, les diamans sont tombés tout à coup de 600 francs, prix de l'octave, à moins de 300. L'abondance des diamans aurait pu racheter l'abaissement des prix, et les bénéfices seraient restés considérables; mais dans un désert aride, éloigné de plus de cent lieues d'un centre de population, les denrées les plus communes ont atteint une valeur presque fabuleuse. L'alquière de maïs, qui se vend généralement 2,000 reis (6 francs), se vendait aux Aroueras de 80 à 100 francs; l'alquière de riz coûtait 250 francs. Les mules ne trouvant aucune nourriture dans les abords de la mine, il fallait les envoyer chercher leur pâture à une et deux journées de distance. Quant à l'état moral des habitans, il était ce qu'il est partout où des aventuriers de toute classe s'agglomèrent sur un même point. Dans l'espace de six mois, sur une population de moins de deux cents personnes, il y avait eu dix-huit meurtres suivis de vol.

Je revins à l'arroial du Grand-Mogol, assez désenchanté du nouvel aspect sous lequel le Brésil s'offrait à moi; j'entendis tous les habitans se plaindre de la diminution des diamans. Les terres voisines, ayant été lavées et relavées, sont devenues stériles, et le Grand-Mogol sera, dans quelques années, abandonné par tous ces hommes qui n'y sont retenus que par le désir de faire fortune. J'assistai un dimanche à la vente des diamans. Les nègres apportent les pierres trouvées pendant la semaine, et vont d'un négociant à l'autre, espérant obtenir un prix avantageux; au dire des négocians, la quantité offerte ainsi diminue tous les mois, et, les diamans venant à manquer, le commerce est paralysé.

Les mines de diamans forment une branche importante des produits du Brésil, et il serait temps que le gouvernement adoptât quelques mesures d'utilité publique, qui, tout en lui permettant de prélever sur le produit des mines un impôt modéré, remédiassent aux nombreux

inconvéniens de la situation actuelle. Ou le monopole existe, et le gouvernement conserve tous les droits dont il a perdu la jouissance : il doit alors, dans une époque plus ou moins éloignée, poursuivre les propriétaires qui ont pris possession de ses établissemens abandonnés; — ou bien le monopole a cessé de fait et de droit : dans ce cas, la propriété des mines appartient à l'état; c'est à lui de faire les concessions de terrains, d'accorder des priviléges, de poser des conditions. Persister plus long-temps dans la vaine prétention de rétablir le monopole des diamans, et repousser toute demande de concession, de peur de consacrer légalement l'abandon de droits irrévocablement perdus, c'est vouloir se priver volontairement des ressources naturelles qu'offre un sol privilégié. Quel est l'homme disposant de capitaux un peu considérables qui voudrait les exposer aujourd'hui dans l'exploitation des diamans? S'il commence de grands travaux et parvient à mettre à découvert un cascalho productif, de nombreux concurrens viendront aussitôt réclamer leur part de ses bénéfices; s'il refuse, le poignard fera justice de ses résistances : force lui sera donc de consentir, car il ne peut adresser aucune plainte au gouvernement, qui ne reconnaîtrait pas ses droits. Dans l'état actuel de la législation brésilienne, il n'y a donc que les petits capitalistes qui se lancent dans la périlleuse recherche des diamans. Aussi tout se borne à des explorations dans le lit des rivières, nulle part on n'entreprend ces grands travaux qui seraient nécessaires pour détourner le Jequitinonha ou l'Arasuahy de leur cours; pourtant ces deux rivières, riches en or et en diamans, offriraient des bénéfices incalculables aux spéculateurs, et, pour les exploiter fructueusement, il faudrait risquer des capitaux bien moins considérables que ceux que les compagnies anglaises ont sacrifiés dans le travail des mines d'or : cette opinion peut aisément se justifier par des calculs. Le prix d'un nègre arrivant d'Afrique par Bahia varie de 1,500 à 2,500 francs. Au Grand-Mogol, le produit net d'un esclave est calculé à 600 francs par an; ainsi, en moins de trois ans de travail, le prix d'achat se trouve remboursé : je crois ce calcul également applicable à Diamantina. Dans tous les cas, en évaluant à dix ans la durée moyenne du travail qu'un nègre doit faire, il est facile de calculer les bénéfices du maître d'un grand nombre d'esclaves. En remplaçant les bras par les machines, on obtient doubles bénéfices, soit parce que les travaux sont plus étendus, soit parce que les dépenses diminuent. Si le gouvernement avait résolu d'exécuter le projet présenté au congrès, en vendant des concessions de terrains dans le district diamantin, et si des Européens intelligens profitaient de cette

occasion pour exploiter le sol abandonné aux mains inhabiles des Brésiliens, je suis convaincu que les capitaux avancés dans une telle entreprise seraient quintuplés en moins de deux ans. Les travaux des Européens serviraient de modèle aux habitans, et le pays gagnerait à la fois en richesse et en bien-être. La présence de géologues instruits amènerait aussi de nouvelles découvertes dans ces montagnes encore inexplorées pour la plupart. Malheureusement le Brésil, on le sait déjà, n'admet les étrangers qu'avec répugnance, et des obstacles de tout genre paralyseraient des efforts que le gouvernement craindrait d'encourager.

Je quittai, sans trop de regret, l'arroial du Grand-Mogol. Mon voyage dans l'intérieur du Brésil touchait à sa fin. Je comptais me rendre de l'arroial à Tocayos; je n'atteignis le but de ma course qu'après des fatigues et des retards considérables. Ces deux points ne sont séparés l'un de l'autre, cependant, que par une distance de trente lieues; mais mon guide m'avait égaré plusieurs fois. Après une marche de trois jours tantôt à travers des forêts vierges, tantôt au milieu d'arides *chapadas*, je n'arrivai qu'à la nuit devant l'habitation du lieutenant-colonel don Jose Muerta, chez qui je devais trouver l'hospitalité. Don Jose, prévenu de ma prochaine arrivée, m'attendait depuis quelque temps, et m'accueillit avec une aimable cordialité. Une fois descendu de cheval, j'oubliai promptement toutes mes souffrances; j'avais terminé cette longue et pénible excursion de la province de Minas-Geraës qui m'avait révélé toutes les misères et toutes les richesses du Brésil. Je n'avais plus qu'à descendre le Jequitinonha jusqu'à Belmonte, et à m'embarquer pour Bahia. Je connaissais l'intérieur du pays, il me restait à en visiter les côtes.

Tocayos est indiqué sur toutes les cartes et dans les ouvrages publiés sur le Brésil comme centre d'une population de deux mille ames. M'informant près du président de la province de Minas des ressources que pouvait m'offrir Tocayos, où je me proposais de m'embarquer, j'avais été étonné de sa réponse : il n'avait jamais entendu citer le nom de ce village. Je crus à une erreur; mais, arrivé à Tocayos, je dus reconnaître que le bourg de deux mille ames désigné sur les cartes se compose de deux ou trois *farendas*. Dans un rayon d'une lieue, je cherchai en vain un hameau. On ne rencontre ni habitans ni trace de commerce. Ce n'est qu'à Callao, village bâti à trois lieues du confluent de l'Arasuahy et du Jequitinonha, qu'il y a un mouvement commercial. Des canots partant de Callao se rendent au Salto, et rapportent un chargement de sel destiné à la nourriture des bestiaux, de l'huile, des vins et quelques étoffes grossières pour la consommation du pays; ils

doivent franchir, pour arriver à Callao, un chemin rapide, dangereux, et il y avait un an à peine, à l'époque de mon voyage, qu'un canot chargé avait péri avec trois bateliers. Du reste, le mouvement du commerce est peu important; vingt canots sont employés à cette navigation qui exige six jours pour descendre, et dix-huit à vingt pour remonter le fleuve. Le prix d'un canot, avec trois bateliers, varie de deux cents à deux cent cinquante francs. Si l'on calcule qu'un canot, avec trois hommes, ne peut guère à la remonte porter plus de deux tonneaux de marchandises encombrantes, on comprend que tous les articles expédiés par mer de Bahia à Belmonte, et de Belmonte à Callao par le Salto, doivent revenir fort cher. Il faudrait que les canots n'eussent qu'à transporter des articles de grande valeur et de peu de volume pour qu'il y eût avantage à les expédier par cette voie dans l'intérieur de la province, à Minas-Novas et à l'arroial du Grand-Mogol; mais, le chargement consistant presque toujours en sel, la navigation n'offre aucun bénéfice : aussi se trouve-t-elle limitée par les besoins restreints d'un district médiocrement peuplé. En revanche, l'éducation des bestiaux, dans ces terrains humides et souvent inondés par le Jequitinonha, procure quelques avantages. Les bestiaux, engraissés sans peine, sont envoyés à l'arroial du Grand-Mogol, et vendus quelquefois deux cents francs, rarement moins de cent francs, somme considérable pour ces provinces où l'argent manque, et où tout le commerce se réduit à des échanges.

J'avais envoyé à la chambre municipale de Minas-Novas l'ordre du président Bernardo de la Vieja, qui lui enjoignait de mettre à ma disposition un canot pour me conduire au Salto. L'ordre fut exécuté; je vis arriver à Tocayos un canot et trois bateliers. Mon voyage se trouvait ainsi facilité; je n'avais plus qu'à me munir de quelques provisions pour descendre le fleuve, car on m'assurait qu'il n'y avait aucune habitation sur les rives. Après quelques jours de repos, employés en préparatifs de navigation, je dus prendre congé de mon hôte José Muerta, et je montai dans mon canot. Deux ou trois peaux de bœuf, soutenues par des cerceaux, formaient au-dessus de ma tête une tente assez commode. Mon canot pouvait avoir trente pieds de long sur deux pieds et demi de large. Un canotier placé sur l'avant dirigeait avec une rame; les deux autres, toujours debout, ramaient en chantant. Don José Muerta ne voulut me quitter qu'après m'avoir accompagné jusqu'au confluent de l'Arasuahy; il me montra en chemin une chapelle qu'il faisait construire. Il espérait attirer quelques habitans et former un village, dont la situation offrirait plus d'avantages que celle de Callao. C'est à regret que je quittai cet homme, qui m'avait reçu avec

tant de bienveillance. Don José Muerta n'avait aucune des prétentions, aucun des vices de ses compatriotes; c'est un des hommes qui m'ont inspiré le plus de sympathies durant mon séjour au Brésil.

Le cours du Jequitinonha n'offre rien de remarquable. Les bords, généralement boisés, sont assez plats. Ce n'est qu'à quelque distance du fleuve que commencent les montagnes, qui tantôt courent parallèlement, tantôt viennent se rapprocher de son lit, ou se retirent à de grandes distances. Çà et là se présentent des rapides qu'on regarde comme dangereux; mais les eaux du fleuve étant hautes, ces rapides n'offrent aucune difficulté. Parfois sur les rives on aperçoit quelques champs de riz et de maïs; les habitations sont cachées par d'épais ombrages, et vous ne découvrez pas même une cabane. Des arbres entiers sont entraînés par les eaux; résistant au courant, ils forment avec les rochers épars dans le lit du fleuve des obstacles dangereux pour la navigation. Les bords du Jequitinonha sont ravagés par de nombreux insectes; des moustiques tourbillonnent dans l'air, qui est souvent obscurci par des bandes de fourmis ailées. Un bruit extraordinaire signale le passage de ces nuées menaçantes. Tous les arbres placés sur leur route sont dépouillés en peu d'instans; les habitans ne se préservent du fléau qu'en ménageant autour de leurs résidences un vaste espace inculte. Ces fourmis, qui se multiplient à l'infini, détruisent souvent toute une récolte.

Avant d'arriver au Salto, on traverse quelques-uns des rapides les plus dangereux du fleuve. Mes canotiers ne se décidèrent pas sans peine à franchir de nuit la chute appelée *Panellia cachoiera*. Malgré l'obscurité, je ne courus aucun danger sérieux. J'arrivai enfin à la *Cachoiera del Inferno;* les rapides se prolongent sur un espace de près de 500 mètres. Les rochers interceptent en plusieurs endroits le cours du fleuve; on risque à chaque instant de s'y briser, car le courant est très rapide, et il est difficile de manœuvrer les longs canots du Brésil. La chute de la Cachoiera est de trois à quatre pieds d'élévation sur une largeur de trente à quarante. La secousse que reçoit le canot est tellement forte, qu'il se remplit d'eau. Les moyens restreints dont dispose le Brésil ne permettent pas au gouvernement d'entreprendre les travaux nécessaires pour rendre ce passage praticable en tout temps. Cependant le danger que présentent les cataractes du Nil à Assouan est loin d'égaler celui qui vous menace à la chute de la Cachoiera del Inferno.

Deux heures plus tard, j'arrivais à Salto-Grande. Je comptai de Tocayos à cette ville environ soixante-douze lieues de navigation. Les

autorités du Salto, croyant sans doute que j'étais chargé d'une mission d'exploration, vinrent au-devant de moi en grande pompe, et on m'indiqua la maison que je devais occuper. Mon seul désir était d'arriver promptement à Bahia; on me promit que je pourrais partir le lendemain. Le Salto-Grande doit son nom aux chutes qui interrompent sur ce point le cours du Jequitinonha, et qui ne le cèdent en magnificence qu'aux chutes du Niagara. Je profitai de mon séjour au Salto pour visiter une aldea de Botocudos (tribu indienne). Le chef, distingué par le nom de *Piteauhy* (le grand), m'accueillit dans sa cabane, couverte de feuilles de cocotier. Ces Indiens sont renommés par leur adresse à tirer l'arc; j'étais curieux de les mettre à l'épreuve. Les sauvages s'empressèrent de satisfaire à mes désirs; une flèche lancée en l'air, après avoir presque entièrement disparu, revenait tomber à leurs pieds. Un malheureux oiseau, placé à cinquante pas de distance, fut tué dès le premier coup. J'obtins qu'ils me cédassent quelques arcs et des flèches; ils me demandèrent en échange de la toile commune, —voulant, disaient-ils, se faire un vêtement, — des hameçons et des couteaux. Je leur donnai ces objets, en y ajoutant de la viande et de la farine, qu'ils mangèrent avec avidité. Les femmes de ces Indiens étaient allées à la récolte des fruits sauvages, et, forcé de retourner au Salto, je ne pus les attendre. Un voyageur allemand, le prince Maximilien de Neuwied, a, dans un ouvrage curieux sur le Brésil, donné de nombreux détails sur les Botocudos et toutes ces races d'Indiens connus au Brésil sous le nom de *Mansos* (doux). Par ce nom, les habitans essaient de caractériser l'état d'apathie et d'insouciance demi-sauvage où vivent ces tribus. L'exemple de la population brésilienne est bien fait, au reste, pour dégoûter les Indiens de la civilisation.

Je quittai le Salto dans la soirée du 4 février, et j'arrivai à Belmonte après vingt heures de navigation. A partir du Salto, la rivière change de nom, et s'appelle Rio-Grande de Belmonte. Les deux rives sont couvertes de forêts que l'on commence à exploiter. Le *jaquaranda*, que nous connaissons sous le nom de palissandre, croît en grande abondance. Ces bois sont magnifiques; malheureusement ils ne tarderont pas à disparaître par suite de la négligence du gouvernement, qui laisse les habitans dévaster et brûler les taillis à leur guise. Du Salto à Belmonte, on ne remarque d'autres habitations que de pauvres cabanes, construites pour recevoir temporairement les hommes qui se livrent à l'exploitation du *jaquaranda*. Belmonte est situé sur la rive droite du fleuve, à environ deux lieues de la mer; l'entrée de la rivière se trouve fermée par une barre de sable qu'il est souvent difficile de

franchir. Ce village se compose d'une soixantaine de maisons, toutes d'un aspect misérable, construites en bois et recouvertes de feuilles de palmier. Les inondations du fleuve, qui ont plus d'une fois enlevé ces cabanes légères, ne permettent pas d'entreprendre des constructions plus solides sur un sol sablonneux et sans consistance. Chaque année, l'eau emporte avec elle de vastes portions de terrain, et souvent même elle entraîne les belles plantations de cocotiers qui entourent les maisons des habitans. Le commerce de Belmonte consiste en jaquaranda et autres bois précieux, ainsi qu'en noix de cocos (1), qu'on expédie à Bahia. Les retours se font en vins, bœuf salé, eaux-de-vie, étoffes, et sel. Expédiées dans le haut de la rivière, les denrées envoyées de Bahia parviennent jusqu'à Minas-Novas et à l'arroial du Grand-Mogol. Ce commerce occupe une quinzaine de barques jaugeant de 30 à 40 tonneaux. A mon arrivée à Belmonte, aucune de ces barques n'était dans le port, et je dus attendre qu'une occasion se présentât de gagner Canasvieras, d'où je comptais atteindre la mer pour me rendre à Bahia.

J'avais passé trois jours à Belmonte, et je quittai sans regret ce triste village. J'appris plus tard que j'étais parti à temps, car la maison dans laquelle j'étais logé fut enlevée par un débordement du fleuve peu d'instans après que je l'eus quittée. Au moment de mon départ, les eaux étaient déjà hautes. Après une navigation pénible, nous fûmes arrêtés par les sables. Il fallut descendre à terre, traverser les sables à pied, pour nous embarquer de nouveau sur le Rio-Salso, qui communique au Rio-Pardo, et atteindre Canasvieras. Des vents contraires et le débordement du Rio-Pardo me retinrent plusieurs jours dans ce misérable village, composé de deux cents maisons en bois. Le commerce de Canasvieras consiste en farine et en riz, qu'on expédie à Bahia avec quelques chargemens de jaquaranda. Il y a trois ans environ, quatre-vingts maisons furent emportées par un débordement. Pendant mon séjour, plus d'une vingtaine furent entraînées par les eaux. Les habitans mon-

(1) En calculant la valeur d'une noix de coco à 20 reis (5 centimes), un cocotier rapporte 12 francs par an. Le jaquaranda coûte de 30 à 40,000 reis (75 à 120 fr.) la douzaine de blocs ronds, carrés ou ovales, de 7 à 8 pieds de longueur sur une épaisseur d'environ 6 à dix pouces. Le fret jusqu'à Bahia est de 60 à 75 fr.; ces bois, rendus à Bahia, se vendent, selon leur qualité, de 200 à 300 fr. Aujourd'hui, l'extraction du jaquaranda est devenue plus coûteuse; tous les arbres qui étaient sur les rives ont été exploités. Il faut pénétrer dans l'intérieur des forêts; les frais se trouvent presque doublés par le transport jusqu'au lieu d'embarquement, car on ne peut frayer un passage aux blocs de jaquaranda qu'en abattant une grande quantité de bois.

traient une résignation admirable. Aussitôt qu'une maison semblait près d'être atteinte par le fleuve débordé, toute la famille se mettait à la démolir; la grande légèreté de ces constructions rendait le travail facile, et le courant n'entraînait que des matériaux de rebut. Enfin le temps redevint assez favorable pour me permettre de reprendre mon voyage. Je m'embarquai sur le Rio-Patype, car le capitaine de mon canot craignait d'affronter la barre du Rio-Pardo. Nous approchions de la mer; l'équipage se préparait avec hésitation à y entrer. Ce fut à force de cris, de tumulte, d'invocations à tous les saints du paradis, que mon capitaine prit du courage : il lança hardiment sa barque dans la barre, la brise nous souleva, nous étions en mer, et j'avoue que je m'en félicitai autant que mes pauvres matelots, qui croyaient avoir fait preuve d'une grande bravoure. Bientôt, en dépit de l'inexpérience et des lenteurs de l'équipage, je pus saluer la baie de Bahia, un des plus magnifiques panoramas du Brésil.

III. — BAHIA. — LES NOIRS AU BRÉSIL. — FERNAMBOUC.

L'histoire du premier établissement portugais dans la baie de Bahia est toute romanesque. En 1516, un navire part de Lisbonne pour les Indes orientales, fait naufrage sur des bas-fonds, au nord de la baie; l'équipage peut à peine se sauver. Descendus à terre, les Portugais sont saisis et massacrés par des anthropophages. Un seul, Alvarez Correo, parvient à éviter le triste sort de ses compagnons; les armes à feu qu'il a conservées inspirent aux Indiens une sainte terreur, les sauvages s'inclinent devant lui avec respect, ils l'appellent *Caramourou* (homme de feu). Intelligent et brave, Alvarez sait mériter la confiance de ces barbares, il marche à leur tête contre une peuplade ennemie, obtient la victoire, et reçoit pour récompense, avec la main de la fille d'un chef, l'honneur du commandement suprême. Bientôt, dégoûté de la vie sauvage, l'intrépide Portugais s'embarque sur un bâtiment français venu pour chercher sur la côte du Brésil le précieux bois de teinture. Accueilli en France par Henri II, ainsi que sa jeune femme, qui adopte la religion chrétienne, Alvarez retourne de nouveau vers sa tribu, après s'être engagé à établir des relations amicales entre la France et les Indiens soumis à son autorité. Au Brésil, de nouveaux obstacles ne tardèrent pas à mettre à l'épreuve le courage et les hautes facultés d'Alvarez Correo. Le chef portugais triompha de toutes ces difficultés, et exerça sur les peuplades indiennes une autorité bienfaisante. Sa femme se signala à ses côtés par une fermeté, un courage dignes de son époux.

En 1549, Thomé de Souza, envoyé par le Portugal, vint jeter les fondemens de la capitale du Brésil, car Bahia n'a perdu que depuis un siècle le droit de servir de résidence aux vice-rois envoyés de Lisbonne. Alvarez soutint de ses conseils et de son influence le nouveau gouverneur; il mourut entouré de l'estime générale. On admirait en lui cette mâle énergie, ces facultés puissantes qui semblèrent pendant un temps le privilége de la race portugaise. Aujourd'hui, il reste à peine un souvenir des anciens possesseurs de cette contrée fertile; la race des Indiens qu'Alvarez commandait a entièrement disparu; un monument consacré à la mémoire de sa femme dans la chapelle Da Graça, l'église la plus ancienne de Bahia, rappelle seul l'aventureuse destinée du chef portugais et de son intrépide compagne.

Après la mort d'Alvarez, la prospérité de Bahia grandit rapidement. La baie de Tous-les-Saints devint le port le plus fréquenté du Brésil, les bâtimens suffisaient à peine pour charger le sucre et le café déposés dans les magasins des riches négocians portugais. L'importance acquise par Rio-Janeiro put seule arrêter le développement commercial de Bahia. L'ancienne capitale lutta quelque temps encore avec la nouvelle; puis l'indépendance du Brésil, la suppression presque absolue de la traite des noirs, et enfin la rébellion de 1837, vinrent consommer sa ruine.

La ville de Bahia est divisée en deux parties. La ville basse est le centre du commerce; les magasins, les boutiques d'artisans animent cette longue rue étroite qui longe la plage, et où l'on respire les odeurs les plus nauséabondes. La douane et l'entrepôt où sont amoncelés tous les produits commerciaux de la province, l'arsenal et le chantier de marine, où l'on construit quelques bâtimens de guerre, les églises de la Conception et de Notre-Dame-du-Pilier, sont avec la bourse, les seuls édifices remarquables de cette partie de la ville. Les rues, étroites et malsaines, sont animées par les cris des noirs, qui portent de lourds fardeaux ou se disputent dans les nombreux cabarets avec des matelots ivres.

La ville haute, où l'on ne parvient qu'après avoir gravi une pente rapide, est moins fréquentée que la ville basse; mais l'ensemble de ses constructions, d'une architecture noble et régulière, quoiqu'un peu massive, mérite de fixer l'attention du voyageur. Bahia est le siége de l'archevêque métropolitain du Brésil. De beaux édifices vous rappellent son ancienne opulence; on remarque le théâtre, le palais du président, quelques églises. L'admirable vue de la baie, qu'on domine des hauteurs où s'élève la ville, complète heureusement le paysage. D'innombrables couvens attestent l'importance religieuse de Bahia. Le

nombre des moines et leurs richesses ont certainement beaucoup diminué, pourtant ils possèdent encore des biens considérables. Quelques-uns de leurs couvens, situés hors de la ville, ont été bâtis dans des situations délicieuses. Les cloîtres de femmes ont, à Bahia, un caractère tout particulier; on y passe le temps à fabriquer des fleurs en plumes, et le libertinage le plus éhonté règne parmi les recluses. Les exemples de cette bizarre alliance de la débauche et de la dévotion ne sont, au reste, pas rares au Brésil.

La population noire de Bahia est robuste et active. On est frappé de la beauté des négresses qui reviennent des fontaines situées près de la ville une cruche d'eau posée coquettement sur la tête. D'autres négresses vendent des fruits, des poteries de toute espèce, et restent assises sur le seuil des maisons. Les nègres sont occupés à tresser des chapeaux de paille ou des nattes de couleur. On reconnaît, chez les noirs de Bahia, les caractères d'une race intelligente et laborieuse.

La société de Bahia ne ressemble point à celle de Rio-Janeiro; on n'y retrouve pas l'arrogance et la raideur de ces grandes dames qui composent à Rio ce que l'on est convenu d'appeler la cour. Les relations du monde y offrent plus de charme; l'abandon, la cordialité, n'en sont point bannies. Les femmes jouissent d'une grande liberté; elles n'ont rien de cette gêne, de cette timidité qu'une sorte d'esclavage domestique donne trop souvent aux Brésiliennes. Elles se réunissent au théâtre, prennent part aux causeries du monde, et les maris, quoique très jaloux, permettent qu'on les accompagne. Ces femmes, qui ont toutes le désir de plaire, sont généralement peu jolies, et par leur teint olivâtre se rapprochent beaucoup des mulâtresses. Il faut leur savoir gré des efforts qu'elles font pour animer les tristes salons du Brésil et pour s'élever au-dessus de l'état d'infériorité sociale où leur sexe est réduit dans les autres provinces. Grace à leur aimable influence, Bahia conserve assez fidèlement les mœurs européennes; la ville a ses fêtes, ses jours d'ivresse et d'oubli, son carnaval. C'est un étrange plaisir que ce carnaval de Bahia. Pendant trois jours, toutes les affaires sont suspendues; si vous sortez, assailli de tous côtés par des cruches d'eau qu'on vous jette à la tête, vous rentrez, meurtri, mouillé, blessé souvent. Il se peut cependant qu'une jolie femme vous lance un fruit de cire rempli d'une eau parfumée, et alors rien ne vous empêche de vous introduire chez elle, car toutes les maisons restent ouvertes. Que de liaisons ont commencé pendant les *intrudos!* Aussi les jeunes gens et les femmes conservent-ils avec un soin jaloux la

vieille coutume du carnaval. Il est à croire que ces galantes traditions ne se perdront pas de si tôt à Bahia.

L'ancienne capitale du Brésil est le siége de quelques industries qui ne sont pas sans importance. On y fabrique les seuls cigares qu'on puisse obtenir au Brésil. Si les habitans apportaient plus de soin dans cette fabrication, leur tabac, qui est d'une bonne qualité, serait recherché bientôt sur les marchés d'Europe. Les fleurs en plumes fabriquées par les religieuses sont, avec les cigares et quelques poteries communes, des industries particulières à Bahia. La ville compte même des manufactures, encore en enfance il est vrai; mais une manufacture est chose rare au Brésil. Une fabrique de savon est en pleine activité et suffit en partie aux besoins de la population. L'école de médecine est dans un état déplorable; c'est pitié vraiment que d'envoyer des élèves à un établissement pareil, où la bibliothèque reste entassée dans une chambre toujours fermée, et où l'on chercherait en vain des instrumens de chirurgie. L'hôpital militaire, un hôpital pour les pauvres, méritent d'être cités en revanche parmi les édifices utiles que renferme la ville haute. Ces diverses institutions rappellent que Bahia fut pendant long-temps la première ville de l'empire.

Ne pouvant me résoudre à loger dans les auberges de Bahia, qui sont d'une saleté repoussante, je fus trop heureux d'accepter l'hospitalité que notre consul voulut bien m'offrir. Sa charmante maison de la Vittoria est située dans un des faubourgs de la ville adopté par tous les négocians riches, qui, obligés de passer leur journée dans la ville basse, trouvent le soir sous les frais ombrages de leurs jardins un délassement plein de charmes. La chaleur est si forte, qu'il est rarement possible de monter à cheval pendant le jour. Le moyen de transport le plus en usage est la *cadeira*, espèce de fauteuil couvert, protégé par des rideaux et porté sur les épaules de deux esclaves. Ces litières fermées sont très recherchées par les femmes, qui en profitent pour se rendre chez leurs amans en dépit des jaloux. Chaque famille un peu riche a sa cadeira particulière avec des rideaux de soie damassée, un fauteuil richement orné et des nègres en livrée. On emploie habituellement pendant la journée des cadeiras de louage, et on réserve pour les grandes réunions l'usage de la cadeira particulière. Les nègres congos, employés au service de ces litières, sont généralement de beaux hommes, d'une grande intelligence. Plus intéressés que les autres races de nègres, les congos amassent l'argent qu'ils gagnent afin de se racheter après quelques années de travail. Tous préfèrent obtenir la liberté de travailler pour leur compte, moyennant

une redevance journalière, plutôt que de rester soit sur une habitation, soit dans la maison de leur maître. A la vue de ces nègres robustes et hardis, on ne peut se défendre de réflexions pénibles sur l'état de la population noire vis-à-vis des blancs. C'est ainsi qu'au Brésil l'esprit est toujours invinciblement reporté vers les grands problèmes qui travaillent ce pays. Parmi ces problèmes, celui de l'avenir des noirs est assurément un des plus redoutables.

Quelle que soit l'apathie du gouvernement brésilien, il est des situations qu'on n'envisage pas long-temps de sang-froid. Les hommes placés à la tête des affaires commencent eux-mêmes à être effrayés du nombre d'esclaves qui ont su conquérir la liberté depuis quelques années. Ce nombre pour Bahia seul s'élève à douze mille. On avait voulu interdire aux nègres libres la résidence de la ville, mais cette mesure par trop brutale n'aurait jamais pu être mise à exécution. On s'est borné à imposer aux nègres une capitation qu'ils espèrent un jour se faire rembourser par les Portugais, contre lesquels ils nourrissent une haine que les odieux massacres commis en 1838 n'ont pas encore satisfaite. L'insurrection de 1838, quoique restée sans résultat, est un fait bien plus grave que la rébellion de la province de Minas-Geraes en 1841. A Bahia, le cri des révoltés était: *Mort aux Portugais!* Tous les hommes de race blanche tombaient assassinés dans les rues, leurs maisons étaient envahies, et ceux qui purent fuir à quelque distance de la ville échappèrent seuls à la rage des nègres libres et des mulâtres. Sabino, médecin distingué, homme capable et résolu, était à la tête du mouvement révolutionnaire. Le but des insurgés était de proclamer une république fédérative après s'être affranchis de l'autorité des Portugais, qui, tous négocians riches et disposant d'immenses capitaux, avaient la haute main sur l'administration de la province. D'horribles atrocités furent commises pendant les cinq mois que dura le gouvernement révolutionnaire. Les nègres, les mulâtres, frappaient de sang-froid et sans pitié tous les Portugais. Si la victime n'était que blessée, malheur à celui qui eût tenté de la secourir! Un médecin français, passant dans une des rues les plus fréquentées, vit un Portugais expirant; il reconnaît un de ses amis et s'élance pour donner des soins au blessé. Les meurtriers, qui n'étaient pas loin, reviennent aussitôt sur leurs pas, et enlevant de force le docteur : « Tu es Français, lui disent-ils, cela te sauve; mais si jamais tu oses secourir un Portugais, malheur à toi! » Saisi par ces hommes ou plutôt par ces bêtes féroces qui tenaient leurs poignards sur sa poitrine, le Français dut laisser expirer son ami sans secours.

Les troupes impériales vinrent enfin mettre le siége par terre et par mer devant la ville insurgée. Cerné de toutes parts, le mulâtre Sabino organisa une vigoureuse défense; toute la population libre ou esclave s'unit à lui, et ce ne fut qu'après quatre jours d'assaut que les troupes purent occuper Bahia. Sabino, voyant que la résistance devenait impossible, voulut incendier la ville; on mit le feu dans tous les quartiers, mais les troupes purent l'éteindre, et Bahia échappa à une entière destruction. Traqué par les vainqueurs, le chef des rebelles chercha un refuge chez le consul de France; mais à peine y était-il entré, que les soldats envoyés à sa poursuite vinrent le réclamer : n'obtenant aucune réponse, ils pénétrèrent dans la maison du consul, et Sabino, qui s'était jeté tout nu sous un lit, fut arrêté. Le gouvernement, satisfait de son triomphe, ne se crut pas assez fort pour sévir contre les rebelles. On accorda une amnistie à tous ceux qui firent leur soumission, et Sabino fut envoyé dans la province de Matto-Grosso, où il jouit en ce moment d'une entière liberté.

La question soulevée à cette époque se représentera quelque jour, et le chef des insurgés de 1838, homme jeune encore, pourra bien causer de nouveaux embarras au gouvernement. C'est de Bahia que partira, sans aucun doute, le premier cri de révolte contre la centralisation de Rio-Janeiro. Le nombre des mulâtres s'accroît à Bahia dans une proportion menaçante, autour d'eux se groupent tous les nègres qui parviennent à se racheter par leur travail, et cette population farouche ne subit qu'à regret la domination des blancs. Un nouveau massacre des Portugais établis dans la province sera le signal de désordres que le ministère brésilien aura peine à réprimer : la saisie d'un bâtiment négrier par les Anglais, sur les côtes du Brésil, peut d'un jour à l'autre provoquer une terrible explosion. En effet, ce que les hommes de couleur reprochent aux Portugais, c'est moins de maintenir l'esclavage que de ne pas défendre leurs droits contre les exigences de l'Europe. Aussi dans toute l'étendue non-seulement de la province de Bahia, mais de l'empire, les Anglais, qui ont eu de nombreux démêlés avec le gouvernement brésilien, sont abhorrés, et si une révolution amenait une république fédérative, les négocians de cette nation seraient forcés de s'éloigner pour sauver leur existence. Les Français jouissent de plus d'influence personnelle et obtiennent plus de confiance; leur vie serait protégée, mais leurs intérêts auraient à souffrir d'une révolution qui tendrait à isoler le Brésil de l'Europe et constituerait sous le titre de république un gouvernement incapable d'inspirer la confiance au commerce. Tous les hommes influens de Bahia ne peuvent songer sans

tristesse à l'avenir de leur pays; le président de la province lui-même convient qu'il est impossible de prévoir la fin des convulsions intérieures au prix desquelles le Brésil a acheté l'indépendance. Le gouvernement voit le mal, les autorités le signalent; l'assemblée de la province propose des résolutions, on va même jusqu'à en adopter, jamais on ne les exécute. Si quelque faute est commise, c'est à l'influence des étrangers qu'on l'attribue. On semble attendre les réactions, on les prépare, tandis qu'il serait possible encore de les prévenir en développant la prospérité matérielle, en assurant le bien-être et le calme à une population inquiète et misérable.

Le président de Bahia, dans un de ses rapports à l'assemblée provinciale, observe que le commerce, depuis la rébellion du 7 novembre 1837, a été chaque année en décroissant. Les autres provinces ont dû, en effet, chercher à Rio-Janeiro les produits que le blocus les empêchait de demander à Bahia. Les menaces dont plusieurs négocians portugais ont été victimes ont contribué aussi à la stagnation des affaires : la culture a diminué comme le commerce. Aujourd'hui, pour qu'un navire marchand complète son chargement, il doit attendre près de trois mois; ce surcroît de dépenses ne peut être comblé que par d'immenses bénéfices : toutes ces causes réunies ont amené les résultats signalés dans le rapport du président. La valeur des importations d'Europe s'est élevée de 1840 à 1841, pour la province de Bahia, à environ 22 millions de francs; les exportations n'ont pas dépassé 19 millions. De 1841 à 1842, l'importation s'est élevée à 23 millions, l'exportation seulement à 15 millions. Les revenus de la douane ont également subi une notable décroissance en 1840; malgré l'élévation des tarifs sur les vins, ils avaient dépassé 540,000 francs; en 1841, ils tombaient à 420,000 francs, et le ministre des finances, dans son rapport au congrès, annonçait une nouvelle diminution pour 1842.

Parmi les bâtimens d'Europe qui touchent à Bahia, beaucoup sont destinés à la côte d'Afrique, et viennent compléter leur chargement en achetant du rhum et des liqueurs fortes, avidement recherchées par tous les nègres de la côte. Les mesures prises contre la traite expliquent en partie l'état d'abandon dans lequel languit Bahia. D'après les traités du Brésil avec l'Angleterre, le commerce des esclaves ne devrait plus exister; mais favorisé par les autorités du pays, offrant des bénéfices hors de toute proportion avec les risques à courir, ce commerce n'est nulle part aussi actif qu'à Bahia. Des goëlettes d'une marche supérieure, construites aux États-Unis, sont employées à ce trafic. Une goëlette, dont la valeur avec son chargement était estimée à cent mille

francs, vint mouiller dans la rade pendant mon séjour à Bahia; elle ramenait six cents esclaves, ce chargement valait un million. Ainsi, en supposant que sur dix bâtimens un seul échappe, le négociant qui les a armés couvre ses dépenses; mais c'est porter les choses au pire, et ordinairement, sur trois goëlettes expédiées pour la traite, à peine une seule est saisie, les deux autres rentrent au port avec leur chargement d'esclaves. On comprend que de si belles chances encouragent les hommes entreprenans qui veulent faire fortune à tout prix.

Si l'émancipation des nègres n'était pour l'Angleterre qu'une préoccupation morale et religieuse, on admirerait ses efforts et on louerait sa persévérance dans la poursuite de la traite. Malheureusement il est difficile, pour qui a vu Sierra-Leone, de conserver quelque illusion sur le mobile qui inspire cette croisade philanthropique. Les nègres enlevés aux bâtimens qui font la traite subissent à Sierra-Leone un esclavage plus odieux que dans toutes les autres colonies du monde. Avant d'atteindre cette île, les malheureux, entassés dans la prison flottante d'un navire, succombent le plus souvent aux souffrances d'une captivité atroce. Un médecin anglais, dont le témoignage ne peut être suspect, assure qu'il a vu périr, dans une seule nuit, vingt-cinq nègres étouffés, faute d'air et de soins, sur un de ces bâtimens armés pour la cause de l'humanité et de la civilisation. Arrivés à Sierra-Leone, les nègres sont remis, sous le nom d'engagés, à des planteurs anglais. La durée de l'engagement est de quatorze ans. Souvent leurs maîtres les revendent sans nul scrupule avant l'expiration de ce terme, et ils n'ont besoin, pour se mettre à couvert, que de certifier le décès de l'engagé; il est arrivé que des nègres vendus par les planteurs de Sierra-Leone ont été livrés de nouveau à des négriers. Tous ceux qui ont visité le Brésil ont rencontré de ces esclaves; j'eus d'abord peine à croire, je l'avoue, que l'Angleterre tolérât de semblables abus, mais j'ai dû me rendre à l'évidence. Les nègres sont esclaves à Sierra-Leone comme au Brésil, car l'engagement de quatorze ans ne peut être considéré que comme un esclavage perpétuel dissimulé. Il est fâcheux que l'état intérieur de cette colonie anglaise soit aussi peu connu. Si j'en crois des renseignemens dignes de foi qui m'ont été communiqués, le traitement imposé aux nègres par les planteurs anglais ne ferait guère honneur à la philanthropie britannique.

C'est à Bahia que se passa l'affaire du brick français *le Marabout*, saisi à sa sortie du mouillage par le commandant du *Cygne*, capitaine Christie. Le saisie du bâtiment français fut motivée par la présence de planches que le capitaine n'avait emportées qu'après s'être

muni d'une autorisation du consul. *Le Marabout* fut ramené à Bahia : le consul protesta contre l'arrestation; mais avant qu'il eût pu obtenir la liberté des passagers et de l'équipage français, le capitaine Christie partit pour Rio-Janeiro, afin de s'assurer l'approbation de ses chefs, et ceux-ci, sans autre information, envoyèrent à Cayenne le bâtiment français pour que justice fût faite. Ce qu'on voulait fut obtenu, justice fut faite, car on condamna le capitaine anglais à des dommages-intérêts; mais ce n'était qu'un faible dédommagement pour les souffrances qu'il avait imposées aux passagers d'un équipage français injustement détenus. Le gouvernement britannique sembla même vouloir indemniser le capitaine Christie; on ne le rappela qu'en lui accordant de l'avancement.

L'arrogance des officiers anglais chargés de réprimer la traite est une cause toujours renaissante de pourparlers et de complications. Le capitaine Nott, commandant du *Partridge*, avait vu un bâtiment suspect entrer à Sainte-Catherine, mais il n'avait pu le visiter. Il se présente devant les autorités brésiliennes, et les somme de lui livrer le bâtiment avant la nuit, sinon il tirera sur la ville. Les autorités indignées protestent contre cette violence et refusent d'obéir. Le pauvre capitaine en fut pour sa colère, il dut se retirer sans même avoir exécuté sa menace. Cette attitude hautaine des commandans des croisières anglaises indispose, on le comprend sans peine, toute la population du Brésil, et l'Angleterre, au lieu d'atteindre son but, s'en éloigne, car ces manifestations maladroites ne servent qu'à provoquer une sourde résistance. Il y a d'ailleurs une contradiction flagrante entre les prétentions de l'Angleterre et la conduite de ceux qui la représentent au Brésil. Outre les compagnies anglaises qui possèdent des esclaves, on voit les agens de l'Angleterre et ses négocians acheter, pendant leur séjour dans l'empire, des noirs qu'ils vendent à leur départ. Le ministre d'Angleterre à Rio-Janeiro n'est servi que par des esclaves; il lui serait facile de s'entourer d'hommes libres, mais leur service serait plus coûteux, et la philanthropie doit se taire devant le bon marché. Quelle autorité peuvent avoir les représentations de M. Hamilton contre un abus dont ce ministre profite tout le premier? Le résultat le plus positif des croisières anglaises est de procurer d'immenses bénéfices aux bâtimens de guerre qui y sont employés. Aussi les capitaines ne pensent-ils qu'à faire fortune; ce qu'ils poursuivent avant tout, c'est l'indemnité qu'on leur alloue comme récompense; si l'on supprimait l'indemnité, s'ils n'avaient plus qu'à exécuter les ordres de leur gouvernement, on aime à croire que, moins éblouis par l'appât du gain, ils agiraient avec plus de dignité et de prudence.

Mon voyage ne se terminait pas à Bahia; les côtes du Brésil méritent d'être visitées avec attention. Les villes maritimes, plus fréquentées par les étrangers, ont une physionomie curieuse et piquante. Quand on a vu la population livrée à elle-même dans l'intérieur du pays, on aime à la retrouver, sur les côtes, en présence du commerce européen. C'est un plaisir qu'on achète, il est vrai, par d'énormes tribulations. Rien de plus sale et de plus mal tenu qu'un paquebot brésilien : des porcs se promènent librement sur l'avant; sur l'arrière, dindons et poulets errent à leur aise. La toilette du bord n'ayant lieu qu'une fois par mois, il se forme sur le pont une poussière épaisse qui colore le bois, dont vous n'apercevez plus la couleur primitive. Les repas ne répondent que trop à ces tristes apparences; il est impossible d'y toucher sans dégoût. Le prix du passage est assez élevé, néanmoins l'entreprise a peine à se soutenir : il y a si peu de passagers, que les frais ne sont pas couverts; il faut que le gouvernement alloue pour chaque voyage une indemnité qui est évaluée à un million par an. La compagnie doit expédier un paquebot tous les vingt jours de Rio-Janeiro. Ce paquebot, après avoir touché à Bahia, Maceyo, Fernambouc, Céara, San-Luis-de-Maragnan et Sainte-Marie-de-Belem, retourne à Rio-Janeiro en s'arrêtant dans les mêmes villes. Le trajet doit durer deux mois; mais, dans l'état actuel de la navigation brésilienne, on ne peut attendre aucune régularité dans le service des dépêches. Les machines, mal dirigées par des ingénieurs anglais, ou plutôt par de simples chauffeurs, exigent de continuelles réparations, et, au lieu de deux mois, il faut calculer au moins trois mois pour faire un voyage qui n'offre aucun danger.

Deux jours après avoir quitté Bahia, nous entrions dans le port de Maceyo, en évitant les nombreux bancs de sable qui en défendent l'entrée. Maceyo est une ville toute neuve, dont les deux cents maisons forment une longue rue assez large et bien aérée. On remarque chez les habitans quelque activité. La province d'Alogoas, où se trouve Maceyo, est une des moins étendues du Brésil; elle faisait autrefois partie, comme district, de la province de Fernambouc. La population s'élève à 140,000 ames. Des bois de construction, l'huile de coco, le sel, qu'on récolte en abondance et qui est expédié pour la province de Minas, forment, avec le coton, le riz et le maïs, les objets d'exportation de cette province, dont le commerce acquiert chaque année une plus grande importance. Depuis la révolution d'Alogoas, qui a éclaté en 1833 et ne s'est terminée qu'en 1835, il y a eu dans cette province des symptômes notables de prospérité. Les revenus de la douane, qui n'étaient, de 1837 à 1839, que de 30,000 francs,

se sont élevés, de 1839 à 1840, à 67,000 francs, et atteignaient, de 1840 à 1841, plus de 100,000 francs. La période de 1840 à 1841 a, du reste, été une des plus brillantes qu'ait traversées le commerce d'Alogoas. Les importations des pays étrangers, Europe et États-Unis, ont été estimées 2 millions; les exportations, 1,500,000 francs. De 1841 à 1842, l'importation s'est trouvée réduite à 1,345,000 francs, et l'exportation à 1,200,000 francs. Le président de la province d'Alogoas, dans un rapport à l'assemblée provinciale, propose l'établissement d'une colonie, où tous ceux qui sont inoccupés et n'ont aucun moyen avoué d'existence seraient assujettis au travail. « Cette colonie aurait, dit-il, non-seulement l'avantage d'augmenter les produits de la province, mais elle déciderait aussi le reste de la population à s'assurer, par la culture des terres, une existence honnête; car ce n'est pas la population qui manque, mais la plupart des habitans sont ou inutiles ou dangereux pour la société. » Si des mesures aussi énergiques pouvaient être adoptées dans tout le Brésil, je ne doute pas que le malaise général ne cessât bientôt; les ressources abondent, et la prospérité matérielle ne dépend que de la bonne volonté des habitans.

Après une journée passée à Maceyo, il fallut s'embarquer de nouveau pour gagner Fernambouc. Nous longeâmes les rochers bizarrement taillés qui se prolongent sur la côte du Brésil jusqu'au passage étroit qui sert d'entrée aux bassins contenus entre ce môle naturel et le Récife. On désigne sous ce nom une partie de la cité actuelle de Fernambouc, formée de la réunion de deux villes, Olinda et le Récife.

La ville d'Olinda fut fondée par Duarte Coelho Pereira, en 1535. Celle du Récife fut bâtie par les Hollandais, sous Maurice de Nassau. Construit sur plusieurs bancs de sable séparés par diverses criques et par l'embouchure de deux rivières que trois ponts réunissent, le Récife se subdivise en trois parties : le Récife proprement dit, qui comprend les forts et tous les magasins des négocians; Saint-Antoine, où sont les principales églises et le palais du président; enfin, Boa-Vista, où se trouvent l'évêché, des couvens, quelques églises et les résidences des plus riches négocians, bâties au milieu de magnifiques jardins. Olinda, isolée du Récife et bâtie sur une colline élevée, perd chaque jour de son importance. Ses rues sont désertes, ses maisons inhabitées. Les moines, retirés dans quelques couvens de cette ville, jouissent seuls de l'air pur qu'on respire à Olinda; la population s'est éloignée d'un séjour où l'eau manquait, pour se porter dans le Récife où l'attirent une position plus favorable et le mouvement des affaires.

Les débordemens presque annuels de deux rivières, le Biberibe et

le Capivari, rendent le séjour de Fernambouc très malsain; après la saison des pluies, les eaux accumulées ne trouvent pas d'écoulement; elles remplissent les maisons, et l'évaporation cause des fièvres qu'il est difficile aux étrangers d'éviter. Depuis quelques années, le gouvernement a entrepris des travaux d'art pour favoriser l'écoulement des eaux. Des digues sont commencées pour arrêter les débordemens. On attend avec confiance l'achèvement de ces travaux, dirigés par un ingénieur français, M. Vauthier. Déjà un bateau employé au curage du port a produit une amélioration notable. Les bâtimens qui ont un tirant d'eau de dix pieds arrivent jusqu'aux magasins de coton; auparavant ils devaient rester à distance, faute de profondeur nécessaire.

Les revenus de la douane s'élèvent à environ 5 millions; l'année de 1841 à 1842 présentait un déficit de 300,000 francs sur les années précédentes. Cette diminution dans les revenus était attribuée à la mauvaise récolte du coton et au bas prix des sucres de la province. Le coton de Fernambouc, recherché jadis à cause de ses longues soies, ne peut plus supporter la concurrence avec le coton des États-Unis; la différence de prix est hors de proportion avec la différence de qualité. Aujourd'hui, l'*arrobe* (trente-deux livres) se vend 15 francs. Les frais de transport absorbent tous les bénéfices du cultivateur, et le coton n'est enlevé que par les bâtimens qui ne peuvent obtenir d'autres objets d'échange pour compléter leur chargement de retour. Le sucre, quoique d'une qualité inférieure à celui de Rio-Janeiro, par suite de la négligence apportée à la fabrication, est devenu le produit le plus important de la province; ce sont les négocians allemands qui enlèvent cette denrée. Les rapports avec l'Angleterre ont à peu près cessé; les États-Unis et Hambourg pourvoient presque seuls aux besoins de la province. Le commerce avec la France est insignifiant. On ne compte à Fernambouc qu'un petit nombre de maisons de négocians français, mais beaucoup de magasins de détail. Les autorités de la province ont compris l'avantage qui résulterait pour tous d'une amélioration dans la fabrication du sucre. Un de nos compatriotes, ancien planteur des colonies, a reçu pour mission d'indiquer à tous les propriétaires les changemens à introduire dans les moulins pour écraser la canne, et dans les chaudières destinées à la cuisson. La question de la qualité du sucre est d'autant plus importante pour le planteur, que les droits seuls de transport doublent les frais. Obtenir une qualité supérieure à des prix plus élevés doit donc être le but de tous les propriétaires : il leur suffit d'adopter quelques changemens faciles pour améliorer leur situation, et les autorités ont raison de chercher

à détruire ces habitudes de routine qui rendent infructueuses les terres les plus fertiles.

Les environs de Fernambouc sont assez boisés; une des îles formées par le Capivari est entièrement couverte de cocotiers. A partir de la côte, le sol s'élève graduellement, et la population diminue. Les terrains humides situés sur le bord de la mer sont impropres à la culture; les terrains élevés, qu'on désigne sous le nom de *Sertaon*, sont d'une aridité déplorable. Pendant des jours entiers, vous errez dans les plaines du Sertaon sans rencontrer une source pour étancher votre soif. Le sol qui environne Fernambouc étant peu accidenté, les Brésiliens ont pu entretenir les routes construites autrefois par les Hollandais, routes fort belles, mais qui ne peuvent suffire aux besoins de la province, car elles ne s'étendent que dans un étroit rayon autour de la ville. Ce n'est pas seulement dans ces travaux que la Hollande a marqué son passage : la construction des maisons, l'ensemble régulier et propre des différentes divisions de la ville, tout concourt à vous faire oublier le Brésil; on se croit transporté dans une ville néerlandaise, et l'illusion ne cesse qu'à la vue des nègres accablés de fardeaux, ou des hommes du Sertaon, venus quelquefois de cent lieues de l'intérieur, sur des chevaux efflanqués, avec un chargement de coton. Les mœurs sont, dit-on, moins faciles à Fernambouc qu'à Bahia; mais la société offre aussi moins de charme. Les Brésiliennes ne sortent qu'au point du jour pour se rendre à la messe; une fois rentrées chez elles, on ne les aperçoit plus. Elles dorment couchées dans des hamacs. De telles mœurs sont incompatibles avec les relations du monde. Fernambouc a un théâtre, mais pas d'acteurs. La vie est des plus maussades dans cette ville, où règne une chaleur accablante, quand la saison des pluies n'interrompt pas toute activité. Je n'y pus fréquenter d'autre société que celle des consuls, des négocians français ou allemands, et des ingénieurs employés par le gouvernement brésilien.

Les femmes n'exerçant aucune influence, les rapports des maîtres avec leurs esclaves se sont multipliés. J'ai entendu citer des traits d'une révoltante inhumanité. Des hommes vendaient les esclaves dont ils avaient abusé et qui devenaient enceintes; d'autres vendaient la mère et gardaient l'enfant. Ces abus, dont l'opinion publique devrait faire justice, sont au contraire approuvés de tous. Je n'ai jamais entendu un Brésilien blâmer les excès de pouvoir d'un planteur, il en parlait comme de faits tout naturels. On croirait volontiers que le sens moral manque à cette population. Ce qui surprend chez elle, c'est moins une méchanceté profonde que l'ignorance du bien et du mal. Le liberti-

nage est excusé, les assassinats restent impunis. Un homme est frappé dans une rue fréquentée, dix témoins regardent l'assassin sans chercher à l'arrêter. Si l'on se trouve forcé d'envoyer en prison un meurtrier, aucun témoin n'ose déposer contre lui, et après quelques jours le malfaiteur est rendu à la liberté. Nulle part on n'est plus frappé qu'à Fernambouc de cet étrange état moral. Cette ville est célèbre par le nombre des assassinats qui s'y commettent impunément. Le président de la province, baron de Boavista, a été lui-même impliqué dans des assassinats commis par sa famille. Sans avoir participé directement au crime, il a employé son influence pour empêcher toute poursuite, et une opposition très vive s'est manifestée contre lui dans l'assemblée provinciale. Il est triste de dire que, si le président est coupable, beaucoup de ceux qui l'accusent auraient fait comme lui. Ces habitudes indignes d'une nation civilisée révoltent le voyageur européen; mais l'exemple part de si haut qu'il faut bien reconnaître que toute répression est impossible. Que faire quand le président de la province est accusé sans pouvoir se justifier? Que faire quand le chef de la justice donne l'exemple d'une vénalité imitée par tous les juges inférieurs? Les femmes suivent les exemples de cruauté qu'on leur donne chaque jour. Elles ne manient pas le poignard elles-mêmes, mais elles soudoient des assassins pour se venger. Une femme qui en était à ses premiers débuts dans la vie galante fut insultée par une mulâtresse plus courtisée qu'elle. Trois ans s'écoulent; vivant avec des hommes impuissans à la protéger, elle laisse dormir ses pensées de vengeance. Devenue la maîtresse d'une des premières autorités de la province, elle profite enfin de son pouvoir, et par ses ordres on rase entièrement la mulâtresse qui l'avait offensée. Quelques jours plus tard, elle fait annoncer à sa malheureuse victime, en lui renvoyant les dépouilles de sa chevelure, qu'elle seule a ordonné cet odieux traitement.

Un fait qui s'est passé à Fernambouc, il y a quelques années, caractérise à merveille ce mélange d'orgueil et de cruauté qui indigne l'étranger introduit dans la société brésilienne. Un jeune homme sans fortune, sans appui, avait demandé la main d'une descendante des Albuquerque; ses prétentions irritèrent la famille, qui, entre autres vanités, a celle de faire remonter son origine aux premiers donataires de la province, les Albuquerque-Coëlho. Pourtant la jeune fille était toute favorable à celui qui demandait sa main. Les Albuquerque se réunissent; le prétendant arrive, se croyant sûr du succès. La famille était assise autour d'une table qu'un tapis recouvrait en partie. A peine le

jeune homme avait-il fait les premières ouvertures, que le chef de la famille enlève le tapis et lui montre des pistolets, un poignard et le fouet dont on se sert pour châtier les nègres. Il dit au prétendant surpris que, s'il persistait dans sa demande, il n'avait qu'à choisir de ces trois genres de mort, la famille des Albuquerque ne pouvant permettre qu'un homme comme lui élevât ses prétentions jusqu'à un de ses membres! Le pauvre jeune homme, honteux et tremblant, se retira, car il savait que ceux qui le menaçaient avec une si ridicule emphase l'auraient assassiné sans pitié. Ce fait, que personne n'ignore à Fernambouc, n'a excité ni surprise ni réprobation parmi les habitans. A peine s'est-on permis de rire tout bas d'une famille qui cache sous le nom d'Albuquerque une basse origine.

En rapportant de pareils faits, on éprouve le besoin de rappeler que diverses causes ont dû exercer une action funeste sur l'état moral de la province de Fernambouc. Des révolutions successives, la division des familles, ont contribué à multiplier les assassinats; l'indolence du gouvernement a encouragé le crime. Chaque année, le ministère constate dans son rapport au congrès le nombre des assassinats commis, et jamais on ne pense à sévir contre les meurtriers. Dans le rapport du ministre de la justice publié en 1843, je trouve les passages suivans : « Pedro Albuquerque Uchôa ayant été assassiné, les recherches de la justice furent impuissantes à obtenir la preuve de la culpabilité de l'assassin, aucun témoin n'osa déposer de la vérité : le planteur qui, suivant le jugement de tous, avait ordonné l'assassinat fut poursuivi par soixante hommes armés, qui, ne l'ayant pu saisir, tuèrent son neveu, un de ses cousins et son beau-frère, mettant le feu ensuite à toutes les habitations appartenant à sa famille. » Au lieu d'un coupable la justice en avait soixante à poursuivre. On aura peine à le croire, mais le ministre de la justice déclare dans son rapport qu'aucun criminel n'a pu être arrêté. « Les assassins étant dirigés par quelques hommes riches, ceux-ci offrent un asile et une protection redoutée à tous ceux qu'ils emploient pour se faire respecter et craindre par les propriétaires voisins. Il est difficile d'admettre que ces hommes font partie d'un peuple libre et sont citoyens d'un empire constitutionnel, ils ne forment qu'une réunion de maîtres et de vassaux. Toute l'autorité politique et judiciaire dépend des seigneurs, qui ont le droit de choisir et de nommer les fonctionnaires qui leur conviennent. » La féodalité règne donc dans un état constitutionnel, et c'est le gouvernement lui-même qui constate le fait en avouant son impuissance!

IV. — MARAGNAN ET LE PARA. — LA POPULATION INDIENNE.

Un séjour de quelques semaines à Fernambouc m'avait permis de recueillir sur la ville et les habitans tous les renseignemens que je désirais. Il me restait, pour compléter mon voyage, à visiter Maragnan et le Para. Je m'embarquai, le 29 mars 1843, sur un paquebot brésilien, *le San-Salvador*. Le capitaine était un bon aubergiste allemand auquel on avait confié, je ne sais trop pourquoi, le commandement d'un *steamer*. Craignant les récifs, il s'éloigna des côtes. A quelque distance de Céara, une des machines se brisa; nous n'avions plus qu'une roue pour avancer. Nous passâmes tout un jour en vue de Céara; enfin, le soir, nous pûmes mouiller dans la rade. Céara, où nous descendîmes, et où il fallut passer trois jours à faire réparer notre machine, est la capitale de la province de ce nom. La ville compte dix mille habitans; elle se compose de quelques maisons à un seul étage, séparées par des rues pleines de sable ou de boue, selon la saison. La richesse des habitans consiste en troupeaux, le commerce en exportation de cuirs et de viande. Des correspondans de maisons anglaises et allemandes, établis à Céara, surveillent la distribution des marchandises qu'ils envoient à leurs associés. Le sol est aride sur toute la côte, mais fertile et montagneux dans l'intérieur : de riches pâturages, des forêts magnifiques, de nombreuses rivières, font de cette province inhabitée un séjour délicieux. On n'en peut dire autant de la ville, où j'attendis fort tristement le terme de notre halte forcée, malgré l'aimable hospitalité que m'avait offerte un jeune Français, envoyé d'une maison de commerce de Fernambouc. Il fallait se contenter, pour toute distraction, de quelques courses dans les sables qui environnent Céara, ou d'une promenade à pied sur la grande place. Là, du moins, je pouvais observer la tenue des troupes brésiliennes, j'assistais à l'exercice des conscrits, pauvres paysans maltraités sans motif par les officiers, et qui semblaient n'attendre qu'un moment favorable pour déserter. Vers la fin du jour, quand la fraîcheur de l'air attirait les habitans hors des maisons, il se formait dans la rue des réunions assez animées; souvent on voyait le passant s'arrêter au milieu d'un de ces groupes et se mêler à la conversation commencée. Les femmes, moins sauvages à Céara que dans les autres cités du Brésil, prenaient une part active à ces causeries en plein air qui égayaient un peu chaque soir la sombre physionomie de la ville.

La machine du paquebot étant enfin réparée, nous pûmes nous

remettre en mer. Je pensais que nous allions regagner le temps perdu, vain espoir! la machine se brisa de nouveau, et c'est avec une seule roue que nous atteignîmes l'île de Maragnan. Le souvenir d'une tentative de colonisation des Français se rattache à cette île. Deux fois les Français cherchèrent à s'établir au Brésil; d'abord c'est de la baie de Rio-Janeiro qu'ils avaient pris possession sous les ordres d'un chef célèbre par sa cruauté, Villegagnon; mais la colonie naissante, livrée à des divisions intérieures, ne put résister aux attaques des Portugais. Le fort Coligny, bâti à l'entrée de la baie, et qui porte encore aujourd'hui le nom de Villegagnon, n'était fondé que depuis quatre ans quand il fut pris par Mem de Sa. Dix ans plus tard, les colons, réfugiés dans l'intérieur des terres, étaient massacrés par les indigènes unis aux Portugais, et en 1568 le fort Coligny conservait seul le souvenir de notre apparition sur la terre brésilienne. La déplorable issue de cette première tentative ne découragea pas nos compatriotes. Moins de trente ans après, un négociant de Dieppe, Riffaut, ayant captivé l'affection des peuplades indiennes, pensait à fonder une colonie dans l'île de Maragnan. Ses vœux furent remplis, on forma un établissement. La colonie naissante avait malheureusement à se maintenir en présence de deux ennemis, les Portugais et les sauvages. En vain Laraverdière, secondé par François de Rasilly, avait amené dans l'île cinq cents Français et quatre missionnaires qui espéraient convertir les Indiens. On ne put se défendre contre les Portugais, et en 1615, vingt ans après la fondation du premier établissement par Riffaut, tous les Français avaient évacué l'île de Maragnan. Les Hollandais vinrent plus tard prendre possession de cette province, qu'ils abandonnèrent, en 1643, après avoir perdu leur colonie de Fernambouc.

L'île de Maragnan, située à deux degrés sud de l'équateur, s'enfonce à quinze lieues environ dans le continent, dont elle est séparée par deux fleuves, le Taboacourou et le Méary. Des bancs de sable rendent dangereuse l'entrée de la baie où s'élève cette île. Plusieurs bâtimens se perdent chaque année à la Punta d'Area, banc de sable qu'on ne peut doubler qu'en virant rapidement de bord. La pointe de San-Juan présente aussi des dangers : en 1842, deux bâtimens anglais s'y perdirent. Le gouvernement néglige de faire les travaux peu coûteux qui débarrasseraient ce passage des bancs de sable qui l'obstruent. On s'étonne de rencontrer tant d'obstacles à l'entrée d'une ville importante. Saint-Louis de Maragnan renferme de beaux édifices, ses places sont vastes, ses rues larges et toutes coupées à angle droit; les maisons sont de construction espagnole. Des négocians d'origine portugaise, quelques

Brésiliens, un grand nombre d'esclaves et de mulâtres libres, composent la population de Maragnan, qu'on évalue à 30,000 ames. Les Indiens paraissent exclus de la ville : l'intérieur de la province contient encore des peuplades sauvages en guerre contre les planteurs. La société de Maragnan fait oublier au voyageur qu'il est dans le Brésil, et c'est le plus bel éloge qu'on puisse en faire. Des bals, quelques soirées, animent la ville, où les familles portugaises et celles des négocians anglais vivent en rapports intimes. J'assistai aux cérémonies de la semaine sainte. Des processions où figurent tous les personnages de la passion, et même le Christ portant sa croix, donnent un caractère assez bizarre à ces solennités. La piété se ressent à Maragnan de l'exaltation méridionale. Il y a un grand nombre de couvens. A un jour marqué, les moines font la quête dans la ville, et il est difficile de répondre par un refus aux pressantes sollicitations de ces pieux mendians.

Comme place de commerce, Maragnan est dans une situation peu avantageuse. La culture du coton a sensiblement diminué depuis quelques années; la production, qui s'était élevée à 80,000 balles, est tombée à 50,000 : c'est le point qu'elle avait atteint il y a vingt-cinq ans. Les bâtimens qui apportent des marchandises d'Europe prennent en retour du coton; mais le prix payé sur place étant supérieur aux cours de l'Europe, il faut que la perte soit compensée par les bénéfices faits sur les marchandises. Aussi les transactions commerciales deviennent-elles chaque jour moins fructueuses. Les planteurs, manquant d'objets d'échange, ne peuvent acheter des marchandises qu'à de longs termes, et le chargement d'un bâtiment attend souvent plus d'un an le jour de la vente. Un négociant m'affirmait qu'un navire qui apporterait plus de 500 sacs de farine ne pourrait en trouver le placement; il devrait en transporter une partie au Para, et pourtant l'on compte une population de deux cent mille ames dans la province de Maragnan. Une situation si difficile enlève chaque jour à cette province une partie de son importance. Les Indiens, traités en ennemis par les habitans, usent de représailles, tandis que des relations pacifiques avec ces peuplades pourraient offrir de précieux avantages. La décadence commerciale s'est déjà révélée à Maragnan par de fâcheux symptômes : les négocians anglais se retirent; il ne reste qu'un petit nombre de négocians de Hambourg, qui cherchent à écouler des marchandises européennes refusées sur les autres marchés du Brésil.

Le gouvernement applique à cette province un système politique dont il devrait reconnaître aujourd'hui les fatales conséquences. Craignant qu'un homme influent ne soulève ce pays éloigné du centre de

l'empire, il laisse rarement à un président le temps d'étudier les besoins du pays. Dès qu'un chef politique a pu recueillir quelque expérience, il inspire de la défiance au pouvoir, il est rappelé. Aussi tous cherchent à profiter d'une mission temporaire pour se créer une fortune; président, chef de la justice, autorités civiles et militaires, tous favorisent les abus dont ils profitent; chaque nouveau gouverneur veut introduire des réformes, et modifier le système de son prédécesseur; le commerce, l'agriculture, sont paralysés, et le malaise général dispose les esprits à la révolte. En 1842, la province s'était soulevée en partie : les deux districts de Bastos-Bons et d'Itapicura furent occupés par les rebelles, le gouvernement put envoyer à temps des troupes qui dispersèrent les insurgés; mais, malgré les triomphes du pouvoir, les tentatives d'insurrection, sans cesse renouvelées, anéantissent l'action gouvernementale, et les lois ne sont pour les planteurs qu'une lettre morte, quand une force militaire n'en protége pas l'exécution.

De Maragnan à l'entrée de la rivière du Para, la navigation n'offre aucun intérêt. Les côtes sont basses, et bien qu'éloignés seulement de quelques milles, nous ne pouvions les apercevoir. Un nouveau dérangement dans la machine du paquebot retarda notre arrivée; nos pilotes effrayés voulurent attendre le jour pour doubler le banc de Bragance, qui obstrue la partie inférieure de la rivière, et dont les brisans servent de point de reconnaissance. Un passage entre la terre et le banc de Bragance venait d'être exploré par un bâtiment français, *la Boulonnaise*. Cette baleinière, commandée par M. Tardif de Montravel, un de nos officiers hydrographes les plus distingués, avait dignement rempli sa périlleuse mission. Lorsque le navire français s'était engagé dans ce passage, regardé comme impraticable par tous les pilotes du pays, les autorités brésiliennes avaient conçu l'espoir que nos marins périraient victimes de leur tentative; une ancre abandonnée forcément par *la Boulonnaise* fut rapportée à Sainte-Marie de Belem comme un signe du désastre attendu, et le président ne put dissimuler sa joie, car la mission de *la Boulonnaise* l'inquiétait vivement. Il ne pouvait supposer à cette expédition un but purement scientifique. Après une longue absence, *la Boulonnaise* reparut devant Sainte-Marie, et les autorités furent forcées de contenir les sentimens qui les animaient. Ces dispositions hostiles n'ont rien que de naturel de la part des Brésiliens. Lorsqu'en 1801 le Portugal se vit contraint à nous abandonner la rive gauche de l'Amazone, des instructions officielles furent données à un officier chargé d'accompagner les Français dans leur exploration. Ces instructions confidentielles portaient que, « pour

dégoûter et forcer les Français à se retirer sans fonder aucun établissement, il devait les mener dans les plus mauvais parages, perdre leurs ancres et les exposer à ces ras de marée qui, à l'entrée de l'Amazone, s'élèvent jusqu'à quarante pieds. » Ce fait, peu honorable pour la bonne foi des Portugais, est rapporté par un écrivain dont le témoignage ne peut être suspect. Les instructions dont nous venons d'indiquer le sens se trouvent consignées dans le *Tableau de la province du Para* (*Compendio das eras da provincia do Para*), dû au colonel Monteiro Baena.

En remontant le cours du Toccantins pour arriver à Sainte-Marie de Belem, capitale de la province du Para, située à quinze lieues de l'embouchure, nous admirâmes les belles forêts qui en couvraient les bords. Quelques rares habitations s'élevaient çà et là au milieu des arbres. Les terrains qui bordent la rivière n'ont aucune valeur; nous passâmes près d'une île qui avait plus d'une lieue carrée; elle n'avait été vendue que 5,000 francs; pourtant on y remarquait quelques maisons recouvertes en tuiles, et la valeur des bois qui s'y trouvaient excédait dix fois cette faible somme. Cette dépréciation des terrains s'explique par la nécessité où sont les habitans de transporter tous leurs produits à Sainte-Marie de Belem; il leur est impossible de nouer aucun commerce avec les bâtimens qui descendent la rivière. La largeur du Toccantins varie de 5 à 10 kilomètres. Nous côtoyâmes quelque temps l'île de Macayo, dont l'intérieur est encore inexploré; de nombreux troupeaux sauvages s'y sont multipliés; les jaguars et l'once noire y sont communs, mais les forêts qui couvrent l'île rendent la chasse difficile et dangereuse. Quelques Portugais se sont réfugiés dans les solitudes de Macayo; établis au sein des riches vallons de l'île, ils vivent de l'élève des bestiaux et fournissent les denrées nécessaires à la consommation de la capitale. On pourrait recueillir en abondance, aux environs de Sainte-Marie, le caoutchouc et le cacao. Si le gouvernement renonçait à son système d'intimidation vis-à-vis des étrangers qui veulent s'établir sur les rives de l'Amazone, il y aurait là pour une colonie européenne une source de revenus importans.

Un couvent de jésuites élevé sur la pointe Sainte-Antoine, et qui sert aujourd'hui de forteresse, est le premier édifice qu'on remarque avant d'entrer dans la baie formée par l'embouchure des deux rivières Guarna et Acara. La ville de Sainte-Marie de Belem, bien bâtie et assez animée, se présente au fond de la baie; environ vingt bâtimens de toute nation, la plupart portant le pavillon des États-Unis, étaient mouillés dans la baie quand nous y entrâmes. Nous descendîmes à

terre, près d'un môle construit il y a peu d'années. Je me hâtai de me rendre chez un négociant portugais, M. da Costa, qui avait bien voulu m'offrir l'hospitalité, car aucun hôtel n'existe à Belem, et il faut recourir à l'obligeance des habitans pour se procurer un asile. On évalue à douze mille ames la population de la capitale du Para. L'occupation de cette ville par les Indiens en 1835 lui a porté un coup dont elle ne s'est jamais relevée. Depuis cette époque, les habitans vivent dans des terreurs continuelles. L'invasion des Indiens semble toujours imminente. Pourtant, de l'aveu même des habitans de Belem, les Indiens ont exercé moins de ravages que les troupes brésiliennes destinées à réprimer la révolte. Les sauvages, facilement satisfaits, respectaient ceux qui ne leur résistaient pas, tandis que les chefs brésiliens dépouillaient indistinctement amis et ennemis. On s'étonne moins de l'attitude inquiète de la population quand on songe à quelles mains l'administration de la province est confiée. Il avait suffi, me dit-on, d'une mauvaise plaisanterie pour porter le président à déserter son poste. On l'avait menacé par écrit de lui faire en armes une visite de carnaval. Le pauvre fonctionnaire perdit la tête et alla demander refuge à bord d'un brick de guerre mouillé dans le port; ce n'est qu'après deux jours passés dans cet asile qu'il se décida à rentrer dans son palais. Remis de sa frayeur, il prétendit avoir reçu avis d'un mouvement révolutionnaire.

Malgré le danger toujours présent d'une invasion des Indiens, la capitale du Para est un séjour assez agréable. Il règne dans les relations sociales une cordialité, une gaieté qui ne sauraient nulle part être mieux goûtées qu'au Brésil. Chaque semaine, un bal est donné par un des négocians. Pour éviter les rivalités de toilette, une robe de mousseline est le costume exigé, et on ne permet que quelques rafraîchissemens. Des orages journaliers vous condamnent à garder la chambre pendant l'après-midi. Les pluies commencent à deux heures et finissent à quatre. On ne sort que le matin et le soir : quelques promenades entourent la ville; mais si l'on veut jouir plus complètement de la belle nature du Brésil, il faut s'éloigner un peu des maisons, et bientôt on se trouve sous les magnifiques ombrages des forêts vierges. Outre le charme pittoresque, cette situation présente des avantages matériels qu'une population plus industrieuse que celle de Sainte-Marie saurait vite apprécier. La variété des bois de construction qui croissent sur les bords de l'Amazone est prodigieuse; mais les ressources qu'offrent ces belles forêts ne stimulent pas l'activité des habitans du Para. Une frégate en construc-

tion est depuis dix ans sur les chantiers, et probablement elle ne sera jamais achevée. Un malheureux charpentier français qu'on avait fait venir pour diriger les travaux a été renvoyé brutalement parce qu'un Brésilien voulait obtenir sa place. Grace à un capitaine marchand qui retournait à Marseille, notre pauvre compatriote et sa famille purent regagner la France. Il est triste de voir tant de richesses naturelles perdues aussi bien pour les habitans qui les négligent que pour les étrangers qu'on repousse. J'ai pu vérifier par moi-même un fait presque incroyable. Dans ce pays couvert d'arbres qui ont vingt et trente pieds de circonférence, on reçoit de mauvaises planches de sapin envoyées des États-Unis, et on les emploie plutôt que d'utiliser les bois qui bordent le fleuve. En dépit de la négligence des habitans, la province conserve une grande importance commerciale. Ses produits sont des plus variés (1). Aujourd'hui, l'importation étrangère se balance avec l'exportation; de 1840 à 1841, l'une et l'autre se sont élevées à 5 millions de francs; de 1841 à 1842, la valeur des marchandises importées et exportées n'a pas varié, sauf une diminution de quelques mille francs.

La province du Para est une des moins peuplées du Brésil, on n'y compte que 150,000 ames; elle est bornée au nord par les trois Guyanes française, anglaise et hollandaise, au nord-ouest par la Colombie, à l'ouest et au sud par la province de Matto-Grosso, au sud-est par l'Océan. Les limites de cette province du côté des Guyanes ont soulevé des réclamations de la part des gouvernemens français et anglais. Cette question des limites est importante, l'Angleterre et la France sont en présence sur les bords de l'Amazone, et là comme ailleurs l'action envahissante de la politique anglaise peut devenir la source de graves complications. A cette question des limites s'en rattache une autre non moins digne d'attention, celle de la lutte des Indiens contre les autorités brésiliennes. Si une puissance européenne étendait son influence parmi les peuplades sauvages, il est à croire que la cause de la

(1) Voici les prix qu'on payait ces produits en mai 1843. — Le coton (l'arrobe de trente-deux livres) se demandait à 10 francs; le riz à 4 fr., la gomme élastique en bouteilles, par arrobe, valait 15 fr.; les souliers en gomme, par paire, de 60 à 75 cent.; le cacao, par arrobe, 6 fr. 50 cent.; la salsepareille, par arrobe, 30 fr.; trente-six litres d'huile de copahu se payaient 22 fr.; l'arrobe de roucou, 11 fr.; de clou de girofle, 12 fr.; de tabac d'Irutuia, 30 fr. — Le miel de canne, la colle de poisson, le café, les cuirs secs et tannés, la copahyba, la résine, une espèce d'amande connue sous le nom de châtaignes du Para, forment, avec les bois de construction, les autres produits notables de la province.

civilisation serait désormais gagnée dans ce pays. Malheureusement, les violences des autorités brésiliennes ont poussé à bout les Indiens. Qu'on en juge par ces extraits d'un rapport curieux publié en 1843. Ce travail est dû à un missionnaire chargé par le gouvernement du Brésil de visiter les établissemens de l'intérieur.

« Le pire de tous les maux pour les Indiens est la présence parmi eux d'hommes qui se disent civilisés et qui ne sont que vicieux et corrompus. Les commerçans fraudent sur le poids, la mesure, la quantité, vendent pour intactes des marchandises entamées; ils profitent de l'ignorance et de la bonne foi des Indiens pour les duper; ils exploitent leur penchant à l'ivresse pour faciliter la prostitution; ils sèment des intrigues dans ces populations paisibles, et si les Indiens poussés à bout ne commettent pas de nombreux assassinats, c'est que leur caractère pacifique les détourne d'user de représailles.

« Témoin oculaire, je puis affirmer que la population du plus petit village, dans les temps passés, était plus forte que celle du village le plus peuplé aujourd'hui. La *comarca* du Rio-Negro, qui, il y a vingt ans, comptait plus de 16,000 habitans, en a moins de 12,000 à présent; il en est ainsi du reste de la province : les Indiens s'éloignent; non-seulement on perd en eux des bras utiles, mais on se crée des ennemis, quand il eût été si facile, en ménageant ces peuplades, d'obtenir toutes les richesses de leurs forêts.

« Les jésuites exerçaient sur les Indiens une autorité souvent excessive, mais ils avaient su conserver la confiance des indigènes : ceux-ci ne s'éloignaient ni de leurs familles, ni de leurs villages. On les distribuait par couples mariés pour des services particuliers qui se prolongeaient deux ou trois mois; le temps du service, une fois fixé, ne dépassait pas le terme convenu. Aujourd'hui les Indiens sont arrachés à leurs foyers; s'il se trouve parmi eux un homme robuste et actif, tant pis pour lui ! jamais on ne le relâchera; la fuite seule peut le réunir à sa famille. Aussi est-il impossible désormais de se confier aux Indiens.

« D'après ce que je vois pratiquer par les commandans militaires, je regarderais comme un miracle que même les Indiens civilisés ne rentrassent pas dans leurs forêts; quant à ceux qui ne sont réunis en villages que depuis quelques années, il est impossible de les retenir.

« J'ai appris que dans le Rio-Solimoens se commettaient encore d'infames abus; on surprend, on attaque les *malocas* des Indiens, on saisit les habitans, on les met à la chaîne, et on les transporte ensuite sur des embarcations pour les vendre. Les Indiens forment une mar-

chandise de commerce, on est allé même jusqu'à s'en servir pour payer des dettes. Dans les attaques dirigées contre les peuplades, il y a eu des morts et des blessés; quelques tribus se sont enfoncées dans les forêts sans qu'on puisse les retrouver. Ces persécutions barbares favorisent les démarches des missionnaires anglais du Rio-Branco et de Démerari, qui n'ont pas de peine à séduire les Indiens avec lesquels ils communiquent par le Rio-Japura.

« Les chefs militaires et civils refusent de supprimer l'horrible trafic des Indiens, dont ils sont les premiers à profiter. Je le répète, non-seulement ce trafic s'est pratiqué ouvertement jusqu'ici, mais on en est venu à poursuivre et à surprendre les Indiens dans leurs propres habitations; on les met ensuite à la chaîne pour qu'ils ne s'évadent pas, et on les vend de 16 à 20,000 reis chacun (48 à 60 fr.) à des particuliers qui ne se font aucun scrupule de les acheter : seulement on colore cette vente du titre de rançon! »

Le rapport dont nous venons de citer quelques extraits a été remis au président de la province du Para. Ce document jette une triste lumière sur la civilisation du Brésil. En présence de ces faits déplorables, j'ai regretté vivement que l'Amazone ne fût pas restée la frontière de notre colonie de la Guyane. Une fois maîtres d'une embouchure de ce fleuve, dont les nombreux affluens établissent une communication avec le centre de l'Amérique, il nous eût été possible de rendre à la culture toutes ces terres improductives aujourd'hui. Au lieu d'organiser, d'encourager un odieux trafic, nous aurions cherché à exercer parmi les Indiens une influence bienfaisante. Un premier pas avait été fait; les troupes françaises avaient occupé Mapa. Les réclamations de l'Angleterre, qui dans cette question s'unissait au Brésil pour s'opposer à l'extension des limites de notre Guyane, ont déterminé notre gouvernement à donner l'ordre de retirer nos troupes. Quelques mois auparavant, un capitaine anglais, examinant les travaux du fort de Mapa, avait dit à nos officiers : « Ne vous donnez pas tant de peine, avant six mois ce fort sera évacué. » Il est triste d'avoir réalisé cette prédiction. Nous espérons encore que la question des limites de la Guyane n'est pas résolue. Rétablir ces limites telles que les traités les ont déterminées sous l'empire, placer notre frontière sur la rive gauche de l'Amazone, tel doit être l'objet des réclamations constantes de la France. Ce n'est pas le vain désir d'un agrandissement de territoire qui doit nous animer, c'est le sentiment de remplir une mission bienfaisante, la volonté d'exercer une action salutaire dans un pays plus digne peut-être de notre ambition que les lointains îlots de

l'Océan Pacifique. L'exemple d'une colonie florissante, où régneraient l'ordre et la paix, ne tarderait pas à éveiller l'attention des Brésiliens sur leurs vrais intérêts. Ils ne comprendraient pas de beaux préceptes de morale; mais le bien-être matériel d'une population voisine leur enseignerait à coup sûr le respect de la justice et des lois.

En ce moment, les Brésiliens s'obstinent dans un triste aveuglement, l'évidence des faits pourra seule les convaincre. Animées d'un sentiment de jalousie contre des nations dont elles ne peuvent contester la supériorité, les autorités de l'empire témoignent une malveillance hostile contre tous les Européens chargés d'une mission politique ou commerciale, et qui doivent transmettre à leur gouvernement des rapports sur l'état du pays. Un agent français a été désigné pour Santarem, le président de la province a refusé jusqu'à ce jour de lui donner l'*exequatur*. Nous avons déjà parlé de *la Boulonnaise* et de sa mission toute scientifique; cette mission consiste à dresser une carte de l'Amazone, carte qu'aucun officier ou ingénieur brésilien n'est en état de lever. Notre baleinière a reçu l'ordre de ne pas remonter le Toccantins au-delà de Sainte-Marie. Les canons du fort devaient tirer sur ce bâtiment, si la limite était dépassée; le commandant de *la Boulonnaise,* M. de Montravel, a dû s'embarquer avec quelques matelots pour remonter le fleuve dans un canot du pays, et exécuter ainsi le sondage jusqu'à Santarem.

Cependant l'Angleterre s'agrandit, elle a su profiter du mécontentement qu'excitent parmi les Indiens les mesures barbares tolérées par le gouvernement du Brésil. Les Anglais sont déjà parvenus sur les bords du Rio-Negro; bientôt les limites de leurs possessions s'étendront jusqu'à l'Amazone. Une commission avait été nommée pour la délimitation des frontières du Brésil et de l'Angleterre; cette commission ne s'est pas encore réunie. Depuis plus d'un an, un Allemand désigné par le gouvernement brésilien pour prendre part aux délibérations des commissaires attend au Para un ordre de convocation. L'Angleterre temporise, elle ne veut rien terminer. Ces longs retards ne sont pas perdus pour ses agens; ils envoient dans les tribus indiennes des marchandises qu'on livre à vil prix : j'ai vu des foulards anglais, apportés de quatre et cinq cents lieues dans l'intérieur, qui coûtaient moins cher que les moindres étoffes importées directement au Para. Ces relations commerciales, établies et facilitées par le bon marché, ouvrent à la puissance anglaise une voie qu'elle saura plus tard élargir. Deux officiers de la marine britannique se sont rendus récemment du Pérou dans l'Amazone. Le récit de ces deux voyageurs

a été publié. Le lieutenant Smyth a consacré plus de huit mois à terminer cette entreprise difficile; le lieutenant Lister, au lieu de partir de Lima pour s'embarquer sur *le Mallaya*, s'est rendu par mer à Truxillo et de là à Balsa-Puerto; il a suivi le cours du Chaciguco et a pu achever son excursion en sept mois. Toutes ces entreprises de l'Angleterre devraient stimuler notre ardeur. La colonie de Cayenne pourrait devenir le centre de missions qui étendraient dans ces vastes contrées notre influence morale et politique. Le Brésil refuse d'exercer une autorité protectrice sur les malheureux restes de l'ancienne population du pays. Redoutant les Indiens, il tolère toutes les violences exercées contre des tribus inoffensives, il va même jusqu'à autoriser un abominable trafic. Des missions établies sur les limites de la Guyane sauveraient de la destruction cette race infortunée; l'Europe aurait enfin des représentans dignes d'elle sur cette terre, livrée à l'exploitation combinée de la ruse et de la force. Les Indiens, au lieu de retourner à l'état sauvage, au lieu de fuir dans leurs forêts inaccessibles, viendraient sur notre territoire comme dans un asile inviolable, et apprendraient, sous la tutelle de la France, à aimer la civilisation, que des hommes cruels leur font détester.

Telles étaient les réflexions qui m'occupaient pendant mon séjour au Para. Je voyais avec surprise une population qui semblerait appelée à répandre la civilisation parmi les Indiens contribuer par ses violences aveugles au retour de l'état sauvage. Le sentiment pénible causé par la maladroite cruauté des autorités de l'empire fut la dernière impression que je reçus au Brésil. Après un mois de séjour au Para, je m'embarquai sur la goëlette *la Jeune Adèle*, qui devait me ramener à Cayenne.

V. — RAPPORTS DU BRÉSIL AVEC L'EUROPE. — DIFFICULTÉS INTÉRIEURES. — CONCLUSION.

J'eus tout le loisir, pendant la traversée, de résumer les jugemens que j'avais formés sur le Brésil, et j'arrivai à une triste conclusion : c'est que les difficultés contre lesquelles se débat aujourd'hui l'empire tendent à se compliquer de plus en plus. Parmi ces difficultés, une des plus importantes est la question des limites, qui éternise l'irritation et les intrigues sur les frontières de ce vaste pays. L'origine des différends élevés à ce sujet entre le Brésil et les puissances européennes remonte à l'origine même de l'empire. L'Espagne, la France et l'Angleterre ont eu tour à tour à soutenir avec le Brésil des discus-

sions épineuses, et deux de ces puissances ne peuvent pas regarder encore ces discussions comme terminées.

En 1493, une bulle du pape Alexandre VI traçait une ligne de démarcation imaginaire entre les possessions espagnoles et portugaises; ainsi fut formé le territoire brésilien. La bulle d'Alexandre VI accordait au Portugal toutes les terres situées à cent lieues à l'ouest des îles Canaries. Plus tard, cette ligne de démarcation fut reportée à deux cent soixante-dix lieues des mêmes îles. L'Espagne refusa de reconnaître l'autorité du pape; les discussions entre les deux puissances qui se disputaient la souveraineté du nouveau continent se prolongèrent jusqu'en 1754. A cette époque, on tomba d'accord que le confluent du Jaura et du Paraguay serait la limite occidentale du Brésil. Ainsi furent terminés les démêlés avec l'Espagne.

On ne put donner une solution également satisfaisante aux différends avec la France. En 1713, le traité d'Utrecht avait fixé la limite entre le Brésil et les possessions françaises. La rivière nommée le Rio-Oyapock, ou Vincent-Pinson, devait séparer la Guyane française du territoire occupé par les Portugais; mais, par une mauvaise foi inqualifiable, le Portugal soutint plus tard que les limites de ses possessions s'étendaient jusqu'à une autre rivière qu'il lui plaisait de nommer aussi Vincent-Pinson. Lors des traités de 1815, la justice des prétentions de la France fut reconnue par toutes les puissances; pourtant la question ne fut pas résolue. Plus récemment, le Brésil contesta de nouveau à la France le droit d'étendre ses limites jusqu'à l'Oyapock. Nous avons parlé de l'évacuation de Mapa; c'est une satisfaction accordée aux exigences du Brésil appuyé par l'Angleterre. En vain le conseil colonial de Cayenne a protesté contre la décision du gouvernement en refusant d'allouer les frais d'évacuation; on n'a pas tenu compte de cette manifestation significative, et le Brésil s'est vu encouragé ainsi dans ses injustes prétentions.

Ce n'est pas seulement la France et l'Espagne que le Brésil rencontre aux extrémités de son territoire, c'est l'Angleterre. Les limites entre les possessions anglaises et l'empire n'ont pas encore été fixées. L'Angleterre montre vis-à-vis du Brésil la prudence et l'habileté qui la distinguent en toute occasion; elle ne se presse pas, nous l'avons dit, de faire déterminer la ligne qui doit séparer ses établissemens du territoire brésilien; elle se contente d'avancer sans bruit dans l'intérieur. Le temps n'est pas venu pour elle de se montrer impérieuse et menaçante. Une fois maîtresse d'une des rives du Haut-Amazone, elle exigera du gouvernement brésilien qu'on lui laisse remonter le cours

du fleuve. Ce gouvernement voit les peuplades indiennes échapper à son influence; tôt ou tard, que ce soit l'Angleterre ou la France qui prennent l'initiative, le cours intérieur de l'Amazone sera ouvert à une navigation régulière. Un territoire immense et des populations opprimées ne peuvent être long-temps tenues à l'écart du mouvement commercial et civilisateur de l'Europe.

Après les différends avec les grandes puissances viennent les querelles avec les petits états. En 1828, l'établissement de la république de l'Uruguay reporta vers le nord la frontière du Brésil et lui fit perdre sa limite du Rio de la Plata. Depuis 1835, la province de Rio-Grande, qui touche à la république de l'Uruguay, est en lutte contre le Brésil. Sans la guerre civile qui a éclaté entre Buenos-Ayres et Montevideo, le Brésil eût depuis long-temps été forcé de renoncer à cette province, qu'on doit considérer en fait comme séparée de l'empire. Une autre province, celle de San-Paolo, tend à se détacher du Brésil et s'en séparera d'ici à quelques années. La cause qui arrache à l'empire ces deux provinces est l'incompatibilité de caractère et de tendances qui existe entre les hommes d'origine espagnole, les *gauchos* de Montevideo et de Rio-Grande, et les peuples abâtardis de race portugaise. L'indépendance de Montevideo a été une victoire de ce sentiment de supériorité innée et réelle qui porte la race espagnole à secouer la domination des Portugais, trop faibles pour maintenir leur autorité compromise. Les *gauchos* de Rio-Grande ont reconnu des frères dans les Espagnols de Montevideo, ils ont fait cause commune avec eux; San-Paolo suivra cet exemple. Le Brésil ne pourra rien retenir ni rien empêcher.

Si des affaires extérieures nous passons aux questions intérieures, nous ne rencontrerons encore qu'obstacles et dangers. Nous avons déjà indiqué la plupart de ces difficultés, la stagnation du commerce, les révoltes toujours renaissantes, l'impuissance des autorités, la vénalité de la justice, l'ambition farouche de la race noire, l'attitude hostile des tribus indiennes, enfin (et c'est là surtout ce qui doit alarmer les hommes politiques du Brésil) l'état moral des habitans. Il ne faut pas trop s'étonner des tristes tableaux qu'offre la civilisation brésilienne. Les mœurs de la population s'expliquent par son passé. Dans l'origine, les Portugais n'attachèrent qu'une importance secondaire à la possession du Brésil; on ne pensait alors qu'à s'établir aux Indes orientales, et on eut grand'peine à recruter des émigrans pour le Brésil. Il fallut y envoyer les proscrits, les victimes échappées aux *auto-da-fé*, les femmes de mauvaise vie. Ainsi se forma une popula-

tion ignorante et cruelle, livrée à l'indolence et dominée par les mauvaises passions. La première cause de faiblesse et de ruine pour le Brésil fut l'insouciance coupable des rois de Portugal. Tandis que l'Espagne imprimait une forte direction à ses colonies, le Portugal laissait les vice-rois gouverner à leur guise, et ceux-ci exploitaient le pays dans leurs propres intérêts. Tout porte au Brésil la trace de l'avarice et de l'ignorance de ces souverains indignes de leur noble mission. Nulle part on ne trouve ces somptueux édifices d'utilité publique qui ont marqué la domination espagnole : l'aqueduc de Rio-Janeiro est le seul monument qui conserve le souvenir des anciens possesseurs du pays. Il y eut pour la colonie des temps d'opulence, mais c'est le Portugal qui en profita seul; le Brésil n'était pour lui qu'une vaste exploitation d'or et de diamans. On veillait avec un soin jaloux sur les richesses de la terre, et on laissait sans direction, sans frein moral, une population énervée; ne fallait-il pas la tenir en enfance pour la ruiner plus librement? Aussi les étrangers étaient-ils repoussés avec une rigueur impitoyable; on redoutait leur influence, on voulait éviter le partage, on craignait surtout une révolte qui n'eût pas manqué d'éclater dans une société ouverte au luxe et à la civilisation de l'Europe. On ne put réussir complètement sans doute, le jour de l'affranchissement devait venir, et il vint; malheureusement il était trop tard, l'égoïsme des Portugais avait porté ses fruits. La conséquence naturelle de l'émancipation devait être une révolution morale qui se fait encore attendre. Affaiblie par un long esclavage, la population semble impuissante à supporter un nouveau régime.

La forme actuelle du gouvernement entrave peut-être plutôt qu'elle ne sert le développement moral et intellectuel de la nation. On ne saurait préparer avec trop de soin, dans un pays long-temps soumis au pouvoir absolu, le passage difficile du despotisme à la liberté. La mise en mouvement des rouages d'un gouvernement constitutionnel exige une sagesse, une prudence extrêmes dans ceux qui dirigent les affaires comme dans ceux qui représentent la nation. Cette sagesse, cette prudence, on ne les rencontre guère que dans les sociétés vieillies sous l'influence féconde et bienfaisante de la civilisation. Pouvait-on les demander aux Brésiliens? Pouvait-on espérer que des hommes qui savent à peine obtenir de leurs habitations des revenus suffisans, seraient aptes à traiter les grandes affaires, à discuter les questions politiques? Rien n'eût été perdu encore si ces hommes grossiers et ignorans eussent pu accepter le contrôle et la direction des esprits supérieurs; mais tout député brésilien se croit un homme d'état, tout fermier qui

a lu un journal tient avec un entêtement ridicule à ses opinions. Pour se soutenir, le ministère doit ménager toutes les susceptibilités, toutes les ambitions, même les plus folles; sinon, il fera des mécontens, les députés se transformeront en chefs de rebelles, ils quitteront la métropole pour aller soulever leur province. Au milieu de tels obstacles, la saine pratique du système constitutionnel devient impossible.

Le gouvernement lui-même semble reconnaître que les institutions actuelles ne suffisent pas à tirer le Brésil de l'état d'anarchie et de langueur où il se débat. Quelques passages du discours prononcé par le ministre de l'intérieur à l'ouverture du congrès, en 1843, m'ont paru remarquables. La situation du pays est exposée par le ministre avec une sincérité qui doit nous surprendre. « Une ambition effrénée, des passions haineuses, dit-il, et le désir de développer outre mesure l'élément démocratique de notre constitution, ont motivé toutes les révoltes qui depuis 1831 ont coûté tant de sacrifices d'argent à l'empire. La force seule a pu faire rentrer dans l'ordre les provinces rebelles. En 1842, la loi qui introduisait quelques modifications dans le code de procédure, et la création d'un conseil d'état, ont servi de prétexte à des rébellions qui, sans cesse réprimées, se renouvellent toujours, grace à l'impunité assurée aux perturbateurs de la paix publique. L'assemblée législative de San-Paolo a envoyé au souverain un message confié à trois de ses membres, message par lequel elle exigeait de l'empereur la suspension des lois nouvelles. Sur le refus d'obtempérer à de semblables menaces, San-Paolo, Minas-Geraes, s'insurgèrent contre le gouvernement; des hommes armés vinrent troubler la tranquillité publique dans les provinces de Fernambouc, Céara et Maragnan. Les troubles qui, avant et depuis 1831, ont éclaté dans la capitale, dans les provinces d'Alogoas, Fernambouc, Para, Rio-Grande, à Matto-Grosso, à Bahia, et dernièrement encore à San-Paolo et Minas-Geraes, prouvent que notre système libéral nous mène à l'anarchie. »

Le ministre des finances ne s'exprime pas moins explicitement dans son rapport présenté, vers le même temps, à l'assemblée générale : « Quelles que soient, dit-il, les réductions que vous adoptiez pour les dépenses générales, il est impossible que les recettes actuelles, à moins d'une modification dans les impôts, d'une augmentation dans les produits, suffisent aux charges du gouvernement. L'emploi de palliatifs, en atténuant le mal pour quelques momens, ne fera que provoquer une réaction dangereuse. Si nous comparons les recettes ordinaires de l'empire en 1820 avec celles de l'année courante, nous ne pouvons contester qu'il n'y ait une diminution amenée par l'emploi du papier-

monnaie, dont la valeur varie à chaque instant. Les causes qui ont amené une diminution dans les recettes publiques n'ont pas cessé d'exister, et acquièrent chaque jour plus de gravité. Une augmentation de dix pour cent sur toutes les marchandises importées est le seul remède que nous puissions regarder comme efficace. En moins de dix ans, les révoltes des différentes provinces ont causé un surcroît de dépenses de 90 millions de francs, et l'état se trouve encore chargé du paiement des pensions dues aux familles des militaires blessés ou tués dans les rencontres avec les factieux. »

Il n'y a rien à ajouter à de pareils aveux. Les hommes qui posent si nettement les questions sauront-ils les résoudre? Préviendra-t-on la banqueroute imminente qui amènerait sans nul doute la dissolution de l'empire? Retiendra-t-on les provinces qui veulent s'isoler de Rio-Janeiro pour proclamer une république fédérative? Surmontera-t-on les obstacles créés par l'inertie des habitans, l'orgueilleuse incapacité des fonctionnaires? Éclairera-t-on sur leurs vrais intérêts ces agitateurs ignorans qui égarent par leurs déclamations contre l'Europe les assemblées provinciales et le peuple tout entier? Leur persuadera-t-on que ce n'est pas en faisant la guerre à l'Europe, en chassant les étrangers et en fermant ses ports, que le Brésil retrouvera son opulence? Que d'embarras à vaincre! que d'obstacles à combattre! que de préjugés à dissiper! Un gouvernement fort, appuyé sur quelques hommes énergiques et intelligens, se tirerait peut-être d'une situation si périlleuse; mais jusqu'à ce jour il a manqué aux affaires du Brésil une direction puissante, et il faudrait un changement complet dans l'allure du gouvernement pour nous rassurer sur les destinées de l'empire. Nous souhaitons que ce changement s'accomplisse. Il y a là plus qu'une question d'existence et de salut pour le Brésil, il y a aussi une question d'intérêt général. L'Europe doit souffrir de voir un grand pays repousser son influence, entraver son commerce. Si des ressources précieuses, aujourd'hui perdues, se trouvent exploitées, si des relations commerciales avantageuses à tous les peuples s'établissent enfin sur des bases régulières, le Brésil peut encore reprendre confiance dans l'avenir. Le commerce européen n'apportera pas seulement avec lui la prospérité matérielle, il servira la cause de l'ordre, favorisera la réforme des mœurs, et ramènera une population égarée dans les voies de la civilisation, d'où elle s'écarte de plus en plus.

L. DE CHAVAGNES.

POÈTES

MODERNES

DE L'ITALIE.

III.

LEOPARDI.

Le nom seul de Leopardi est connu en France; ses œuvres elles-mêmes le sont très peu, tellement qu'aucune idée précise ne s'attache à ce nom résonnant et si bien frappé pour la gloire. Quelques-uns de nos poètes qui ont voyagé en Italie ont rapporté comme un vague écho de sa célébrité :

Leopardi dont l'ame est comme un encensoir,

lisions-nous, l'autre jour, dans l'album poétique d'un spirituel voyageur. De telles notions sont loin de suffire. M. Alfred de Musset, il y a deux ans, publiant en cette *Revue* (1) quelques-uns de ces vers aima-

(1) 15 novembre 1842. C'est dans la pièce intitulée : *Après une lecture.* On peut se demander après quelle lecture ont été écrits ces vers. Serait-ce après une lecture de Leopardi? Le début de la pièce ne l'indiquerait guère, quoique la fin semble le faire soupçonner.

bles que lui dicte la fantaisie en ses meilleurs jours, a parlé de Leopardi plus en détail, bien qu'à l'improviste et avec une sorte de brusquerie faite d'abord pour étonner. Le poète, se fâchant contre les versificateurs et rimeurs qui délaient leur pensée, s'écriait :

Non, je ne connais pas de métier plus honteux,
Plus sot, plus dégradant pour la pensée humaine
Que de se mettre ainsi la cervelle à la gêne,
Pour écrire trois mots quand il n'en faut que deux,
Traiter son propre cœur comme un chien qu'on enchaîne,
Et fausser jusqu'aux pleurs que l'on a dans les yeux.

O toi qu'appelle encor ta patrie abaissée,
Dans ta tombe précoce à peine refroidi,
Sombre amant de la Mort, pauvre Leopardi,
Si, pour faire une phrase un peu mieux cadencée,
Il t'eût jamais fallu toucher à ta pensée,
Qu'aurait-il répondu, ton cœur simple et hardi ?

Telle fut la vigueur de ton sobre génie,
Tel fut ton chaste amour pour l'âpre vérité,
Qu'au milieu des langueurs du parler d'Ausonie,
Tu dédaignas la rime et sa molle harmonie,
Pour ne laisser vibrer sur ton luth irrité
Que l'accent du malheur et de la liberté.

De tels traits, à coup sûr, sont caractéristiques du noble talent que le poète français invoque ici en témoignage. Pourtant, si l'on a trouvé singulier que Boileau, s'adressant à Molière, lui dise tout d'abord par manière d'éloge :

Enseigne-moi, Molière, où tu trouves la rime,

il peut sembler également assez particulier que le premier éloge accordé ici à Leopardi soit de s'être passé de la rime, ce qui est possible en italien, mais à de tout autres conditions qu'en français, et ce qui d'ailleurs ne paraît point absolument vrai du savant poète dont il s'agit. Dans tous les cas, il y a sur Leopardi, comme sur Molière, bien d'autres caractères distinctifs qui frappent à première vue.

Trop étranger que je suis habituellement à l'étude approfondie des littératures étrangères, persuadé d'ailleurs que la critique littéraire n'a toute sa valeur et son originalité que lorsqu'elle s'applique à des sujets dont on possède de près et de longue main le fonds, les alentours et toutes les circonstances, il semble que je n'aie aucun titre

spécial pour venir parler ici de Leopardi, et je m'en abstiendrais en effet si le hasard ou plutôt la bienveillance ne m'avait fait arriver entre les mains des pièces manuscrites, tout-à-fait intéressantes et décisives, sur l'homme éminent dont il s'agit, et ne m'avait encouragé à une excursion inaccoutumée, pour laquelle je vais redoubler d'attention en même temps que je réclame toute indulgence.

Le comte Jacques Leopardi naquit le 29 juin 1798, à Recanati dans la marche d'Ancône; fils aîné du comte Monaldo Leopardi et de la marquise Adélaïde Antici, des plus nobles familles du pays, il reçut une éducation soignée sous les yeux de son père. Un prêtre de l'endroit, l'abbé Sanchini, lui enseigna les premiers élémens du latin; quant au grec, l'apprenant dès l'âge de huit ans dans la grammaire dite *de Padoue*, l'enfant jugea cette grammaire insuffisante, et, décidé à s'en passer, il se mit à aborder directement les textes qu'il trouvait dans la bibliothèque de son père; il lut ainsi sans maître, et bientôt avec une surprenante facilité, les auteurs ecclésiastiques, les saints Pères, tout ce que lui fournissait en ce genre cette très riche bibliothèque domestique; le premier débrouillement fait, il lut méthodiquement, par ordre chronologique, plume en main, et, de même que, chez Pascal avec qui on l'a comparé, le génie mathématique éclata comme par miracle, ainsi le génie philologique se fit jour merveilleusement chez le jeune Leopardi; il devint un véritable érudit à l'âge où les autres en sont encore à répéter sur les bancs la dictée du maître.

On a souvent remarqué cette alliance, au premier abord singulière, du génie poétique et du génie philologique; mais ici elle a cela de plus particulier encore que le poète énergique et brûlant qui va nous apparaître ne finit point par la philologie, ne s'y retira point après son premier feu jeté, mais qu'il débuta par là, et que, si ses souffrances précoces ne l'avaient impérieusement détourné des études suivies, c'est de ce côté sans doute qu'il aurait, avant tout, frayé sa voie et poussé sa veine patiente.

J'ai sous les yeux tous les manuscrits de Leopardi qui datent de cette époque, manuscrits confiés par lui-même à M. de Sinner, si capable d'en bien juger, et qui en a publié des extraits (1). En tête d'un cahier contenant le texte correct de la *Vie de Plotin*, par Porphyre, avec traduction latine et commentaire, on lit cette attestation de la main du père de Leopardi :

(1) Sous ce titre : *Excerpta ex schedis criticis Jacobi Leopardii comitis*, dans le *Rheinisches Museum;* Bonn, 1834.

« Oggi 31 agosto 1814, questo suo lavoro mi donò Giacomo mio primogenito figlio, che non ha avuto maestro di lingua greca, ed è in età di anni 16, mesi due, giorni due.

« MONALDO LEOPARDI. »

Un juge compétent à qui ce travail manuscrit a été communiqué, Creuzer, dans le 3e volume de son Plotin, en a tiré le sujet de plusieurs pages de ses *addenda*. Lui qui a travaillé toute sa vie sur Plotin, il trouve quelque chose d'utile dans l'ouvrage d'un jeune homme de seize ans.

Les travaux philologiques et les excursions érudites de Leopardi, vers cette époque de son adolescence et de sa première jeunesse, feraient une longue et trop sèche énumération, si on la voulait complète; singulier prélude, ouverture bien austère, à la destinée toute poétique qui suivra. Nous trouvons, en 1814, des commentaires de lui *sur la vie et les écrits de quelques rhéteurs du second siècle*, tels que Dion Chrysostôme, OElius Aristide, Hermogène et Fronton. M. Mai n'avait pas encore publié les lettres exhumées de Fronton à Marc-Aurèle. Elles parurent à Milan en 1815; l'année suivante, Leopardi les traduisait. Le docte éditeur lut plus tard le travail manuscrit de Leopardi et en tint compte dans l'édition de Rome. Le même savant prélat tint compte aussi pour son Denys d'Halicarnasse d'une lettre critique à ce sujet, que Leopardi adressa en 1817 à son ami Giordani. Un *Essai sur les erreurs populaires des Anciens* (Saggio sopra gli errori popolari degli Antichi), composé par Leopardi dans l'espace de deux mois, au commencement de 1815, nous présente déjà les résultats d'un esprit bien ferme, mais contenu encore dans les limites d'une foi sincère. Le jeune érudit, sans se perdre dans de vagues considérations, et tout en se laissant guider d'une pensée jusqu'à un certain point philosophique, expose et démêle, moyennant des textes précis qui témoignent d'une immense lecture, les divers préjugés des anciens sur les dieux, les oracles, la magie, les songes, etc., etc. Un seul chapitre, celui des *Pygmées*, a été imprimé par M. Berger de Xivrey (1). Le jeune auteur, en concluant, adressait à la religion une espèce d'hymne, une vraie prière d'action de graces, et ceci fait trop de contraste à ce que nous verrons plus tard pour ne pas être ici relevé :

(1) Dans l'ouvrage intitulé : *Traditions tératologiques* (page 102). — Dans la seconde édition de sa *Batrachomyomachie* (1837), M. Berger de Xivrey a aussi inséré et traduit une dissertation de Leopardi sur ce poème, laquelle avait paru dans *lo Spettatore* de Milan en 1816.

« Religion très aimable, s'écriait-il, il est doux pourtant de pouvoir terminer en parlant de toi un travail qui a été entrepris en vue de faire quelque bien à ceux qui recueillent tes bienfaits de chaque jour; il est doux de pouvoir, d'une ame ferme et assurée, conclure qu'il n'est point vraiment philosophe celui qui ne te suit ni ne te respecte, et que te respecter et te suivre, c'est être par là même assez philosophe. J'ose dire aussi qu'il n'a point un cœur, qu'il ne sent point les doux frémissemens d'un amour parfait, qu'il ne connaît point les extases dans lesquelles jette une méditation ravissante, celui qui ne sait point t'aimer avec transport, qui ne se sent point entraîner vers l'objet ineffable du culte que tu nous enseignes... Tu vivras toujours, et l'erreur ne vivra jamais avec toi. Lorsqu'elle nous assaillira, lorsqu'essayant de couvrir nos yeux d'une main ténébreuse, elle menacera de nous entraîner dans les abîmes entr'ouverts sous nos pieds par l'ignorance, nous nous tournerons vers toi et nous trouverons la vérité sous ton manteau. L'erreur fuira comme le loup de la montagne poursuivi par le pasteur, et ta main nous conduira au salut. »

Il y a loin de ces très jeunes élans aux réflexions amères et inexorables qui ont fait de Leopardi un des plus éloquens poètes du désespoir; il fut quelques années encore avant d'en venir à cette transformation, à cette conversion profonde et définitive de tout son être, à travers laquelle ses croyances en périssant toutes, il faut le dire, ne montrèrent pourtant que plus à nu sa nature généreuse. Dans une note manuscrite de lui que j'ai sous les yeux, et qui a pour titre *Supplemento generale a tutte le mie carte*, je lis une dernière indication relative à un projet d'hymnes chrétiennes : le simple canevas respire encore les mêmes sentimens de piété affectueuse qu'exprimait la conclusion précédente (1). Ce papier doit être d'une date peu postérieure à 1819. On ne saurait se tromper en reportant la grande conversion philosophique de Leopardi entre les années 1820-1823.

Jusqu'ici donc, nous n'avons affaire qu'à un jeune homme précoce,

(1) Ce texte est trop imprévu dans la biographie qui nous occupe pour devoir être passé sous silence; on en comprendra tout l'intérêt et le contraste en avançant dans le récit de cette destinée, si absolument dénuée de croyance consolante. Leopardi a fait route au rebours des Manzoni et des Pellico. Respectons, sans les juger, toute conviction sincère et courageuse, tout martyre noblement subi. Mais voici les pensées de ses jeunes ans :

« Al progetto degl' inni cristiani.

« Per l' inno al Redentore : Tu sapevi già tutto ab eterno, ma permetti alla immaginazione umana che noi ti consideriamo come più intimo testimonio delle nostre miserie. Tu hai provata questa vita nostra, tu ne hai assaporato il nulla, tu

qui, confiné dans sa ville natale et du fond du nid paternel, dévore, jour et nuit, les livres anciens, ne s'effraie d'aucune étude épineuse, s'attache, par choix, à défricher les portions les plus ingrates, ce semble, du champ de l'érudition et de la critique, recueille les fragmens des Pères grecs du second siècle ou des historiens ecclésiastiques antérieurs à Eusèbe, rassemble, commente en six mois (1815) les débris, les œuvres authentiques ou supposées de Jules Africain, et semble préluder en ces sillons pénibles avec la vocation opiniâtre d'un Villoison ou d'un Tillemont. Il serait trop extraordinaire pourtant que celui dont on admirera tout à l'heure le génie mâle et la pureté sévère n'eût pris d'abord l'antiquité que par ce côté des rhéteurs, des sophistes ou même des écrivains ecclésiastiques, et qu'il eût négligé précisément les chefs-d'œuvre de grandeur et de grace qu'elle nous a légués. C'est que Léopardi, en effet, ne les négligeait pas; son ardeur studieuse suffisait à tout, et dans les essais de sa jeunesse, dans ceux particulièrement qui marquent sa collaboration au *Spectateur* (1) de Milan durant les années 1816-1817, on trouverait bon nombre de morceaux de lui qui préparent et dénoncent le poète. Il ne se contente pas de disserter sur la *Batrachomyomachie*, il la traduit en vers, en sizains coulans et faciles, comme aussi il fera pour le *Moretum* de Virgile. Il ne se borne pas à éclaircir en critique les circonstances peu connues de la vie de Moschus, il aspire à en *vulgariser* les charmantes idylles en *sciolti* plus ou moins fidèles, premier coup d'essai, que bientôt son goût plus mûr répudiera. L'*Odyssée* le tente; pour être plus à l'aise en son entreprise, il n'a pas lu les deux premiers chants publiés à cette date par Pindemonte, et il marche seul et ferme en présence de son modèle, s'appliquant à en reproduire et presque à en calquer les traits de couleur et de caractère. En tête d'un fragment traduit de la *Théogonie* d'Hésiode (la bataille des Dieux et des Titans) il se livre à des réflexions approfondies et vives sur le mérite propre de cette poésie d'Hé-

hai sentito il dolore e l' infelicità dell' esser nostro, etc. Pietà di tanti affanni, pietà di questa povera creatura tua, pietà dell' uomo infelicissimo, di quello che hai redento, pietà del gener tuo, poichè hai voluto aver comune la stirpe con noi, esser uomo ancor tu..... (Et après quelques autres projets d'hymnes *aux apôtres*, *aux solitaires*, il revient d'une manière touchante.) Per l' inno al Creatore o al Redentore : Ora vo da speme a speme tutto giorno errando e mi scordo di te, benchè sempre deluso, etc. Tempo verrà ch' io, non restandomi altra luce di speranza, altro stato a cui ricorrere, porrò tutta la mia speranza nella morte : e allora ricorrerò a te, etc. Abbi allora misericordia, etc. » Et il finit en quelques lignes par un projet d'hymne *à Marie*.

(1) *Lo Spettatore*, revue bi-mensuelle.

siode, surtout dans *les Travaux et les Jours;* il la met presque au-dessus de celle d'Homère pour une certaine sincérité et ingénuité incomparable (*schiettezza*), il incline fort à la croire du moins supérieure en âge, et à ce propos il s'étend sur les conditions diverses qu'exige la traduction des poètes anciens. Ici se déclare le studieux et passionné disciple, dont toute l'émulation va d'abord à les adorer. Il s'estimerait à jamais heureux de s'enchaîner comme traducteur à quelque illustre classique des premiers âges : « Qui ne sait, s'écrie-t-il, que Caro vivra autant que Virgile, Monti autant qu'Homère, Bellotti autant que Sophocle? Oh! la belle destinée, de ne pouvoir plus mourir sinon avec un immortel! » Des jugemens très particuliers sur les divers traducteurs italiens les plus admirés montrent à quel point ces questions de style l'occupaient, et combien il travaillait déjà à tremper le sien. Il insiste surtout (avec toutes sortes de précautions et de révérentes excuses) sur ce qu'Annibal Caro, en donnant à sa traduction de Virgile une couleur de simplicité aimable et de noble familiarité, un certain air dégagé (*scioltezza*) ou, si l'on veut, de *désinvolture*, a légèrement faussé la noblesse de ton et la magnificence habituelle de l'original. Il en vient à conclure que le style de Parini serait plus sincèrement virgilien que celui de Caro. Lui-même, en 1817, il publia un essai de traduction en vers du second livre de l'*Énéide* qu'il admirait entre tous les autres, et qu'il ne lisait jamais sans larmes.

Ce goût philologique qu'il avait développé et aiguisé dans la lecture des anciens, Leopardi le portait aussi dans l'étude et l'usage de sa propre langue; il revenait à Dante et aux vrais maîtres d'avant *la Crusca*. Une petite dissertation sur le participe *reso* (pour *renduto*) et le verbe *sortire* (dans le sens de *uscire*), que la *Gazette de Milan* avait compris en une même condamnation, atteste à quel point il ne laissait passer aucun détail, et combien il se préparait à être un vigilant écrivain. Il conclut d'une quantité d'exemples que, des deux mots proscrits par la *Gazette* puriste, le premier, c'est-à-dire *reso*, est du très bon italien, tout-à-fait usité et recommandable, et que le second, *sortire* pour *uscire*, est italien aussi, mais de bas aloi. Quelques années plus tard (1826), Leopardi publiera une traduction d'une ancienne chronique sacrée grecque ou copte (*Martyre des saints Pères du mont Sinaï*), traduction censée faite sur une version latine par quelque bon italien du XIVe siècle (1350), en prose contemporaine de celle de Boccace, et il trompera à première vue les connaisseurs les plus exercés. Le vieil Antonio Cesari, grand expert en fait de *trécentistes*, y fut pris et y donna son approbation. Ainsi, chez nous, Paul-Louis Courier

jouait à l'Amyot. C'est par de telles études préparatoires, quand on ne s'y oublie pas, c'est par de tels ingénieux secrets, longuement médités, que les vrais poètes savent ressaisir, d'un puissant effort, les langues et les styles aux âges de décadence, parviennent à les arrêter au penchant, ou même leur font remonter avec honneur les pentes glorieuses.

En mai 1817, Leopardi se permettait une autre supercherie qui sent davantage son Chatterton ou son Macpherson; il publiait dans *le Spectateur* une traduction en vers d'un prétendu hymne grec *à Neptune*, qu'il donnait comme nouvellement découvert. Le tout était accompagné de notes et de commentaires destinés à jeter une docte poussière aux yeux. Enfin deux odes grecques dans le goût d'Anacréon s'ajoutaient comme provenant du même manuscrit. Leopardi, pour surcroît d'authenticité, produisait le texte de ces deux petites odes (de sa façon), et il s'excusait de ne les point traduire, sur ce qu'on ne traduit pas Anacréon. L'une de ces odes n'offre qu'une des mille variantes de l'Amour enchaîné de roses, l'autre est *à la Lune;* cette dernière a droit de passer pour un fort gracieux pastiche et très propre à faire illusion.

Pour achever de noter ce qu'il y a de mémorable dans ces préludes de Leopardi avant l'âge de vingt ans, j'indiquerai encore une dissertation de lui *sur la réputation d'Horace chez les anciens* (décembre 1816). Le jeune critique s'autorise d'un passage de Fronton, du silence de Velleius et de quelques autres indices, pour conjecturer qu'Horace, dans le siècle qui suivit le sien et même un peu au-delà, était loin d'avoir acquis cette renommée classique incontestée qui ne s'est consolidée que plus tard. Il y aurait eu, du temps de Fronton, un retour aux anciens, aux plus anciens qu'Horace, et celui-ci en aurait souffert, comme, par exemple, Boileau, de nos jours, a pu souffrir d'un retour vers Regnier. Horace, en effet, selon Leopardi et selon quelques autres, aurait été en son temps un grand novateur, un artiste aussi habile que peu timoré en fait de langage; il s'était de plus montré sévère ou dédaigneux pour ses prédécesseurs, pour Plaute, pour Catulle, et dans cette réaction archaïque un peu tardive, dont Fronton était l'un des chefs, on le lui faisait payer.

Cependant, à travers cette diversité de travaux précoces, Leopardi mûrissait au talent, et le poète original en lui allait éclater. En 1818, c'est-à-dire à vingt ans, il fit imprimer à Rome ses deux premières canzones, l'une *à l'Italie*, l'autre *sur le monument de Dante* qui se préparait à Florence. Une troisième parut à Bologne, en 1820, adressée *à*

Angelo Mai au sujet de *la République*, par lui retrouvée, de Cicéron. Le caractère de ces premières pièces et de celles qui suivirent est grandiose, mâle, généreux, et d'une inspiration patriotique aussi élevée que douloureuse. Les deux premières canzones avaient en tête une dédicace à Monti :

« Je vous dédie, seigneur cavalier, ces canzones, parce que ceux qui aujourd'hui plaignent ou exhortent notre patrie ne peuvent que se consoler en pensant que vous, avec un petit nombre d'autres (dont les noms se déclarent assez d'eux-mêmes quand on les passerait sous silence), vous soutenez la gloire dernière de l'Italie, je veux parler de celle qui lui vient des études et particulièrement des lettres et des beaux-arts; tellement qu'on ne pourra dire encore que l'Italie soit morte. Si ces canzones étaient égales au sujet, je sais bien qu'elles ne manqueraient ni de grandiose ni de véhémence... »

Elles en sont empreintes en effet : bien que le sujet en semble aujourd'hui un peu usé, roulant sur cette plainte perpétuelle et cette désolation tant renouvelée depuis Dante, et se prenant à cette moderne Italie, à celle même d'Alfieri, de Corinne et de Childe-Harold, et de laquelle Manzoni a dit qu'elle était

Pentita sempre e non cangiata mai,
Repentante toujours et jamais convertie;

malgré cet inconvénient inévitable en telle rencontre, le poète se sauve ici du lieu-commun par son impression sentie et profonde. Pas un mot inutile n'est accordé à la phrase ou à l'harmonie; c'est la pensée même qui jaillit dans son cri impétueux :

« O ma patrie, je vois les murs, et les arcs, et les colonnes, et les statues, et les tours désertes de nos ayeux, mais la gloire, je ne la vois pas, je ne vois ni le laurier ni le fer dont étaient chargés nos pères d'autrefois. Maintenant désarmée, tu montres ton front nu et nue ta poitrine. Hélas! que de blessures, quelles plaies livides, que de sang! Oh! dans quel état te vois-je, ô très belle Dame! Je demande au ciel et au monde : Dites, dites, qui l'a réduite ainsi? Et le pire, c'est qu'elle a les deux bras chargés de chaînes, de telle sorte que, cheveux épars et sans voiles, elle est assise à terre, délaissée et désolée, se cachant la face entre les genoux, et elle pleure. Pleure, car tu en as bien sujet, ô mon Italie, née pour surpasser les nations et dans la bonne fortune et dans la mauvaise.

« Si mes yeux étaient deux sources vives, je ne pourrais assez pleurer pour égaler ton malheur et encore moins ta honte, parce que tu étais maîtresse et que tu n'es plus qu'une pauvre servante. Quel est celui qui, parlant

ou écrivant de toi, ne dise au souvenir de ton renom passé : En voilà une qui fut grande et qui ne l'est plus! Pourquoi, pourquoi? Où est la force antique, où sont les armes, la valeur et la constance? qui t'a pris l'épée à ta ceinture? qui t'a trahie? quelle ruse, ou quel long effort, ou quelle si grande puissance fut capable de t'enlever le manteau et les bandelettes d'or? comment et quand es-tu tombée d'une telle hauteur en si bas lieu? personne ne combat-il pour toi? n'es-tu défendue par aucun des tiens? des armes ici, des armes! moi seul je combattrai, je tomberai seul; et fasse le ciel que pour les cœurs italiens mon sang devienne flamme!

« Où sont tes fils? J'entends le son des armes et des chars, et des voix et des timbales; dans les contrées étrangères tes fils combattent. Attention, Italie! prête l'oreille. Je vois ou crois voir tout un flot de fantassins et de cavaliers, fumée et poussière, et briller les épées comme les éclairs dans la nue. Et tu te tais et tu pleures, et tu n'as pas même la force de tourner ton tremblant regard vers la lutte douteuse! Pour qui donc combat dans ces champs la jeunesse italienne? O dieux, ô dieux! les glaives italiens combattent pour la terre étrangère. O malheureux qui tombe à la guerre, non point pour la défense des rivages paternels, pour la pieuse compagne et les fils chéris, mais frappé de la main d'ennemis qui ne sont pas les siens, pour le compte d'autrui, et qui ne peut dire en mourant : Douce terre natale, la vie que tu m'as donnée, la voici, je te la rends!

Oh! bienheureux et chers et bénis les âges antiques, où les nations couraient par bandes à la mort pour la patrie; et vous, soyez à jamais honorées et glorieuses, ô gorges de Thessalie, où la Perse tout entière et le destin furent de bien moindre force qu'une poignée d'ames héroïques et généreuses... »

Et apostrophant ici les rochers, les arbres et la mer, le poète leur redemande le récit de cette mort invincible, de cette chute triomphante, et il refait hardiment le chant perdu de Simonide.

On l'a déjà remarqué avant nous (1), Leopardi s'est toujours beaucoup préoccupé de Simonide : il ne l'a pas seulement reproduit et restitué dans l'héroïque, il a traduit ses deux morceaux mélancoliques d'élégie. J'ajouterais qu'il n'a pas omis non plus le morceau satirique sur les femmes, si cette pièce ne paraissait devoir être attribuée à un autre Simonide. Mais, en tout, il semble que Leopardi, parmi les modernes, puisse être dit un poète du même ordre et de la même variété que Simonide parmi les anciens. A côté des élans les plus en-

(1) M. Theil l'avait remarqué dans un article du journal *la Paix* (4 mars 1837), où il parlait de Leopardi à merveille, mais devant un public distrait et dans un lieu trop peu littéraire.

flammés de l'hymne et de la louange des héros, il a trouvé les accens les plus douloureux et les plus directs de la plainte humaine.

Son second chant, sa seconde *messénienne*, comme on peut l'appeler, au sujet du *monument préparé à Dante*, est dans le même ton que la première, mais encore plus empreinte, s'il se peut, de sombre et patriotique amertume. C'est à Dante poète, à Dante surtout citoyen et patriote qu'il s'adresse et qu'il demande assistance et recours dans cet abaissement du présent :

« O père illustre du mètre toscan, si à vos sacrés rivages il parvient quelque nouvelle encore des choses de la terre et de cette patrie que tu as placée si haut, je sais bien que tu ne ressens point de joie pour toi-même, car moins solides que la cire et que le sable sont les bronzes et les marbres au prix du renom que tu as laissé de toi; et si tu as jamais pu, si tu pouvais un jour tomber de notre mémoire, que croisse notre malheur s'il peut croître encore, et que ta race inconnue de l'univers soit vouée à d'éternels gémissemens!

« Mais non, ce n'est pas pour toi que tu te réjouis, c'est pour cette pauvre patrie, à l'idée que peut-être l'exemple des pères et des ayeux réveillera assez les fils assoupis et malades pour qu'ils relèvent tout d'un coup leur regard. Hélas! de quel long outrage t'apparaît flétrie celle qui te saluait, déjà si malheureuse, alors que tu montas la *première* fois au paradis! Et pourtant, auprès de ce que tu la vois aujourd'hui, elle était alors heureuse maîtresse et reine. Un telle misère lui ronge le cœur que peut-être, en la voyant, tu n'en crois pas tes yeux. Je veux taire les autres ennemis et les autres sujets de deuil, mais non la France scélérate et mauvaise (*la Francia scelerata e nera*), par qui ma patrie à l'extrémité a vu de près son dernier soir. »

Je ne crains pas de rétablir ici le nom de la France, que Leopardi a supprimé dans ses corrections dernières, tout en laissant subsister le passage et en substituant par manière d'adoucissement l'appellation de cruelle (*fera*). Il ne pardonnait pas à la France la diminution et la confiscation de l'Italie sous l'Empire; ces impressions d'enfance lui demeurèrent durables et profondes. Il redevenait de 1813, en écrivant cinq ans plus tard, et son accent répondait, on l'a remarqué, au cri d'imprécation des généreux Allemands Henri Kleist, Arndt et Kœrner. Ainsi, dans ce chant au Dante, il peint en traits sanglans la perte des légions italiennes durant la campagne de Russie, ces hommes du Midi ensevelis sous les glaces et, dans leur dernier regard vers leur mère adorée, se disant :

« Plût au ciel que ce ne fussent ni les vents, ni les tempêtes, mais le fer

qui nous moissonnât, et pour ton bien, ô notre patrie! Voilà que loin de toi, quand le plus beau de notre âge nous sourit, inconnus du monde entier, nous mourons pour cette nation qui te tue. » — « Et leur plainte, ajoute le poète, ne fut entendue que du désert boréal et des forêts sifflantes. Ainsi ils rendirent le dernier soupir, et leurs cadavres abandonnés à découvert sur cette horrible mer de neige furent déchirés des bêtes féroces; et le nom des braves et des meilleurs restera à jamais l'égal de celui des lâches et des méprisables. »

Mais le sentiment qui sera bientôt la clé du cœur même de Leopardi et que nous surprenons déjà, ce sentiment stoïque du calme fondé sur l'excès même du désespoir, lui inspire cette sublime consolation :

« Ames chéries, bien que votre calamité soit infinie, apaisez-vous, et que cela vous serve de réconfort, que vous n'en aurez aucun ni dans cet âge ni dans les suivans. Reposez au sein de votre affliction sans mesure, ô les vrais fils de celle dont le suprême malheur ne voit que le vôtre seul capable de l'égaler! »

Nous retrouverions ailleurs encore des éclats de cette colère de Leopardi contre la France. Remarquons toutefois que cette colère même n'était pas de l'indifférence, ni même de la haine, et qu'il y a souvent plus près de la colère à l'amour que d'une froide et tiède amitié. A un certain moment, Leopardi songea sérieusement à venir habiter en France; il croyait que ce n'est que là encore qu'on peut vivre hors de la patrie (1). Le jour où il voudra exprimer nettement sa pensée la plus chère, une profession de foi faite pour être montrée, nous verrons que c'est en français tout naturellement qu'il la consignera. Enfin, dans ses préventions pessimistes, contre lesquelles protestaient assez hautement ses propres efforts et ceux de plusieurs de ses nobles compatriotes, il estimait que la différence littéraire actuelle entre la France et l'Italie, c'est qu'en France il y avait encore quelques personnes qui cherchaient à bien écrire, et qu'en Italie il n'y en avait plus.

Un beau réveil pourtant s'opérait sur toute la péninsule en ces années; Leopardi, l'un des précurseurs, le présageait, sans assez y croire,

(1) « ..... Et non mi fa punto meraviglia che la Germania, solo paese dotto oggidì, sia più giusta verso di voi, che la presuntuosissima, e superficialissima, e ciarlatanissima Francia. » On me dispensera de traduire : Leopardi écrivait cela de Florence à M. de Sinner, le 18 décembre 1832; et, moins de deux ans après (20 mars 1834), il lui écrivait de Naples : « Io per molte e fortissime ragioni sono desiderosissimo di venire a terminare i miei giorni a Parigi. » C'est ainsi que se résument le plus souvent et que se réfutent le mieux la plupart de ces grandes colères contre la France.

dans son chant à Angelo Mai. Ce savant et actif investigateur venait de retrouver la *République* de Cicéron après les *Lettres* de Fronton : on se demandait où s'arrêteraient de telles découvertes. Quoi? les antiques ayeux ressuscitaient de la tombe, et les vivans n'y répondaient pas! Oh! du moins, lors de la grande renaissance des lettres, la ruine de l'Italie n'était pas consommée; l'étincelle du génie circulait dans l'air au moindre souffle. Les cendres sacrées de Dante étaient chaudes encore, et le doux luth de Pétrarque n'avait pas cessé de frémir. Leopardi part de là pour célébrer le hardi Colomb, et l'Arioste, et le Tasse, en des couplets qui sont tour à tour de la plus gracieuse ou de la plus fière beauté. Je reprends le chant à ce qu'il dit de Pétrarque :

« Et tes douces cordes murmuraient encore au toucher de tes doigts, Amant infortuné. Hélas! c'est par la douleur que naît et commence le chant italien. Et pourtant il pèse et mord moins cruellement le mal qui blesse avec douleur, que l'ennui qui étouffe. O bienheureux toi dont les pleurs furent la vie! Pour nous, l'ennui nous a serré dans ses nœuds; pour nous, près du berceau comme sur la tombe, s'assied immobile le néant.

« Mais ta vie était alors avec les astres et avec la mer, audacieux enfant de Ligurie, quand au-delà des colonnes d'Hercule, et par-delà les rivages où l'on croyait sur le soir entendre frémir l'onde au plonger du soleil, te confiant aux flots infinis, tu retrouvas le rayon de ce soleil qu'on croyait tombé et le jour qui naît quand pour nous il a disparu. Tout le contraste de la nature fut rompu par toi, et une terre inconnue, immense, servit de trophée de gloire à ton voyage et aux périls de ton retour. Hélas! hélas! le monde mieux connu ne s'accroît point, mais plutôt il diminue, et l'éther résonnant, la féconde terre et la mer paraissent bien plus vastes au tout petit enfant qu'au sage.

« Où sont-ils allés nos songes fortunés qui nous montraient de ce côté l'inconnue retraite d'habitans inconnus, ou bien le lieu d'abri des astres durant le jour, et le lit mystérieux de la jeune Aurore, et le sommeil caché du grand astre durant les nuits? Voilà qu'ils se sont évanouis en un instant, et le monde est figuré sur une carte étroite; voilà que tout devient semblable, et la découverte ne fait qu'accroître le néant. Le vrai à peine touché t'interdit à nous, ô imagination chérie; notre esprit se retire de toi pour toujours; les années viennent nous soustraire à ton premier pouvoir si plein de prodiges, et la consolation de nos chagrins périt.

« Tu naissais cependant aux doux songes, et le premier soleil te donnait en plein dans le regard, ô chantre aimable des armes et des amours... »

Je m'arrête, mais on comprend tout ce que va gagner en poésie et en fraîcheur ce portrait de l'Arioste venant aussitôt après les teintes

sévères de la réalité. Ce beau chant finit par un salut sympathique et un cri ardent vers Alfieri, que Leopardi appelle *Vittorio mio* et auquel il se rattache comme au dernier de la noble race, au seul que ces temps de ruine aient laissé debout. Dans la préface en prose de cette canzone, Leopardi rappelait le mot de Pétrarque : *Ed io son un di quei che 'l pianger giova,* et moi aussi je suis de ceux qui se plaisent à la plainte : « Je ne dirai pas, ajoute-t-il, que la plainte soit ma nature propre, mais une nécessité des temps et de la fortune. »

Et en effet on ne peut douter, rien que d'après ces débuts, de la nature avant tout mâle et antique de Leopardi : elle continuera de se dessiner de plus en plus. Au milieu même de ses plaintes les plus tendres et de ses mélancoliques élégies, la sobriété mettra le cachet; pas une parole n'excédera le sentiment, et le stoïcien invincible se retrouvera au fond, jusque dans les amertumes les plus épanchées. La date de cette canzone à Angelo Mai (1820), était celle également du *Carmagnola* de Manzoni; le drapeau d'une réforme littéraire flottait donc enfin, et toute une jeune milice s'ébranlait à l'entour. L'*Anthologie* de Florence allait s'ouvrir pendant des années à d'honorables et ingénieuses tentatives (1). Plus jeune d'âge que la plupart des hommes de ce premier mouvement, le précoce Leopardi se trouve débuter en même temps qu'eux; il va en ligne avec les Manzoni, les Berchet, et ne vient à la suite de personne : il se lève de son côté, tandis qu'eux marchaient du leur. Le rapprocher de ces hommes éminens, de ces écrivains généreux, marquer les rapports exacts et les différences, conviendrait à des juges mieux informés et plus compétens que nous. Il nous semble que si, par ses audaces et ses rajeunissemens de langage, par son culte de la forme retrouvée, Leopardi appartient à l'école des novateurs, il était du moins le classique par excellence entre les romantiques. Les autres se préoccupaient davantage de l'Allemagne, du moyen-âge et des théories dramatiques : lui, il resserra et poussa uniquement ses efforts dans la haute poésie lyrique, et aussi dans des écrits en prose d'une extrême perfection. Je ne sais si Leopardi rendait toute justice au mouvement italien contemporain, dont il n'était lui-même qu'un des nobles organes, et s'il y reconnaissait autant de signes de parenté avec lui qu'on croit en découvrir à distance, mais je me plais à enregistrer ici le mot de Manzoni sur son talent : « Vous connaissez Leopardi, disait-il vers 1830

(1) Ce recueil littéraire, le meilleur de l'Italie, fut supprimé par un décret du grand-duc au commencement de 1833, après douze années environ d'existence.

à un voyageur, avez-vous lu ses essais de prose? On n'a pas assez fait attention à ce petit volume; comme style, on n'a peut-être rien écrit de mieux dans la prose italienne de nos jours. » La candeur de l'illustre auteur des *Promessi Sposi* se reconnaît en cette parole.

Quant à ses vers, Leopardi se rattachait directement au style des anciens par Alfieri et Parini, et en remontant plus haut. La langue italienne a cela de particulier, d'avoir offert, depuis cinq siècles, plusieurs momens vrais de renaissance; elle le doit à ce qu'à ses débuts elle eut le bonheur de compter des chefs-d'œuvre. Le courant dans l'intervalle peut s'égarer; mais il suffit de se remettre en communication avec les sommets pour retrouver le jet de la source. Après Dante, Pétrarque et Boccace, la langue italienne faiblit; la renaissance grecque et latine l'encombre de débris et semble l'étouffer. Il fallut que Politien avec Laurent de Médicis rouvrît la route à l'Arioste et aux autres grands poètes de ce siècle. Après le Tasse, autre décadence; les concetti abondent et corrompent tout. Des hommes de talent au XVIIIe siècle, Parini, Alfieri et Monti, essayent un retour généreux et sévère; mais la révolution française interrompt et contrarie les efforts; l'invasion implante moins de gallicismes qu'on ne dit, elle nuit pourtant comme toute invasion; il fallut que cette œuvre de Parini et d'Alfieri fût reprise par Manzoni, Leopardi et autres, et elle le fut avec un vrai succès. On ne saurait, en France, comparer ce privilége heureux de l'Italie à nos efforts estimables et incomplets d'archaïsme studieux. Les Grecs avaient Homère à l'horizon, les Italiens ont Dante : voilà des marges immenses. Notre lointain horizon, à nous, ce n'est qu'une ligne assez plate. Nous ne remontons guère par la pratique au-delà de Rabelais ou de Ronsard, et encore que d'efforts et de faux pas pour y arriver! Aussi le siècle de Louis XIV reste aisément, pour l'aspect de la langue, notre bout du monde; la colline est admirable de contour, mais elle est bien prochaine; entre elle et nous il n'y a guère d'espace pour ces évolutions que présente l'Italie, qu'accomplissait la Grèce, que l'Angleterre elle-même se peut librement permettre moyennant son Shakspeare.

Le caractère technique et la qualité des vers de Leopardi seraient à déterminer; il emploie assez volontiers, mais non pas du tout exclusivement, ni même le plus habituellement, les *sciolti :* à quelle école appartiennent les siens? Les critiques italiens en distinguent de deux sortes et comme de deux familles : ceux qui datent de Frugoni, plus fastueux, plus pompeux, plus redondans et colorés, et ceux de Parini, plus sobres, plus châtiés, d'une élégance plus discrète. A la première

espèce on rapporte, comme variétés, les *sciolti* de Cesarotti et ceux même, si perfectionnés, de Monti; dans la seconde se rangent ceux d'Alfieri, de Foscolo, de Manzoni. On me fait remarquer que ceux de Leopardi, en se rattachant à cette dernière école pour la netteté, paraissent avoir gardé de la facilité de l'autre : les connaisseurs diront le degré exact et à quel point ils les jugent bien frappés.

La rime joue d'ailleurs un rôle très savant et compliqué dans les couplets des canzones de Leopardi; elle reparaît de distance en distance et correspond par intervalles calculés, comme pour mettre un frein à toute dispersion. Elle fait bien l'effet de ces vases d'airain artistement placés chez les anciens dans leurs amphithéâtres sonores, et qui renvoyaient à temps la voix aux cadences principales. Qu'il nous suffise de signaler cette science de structure et d'harmonie dans les strophes de Leopardi, en réponse à ceux qui croiraient encore qu'il a dédaigné la rime.

C'est aux environs de l'année 1820, et probablement avant son premier voyage à Rome, que dut s'opérer un changement complet dans les croyances intimes de Leopardi : il passa de la première soumission de son enfance à une incrédulité raisonnée et invincible, qui s'étendait non seulement aux dogmes de la révélation, mais encore aux doctrines dites de la religion naturelle. On a cherché à expliquer par des circonstances accidentelles cette révolution morale dans un homme d'une pensée supérieure et d'une sensibilité exquise, comme si l'esprit humain, quand il s'élève et que l'orage du cœur s'en mêle, avait un si grand nombre de chances entre les solutions. Leopardi, sous plus d'un aspect, semblait primitivement destiné par la nature à la force, à l'action, à la beauté virile : le feu de son regard, son accent vibrant, le timbre pénétrant de sa parole, une sorte de fascination involontaire qui s'exerçait d'elle-même sur ceux qui l'approchaient, et dont la nature a fait l'une des prérogatives du génie, tout semblait le convier à l'expansion de la vie, au charme des relations partagées. Mais de bonne heure son organisation délicate s'altéra, son corps frêle ne réussit point à triompher du travail de la puberté; avant même que sa santé fût totalement perdue, une inégalité d'épaule se prononça, et on a cherché à expliquer en lui par un douloureux ressentiment cette amertume incurable qui se répandit dès-lors sur les objets et qui en toute occasion s'en prenait au sort. Byron a ressenti non moins amèrement un inconvénient beaucoup moindre. On a parlé aussi d'une autre circonstance. L'abbé Gioberti, à qui l'on doit cette justice que, chrétien et prêtre, il n'a jamais parlé de Leopardi qu'en des termes pleins de sympathie

et d'une admiration compatissante (1), a raconté qu'ayant connu le poète à Florence, en 1828, et l'ayant accompagné dans un petit voyage à Recanati, il entendit chemin faisant, de sa bouche, le récit de sa *conversion philosophique*, c'est ainsi que Leopardi la nommait : la première impulsion lui serait venue d'un personnage qu'il admirait beaucoup, littérateur influent par son esprit et par ses ouvrages. Mais, de quelque part que soit arrivée au jeune homme la première provocation au doute et à l'examen, et quand il en aurait reçu l'initiative dans la conversation de quelqu'un de ses amis philosophes, comme Giordani ou tout autre, il faut reconnaître que l'esprit seul de Leopardi fit les frais de cette nouvelle opinion dans laquelle il s'engagea, et qui lui devint aussitôt comme un progrès naturel et nécessaire de sa pensée, un sombre et harmonieux développement de son talent et de sa nature. Nous aurons assez d'occasions d'en étudier les traits et la forme tout originale entre les diverses sortes d'incrédulité et de désespoir.

Cette tournure décisive que prirent les opinions philosophiques de Leopardi, aussi bien que ses exhortations de réveil patriotique, eurent pour effet d'aliéner de lui son père, qu'on dit homme distingué lui-même, écrivain spirituel, mais qui ne pardonna point à son fils d'embrasser une cause contraire. Toute la suite de l'existence du poète en fut entravée et resta sujette à la gêne. Il ne put s'éloigner du gîte natal, qui lui devenait insupportable, sans que les ressources domestiques lui fussent parcimonieusement marchandées, ou même totalement refusées à la fin. Les détails précis qu'on pourrait donner sur certains instans de détresse d'un si noble cœur seraient trop pénibles.

Au mois d'octobre 1822, cédant aux instances de quelques amis, Leopardi quitta pour la première fois Recanati et se rendit à Rome, où ses relations s'étendirent. Il fut chargé de dresser le catalogue des manuscrits grecs de la bibliothèque Barberine. Il fit la connaissance de Niebuhr, qui l'apprécia dignement, et qui essaya même de lui faire donner un emploi par le cardinal Consalvi; mais on n'y consentait qu'à la condition que Leopardi embrasserait la carrière ecclésiastique. Niebuhr essaya encore d'attirer son jeune ami comme professeur à l'université de Berlin. Dans sa seconde édition des vers retrouvés de Me-

(1) Voir le livre intitulé : *Teorica del Sovrannaturale* (1838), page 390. Il y rappelle, à propos de Leopardi, ce beau mot de saint Augustin, au début de ses *Confessions : « Fecisti nos, Domine, ad te, et inquietum est cor nostrum donec requiescat in te*; tu nous as faits pour toi, ô Seigneur, et notre cœur est en proie sans relâche, jusqu'à ce qu'il trouve son repos en toi. »

robaudes, ayant profité de ses observations, il lui a rendu un éclatant hommage (1). En quittant Rome, il le recommanda vivement à M. Bunsen, avec qui le poète noua des relations toujours continuées. Pendant son séjour à Rome, Leopardi inséra dans les *Effemeridi letterarie Romane* de savans articles sur le Philon arménien d'Aucher, sur la *République* de Cicéron publiée par Mai; il donna une grande dissertation critique sur la *Chronique* d'Eusèbe publiée par le même infatigable Mai conjointement avec Zohrab. Ce sont, assure-t-on, les plus importans parmi ses travaux de ce genre; le jugement de Niebuhr nous dispense d'y insister davantage. Ce séjour de Rome fut peu propre d'ailleurs à faire revenir Leopardi de certaines préventions et aversions déjà conçues. A côté des satisfactions fort douces qu'il y recueillit, il ressentit bien des ennuis, bien des gênes, sans parler de celles qui tenaient à sa situation personnelle. Il éprouva, comme Courier, la jalousie et les mauvais tours de certain bibliothécaire (Manzi) qu'il a fustigé sous l'allégorie du *Manzo* (bœuf) dans des sonnets satiriques un peu trop conformes au sujet (2).

En 1824, parut à Bologne le premier recueil de ses *Canzoni*, contenant les trois premières déjà publiées et sept autres inédites. Le poète était retourné de Rome à Recanati, à l'*abborrito e inabitabile Recanati*, comme il l'appelle. Sa santé s'altérant de plus en plus, et

(1) « Parmi les érudits, dit-il à la fin de sa préface, dont les conjectures heureuses m'ont profité, est le comte Jacques Leopardi, que j'annonce à mes concitoyens comme l'un des ornemens actuels de l'Italie, comme l'une de ses futures et de ses plus certaines espérances. » Mais il faut laisser à ce témoignage mémorable l'autorité de son texte tout-à-fait classique : « Comes Jacobus Leopardius, Recanatensis « Picens, quem Italiæ suæ jam nunc conspicuum ornamentum esse, popularibus « meis nuntio; in diesque eum ad majorem claritatem perventurum esse, spondeo : « ego vero, qui candidissimum præclari adolescentis ingenium, non secus quam « egregiam doctrinam, valde diligam, omni ejus honore et incremento lætabor. » (*Merobaudis carminum Reliquiæ;* Bonn, 1824.)

(2) Leopardi parle avec dégoût, dans l'une de ses lettres, de *la infame gelosia de' bibliotecarii, insuperabile a chi non sia interessato a combatterla personalmente.* Quand il énumère les congés de la Vaticane et des autres bibliothèques, qui sont en vacances la moitié de l'année, et qui, le reste du temps, profitent de toutes les fêtes et de tous les saints du calendrier, sans compter deux ou trois jours de clôture régulière par semaine, il me rappelle le conte malin de Boccace imité par La Fontaine. Il semble tout-à-fait que le gouvernement de ce pays applique à la science le *calendrier des vieillards*, de peur qu'elle ne devienne féconde :

On sait qui fut Richard de Quinzica,
Qui mainte fête à sa femme allégua,
Mainte vigile et maint jour fériable...

les études philologiques lui devenant presque impossibles, la douleur et la solitude lui inspirèrent un redoublement de révolte et de plainte; sa poésie en prit un plus haut essor, et son malheur, comme à tant d'autres, fit sa gloire. Il faudrait analyser chacune des canzones nouvelles de ce volume, car chacune a son caractère et ses beautés. Pour les noces de sa sœur Paolina, il compose un épithalame héroïque qui semble destiné à Cornélie : « Tu auras des fils ou malheureux ou lâches : préfère-les malheureux! » — En adressant une sorte de chant pindarique à un jeune homme *vainqueur au ballon* (ces sortes de jeux et de victoires ont beaucoup de solennité en Italie), il passe vite de la félicitation triomphante à un retour douloureux : l'antique palestre était une école de gloire; on courait de l'Alphée et des champs d'Élide à Marathon; mais ici, qu'est-ce? L'éphèbe, vainqueur des jeux, survit à la patrie; il a sa couronne, et elle n'en a plus : « La saison est passée; personne, aujourd'hui, ne s'honore d'une telle mère. Mais pour toi-même, ô jeune homme! élève là-haut ta pensée. A quoi notre vie est-elle bonne, sinon à la mépriser? » — Le chant *au printemps*, où il redemande à la nature renaissante l'âge d'or des fables antiques, développe une pensée que nous avons déjà entendu exprimer au poète au sujet de la découverte de Colomb; il se reprend d'un regret passionné à ces douces illusions évanouies, irréparables :

« Hélas! hélas! puisque les chambres d'Olympe sont vides et que l'aveugle tonnerre, en errant aux flancs des noires nuées et des montagnes, lance à la fois l'épouvante au sein de l'innocent et du coupable, puisque le sol natal, devenu étranger à sa race, ne nourrit que des ames contristées, c'est à toi d'accueillir les plaintes amères et les indignes destinées des mortels, ô belle nature, à toi de rendre à mon esprit l'antique étincelle, si toutefois tu vis, et s'il existe telle chose dans le ciel, si telle chose sur la terre féconde ou au sein des mers, qui soit, oh! non pas compatissante à nos peines, mais au moins spectatrice!

Pietosa no, ma spettatrice almeno! »

— *Le dernier Chant de Sapho*, tout vibrant d'une sauvage âpreté et tout chargé des plus sombres couleurs de l'Érèbe, peut sembler, sous ce masque antique, un cri presque direct de l'ame du poète, à l'une de ces heures où, lui aussi, il fut tenté de lancer sa coupe au ciel et de rejeter l'injure de la vie :

. . . . . Lucemque perosi
Projecere animas. . . . . .

Mais c'est autour de la pièce intitulée *Bruto minore* (*Brutus le jeune*, celui de Philippes), qu'il faut surtout nous arrêter, parce qu'ici est la clé de toute la philosophie négative de Leopardi, le cachet personnel et original de son genre de sensibilité poétique.

La pièce, dans l'édition première (Bologne, 1824), est précédée d'une préface en prose : *Comparaison des pensées de Brutus et de Théophraste à l'article de la mort;* on a eu le tort de supprimer ce morceau capital dans les éditions subséquentes. Brutus, on le sait, près de se percer de son épée, s'écria, selon Dion Cassius : « O misérable vertu, tu n'étais qu'un nom, et je te suivais comme si tu étais une réalité; mais tu obéissais à la fortune. » Et le vieux Théophraste, comblé de jours et d'honneurs, à l'âge de plus de cent ans, interrogé par ses disciples au moment d'expirer, leur répondit par des paroles moins connues, non moins mémorables, et qui revenaient à dire qu'il n'avait suivi qu'une fumée, et qu'il se repentait de la gloire, autant que Brutus de son côté se repentait de la vertu. Or, vertu et gloire, chez les anciens, c'étaient deux noms divers pour désigner à peu près le même objet idéal, but des grandes ames. Aujourd'hui, remarque très bien Leopardi, ces reniemens et, pour ainsi dire, ces apostasies des erreurs magnanimes qui embellissent ou mieux qui composent notre vie, et lui donnent proprement ce qu'elle tient de la vie plutôt que de la mort, ces sortes de paroles sceptiques sont très ordinaires et n'ont plus de quoi surprendre : l'esprit humain, marchant avec les siècles, a découvert la nudité, et comme le squelette des choses; le christianisme a changé le point de vue de la sagesse, et elle consiste à dénoncer à l'homme sa misère plutôt qu'à la recouvrir et à la dissimuler. Mais il n'en était pas ainsi chez les anciens, accoutumés, selon l'enseignement de la nature, à croire que les choses étaient des *réalités* et non des *ombres*, et que la vie humaine était destinée à mieux qu'à la souffrance. Leopardi discute donc, avec une curiosité aussi ingénieuse que pénétrante, le sens et la valeur de ces paroles, alors si étranges, de deux sages. Il agite très longuement celle de Théophraste, plus étrange encore, selon lui, en ce qu'elle semble moins motivée. Quant au cri de Brutus, il le considère volontiers comme le dernier soupir de l'antiquité tout entière, au moment où va expirer l'âge de l'imagination. Brutus meurt le dernier des anciens, et il crie au monde qu'il s'est trompé dans sa noble espérance. A partir de ce jour-là, l'humanité dépouilla sa robe virile et entra dans les années de deuil et de triste expérience. Les sages, éclairés sur la vérité toute nue, durent chercher un autre recours, non plus contre la fortune, mais contre la

vie elle-même. Rejetés de la terre, qui n'était plus tenable, ils émigrèrent ailleurs; ils essayèrent (c'est Leopardi qui parle) des perspectives chrétiennes et de l'autre vie, comme consolation dernière.

Tel est le point de vue de Leopardi, le pôle fixe auquel il rapporte désormais tous ses jugemens et ses sentimens. Il considère Brutus comme le dernier des anciens, mais c'est lui qui l'est. Il est triste comme un ancien venu trop tard. Il n'a pas voulu rendre son épée, et il est près de s'en percer dix fois le jour. Mélancolie haute et généreuse, invincible attitude, fierté muette et indomptable, il y a dans ce désespoir aussi bien des traits d'originalité (1).

Notre âge a compté d'autres poètes et peintres du désespoir : Byron, Shelley, Oberman. Ces trois noms suffiraient pour parcourir une triple variété frappante d'incrédulité, de scepticisme et de spinosisme. Shelley abonde plutôt en ce dernier sens qu'il embellit, qu'il orne et revêt des plus riches couleurs; on a volontiers chez lui l'hymne triomphal de la nature. Oberman, étranger à toute ivresse, promène sur le monde son lent regard gris et désolé. Byron, si capable de retour éclatant vers l'antique, est celui qui a le plus de rapports avec Leopardi; et certes, l'un comme l'autre, ils durent méditer bien souvent ce sublime et désespéré monologue d'Ajax prêt à se tuer, en face de son épée. Mais Leopardi garde en lui, nous le répétons, ce trait distinctif qu'il était né pour être positivement un ancien, un homme de la Grèce héroïque ou de Rome libre, et cela sans déclamation aucune et par la

(1) Dans un article sur les *Études d'Histoire romaine* de M. Mérimée, M. de Rémusat, vengeant les anciens Romains de quelques accusations trop promptes, a dit : « Auprès des vices de Rome, au déclin même des anciennes mœurs, que d'exemples de dignité, d'empire sur soi, de mépris de la souffrance et du danger! Auprès des violences sanglantes de quelques réactions passagères, quel respect habituel pour la vie des citoyens au milieu des luttes de la politique! Il n'était point d'inimitié de parti, point d'accusation capitale, que le plus menacé des hommes ne pût conjurer à temps en s'exilant lui-même, et tel était leur amour pour ce qu'ils appelaient leur dignité, qu'ils ressentaient un voluptueux exil comme un cruel déshonneur, et que, dans une guerre civile, le vaincu qui pouvait aisément sauver sa tête, aimait mieux, sans effort et sans bruit, se faire égorger noblement par un esclave. Il y a, dans la manière de penser et de sentir des anciens, de telles différences dès qu'on les compare à nous, qu'il faut, si l'on ne veut leur faire injustice, les connaître tout entiers. A les juger dans l'ensemble, les Romains n'ont point usurpé cette admiration traditionnelle qui s'attache à leur nom. Nos idées et nos lumières ont pu améliorer l'ordre social, mais je ne sais si les hommes des temps modernes sont meilleurs pour être plus faibles, et les progrès ne sont pas des vertus. » Cette page est un beau commentaire de la manière de sentir de Leopardi.

force même de sa nature. Il croyait que là seulement l'homme avait eu une vue simple des choses, un déploiement heureux et naturel de ses facultés. Il regrettait cette vie publique de l'*agora* et cette existence expansive en face d'une nature généreuse. Il oubliait un peu que Socrate déjà avait dit qu'il était impossible de vaquer aux choses publiques en honnête homme et de s'en tirer sain et sauf, et que Simonide avait déjà déploré amèrement la misère de la race des hommes; ou plutôt il ne l'oubliait pas, mais il croyait qu'à travers ces plaintes et ces écueils inévitables, il y avait lieu, en ces temps-là, de vivre d'une vraie vie, au lieu d'être, comme aujourd'hui, jeté dans le monde des ombres.

Comme il faut pourtant qu'on soit toujours (si peu qu'on en soit) du temps où l'on vit, Leopardi en était par le contraste même, par le point d'appui énergique qu'il y prenait pour s'élancer au dehors et le repousser du pied. Mais de plus lui-même, sans s'en douter, il avait gardé du christianisme en lui; les anciens n'aimaient pas, à ce degré de passion qu'on lui verra, l'*amour* et la *mort;* quelques-unes de ses pièces semblent être d'un Pétrarque incrédule et athée (pardon d'associer ces mots!), mais d'un Pétrarque encore.

Car qu'on ne croie pas que Leopardi était tout entier dans les énergiques et farouches accens dont nous avons déjà cité maint exemple, et dont la paraphrase qu'il donne des paroles de Brutus est chez lui l'expression la plus superbe (1) : on a là le côté, pour ainsi dire, historique de son talent; c'est comme la ruine romaine dans le grand paysage; mais souvent il s'y promène seul, rêveur, et animé d'une mélancolie personnelle, toujours profonde et à la fois aimable. Il publia à Bologne, en 1826, un petit volume pour compléter les *Canzoni*, et qui y fait par le ton un gracieux contraste. Les idylles, les élégies y tien-

(1) En voici la fin : « O caprices du sort! ô espèce fragile! nous sommes la moindre partie des choses; les glèbes teintes de notre sang, les cavernes où hurle l'hôte qui nous déchire, ne sont point troublées de notre désastre, et l'angoisse humaine ne fait point pâlir les étoiles.

« Je ne fais pas appel, en mourant, aux rois sourds de l'Olympe ou du Cocyte, ni à l'indigne terre, ni à la nuit; je ne t'invoque point non plus, dernier rayon dans l'ombre de la mort, ô conscience de l'âge futur! La morne fierté du tombeau se laissa-t-elle jamais apaiser par les pleurs, ou orner par les hommages et les offrandes d'une foule vile? Les temps se précipitent et empirent : c'est à tort que l'on confierait à des neveux gâtés (*a putridi nepoti*) l'honneur des ames fortes et la vengeance suprême des vaincus. Qu'autour de moi le sombre vautour agite en rond ses ailes; que la bête féroce serre sa proie, ou que l'orage entraîne ma dépouille inconnue, et que le vent accueille mon nom et ma mémoire! »

nent la meilleure place. Nous oserons en reproduire quelques-unes en vers, prévenant le lecteur, une fois pour toutes, que nous savons toute l'infériorité de l'imitation, que nous avons par instans paraphrasé plutôt que traduit, et que bien souvent, par exemple, nous avons mis cinq mots là où il n'y en a que trois. Chez Leopardi, je le rappelle, pas un mot inutile n'est accordé ni à la nécessité du rhythme ni à l'entraînement de l'harmonie : la simplicité grecque primitive diffère peu de celle qu'il a gardée et qu'il observe religieusement dans sa forme. Malgré tout, nous croyons avoir mieux réussi de cette façon à donner quelque idée de la muse tendrement sévère (1).

L'INFINI.

J'aimai toujours ce point de colline déserte,
Avec sa haie au bord, qui clôt la vue ouverte,
Et m'empêche d'atteindre à l'extrême horizon.
Je m'assieds : ma pensée a franchi le buisson;
L'espace d'au-delà m'en devient plus immense,
Et le calme profond, et l'infini silence,
Me sont comme un abîme; et mon cœur bien souvent
En frissonne tout bas. Puis, comme aussi le vent
Fait bruit dans le feuillage, à mon gré je ramène
Ce lointain de silence à cette voix prochaine :
Le grand âge éternel m'apparaît, avec lui
Tant de mortes saisons, et celle d'aujourd'hui,
Vague écho. Ma pensée ainsi plonge à la nage,
Et sur ces mers sans fin j'aime jusqu'au naufrage.

LE SOIR DU JOUR DE FÊTE.

Douce et claire est la nuit, sans souffle et sans murmure;
A la cime des toits, aux masses de verdure,
La lune glisse en paix et se pose au gazon,
Et les coteaux blanchis éclairent l'horizon.

(1) L'Allemagne, toujours si au courant, possède, depuis plusieurs années, des traductions en vers du poète. M. Bothe (le savant éditeur d'Homère) en a traduit quelques morceaux, et M. Karl Ludwig Kannegiesser, traducteur du Dante, a également traduit tout le recueil de Leopardi. Puisque j'en suis à ces indications d'outre-Rhin, je noterai aussi un excellent article biographique sur Leopardi, par M. Schulz, dans l'*Italia* (espèce d'almanach allemand rédigé à Rome par des Allemands qui vivent en Italie, année 1840), et des articles de la *Gazette d'Augsbourg* (septembre 1840.)

Déjà meurent les bruits des passans sur les routes;
Les lampes aux balcons s'éteignent presque toutes,
Ma Dame, et vous dormez; car le sommeil est prompt
A qui n'a point d'ennui qui lui charge le front,
Et votre cœur ignore, en sa calme retraite,
Ma blessure profonde et que vous avez faite.
Vous dormez; et je viens, sous l'aiguillon cruel,
A ma fenêtre ouverte, en face du beau ciel,
Saluer cette antique et puissante nature,
Mais qui, pour moi chétif, ne fut jamais que dure :
« Loin de toi l'espérance, enfant, m'a-t-elle dit;
Oui, même ce rayon, l'espoir t'est interdit.
Qu'en aucun temps tes yeux ne brillent que de larmes! »

— Ce jour-ci, qui finit, fut pour vous plein de charmes,
Ma Dame, un heureux jour, de divertissement,
De triomphe; et peut-être encore, en ce moment,
Quelque songe léger vous rend à la pensée
Ceux à qui vous plaisiez dans la foule empressée,
Ceux aussi qui plaisaient... Oh! non pas moi, jamais!
Un souvenir, c'est plus que je ne m'en promets.

Cependant je me dis ce qui me reste à vivre,
Je cherche quand viendra le moment qui délivre,
Et je me jette à terre et j'étouffe mes cris.
Jours affreux à passer sous les printemps fleuris!

Non loin d'ici j'entends à travers la campagne
Quelque chant d'ouvrier atardé, qui regagne
Sa chétive demeure, oublieux et content;
Et j'ai le cœur serré de penser que pourtant
Tout fuit, sans laisser trace; et déjà la semaine
A la fête succède, et le flot nous emmène.
Qu'est devenu le bruit des peuples d'autrefois,
Des antiques Romains et des citoyens-rois?
Tes faisceaux, où sont-ils, colosse militaire,
Dont le fracas couvrait et la mer et la terre?
Tout est paix et silence, et le monde aujourd'hui
Ne s'informe plus d'eux qu'à ses momens d'ennui.

Dans ma première enfance, alors qu'un jour de fête
Nous rend impatiens de l'heure qui s'apprête,
Ou le soir, au sortir du grand jour écoulé,
Tout douloureux déjà, dans mon lit éveillé,

Si quelque chant au loin, gai refrain de jeunesse,
M'arrivait prolongeant sa note d'allégresse,
Et d'échos en échos dans les airs expirait,
Alors comme aujourd'hui tout mon cœur se serrait.

L'ANNIVERSAIRE.

O lune gracieuse, un an déjà s'achève
Qu'ici, je m'en souviens, dans ces lieux où je rêve,
Sur ces mêmes coteaux je venais, plein d'ennui,
Te contempler; et toi, belle comme aujourd'hui,
Tu baignais de tes flots la forêt tout entière.
Mais ton visage, à moi, ne m'offrait sa lumière
Que tremblante, à travers le voile de mes pleurs;
Car ma vie était triste et vouée aux douleurs.
Elle n'a pas changé, lune toujours chérie;
Je souffre; et de mes maux pourtant la rêverie
M'entretient et me plaît; j'aime le compte amer
De mes jours douloureux. Oh! combien nous est cher
Le souvenir présent, en sa douceur obscure,
Du passé, même triste, et du malheur qui dure!

LE PASSEREAU.

Sicut passer solitarius in tecto.

Du haut du toit désert de cette vieille tour
Tu chantes ta chanson, tant que dure le jour,
Passereau solitaire, et ta voix isolée
Erre avec harmonie à travers la vallée.
Dans les airs le printemps étincelle et sourit;
C'est sa fête, et tout cœur, à le voir, s'attendrit.
Il fait bondir la chèvre et mugir la génisse;
Et les oiseaux des bois, sous son rayon propice,
Célèbrent à l'envi leur bonheur le plus vif
Par mille tours joyeux : mais toi, seul et pensif,
Tu vois tout à l'écart, sans te joindre à la bande,
Sans ta part d'allégresse en leur commune offrande;
Tu chantes seulement : ainsi fuit le meilleur,
Le plus beau de l'année et de ta vie en fleur.

Combien, hélas! combien ta façon me ressemble!
Et rire et jeunes ans qui vont si bien ensemble,

Et toi, frère enflammé de la jeunesse, amour,
Délicieux orage au matin d'un beau jour!
D'eux tous mon triste cœur n'a rien qui se soucie,
Ou je les fuis plutôt et d'eux je me défie.
Seul et presque étranger aux lieux où je suis né,
Je passe le printemps qui m'était destiné.
Ce jour dont le déclin fait place à la soirée
Est la fête du bourg, à grand bruit célébrée.
Un son de cloche au loin emplit l'azur profond;
De villas en villas l'arquebuse répond.
La jeunesse du lieu, dans ses atours de fête,
Sort des maisons, s'épand sur les chemins, s'arrête
Regardant, se montrant, doux et flatteur orgueil!
Moi, pendant ce temps-là, je m'en vais comme en deuil
Par ce côté désert, évitant qu'on me voie,
Ajournant à plus tard tout plaisir, toute joie;
Et derrière les monts, dans les airs transparens,
Le soleil m'éblouit de ses rayons mourans,
Et d'un dernier regard il semble aussi me dire
Que l'heureuse jeunesse avec lui se retire.

Pour toi, sauvage oiseau, lorsque le soir viendra
Des jours qu'à vivre encor le ciel t'accordera (1),
Tu ne te plaindrais point, docile à la nature,
Passereau solitaire, et ton secret murmure
N'ira pas regretter la saison du plaisir;
Car c'est le seul instinct qui fait votre désir.
Mais, moi, si je n'obtiens de l'étoile ennemie
D'éviter la vieillesse et sa triste infamie,
Quand ces yeux n'auront plus que dire au cœur d'autrui,
Quand suit tout lendemain plus terne qu'aujourd'hui,
Quand le monde est désert, oh! comment jugerai-je
Alors l'oubli présent, ma perte sacrilége?
J'en aurai repentir, et d'un cri désolé
Je redemanderai ce qui s'en est allé.

Nous aurions pu choisir d'autres pièces encore dans ce même caractère plaintif et passionné : ce sont les sujets familiers et chers à tout poète, premier amour, fuite du temps, perte de la jeunesse, réveil du cœur (*il Risorgimento*), mais relevés ici par une manière particulière de sentir, variations originales sur le thème lyrique éternel.

(1) Il met *le stelle*, les étoiles, et non le *ciel*, dans le sens vulgaire où on l'emploie comme synonyme de *Dieu*.

On voit déjà, par le peu que nous avons cité, que Leopardi a aimé; il a l'air de n'avoir eu que deux amours (ce qui me paraît, en effet, très suffisant), celui qu'il appelle *il primo amore*, d'où l'on peut conclure que ce ne fut pas le seul, et celui de la personne qui chantait si bien et qui mourut, celle du *Songe*, de *la Vie solitaire*, de *Silvia*, des *Souvenirs* (*le Ricordanze*). Le chant de la personne aimée joue un grand rôle dans ces diverses pièces. L'éclair de désir passionné qui se reflète si vivement dans la pièce *à Aspasie* ne mérite pas le nom d'amour. Il résulterait de ces témoignages poétiques que Leopardi n'a connu de ce sentiment orageux que la première, la plus pure, la plus douloureuse moitié, mais aussi la plus divine, et qu'il n'a jamais été mis à l'épreuve d'un entier bonheur. Mais ce ne sont là que des conjectures sur le coin le plus mystérieux de ce noble cœur.

Leopardi partagea entre Milan et Bologne les années 1825-1826. Obligé, par la sévérité de son père, de demander secours à sa plume, il publia une édition des vers de Pétrarque avec commentaires (Milan, 1826); puis une *Chrestomathie* italienne, ou choix des meilleurs auteurs, vers et prose (2 vol., Milan 1827-1828). Les lecteurs de Pétrarque ne sauraient désirer un meilleur guide dans les mille sentiers du charmant labyrinthe; il s'y moque finement, à la rencontre, du commun des lettrés italiens qui ne remontaient si haut ni si avant. J'ai omis de dire que l'édition de ses poésies de Bologne (1824) était accompagnée d'un commentaire grammatical de sa façon, dans lequel il se défendait contre les mêmes lettrés prétendus puristes. Ce commentaire affecte un ton de plaisanterie assez opposé d'ailleurs à son caractère, et n'a été écrit qu'en vue de la circonstance, pour faire niche à quelques pédans, à qui il se plaît à en remontrer en fait de *classique*.

De 1826 à 1831, Leopardi passa la plus grande partie de son temps à Florence, sauf un voyage qu'il fit à Recanati. Participant à la rédaction de l'*Anthologie*, entouré d'une société d'élite et d'amis déjà éprouvés (Capponi, Pucci, etc.), il y aurait trouvé quelque bonheur sans doute, si ses infirmités n'avaient augmenté de jour en jour. Il recueillit et publia, en 1827, ses *Essais de morale* (*Operette morali*, Milan), dont la plupart avaient précédemment paru dans divers journaux; c'est le livre de prose auquel Manzoni décerne un si bel éloge. Leopardi, tout en y étant fidèle à lui-même, nous y apparaît sous un nouveau jour : le grand moraliste, que recèle tout grand poète, se déclare ici et se développe en liberté sous vingt formes ingénieuses et piquantes. On peut trouver que, pour le cadre, l'auteur s'est souvenu

des *Dialogues* du Tasse, et il le met effectivement en scène dans l'un des siens. Quant au fond, il ne relève que de lui-même et se classe, par la profonde et amère ironie, à côté de Lucien, de Swift et de Voltaire. Nous nous sommes souvenu, en plus d'un endroit, des *Contes philosophiques* et de *Candide;* mais Leopardi ne s'en souvenait pas; il est plus sérieux que Voltaire, alors même qu'il plaisante, et puis il va jusqu'au bout. On peut dire que le déisme de Voltaire est une inconséquence et souvent une dérision de plus. Leopardi a le malheur d'habiter en un scepticisme sans limites, et sa sincérité, lorsqu'il écrit, n'en suppose aucunes. Il a rang parmi le petit nombre de ceux qui ont le plus pénétré et retourné en tout sens l'illusion humaine. Un des dialogues les plus originaux et les plus frappans est celui de Ruysch et de ses momies. Ce grand anatomiste se trouve une nuit éveillé par le bruit des morts de son cabinet qui se sont remis à vivre, qui dansent en ronde et chantent en chœur une hymne à leur grande patronne la mort : c'est par cette hymne en vers que le dialogue commence. Ruysch éveillé regarde à travers les fentes de la porte, et a un moment de sueur froide malgré toute sa philosophie; il entre pourtant : « Mes enfans, à quel jeu jouez-vous? ne vous souvenez-vous plus que vous êtes des morts? que signifie tout ce tintamarre? Serait-ce par hasard la visite du czar (1) qui vous aurait monté la tête, et croyez-vous n'être plus soumis aux mêmes lois qu'auparavant?... » Et l'un des morts lui apprend que ce réveillon ne tire pas à conséquence, que c'est la première célébration de la grande année mathématique qui s'accomplit en ce moment, et que les morts n'en ont plus de ce rare sabbat périodique que pour un quart d'heure. — Ruysch en profite pour les interroger sur tant de choses qu'ils doivent savoir mieux que les vivans; et le quart d'heure est bientôt passé, même un peu trop vite pour le philosophe et avant qu'il ait obtenu toutes les réponses satisfaisantes (2). — Dans le dialogue intitulé *Parini ou de la Gloire*, Leopardi met dans la bouche du sage poète Parini, sous forme de conseils à un jeune homme, ses propres réflexions, qui sont comme le développement des paroles de l'antique Théophraste. Mais, après avoir touché une à une toutes les vanités, tous les caprices de

(1) Pierre-le-Grand, dans son séjour en Hollande, avait visité le cabinet de Ruysch.

(2) Ce dialogue, ainsi que celui *de la Nature et d'un Islandais* et aussi *la Gageure de Prométhée,* ont été traduits en français par M. de Sinner et insérés dans *le Siècle,* recueil périodique dirigé par M. Artaud (1833, tomes I et II); ils furent alors trop peu remarqués.

la gloire, l'avoir poussée et harcelée en ses derniers retranchemens, Parini n'en conclut pas moins qu'il faut suivre sa vocation d'écrivain quand elle est telle, et obéir coûte que coûte à son destin, avec une ame forte et grande (1). Ce petit traité fait songer à celui de Cicéron *sur la gloire*, qu'on a perdu; il en est la réfutation subsistante.—Sous le titre des *Dits mémorables de Philippe Ottonieri*, Leopardi nous donne son propre portrait en Socrate, ses propres maximes pratiques; c'est là encore qu'on sent à chaque mot un *ancien* né trop tard et dépaysé. Le tout se résume dans cette épitaphe composée par Ottonieri pour lui-même :

LES OS
DE PHILIPPE OTTONIERI,
NÉ POUR LES ŒUVRES DE VERTU
ET POUR LA GLOIRE :
IL A VÉCU OISIF ET INUTILE;
IL EST MORT SANS RENOM,
NON PAS SANS AVOIR CONNU
SA NATURE ET SA
FORTUNE.

Le caractère de l'ironie socratique n'a jamais été mieux analysé et défini qu'au début de ce dialogue, digne d'être lu après Platon.

Comme je n'ai pas la prétention d'enregistrer au complet tous les écrits de Leopardi, je note seulement, au nombre de ses derniers travaux qui tiennent encore à la philologie, sa traduction de la chronique grecque précédemment indiquée (*Martyre des saints Pères du mont Sinaï*), en style *trécentiste*, qu'il publia en 1826; et peu après, en 1827, la traduction qu'il donna d'un discours de *Gémiste Pleton*, grand orateur et, qui plus est, penseur du Bas-Empire, venu trop tard ou trop tôt, et avec lequel il pouvait se sentir de certaines affinités. Vers 1830, la santé de Leopardi, âgé seulement de trente-deux ans, était tellement perdue qu'elle ne lui permettait que de rares instans d'application. Une édition de ses poésies, qui parut alors à Florence, était précédée de cette préface si touchante et si lamentable :

« Florence, 15 décembre 1830.

« MES CHERS AMIS,

« C'est à vous que je dédie ce livre, où je cherchais, comme on le cherche souvent par la poésie, à consacrer ma douleur, et par lequel à présent (et

(1) Parlant ailleurs de la gloire, à la fin de son *Épître au comte Pepoli*, Leopardi l'appelle « non pourtant une vaine déesse, mais une déesse plus aveugle que la fortune, que le destin et que l'amour. »

je ne puis le dire sans larmes) je prends congé des lettres et de l'étude. J'avais espéré que ces chères études soutiendraient un jour ma vieillesse, et je croyais, après la perte de tous les autres plaisirs, de tous les autres biens de l'enfance et de la jeunesse, en avoir acquis un du moins qu'aucune force, qu'aucun malheur ne me pourrait enlever; mais j'avais vingt ans à peine quand, par suite de cette maladie de nerfs et de viscères, qui me prive de l'usage de la vie et ne me donne même pas l'espérance de la mort, ce cher et unique bien de l'étude fut réduit pour moi à moins de moitié; depuis lors, et deux ans avant l'âge de trente ans, il m'a été enlevé tout entier, et sans doute pour toujours. Car, vous le savez, je n'ai pu lire moi-même ces pages que je vous offre, et il m'a fallu pour les corriger me servir des yeux et de la main d'autrui. Je ne sais plus me plaindre, mes chers amis; la conscience que j'ai de la grandeur de mon infortune ne comporte pas l'usage des paroles. J'ai tout perdu; je suis un tronc qui sent et qui pâtit. Sinon que, pour consolation en ces derniers temps, j'ai acquis des amis tels que vous; et votre compagnie qui me tient lieu de l'étude, et de tout plaisir et de toute espérance, serait presque une compensation à mes maux, si la maladie me permettait d'en jouir comme je le voudrais, et si je ne prévoyais que bientôt peut-être ma fortune va m'en priver encore, en me forçant à consumer les années qui me restent, sevré des douceurs de la société, en un lieu beaucoup mieux habité par les morts que par les vivans; votre amitié me suivra toutefois, et peut-être la conserverai-je même après que mon corps, qui déjà ne vit plus, sera devenu poussière. Adieu.

« Votre LEOPARDI. »

Qui ne serait touché de la sensibilité profonde qui s'exhale en cette espèce de testament du poète? Elle ne cessa d'animer jusqu'au dernier soupir les accens de Leopardi. Oserai-je exprimer ici une manière d'interprétation que me suggère ce mélange, ce contraste en lui d'incrédulité orgueilleuse et d'épanchement affectueux? Il semble que, lorsqu'on se met en rapport par la croyance, par la confiance, par la prière (et encore mieux selon les rites sacrés, qui sont comme des canaux établis), avec la grande ame du monde, on trouve appui, accord, apaisement. Que si la créature humaine s'en détache au contraire et ne trouve pas de raison suffisante pour croire et pour espérer, comme, à la rigueur, elle en a peut-être le droit, car les preuves de raisonnement laissent à désirer, elle en est à l'instant punie par je ne sais quoi d'aride et de désolé. Mais, lorsqu'elle est noble et généreuse, elle trouve une amère consolation dans le sentiment même de sa lutte sans espoir et de sa stoïque résistance au sein des choses. Que si, de plus, elle est tendre, elle a pourtant besoin de chercher autour d'elle des équivalens. Leopardi, qui ne croyait plus à Dieu, se mit à croire d'au-

tant plus tendrement et pieusement à l'amitié dans tous ses sacrifices et ses délicatesses. Ainsi l'ame humaine en détresse se donne le change.

A partir de 1830, nous avons un témoignage direct et continu de ses pensées et de ses souffrances dans une correspondance familière et tout intime. M. de Sinner vit en 1830 Leopardi à Florence; l'érudition fit le premier lien, mais d'autres convenances plus précieuses s'y joignirent. Leopardi, gagné à une entière estime et amitié, confia, en octobre 1830, tous ses manuscrits philologiques à M. de Sinner, qui ne cessa depuis lors d'en faire le plus libéral usage, les extrayant, les communiquant aux savans d'Allemagne qu'il savait occupés des mêmes matières, et pourvoyant en toute occasion à la gloire de son ami (1). Durant les six années qui suivirent (1831-1837), une correspondance aussi fréquente que le permettait l'état de santé de Leopardi se continua entre eux. Après un court séjour à Rome (1831-1832) et un retour passager à Florence, Leopardi était allé s'établir à Naples en 1834, déterminé par un ami dont le nom restera désormais inséparable du sien. Antonio Ranieri, écrivain distingué lui-même, auteur d'une *Histoire du Royaume de Naples*, avait connu pour la première fois Leopardi à Florence, le 29 juin 1827, *jour anniversaire de la naissance* du poète (l'amitié aussi, dans les cœurs passionnés, a ses dates mémorables); il fut saisi aussitôt de ce je ne sais quoi d'attrayant qu'exerçait cette nature douloureuse et puissante; après quelques absences, Pylade rejoignit son Oreste, il s'attacha à lui dès novembre 1830, pour ne le plus quitter jusqu'à la mort : « Ranieri, écrivait Léopardi, que la foudre seule de Jupiter pourrait arracher d'auprès de moi; *col quale io vivo, e che solo il fulmine di Giove potrebbe dividere dal mio fianco.* » Nous donnerons deux ou trois passages de cette correspondance avec M. de Sinner; elle est d'ordinaire en italien, et je traduis.

« De Rome, 24 décembre 1831.

« Je retournerai certainement à Florence à la fin de l'hiver pour y rester autant que me le permettront mes faibles ressources déjà près de s'épuiser :

(1) Un jour qu'après tous ces usages à peu près épuisés, M. de Sinner avait exprimé la pensée de renvoyer le dépôt confié, Leopardi lui répondait : « *Les fleuves retourneront à leurs sources* avant que je retrouve la vigueur nécessaire pour les études philologiques, et, quand ce miracle arriverait, mes paperasses, en revenant de vos mains aux miennes, ne feraient que perdre..... *Prima i fiumi torneranno alle fonti*, etc. »

lorsqu'elles viendront à manquer, le détestable et inhabitable Recanati m'attend, si je n'ai pas le courage (que j'espère bien avoir) de prendre le seul parti raisonnable et viril qui me reste (1)...

« Vous attendez peut-être que je vous dise quelque chose de la philologie romaine. Mais ma santé ici a été jusqu'à présent si mauvaise que je ne puis vous donner aucune information satisfaisante à ce sujet, étant obligé de garder presque toujours la maison. Il est bien vrai que j'ai souvent l'honneur de recevoir des visites littéraires; mais elles ne sont pas du tout philologiques, et en général on peut dire que, si l'on sait ici un peu plus de latin que dans la haute Italie, le grec est presque ignoré et la philologie presque entièrement abandonnée en faveur de l'archéologie. Comment celle-ci peut-elle se cultiver avec succès sans une profonde connaissance des langues savantes? je vous le laisse à penser. Il ne se trouve pas cette année à Rome de philologues étrangers de réputation. Je vois assez souvent le bon ministre de Prusse, le chevalier Bunsen, qui était ami du pauvre Niebuhr; il réunit toutes les semaines chez lui une société de savans, dont je n'ai pu encore profiter à cause de ma santé et de la distance où il demeure... »

Mais voici un passage curieux, dans lequel, à l'occasion d'un article sur lui qu'avait inséré un journal de Stutgard, *l'Hesperus*, Leopardi, au beau milieu d'une lettre écrite en italien, s'exprime tout d'un coup en français, comme pour rendre plus nettement sa pensée et pour adresser sa profession de foi à plus de monde. Je laisse subsister les deux premières lignes en italien comme elles sont :

(Florence, 24 mai 1832.)

« Ho ricevuto i fogli dell' *Hesperus*, dei quali vi ringrazio carissimamente. Voi dite benissimo ch' egli è assurdo l'attribuire ai miei scritti una tendenza religiosa. Quels que soient mes malheurs, qu'on a jugé à propos d'étaler et que peut-être on a un peu exagérés dans ce journal, j'ai eu assez de courage pour ne pas chercher à en diminuer le poids ni par de frivoles espérances d'une prétendue félicité future et inconnue, ni par une lâche résignation. Mes sentimens envers la destinée ont été et sont toujours ceux que j'ai exprimés dans *Bruto minore*. Ç'a été par suite de ce même courage, qu'étant amené par mes recherches à une philosophie désespérante, je n'ai pas hésité à l'embrasser toute entière; tandis que, de l'autre côté, ce n'a été que par effet de la lâcheté des hommes, qui ont besoin d'être persuadés du mérite de l'existence, que l'on a voulu considérer mes opinions philosophiques comme le résultat de mes souffrances particulières, et que l'on s'obstine

(1) On devine trop quel est ce parti.

à attribuer à mes circonstances matérielles ce qu'on ne doit qu'à mon entendement. Avant de mourir, je vais protester contre cette invention de la faiblesse et de la vulgarité, et prier mes lecteurs de s'attacher à détruire mes observations et mes raisonnemens plutôt que d'accuser mes maladies. »

J'ajoute, avant de donner le commentaire, cette autre phrase d'une lettre écrite de la campagne près de Naples (22 décembre 1836), et qui touche dans un sentiment plus doux et avec délicatesse cette idée de la vie d'au-delà; cette fois je traduis :

« Adieu, mon excellent ami, j'éprouve un continuel et bien vif désir de vous embrasser, mais comment et où le pourrai-je satisfaire? Je crains fort que ce ne soit seulement κατ' ἀσφοδελὸν λειμῶνα (le long de la prairie d'Asphodèle) (1). Ranieri vous honore et vous salue de toutes ses forces. Parlez-moi de vos études et aimez-moi toujours; adieu de tout cœur. »

Ainsi, cette fois, à l'ami qu'il aurait voulu revoir et qu'il désespérait d'embrasser encore, Leopardi ne disait pas tout-à-fait *non*, et il lui donnait rendez-vous avec un sourire attendri et presque avec un *peut-être* d'espérance, parmi ces antiques ombres homériques de la *prairie d'Asphodèle.* — Quant au passage décisif et qui concerne sa profession de foi, il se rattache de près à la pièce lyrique qui peut sembler la plus belle du poète, et qu'on dirait avoir été composée à la suite de cette lettre irritée : je veux parler de son chant intitulé *l'Amour et la Mort*, dans lequel le ton le plus mâle s'unit à la grace la plus exquise. Il faut désespérer de faire comprendre un tel chef-d'œuvre autre part que dans l'original; qu'on me pardonne de l'avoir osé traduire et légèrement paraphraser, et qu'on devine, s'il se peut, à travers le plâtre et la terre de la copie, la fermeté primitive et tout le brillant du marbre.

L'AMOUR ET LA MORT.

Celui qu'aiment les Dieux meurt jeune.
MÉNANDRE.

Frère et sœur à la fois, naquirent fils du Sort,
Éclos le même jour, et l'Amour et la Mort.
Le monde ni le ciel n'ont vu choses si belles :
De l'un naît tout le bien aux natures mortelles,

(1) *Odyssée*, livre XI.

Et le plus grand plaisir, ici-bas départi,
Sur ce vaste océan d'où chaque être est sorti.
L'autre à son tour fait taire, apaise en souveraine
Tout mal, toute douleur, si vive qu'elle prenne.
C'est une enfant très belle, et non point telle à voir
Que de lâches effrois la veulent concevoir :
L'enfant Amour souvent l'accompagne et l'emmène;
Ils volent de concert sur cette route humaine,
Portant à tout cœur sage allégeance et confort.
Et cœur ne fut jamais plus sage ni plus fort
Qu'atteint d'amour : jamais mieux qu'alors il ne prise
La vie à son vrai taux, et souvent il la brise;
Car, partout où l'Amour se fait maître et seigneur,
Le courage s'implante ou renaît plein d'honneur,
Et la sagesse alors, non celle qu'on renomme,
Mais celle d'action, devient aisée à l'homme.

Lorsque nouvellement au sein d'un cœur profond
Naît un germe d'amour, du même instant, au fond,
Chargé d'une fatigue insinuante et tendre
Un désir de mourir tout bas se fait entendre.
Comment? je ne sais trop; mais telle est, en effet,
D'amour puissant et vrai la marque et le bienfait.
Peut-être que d'abord le regard s'épouvante
Du désert d'alentour où l'amie est absente;
Peut-être que l'amant n'a plus devant les yeux
Qu'un monde inhabitable et qu'un jour odieux,
S'il n'atteint l'objet seul, l'idéal de son rêve :
Mais, déjà pressentant l'orage qui s'élève,
L'orage de son cœur, il tend les bras au port,
Avant que le désir ne rugisse plus fort.

Puis, quand le rude maître a pris en plein sa proie,
Quand l'invincible éclair se déchaîne et foudroie,
Combien, ô Mort, combien, au pire du tourment,
Monte vers toi le cri du malheureux amant!
Combien de fois, le soir ou plus tard à l'aurore,
Laissant tomber son front que la veille dévore,
Il s'est dit bienheureux, si du brûlant chevet
Jamais dès-lors, jamais il ne se relevait,
Et ne rouvrait les yeux à l'amère lumière!
Et souvent, aux accens de la cloche dernière,
Aux funèbres échos de l'hymne qui conduit

Les morts sans souvenir à l'éternelle nuit,
Avec d'ardens soupirs et d'un élan sincère
Il envia celui que le sépulcre enserre.

Même l'homme du peuple, et le moindre garçon
A qui certes jamais Zénon ne fit leçon,
Même la jeune fille, humble enfant qui s'ignore,
Qui se sentait dresser les cheveux hier encore
Au seul mot de mourir, tout d'un coup enhardis,
Ils vont oser régler ces apprêts si maudits,
Méditer longuement, d'un œil plein de constance,
Le poison ou le fer, leur unique assistance;
Et dans un cœur inculte, et du reste ignorant,
La grace de la mort à la fin se comprend :
Tant cette grace est vraie, et tant la discipline
De l'amour, vers la mort, doucement nous incline!
Souvent, lorsqu'à l'excès le soupir enflammé
Ne laisse plus de souffle au mortel consumé,
Ou bien le frêle corps, mourant de ce qu'il aime,
Sous l'effort du dedans se dissout de lui-même;
Et la Mort, par son frère, en ce cas-là prévaut;
Ou bien l'Amour au fond redouble tant l'assaut,
Que, n'y pouvant tenir et fatigués d'attendre,
Le simple villageois, la jeune fille tendre,
D'une énergique main, jettent leurs nœuds brisés,
Et couchent au tombeau leurs membres reposés.
Le monde en rit, n'y voit que démence ou faiblesse,
Le monde à qui le ciel fasse paix et vieillesse!

Mais aux bons, aux fervens, aux mortels généreux,
Puisse en partage échoir l'un ou l'autre des deux,
Amour ou Mort, seigneurs du terrestre domaine,
O les plus vrais amis de la famille humaine,
Que nul pouvoir n'égale ou prochain ou lointain,
Et qui dans l'univers ne cédez qu'au Destin!
Et toi qu'enfant déjà j'honorais si présente,
Belle Mort, ici-bas seule compatissante
A nos tristes ennuis, si jamais je tentai
Aux vulgaires affronts d'arracher ta beauté
Et de venger l'éclat de ta pâleur divine,
Ne tarde plus, descends, et que ton front s'incline
En faveur de ces vœux trop inaccoutumés!
Je souffre et je suis las, endors mes yeux calmés,

Souveraine du temps. A quelque heure fidèle
Qu'il te plaise venir m'enfermer dans ton aile,
Sois certaine de moi : toujours fier et debout,
Résistant au Destin et luttant malgré tout,
Refusant de bénir le dur fouet dont je saigne
Et de flatter la main qui dans mon sang se baigne,
Comme fit de tout temps le vil troupeau mortel,
Sois-en certaine, ô Mort, tu me trouveras tel;
Et rejetant encor toute espérance folle,
Tout leurre où, vieil enfant, le monde se console;
Comptant sur toi, toi seule, et pour mon ciel d'azur
N'attendant que le jour impérissable et sûr
Où je reposerai ma fatigue endormie
Sur ton sein virginal, ô la plus chaste amie!

Il me semble qu'après de tels témoignages Leopardi n'a plus qu'à mourir. Il traînait à Naples ses dernières années, séquestré du monde et de toute communication active avec le dehors, gêné par la censure locale dans les éditions définitives qu'il voulait publier de ses écrits, mais entouré des tendres soins de son fidèle Ranieri, et consolé aussi par quelques visites passagères, telles que celles du noble poète allemand Platen, qui s'en allait mourir en Sicile vers ce même temps. Je ne fais qu'indiquer un dernier poème en octaves : *Paralipomeni della Batracomiomachia di Omero* (la suite de la Batrachomyomachie d'Homère), espèce de composition satyrico-politique à laquelle s'amusait le malade à ses heures de relâche, et qu'il a menée à fin. Cette veine-là nous plaît moins chez Leopardi; elle nous est d'ailleurs peu accessible par la difficulté d'entendre ces sortes d'allusions. Nous nous tenons en ce genre à sa pièce adressée à Capponi sous le titre de *Palinodie*, dans laquelle il se moque très agréablement de notre progrès proclamé par les journaux et de notre âge d'or industriel. Cependant le choléra avait fait invasion à Naples; Ranieri devait emmener son ami à la campagne, à Portici : au moment du départ, le 14 juin 1837, à cinq heures de l'après-midi, le malade expira subitement, non point du choléra, mais d'une hydropisie de poitrine arrivée à son dernier période. Il n'était âgé que de trente-neuf ans moins quinze jours. Quelques heures avant sa mort, sur la demande d'un ami, il avait écrit quelques vers dans le goût de Simonide ou de Mimnerme, et dont voici le sens : « Mais la vie mortelle, depuis que la belle jeunesse a disparu, ne se colore plus jamais d'une autre lumière ni d'une autre au-

rore; elle est veuve jusqu'à la fin, et, à cette nuit qui obscurcit tous les autres âges, les Dieux n'ont mis pour terme que le tombeau. » — Par les soins de son admirable ami, au milieu de toutes les difficultés d'une ville comme Naples livrée au choléra, il fut transporté dans la petite église de San Vitale, hors de la grotte du Pausilype, et là, dans ces beaux lieux où *cesse la douleur*, il repose non loin de Sannazar et de Virgile. Depuis ce temps, Ranieri prépare l'édition complète des œuvres, qui a subi tous les retards ordinaires en ces contrées de lenteur et d'entraves; mais nous espérons que l'entreprise pieuse aura son issue (1).

Que si, nous-même, il nous a été possible en ce moment de payer un tribut, bien tardif, à la mémoire d'un si grand esprit, d'un si vrai poète, nous le devons à cet autre ami de Leopardi, déjà cité plus d'une fois, et qui nous en a donné l'idée en même temps que le secours; si nous avons eu l'honneur de *verser un tombeau*, comme disaient les Grecs, sur cette noble victime du sort, il ne serait que juste d'inscrire sur la petite colonne du monument le nom de M. de Sinner autant que le nôtre.

SAINTE-BEUVE.

(1) Indépendamment de deux ou trois *Dialogues* inédits où figurent Straton de Lampsaque, Copernic, etc., on a lieu de désirer vivement un volume inédit de *Pensées* sur les caractères des hommes et sur leur conduite dans la société.

ELLEN MIDDLETON

BY LADY GEORGIANA FULLERTON.[1]

Cette œuvre nouvelle est curieuse, en ce qu'elle émane d'une situation morale exceptionnelle et d'un état de mœurs particulier aux classes supérieures de l'Angleterre. Tout y est subtil et exalté; rien n'y est faux. La religion y devient poésie, la poésie métaphysique, la souffrance de l'ame dépasse, domine et entraîne la souffrance du corps, la délicatesse s'y raffine jusqu'à l'extrême, et le scrupule s'y exagère jusqu'au supplice. Si l'on passe sans transition des nouveaux romans américains à une telle œuvre, on aura franchi tout le diamètre qui sépare l'excessive brutalité démocratique des derniers raffinemens d'une aristocratie vieillie et usée dans le luxe, le pouvoir et la conscience de sa force.

Nous sommes dans un de ces comtés de l'Angleterre où la main de l'homme adoucit et fait valoir, par une culture assidue de quinze siècles, les aspects et les graces sauvages de la nature. Là vivait, entre 1820 et 1830, une famille riche et considérée. Le manoir habité par elle ne pouvait être cité comme un modèle de goût; toutes les époques de l'histoire anglaise avaient contribué à cette étrange architec-

(1) 3 vol. post-octavo, Londres, 1844; Paris, chez Galignani, rue Vivienne.

ture; l'art gothique en avait évidé les pierres les plus antiques; la lourde copie des colonnades du Parthénon s'était installée sur les degrés du péristyle, bâti vers la fin du XVIIIe siècle, et l'on y admirait çà et là les féeries de la renaissance, mêlées aux traces du goût hasardé qui régna sous Élizabeth. Tant d'incohérence ne déplaisait pas; tout était si bien conservé, les rides des vieilles sculptures étaient si nettes et si propres, la variété même des ornemens offrait une si piquante originalité, que l'on s'arrêtait rêveur; on s'étonnait d'aimer ce mélange baroque de toutes les époques et de tous les styles. Le calme d'une vie réglée et élégante, héréditaire chez les générations représentées par ces générations de pierres neuves et vermoulues, les traces d'un ordre constant, jointes à l'imprévu et au caprice de l'ensemble, éveillaient à la fois les deux sentimens les plus charmans pour les ames délicates, le sentiment de l'ordre moral et celui de la grace poétique.

C'est là, dans ce manoir, que l'auteur du nouveau roman anglais dont nous avons à parler, livre remarquable à plusieurs égards, a placé la scène de sa touchante histoire. Elle a ému Londres tout récemment, et ce n'est pas là un honneur médiocre, au milieu de tant de créations que l'industrie nouvelle met en vogue, et dans une stagnation aussi complète de la curiosité intellectuelle. L'auteur est une femme du monde et du plus grand monde, lady Fullerton, une des filles de lord Granville, l'ancien ambassadeur en France; les genres de mérite spécial ainsi que les fautes du livre s'expliquent aisément par cette origine élevée. On gravit, en le lisant, les hauteurs poétiques et même mystiques de ce monde réservé; ce qui est charmant, c'est que, malgré la hauteur, on y respire une atmosphère d'émotion féminine puissante et vraie, toute déliée qu'elle soit.

Nous voudrions traiter ce livre comme il le mérite, et nous mettrons un moment de côté les instrumens ordinaires de la critique, — nous déposerons le microscope, le scalpel, les balances esthétiques. En fait d'œuvres qui s'adressent directement à l'émotion, le mieux est de respirer la fleur avant d'en effeuiller la corolle, de suivre le cours du récit, de vivre avec les personnages, et de se laisser attendrir ou échauffer de leurs passions. Quelquefois, en redisant cette histoire, il faudra bien expliquer un peu les détails de mœurs que lady Fullerton n'a pas éclairés d'une lumière vive, ou creuser des caractères qui sont restés à l'état d'ébauche sous sa douce main de femme du monde, ou mettre en relief les secrètes combinaisons qui ont présidé à son travail; mais, en définitive, nous serons très fidèle au fonds

des idées et au récit de l'auteur. Essayons avant tout d'en indiquer les sources diverses et étrangères à nos mœurs.

C'est un roman sentimental et surtout religieux. Comme le dit ce bon évêque de Bellay, qui n'a pas écrit moins de deux cents romans religieux, « il n'est pas défendu, ains il est légitime, de mesler les honnestes esbattemens aux saintes pensées et de tempérer par le crystal aganippide l'amertume des eaux salutaires de Siloë : » cela veut dire tout simplement que la fiction, l'apologue et le roman bien employés peuvent légitimement venir en aide au sermon et à l'homélie. Les pères jésuites ont poussé cette licence au-delà des raisonnables bornes; saint Bonaventure et saint Borromée, avant eux, avaient donné l'exemple modéré de cette méthode : instruire les hommes par des récits agréable. Même les calvinistes austères possèdent un chef-d'œuvre dans ce genre, *le Pèlerin voyageur à travers le Monde* (*Pilgrim's progress*), par Bunyan, la dernière allégorie mystique que le moyen-âge ait léguée aux siècles qui le suivirent. Cette épopée en prose, qui compte « six cent cinquante-deux » éditions et traductions dans toutes les langues du Nord, mériterait d'être comparée à l'épopée catholique de Dante; c'est l'œuvre d'un chaudronnier, qui l'écrivait en prison; jamais le style anglais, même sous la plume de Swift, n'a déployé plus de vigueur, de simplicité, de concentration. Bientôt la fiction religieuse passa des mains du chaudronnier Bunyan à celles de Daniel de Foë et de Richardson; vers la fin du XVIIIe siècle, elle devint en Angleterre le partage à peu près exclusif des femmes-auteurs : les *spinsters*, vieilles filles, y excellèrent. Ce fut un mélange de pruderie, de dévotion, de coquetterie, de politique mondaine, de prétention et d'hypocrisie, pour lequel j'ai peu de goût; miss Edgeworth s'en tira mieux que personne, et c'est la seule préceptrice de ce genre qui me paraisse digne ou d'éloge ou de pardon. Quant à la célèbre Hannah Moore, amie de Samuel Johnson, peu d'esprit, un style lâche, une invention stérile, un rabâchage éternel, constituent les mérites de son style; c'est pis encore quant au fond. Sa morale est celle des apparences, dont on fait bientôt la morale de l'hypocrisie, et de l'utilité personnelle, qui se transforme vite en égoïsme. Dans les derniers temps, le roman religieux s'est confondu avec le roman fashionable; cette phase littéraire, qui n'a pas été observée, tient, comme il arrive toujours, à des changemens graves survenus dans les mœurs.

L'alliance du calvinisme et de l'aristocratie est chose assez récente : entre l'une et l'autre, aucune ressemblance originelle ne se trouve. Le dogme de Calvin, fondamentalement populaire et même républicain,

n'a commencé à s'infiltrer dans les classes élevées d'Angleterre que depuis environ un siècle. Tailleurs, maçons, marchands de vin et apprentis composaient l'avant-garde de Cromwell. Toute la cour de Charles II se moquait du calvinisme; celle de Charles Ier penchait vers la foi catholique. On lit dans le rapport d'un nonce italien fort spirituel, qui s'appelait Panzani : « Presque tous les grands seigneurs anglais sont catholiques, sinon de profession, au moins de cœur et d'ame. »

Après la chute définitive de l'absolutisme et du génie catholique en Angleterre, le premier écrivain qui tenta la réconciliation de la sévérité calviniste et de l'élégance des mœurs fut Addison; son style ingénieux, son agréable causerie, n'auraient pas suffi à lui assurer la place élevée qu'il occupe, s'il n'eût exercé une véritable influence politique; promoteur et expression d'une civilisation mixte et nouvelle, grace à lui, on a pu se croire autorisé à porter des gants en restant dévot, et même se montrer poli envers les dames sans cesser d'aller au prêche. Richardson, plus bourgeois et plus rigide, lui succéda; après lui, le calvinisme, continuant de se civiliser, enfanta en Écosse une petite subdivision d'école romanesque et d'analyse sentimentale; Mackenzie, écrivain pâle et doux, auteur du *Man of Feeling*, en est le héros. A côté de lui parut l'intarissable et pieuse Hannah Moore, la Mme de Genlis de son pays, celle qui produisit *Cœlebs in search of a wife* (*le Célibataire à la recherche d'une femme*), le plus immoral des romans moraux, religieux et populaires; une horde de femmes auteurs l'escorta, toutes prêchant la vertu, la prudence, la politique, le mariage, et quelques-unes les bonnes manières. Miss Burney et miss Edgeworth, reines de ce domaine, écrivirent à la fois le roman du grand monde et le roman religieux, ou plutôt elles fondirent un de ces genres dans l'autre. Depuis cette époque, M. Ward, auteur de *Trevelyan*, eut un grand succès en poussant la piété jusqu'au scrupule mystique, le bon ton jusqu'au raffinement exquis.

Ellen Middleton, œuvre née dans les hautes régions actuelles de la pensée et des habitudes anglaises, procède, à l'insu de son auteur, de ces trois sources à la fois, du roman sentimental de Mackenzie, du récit religieux et métaphysique et du roman fashionable. Il n'est pas étonnant que lady Fullerton ait puisé, sans le savoir, à ces trois sources élevées qui l'entouraient. Mais, ce qu'il est utile de remarquer, c'est le changement subi par le calvinisme, devenu aristocratique et de bon ton, transformé dans ce livre en poésie métaphysique, et venant aboutir aux limites du catholicisme même, comme nous allons le voir.

J'ai fait tout à l'heure le portrait du château. Je regrette qu'on ne nous dise pas comment y fut élevée Ellen, quel homme c'était que M. Middleton, propriétaire de ce manoir, à peine indiqué par l'auteur, mais que j'ai décrit pour y avoir vécu dans ma jeunesse. Les caractères virils échappent volontiers à lady Fullerton; elle les estompe plutôt qu'elle les burine, et c'est là un des inconvéniens de ce talent féminin, poétiquement élégant, du ton le plus distingué, souvent aussi naïvement passionné. Imaginons M. Middleton assez chargé d'embonpoint, haut en couleur, personnel et facile à vivre, quelque médiocrité bien élevée, bien vêtue, bien portante et bien nourrie : — heureuse nature d'homme dans tous les pays. M. Middleton, remarié à une personne de son espèce, avait eu de son premier mariage une fille, Ellen. Celle-ci grandissait dans une solitude sentimentale, et pouvait avoir seize ans à l'époque dont nous parlons; raffinée et capricieuse, indépendante et timide, ardente et réfléchie, disciplinée et mystique, pastorale et du grand monde, elle était tout cela de bonne heure et sans y prétendre. M. Mérimée, dans son conte de *Colomba*, a deviné ou copié finement ce produit unique de la civilisation religieuse et aristocratique en Angleterre; les autres pays n'ont rien de pareil. Lady Georgiana ne fait point le portrait extérieur d'Ellen, ou plutôt, car c'est d'une confession qu'il s'agit, Ellen ne se décrit pas elle-même dans le roman. Pour y suppléer, en l'absence de renseignemens précis, supposons quelque brune-blonde, au profil net et fier, vive et douce, l'œil bleu et rayonnant, la chevelure brune et ondoyante, le teint transparent des Anglaises, l'arc noir du sourcil finement tracé; Marie Stuart était ainsi. S'il est vrai, comme les philosophes grecs l'assurent, que la femme soit un danger, de toutes les races de femmes c'est bien la plus dangereuse.

Dès la première adolescence, ce danger éclata; un geste trop vif de la jeune fille, mouvement irréfléchi de violence et de colère, précipita d'une terrasse à l'italienne qui dominait un torrent la sœur cadette d'Ellen, enfant du second lit; sous ce coup fatal, l'enfant disparut entraînée par les eaux, sans que les habitans de la maison vissent ce malheur et en connussent la cause. Ellen rêvait, appuyée sur une des colonnes du portique, ses cheveux bruns répandus sur ses jeunes épaules; et sa pensée volait du côté des belles montagnes bleues qui couronnaient l'horizon. Deux fois l'enfant l'avait provoquée en jouant les bras étendus au bord du parapet fatal. Deux fois Ellen avait quitté sa rêverie pour courir vers elle et l'arracher à la mort, et la méchante enfant s'était obstinée dans sa taquinerie périlleuse. Ellen s'était

élancée ; l'enfant, frappée trop vivement, était tombée de l'arête extrême de la terrasse dans le torrent; elle était morte.

Une violence passagère, voilà tout; la vie d'Ellen sera perdue : l'auteur l'a voulu. Au siècle dernier, Hannah Moore eût choisi volontiers ce début et ce texte pour prouver aux filles anglaises la nécessité de la modération; c'eût été le sujet d'un de ces sermons insipides qu'elle déguisait sous le titre de romans. Elle n'eût pas manqué de toucher en passant le dogme calviniste de la prédestination, auquel elle eût donné pour preuve l'acte d'Ellen et les suites de cet acte; elle eût vivement appuyé sur cette autre injonction calviniste, l'importance des faits les plus insignifians de la vie humaine. Lady Georgiana n'est point Hannah Moore, je l'en félicite de tout mon cœur; depuis le XVIIIe siècle, les nuances des doctrines ont changé; une mysticité plus ardente, un besoin plus vif de consolation et d'appui sur cette terre respirent dans le roman nouveau. Vous diriez une aspiration sourde et douloureuse vers le catholicisme, tant il y a là de tendresse et de ferveur.

Le mal secret du remords subit un traitement différent sous la loi catholique et sous la loi protestante. Le catholicisme dit à l'homme : Obéis, crois, humilie ton orgueil, confesse-toi, tes fautes te seront pardonnées. Le protestantisme, au contraire : Examine ton ame, humilie-toi devant Dieu seul, sois sévère pour toi-même; si Dieu l'a voulu, tu seras pardonné. — Ici l'autorité, là l'examen; ici l'espoir et la confiance; là incertitude, peut-être désespoir. Je ne décide pas théologiquement et moralement entre les doctrines, je les expose.

Le souvenir d'un seul acte coupable va poursuivre Ellen pendant toute sa vie; les joies de son amour en seront empoisonnées, l'éclat de sa beauté s'en obscurcira, les loisirs de sa solitude y trouveront des fantômes, les suites d'un mouvement à peine volontaire l'enveloppe-ront de soucis cruels, d'horribles intrigues, de douleurs brûlantes, et la plongeront toute jeune au tombeau. Telle est l'histoire que nous allons lire. Oiseau blessé, traînant de buisson en buisson, à travers sa courte vie, l'épine ensanglantée que rien n'arrachera de son cœur, nous la verrons mourir accablée sous cette angoisse. Avec le catholicisme et la confession, rien de tout cela n'était possible; si, le jour même de la catastrophe, elle avait pu, comme dit Shakspeare, « alléger son ame de ce périlleux fardeau, » si un homme placé entre Dieu et elle avait eu le droit d'effacer la tache de sang, elle aurait pu vivre et moins souffrir. Le catholicisme est une religion d'autorité qui pardonne et châtie, le protestantisme une foi individuelle qui place les

passions de chacun en face de sa raison, sollicitant le cœur à s'analyser, l'esprit à se juger; ainsi les douleurs incurables retombent sur elles-mêmes, au risque de briser l'être qui les porte. L'ouvrage de lady Fullerton, à l'insu de l'auteur même, renferme un plaidoyer secret en faveur de la confession catholique, et au moment où les doctrines d'Oxford continuent leur singulier travail, où une faible portion du clergé protestant d'Allemagne les adopte, où une autre portion du clergé catholique penche vers une réforme, cette coïncidence, fortuite sans doute, est plus qu'intéressante à observer.

Revenons à l'histoire d'Ellen, et rentrons dans le manoir des Middleton pour ne plus le quitter. Deux jeunes gens y passaient les vacances, et l'un d'eux n'était pas indifférent à la jeune fille. Le grave Edouard Middleton, neveu du père, un de ces hommes sévères qui n'ont pas de jeunesse et qui attirent et séduisent la mobilité féminine par l'immobilité de l'ame et le sérieux de l'esprit, inspirait déjà à sa jeune cousine ce respect mêlé d'admiration attendrie qui chez les femmes d'ordre supérieur accompagne les préférences profondes. Lui-même aimait Ellen, ou plutôt il l'étudiait. Quant à Henri Lovell, le seul caractère viril que lady Fullerton ait peint de couleurs vives et franches, imaginez une de ces audaces saxonnes qui apparaissent assez souvent chez nos voisins, — héros épris des grandes chances, des joies folles, des courses périlleuses, des passions extrêmes, des douleurs emportées; pour ce Lovell, la vie sans accidens eût été l'enfer. Vous avez vu sans doute de ces hommes de fougue qui parlent bien, causent brillamment, aiment l'action, et sont capables de nobles choses, quand la débauche ou le danger imprudemment bravé ne les ont pas détruits à vingt-cinq ans? Toutes leurs saillies sont hasardeuses; ils se reposent dans l'extrême, et n'ont d'ennemi que l'ennui. Tels Walter Raleigh au XVIe siècle, Buckingham au XVIIe, Fox au XVIIIe. Henri, dès vingt et un ans, avait brûlé sa vie. Il avait joué gros jeu à Oxford; son oncle avait payé ses dettes. A Londres, il avait recommencé de plus belle, et tout prêt à se déshonorer et à se tuer, une ancienne gouvernante de sa famille l'avait sauvé, à grand prix comme on va voir.

Parlons de cette gouvernante. J'aurais voulu que mistriss Tracy fût étudiée et peinte à la façon de Holbein et de Rembrandt; je vois d'ici sa figure sèche et pointue, l'étincelle de deux petits yeux enfoncés, l'air dévot et amer, le bonnet collé sur la tête, et une certaine austérité avare répandue sur toute la personne. Mistriss Tracy avait passé la première moitié de sa vie à servir; elle en passait l'autre moitié à intriguer. Devenue assez riche à force d'économie sordide et de petits

héritages entassés, elle pensait à faire épouser à Lovell, resté sans fortune, Alice, sa fille unique. Toute l'ambition de cette femme se bornait là; elle n'avait que cette seule idée, acclimater sa fille dans le cercle magique du monde supérieur qu'elle avait vu de si près et avec tant d'envie. C'est encore un trait lumineux qui peint admirablement les classes inférieures de l'Angleterre.

Une promesse de mariage, signée en faveur d'Alice, avait été le prix dont Lovell avait payé la générosité intéressée qui lui rendait la vie et l'honneur. Ainsi Lovell tombe sous le joug de sa faute, comme Ellen, meurtrière irréfléchie, plie sous son remords. Ces deux personnages vont se rencontrer; ils sont l'un et l'autre impétueux, pleins d'orgueil, de passion, d'inexpérience, misérables par la conscience, et la lutte qui va s'établir entre eux est le sujet du roman, — un très beau sujet.

Le crayon de l'auteur n'est pas toujours assez vigoureux dans le dessin des portraits. J'aurais aimé plus de finesse et de force dans les touches, un M. Middleton plus nettement accusé, une mistriss Tracy plus femme de chambre, un Édouard Middleton mieux caractérisé. Ce livre, que distingue une sorte de retour secret et involontaire vers une religion plus fervente, incline aussi vers ce genre de roman que l'Angleterre comme la France a oublié depuis long-temps, — vers *Zaïde* ou *la Princesse de Clèves;* la passion y absorbe les caractères, elle les efface, les enveloppe et les fond dans un foyer de vapeur ardente : là, de nos deux facultés sentir et penser, c'est la première qui l'emporte. Nous ne chercherons point ici quelle secrète liaison rattache la fiction pathétique et passionnée, — forme particulière de l'art, — à la foi tendre et rêveuse de sainte Thérèse et de saint François de Sales. Le roman de caractère et d'extrême analyse, tel que Richardson l'a fait, est essentiellement le roman protestant; c'est l'examen qui le domine et qui y règne : on y voit tout à la loupe; et que deviennent les passions, quand le microscope s'en empare? Si, au contraire, c'est de la passion humaine que l'on s'occupe surtout, l'attention manque pour l'analyse; le théâtre espagnol en est la preuve; sans analyse, sans observation détaillée, c'est le théâtre catholique par excellence. Il y a donc un art catholique et un art protestant, comme un art romain et un art germanique. Quand on n'a pas étudié d'assez près ces matières, on accuse trop facilement de subtilité ou de paradoxe ces résultats, qui éclairent, par leur exactitude incontestable, les profondeurs même de l'histoire littéraire; j'indique seulement cette veine aux méditatifs. Continuons notre récit.

Le secret d'Ellen, inconnu de toute la famille, ne l'est pas de deux personnes, de Lovell et de mistriss Tracy, qui ont tout vu d'une chambre du château. La gouvernante profitera de ce qu'elle sait, elle en usera pour ses desseins; déjà elle redoutait que Lovell s'attachât à la jeune Ellen, tous ses plans formés en faveur d'Alice pouvaient être ainsi déjoués. Ce secret domine la position entière, la femme de chambre peut perdre Ellen; comme la mort de l'enfant assure à sa sœur aînée la fortune paternelle, cet acte peut devenir le texte d'imputations odieuses. Quant à Lovell, avec un caractère tel qu'est le sien, vous présumez bien qu'il aimera Ellen; là se trouvent à la fois le danger, l'attrait, la passion, l'impossible; il se met donc à aimer éperdument sa cousine. Attirée vers lui par une analogie mystérieuse de caractère, par l'éclat, la grace, la nouveauté, le fracas des manières, elle ne lui donne après tout que sa curiosité de jeune fille; la portion sérieuse de son cœur est captivée par la gravité de Middleton. Cette nuance est charmante de délicatesse et d'ardeur. Les progrès que Lovell a semblé faire dans les préférences d'Ellen affligent Édouard, qui part pour le continent; ils déplaisent fort à l'oncle, qui donne à Lovell son congé définitif.

Ellen reste seule au château. Figurez-vous les grandes pelouses d'un vert sombre, l'ombre des chênes aux énormes branches, le silence du manoir, la mélancolie des cloches lointaines, la régularité sourde de la vie, le murmure continu du torrent tombant de la cascade dans les fossés, l'orgue qu'Ellen fait soupirer sous les voûtes de la grande salle qui date des Plantagenets, le remords et le chagrin de l'enfant devenue jeune fille, le départ du cousin adoré, la crainte vague jetée dans son ame par quelques mots obscurs que Lovell a prononcés. Que tout cela est triste, et que nous arriverions facilement à l'une de ces créations qui, sous prétexte d'être sentimentales, nous plongent dans le marécage de la mélancolie éternelle, si une peinture fine du grand monde à la campagne ne réveillait l'esprit et ne ranimait la composition! Ceci est velouté, délicat, et cependant vrai. La tapisserie, les chenets et la pincette n'y sont pas décrits et détaillés comme par gens qui n'auraient marché de leur vie que sur le carreau d'un cinquième étage; les fourchettes et les réchauds de vermeil n'apparaissent pas avec fracas comme des héros extraordinaires. Ce qui constitue le vrai *high life*, c'est l'habitude de ne faire aucune attention à ces choses; et je m'extasie toujours sur la vulgarité de ceux qui, pour peindre les mœurs d'un certain monde, appuient sur la livrée, le plateau qui supporte la lettre, et les ajustemens du tapis-

sier. Quand on a vécu dans ces habitudes, imagine-t-on que l'on puisse vivre autrement?

Lovell est amoureux et veut retrouver sa cousine; il la fait inviter à passer la saison chez une parente de son père. Là se trouvent réunis des gens de fort bonnes manières, qui ne manquent pas, grace à Dieu, de leurs petits ridicules : — complimenteur fade, élégant maladroit, roué triste, et surtout une petite créature, délicieuse celle-ci et originale, Rose l'Irlandaise, avenante, riante, bondissante, rose comme son nom, patriote devant les ministres, un peu sauvage dans le bon ton, et chantant ses mélodies nationales à la barbe des tories. C'est charmant de vivacité et de grace. Viennent de bonnes scènes de salon; l'élégant maladroit, lorsque la pauvre Ellen, assise au piano et forcée de chanter douze couplets d'une romance, passe trois de ces couplets, la rappelle à l'ordre; « il ne veut pas perdre une note de cette voix délicieuse, » observant galamment que la cantatrice a fait tort de trois couplets à l'auditoire, et qu'il « veut son compte » absolument.

Un soir cependant, l'Irlandaise, assise au salon devant sa table à ouvrage, et voyant tout le monde réuni, y compris Henri Lovell, s'arma d'un air grave, déposa sa tapisserie, appuya ses deux petits coudes sur ses genoux, et, soutenant de ses deux mains sa petite tête rose et ronde, fixa un regard sérieux sur Henri Lovell, et lui dit de sa voix la plus solennelle : — « Monsieur Henri Lovell, je suis fâchée d'être obligée de vous faire une déclaration désagréable; vous m'épouserez demain matin; il le faut absolument. — Ah! dit Henri en se baissant respectueusement; s'il le faut absolument, mademoiselle, je suis prêt à tout! ».

Ceci étonna un peu, bien que l'on fût accoutumé aux gentillesses de l'Irlandaise. On se groupa autour d'elle.

« Voici ce que c'est, reprit-elle gravement. Vous savez que j'ai du goût pour les excursions matinales. Je montais le pony Sélim ce matin d'assez bonne heure, et j'avais pris avec moi le vieux John, monté sur son alezan. Sélim aime à courir, je suis de son avis, mais pas John. Au détour de New-Forest, il avait laissé entre l'alezan et ma bête au moins une soixantaine de pas. Il ne se pressait guère, et le coin du bois l'empêchant de me voir, deux messieurs, fort mal vêtus par parenthèse, débouchèrent du taillis. L'un arrêta Sélim par la bride, et l'autre me dit d'une voix rauque : — Ah ça! vous épouserez Henri, entendez-vous! ne faites pas la bégueule; épousez vite, ou vous aurez à faire à nous. Épousez Henri Lovell le plus tôt possible. — Il entendit le pas du cheval de John et déguerpit. Vous voyez, monsieur Henri,

qu'il n'y a pas de temps à perdre; ces messieurs m'ont l'air très résolus. J'ignorais vos intentions, qui sont très flatteuses; mais vous avez là de singuliers amis. »

Cet interlocuteur de New-Forest est un nouveau personnage que lady Fullerton nous amène; ici encore, elle touche à un monde qu'elle ne connaît pas, et elle a tort : elle ne sait pas le peindre. Cet homme, cousin de la femme de chambre, mauvais sujet de bas étage, quelque déporté de Botany-Bay, s'est amouraché d'Alice; il s'appelle Brandon, et n'ignore aucun des plans de mistriss Tracy; aussi traverse-t-il de toutes ses forces un mariage qui va lui enlever celle qu'il aime. Il a pris Rose pour la jeune Ellen, et lui a fait cette algarade ridicule, un jour sans doute qu'il avait bu dès le matin. Quoi qu'il en soit, le redoutable secret d'Ellen se trouve entre les mains de trois personnes, de Lovell, de Brandon et de la cousine de ce dernier, mistriss Tracy.

L'amour de Lovell pour Ellen augmente; oubliant son engagement envers Alice ou le méprisant, il se déclare, menace, prie, se désespère, et se voit repoussé par Ellen. Dans son dépit, il épouse Alice; Ellen se marie à Édouard : double mariage qui, loin de terminer le roman, complique le drame, l'assombrit, l'enflamme, et accroît les angoisses de chacun. D'un côté, le mariage sans amour; de l'autre, un mariage d'inclination empoisonné par un souvenir secret qui pèse et déchire; c'était fort beau à peindre; lady Fullerton n'a rempli que la plus difficile moitié du cadre, la seconde. Ellen, sûre d'être aimée, craint son mari, elle sait que le plus léger souffle pourrait ternir ou affaiblir cette affection fondée sur l'estime. Cependant Lovell, en vain marié, dédaigne la froide Alice, s'attache aux pas de la jeune femme qui l'a repoussé, avive son anxiété, la force à s'occuper de lui, exploite les terreurs d'une ame de vingt ans et les scrupules d'une ame religieuse, et la contraint de le rappeler chaque jour près d'elle pour la défendre contre mistriss Tracy et Brandon, qui, voulant de l'argent sans doute, assiégent l'hôtel de lettres anonymes et de hideuses menaces. L'obstacle enflamme la passion de Lovell, l'incendie s'allume jusqu'au délire chez un homme de sa trempe, la crainte nerveuse d'une femme élevée comme l'a été Ellen s'accroît aussi; le progrès fatal de cette terreur toujours frémissante, et du mal physique qu'elle porte dans une organisation fragile, l'espoir secret et violent qui se forme chez Lovell, les ombrages grandissans d'Édouard, — cette peinture est terrible et de l'effet le plus touchant.

Mariée à Lovell, qui la dédaigne, Alice, au milieu de ce drame,

reste complètement délaissée de son mari; mistriss Tracy s'en formalise à juste titre; Brandon, qui n'a pas renoncé à sa tendresse pour Alice, espère la venger et se venger lui-même de Lovell; il cherche donc le mari pour l'avertir de ce qui se passe; les lettres anonymes recommencent à pleuvoir; le réseau fatal et brûlant se resserre autour de la pauvre Ellen. Tout cela est encore plein d'intérêt, de vérité, souvent de profondeur. Mais l'intérieur glacé, le triste mariage de Lovell et d'Alice auraient pu être mieux reproduits. Quel tableau! le mariage sans sympathie, le foyer sans la flamme, les cendres mortes, la vie sans l'étincelle, deux cadavres unis, deux bourreaux enchaînés pour se torturer : la plus horrible des souffrances! L'Alice de lady Fullerton ne me satisfait pas; sa blonde pâleur et sa dévotion pâle ne me disent rien. Elle méritait d'être étudiée; fille du peuple, en butte aux dédains polis d'un homme de race, elle souffre plus qu'Ellen, puisqu'elle n'est pas aimée. C'était là une situation neuve et belle, et que l'auteur a manquée.

Ainsi marche ce roman, mélange de défauts ou plutôt de lacunes réelles compensées par des beautés vives. Les bourgeois de lady Fullerton, ses personnages vulgaires et ses monstres n'ont pas de vérité; ils ressemblent trop à ces tigres brodés en soie plate par l'aiguille des dames de son pays. Cela ne vit pas, cela ne mord et ne griffe pas. J'aime peu les ressorts violens à côté de peintures éthérées, ces passions brutales heurtant le raffinement des mœurs; ajoutons que tout ce qui est exquis dans le roman est parfait, le reste insuffisant. Le sentiment religieux se transformant en vapeur de subtile poésie, l'élégance poussée à son dernier terme, le scrupule métaphysique atteignant son expression de torture la plus délicate, toutes les douleurs ressenties par les oisifs exprimées dans leur intense réalité, voilà ce qu'il faut demander à l'œuvre nouvelle; hors de cette sphère, l'auteur n'a ni le pied ferme, ni le coup d'œil précis. L'art peut lui reprocher le choc des évènemens mélodramatiques et des peintures délicates; la morale peut blâmer l'apparition passagère de ces subalternes odieux qu'elle fait agir : elle les montre inévitablement comme d'atroces coquins. Sans avoir l'honneur de connaître lady Fullerton, on parierait volontiers qu'elle n'a guère vu ce monde-là, si ce n'est pour faire appeler sa femme de chambre, et que la bourgeoisie doit être pour elle une région curieuse et nouvelle. Elle se trompe; l'homme du labeur physique ou même du servage domestique n'est pas plus nécessairement abject que l'homme du grand monde inévitablement vicieux. Je

reste de l'avis de mes maîtres, Cervantes, Shakspeare, Montaigne, Tacite; ils ont passé leur vie à observer les lumières et les ombres inégalement répandues sur les variétés de notre espèce.

Cette fiction de la nouvelle romancière, trop longue d'ailleurs et à laquelle manque tout un côté de la vie humaine, émane si complètement de la sphère qui domine la société anglaise, elle ressort si intimement des idées et des sentimens raffinés de ce monde à part, qu'il suffit d'une hypothèse pour tout renverser. Remplacez par une confiance et une franchise bourgeoises le scrupule dont Ellen est possédée et dont elle est victime. Que la jeune femme vienne trouver le grave Édouard quand il est de bonne humeur, après le succès de son élection par exemple et le triomphe de sa cause, qu'elle lui dise : « Édouard, je me suis trompée, je vous ai trompé aussi. J'ai commis une faute autrefois, légère par l'intention, horrible par les suites; j'en ai fait une plus grande quand je me suis cachée de votre sévérité, redoutant la perte de votre tendresse. J'ai eu tort mille fois davantage lorsque mon orgueil m'a défendu de me placer sous votre aile. Ah! pardonnez-moi, j'ai demandé protection à un autre que vous; et celui-là, je ne l'aimais pas! Vous voyez mes fautes; la plus grave a été de vous craindre, vous que j'aime! Pardonnez-moi donc, Édouard, c'est là mon crime. Henri avait surpris un secret effroyable qui m'appartient. J'avais peur; je l'ai cherché, je l'ai vu, je lui ai écrit, toutes les apparences sont contre moi, toutes sont menteuses! Soyez sévère, mais soyez juste, Édouard, pardonnez-moi! »

Ellen ne prit conseil que de sa fierté et de sa crainte. On imagine ce que dut souffrir cette jeune femme pour qui le monde et l'avenir étaient dans l'amour de son mari. Elle se persuadait qu'une fois instruit de ce qui s'était passé, de la mort de sa sœur et des conversations intimes de sa femme avec Lovell, il ne voudrait plus la regarder ni l'entendre. Lady Fullerton triomphe dans la peinture de ces souffrances; Ellen se voit dégradée dans le cœur de l'homme qu'elle aime; plus les lettres anonymes se multiplient, plus elle redouble de soins pour les intercepter et les supprimer. Rien de tout cela ne serait vraisemblable dans des conditions différentes; l'éducation aristocratique, religieuse, poétique, le suprême raffinement des idées et des habitudes, expliquent seuls les terreurs et les longs scrupules d'Ellen. Middleton espère et attend de sa femme une perfection idéale, une régularité angélique, avant comme après le mariage; pour lui dérober ce secret et celui de ses innocens rapports avec Henri, elle s'abaisse à tous les subterfuges, elle admet les mille faussetés qui ne trom-

pent jamais qu'à demi. Pauvre femme! il lui faut cacher ses démarches, gagner les domestiques, épier, attendre, mentir, passer par les anxiétés et les lâchetés d'une vie de ruses et d'embûches. Cette situation fait grande pitié. Les ombrages de Middleton augmentent; cet homme tout d'une pièce raisonne le caractère de sa femme au lieu de la deviner par l'instinct et la sympathie. Il se tait, il observe, et toutes les preuves s'accumulent contre la jeune femme; qui ne la croirait coupable? elle pleure en secret; sa santé s'affaiblit; elle voit souvent Lovell, le reçoit seul, mystérieusement, en l'absence de son mari; enfin une enveloppe contenant plusieurs billets écrits par elle à Henri est adressée à Middleton lui-même. Alice, avertie par mistriss Tracy, les a tirés d'un secrétaire brisé par elle. Ces billets, de deux ou trois lignes, respirent la terreur et l'agitation les plus vives; ils demandent grace, ils appellent Lovell; pour qui n'est pas instruit des évènemens, ces lettres ne laissent pas de doute. Middleton suit la ligne de conduite d'un digne gentleman, pour qui le scandale est pire que la mort, et s'éloignant sans bruit, défend à Ellen, par une lettre calme et sévère, de jamais revoir Lovell. Ellen, au désespoir, ferme sa porte à toutes les visites; après quinze jours de fureurs désespérées et d'inutiles recherches, Lovell brise la consigne; il se trouve aux genoux d'Ellen, quand Middleton reparaît. On a enfreint ses ordres, il est inexorable; Ellen est chassée de sa maison par un billet laconique qui ne veut pas de réponse.

L'agonie de la jeune femme depuis ce moment arrache des larmes; mille petits traits sont d'un pathétique achevé, et l'ensemble du récit porte un caractère de simplicité profonde qui rappelle *Madame de La Pommeraye*, ce chef-d'œuvre de Diderot, ou *Manon Lescaut*, cet autre chef-d'œuvre. « Je ne m'évanouis pas, dit-elle, je ne versai pas une larme; un poids terrible accablait mes membres et arrêtait ma respiration; la source des larmes était tarie, mon ame gémissait seule; je n'attendais rien, je n'espérais rien. Je n'osais pas marcher. Mes yeux s'arrêtaient sur ces mots : *Quittez ma maison pour toujours, je ne vous reverrai plus*. Faire un pas, c'était partir! —Partir! cela ne pouvait être. Je tombai à genoux et j'essayai de prier... Puis je me relevai, je passai la main sur mes cheveux. J'avais perdu mes gants, j'ouvris un tiroir pour en chercher d'autres; je n'en trouvai qu'une paire qu'Édouard m'avait dit de quitter parce qu'il n'en aimait pas la couleur. Ce que sa lettre n'avait point fait, ce que n'avaient pu faire les horribles souffrances du dernier jour, cette misérable circonstance en vint à bout. Je pleurai amèrement, et le poids qui oppressait mon cerveau dimi-

nua. Je traversai d'un pas rapide l'antichambre; le portier (1) me demanda : — John suivra-t-il madame? — Je fis signe que non, et je m'élançai. Puis revenant sur mes pas avant que la porte fût fermée : — Je serai de retour dans une heure, lui dis-je. — Pourquoi parlais-je ainsi? l'habitude est forte, le cœur est faible, et je ne voulais pas m'avouer à moi-même que je partais pour toujours.

« Marcher à travers les rues populeuses avec un horrible chagrin dans le cœur, un tourbillon douloureux dans le cerveau, coudoyer des êtres heureux, insoucians, affairés, se poser à soi-même sans cesse une question insoluble, infinie, à laquelle rien ne répond qu'un sentiment vague de douleur aiguë, rencontrer le regard curieux de l'indifférence, le salut de celui qui vous reconnaît, pendant que le cerveau se fend et que la tête se brise! qui a éprouvé tout cela?—Moi!... Les rêves de la fièvre n'ont rien de plus douloureux... Je marchais vite, seulement il me semblait que les dalles s'étendaient indéfiniment sous mes pas et que les voitures en roulant emportaient Édouard. Au détour d'une rue, M. Estcourt le joueur, le satirique, le roué, l'ami de Henri, me reconnut, sourit et me salua! »

Frappée à mort, elle va cacher sa peine dans un recoin de village inconnu. Là, mourante de l'affection de poitrine que les douleurs intérieures ont développée, elle est consolée par un ministre anglican nommé M. Lacy; ce dernier va chercher Édouard, obtient de Lovell mourant l'aveu écrit et explicite de sa longue conspiration contre Ellen, et amène au lit de mort de la jeune femme son mari, qui reçoit en pleurant ses derniers soupirs. Expression d'une sensibilité tendre et profonde, d'une religion sévère et épurée, d'une poésie exaltée et d'une vie spéciale, il ne manque au roman de lady Georgiana que ce qui fait défaut à la plupart de nos livres; — d'être plus court. En un volume, c'était un chef-d'œuvre.

Le début du livre est poétique, triste et bien inventé; on voit toutes les curiosités oisives et l'intérêt honnête du village se grouper autour de l'étrangère malade, et le ministre anglican chercher à consoler cette douleur. Un nuage de mysticité vague attendrit ce prélude, qui émeut vivement; les cérémonies d'un culte rigide accomplies dans la chambre de la malade, entre une petite domestique de campagne et une bonne femme de propriétaire, à genoux toutes les deux, ont quelque chose de touchant comme un visage sévère baigné de larmes. C'est le calvinisme qui s'amollit et se détend, qui console et qui par-

(1) *Porter*, désignation qui n'indique rien d'analogue aux portiers parisiens.

donne, non plus la terrible loi qui tua Marie Stuart, ni même la sévérité bourgeoise qui sacrifia Clarisse Harlowe : quelque chose de plus tendre et de plus rêveur, comme une teinte secrète de catholicisme, s'est glissé peu à peu dans cette religion dure; les larmes coulent, le repentir est consolé, l'aiguillon de la douleur s'émousse. Le ministre protestant devient presque un confesseur; la faiblesse humaine a parlé plus haut que l'orgueil; encore un pas, et vous aurez les flots d'encens, les images saintes qui pleurent et sourient, la procession aux robes et aux accens qui flottent dans l'air, la lueur mélancolique des vitrages et la solennelle élégie de l'orgue sous les voûtes qui gémissent.

Sans doute le mysticisme est ici plus délié que dans les œuvres de l'art purement catholique, l'émotion s'y montre plus métaphysique. Autour de la jeune femme anglaise mourante, c'est encore le protestantisme qui déploie ses ailes protectrices, la religion du foyer et de la famille. Je n'y vois pas surgir l'autorité redoutable de la vieille foi catholique qui lie, délie, tombe comme la foudre sur le coupable, ou tire le repentir du fond des abîmes; mais ce n'est plus aussi le vieux dogme du terrible Knox, qui, passant devant de jolies femmes dans l'antichambre de Marie Stuart, leur criait : « Allez, *cadavres*, les colliers et les perles qui vous couvrent dureront plus que vous ! »

Philosophes, ne dédaignez pas ce conte écrit par une femme; je vous conseille de vous arrêter un peu, et de méditer comment les doctrines changent à l'insu même des nations qui les professent et qui les ont défendues au prix de leur sang.

PHILARÈTE CHASLES.

MADEMOISELLE

DE LA SEIGLIÈRE.

—

SECONDE PARTIE.[1]

IV.

D'abord tout alla bien, et les premiers mois réalisèrent amplement toutes les prédictions de bonheur qu'avait prodiguées Mme de Vaubert à Stamply. Nous pouvons même affirmer que la réalité dépassa de beaucoup les espérances du vieillard. Le 25 août, à l'occasion de la fête du roi, M. de La Seiglière ayant réuni quelques gentilshommes de la ville et des environs, Stamply s'était assis entre le marquis et sa fille; au dessert, sa santé avait été portée avec enthousiasme immédiatement après celle de Louis *le désiré*. Il dînait ainsi tous les jours à la table de M. de La Seiglière, le plus souvent en compagnie de Mme de Vaubert et de son fils, car, de même que dans l'exil, les deux maisons n'en formaient qu'une seule à proprement parler. On recevait

(1) Voyez la livraison du 1er septembre.

peu de monde; les soirées se passaient en famille. Stamply était de toutes les réunions, honoré comme un patriarche et caressé comme un enfant. Le marquis avait exigé qu'il occupât le plus bel appartement du château. Ses gens, qui le servaient à peine et ne le respectaient pas davantage, s'étaient vus remplacés par des serviteurs diligens et soumis qui veillaient à ses besoins et prévenaient tous ses désirs. On l'entourait à l'envi de toutes les attentions si douces à la vieillesse; on prenait ses ordres en toutes choses; on ne faisait rien sans le consulter. Ajoutez à tant de séductions la présence de Mlle de La Seiglière; songez que ce n'était, à dix lieues à la ronde, qu'un hymne en l'honneur du plus honnête des fermiers.

Cependant quelques mois à peine s'étaient écoulés que déjà la vie du château avait changé de face et d'allure. Aussi vert et alerte que s'il avait vingt ans, M. de La Seiglière n'était pas homme à se contenter long-temps des joies du foyer et des délices de l'intimité. Il avait repris sa fortune comme un vêtement de la veille, et ne se souvenait du passé que comme d'une pluie d'orage. Vif, allègre, dispos, bien portant, il s'était conservé dans l'exil comme les primevères sous la neige. Les vingt-cinq années qui venaient de s'écouler ne l'avaient pas vieilli d'un jour. Il avait trouvé le triple secret qui fait qu'on meurt jeune à cent ans, l'égoïsme, l'étourderie du cœur et la frivolité de l'esprit; au demeurant, le plus aimable et le plus charmant des marquis. Nul n'aurait pu croire, au bout de quelques mois, qu'une révolution avait passé par là. On avait redoré les plafonds et les lambris, renouvelé les meubles et les tentures, rétabli les chiffres et les écussons, lavé, gratté, effacé partout la trace de l'invasion des barbares. Pour nous servir des charitables expressions de Mme de Vaubert, qui ne se gênait déjà plus pour en plaisanter, on avait nettoyé les étables d'Augias. Ce ne furent bientôt que fêtes et galas, réceptions et chasses royales. Du matin au soir, souvent du soir au matin, les voitures armoriées se pressaient dans la cour et dans les avenues. Le château de La Seiglière était devenu le salon de la noblesse du pays. Une armée de laquais et de marmitons avait envahi les cuisines et les antichambres. Dix chevaux piaffaient dans les écuries; les chenils regorgeaient de chiens; les piqueurs donnaient du cor toute la journée. Stamply avait compté sur un intérieur plus paisible, sur des mœurs plus simples, sur des goûts plus modestes; il n'était pas au bout de ses déceptions.

Dans la première ivresse du retour, on avait trouvé tout charmant en lui, son costume, ses gestes, son langage, jusqu'à ses gilets de

futaine. Le marquis et Mme de Vaubert l'appelaient hautement leur vieil ami, gros comme le bras. On ne se lassait pas de l'entendre, on s'extasiait à tout ce qu'il disait. C'était l'esprit gaulois dans sa fleur, un cœur biblique, une ame patriarcale. Quand le train du château eut pris un cours brillant et régulier, on commença de remarquer qu'il faisait ombre et tache au tableau. On ne s'en expliqua pas tout d'abord; long-temps encore ce ne fut entre le marquis et Mme de Vaubert que le bon, le cher, l'excellent monsieur Stamply; seulement, de temps à autre, ils y mêlaient quelques restrictions. De détours en détours, de restrictions en restrictions, ils furent amenés à se déclarer mutuellement que cet esprit gaulois était un rustre et ce cœur biblique un bouvier. On souffrit de ses familiarités, après les avoir encouragées; ce qui passait, quelques mois auparavant, pour la bonhomie d'un patriarche ne fut plus désormais que la grossièreté d'un manant. Tant qu'on s'était borné au cercle de la famille, on avait pu s'y résigner; mais au milieu du luxe et des splendeurs de la vie aristocratique, force fut bien de reconnaître que le brave homme n'était plus acceptable. Ce que le marquis et la baronne ne s'avouèrent pas l'un à l'autre, ce dont ils se gardèrent bien tous deux de convenir vis-à-vis d'eux-mêmes, c'est qu'ils lui devaient trop pour l'aimer. Pareille à cette fleur alpestre qui croît sur les cimes et qui meurt dans les basses régions, la reconnaissance ne fleurit que dans les natures élevées. Elle est aussi pareille à cette liqueur d'Orient, qui ne se garde que dans des vases d'or : elle parfume les grandes ames et s'aigrit dans les petites. La présence de Stamply rappelait au marquis des obligations importunes; la baronne lui en voulait secrètement du rôle qu'elle avait joué près de lui. On s'appliqua donc à l'éconduire, avec tous les égards et tous les ménagemens à l'usage des gens comme il faut. Sous prétexte que l'appartement qu'il occupait au sein du château était exposé aux bises du nord, on le relégua dans le corps le plus isolé du logis. Un jour, ayant observé, avec une affectueuse sollicitude, que les fêtes bruyantes et les repas somptueux n'étaient ni de son goût ni de son âge, que ses habitudes et son estomac pourraient en souffrir, le marquis le supplia de ne se point faire violence, et décida qu'à l'avenir on le servirait à part. Vainement Stamply s'en défendit, protestant qu'il s'accommodait très volontiers de l'ordinaire de M. le marquis; celui-ci n'en voulut rien croire et déclara qu'il ne consentirait jamais à ce que son vieil ami se gênât pour être agréable à ses hôtes. — Vous êtes chez vous, lui dit-il; faites comme chez vous, vivez à votre guise. On ne change pas à votre âge. — Si bien que Stamply dut finir par

prendre, comme un chartreux, ses repas dans sa chambre. Le reste à l'avenant. On en arriva, par d'insensibles transitions, à le traiter avec une politesse exagérée; le marquis le tint à distance à force d'égards; Mme de Vaubert l'obligea à battre en retraite sous le feu croisé des grands airs et des belles manières. Aussitôt qu'il apparaissait avec ses souliers ferrés, ses bas de laine bleue et sa culotte de flanelle, on affectait de mettre la conversation sur un ton de cour : ne sachant quelle contenance tenir, Stamply se retirait confus, humilié et l'oreille basse. Ainsi le mur de boue qui l'avait long-temps séparé du monde se changea doucement en une glace de cristal, barrière transparente, mais infranchissable autant que la première; seulement le bonhomme eut la satisfaction de voir à travers s'en aller en fusées de toutes les couleurs les revenus de ce beau domaine qu'il avait reconstitué au prix de vingt-cinq années de travail et de privations. Le soir, après son repas solitaire, en passant sous les fenêtres du château, il entendait les éclats joyeux des conversations mêlés au bruit des cristaux et des porcelaines. Le jour, errant, triste et seul, sur ces terres qu'il avait tant aimées et qui ne le reconnaissaient plus pour maître, il voyait au loin les chevaux, les équipages, les meutes et les piqueurs battre la plaine et s'enfoncer dans les bois, au son des fanfares. La nuit, interrompu souvent dans son sommeil, il se dressait sur son séant pour écouter le tumulte du bal; c'était lui qui payait les violons. D'ailleurs, il ne manquait de rien. Sa table était abondamment servie; une fois la semaine le marquis envoyait prendre de ses nouvelles, et quand Mme de Vaubert le rencontrait sur son chemin, elle le saluait d'un geste amical et charmant.

Au bout d'un an, il n'était pas plus question de Stamply que s'il n'existait pas et n'avait jamais existé. Au bruit qui s'était fait un instant autour de lui avaient succédé le silence et l'oubli. On ne se souvenait même plus qu'il eût jamais possédé ce château, ce parc et ces terres. Après l'avoir accueilli, caressé, fêté comme un chien fidèle, le monde avait fini par le traiter comme un chien crotté. Le malheureux ne jouissait même pas de cette considération qui avait été le rêve de toute sa vie. On croyait ou l'on feignait de croire qu'en rappelant les La Seiglière, il n'avait fait que céder aux cris de l'opinion. On mettait l'acte de sa générosité sur le compte d'une probité forcée et trop tardive pour qu'on pût lui en savoir gré. Enfin ses anciens fermiers, tout fiers d'être redevenus la chose d'un grand seigneur, se vengeaient par le plus éclatant mépris d'avoir vécu sous le gouvernement fraternel d'un paysan comme eux. Tout cela s'était accompli graduellement,

sans déchirement, sans secousse, presque sans calcul : cours naturel des choses d'ici-bas. Stamply lui-même fut long-temps à comprendre ce qui se passait autour de lui. Lorsqu'enfin ses yeux se dessillèrent et qu'il vit clair dans sa destinée, il ne se plaignit pas : un ange veillait à ses côtés, qui le regardait en souriant.

Mlle de La Seiglière tenait de sa mère qu'elle n'avait jamais connue, et de la pauvreté au sein de laquelle avait grandi, un caractère silencieux, un esprit réfléchi, un cœur grave. Par un contraste assez commun dans les familles, elle s'était développée en sens inverse des exemples qu'elle avait reçus, sans rien garder de son père, qu'elle aimait d'ailleurs passionnément, et qui la chérissait de même; seulement, l'amour d'Hélène avait quelque chose de protecteur et d'adorablement maternel, tandis que celui du marquis se ressentait de toutes les puérilités du jeune âge. Élevée dans la solitude, Mlle de La Seiglière n'était elle-même qu'un enfant sérieux. Sa mère lui avait transmis, avec le pur sang des aïeux, cette royale beauté qui se plaît, comme les lis et comme les cygnes, à l'ombre des châteaux, au fond des parcs solitaires. Grande, mince, élancée, un peu frêle, elle avait la grace ondoyante et flexible d'une tige en fleur balancée par le vent. Ses cheveux étaient blonds comme l'or des épis, et, par un rare privilége, ses yeux brillaient, sous leurs sourcils bruns, comme deux étoiles d'ébène, sur l'albâtre de son visage, dont ils rehaussaient l'expression sans en altérer l'angélique placidité. La démarche lente, le regard triste et doux, calme, sereine et demi-souriante, un poète aurait pu la prendre pour un de ces beaux anges rêveurs chargés de recueillir et de porter au ciel les soupirs de la terre, ou bien encore pour une de ces blanches apparitions qui glissent sur le bord des lacs, dans la brume argentée des nuits. Ne sachant rien de la vie ni du monde que ce que son père lui en avait appris, elle avait assisté sans joie au brusque changement qui s'était opéré dans son existence. La patrie, pour elle, était le coin de terre où elle était née, où sa mère était morte. La France, qu'elle ne connaissait que par les malheurs de sa famille et par les récits qui s'en faisaient dans l'émigration, ne l'avait jamais attirée; l'opulence ne lui souriait pas davantage. Loin de puiser, comme Raoul, dans les entretiens du marquis, l'orgueil et l'esprit de sa race, elle en avait retiré de bonne heure l'amour de l'humble condition où le destin l'avait fait naître. Jamais ses rêves ni ses ambitions n'étaient allés au-delà du petit jardin qu'elle cultivait elle-même; jamais le marquis de La Seiglière n'avait pu réussir à éveiller dans ce jeune sein un désir non plus

qu'un regret. Elle souriait doucement à tout ce qu'il disait; s'il venait à parler des biens perdus avec trop d'amertume, elle l'entraînait dans son jardin, lui montrait les fleurs de ses plate-bandes, et demandait s'il en était en France de plus fraîches et de plus belles. Aussi, le jour du départ, avait-elle dévoré ses pleurs; le fait est que, ce jour-là, l'exil avait commencé pour elle. En touchant le sol de la France, ce sol tourmenté qu'elle n'avait jamais entrevu de loin que comme une mer orageuse, Hélène s'était mal défendue d'un sentiment de tristesse et d'effroi; en pénétrant sous le toit héréditaire, elle avait senti son cœur se serrer et ses yeux se mouiller de larmes qui n'étaient pas des larmes de bonheur. Toutefois, ces premières impressions dissipées, Mlle de La Seiglière s'était acclimatée sans efforts dans sa nouvelle position. Il est des natures de choix que la fortune ne surprend jamais, et qui, portant avec la même aisance les destinées les plus contraires, se trouvent toujours et sans y songer au niveau de leurs prospérités. Tout en ayant conservé sa grace et sa simplicité natives, cette jeune et belle figure s'encadrait si naturellement dans le luxe de ses ancêtres, elle paraissait elle-même si peu étonnée de s'y voir, que nul, en l'observant, n'aurait pu supposer qu'elle fût née dans un autre berceau, ni qu'elle eût grandi dans une autre atmosphère. Elle continua d'aimer Raoul, comme par le passé, d'une tendresse fraternelle, sans soupçonner qu'il existât un sentiment plus profond ou plus exalté que celui qu'elle éprouvait pour ce jeune homme. Elle ne savait rien de l'amour; le peu de livres qu'elle avait lus étaient moins faits pour éveiller que pour endormir une jeune imagination. Les personnages que les récits de son père lui avaient représentés de tout temps comme des types de distinction, de grace et d'élégance, ressemblaient tous plus ou moins à M. de Vaubert, qui, parfaitement nul et distingué d'ailleurs, se trouvait ainsi ne contrarier en rien les idées qu'Hélène pouvait se former d'un époux. Ils avaient, elle et lui, joué sur le même seuil et grandi sous le même toit. Mme de La Seiglière avait bercé l'enfance de Raoul; Mme de Vaubert avait servi de mère à Hélène. Ils étaient beaux tous deux, tous deux à la fleur de leurs ans. La perspective d'être unis un jour n'avait rien qui pût raisonnablement les effrayer beaucoup l'un et l'autre. Ils s'aimèrent de cette affection compassée assez commune entre amans fiancés avant l'âge et avant l'amour. Le mariage est un but auquel il est bon d'arriver, mais qu'il faut se garder de voir de trop loin, sous peine de supprimer tous les agrémens de la route. Étrangère à tous les actes aussi bien qu'à tous les intérêts de la vie posi-

tive, droite de cœur, mais n'ayant sur toutes choses que des notions confuses, fausses ou incomplètes, entretenue, dès l'âge le plus tendre, dans l'idée que sa famille avait été dépossédée par un de ses fermiers, Hélène croyait ingénument que Stamply n'avait fait que restituer le bien de ses maîtres; mais, quoiqu'elle pensât ne rien devoir à sa générosité, elle s'était prise, dès les premiers jours, à sourire à ce doux vieillard, qui ne se lassait pas de la considérer avec un sentiment de respect et d'adoration, comme s'il comprenait déjà que de toutes les affections qui l'entouraient, celle de cette belle enfant était la seule qui fût vraie, naïve et sincère.

En effet, Mlle de la Seiglière réalisa, sans s'en douter, toutes les promesses de Mme de Vaubert; elle acquitta, sans le savoir, toutes les dettes du marquis. A mesure qu'on s'était éloigné de Stamply, Hélène s'était sentie de plus en plus attirée vers lui; isolée elle-même au milieu du bruit et de la foule, de mystérieuses sympathies avaient dû bientôt s'établir entre ces deux ames, dont le monde repoussait l'une et dont l'autre repoussait le monde. Cette aimable fille devint, pour ainsi dire, l'Antigone de ce nouvel OEdipe, la Cordelia de ce nouveau roi Lear. Elle égaya ses ennuis et peupla son isolement. Elle fut comme une perle au fond de sa coupe amère, comme une étoile dans sa nuit sombre, comme une fleur sur ses rameaux flétris. Ce qu'il y eut de plus étrange, c'est que, n'ayant cédé d'abord qu'à un sentiment d'adorable pitié, elle finit par trouver auprès de ce vieux compagnon plus d'alimens pour son cœur et pour son esprit qu'elle n'en rencontrait dans la société sonore et vide, brillante et frivole, au milieu de laquelle s'écoulaient ses jours. Chose étrange en effet, ce fut ce pauvre vieillard qui imprima le premier mouvement et donna le premier éveil à cette jeune intelligence. Le matin, quand tout dormait au château, le soir, quand les flambeaux s'allumaient pour la fête, Hélène s'échappait avec lui, soit dans le parc, soit à travers champs, et, dans les longs entretiens qu'ils avaient ensemble, Stamply racontait les grandes choses que la république et l'empire avaient faites. Hélène écoutait avec étonnement et curiosité ces récits naïfs, qui ne ressemblaient à rien de ce qu'elle avait entendu jusqu'alors. Parfois Stamply lui donnait à lire les lettres de Bernard, seul trésor qu'il eût conservé. En les lisant, Hélène s'exaltait comme un jeune coursier qui se réveille au bruit des clairons. D'autres fois, il lui parlait de sa mère, de cette belle et bien-aimée marquise dont il avait gardé le vivant souvenir. Son langage était simple, et souvent Hélène sentait ses yeux mouillés en l'écoutant.

Puis il parlait de Bernard, car c'était toujours à ce cher mort qu'on devait revenir. Il disait son enfance turbulente, sa jeunesse impétueuse et son héroïque trépas. Les ames de colombe aiment les cœurs de lion; Hélène se plaisait à tous ces discours, et ne parlait elle-même de ce jeune homme que comme d'un ami qui n'est plus. Ils allaient ainsi causant l'un et l'autre, et ce qui montre combien ce vieux Stamply était une bonne et charmante nature, c'est que, dans ces fréquens entretiens, il ne se permit jamais une plainte contre les ingrats qui l'avaient délaissé, et qu'Hélène put continuer de croire qu'en se dépouillant, il n'avait fait qu'accomplir un acte rigoureux de conscience et de probité. Peut-être aussi lui était-il doux de se sentir aimé pour lui-même. Il savait que Mlle de La Seiglière était destinée à Raoul; il n'ignorait pas que le vœu de leurs parens les avait fiancés de tout temps l'un à l'autre; il tenait entre ses mains le fil qui avait dirigé Mme de Vaubert; il comprenait et savait tout enfin. S'il se plaignit dans son propre cœur, il n'en laissa rien voir à sa jeune amie; il lui cacha, comme une plaie honteuse, le spectacle flétrissant des humaines ingratitudes. Lorsqu'Hélène s'affligeait de l'existence retirée qu'il menait : — Que voulez-vous? disait-il avec mélancolie; le monde n'est pas fait pour le vieux Stamply, ni le vieux Stamply pour le monde. Puisque M. le marquis a la bonté de me laisser vivre dans mon coin, j'en profite. J'ai toujours aimé le silence et la solitude; M. le marquis a bien senti qu'on ne se reforme point à mon âge... Aimable enfant, ajoutait-il, votre présence et vos doux sourires, voici mes fêtes, à moi! jamais le vieux Stamply n'en avait rêvé de si belles!

Sur les derniers temps, il voulut visiter une dernière fois la ferme où son père était mort, où son fils était né, où il avait, lui, laissé le bonheur en partant. Brisé déjà par la maladie, depuis long-temps courbé sous le chagrin, il s'y rendit seul, appuyé sur son bâton de cornouiller. La ferme était déserte; tout le monde travaillait aux champs. Après avoir pénétré dans la maison rustique, où rien n'était changé, après avoir reconnu le bahut de chêne, le lit en forme de buffet avec ses courtines et ses rideaux de serge verte, l'image de la Vierge devant laquelle il avait vu, dix années durant, sa femme prier soir et matin, après avoir respiré le bon parfum du lait dans les jattes et du pain frais empilé sur la planche, il alla s'asseoir dans la cour, sur un banc de pierre. Il faisait une tiède soirée d'été. On entendait dans le lointain la chanson des faneuses, les aboiemens des chiens et les mugissemens des bestiaux. L'air était tout imprégné de la senteur des foins. En

face de Stamply, sur la mousse du toit, piétinaient une bande de pigeons roucouleurs. — Ma pauvre femme avait raison, s'écria le vieillard en s'arrachant à ce tableau des joies perdues, ç'a été un mauvais jour, le jour où nous avons quitté notre ferme!

Chargé d'années moins que de tristesse, il mourut deux ans après le retour du marquis, sans autre assistance que celle de Mlle de La Seiglière, qui lui ferma les yeux. Près d'expirer, il se tourna vers elle et lui remit les lettres de son fils : « Prenez-les, lui dit-il, c'est tout ce qu'on m'a laissé, c'est tout ce qui me reste à donner. » Il s'éteignit sans regrets de la vie, et tout joyeux d'aller retrouver sa femme et son petit Bernard.

Sa mort ne laissa de vide que dans sa chambre et dans le cœur d'Hélène. Au château, on en parla durant trois jours.— Ce pauvre Stamply! disait le marquis; à tout prendre, c'était un brave homme. — Bien ennuyeux, soupirait Mme de Vaubert. — Bien mal appris, ajoutait Raoul. — Bien excellent, murmurait Hélène. Ce fut là toute son oraison funèbre; Hélène seule acquitta le tribut de larmes qu'on avait promis à sa tombe. Il est bon pourtant d'ajouter que la fin du vieux gueux souleva dans le pays l'indignation d'un parti qui commençait de poindre à l'horizon politique, comme on disait alors élégamment. Hypocrite, envieux, surtout moins libéral que son nom ne semblait l'annoncer, ce parti, qui se composait, en province, d'avocats bavards et médiocres, de bourgeois importans et rogues, fit un héros de Stamply mort, après l'avoir outragé vivant. Ce n'était pas qu'on se souciât de lui le moins du monde; mais on détestait la noblesse. On le mit sur un piédestal, on lui décerna les palmes du martyre, sans se douter à quel point le pauvre homme les avait méritées. Bref, on accusa hautement Mme de Vaubert de captation, et le marquis d'ingratitude; et c'est ainsi qu'une fois, par hasard, ces petites passions et ces petites haines rencontrèrent, sans la chercher peut-être, la vérité sur leur chemin.

Cependant on touchait à l'époque fixée pour le mariage d'Hélène et de Raoul. Cette époque, encore trop éloignée au gré de M. de Vaubert, Mlle de La Seiglière ne la souhaitait ni ne la redoutait; elle la voyait approcher sans impatience, mais aussi sans effroi. Quoi qu'il en coûte, on peut même affirmer qu'elle en ressentait moins de tristesse que de joie. Ses entretiens avec Stamply, la lecture des lettres de Bernard, qu'elle s'était surprise plus d'une fois à relire après la mort de son vieux camarade, l'avaient bien amenée à de vagues

comparaisons qui n'étaient pas précisément à l'avantage de notre jeune baron; mais tout cela était trop confus dans son cœur et dans son esprit pour qu'elle cherchât à s'en rendre compte. C'était d'ailleurs une ame bien trop loyale pour entrevoir seulement l'idée qu'on pût revenir sur un engagement pris et sur une parole donnée. Fiancée de Raoul, à partir du jour où elle avait compris le sens et la portée de ce mot, la noble fille s'était regardée comme une épouse devant Dieu. Enfin, ce mariage agréait au marquis; Raoul cachait sa nullité sous un fin vernis de grace et d'élégance; il ne manquait ni des séductions de son âge ni des qualités chevaleresques de sa race, et, pour tout dire, Mme de Vaubert, qui veillait au grain, ne manquait jamais, dans l'occasion, de lui prêter l'esprit qu'il n'avait pas. Tout allait pour le mieux, et rien ne semblait devoir troubler le cours de ces prospérités, lorsqu'un évènement inattendu vint se jeter à la traverse.

On célébrait du même coup au château la fête du roi, le troisième anniversaire de la rentrée du marquis dans ses terres, et les fiançailles de Raoul et d'Hélène. Cette triple solennité avait attiré toute la haute noblesse de la ville et des alentours. A la nuit tombante, le château et le parc s'illuminèrent, un feu d'artifice fut tiré sur le plateau de la colline; puis le bal s'ouvrit dans les salons, tandis qu'au dehors villageois et villageoises sautaient sous la ramée, au son de la cornemuse. Mme de Vaubert, qui touchait au but de ses ambitions, ne cherchait pas à dissimuler la satisfaction qu'elle en éprouvait. La seule présence de Mlle de La Seiglière justifiait suffisamment l'orgueil et le bonheur qui rayonnaient, comme une double auréole, sur le front de Raoul. Quant au marquis, il ne se sentait pas de joie. Chaque fois qu'il se mettait au balcon, ses vassaux faisaient retentir l'air des cris de *vive notre maître! vive notre seigneur!* mille fois répétés avec un enthousiasme qui prenait sa source dans le cœur de ces braves gens et dans les caves du château. Stamply était mort depuis quelques mois; qui songeait à lui? personne, si ce n'est Hélène, qui l'avait sincèrement aimé, et qui gardait pieusement sa mémoire. Ce soir-là, Mlle de La Seiglière était distraite, rêveuse, préoccupée. Pourquoi? elle-même n'aurait pu le dire. Elle aimait son fiancé, du moins elle croyait l'aimer. Elle avait grace et beauté, amour et jeunesse, noblesse et fortune : tout n'était autour d'elle que doux regards et frais sourires; la vie ne semblait lui promettre que caresses et enchantemens. Pourquoi ce jeune sein oppressé et ces beaux yeux voilés de tristesse? Organisation fine et déliée, nature délicate et nerveuse, comme les fleurs à l'ap-

proche de l'orage, frissonnait-elle sous le pressentiment de sa destinée?

Ce même soir, un cavalier à qui nul ne songeait suivait la rive droite du Clain. Arrivé à Poitiers depuis moins d'une heure, il n'avait pris que le temps de se faire seller un cheval, et il était parti au galop, en remontant le cours de la rivière. La nuit était noire, sans lune et sans étoiles. Au détour du sentier, en découvrant le château de La Seiglière, dont la façade illuminée courait en lignes étincelantes sur le fond assombri du ciel, il arrêta court son cheval sous la brusque pression du mors. En cet instant, une gerbe de feu sillonna l'horizon, s'épanouit dans les nuages et tomba en pluie d'or, d'améthistes et d'émeraudes sur les tours et les campaniles. Comme un voyageur hésitant qui ne reconnaît plus son chemin, le cavalier promena autour de lui un regard inquiet; puis, sûr de ne s'être pas trompé, il rendit la bride et continua sa route. Il mit pied à terre à la porte du parc, et, laissant sa monture à la grille, il entra juste au moment où la foule champêtre, dans un paroxysme d'enthousiasme et d'amour, mêlait les cris de *vive le roi!* à ceux de *vive le marquis!* Toutes les fenêtres étaient encadrées de feuillage et décorées de transparens; le plus remarquable, chef-d'œuvre d'un artiste du cru, offrait aux yeux ravis l'auguste tête de Louis XVIII, sur laquelle deux divinités allégoriques courbaient des branches d'olivier. Au pied du perron, la musique d'un régiment en garnison à Poitiers jouait à pleins poumons l'air national de *Vive Henri-Quatre*. Doutant s'il était éveillé, observant tout et ne comprenant rien, impatient de savoir, tremblant d'interroger, l'étranger se perdit dans la fête sans être remarqué de personne. Après avoir long-temps erré, comme une ombre, autour des groupes, en passant contre une des tables qu'on avait dressées dans les allées, il entendit quelques mots qui frappèrent son attention. S'étant assis au bout d'un banc, non loin de deux anciens du pays qui, tout en buvant le vin du château, s'entretenaient, d'un ton goguenard, du retour des La Seiglière et de la mort du vieux Stamply, il s'accouda sur la table, et, le front appuyé sur ses deux mains, il demeura long-temps ainsi.

Lorsqu'il s'éloigna, le parc était désert, le château silencieux, les derniers lampions achevaient de s'éteindre, et les coqs éveillaient le jour.

V.

A deux jours de là, dans l'embrasure d'une fenêtre ouverte, devant un joli guéridon de porcelaine de vieux Sèvres chargé de cristaux, de vermeil et des débris d'un déjeuner mignon, M. de La Seiglière, couché plutôt qu'assis dans un fauteuil à dos mobile et à fond élastique, jouissait, en toilette du matin, de cet état de bien-être et de béatitude que procurent à coup sûr un égoïsme florissant, une santé robuste, une fortune bien assise, un caractère heureux et une facile digestion. Il s'était réveillé en belle humeur, et ne s'était jamais senti si dispos. Enveloppé d'une robe de chambre de soie à grands ramages, le menton frais rasé, l'œil vif, la bouche rose encore et souriante, le linge éblouissant, la jambe fine, le mollet rebondi, la main blanche et potelée à demi cachée sous une manchette de valenciennes et jouant avec une tabatière d'or enrichie d'un portrait de femme qui ne semblait pas être celui de la marquise, le tout exhalant un doux parfum d'iris et de poudre à la maréchale, il était là, ne pensant à rien, respirant avec délices la verte senteur de ses bois, dont l'automne commençait de rouiller la cime, et suivant d'un regard distrait ses chevaux couverts de housses qu'on ramenait de la promenade, lorsqu'il aperçut, sur le pont du Clain, Mme de Vaubert, qui paraissait s'avancer dans la direction du château. Il se leva, tendit le jarret, s'examina des pieds à la tête, secoua du bout des doigts les grains de tabac éparpillés sur son jabot de point d'Angleterre, puis, s'étant penché sur le balcon, il regarda venir l'aimable visiteuse. Un esprit tant soit peu observateur aurait reconnu dans la sortie matinale de Mme de Vaubert, moins encore que dans sa désinvolture, l'indice certain d'un cœur violemment agité; mais le marquis n'y prit point garde. Lorsqu'elle entra, il lui baisa galamment la main, sans remarquer seulement l'altération de ses traits et la pâleur de son visage.

— Madame la baronne, lui dit-il, vous êtes tous les jours plus jeune et plus charmante. Au train dont vous allez, encore quelques mois, et vous aurez vingt ans.

— Marquis, répliqua Mme de Vaubert d'une voix brève, ce n'est point de cela qu'il s'agit. Parlons sérieusement, la chose en vaut la peine. Marquis, tout est perdu! tout, vous dis-je; la foudre est tombée sur nos têtes.

— La foudre! s'écria le marquis en montrant le ciel, qui brillait de l'azur le plus pur et du plus vif éclat.

— Oui, dit Mme de Vaubert; supposez que la foudre, éclatant dans ce ciel sans nuages, réduise en poudre votre château, brûle vos fermes et consume vos moissons sur pied : vous ne supposerez rien de si invraisemblable que le coup qui vient de vous frapper. Après avoir échappé à la tempête, vous êtes menacé de sombrer au port.

M. de La Seiglière pâlit. Lorsqu'ils furent assis l'un et l'autre :

— Croyez-vous aux revenans? demanda froidement la baronne.

— Eh! madame!... fit le marquis.

— C'est que, si vous n'y croyez pas, vous avez tort, poursuivit Mme de Vaubert. Le fils Stamply, ce Bernard dont son père nous a tant de fois étourdi les oreilles, ce héros mort et enterré depuis six ans sous les glaces de la Russie...

— Eh bien? demanda M. de La Seiglière.

— Eh bien! reprit la baronne, on l'a vu hier dans le pays, on l'a vu en chair et en os, on l'a vu, ce qui s'appelle vu, et on lui a parlé, et c'est lui, c'est bien lui, c'est Bernard, Bernard Stamply, le fils de votre ancien fermier; il existe, il vit; le drôle n'est pas mort.

— Qu'est-ce que ça me fait? dit le marquis d'un ton dégagé et de l'air à la fois surpris et charmé d'un homme qui, s'étant attendu à recevoir un aérolithe sur la tête, reçoit sur le bout du nez une plume détachée de l'aile d'une mésange.

— Comment! ce que cela vous fait? s'écria Mme de Vaubert. Le fils Stamply n'est pas mort, il est de retour au pays, on a constaté son identité, et vous demandez ce que cela vous fait!

— Mais sans doute, répondit M. de La Seiglière avec un naïf étonnement. Si ce garçon a des raisons d'aimer la vie, tant mieux pour lui qu'il ne soit pas en terre. Je prétends le voir; pourquoi ne s'est-il pas déjà présenté?

— Soyez calme, dit la baronne, il se présentera.

— Qu'il vienne! s'écria le marquis; on le recevra; on aura soin de lui; au besoin, on lui fera un sort. Je n'ai point oublié la délicatesse des procédés du père. Le vieux Stamply a fait son devoir; à mon tour, je ferai le mien. C'est une justice que le gars se ressente de la fortune que m'a rendue le papa. Je ne suis pas ingrat; il ne sera pas dit qu'un La Seiglière a laissé dans la peine le fils d'un serviteur fidèle. Qu'on m'amène Bernard; s'il hésite, qu'on le rassure; il aura ce qu'il demandera.

— Et s'il demande tout? dit la baronne.

A ces mots, M. de La Seiglière tressaillit et se tourna vers elle d'un air effaré.

— Avez-vous lu un livre qui s'appelle le Code? demanda tranquillement Mme de Vaubert.

— Jamais, répondit le marquis avec orgueil.

— Je l'ai parcouru ce matin à votre intention. Hier encore, je n'étais pas plus avancée que vous; pour vous, je me suis faite clerc de procureur. C'est un livre d'un style assez sec, très goûté d'ailleurs lorsqu'il consacre nos droits, mais peu estimé quand il contrarie nos prétentions. Je doute, par exemple, que vous en aimiez beaucoup le chapitre des donations entre vifs. Lisez-le cependant, je le recommande à vos méditations.

— Madame la baronne, s'écria M. de La Seiglière en se levant avec un léger mouvement d'impatience, me direz-vous ce que tout cela signifie?

— Monsieur le marquis, répondit Mme de Vaubert en se levant de son côté avec la gravité d'un docteur, cela signifie que toute donation à titre gratuit est révoquée de plein droit pour cause de survenance d'enfant légitime, même posthume, du donateur; cela signifie que Jean Stamply, du vivant de son fils, n'aurait pu disposer en votre faveur que de la moitié de ses biens, et que, n'ayant disposé du tout que dans l'hypothèse que son fils était mort, ces dispositions se trouvent anéanties; enfin cela signifie que vous n'êtes plus chez vous, que Bernard va vous faire assigner en restitution de titres, et qu'au premier jour, armé d'un jugement en bonne forme, ce garçon à qui vous parliez de faire un sort vous sommera de déguerpir et vous mettra poliment à la porte. Comprenez-vous maintenant?

M. de La Seiglière fut attéré; mais telle était son adorable ignorance des choses de la vie, qu'il passa vite de l'étonnement et de la stupeur à l'exaspération et à la révolte.

— Je ne me soucie pas mal de votre Code et de vos donations entre vifs, s'écria-t-il avec l'emportement d'un enfant mutin. Est-ce que j'entends rien à tout cela, moi? Est-ce que tout cela me regarde? Ce que je sais, c'est que je suis chez moi. Que parlez-vous d'ailleurs de donation! On me restitue ce qu'on m'a dérobé, on me rend les biens qu'on m'a pris, et cela s'appelle une donation! Le mot est joli. Un La Seiglière acceptant une donation! la chose est plaisante! Comme si les La Seiglière avaient jamais rien accepté d'une autre main que la main de Dieu! Comment, ventre-saint-gris! je suis chez moi, heureux et paisible, et parce qu'un vaurien qu'on croyait mort se permet de

vivre, je devrai lui compter la fortune que m'avait volée monsieur son père! C'est le Code qui le veut ainsi! Mais ce sont donc des cannibales qui l'ont rédigé, votre code, qui se dit civil, je crois, l'impertinent! Un code d'usurpateur, qui consacre de père en fils la rapine et le brigandage! En un mot, le code Napoléon! Je reconnais là M. de Buonaparte. Il a pensé à son louveteau : c'est d'un bon père et d'un loup prévoyant.

Il parla long-temps sur ce ton, sans suite, sans liaison, au hasard, marchant à grands pas, frappant du pied le parquet, se drapant d'une façon tragi-comique avec les pans de sa robe de chambre, et répétant à chaque instant d'une voix étouffée par la colère : une donation! une donation! Mme de Vaubert eut bien de la peine à l'apaiser et à lui faire comprendre ce qui s'était passé plus d'un quart de siècle auparavant et ce qui se passait à cette heure. Elle avait jusqu'alors respecté ses illusions; mais cette fois la gravité de la situation ne permettait plus de ménagemens. Elle arracha brutalement le bandeau qui lui voilait les yeux, et vainement le pauvre marquis se raidit, se débattit, et, comme un aveugle rendu subitement à la lumière des cieux, ferma douloureusement les paupières; Mme de Vaubert le dompta, et, le forçant à regarder en face le soleil de l'évidence, elle l'inonda de toutes parts d'une impitoyable clarté. A voir les ébahissemens de M. de La Seiglière en écoutant l'impartial résumé de l'histoire de ces derniers temps, on eût dit qu'après s'être endormi sur les bords du Clain, il se réveillait en Chine, au milieu d'un groupe de bonzes, et déguisé lui-même en mandarin. Les faits rétablis et le passé nettement dessiné :

— Maintenant, ajouta la baronne avec fermeté, il s'agit de résoudre la question de l'avenir. Le cas est périlleux; mais il n'est si mauvais pas dont on ne se puisse tirer avec un peu d'adresse et beaucoup de sang-froid. Voyons, marquis. Nul doute que ce Bernard ne se présente d'un instant à l'autre, non pas en solliciteur, comme vous l'avez espéré d'abord, mais en maître, le front haut et la parole haute. Il ne manque pas de gens qui l'auront instruit de ses droits et qui lui fourniront, au besoin, le moyen de les soutenir. Supposez qu'il arrive; comment l'allez-vous recevoir?

— Qu'il aille à tous les diables! s'écria le marquis en éclatant comme une bombe dont on croyait la mèche éteinte.

— Pourtant, s'il se présente?...

— S'il l'osait, madame la baronne, je me souviendrais qu'il n'est pas gentilhomme, et, plus heureux que Louis XIV, je n'aurais pas à jeter, comme lui, ma canne par la fenêtre.

— Vous êtes fou, marquis.

— S'il faut plaider, eh bien! nous plaiderons.

— Marquis, vous êtes un enfant.

— J'aurai pour moi le roi.

— La loi sera pour lui.

— J'y mangerai mon dernier champ, plutôt que de lui laisser un brin d'herbe.

— Marquis, vous ne plaiderez pas. Plaider! y songez-vous? mêler votre nom à des débats scandaleux! vous commettre avec la justice! et cela pour en arriver à des conclusions prévues, infaillibles, inévitables! Nous avons des ennemis; vous ne leur donnerez pas cette joie. Vous avez un blason; vous ne lui ferez pas cette injure.

— Mais, pour Dieu! madame la baronne, que faire? que décider? que devenir? à quel parti se rendre? s'écria le marquis aux abois.

— Je vais vous le dire, répliqua Mme de Vaubert avec assurance. Savez-vous l'histoire d'un colimaçon qui s'introduisit un jour étourdiment dans une ruche? Les abeilles l'empâtèrent de miel et de cire; puis, lorsqu'elles l'eurent ainsi emprisonné dans sa coquille, elles roulèrent cet hôte incommode et le poussèrent hors de leur maison. Marquis, c'est ainsi qu'il faut nous y prendre. Ce Bernard est sans doute un rustre comme l'était son père : aux graces de son origine il doit joindre la brutalité du soldat et l'emportement du jeune homme. Enduisons-le de cire et de miel; engluons-le des pieds à la tête. Si vous l'irritez, tout est perdu; ménageons-le, voyons-le venir. Il arrivera comme un boulet de canon qui s'attend à rebondir contre un mur de granit ou d'airain; qu'il s'enfonce et s'amortisse dans une balle de coton. Ne le heurtez pas; gardez-vous surtout de discuter vos droits ni les siens. Défiez-vous de votre sang; vous êtes bien jeune encore! Loin de les contrarier, flattez ses opinions; humiliez, s'il est nécessaire, la victoire devant la défaite. L'essentiel d'abord est de l'amener doucement à s'installer comme un hôte dans ce château. Cela fait, vous gagnez du temps; le temps et moi, nous ferons le reste.

— Ah ça! madame la baronne, quel rôle allons-nous jouer ici? demanda fièrement le vieux gentilhomme.

— Un grand rôle, monsieur, un grand rôle! répondit la baronne encore plus fièrement. Nous allons combattre pour nos principes, pour nos autels et pour nos foyers; nous allons lutter pour le droit contre l'usurpation; nous allons défendre la légitimité contre les exactions d'une légalité odieuse et tyrannique; nous allons disputer nos derniers boulevards aux envahissemens d'une bourgeoisie basse et jalouse,

qui nous hait et veut notre ruine. Si nous étions aux beaux temps de la chevalerie, je vous dirais de monter à cheval, d'entrer en lice, et de combattre à armes courtoises, ou bien encore, enfermés dans votre château comme dans un fort, vous, nous, nos gens et nos vassaux, plutôt que d'en sortir vivans, nous nous ferions tuer sur la brèche. Malheureusement ce n'est pas d'aujourd'hui que les avocats ont remplacé les champions, et les huissiers les hérauts d'armes; et puisque nous vivons dans un temps où l'on a substitué plus que jamais le palais de justice au champ-clos, et les subtilités de la loi aux inspirations du courage, force est bien aux plus nobles et aux plus vaillans d'user de la ruse en guise d'épée et de l'esprit à défaut de lance. Que voulons-nous d'ailleurs? Il n'est pas question de réduire ce garçon à la mendicité. Vous serez généreux, vous ferez bien les choses; mais, en bonne conscience, un pauvre diable qui vient de passer six années dans la neige, a-t-il absolument besoin, pour se sentir mollement couché, d'être étendu tout de son long sur un million de propriétés. A présent, cher marquis, si vous avez encore des scrupules, qu'à cela ne tienne! Tout cas de conscience est respectable. Allez trouver M. Bernard; passez-lui, comme une bague au doigt, vos domaines. Pendant que vous y serez, pourquoi ne joindriez-vous pas à ce petit cadeau vos parchemins et vos armoiries? J'ai vu, ce matin, passer Hélène, belle, radieuse, souriante et confiante en la destinée; à son retour, elle apprendra qu'elle est ruinée de fond en comble, et qu'il ne lui reste plus que l'humble castel de Vaubert. Nous irons y vivre modestement, comme autrefois nous avons vécu dans l'exil. Au lieu de s'unir dans l'opulence, nos enfans se marieront dans la pauvreté. Nous serons la fable du pays. Plus tard, nous ferons de nos petits-fils des hobereaux, et nous vendrons nos petites-filles à la vanité de quelques manans enrichis. Cette perspective n'a rien d'alarmant : sans compter la satisfaction d'avoir incessamment sous les yeux le château de La Seiglière, les ombrages de ce beau parc, et M. Bernard chassant, vivant en liesse, menant grand train sur ses terres.

— Savez-vous, baronne, s'écria M. de La Seiglière, que vous avez le génie d'une Médicis?

— Ingrat, j'ai le génie du cœur, répondit Mme de Vaubert en souriant. Qu'est-ce que je veux? qu'est-ce que je demande? Le bonheur des êtres que j'aime. Pour moi, je n'ai pas d'ambition. Pensez-vous que je m'effraie sérieusement, pour ma part, à l'idée de vivre avec vous, en famille, dans mon petit manoir? Eh! mon Dieu, je suis faite depuis long-temps à la pauvreté; mon Raoul n'a jamais rêvé la for-

tune. Mais vous, mais notre belle Hélène, mais les enfans qui naîtront d'une union charmante, voilà, marquis, voilà ce qui m'effraie!

Ils en étaient là de ce long entretien, lorsqu'un laquais annonça qu'un inconnu, qui refusait de se nommer, demandait à parler à M. le marquis.

— C'est notre homme, dit la baronne.

— Faites entrer, dit le marquis.

— Songez bien, s'empressa d'ajouter Mme de Vaubert, que tout le succès de l'entreprise dépend de cette première entrevue.

Le parquet du corridor retentit sous un talon brusque, ferme et sonore, et presque aussitôt le personnage qu'on venait d'annoncer entra militairement, botté, éperonné, le chapeau et la cravache au poing. Quoiqu'évidemment flétri par la fatigue et par la souffrance, c'était un homme qui paraissait avoir trente ans au plus. Le front découvert, effleuré déjà par des rides précoces, les joues amaigries, l'œil enfoncé dans son orbite, la bouche mince et pâle, ombragée d'une moustache épaisse et brune, l'air franc et décidé, l'attitude fière et même un peu hautaine, il avait une de ces figures qui passent pour laides aux yeux du monde, mais que les artistes ont en général la faiblesse de trouver belles. Une redingote bleue, boutonnée jusqu'au col, pressait sa taille élancée, droite et souple. A peine entré dans ce salon qu'il sembla reconnaître, son regard s'amollit, et son cœur parut se troubler; mais, s'étant remis promptement d'une émotion involontaire, il s'inclina légèrement à quelques pas de la baronne, puis interpellant le marquis :

— C'est à M. de La Seiglière que j'ai l'honneur de parler? demanda-t-il avec une politesse glacée et d'une voix qui se ressentait encore de l'habitude du commandement.

— Vous l'avez dit, monsieur. A mon tour, puis-je savoir....

—Dans un instant, monsieur, répliqua froidement le jeune homme; si, comme je le suppose, c'est à Mme de Vaubert que j'ai l'honneur de m'adresser, madame, veuillez rester, ajouta-t-il, vous n'êtes pas de trop entre nous.

Un éclair de joie passa dans les yeux de Mme de Vaubert, complètement rassurée sur le gain d'une bataille dont elle avait dressé le plan et qu'elle allait pouvoir diriger. De son côté, M. de La Seiglière respira plus à l'aise, en sentant qu'il allait manœuvrer sous les ordres d'un si grand capitaine.

— Monsieur, veuillez vous asseoir, dit-il en s'asseyant lui-même presqu'en face de la baronne.

Le jeune homme prit le siége que lui indiquait le marquis et s'y installa assez cavalièrement; puis il se fit entre ces trois personnages un moment de ce silence solennel qui précède les engagemens décisifs, quand deux armées sont en présence. Le marquis ouvrit sa boîte d'or, y plongea le pouce et l'index et se bourra le nez d'une prise de tabac d'Espagne, lentement et à petits coups, avec une grace toute spéciale, entièrement perdue de nos jours.

— Monsieur, dit-il, je vous écoute.

Après quelques secondes de recueillement, l'étranger s'accouda sur le bras du fauteuil dans lequel il était assis, du côté du vieux gentilhomme.

— Monsieur le marquis, dit-il en élevant la voix avec autorité, voici bientôt trente ans, de grandes choses allaient s'accomplir. La France était dans l'attente. Tous les regards se tournaient avec anxiété vers l'orient que blanchissait une nouvelle aurore; il courait dans l'air de sourdes rumeurs qui remplissaient les ames de joie ou d'épouvante, d'espérance ou de stupeur. Il paraît que vous n'étiez pas, monsieur, au nombre de ceux qui espéraient alors et se réjouissaient, car vous fûtes un des premiers qui abandonnèrent la patrie menacée pour fuir à l'étranger. La patrie vous rappela, c'était son devoir; vous fûtes sourd à son appel, c'était sans doute votre bon plaisir; elle confisqua vos biens, c'était son droit.

A ces mots, le marquis, oubliant déjà le rôle qu'il avait tacitement accepté, bondit sur son siége comme un chamois blessé; un regard de Mme de Vaubert le contint.

— Ces biens, devenus la propriété de la nation, propriété légale et légitime, un de vos fermiers les acheta du prix de ses sueurs, et lorsqu'il eut bien travaillé, lorsqu'au bout de vingt-cinq années de fatigues et de labeurs, il eut recousu, pour ainsi dire, lambeaux par lambeaux, le domaine de vos ancêtres, tandis que vous, les bras croisés, vous étiez occupé là-bas à ne rien faire, si ce n'est des vœux hostiles à la gloire et à la grandeur de la France, il s'en dépouilla comme d'un manteau et vous le mit sur les épaules.

— Ventre-saint-gris! monsieur..., s'écria le marquis, ne se connaissant plus.

Un second regard de Mme de Vaubert l'arrêta court et le cloua muet sur place.

— Par quel enchantement cet homme, qui ne vous devait rien et ne vous aimait pas, se porta-t-il envers vous à un tel excès de générosité, d'amour et d'enthousiasme? Comment se décida-t-il à rési-

gner entre vos mains cette sainte propriété du travail, la seule que Dieu reconnaisse et bénisse? Peut-être pourriez-vous me l'apprendre. Ce que je puis, moi, vous affirmer, c'est que, du vivant de son fils, cet homme ne se souciait même pas de savoir si vous existiez. Toujours est-il qu'il mourut, sans s'être réservé seulement un coin de terre pour son dernier sommeil, vous laissant paisible possesseur d'une fortune qui ne vous avait coûté d'autre peine que d'ouvrir la main pour la recevoir.

Le marquis allait répliquer, quand la baronne lui coupa, ou, pour mieux dire, lui souffla la parole.

— Puisque vous m'avez permis d'assister à cet entretien, dit-elle de sa plus douce voix, avec un ton d'exquise urbanité, souffrez, monsieur, que j'y prenne part. Je n'essaierai point de relever ce que quelques-unes de vos expressions ont eu pour nous de cruel et de blessant. Vous êtes jeune; cette nouvelle aurore dont vous parlez, si vous l'aviez vue poindre, vous sauriez, comme nous, que ce fut une aurore de sang. Quant aux reproches que vous nous adressez d'avoir déserté le sol de la France et d'être demeurés sourds à l'appel de la patrie, il nous est permis d'en sourire. Si l'on venait vous dire que ce château menace ruine, si ce parquet tremblait sous vos pieds, et que ce plafond, près de s'effondrer, criât et craquât sur nos têtes, resteriez-vous assis tranquillement dans ce fauteuil? Si le bourreau, la hache derrière le dos, vous appelait d'une voix pateline, vous empresseriez-vous d'accourir? Laissons là ces enfantillages. Encore un mot pourtant. Vous nous accusez d'avoir formé, au fond de l'exil, des vœux hostiles à la gloire et à la grandeur du pays. C'est une erreur, monsieur. Nous vous voyons pour la première fois; nous ne savons ni qui vous êtes ni quel intérêt vous amène; seulement nous sentons que vous ne nous êtes pas ami, et la distinction de votre personne nous fait une loi de chercher à forcer votre estime, à défaut de vos sympathies. Croyez qu'il s'est rencontré dans ces rangs de l'émigration, trop calomniés peut-être, de nobles cœurs, demeurés français sur la terre étrangère. Vainement la patrie nous avait rejetés de son sein; nous l'avions emportée dans le nôtre. Demandez au marquis si nos vœux l'ont suivie, cette patrie ingrate et chère, dans toutes ses campagnes et sur tous ses champs de bataille? qu'il vous dise s'il est un de ses triomphes qui n'ait éveillé d'orgueilleux échos dans nos ames? Rocroi n'exclut point Austerlitz; Bouvines et Marengo sont sœurs. Ce n'est pas le même drapeau; mais c'est toujours la France victorieuse.

— Très bien, très bien, dit le marquis en ouvrant sa tabatière.

Et, tout en portant à son nez une pincée de poudre brune : — Décidément, ajouta-t-il mentalement, la baronne a le diable au corps.

— Et maintenant, reprit Mme de Vaubert, ce petit compte une fois réglé, si vous n'êtes venu que pour nous rappeler ce que l'on doit ici à la mémoire du meilleur des hommes, si c'est à cela seulement que se borne votre mission, j'ajouterai, monsieur, que c'est sans doute une noble tâche, mais que, nos dettes étant payées, vous avez pris une peine inutile. Enfin, si vous tenez à savoir par quel enchantement M. Stamply s'est décidé à réintégrer dans ce domaine une famille qui de tout temps avait comblé ses pères de bontés, je vous dirai qu'il n'a fait qu'obéir aux pieux instincts de sa belle ame. Vous affirmez que, du vivant de son fils, M. Stamply ne se souciait même pas de savoir si cette famille existait; je crois, monsieur, que vous calomniez sa mémoire. Si son fils revenait parmi nous...

— Si son fils revenait parmi vous! s'écria l'étranger, en retenant un mouvement de sombre colère. Supposons qu'il revienne en effet; supposons que ce jeune homme n'ait pas été tué, comme on l'a cru, comme on le croit encore; supposons que, laissé pour mort sur un champ de bataille, ramassé vivant par l'armée ennemie, il se soit vu traîné de steppe en steppe jusqu'au fond de la Sibérie. Après six ans d'une horrible captivité, sur un sol de glace et sous un ciel de fer, libre enfin, il va revoir sa patrie et son vieux père, qui ne l'attend plus. Il part, il traverse à pied les plaines désolées, mendiant gaiement son pain sur sa route, car la France est au bout, et déjà, mirage enchanté, il croit apercevoir le toit paternel fumant au lointain horizon. Il arrive; son vieux père est mort, son héritage est envahi, il n'a plus ni toit ni foyer. Que fait-il? Il s'informe, et bientôt il apprend qu'on a profité de son éloignement pour capter l'affection d'un pauvre vieillard crédule et sans défense; il apprend qu'après l'avoir amené, à force de ruses, à se déposséder, on a payé ses bienfaits de la plus noire ingratitude; il apprend enfin que son père est mort, plus seul, plus triste et plus abandonné qu'il n'avait vécu. Que fera-t-il alors? Ce ne sont toujours que des suppositions. Il ira trouver les auteurs de ces basses manœuvres et de ces lâches machinations; il leur dira : C'est moi, moi que vous croyiez mort, moi le fils de l'homme que vous avez abusé, dépouillé, trahi, laissé mourir d'ennui et de chagrin, c'est moi, Bernard Stamply! Eux, que répondraient-ils? Je vous le demande, monsieur le marquis; je vous le demande, madame la baronne?

— Ce qu'ils répondraient! s'écria M. de La Seiglière, qui, ayant trop ou trop peu présumé de lui-même en acceptant le rôle que lui

avait confié Mme de Vaubert, venait de sentir tout son sang de patricien lui monter indigné à la face; vous demandez ce qu'ils répondraient!... ajouta-t-il d'une voix étranglée par l'orgueil et par le courroux.

— Quoi de plus simple, monsieur? dit Mme de Vaubert avec une naïveté charmante. Ils lui diraient: — Est-ce vous, jeune ami que nous avons aimé sans vous connaître, que nous avons pleuré comme si nous vous avions connu? Que béni soit Dieu qui nous rend le fils pour nous consoler de la perte du père! Venez vivre au milieu de nous, venez vous reposer au sein de nos tendresses des souffrances de la captivité, venez prendre dans notre intimité la place que votre père y occupa trop peu de temps, hélas! enfin venez juger par vous-même de quelle façon nous pratiquons l'oubli des bienfaits. Confondons nos droits, ne formons qu'une même famille, et que la calomnie, en voyant l'union de nos ames, soit réduite au silence et respecte notre bonheur. — Voici, monsieur, ce que répondraient les auteurs de ces basses manœuvres et de ces lâches trahisons; mais, dites, monsieur, parlez, ajouta Mme de Vaubert avec émotion : ne comprenez-vous pas qu'en pensant nous effrayer peut-être, vous avez éveillé en nous presqu'un espoir? Ce jeune ami que nous avons pleuré...

— Il vit, répondit l'étranger, et je souhaite pour vous que ce jeune ami bien portant ne vous coûte pas plus de larmes que le bruit de sa mort ne vous en a fait verser.

— Où est-il? que fait-il? qu'attend-il? pourquoi ne vient-il pas? demanda coup sur coup la baronne.

— Il est devant vous, répondit simplement Bernard.

— Vous, monsieur, vous! s'écria Mme de Vaubert avec une explosion de joie et de surprise qui n'aurait pas été mieux jouée, s'il se fût agi de la résurrection de Raoul. En effet, ajouta-t-elle en attachant sur lui un regard attendri, ce sont tous les traits de son père; c'en est surtout l'air franc, loyal et bon. — Marquis, vous le voyez, c'est bien le fils de notre vieil ami.

— Monsieur, dit à son tour M. de La Seiglière, fasciné par le regard de la baronne moins encore que par l'abîme entr'ouvert sous ses pieds, mais trop fier encore et trop gentilhomme pour s'abaisser à feindre des transports qu'il n'éprouvait pas; — lorsqu'après vingt-cinq ans d'exil je rentrai dans le domaine de mes aïeux, monsieur votre père, qui était un brave homme, me reçut à la porte du parc et me tint ce simple discours : Monsieur le marquis, vous êtes chez vous. Je ne vous en dirai pas davantage : Vous êtes chez vous, monsieur Bernard. Veuillez

donc regarder cette maison comme vôtre; je ne dois pas souffrir, je ne souffrirai pas que vous en habitiez une autre. Vous êtes arrivé avec des intentions hostiles, je ne désespère pas de vous ramener bientôt à des sentimens meilleurs. Commençons par nous connaître, peut-être finirons-nous par nous aimer. La chose me sera facile; si vous n'y réussissez pas, il ne sera jamais trop tard pour entrer en accommodement, et vous me trouverez toujours disposé à prendre avec vous les arrangemens qui pourront vous être agréables.

— Monsieur, répondit Bernard avec hauteur, je ne veux ni vous connaître ni vous aimer. Entre vous et moi il n'y a rien de commun, rien de commun ne saurait exister. Nous ne servons pas le même Dieu; nous ne desservons pas le même autel. Vous haïssez ce que j'adore, et j'adore ce que vous haïssez. Je hais votre parti, votre caste, vos opinions; je vous hais, vous, personnellement. Nous dormirions mal sous le même toit. Vous serez toujours disposé, dites-vous, à prendre avec moi les arrangemens qui pourront m'agréer; je n'attends rien de votre bonté, n'attendez rien de la mienne. Je ne sais qu'un arrangement possible entre nous : c'est celui qu'a prévu la loi. Vous n'êtes ici qu'à titre de donataire. Le donateur n'ayant disposé de ses biens qu'avec la conviction que son fils était mort, — l'acte de donation en fait foi, — puisque je vis, vous n'êtes plus chez vous, je suis ici chez moi.

— *That is the question*, fredonna M. de La Seiglière, résumant ainsi en trois mots tout ce qu'il savait de Shakspeare.

— Ah! s'écria Mme de Vaubert avec la tristesse d'une espérance déçue, vous n'êtes pas Bernard; vous n'êtes pas le fils de notre vieil ami!

— Madame la baronne, répliqua brusquement le jeune homme, je ne suis qu'un soldat. Ma jeunesse a commencé dans les camps; elle a fini chez les barbares, au milieu des steppes arides. Les champs de bataille et les huttes glacées du Nord, tels ont été jusqu'à présent les salons que j'ai fréquentés. Je ne sais rien du monde; voici deux jours, je n'en soupçonnais même pas les détours et les perfidies. Je crois naturellement, sans effort, à l'honneur, à la franchise, au dévouement, à la loyauté, à tous les grands et beaux instincts de l'ame. Eh bien! quoiqu'à cette heure encore mon cœur indigné s'efforce de douter que la ruse, l'astuce et la duplicité puissent être poussées si loin, je ne crois pas, madame, à votre sincérité.

— Eh! monsieur, s'écria Mme de Vaubert, vous n'êtes pas le premier noble cœur qui ait cédé aux suggestions des méchans et dont la

calomnie ait flétri les saintes croyances; mais encore, avant de se décider à la haine, faudrait-il s'assurer qu'on ne doit pas, qu'on ne peut pas aimer.

— Tenez, madame, dit Bernard, pour en finir, vous devriez comprendre que plus vous déploierez d'habileté, moins vous réussirez à me convaincre. Je conçois maintenant que mon pauvre père se soit laissé prendre à tant de séductions; il y a eu des instans où vous m'avez fait peur.

— C'est bien de l'honneur pour moi, s'écria Mme de Vaubert en riant; vous n'en avez jamais tant dit des boulets ennemis et des baïonnettes étrangères.

— Oui, oui, ajouta le marquis, on sait que vous êtes un héros.

— Engagé volontaire à dix-huit ans, dit la baronne.

— Lieutenant de hussards à dix-neuf, dit le marquis.

— Chef d'escadron trois ans plus tard.

— Remarqué par l'empereur à Wagram.

— Décoré de la main du grand homme après l'affaire de Volontina, s'écria Mme de Vaubert.

— Ah! il n'y a pas à dire, ajouta le marquis en enfonçant résolument ses mains dans les goussets de sa culotte; il faut reconnaître que c'étaient des gaillards.

— Brisons là, dit Bernard, un instant interdit. Monsieur le marquis, je vous donne huit jours pour évacuer la place. Je veux espérer, pour votre réputation de gentilhomme, que vous ne me mettrez pas dans la pénible nécessité de recourir à l'intervention de la justice.

— Eh bien! moi, j'aime ce garçon! s'écria franchement le marquis, emporté malgré lui par son aimable et léger caractère, sans être retenu cette fois par Mme de Vaubert, qui, comprenant qu'il allait au but, lâcha la bride, et lui permit de caracoler en liberté; eh bien! ventre-saint-gris! ce garçon me plaît. Madame la baronne, je vous jure qu'il est charmant. Jeune homme, vous resterez ici. Nous nous haïrons, nous nous exécrerons, nous plaiderons, nous ferons le diable à quatre; mais, vive Dieu! nous ne nous quitterons pas. Vous savez l'histoire de ces deux frégates ennemies qui se rencontrèrent en plein Océan? L'une manquait de poudre; l'autre lui en donna, et toutes deux, après s'être canonnées pendant deux heures, se coulèrent bas l'une l'autre. Ainsi ferons-nous. Vous arrivez de Sibérie; je présume qu'en vous laissant partir, les Tartares, de peur d'alourdir votre pas et de retarder votre marche, ne vous ont point chargé de roubles. Vous manquez de poudre, je vous en donnerai. Je vous promets de l'agrément. Tandis

que nos avoués, nos avocats et nos huissiers s'enverront, pour nous, des bombes et des obus, nous chasserons le renard, nous vivrons en joie et nous boirons le vin de nos caves. Je serai chez vous, et vous serez chez moi. Comme il n'est pas de procès bien mené qui ne puisse durer vingt ans, nous aurons le loisir de nous connaître et de nous apprécier; nous en viendrons peut-être à nous aimer, et le jour où nous découvrirons que notre château, notre parc, nos bois, nos champs, nos prés, nos fermes et nos métairies auront passé en frais de justice, ce jour-là, qui sait? nous nous embrasserons.

— Monsieur le marquis, répondit Bernard, qui n'avait pu s'empêcher de sourire, je vois avec plaisir que vous prenez gaiement les choses; de votre côté, trouvez bon que je les traite plus sérieusement. Il n'est pas un coin de ces terres que mon père n'ait arrosé de ses sueurs et aussi de ses larmes; il ne convient pas que j'en fasse le théâtre d'une comédie.

A ces mots, après avoir salué froidement, il se dirigea vers la porte. Le marquis fit un geste de désespoir résigné, et Mme de Vaubert poussa dans son cœur un rugissement de lionne qui vient de laisser échapper sa proie. Bernard eût emporté le domaine de La Seiglière dans ses poches, que ces deux visages n'auraient pas exprimé plus de consternation. Encore un pas, et tout était dit, lorsqu'au moment où Bernard allait ouvrir la porte du salon, cette porte s'ouvrit d'elle-même, et Mlle de La Seiglière entra.

JULES SANDEAU.

(*La fin au prochain numéro*).

DE

LA SITUATION DE LA FRANCE

VIS-A-VIS DE L'ANGLETERRE

A PROPOS DE LA POLITIQUE DU MINISTÈRE DANS L'OCÉANIE.

Depuis ces dernières années surtout, on a pu observer dans l'esprit public en France deux dispositions déplorables : en présence d'une difficulté, d'un danger, d'une crise, on s'émeut, on s'agite, on s'effraie avec une vivacité qui laisse peu de place à la réflexion; puis, la difficuté aplanie, le danger détourné, la crise apaisée par une solution telle quelle, on s'abandonne avec un laisser-aller non moins irréfléchi à une confiance oublieuse, et il semble qu'on ne puisse se reposer que dans l'excès de l'insouciance du trouble d'inquiétudes exagérées. On ne saurait faire trop d'efforts pour corriger ces incertitudes, ces oscillations désordonnées de l'opinion publique; et comme la fâcheuse conséquence qui en résulte est d'empêcher le pays d'envisager ses intérêts avec calme et avec fermeté, comme elles lui ravissent le bénéfice de l'expérience que les peuples, de même que les individus, doivent retirer des épreuves qu'ils traversent, nous croyons que la manière la plus efficace de lutter contre ces dispositions regrettables est d'appeler la discussion sur les évènemens qui ont préoccupé l'opinion, avant que les impressions qu'ils ont fait naître aient pu être entièrement effacées, au moment même où ils viennent de s'accomplir, et où les en-

seignemens qu'ils portent en eux doivent parler avec le plus d'autorité. C'est ce qui nous décide à donner, dès aujourd'hui, quelques développemens aux réflexions que l'affaire de Taïti nous suggère.

Le différend auquel a donné lieu l'expulsion de M. Pritchard des îles de la Société a mis en question, avec une gravité et sous une forme nouvelle, la situation de la France envers l'Angleterre, et a montré par des faits très significatifs la portée de la politique du cabinet du 29 octobre.

Le point le plus important de cette complication n'est pas en effet, à mon avis, le dénouement par lequel on la dit terminée. Je ne crois pas que le plus grand intérêt de l'affaire de Taïti soit dans la solution que le cabinet a donnée à cette affaire. Il me paraît évident d'abord qu'il n'est pas aujourd'hui possible de discuter complètement cette solution. Sans doute, l'arrangement, tel qu'il est présenté par les amis mêmes du ministère, peut être à bon droit critiqué; sans doute, dans la prétention du ministère à n'exprimer qu'un regret, et dans la concession d'une indemnité qu'il accorde à M. Pritchard, cet arrangement présente une contradiction qui, de quelque manière qu'elle soit plus tard expliquée, ne pourra faire honneur au cabinet; sans doute, des conjectures fort plausibles et des révélations dignes de confiance permettent déjà de porter un jugement sévère sur la solution même dont le ministère voudrait se réjouir comme d'une victoire. Cependant le ministère tend ici des embûches au débat. Devant son silence, comment apprécier les termes de l'arrangement? Que dire des faits qui lui ont servi au moins de prétexte, lorsqu'il tient ces faits enveloppés d'obscurité? Savons-nous ce qu'il y a eu de blâmable ou de blâmé dans la conduite de M. d'Aubigny? Savons-nous de quelle mesure de blâme M. Bruat a jugé digne la conduite de son lieutenant? Il peut y avoir dans tout cela pour le ministère de délicates questions, d'où il est vraisemblable que son honneur sortira dangereusement atteint. Mais les grandes questions ne sont pas là : lors même que le différend soulevé par M. Pritchard aurait été terminé par le ministère sans compromis fâcheux, la portée de ce différend n'en serait pas moins fatale pour lui. Il y a toujours, et avant tout, à demander compte au ministère de la situation dans laquelle il a conduit la France vis-à-vis de l'Angleterre. Il y a à porter un jugement sur sa politique dans l'Océanie, si promptement éclairée par de si tristes résultats.

L'attitude et le langage du ministère et de ses amis, durant la crise et les premiers momens qui ont suivi la solution, donnent à notre situation vis-à-vis du royaume-uni un singulier caractère de gravité.

L'attitude du ministère a été la consternation ; le langage de ceux qui l'approchent autorisait toutes les craintes. Nous connaissons des personnes à qui M. Guizot, même après la solution, a témoigné un découragement profond au sujet de l'alliance anglaise; nous en savons d'autres auxquelles, après la solution également, il a découvert des pensées toutes différentes : il affirmait à celles-ci qu'il n'avait jamais craint une rupture violente; il leur donnait les apparences timorées de sa conduite et de son langage pendant un mois pour un coup de fine diplomatie. A l'entendre, il aurait voulu effrayer tout le monde, afin de faire tourner à son profit les craintes qu'inspirerait à tout le monde une perspective sérieuse de guerre. Au fond, quelle peut être à ce sujet la pensée véritable de M. le ministre des affaires étrangères? Est-il sincère, lorsqu'il se présente comme n'ayant jamais chancelé dans sa confiance? ou bien, rassuré par l'évènement, suit-il la pente naturelle qui le porte d'ordinaire à dresser après coup des théories sur les faits accomplis? Faut-il le croire plutôt dans l'expression de ses craintes? Les défiances et l'irritation qu'il a soulevées en France, la mauvaise humeur, la colère qu'il a rencontrées dans le gouvernement anglais au début du dernier conflit, l'ont-elles fait réellement désespérer du maintien du bon accord entre les deux pays? Son amour-propre déçu lui présente-t-il comme supérieure à d'autres forces que les siennes une tâche contre laquelle il a lui-même échoué? Je ne me prononcerai pas sur ces questions. Je ne demanderai pas quelle est l'opinion que M. Guizot garde pour lui-même; je demanderai plutôt celle qu'il peut avoir intérêt à faire partager au public et aux chambres, celle qu'il peut du moins avoir intérêt à faire insinuer par les personnes qui l'entourent, afin de la propager dans le pays. Pour ma part, si M. Guizot, en supposant qu'il ne les ait pas partagées lui-même, a pu croire, en d'autres circonstances, d'une bonne tactique de répandre des appréhensions sur la conservation de la paix avec l'Angleterre, j'incline à penser qu'il ne renoncera pas à un expédient qui lui a déjà réussi. C'est peu s'exposer à se tromper, et ce n'est pas d'ailleurs calomnier le ministère que de prendre son passé pour garant de son avenir, et de s'attendre à le voir employer encore, pour arracher aux chambres le vote de l'indemnité stipulée en faveur de M. Pritchard, le moyen dont il s'est déjà servi pour obtenir la sanction du désaveu de M. Dupetit-Thouars.

Qui ne voit cependant les funestes effets de cette tactique? Sans doute, de la part d'un ministère qui s'est présenté comme apportant au pays le bénéfice d'une entente cordiale avec l'Angleterre, d'un

ministère qui se donne pour investi de la considération et de la confiance des hommes d'état anglais, il y a quelque chose d'illogique à montrer ainsi l'Angleterre toujours prête à en appeler contre nous et contre l'équité aux menaces et à la guerre. Si tel est le bon accord que le ministère nous procure avec l'Angleterre, entre quelles mains cet accord pourrait-il avoir pour nous de pires résultats? On a vu précisément dans l'affaire de M. Pritchard un des plus graves inconvéniens de cette tactique. Ces paroles si risquées de sir Robert Peel qui ont envenimé la difficulté dès le début, qui l'ont grossie outre mesure, qui étaient au fond la plus grosse et la seule difficulté, ces paroles n'ont-elles pas été inspirées par l'attitude que le ministère avait prise devant les chambres à propos du désaveu de l'amiral Dupetit-Thouars? Mais là encore n'est pas le plus grand danger. Cette habitude, devenue familière au ministère, de montrer l'Angleterre sans cesse disposée à prendre les armes, cette habitude d'évoquer à chaque instant la guerre est le seul péril grave qui menace la paix. Il n'est pas d'imprudence plus fatale et plus coupable peut-être que de se jouer ainsi de la guerre et des préoccupations qu'elle inspire : c'est par une pareille conduite que l'on s'expose à la faire éclater sans intérêt, presque sans cause, au choc des plus absurdes préjugés ou des passions les plus insensées. On trompe par-là, de la manière la plus fatale, les deux pays l'un sur l'autre : on fait croire à l'Angleterre que la guerre est une menace irrésistible et d'un succès infaillible pour venir à bout de la France; on accoutume l'Angleterre à prodiguer cette menace; on l'expose à se méprendre sur les moindres résistances qu'il lui arrive de rencontrer chez nous; à la moindre opposition que ses exigences peuvent éprouver en France de la part même des hommes les plus modérés et les plus prudens, on lui fait croire que tout le monde parmi nous, sauf le cabinet, veut la guerre avec l'Angleterre. C'est ainsi qu'une irritation injustifiable, qu'une colère sans fondement, arrivent à troubler le jugement, ordinairement si calme et si circonspect, d'hommes tels que sir Robert Peel et le duc de Wellington. Je le répète, je ne sais si le cabinet est aujourd'hui sincère dans les craintes qu'il exprime sur la situation; mais, à force de les manifester, il en a fait un véritable danger qui plane sur les rapports des deux pays, qui les sépare chaque jour plus profondément, qui les accoutume à se défier l'un de l'autre, à s'irriter l'un contre l'autre, qui les prépare à l'idée de se trouver, à un moment plus ou moins rapproché, en hostilité, en lutte réelle. On ne saurait compromettre davantage le grand intérêt de la paix, et on ne saurait le compro-

mettre avec moins de raison. Pour détourner ce danger, on ne peut mettre trop d'insistance à faire réfléchir froidement les deux pays sur les dispositions réciproques que leurs intérêts sérieux doivent leur inspirer, et sur la véritable situation dans laquelle ils sont placés l'un envers l'autre.

Les intérêts réels des deux peuples peuvent-ils leur commander, je dirai plus, leur permettre de faire appel à l'argument extrême de la guerre dans les débats qu'ils sont exposés à voir s'élever entre eux? Doit-on enfin faire disparaître cette perspective de la guerre entre l'Angleterre et la France, qui obscurcit la raison des deux pays et les expose à de si funestes malentendus? Une alliance est-elle, au contraire, naturelle, justifiable, possible? Quelles en sont les conditions normales et raisonnables, et comment doit-elle être comprise et pratiquée? Nous croyons qu'il n'est pas de questions sur lesquelles il soit aujourd'hui plus important de porter un examen calme et prompt.

C'est par la situation de l'Angleterre vis-à-vis de la France qu'il nous paraît naturel de commencer cet examen, puisque c'est à l'Angleterre que le ministère attribue l'attitude menaçante et les résolutions les plus redoutables pour la paix. Serait-il donc vrai que la situation de l'Angleterre lui prescrivît ou lui permît de braver contre nous la guerre, de la risquer sur les affaires les plus minces, ou, à vrai dire, sur les plus frivoles prétextes? Cette question se subdivise : elle conduit à rechercher si l'Angleterre, dans son ensemble, comme nation et comme état, a ou non des intérêts à substituer la guerre à la paix dans ses relations avec la France, et quels peuvent être aussi vis-à-vis de nous les intérêts et les dispositions des deux grands partis qui se disputent le gouvernement de l'empire britannique.

Ces questions sont parfaitement éclaircies par l'histoire. L'Angleterre nous a fait la guerre depuis un demi-siècle pour de grands intérêts; ces intérêts subsistent-ils aujourd'hui? Lorsque l'Angleterre nous déclara la guerre en 1793, elle alléguait de puissantes raisons, et je crois qu'elle était tout-à-fait sincère dans l'appréciation du motif par lequel elle fut déterminée. Qu'on le remarque : elle fut la dernière des puissances principales de l'Europe à rompre avec nous; elle attendit jusqu'à la mort de Louis XVI. Le motif prépondérant qui la décida fut la crainte de la propagande révolutionnaire; les écrits et les discussions parlementaires de cette époque ne permettent pas d'en douter; ce qui le prouve plus fortement encore, c'est la scission qui s'opéra dans le parti whig. Ce furent des whigs, les partisans les plus convaincus et les plus dévoués de la constitution anglaise, qui témoi-

gnèrent, dès le principe, les alarmes les plus vives, les répugnances les plus profondes à l'égard de la révolution française. Il suffit de nommer Burke et de rappeler sa polémique ardente contre notre révolution. Il est certain que ce fut la scission des whigs qui permit à Pitt, qui le força même de se réunir à la coalition européenne. Il n'est pas moins certain que les membres si importans du parti whig qui se séparèrent de Fox et se déclarèrent contre la France, que le duc de Portland, le comte de Fitz-William, Burke, Windham, et plusieurs autres, effrayés par des théories prêchées dans des associations nombreuses et actives, affiliées aux jacobins, n'abandonnèrent ainsi leurs anciennes amitiés que sous l'impression des périls dont ils croyaient la constitution anglaise menacée par les principes révolutionnaires (1). Ce n'est pas ce motif assurément, ce n'est pas la crainte des dangers dont nous pourrions menacer sa constitution, qui déterminerait aujourd'hui l'Angleterre à nous faire la guerre; ce ne serait pas davantage le motif qui l'anima dans la lutte contre Napoléon : il est trop évident que le gouvernement de 1830, et nous sommes loin de l'en blâmer, ne nourrit pas contre l'Angleterre les desseins acharnés et gigantesques de la politique impériale.

Aucune considération d'intérêt défensif n'impose la guerre à l'Angleterre. Quelque intérêt d'une nature différente la sollicite-t-il à l'agression? Si la guerre ne lui est pas commandée comme une nécessité, lui serait-elle suggérée par un calcul?

Il est bien évident d'abord que l'Angleterre ne saurait se proposer, dans une guerre contre la France, aucun agrandissement de territoire. Que peut nous envier l'Angleterre? A-t-elle, comme au siècle dernier, à nous disputer la possession du nord de l'Amérique aux sources de l'Ohio? A-t-elle à nous ravir le Canada? Quelque nouveau Dupleix rêvant de substituer un empire européen à la vaste domination du Grand-Mogol peut-il exciter l'émulation d'un nouveau Clive? L'Angleterre, qui a fait si bon marché de ses colonies des Indes occidentales, voudrait-elle s'emparer des petites îles que nous avons encore aux Antilles? L'Angleterre, qui a tant de colonies dont elle n'a à disputer les richesses qu'au sol, dont elle n'a à faire la conquête que par la culture, voudrait-elle nous remplacer dans l'Algérie? Que voudrait donc l'Angleterre contre nous? Oserait-elle, nous attaquant dans

(1) La correspondance de Burke, qui vient d'être publiée, démontre complètement la sincérité de ses craintes et de celles de ses amis, et prouve que ces craintes furent le seul motif qui les rallia au ministère.

notre existence même, nous forcer à demander secours aux terribles désespoirs dont parle le vieil Horace?

Lorsqu'on attribue à l'Angleterre la pensée de la guerre, c'est par un autre intérêt qu'on la suppose dirigée: c'est sa constitution économique et les besoins de son industrie que l'on considère. On se souvient que, durant les luttes de la république et de l'empire, l'industrie et le commerce britanniques ont pris un développement immense; on se rappelle que, malgré les charges énormes que la guerre imposait à ses finances, la prospérité intérieure du royaume-uni s'est accrue avec une rapidité prodigieuse et dans des proportions colossales; on sait également que les profits de l'industrie anglaise ont diminué depuis la paix, que ses embarras, au contraire, se sont chaque jour multipliés depuis lors, que c'est à la suite de la pacification du monde que l'industrie anglaise s'est trouvée soumise à ces dilatations maladives et à ces contractions douloureuses que les fiévreux soubresauts de la concurrence et des crises commerciales amènent périodiquement à des époques rapprochées et comme avec une nécessité mathématique. On compare donc l'Angleterre durant la guerre à l'Angleterre durant la paix, et l'on conclut que l'état de guerre est celui que préfèrent les intérêts économiques du royaume-uni. Cette conclusion est fausse. Les prospérités de l'Angleterre durant les guerres de la république et de l'empire ne tiennent pas à l'Angleterre seule; elles sont la conséquence de la situation du reste du monde à cette époque. Cette situation était celle-ci : tandis qu'en Angleterre de magnifiques découvertes dans les sciences mécaniques venaient donner aux forces industrielles une multiplication de puissance miraculeuse, tandis que les capitaux accumulés déjà en Angleterre se trouvaient ainsi posséder des instrumens qui mettaient leurs produits au-dessus de toute concurrence étrangère, le continent européen, dévasté par la guerre, était détourné des préoccupations industrielles et commerciales. L'Europe se battait, elle s'épuisait, elle se ruinait dans la guerre; mais l'Angleterre produisait pour elle, elle lui vendait ses produits, et elle réalisait d'énormes bénéfices, dont elle plaça une partie considérable, environ 15 milliards, dans les emprunts que les besoins de sa politique lui firent contracter.

Une guerre avec la France ramènerait-elle une situation semblable? C'est impossible. En supposant, ce qui est invraisemblable, ce que le ministère est inexcusable de laisser dire par ses journaux, que les grandes puissances européennes dussent toujours faire cause commune avec l'Angleterre dans une guerre contre la France, l'Angle-

terre ne trouverait plus les mêmes avantages. A la faveur de la paix, la grande industrie a pris partout dans le monde des racines indestructibles. Partout, l'Angleterre le sait bien, puisque c'est par là qu'elle souffre, partout, et c'est le fait capital de la situation actuelle, il s'est constitué ou il se constitue des nationalités économiques, si l'on peut s'exprimer ainsi. De quel intérêt serait-il donc pour l'Angleterre d'entreprendre la guerre contre la France? Les manufactures belges lui feraient-elles pour cela une concurrence moins redoutable? Avec les bombes qu'elle viendrait lancer sur nos ports, avec les boulets dont elle percerait nos vaisseaux, ferait-elle brèche à cette enceinte du *Zollverein* qui s'élève chaque jour devant le flot refoulé de ses produits? Pour détruire nos escadres, croit-elle qu'elle obtiendrait des concessions du tarif américain, et pendant qu'elle porterait contre nous l'effort de sa marine, s'imagine-t-elle que les cotons manufacturés des États-Unis, qui lui disputent avec avantage les marchés de l'Amérique méridionale, cesseraient la lutte qu'ils soutiennent déjà contre ses propres produits jusque dans l'Inde et en Chine? Les intérêts industriels ne peuvent donc rien gagner à provoquer la guerre. Nous n'énumérerons pas les avantages qu'ils ont à la conjurer, à la prévenir : n'est-il pas évident, au contraire, qu'ils offrent bien plus de prise que les nôtres à l'agression, par la seule raison qu'ils embrassent un cercle plus vaste, qu'ils sont dispersés sur d'immenses espaces? D'ailleurs la guerre, qui vient déplacer violemment les courans des intérêts, et en cela seul elle est un fléau immédiat que repoussent les intérêts industriels, la guerre commence et finit toujours par une crise commerciale.

L'Angleterre, comme nation et comme état, n'a pas de motif raisonnable pour susciter une guerre qui, de la part de la France, étant une guerre défensive, nous pousserait à de tels efforts et remuerait en nous des ressentimens si profonds, qu'elle pourrait préparer au royaume-uni les plus terribles catastrophes. Y aurait-il cependant un parti en Angleterre qui, dans un intérêt d'ambition et par une nécessité de situation, pût être porté à braver tous ces périls?

Je crois que sur les dispositions des deux grands partis qui occupent tour à tour le pouvoir en Angleterre, on tombe communément en France dans l'erreur où conduisent les idées toutes faites, les préjugés. Je crois que nous nous sommes laissé tromper, dans l'appréciation des sentimens du parti whig et du parti tory à notre égard, par quelques souvenirs qui sont devenus des lieux communs. Nous pensions avoir défini, une fois pour toutes, et sans avoir plus à y revenir, les whigs et les tories; nous regardions les whigs comme na-

turellement nos amis, et les tories comme naturellement nos adversaires. L'étonnement douloureux que les évènemens de 1840 nous ont donné n'a pas été tout-à-fait une leçon. La vieille habitude a peut-être, dans plus d'un esprit, repris son empire. On veut croire encore en plus d'un endroit que la cause de la France trouverait au besoin plus de sympathie chez les whigs. Il y a dans cette appréciation routinière une erreur qu'il importe de dissiper.

C'est d'abord une faute de compter sur des sympathies permanentes dans un parti. L'histoire de l'Angleterre le prouve bien. Les whigs et les tories ont été tour à tour et successivement amis et ennemis de la France; la situation des affaires et leurs intérêts en décident. Les tories ont été alliés de la France sous la reine Anne pendant le ministère de Harley et de Bolingbroke. La portion des whigs à la tête de laquelle était Robert Walpole conserva des relations pacifiques et amies avec la France sous le gouvernement de ce ministre. Lord Chatham était whig, c'est un des hommes d'état anglais qui ont fait le plus de mal à la France. Jusqu'à la révolution, Fox déclama contre notre pays; lors du traité de commerce de 1786, c'était Pitt qui défendait l'alliance française, c'étaient Fox et ses amis qui l'attaquaient, et à cette époque le comte Grey, qui devait plus tard inaugurer l'union des deux pays sous le ministère auquel il a donné son nom, mais qui débutait alors dans la vie politique, inspira son *maiden speech* de toutes les passions qu'a jamais pu soulever l'antagonisme des deux peuples. La révolution divisa le parti whig : l'amour des institutions libres fit prendre d'abord à Fox et à quelques-uns de ses amis la défense de la France révolutionnaire. Depuis cette époque d'ailleurs, les relations privées qui unirent quelques familles whigs à des familles qui ont exercé parmi nous, au nom et au profit des idées libérales, une large et noble influence, les familles de Lansdowne et d'Holland, par exemple, à celles de La Fayette et de Mme de Staël, ces relations créèrent, entre deux groupes importans dans les deux pays, des liens d'estime, de bienveillance et de sympathie. Vers la fin de l'empire, néanmoins, on peut en juger par la correspondance, publiée cette année, de Francis Horner, un des membres les plus distingués du groupe ami de la France formé à Holland-House, le parti whig était unanime contre nous; on n'aurait pas le droit d'ailleurs d'exiger que les whigs eussent eu, pour le régime auquel la France était alors soumise, plus de sympathie que n'en professaient leurs amis français, M. de Lafayette, Mme de Staël, Benjamin Constant. Sous la restauration, lors de l'intervention française en Espagne, M. Canning

eut à soutenir les assauts du parti whig. La révolution de juillet et l'établissement de 1830 ont été reconnus par le ministère tory du duc de Wellington et de sir Robert Peel. Quelques années après, lorsque les whigs arrivèrent au pouvoir, lorsque lord Grey, lord Lansdowne, lord Holland, devenus ministres, trouvèrent investis parmi nous des hautes influences leurs anciens amis, on crut que l'on pourrait transporter, dans les rapports des deux pays, les sentimens inspirés par de délicates et nobles sympathies privées, et c'est alors plus que jamais que s'établit en France l'opinion qui représentait les whigs comme nos amis naturels et nécessaires.

Il est vrai qu'il y avait, en ce moment, plus qu'un rapprochement de sentimens personnels : il y avait des deux côtés similitude de situation, et de cette ressemblance sortait comme une identité d'intérêts. Le parti whig tentait, par le bill de réforme, de déplacer en Angleterre la base du pouvoir, de l'étendre et de l'appuyer principalement sur les *middle classes;* en France, à la tête des classes moyennes, maîtresses de la prépondérance politique, on entreprenait une œuvre analogue. L'élan que la commotion de juillet avait donné au mouvement réformiste, l'intérêt qu'avaient les whigs, pour le succès de leur propre entreprise, à voir réussir notre révolution, tout leur faisait alors un devoir de prêter secours à l'œuvre que la France poursuivait. Les whigs n'ont pas manqué à cette obligation. S'il n'est question en France que de l'établissement d'une monarchie modérée appuyée sur des institutions libres, les sympathies et le concours des whigs nous sont assurés; mais une fois cette question résolue, une fois les épreuves d'établissement constitutionnel et de forme de gouvernement terminées chez nous, lorsqu'il ne s'agit plus que des affaires positives et régulières et des intérêts extérieurs des deux pays, les whigs ne nous doivent plus de concours dans les affaires que lorsqu'il y a coïncidence dans les intérêts des deux pays, et ils ont pu, sans manquer à leur consistance politique (nous ne jugeons pas ici avec quels procédés ils l'ont fait), se détacher de l'union de la France, quand les intérêts anglais leur ont paru se séparer des intérêts français. Les whigs (et nous devrions dire tous les Anglais) aiment mieux une France constitutionnelle qu'une France despotiquement gouvernée : là se bornent les sympathies politiques permanentes sur lesquelles il est permis à la France de compter en Angleterre; au-delà, les partis anglais ne peuvent être dirigés au pouvoir que par les intérêts de gouvernement et par les nécessités particulières de leur situation.

Ce n'est donc plus à des inclinations privées, à des admirations théo-

riques, à des doctrines générales, qu'il faut aller demander les motifs des dispositions dans lesquelles peuvent se trouver les grands partis anglais à l'égard de la France. A ce point de vue, il nous paraît démontré par l'examen de la situation du parti tory, qui occupe aujourd'hui le pouvoir, que le ministère actuel est aussi éloigné par ses intérêts que l'Angleterre elle-même de la rupture des relations pacifiques avec la France. On sait quelle est la grande difficulté du parti tory : c'est l'Irlande. Sans doute, dans une guerre avec l'Angleterre, nous ne devrions pas nous attendre à rencontrer, dans l'Irlande combattant pour son indépendance, une alliée puissante ou fort sûre; pourtant il n'en est pas moins vrai que le gouvernement anglais ne pourrait s'engager dans une guerre sous la menace d'une insurrection irlandaise, et qu'il serait forcé, avant de prendre les armes, d'apaiser les griefs de ce pays. Mais le principal de ces griefs est la réclamation d'une part proportionnée dans la représentation nationale, égale à celle que la législation du royaume-uni assure à l'Angleterre, à l'Écosse et au pays de Galles. Si l'on accordait aux Irlandais le nombre de représentans qu'ils devraient avoir à la chambre des communes, les voix qu'on leur donnerait allant se joindre aux whigs, l'équilibre actuel des partis serait bouleversé, la majorité qui soutient le ministère tory serait ou compromise, ou transformée en minorité. Le jour où, sous le poids d'une nécessité aussi impérieuse que le serait le péril d'une guerre, les tories cèderaient à l'Irlande, ce jour-là ils signeraient leur abdication. D'ailleurs les finances, le budget, ressentent immédiatement le contrecoup de la guerre. Le ministère de sir Robert Peel est arrivé précisément au pouvoir à la suite du déficit que la politique belliqueuse du parti whig avait laissé dans les revenus du royaume-uni; c'est sur les mesures que les whigs proposaient pour combler le déficit que sir Robert Peel les a renversés. Ce n'est que par des remaniemens de tarif, par l'imposition d'une taxe nouvelle et pesante, par des mesures qui ont refroidi envers lui plusieurs de ses amis politiques, que sir Robert Peel a pu fermer le déficit. Le croit-on disposé à rouvrir le gouffre qui a été fatal à ses adversaires, et à donner un démenti complet à toute la politique qu'il a pratiquée depuis qu'il a en mains le gouvernement? Enfin il y a entre les situations et les hommes une correspondance étroite, une solidarité réelle. Sir Robert Peel, dont le génie s'accorde si bien avec les besoins actuels de l'Angleterre, sir Robert Peel n'est pas le ministre de la guerre; il est le ministre de la paix. Toute sa carrière a été dirigée vers les préoccupations pacifiques, vers la solution des questions économiques, vers l'étude des intérêts de

commerce et d'industrie : sir Robert Peel doit préférer à une situation pleine de précipices et antipathique à la nature de ses facultés un état de choses par lequel il a fondé son influence et sa réputation, au milieu duquel il a acquis des droits à l'admiration de ses contemporains et à la reconnaissance de son pays. Il est impossible que sir Robert Peel ne soit pas un des hommes d'Europe le plus fortement attachés au maintien de la paix. Il est impossible que le parti tory ne réfléchisse pas à deux fois avant de s'aventurer dans une politique belliqueuse à l'égard de la France.

Je ne veux pas pousser plus loin l'examen des motifs qui commandent à l'Angleterre et au ministère qui est en ce moment à sa tête une politique pacifique. Je n'ai rappelé que les plus simples, je n'ai pas indiqué les échecs qu'une guerre avec la France ferait subir à l'Angleterre dans les difficultés qu'elle a avec d'autres nations, avec les États-Unis par exemple. Le plus léger aperçu suffit pour réfuter la tactique coupable et pour dissiper l'illusion qui représenterait l'Angleterre comme prête, sur le plus ridicule incident, au premier caprice, à tout remettre entre elle et nous à la décision des armes. Je n'ai signalé non plus que les raisons d'intérêts; mais pour un peuple qui jouit des institutions représentatives, pour une nation chez laquelle les résolutions du gouvernement ne sont après tout que le retentissement forcé des exigences des intérêts, les raisons d'intérêts sont les seules décisives, — assez puissantes par elles-mêmes pour dompter les passions banales et inconsidérées qui bouillonnent à la surface de tous les pays libres, assez fortes pour enchaîner dans le gouvernement les fantaisies, les caprices, l'arbitraire.

Entre deux nations, entre des nations surtout comme la France et l'Angleterre, que la nature et la civilisation ont tant rapprochées, qui sont en contact si souvent et sur un si grand nombre de points, les intérêts qui interdisent la lutte commandent nécessairement la bonne intelligence et les bons rapports. L'alliance de la France est utile à l'Angleterre; l'alliance de l'Angleterre ne saurait être dédaignée par la France. Le langage qui, dans les temps ordinaires et calmes, est tenu dans le parlement anglais par les hommes les plus considérables des deux partis, nous montre le prix que l'Angleterre attache en réalité à l'alliance de la France, et il n'y a pas parmi nous un homme politique sérieux qui ne comprenne et qui repousse les avantages inhérens à l'alliance anglaise. Qu'y a-t-il donc alors aujourd'hui entre les deux pays? Pourquoi d'une question qui n'implique aucun grand intérêt ont jailli de si vives paroles et de si grandes alarmes? Pourquoi,

sur une question où notre ministère (et ce n'est pas peu dire) croyait le bon droit du côté de la France, nous a-t-il représenté le gouvernement anglais comme prêt à en appeler à la force contre l'équité? Pourquoi, dans le langage des feuilles qui passent pour les organes de l'opinion publique dans les deux pays, tant d'irritation, tant de colères, tous les signes d'une rivalité profondément hostile, tous les symptômes d'une inimitié prête aux plus violentes explosions? Cette émotion extérieure et toujours dangereuse est-elle l'expression des sentimens réels? y aurait-il donc entre les sentimens et les intérêts une contradiction si profonde? Lorsqu'on regarde à ce qui vient de se passer, il est impossible de ne pas se poser ces questions avec étonnement, avec anxiété; il est impossible de ne pas reconnaître qu'il y a aujourd'hui dans les rapports de la France avec l'Angleterre quelque chose d'anormal, un vice réel; on serait coupable de ne pas vouloir rechercher consciencieusement les causes de cette situation fausse, on serait coupable de fermer volontairement et plus long-temps les yeux, si, comme nous en sommes convaincus, ces causes se présentent avec la certitude d'une irréfutable évidence.

Il est clair que pour que les relations de la France avec l'Angleterre demeurassent bonnes, pour que l'alliance entre les deux pays fût heureusement et logiquement pratiquée, il fallait ces trois choses : — l'intention d'agir ensemble, de s'aider mutuellement en présence d'intérêts communs; — là où les intérêts des deux peuples diffèrent, le soin de prévenir les chocs, le soin surtout d'éviter, en créant des oppositions nouvelles d'intérêts, de nouvelles occasions de conflits; — enfin l'échange entre les deux pays de sentimens bienveillans.

Il est certain que l'absence de cette bienveillance réciproque est précisément le signe auquel se reconnaît le vice de la situation de la France vis-à-vis de l'Angleterre. Tel est le résultat dont le ministère du 29 octobre a couronné l'alliance anglaise. Ce n'était assurément pas le but qu'il se proposait; ce n'était probablement pas non plus le résultat que le cabinet anglais avait en vue dans cette alliance, ce n'était pas le bénéfice qu'il comptait retirer des ménagemens qu'il a eus pour le ministère du 29 octobre. Or, nous le demandons, à qui attribuer cet état de choses, par lequel de si grands intérêts sont compromis, si ce n'est au cabinet du 29 octobre lui-même?

Le ministère n'a pas eu l'occasion d'agir de concert avec l'Angleterre sur de très importantes questions. Ce n'est pas que nous pensions que des questions de ce genre ne puissent se présenter, et aujourd'hui, par exemple, que les évènemens de 1840 ont enlevé à la

France la possibilité d'avoir en Orient une politique isolée, nous croyons que la France, loin d'y demeurer hostile à la politique anglaise, doit être disposée à y travailler ordinairement de concert avec l'Angleterre. Cependant, et c'est la faute du ministère, là où les intérêts étaient différens, il a fait éclater les chocs au lieu de les prévenir; là où la France n'avait pas d'intérêts hostiles à ceux de l'Angleterre, il est allé lui en créer comme à plaisir, il est allé chercher lui-même les conflits qu'il semblait intéressé plus que personne à éviter.

Il est remarquable, en effet, que les conflits les plus graves qui aient ébranlé l'alliance anglaise depuis l'existence du cabinet du 29 octobre sont uniquement sortis d'actes excentriques de la politique de ce cabinet, et non d'un antagonisme antérieur. A d'autres époques, de grands embarras sont nés de questions où les intérêts séculaires de la France sont engagés. Depuis quatre ans, le cabinet a lui-même fait naître les questions qui ont produit les difficultés. L'opinion publique n'a été émue contre l'Angleterre que par le traité du droit de visite et par les conséquences de la politique de M. Guizot dans l'Océanie. Si les amis de M. le ministre des affaires étrangères doivent être crus, s'il est vrai, comme ils le disent, que les hommes d'état anglais se montrent choqués des manifestations anti-anglaises que l'opinion publique a faites en France depuis quatre ans, qui peuvent-ils en accuser? Si M. Guizot n'avait pas signé le traité de l'extension du droit de visite avec une intempestive précipitation dont sir Robert Peel semblait lui-même comprendre, il y a deux mois, l'imprudence, en attribuant la susceptibilité de la France sur le droit de visite à la politique de lord Palmerston, et en justifiant ainsi cette susceptibilité; si la pensée n'était venue à M. Guizot de nous donner de misérables colonies dans l'Océanie, il n'y aurait pas eu en France de manifestations hostiles à l'Angleterre, il n'y aurait pas eu de différend entre l'Angleterre et la France. La conduite de M. Guizot compromettait l'alliance dans les choses et dans les sentimens. Tandis qu'il provoquait ici les défiances de l'opinion, ou qu'il en attisait l'irritation par les échecs dont son imprudence menaçait les intérêts ou l'honneur du pays; tandis qu'il excitait en France des répugnances, des antipathies, des protestations contre sa politique à l'égard de l'Angleterre, auprès des ministres anglais il alléguait les sentimens hostiles qu'il avait lui-même créés, il se montrait environné de difficultés par les passions anti-anglaises qu'il prétendait avoir à vaincre. Étrange manière d'établir la bienveillance entre deux pays, que de faire peur à chacun d'eux des préjugés ou des colères de l'autre! singulier procédé pour fonder une entente

cordiale entre deux peuples, de ne les révéler l'un à l'autre que par leurs mauvais vouloirs! C'est là, en effet, qu'a abouti l'alliance anglaise entre les mains de M. Guizot. S'il demande à l'Angleterre des adoucissemens à ses exigences, c'est en lui parlant de la fougue anti-anglaise qu'il lui faut réprimer en France; s'il fait sanctionner par les chambres les fautes de sa politique, c'est en leur montrant l'Angleterre prête à nous déclarer la guerre. En vérité, les intérêts qui ont besoin du maintien de la paix entre les deux peuples, et nous croyons que ces intérêts sont considérables et puissans en Angleterre comme en France, pensent-ils que la bonne entente puisse résister long-temps à un pareil système?

Il faudrait désespérer de l'intelligence des deux pays, il faudrait se laisser aller en effet aux doutes que les amis de M. Guizot expriment sur le maintien de la paix, si l'affaire de Taïti n'avait apporté que d'inutiles enseignemens. Jamais politique n'a été plus tôt mise à même d'être jugée sur ses résultats que celle de M. Guizot dans l'Océanie; jamais les erreurs de la politique de M. Guizot ne s'étaient plus promptement ni plus gravement révélées que dans la fondation des établissemens coloniaux de l'Océanie.

Au point de vue de l'affaire en elle-même, au point de vue de la politique purement coloniale, M. Guizot montra dans la discussion des premiers crédits de l'Océanie combien ses aptitudes, telles que les ont formées et dirigées son éducation politique et toute sa carrière, le rendent peu propre à la conduite des intérêts que la paix crée et développe. Nous disions tout à l'heure que sir Robert Peel est le ministre des situations pacifiques. On ne peut en dire autant de M. Guizot : M. Guizot qui a rendu de si grands services lorsqu'il a fallu lutter contre les factions, M. Guizot qui est le ministre des crises intérieures, qui même pendant qu'il était ambassadeur et qu'il avait à veiller à une aussi importante affaire que le traité du 15 juillet, de son propre aveu, *se préoccupait plus du dedans que du dehors*, M. Guizot n'est pas l'homme des situations pacifiques. Placé à la tête d'une situation de cette nature, il la tourmentera, comme nous le voyons aujourd'hui, il y amassera de grandes inquiétudes à propos d'affaires minimes en elles-même, il fera sortir de grands dangers des plus petites choses. Pour être ministre de la paix, il faut avoir une profonde intelligence des intérêts de la paix, une dextérité savante à les manier. L'Angleterre a eu plusieurs ministres de ce genre : Robert Walpole, Pitt (qui a été bien plus grand comme homme d'état pendant la paix que durant la guerre), Canning et Huskisson, et aujourd'hui sir Robert Peel.

Tous, ils se sont distingués par une entente complète des intérêts économiques, par une expérience consommée dans les questions commerciales, par une habileté supérieure dans la conduite des affaires positives. Ces qualités indispensables pour mener le gouvernement d'un grand pays dans une situation pacifique manquent à M. Guizot. Il ne s'en est jamais montré plus dépourvu que dans l'ébauche de politique coloniale qu'il a tentée aux Marquises et à Taïti.

Je me souviens d'avoir assisté à la séance de la chambre des députés où M. le ministre des affaires étrangères vint justifier ces malheureux établissemens. Il avait à répondre à un des meilleurs discours qu'ait prononcés M. Billault, à un discours où, dans une argumentation éclairée par la connaissance des intérêts commerciaux et les vives lumières du sens pratique, fortifiée par une logique ferme et pressante, cet orateur avait réuni les plus remarquables qualités qui distinguent son talent. Il était bien démontré, après le discours de M. Billault, que M. Guizot nous avait conduits dans une mauvaise affaire. M. Guizot se défendit par d'étranges argumens : il demandait un crédit annuel de trois millions. (Le budget de la colonie anglaise de la Nouvelle-Zélande, colonie bien plus considérable que les Marquises et Taïti et d'un avenir magnifique, ne s'élève qu'à la moitié de cette somme.) M. Billault avait démontré combien une somme si énorme était disproportionnée avec le peu d'importance commerciale des établissemens. M. Guizot crut lui fermer la bouche en venant lire un tableau duquel il résultait que les baleiniers français, à qui on voulait assurer des points de relâche à Taïti et aux Marquises, fréquentaient, au nombre de vingt environ, l'Océan Pacifique, et rapportaient du produit de leur pêche une valeur annuelle d'un peu moins de quatre millions. Faire dépenser à l'état trois millions pour protéger un commerce qui procure à ceux qui l'exploitent à peu près cette somme! voilà avec quelle habileté M. Guizot entendait la protection des intérêts commerciaux, et cette considération des baleiniers était le seul motif d'intérêt actuel qu'il donnât à la prise de possession des Marquises et au protectorat de Taïti ! Et après avoir développé cette considération, M. Guizot s'écriait avec une gravité que je n'oublierai jamais : « Il est évident que, sous ce point de vue, le projet de loi correspond à un intérêt national ! » Mais M. Guizot poussa l'erreur plus loin : il éleva la faute qu'il avait commise en prenant ces îlots à la hauteur d'une doctrine politique. Il prononça une leçon de politique coloniale de sa façon. M. Billault avait déploré que nous nous fussions laissé devancer par l'Angleterre dans la Nouvelle-Zélande, où un riche avenir

nous eût été ouvert. M. Guizot déclara qu'il ne le regrettait pas; il fallait en donner des raisons : il fit une théorie; il méconnut complètement ce principe élémentaire de la politique coloniale des nations industrielles, principe dont l'Angleterre poursuit tous les jours l'application avec une si admirable activité, lequel conseille, aux peuples qui produisent au-delà de leurs besoins de consommation, de se préparer des marchés coloniaux où aucune prohibition ne puisse les empêcher d'écouler le surplus de leurs produits. Sans paraître se douter de cet intérêt qui est la seule justification des établissemens coloniaux, M. Guizot déclara qu'il ne fallait pas à la France de trop grandes entreprises, qu'il ne fallait songer qu'à former des stations; il appelait cela un système sage, réservé, limité, et il se proposait, disait-il, de le pratiquer partout.

C'est donc, pour ne pas dire plus, à l'inexpérience de M. le ministre des affaires étrangères dans les questions pratiques que nous devons, avec nos colonies de l'Océanie, les embarras et les pertes de considération que nous avons eu à subir depuis une année seulement, et qui sait ce qu'elles nous réservent encore? Les difficultés même que nous y devions rencontrer, l'opposition les avait signalées à M. Guizot. Il était facile de prévoir que ces colonies, qui n'avaient pour nous aucune valeur, qui n'étaient pour nous qu'une charge stérile, venant se placer au milieu d'intérêts britanniques, ne pouvaient manquer de susciter des ombrages en Angleterre : à Taïti surtout, où nous prenions une souveraineté partagée et mal définie, où des intérêts anglais nous avaient devancés et dominaient cette moitié d'autorité dont nous n'avions pas voulu nous saisir, la plus simple prudence apercevait les conflits où la considération de la France est restée deux fois grièvement blessée, et par lesquels la tranquillité du monde a été si gravement compromise. L'opposition, que le ministère représente comme cherchant partout querelle à l'Angleterre, avait sagement averti M. Guizot. « Nous ne comprenons pas, disait M. Billault, les difficultés de cette situation fausse ou impuissante cachée sous le nom de protectorat. Pour le présent comme pour l'avenir, il n'y a rien de pire que les situations équivoques; il n'y a rien de plus mauvais que ce mélange d'autorités dont l'une se croit indépendante, et l'autre veut rester prépondérante... Il y a là le germe de bien des conflits... Tenez pour certain que le jour où l'étranger aura intérêt à soulever des difficultés dans cette intervention, il en trouvera. Il saura au besoin soulever entre la reine et vous des différends sur sa souveraineté et ses attributions..... Vous serez conduits par le fait à briser l'autorité

de la souveraineté indigène, dès qu'elle sera en dissentiment avec vous, et ce jour-là des étrangers eux-mêmes pourront vous dire que vous avez rompu votre propre traité. » A ces avertissemens M. Guizot répondait par une épigramme. « Je me félicite, disait-il, de voir que les honorables opposans sachent venir conseiller, recommander une politique réservée, prudente, modeste, passez-moi le mot. » N'est-ce pas aujourd'hui retourner cette épigramme contre M. le ministre des affaires étrangères que de se borner à la rappeler? M. Guizot trouve-t-il aujourd'hui le même piquant au sel de son ironie?

Pour nous, nous ne savons pas en vérité de ministère qui ait rencontré sur tous les points des mécomptes aussi cruels et aussi instructifs que le cabinet du 29 octobre. Ce ministère se donne pour le partisan systématique de la paix; la paix partout et toujours, c'était la devise qu'il avait inscrite sur son drapeau, devise dont nous ne blâmons pas la pensée, bien au contraire, mais dont nous blâmons l'expression jetée comme une bravade à des susceptibilités qu'il faut toujours respecter, que nous blâmons surtout lorsque, considérant le ministère à l'œuvre, nous le voyons, dans sa politique extérieure, ne pouvoir faire un pas sans évoquer devant le pays le fantôme de la guerre. Ce ministère se donnait pour le seul qui pût réaliser l'alliance anglaise : il y a huit mois, il parlait de l'entente cordiale qui l'unissait avec le gouvernement britannique; il devait donc avoir le secret de calmer les défiances de l'Angleterre, il devait avoir assez d'ascendant sur le cabinet anglais pour en obtenir des procédés bienveillans envers les intérêts français! Au contraire, d'un acte dont l'initiative n'appartient qu'à lui sortent des conflits qui font courir à la paix, de l'aveu même de ses journaux, les plus sérieux périls dont elle ait été menacée depuis bien des années : c'est à lui que s'adressent en plein parlement les paroles les plus dures qui soient tombées depuis trente ans, sur le compte de la France, de la bouche de ministres anglais. Ce ministère a une velléité de politique coloniale; au mépris des principes économiques et des véritables intérêts commerciaux, malgré les avis d'une opposition dont il raille la prudence, il fait dispendieusement des établissemens stériles, afin, dit-il, d'épargner à la France les embarras des grandes entreprises, et ces établissemens ont déjà donné plus d'inquiétudes à la politique extérieure de la France que la conquête de l'Algérie! Il soumet à un protectorat une souveraineté animée et soutenue par une influence étrangère, et sur toutes les questions qui s'élèvent entre les deux autorités, désavouant ou regrettant

les mesures des agens qu'il a lui-même choisis, il abdique en réalité entre les mains de cette influence le protectorat efficace et véritable.

Tel est le bilan de la politique du ministère; c'est dans cet ensemble, dans ses prétentions comparées à ses résultats, dans ses desseins mis en contraste avec les faits qu'ils produisent, qu'elle veut être jugée. C'est donc en vain que les amis du ministère lui chercheraient un sujet de triomphe dans le dénouement de la dernière difficulté. Le ministère eût-il obtenu un succès complet : le droit, l'intérêt et la considération de la France fussent-ils sortis intacts de la solution à laquelle a donné lieu l'affaire de M. Pritchard, quelle serait la position du ministère? Il aurait épargné au pays une des conséquences désastreuses d'une politique dont la responsabilité ne peut retomber que sur lui. Ce serait une bonne fortune dont il pourrait s'estimer heureux, mais de laquelle il n'aurait aucun droit à se faire un titre à la reconnaissance du pays. Il s'en faut assurément que les choses soient ainsi. Ce n'est pas néanmoins sur le dernier accident de l'affaire de Taïti que doit être instruit le procès de la politique du ministère; il faut la considérer tout entière pour en mesurer tous les dangers, pour lire dans son passé l'avenir qu'elle prépare au pays. M. Guizot, l'année dernière, n'a cru pouvoir demander aux chambres qu'un sursis au sujet du désaveu de l'amiral Dupetit-Thouars. Ne préjugez pas, disait-il alors, c'est une affaire qui commence. Nous avons vu aujourd'hui comment se continuent les affaires ainsi commencées et conduites. Lorsque de si grands intérêts sont en jeu, sera-t-on disposé à attendre des catastrophes pour savoir comment elles finissent?

*****

REVUE LITTÉRAIRE.

POETÆ MINORES.[1]

M. H. de Latouche. — M. Jules Lefèvre. — M. Barthélemy.

Le meilleur moment pour juger un écrivain, de son vivant, c'est l'âge de sa maturité. Plus tôt, à ses débuts, il donne rarement sa mesure, il promet trop ou pas assez, de telle sorte qu'on peut entrevoir un grand homme là où il n'y a qu'une médiocrité au premier chef, ou bien qu'on court le risque de prendre un aigle pour un roitelet, ce qui arriva un jour à lord Brougham, de quoi Byron, comme on sait, lui garda rancune. — Plus tard, aux années du déclin, alors qu'il serait facile de traduire l'écrivain tout entier à la barre et de lui faire subir un interrogatoire motivé, il s'abrite derrière ses cheveux blancs, et si on a à dire quelques vérités un peu dures, il convient d'attendre jusqu'au lendemain, qui ne sera rien moins que la postérité. A l'entrée et à la sortie de la carrière, qu'on rencontre le jeune homme ou le vieillard, on est donc, pour des motifs différens, jusqu'à un certain point empêché, et les restrictions sont de mise; mais après les débuts et avant la décadence, après les élans vigoureux de la jeunesse qui bouillonne et avant les derniers

(1) Il est entendu que *minores* n'est pas pris ici en mauvaise part : en critique littéraire comme en diplomatie, il y a les grandes puissances et les petites puissances, et il est important de ne pas les confondre.

éclats d'une ardeur qui s'éteint, pour parler comme Bossuet, il y a un entre-deux qu'il est bon de saisir, et où l'on peut s'exprimer en toute connaissance de cause et toute franchise. A ce moment, l'artiste a étalé, si l'on me permet ce mot, tout son fonds est à découvert, et il ne nous réserve plus de surprises. En outre, quoiqu'il ne soit plus jeune, il n'est pas assez avancé en âge pour qu'on se contente de s'incliner devant lui, et que, par égard, on lui taise la vérité : de la vérité il peut profiter encore, et ce serait mal de la lui cacher, surtout quand il court, ou au moins semble courir au-devant d'elle. Or, c'est ce que d'ordinaire fait l'écrivain de ce temps-ci, à l'heure de la maturité, lorsqu'il se hâte de rassembler les tronçons épars de ses ouvrages, et que, d'une main assurée, il trace au frontispice les mots sacramentels : *OEuvres complètes*. Le châtelain nous introduit lui-même dans ses domaines; il nous invite, non sans quelque orgueil, à les parcourir dans toute leur étendue, à compter les gerbes et à constater les droits du seigneur. Il faut entrer, ne fût-ce que par politesse, et pour ne pas le laisser se morfondre sur le perron de son château. Parlons sans figure; je gage que, si modeste qu'il soit, l'auteur qui réunit ses œuvres attend qu'on lui assigne sa place, qu'on détermine son lot; il attend son lot de pied ferme, même quand il ne lui revient que peu de chose dans le grand héritage.

Il y a aujourd'hui toute une génération qui atteint cet âge du retour, et qui, après avoir fait assez grand bruit par le monde et occupé assez large place au soleil, se présente avec sa physionomie définitive pour être jugée selon ses mérites : elle en est à ses *œuvres complètes*. Mélange de bien et de mal, d'heureuses tentatives et de tristes échecs, cette génération a vieilli vite, elle qui paraissait si jeune, et elle fait fausse route, elle qui était venue si à point. Pour ne parler que de la poésie, n'est-il pas vrai que cette brillante levée de poètes d'il y a vingt ans s'opéra sous les circonstances les plus favorables, et que jamais rénovation poétique n'éclata plus à propos? La poésie de l'empire se mourait d'inanition, et s'en allait tristement comme tout ce qui n'a eu qu'un semblant de vie. Sans profondeur dans les sentimens, sans chaleur dans l'inspiration, sans fermeté dans le style, quelques hommes d'esprit croyaient être de glorieux disciples des maîtres, alors qu'ils n'étaient que des parodistes sérieux. L'ode, la tragédie, le poème, avaient rompu avec le naturel et le vrai, et partant avec les grandes traditions, pour lesquelles du reste on affichait un respect exagéré. L'ode était boursouflée sans élévation, déclamatoire sans portée. La tragédie manquait de grandeur, quoiqu'elle visât au Corneille, de délicatesse, quoiqu'elle prétendît imiter Racine, et d'éclat, quoiqu'elle voulût procéder de Voltaire : elle glaçait les planches, et il ne fallait rien moins que Talma pour émouvoir un auditoire avec des rôles effacés et des tirades monotones; mais la versification la plus froide, en passant par ses lèvres inspirées, devenait de la poésie. Le poème était un délayage élégant, sans action, sans intérêt, émouvant comme tout ce qui est didactique, pittoresque comme une plaine de la Beauce. Qui relirait *la Pitié* de Delille, ou *la Navigation* d'Esménard, ne me contredirait

point. Encore, si cette école avait eu en partage cette correction tant vantée et si précieuse! mais non; la poésie, sous les rayons de l'astre impérial, était froide sans être correcte.

Que venait donc faire l'école nouvelle? Défendre la cause du vrai lyrisme et celle de la vérité dramatique; renverser tout d'abord, du haut de son piédestal, cette reine surannée qui a nom la périphrase, et introduire dans des catacombes le souffle du printemps et les rayons du soleil. Elle venait, en un mot, apporter le sentiment et la couleur, c'est-à-dire la vie. C'était bien, il n'y avait qu'à applaudir; les commencemens, du reste, eurent un air de miracle. Il ne faut pas être ingrat, et je ne veux pas méconnaître les trésors de lyrisme dont la France s'est enrichie en quelques années, trésors bien supérieurs à tout ce que nous possédions en ce genre; mais je pense qu'à considérer ce qui se passe, à voir tant d'espérances avortées, à entendre tant de redites, à surprendre si souvent le bon sens en défaut, on a le droit de dire à la poésie qu'il s'est commis en son nom bien des fautes et bien des erreurs. D'abord on voulut dénationaliser la muse; l'esprit littéraire ne resta pas suffisamment français; on oublia que notre poésie ne peut guère se baigner dans le Rhin sans s'y noyer. Une faute en entraîne une autre; les fléaux sont bons amis et se tiennent par la main; ils sont venus ensemble et ont envahi notre champ d'honneur poétique, si bien que ce qui était une brillante renaissance, il y a à peine quelques années, peut devenir bientôt une complète débâcle. — Il y a de ces funestes époques dans les littératures; avec tout ce qu'il faut pour réussir, on échoue; le mauvais goût règne et gouverne, et l'on dirait que chacun s'efforce de gâter les dons qu'il a reçus. On porte des mains violentes sur son talent; grands et petits se suicident à l'envi; il y a seulement cette différence entre eux : les uns se pendent aux barreaux de leur prison, les autres aux colonnes de leur palais.

Ainsi finissent quelquefois des générations qui étaient entrées dans la vie, bannières déployées, avec les vastes pensées et le long espoir, comme dit le poète, et la postérité, en passant, grave sur leur tombeau le mot terrible de décadence. J'espère qu'elle nous épargnera cette épitaphe, et que nos actions d'éclat la rendront indulgente pour nos défaites; ce qui est certain, c'est que personne ne survivra tout entier, et que le bagage des plus illustres restera à moitié en chemin. C'est aujourd'hui l'heure des *œuvres complètes,* ce sera demain celle des *anthologies.* Heureux ceux qui, dans le difficile trajet, ne perdront que la moitié de leur bagage! Si l'on garantissait pareille chance à M. de Latouche, à M. Jules Lefèvre, à M. Barthélemy, ils feraient bien, malgré leur incontestable talent, d'accepter la proposition : ils n'y perdraient pas.

Ces trois poètes ne montent plus la colline, et ne pourraient plus, sans anachronisme, invoquer leur jeune Apollon. Ils appartiennent en plein à la génération qui est arrivée si rapidement à son automne, et ils ont par conséquent assisté au réveil poétique d'il y a vingt ans; mais ils ont assisté à ce mouvement avec des qualités diverses : M. de Latouche en précurseur de ha-

SEINE JC TIMBRE

sard, non pour son compte, les œuvres d'André Chénier à la main; M. Jules Lefèvre en champion déterminé, et M. Barthélemy en spectateur. Depuis, M. de Latouche, qui avait marché en tête avec les vers d'autrui, a suivi de loin, en retardataire, avec les siens; M. Jules Lefèvre s'est oublié sur un champ de bataille délaissé, et M. Barthélemy, après avoir tout d'abord versé du côté de la politique, s'est laissé tomber dans des ornières où se traîne pesamment son vers majestueux et sonore.

Les *Adieux* de M. de Latouche contiennent toutes ses poésies. Après avoir tenu long-temps sa muse en charte-privée, M. de Latouche a fini, comme on finit d'ordinaire, par lui ouvrir la porte à deux battans. Pour un homme d'esprit, le calcul n'est pas habile; il y a une saison pour les vers; ne la laissez pas passer, si vous voulez que votre poésie paraisse aux yeux du monde avec sa jeunesse, sa fraîcheur, son éclat doré. Une muse qu'on garde long-temps en portefeuille ne peut plus en sortir qu'avec un air de vieille fille, à moins que ce ne soit une de ces muses privilégiées qui ont reçu le don de ne pas vieillir, la muse d'André, par exemple. Celles-là, on peut les ensevelir sous des décombres, elles en sortiront vivantes, et, pour ainsi dire, rajeunies; mais qui est fiancé à de telles muses? Ceux qui apportent en dot plus que de l'esprit, plus que du talent, ce je ne sais quoi presque divin qui élève si haut l'imagination et le cœur, et dont on ne trouve pas assez de traces dans les *Adieux*.

Le volume de M. de Latouche est divisé en trois parties, non par ordre de dates ou de sujets; bien au contraire, tout est mêlé, et je soupçonne l'auteur d'avoir voulu, à l'aide de cet arrangement, nous dérober l'acte de naissance de certains morceaux, et donner à ses poésies un caractère d'unité. Il n'a pas songé qu'un visage ridé paraît plus vieux encore à côté d'un frais visage, et qu'il serait impossible de ne pas distinguer ses vers de l'empire des vers éclos au dernier printemps. On pourrait croire aussi que c'est un effet de contraste que M. de Latouche a cherché, et que c'est pour faire valoir ses nouveaux-nés qu'il a sacrifié les autres, si on ne connaissait la tendresse infinie d'un poète pour ses moindres rejetons. Quoi qu'il en soit, dans les *Adieux*, il y a partout de choquantes disparates. La périphrase prospère; *le Permesse altier, le Pinde, l'Hélicon,* jouent un rôle important sur le *recto* de cette page, dont le *verso* appartient exclusivement à l'école moderne. Légendes, sonnets, élégies amoureuses, de tout temps et de toute école, sont entrelacés et confondus, et se nuisent mutuellement. Le lecteur n'est nullement entraîné, parce qu'il est placé dans des courans contraires. M. de Latouche, dans son volume, ressemble à un artiste qui jouerait à la fois plusieurs symphonies et déconcerterait l'auditoire.

Il est vrai que M. de Latouche dit n'avoir fait de vers que par passe-temps, comme on joue au whist ou aux échecs, et qu'alors il les a surtout composés pour son agrément particulier. Est-ce aussi par passe-temps qu'il a écrit des romans et qu'il a essayé du théâtre? J'aime mieux croire, dans son intérêt,

que c'est par vocation. Je n'ignore pas cependant qu'il n'a jamais eu en son art une confiance illimitée, et qu'il a souvent appelé l'étranger à son secours. Dans ses romans, il s'était, je le crains, adressé à la politique pour attirer la foule; il fut trompé dans son attente : ce qu'il donnait à ses fictions comme un passeport les empêcha, au contraire, de circuler. L'art seul, sans compère, eût infailliblement mieux réussi. Au théâtre, il avait choisi un autre complice; il avait compté, dit-on, sur un peu de scandale, ce qui, en certains cas, est le succès; il y eut beaucoup de scandale, ce qu'il n'avait pas prévu. Tout cela ne prouve point que M. de Latouche n'écrive par passe-temps, pour occuper ses loisirs; cela ne prouve pas non plus qu'il n'y a pas chez lui vocation d'écrivain, et qu'il n'eût pu, en suivant une autre voie, écrire de bons et beaux livres, je ne dis pas devenir un grand poète.

Mille e tre! les *Adieux* renferment beaucoup de vers d'amour; que de femmes reçoivent l'hospitalité du poète, toutes fort jolies, je le suppose, mais de caractères divers! L'ingénue et la coquette, la Sapho et la femme poète et naïve, passent et repassent, tour à tour adorées et bénies, maudites et déchirées. Il y a quelques traits profonds et bien sentis; mais l'amour, en vers comme dans la réalité, vit d'abandon et d'enthousiasme, et c'est précisément l'enthousiasme et l'abandon qui manquent presque toujours à cette poésie amoureuse. Décidément aucune maîtresse du poète ne deviendra, dans notre mémoire, la rivale de Cynthie, de Laure ou d'Elvire, pas même d'Éléonore. Voici des vers qui, certes, ne sont pas les moins bons :

Le bonheur, s'il existe en ce morne univers,
Quel est-il ? Souffrir deux, et sans erreur se dire :
« L'autre avant moi, pour moi, prévient l'aube et respire;
« Il veille pour savoir, vouloir ce que je veux,
« Au ciel avant les siens pour adresser mes vœux;
« Il m'aime comme on prie, à toute heure, en silence;
« Quelque exil que j'habite, à moi son cœur s'élance. »

Comparez à cela *les Deux Pigeons* de La Fontaine! La passion, chez M. de Latouche, a une allure quasi didactique. L'art se fait toujours sentir, comme si l'art, en cette matière surtout, ne devait pas être semblable à la fée qui répand ses bienfaits sans se montrer. L'effort ici est presque toujours visible, le vers est laborieux, l'image recherchée, et souvent la liaison n'existe pas d'une phrase à l'autre. Que de vers parasites, si on s'amusait à les relever! C'est à ce point qu'on doit supposer plus d'une fois que tel morceau assez long n'a été écrit que pour les deux beaux vers qui s'y trouvent et qui étaient faits d'avance. Bien des gens ne les aperçoivent pas dans ce pêle-mêle; il faut être un véritable amateur pour traverser des broussailles au risque de se déchirer, et aller cueillir tout au bout un petit laurier-rose. Pourquoi M. de Latouche ne rencontre-t-il pas plus souvent l'inspiration charmante à laquelle il doit *les Hirondelles, le Roitelet?* Pourquoi a-t-il si

ROYAL TIMBRE

souvent recours au jargon? Qu'est-ce que l'hiver qui *fausse les parapluies?* Devineriez-vous ce que c'est que des *végétaux cravatés?* Ce sont nos dandies. M. de Latouche a voulu faire suite peut-être aux *insectes titrés* de Desmahis. Qu'est-ce que M. Desmahis? Un poète, vraiment, dont M. de La Harpe a parlé.

M. de Latouche aime la solitude, et les *Adieux* offrent plus d'un passage touchant sur la retraite où il a long-temps abrité ses studieux loisirs; mais le poète n'a pas toujours habité la Vallée-aux-Loups, il n'a pas toujours parcouru en solitaire les bois profonds de Verrières et d'Aulnay. Il a fait de nombreuses rencontres par le monde, il a traversé la vie à des endroits dangereux, et de bien des cœurs il sait le fort et le faible. Aussi y a-t-il plus d'un bon renseignement à recueillir dans son volume, plus d'un détail curieux, blotti dans un coin, qu'il ne faut pas laisser échapper. Je ne veux pas savoir s'il n'y a pas un peu de rancune et le souvenir de quelque désappointement lorsque M. de Latouche écrit sans façon :

Et nos propres amis, républicains vandales.

Je dis seulement que l'aveu est bon à constater. Le portrait suivant a aussi son mérite :

. . . . . Elle n'est pas, bourgeois, la poésie,
Dans ce verbeux fatras de tel écrivassier,
Pourvoyeur de lingère, Homère de portier...

Homère de portier, je vous connais, et M. de Latouche a bien dit cette fois; je ne sais pas s'il est aussi juste en s'écriant :

L'amour n'est point, Sapho, dans vos cris impuissans,
Vous qui manquez de cœur, et peut-être de sens!

Quelle est donc cette mystérieuse Sapho aussi incomplète? Je l'ignore, et le saurais-je, je ne le dirais pas; il ne convient pas de soulever de tels voiles.

On voit que M. de Latouche est amer. Son humeur éclate en cent endroits des *Adieux,* et aussi dans la préface, courte et significative, où le romancier qui exploite le feuilleton est rudement mené. Si le poète ne tombait jamais plus mal, il faudrait le louer sans réserve; malheureusement sa verve caustique n'éclate pas toujours à propos. M. de Latouche est chagrin, misanthrope; c'est un Alceste, avec cette différence qu'il a le goût du sonnet. Si donc vous aimez la bienveillance qui ne se dément jamais, passez à côté des *Adieux*, et allez frapper à une autre porte, à celle de M. Émile Deschamps, si vous voulez. Notre époque est variée, et nous avons des poètes pour tous les goûts. J'avoue, pour mon compte, que j'aimerais assez à mettre face à face l'humeur noire, un peu dénigrante, Dieu me garde de dire envieuse, de M. de Latouche, et la bienveillance sans bornes, toujours la même et toujours nouvelle, de cet excellent M. Deschamps, qui, voyant partout des

fronts élus, s'amuse chaque matin à distribuer, de sa fenêtre, des couronnes aux passans.

Ce qui manque à la poésie de M. de Latouche, j'y reviens en finissant, c'est l'élan, c'est le naturel, c'est la grace naïve. Il aurait dû garder une corde de cette lyre d'ivoire dont il a ajusté les harmonieux débris. Les saillies spirituelles ne suffisent pas en poésie; le sentiment de la nature et celui de l'amour ne suffisent pas encore, il faut un souffle d'en haut. Sans cela, avec un goût douteux, on arrive, comme M. de Latouche, à prendre le précieux pour le délicat, ce qui est obscur pour quelque chose de profond, à contourner, à torturer sa pensée, et à créer, en un mot, une poésie peu attrayante, aussi difficile à expliquer que l'homme chez lui, lequel, comme on sait, offre bien des contrastes et des recoins, quoique, à vrai dire, ses bizarreries soient plus apparentes que réelles, et qu'on en trouvât la clé en fouillant le cœur humain à une certaine profondeur. S'étonne-t-on, par exemple, que M. de Latouche ait publié sans son nom, à la dérobée, d'une manière furtive, certains morceaux, et des meilleurs, qui étaient de son crû, et qu'il ait publié sous son nom en toutes lettres certaines choses qui ne lui appartenaient pas positivement, bien que l'emprunt fût assez habilement déguisé? Ce double jeu pourrait parfaitement s'expliquer; mais nous touchons ici aux fibres secrètes de la vanité, aux ruses les plus cachées de l'amour-propre littéraire : n'enfonçons pas le scalpel et rentrons dans la poésie. Je ne veux pas nier que M. de Latouche n'entrevoie souvent l'inspiration; il me semble seulement qu'il la poursuit et ne l'atteint pas. Sa monture ne va ni si loin ni si haut, et ne sait pas non plus le chemin de l'avenir, ce qui serait triste, si le poète n'avait un autre moyen d'arriver. Voyez ce qui se passe là-bas! Pendant qu'un critique renfrogné, posé en sentinelle à l'entrée de la grande route qui mène aux siècles, veut empêcher l'auteur des *Adieux* de passer, M. de Latouche, qui est homme de ressource, lui laisse son volume et disparaît, dans la poussière du chemin, sur le quadrige d'André Chénier.

M. Jules Lefèvre n'a pas imité M. de Latouche, il n'a jamais mis ses vers au secret, et leur a tout d'abord donné le large. Ils avaient paru en leur moment, et il ne fait que les réunir aujourd'hui dans une magnifique édition, avec un luxe de grand seigneur. Soit dit sans intention malicieuse, quand je vois un écrivain de notre temps rassembler avec amour toutes les pages qui sont tombées de sa plume, ne pas omettre un mot, et élever à sa chère pensée un gracieux monument de vélin, je ne puis m'empêcher de songer à ce Shakspeare qui meurt insoucieux de son génie et de l'avenir, et, comme s'ils n'étaient pas de lui, s'ils n'étaient pas sortis de sa tête et de son cœur, laisse tous ses chefs-d'œuvre épars dans le monde, *ludibria ventis*. Les vents les ont si bien dispersés, qu'ils sont partout; ce n'est pas une raison pour que chacun doive confier le soin de sa renommée au hasard; il ne faut pas se mesurer sur le génie; ce qui lui réussit pourrait nous nuire, et nous avons grand besoin de précautions dont il peut se passer.

M. Jules Lefèvre a consacré sa vie au culte des vers; il a pris son art au sérieux, et il a même étudié, dit-on, les langues avec persévérance, espérant découvrir des ressources nouvelles, des filons inconnus. M. Lefèvre n'est jamais descendu jusqu'au métier; quand il s'est trompé, c'est qu'il a cru bien faire : les erreurs de l'artiste, chez lui, ne font aucun tort à la dignité de l'homme, ce qui est devenu assez rare, en ce pays de France, pour que ce soit un mérite à part et presque hors ligne. Travailleur désintéressé, amant de la Muse, M. Lefèvre n'est sorti une fois du cercle habituel de ses études que pour obéir à l'inspiration de son courage et à son amour de l'humanité, et aller, à l'exemple de Byron, combattre pour une noble cause, et cueillir, sur un champ de bataille de Pologne, un laurier sanglant. Je n'ignore pas que M. Lefèvre dit quelque part dans ses vers qu'il était allé chercher la mort pour oublier une coquette; mais ces poètes se calomnient.

L'énorme volume que publie M. Lefèvre contient trois recueils, c'est-à-dire un nombre immense de vers. Les trois recueils sont intitulés : *la Crédence, l'Herbier, les Confidences*. Le champ est vaste, et M. Lefèvre, en tant que poète philosophique et poète passionné, s'est donné largement carrière. Poète philosophique, il a de hautes prétentions dont nous parlerons tout à l'heure; poète amoureux, il est monté en croupe d'un paradoxe qui l'a égaré trop souvent : vouloir que la passion s'exprime absolument comme elle sent, c'est prendre le lecteur pour une maîtresse et commettre un étrange quiproquo. « Vous voulez, dit l'auteur dans sa préface, quand on est ivre de bonheur ou rassasié d'ennui, qu'on s'entretienne aussi tranquillement de sa douleur ou de son extase que vous causeriez de la pluie et du beau temps! » Non certes, on ne veut pas cela, à moins d'être absurde, mais on exige que la douleur ou le bonheur soient transfigurés par l'art et restent pourtant une douleur vraie, un bonheur réel. D'après votre système, lorsque Hippolyte fait sa déclaration à Aricie, vous aimeriez mieux que le souffleur, s'il était amoureux de la jeune première, montât sur la scène, se jetât aux genoux de la dame, et s'exprimât à sa façon : j'aime mieux les vers de Racine. Ce système singulier de M. Lefèvre a été appliqué aux *Confidences*, qui par conséquent ont tout le décousu de la passion, ce qu'il n'est pas du tout difficile de reproduire, et ce qui ne ressemble guère à Pétrarque, quoi qu'en dise l'auteur, qui, dans sa thèse, l'appelle à son aide. Ne se trompe-t-il pas de beaucoup? n'est-il pas au contraire en contradiction flagrante avec le doux maître?

Il est certain que la passion en feu ne s'exprime pas en paroles aussi limpides, aussi gracieuses, qu'un sonnet de Pétrarque ou que *le Lac* de Lamartine; mais il faut choisir, ou d'être un amant qui n'écrit que pour une femme, ou d'être un poète qui écrit pour tout le monde. Dans le premier cas, les plus longs rabâchages sont adorables; vous parlez à la bien-aimée d'elle ou de vous; nécessairement elle est tout oreilles et vous trouvera toujours trop court. Dans le second cas, au contraire, le moindre rabâchage est ennuyeux, et si vous dites un seul mot de trop, le lecteur ne vous le par-

donne pas. Alors il a dû s'emporter souvent contre *les Confidences*. La diffusion est pour M. Lefèvre péché d'habitude. Comme il se complaît dans sa pensée, à l'instar de tous les amoureux, il la tourne et la retourne en tout sens, et la tirade se déroule sans fin. Pour de la passion, il y a en a certainement, et je ne comparerai pas ce cœur qui bat avec violence au cœur de cet autre poète qui n'est qu'un amoureux transi. Il arrive néanmoins que cet amant passionné me laisse froid, et qu'avec moins d'amour et plus d'habileté poétique il me toucherait davantage.

M. Lefèvre affectionne les fortes couleurs de style; il n'admet guère les nuances; sa poésie est trop accentuée; il emploie de préférence les mots de gros calibre, il se soucie peu de la grace et ne sait pas être flexible, ce qui est d'un effet merveilleux quand on a la force. Si je voulais relever les vers exagérés, les images qui effleurent le ridicule pour vouloir être éclatantes; si je donnais la chasse à travers les longues pages de l'immense recueil à toutes les fautes de goût, M. Lefèvre y perdrait trop, ce ne serait pas justice, à moins qu'on ne fît ressortir en même temps combien son talent est large, énergique, et qu'à côté de chaque mauvais vers on plaçât un bon vers. On pourrait long-temps continuer la partie; je sais pourtant qui finirait par l'emporter et resterait maître du champ de bataille.

Les prétentions philosophiques de M. Lefèvre sont au niveau de ses prétentions poétiques. En disant tout à l'heure que M. Lefèvre n'avait jamais séquestré ses poésies, nous ne parlions que de celles qu'il publiait de nouveau et qui avaient autrefois paru aussitôt faites, et nous ne songions pas à une gigantesque épopée philosophique qui repose aux trois quarts construite dans les vastes profondeurs du portefeuille de M. Lefèvre, lequel se représente

Méditant un ouvrage aussi grand que le monde.

C'est chose assez curieuse à voir combien quelques poètes de la restauration qui débutèrent par des bluettes et vécurent de longues années sur une élégie ont vu grandir leur ambition : on dirait qu'ils ont voulu payer richement la réputation qu'on leur avait donnée à si bon marché. On sait que M. Soumet, qui fut si fort applaudi pour sa *Pauvre Fille*, s'est lancé plus tard dans les épopées et les œuvres cycliques; M. Guiraud, après ses *Petits Savoyards*, en est venu à approfondir la philosophie de l'histoire et à créer une genèse; il n'y a pas jusqu'à M. Reboul, qui, peu content de la gloire modeste et enviable que lui avaient procurée *l'Ange et l'Enfant*, n'ait voulu s'élever aux proportions du poème : les petits ruisseaux sont devenus des fleuves. Voici maintenant M. Jules Lefèvre qui a entrepris à son tour un poème démesuré, selon son expression, l'œuvre la plus colossale qu'une imagination ait pu rêver. Cette épopée s'appellera *l'Univers* et sera terminée dans quelques années, *si tant est qu'on puisse terminer l'infini*, dit modestement l'auteur. Que penser d'une ambition si vaste? Après tout, il vaut

mieux qu'un poète se trompe en exagérant sa force qu'en diminuant sa dignité.

M. Barthélemy pense sans doute le contraire, car il me semble s'occuper médiocrement de la dignité de sa muse; il l'emploie à toute besogne. Ce Tyrtée, dont les éclats de colère avaient un long retentissement, psalmodie à froid sur toute sorte de sujets : tous les sujets lui sont bons. Némésis, l'ardente Némésis, délaie en plusieurs chants des prospectus d'empirique; les muses ont leurs destins.

M. Barthélemy est, avant tout, écrivain politique, c'est là sa vocation prononcée. Quand il fit son entrée dans le monde, les questions littéraires étaient en feu; se prononça-t-il contre ou pour la nouvelle école? Il se prononça contre M. de Villèle. Même, quand de la satire il s'éleva jusqu'au poème, et qu'il alla fouler, sur les traces de Napoléon, les sables d'Égypte, ce fut encore une manière de faire de l'opposition, une autre façon d'entonner *le Chant du Départ*. Pauvres satires politiques! elles ne commandent pas au sort. Qu'est devenue *la Villéliade?* et que sont devenus les poètes? Pendant que l'un chante *l'Art de fumer*, l'autre s'amuse à créer les plus invraisemblables fictions, les plus étranges paradoxes; il peint une nature qui n'a jamais existé, il invente un ciel, une végétation et des animaux, il invente surtout ses personnages parlans, et si vous vous arrêtez, ébahi, pour contempler cet étonnant paysage, n'entendez-vous pas, au coin du bois, le rire d'un faune moqueur?

Il ne faut pas essayer de relire les satires de M. Barthélemy qui ont précédé la *Némésis*. Malgré l'esprit, la verve mordante, on trouverait cela aujourd'hui d'un froid glacial : l'ame y manque; ce sont des maisons élégamment construites et inhabitées. C'est la *Némésis* qui est l'œuvre capitale du poète. OEuvre de violence et en même temps travail d'excellente versification, la *Némésis* obtint un bruyant succès qui était justifié. M. Barthélemy savait frapper les rudes coups. Son vers, froid jusque-là, et qui l'est redevenu bientôt après, s'était enflammé. Sa colère fut une fournaise où cet acier vint se rougir. Il faut dire qu'en revoyant cela à distance, on s'aperçoit que la vraie chaleur intérieure est absente, et que ce fer rougi ne brûle pas toujours. L'invention, l'élévation de la pensée, n'étaient pas nécessaires pour réussir en un pareil ouvrage; il fallait pouvoir étonner par la violence continue de l'invective : c'est ce que faisait parfaitement M. Barthélemy; mais ce rôle n'est possible qu'un moment, tant que dure l'effervescence populaire. Le public alors est de moitié avec le poète : c'est une œuvre à deux; et quand la passion populaire se ralentit, ce qui arrive bientôt infailliblement, le poète est obligé de changer de ton, pour ne pas avoir l'air de détonner, ou de se taire. Les triomphes de ce genre ne peuvent se prolonger : un poète populaire qui exploite une situation violente ne survit pas à sa victoire, et je ne puis mieux le comparer qu'à ce valeureux combattant qui fit merveille à la prise du Louvre, et, mortellement blessé, fut déposé sur le trône, où il expira.

Pour dissimuler les défauts de sa poésie et faire croire à des qualités qu'il n'a pas, M. Barthélemy devrait toujours être en colère. Quand il est au repos, et c'est l'état qu'il a désormais choisi, on s'aperçoit que chez lui l'invention est peu féconde, et que ce cœur qui fait les hommes éloquens est en congé. Sa forme est pleine, correcte et froide; elle a quelque chose de métallique :

Talleyrand Périgord, prince de Bénévent,

voilà un vers de M. Barthélemy, un vers type. On sait que la nature ne l'a jamais attiré, et que ce n'est pas lui que la rêverie entraîne au fond des bois. On le lirait tout entier sans trouver un seul vers inspiré par la tendresse ou l'amour. Un souffle printanier n'a jamais traversé sa poésie. Dieu me garde de le comparer à Boileau pour les grandes qualités de ce dernier, mais on peut dire qu'il est plus sec que lui, car Boileau a écrit l'*Épître à Lamoignon*. Aussi a-t-on dû comprendre, lorsque Némésis a pris la fuite, que M. Barthélemy se soit livré à des travaux de traduction, et qu'il ait même réduit son système de traduction vers par vers à une sorte de casse-tête poétique. Le meilleur conseil qu'on pourrait lui donner, ce serait, en modifiant son étroit système, de continuer à traduire. On dit qu'il va s'attaquer à Juvénal; rien de mieux, pourvu qu'il se réfugie dans cette étude comme dans une retraite, et qu'il consente à ne plus faire de sa muse une enseigne de charlatan ou de tabagie.

Nous avons été sincère envers les trois poètes qui viennent de passer devant nous. Eût-il mieux valu déguiser une partie de la vérité et balancer à tour de bras l'encensoir? Eût-il mieux valu imiter le marquis de Mirabeau, père de Mirabeau, singulier homme et singulier critique littéraire? Durant tout un volume qu'il écrivit sur les *Psaumes sacrés*, de Lefranc de Pompignan, il est à genoux devant le poète, qu'il appelle divin; il admire, il admire sans se lasser. Les vers rocailleux sont expressifs, tout ce qui est obscur est sublime, les chevilles elles-mêmes deviennent des traits profonds. Voilà de la critique. Est-ce celle-là qu'on demande? Est-ce ainsi que l'entendent ceux qui accusent la critique actuelle d'un excès de sévérité?

Si les gens qui reprochent à la critique d'être trop sévère parlent sérieusement, ils ne voient pas bien. Qu'on me montre un excellent livre tombé sous la critique, et à l'instant même j'en montrerai cent dont elle a fait ou laissé faire la fortune. Ne savons-nous pas ce qui se passe? Quand un écrivain renommé jette un ouvrage au public, n'a-t-il pas l'habitude de prendre des précautions et de faire sa ronde? S'il désire qu'on se taise, car il y a des éloges qui sont impossibles, il encloue les canons; s'il veut qu'on fasse du bruit, il met lui-même le feu à la mèche. On dira qu'il y a des critiques injustes qui, après avoir été contraints de chanter sur un mode élevé les louanges d'un ouvrage manqué, veulent se dédommager le lendemain, et se mettent en train de tout nier, de tout insulter ce jour-là; ils vont jus-

qu'à fouiller les tombes d'une main impie, et à souffleter des gloires qui ne méritent que du respect. Cela ne prouve pas que le caractère dominant de la critique ne soit l'éloge banal et intéressé. Oui, la critique est aujourd'hui une magistrature abaissée. Elle se relèvera, non pas en devenant moins sévère, mais en le devenant davantage, en servant la vérité à tous, aux grands comme aux petits, en ne ménageant pas mal à propos les vanités irritables, et en livrant à la littérature industrielle, ce fléau des fléaux, une guerre sans merci. Ne dénigrez personne, soyez juste envers tout le monde, et après cela ne vous inquiétez pas des clameurs que vous suscitez, des morsures que vous font au talon les serpens sous l'herbe. Chacun y gagnera, même ceux qui crieront le plus. Le résultat sera surtout excellent pour la poésie, car il ne s'agit que de la prendre par la main, cette poésie qui a de la force, qui est pleine de ressources, et qui s'égare, faute de direction, dans des routes détournées, à travers des landes infertiles; il s'agit de la conduire dans le champ préparé qui a reçu la bonne semence et qui attend les moissonneurs.

Gardons-nous donc du découragement, et maintenons les lois éternelles du goût en France, afin que ceux qui se sont trompés puissent revenir sur leurs pas, et que les jeunes, ceux qui arrivent, ne soient pas la dupe d'un faux idéal, et apprennent à marier un art savant à la pensée délicate ou profonde. On s'est plu à répéter que le génie était une royauté. Soit; mais c'est une royauté qui ne mène bien ses affaires que lorsqu'elle sait combiner habilement les revenus de sa liste civile et ceux du domaine de sa couronne. Or, c'est le style qui est la liste civile du génie, et la pensée qui est son domaine royal.

PAULIN LIMAYRAC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 septembre 1844.

Est-il vrai que l'affaire de Taïti ait reçu la solution désirée par la France? est-il vrai que l'arrangement conclu entre les cabinets de Londres et de Paris repose sur des bases justes et convenables? que l'honneur et les droits des deux pays aient été également ménagés, que la balance n'ait penché ni d'un côté ni de l'autre? est-il vrai que cet arrangement soit de nature à resserrer les liens entre la France et l'Angleterre? est-il vrai enfin qu'il faille admirer l'habileté, l'énergie de M. Guizot, et dire de lui qu'il vient de sauver la paix du monde, en faisant respecter la dignité de la France?

Si tout cela était vrai, nous ne ferions aucune difficulté de le reconnaître. Le succès de M. Guizot serait un triomphe pour les principes que nous défendons. Nous féliciterions le ministre du 29 octobre d'avoir changé sa politique, d'être sorti de la situation fausse où il s'est placé depuis quatre ans vis-à-vis de l'Angleterre, et de marcher enfin dans la voie de prudence et de fermeté que les chambres lui ont souvent tracée. Malheureusement il n'en est pas ainsi. M. Guizot n'a pas changé sa politique, et nous ne pouvons souscrire aux éloges que de complaisans amis lui adressent aujourd'hui.

Nous voulons éviter toute exagération dans ce triste débat. Nous ne dirons pas que l'arrangement conclu sur Taïti déshonore la France. Un pays comme la France ne se déshonore pas en faisant imprudemment une concession trop large à des exigences injustes. Il accepte par-là une position fâcheuse, il suit une mauvaise politique, et voilà tout. Nous ne dirons pas non plus que la conduite de M. Guizot doit soulever l'indignation publique. Que ses amis l'élèvent aux nues, qu'il monte au Capitole; nous ne le traînerons pas aux gémonies. Nous dirons même, si l'on veut, qu'il a montré moins de faiblesse qu'on n'en attendait de lui. A tort ou à raison, le bruit s'était répandu que le cabinet anglais montrait des prétentions démesurées; il exigeait, disait-on, le rappel de MM. Bruat et d'Aubigny. On a pu croire un instant que le rappel de M. d'Aubigny était accordé par M. Guizot; mais il n'accorde que le blâme, et de plus une indemnité pour M. Pritchard. Il a donc écarté la moitié des conditions qui lui étaient imposées. L'Angleterre

s'était avancée de deux pas, elle a fait un pas en arrière : voilà ce que les amis de M. Guizot appellent une victoire. Cependant, si les concessions que l'on a faites n'étaient pas dues par la France, si les exigences subies par M. Guizot n'étaient pas plus justes que celles qu'il a repoussées, comment la France pourrait-elle s'applaudir de l'arrangement conclu en son nom? Exempte des torts qui lui sont reprochés, blessée elle-même dans ses droits et ses intérêts, c'est elle qui s'humilie : est-ce là une situation digne d'elle?

Pourquoi blâme-t-on M. d'Aubigny? S'il faut en croire la presse ministérielle, c'est pour avoir emprisonné et mis au secret M. Pritchard. M. d'Aubigny a-t-il commis quelque outrage envers la personne de son prisonnier? Non. Il l'a traité avec distinction; on ne lui reproche aucune parole injurieuse, aucun procédé offensant. Son seul tort est d'avoir fait arrêter un missionnaire brouillon, fanatique, un agent anglais surpris en flagrant délit d'insurrection contre les autorités françaises, et de l'avoir détenu pendant cinq ou six jours, jusqu'à l'arrivée du gouverneur, M. Bruat, qui a expulsé M. Pritchard, et n'est pas désavoué pour ce fait. Il était donc permis d'expulser M. Pritchard; mais on a eu tort de l'incarcérer provisoirement. L'expulsion du consul intrigant, du prédicateur incendiaire, était juste; l'emprisonnement seul est blâmable. Étrange distinction! Les tribus soulevées par l'agent de l'Angleterre étaient en armes, les autorités françaises étaient menacées, le sang de nos soldats avait déjà coulé, il coule encore! et M. d'Aubigny, en l'absence du gouverneur, qui seul pouvait prononcer l'expulsion, devait laisser M. Pritchard en liberté! Si M. d'Aubigny eût agi de la sorte, que serait-il arrivé? Si le gouverneur, à son retour dans l'île de Taïti, eût trouvé l'insurrection victorieuse, nos soldats massacrés, notre établissement détruit ou dans un péril imminent, tout cela grace à l'impunité de M. Pritchard, le commandant d'Aubigny eût passé devant un conseil de guerre. Et on le blâme aujourd'hui pour avoir fait son devoir, pour avoir pris, sous l'empire d'une nécessité évidente, une mesure prompte et vigoureuse qui a épargné le sang de la France!

Mais le gouverneur, dit-on, a blâmé lui-même la conduite de M. d'Aubigny! Sur quoi? nous l'ignorons encore, ou du moins nous n'avons aucun renseignement officiel à ce sujet. Ce que nous en savons est puisé dans les journaux anglais. Notre ministère, depuis l'origine des différends sur Taïti, n'a voulu faire au public aucune communication franche et détaillée. Il a refusé d'éclairer l'opinion. Si elle s'égare, c'est en partie la faute de ceux qui auraient dû la diriger dès le début en l'instruisant. Quoi qu'il en soit, si M. d'Aubigny a été désapprouvé par M. Bruat, nous avons peine à croire que ce soit pour le fait seul d'avoir emprisonné M. Pritchard. Est-ce pour l'avoir mis au secret? Les circonstances critiques où se trouvait le gouvernement provisoire, la violence connue de l'agent anglais, sa complicité patente avec les révoltés, l'attitude menaçante de ces derniers, tout semble avoir justifié cette mesure, qui d'ailleurs n'a rien d'excessif et doit être regardée comme la conséquence même de l'emprisonnement.

En résumé, le blâme infligé à M. d'Aubigny place le ministère dans une

situation difficile à défendre. Il s'agit d'une question de fait, où les subtilités oratoires et les théories diplomatiques ne lui seront d'aucun secours. M. d'Aubigny, dans les circonstances où il se trouvait, devait-il incarcérer M. Pritchard? Il en avait le droit; cela même n'est pas contesté par le cabinet de Londres, qui, n'exigeant point le rappel des officiers français, semble reconnaître par-là que M. Pritchard avait cessé d'être inviolable. Ce droit, que possédait M. d'Aubigny, devait-il en user, et dans quelle mesure? voilà toute la question. Or, sur ce point, si les faits que tout le monde connaît sont exacts, ils donnent complètement raison à M. d'Aubigny. Ces faits sont-ils erronés? le ministère possède-t-il des renseignemens d'une autre nature qui accusent gravement M. d'Aubigny? cela est douteux. Si le ministère avait eu cette arme entre les mains, il se serait empressé de s'en servir. Il aurait fait connaître ce qui pouvait le justifier dans l'opinion. Son silence prouve au moins qu'il hésite, et qu'il n'est pas sûr que le blâme de M. d'Aubigny soit mérité. Dans l'incertitude, le ministère aurait dû attendre pour se prononcer. Sa précipitation révèle dès à présent qu'il a cru devoir faire une concession, sans s'inquiéter de savoir s'il pourrait en démontrer plus tard la convenance et la justice.

M. d'Aubigny sera donc officiellement blâmé, et de plus, M. Pritchard recevra une indemnité! Quel renversement de tous les principes! Une indemnité ne se paie qu'en réparation d'un dommage causé. Or, qui a causé le dommage à Taïti? c'est M. Pritchard. Qui paiera l'indemnité? c'est nous. Voilà le nouveau droit des gens inauguré par M. Guizot et M. Peel. L'Europe saura maintenant que les agens anglais, lorsqu'ils sont légitimement expulsés d'un territoire pour y avoir fomenté des troubles, ont droit à des indemnités pécuniaires. On invoquera le consentement de la France pour faire valoir dans la suite ce précédent.

L'indemnité ne se comprend pas. Ce second chapitre de nos humiliations est en contradiction manifeste avec le premier. On ne désavoue pas M. Bruat : c'est la preuve que l'expulsion du consul Pritchard est déclarée juste et légitime : pourquoi donc l'indemniser? pourquoi l'Angleterre s'intéresse-t-elle en sa faveur? Il s'est dépouillé par sa faute du caractère diplomatique dont elle l'avait revêtu; il a compromis le nom anglais dans des entreprises odieuses, justement flétries chez tous les peuples civilisés; pourquoi l'Angleterre prend-elle en main la défense de ses intérêts privés? Depuis quand la voit-on réclamer des indemnités pécuniaires pour ceux de ses sujets qui se ruinent dans les pays étrangers en y suscitant des troubles politiques? Serait-ce que le missionnaire factieux, expulsé de Taïti pour ses violences, n'a jamais cessé d'être aux yeux de l'Angleterre un agent sacré? serait-ce que le cabinet anglais a voulu, par un moyen détourné, faire reconnaître l'inviolabilité de M. Pritchard, et obtenir indirectement le désaveu des officiers français? Si tel était le sens de cette indemnité, le ministère, en l'accordant, aurait assumé sur lui une grande responsabilité.

Dira-t-on que l'indemnité réclamée par M. Pritchard est la suite du blâme infligé à M. d'Aubigny? Cela ne se peut pas. Le blâme se rattache à l'em-

prisonnement, qui a duré cinq ou six jours; ce n'est pas dans un laps de temps si court que les intérêts commerciaux de M. Pritchard ont pu souffrir gravement. Une indemnité pour le dommage causé par une circonstance si minime n'aurait point de sens. Si l'on paie une indemnité à M. Pritchard, on l'évaluera évidemment d'après le tort que lui aura causé son expulsion. Or, cette expulsion ayant été reconnue légale, l'indemnité manque de base.

Contraire à la dignité du pays, l'indemnité sera surtout blessante pour les chambres, qui seront naturellement appelées à voter le crédit destiné à la payer. On doit supposer que le cabinet espère tirer un assez bon parti de cette circonstance. Il compte sur l'adhésion forcée de la majorité, sur un vote que la situation rendra nécessaire, et dont le résultat sera d'entraîner le parlement dans une solidarité apparente avec lui. Si les chambres résistent, M. Guizot agitera devant elles le flambeau de la guerre. Il est probable que la majorité votera le crédit; mais il est douteux que ce vote ne lui laisse pas un vif ressentiment contre M. Guizot.

Du reste, la presse ministérielle nous montre déjà l'attitude que M. le ministre des affaires étrangères prendra devant les chambres. Durant six semaines, elle n'a rien négligé pour alarmer le pays, et depuis la conclusion du différend de Taïti, elle déroule chaque matin sous nos yeux l'effrayant tableau des dangers que nous venons d'éviter, grace à la prudence et à la fermeté de M. Guizot. Tous les jours on nous affirme qu'une rupture a été sur le point d'éclater entre les deux nations, et que cette rupture pouvait amener la guerre; on ajoute que la guerre avec l'Angleterre eût été la guerre avec le monde; on va même jusqu'à dire que la France, surprise par cette guerre, se serait trouvée sans armée, sans flottes, sans alliés sur le continent. Le bon sens du pays fera justice de ces exagérations ridicules et de ces paroles imprudentes; il devinera sans peine qu'elles ont pour but de justifier les concessions faites à l'Angleterre, et de présenter l'œuvre de M. Guizot sous un jour honorable, en grossissant les difficultés qu'il a dû vaincre pour l'accomplir. Sans doute, la situation a mérité une attention sérieuse, les prétentions du cabinet anglais ont été exorbitantes, le langage tenu par M. Peel dans le parlement a pu laisser quelques traces dans les négociations; mais il y a loin d'une difficulté diplomatique à une rupture et à une guerre, surtout quand cette difficulté s'élève entre deux grands peuples, et à propos d'un misérable incident. Nous sommes persuadés que M. Guizot et M. Peel n'ont pas cru un seul instant à la guerre, et qu'ils sont disposés à rire de cette comédie assez habilement jouée par eux pour donner de l'importance à leur politique et se faire décerner des actions de graces par leurs amis.

Sans parler de toutes les raisons générales qui font qu'une guerre avec la France serait aujourd'hui une immense difficulté pour l'Angleterre, sans parler de l'Irlande qui la tient en suspens, ni des agitations populaires qui fermentent dans son sein, ni du poids de sa dette, ni de ses embarras extérieurs; sans parler enfin des dispositions amicales de la reine Victoria pour la maison royale de France, M. Guizot avait près de lui, à Paris, un garant que la paix ne serait point troublée. C'était lord Cowley, qui n'a pas cessé

un moment de témoigner sa confiance dans les intentions pacifiques des deux pays, et d'inspirer cette sécurité à tous les membres du corps diplomatique. M. Guizot savait bien, par le langage de lord Cowley, que le ministère anglais ne voulait pas la guerre. S'il eût su profiter de sa situation, il eût obtenu un arrangement plus conforme à la dignité de la France. En suivant une politique plus ferme et plus habile, il n'aurait pas troublé la paix; il n'aurait pas même créé un obstacle à l'établissement de cette alliance intime qui est depuis quatre ans son rêve et son erreur. Loin de là, au lieu d'entraver l'alliance, il l'eût puissamment secondée. Si jamais ce bon accord que l'on a nommé l'entente cordiale doit régner entre la France et l'Angleterre, ce sera lorsque les deux peuples vivront ensemble sur un pied d'égalité parfaite, lorsque l'un ne pourra pas se sentir froissé par l'autre, lorsque chacun aura sa juste part d'action et d'influence. Tant que cet équilibre n'existera pas, l'alliance intime sera une chimère. M. Guizot eût pu maintenir cet équilibre dans l'affaire de Taïti. L'Angleterre, plus vivement pressée, mieux éclairée sur nos droits, aurait abandonné sans honte des prétentions injustes dont le triomphe était inutile à sa gloire. En accordant à l'Angleterre ce qu'elle n'avait pas droit d'exiger, en souscrivant un arrangement qui blesse la France et place les deux pays dans des situations inégales, M. Guizot a compromis le succès de l'œuvre qu'il a vainement poursuivie jusqu'ici. Au moyen de cette transaction boiteuse qu'il vient de conclure, la paix est garantie, et les deux peuples pourront vivre encore en bonne intelligence; mais tout espoir d'une entente cordiale est perdu pour long-temps.

Au surplus, ce résultat sera peu regretté. Si la France doit renoncer au plaisir amer de cultiver les fruits de l'entente cordiale, elle trouvera ailleurs des compensations. Le moment est venu de la diriger dans une voie plus sûre, où l'appellent les vrais intérêts de sa puissance et de son honneur. L'Angleterre doit être satisfaite. Nos concessions lui ont prouvé notre ardent désir de conserver avec elle des relations amicales : restons-en là. Si elle fait à nos procédés l'accueil qu'ils méritent, si elle se montre empressée pour notre alliance, nous profiterons de cette bonne fortune; sinon, nous userons de notre liberté, sans pour cela rompre avec elle. Nous tournerons nos regards vers le continent. Le système de l'entente cordiale nous a nui de ce côté depuis quatre ans. On s'est senti blessé de nos préférences exclusives pour l'Angleterre. Néanmoins, tout récemment, malgré les fautes de notre diplomatie, plusieurs états du continent nous ont témoigné des intentions bienveillantes lors du conflit qui s'est élevé entre l'Angleterre et nous. Ils ont reconnu la justice de notre cause. Ils se sont placés du côté du droit. Ce sont là des dispositions qu'il serait imprudent de négliger. Quatorze années d'un gouvernement paisible et régulier ont dû dissiper sur le continent beaucoup d'ombrages qu'avaient fait naître des paroles et des désirs échappés à la première fougue d'une révolution triomphante. Tout le monde sait aujourd'hui que la France constitutionnelle est à l'épreuve de l'ambition comme de l'anarchie; elle ne veut que des progrès légitimes. Cette confiance que nous devons inspirer sur le continent peut être la base d'une po-

prisonnement, qui a duré cinq ou six jours; ce n'est pas dans un laps de temps si court que les intérêts commerciaux de M. Pritchard ont pu souffrir gravement. Une indemnité pour le dommage causé par une circonstance si minime n'aurait point de sens. Si l'on paie une indemnité à M. Pritchard, on l'évaluera évidemment d'après le tort que lui aura causé son expulsion. Or, cette expulsion ayant été reconnue légale, l'indemnité manque de base.

Contraire à la dignité du pays, l'indemnité sera surtout blessante pour les chambres, qui seront naturellement appelées à voter le crédit destiné à la payer. On doit supposer que le cabinet espère tirer un assez bon parti de cette circonstance. Il compte sur l'adhésion forcée de la majorité, sur un vote que la situation rendra nécessaire, et dont le résultat sera d'entraîner le parlement dans une solidarité apparente avec lui. Si les chambres résistent, M. Guizot agitera devant elles le flambeau de la guerre. Il est probable que la majorité votera le crédit; mais il est douteux que ce vote ne lui laisse pas un vif ressentiment contre M. Guizot.

Du reste, la presse ministérielle nous montre déjà l'attitude que M. le ministre des affaires étrangères prendra devant les chambres. Durant six semaines, elle n'a rien négligé pour alarmer le pays, et depuis la conclusion du différend de Taïti, elle déroule chaque matin sous nos yeux l'effrayant tableau des dangers que nous venons d'éviter, grace à la prudence et à la fermeté de M. Guizot. Tous les jours on nous affirme qu'une rupture a été sur le point d'éclater entre les deux nations, et que cette rupture pouvait amener la guerre; on ajoute que la guerre avec l'Angleterre eût été la guerre avec le monde; on va même jusqu'à dire que la France, surprise par cette guerre, se serait trouvée sans armée, sans flottes, sans alliés sur le continent. Le bon sens du pays fera justice de ces exagérations ridicules et de ces paroles imprudentes; il devinera sans peine qu'elles ont pour but de justifier les concessions faites à l'Angleterre, et de présenter l'œuvre de M. Guizot sous un jour honorable, en grossissant les difficultés qu'il a dû vaincre pour l'accomplir. Sans doute, la situation a mérité une attention sérieuse, les prétentions du cabinet anglais ont été exorbitantes, le langage tenu par M. Peel dans le parlement a pu laisser quelques traces dans les négociations; mais il y a loin d'une difficulté diplomatique à une rupture et à une guerre, surtout quand cette difficulté s'élève entre deux grands peuples, et à propos d'un misérable incident. Nous sommes persuadés que M. Guizot et M. Peel n'ont pas cru un seul instant à la guerre, et qu'ils sont disposés à rire de cette comédie assez habilement jouée par eux pour donner de l'importance à leur politique et se faire décerner des actions de graces par leurs amis.

Sans parler de toutes les raisons générales qui font qu'une guerre avec la France serait aujourd'hui une immense difficulté pour l'Angleterre, sans parler de l'Irlande qui la tient en suspens, ni des agitations populaires qui fermentent dans son sein, ni du poids de sa dette, ni de ses embarras extérieurs; sans parler enfin des dispositions amicales de la reine Victoria pour la maison royale de France, M. Guizot avait près de lui, à Paris, un garant que la paix ne serait point troublée. C'était lord Cowley, qui n'a pas cessé

un moment de témoigner sa confiance dans les intentions pacifiques des deux pays, et d'inspirer cette sécurité à tous les membres du corps diplomatique. M. Guizot savait bien, par le langage de lord Cowley, que le ministère anglais ne voulait pas la guerre. S'il eût su profiter de sa situation, il eût obtenu un arrangement plus conforme à la dignité de la France. En suivant une politique plus ferme et plus habile, il n'aurait pas troublé la paix; il n'aurait pas même créé un obstacle à l'établissement de cette alliance intime qui est depuis quatre ans son rêve et son erreur. Loin de là, au lieu d'entraver l'alliance, il l'eût puissamment secondée. Si jamais ce bon accord que l'on a nommé l'entente cordiale doit régner entre la France et l'Angleterre, ce sera lorsque les deux peuples vivront ensemble sur un pied d'égalité parfaite, lorsque l'un ne pourra pas se sentir froissé par l'autre, lorsque chacun aura sa juste part d'action et d'influence. Tant que cet équilibre n'existera pas, l'alliance intime sera une chimère. M. Guizot eût pu maintenir cet équilibre dans l'affaire de Taïti. L'Angleterre, plus vivement pressée, mieux éclairée sur nos droits, aurait abandonné sans honte des prétentions injustes dont le triomphe était inutile à sa gloire. En accordant à l'Angleterre ce qu'elle n'avait pas droit d'exiger, en souscrivant un arrangement qui blesse la France et place les deux pays dans des situations inégales, M. Guizot a compromis le succès de l'œuvre qu'il a vainement poursuivie jusqu'ici. Au moyen de cette transaction boiteuse qu'il vient de conclure, la paix est garantie, et les deux peuples pourront vivre encore en bonne intelligence; mais tout espoir d'une entente cordiale est perdu pour long-temps.

Au surplus, ce résultat sera peu regretté. Si la France doit renoncer au plaisir amer de cultiver les fruits de l'entente cordiale, elle trouvera ailleurs des compensations. Le moment est venu de la diriger dans une voie plus sûre, où l'appellent les vrais intérêts de sa puissance et de son honneur. L'Angleterre doit être satisfaite. Nos concessions lui ont prouvé notre ardent désir de conserver avec elle des relations amicales : restons-en là. Si elle fait à nos procédés l'accueil qu'ils méritent, si elle se montre empressée pour notre alliance, nous profiterons de cette bonne fortune; sinon, nous userons de notre liberté, sans pour cela rompre avec elle. Nous tournerons nos regards vers le continent. Le système de l'entente cordiale nous a nui de ce côté depuis quatre ans. On s'est senti blessé de nos préférences exclusives pour l'Angleterre. Néanmoins, tout récemment, malgré les fautes de notre diplomatie, plusieurs états du continent nous ont témoigné des intentions bienveillantes lors du conflit qui s'est élevé entre l'Angleterre et nous. Ils ont reconnu la justice de notre cause. Ils se sont placés du côté du droit. Ce sont là des dispositions qu'il serait imprudent de négliger. Quatorze années d'un gouvernement paisible et régulier ont dû dissiper sur le continent beaucoup d'ombrages qu'avaient fait naître des paroles et des désirs échappés à la première fougue d'une révolution triomphante. Tout le monde sait aujourd'hui que la France constitutionnelle est à l'épreuve de l'ambition comme de l'anarchie; elle ne veut que des progrès légitimes. Cette confiance que nous devons inspirer sur le continent peut être la base d'une po-

litique pleine d'avantages pour l'Europe et pour la France. Rester libres sans être isolés, conserver de bons rapports avec l'Angleterre sans lui montrer un attachement exclusif, nouer des relations sur le continent sans y contracter des engagemens étroits, tel est le système que la prudence conseille depuis plusieurs années à notre pays, et que l'entente cordiale est venue si malheureusement ajourner.

Si jamais la France a pu reconnaître l'utilité d'un système d'alliance qui ne l'enchaînerait pas trop étroitement à l'Angleterre, c'est surtout depuis qu'il s'est agi du Maroc. Qu'a produit sur ce point l'entente cordiale? Dès les premières hostilités, la crainte d'inquiéter le cabinet anglais a poussé M. Guizot à lui communiquer ses instructions et ses plans. Cette communication imprudente, devenue entre les mains du ministère anglais un engagement formel, a entravé, dès le début, les opérations de la guerre. Elle a amené des hésitations et des lenteurs; elle a donné des forces à nos ennemis. Sans la vigueur du prince de Joinville et du maréchal Bugeaud, qui ont saisi le moment d'agir et ont interprété leurs instructions dans un sens large, le sort de la guerre eût pu être compromis. Encore, jusqu'ici, nos succès ont été stériles. Les brillans faits d'armes du prince de Joinville ont amené l'occupation d'une langue de terre où nos soldats remplissent la mission la plus pénible. Ils ont devant eux les ruines de la ville qu'ils ont détruite; ils ne peuvent s'y abriter : les instructions le défendent. Quant au maréchal, après sa belle victoire, il s'est replié. Le petit nombre de ses troupes, les difficultés de la saison, les ordres qu'il a reçus, ne lui ont pas permis de profiter de son triomphe pour aller répandre la terreur sur le territoire de Fez. Aujourd'hui, M. le duc de Glucksberg et M. de Nyon, revêtus de pleins pouvoirs, sont devant Tanger, et présentent à l'empereur de Maroc les conditions de la France. Ces conditions sont exactement les mêmes que celles qui ont été offertes avant le bombardement de Tanger et de Mogador, avant la bataille d'Isly, et l'on admire la noblesse de ce désintéressement! Ne serait-il pas plus juste de reconnaître qu'il est forcé, et que nous subissons encore ici la loi que nous imposent les engagemens contractés par M. Guizot vis-à-vis de l'Angleterre? D'ailleurs, si cette résolution du ministère est libre, elle n'est pas plus excusable à nos yeux. Quoi! l'empereur du Maroc nous aura fait depuis trois mois une guerre injuste et barbare, nous aurons éprouvé des pertes sensibles, la diversion de nos forces aura pu nous faire courir des dangers graves en Algérie et ailleurs, nous aurons dépensé des sommes immenses, et nous ne réclamons pas même les frais de la guerre! Que la presse ministérielle nomme cela du désintéressement : l'Angleterre dira que nous faisons un métier de dupes, et l'empereur de Maroc se rira de nous. Au lieu de croire à notre modération, il ne croira qu'à notre faiblesse.

Qu'arrivera-t-il cependant si l'empereur Abderrahman refuse les conditions qui lui sont posées, ou bien, ce qui serait la même chose pour nous, s'il ne peut les remplir après les avoir acceptées? Le ministère paraît décidé, dans l'un et l'autre cas, à agir énergiquement. On nous déclare en son nom que, si la France n'obtient pas satisfaction, elle se fera justice à elle-

même. Si l'empereur résiste, les hostilités seront reprises contre lui et poussées avec vigueur. S'il est trop faible pour éloigner Abd-el-Kader de notre territoire et de son empire, la France se chargera de ce soin. Nos armées feront la police dans l'empire du Maroc.

Voilà de belles résolutions; mais que de difficultés si la guerre continue! que d'embarras naîtront d'une première faute, celle d'avoir pris, entre les mains de l'Angleterre et à la face du monde, l'engagement de ne poursuivre aucune extension de territoire sur le Maroc! L'Algérie nous suffit, cela est vrai, et la France ne veut pas conquérir le Maroc; mais pourquoi l'avoir dit? pourquoi s'être lié les mains? pourquoi avoir donné cette arme contre nous? Peut-on d'ailleurs prévoir les nécessités de l'avenir? Si la France se trouve forcée de faire une guerre dangereuse, et d'entretenir des armées dans le Maroc, avec des escadres sur les côtes d'Afrique; si des revers se mêlent à ses victoires, si elle fait d'immenses sacrifices, qui l'indemnisera? Et si les indemnités offertes ne sont pas suffisantes, où prendra-t-elle des compensations? Il faudra bien alors que la parole de M. Guizot soit retirée. Heureusement M. Guizot n'a pu engager que lui seul; il n'a pas engagé la France.

L'Angleterre paraît s'être calmée, depuis quelques jours, au sujet de nos affaires du Maroc. Elle a changé de langage sur le mérite de nos opérations militaires. Les calomnies absurdes dirigées contre notre escadre ont été l'objet d'un blâme public; nous les avions déjà oubliées. Au reste, les affaires de Taïti et du Maroc ont perdu aujourd'hui le privilége de fixer exclusivement l'attention de la Grande-Bretagne. Ce qui l'occupe surtout en ce moment, c'est le triomphe d'O'Connell, rendu à la liberté par un grand acte de justice. Le jugement de la chambre des lords est un évènement mémorable. Il témoigne au plus haut degré de ce respect de la loi, qui est une des vertus constitutionnelles de l'Angleterre. Acquitté par un tribunal anglais qui a placé la justice au-dessus des haines politiques et des intérêts de l'état, le libérateur de l'Irlande va-t-il rentrer dans l'arène avec les passions qu'il y a portées autrefois? Nous espérons pour sa gloire, et dans l'intérêt de l'Irlande, qu'il saura user avec modération de son triomphe. Jusqu'à présent, il a su se contenir; ses paroles sont pacifiques et conciliantes; il semble vouloir rester dans une voie légale : c'est le plus sûr parti qu'il puisse prendre pour désarmer les résistances de l'Angleterre et pour défendre utilement les droits de son pays. La délivrance d'O'Connell est un grave échec pour M. Peel. Les tories adressent de vifs reproches au cabinet. Ils suspectent sa loyauté et sa bonne foi. Si la puissance d'O'Connell grandit, si l'agitation du rappel recommence, la majorité de M. Peel, déjà divisée sur des questions importantes, s'ébranlera; le parti qu'il a si durement gouverné pendant longtemps cherchera peut-être un autre chef.

La présence de M. de Nesselrode à Londres pendant nos démêlés avec le cabinet anglais ne pouvait manquer de fixer l'attention de l'Europe. On a formé sur cet incident bien des conjectures. On a parlé d'un projet de partage de l'empire ottoman entre l'Angleterre et la Russie. Ce fait n'aurait rien

de surprenant. L'empereur Nicolas et M. de Nesselrode n'ont pas sans doute été poussés à Londres uniquement par la manie des voyages. Il y a des projets de partage de l'empire ottoman dans toutes les cours d'Europe, il y en a eu déjà plusieurs à Londres et à Saint-Pétersbourg; il ne serait pas étonnant qu'on s'occupât en ce moment de les revoir et de les corriger. Parmi les derniers projets de ce genre qui sont sortis du cerveau de la diplomatie ou de l'imagination des poètes, en voici un assez nouveau et peu connu. C'est la jeune Italie qui le propose. Elle donne Constantinople à la Russie, et fait de la mer Caspienne un lac russe; elle donne l'Égypte à l'Angleterre. A l'Autriche, elle remet les provinces du Danube et l'embouchure du fleuve; puis, pour établir des compensations en faveur de certains états, elle remanie la carte de l'Europe. Elle ôte aux uns pour donner aux autres; elle pousse la France jusqu'aux limites du Rhin, la nation germanique sur une partie du territoire autrichien, la Prusse sur les provinces polonaises. Enfin, Milan et Venise sont retirés à l'Autriche. L'Italie entière, recouvrant son indépendance, forme une confédération d'états. Les deux extrémités de cette confédération, le Piémont et Naples, sont seules destinées à s'agrandir, le Piémont vers le continent, Naples dans les provinces chrétiennes d'Orient. Tels sont les rêves que fait la jeune Italie, agitée par ses désirs d'indépendance. Elle a besoin de démembrer l'Orient et de remanier l'Europe pour recouvrer sa liberté. Son plan est assez compliqué, comme on voit. Nous doutons que M. de Nesselrode et M. Peel le trouvent de leur goût, mais ils feront bien de considérer attentivement la part qui y est faite à l'Autriche.

Les évènemens suivent, en Espagne et en Grèce, la marche que nous avons déjà indiquée. L'Espagne procède tranquillement aux élections des cortès. Le triomphe du parti modéré est assuré. La nouvelle de la paix conclue entre l'Espagne et le Maroc s'est confirmée. En Grèce, M. Mavrocordato a fait place à M. Coletti. Le nouveau ministère était désigné par les suffrages du pays. Son système, nettement proclamé, est de rester indépendant au milieu des influences étrangères. Son drapeau sera la nationalité grecque. C'est une politique sage, que tous les amis de la Grèce doivent approuver.

Le différend commercial entre la Prusse et la Belgique est terminé. Ce que nous avions pressenti est arrivé; le ministère s'est laissé devancer par l'évènement. Il n'a pas su prévoir une réconciliation qui était dans l'ordre naturel des choses, mais que sa prudence eût pu empêcher. M. Guizot, lors de la rupture avec le *Zollverein*, pouvait offrir à la Belgique une convention favorable aux producteurs belges. Cela seul eût suffi pour empêcher le traité du 1er septembre, ou du moins pour lui donner un caractère moins absolu. M. Guizot mérite de graves reproches dans cette circonstance. Il a été averti; la question lui a été soumise. Il a même eu un instant la pensée d'agir; mais il s'est arrêté devant des difficultés de détail qui eussent exigé une solution prompte. Maintenant le mal est fait; il s'agit d'en diminuer la portée et de trouver des mesures pour garantir les intérêts de la France.

V. DE MARS.

TABLE

DES MATIÈRES DU SEPTIÈME VOLUME.

(NOUVELLE SÉRIE.)

LES MAHRATTES DE L'OUEST. — L'Hiver dans l'Inde. — Les Mahrattes en voyage. — Passage des Ghautts. — Les Rapsodes et Chefs de clan mahrattes. — Forteresses sur les montagnes. — Mœurs féodales. — Un Collége brahmanique. — Les Mahrattes sous la domination anglaise, par M. TH. PAVIE. 5

LA POÉSIE GRECQUE EN GRÈCE. — Dernière partie, par J.-J. AMPÈRE. . . 38

LE BRÉSIL EN 1844. — Sa Situation morale, politique, commerciale et financière. — La Société brésilienne, par M. L. DE CHAVAGNES. . . 66

Pensées, Fragmens et Lettres de Blaise Pascal, publiés pour la première fois conformément aux manuscrits, par M. SAINTE-BEUVE. 107

REVUE LITTÉRAIRE. — Poésies nouvelles, Histoire et Romans, par M. PAULIN LIMAYRAC. 126

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 139

LES PUISSANCES NAVALES DU SECOND ORDRE VIS-A-VIS DE LA FRANCE. . 148

DU RENOUVELLEMENT DE LA CHARTE DE LA BANQUE D'ANGLETERRE. . . 152

ÉTUDES SUR L'ANGLETERRE. — VI. — Birmingham. — La Démocratie industrielle. — La Vie des Ouvriers, les Apprentis à Birmingham. — Les Femmes-forgerons. — Willenhall et ses Vulcains, par M. LÉON FAUCHER. 161

PAUL SCARRON, par M. TH. GAUTIER. 192

LE TEXAS ET LES ÉTATS-UNIS. — Les Partis et les Hommes politiques de l'Union américaine, les Candidats à la Présidence, par M. A. CUCHEVAL. 233

LE THÉATRE MODERNE EN ESPAGNE. — Une première Représentation à Madrid. — *Alfonso Munio*, tragedia in cuatro actos, por la señorita doña Gertrudis Gomez de Avellaneda, par M. X. DURRIEU. 283

LA MAISON DU BERGER, par M. ALFRED DE VIGNY. 302

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 314

ÉCRIVAINS CRITIQUES ET HISTORIENS LITTÉRAIRES DE LA FRANCE. — XIII. — M. Daunou, par M. SAINTE-BEUVE. 333

DE LA JEUNE ANGLETERRE A PROPOS D'UN ROMAN (*Coningsby*) DE M. D'ISRAELI, par M. E. FORCADE. 385

TH. JOUFFROY, *Mélanges posthumes*. — Du Mouvement intellectuel de la Restauration, par M. CH. DE RÉMUSAT. 418

L'Ultramontanisme, ou Rome et la Société moderne, de M. E. Quinet, par M. LERMINIER. 449

BRUMMELL (*the Life of Brummell*, by captain Jesse), par M. JOHN LEMOINNE. 467
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 485

DES TENDANCES LITTÉRAIRES EN ANGLETERRE ET EN AMÉRIQUE. — Carlyle et Emerson. — Historiens, Romanciers et Poètes. — Abaissement intellectuel. — Romans de Frederika Bremer. — Correspondance de Robert Burns. — Littérature et Mœurs américaines. — Fusion des races. — Symptômes de l'avenir, par M. PH. CHASLES. 497
ÉCONOMISTES CONTEMPORAINS. — M. Rossi (*Cours d'Économie politique*), par M. LOUIS REYBAUD. 546
DE LA POÉSIE PHILOSOPHIQUE EN ALLEMAGNE. — I. — Les Poètes de la jeune École hégélienne, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER. 582
LE THÉATRE MODERNE EN ESPAGNE. — Gil y Zárate. — *Un Año despues de la Boda* — *Don Carlos el Héchizado*. — *Don Guzman el Bueno*, par M. X. DURRIEU. 601
REVUE LITTÉRAIRE. — L'Histoire, le Roman, la Poésie, par M. PAULIN LIMAYRAC. 634
SOUVENIRS DU PORTUGAL (*Erinnerungen aus dem Jahre* 1842), par M. HENRI BLAZE. 649
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 660

MADEMOISELLE DE LA SEIGLIÈRE. — Première partie, par M. JULES SANDEAU. 673
DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE DE LA FRANCE EN 1844, par M. L.-D. RODET. 714
LES CAISSES D'ÉPARGNE. — Leur Origine. — Histoire de la Caisse d'épargne de Paris. — Sa Situation financière. — Statistique de sa clientelle. — Avenir des Caisses d'épargne, par M. ALPHONSE ESQUIROS. 751
Histoire de l'École d'Alexandrie, de M. Jules Simon, par M. ÉMILE SAISSET. 783
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 825
POLITIQUE COMMERCIALE. — La France et la Prusse vis-à-vis de la Belgique. 836
ACADÉMIE FRANÇAISE. — Le Concours sur Voltaire. 844

LE BRÉSIL EN 1844. — Intérieur du pays. — Les Villes maritimes. — Avenir politique. — Rapports du Brésil avec l'Europe, par M. L. DE CHAVAGNES. 849
POÈTES MODERNES DE L'ITALIE. — III. — Leopardi, par M. SAINTE-BEUVE. 910
Ellen Middleton, de lady Georgiana Fullerton, par M. PH. CHASLES. . . 947
MADEMOISELLE DE LA SEIGLIÈRE. — Seconde partie, par M. JULES SANDEAU. 963
DE LA SITUATION DE LA FRANCE VIS-A-VIS DE L'ANGLETERRE, A PROPOS DE LA POLITIQUE DU MINISTÈRE DANS L'OCÉANIE. 988
REVUE LITTÉRAIRE. — Poetæ minores, par M. PAULIN LIMAYRAC. . . . 1007
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 1019

FIN DE LA TABLE.

AP
20
R5
n.sér.
t.7

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY